Marianne face aux Balkans en feu : perceptions des guerres balkaniques de 1912-1913 dans l'espace médiatique français

Nicolas Pitsos

▶ **To cite this version:**

Nicolas Pitsos. Marianne face aux Balkans en feu : perceptions des guerres balkaniques de 1912-1913 dans l'espace médiatique français. Histoire. Institut National des Langues et Civilisations Orientales-INALCO PARIS - LANGUES O', 2014. Français. NNT : 2014INAL0026 . tel-01368947

HAL Id: tel-01368947
https://theses.hal.science/tel-01368947

Submitted on 20 Sep 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Institut National des Langues et Civilisations Orientales

École doctorale N°265

Langues, littératures et sociétés du monde

Centre de Recherches Europes Eurasie (CREE)

THÈSE

présentée par :

Nikolaos PITSOS

soutenue le 28 novembre 2014

pour obtenir le grade de **Docteur de l'INALCO**

Discipline : Histoire, sociétés et civilisations

« Marianne face aux Balkans en feu : perceptions des guerres balkaniques de 1912-1913 dans l'espace médiatique français »

Thèse dirigée par :	
Mme Joëlle DALEGRE	Maître des conférences-HDR, INALCO
RAPPORTEURS :	
Mme Catherine HOREL	Directrice de recherches au CNRS, UMR IRICE, Université de Paris I Panthéon- Sorbonne
M. Frédéric MONIER	Professeur des Universités, Université d'Avignon UFR SHS

MEMBRES DU JURY :

M. Michel BOZDEMIR	Professeur des Universités, INALCO
Mme Joëlle DALEGRE	Maître des conférences-HDR, INALCO (directrice de thèse)
Mme Catherine HOREL	Directrice de recherches au CNRS, UMR IRICE, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne
M. Frédéric MONIER	Professeur des Universités, Université d'Avignon UFR SHS
M. Sylvain VENAYRE	Professeur des Universités, Université de Grenoble

En premier lieu, je voudrais remercier Joëlle Dalègre, ma directrice de recherche, pour sa confiance, ses conseils, ses encouragements tout au long de ces années. Je lui suis aussi reconnaissant de m'avoir associé à des manifestations scientifiques, me permettant de développer mes compétences de communication et de rédaction.

Je tiens également à remercier vivement Catherine Horel et Fréderic Monier pour avoir accepté d'être les rapporteurs de cette thèse et de siéger au jury de soutenance, aux côtés de Michel Bozdémir et de Sylvain Venayre qui m'ont fait l'honneur d'y participer.

Par ailleurs, j'aimerais remercier mes laboratoires de rattachement à l'Inalco, le Centre des Recherches Europes-Eurasie (CREE) et le Centre d'Etudes Balkaniques (CEB), qui m'ont accueilli et impliqué dans leurs activités. Dans ce sens, mes remerciements s'adressent plus particulièrement à Faruk Bilici, Jean-Paul Champseix, Bernard Lory, Ardian Marashi et Frosa Pejoska-Bouchereau.

Cette thèse est le résultat d'escales plus ou moins lointaines qui m'ont amené à l'exploration de diverses destinations historiographiques et à des échanges stimulants autour de mon sujet. A ce propos, je voudrais remercier, les organisateurs du colloque sur les cinq sens de la ville, et plus particulièrement Robert Beck, Ulrike Krampl, Emmanuelle Retaillaud-Bajac, qui m'ont donné l'occasion de travailler sur les représentations sensorielles, Olivier Dard, Jens Ivo Engels et Frédéric Monier, qui m'ont permis de me pencher sur le sujet de la corruption et des scandales dans l'Europe contemporaine, Anne Couderc, Alexandre Toumarkine et l'Ecole Française d'Athènes qui m'ont invité au colloque sur les occupations militaires et les constructions nationales dans les Balkans, Sarga Moussa et la Société des études romantiques et dix-neuviémistes, qui m'ont permis d'élaborer la notion d'orientalisme linguistique, dans le cadre du colloque sur le XIXe siècle et ses langues, les organisatrices du colloque sur l'histoire du pacifisme en Europe du XIXe siècle, en particulier Isabel Valente et Alice Cunha qui m'ont fait confiance, ainsi que Rémi Fabre qui m'a donné la parole au colloque sur les défenseurs de la paix à l'Institut historique allemand. Merci à Catherine Horel, Robert Frank, et l'IRICE qui m'ont permis d'intégrer dans ma réflexion, la place des enjeux mémoriels et des représentations dans les relations internationales, lors du colloque sur les guerres balkaniques qu'ils ont organisé. Merci aussi au département des relations internationales du Middle East Technical University d'Ankara qui a enrichi ma réflexion sur les narrations concurrentes ainsi que le Centre d'études des Balkans et de la Mer Noire de l'Université de Yildiz et l'Institut pour l'étude de l'Europe orientale et sud-orientale à Regensburg, pour leur très intéressant colloque sur les guerres balkaniques. Merci aussi à Jean-Paul Bled et Jean-Pierre Deschodt, qui m'ont intégré à leur manifestation sur les conflits dans les Balkans. Sabine Rutar et Kathrin Boeckh m'ont beaucoup apporté avec leurs précieuses remarques sur mon sujet, je les en remercie.

Je dois aussi beaucoup dans la conceptualisation de ma thèse, aux séminaires de Joëlle Dalègre sur la question macédonienne, celui de Dominique Kalifa sur l'histoire des imaginaires et celui de Hervé Mazurel et de Sylvain Venayre, sur le concept des guerres lointaines en Europe du XIXe siècle. Merci à Méropi Anastassiadou-Dumont pour les

orientations de recherche qu'elle m'a suggérées, dans le cadre de son séminaire à l'EHESS, sur les sciences sociales en Grèce et en Turquie.

Je remercie tout particulièrement le personnel de la BNF, des archives diplomatiques à Nantes, à la Courneuve et à Athènes, pour avoir facilité mes recherches et m'avoir accueilli au sein de leurs institutions.

Je remercie aussi vivement toute l'école doctorale de l'Inalco, sa directrice Madame Sophie Vassilaki, Mesdames Barbora Chavel et Cécile Corniquel, pour m'avoir accompagné dans toutes mes démarches administratives depuis mon inscription jusqu'à la préparation de la soutenance, ainsi que Dominique Blampain pour son aide à l'impression de ma thèse.

Mes parents, mon frère Lucas pour leur soutien indéfectible. Mon oncle Petros pour m'avoir donné le goût de la lecture et de l'écriture. Et un grand merci à tous mes amis, qui m'ont soutenu et encouragé tout au long de cette belle aventure, et notamment à Régis et Yvelise Lapasin, Michèle Baratte, Marguerite Lorenzi, Frédérique Reynaud, Jean-Paul Samuelson, Madeleine Tichit et tous les amis de l'association franco-hellénique de Tours.

Enfin, merci à Vicky, sans qui rien n'aurait été possible. Son soutien inestimable, sa patience inégalable, et sa compréhension sans faille, m'ont permis d'arriver au bout de ce voyage.

TABLE DES MATIERES

Remerciements 2
Table des matières 4
INTRODUCTION
Présentation du sujet 8
Le triangle de la perception 16
Echelles- cercles de la perception 18
Continents historiographiques 19
Sources 29
Plan 35
Contexte sociopolitique, géo-historique et culturel de la perception des guerres balkaniques dans l'espace médiatique français
Les guerres balkaniques à la Belle Époque de la presse et du correspondant-reporter 38
Les guerres balkaniques entre question(s) d'Orient et orientalisme(s) 41
Panorama géo-historique de l'espace balkanique jusqu'à la veille des guerres balkaniques 47
L'espace balkanique avant son intégration dans l'Empire ottoman 48
A l'intérieur de l'Empire ottoman : l'individu-sujet 'Balkanique' entre millet, *esnaf* et vilayet 53
La naissance des nationalismes et la création d'États-nations à la fin du XVIIIe siècle 56
La naissance des États modernes dans les Balkans 60
La Bulgarie à la veille des guerres balkaniques 66
La Grèce à la veille des guerres balkaniques 68
Le Monténégro et la Serbie à la veille des guerres balkaniques 70
La Roumanie à la veille des guerres balkaniques 71
L'Empire Ottoman à la veille des guerres balkaniques 73
La société française à la veille des guerres balkaniques 76
Première Partie : PERCEPTIONS DE L'AVENEMENT DU CONFLIT
I.1. Perceptions de la responsabilités 81
I.1.1. La faute aux Alliés balkaniques 81
I.1.2. La faute à l'Empire ottoman 86
I.1.3. La faute aux grandes puissances et à l'Europe 88
I.1.4. La faute au capitalisme, au cléricalisme et au militarisme 95
I.1.5. La faute à la presse 99
I.1.6. La faute à l'opinion publique, la représentation du passé et de l'Autre 103
I.1.7. La responsabilité pour la Deuxième Guerre balkanique 107
I.2. Perceptions de la nature du conflit 112
I.2.1. Guerres de civilisations : Occident contre Orient, Europe contre Asie 113
I.2.2. Guerres de religions : Croix contre Croissant ou la nouvelle croisade 123
I.2.3. Guerres de races, conflits ethniques et la notion de 'haines séculaires' 132
I.2.4. Guerres de nations 137
I.2.5. Guerres de libération nationale : entre *Risorgimento*, le mythe du 'joug ottoman' et l'horizon de la Revanche 144
I.2.6. Guerres d'intérêts : entre expédition coloniale et campagne impérialiste 151

I.3. Perceptions de l'étendue potentielle du conflit 163
I.3.1. Une guerre localisée 163
I.3.2. Menace d'une conflagration européenne 167
Deuxième Partie : PERCEPTIONS DU DEROULEMENT DES OPERATIONS ET DES OCCUPATIONS MILITAIRES 187
II.1. Perceptions des lieux du conflit 187
II.1.1. Entre ignorance géographique et engouement cartographique 189
II.1.2. A travers un regard 'touristique' 198
II.1.3. A travers un regard 'orientaliste' 206
II.1.4. A travers les manifestations dans l'espace public 218
II.1.5. A travers la géographie du passé 220
II.1.6. A travers les marques de la présence française 224
II.2. Perceptions des opérations militaires 226
II.2.1. Entre roman feuilleton, fait divers et spectacle cinématographique : à la recherche de nouvelles sensationnelles 229
II.2.2. Entre modernité et archaïsme : les modalités de combat 235
II.2.3. Entre censure externe et censure interne : la mise en scène de nouvelles sur les batailles 245
II.2.4. Entre la loi 1905 et la diplomatie humanitaire : les missions de secours aux blessés 262
II.3. Perceptions des acteurs des opérations militaires et humanitaires 276
II.3.1. Perceptions physionomiques 279
II.3.2. Perceptions comportementalistes 283
II.3.3. Perception des blessés 293
II.3.4. Acteurs féminins des opérations militaires 297
II.3.5. Acteurs français 300
II.4. Perceptions des causes des victoires et des défaites 312
II.4.1. Lecture déterministe, téléologique de l'événement historique 312
II.4.2. Lecture monarchiste, antirépublicaine et antirévolutionnaire 314
II.4.3. Lecture antisémite, antimaçonnique et militariste : à l'ombre de l'affaire Dreyfus et de l'affaire des fiches 319
II.4.4. Lecture culturaliste (anti)-cléricale et/ou islamophobe 324
II.4.5. Lecture anti cosmopolite et xénophobe 326
II.4.6. Lecture patriotique : victoire ou défaite de la nation armée ? 330
II.4.7. Lecture historiciste sous le prisme du byzantinisme 333
II.4.8. Lecture comportementaliste et essentialiste de l'organisation sociale 336
II.4.9. Lecture nationaliste : Schneider contre Krupp 339
II.5. Perceptions des occupations militaires et des atrocités pendant la première étape des guerres balkaniques 343
II.5.1. Interventions/occupations militaires de Constantinople et de Scutari par les grandes puissances 345
II.5.2. Perceptions des occupations/exactions sur les territoires occupés par l'armée serbe et monténégrine 356
II.5.3. Perceptions des occupations/exactions sur les territoires occupés par l'armée bulgare 365
II.5.4. L'occupation d'Andrinople 369
II.5.5. L'occupation de Salonique 374
II.5.6. Perceptions des exactions sur les territoires occupés par l'armée grecque 389

en dehors de Salonique
II.5.7. Les réfugiés 394
II.5.8. Perception du traitement des blessés et des prisonniers 396
II.6. Perceptions des occupations militaires et des atrocités pendant la Deuxième Guerre balkanique 401
II.6.1. Avant le 12 juillet 1913 : perception unilatérale des événements 402
II.6.2. Après le 12 juillet 1913 : des narrations concurrentes 405
II.6.3. Le tournant photographique dans la perception des occupations 422
II.6.4. La bataille des courriers : entre accusations pour désinformation et action propagandiste 425
II.7. Perceptions de la couverture différenciée des atrocités 432
II.7.1. Percevoir les mécanismes d'une couverture différenciée : la place des propagandes et des représentations de l'Autre 432
II.7.2. Stigmatiser/Déshumaniser l'Autre afin de légitimer les revendications expansionnistes 455
II.7.3. Les atrocités dans les Balkans : entre particularité et universalité 458
Troisième partie : PERCEPTIONS DU REGLEMENT DES DIFFERENDS DIPLOMATIQUES DU CONFLIT 465
III.1. Pour la paix ou pour la guerre ? 466
III.1.1. Les défenseurs de la paix 466
III.1.2. S'opposer à la guerre dans les Balkans à cause de ses conséquences sur la société française et les sociétés extérieures 486
III.1.3. S'opposer à la guerre à cause de ses conséquences sur les sociétés belligérantes 492
III.1.4. Les partisans de la guerre et de la militarisation de la vie politique 496
III.1.5. Une guerre 'juste et légitime' 502
III.1.6. La guerre voulue par les peuples des Balkans 505
III.1.7. La guerre comme remède à la décadence/source d'énergie, de vitalité 507
III.1.8. La guerre des Balkans comme annonciatrice de la Revanche 510
III.2. Perceptions générales des principes du règlement du conflit et de ses différends 515
III.2.1. Perceptions de la justice et du droit international 515
III.2.2. Perceptions du rôle de l'Europe 518
III.2.3. Perceptions des négociations diplomatiques 523
III.2.4. Perceptions favorables au maintien du statu quo 527
III.2.5. Perceptions favorables au changement du statu quo 536
III.2.6. Perceptions de l'organisation du nouveau statu quo territorial 542
III.3. Perceptions du règlement de la question macédonienne 553
III.3.1. La proposition autonomiste 553
III.3.2. La complexité de la question macédonienne 557
III.3.3. Le différend bulgaro-serbe 560
III.3.4. Le différend gréco-bulgare 566
III.3.5. Quel statut pour Salonique ? 569
III.3.6. Le différend bulgaro-ottoman 578
III.3.7. La question du Mont-Athos et le statu des populations valaques 581
III.4. Perceptions du règlement de la question adriatique/albanaise 584
III.4.1. La question de la conscience nationale 587

III.4.2. Perceptions de la viabilité et modernité d'un État albanais 593
III.4.3. La délimitation des frontières de l'État albanais 605
III.4.4. Délimiter ses frontières septentrionales 607
III.4.5. Délimiter ses frontières méridionales 617
III.5. Perceptions du règlement des différends bulgaro-roumain et gréco-ottoman 627
III.5.1. La question de Silistrie 627
III.5.2. La question des îles de la Mer Égée 634
III.6. Perceptions du règlement de la question anatolienne 642
III.6.1. Le statut de Constantinople 642
III.6.2. Après les Balkans l'Anatolie ? 644
III.6.3. La dimension syro-anatolienne 648
III.6.4. La dimension kurdo-arménienne 651
III.6.5. L'intervention humanitaire 653
III.6.6. La décentralisation et le rôle du comité arabe 655
III.6.7. La bataille des chemins de fer en Anatolie 658
Conclusions 665
Sources 687
Références bibliographiques 699
ANNEXES
Statistiques I (titres à la Une de mon échantillonnage en rapport avec les guerres balkaniques) 724
Statistiques II (légendes des clichés photographiques à la Une de mon échantillonnage) 885
Cartes 922
Caricatures-Illustrations 934
Clichés photographiques 947
Tableaux 954
Notices biographiques 965
Index de journaux 981
Index de lieux 985
Index de noms 992
Résumés en français et en anglais 1005

Introduction

L'Orient-Express ne partira pas ce soir. Voilà la nouvelle sur laquelle le chroniqueur du *Figaro* tombe en arrêt le 4 octobre 1912, alors qu'il parcourt avec une curiosité hâtive, les derniers télégrammes. La suppression de ce train, là voilà pour les voyageurs, « la première, la vraie catastrophe » s'exclama-t-il[1]. Quelques jours plus tard, Stéphane Lauzanne, rédacteur en chef du journal *le Matin* à l'époque des guerres balkaniques, part à la veille du conflit, suivre les opérations dans le théâtre des Balkans, accompagnant l'armée ottomane. De retour à Paris, il publie ses mémoires. Il commence son récit en se remémorant, les moments angoissants qui ont précédé la proclamation officielle de la guerre. Après que le maître d'hôtel de l'Orient-Express ait annoncé le service du dîner, une ruée se précipita vers le wagon-restaurant :

> « La chambre était ce soir-là particulièrement brillante et animée. (…) N'avait-on pas dit que la Roumanie, elle aussi, mobilisait, que l'Autriche interceptait les communications, bref, qu'il n'allait plus être possible à un Parisien de gagner Constantinople ? Aussi y avait-il de nombreux voyageurs, ce 15 octobre 1912, dans l'Orient-Express : hauts fonctionnaires français regagnant leur poste en Turquie, correspondants de guerre se rendant sur le théâtre des hostilités, diplomates (…) rentrant dans leur patrie. Voici, M. Léon Pissard, directeur général de la Dette et M. Delzant, secrétaire particulier de Raymond Poincaré, qui va semer tout le long de la route de lourdes valises diplomatiques ; voici M. Lionel James, correspondant de guerre du *Times* qui en est à sa quatorzième campagne et déclare qu'il a toujours été on the winning side, (…) voici mon confrère et ami Georges Raymond, correspondant de guerre de l'*Illustration*, un Bourguignon solide, râblé, qui revient déjà de chez les Turcs, là-bas, au fond de la Tripolitaine (…) A Bucarest, M. Gregueil, secrétaire de la légation de France était là sur le quai. Il nous annonce que depuis le matin la guerre est officiellement déclarée entre la Turquie et la Bulgarie, alliée à la Serbie. Elle le sera demain avec la Grèce. Elle l'était hier avec le Monténégro. Plus de doute à avoir : les Balkans vont être à feu et à sang. Les correspondants de guerre qui craignaient un arrangement de la dernière heure, respirent enfin.»[2].

Après son déclenchement, le conflit devient l'événement médiatique le plus passionnément et assidument suivi. A Paris, Jean-Jacques Brousson nous informe, qu'il n'est plus qu'un sujet d'entretien : la guerre. « Métro, autobus, salon, antichambre, et l'office et l'alcôve ne parlent plus que des Balkans. C'est un commun délire. »[3]. Cette invasion et colonisation de l'espace public et privé par les événements se déroulant dans les vilayets européens de l'Empire ottoman, est aussi confirmée par Guy de Cassagnac qui avoue dans

[1] « Notes d'un Parisien », *Le Figaro*, 4 octobre 1912.
[2] Stephane Lauzanne, *Au chevet de la Turquie : quarante jours de guerre*, Paris, 1913, p.13-14.
[3] Jean-Jacques Brousson, « Courrier de Paris », *Gil Blas*, 17 octobre 1912.

l'*Autorité*, que s'il ne parlait pas des Balkans, il risquerait d'être considéré comme « un campagnard ou pour un homme peu au fait du jour »[4].

Comment ces événements et leurs acteurs ont-ils été perçus dans l'espace médiatique français ? Cette interrogation est à l'origine de cette recherche, dont la réalisation comporte une triple ambition : permettre une nouvelle approche des guerres balkaniques, proposer une nouvelle compréhension-déclinaison de la question d'Orient et suggérer une schématisation de la perception médiatique d'un conflit par une société extérieure à son déroulement.

Pourquoi choisir les guerres balkaniques pour mener cette triple réflexion. Au-delà de la conjoncture chronologique du centenaire de la commémoration de ces événements et de la Grande Guerre avec laquelle elles ont été étroitement associées dans et par l'historiographie, les guerres balkaniques constituent une des séquences les plus importantes de la question d'Orient. Il s'agit d'un véritable moment fédérateur et condensateur des événements de cette question des relations internationales, antérieurs à leur déclenchement, et annonciateur de ses étapes postérieures. Ce véritable carrefour événementiel où se croisent à la fois les enjeux géopolitiques, géoéconomiques, géoculturels avec les représentations de l'Autre et de Soi, d'Ici et de l'Ailleurs, de l'Autrefois, du Présent et du Futur, est un observatoire privilégié de la société française de l'avant la Première Guerre mondiale et de ses perceptions de l'Orient, en l'occurrence des Balkans, des Orientaux plus généralement et des Balkaniques plus particulièrement. Une approche des guerres balkaniques dans un tel contexte et avec un tel horizon historiographique n'a jamais donné lieu à une étude approfondie, jusqu'à la veille de leur centenaire[5]. Au contraire, ces événements ont inspiré profusion d'études d'histoire militaire, une multitude de mémoires de combattants publiés sur ce sujet et une pléthore d'essais d'histoire diplomatique. Bref, il s'agit d'une histoire événementielle, et d'une lecture dans la plupart des cas partisane et assez peu problématisée de cette période. De ce constat a également découlé ma volonté de proposer une rencontre, un rapprochement, entre une histoire politique s'intéressant à une déclinaison 'idéologique' des perceptions de ce conflit,

[4] Guy de Cassagnac, « De l'inflammabilité des Balkans », *L'Autorité*, 13 octobre 1912.

[5] À cette occasion, de nouvelles approches historiographiques ont été proposées dans le cadre de plusieurs manifestations scientifiques, à l'instar des colloques organisés à Istanbul en octobre 2012, « The Balkan Wars 1912/13. Experience, Perception, Remembrance », par le Center for Balkan and Black Sea Studies, Yildiz Technical University, the Departement of History, University of Regensburg, the Institute for the Study of Eastern and Southeastern Europe (IOS), Regensburg, à Ankara en mai 2013, "The Centenary of the Balkan Wars (1912-1913): Contested Stances", par the Departement of International Relations, Middle East Technical University et à Paris en juin 2013, "Les Guerres Balkaniques 1912-1913: conflits, enjeux, memoires", par l'IRICE, Paris I. Pour les actes de ce dernier colloque, voir Catherine Horel (dir.), *Les guerres balkaniques (1912-1913): conflits, enjeux, memoires*, Bruxelles, Peter Lang, 2014.

une histoire de relations internationales s'interrogeant sur son identité et une histoire culturelle[6] s'assignant comme tâche d'étudier, comment une société extérieure à son déroulement a représenté et s'est représentée ces événements et leurs protagonistes.

Les guerres balkaniques, largement médiatisées[7], ont occupé une place importante dans la presse française entre le mois d'octobre 1912 et le mois d'août 1913. L'engouement médiatique pour ces conflits[8], fut particulièrement fort pendant leur première étape, c'est-à-dire en automne 1912, lorsqu'une coalition d'États balkaniques, composée des royaumes bulgare, grec, monténégrin et serbe s'est confrontée à l'Empire ottoman, lui contestant ses possessions européennes, et menaçant sa capitale, la ville de Constantinople/Istanbul. L'intérêt de la presse française face aux événements se déroulant dans les Balkans, décroît par la suite, avant de connaître un nouvel essor, à l'occasion des opérations et occupations militaires du mois de juillet 1913, quand la Bulgarie s'oppose d'une part, à ses ex-alliés grecs et serbes pour le partage des territoires conquis dans le cadre des opérations d'automne 1912, à la Roumanie pour une question de délimitation de frontières entre les deux pays et d'autre part, à l'Empire ottoman qui essaye de récupérer une partie des provinces qu'il venait de perdre. Entretemps, les sièges des villes ottomanes d'Andrinople (Edirne), Scutari (Shkodra) et Jannina (Ioannina), attirent toujours l'attention de la presse française, tandis que le suspens balkanique est également maintenu, suite à plusieurs assassinats politiques, celui de Nazim pacha dans le cadre du coup d'État du janvier 1913, du roi Georges Ier à Salonique en mars ou de Mahmoud Chevket pacha, en juin dans la capitale ottomane. Par ailleurs, les tensions diplomatiques entre la Serbie ou le Monténégro et la double monarchie au sujet de la question adriatique, les interventions-démonstrations navales internationales à Scutari ou à Constantinople, le différend territorial entre la Bulgarie et la Roumanie par rapport à la ville de Silistrie, ou encore les conférences internationales retraçant les frontières dans les Balkans à Londres et à Bucarest ou réglant à Paris la question de répartition des dettes publiques dans

[6] Sur l'histoire culturelle voir Jean-Pierre Rioux, Jean-François Sirinelli (dir.), *Pour une histoire culturelle*, Paris, éd du Seuil, 1997, Pascal Ory, *L'histoire culturelle*, Paris, PUF, 2004, Sirinelli, Philippe Poirrier, *Les enjeux de l'histoire culturelle*, Paris, éd. du Seuil, 2004, Dominique Kalifa, "What is cultural history now about?", dans Robert Gildea, Anne Simonin (dir.), *Writing Contemporary History*, London, Hodder Education, 2008, p. 47-69.

[7] Les guerres balkaniques font partie des 'media event', terme élaboré par Elihu Katz et Daniel Dayan. Il s'agit des événements publics amplement couverts par les médias qui, en raison de leur médiatisation, sont susceptibles de déclencher des processus de mobilisation sociale. Voir, Elihu Katz, Daniel Dayan, *Media events : the live broadcasting of history*, Cambridge (Mass.), London, Havard University Press, 1992.

[8] Pour une histoire événementielle, militaire et diplomatique de ces conflits, voir Ernest Weibel, *Histoire et géopolitique des Balkans de 1800 à nos jours*, Paris, Ellipses, 2002, (notamment le chapitre sur les guerres balkaniques, p.211-323), Egidio Ivetic, *Le guerre balcaniche*, Bologna, Il Mulino Universale, 2006 et Jean-Paul Bled, Jean-Pierre Deschodt, *Les guerres balkaniques 1912-1913*, Paris, Presses Universitaires de Paris-Sorbonne, 2014.

le cadre de ces nouvelles frontières, ont également occupé la Une des journaux français pendant cette période.

Ce qu'on peut d'emblée observer en regardant les statistiques de fréquence, c'est la place plus importante accordée aux événements des guerres balkaniques, au sein de la Une des quatre grands quotidiens de la Belle Époque, par comparaison avec les journaux d'opinion comme le *Temps* ou le *Figaro.* Le cas de l'*Humanité* représente plutôt une exception, car pendant les deux premiers mois, la médiatisation de ce conflit est en grande partie due aux manifestations contre la guerre. Afin de mieux évaluer l'évolution diachronique de la place occupée par la couverture médiatique des guerres balkaniques, il faudrait aussi prendre en compte la dimension synchronique de cette évolution, par rapport à la surface accordée à d'autres événements médiatisés de l'époque. En février, par exemple, les élections présidentielles en France, monopolisent l'espace médiatique et relèguent à l'arrière plan toute autre information. Alfred Massé affirme à cette occasion, que « l'élection présidentielle et la démission du cabinet ont pendant quelques jours attiré l'attention de la France entière, qui s'est désintéressée, durant cette semaine dernière, des événements d'Orient. »[9].

Tableau : La place occupée par les guerres balkaniques à la Une de journaux français (en %) du mois d'octobre 1912 au mois d'août 1913.

	Petit Parisien	*Petit Journal*	*Matin*	*Journal*	*Temps*	*Figaro*	*Humanité*
octobre	48,6	47,3	46,5	49,9	20,4	15,6	46,6
novembre	39,7	49	45,5	51,1	20,7	17,0	49,7
décembre	27,4	28,5	20,4	31,7	12,5	10,3	12,2
janvier	21,7	15,3	13,4	23,4	12,2	9,3	15,8
février	13,4	8,7	12,5	12,6	8,5	3,9	8,7
mars	18,5	10,4	7,8	12,0	2,5	4,9	4,1
avril	14,4	15	24,7	14,4	8,6	6,8	6,6
mai	16,4	10,2	5,0	10,0	7,9	5,7	3,6
juin	10,8	7,1	5,0	5,9	5,0	3,3	5,3
juillet	21,4	24,8	19,7	24,3	11,0	11,8	14,0
août	11,4	5,6	7,2	12,2	13,0	7,2	6,9

Pendant la perception médiatique de ces conflits, qu'est-ce donc qui est devenu événement « médiatique » ? Comment les 'news stories', les nouvelles, ont-elles été fabriquées, agencées ? Quels ont été les rapports et les interactions entre expression et diffusion d'informations, d'opinions, de représentations dans l'espace médiatique français ?

[9] Alfred Massé, « La question d'Andrinople », *La Lanterne*, 22 janvier 1913.

En quoi l'étude de ces facteurs, peut-elle nous renseigner sur la société française de l'avant la Grande Guerre et sur sa perception des Balkans et des Balkaniques ? Tels furent certains des questionnements majeurs autour desquels j'ai structuré mon travail.

Un postulat fondamental qui a régi et guidé ma pensée, ma recherche et ma démarche tout au long de cette étude, c'est que le travail historiographique pourrait être représenté comme la construction d'un bâtiment à trois étages, chaque étage arbitrant un différent destin accordé à l'événement historique dans le travail de l'historien. Au premier étage, il s'agit de reconstituer, rétablir, retracer les faits historiques grâce à un croisement systématique et méticuleux des sources. Le deuxième étage est consacré aux travaux de la perception de ces faits historiques par la société ou les sociétés qui les voient naître. Dans une telle optique, il pourrait s'agir d'une perception à l'intérieur des sociétés directement impliquées dans l'avènement de ces événements, ou d'une perception depuis l'extérieur, de la part des sociétés indirectement ou moins explicitement liées à ces événements. Le troisième étage est occupé par les travaux sur la commémoration de ces faits historiques, par des générations postérieures à leur avènement. Dans cette modélisation de l'étude historienne, propre à l'approche de Georges Duby dans son 'dimanche de Bouvines'[10], et où l'on retrouve le parcours de la cave au grenier de Michel Vovelle[11], je me suis a priori placé au deuxième étage, étudiant la perception des guerres balkaniques par une société phénoménalement extérieure à leur déroulement.

Dans une telle optique, loin de considérer ces étages comme étanchéifiés ou comme des niveaux d'analyse privés de toute communication, j'ai constamment été confronté à des questions ou des échos liés aux travaux de l'étage d'au dessous ou/et de celui d'au dessus. Comme le souligne, Pierre Laborie, « la vérité mêle étroitement deux ordres de réalités : d'un côté la matérialité des faits », de l'autre la perception que les acteurs sociaux se font de ces mêmes faits au moment où « ils les vivent, les subissent, les observent ou les reconstruisent. Ces représentations deviennent indissociables des faits et à leur tour, créatrices de réalité »[12].

[10] L'ouvrage, *Dimanche de Bouvines* de Georges Duby symbolise le tournant événementiel qui voit le jour au cœur de l'Ecole des Annales. Rétablissant la valeur hereustique de l'événement, l'historien médiéviste en décline les multiples dimensions : le déroulement de la bataille, les commentaires qu'elle a suscités et ses représentations depuis son avènement jusqu'à ses usages contemporains.

[11] Voir Michel Vovelle, *De la cave au grenier : un itinéraire en Provence au XVIIIe siècle de l'histoire sociale à l'histoire des mentalités*, Québec, Edisud, 1980.

[12] Voir Pierre Laborie, *L'opinion française sous Vichy, les Français et la crise d'identité nationale 1936-44*, Paris, éditions du Seuil, 2001, p.60.

Ainsi l'étude de la perception d'une série d'événements, comme ceux des guerres balkaniques, peut braquer les projecteurs d'analyse historienne sur des événements médiatisés à leur avènement et tombés dans l'oubli et dans l'ombre historiographique par la suite. Dans l'autre sens, la prise en compte des résultats des travaux historiographiques postérieurs à la perception contemporaine d'une série d'événements, est susceptible de révéler les mécanismes sélectifs de la médiatisation.

Par ailleurs, la référence, l'allusion par un acteur de la perception synchronique des guerres balkaniques, à des événements du passé, nous renseigne sur l'état du troisième étage au moment de la production de l'événement et de la participation de la commémoration, réactualisation du passé dans la perception du présent[13]. A ce propos, comme l'a souligné Arlette Farge, « l'événement se reconstruit sans arrêt et prend des multiples inflexions selon l'époque où il sera reçu »[14]. Ce qu'il est intéressant d'étudier dans un travail sur la perception, c'est comment les contemporains réinterprètent l'événement du passé et s'en servent pour rendre compte des événements auxquels ils assistent. En dehors des événements du passé, des événements dont on préconise l'avènement dans un futur plus ou moins lointain peuvent également façonner la perception d'un conflit. Dans le sens inverse, la commémoration d'un événement par les générations postérieures à son avènement, est souvent tributaire des traces de sa perception médiatique au moment où il advient ou de sa reconstitution historiographique par la suite. C'est à ce propos qu'Albéric Cauhet écrit dans l'*Illustration* en mars 1913, que la guerre des Balkans n'est point encore achevée que déjà « son histoire, toute pantelante, sort des presses, avec ses chapitres de feu et de sang, ses pages d'orgueil, de folie et de deuil (…) cette histoire de la formidable crise qui marque une si grande date dans la vie des peuples de l'Europe orientale, ce sont les correspondants de guerre, qui l'auront, les premiers, écrite »[15]. Cette affirmation est reprise par Philippe Joutard quand il déclare que le journaliste puis l'historien institue l'événement[16]. Faire l'événement c'est comme l'affirment Pascale Goetschel et Christophe Granger, « donner un nom à ce qui advient, en établir le récit et lui assigner des causes particulières, l'investir d'une signification au détriment de toutes les

[13]Voir Claire Andrieu, Marie-Claire Lavabre, Danielle Tartakowsky (dir.), *Politiques du passé. Usages politiques du passé dans la France conteporaine*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2006, et François Hartog, Jacques Revel (dir.), *Les usages politiques du passé*, Paris, éd. de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 2001.

[14]Voir Arlette Farge, « Penser et définit l'événement en histoire. Approche des situations et des acteurs sociaux », *Terrain*, 2002, n°38, p.69-78, p.78.

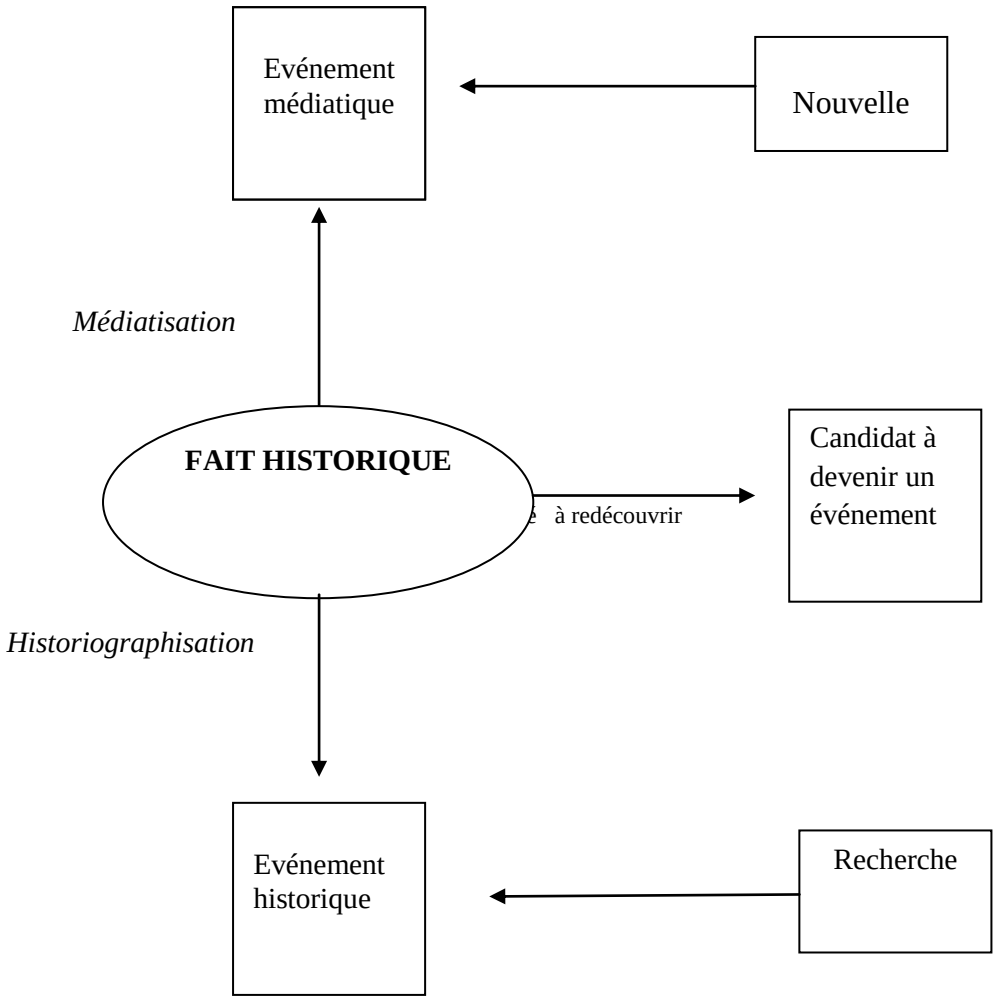
[15] Albéric Cauhet, « L'histoire par les correspondants de guerre », *L'Illustration*, 15 mars 1913.

[16]Voir Philippe Joutard, dans Evelyne Bevort, Samra Bonvoisin, Pierre Frémont (dir.), *Historiens et géographes face à la médiatisation de l'événement*, Paris, Centre national de documentation pédagogique, 1999, p.27.

autres possibles et plus encore, lui donner une place dans le cours du monde »[17]. En ce qui concerne la capacité de la presse à faire l'événement à l'ère médiatique, je l'ai abordée dans son double sens. D'une part, comme capable de déterminer ce qui mérite ou ne mérite pas de constituer un 'événement'[18]. D'autre part, comme démiurge de l'événement médiatique lui-même, transformant ce qu'elle publie en vérité et réalité[19].

[17] Voir Pascale Goetschel, Christophe Granger, « Faire l'événement, un enjeu des sociétés contemporaines », *Sociétés et Représentations*, 2011, p. 9-23, p.16.
[18] Voir Jacques Bouveresse, « La fabrication de l'événement », dans *Schmock ou le triomphe du journalisme. La grande bataille de Karl Kraus*, Paris, Seuil, 2001, p.134-48, p.148.
[19] Karl Kraus accuse les journaux d'avoir été, dans des circonstances comme celles de la Première Guerre mondiale, les auteurs des faits eux-mêmes, et pas seulement leurs narrateurs. Voir Karl Kraus, *Les derniers jours de l'humanité,* Marseille, Agone, 2004 (1918) (trad. de l'allemand par Jean-Louis Besson et Henri Christophe).

Schéma : Le fait historique et son « événementialisation » à travers sa médiatisation et/ou son « historiographisation ».



Par ailleurs, une étude sur la perception médiatique d'un conflit, nous amène à nous interroger sur les rapports entre fait historique, nouvelle, événement historique et événement médiatique (facts-events-news). Un fait historique ne devient pas forcément événement, et une nouvelle n'accède pas toujours au rang de l'événement médiatique. Ce qu'il est intéressant d'étudier pour l'historien de la perception, ce sont les facteurs d'ordre politique, économique, symbolique, derrière la reconnaissance d'un fait historique et/ou d'une nouvelle en tant qu'événement historique ou médiatique. Un événement médiatique peut avoir été le résultat, surtout en temps de guerre, d'une campagne de désinformation menée par les propagandes des pays belligérants, ou de la part de leurs sympathisants au sein des sociétés extérieures, en vue de manipuler les opinions publiques des sociétés impliquées dans le conflit ou l'observant de l'extérieur. La diffusion d'une nouvelle peut être instrumentalisée dans le cadre de

stratégies communicationnelles des différents acteurs opposés, aussi bien au niveau des acteurs de l'action militaire ou diplomatique que des acteurs de la perception médiatique[20].

D'un autre côté, il y a des faits historiques qui sont immédiatement ou synchroniquement 'événementialisés' car médiatisés, relatés dans la presse ou dans d'autres médias de l'ère audio-visuelle. Il y a des faits historiques qui acquièrent le statut d'événement après avoir été reconstitués et narrés par des historiens fouillant dans des archives, ou par des témoins relatant leurs expériences. Un fait historique médiatisé dans la presse de l'époque peut n'avoir jamais encore été abordé dans le cadre d'une recherche académique, à l'instar de la nouvelle annonçant l'annulation du départ de l'Orient-Express et n'intéressera peut-être jamais l'historiographie officielle, jusqu'au moment où comme Edward Carr l'a remarqué, l'intérêt d'un historien lui accordera le statut de candidat à être érigé en événement historique[21]. Inversement, un fait historique reconstitué dans son déroulement suite à la consultation de sources textuelles ou iconographiques, peut n'avoir jamais été médiatisé au moment de son avènement, il est susceptible d'être médiatisé par la suite à l'occasion d'un documentaire télévisé ou d'un supplément journalistique consacré à la commémoration de son contexte historique plus large.

Le triangle de la perception

J'ai perçu l'analyse de la perception médiatique d'un conflit et de ses acteurs, à la croisée d'une étude, d'opinions exprimées, d'informations diffusées et de représentations énoncées. Les opinions concernent la prise de position, les points de vue, les déclarations de ceux et celles qui prennent la parole dans l'espace médiatique, afin d'émettre un jugement. On rencontre à la fois des acteurs du conflit, directement impliqués, sous forme d'entretiens de premiers ministres, de chefs d'État, de ministres, d'officiers de l'armée, et en même temps, des commentaires d'observateurs extérieurs, des essayistes, des personnalités françaises du

[20] Pour éviter que l'histoire de la perception ne sombre dans un relativisme absolu et dangereux, niant la capacité d'objectivité de la recherche historique, pour ne pas seulement enregistrer les points de vue, les informations et les représentations mais aussi pour saisir les enjeux derrière leurs expressions qui ne sont pas toujours évidents de la part des contemporains de la perception, l'historien 'omniscient' de la période postérieure à la perception immédiate et synchronique d'un événement, a besoin des travaux du premier étage. Ainsi pour mieux s'orienter dans les coulisses de la perception, l'apport de mon premier étage historiographique est-il fondamental. Sur les critiques concernant la réduction de l'historiographie à une étude des discours, opérée par les représentants du linguistic turn, tels que Hayden White, voir Roger Chartier, *Au bord de la falaise : l'histoire entre certitudes et inquiétude*, Paris, Albin Michel, 1998.

[21] Edward Carr, *Qu'est –ce que l'histoire ?*, Paris, La Découverte, 1988 (traduit de l'anglais par Maud Sissung), p.38.

monde politique, de l'univers artistique, mais aussi des correspondants de guerre qui mélangent ou alternent dans leurs récits, informations, opinions et représentations.

Les informations concernent et relatent :

1) Les nouvelles sur les opérations-occupations militaires.

2) Les nouvelles sur les évolutions-réactions sociopolitiques d'une part, au sein des sociétés belligérantes, par exemple les réactions face à la guerre, mais aussi les débats politiques ou autres événements de la vie sociopolitique à l'intérieur des pays balkaniques pendant la durée du conflit. D'autre part, il y a les événements sociopolitiques auprès des sociétés 'extérieures' au conflit. Dans mon étude, il s'agit de l'impact des nouvelles sur la société française, ainsi que sur d'autres sociétés surtout européennes qui n'étaient pas directement impliquées dans le conflit. Cette catégorie d'informations comprend, les échos des manifestations pour ou contre la guerre, organisées dans l'espace public à l'occasion des guerres balkaniques, les souscriptions en faveur des différents belligérants ou des victimes de la guerre, la publication de faits divers en lien avec le conflit.

3) Les nouvelles sur les négociations pour le règlement du conflit et les différends liés au déroulement du conflit. Il s'agit d'informations sur la répartition des dettes, les délimitations des nouvelles frontières, les intentions, réclamations, récriminations des différents acteurs diplomatiques et des communautés concernées par les changements de souveraineté.

Enfin, les représentations concernent les stéréotypes, clichés et préjugés sur le Soi et ce qui est défini par les contemporains comme l'Autre[22], l'Ici et l'Ailleurs, le Présent, le Passé et le Futur, ou autrement dit pour cette dernière catégorie et pour reprendre une distinction du temps historique en termes anthropologiques élaborée par Reinhardt Koselleck, l'expression par les contemporains de leurs expériences et de leurs espérances[23].

[22] Il s'agit de la représentation de l'Autre du point de vue de la doxa culturaliste, c'est-à-dire, l'Autrui constitué en Autre. Voir Monique Ipotesi, *Pierre Loti et l'exotisme fin de siècle*, Taranto, Lisi, 2007.
[23] Voir Reinhart Koselleck, "Author's Preface," dans Reinhart Koselleck, *Futures Past. On the Semantics of Historical Time,* New York, Columbia University Press, 2004, p.3.

Échelles-Cercles de perception

Le processus de la perception d'un conflit pourrait être étudié à mon avis à trois niveaux et il s'organise autour de trois cercles. Dans un premier cercle, il y a la perception par l'individu-citoyen, contemporain au conflit, qui s'exprime dans l'espace médiatique, en développant directement son opinion dans un journal, en relatant une information, en véhiculant des représentations, bref en devenant vecteur et/ou acteur de la perception. Ces acteurs de la perception d'un conflit, sont les correspondants des journaux sur place, les chroniqueurs ou essayistes qui perçoivent le conflit derrière leur bureau, les personnalités des milieux politiques, économiques, artistiques, originaires des pays belligérants ou celles issues des sociétés observatrices extérieures, ou encore les acteurs anonymes des opérations ou occupations militaires, qui s'expriment dans l'espace médiatique français[24].

Ensuite, il y aurait la perception dans le sens de réception de ce qui est diffusé dans l'espace médiatique. Les sources par excellence qui pourraient nous informer sur cette perception, sont la correspondance ou le journal intime. Faute de documents suffisants pour nourrir une telle étude réflexive de perception dans le sens de réception, où l'on s'intéresse au circuit de l'information-message entre émetteur-récepteur, en étudiant comment, par exemple, des citoyens français contemporains aux guerres balkaniques, lecteurs de journaux, auraient réagi à ce qu'ils auraient lu ou entendu, je me suis contenté de repérer les réactions des diplomates français, face à ce qui était publié dans la presse de l'Hexagone, ainsi que les lettres envoyées par les lecteurs aux journaux et publiées dans ceux-ci, voire même les joutes opposant les écrivains des différents journaux entre eux, au sujet de ce que leurs collègues avaient publié.

Enfin, il y a la perception que le chercheur se fait du et sur le conflit. Cette perception est tributaire de trois facteurs majeurs : son bagage culturel-scientifique, ses vécus personnels et sa vision du passé, du présent et de l'avenir de l'évolution de l'humanité[25].

[24] Sur la double voix et la dualité énonciative de l'interview, voir Jean-Marie Seillan, « L'interview », dans Dominique Kalifa, Philippe Régnier, Marie-Eve Thérenty (dir.), *La civilisation du journal : histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIXe siècle*, Paris, Nouveau monde éd., 2011, p.1025-40.

[25] Joël Thomas souligne que le choix des faits, leur agencement dans un récit et leur soumission à une grille d'interprétation, trois composantes essentielles de la démarche historiographique, sont tributaires d'un complexe de repères culturels et idéologiques. Voir Joël Thomas (dir.), *Introductiona aux méthodologies de l'imaginaire*, Paris, Ellipses, 1998, p.264. De son côté, Pierre Bourdieu affirme que le chercheur occupe une place déterminée dans un champ intellectuel lui-même historiquement constitué. Voir Pierre Bourdieu, « Le champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1976, vol.2, n°2-3, p.88. Voir aussi Emilie Rosenberg "Presidential address: revisiting dollar diplomacy: narratives of money and manliness" *Diplomatic History*, 1998, 22, n°2, 155-76, cité dans André Kaenel, *Cultural studies*, Presses Universitaires de Nancy, 2003.

Personnellement, formé d'une part, au centre d'histoire du XIXe siècle à la Sorbonne, où je me suis sensibilisé à l'étude de l'histoire culturelle, et d'autre part à l'INALCO, où j'ai été initié aux études balkaniques, mon travail de thèse se veut un terrain d'application des approches conceptuelles et d'outils méthodologiques que j'ai acquis dans le cadre de mes deux parcours. De surcroît, mon expérience d'enseignant d'une histoire de l'espace balkanique à travers la période 'byzantine', en passant par la période ottomane et jusqu'au déroulement de la question d'Orient, XIXe à début du XXe siècle, m'a doté d'un regard et d'un aperçu panoramique et diachronique sur l'histoire de cette région. Enfin, en tant que citoyen spectateur et lecteur de la médiatisation des conflits des années 1990 en ex-Yougoslavie, depuis la guerre en Bosnie, jusqu'à celle du Kosovo, mais aussi interpellé par la couverture médiatique d'autres situations conflictuelles, séquences militaires ou crises financières, à la fin du XXe et au début du XXIe siècle, j'ai voulu comprendre à travers l'étude historique de la perception d'un conflit du passé par une société extérieure, le mécanisme de ce processus et les facteurs susceptibles de le façonner. Dans un tel sens, l'ensemble de mon travail a été inspiré par le concept de 'media narrative'[26] élaboré par Susan Carruthers et par toute une historiographie sur la perception médiatique des guerres depuis la guerre de Crimée jusqu'à la guerre du Golfe, du Kosovo ou de l'Afghanistan[27].

Continents historiographiques

Mon étude s'inscrit dans la mouvance intellectuelle et conceptuelle de l'histoire culturelle, avec l'appui parallèle ou complémentaire des *communication studies*[28], des *postcolonial studies*[29], de l'histoire politique et des idées et de l'histoire des relations internationales.

Adoptant la définition de l'histoire culturelle élaborée et proposée par Dominique Kalifa, en tant qu'approche « ethno-anthropologique des sociétés, soucieuse de restituer les

[26] Voir Susan L. Carruthers, *The media at war : communication and conflict in the twentieth century*, Basingstoke, London, Macmillan, New York, St. Martin's press, 2000. Sur le concept de narrative, voir Lawrence Stone, "The Revival of Narrative: Reflections on a New Old History", *Past and Present*, 1979, n°85, p.3-24, et Hayden White, *The content of the form: narrative discourse and historical representation*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1989.

[27] Voir Michel Mathien (dir.), *L'information dans les conflits armés: du Golfe au Kosovo*, Paris, Montréal, Toronto, L'Harmattan, 2001, Phillip Knightley, *The first casualty : the War Correspondent as Hero and Myth-Maker from the Crimea to Kosovo*, London, Prion, 2000, Harold Evans, *War stories: reporting in the time of conflict from the Crimea to Iraq*, Boston, Bunker Hill, 2003.

[28] Voir Didier Georgakakis, Jean-Michel Utard (dir.), *Science des médias : jalons pour une histoire politique*, Paris, Budapest, Torino, L'Harmattan, 2001.

[29] Voir Francis Barker, Peter Hume, Margaret Iversen (dir.), *Colonial discourse, postcolonial theory*, Manchester, New York, St. Martin's Press, Manchester University Press, 1994, Gayatri Chakravorty Spivak, *A critique of postcolonial reason: toward a history of the vanishing present*, Cambridge (Mass.), London, Harvard University Press, 1999, et Robert J.C. Young, *Postcolonialism*, Oxford, Blackwell, 2001.

appréciations, les sensibilités, les valeurs, les croyances, les imaginaires, mais aussi les expériences subjectives des acteurs, bref l'ensemble des voies par lesquelles les individus perçoivent, pensent et donnent sens au monde qui les entoure »[30], j'ai observé les acteurs de la perception des guerres balkaniques dans leurs différentes séquences. J'ai aussi été sensible aux paroles de Jean-Jacques Becker, incitant les historiens à rechercher la représentation que les contemporains se sont faits des événements qu'ils ont vécus[31]. Dans une telle perspective, j'ai également été inspiré par les travaux de Pierre Laborie, qui place son étude sur l'opinion publique, sous le signe de l'univers des représentations et de l'imaginaire social[32].

S'agit-il pour autant une étude sur l'opinion publique ? Malgré l'omniprésence de cette notion dans les articles de la presse de l'époque, je voudrais d'emblée préciser que ce que je suis en train de saisir et d'analyser, ce n'est pas l'opinion publique[33], telle qu'on peut la saisir et la mesurer à l'ère des sondages, mais le reflet des points de vue de celles et ceux qui ont pris la parole et ont su et voulu s'exprimer au sujet de ces conflits[34]. Leur compréhension ou évaluation de la situation pourrait bien évidemment influencer les avis de leurs contemporains, mais aucunement leur imposer d'une manière mécanique une certaine lecture plutôt qu'une autre[35]. Cette précision faite, il n'empêche que ces conflits se déroulent dans une époque où suite à la floraison de la presse, Gabriel Tarde est amené à constater que les publics existent essentiellement par la presse[36], ce que Benedikton Anderson, formulera lui aussi dans son concept de communautés imaginées, dont les membres sont liés entre eux par

[30]Voir Dominique Kalifa, « L'histoire culturelle contre l'histoire sociale? », dans Laurent Martin, Sylvain Venayre, (dir.), *L'histoire culturelle du contemporain*, Paris, Nouveau monde éd., 2005, p.79. Cette approche méthodologique et définition conceptuelle de l'histoire culturelle se rapproche du concept de *thick description* de l'anthropologue Glifford Geertz qui donne la parole aux gens observés et note leurs discours et réactions dans diverses circonstances.

[31] Voir Jean-Jacques Becker, *Comment les Français sont entrés dans la guerre : contribution à l'étude de l'opinion publique, printemps-été 1914*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, p..10.

[32] Voir « De l'Opinion publique à l'imaginaire social » *Vingtième siècle. Revue d'histoire,* 1988, n°18, p. 101-17. Pierre Rosanvallon considère que la 'sphère du politique est le lieu d'articulation du social et de sa représentation'. Voir Pierre Rosanvallon, *Pour une histoire conceptuelle du politique : leçon inaugurale au Collège de France faite le jeudi 28 mars 2002*, Paris, éd du Seuil, 2003.

[33] Comme l'affirme Jean-Jacques Becker, l'historien ne croit pas à l'opinion publique, mais à ses tendances. Voir Jean-Jacques Becker, « L'Opinion publique, un populisme ? » *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, 1997, n°56, pp.92-98, p.92.

[34] Sur les limites de la représentativité des études visant à mesurer l'opinion publique dans la première moitié du XXe siècle, avant le développement scientifique des sondages, voir Patrick Champagne, *Faire l'opinion : le nouveau jeu politique*, Paris, les éd. du Minuit, 1990.

[35] Pour une présentation synthétique des différentes écoles de pensée concernant l'analyse du processus de reception voir Grégory Derville, *Le pouvoir des médias : mythes et réalités*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2005 (1997).

[36] Voir Gabriel Tarde, *L'Opinion et la foule*, Paris, 1901.

la lecture d'un journal[37]. Ainsi, quand les contemporains des guerres balkaniques parlent d'opinion publique, ils l'associent clairement et consciemment à la diffusion d'opinions dans l'espace médiatique[38]. Celles et ceux qui les expriment dans la presse ou les actualités cinématographiques, se trouvent dans un double rapport face à l'opinion publique, tantôt la reflétant, en reproduisant dans leurs 'écrits' l'état d'esprit et d'âme de leurs lecteurs-spectateurs[39], tantôt la façonnant, conformément, comme l'affirme Pierre Renouvin, à la cause qu'ils veulent servir, ou à l'intérêt d'un gouvernement qui les subventionne[40].

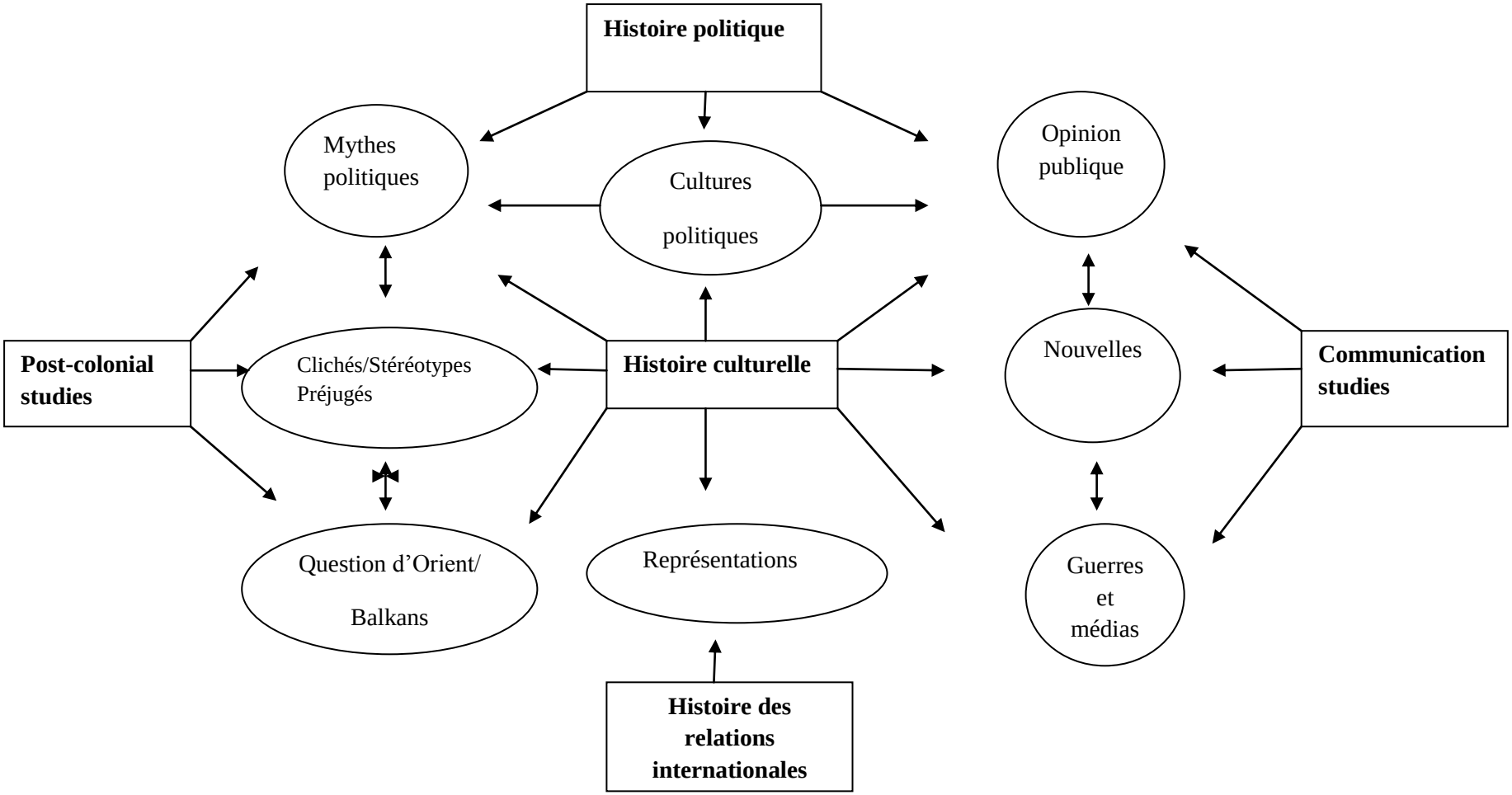
[37] Voir Benedict Anderson, *Imagined communities : reflections on the origin and spread of nationalism*, London, Verso, 1991.

[38] Jean Padioleau esquisse le cadre conceptuel et actionnel nécessaire pour l'expression d'une opinion publique. Ainsi pour que l'on puisse parle d'opinion publique au sein d'une collectivité, à l'échelle nationale, régionale, communale, il faut que les éléments suivants soient réunis : a) l'existence et la reconaissance par les individus ou des groupes d'un problème ou d'un événement politique, b) les individus et les groupes trouvent dans l'événement un prétexte à la communication, c) les individus et les groupes porteurs d'opinions prennent position, s'affrontent et entreprennent des actions, d) ces actions ont pour objectif d'influencer les décisions des autorités politiques à propos de ce sujet. Voir Jean Padioleau, *L'Opinion publique : examen critique, nouvelles directions*, Paris, Ecole des hautes études en sciences sociales, 1981, p.49.

[39] Eliseo Veron élabore en 1985 la notion de contrat de lecture pour définir la relation entre la presse et ses lecteurs. Il s'agit d'un contrat implicite liant le journal à son public. Il repose sur les attentes du lectorat et implique que le journal va construire son lecteur modèle pour pouvoir séduire son lecteur empirique et créer un climat de confiance. En d'autres termes, la presse propose à ses lecteurs un contrat qui répond à leurs attentes, à leurs motivations, et à leurs imaginaires. Ainsi les médias sont susceptibles de servir de révélateurs d'imaginaires collectifs au sein d'une société. Voir Eliseo Veron, *Construire l'événement : les médias et l'accident de Three Mile Island*, Paris, Editions du Minuit, 1981.

[40] Voir Pierre Renouvin, « L'étude historique de l'opinion publique », *Revue des travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques*, 1968, p123-43, p.123. Patrick Charaudeau considère que d'un point de vue empirique, les médias d'information fonctionnent selon une double logique : d'une part, une logique économique impliquant que tout média agit comme une entreprise ayant pour finalité de mieux faire valoir et 'valoriser' ses biens, à savoir les nouvelles qu'il publie ; une logique symbolique, synonyme de sa vocation de participer à la construction de l'opinion publique. Voir Patrick Charaudeau, *Les medias et l'information : l'impossible transparence du discours*, Bruxelles, De Boeck, 2011 (2005), p.13.

Schéma : Géographie des continents historiographiques explorés dans le cadre de cette recherche



Compte tenu du court laps de temps, à peine dix mois, sur lequel s'étalent les guerres balkaniques de 1912-13, j'ai retenu cette durée pour pouvoir effectuer une 'stratigraphie structurale' pour reprendre les paroles d'Emmanuel Le Roy Ladurie[41] de la société française et de ses rapports avec les Balkans. A l'occasion d'une crise, en l'occurrence d'un conflit, une perspective unique est offerte au chercheur, comme le remarque Jacques Revel, permettant de saisir les tensions engendrées au sein d'une société[42]. D'un autre côté, il existe des formes d'analyse de l'événement « où ce dernier peut devenir observatoire du social », c'est-à-dire comme l'affirme Arlette Farge, « le moyen de comprendre l'ensemble des relations qui irriguent un groupe social, un village, un quartier ou même un État ».[43] Dans une telle optique, j'ai proposé une 'micro-histoire' dans le domaine de la perception d'un conflit par une société extérieure à son déroulement, événement ou série événementielle, susceptible de nous informer à la fois sur les acteurs de la perception, leur société d'origine, ainsi que sur les sujets-objets de ce processus.

Dans mon travail, j'ai accordé une place centrale à la notion de la culture politique, élaborée par Serge Berstein, et définie comme l'ensemble de représentations qui « soude un groupement humain sur le plan politique, autrement dit, une vision du monde partagée, une lecture commune du passé et une projection dans l'avenir vécue ensemble »[44]. Cette notion de culture politique, relie les préoccupations d'une nouvelle histoire politique revisitée par des historiens tels que Jean-François Sirinelli, qui tendent à la rapprocher de l'objectif majeur de l'histoire culturelle, à savoir l'étude du 'comment' les individus et les groupes humains, se présentent et se représentent le monde qui les entoure[45]. La notion de représentation constitue également le trait d'union entre l'histoire culturelle et l'histoire des relations internationales. Dans le cadre d'une telle rencontre, j'ai essayé d'adapter à mon sujet, la grille de lecture proposée par Robert Frank. Selon cette grille, toute représentation d'un acteur de conflit de la part d'une société extérieure est par définition ambivalente, contenant à la fois un capital

[41] Emmanuel Le Roy Ladurie, décrit quinze jours d'histoire, d'une petite ville de province dans le Carnaval de Romans, défini par ses soins comme un « happening structurel », cet « événement ponctuel » déborde aussitôt du cadre trop étroit que lui assigne sa chronologie littérale. Voir Emmanuel Le Roy Ladurie, *Le Carnaval de Romans : de la Chandeleur au mercredi des Cendres, 1579-1580*, Paris, Gallimard, 1979, p.9.
[42] Jacques Revel, « Retour sur l'événement : un itinéraire historiographique », dans Jean-Louis Fabiani (dir.), *Le goût de l'enquête. Pour Jean-Claude Passeron,* Paris, L'Harmattan, 2001, p.95-118, p.105.
[43] Arlette Farge, « De l'événement », dans *Des lieux pour l'histoire,* Paris, 1997, p.82-96.p.86.
[44] Cité par Jean-François Sirinelli, « De la demeure à l'agora, pour une histoire culturelle du politique », dans Serge Berstein, Pierre Milza, *Axes et méthodes de l'histoire politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998, p.391. Pour une analyse approfondie et une déclinaison des différentes cultures politiques en France, voir Serge Berstein (dir.), *Les cultures politiques en France*, Paris, éd. du Seuil, 1999.
[45] Voir Jean-Pierre Rioux, Jean-François Sirinelli (dir.), *Pour une histoire culturelle…op.cit.*

d'images positives et négatives.[46] En dehors de les repérer, il est aussi intéressant d'étudier dans quel contexte les unes ou les autres sont tantôt véhiculées et resurgissent dans l'espace médiatique. Le deuxième élément de cette grille de lecture, que j'ai pris en considération, « c'est que l'image de l'Autre est un reflet de l'image de Soi. Altérité et identité fonctionnent ensemble dans la fabrication de l'imaginaire et du système de représentations. L'autre sert à se construire soi-même »[47]. Enfin, chaque représentation d'un acteur collectif dans les relations internationales, « renvoie à un long passé dans la mesure où elle est le produit d'héritages anciens »[48], mais ce passé est réactualisé selon les considérations géopolitiques du présent et surtout en fonction de celles du futur.

En ce qui concerne ma réflexion sur les stéréotypes et les clichés, je les ai abordés à la fois comme des indicateurs d'une pensée dualiste et dichotomique, dans le sillage des travaux de Sander Gilman[49], comme un premier maillon dans le processus de prise de connaissance avec l'Autre[50] et comme des énoncés discursifs et conceptuels producteurs de différenciation entre le Soi et ce qui est considéré comme l'Autre, susceptibles d'engendrer des préjugés véhiculant des perceptions xénophobes et racistes comme Michel Wieviorka et Pierre-André Taguieff nous l'ont montré dans leurs ouvrages[51]. Je me suis parallèlement inspiré des travaux issus des *post-colonial studies*[52] sur les notions d'altérité[53], d'exotisme, d'orientalisme[54]. L'acclimatation ou projection de ces principes, dans le contexte balkanique, dans des ouvrages tels que *Imagining the Balkans* de Maria Todorova[55] ou l'ouvrage collectif dirigé par Dusan Bjelic et Obrad Savic, *Balkans as metaphor, between globalization and*

[46] Voir Robert Frank, « Histoire des relations internationales et images », dans Maria Matilde Benzoni (dir.), Robert Frank (dir.), Silvia Maria Pizzetti (éds.), *Images des peuples et histoire des relations internationales*, Milan, Unicopli ; Paris, Publications de la Sorbonne, 2008, p.XVI.
[47] *Idem*.
[48] *Idem*.
[49] Voir Sander Gilman, *L'autre et le moi : stéréotypes occidentaux de la race, de la sexualité et de la maladie*, Paris, PUF, 1996.
[50] Voir Robert Frank, …*op.cit*., p.XVIII.
[51] Voir notamment Pierre-André Taguieff, *La Force du préjugé : essai sur le racisme et ses doubles*, Paris, Gallimard, 1990 et Michel Wieviorka, *La différence*, Paris, éd. Balland, 2000.
[52] Sur les concepts élaborés et étudiés par les post-colonial studies voir Bill Ashcroft, Gareth Griffiths, Helen Tiffin, *Key concepts in post-colonial studies*, London, New York, Routledge, 1998.
[53] Pour une réflexion sur la manière dont les altérités culturelles ont été traitées dans la presse française du XIXe siècle, voir Sylvain Venayre, « Identités nationales, altérités culturelles », dans Dominique Kalifa et al, La civilisation…*op.cit*., p. 1381-1407.
[54] Edward Saïd, dans son ouvrage, *Orientalism*, New York, Vintages books, 1979, propose trois définitions de l'orientalisme. Il attribue tout d'abord cette appellation à toute recherche ou étude sur l'Orient. Ensuite, il définit l'orientalisme comme un mode de pensée basé sur une distinction ontologique et épistémologique entre l'Orient et l'Occident. Enfin, il aperçoit également l'orientalisme comme un discours s'autorisant à établir ce qu'est l'Orient dans une perspective de domination sur lui. Pour une lecture critique du concept de l'orientalisme, voir Daniel Varisco, Reading orientalism : said and the unsaid, Seattle, London, Washington University Press, 2007, et Inge E. Boer, *After orientalism : critical entanglements, productive looks*, Amsterdam, Rodopi, 2003.
[55] Maria Todorova, *Imagining the Balkans*, New-York, Oxford University Press, 1997.

fragmentation[56], m'ont également aidé à mieux saisir l'expression et les enjeux idéologiques et géopolitiques des représentations sur les Balkans, les Balkaniques et leur passé de la part d'observateurs originaires des grandes puissances de l'Europe de l'Ouest.

Souhaitant étudier les représentations de Soi et de l'Autre, d'Ici et de l'Ailleurs, du Présent, de l'Autrefois et du Futur, que ceux et celles qui se sont exprimés dans l'espace médiatique français se sont faites, je me suis constamment penché sur le choix des noms[57], des termes pour désigner, nommer ces catégories d'individus, d'espaces et de temps. Dans une telle perspective, j'ai abordé ces modalités définitionnelles et conceptuelles, à travers le prisme d'un double processus d'autodéfinition et/ou hétéro-définition. Il s'agit dans le cas d'autodéfinition/représentation, d'une onomastique employée, par les individus pour se définir/se représenter eux-mêmes[58], par les autorités d'un État pour désigner/représenter ses habitants, régions[59], et par les contemporains d'une époque historique pour nommer/représenter l'entité politique dont ils font partie. D'autre part, l'hétéro-définition concerne les appellations d'un groupe d'individus, par des observateurs extérieurs à leur groupe-communauté, que ce soit les autorités étatiques dont ils dépendent, d'autres groupes au sein de la même société ou des observateurs venant d'autres sociétés. Appliqué à l'espace, le processus d'hétéro-définition renvoie à l'emploi de noms autres que ceux consacrés dans la nomenclature officielle d'un État pour désigner des lieux à l'intérieur de ses frontières, tandis qu'appliquée au temps historique, l'hétéro-définition correspondrait à l'utilisation de termes pour évoquer une certaine entité historique, autres que ceux retenus par ses acteurs directs.

De surcroît, j'ai considéré l'expression et la diffusion médiatique de représentations classificatrices, très souvent dualistes, dans leur double fonction, comme une activité esthétique-cognitive et une fonction politique de vouloir produire de l'altérité et la dominer, ou légitimer des visées hégémoniques[60] sur des individus et des espaces à travers leur

[56] Dušan Bjelič et Obrad Savič, *Balkans as metaphor, between globalization and fragmentation*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 2002.
[57] Voir Gilles de Rapper, Pierre Sintès (dir.), *Nommer et classer dans les Balkans*, Athènes, École Française d'Athènes, 2008.
[58] Chaque individu peut d'ailleurs se définir de plusieurs manières en fonction de ses interlocuteurs, étatiques ou inter/intra communautaires ou extra-étatiques, mais aussi en fonction de ses vécus et expériences.
[59] Dans le cadre d'un État on peut assister à des phénomènes d'hétérodéfinition, en cas d'écart entre la manière dont un groupe de ses citoyens ou sujets se définissent et la nomenclature officielle.
[60] Pour une perception des textes médiatiques comme produit d'un travail institutionnel de construction de la réalité, en relation avec les intérêts hégémoniques dont ils sont l'expression voir Stuart Hall, «The rediscovery of ideology: returns to repressed in media studies» dans Michaël Gurevitch, Tony Bennett, James Curran, *Culture, society and the media*, London, New York, Routledge, 1986. Comme l'affirme Mihai Coman, « les medias contribuent à la fabrication d'une certaine vision, socialement, politiquement et culturellement déterminée, du monde, car ils construisent des modes de définition des événements et des formes d'interprétation de la vie,

perception associée à une altérité inquiétante, révoltante ou dévalorisante. En plus, j'ai essayé d'exploiter le concept de Dennis Porter, du voyageur-observateur, producteur de représentations sur l'autre, l'ailleurs et l'autrefois et en même temps représentatif d'une certaine famille idéologique, d'un certain groupe socioculturel, d'une certaine époque historique. Représenter l'autre, l'ailleurs, l'autrefois, ce qui individuellement, spatialement et temporellement est perçu comme lointain ou éloigné de la représentation du soi, d'ici et du présent, constitue un exercice qui témoigne à la fois des capacités-modalités perceptives de l'acteur de la perception, et des atteintes ou constantes du public auquel il ou elle s'adresse[61].

C'est dans une telle optique que j'ai également étudié la présentation des nouvelles dans la presse. Rejetant l'idée selon laquelle la presse peut refléter ce qui s'est passé sur les champs de bataille ou les tables de négociation, d'un point de vue neutre, 'from nobody's point of view'[62], j'ai considéré à la fois les correspondants de guerre et leurs institutions[63], les journaux et revues de mon corpus, comme ayant des affinités personnelles, des sensibilités idéologiques, des considérations géopolitiques, des représentations sur les acteurs, l'espace ou le passé de cet espace, respirant dans d'autres termes comme Richard Hoggart l'a énoncé un air culturel particulier imprégnant toute l'ambiance idéologique d'une société.[64] Ainsi, en ce qui concerne l'étude des nouvelles composant la mosaïque de la perception médiatique des guerres balkaniques en France, j'ai abordé toute nouvelle comme le résultat « d'une production, voire d'une mise en scène ».[65]. Dans cette mise en scène textuelle ou visuelle de l'actualité d'une guerre, ce qui est aussi intéressant d'étudier, dans une perspective d'histoire des sensibilités, c'est la perception des seuils de tolérance d'un observateur et de son public,

---

reposant sur les catégories culturelles existantes ». Voir Mihai Coman, *Pour une anthropologie des médias*, grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2003, p.63.

[61] Voir Dennis Porter, *Haunted Journeys: Desire and Transgression in European Travel Writing*. Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1991, p.14-15. De son côté, Adriana Kolar, affirme que tout recours au passé se fait depuis la perspective du présent, dans un contexte socioculturel et un moment donné, selon les besoins de légitimation, de justification, de glorification ou d'évasion de ce présent. Voir Adriana Kolar, *La dimension politique de l'histoire : L.Groulx (Québec) et N. Iorga (Roumanie) entre les deux guerres*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2008, p.29.

[62] Cite dans Pamela J. Shoemaker, Stephen D. Reese, *Mediating the message: theories of influence on mass media content*, New York, Pearson, 1996, p.35. Sur la construction sociopolitique des nouvelles, ou l'intervention de critères d'ordre politique, économique, socioculturel dans la médiatisation et diffusion des faits, voir Michael Parenti, *Inventing reality: the politics of mass-media*, New York, St-Martin's press, 1986, Edward S. Herman, Noam Chomsky, *Manufacturing consent : the political economy of the mass media*, New York, Pantheon books, 1988 et Daniel Berkowitz, *Social meanings of news: a text-reader*, London, New Delhi, Thousand Oaks, 1997.

[63] Voir Mark Pedelty, *War stories: the culture of foreign correspondents*, New York, London, Routledge, 1995, p.9.

[64] Cite par Michael Schudson, *The sociology of news production*, New York, Norton, 2003, p.19.

[65] Alban Bensa, Eric Fassin, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n°32, 2002, p.5-20.

face à ce qui peut ou ne peut pas être représenté, montré, mis en paroles ou en images, notamment en matière de 'brutalisation' du corps humain.

Afin d'étudier les facteurs cachés derrière la construction et la mise en scène des nouvelles[66], Noam Chomsky dans son travail sur *Manufacturing consent: the political economy of Mass Media* parle de filtres[67], tandis que Hall Jamieson utilise la métaphore des lentilles[68]. J'ai personnellement utilisé les notions de censure externe et interne afin de comprendre ce qui devient une nouvelle et comment elle est mise en scène. J'ai appliqué cette idée de censure à la fois à l'échelle individuelle, celle du correspondant de guerre et à l'échelle institutionnelle, celle de son journal.

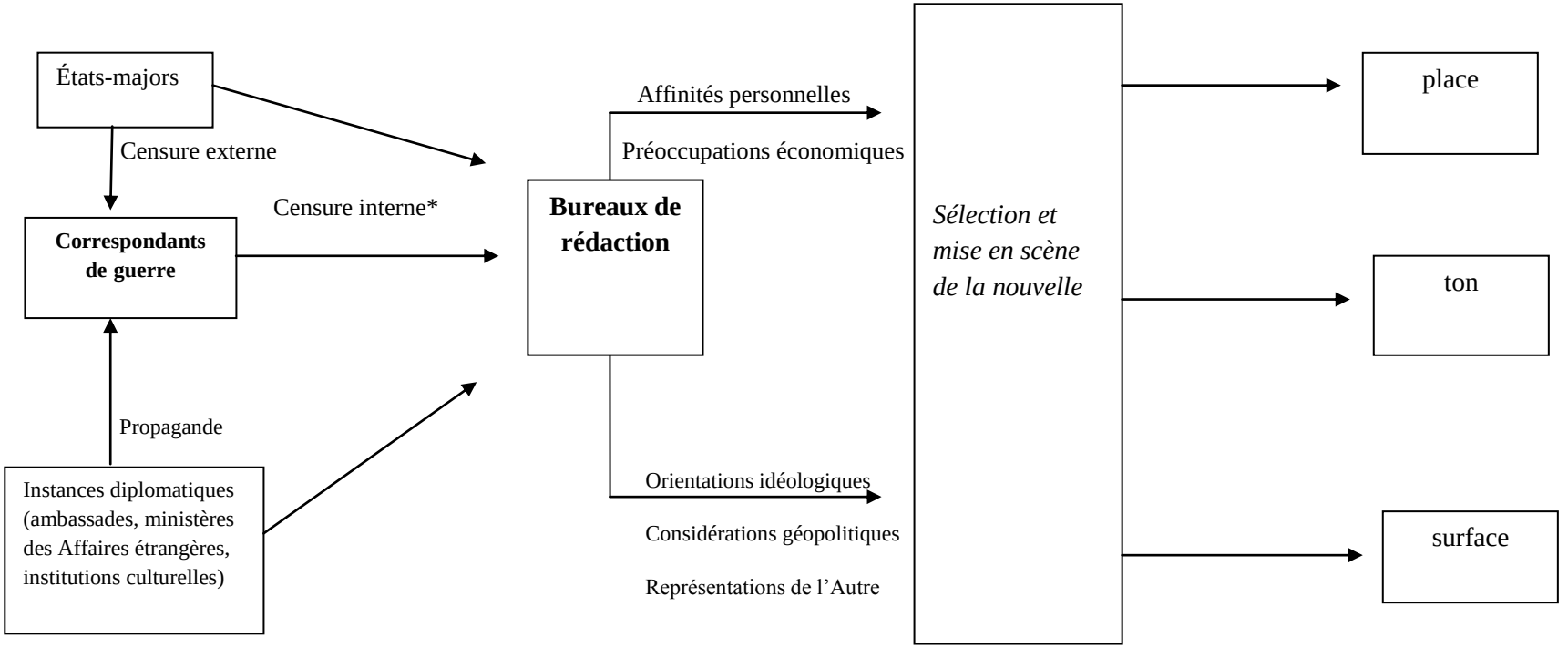
[66] D'après une première théorie, les nouvelles sont le résultat du jugement professionnel des journalistes eux-mêmes (journalist-centered). Autres chercheurs mettent en avant le rôle des prérogatives organisationnelles dans la présentation et la sélection des nouvelles. Une troisième école, soutient que les événements déterminent eux-mêmes par leur importance, le processus de sélection (mirror-theory). D'après une autre approche théorique, la sélection des nouvelles repose sur l'accessibilité des journalistes aux sources, et leurs relations avec ceux capables de créer, faire l'événement médiatique. De leur côté, les tenants d'un déterminisme économique, considèrent que ce sont les intérêts économiques qui façonnent les nouvelles. Les partisans d'un déterminisme idéologique, croient que les journalistes forment les nouvelles en conformité avec leurs propres orientations politiques ou celles de l'idéologie dominante. Enfin, les théoriciens d'une approche culturelle, considèrent que les journalistes sélectionnent les news stories, en accord avec leurs valeurs personnelles et leur manière de représenter l'altérité. Pour une présentation synthétique de ces théories, voir Herbert Gans, *Deciding what's news : a study of CBS Evening News, NBC Nightly News, Newsweek and Time*, New York, Vintage books, 1980, p.78.

[67] Voir Noam Chomsky, Manufacturing, …*op.cit.*

[68] Voir Kathleen Hall Jamieson, Paul Waldman, *The Press effect: politicians, journalists and the stories that shape the political world*, Oxford, New York, Auckland, Oxford University Press, 2003, p. xii.

Schéma : Schématisation de la fabrication et de la diffusion de la nouvelle en temps de guerre.

Fabrication de la nouvelle



*par censure interne, j'entends les 'filtres' auxquels est soumise l'information au niveau du journaliste ou de l'Agence de presse avant d'arriver au bureau de rédaction du journal (affinités personnelles, orientations idéologiques, considérations géopolitiques, représentations des acteurs, intérêts économiques)

Sources

Trois grandes catégories de sources constituent et composent mon corpus. Les sources médiatiques-journalistiques, les sources diplomatiques-institutionnelles et les sources littéraires-mémorielles.

La durée relativement courte de ces événements, environ dix mois, entre l'automne 1912 et l'été 1913, m'a permis de composer un corpus journalistique assez large, décliné en fonction des orientations idéologiques, des sensibilités politiques de chaque journal, revue, mais aussi par rapport à leur diffusion et visibilité dans l'espace public. Des éditions nationales côtoient des publications régionales et j'ai essayé de les consulter de manière systématique à travers et grâce à l'application de deux grilles de lecture, l'une quantitative et l'autre qualitative. Ce que j'ai cherché dans les deux cas, c'étaient des traces de la perception des événements et de leurs acteurs.

Parallèlement à une déclinaison des journaux sur la base de critères politiques, j'ai également tenu compte d'un classement en termes d'appartenance socioéconomique et socioculturelle de leur public. Le *Petit Parisien* et le *Petit Journal* étaient réputés être des journaux populaires[69]. Par contre, les clientèles du *Journal* et du *Matin* étaient plutôt en général, d'un niveau social plus élevé[70]. A leurs côtés, des journaux comme le *Temps* ou le *Figaro* attiraient eux aussi une clientèle appartenant à des couches aisées et élitaires de la société française, composée de lettrés et de mondains[71]. Pour leur part, l'*Écho de Paris* ou le *Gaulois* recrutaient leurs lecteurs chez une bourgeoisie très attachée au catholicisme et à l'armée[72], alors que la *Bataille syndicaliste* ou l'*Humanité* étaient la voix des ouvriers.

L'approche quantitative était surtout destinée à l'étude de la Une, perçue comme le terrain de consécration d'une nouvelle en tant qu'événement médiatique. Pour ce faire, j'ai composé deux sous-groupes au sein de mon corpus général. Le premier comprend les quatre grands quotidiens, ainsi que le *Figaro*, l'*Humanité* et le *Temps*. J'y ai repéré le nombre de nouvelles concernant les événements dans les Balkans ainsi que l'espace qu'elles occupent. Le postulat derrière une telle démarche, était que si les médias ne peuvent prétendre imposer ce qu'il faut penser, au moins ils disent à leur public ce à quoi il faut penser[73]. Le deuxième

[69] Voir Léonard Chambonnaud, Emile Gautier, F. Thibaudeau, *Les affaires et l'annonce*, Paris, 1921, p.215.
[70] Voir Raymond Manevy, *La presse de la IIIe République*, Paris, 1955, p.131.
[71] Léonard Chambonnaud, Les affaires…*op.cit.*, p.216.
[72] Voir Raymond Manevy, …*op.cit.*, p.132.
[73] Ce sont les théories dites de l'agenda setting élaborées par Mc Combs et Shaw dans « The agenda-setting function of mass media » *Public Opinion Quarterly*, 1972.

est plus particulièrement réservé aux clichés photographiques affichés à la Une de mon deuxième échantillonnage, comprenant d'une part, les deux éditions illustrées parmi les plus lues et les plus diffusées, à savoir le *Petit Journal* et l'*Illustration,* ainsi que les quatre grands quotidiens de l'époque, à côté de l'*Humanité* et de la *Croix*, c'est-à-dire de journaux quotidiens dont la Une est souvent illustrée d'une ou plusieurs photos et qui couvrent en même temps plusieurs sensibilités politiques. Quant à l'approche qualitative, elle était consacrée à l'étude des discours et des images sur l'ensemble de mon corpus. J'ai été particulièrement attentif à l'attention prêtée aux événements, tantôt surévalués, hyper-médiatisés, tantôt sous-estimés, passés sous silence, voire même occultés, en fonction du journal, ainsi qu'au ton dans leur énoncé, belliqueux ou pacifiste, alarmiste ou rassurant, favorable ou défavorable à tel ou à tel autre acteur du conflit.

Dans ces journaux et revues, j'ai relevé et étudié les supports pour la diffusion d'informations-opinions-représentations sur les guerres balkaniques. Parmi ces supports, il y a les récits des correspondants de guerre envoyés par les journaux français sur place, surtout ceux qu'ils ont les moyens de le faire ; les dépêches télégraphiques, provenant des agences d'information, ou des légations des pays belligérants ; les essais sur la situation géopolitique et les enjeux des différends territoriaux ou des relations internationales, rédigés par les spécialistes de la politique extérieure ; les faits divers ; les caricatures[74] ; les cartes géographiques ou ethno-géographiques ; les publicités ; les clichés photographiques, portraits des acteurs éponymes ou anonymes et séquences de la vie civile ou militaire.

En ce qui concerne l'étude de cette dernière série de documents visuels, j'ai orienté mon analyse à la fois sur le contenu affiché de chaque cliché, ainsi que sur la légende l'accompagnant. La photo n'est rien sans la légende, qui nous dit ce qu'il faut lire, comme le fait remarquer Laurent Gervereau[75]. Une même image, par exemple les décombres d'un village incendié ne provoquent pas les mêmes réactions auprès du public, selon si la légende annonce seulement le nom du village ou si l'on y trouve aussi l'auteur présumé d'un tel acte, l'image des réfugiés est synonyme pour les uns de débâcle de telle ou telle autre armée, ou preuve des conséquences désastreuses de la guerre pour d'autres. Face à une telle ambiguïté de l'usage sémantique de la photo, je n'ai pas considéré l'image comme une preuve ou une

[74] Sur les usages iéologiques de la caricature, voir Christian Delporte, *Les crayons de la propagande*, Paris, CNRS éd.,1993 et E. Demm, « Propaganda and caricature in the First World War » *Journal of Contemporary History*, 1993, 28, 163-92.

[75] Voir Laurent Gervereau, *Montrer la guerre ?: information ou propagande*, Paris, SCEREN-CNDP, Isthme éd., 2006, p.8 et Laurent Gervereau, *Un siècle de manipulation par l'image*, Paris, Somogy, 2000, p.36.

illustration, mais comme un reflet et une interprétation, représentation de l'événement et de ses acteurs.

Enfin j'ai complété ce corpus médiatique par les actualités cinématographiques, que j'ai consultées aux archives Pathé-Gaumont, et qui diffusent des séquences des différentes étapes du conflit.

Tableau : Les journaux quotidiens et nationaux de mon corpus en fonction de leur orientation idéologique/culture politique et leur tirage.

JOURNAUX	Orientation idéologique d'après le concept de culture politique de Serge Berstein[76]	Orientation idéologique d'après Christophe Charle[77]	Tirage (estimations approximatives à la veille de la Grande Guerre)
L'Action Française	traditionaliste/nationaliste	royaliste	19 000
L'Aurore	radical	radical	7 000
L'Autorité	traditionaliste/nationaliste	bonapartiste	24 000
La Bataille Syndicaliste	socialiste	socialiste	45 000
La Croix	traditionaliste/nationaliste	droite	140 000
L'Écho de Paris	traditionaliste/nationaliste	droite	120 000
Le Figaro	traditionaliste	droite	37 000
Le Gaulois	traditionaliste	droite	30 000
La Guerre Sociale	socialiste	socialiste	52 000
L'Humanité	socialiste	socialiste	72 000
Le Journal	libéral/ républicain	droite républicaine	810 000
L'Illustration	libéral/ républicain	républicain	120 000
La Lanterne	radical	anticlérical	33 000
Le Libertaire	libertaire	libertaire	(n.a.)
La Libre Parole	traditionaliste/nationaliste	antisémite	47 000
Le Matin	libéral/ républicain	républicain modéré	670 000

[76] Voir Serge Berstein (dir.), *Les cultures politiques en France*, Paris, Seuil, 2003. Pour une déclinaison des orientations idéologiques des différents titres de la presse française, voir aussi Vincent Robert, « Paysages politiques, cohérences médiatiques », dans Dominique Kalifa et al, La civilisation …*op.cit.*, p.213-248.
[77] Voir Christophe Charle, *Le siècle de la presse: 1830-1939*, Paris, Seuil, 2004.

Le Petit Journal	traditionaliste/nationaliste	républicain/droite	835 000
Le Petit Parisien	radical/ républicain	républicain	1 400 000
Le Radical	radical	radical	29 000
Le Temps	libéral/républicain	centre-gauche	36 000

Dans le cadre de la deuxième grande catégorie de mes sources, j'ai exploré les comptes rendus des débats parlementaires au sujet des guerres balkaniques, ainsi que les rapports de la Préfecture de Police. Ces derniers nous fournissent surtout des informations sur les différentes manifestations organisées en rapport avec les guerres balkaniques à Paris ou ailleurs en France. Ces informations concernent l'affluence, la composition de l'auditoire et un relevé de ce qui a été communiqué pendant ces réunions.

De leur côté, les archives diplomatiques à Nantes et à Paris, ont été des vraies mines d'or informationnelles et représentationnelles, car elles m'ont aidé à étudier les correspondances échangées entre les différents consulats français dans la région du conflit, entre les consulats français dans les Balkans et le Ministère des Affaires étrangères, mais aussi entre les coulisses diplomatiques et les bureaux de presse. Afin d'introduire l'action des propagandes balkaniques, comme élément supplémentaire de compréhension de la perception médiatique du conflit, j'ai aussi consulté la correspondance entre l'ambassadeur grec à Paris et son gouvernement à Athènes entre le mois d'octobre 1912 et le mois d'août 1913.

Tableau : Les ministres et consuls français dans les villes balkaniques et les capitales des grandes puissances européennes pendant le conflit[78].

Ville	Diplomates français
Andrinople	Marcel Cuinet
Athènes	Gabriel Deville
Belgrade	Robert Descos
Berlin	Jules Cambon
Bucarest	Camille Blondel
Cettigné	Raymond Aynard
Constantinople	Maurice Bompard
Jannina	Edgar-Etienne Dussap
Londres	Paul Cambon
Monastir	Léonard de Berne-Lagarde
Rome	Jules La Roche
Salonique	Gaston Jousselin
Sofia	André de Panafieu
Uskub	Maurice Carlier
Vienne	Alfred Dumaine

Certes, j'aurai idéalement voulu pouvoir consulter aussi les archives diplomatiques des autres pays belligérants, voire même pour mieux esquisser les contours des agissements propagandistes, avoir accès aux archives diplomatiques des autres grandes puissances plus ou moins directement concernés par le déroulement du conflit. Mon intention initiale n'étant pas de mener une étude centrée uniquement sur le rôle des propagandes dans la perception d'un conflit, mais de les situer dans un réseau multifactoriel de compréhension des modes de perception, je pense que le dépouillement des sources françaises et grecques ainsi que les échos que j'ai pu y retrouver, concernant les actions d'autres propagandes, m'ont permis de cerner leur place dans le processus de la perception médiatique, d'un conflit par une société extérieure à son déroulement. De surcroît, les résultats des enquêtes menées par des historiens tels que Ivan Ilchev[79] notamment au sujet des propagandes bulgare, serbe ou roumain, m'ont permis de les croiser avec mes propres recherches, afin de pouvoir contribuer à l'écriture de l'histoire de la perception des guerres balkaniques dans l'espace médiatique français contemporain dans leur déroulement.

[78] Les ministres français des Affaires étrangères pendant les guerres balkaniques sont : Raymond Poincaré, 14 janvier 1912-21 janvier 1913 ; Camille Jonnart, 21 janvier 1913- 22 mars 1913 ; Stephen Pichon, 22 mars 1913-10 décembre 1913.

[79] Voir Ivan Ilchev, *Εχει δίκιο η πατρίδα μου; Η προπαγάνδα των Βαλκανικών Κρατών, 1821-1923* (*Mon pays a-t-il raison ? La propagande des Etats balkaniques, 1821-1923*), Thessalonique, Epikentro, 2011 (traduit de bulgare en grec par Vaia Rakidzi).

A côté de cette littérature diplomatique, j'ai intégré dans mon corpus toute une série d'essais, mémoires, journaux intimes, correspondances relatant et commentant les événements du conflit. Ces documents se distinguent en deux catégories : ceux publiés pendant le déroulement des guerres, synchroniques donc à la perception des événements décrits et pouvant influencer directement l'opinion publique, et ceux édités a posteriori, et qui peuvent nous informer sur des états d'âme et d'esprit exprimés ou ressentis pendant les guerres balkaniques. Enfin, souhaitant inscrire l'énoncé de représentations françaises sur les Balkans et les Balkaniques dans un temps plus long, contribuant ainsi à une ébauche d'archéologie de stéréotypes français sur cet espace et ses habitants, j'ai fouillé dans les essais-mémoires de voyage, publiés avant 1912.

Conception du plan-Division en parties

La construction d'un plan capable de mettre en valeur les trouvailles de mes fouilles dans les terrains médiatiques et diplomatiques, m'a amené à privilégier une architecture hybride, mélangeant les différentes thématiques et temporalités. Vouloir présenter séparément la manière dont les différents événements et leurs acteurs ont été relatés, jugés ou représentés, m'aurait empêché de suivre les interactions entre ces différents processus de la perception. Un agencement et développement chronologique auraient cantonné ces différents processus dans des cadres temporels dont ils dépassent les frontières. C'est la raison pour laquelle j'ai opté pour une organisation de ma rédaction et démonstration syllogistique, autour des trois étapes, capables de régir la perception médiatique de tout conflit : son avènement, son déroulement et son règlement. Dans le cadre de la première étape il s'agit d'étudier les opinions, informations, représentations diffusées dans l'espace médiatique par rapport aux responsables de son déclenchement, sa nature et ses conséquences potentielles sur les relations internationales. A l'occasion de la perception de son déroulement, on peut s'interroger sur la perception des lieux du conflit, des opérations, des occupations militaires et de leurs acteurs, ainsi que sur celle des schémas interprétatifs par les contemporains, de la défaite ou de la victoire de tel ou tel autre belligérant. Quant à l'étape du règlement, elle renvoie à la fois à des sujets tels que la perception du droit international, la perception de l'évitement du conflit par le recours à des pratiques pacifiques ou au contraire son tranchement par les armes, ainsi que la perception des enjeux soulevés, suite aux essais menés pour régler des différends préexistants au conflit ou survenant lors de son déroulement.

D’un autre côté, la perception des guerres balkaniques, leurs temporalités et spatialités dépassent dans la mentalité et les projections, dans le temps et l’espace des Français contemporains, leur production, leurs frontières chronologiques et géographiques. Leur avènement, pose d’emblée la question de savoir si ce conflit allait rester localisé ou engendrer une conflagration européenne. Leur déroulement implique des acteurs à la fois locaux mais aussi issus des réseaux diasporiques de chaque société belligérante, voire même, des acteurs agissant au sein des pays extérieurs à leur production mais participant d’une manière ou d’une autre à ce conflit, en tant que correspondants de guerre susceptibles d’influencer les opinions publiques auprès de leurs sociétés d’origine, en tant que médecins ou infirmiers, voire même en tant que membres de comités de soutien aux blessés et aux victimes de la guerre. Par ailleurs, à côté d’un règlement des différends territoriaux plus ou moins directement liés à la question d’Orient dans sa dimension balkanique, il y a également le partage des possessions ottomanes en Asie qui se profile à l’horizon du temps diplomatique et dont les échos résonnent aussi dans les bureaux de presse, le long des grands boulevards ou ailleurs à Paris et en France.

La perception de ces trois étapes, ou ces trois étapes de la perception des guerres balkaniques, ne suivent pas de chemins limités dans le cadre des trois séquences-périodes majeures, délimitées quant à elles, par le temps des batailles, des sièges, et des trêves. Essayant de les appliquer aux événements et aux temps militaires et diplomatiques étroitement enchevêtrées lors des guerres balkaniques de 1912-3, on obtiendrait une première période s’étalant du déclenchement du conflit en octobre à début décembre, temps de l’armistice, en partie respectée, et au début de la conférence de Londres. Une deuxième période aurait été celle entre le mois de décembre et le mois de juillet où les hostilités opposent de nouveau les armées des belligérants sur plusieurs fronts et qui constituent la dernière étape de ces guerres, avec la signature en août du traité de Bucarest. Le problème avec un tel découpage de mon plan, aurait été que les différents enjeux géopolitiques et diplomatiques se déclinent dans la plupart des cas en plusieurs périodes.

J’ai donc opté pour intégrer les transformations, confirmations, ou confrontations entre opinions, informations et représentations de la part des acteurs de la perception médiatique, à l’intérieur des thématiques construites et structurées autour des trois étapes fondamentales de la perception du conflit, à savoir son avènement, son déroulement et son règlement.

Enfin, ajoutons une précision concernant l'indication des noms propres des personnes et des lieux évoqués dans mon travail. Étant donné leurs désignations multiples, j'ai respecté la manière dont ils ont été transcrits dans le cadre des citations[80]. Par contre, j'ai eu tendance à nommer dans mon texte, ces mêmes personnes et lieux d'après leur appellation, transcription et orthographe en français de nos jours. Afin de faciliter le repérage de leur apparition et de leur fréquence dans l'ensemble du texte, j'ai élaboré et joint aux annexes les index adéquats.

[80] Voir Andres Max Kristol, « Motivation et remotivation des noms de lieux : réflexions sur la nature linguistique du nom propre », *Rives Méditerranéennes*, 2002, n°11, p.105-120. L'exonymie est le fait qu'un groupe de personnes dénomme un autre groupe de personnes par un nom distinct du nom régulier employé par l'autre groupe pour se désigner lui-même ; ce nom est l'exonyme.

Contexte sociopolitique, géo-historique et culturel de la perception des guerres balkaniques dans l'espace médiatique français

Avant de brosser un tableau impressionniste et expressionniste de la perception médiatique des guerres balkaniques de 1912-1913, esquissons d'abord le cadre de l'univers mental et des pratiques socioculturelles dans lequel, cette perception s'est inscrite.

Les guerres balkaniques à la Belle Époque de la presse et du correspondant-reporter

Cette perception a lieu à une époque marquée par l'avidité du public français pour la presse écrite. « Tous les matins, je lis mon journal pendant que je déjeune ; j'absorbe donc deux sortes de nourritures ; l'une est pour le cerveau et l'autre pour l'estomac. Si j'étais privé de mon journal, je croirais ne plus faire partie de la planète sur laquelle je vis»[81], avoue le chroniqueur du *Petit Parisien.* Cette omniprésence du journal dans la vie quotidienne des citadins de la Belle Époque, ou autrement dit leur addiction à la lecture des journaux est également commentée par l'agrégé de philosophie et militant catholique, George-Lespinasse Fonsegrive, quand il affirme qu'« à l'exception de la plupart des paysans trop occupés, quiconque sait lire, lit tous les jours au moins un journal »[82]. Que l'on considère le journal « comme un besoin factice », ou que l'on voie en lui, l'un des plus puissants vecteurs du progrès et de la modernité, un fait est certain rajoute le journaliste et historien de l'art, John Grand-Carteret, « c'est que ces millions de feuilles volantes répandent dans toutes les classes de la société une infinité d'idées, d'impressions, de renseignements »[83]. Le journal colonise l'espace visuel et sonore urbain, avec un réseau de kiosques étendu et dense[84], des affiches assurant leur promotion et la multiplication de crieurs annonçant les dernières dépêches sensationnelles, le long des boulevards ou à la sortie des gares. Il devient aussi créateur de rythmes[85], qui scandent la vie quotidienne des individus, tout en régulant les manifestations de sociabilité des citoyens dans l'espace public et leurs conversations dans l'espace privé.

Cet âge d'or de la presse est préparé et facilité par le développement et le perfectionnement des moyens techniques d'impression, avec la mise en place de nouvelles machines rotatives, ou de reproduction d'images comme la linotypie, ainsi que grâce au

[81] « Les plaisirs de la lecture », *Le Petit Parisien,* 28 juillet 1902.
[82] Voir George-Lespinasse Fonsegrive, *Comment lire les journaux ?,* Paris, 1903, p.I.
[83] Voir John Grand-Carteret, *XIXe siècle : classes, mœurs, usages, constumes, inventions,* Paris, 1893, p.679.
[84] Voir Gilles Feyel et Benoît Lenoble, « Commercialisation et diffusion des journaux au XIXe siècle » dans Dominique Kalifa et al, La civilisation du journal…*op.cit.*, p.198.
[85] Voir Marie-Eve Thérenty, « Rythmes et imaginaires du quotidien », *Ibid.*, p.1312.

triomphe de la fée « Électricité » permettant la diffusion rapide des nouvelles[86]. Il s'inscrit également, en même temps qu'il l'annonce et le rend possible, dans une démocratisation de la vie sociopolitique et culturelle, avec d'une part la création d'un espace public où se débattent les politiques et les décisions des gouvernements élus et avec d'autre part, les avancées de l'alphabétisation et de la scolarisation touchant des couches de plus en plus larges de la société. La transformation de l'individu-sujet dépendant d'un régime absolutiste, qui agissait et décidait de manière opaque et autoritaire sans aucune concertation de l'opinion publique, laisse place à une manière au moins en théorie, plus démocratique et transparente de mener la politique. Le nouvel individu-citoyen ou le sujet des monarchies parlementaires de la période postrévolutionnaire, se sent concerné par les décisions prises en son nom aussi bien dans le domaine de la politique intérieure qu'extérieure. De surcroît, il peut désormais croire à sa capacité d'infléchir ces processus dans le sens qui lui paraît le plus approprié, en sanctionnant ou plébiscitant les gouvernements sur place. La presse érigée en quatrième pouvoir de l'ère démocratique moderne, joue à la fois le rôle de garant du nouveau statut de la vie politique, négociée désormais dans l'espace public, ainsi que de vecteur et/ou formateur des opinions de ceux et celles qui sont censés participer aux rituels de la démocratie représentative[87]. L'espace médiatique, constitué surtout à cette époque par la presse[88], l'affiche et les actualités cinématographiques, devient le terrain où se construit l'actualité et où se débattent les enjeux diplomatiques, économiques ou sociopolitiques qu'elle fait apparaître auprès d'un public devenu acteur de son destin.

En dehors du goût pour la participation à la vie publique et politique cultivé par la presse, elle doit aussi sa popularité à l'exploration et l'exploitation des moyens d'autopromotion que met à sa disposition la publicité. D'autre part, l'acclimatation à l'espace médiatique de genres littéraires, fort appréciés par un public populaire, désormais réappropriés et présentés sous forme de fait divers[89] ou de roman feuilleton[90], attire de

---

[86] Voir « Transformations technologiques de la presse », dans Dominique Kalifa et al, La civilisation…*op.cit*., p.97.

[87] Voir Benjamin Ginsberg, *The Captive public : how mass opinion promotes state power*, New York, Basic books, 1986, p.10, et Jean Padioleau, *L'opinion publique: examen critique, nouvelles directions*, Paris, La Haye, Mouton, 1981.

[88] Jügern Habermas date la formation d'une sphère publique civile en Europe, du milieu du XVIII[e] en France. A cette occasion, un public littéraire se développe dans des lieux tels que les cafés ou les salons. Habermas attribue un rôle important à la naissance des journaux dans la structuration de ce nouvel espace. Voir Jügern Habermas, *L'Espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1978 (traduit de l'allemand par Marc B. de Launay).

[89] Sur la culture des faits divers en France de la Belle-époque, voir Dominique Kalifa, *L'encre et le sang : récits de crimes et société à la Belle époque*, Paris, Fayard, 1995.

nouvelles catégories de lecteurs et de lectrices. L'apogée 'circulationnelle' des journaux, coïncidant avec le développement des moyens de transport qui élargit l'accès au voyage à de nouvelles couches socio-économiques, tout en favorisant une transmission plus rapide de l'information, donne lieu à un nouvel acteur de l'espace médiatique : le reporter-interviewer et/ou correspondant-envoyé spécial[91]. Le reporter, « un produit de la vie moderne »[92], d'origine anglaise selon John Grand-Carteret, va aux renseignements, les classe et les compile, a des notes sur tout et « son domaine s'étend des nouvelles des chambres ou des antichambres, jusqu'aux simples faits divers »[93]. Dans les années 1890, apparaît l'interviewer, « d'origine américaine », qui se rend chez les gens en vue, s'occupant de tous ceux que « l'actualité place en vedette, tenant le public au courant de ce qu'ils font et de ce qu'ils auraient pu faire, questionnant avec la même indifférence le savant qui vient de s'immortaliser par une découverte importante ou l'assassin qui vient de donner la chair de poule à toute une ville par un crime plein d'horreur »[94]. A leurs côtés, le correspondant de guerre est lui aussi une figure du paysage médiatique qui participe de l'essor de la presse, tout en reflétant les goûts de l'individu-lecteur pour l'évasion et l'aventure[95]. Si la guerre de Crimée pourrait être considérée comme la première guerre de l'ère moderne qui voit la médiatisation 'directe' d'un conflit, ce n'est que lors des séquences des confrontations militaires postérieures, que les correspondants de guerre connaissent une véritable consécration et reconnaissance de leur mission en tant qu'informateurs, instructeurs et entreteneurs. Leurs récits plus vivants que les textes impersonnels des dépêches, empruntant leurs styles et codes narratifs, aux faits divers et au roman d'aventure, et leurs méthodes d'observation aux enquêteurs sociaux, occupent une place privilégiée dans les quotidiens qui ont les moyens de les envoyer sur place. Ainsi, comme le fait remarquer Marc Martin, le grand reportage devient après le petit, associé au fait divers, « le nouvel appât quotidien »[96] d'un public attaché à la lecture de journaux. Entre les expéditions coloniales[97] et les guerres liées aux différentes séquences de la question d'Orient, toute une génération de

[90] Voir Anne-Marie Thiesse, *Le roman du quotidien : lecteurs et lectures populaires à la Belle-Epoque,* Paris, éd. du Seuil, 2000.
[91] Voir Marc Martin, *Médias et journalistes de la République*, Paris, Odile Jacob, 1997.
[92] A. de Chambure, *A travers la presse*, Paris, 1914, p.443.
[93] Voir John Grand-Carteret John, *Classes,…op.cit.*, p.678.
[94] *Idem*.
[95] Voir Sylvain Venayre, *La gloire de l'aventure : genèse d'une mystique moderne, 1850-1940*, Paris, Aubier, 2002.
[96] Voir Marc Martin, « Les grands reporters français durant la guerre russo-japonaise », *Le Temps des Médias*, printemps 2005, n°4, « Dire et montrer la guerre autrement », p.26.
[97] Sur la couverture médiatique de ces campagnes voir Thomas Ferenczi, *L'invention du journalisme en France*, Paris, Plon, 1993 p.49.

correspondants de guerre voit le jour. D'après Thomas Ferenczi, c'est sans doute la guerre russo-japonaise qui représente un des conflits les plus médiatisés avant les guerres balkaniques. Des correspondants tels que Pierre Giffard et Jean Rodes, pour le *Matin*, Ludovic Naudeau pour le *Journal*, Raymond Recouly pour le *Temps*, Reginald Kahn pour le *Figaro*, « parviennent à capter l'attention d'un vaste public qui s'émeut presque autant des exploits des reporters que des faits qu'ils rapportent »[98].

Les guerres balkaniques entre question(s) d'Orient et orientalisme(s)

Cette presse florissante et effervescente a « indéniablement fait de la politique la préoccupation essentielle d'une masse sans cesse croissante de lecteurs »[99]. Parmi les sujets qui s'affichent à la une des journaux tout au long du XIXe siècle, la question d'Orient occupe une place importante et surtout récurrente. Ce terme issu du jargon diplomatique aurait été employé pour la première fois, d'après l'Encyclopédie britannique, au moment du congrès de Vérone (1822), dans le cadre de la révolte déclenchée dans la partie méridionale de la Grèce de nos jours contre l'autorité du sultan et sur arrière plan de menace d'une nouvelle guerre russo-ottomane se profilant à l'horizon. Pourtant, ce n'est qu'à l'occasion de la crise de 1839-1840, opposant le khédive d'Égypte Mehmet Ali au sultan Mahmud II et à travers eux, la France et la Grande-Bretagne, que l'usage de ce terme a été consacré dans le vocabulaire des relations internationales[100]. En termes thématiques on pourrait la décliner autour de différents niveaux d'antagonismes, pour l'hégémonie politique, économique et culturelle sur des territoires qualifiés d'orientaux par les diplomates, les géographes, les artistes ou les voyageurs des puissances européennes du XIXe siècle. Ces rivalités impliqueraient plusieurs configurations d'acteurs :

a) Les grandes puissances européennes conquérantes et colonisatrices du XIXe siècle entre elles
b) Ces grandes puissances contre les États qualifiés d'orientaux
c) Les États qualifiés d'orientaux entre eux
d) Les communautés ethnolinguistiques et confessionnelles ou les groupes d'intérêts socio-économiques, politiques et culturels à l'intérieur de ces États.

[98] *Idem*.
[99] Voir Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral, Fernand Terrou (dir.), *Histoire générale de la presse française*, t.III, « De 1871 à 1940 », Paris, PUF, 1972, p.257.
[100] Voir Michel Lheritier, *Régions historiques, Europe centrale, Orient méditerranéen et Question d'orient*, Paris, 1929, p.57.

L'historien français de la question d'Orient, Jacques Ancel, distingue déjà dans les années 1920 deux faces dans la question d'Orient, une face interne où « s'exprimerait le contraste existant entre la civilisation ottomane et les civilisations balkaniques », une face externe « résultant de la concurrence des grandes puissances dans le domaine oriental »[101]. D'autre part, selon Jacob Pitzipios bey[102], cette question:

> **«** N'était que la pseudo-question d'Orient et pour appeler les choses par leur nom, c'était une véritable question d'Occident. Car elle n'avait d'autre mission que celle de fausser les consciences religieuses et les tendances politiques des populations orientales, en faveur des intérêts matériels de l'Occident. Aussi cette pseudo-question devint-elle depuis environ deux siècles, le pivot des manœuvres politiques de toutes les puissances chrétiennes, la pomme de discorde entre les souverains de l'Europe, la cause de toutes leurs envies déréglées sur l'Orient et le Croquemitaine des enfants de la diplomatie occidentale »[103].

L'idée de l'Orient[104] peupla pendant longtemps l'imaginaire français. Tout au long du XIXe siècle, cette construction mentale séduit les artistes, peintres ou écrivains, inspire les théoriciens politiques et interpelle les diplomates et les gouvernements français. Pour les uns, le voyage vers l'Orient est une vraie étape d'initiation dans leur formation et une source d'inspiration d'où émanent des représentations de l'Autre et de l'Ailleurs, cristallisées autour du mouvement orientaliste. Pour les autres, abordant l'Orient surtout en termes politiques, il est tantôt un lieu de projection idéale, tantôt un espace de tensions inquiétantes. Si les Saint-simoniens le considérèrent comme un terrain propice à l'éclosion de leurs théories, les acteurs de la politique étrangère s'y trouvèrent souvent en terrain miné, les mettant aux prises avec les nœuds inextricables des antagonismes liés à la question d'Orient.

L'Orient ou plus précisément les Orients, et encore plus exactement ce qui a été désigné comme tel en France et dans d'autres sociétés européennes ou américaines du XIXe siècle, devient ou deviennent l'horizon du voyageur en quête de spiritualité ou de sensualité, d'exotique ou d'authentique, le passe-temps ou le casse-tête du diplomate, le phantasme du peintre, du musicien ou de l'écrivain. Des lieux à la fois de destination, d'inspiration, de négociation. Des lieux, dont la représentation auprès des Français du XIXe siècle oscille entre fascination et répulsion, incarnation de la sensualité ou de la férocité, ayant toujours comme

[101] *Ibid*., p.62.
[102] Né à Chios, en 1800, mort en 1869. Il appartenait à l'élite phanariote du XIXe siècle. Intellectuel et diplomate, il a assumé et il a été chargé des missions diplomatiques au service de la France, de la Russie, de l'Empire ottoman et du Saint Siège.
[103] Voir Pitzipios-bey Jacob, *Mémoires sur les questions européennes*, Paris, 1864, p.49.
[104] D'après Georges Corm, l'Orient est un espace à géométrie variable, une construction introuvable. Voir Georges Corm, *Le Proche-Orient éclaté, 1956-2000*, Paris, Gallimard, 2001, p.45.

point commun, la perception et la définition d'une altérité et dont le tableau d'Odalisque d'Ingres[105] et de Sardanapale de Delacroix[106], pourraient dessiner les frontières d'une perception ambivalente dans l'imaginaire du XIXe siècle français. Il s'agit de cet Orient fabuleux qui sert d'exutoire aux envies secrètes des voyageurs-observateurs originaires de l'Europe occidentale, comme l'a résumé Thierry Hentsch, dans son ouvrage sur *L'Orient imaginaire*[107].

La popularisation du terme d'Orient est d'une part contemporaine des premiers développements du tourisme, à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe siècle[108] et à l'extension vers l'Est des régions comprises dans le Grand Tour. D'autre part, elle accompagne l'expansion coloniale des grandes puissances européennes conquérantes du XIXe siècle, vers les territoires de l'Empire ottoman, d'Asie centrale et de l'Est[109].

En France, c'est la traduction des *Milles et une nuit* par Antoine Galland en 1704 qui mit l'Orient à la mode et qui pourrait être retenue comme l'acte de naissance de l'orientalisme moderne. Suite à la diffusion de ce recueil de contes, l'Orient a été représenté comme la contrée du mystère et du luxe, d'un sensationnalisme et d'un érotisme débridé. L'Orient persan et moyen-oriental fournissent le cadre rédactionnel à Montesquieu pour les *Lettres persanes* et à Voltaire pour *Zadig*, leur permettant de formuler de manière allégorique, des observations morales et satiriques sur leurs sociétés respectives. La Chine fut annexée à l'univers orientaliste par les Jésuites et le goût pour les chinoiseries à l'époque de Louis XIV, l'Inde par les traductions-observations du voyageur Anquetil-Duperron dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle[110]. Les auteurs romantiques du début du XIXe siècle, tels que Chateaubriand, Hugo, Lamartine, Gautier ou Gérard de Nerval revisitèrent l'Orient dans leurs romans ou essais de voyage, enrichissant et codifiant la littérature orientaliste. Les tableaux de Delacroix, de Decamps ou d'Ingres participèrent de cet engouement pour l'Orient. A côté de

[105] Il s'agit du tableau, *La Grande Odalisque* (1814, Musée du Mouvre) dans lequel le peintre français offre une version érotisée et phantasmée du corps d'une femme de harem, représentation d'un sensualisme lascif.
[106] Le tableau de Delacroix, *La mort de Sardanapale* (1827, Musée du Louvre), où le peintre met en scène la 'cruauté' de la mort violente que s'impose et impose à ses proches, le roi légendaire assyrien.
[107] Voir Thierry Hentsch, *L'Orient imaginaire. La vision politique occidentale de l'Est méditerranéen*, Paris, Minuit, 1988.
[108] Sur les pratiques du voyage au XIXe siècle, voir Sylvain Venayre, *Panorama du voyage, 1780-1920 : mots, figures, pratiques*, Paris, les Belles Lettres, 2012.
[109] Pour un panorama des relations internationales au XIXe siècle, voir Pierre Renouvin, Jean-Baptise Duroselle, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1991 et René Girault, *Diplomatie européenne, nations et impérialisme*, 1871-1914, Paris, Milan, Barcelone, Masson, 1995.
[110] Sur la vie d'Abraham Hyacinthe Anquetil-Duperron (1731-1805) et sa contribution à la connaissance de la civilisation indienne en France et sa place dans le mouvement orientaliste, voir Urs App, *The birth of orientalism*, Philadephia, University of Pensylvania Press, 2010 et Jacques Anquetil, *Anquetil-Duperron, Premier orientaliste français*, Paris, Presses de la Renaissance, 2005.

ces artistes, la philosophie pessimiste et nihiliste introduite en France par la traduction de l'œuvre de Schopenhauer, insistant sur l'antithèse entre l'immobilité de l'Orient et la fébrilité de l'Occident, confère une dimension philosophique à l'orientalisme. Entre-temps, les expéditions 'savantes' en Égypte, en Morée ou en Algérie, avaient contribué à l'expression d'un orientalisme scientifique[111]. Ces aspects esthétique, philosophique ou scientifique de l'orientalisme, n'auraient pas seulement selon les représentants des *post-colonial studies*, un caractère énonciatif mais aussi normatif, renvoyant à une volonté de subordination politique, économique et culturelle des régions qualifiées d'orientales à l'hégémonie 'occidentale', représentée par des États européens, protagonistes dans la révolution industrielle et l'expansion coloniale du XIXe siècle[112].

En ce qui concerne les contours géographiques de cet Orient imaginaire, ils nous sont esquissés par Ary Renan, quand il écrit en 1894 dans la *Gazette des Beaux-arts* que : « nous entendons (…) sous le terme général d'Orient, les contrées les plus diverses, une grande partie de l'Asie et toute la côte septentrionale de l'Afrique…l'Inde elle-même et le Caucase rentrent par extension dans l'Orient des peintres »[113].

Face à une telle perception de l'Orient, on pourrait proposer une déclinaison plurielle de la question d'Orient en termes géographiques[114]. Cette question ou plus justement ces questions au pluriel, engloberaient ainsi avant les guerres balkaniques, plusieurs ensembles

[111] Voir Marie-Noëlle Bourguet, Bernard Lepetit, Daniel Nordman, Maroula Sinarellis, *L'invention scientifique de la Méditerranée : Egypte, Morée, Algérie*, Paris, éd. de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 1998.
[112] Robert Young était une des premières voix académiques à considerer que le colonialisme ne fonctionnait pas seulement comme un système d'occupation militaire mais aussi comme un discours de domination culturelle. Voir Robert Young, *Postcolonialism, an historical introduction*, Oxford, Blackwell, 2001. Voir aussi, Saree Makdisi, *Romantic imperialism: universal empire and the culture of modernity*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998. De telles approches politisées de l'orientalisme et de son inscription dans le champ des post-colonial studies relayaient la thèse déjà élaborée par Edward Saïd dans son ouvrage sur l'orientalisme. Face à une telle définition et étude de l'orientalisme, des ouvrages critiques ont également paru à l'instar de celui de Daniel Martin Varisco, *Reading orientalism, Said and the unsaid*, Seattle, London, University of Washington Press, 2007. De son côté, Sophie Basch insiste sur le côté réducteur d'un discours visant à limiter l'intérêt des 'Occidentaux' pour l'Orient, à de seules prérogatives motivées par un impérialisme culturel. Pour argumenter sa critique, elle évoque l'ouvrage de John V. Tolan, *Saracens : Islam in the medieval European imagination*, New York, Columbia University Press, 2002, où l'auteur se dresse contre une vision caricaturale de l'Occident comme immuable, figeant son regard sur un Orient victime des préjugés d'un Occident européen. Cité dans Sophie Basch, *Les Sublimes Portes : d'Alexandrie à Venise, parcours dans l'Orient romanesque*, Paris, H. Champion, 2004, p.10. Pour une généalogie de l'évolution représentationnelle de l'Orient, élaborée par les érudits-savants de l'Europe occidentale, tout au long du XIXe siècle, depuis le premier mouvement romantique jusqu'à la période de l'expansion coloniale, voir Zachary Lockman, *Contending Visions of the Middle East: the History and Politics of Orientalism*, Cambridge: Cambridge University Press, 2004.
[113] Cité dans Christine Peltre, *Orientalisme*, Paris, Terrail, 2004.
[114] Voir Stéphane Yerasimos, *Questions d'Orient : frontières et minorités, des Balkans au Caucase*, Paris, La Découverte, 1993. Pour une histoire événementielle retraçant les étapes successives de cette question, dans leur dimension militaire et diplomatique, voir Alexander Macfie, *The Eastern Question, 1774-1923*, London, Longman, 1996 et Ernest Weibel, *Histoire et géopolitique des Balkans de 1800 à nos jours*, Paris, Ellipses, 2000.

géoculturels, géopolitiques et géo-historiques. Du côté de ce qui est défini dans la géographie européenne ou américaine, comme l'Extrême-Orient, on pourrait inscrire dans le cadre de la question d'Orient, les deux guerres de l'opium de 1839 à 1842 et de 1856 à 1860[115], ayant comme résultat la signature de la part de l'empire chinois des traités défavorables pour son économie et sa société[116], la guerre russo-japonaise de 1904-5, ou encore la convention ou traité de Kanagawa. Ce dernier, signé entre les Japonais et les Américains, met fin à la fermeture du Japon face aux échanges politiques et économiques internationaux. Si ce traité, confère dans un premier temps une position privilégiée aux Américains pour les échanges commerciaux avec le pays du soleil levant, des grandes puissances européennes, ne tardent pas à en profiter également. La signature de ce traité qu'on pourrait comparer aux capitulations accordées par Soliman le Magnifique aux commerçants français au XVIe siècle, sonne le glas du pouvoir shogunal au Japon et annonce l'ère Meiji synonyme de modernisation de l'économie et de la société japonaise, devenue à la fin du XIXe siècle une grande puissance locale.

En Asie centrale, la question d'Orient se dessine sur arrière plan de rivalité pour la suprématie dans cette région entre la Russie tsariste et l'Empire britannique. Les Russes souhaitaient poursuivre leur expansion coloniale vers des territoires au sud du Caucase, qu'ils venaient de conquérir au détriment de l'Empire ottoman. De leur côté, les Britanniques voulaient défendre leurs intérêts en Inde et si possible étendre leurs possessions vers le Nord. L'Empire perse se trouve au centre de ces projets conflictuels opposant l'ours russe et le lion britannique tout au long du XIXe siècle dans cette région du continent asiatique.

Quant aux domaines de l'Empire ottoman, le cœur de mon sujet, on pourrait décliner l'expression de la question d'Orient en plusieurs aires géographiques. En Afrique du Nord, ses séquences les plus importantes, sont la conquête française d'Alger en 1830, la mise sous

[115] La seconde guerre de l'opium se déroula de 1856 à 1860 et vit cette fois l'intervention de la France, des États-Unis et de la Russie aux côtés du Royaume-Uni.

[116] Le conflit émergea des tensions provoquées par le renforcement des lois anti-opium du gouvernement Qing, alors que les Britanniques tentaient d'exporter l'opium de l'Inde Britannique en Chine. La Chine perdit les deux guerres, et fut contrainte d'autoriser le commerce de l'opium, et de signer de traités défavorables, ayant pour conséquences l'ouverture de certains ports et le legs de Hong Kong à la Grande Bretagne. Plusieurs autres pays occidentaux en profitèrent pour signer des 'traités inégaux' avec la Chine, forçant ainsi son ouverture au commerce international. L'influence étrangère eut pour conséquence la Révolte des Boxers (1899-1901), et la chute de la dynastie Qing (1911). Le mouvement des Boxers, initialement opposé à la fois aux réformes, à la présence étrangère et à la dynastie mandchoue des Qing qui gouvernait alors la Chine, fut instrumentalisé par l'impératrice Cixi pour canaliser la colère de ses sujets contre les étrangers, conduisant à partir du 20 juin 1900 au siège des légations européennes et américaines présentes à Pékin. C'est l'épisode des « 55 jours de Pékin », qui se termina par la victoire d'une coalition de huit pays, contre la Chine, composée de : l'Autriche-Hongrie, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis.

protectorat de la Tunisie en 1881, l'expédition coloniale du royaume d'Italie dans la province ottomane de la Tripolitaine en 1911[117], l'implantation britannique en Égypte, ainsi que les rivalités entre le khédive égyptien et le sultan ottoman, notamment dans le cadre de la crise de 1839-1840. Dans le Caucase, l'événement marquant de cette question, est la déportation et l'extermination de populations musulmanes désignées sous le terme générique de Tcherkesses ou Circassiens et définis par eux-mêmes comme *Adyguéens*, après la politique expansionniste et colonisatrice russe dans cette région depuis la fin du XVIIIe siècle. Les massacres des Arméniens et les antagonismes entre les communautés musulmanes et chrétiennes de l'Empire ottoman en Anatolie, délimitent cette question dans son expression anatolienne[118]. Enfin les antagonismes intercommunautaires dans les Balkans, et les rivalités entre les États locaux ou entre des grandes puissances extérieures à la région, complètent la déclinaison de cette question dans sa dimension ottomane et finissent dans la plupart des cas par signifier la question d'Orient dans son ensemble.

[117] La Guerre italo-turque (aussi connue en Italie sous le nom de *Guerra di Libia*, « guerre de Libye » et en Turquie sous le nom de *Trablusgarp Savaşı*, « Guerre de Tripolitaine ») est un conflit qui opposa l'Empire ottoman et le royaume d'Italie du 29 septembre 1911 au 18 octobre 1912.

[118] Les pratiques génocidaires de la part du Comité Union et Progrès, avec la complicité d'officiers allemands pendant la Première Guerre mondiale, les accords Sykes-Picot, en 1916, entre la France et la Grande-Bretagne, avec l'aval de la Russie et de l'Italie, prévoyant le partage des territoires asiatiques de l'Empire ottoman, en zones d'influence respectives, ou encore la guerre gréco-turque entre 1919-1922, constituent des manifestations de la question d'Orient après la Grande Guerre et jusqu'à sa clôture officielle, au moins dans sa version du XIXe siècle, avec la signature du traité de Lausanne en 1923.

Panorama géo-historique de l'espace balkanique jusqu'à la veille des guerres balkaniques

De même que l'Orient, les Balkans sont une construction géographique du XIXe siècle. Le terme de péninsule balkanique (*Balkanhalbinsel*) revient à un géographe prussien, Johann August Zeune, qui l'utilisa pour la première fois en 1808 pour désigner un espace aux contours géographiques relativement flous[119], bordé à l'Est par la mer Égée, à l'Ouest par la mer Ionienne et Adriatique, et délimité au Sud par le Péloponnèse et l'île de Crète et au Nord par le Danube et les Carpates. Cet espace avait connu auparavant plusieurs appellations[120] et il correspondait au moment de son nouveau baptême, aux vilayets européens de l'Empire ottoman, désignés souvent comme la Roumélie[121], ainsi qu'aux provinces autrichiennes et hongroises de la Croatie-Slavonie, de la Dalmatie et de la Transylvanie.

Quelle est l'évolution historique de cet espace dans lequel se déroulent les guerres balkaniques et dont l'exploration ou connaissance multiple et plurielle, 'virtuelle' ou

[119] De nos jours, l'emploi du terme d'Europe du Sud-Est s'alterne avec celui de Balkans, chargé de connotations négatives, liées à la fois aux événements de la question d'Orient au XIXe siècle et aux conflits qui ont agité la région de l'ex-Yougoslavie dans les années 1990. En ce qui concerne les pays inclus, on assiste à une fluctuation significative en fonction de critères géographiques retenus ou de périodes historiques concernées. Au XIXe siècle, cette région englobait les provines européennes de l'Empire ottoman, et les Etats issus de ces provinces dans le cadre de la question d'Orient. Jusqu'à l'effondrement de l'Empire austro-hongrois, après la Grande Guerre, la Croatie et la Slovénie n'étaient pas comprises dans la définition dominante des Balkans. Elles y ont été intégrées, suite à la création d'un royaume et puis d'une république fédérale yougoslave. La Roumanie en était souvent exclue, soit en raison du choix du Danube comme frontière naturelle de la région balkanique, soit en raison de son extension vers l'Europe centrale avec la région de Transylvanie et l'Europe de l'Est avec sa province moldave. Le traité de Yalta redessina après la Deuxième guerre mondiale, à la fois les lignes de démarcations au sein de la péninsule balkanique mais aussi leur composition étatique dans les perceptions médiatiques et scientifiques en Europe de l'Ouest. Pendant la Guerre Froide, on raisonnait plutôt en termes des pays membres ou proches du pacte de Varsovie (Bulgarie, Yougoslavie, Roumanie) et membres de l'OTAN, à savoir la Grèce et la Turquie. Les guerres en ex-Yougoslavie, dans les années 1990, donnèrent lieu à l'expression de Balkans occidentaux pour désigner les États issus de la fédération yougoslave, alors qu'on ne parle pas de Balkans orientaux et que la Grèce en était à l'époque souvent exclue. L'entrée des pays de cette région à l'Union européenne fonctionna dans un premier temps comme un facteur 'débalkanisateur', de leur image. Or, depuis la crise de la dette publique des années 2010, l'image des pays membres appartenant à cette région, à l'instar de la Grèce, est de nouveau 'balkanisée'. Ainsi, les Balkans, après avoir été pendant longtemps associés à une instabilité politique, deviennent actuellement, également synonymes d'un sous-développement économique.

[120] Parmi celles-ci, on retrouve les termes de péninsule d'Haemus, de péninsule thraco-hellénique ou illyrienne utilisés par le géographe français Elisée Reclus, ou encore l'appellation de Turquie d'Europe. Pour une généalogie des différents noms employés pour désigner cet espace au XIXe siècle, voir Michel Sivignon, *Les Balkans : une géopolitique de la violence*, Paris, Belin, 2009 et Maria Todorova, Imagining …, *op.cit*., p.21-37.

[121] Les deux forteresses qui contrôlent le passage de la Mer Noire au Bosphore, sont désignées comme Rumeli Hissari et Anadolu Hissari en osmanli et en turc moderne. Il s'agit d'une appellation qui renvoyait à la désignation des possessions européennes du sultan sous le nom de Roumélie afin de les distinguer dans ses possessions en Anatolie ou Asie Mineure. Suite à la création d'un Etat grec en 1830, une de ces trois régions constituantes, à côté de la Morée (Péloponnèse) et des Cyclades, fut la région de Roumélie en Grèce continentale de l'époque. Après le congrès de Berlin, les territoires méridionaux de la Bulgarie de nos jours ont été désignés sous le terme de Roumélie orientale et restés sous la souveraineté ottomane.

'charnelle', sert de matrice référentielle aux acteurs de la perception médiatique en 1912-1913 ?

Avant d'étudier les perceptions des guerres balkaniques, dans les médias français contemporains à leur déroulement, il serait utile de tenter une présentation panoramique de l'histoire de la péninsule balkanique, ainsi qu'une reconstitution de la toile événementielle autour de laquelle est brodée la représentation du Passé plus ou moins lointain, intervenant dans la perception du conflit et de ses acteurs. Autrement dit, quels sont les personnages, les lieux, les événements constituant des références géo-historiques et socio-culturelles majeures en liaison avec les Balkans ? Ces références sont censées être partagées en tant que connaissances partielles ou intégrales, par celles et ceux qui commentent, interprètent, jugent, relatent, représentent les conflits dans les Balkans et leurs acteurs, entre le mois d'octobre 1912 et le mois d'août 1913, dans l'espace médiatique français.

Il ne s'agit pas d'une simple présentation érudite d'une synthèse historiographique, mais d'une volonté d'esquisser l'évolution des structures étatiques, sociopolitiques et culturelles au sein de l'espace balkanique de la période pré-ottomane, ottomane et post-ottomane, jusqu'au déclenchement de la Première Guerre balkanique. Le rappel de ces structures, de leur transformation, ainsi que des séquences événementielles qui leur sont associées, est une démarche essentielle afin de pouvoir mesurer les distances, les écarts, les réappropriations entre la perception des événements constitutifs des guerres balkaniques, à travers les références à des acteurs et des événements du passé balkanique et leur inscription dans un temps et un espace historique.

L'espace balkanique avant son intégration dans l'Empire ottoman

Depuis l'antiquité, la péninsule balkanique[122] est un lieu de rencontres tantôt harmonieuses tantôt conflictuelles, d'osmoses et de brassages ou d'exclusions et de compétitions, entre des populations d'origines diverses et variées, qui ont progressivement réalisé sa mosaïque linguistique et confessionnelle, façonné le paysage humain, naturel mais aussi culturel.

Faisant partie de plusieurs entités étatiques, cet espace est pendant longtemps peuplé d'une multitude de cités-États et royaumes grécophones, illyriens, thraces et daces, réunis en

[122] Pour un panorama historiographique de la péninsule des Balkans depuis la période médiévale jusqu'au XXe siècle, voir Georges Castellan, *Histoire des Balkans*, Paris, Fayard, 1991.

partie sous la tutelle des souverains macédoniens à l'époque hellénistique. Au moment de l'apogée de l'Empire romain, cet espace est intégré dans son orbite. Son étendue continentale, perçue dans sa définition dominante au XIXe siècle, correspond aux provinces d'Illyrie, de Mésie, de Macédoine, de Dacie, de Thrace et d'Achaïe. A la veille de sa romanisation politique, réalisée de facto avec l'attribution de la citoyenneté romaine à tous les habitants de l'Empire, au IIe siècle de notre ère[123], une latinisation linguistique partielle avec l'emploi du latin comme langue officielle dans l'administration est amorcée. La division administrative et territoriale de l'Empire romain à la fin du IVe siècle sous le règne de l'empereur Théodose, l'inclut dans sa partie orientale, sous l'appellation administrative de préfecture d'Illyrie. Cette partie balkanique de l'Empire romain connaît à partir du IVe siècle et de l'établissement de la religion chrétienne comme religion officielle de l'Empire[124], un processus de christianisation progressive de ses populations, composées essentiellement jusqu'alors, de communautés vénérant les divinités de panthéons polythéistes tels que gréco-romain ou thrace, et de communautés monothéistes adeptes de la religion judaïque. A partir du VIIe siècle, le choix du grec comme langue administrative à la place du latin, contribue à une certaine hellénisation linguistique de ses habitants[125], notamment, comme pour le latin de la période précédente, des élites sociopolitiques et culturelles. Pendant cette époque, on assiste également à l'installation dans ces régions romaines, de populations slavophones et turcophones, dont les Bulgares qui seront progressivement slavisés. Aussitôt, une course à la christianisation de ces nouvelles populations animistes voit le jour entre les deux patriarcats hégémoniques au sein de l'univers chrétien de l'époque, Rome et Constantinople. Face à cet antagonisme, une frontière virtuelle commence à se dessiner autour de la rivière Drina. A l'ouest, les territoires entrent dans le giron ecclésiastique et linguistique du patriarcat de Rome, tandis qu'à l'est, l'évangélisation s'effectue par deux missionnaires envoyés auprès des populations slavophones par le basileus et le patriarche de Constantinople, les moines Méthode et Cyrille. Dans leur tentative de christianiser ces populations, ils transcrivent les évangiles en slavon[126], inventant un nouvel alphabet, le cyrillique. A partir du VIIIe siècle, la lutte pour la prééminence dans les domaines de juridiction ecclésiastique et d'autorité spirituelle sur les territoires des Balkans entre ces deux patriarcats, vient se superposer à la concurrence entre les deux représentants du pouvoir

[123] Il s'agit de l'édit de l'empereur Caracalla de 212.
[124] Après sa légitimation par l'empereur Constantin, la religion chrétienne est reconnue comme la seule officielle de l'Empire sous le règne de Théodose.
[125] Voir sur l'Orient romain et le phénomène d'hellénisation superficielle de ses populations, Maurice Sartre, *Le Haut-Empire romain : les provinces de Méditerranée orientale d'Auguste aux Sévères*, Paris, éd du Seuil, 1997.
[126] Les langues slaves de nos jours sont issues de cette matrice linguistique. Le terme de slavon utilisé en français pour la désigner, correspond au terme de vieux slave, slave d'Église ou encore de vieux bulgare utilisé dans l'historiographie bulgare en vue de souligner la continuité linguistique entre le slavon et le bulgare moderne.

temporel, d'une part le basileus de Constantinople, d'autre part les souverains carolingiens et par la suite leurs successeurs du Saint Empire Romain Germanique, chacun revendiquant pour son compte, l'exclusivité au titre d'empereur romain. Or, dans la conception romaine du pouvoir, ce titre ne saurait être porté que par un seul souverain à la fois, d'autant plus qu'à la conception romaine de l'unicité de ce titre, s'était rajouté depuis la christianisation de l'Empire, la concordance symbolique entre le monde céleste et le monde terrestre, l'empereur romain étant désormais considéré comme lieutenant d'un dieu unique sur terre. En dehors des rivalités politiques et symboliques qu'une telle conception du pouvoir impérial romain entraîne, il y a aussi des retombées représentationnelles majeures et durables, sensibles jusqu'à l'époque des guerres balkaniques, voire jusqu'à nos jours. L'Empire romain d'Orient commence à être désigné de plus en plus comme grec, suite à un amalgame entre la langue officielle et l'identité politique de ses sujets qui continuent pourtant à se définir comme Romains[127]. Dans le cadre de ce que l'historiographie traditionnelle française, toujours dominante à la veille des guerres balkaniques, a désigné sous le nom de schismes du IXe et XIe siècle, un deuxième amalgame voit le jour, associant cette fois-ci, grec au chrétien de rite orthodoxe-constantinopolitain d'expression liturgique grecque, et l'opposant au chrétien de rite romain, désigné aussi comme catholique, d'expression liturgique latine. A cet amalgame s'ajoute à partir du XVIe siècle, l'appellation anachronique ou plutôt l'invention d'une nouvelle appellation pour l'Empire romain d'Orient, dont l'emploi par les historiens postérieurs pour désigner la géohistoire de l'Empire romain d'Orient constitue un anachronisme, sous le nom de byzantin par les érudits humanistes du XVIe siècle[128]. Désormais et au moins jusqu'au milieu du XIXe siècle, tout individu de confession chrétienne de rite orthodoxe dans les Balkans, est désigné par la majorité des observateurs en provenance d'autres contrées du continent européen, comme grec[129].

Revenant à la géohistoire de l'espace balkanique pendant la période médiévale, on assiste à partir du VIIe siècle à la constitution d'un royaume bulgare. Ce royaume dont le souverain portait depuis le Xe siècle, le titre de césar, tsar en slavon, est aujourd'hui revendiqué comme macédonien par l'historiographie macédonienne. Il atteint son extension territoriale majeure sous les règnes des tsars Siméon Ier (893-927) et de Samuel Ier (969-

[127] Romios en grec et qui a donné Rûm en osmanli.
[128] Voir Alain Ducellier, *Les Byzantins : histoire et culture*, Paris, Seuil, 1988.
[129] Cet amalgame colporté par ces observateurs-voyageurs, a également été exploité tout au long de la question d'Orient par les nationalistes grecs, dans leur essai de présenter et revendiquer comme grecques l'ensemble des populations chrétiennes orthodoxes des Balkans. D'autre part, l'amalgame entre nationalité grecque et religion chrétienne orthodoxe, fut à l'origine de discriminations subies par des citoyens de l'Etat grec, de confessions autres que chrétienne orthodoxe, depuis la création de cet Etat au XIXe siècle et parfois jusqu'à nos jours.

1018). Sa capitale est la ville d'Ohrid qui devient aussi le siège du premier patriarcat autocéphale bulgare, entre 927 et 1020. L'ambition politique majeure de ses souverains, à savoir la conquête de la capitale de l'empire romain d'Orient, la ville de Constantinople[130], échoue face à leur défaite par l'armée du basileus byzantin, Basile II, surnommé le *Bulgarochtone* (tueur des Bulgares). A peu près en même temps, un royaume fondé par la dynastie des Tomislav en Croatie de nos jours, passe sous la souveraineté du roi de Hongrie. Le prochain événement entraînant une remise en question radicale des frontières dans les Balkans, est la quatrième croisade. Suite à son aboutissement et à la conquête de la capitale byzantine par les croisés et les Vénitiens dans le cadre de la quatrième croisade, l'espace balkanique est fragmenté en plusieurs entités étatiques[131]. Quelques-unes sont dirigées par les chefs des croisés, tels que l'empire latin, le duché d'Athènes, la principauté de Morée, d'autres sont administrées par des membres de l'aristocratie 'byzantine', telles que le despotat d'Épire, alors qu'une troisième catégorie, composée d'îles dans la mer Égée (duché de Naxos[132], Crète), la mer Ionienne ou des villes maritimes le long des côtes adriatiques (Zara[133], Raguse[134], Durazzo) ou en Péloponnèse (Modon, Coron), renforcent le maillage de la thalassocratie vénitienne[135]. A côté de ces constructions étatiques, une partie des territoires des Balkans septentrionaux, sont englobés dans le royaume de Hongrie, alors qu'un nouveau royaume, dont le souverain est reconnu comme *Rex Bulgarorum et Blachorum*[136], par le pape Innocent III, voit le jour à la veille de la quatrième croisade. Ce royaume est désigné dans l'historiographie roumaine comme la 'Première Valachie', tandis que dans la bibliographie bulgare, il apparaît comme le 'Second Empire bulgare'. Sa capitale est Tarnova (Veliko Tarnovo)[137], siège également d'un nouveau patriarcat autocéphale[138], et la principale dynastie, celle des Asanides. La période suivante est marquée d'une part, par la reconstitution d'un empire 'byzantin' à partir de 1261 sous la dynastie des Paléologues, parvenant à asseoir son contrôle sur une partie des territoires balkaniques et d'autre part, par la consolidation d'un royaume serbe, atteignant son expansion territoriale majeure sous le règne de Stefan Douchan

[130] Voir Georges Prévelakis, *Les Balkans : cultures et géopolitique*, Paris, Nathan, p.41.
[131] En ce qui concerne le partage des territoires 'byzantins' conquis par les croisés et les Vénitiens entre eux, on parle de partitio Romaniae, appellation illustrant une perception dichotomique de cet espace dans les consciences des contemporains, considéré à la fois comme un empire 'grec' et romain mais aussi renvoyant à la manière dont ses souverains et leurs sujets se définissaient.
[132] Il regroupe les îles des Cyclades administrées par des familles issues de la noblesse vénitienne.
[133] Aujourd'hui Zadar en Croatie.
[134] La ville de Dubrovnik en Croatie de nos jours.
[135] Ces places maritimes et les îles, deviennent l'objet de rivalité entre les Vénitiens et les Génois
[136] Roi des Bulgares et des Valaques.
[137] En Bulgarie de nos jours.
[138] C'st-à-dire affranchie de la tutelle ecclésiastique constantinopolitaine entre 1204 et 1393.

au XIVe siècle[139]. La capitale de son empire, fut la ville de Skopje (Uskub en osmanli)[140]. Déjà constitué au lendemain de la dissolution de l'empire 'byzantin' après 1204, c'est dans la ville de Peç (Ipek)[141], où s'est installé le siège de l'église serbe autocéphale en 1219[142], érigé au rang de patriarcat en 1346 avec le couronnement de Stefan Douchan en tant que 'basileus et empereur des Serbes et des Romains'.

Une série d'événements militaires entre le XIVe et le XVe siècle, la victoire des Ottomans dans la bataille de Kosovo Polje en 1389[143], leur conquête de la ville de Constantinople en 1453, ou encore leurs succès contre les troupes de Skanderberg[144], consolide leur pouvoir dans les Balkans où ils installent leur deuxième capitale à Edirne (Andrinople) dès 1371[145]. A la fin du XVe siècle, la quasi-totalité de l'espace au sud du Danube est intégré dans les domaines du sultan ottoman, à l'exception de quelques enclaves contrôlés toujours par les Vénitiens le long des côtés dalmates, dans la mer Ionienne et dans les Cyclades, ou des territoires qui en raison de leur accessibilité difficile, surtout dans des régions montagneuses en Albanie, au Monténégro[146], en Épire et en Péloponnèse de nos jours, bénéficient d'un statut d'auto-administration et d'autonomie relative[147]. De leur côté, les régions de la Valachie et de la Moldavie sont considérées comme des régions vassales au sultan ottoman, tandis qu'après l'échec du premier et deuxième siège de Vienne[148], il

[139] Voir Fine John Van Antwerp Fine, *The Late Medieval Balkans: a critical survey from the twelfth century to the Ottoman conquest*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1987.
[140] En République de Macédoine de nos jours. Elle s'appelait Usküb en osmanli.
[141] Au Kosovo de nos jours. Son appellation en osmanli était Ipek.
[142] C'est le fils de Stefan Nemanja, Sava qui fut nommé premier archevêque de l'église serbe autocéphale.
[143] Ce fut à l'occasion de la commémoration du 600e anniversaire de cette bataille que Miloseviç prononça un discours nationaliste, confirmant l'instrumentalisation de cet événement dans et par la culture politique et historiographique et médiatique nationaliste serbe.
[144] Georges Kastrioti Skanderberg (de son surnom d'Iskender bey en osmanli, c'est-à-dire Alexandre) fut un seigneur du XVe siècle sur la région de l'Albanie centrale de nos jours. Initialement au service du sultan, il résista finalement à la conquête ottomane de la région. Il est considéré comme héros national en Albanie et au Kosovo de nos jours.
[145] Après la ville de Bursa, et avant le choix d'Istanbul comme capitale de l'empire.
[146] Au Monténégro le statut d'autonomie accordé par le sultan à cette région des Balkans, amène l'installation d'un régime théocratique, dirigé par le prince-évêque, connu sous le nom de vladika. Ce régime reste en vigueur entre 1516 et 1851.
[147] Voir Joëlle Dalègre, *Grecs et Ottomans, 1453-1923 : de la chute de Constantinople à la disparition de l'Empire ottoman*, Paris, Budapest, Toronto, L'Harmattan, 2002.
[148] Après la bataille de Mohacs en 1526 les Ottomans conquièrent la Hongrie mais après l'échec du deuxième siège de Vienne en 1688, ils se replient au sud de la Save. Le long de leurs frontières balkaniques avec l'empire ottoman, les souverains de la maison des Habsbourg mettent en place des dispositifs militaires pour mieux les protéger. Il s'agit des confins militaires, les *Militärgenze* où l'on confie à l'autorité militaire de ces régions frontalières l'ensemble de la gestion administrative et économique en échange de leur mobilisation rapide en cas de besoin. Ce système nous rappelle le principe des soldats-paysans des *thèmes*, circonscriptions territoriales et administratives de l'empire byzantin, taillées après le VIIe siècle pour mieux organiser la défense des régions 'akritikes', c'est-à-dire frontalières de l'empire, d'où l'épopée de Digénis Akritas dans la littérature byzantine.

abandonne définitivement les régions de la Croatie, de la Slovénie et de Transylvanie de nos jours sous le contrôle des Habsbourg.

A l'intérieur de l'Empire ottoman : l'individu-sujet 'Balkanique' entre millet, esnaf et vilayet

Dans les Balkans 'ottomanisés', comme ailleurs dans l'Empire ottoman, l'individu-sujet est défini autour d'une triple appartenance, confessionnelle, membre d'un millet, c'est-à-dire d'une communauté religieuse, professionnelle, membre d'un *esnaf*, d'une corporation[149], et spatiale, habitant d'un vilayet. A la fin du XVe siècle, on pouvait distinguer quatre communautés confessionnelles majeures dans les Balkans, les musulmans, les chrétiens dépendants du *Rûm* millet, les chrétiens rattachés à l'*Ermeni* millet (le millet d'Arméniens chrétiens), et les juifs réunis au sein du *Yahudi* millet.

Chaque communauté confessionnelle ou chaque millet était divisé en plusieurs branches. Au sein de la communauté musulmane, il y avait des sunnites mais aussi des alévis et des Bektâchî[150], surtout dans la région de l'Albanie actuelle. Ces populations musulmanes étaient issues soit des soldats ottomans installés dans les Balkans notamment dans les plaines de Macédoine, ou dans des endroits stratégiques, le long des côtes de la Mer noire en Bulgarie de nos jours et en Thrace en raison de la proximité de ces régions avec à la capitale ottomane. D'autre part, ces populations musulmanes étaient issues des conversions à l'islam de sujets chrétiens ou juifs.

Les raisons de ces conversions étaient multiples et variées. Au sein de l'Empire ottoman, les musulmans jouissaient du moins jusqu'au début du XIXe siècle et la mise en place des *Tanzimat*, d'un statut social supérieur à celui des *zimmi* (sujets protégés du sultan) chrétiens et juifs. Ces derniers étaient exemptés de la conscription, mais en revanche soumis à des impôts supplémentaires en comparaison avec les sujets musulmans. Il était en plus impossible aux non-musulmans de faire carrière dans l'appareil de l'État, du moins jusqu'au XIXe siècle. En outre, les non-musulmans étaient soumis à un certain nombre de limitations et

[149] A l'intérieur de chaque corporation professionnelle se côtoyaient des sujets de confessions diverses et variées. Sur l'organisation de la vie sociopolitique et économique dans l'Empire ottoman, voir Nicoară Beldiceanu, « L'organisation de l'Empire ottoman, XIV-XVe siècle », dans Robert Mantran (dir.), *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989, p.117-138 et Halil Inalcık, *The Ottoman empire : the classical age, 1300-1600*, London, Phoenix, 1995 (1973).

[150] Adeptes d'un ordre religieux musulman caractérisé par la place importante des pratiques de syncrétisme religieux.

discriminations[151] leur rappelant qu'ils demeuraient des sujets de second ordre. Ainsi, le désir d'ascension sociale ou la volonté d'avantages fiscaux, ont été évoqués comme des motivations plausibles derrière la démarche de conversion individuelle et consentie[152]. Par contre, dans certaines régions, la Bosnie-Herzégovine par exemple, les seigneurs d'avant la conquête ottomane ont vu dans leur conversion à l'islam, un moyen de conserver leurs biens et leurs privilèges, entraînant dans leur décision l'ensemble de leur communauté.

En dehors des motivations cachées derrière les conversions à l'islam, au XVIe siècle, l'attitude des sultans ottomans vis-à-vis des religions du Livre, le judaïsme et le christianisme, est bien plus tolérante que celle que pratiquent leurs homologues chrétiens ailleurs en Europe, au moment où juifs et musulmans sont expulsés de la péninsule ibérique ou alors que catholiques et protestants se déchirent entre eux dans les guerres de religion.

En ce qui concerne l'étendue de cette islamisation relativement modeste, les 'ottomanistes' remarquent qu'outre la preuve d'un certain esprit de tolérance, cette politique était aussi guidée par un certain calcul d'ordre économique. Le sultan n'avait aucun intérêt à augmenter par la conversion le nombre de ses sujets musulmans, puisqu'il aurait réduit considérablement ses ressources et recettes fiscales, frappant en particulier ses sujets non-musulmans. Quelles que soient les raisons de pragmatisme économique, politique ou d'idéalisme philosophique, qui aient amené des populations balkaniques à choisir collectivement ou individuellement l'Islam, les conversions ont affecté très différemment les régions de l'Empire. Les régions les plus concernées étaient : la Bosnie-Herzégovine, le Rhodope, la Crète, l'Albanie et le Kosovo actuel. D'autre part, l'islamisation n'allait pas forcément de pair avec une turquisation linguistique. En Macédoine[153] ou en Crète ottomane, il y avait ainsi jusqu'à la veille des guerres balkaniques, des populations musulmanes grécophones, dans le Rhodope, les Pomaks étaient des populations musulmanes bulgarophones alors qu'en Bosnie-Herzégovine, les populations converties à l'islam continuaient à s'exprimer en langue serbe.

Au sein de la communauté juive des Balkans, la majorité de ses membres étaient des sépharades, des descendants des expulsés de la péninsule ibérique à la fin du XVe siècle,

[151] Parmi ces discriminations on pourrait évoquer l'interdiction de voyager à cheval ou de porter certaines couleurs.
[152] En dehors du *devchirme*, une pratique de conversion imposée à des garçons chrétiens recrutés par les envoyés du sultan afin d'être formés et encadrer les élites militaires et administratives de l'empire, la plupart des conversions individuelles étaient le résultat d'une démarche librement consentie par le sujet lui-même. Sur la pratique du devchirme dans les Balkans, voir Joëlle Dalègre, Grecs et Ottomans…*op.cit.*, P.63-6(.
[153] Voir Joëlle Dalègre, Grecs et Ottomans…*op.cit.*

s'exprimant toujours en ladino. Ils étaient surtout présents dans les grandes villes de la péninsule, tels que Salonique[154], Istanbul ou Sarajevo. A leur côté, vinrent s'installer sur les possessions européennes du sultan, des victimes des pogroms antisémites en provenance de la péninsule italique, l'Europe centrale ou de l'Est. Enfin le judaïsme était aussi représenté dans les vilayets balkaniques par les Romaniotes, des juifs grécophones, habitant surtout dans les villes de Jannina ou de Volos. Il s'agissait de communautés installées dans ces régions depuis l'antiquité ou formées au moment de l'Empire romain d'Orient[155].

Du côté de la communauté ottomane de confession chrétienne, on rencontrait surtout des chrétiens orthodoxes, mais aussi des catholiques dans les anciennes possessions vénitiennes et à partir surtout du XIXe siècle, des protestants aussi. Les chrétiens orthodoxes appartenaient à deux grandes familles doctrinales, les chalcédoniens[156] et les non-chalcédoniens, notamment les Arméniens pour la région des Balkans. Ces derniers dépendaient du millet arménien, alors que le statut politique et juridique des catholiques et des protestants, résidant dans les grands centres urbains, était régi par les traités de capitulations conclus entre l'Empire ottoman et les autres puissances européennes de l'époque qui se présentaient comme leurs protectrices. En ce qui concerne les chrétiens chalcédoniens de rite orthodoxe, des rivalités se manifestaient entre les différentes communautés linguistiques et les ambitions émancipatrices de chaque groupe d'élites politiques, économiques et culturelles, à l'égard de la tutelle spirituelle du patriarche grécophone siégeant à Istanbul. Son autorité ecclésiastique, sous le titre de chef religieux du Rûm millet, était reconnue et rétablie par Mehmet II sur l'ensemble des communautés chrétiennes orthodoxes de l'Empire ottoman au lendemain de la conquête de la

[154] C'est à Salonique où prêcha un des plus illustres représentants du messianisme judaïque, Sabbatai Tsevi avant de se convertir à l'islam et d'être suivi par ses disciples et fidèles, donnant naissance à la communauté de musulmans, appelés les *dönme* en osmanli.

[155] Comme l'affirme Dirk Van Arkel, les membres de ces communautés sans avoir été victimes de pogroms antisémites, tels que ceux ayant lieu pendant les croisades ou pendant l'épidémie de la peste du XIVe siècle, ailleurs en Europe, ils ont toutefois subi des discriminations de segrégation spatiale, et ont été victimes de violences liées aux discours d'un antisémitisme chrétien. Voir Arkel van Dirk, *The drawing of the mark of Cain: a socio-historical analysis of the growth of anti-Jewish stereotypes*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2009.

[156] Du nom de la ville de Chalcédoine, aujourd'hui Usküdar du côté asiatique de la ville d'Istanbul, le concile qui a eu lieu en 451, divisa la communauté chrétienne de l'époque entre partisans d'une double nature divine et humaine du Christ, et ceux qui ne reconnaissaient que sa nature divine, monophysites, du grec physis, nature. La première tendance l'a emporté et les églises fidèles à cette définition ont été désignées de chalcédoniennes par opposition à la minorité qualifiées de non-chalcédoniennes et regroupant des Églises situées surtout dans les régions orientales de l'empire romain d'Orient, en Égypte, en Arménie de nos jours ou en Syrie, chaldéennes, arméniennes, coptes…cette querelle doctrinale n'était que la révélation de mouvements de contestation contre l'hégémonie linguistique de la hiérarchie ecclésiastique grécophone du patriarcat de Constantinople dans des régions où le grec était imposé comme langue d'administration alors que les langues véhiculaires étaient le copte, l'arménien ou l'araméen, et contre l'hégémonie politique de l'empereur romain siégeant lui aussi à Constantinople et soutenant la doctrine chalcédonienne.

ville de Constantinople. Cette décision mettait fin à l'existence d'églises autonomes instituées lors de la création de royaumes issus de l'Empire byzantin dans les Balkans pendant la période précédente. Le pouvoir fiscal de cette institution et sa tendance à imposer une langue liturgique, le grec, au détriment des langues slaves, entraîna des mécontentements auprès de ses ouailles. C'est ainsi que Sokollu Mehmet pacha, originaire d'une communauté chrétienne slavophone de Bosnie, devenu grand-vizir[157] à l'époque de Soliman le Magnifique et de ses successeurs Selim II et Murad III, œuvra pour rétablir l'autocéphalie du patriarcat de Peç (Ipek) qui dura de 1557 jusqu'en 1756, date à la quelle le sultan subordonna de nouveau ses sujets chrétiens slavophones de cette région, à l'autorité spirituelle et la juridiction ecclésiastique et fiscale du Rûm patriarcat de Constantinople.

Dans cette mosaïque multiconfessionnelle et multilinguistique, on assistait à des phénomènes de bi-confessionnalité et de maîtrise de plusieurs langues à la fois. Une autre caractéristique de l'organisation sociale et administrative ottomane, était celle d'une certaine décentralisation et délégation des pouvoirs, à des représentants désignés par les villageois eux-mêmes, qui servaient d'interlocuteurs avec les autorités locales ou centrales[158].

La naissance des nationalismes et la création d'États-nations à la fin du XVIIIe siècle

A côté du concept du millet et des assemblés locales, le système des *timars*, c'est-à-dire, la distribution des terres de l'empire à des sujets musulmans, à titre viager, pour le prélèvement d'impôts en échange de leur obligation pour la coordination du recrutement militaire en cas de besoin, était un des piliers de l'organisation sociale et territoriale de l'empire. Jusqu'au début du XVIIIe siècle, il fonctionnait relativement bien. Pourtant, après le deuxième siège de Vienne en 1683 et les premiers revers militaires sérieux pour les Ottomans, les *sipahis,* à la tête de ces timars, sont de plus en plus difficilement mobilisables et certains d'entre eux vont jusqu'à vouloir considérer leur pouvoir sur des domaines qui leur ont été provisoirement attribués par le sultan, comme absolu et définitif. On assiste à la mise en place de tendances centrifuges et une certaine 'féodalisation' de l'empire voit le jour, engendrant un affaiblissement du pouvoir central.

[157] A travers la pratique du *devchirme*.
[158] Cette pratique donna lieu à la formation d'élites locales laïques 'non-musulmanes', dont les représentants étaient désignés sous le nom de archontes ou *prokriti* en grec, *kotzabachi* en bulgare et en osmanli, *knez* en serbe. Sur le phénomène d'autonomies locales dans les Balkans ottomans, voir Joëlle Dalègre, Grecs et Ottomans…*op.cit.*, p.66-69.

Par ailleurs, le XVIIIe siècle est aussi une époque qui entérine et consolide le développement industriel et militaire[159] d'autres grandes puissances européennes, et cela au détriment de l'Empire ottoman qui ne parvient pas à s'adapter aux évolutions technologiques et économiques de son époque[160] et ce, malgré l'ouverture vers d'autres pays européens voulue par Selim III, le sultan initiateur de l'ère des Tulipes. Forts de leur supériorité militaire et de leur essor économique, des États européens comme la France ou la Grande-Bretagne, vont imposer des modifications des anciens traités de capitulation en leur faveur, ce qui renforce leur emprise sur une partie importante des activités économiques, des ressources et des infrastructures de l'Empire, notamment après sa mise sous contrôle financier après les années 1860[161]. Par ailleurs, les défaites des troupes ottomanes lors des confrontations militaires, tout au long du XVIIIe siècle, privent le sultan d'une partie de ses territoires dans les Balkans et l'obligent à signer des traités défavorables. Cependant, ces traités donnent aussi lieu à une certaine pacification des activités commerciales le long des grands axes terrestres ou fluviaux dans les Balkans, notamment le long du Danube. Parmi les grands bénéficiaires de cette stabilité politique relative et de la multiplication d'échanges commerciaux entre les empires austro-hongrois, russe et ottoman, se trouvent les commerçants, négociants du Rûm millet. Cette évolution donne lieu à ce que l'historien yougoslave Stoyanovitch a qualifié de 'marchand chrétien-orthodoxe conquérant'[162].

Un autre événement marquant dans la vie socioculturelle de l'Empire ottoman au XVIIIe siècle, est l'impact des Lumières et de la Révolution française auprès de ses sujets, notamment ceux qui en tant que représentants d'une élite économique ou culturelle, s'imprègnent de ces idées suite à des contacts avec leurs partenaires dans les centres de ces mouvements philosophiques et sociopolitiques. Si la ville de Vienne, capitale d'un empire dirigé par le despote éclairé qu'est Joseph II, constitua pour les marchands et savants des Balkans ottomans, un lieu où ils ont vu se succéder les grandes réformes de l'abolition du

[159] Le développement des technologies de la poudre à canon qui transforme l'armement et les tactiques militaires, développées surtout en Europe de l'Ouest, ne seront que très progressivement adoptées par les Ottomans ce qui va leur porter un préjudice majeur au moment de leur confrontation avec des armées des autres États européens.

[160] L'inversement des rapports de force entre les puissances de l'Europe de l'Ouest et l'Empire ottoman, avait déjà commencé au XVI[e] siècle. L'ère des explorations trans-atlantiques, du contrôle des routes maritimes et du commerce très lucratif de l'Extrême-Orient, contournant les intermédiaires ottomans qui jusque là contrôlaient ce commerce, porte un préjudice considérable sur la prospérité économique de l'empire. L'or et l'argent des Amériques arrivent en quantité sur les marchés de l'Empire en Méditerranée orientale, ce qui induit une dévaluation de la monnaie, une inflation rampante et une hausse des impôts pour faire face à cette situation.

[161] Voir Christopher Clay, *Gold for the Sultan: Western Bankers and Ottoman Finance, 1856-1881*, London, I.B. Tauris, 2000 et Edhem Eldem, "Ottoman financial integration with Europe: foreign loans, the Ottoman Bank and the Ottoman public debt", *European Review*, 2005, Vol. 13/3, p. 431-45.

[162] Voir Traian Stoyanovitch, « The conquering Balkan Orthodox Merchants » dans *Journal of Economic History*, 1960, vol. XX (2), pp.234-318.

servage et des corvées, de l'égalité religieuse, de la garantie de la propriété par l'établissement d'un cadastre, la ville de Paris symbolisa pour eux, un des foyers révolutionnaires les plus effervescents à la fin du XVIIIe siècle. Il s'agit d'une ville où les sujets ottomans qui y séjournent, ont appris les principes de liberté, égalité et fraternité, ils se sont initiés aux réflexions sur la nation et ont été imprégnés par les critiques de la monarchie absolutiste, dont le régime ottoman représentait une des cibles les plus privilégiés. Dans un tel contexte de fermentations idéologiques, de contestation politique et de bouleversement de l'ordre social des anciens régimes, les premières théories d'évolution sociopolitique de l'Empire ottoman voient le jour dans les Balkans, à la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècle. Trois tendances se dessinent dès le départ : une première fédéraliste, qui perçoit l'avenir en termes de transformation des possessions européennes du sultan vers un modèle de république fédérale ; une deuxième qu'on pourrait qualifier de légitimiste fidèle au statu quo politique et territorial et une troisième, qu'on pourrait qualifier de nationaliste avec au programme des projets d'autonomisation de régions de l'Empire ottoman, en vue de la création d'entités étatiques indépendantes.

Un des obstacles auxquels se heurtèrent les opérations de constructions d'États-nations de la part de leurs architectes nationalistes, c'est que la majorité de sujets ottomans dans les Balkans mais aussi ailleurs dans les domaines du sultan, évoluaient dans un univers pré-national où l'individu ne se définissait pas en termes d'appartenance à une nation quelconque sinon en termes d'appartenance confessionnelle[163]. Au fur et à mesure de l'énoncé et de la manifestation de différents mouvements séparatistes au sein de l'Empire ottoman[164], les instigateurs et initiateurs de chaque mouvement[165], essaient de construire une identité nationale en mettant en place la check-list identitaire dont parle Anne-Marie Thiesse et dont les éléments, une lecture rétrospective du passé de l'espace occupé par l'État-nation illustrant sa continuité historique, des ancêtres fondateurs, des héros incarnant les valeurs nationales,

[163] Mark Mazower affirme que les dirigeants de ces nouvelles entités étatiques devaient créer de 'nations' à partir de sociétés paysannes imprégnée d'une *weltanschung* ottomane, marquée par une définition pré-nationale de l'identité individuelle ou collective. Voir Mark Mazower, The Balkans…*op.cit.*, p.90. Voir aussi, Kemal Karpat, *An Inquiry into the Social Foundations of Nationalism in the Ottoman State, from Social Estates to Classes, from Millets to Nations*, Princeton, Princeton University, 1973 et Adanir Fikret, Faroqui Suraiya, *The Ottomans and the Balkans, a Discussion of Historiography*, Leiden, Brill, 2002.

[164] Pour une histoire de la construction des Etats-nations dans les Balkans du XIXe siècle, voir Barbara Jelavich, Charles Jelavich, Peter Sugar, *The establishment of the Balkan National States, 1804-1920*, Seattle, London, University of Washington Press, 1977.

[165] Anne-Marie Thiesse rappelle que selon l'historien tchèque Miroslav Hroch, tout mouvement national présente trois phases qui se succèdent chronologiquement. La phase A correspond à la découverte de la culture nationale par des lettrés, la phase B à la période d'agitation patriotique et la phase C à l'émergence d'un mouvement de masse. Voir Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales : Europe XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 2001, p.156.

une langue, des monuments culturels et historiques, des lieux de mémoire, un paysage typique, un folklore vestimentaire, gastronomique, un animal emblématique, constitue la matrice de toutes les représentations d'une nation[166].

La construction de mythologies nationales dans les Balkans mais aussi ailleurs en Europe, repose sur un récit du passé supposé de la nation[167], autour d'un triptyque qui visait à prouver et mettre en avant : d'une part, l'antériorité de sa présence dans les espaces revendiqués par les projets expansionnistes de l'État, auquel cette nation est identifié ; ensuite, sa continuité historique, prenant parfois la forme d'une obsession raciste-fasciste de liens biologiques héréditaires inaltérés à travers le temps avec les ancêtres présumés ; et enfin, sa supériorité culturelle face à d'autres nations concurrentes dans la région, censée lui accorder des droits de mission civilisatrice à l'égard d'autres nations, à l'instar de ce qui a été invoqué comme argument légitimateur des expéditions coloniales au XIXe siècle.

Cette recette d'inspiration nationaliste, avec ses trois ingrédients majeurs de continuité-antériorité-supériorité, a constitué le noyau narratif et argumentatif des Grandes Idées[168] des États issus de l'Empire ottoman dans les Balkans, c'est-à-dire de leurs projets irrédentistes et expansionnistes. Les auteurs-inspirateurs de chaque Grande Idée, se sont attelés à nouer des liens privilégiés de leur État avec des entités étatiques du Moyen Âge[169] ou de l'antiquité. Dans cette véritable course aux ancêtres[170], les nationalistes Grecs ont revendiqué l'héritage des cités-États grécophones, du royaume macédonien et de l'Empire romain d'Orient, les nationalistes Serbes se sont considérés comme les héritiers du royaume de Stephan Duchan, les nationalistes Bulgares se sont assignés comme objectif à atteindre, la reconstitution du royaume de Siméon et de Samuel[171], les nationalistes Roumains, se sont

[166] *Ibid*., p.14.
[167] Sur les théories de la nation, voir Alain Dieckhoff, Christophe Jaffrelot (dir.), *Repenser le nationalisme théories et pratiques*, Paris, SciencesPo, 2006.
[168] Connue sous le nom de *Megali Idea* en grec et de *Nacertanje* (esquisse) en serbe.
[169] Sur la volonté des dirigeants nationalistes des Etats balkaniques issus de l'Empire ottoman, à nationaliser les royaumes et empires médiévaux, voir Alexandru Madgearu, *The Wars of the Balkan Peninsula, their Medieval Origins*, Lanham, Scarecrow Press, 2008.
[170] La course d'ancienneté dans les Balkans du XIXe siècle, a été inaugurée par le mouvement national-nationaliste grec qui exploitant la fascination de l'Europe romantique par l'antiquité 'classique' privatisa son héritage. Voir Ivaylo Ditchev, "The Eros of identity" dans Dusan Bjelic, Balkan as metaphor …*op.cit*., p.237.
[171] Pendant la période communiste ils ont également mis en avant l'héritage thrace de leur panthéon national.

représentés comme les descendants des Daces et des Romains, tandis que les nationalistes Albanais ont eu comme référence les Illyriens et le royaume de Skanderbeg[172].

Quasiment toutes les expériences de création d'État-nations dans la région des Balkans ottomans, ont donné lieu à la reconnaissance d'une religion officielle, traduite par l'existence d'une Église d'État et d'une langue officielle, tandis que l'amalgame entre identité nationale et appartenance confessionnelle et/ou expression linguistique, engendra des exactions contre des communautés dont la langue et/ou la religion n'était pas celle adoptée comme officielle, à travers la mise en place de politiques d'assimilation-expulsion-discrimination[173].

Dès la fin du XVIIIe siècle, une première révolte dont les caractéristiques rentrent dans la définition plurielle de la question d'Orient dans sa dimension balkanique, se déclenche en Morée dans le cadre de la guerre russo-ottomane de 1768-1774. Les généraux russes Orlov, sont envoyés par la tsarine Catherine II, dans cette région récemment reconquise des Vénitiens par les Ottomans, afin de participer à l'organisation d'une insurrection de la communauté chrétienne locale. La révolte échoue mais la Russie réussit à se faire reconnaître comme protectrice des communautés chrétiennes-orthodoxes de l'Empire ottoman.

La naissance des États modernes dans les Balkans

La prochaine étape de la question d'Orient dans les Balkans ottomans a lieu en 1804 dans le cadre d'un soulèvement dans la région de Belgrade. Ce mouvement est dirigé par Djordje Petrovitch, un riche éleveur de porcs, surnommé Karadjordje. Cette rébellion, initialement conçue comme une tentative de rétablir l'autorité du sultan, contestée par des janissaires locaux, prend sous l'influence des membres de la communauté chrétienne orthodoxe des possessions autrichiennes de la Slavonie et de la Voïvodine, descendants des sujets chrétiens ottomans s'y installant à la fin du XVIIe siècle[174], le caractère d'une lutte pour la création d'un État serbe. Soutenue au départ par les Russes, désireux de s'immiscer de nouveau dans la vie politique interne de l'Empire ottoman, l'invasion de la Russie par les

[172] De leur côté les nationalistes Turcs se sont appropriés l'héritage des Hittites, tandis que les nationalistes Macédoniens se représentent comme les descendants du royaume d'Alexandre et des royaumes de Siméon et de Samuel au Xe siècle.

[173] Sur le cas de la Grèce, voir Richard Clogg, *Minorities in Greece : aspects of a plural society*, C. Hurst and Co-Publishers, 2002.

[174] Rejoints deux siècles et demi plus tard par la *Velika Seoba*, la grande migration de 1690, dans le cadre de la guerre des Habsbourg contre les Ottomans, le cœur de cette nouvelle communauté était Karlowitz-Sremski Karlovci, dans la région de Voïvodine, et Novi Sad, centre commercial et intellectuel. Par des décrets de 1690, l'empereur Léopold Ier avait garanti à ses nouveaux sujets le liberté religieuse et une auto-administration de leur Église qui d'après Barbara Jelavich présentait bien des similitudes avec le système du millet dans l'Empire ottoman.

troupes napoléoniennes, amène l'armée du tsar à abandonner les Balkans et laisse les révoltés seuls face aux troupes ottomanes qui réussissent à réprimer la révolte. En 1815, un nouveau soulèvement dans le pachalik de Belgrade, fomenté cette fois-ci par Milos Obrenovitch[175], échoue lui aussi. Cependant, le traité d'Edirne en 1829, reconnaît à cette province ottomane, noyau du royaume serbe futur, le statut d'autonomie.

Ce traité est également à l'origine de la formation d'un État grec. Cette nouvelle séquence de la question d'Orient remonte à la création à Odessa en 1814, d'une société secrète (*Filiki Eteria*, Société des amis) à l'instar des Carbonari sur la péninsule italienne. Fondée par des sujets ottomans chrétiens grécophones, influencés par les idées des Lumières et de la Révolution française, mais aussi par la sublimation et idéalisation de l'antiquité gréco-romaine de la part des écrivains ou peintres Romantiques, se tournent vers la Russie pour obtenir le soutien de leurs projets, d'autant plus qu'un de leurs membres, Ioannis Capodistrias est représentant diplomatique du tsar Alexandre Ier (1801-25). En 1821, une révolte éclate dans les provinces vassales de la Valachie et de la Moldavie coordonnée par Alexandros Ipsilantis, un phanariote[176] au service de la Russie. Cette révolte rejoint les objectifs russes de domination dans les Balkans et d'accès à la Méditerranée[177]. Malgré son échec, son écho retentit jusqu'au Péloponnèse, province ottomane, où la population était majoritairement de confession chrétienne. La distribution inégalitaire des terres, au profit de sa population musulmane et une série de mauvaises récoltes les années précédentes, rendent une partie de la population chrétienne de cette région sensible aux sirènes de la révolte. Son déclenchement et son déroulement sur un relief montagneux, difficile d'accès pour les troupes ottomanes régulières, couronne de succès les premières opérations des révoltés. Les divergences et les ambitions conflictuelles entre leurs dirigeants, ainsi que le renforcement des troupes

[175] Opposé à Karadjordje qu'il accuse d'avoir empoisonné son frère, la querelle entre les deux futures dynasties royales serbes domine une bonne partie de la politique de ce pays tout au long du XIXe siècle. A cette ligne de partage de la société serbe, Mark Mazower rajoute aussi celle opposant les 'autochtones', habitants du royaume serbe dans ses limites de 1830, aux 'hétérochtones', c'est-à-dire, des sujets du nouveau royaume provenant des communautés installées sur des territoires habsbourgeois, voir Mark Mazower, The Balkans…*op.cit.*, p.89.

[176] Les Phanariotes constituent une élite socioéconomique et culturelle de l'Empire ottoman, regroupé autour du patriarcat grec-orthodoxe d'Istanbul, dont le siège à partir du XVIe siècle se trouve dans le quartier du Fener (Phanar en grec). Grâce à leurs activités commerciales, ils sont en relation directe avec l'Europe occidentale et la Russie et servent de vecteurs des idées révolutionnaires au sein de l'Empire ottoman à la fin du XVIIIe siècle. Ils sont partagés entre les 'independantistes' soutenant la cause de la création d'un Etat grec autonome, et les légitimistes qui craignent la perte de leurs privilèges au sein de l'appareil étatique ottoman, car ils ont été désignés depuis le début du XVIIIe siècle comme gouverneurs des provinces vassales de la Valachie et de la Moldavie, comme drogmans, interprètes officiels du sultan, ou comme diplomates dans le cadre des légations ottomanes à l'étranger. Sur les Phanariotes et leur place dans la société ottomane, voir Joëlle Dalègre, Grecs et Ottomans…*op.cit.*, p.86-94.

[177] Sur l'imbrication d'intérêts entre les mouvements separatists à l'intérieur de l'Empire ottoman et des grandes puissances européennes de l'époque, voir Andrew Baruch Wachter, *The Balkans in world history*, Oxford, Oxford University Press, 2008, p.76.

ottomanes de contingents venant d'Égypte, permettent toutefois au sultan de réprimer ce mouvement insurrectionnel. Pourtant, les échos de cette répression mobilisent les philhellènes dans plusieurs pays européens. Certains d'entre eux, lord Byron en tête, partent combattre auprès des révoltés perçus dans leur imaginaire, comme les héritiers de leurs idoles de l'antiquité gréco-romaine, des peintres comme Eugène Delacroix immortalisent des scènes de combat ou de massacres[178], des poètes comme Victor Hugo ou René s'enflamment dans leurs discours, tandis que de comités de soutien financier tels que celui auquel participe le général Lafayette, se multiplient un peu partout en France et ailleurs en Europe. A côté des volontaires philhellènes[179] affluant sur les champs de bataille, d'autres incitent leurs gouvernements à rompre avec leur politique de non-intervention, adoptée après le traité de Vienne. La Russie, la France et la Grande-Bretagne envoient leur flotte à Navarin et suite à la bataille navale qui a lieu en 1827, la flotte ottomane est détruite. Le résultat de cette défaite, c'est la reconnaissance d'un État grec autonome dans un premier temps, acquérant son indépendance quelques années plus tard en 1830.

La prochaine manifestation de la question d'Orient dans sa dimension balkanique, est la guerre de Crimée[180]. A l'origine de ce conflit se trouvent les intérêts conflictuels de l'impérialisme-expansionnisme russe, ayant comme objectif son avancée vers la Méditerranée à travers le contrôle des Détroits et du Bosphore, et de l'impérialisme britannique préoccupé par une telle éventualité susceptible de mettre en danger son contrôle du canal de Suez et ses positions dans ses domaine coloniaux ou semi-coloniaux depuis l'Égypte jusqu'aux Indes. Lors de la guerre de Crimée, qui eut comme prétexte la lutte pour la suprématie symbolique sur le patrimoine chrétien des Terres saintes entre le tsar Alexandre II et Napoléon III, sous l'arbitrage du sultan Abdülmecid Ier, une coalition comprenant l'Empire ottoman, le Royaume-Uni, la France et le royaume de Sardaigne, s'opposa à la Russie. Cette guerre est associée à la question d'Orient dans sa dimension balkanique, par deux événements majeurs : d'une part, le blocus des ports grecs et notamment du Pirée décidé par la France et

[178] On assiste à une 'médiatisation' et 'immortalisation' à travers leurs représentations picturales sélective de ce massacres…celui de la population chrétienne de l'île de Chios en 1822 par les troupes ottomanes devient l'objet d'un tableau de Delacroix tandis que d'autres à l'instar de celui de la population musulmane et juive de la veille de Tripolitsa en Morée, suite à l'entrée des révoltés chrétiens dans la ville passe inaperçu.

[179] Sur les philhellènes, leurs engagements et leurs désillusions, voir Hervé Mazurel, *Vertiges de la guerre : Byron, les philhellènes et le mirage grec*, Paris, Les Belles Lettres, 2013.

[180] Sur la guerre de Crimée, voir Alain Gouttman, *La guerre de Crimée, 1853-1856 : la première guerre moderne*, Paris, Perrin, 2006.

l'Angleterre, en représailles du soutien du roi Othon à la Russie[181] et d'autre part, par la reconnaissance d'une nouvelle principauté autonome dans la région des Balkans, la Roumanie.

Vingt ans plus tard, les Balkans ottomans se trouvent de nouveau au centre de la diplomatie internationale avec une série d'événements qui se succèdent entre le printemps 1875 et l'été 1878[182]. Pendant cette séquence de la question d'Orient, on assiste à l'affirmation de deux nouvelles doctrines géopolitiques, celle du *Drang nach Osten* de la part des puissances de l'Europe centrale et du panslavisme du côté russe, ainsi qu'à la création d'une principauté bulgare au sein des Balkans ottomans.

Après sa défaite à la bataille de Sadowa (1866) et la confirmation de la Prusse comme puissance hégémonique au sein de l'espace germanophone en Europe centrale[183], l'Autriche-Hongrie oriente ses ambitions expansionnistes et colonisatrices vers les Balkans. Pour accroître son influence dans cette région, elle favorise une politique d'implantation économique et commerciale, soutenue par le moteur industriel que représente l'Allemagne bismarckienne. Ainsi naît et se met en place, la version ottomane du *Drang nach osten*, la ruée vers l'Est, ou plus exactement en l'occurrence vers le Sud-Est, projet qui guide la politique extérieure austro-hongroise et allemande jusqu'à la veille de la Grande Guerre.

En ce qui concerne la Russie, elle remet en question un des piliers idéologiques sur lesquels reposait sa diplomatie jusqu'au milieu du XIXe siècle, à savoir la doctrine panorthodoxe, au profit d'un projet basé sur le panslavisme. Les dirigeants russes estimant que leurs velléités panorthodoxes ne faisaient que renforcer la hiérarchie grécophone du patriarcat Rûm de Constantinople, seule instance religieuse chrétienne reconnue à l'époque par l'Empire Ottoman au sein de son territoire, ils s'étaient rendus compte que cette situation mécontentait les chrétiens orthodoxes non-grécophones dans les Balkans, surtout slavophones ou latinophones (valaques). Cette doctrine fut donc remplacée par le panslavisme qui avait le triple avantage d'associer aux visées russes dans la région, les principautés serbo-

[181] Le roi Othon avait en fait vu derrière cette alliance une occasion pour réaliser son projet de la Grande Idée et la reconstitution d'un Empire byzantin, pilier du nationalisme grec politique et religieux. Le blocus de 1854, ruina l'influence du parti russe dans ce pays et confirma, consolida la prépondérance anglaise.
[182] Voir Hakan Yavuz, *War and diplomacy : the Russo-Turkish war of 1877-1878 and the treaty of Berlin*, Salt Lake City, University of Utah Press, 2011.
[183] Voir Robin Okey, *Taming Balkan nationalism*, Oxford University Press, 2007.

monténégrines déjà établies, les sujets chrétiens orthodoxes de langues slaves de l'Empire Ottoman, dans la région des Balkans, mais aussi ceux de l'Empire austro-hongrois[184].

Les antagonismes au sein de la hiérarchie ecclésiastique du Rûm patriarcat de Constantinople entre grécophones et slavophones offrirent le terrain où cette nouvelle doctrine a été testée. Des populations chrétiennes slavophones revendiquaient de la part du sultan, leur affranchissement de la tutelle du patriarche grécophone. Avec le soutien de la diplomatie russe, ils obtiennent la reconnaissance d'une église bulgare autocéphale, connue sous le nom d'Exarchat.

Deux révoltes, l'une en 1875 en Bosnie-Herzégovine, et l'autre en 1876 dans la région de la Bulgarie de nos jours, menées par leurs habitants chrétiens, donnent l'occasion à l'Autriche-Hongrie et à la Russie de mettre en place chacune, ses visées hégémoniques dans les Balkans ottomans. La répression sanglante de la révolte, amplifiée par la propagande russe, scandalise l'opinion publique européenne et paralyse l'action diplomatique du gouvernement conservateur britannique, fidèle au maintien du statu quo territorial dans les Balkans. Devant les accusations à la *House of Commons*, du libéral Gladstone au sujet des atrocités commises par des soldats et des irréguliers ottomans[185] envers la population chrétienne des territoires où se déroula la révolte, le premier ministre Disraeli ne peut plus intervenir en faveur du sultan. Lors de la guerre russo-turque qui s'ensuit, les Ottomans malgré leur résistance à Plevna (Pleven en Bulgarie de nos jours) sont battus et obligés d'accepter un traité de paix, les privant quasi totalement de leurs possessions européennes. Il s'agit du traité de San Stefano, élaboré par la diplomatie russe qui prévoit la création d'une grande Bulgarie englobant la majeure partie des vilayets balkaniques. Devant la création d'un tel État, perçu comme le satellite des intérêts russes dans la région, les gouvernements des autres grandes puissances européennes réagissent et imposent une nouvelle répartition des frontières dans le cadre du traité de Berlin. Ce traité reconnaît l'occupation de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie, l'indépendance de la Serbie, du Monténégro et de la Roumanie lui accordant la région de Dobroudja, cède à la Russie le sud de la Bessarabie (la Moldavie de nos jours), et l'île de Chypre à la Grande Bretagne, et stipule la création d'une

[184] Le panslavisme en tant que mouvement intellectuel est né à Prague

[185] Sur la perception médiatique dans la presse britannique des événements de la guerre russo-ottomane de 1877-78, voir Tetsuya Sahara, « Two different images : Bulgarian and English sources on the Batak massacre », dans Hakan Yavuz, *War and diplomacy : the Russo-Turkish war of 1877-1878 and the treaty of Berlin*, Salt Lake City, University of Utah Press, 2011, p.479-510.

principauté bulgare autonome, de la Roumélie orientale dirigée par un gouverneur ottoman, ainsi que le maintien des vilayets de la 'Macédoine', sous le contrôle du sultan.

Dans le sillage du nouvel ordre balkanique établi par ce traité, la Grèce obtient sans coup férir la province ottomane de Thessalie en 1881, qui fait partie de ses projets irrédentistes, tandis que les Bulgares procèdent en 1885 à une annexion unilatérale de la Roumélie orientale. La Russie était favorable à une telle évolution, qui lui semblait modifier le traité de Berlin à son avantage. Par contre l'Autriche-Hongrie et la Serbie étaient hostiles à ce qu'elles considéraient comme une modification du statu quo balkanique défavorable à leurs intérêts. Assurée du soutien diplomatique de la double monarchie, la Serbie déclara la guerre à la Bulgarie en novembre 1885. Les opérations militaires se soldèrent par une défaite pour l'armée du roi Milan et la conférence d'Istanbul, entérina le rattachement de la province ottomane de la Roumélie orientale à la principauté bulgare.

Désormais toutes les convoitises et toutes les concurrences, se focalisent sur les territoires de la Macédoine ottomane. Les vilayets de Monastir, de Salonique et de Kosovo, deviennent le théâtre d'affrontements tantôt symboliques à travers les batailles cartographiques, statistiques, historiographiques, tantôt militaires. Les gouvernements bulgare, grec, serbe et roumain essayent d'une part, de convaincre à travers leurs propagandes scolaires et religieuses, les sujets chrétiens de ces vilayets de leur appartenance aux États voisins de l'Empire ottoman. D'autre part, par l'intermédiaire de leurs propagandes diplomatiques, s'attellent à convaincre les opinions publiques et les autorités étatiques des grandes puissances européennes du bien fondé de leurs revendications, en se servant dans leurs campagnes de persuasion, de l'appui des personnalités politiques, scientifiques ou artistiques, favorables à leurs causes respectives. Enfin, sur le terrain de l'action militaire, des *andartès*, des comitadjis, membres de comités nationalistes grec, bulgare ou serbe s'entretuent et terrorisent les populations locales tout en s'affrontant en même temps aux bachibouzouks et aux soldats réguliers ottomans agissant pour le maintien ou le rétablissement de l'ordre public. Dans un tel contexte de violences verbales et physiques et de revendications conflictuelles entre les impérialismes balkaniques concurrents, une organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (ORIM) voit le jour en 1893. Elle réunit à l'origine quelques intellectuels désireux de préparer un soulèvement anti-ottoman et ayant comme slogan : 'La Macédoine aux Macédoniens'.

Le 20 juillet (2 août) 1903, jour de la Saint- Elie (Ilinden), l'ORIM prépare un soulèvement dans le vilayet de Monastir. Cette révolte, réprimée par les autorités ottomanes, amène François-Joseph et Nicolas II à se rencontrer en octobre de la même année au château de Mürzsteg (en Autriche actuelle) afin d'élaborer un programme de réformes censé pacifier les vilayets balkaniques. Ce programme, accepté par le sultan, stipulait que l'inspecteur général ottoman Hilmi Pacha serait assisté de deux agents civils l'un autrichien, l'autre russe, le territoire allait être divisé en cinq secteurs de police, dans lesquels une gendarmerie internationale relèverait des cinq puissances (Angleterre, France, Italie, Autriche, Russie).

Cette intervention d'une gendarmerie internationale dans les affaires internes de l'empire ottoman, mécontenta des officiers de l'armée et précipita les évolutions politiques en son sein, aboutissant à la révolution des Jeunes-Turcs en 1908, donnant un prétexte, à l'Autriche-Hongrie pour annexer la Bosnie-Herzégovine, et aux Crétois chrétiens de proclamer l'*enossis* (union) de leur île avec la Grèce. Cette dernière revendication avait déjà offert plusieurs soubresauts à la question d'Orient, depuis 1866 et une première révolte de la part de la population chrétienne de cette province ottomane, jusqu'à la guerre de 1897, entre la Grèce et l'empire ottoman, soldée par une défaite pour l'armée hellénique.

Ainsi, dans les Balkans, les événements sociopolitiques entre le congrès de Berlin et l'automne 1912, façonnent-ils de nouveaux équilibres à l'intérieur de chaque pays, introduisent de nouveaux courants et acteurs politiques, tout en influençant en même temps les relations entre les différents États de la région. Leur connaissance ou ignorance, ainsi que les divers degrés d'affinité à leur égard, de la part de ceux et celles qui interviennent et s'expriment dans l'espace médiatique français, est susceptible d'influencer leurs perceptions des événements et de leurs protagonistes pendant les guerres balkaniques. C'est la raison pour laquelle introduire les personnages, les lieux ou les événements peuplant l'arrière-plan ou le devant du processus de la perception, s'avère une étape essentielle avant l'étude de la couverture médiatique dans sa triple dimension d'expression d'opinions, d'informations et de représentations.

La Bulgarie à la veille des guerres balkaniques

En Bulgarie[186], suite à la reconnaissance de la principauté vassale du pays, au congrès de Berlin, une assemblée de notables se réunit en février 1879 à Tarnovo, l'ancienne capitale

[186] Pour une histoire politique de la Bulgarie au XIXe siècle, voir Ivan Ilchev, La *rose des Balkans : histoire de la Bulgarie des origines à nos jours*, Sofia, Colibri, 2002 (traduit du bulgare par Evélina Borissova, Nicolas

du royaume bulgare médiéval. Deux tendances s'y dessinèrent. D'une part, il y avait les 'conservateurs' favorables à un exécutif fort et un suffrage censitaire limité, d'autre part, les 'libéraux' qui se prononcèrent pour un pouvoir législatif étendu. Ceux-ci l'emportèrent et élaborèrent une constitution qui introduisait le suffrage universel et le régime de monarchie parlementaire. Le premier prince élu fut Alexandre de Battenberg, neveu de la tsarine et protégé de Bismarck. Brouillé avec le tsar Alexandre III, il fut remplacé par Ferdinand de Saxe-Cobourg en 1887. Par ailleurs, Stamboulov, ancien participant à l'insurrection de 1876 contre le sultan, devenu chef des libéraux, hostile à la Russie et appuyé par une bourgeoisie liée aux intérêts autrichiens et anglais, fut élu président du Parlement. Son assassinat en 1895, en plein centre de Sofia, coïncide avec l'avènement d'une période d'instabilité politique. En dix-sept ans, treize gouvernements se succédèrent, tandis que les anciens partis conservateur et libéral se fragmentèrent en national-libéral, progressiste-libéral, populaire et autres plus petits issus de rivalités entre personnes. D'autre part, deux nouvelles forces politiques firent leur entrée à la Sobranié, l'assemblée bulgare. Il s'agit du parti social-démocrate et de l'Union agrarienne. En ce qui concerne, le parti social-démocrate, fondé par Dimiter Blagoev en 1891, il connut à l'instar de la social-démocratie russe, de violentes luttes internes aboutissant à une scission entre étroits (*tesni*) proches d'un marxisme révolutionnaire et larges (*siroki*) adeptes d'un marxisme réformiste. Le deuxième parti, l'Union agrarienne fut établi par Alexandre Stambolijski, afin de lutter contre le phénomène d'usure dans les campagnes et revendiquer une meilleure répartition de l'impôt frappant surtout les populations rurales. En 1908, profitant de la révolution des Jeunes-Turcs et l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie, le prince Ferdinand proclame l'indépendance de la Bulgarie et se déclare lui-même tsar. Désormais la politique extérieure du royaume est concentrée sur la reconstitution de la Bulgarie prévue par le traité de San Stefano avec volonté d'intégrer la majeure partie des possessions ottomanes en Macédoine et en Thrace. Au moment des guerres balkaniques, Stephan Daneff chef des progressistes libéraux et russophile, est ministre des Affaires étrangères dans le cabinet présidé par Ivan Guéchoff, chef du parti national, *Narodna partia* et partisan d'un apaisement des tensions aux frontières avec l'Empire ottoman.

Botsev, Stanimir Deltchev et al.) et Richard Crampton, *A short history of modern Bulgaria*, Cambridge, New York, Port Chester, Cambridge University Press, 1989.

La Grèce à la veille des guerres balkaniques

Au lendemain du congrès de Berlin, la vie politique en Grèce[187] est toujours dominée par la rivalité entre les personnalités de Charilaos Tricoupis, architecte de la modernisation du pays via l'amélioration des infrastructures, notamment dans le domaine des transports,- construction de chemins de fer, ou percée du canal de Corinthe-, et Théodoros Deliyannis son adversaire politique. Soutenue par le roi Georges Ier, de la dynastie danoise des Gluksbourg qui avait succédé à la dynastie bavaroise du roi Othon, la Grande Idée continue toujours à guider la politique extérieure du pays et à servir d'exutoire aux tensions socioéconomiques. Suite à l'annexion des îles ioniennes en 1864, cadeau royal de la reine Victoria à son neveu au moment de son intronisation, la construction territoriale de l'État grec se poursuit en 1881, avec la décision des Grandes Puissances d'imposer sans coup férir à l'Empire ottoman, la cession à la Grèce, de sa province de Thessalie et d'une partie de l'Épire, le sandjak d'Arta. Depuis le XVIIIe siècle, la Thessalie avait connu le système de féodalisation de l'économie rurale ottomane, avec la création de *tchiflik,* appartenant à une aristocratie terrienne majoritairement de confession musulmane. Au moment de l'intégration de cette région au royaume grec, la plupart de ces propriétaires décident de vendre leurs terres qui achetées par des propriétaires chrétiens, changent de propriétaires sans que leur statut soit revisité au moins jusqu'aux réformes et une certaine redistribution de terres mise en place par Venizélos au début du XXe siècle. La condition de la majorité des paysans resta difficile et ce sont ces *kolligoi,* métayers à tiers-fruit qui suivent Marinos Antypas lors de la révolte de Kileler en 1907. En même temps le mouvement ouvrier commence à s'organiser avec la constitution des premiers syndicats à Ermoupoli (Syros) au Pirée et à Athènes, tandis que Platon Drakoulis exilé à Paris pour ses idées socialistes, participe à la création de la IIe Internationale en 1889, tandis qu'à Athènes, Stavros Kallergis organise la première manifestation de 1er mai en 1893 et qu'à Volos est fondé le *Ergatikon Kentron* (Centre ouvrier) qui publie le journal *Ergatis* (L'Ouvrier). Néanmoins, l'influence électorale de ces courants socialistes est moins sensible en Grèce, par rapport aux autres royaumes balkaniques à la veille des guerres balkaniques.

A part la Thessalie, les autres territoires convoités par les partisans de la Grande Idée, *Megali Idea* grecque[188] étaient les vilayets de Jannina (désigné comme Épire par les Grecs)

[187] Pour une histoire plus détaillée de la vie politique en Grèce au XIXe siècle et au début du XXe, voir Richard Clogg, *A short history of modern Greece*, London, New York, Melbourne, Cambridge University Press, 1979, et Nikolaos Svoronos, *Histoire de la Grèce moderne*, Paris, PUF, 1964.

[188] Ces ambitions irrédentistes ont officiellement été exprimées pour la première fois, par le premier ministre Ioannis Kolettis, lors de son discours parlementaire du 14 janvier 1844, qui dessine les contours de la 'Megali

les vilayets de Selanik et Manastir en 'Macédoine ottomane', et les îles de la mer Égée avec l'île de Crète. En Épire, des négociations avec les Ottomans albanais pour la création d'un royaume gréco-albanais échouèrent. En Macédoine, la propagande grecque se heurta aux agissements d'autres pays balkaniques revendiquant eux aussi cette région, à l'instar de la Bulgarie, de la Serbie ou encore de manière moins directe de la Roumanie. En Crète, le gouvernement grec s'engage du côté des sujets Ottomans chrétiens qui demandent le rattachement de l'île au royaume grec. Au lendemain de l'organisation par la Grèce des premiers Jeux olympiques de l'ère moderne, le pays sous le fardeau de la dette publique faisait faillite. Cette dette alourdie par les dépenses militaires multipliées dans le cadre de la guerre contre l'Empire ottoman en 1897, ou l'effondrement des exportations à la suite de la crise qui affecta le marché des raisins secs, produit pilier de l'économie grecque de l'époque, était également entretenue par une augmentation du nombre de fonctionnaires publics, phénomène nourri et nourrissant le clientélisme politique. Parmi les conséquences de cette faillite, on pourrait évoquer l'établissement d'une commission de contrôle des finances grecques et une émigration massive des habitants vers les États-Unis d'Amérique. Devant une telle situation sociale, politique et économique, des officiers de l'armée, s'inspirant de l'expérience jeune-turque de juillet 1908, se révoltent et obligent le roi Georges Ier à faire appel à quelqu'un censé incarner l'espoir d'un renouveau politique et de redressement du pays. Cet homme providentiel, c'est le crétois Eleftherios Venizélos, qui s'était déjà distingué lors des révoltes de la population chrétienne de Crète, demandant le rattachement (*enossis*) de l'île à la Grèce en 1905. Une fois élu premier ministre, Venizélos rétablit dans ses fonctions de commandant de l'armée, le diadoque Constantin destitué quelques années auparavant, après la défaite de 1897. A la veille des guerres balkaniques, la vie parlementaire est structurée et polarisée autour de deux partis. D'une part, le parti libéral fondé par Venizélos et voué à une politique de réformes économiques et sociales, entretient de bons rapports avec le roi Georges Ier, avec qui il partage ses affinités franco-britanniques. L'opposition est surtout représentée par le parti nationaliste, dirigé par Dimitrios Gounaris se rapprochant du palais et de ses tendances germanophiles.

Idea', la Grande Idée, autrement dit des projets expansionnistes de l'Etat grec. Sur ces projets voir, Anastasia Stouraïti, Alexander Kazamias, Nikiforos Diamantouros, Thalia Dragonas, Caglar Keyder, *The Imaginary topographies of the Megali Idea : National Territory as Utopia*, I. B. Tauris, 2010.

Le Monténégro et la Serbie à la veille des guerres balkaniques

Au Monténégro, la personnalité du souverain domine la vie politique. Il profite de son cinquantième anniversaire de son arrivée au pouvoir pour se proclamer roi en 1910. Neveu du dernier prince-évêque (*vladika*) et premier prince laïc du pays, beau-père du roi d'Italie, et protégé du tsar de Russie, Nicolas Ier gouverne de manière autoritaire. Dans un pays où depuis l'indépendance officiellement reconnue, la vie politique était organisée autour des différents clans, il est contesté à la veille des guerres balkaniques par une partie de la population lui reprochant son implication dans des scandales de corruption et de dilapidation de l'argent public.

En Serbie[189], la vie politique se déroule sur arrière plan de rivalités entre les deux dynasties, celle de Karageorgevitch et celle de Obrenovitch, soutenues respectivement, par les diplomaties russe et autrichienne. Après avoir obtenu son autonomie en 1830, ce pays des Balkans devient un État indépendant au lendemain du congrès de Berlin. Ses ambitions territoriales abandonnées par la Russie au profit de celles énoncées par la Bulgarie, suite à ce traité, la Serbie se tourne dans un premier temps vers l'Autriche-Hongrie. Dans cette perspective, le roi Milan pousse à la signature avec le gouvernement austro-hongrois d'un accord commercial, suivi d'une convention secrète en 1881. A l'insu de la Skupstina, le parlement serbe, le gouvernement s'engageait à ne plus soutenir des activités irrédentistes des populations serbes habitant sur les possessions des Habsbourg et à ne plus signer aucun traité avec une puissance étrangère sans en informer au préalable l'Autriche. Ces textes, instaurant un protectorat autrichien en Serbie, provoquèrent un tollé général quand ils furent connus quelques années plus tard, en 1893. En échange de leur approbation, le souverain serbe obtient l'appui de la double monarchie pour la reconnaissance de la Serbie en tant que royaume.

Les années suivantes furent marquées par un scandale financier, une révolte paysanne et une défaite militaire. Le scandale financier se déclenche suite à la faillite de l'Union générale de Bontoux à Paris en juin 1882, chargée de financer la construction des chemins de fer en Serbie. Certains ministres et le roi lui-même ont été éclaboussés par cette affaire. En 1883, la révolte des paysans dans la région de Timok, soutenue par les radicaux qui contestaient le pouvoir de Milan, fut écrasée par l'armée. Deux ans plus tard, la Serbie connaît

[189] Pour une présentation de l'histoire de l'Etat serbe au XIXe siècle, voir Michael Boro Petrovitch, *A History of modern Serbia, 1804-1918*, New York, London, Harcourt Brace Jovanovich, 1976.

une cuisante défaite lors de sa confrontation avec la Bulgarie au lendemain de l'annexion de la Roumélie orientale. En même temps, les désaccords sur la politique extérieure du pays, entre le roi Milan orienté vers un rapprochement avec l'Autriche-Hongrie et son épouse, la reine Natalie, fille d'un officier russe, tendant plutôt à un ralliement avec Saint-Pétersbourg, se manifestent de plus en plus ouvertement. Sur fond d'instabilité politique et de successions de cabinets, l'armée occupe une place d'arbitre au sein de la vie politique. En 1903, le roi Alexandre, fils de Milan qui lui avait succédé en 1893, est assassiné par un groupe d'officiers[190], favorables à l'ascension au trône du représentant de la dynastie rivale, Petar (Pierre) Karageorgevitch, petit-fils de Karageorge, et fils du prince Alexandre chassé en 1858. Éduqué en Hongrie, puis en France, ancien élève de l'école de Saint-Cyr et ancien combattant de la guerre franco-prussienne, il a épousé la fille aînée du prince Nicolas du Monténégro. Soutenu par le parti radical, il est désigné comme roi aussitôt après l'assassinat, sous le nom de Pierre Ier. Les radicaux quant à eux, de tendance russophile, dominent la scène politique serbe jusqu'aux guerres balkaniques, dirigés par leur chef Nicolas Pachitch. Pendant cette période, la Serbie connaît aussi une guerre douanière, dite 'guerre des cochons', entre 1906 et 1911. Dans le cadre de cette guerre, sous prétexte de mesures vétérinaires, en réalité par hostilité au nouveau régime et gouvernement pro-russe, l'Autriche-Hongrie interdit toute importation de porcs serbes, le pilier des exportations serbes de l'époque. La France permet aux commerçants-éleveurs serbes de contourner cet obstacle en facilitant le transit par le port de Salonique d'où la viande est ensuite acheminée vers d'autres marchés européens.

La Roumanie à la veille des guerres balkaniques

Entre le traité de Berlin et les guerres balkaniques, la Roumanie[191] vivait sous le règne de Charles Ier (Carol I) (1866-1914). Autonome depuis le traité de Paris en 1856, la Roumanie acquit son indépendance en mai 1877 après avoir accepté au préalable de respecter l'application de l'article 44 du congrès de Berlin stipulant que le nouvel État roumain ne devrait faire aucune différence entre ses sujets en termes d'appartenance confessionnelle. La constitution roumaine de 1866 refusait en fait, aux Roumains non-chrétiens, les pleins droits à la citoyenneté. Ce dispositif visait essentiellement deux catégories de la population : les musulmans de la Dobroudja et les juifs qui à cette époque émigraient en grand nombre de la Russie tsariste, victimes de pogroms antisémites. En 1883, la Roumanie adhéra à la Triple

[190] Ce groupe d'officiers serbes fut coordonné par Dimitrijevic-Apis future chef de la "Main noire", l'organisation impliquée dans l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo, le 28 juin 1914.
[191] Pour une histoire de la Roumanie au XIXe siècle, voir Traian Sandu, *Histoire de la Roumanie*, Paris, Perrin, 2008.

Alliance. Les attachements allemands de Charles Ier ont influencé cette décision, parallèlement à l'animosité contre la politique de la Russie tsariste, privant le pays de la région de Bessarabie qu'il convoitait, et de la défaite française pendant la guerre contre la Prusse en 1870-1871. Les revendications irrédentistes du royaume roumain à la veille des guerres balkaniques, sont surtout dirigées vers les populations roumanophones de la Transylvanie, province du royaume de la Hongrie, la délimitation de la frontière danubienne avec la Bulgarie, le sort des populations valaques-roumaines dispersées dans la péninsule balkanique (surtout dans les possessions européennes de l'Empire ottoman). Quant à sa vie politique intérieure, la question agraire demeure tout au long de cette période, une source de préoccupations et d'agitations. Malgré les réformes de Alexandru Ioan Cuza dans les années 1860, la Roumanie restait un pays où les terres étaient concentrées entre les mains d'un nombre restreint de propriétaires. Ils affermaient la plupart de leurs terres à des fermiers qui sous-louaient à des paysans[192]. Leurs exploitations étant surtout orientées vers les exportations, la consommation intérieure en pâtissait. D'autre part, environ trois cent mille paysans étaient des sans terre, constituant à la fois une main d'œuvre facile à exploiter et une population vivant dans des conditions très difficiles et menacée de faim. En 1907, une révolte paysanne secoua et bouleversa la société roumaine. Elle se déclencha dans la région de la Moldavie, où elle acquit aussi un caractère antisémite avant de gagner le reste du pays.[193]

La vie politique du pays fut dominée à la veille des guerres balkaniques, d'un côté, par un parti conservateur porte-parole des grands propriétaires appuyés par l'Église et de l'autre côté par le parti libéral réunissant la bourgeoisie d'affaires et les fonctionnaires. Les libéraux de Bratianu pratiquaient une politique favorable au développement du commerce et de l'industrie. En 1885, l'adoption par le gouvernement de Bratianu de mesures protectionnistes, provoqua une guerre douanière avec l'Autriche-Hongrie (1886-1893). Les piliers de l'économie étaient au début du XXe siècle, l'exportation de blé et de pétrole. A cette époque, la Roumanie constituait le deuxième exportateur de céréales en Europe, après la Russie et le troisième exportateur de pétrole après les États-Unis d'Amérique et la Russie. L'économie était également caractérisée par une stabilité monétaire et le leu roumain égalait le franc français. Pourtant cette image positive de l'économie roumaine, ne se traduisait pas par une prospérité globale pour toutes les couches de la société et les inégalités socioéconomiques restaient importantes. A partir de 1893, un parti social-démocrate voit également le jour. Sa

[192] Voir Georges Castellan, Histoire …*op.cit.*, p.339.
[193] Voir Lucian Boia, *La Roumanie, un pays à la frontière de l'Europe*, Paris, Les Belles Lettres, 2003, p.120.

figure de proue à la veille et pendant les guerres balkaniques fut Christian Rakovski. Titu Maiorescu était le premier ministre issu du parti conservateur, tandis que Take Ionescu, fondateur d'un parti conservateur-démocrate en 1908, anglophile et partisan d'une union entre les pays des Balkans, assumait le poste de ministre des Affaires étrangères.

L'Empire Ottoman à la veille des guerres balkaniques

Dans l'Empire ottoman[194], la vie politique de cette période se place entre deux événements majeurs, la première constitution élaborée par Midhat pacha en 1876 et la révolution des Jeunes-Turcs en 1908. Dès 1826, le sultan Mahmut II, lance le pays dans la voie de la modernisation et des réformes, militaire dans un premier temps, avec l'abolition du corps des janissaires, poursuivie par des réformes administratives résumées par le terme de *Tanzimat*. Inaugurées par Abdul Mecid en 1839, elles sont relayées par son successeur Abdul Aziz. Elles donnent lieu à une série de création d'institutions modernes, telle que l'école de médecine en 1867, le lycée impérial de Galatasaray en 1868, l'Université d'Istanbul en 1869, l'école juridique en 1870, ainsi qu'au développement de la presse. Abdul Aziz forcé d'abdiquer, son successeur Abdul Hamid entame son long règne sous les signes de la démocratisation. Il nomme Midhat pacha grand vizir et promulgue une constitution qui reprend les principes libéraux de la charte des réformes de Gülhane en 1839. Parmi ces principes figurent l'égalité de tous les sujets du sultan indépendamment de leur confession, l'organisation d'une vie politique constitutionnelle autour d'un Parlement élu, une justice indépendante du pouvoir, une large décentralisation administrative. En même temps, l'islam reste la religion officielle de l'État et le sultan garde toujours des pouvoirs considérables, telles que la désignation des ministres, la convocation et révocation du Parlement. Dès 1877, ce vent réformateur s'estompe et laisse place à l'instauration d'un régime absolutiste et d'une gouvernance autoritaire. Les massacres contre les populations ottomanes arméniennes dans la province d'Adana, 1895-1896, la censure de la presse, la suppression du parlement, la surveillance de tous les sujets annoncent un durcissement du régime. Ces événements coïncident avec l'exacerbation de la lutte entre les nationalismes-impérialismes expansionnistes des États balkaniques autonomes ou indépendants au sujet de la question macédonienne. L'installation d'un corps de gendarmerie internationale en Macédoine ottomane pousse les dissidents du régime, à l'action. En juillet 1908, la révolution jeune-turque met fin au régime absolutiste d'Abdul Hamid et rénove les espoirs vers une

[194] Sur l'histoire de l'Empire ottoman au XIXe siècle, voir Robert Mantran (dir.), *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989.

démocratisation de la vie politique. Au lendemain de la révolution, le nouveau régime est tout de suite confronté à une série d'obstacles. L'Autriche annexe la Bosnie alors que la Russie ne s'y oppose pas, en échange d'une promesse de soutien de la diplomatie autrichienne, en vue d'obtenir l'ouverture des Détroits, interdits depuis 1841 aux navires de guerre non-ottomans. Peu après la Bulgarie proclame elle aussi son indépendance. A l'intérieur de l'Empire ottoman, après une première euphorie révolutionnaire dans une ambiance de fraternisation entre les différentes communautés de l'Empire, qui voit aussi la naissance d'un premier mouvement socialiste à Salonique, sous le nom de *Federacion*[195], sous la direction d'Abraham Benaroya et de ses camarades, les divergences au sein des Jeunes Turcs ne tardent pas à se manifester[196]. Face à un parti désigné sous le nom de Comité Union et Progrès (CUP), regroupé autour des personnalités politiques telles qu'Ahmed Riza, figure emblématique de ce mouvement lors du temps de l'exil parisien, une deuxième formation se cristallise autour de la personnalité du prince Sabaheddin, neveu d'Abdul Hamid. Cette formation sous le nom d'Entente libérale se montre favorable à une décentralisation de l'empire. Suite à la répression de la mutinerie contre-révolutionnaire du mois d'avril 1909, la triandrie du pouvoir jeune-turc est représentée par Djavid bey, ministre des Finances, Talaat pacha ministre de l'Intérieur, et Mahmud Chevket pacha, à la tête de l'armée. Une nouvelle opposition se crée autour de l'Entente Libérale et des hommes tels que Chérif pacha qui depuis Paris et à travers son journal *Mécherouchiette*, critique le gouvernement du Comité Union et Progrès. L'échec d'émission d'un nouvel emprunt à la bourse de Paris en 1910[197], éloigne les Jeunes Turcs du CUP de l'alliance franco-britannique et les dirige vers un rapprochement stratégique avec l'Allemagne. Désormais, le CUP sera traité de germanophile, opposé aux affinités franco-britanniques des dirigeants de l'Entente libérale. En juillet 1912, suite à des élections considérées comme frauduleuses par ses adversaires et dans le cadre de la guerre contre l'Italie en Tripolitaine, alors qu'en même temps l'insurrection albanaise bat son plein dans le vilayet de Kossovo[198], les officiers partisans de l'Entente libérale renversent le gouvernement et instaurent un cabinet dirigé par Kiamil pacha à la place du grand vizir.

[195] Sur l'histoire de cette association socialiste ottomane, voir Paul Dumont, « La Fédération socialiste ouvrière de Salonique à l'époque des guerres balkaniques », *East European Quarterly*, Vol. XIV, n°4, 1980.

[196] Pour une étude des divergences idéologiques au sein du mouvement des Jeunes-Turcs, voir Doğan Necmettin, *Liberalism and islamism in the Ottoman Empire : (1908 - 1914) : a sociological perspective*, Saarbrücken VDM Verlag, 1998.

[197] Depuis la guerre de Crimée, l'Empire ottoman traînait une dette qui s'alourdissait de nouveaux emprunts pour en assurer le service. En 1875 presque la moitié des revenus de l'État étaient destinés à son remboursement. Voir Georges Castellan, Histoire …*op.cit.*, p.363.

[198] Cet événement s'inscrit dans la constitution et expression d'un mouvement nationaliste albanais à la fin du XIXe siècle, qui dans le sillage de la ligue de Prizrend au moment du congrès de Berlin en 1878, revendique une

Ainsi à la veille des guerres balkaniques, quelques points et traits communs se dégagent de cette approche panoramique de la vie sociopolitique et économique au sein des États acteurs du conflit.

1. Leur économie majoritairement rurale s'engage dans un processus d'industrialisation nécessitant des emprunts importants.

2. L'endettement étatique qui en découle, est considérablement alourdi par la politique militariste et expansionniste poursuivie par la plupart des gouvernements ou des régimes sur place.

3. La militarisation de ces pays est également accentuée par le rôle accru de l'armée dans le déroulement de la vie politique.

4. Enfin, chaque société est traversée par des courants idéologiques divers et variés qu'on pourrait classer autour de quelques catégories structurantes et représentatives : des libéraux contre des conservateurs, des adeptes de modernisation 'occidentalisation' contre des traditionalistes, des nationalistes contre des fédéralistes, des élites francophiles opposées à celles anglophiles, russophiles ou germanophiles. En ce qui concerne cette dernière catégorie classificatrice, on pourrait aussi relever dans le sens inverse, des courants de sympathie envers les pays balkaniques au sein de la société française, à l'instar des divers philhellènes, 'turcophiles' ou 'slavophiles'.

---

plus large autonomie dans les régions peuplées de populations albanophones, au sein de l'Empire ottoman. Sur la naissance de ce mouvement, voir Nathalie Clayer, *Aux origines du nationalisme albanais : la naissance d'une nation majoritairement musulmane en Europe*, Paris, Karthala, 2007.

Tableau : Données générales sur les pays des Balkans à la veille des guerres balkaniques (source : « Les finances des États balkaniques », *La Croix*, 1er janvier 1913, des données issues d'un article publié par Raphaël-Georges Lévy dans la *Revue des deux mondes*)

	Superficie (millions de km2)	Population (millions d'habitants)	Km de chemins de fer	Budget (millions de francs)	Dette (millions de francs)	Commerce extérieur (millions de francs)
Bulgarie	96	4 380	1780	178	638	306
Grèce	64	2 728	1580	188	853	295
Serbie	48	2 936	793	120	679	183
Monténégro	9	250	18	3	6	9
Turquie	937	24 000	5700	800	3000	1020
Roumanie	131	7 000	3400	505	1570	1026

La société française à la veille des guerres balkaniques

Si les sociétés balkaniques sont tourmentées au tournant du XXe siècle par des divisions sociopolitiques importantes et sont toujours agitées par des ambitions expansionnistes, la société française n'évolue quant à elle que dans une ambiance d'apparentes tranquillité et prospérité.

Certes, à la veille des guerres balkaniques, la France vit au rythme de la Belle Époque[199]. Les Expositions Universelles de 1889 ou de 1900, avaient érigé la ville des Lumières en une capitale mondiale des arts et des sciences. L'Art Nouveau avec ses motifs luxuriants et extravagants, revisitait la grammaire stylistique et esthétique des immeubles et des meubles. La colline de Montmartre commençait à être concurrencée par les rues de Montparnasse, comme ruche intellectuelle et lieu avant-gardiste. Dans les music-halls, on s'affolait pour le tango, tandis que les Grands Boulevards et les passages restaient toujours des lieux appropriés pour les promeneurs-flâneurs de la ville. La lanterne magique, projetée sur le grand écran par les frères Lumière, émerveillait le public et bouleversait la perception du mouvement, tout en introduisant une nouvelle perception de la représentation de l'actualité.

Cet univers fantasmagorique, spectaculaire, festif et festoyant, ne parvenait pas pour autant à cacher les côtés moins glorieux de la société française. Les échos des crises et des

[199] Voir Jean-Baptiste Duroselle, *La France de la Belle époque*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1992.

tensions internationales, surtout depuis les coups d'Agadir[200], excitaient les passions chauvines et revanchardes dans un contexte de 'guerre froide'[201]. Des groupes royalistes et nationalistes regroupés autour de l'Action Française[202], diffusaient dans l'espace public leur rhétorique de haine et de violence. La profusion et médiatisation de scandales, liés à la corruption révélaient ou exacerbaient des discours antiparlementaires et antirépublicains[203]. L'affaire Dreyfus divisa la société et la presse française[204], tout en démontrant l'ampleur de l'antisémitisme et une alliance entre le militarisme et le cléricalisme au sein de l'armée et du paysage politique[205]. Les débats et les réactions autour de la loi de 1905, établissant la séparation entre l'Église et l'État, attisèrent les passions cléricales et anticléricales[206]. A côté de la question religieuse, la question sociale ne cessa d'être un des sujets de préoccupation majeure pour les gouvernements successifs. La multiplication de grèves et de mouvements sociaux contestataires, suivis parfois de répression policière brutale[207], montrèrent que malgré les améliorations de la condition ouvrière pendant la période précédente, les inégalités socioéconomiques étaient toujours mal vécues et surtout les conditions de vie et de travail, n'étaient pas perçues comme satisfaisantes. Par ailleurs, au sein même de la classe ouvrière, apparaissent des signes de manifestations et de réactions xénophobes envers les travailleurs immigrés[208], alors qu'en même temps, l'administration politique et économique dans les colonies de la République[209], voire même ses expéditions coloniales et colonisatrices

[200] Il s'agit des tensions diplomatiques franco-allemandes entre 1905 et 1911 au sujet de la délimitation des sphères d'influence au Maroc.

[201] Cette 'guerre froide' concerne la période des relations internationales entre 1871 et 1914. Parsemée d'une série de confrontations militaires régionales impliquant une ou plusieurs grandes puissances, depuis la guerre des Boers, la guerre russo-japonaise, la guerre hispano-américaine, l'expédition en Abyssinie, la guerre de Tripolitaine, jusqu'aux guerres balkaniques, aboutit à la création et consolidation de deux alliances diplomatiques et militaires, la Triple Entente et la Triple Alliance. Surcette période, voir Eric Hobsbawn, *The Age of Empires, 1875-1914,* New York, Pantheon books, 1987.

[202] Sur l'histoire de l'Action Française et la montée du nationalisme en France, à la veille de la Grande Guerre, voir Eugen Weber, *The nationalist revival in France, 1905-14*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1959.

[203] Voir Frédéric Monier, *Corruption et politique : rien de nouveau ?*, Paris, Armand Colin, 2011 et Jean Garrigues, *Les scandales de la République : de Panama à Clearstream*, Paris, Nouveau monde, 2010 (2004).

[204] Voir Pierre Birnbaum, *La France de l'affaire Dreyfus*, Paris, Gallimard, 1994.

[205] Voir Zeev Sternhell, « La culture politique de l'antidreyfusisme » dans Michel Denis, Michel Lagrée, Jean-Yves Veillard (dir.), *L'affaire Dreyfus et l'opinion publique en France et à l'étranger*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1995.

[206] Voir Jacqueline Lalouette, *La République anticléricale : XIXe-XXe siècle*, Paris, éd. du Seuil, 2002.

[207] Sur la répression des mouvements sociaux en France sous la Troisième République, voir Patrick Bruneteaux, « Le désordre de la répression en France, 1871-1921. Des conscrits aux gendarmes mobiles », *Genèses*, 1993, vol.12, n°12, p.30-46.

[208] Voir Gérard Noiriel, *Immigration, antisémitisme et racisme en France, XIXe-XXe siècle : discours publics, humiliations privées*, Paris, Fayard, 2007.

[209] Voir Nicolas Bancel, Pascal Blanchard, Françoise Vergès, *La République coloniale : essai d'une utopie*, Paris, Albin Michel, 2003 et Gilles Manceron, *Marianne et les colonies : une introduction à l'histoire coloniale de la France*, Paris, La Découverte, 2003.

suscitaient des contestations auprès d'organisations, telles que la Ligue des droits de l'Homme.

Dans un tel contexte social, culturel et politique, la scène parlementaire est dominée par le parti radical[210]. Fondé en 1901, il réunit des personnalités au nom de Léon Gambetta, Georges Clémenceau, Camille Pelletan, ou Édouard Herriot. Représentant la culture politique radicale, dont la caractéristique majeure fut l'attachement à l'esprit progressiste, rationnel et libéral de la philosophie des Lumières, contre la réaction obscurantiste, traditionnaliste et cléricaliste, il réussit à promulguer lors du cabinet d'Émile Combes entre 1902 et 1905, la loi de la séparation entre les Églises et l'État. En matière de relations internationales, son programme consistait à la défense de la paix et de l'attachement à l'idée de la patrie. Parmi les journaux qui lui étaient favorables ou proches à ses idées, on peut classer l'*Aurore*, le *Radical* ou encore la *Lanterne*. Toujours au centre du paysage politique français d'avant la Grande Guerre, l'Alliance démocratique, est fondée elle aussi en 1901, par Adolphe Carnot, frère de l'ancien président de la République, Sadi Carnot. Laïque et libérale, elle compte parmi ses membres, Louis Barthou, Raymond Poincaré, ou encore les deux ministres dans le cabinet de Waldeck-Rousseau, Joseph Caillaux (Finances) et Jean Dupuy (Agriculture et patron du *Petit Parisien*). Proche du milieu des affaires, elle jouit du soutien d'associations, telle que la Ligue des droits de l'homme, la Ligue de l'enseignement, tout en bénéficiant de l'appui des grands quotidiens tels que le *Petit Parisien*, le *Matin* ou le *Journal*. Au niveau de sa stratégie gouvernementale, elle prône une politique de rapprochement avec le Parti radical, en s'opposant aux formations d'une droite clérico-nationaliste. Soutenant en 1901 le bloc des gauches, elle opère pourtant, à la veille de la Grande Guerre, un glissement vers la droite de l'échiquier politique votant par exemple, en faveur de la loi des trois ans.

Le parti socialiste[211] unifié se trouve à la gauche de ces deux partis depuis 1905, regroupant les différentes tendances socialistes autour de Jean Jaurès, fondateur du journal l'*Humanité*. Elles sont représentées à la veille des guerres balkaniques, par le courant marxiste de Jules Guesde, la sensibilité communarde d'Édouard Vaillant, défendant l'action simultanée du parlementarisme et du syndicalisme, la grève générale et le socialisme municipal, les socialistes indépendants opposés aux querelles doctrinales, n'hésitant pas à l'instar d'Alexandre Millerand à participer à des gouvernements de coalition avec les partis radicaux

[210] Voir Gérard Baal, *Histoire du radicalisme*, Paris, La Découverte, 1994.
[211] Pour une déclinaison des différentes nuances socialistes au tournant du XXe siècle, voir Jean-Jacques Fiechter, *Le socialisme français de l'Affaire Dreyfus à la Grande Guerre*, Genève, 1965.

et libéraux[212], ou encore les partisans de Gustave Hervé, tentés par un socialisme révolutionnaire. Tous guidés par leur volonté de mettre la question sociale au centre des préoccupations de l'action politique, ils œuvrent également en faveur de la laïcisation de la société à côté des radicaux et des libéraux. Voués à la défense de la paix, la question des guerres patriotiques et défensives, les divisa à la veille des guerres balkaniques et entérina leur rupture avec le mouvement anarcho-syndicaliste majoritaire au sein de la CGT et dont la voix s'exprime à travers les colonnes de la *Bataille syndicaliste*. Quant à la pensée socialiste, elle est surtout véhiculée dans l'espace public grâce à des journaux comme l'*Humanité*, la *Petite République* ou encore la *Revue socialiste.*

A la droite de l'échiquier politique[213], l'Action libérale, est un parti qui réunit des catholiques ralliés à la République à la demande du pape Léon XIII. Fondé en 1901 par deux anciens monarchistes, Jacques Piou et Albert de Mun, ses porte-paroles dans l'espace médiatique sont des journaux tels que l'*Écho de Paris* et l'*Éclair*.

Dans la catégorie des cultures politiques sous l'emprise de la pensée chrétienne, on peut classer également le mouvement démocrate chrétien de Marc Sangnier, destiné à réconcilier les ouvriers avec le christianisme, le christianisme avec la République et dont la pensée était véhiculée dans l'espace médiatique par le journal Le *Démocrate*. Enfin, les assomptionnistes de la *Croix* représentent une culture politique traditionaliste, marquée par une opposition à la laïcisation de la société et à une exacerbation des discours antisémites et nationalistes au moment des guerres balkaniques. Ils sont rejoints par les héritiers du boulangisme, les nostalgiques du monarchisme, les partisans du bonapartisme, les adeptes de ligues nationalistes, à l'instar de la Ligue des Patriotes de Paul Déroulède. Leurs idées sont exprimées dans des journaux, comme l'*Action Française*, la *Libre Parole* ou l'*Autorité* et développées par des chantres du nationalisme et fascisme français, tels que Maurice Barrès ou Charles Maurras.

Dans une telle ambiance idéologique et politique, le septennat d'Armand Fallières, président issu de la famille radicale-libérale, arrivait à son terme et des élections présidentielles étaient prévues pour le mois de février 1913. Le président du conseil, au moment du déclenchement du conflit dans les Balkans, Raymond Poincaré, battu lors des

[212] En 1899 sa participation dans le cabinet de Waldeck-Rousseau à côté du général de Gallifet, le fusilleur de la Commune, divise les socialistes.
[213] Voir René Remond, *La droite en France, de 1815 à nos jours : continuité et diversité d'une tradition politique*, Paris, Aubier, 1954.

scrutins préparatoires au sein du parti radical, maintint sa candidature contre le candidat officiel des radicaux, Jules Pams[214] et réussit à être élu avec l'appui des voix des formations de la droite. En même temps, deux cabinets vont se succéder jusqu'à la fin des guerres balkaniques, celui dirigé par Aristide Briand, de janvier à mars et un deuxième présidé par Louis Barthou jusqu'en décembre 1913.

C'est donc dans ce contexte sociopolitique et idéologique que se déroule la perception des guerres balkaniques dans l'espace médiatique français. A la veille de leur déclenchement, les royaumes balkaniques signent des traités de coopération militaire bilatérale, tout en se préparant pour saisir l'opportunité de mettre en place leurs projets d'expansion territoriale ou d'influence économique et culturelle au détriment des possessions européennes de l'Empire ottoman. La prolongation de la guerre dans la Tripolitaine, immobilisant une partie importante des troupes ottomanes, amène les gouvernements monténégrin, bulgare, grec et serbe à adresser à la Sublime Porte une liste de réformes dans ses provinces balkaniques et notamment dans les vilayets de 'Macédoine'. Inscrites dans le sillage du traité de Berlin de 1878, leur formulation sous forme d'ultimatum, décide le gouvernement ottoman à les rejeter. En même temps, la mobilisation des forces armées des royaumes balkaniques aux frontières avec l'Empire ottoman, accélère un processus de glissement vers la confrontation militaire. Le premier coup de canon résonne le 8 octobre, levant le rideau des hostilités entre les Monténégrins et les Ottomans. La Bulgarie, la Grèce et la Serbie s'y engagent quelques jours plus tard et la conflagration est généralisée dans les Balkans à partir du 18 octobre. Désormais dans la presse française, le débat est lancé sur les responsabilités cachées derrière le déclenchement du conflit, sa nature et sa localisation ou extension éventuelle.

[214] Voir Maurice Agulhon, *La République*, tome I. 'L'élan fondateur et la grande blessure, 1880-1932', Paris, Le Grand livre du mois, 1999, p.239.

I. Perceptions de l'avènement du conflit

I.1. Perceptions de la responsabilité

En ce qui concerne la répartition des responsabilités, plusieurs pistes se dessinent et sont diffusées aussi bien dans les coulisses diplomatiques que dans les bureaux de presse. Tous cherchent le ou les 'coupables' pour la déclaration de la guerre, en se demandant « à qui la faute ».

I.1.1. La faute aux Alliés balkaniques

Maxime Vuillaume affirme en octobre, dans l'*Aurore*, que seules les puissances balkaniques coalisées sont responsables du conflit imminent[215]. Sur un ton plus sévère, Lucien Le Foyer écrit dans le *Radical* que les peuples qui attaquent sont des criminels[216]. A l'occasion de la réunion mensuelle de la Société d'enseignement populaire, Christian Cherfils considère lui aussi que cette guerre est agressive et impute la responsabilité de son déclenchement aux alliés balkaniques qui l'ont déclarée[217]. Le consul français à Cettigné, Raymond Aynard, informe le Président du conseil, que le gouvernement monténégrin étant au courant des démarches des Grandes Puissances auprès des gouvernements balkaniques, en vue d'empêcher les hostilités, « c'est probablement pour prévenir cette intervention dont le gouvernement monténégrin craignait l'effet sur ses alliés, qu'il s'est hâté de prendre une décision irrévocable. »[218]. De son côté, Jean Jaurès, perçoit la preuve d'un acte prémédité du déclenchement de la guerre[219], dans l'action du premier ministre bulgare, qui incite les clients de la société d'assurances vie dont il est président, à ne plus signer des contrats d'assurance à la veille du conflit.

Les quatre royaumes balkaniques qui forment une coalition contre l'Empire ottoman, sont également accusés de ne pas avoir eu recours au tribunal de la Haye. Cette instance internationale a pourtant été inaugurée quelques années auparavant, en 1899[220], pour

[215] Maxime Vuillaume, « Est-ce la guerre ? », *L'Aurore*, 8 octobre 1912.
[216] Lucien Le Foyer, « Questions du jour ; le droit des peuples », *Le Radical*, 10 octobre 1912.
[217] « Réunion mensuelle de la Société d'enseignement populaire positiviste du 29 octobre 1912 », *Revue positiviste internationale*, janvier 1913, p.27.
[218] *Archives du Ministère des Affaires étrangères*, correspondance consulaire, Turquie/237 : Cettigné, le 9 octobre 1912.
[219] André Beaunier, « L'éloquence pacifiste », *Le Figaro*, 12 octobre 1912.
[220] Sur sa création dans le cadre de la Première conférence de la Haye, voir Laurent Barcelo, « Aux origines de la Cour permanente d'arbitrage : la première conférence de La Haye », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, Paris, PUF, 1998, n°189.

permettre aux différents pays de résoudre pacifiquement leurs contentieux respectifs[221]. Au lendemain de la déclaration de guerre contre l'Empire ottoman de la Bulgarie, de la Grèce et de la Serbie, Sévérine[222] évoque une réunion où les participants blâmaient les puissances balkaniques, comme ils avaient antérieurement désapprouvé l'Italie, pour ne pas avoir soumis leurs griefs à la juridiction du tribunal de la Haye[223]. De son côté l'essayiste pacifiste Francis Delaisi pointe lui aussi, dans la *Bataille syndicaliste*, la responsabilité des États balkaniques en rappelant à ses lecteurs que les alliés n'ont pas sollicité la Cour de la Haye avant de proclamer la guerre à l'Empire ottoman[224]. Autre voix critique dans ce concert d'incrimination, celle d'une Parisienne qui s'adressant au lauréat du prix Nobel de la paix en 1909, Paul d'Estournelles de Constant[225], à travers les colonnes du *Gil Blas*, déplore que les Bulgares, les Serbes, les Grecs en refusant de soumettre les questions litigieuses à des experts, n'aient pas exaucé le vœu émis par le pacifiste français, pour que désormais les pays n'aient plus recours à la force pour discuter leurs droits, déléguant à un tribunal international la responsabilité de régler des questions litigieuses[226].

Le député socialiste Wilim, parlant de la guerre des Balkans devant des sympathisants de la section de Levallois-Perret, déclara que malgré les insinuations de la presse bourgeoise visant à culpabiliser les Jeunes Turcs, c'est simplement parce que « les monarques des petites puissances coalisées voulaient s'agrandir et avoir des débouchés sur la mer Adriatique afin de tenir en respect l'Autriche »[227], que le conflit se déclencha. De son côté, la comtesse Thérèse

[221] A la veille de la première guerre balkanique, le texte de la convention de 1899 ou sa version révisée en 1907, étaient signés dans les Balkans, par la Bulgarie, la Grèce et l'Empire ottoman.
[222] Née Caroline Rémy (1855-1929), Séverine est une écrivaine libertaire et féministe. Dirigeant après la mort de Jules Vallès, le Cri du peuple, elle publie aussi ses articles dans la Fronde, le quotidien féministe de Marguerite Durand. Dreyfusarde, elle participe à la création de la Ligue des droits de l'homme, tandis que son pacifisme l'oppose à l'Union sacrée en août 1914. Sur ses activités journalistiques et ses engagements idéologiques, voir, Christiane Demeulenaere-Douyère, *Séverine et Vallès, ou le Cri du Peuple*, Paris, Payot, 2003 et Evelyne Le Garrec, *Séverine, 1855-1929 : Vie et combats d'une frondeuse*, Paris, l'Archipel, 2009.
[223] Séverine, « Malfaiteurs publics », *Gil Blas*, 20 octobre 1912.
[224] Francis Delaisi, *La Bataille Syndicaliste*, 23 octobre 1912.
[225] Sur les initiatives pacifistes du fondateur du groupe parlementaire français pour l'arbitrage international, voir Laurent Barcelo, *Paul d'Estournelles de Constant. Prix Nobel de la Paix en 1909 : l'expression d'une idée européenne*, Paris, L'Harmattan, 1995
[226] « Billet d'une parisienne ; à M. d'Estournelles de Constant », *Gil Blas*, 11 octobre 1912. En juillet 1913, le congrès universel de la paix réuni à la Haye, constate que la première et la seconde guerre des Balkans ont été engagées sans déclaration et sans ultimatum susceptible de recevoir satisfaction ; qu'aucun des belligérants n'a proposé le recours à l'arbitrage et que les neutres n'ont usé du devoir moral que leur assignent les conventions de la Haye d'offrir leurs bons offices et leur médiation.
[227] *Archives nationales*, série F/7/13328, dossier : Agitation contre la guerre, « Meeting contre la guerre organisé par le parti socialiste unifié, section de Levallois-Perret, 15 novembre 1912 ».

Aubaret[228], s'adressant à son fils dans ses lettres sur la guerre balkanique publiées à Poitiers, dénonce elle aussi « l'ambition et la rapacité des quatre peuples alliés.»[229].

Le rédacteur en chef du journal *Le Matin* Stéphane Lauzanne, présent à Istanbul en octobre 1912 pour couvrir l'actualité balkanique, se rend au début du conflit sur la place Taksim. Là, dans une petite maison aux volets verts, habitait Noradounghian Gabriel effendi, ministre des Affaires étrangères de l'Empire ottoman. Cet Ottoman arménien, « aux traits fins, parlant le français et connaissant les arcanes du droit »[230], se servit des principes du droit international qu'il avait appris à Paris, pour s'acquitter de toute responsabilité dans la production du conflit en affirmant qu' :

> « Il n'y a pas une grande nation en Europe qui aurait poussé plus loin la patience et la longanimité. Un jour, voici deux mois, des bandes armées, pénétrant sur notre territoire, tuent nos soldats, pillent une de nos villes, brûlent une de nos églises (…) ces bandes appartenaient au Monténégro (…) L'outrage était manifeste et la violation du territoire flagrante. Partout de tels actes sont considérés comme un casus belli. Nous avons poussé l'indulgence jusqu'à la faiblesse. »[231].

Puis le ministre ottoman énuméra les réformes que ses collègues et lui-même avaient apportées ou tenté d'appliquer dans les possessions européennes de l'Empire. « Plus nous faisions ou nous entreprenions de réformes, plus l'attitude des confédérés balkaniques se faisait agressive et insolente. Maintenant, c'est la guerre. Cette guerre, nous ne l'avons ni cherchée ni voulue. »[232]. La même démarche de reporter est suivie par Jean Rodes[233], le correspondant du *Temps* dans la capitale ottomane. Il y interviewe Loutfi Fikri bey, un des orateurs les plus écoutés et les plus influents du parti de l'Entente Libérale au pouvoir, et directeur du journal *Tanzimat*. D'après lui, l'Europe devrait reconnaître que depuis la révolution du juillet 1908, il y a eu deux périodes distinctes dans la vie politique ottomane. Pendant la première période, le parti unioniste s'est montré partisan de la suprématie absolue des Turcs musulmans sur les autres communautés confessionnelles et ethnolinguistiques de l'Empire. Cependant, depuis les élections de l'été 1912 remportées par le parti de l'Entente libérale, celui-ci envisage d'établir une égalité complète entre tous les citoyens. Tout en

[228] Née Thérèse Granier (1846-1933), elle devient comtesse Aubaret suite à son mariage avec Louis 'Gabriel', comte Aubaret en 1868. Celui-ci, officier de la marine, après ses missions en Chine et dans l'Indochine française, est nommé consul à Scutari, puis à Cettigné, à Smyrne et à Routschouk en Bulgarie. Il présida aussi, le conseil d'administration de la Dette Ottomane, entre 1882 et 1884.
[229] Lettres sur la guerre balkanique, Poitiers, 1913 : (p3)
[230] Lauzanne Stéphane, *Au chevet de la Turquie : quarante jours de guerre*, Paris, 1913, p.34.
[231] *Ibid*., p.35-36.
[232] *Idem.*
[233] Né en 1867 et décédé en 1947, Jean Rodes avait déjà participé avant la guerre des Balkans, à la couverture médiatique de la guerre russo-japonaise en 1904.

reconnaissant qu'il y avait encore beaucoup à faire dans ce domaine, notamment en Macédoine, qui est l'objet du conflit actuel, Loutfi Fikri bey fait remarquer à son interlocuteur que la plupart des demandes bulgares étaient déjà inscrites dans le programme de son parti, comme par exemple la représentation proportionnelle des nationalités et la reconnaissance de l'égalité des écoles chrétiennes. « Le fait que ces revendications avaient été formulées par une note serbo-bulgare, qui est une mise en demeure, nous a décidés à les rejeter »[234], souligna dans le *Temps*, le représentant de l'Entente libérale. Toujours dans le même esprit, le correspondant particulier de l'*Action Française* à Istanbul, dans la lettre qu'il envoie à son journal, relève lui aussi que le nouveau gouvernement ottoman étant disposé à réorganiser les vilayets macédoniens en y appliquant des réformes pacificatrices, « cela allait enlever aux voisins tout prétexte sérieux d'intervenir et il était temps d'agir.»[235].

La promptitude des alliés à déclarer la guerre et la nature préméditée de leur initiative, sont également épinglées par les statistiques sur les exportations françaises d'armes, de poudres et de munitions entre 1902 et 1911. Selon Max Dutray dans le *Journal*, tandis que pour l'Empire ottoman les exportations françaises ne concernaient que « des armes de commerce, des poudres et des cartouches vides ou enveloppes de cartouches (…), pour ce qui est des États coalisés, les expéditions de France représentaient à peu près intégralement des armes de guerre »[236].

Mise à part la dimension politique de la responsabilité, Pierre Loti soulève l'aspect de la moralité de la déclaration de guerre en octobre 1912. Selon l'écrivain d'*Aziyadé*, indépendamment de leurs griefs contre l'Empire ottoman, « il est vraiment lâche de profiter de ce que ce pays est accablé de malheurs, se battant contre l'agresseur italien en Tripolitaine, pour venir, tous ensemble, l'attaquer par derrière »[237]. Et il continue ses diatribes contre les alliés balkaniques en les comparant à des hyènes qui en troupeaux, approchent leur proie quand elles la savent déjà blessée. Dans la *Bataille syndicaliste*, les alliés sont associés à des loups se jetant sur leur proie[238], alors que de son côté Paul-Hyacinthe Loyson, le directeur de la revue les *Droits de l'Homme*, tribune de la ligue homonyme, traite les États balkaniques de criminels, qui « se sentent pousser des dents de folie, à l'instar des grands ogres blancs »[239]. Ces jugements nourrissent aussi l'imagination des caricaturistes à l'instar du dessin publié

[234] Jean Rodes, « La Turquie et l'Europe », *Le Temps*, 23 octobre 1912.
[235] « Lettre de Turquie », *Action Française*, 19 octobre 1912.
[236] Max Dutray, « Les pays balkaniques préparaient la guerre depuis 1907 », *Le Journal*, 8 novembre 1912.
[237] « Les adjurations de Pierre Loti », *Le Matin*, 13 octobre 1912.
[238] « Une lettre de l'Union des Syndicats de Constantinople », *La Bataille Syndicaliste*, 3 décembre 1912.
[239] Paul-Hyacinthe Loyson, « La guerre des Balkans et la conscience européenne », *Les Droits de l'Homme*, 12 octobre 1912.

dans l'*Humanité*, où l'on voit les trois royaumes balkaniques, Bulgarie, Grèce et Serbie, représentés en hyènes, subjugués par l'Ours du Nord, allusion à l'action médiatrice de la Russie pour le partage des territoires ottomans conquis par les alliés (voir annexes, p. 942)[240]. Associant critique sociale et critique de relations internationales, André Lorulot[241], s'en prend dans l'*Anarchie,* à la fois à la morale des alliés balkaniques et à celle de ses collègues de la presse 'bourgeoise'. Ces derniers, vilipendent d'une part, ceux qu'ils appellent 'réfractaires sociaux' leur reprochant volontiers leur lâcheté quand ils attaquent des faibles ou des êtres sans défense. D'autre part, ils restent silencieux quand un pays est lâchement attaqué. En automne 1912, ce pays est à ses yeux l'Empire ottoman, épuisé par sa lutte contre « la tentative de brigandage »[242] italienne. C'est ce moment que choisirent pour intervenir « les quatre larrons balkaniques associés.»[243]. Ce comportement est selon Pierre Loti, à l'opposé de celui de la population arabe d'Algérie qui, malgré leurs plaintes justifiées vis-à-vis de l'administration française, décidaient en 1870, de reporter leur révolte et attendre la fin de la guerre franco-prussienne avant de l'attaquer. En revanche, les quatre royaumes balkaniques ont voulu profiter de ce que l'empire ottoman se battait déjà contre l'Italie en Tripolitaine pour lui déclarer la guerre.

Par ailleurs, il y a ceux qui évoquent les intérêts dynastiques comme à l'origine de l'avènement de la guerre présente ou d'une guerre future. D'après le *Matin*, la dynastie est un mot que l'on a peu prononcé « au cours des récents événements d'Orient, et qui pourtant y aura joué un rôle considérable. »[244]. Raymond Aynard, le consul français à Cettigné, écrit à Poincaré en octobre pour l'informer que le roi Nicolas Ier est dans « l'impossibilité de reculer sans risquer sa couronne »[245]. De son côté, le *Matin* considère en janvier que c'est parce qu'un intérêt dynastique est en cause que le roi Charles insiste pour que ses demandes territoriales soient acceptées par la Bulgarie. Le roi Carol a toujours été, du fait même de ses origines, perçu comme étant de sympathie triplicienne. Le cabinet roumain au pouvoir, était au contraire, considéré comme ayant des affinités plutôt slavophiles et francophiles. « Il en résulte des tiraillements que le souverain voudrait bien faire cesser et il juge qu'il n'y aurait

[240] *L'Humanité*, 18 juin 1913.
[241] André Lorulot (1885-1963), libre penseur et auteur de l'ouvrage *Pourquoi je suis athée*, il s'engagea pendant l'affaire Dreyfus du côté des dreyfusards, et il dirigea le journal l'*Anarchie*, de 1909 à 1911.
[242] André Lorulot, « L'individu et la guerre », *L'Anarchie*, 21 novembre 1912.
[243] *Idem*.
[244] *Le Matin*, 12 janvier 1913.
[245] *Archives du Ministère des Affaires Etrangères*, correspondance consulaire, Turquie/237 : Cettigné, le 9 octobre 1912.

pas de meilleur moyen pour cela que de remporter un succès extérieur qui affirmât son prestige et consolidât sa dynastie »[246].

I.1.2. La faute à l'Empire Ottoman

A côté de ceux et celles qui perçoivent les Alliés comme responsables de l'ouverture des hostilités en octobre 1912, il y aussi les voix qui s'expriment pour culpabiliser le régime ottoman. Ainsi, Paul-Hyacinthe Loyson[247], a beau souligner la lourde responsabilité des États balkaniques dans la guerre, due à leur volonté d'expansion territoriale, il ne s'abstient pas pour autant d'accuser aussi le gouvernement ottoman. Plus particulièrement, il dénonce « une absence complète de liberté réelle et d'égalité pour les nationalités, un manque absolu de sécurité et de garantie pour la vie, les droits et les biens des citoyens, l'inexistence d'une justice et d'une administration bien organisées ou impartiales »[248]. Dans son accusatoire à l'égard des gouvernants ottomans, il rajoute qu'ils ont maintenu un système d'impôts lourds et vexatoires. De surcroît, ils sont restés sourds aux demandes de réformes pour les ouvriers et les paysans musulmans et non-musulmans. Ils n'ont soutenu que « les féodaux et les tribus nomades, armées contre les agriculteurs sans défense. »[249].

Cet avis est également partagé par Jean Pélissier[250]. Le correspondant de la *Dépêche*, remet en question le caractère libéral de la révolution jeune-turque de 1908, désignant cet événement comme un mouvement nationaliste turc, dont le but était de débarrasser l'Empire ottoman de la tutelle des puissances. Afin de créer une nationalité ottomane avec la mosaïque ethno-confessionnelle de l'Empire, « les Jeunes-Turcs ont voulu turquifier toutes les nationalités »[251]. Pour y parvenir, ils ont pratiqué en Macédoine « la colonisation intérieure »[252] en y installant des familles musulmanes dans des régions peuplées jusqu'alors par des populations de confession chrétienne. Jean Pelissier, compare ce procédé à celui que les Prussiens employèrent pour « germaniser la Pologne »[253] et diluer l'élément polonais. Ce système n'a pas eu d'autre résultat selon lui que « d'exaspérer les chrétiens, qui n'ont plus eu

[246] « La menace roumaine et l'objection bulgare », *Le Matin*, 12 janvier 1913.
[247] Ecrivain de pièces de théâtre (1873-1921) et directeur de la revue *Les Droits de l'Homme*.
[248] « Manifeste des socialistes des Balkans », *Les Droits de l'Homme*, 20 octobre 1912.
[249] *Idem.*
[250] Les résultats de son enquête et de ses entretiens avec des acteurs du conflit, ont été publiés dans la *Dépêche*, l'*Indépendance belge*, le *Manchester Guardian* et réunis dans un recueil paru à Paris en septembre 1913.
[251] Jean Pélissier, *Dix mois de guerre dans les Balkans*, Paris, 1914, p.138.
[252] *Idem*.
[253] Jean Pélissier, *op.cit*., …, p.139.

aucune foi dans les promesses faites par les Jeunes Turcs de respecter leurs nationalités»[254]. Il s'agit d'une déception et d'une désillusion mise aussi en avant dans le *Journal des Débats* pour rendre compte de la mobilisation balkanique. Le mécontentement inspiré par la politique violente de 'turquification' qu'a suivie le parti jeune-turc au pouvoir, est légitime d'après ce journal et il a remplacé « l'apaisement très réel qui s'était produit sous l'effet des promesses de l'ottomanisme libéral de la révolution de 1908 »[255]. Dans une telle perception de la politique ottomane, « la dictature du Comité d'Union et Progrès succéda à la dictature 'hamidienne' »[256]. Sous le couvert « d'une comédie constitutionnelle et électorale, on enleva de nouveau toute représentation et toute garantie aux nationalités non-turques. C'est le découragement de ces nationalités qui est la cause de la crise actuelle »[257]. Même constat chez Émile Vandervelde, député socialiste belge[258], qui prend la parole à l'occasion de la manifestation contre la guerre au Pré Saint-Gervais organisée par le parti socialiste, et dont les propos ont été relatés dans l'*Humanité*. Après avoir esquissé un tableau des atrocités de la guerre moderne, il affirme que les peuples balkaniques désiraient ardemment la guerre parce que « les seigneurs turcs oppressaient par trop les habitants de la Macédoine »[259]. Il conteste à son tour l'efficacité de la révolution du juillet 1908, et considère que les Jeunes Turcs, « s'ils avaient tenu leurs promesses envers le peuple, auraient pu s'éviter les ennuis qui pèsent sur eux actuellement »[260]. Son camarade français, Alexandre Varenne[261], commente lui aussi dans la *Lanterne*, les erreurs commises par les Jeunes Turcs et il insiste surtout sur la faillite d'une sécularisation de la société ottomane prônée par la révolution de 1908 mais jamais achevée[262]. De son côté, Ludovic Naudeau[263] renvoie ses lecteurs du *Journal* aux témoignages qu'il avait publiés en 1902 et 1903. A cette période, il avait parcouru la Macédoine ottomane, de Salonique à Uskub et à Monastir en remontant la vallée de Strouma jusqu'au pont de Barakli

[254] *Idem*.
[255] « La mobilisation balkanique », *Le Journal des Débats, 2* octobre 1912.
[256] *Le Journal des Débats*, 4 octobre 1912.
[257] *Idem*.
[258] Emile Vandervelde (1866-1938) était un des fondateurs du Parti Ouvrier belge et président de la Seconde Internationale entre 1900 et1918. Sur son œuvre politique, voir Janet Polasky, *The Democratic Socialism of Emile Vandervelde : Between Reform and Revolution*, Washington, Oxford, Berg, 1995.
[259] « La manifestation au Prés-Saint-Gervais », *L'Humanité*, 18 novembre 1912. Voir aussi, Archives nationales, série F/7/13328, dossier « Agitation contre la guerre », démonstration contre la guerre, organisée par la fédération de la Seine du Parti socialiste, 17 novembre, au Pré-Saint-Gervais.
[260] *Idem*
[261] Sur les engagements politiques d'Alexandre Varenne, voir Jean-Pierre Caillard, *Alexandre Varenne, un homme en République*, Paris, Le Cherche Midi, 2004.
[262] Alexandre Varenne, « La Croisade », *La Lanterne*, 21 octobre 1912.
[263] Ludovic Naudeau (1872-1949), est un des premiers représentants du grand reportage français, envoyé par le *Journal* pour couvrir la guerre russo-japonaise de 1904-1905 pendant laquelle il est capturé et emprisonné au Japon. Voir Marc Martin, « Les grands reporters français durant la guerre russo-japonaise », *Le Temps des Médias*, 2005/1, n°4, p.22-33.

où se trouve la frontière serbo-bulgare. De son voyage-enquête, il avait ramené des clichés de « villages incendiés, populations dispersées et éplorées, cadavres nombreux, filles forcées (…) c'étaient là les signes indéniables de la dure répression exercée par les Turcs sur les populations chrétiennes de Macédoine »[264]. D'après lui, « la grande guerre qui commence, c'est la conséquence si longtemps ajournée, si longtemps évitée, de ces immolations et de ces déprédations »[265]. De surcroît, le correspondant du *Matin* à Sofia, constate que la terreur règne toujours sur les possessions européennes de l'Empire ottoman et « l'arbitraire le plus absolu est la règle générale. D'où il résulte, chaque année, périodiquement des révoltes, réprimées dans le sang, des émigrations en masse »[266]. Les 'atrocités turques' sont également tenues pour responsables du déclenchement du conflit par Charles Loiseau dans le *Petit Journal*[267]. Le prince Sabaheddine, proche de l'Entente Libérale, réunissant des Vieux Ottomans et des Jeunes Turcs favorables à une politique de décentralisation, jette lui aussi dans le *Temps*, la responsabilité du déclenchement de ce conflit, sur la politique de « centralisation à outrance »[268] suivie par la fraction jacobine des Jeunes Turcs, le parti du Comité Union et Progrès.

L'anarchie à l'intérieur de l'Empire ottoman et sa politique réactionnaire et rétrograde sont également montrées du doigt dans la *Revue socialiste* conformément aux décisions de la conférence social-démocrate tenue à Belgrade en octobre 1911[269]. Cependant, le manque des réformes est attribué par le manifeste du Bureau Socialiste International publié dans l'*Humanité*, aux « intrigues et (les) manœuvres des grands États qui ont paralysé profondément les efforts de régénération de la Turquie, et qui n'ont d'autre but que de réduire les peuples balkaniques dans leur vasselage.»[270].

I.1.3. La faute aux Grandes Puissances et à l'Europe

Sur la même longueur d'ondes, après avoir évoqué la responsabilité partagée des alliés balkaniques et de l'Empire ottoman dans le déclenchement de la Première Guerre balkanique, Paul Hyacinthe Loyson écrit dans les *Droits de l'Homme* que « le pire de tous ces malandrins, c'est l'Europe elle-même (…) car toute absorbée à équilibrer le louche trafic de

[264] Ludovic Naudeau, « Pourquoi cette guerre ? », *Le Journal*, 23 octobre 1912.
[265] *Idem*.
[266] *Le Matin*, 14 octobre 1912.
[267] Charles Loiseau, « Les atrocités turques », *Le Petit Journal*, 20 octobre 1912.
[268] « A Constantinople, une lutte d'influences », *Le Temps*, 15 novembre 1912.
[269] Ernest Poisson, « Le prolétariat contre la guerre », La Revue socialiste, décembre 1912, p.497. Lors de cette réunion, les socialistes des Balkans avaient décidé d'œuvrer en faveur de la création d'une fédération balkanique.
[270] « Un manifeste du Bureau socialiste international », *L'Humanité*, 30 octobre 1912.

ses marchandages, n'a rien fait depuis plus d'un demi siècle pour régler en raison et en justice ce terrible problème de la mêlée des races dans les Balkans »[271]. Ce raisonnement résonne également dans la *Bataille syndicaliste*, où on lit que si les grandes puissances l'avaient vraiment voulu, si elles avaient veillé à l'exécution du programme des réformes en Macédoine ottomane, souvent élaboré mais jamais appliqué, elles auraient pu faire disparaitre une des causes les plus importantes, de la guerre qui vient de couvrir de cadavres la péninsule balkanique. Malheureusement, « elles étaient trop préoccupées elles-mêmes de mettre à profit les rivalités des races pour pouvoir exercer une action efficace et bienfaisante »[272]. L'absence de l'influence régulatrice et potentiellement dissuasive de l'Europe est perceptible dans l'interrogation d'Ernest Judet dans l'*Éclair*, quand il se demande 'Où est l'Europe ?'[273]. L'Europe est également considérée comme responsable par Ludovic Naudeau dans le *Journal* quand il prévient que si celle-ci n'intervient pas, « une guerre serbo-bulgare est certaine »[274]. On assiste donc à une perception de l'Europe[275], non plus seulement en tant qu'espace géographique, mais aussi en termes politiques dans le sillage des débats autour de la construction d'une entité/unité européenne, traversant le XIXe siècle, depuis le mouvement 'Jeune Europe' de Giuseppe Mazzini jusqu'aux États-Unis d'Europe de Victor Hugo.

En janvier, après le coup d'État qui renverse le cabinet de Kiamil pacha, accusé par les partisans du Comité Union et Progrès d'avoir échoué à défendre les intérêts ottomans lors de la conférence de Londres, Francis de Pressensé[276], écrit dans l'*Humanité* qu'une fois de plus l'Europe et sa diplomatie recueillent le fruit de leur aveuglement :

> « Avant la guerre, c'est elle qui l'a rendue inévitable par l'inexcusable banqueroute des réformes qu'elle avait proclamées nécessaires pour l'existence de la Turquie et le maintien de la paix. Après la guerre, c'est elle qui en prépare le retour par sa servile docilité à l'égard des alliés et de leurs appétits »[277].

Selon l'ambassadeur français à Istanbul, Maurice Bompard, le déclenchement de la Première Guerre balkanique est le résultat des défaillances successives de l'Europe, depuis le

[271] Paul-Hyacinthe Loyson, « La guerre des Balkans et la conscience européenne », *Les Droits de l'Homme*, 12 octobre 1912.
[272] « La paix », *La Bataille syndicaliste*, 7 août 1913.
[273] Ernest Judet, « Où est l'Europe ? », *L'Eclair*, 4 octobre 1912.
[274] Voir *Le Journal*, 28 mai 1913.
[275] Pour une généalogie de la définition de l'idée européenne, voir Bernard Bruneteau, *Histoire de l'idée européenne au premier XXe siècle à travers les textes*, Paris, Armand Colin, 2006, et Élisabeth Du Réau, *L'idée de l'Europe au XXe siècle, des mythes aux réalités*, Bruxelles, éd. Complexe, 1996.
[276] Voir Rémi Fabre, *Francis de Pressensé et la défense des droits de l'homme*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2004
[277] Francis de Pressensé, « Le coup de théâtre », *L'Humanité*, 25 janvier 1913.

traité de Berlin en 1878 et du non-respect de la quasi-totalité des décisions prises dans le cadre de cette réunion diplomatique[278].

Alfred Rosmer interroge pour la *Bataille syndicaliste*, Francis de Pressensé[279], connaisseur des questions d'Orient, secrétaire d'ambassade à Constantinople au lendemain du congrès de Berlin et président en 1912 de la Ligue des Droits de l'Homme, sur sa perception des responsabilités. Celui-ci incrimine le marchandage conclu par les grandes puissances sur le dos du sultan. Ce marchandage prévoyait que l'Angleterre n'allait pas être entravée dans son occupation de l'Égypte, « la France pourrait s'installer au Maroc ; l'Italie s'emparerait de la Tripolitaine, pendant que l'Autriche annexerait la Bosnie »[280]. Jean Pélissier, perçoit lui aussi l'exploitation cynique de l'Empire ottoman par les grandes puissances comme le principal facteur de l'avènement du conflit. Dans un article publié dans le numéro d'octobre des *Annales des nationalités*, il affirme que les antagonismes et les rivalités économiques opposant les grandes puissances de l'Europe entre elles en vue d'obtenir des concessions de toute sorte de la part des sultans, en matière de mines, chemins de fer ou ports, les amena à ignorer la dégradation de la situation des droits de l'homme sur place[281]. Déjà en 1911, René Pinon affirmait dans son essai sur les nouveaux aspects de la question d'Orient suite à la révolution de 1908, que ce sont « les rivalités européennes qui dramatisent les querelles locales et qui leur prêtent des répercussions inattendues ; souvent même ce sont elles qui les provoquent »[282].

Si dans la plupart des cas, le procès des grandes puissances est instruit en bloc, il y a parfois une hiérarchisation des responsabilités qui se profile selon les sensibilités idéologiques de chaque journal, de chaque personne qui prend la parole et son interprétation des enjeux

[278] *Archives du Ministère des Affaires Etrangères*, correspondance consulaire, Turquie/238, dossier sur les Guerres Balkaniques, Péra, le 17 octobre 1912, n°591. L'ambassadeur français fait allusion à la proclamation de l'indépendance de la Bulgarie et son annexion de la Roumélie orientale, le détachement de l'île de Crète de l'Empire ottoman, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie en 1908, l'abandon de la prise en charge de la dette publique ottomane proportionnellement aux territoires annexés suite à ce traité, par la Bulgarie, la Grèce, la Serbie.

[279] Sur Francis de Pressensé, voir Rémi Fabre, *Francis de Pressensé et la défense des droits de l'homme*. *Un intellectuel au combat*, Presses Universitaires de Rennes, 2004.

[280] Alfred Rosmer, « La crise balkanique, ce qu'en pense Fransis de Pressensé », *La Bataille syndicaliste*, 11 octobre 1912.

[281] Jean Pelissier, *Dix mois de guerre dans les Balkans*, Paris, 1914, p.25.

[282] René Pinon, *L'Europe et la Jeune Turquie, les aspects nouveaux de la question d'Orient*, Paris, 1911, p.XII. Sur la perception de l'imbrication étroite entre les dynamiques sociopolitiques internes aux pays balkaniques et les intérêts conflictuels des grandes puissances européennes dans le déclenchement des guerres balkaniques de 1912-1913 et celles en ex-Yougoslavie dans les années 1990, voir Oya Akgonenc Mughisuddin, "Similarities and parallels between the events of the 1913 and 1993" dans The Free and Democratic Bulgaria Foundation (ed.), *The Carnegie report and the Balkans today*, Sofia, The Free and Democratic Bulgaria Foundation : RVR, 1996, p.81.

géopolitiques. La Russie et sa politique panslaviste sont particulièrement ciblées dans la presse socialiste. Selon l'*Humanité*, la politique traditionnelle russe en Orient et les convoitises panslavistes se manifestent de plus en plus fortement à Saint Petersburg et à Moscou. Afin d'illustrer ces propos, le journal socialiste commente les articles publiés par le « réactionnaire *Novoë Vremia*, dans lesquels on va jusqu'à menacer les alliés français et anglais d'un 'lâchage' complet s'ils se refusent à favoriser les ambitions panslavistes »[283]. Ce qui est aussi significatif et révélateur de l'état d'esprit dominant en Russie à cette époque selon la tribune de Jean Jaurès, c'est que même les journaux 'démocrates' tels que le *Dien* ou le *Retch*, l'organe des cadets[284], réclament une politique agressive dans les Balkans. « Plus que jamais le tsarisme russe est le grand ennemi de la civilisation et du progrès universel »[285] tonne l'éditorial de l'*Humanité,* déjà critique face à la répression sanglante et brutale du mouvement ouvrier par le régime tsariste[286].

La responsabilité russe est aussi insinuée par Jules Cambon, ambassadeur français à Berlin. D'après lui, il est impossible de croire que l'initiative des alliés n'ait pas été à l'origine inspirée par la Russie, « à laquelle (…) les gouvernements balkaniques obéissaient comme des enfants »[287]. Dans sa correspondance avec le ministre des Affaires étrangères, il écrit qu'il suffit pour en juger de se reporter à la précision avec laquelle Alexandre Izvolski[288], un mois avant le déclenchement du conflit, prévoyait que la Bulgarie «compte sur un mouvement monténégrin pour provoquer l'incendie et qu'elle est prête à partir elle-même en guerre vers le 15 octobre »[289]. En mars, Maurice Paléologue[290] rappelle quant à lui à l'ambassadeur russe

[283] « Inquiétantes intrigues du panslavisme russe », *L'Humanité*, 19 octobre 1912. *Novoïe Vrémia* est un journal publié à Saint-Pétersbourg de 1868 à 1917. Sous la direction d'Alexeï Souvorine, adopte une ligne éditoriale ultraconservatrice.

[284] De l'abréviation KD du nom du parti en russe, « Конституционная Демократическая партия" (Parti constitutionnel démocratique). Il s'agit d'un parti libéral russe qui a vu le jour dans le cadre de la révolution de 1905 qu'a contraint le tsar Nicolas II à libéraliser son régime. Dans la troisième Douma convoquée entre 1907 et 1912, ses membres étaient situés à la gauche de l'échiquier politique. Le journal *Retch*, (la parole) publié à Saint-Pétersbourg depuis 1906, fut l'organe de ce parti.

[285] « Inquiétantes intrigues du panslavisme russe », *L'Humanité*, 19 octobre 1912.

[286] L'écho du dimanche rouge du janvier 1905 quand une manifestation de protestation contre le régime tsariste donna lieu à une fusillade meurtrière, retentit au-delà des frontières russes.

[287] *Archives du Ministère des Affaires Etrangères*, correspondance consulaire, Turquie/238, dossier sur les Guerres Balkaniques, Berlin, le 18 octobre 1912, n°488, correspondance classée absolument secrète.

[288] Diplomate russe, artisan de l'alliance entre la Russie et la Grande Bretagne scellée par l'accord de 1907, ministre des affaires étrangères entre 1906 et 1910, il ne réagit pas à l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche en 1908 en escomptant avoir le soutien de la diplomatie autrichienne dans son projet d'obtenir l'ouverture des détroits à la flotte russe de la Mer Noire. A partir de 1910 il est nommé ambassadeur à Paris et essaye de consolider l'alliance entre les puissances de la Triple Entente. Il est également impliqué dans des démarches de subvention de la presse française à la veille de la Grande Guerre. Voir Arthur Raffalovitch, *L'abominable vénalité de la presse, d'après les documents des Archives russes (1897-1917)*, Paris, Libr. Du travail, 1931.

[289] *Idem*.

à Paris, irrité par l'éventualité de l'entrée de l'armée bulgare à Andrinople, que si « la Russie n'avait pas inspiré, patronné les accords balkaniques de 1912, nous ne serions pas dans le pétrin actuel.»[291].

Pour sa part, l'*Autorité*, journal bonapartiste, évoquant l'opinion d'une personnalité européenne censée assumer des hautes fonctions à la capitale ottomane, insiste sur « le rôle prépondérant de l'Autriche dans toute l'affaire »[292]. De son côté, le directeur du journal *Paris-Midi*, Maurice de Waleffe, publie les 1er et 2 janvier, des articles dans lesquels, tout en faisant allusion aux dangers que faisait courir à la paix européenne l'attitude de certaines puissances et notamment de l'Autriche-Hongrie, il se demandait si l'anarchiste qui assassinerait l'archiduc-héritier n'épargnerait pas au monde des fleuves de sang et de larmes. A la suite des protestations de la part de l'ambassadeur austro-hongrois à Paris, Raymond Poincaré demande à son ministre de la justice d'ouvrir une instruction judiciaire contre ce journal[293]. La responsabilité autrichienne est aussi mise en avant par le journal le *Radical*. Son éditorial sur les relations internationales du 2 octobre dresse un tableau de l'équilibre dans les possessions européennes de l'Empire ottoman depuis la signature du traité de Berlin. Il rappelle surtout l'accord de Mürzsteg, en vertu duquel les gouvernements de Vienne et de Saint-Pétersbourg avaient adopté une politique commune dans la question macédonienne. Selon le *Radical*, l'impérialisme du baron d'Aehrenthal a modifié les choses. L'Autriche en annexant la Bosnie et l'Herzégovine, malgré les protestations russes, a invalidé cet accord et « depuis, les populations balkaniques se sont rapprochées, elles se sont davantage tournées vers Saint-Pétersbourg »[294]. André Chéradame[295] dans le *Petit Journal*, charge l'Autriche-Hongrie d'une nouvelle responsabilité, celle associée au déclenchement éventuel d'une guerre européenne suite à ses positions dans le différend qui l'oppose à la Serbie au sujet de la question adriatique[296]. A propos des mobilisations de l'armée russe et autrichienne le *Radical* remarque

[290] Diplomate et essayiste, fils d'un phanariote, Alexandre Paléologue, établi en France après les accusations de complot de la part de l'hospodar de Valachie, le prince Bibesco. Secrétaire d'ambassade à Tanger, Pékin, Rome, il devient ambassadeur à Sofia de 1907 à1912 et à Saint-Pétersbourg de 1914 à 1917.
[291] Maurice Paléologue, *Journal, 1913-14, Au quai d'Orsay, à la veille de la tourmente*, Paris 1914, p.83.
[292] « La Situation en Orient ; opinion d'un haut fonctionnaire européen de Constantinople », *L'Autorité*, 5 octobre 1912.
[293] *Archives du Ministère des Affaires Etrangères*, Turquie/254, dossier sur les Guerres Balkaniques, correspondance du Ministre des Affaires étrangères au Ministre de la Justice, Paris, le 18 janvier 1913.
[294] « La semaine extérieure », *Le Radical*, 2 octobre 1912.
[295] Spécialiste des questions géopolitiques à la veille de la Grande Guerre, il dénonça d'un point de vue nationaliste, les politiques autrichienne et allemande dans les Balkans.
[296] André Chéradame, « Qui menace la paix européenne ? », *Le Petit Journal*, 10 novembre 1912.

que « le panslavisme russe et la camarilla chauvine de Vienne feront tous leurs efforts pour provoquer le choc »[297].

De son côté, le *Temps* relate le point de vue du comité Pro-Balkanique anglais considérant qu'historiquement la responsabilité de la guerre retombe sur les puissances et pour la plus grande part sur la Grande-Bretagne[298]. Certains auteurs comme Francis de Pressensé, insistent surtout sur le rôle de l'Italie en l'accusant d'avoir tout fait pour envenimer le conflit dans les Balkans afin de rendre encore plus difficile la défense ottomane de la Tripolitaine envahie par les troupes italiennes en septembre 1911. Plus concrètement, en ce qui concerne l'action de l'Italie sur le Monténégro, il rappelle que le roi Nicolas est le beau-père du souverain italien[299]. Ces insinuations sont aussi relayées dans l'*Humanité* où l'on se demande si la Russie et l'Italie n'étaient pas au courant de l'initiative monténégrine[300]. Sur un ton beaucoup plus catégorique, l'*Ouest-Éclair*, perçoit l'Italie comme ayant fomenté « dans l'ombre le mouvement belliqueux, en espérant recueillir des bénéfices »[301]. Ces allégations suscitent de vives réactions auprès de M. Rinella, chargé d'affaires d'Italie à Belgrade, qui se rend à la légation française pour exprimer la douleur de son gouvernement sur les commentaires de la presse française touchant la participation de l'Italie aux troubles balkaniques[302].

En avril 1913, on discute au Reichstag des projets de loi sur le programme d'armements. Charles Bonnefon, le correspondant du *Figaro* relate depuis Berlin, les principaux points du discours du chancelier allemand. Après la lecture de l'ordre du jour par le président Kaempf, le chancelier Bethmann-Hollveg se lève et d'un air grave dévoile les raisons pour lesquelles le gouvernement sollicite une augmentation du budget militaire. Dans son argumentaire l'exacerbation du nationalisme français et la sublimation des qualités de la puissance militaire française dans la presse hexagonale sont pointées du doigt. Le dirigeant allemand affirme qu' :

[297] « Complications ? », *Le Radical*, 25 novembre 1912.
[298] « Le comité balkanique anglais », *Le Temps*, 14 octobre 1912.
[299] Alfred Rosmer, « La crise balkanique, ce qu'en pense Francis de Pressensé », *La Bataille syndicaliste*, 11 octobre 1912.
[300] « C'est la Guerre ; pour essayer de paralyser l'intervention de l'Europe, le Monténégro déclare la guerre à la Turquie », *L'Humanité*, 9 octobre 1912.
[301] *L'Ouest-Eclair*, 11 octobre 1912.
[302] *Archives du Ministère des Affaires Etrangères*, Turquie/238, dossier sur les Guerres Balkaniques, correspondance consulaire, Belgrade, le 19 octobre 1912, n°144.

> « Il existe au-delà des Vosges une littérature chauvine qui, lorsqu'elle parle de cette armée, s'efforce de montrer notre infériorité dans une guerre future. On invoque la supériorité de l'artillerie française, l'avance de l'aviation française, l'instruction meilleure des troupes de campagne. Les Français interprètent les défaites des Turcs comme des défaites de l'Allemagne. On escompte l'adhésion des États balkaniques à la Triple Entente et en jetant un regard oblique dans la direction de l'Alsace-Lorraine, on dispose de l'avenir de l'Allemagne.»[303].

Dans une telle perception de la réalité géopolitique au printemps 1913, c'est la France et plus concrètement la récupération par les nationalistes français des événements dans les Balkans, qui est considérée comme responsable pour la menace d'une guerre à venir en Europe. Quelques jours avant la proclamation de la guerre à l'Empire ottoman, de la part des royaumes bulgare, grec et serbe, le comité confédéral de la CGT se réunit pour examiner la situation dans les Balkans. Le rapporteur de la police informe son ministre que les dirigeants de l'organisation syndicale estiment qu'il est de leur devoir d'expliquer au prolétariat que ces événements ne sont que le résultat des combinaisons des États bourgeois de toute l'Europe et que c'est l'Italie, orientée par la conquête marocaine[304] qui a voulu déchaîner cet effroyable conflit pour forcer les Ottomans à lui abandonner la Tripolitaine[305]. « De là à faire peser la

[303] Charles Bonnefon, « Un grand discours du Chancelier », *Le Figaro*, 8 avril 1913.

[304] Allusion à la mise en place d'un protectorat français à partir du mars 1912. Cet événement survient dans le cadre d'une lutte opposant des grandes puissances européennes colonisatrices et coloniales du XIXe siècle, pour la suprématie en Afrique du Nord. Depuis la conquête française de l'Algérie en 1830 et la mise sous tutelle britannique de la province ottomane d'Égypte, les antagonismes pour l'hégémonie politique, mais surtout économique et culturelle dans la région s'exacerbent. En ce qui concerne le Maroc, ces antagonismes impliquent surtout la France, l'Espagne et l'Allemagne. En 1902 la France signe avec l'Italie, un accord délimitant les sphères d'influence entre les deux pays, et accordant la Libye-Tripolitaine ottomane au royaume italien en échange de son désintérêt pour le Maroc. Deux ans plus tard, dans le cadre de l'entente cordiale, la Grande Bretagne laisse le Maroc à la sphère d'influence française, en contrepartie de la reconnaissance de sa tutelle en Égypte. Contrarié par ses partages défavorables à sa *Weltpolitik*, le kaiser Guillaume II débarque de manière pompeuse à Tanger et affiche ouvertement son soutien au sultan Abd al-Aziz, l'assurant que son pays est prêt à s'engager militairement à ses côtés si la France ne renonce pas à ses ambitions marocaines. Malgré l'accalmie des antagonismes impérialistes et colonialistes, suite à la conférence d'Algésiras en 1906, le coup d'Agadir en 1911 avec l'envoi d'une canonnière allemande dans la baie de ce port marocain, déclenche une nouvelle tension dans les relations franco-allemandes et aboutit à une redistribution de la géographie de territoires colonisés en Afrique, avec l'abandon de l'Afrique Équatoriale française à l'Allemagne, désormais organisée sous le nom de Cameroun allemand.

[305] La guerre de Tripolitaine, ou guerre de Libye, dans le cadre de laquelle eut lieu le premier bombardement aérien de l'histoire, opposa le royaume d'Italie à l'Empire ottoman du septembre 1911 au mois d'octobre 1912. Cette guerre fut déclenchée par la volonté du royaume d'Italie de tailler de domaines coloniaux, à l'instar d'autres puissances européennes. Les ambitions italiennes écartées en Tunisie par la mise de cette région sous tutelle française, elles firent également naufrage suite à sa défaite face à l'Éthiopie. Le traité d'Ouchy, du nom d'un château en Suisse, qui mit fin à la guerre de la Tripolitaine, fut signé le lendemain du déclenchement de la première guerre balkanique. Pendant ce conflit, les Italiens occupent aussi les îles ottomanes du Dodécanèse. Devenues possessions italiennes suite au traité de Lausanne en 1923, elles sont annexées par l'État grec à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale.

responsabilité de l'affaire sur les capitalistes français, il n'y a qu'un petit pas à franchir »[306], précise le rapport envoyé au ministère de l'Intérieur.

I.1.4. La faute au capitalisme, au militarisme et au cléricalisme

Cette interprétation est proposée par la presse socialiste qui perçoit d'emblée le système capitaliste comme responsable de la guerre dans les Balkans. Les journaux de cette culture politique, soulèvent aussi la question de la responsabilité du cléricalisme. Dévouée à la défense et la promotion de la laïcisation de la société française, sans négliger pour autant le grand enjeu de la question sociale, les socialistes, constatent dans l'*Humanité,* que « ce sont les chefs du parti catholique en France qui ont poussé à l'entreprise marocaine, que c'est la banque papale qui a presque imposé l'expédition tripolitaine et que c'est enfin la presse catholique qui qualifie de nouvelle croisade, la guerre dans les Balkans »[307]. Suite à ces constats, Jean Jaurès se demande si tout n'est pas calculé « pour exaspérer l'Islam, pour le jeter aux résolutions extrêmes, et si la propagande religieuse ne veut pas s'ouvrir par des moyens de force des champs, d'action nouveaux comme le capitalisme colonial et aventurier »[308].

Cette perception de la responsabilité s'affiche également dans la presse de sensibilité radicale. Paul Richard commente à propos des proclamations des rois de Bulgarie, de Grèce et de Serbie, affirmant avoir déclaré la guerre au nom de la religion, « qu'il est bien entendu que rien n'est plus chrétien que cela, et que nous ne serons plus démentis quand nous affirmerons que le christianisme est l'inspirateur responsable des barbaries dont rougit l'Histoire »[309]. Le Bureau international de la Libre Pensée qui s'est réuni à Bruxelles, en octobre 1912, accorde une place importante aux questions des relations internationales. Les libres penseurs soulèvent à travers la voix de Gustave Hubbard, secrétaire général de l'Union nationale des libres penseurs de France[310], la responsabilité de l'ultramontanisme international qui « par ses congrès eucharistiques, à Vienne, ou à Malte, sonne le ralliement des forces militaires au service de l'idée de croisade guerrière »[311]. D'après eux, la chrétienté conquérante du vingtième siècle travaille à tourner à son profit les efforts de la France au Maroc, ceux de l'Italie à Tripoli, ceux des royaumes slaves dans les Balkans. Ainsi, les libres penseurs

[306] *Archives nationales*, série F/7/13327, dossier « Les socialistes contre la guerre », rapport du 15 octobre 1912.
[307] Jean Jaurès, « Le vrai péril », *L'Humanité*, 3 octobre 1912.
[308] *Idem*.
[309] Paul Richard, « Des proclamations très chrétiennes », *L'Aurore*, 21 octobre 1912.
[310] Sur l'histoire des libres penseurs en France, voir Jacqueline Lalouette, *La libre pensée en France, 1848-1940*, Paris, Albin Michel, 1997.
[311] Gustave Hubbard, « Le Bureau International de la Libre Pensée et la Paix », *Le Radical*, 11 novembre 1912.

considèrent qu'il y a « un plan systématique pour s'appuyer sur les forces militaires des gouvernements et combattre l'esprit de progrès démocratique par le réveil du chauvinisme religieux »[312].

Lors d'une conférence à Decazeville dans le département de l'Aveyron, consacrée à l'affranchissement de la tutelle religieuse, Gustave Hubbard réitère sa position au sujet de la responsabilité du cléricalisme derrière le déclenchement du conflit[313]. Maxence Roldes, prenant la parole dans un meeting contre la guerre ayant lieu dans la même salle, s'efforce de démontrer qu'à côté du cléricalisme, c'est au capitalisme qu'on doit imputer le fléau de la guerre. Ce capitalisme est à la fois perçu comme financier et industriel. Selon l'orateur socialiste, le besoin des financiers de placer leurs capitaux « chez les peuples neufs, avides d'évolution, tels que le Japon, la Chine, les Amérique du Centre et du Sud, qui empruntent aux vieilles nations l'esprit de conquête, est le véritable fomenteur de guerres »[314]. Le conflit des Balkans, dit l'orateur, est le résultat d'intrigues financières. Marin, conseiller d'arrondissement à Levallois-Perret, affirme que l'étincelle provient des capitalistes et des financiers des pays balkaniques[315]. Pour sa part, le citoyen Raimbault du syndicat des ouvriers coiffeurs va encore plus loin dans ses accusations. Lors d'une réunion organisée dans la salle des grèves à la Bourse centrale du travail à Morbihan, il déclare que les attentats meurtriers en Macédoine ottomane au cours de l'été 1912, étaient commandés par des groupes financiers pour créer un motif d'intervention, afin d'inciter les peuples, « ne sachant ce que les gouvernants leur disaient », à se ruer « avec entrain sur la Turquie »[316]. En dehors de la presse socialiste ou anarchiste, la perception de la responsabilité de la finance[317] derrière le conflit, est également présente dans la presse antisémite. Henri Bazire se dit troublé, dans la *Libre Parole*, « de l'intimité bien connue qui existe entre Ferdinand et les grands Juifs ; et il faut convenir que ce déjeuner chez Reinach, au cours d'une visite officielle en France est difficile à digérer »[318]. A propos de cette rencontre, il se demande si le roi bulgare allait solliciter les

[312] *Idem*.
[313] *Archives nationales*, série F/7/13328, dossier sur l'agitation contre la guerre ; rapport du commissariat spécial de Decazeville, le 17 novembre 1912.
[314] *Idem*.
[315] *Idem*.
[316] *Archives nationales*, série F/7/13328, dossier sur l'agitation contre la guerre ; rapport de la Préfecture de Police, sur la réunion du syndicat des ouvriers coiffeurs, le 13 décembre 1912 à Morbihan.
[317] Largement diffusée pendant l'entre-deux-guerres, comme l'affirme Frédéric Monier, la croyance en des cabales, ou en des complots ourdis par des intérêts financiers, imprégnait déjà l'imaginaire français de l'avant 1914, mobilisant ou aboutissant à des discours antisémites. Voir Frédéric Monier, *Corruption et politique : rien de nouveau ?*, Paris, Armand Colin, 2011, p.80.
[318] Henri Bazire, « Coups de fusil et coups de bourse », *La Libre Parole*, 23 octobre 1912. Comme le fait remarquer Jean-Noël Jeanneney, la 'mythologie de l'argent-roi' était employée par des auteurs appartenant à des

capitaux nécessaires pour son entreprise militaire. Il est bien certain, en tout cas, souligne-t-il, que les États balkaniques :

> « (…) n'auraient point passé outre à un veto des grandes puissances ; nous ne parlons pas des puissances européennes dont ils savent qu'ils peuvent impunément se moquer, étant données les divisions qui règnent entre elles, mais des véritables puissances, des puissances d'argent, qui le jour où elles le voudraient leur couperaient les vivres »[319].

De son côté, l'*Humanité* instruit lui aussi le procès de la finance française. A la veille du conflit, le journal socialiste publie les statistiques élaborées par Alfred Neymarck sur l'investissement des capitaux français dans les Balkans. Selon ces estimations, sur 4 milliards 218 millions de fonds turcs, bulgares, serbes et grecs, côtés le 31 décembre 1910 à la Bourse officielle de Paris, la France détenait 70% de fonds ottomans, soit près de 1300 millions, 75% de fonds serbes, bulgares, grecs soit 975 millions, elle avait aussi plus de 500 millions de fonds roumains. La France possédait donc en propre dans ces cinq pays environ 3 milliards en fonds d'État, sans parler de ses intérêts dans les entreprises commerciales et industrielles. « C'est donc bien la finance française qui commandite les armements des États balkaniques, c'est bien elle qui entretient les soldats bulgares, serbes, grecs, turcs etc. appelés à se mitrailler demain. »[320]. Ainsi la tribune de Jean Jaurès, remet en question la force régulatrice et la capacité pacificatrice d'une économie 'mondialisée' avec des capitaux passant la frontière et s'exportant servant la cause de la paix, parce qu'ils soudent ou enchevêtrent les intérêts des individus et des peuples. L'exportation et la circulation des capitaux sont au contraire perçues par les socialistes comme un moyen de subventionner la guerre.

Cette perception d'une responsabilité des institutions financières dans l'avènement du conflit est renforcée selon ses partisans, suite à la publication d'une nouvelle dans l'*Humanité* en novembre 1912, au moment de la bataille de Tchataldja. A cette occasion, on lit qu'un des plus grands établissements financiers français, la Banque de Paris vient de consentir une avance de 40 millions de francs au gouvernement bulgare à 5,5 % d'intérêt et à échéance de six mois et cela malgré l'interdiction gouvernementale de prêter aux belligérants[321]. D'un

---

cultures politiques extrêmement différentes. Dans la mythologie de l'extrême-droite, la finance internationale, elle-même censée être contrôlée par les juifs, pouvait apparaître comme le centre d'une conspiration utilisant les moyens les plus divers pour arriver à ses fins. Du côté d'une culture politique socialiste ou syndicaliste aussi, la croyance en des manœuvres dissimulées et occultes de la finance, donnent lieu à une rhétorique récurrente. Cité dans Frédéric Monier, *Corruption et politique : rien de nouveau ?*, Paris, Armand Colin, 2011, p.80.

[319] *Idem*.

[320] Lysis, « Les capitaux français dans les Balkans », *L'Humanité*, 16 octobre 1912. Lysis est le pseudonyme du journaliste Eugène Letailleur.

[321] Lysis, « Qui soutient la guerre ? », *L'Humanité*, 19 novembre 1912.

point de vue moral, commente le journaliste de l'*Humanité*, c'est une opération honteuse qui ternit la réputation française à l'étranger, d'autant plus qu'en « Turquie, comme en Russie et comme dans beaucoup d'autres pays le terme de Français devient synonyme de vil usurier. »[322]. D'un point de vue politique, le fait n'est pas moins grave car ce prêt est en contradiction flagrante avec la stricte neutralité dans cette guerre affichée par la République française. En revanche, l'éditorial du journal *La France,* réfute et rejette cette perception, en s'appuyant sur les pertes considérables subies par les marchés financiers à la veille du déclenchement de la Première Guerre balkanique[323]. Ce phénomène n'infléchit pas le socialiste Adéodat Compère-Morel dans sa perception du rôle belliciste du capitalisme. Se réjouissant des manifestations contre la guerre qui eurent lieu à travers la France et l'Europe, il remarque pour autant que très souvent les manifestants ignorent « pourquoi la guerre a été hier, pourquoi elle est encore aujourd'hui et pourquoi elle pourra encore, hélas ! être demain »[324]. D'après l'essayiste de l'*Humanité*, les ouvriers n'auraient pas encore compris que « les guerres ne sont actuellement causées que par la concurrence économique internationale des États capitalistes sur le marché du monde et par le militarisme, qui est un des instruments les plus puissants de la domination bourgeoise à l'intérieur pour l'asservissement économique du prolétariat»[325]. Toujours dans cette perspective, on lit dans le manifeste du congrès de Bâle publié par la *Revue socialiste* qu' « une fois de plus, l'anarchie capitaliste déchaîne sur le monde ses horreurs »[326]. Contribuant à la pédagogie de leurs concitoyens au sujet de la responsabilité de la guerre, les socialistes Paul Louis, le docteur Oguse et Georges Maillet informent les habitants du quartier de Saint-Lambert réunis à la salle Mathan le 19 octobre 1912 que dans les Balkans « comme partout ailleurs, les capitalistes et les partis au pouvoir sont les vrais responsables des guerres continentales et coloniales préméditées et voulues par les bourgeois de toutes races et de toutes latitudes »[327].

Alors que le spectre de la guerre plane au-dessus de l'ensemble du continent européen, en novembre 1912, suite aux complications diplomatiques liées au déroulement du conflit balkanique et surtout le différend austro-serbe, le *Libertaire,* affirme que les journaux bourgeois ont beau multiplier leurs hypothèses mensongères sur les origines des conflits diplomatiques, la vérité est qu' :

[322] *Idem*.
[323] « A travers la presse *: La France*, éditorial », *Le Radical*, 19 octobre 1912.
[324] Adéodat Compère-Morel, « Guerre et révolution », *L'Humanité*, 23 novembre 1912.
[325] *Idem*.
[326] « Déclaration du Bureau Socialiste International », *La Revue socialiste*, décembre 1912, p.509.
[327] « Contre la guerre », *L'Humanité*, 24 octobre 1912.

> « Avec le XIXe siècle, l'outillage économique s'est transformé. On ne produit plus pour des besoins naturels et directs de la consommation. On produit intensivement avec la seule idée de trouver des débouchés commerciaux et de réaliser ainsi un bénéfice pécuniaire. (…) dès lors les maîtres du jour, les possesseurs du sol et des mines intriguent à qui mieux pour placer leurs rails et leurs produits fabriqués. (…) Aujourd'hui, nos financiers provoquent des guerres, organisent des brigandages justement parce que les magasins regorgent de produits et que ceux qui en ont besoin ne peuvent les acheter. (…) comme il faut placer les réserves ; comme il faut obtenir de nouvelles commandes de ponts métalliques, de cuirassés, de canons, rien n'est plus simple pour les Scheider, les Krupp, les Michelin et autres que de tramer une expédition sanguinaire au Maroc ou en Turquie. »[328].

La responsabilité des industries militaires est également commentée dans la *Revue socialiste* par Ernest Poisson en décembre 1912 et en vue d'une guerre européenne qui se profile. « Seuls peut-être les grands canonniers du monde, certains grands maîtres de forges, de fer et d'acier cherchent-ils constamment à pousser à la guerre »[329] écrit l'auteur socialiste. Se faisant l'écho d'une telle perception, le citoyen Million de la fédération du livre, prenant en décembre la parole dans une réunion publique à Romans contre la guerre, déclare que « seuls les financiers, les gros industriels, ont intérêt à ce qu'elle se produise. Schneider et Krupp, réalisent annuellement en fabricant les canons meurtriers plusieurs milliards »[330]. Cette perception de la responsabilité des industries militaires derrière l'avènement de la guerre dans les Balkans ou dans une guerre future, est davantage renforcée par la publication dans certains journaux des nouvelles concernant un scandale qui met en lumière l'imbrication d'intérêts entre l'industrie militaire et la presse.

I.1.5. La faute à la presse

En effet, en avril 1913, dans le cadre de la discussion au Reichstag du budget de la guerre, le député socialiste Liebknecht et le député du centre Pfeiffer, dénoncèrent les agissements des fabriques d'armes allemandes, ayant subventionné des journaux en Allemagne et en France pour répandre les bruits de guerre et pousser leur gouvernement à augmenter le budget qui leur était destiné. Suite à ces révélations, la *Bataille syndicaliste*

[328] « La guerre et nous ; les causes », *Le Libertaire*, 9 novembre 1912.
[329] Ernest Poisson, « Le prolétariat contre la guerre », *La Revue socialiste*, décembre 1912, p.492.
[330] *Archives nationales*, série F/7/13328, dossier sur l'agitation contre la guerre ; rapport du commissaire de police au préfet de la Drôme au sujet de la réunion publique à Romans, le 15 décembre 1912.

invite le ministre de la guerre à consulter un jour le dossier de l'affaire Scholtz[331]. De quoi s'agit-il ? Francis Delaisi présente aux lecteurs du journal syndicaliste sa version de l'affaire. En 1911, suite au coup d'Agadir[332], le public français sous l'influence d'une partie de la presse, s'imaginait que le kaiser Guillaume II lui cherchait querelle. Dans ce contexte de tension entre les deux pays, un article paraît dans le *Figaro*, annonçant que le gouvernement français prépare la création de tout un attirail de mitrailleuses. Le sentiment patriotique s'enflamme en France. Or, cet article a été commandé et payé par la grande fabrique d'armes allemandes, comme le ministre de guerre prussien l'a avoué et que Karl Liebnecht l'a rappelé au moment du débat au parlement allemand. Suite à cette publication, la presse d'outre Rhin s'excite à son tour :

> « Le grand journal patriote la *Post*, qui appartient à la même fabrique crie à la menace française, dresse le spectre de la revanche, et déclare que l'Allemagne aussi doit renforcer ses armements ; les autres journaux font chorus, le Reichstag suit le mouvement ; mais attendons la suite ; à la nouvelle que le kaiser va doter chacun de ses régiments d'une batterie nouvelle de ces meurtriers engins, l'opinion française s'émeut à son tour. Pourquoi l'Allemagne en effet renforce-t-elle ses armements, sinon pour préparer une nouvelle invasion un nouveau Sedan ? L'affaire des déserteurs de Casablanca, incident banal en soi, devient dans l'imagination populaire un prétexte pour une nouvelle saignée. La presse, le gouvernement renchérissent. Georges Clémenceau, président du Conseil, dont le frère Paul est ingénieur du Creusot, et président de la Chambre syndicale des fabricants de matériel de guerre, loin de calmer le public, l'excite. Et l'on vote, de nouveaux crédits militaires, et Krupp comme Schneider se félicitent des beaux dividendes qu'on leur prépare. A la fin les deux peuples las de ces charges toujours croissantes, énervés par cet état de tension, où on les maintient depuis 5 ans, commencent à se dire' il vaut mieux en finir tout de suite. Battons-nous une bonne fois ….c'est précisément là que les gouvernants veulent les amener. »[333]

A la lueur de ce scandale, ce Panama militaire[334], révélant les intrigues de l'industrie métallurgiste et sa synergie ou complicité avec la presse, le *Libertaire* s'exclame : « Le

[331] « La patrie et l'argent ; gros scandale au Reichstag ; pour exciter la guerre, les fabricants de canons subventionnent la presse », *La Bataille syndicaliste*, 20 avril 1913.
[332] Il s'agit de l'arrivée dans la baie d'Agadir d'une canonnière allemande, afin de signifier la présence de ce pays dans le partage de l'empire chérifien en sphères d'influence et contester le rôle hégémonique qu'entendait assumer le gouvernement français.
[333] Francis Delaisi, « Le voile du Temple est déchiré, la métallurgie, la presse et le chauvinisme », *La Bataille syndicaliste*, 21 avril 1913.
[334] Allusion au scandale de Panama, une affaire de corruption, liée au percement du canal de Panama. Suite aux difficultés de financement de la société fondée par Ferdinand de Lesseps pour la réalisation de son œuvre ambitieuse, le chantier se révélant plus coûteux que prévu initialement, Lesseps dut lancer une souscription publique. Une partie des fonds réunis suite à cette campagne a été dirigée vers des journalistes et des personnalités politiques afin d'assurer leur soutien. Après la faillite de cette société qui ruina les souscripteurs, le scandale éclata éclaboussant plusieurs personnalités du monde politique et industriel. Sur l'historique de ce scandale et ses retombées dans la société française, voir Jean-Yves Mollier, *Le scandale de Panama*, Paris,

Figaro prenant le mot d'ordre aux guichets des usines d'Essen ! N'est-ce pas édifiant ? N'est-ce pas suffisant pour éclairer lumineusement le zèle vraiment excessif de nos farouches revanchards ? »[335]. Malgré le démenti publié par le *Figaro,* le journal de Sébastien Faure et de Louise Michel, prétend mieux saisir désormais les véritables motivations de la campagne nationaliste autour de la loi des trois ans, ayant comme but suprême, l'augmentation des dépenses militaires liées aux armements plutôt que celle des effectifs. A la faveur des passions militaristes et chauvines « exaspérées par les valets de plume à leur solde, quelques forbans de la haute industrie métallurgique se proposent d'arracher de la poche des contribuables, les millions indispensables pour l'augmentation et la transformation du matériel de guerre »[336] affirme-t-on dans le journal libertaire.

La couverture de l'affaire Prochaska dans une partie de la presse autrichienne est également perçue comme susceptible de déclencher une nouvelle guerre. Consul d'Autriche-Hongrie à Prizrend, M. Prochaska fut représenté par les autorités viennoises comme ayant été molesté, injurié, séquestré par des soldats serbes avant que ces accusations ne soient démenties[337]. Rien de tout cela n'était vrai, commente la *Croix* et « on le savait bien à Vienne ». Seulement, « il importait (nous ne faisons ici que reproduire le sentiment de nos confrères autrichiens) de tromper l'empereur, l'opinion nationale et l'Europe. Pendant ce temps là, on mobilisait à tour de bras, on votait d'énormes crédits militaires pour venger soi-disant l'affront fait à la double monarchie »[338]. Cette affaire, inventée de toutes pièces par le parti de la guerre à Vienne, selon le *Petit Journal* est à mettre en comparaison avec la dépêche d'Ems qui provoqua la guerre franco-prussienne, « puisqu'il amena la France qui se croyait insultée, à la déclarer. »[339]. De son côté, le *Petit Parisien,* relate les réactions des journaux

---

Fayard, 1991 et Damien de Blic, « Moraliser l'argent. Ce que Panama a changé dans la société française, 1889-1897 », *Politix*, 2005, n°71, p.61-82.

[335] « Le bluff patriotique, journalisme et chantage », *Le Libertaire*, 26 avril 1913.

[336] *Idem*.

[337] Sur le déroulement de cette affaire, voir Jean Larmeroux, *La politique extérieure de l'Autriche-Hongrie, 1875-1914*, Paris, 1918, p.266-267.

[338] R.T., « Fautes », *La Croix*, 19 décembre 1912.

[339] André Chéradame, « De la dépêche d'Ems à l'incident Prochaska », *Le Petit Journal*, 22 décembre 1912. La dépêche d'Ems renvoie à un télégramme officiel du 13 juillet 1870 envoyé par Bismarck aux instances diplomatiques prussiennes et publiée dans le *Gazette de l'Allemagne du Nord*, son organe officiel, au sujet de la rencontre entre le roi de Prusse et le représentant de la diplomatie française, Vincent Benedetti, dans la ville thermale d'Ems. Benedetti avait comme mission d'inciter Guillaume Ier à convaincre son petit cousin, Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen à retirer sa candidature au trône d'Espagne, éventualité considérée comme inquiétante par la France. La rencontre de nature plutôt courtoise entre les deux hommes, fut présentée dans cette dépêche comme une démarche offensive et humiliante de la part de l'agent diplomatique français à l'égard du roi prussien, suscitant des réactions violentes dans une partie de la presse allemande, suivies de réactions également agressives d'une partie de la presse française déjà enflammée contre la Prusse. Suite à cet emballement-enchaînement informationnel, les fractions les plus bellicistes des partis politiques français l'emportèrent au sein

autrichiens et notamment celle de l'*Arbeiter Zeitung*, selon lequel, le rôle de la presse officieuse, dans la propagation de bruits, reconnus faux, de la captivité du consul de Prizrend et de mauvais traitements que lui auraient été infligés par les Serbes, tout en représentant un danger pour la paix européenne, « équivaut à une bataille perdue pour le prestige de l'État autrichien »[340].

En avril, l'*Humanité* commente la manière dont a été relaté l'incident du casino de Nancy, où des citoyens Allemands auraient fait l'objet de réactions de la part du public lorrain après avoir sifflé une pièce patriotique. Le journal socialiste remarque que l'*Écho de Paris* annonçait cet incident avec un titre à sensation, tout en exagérant les réactions du public, censé avoir reconduit les Allemands à la gare sous les coups et les huées. En revanche, le *Matin* donnait de l'incident une version plus réservée : « 'petit incident' écrivait-on, mais on le grossit à Berlin »[341]. Selon le journal de Jaurès, « l'absurde et déplorable manifestation chauvine de Nancy et les commentaires détestables qu'elle a motivés, des deux côtés des Vosges, viennent une fois de plus, nous montrer la gravité que, du fait de la presse, peuvent prendre en certaines circonstances les plus petits incidents »[342].

La part de la responsabilité de la presse dans le déclenchement d'un conflit présent ou futur est également débattue dans l'*Humanité* à l'occasion de la couverture médiatique des négociations pour une démonstration navale contre Monténégro afin d'amener le roi Nicolas à respecter la décision des grandes puissances au sujet de la souveraineté de Scutari. Veillard écrit le 2 avril que d'après des informations croisées, cette opération allait enfin réunir l'ensemble des grandes puissances, malgré une première opposition russe. L'essayiste de l'*Humanité* constate, que la presse parisienne, « celle qui est inspirée autant par l'ambassade russe, que par le quai d'Orsay, a donc été, cette fois encore, plus tsariste que le tsarisme lui-même, ayant annoncé que la Russie ne voulait pas d'une démonstration navale, et que, par conséquent, ni la France, ni l'Angleterre ne s'y associeraient »[343]. Le journal ciblé est surtout le *Temps*, accusé de connivence avec la politique pro-russe du gouvernement français et de

---

du Parlement et la guerre fut proclamée quelques jours plus tard. Ainsi la mémoire de cet événement, de la diffusion-perception de la dépêche d'Ems, sert de référence à des contemporains des guerres balkaniques pour qu'ils mettent en avant le rôle de la presse comme catalyseur dans le déclenchement d'une crise diplomatique, susceptible d'aboutir à un conflit militaire.

[340] « La presse viennoise et l'incident Prochaska », *Le Petit Parisien*, 18 décembre 1912.

[341] « Un incident ridicule grossi par les Chauvins de France et par les Pangermanistes », *L'Humanité*, 16 avril 1913.

[342] *Idem*.

[343] B. Veillard, « La démonstration contre Monténégro serait internationale », *L'Humanité*, 2 avril 1913.

vénalité[344]. Quelques jours plus tard, l'exposé du ministre des Affaires étrangères russe, dénonçant l'attitude du roi du Monténégro dans cette affaire comme contraire aux intérêts de son pays et infidèle envers la diplomatie russe, est publié dans l'*Humanité* mais pas dans le *Temps*. Veillard remarque qu' « on cherche vainement dans ce journal, si bien rédigé un leader diplomatique sur la question du jour. Son Bulletin de l'étranger parle de la grève générale en Belgique, et non point du communiqué russe »[345]. A ce propos, Jaurès[346] perçoit lui aussi la menace que les publications du journal le *Temps* comportaient pour la paix en Europe.

Par ailleurs, la responsabilité de la presse face à l'avènement d'une éventuelle guerre européenne, est commentée par rapport à la manière dont sont relatées les nouvelles concernant l'équilibre militaire entre les deux alliances diplomatiques sont relatées. Bracke[347] accuse la presse à la solde de la bourgeoisie capitaliste, de présenter une image déformante et faussée de la situation respective des puissances composant la Triplice et la Triple Entente. De même en Allemagne, remarque-t-il, « on fabrique en faveur de l'accroissement des effectifs et des armements, un mouvement d'opinion par des considérations frelatées sur l'issue de la guerre dans les Balkans et sur les modifications qui en résulteront dans les rapports de force »[348]. Les nouvelles sur l'assassinat du moine franciscain Palitch par les soldats serbes relatées dans des journaux viennois ou encore le mauvais traitement réservé au consul autrichien Prochaska, toutes les deux démenties par la suite, sont perçues comme des tentatives médiatiques de pousser à la guerre[349].

I.1.6. La faute à l'opinion publique, la représentation du passé et de l'Autre

A côté du rôle de la presse dans la naissance d'un conflit, la place de l'opinion publique est également évoquée dans l'espace médiatique et diplomatique. En désaccord avec ses camarades socialistes, Gustave Hervé critique ceux qui voient partout la main des

[344] En ce qui concerne cette dernière accusation, elle s'inscrit dans une joute inter-journalistique, qui à partir du scandale de Panama surtout, transforme les accusations de vénalité, en outil d'une concurrence médiatique dans l'ère des scandales médiatisés. En ce qui concerne le journal *Le Temps*, son implication dans le scandale de Panama et les articles publiés en 1911 dans le *Courrier Européen* et l'*Humanité* en juin 1911, sur les 'mensualités du sultan rouge', c'est-à-dire des subventions qu'aurait reçues ce journal du temps d'Abdülhamid II, afin qu'il publie des informations étant favorables à son régime, en font une cible privilégiée de ces critiques. Sur la vénalité de la presse, voir Charles-Robert Ageron, « La vénalité de la presse française dans la première moitié du XXe », *Cahiers de l'Institut d'histoire de la presse et de l'opinion*, 1974-5, n°3

[345] B. Veillard, « Russie et Monténégro », *L'Humanité*, 12 avril 1913.

[346] Jean Jaurès, « Le Temps et la Russie », *L'Humanité*, 13 avril 1913.

[347] Il s'agit d'Alexandre Desrousseaux, dit Bracke.

[348] Bracke, « Les Slaves des Balkans », *L'Humanité*, 4 avril 1913.

[349] Pendant la Première Guerre Mondiale, Karl Kraus fut une des principales voies à épingler (soulever) dans ses écrits la responsabilité de la presse dans le déclenchement du conflit en dénonçant une ambiance d'hystérie belliciste diffusée par les bourreurs de crâne, les guerriers de la presse. Voir Jacques Bouveresse, *Schmock ou Le triomphe du journalisme : la grande bataille de Karl Kraus*, Paris, Seuil, 2001, p.77.

financiers décrétant que c'est la finance qui déchaîna la guerre dans les Balkans. S'il en était ainsi, « s'il n'y avait que des intérêts matériels en cause, on peut être sûrs que les financiers se seraient arrangés, comme pour le Maroc, pour se partager le gâteau et les affaires. »[350], déclare le rédacteur de la *Guerre sociale*. Selon lui le responsable du déclenchement du conflit, est « la poussée populaire»[351].

De son côté, le *Temps* invite le citoyen Jaurès à observer que, si Ivan Guéchof, président du conseil de Bulgarie, voulait spéculer sur la guerre en tant que président d'une société d'assurances, ce qu'il avait de mieux à faire était d'empêcher la guerre. En critiquant cette représentation de la finance, tenue comme responsable du conflit dans la presse antisémite et la presse socialiste[352], le *Temps* affirme que « si la guerre est certaine, c'est que les masses la veulent, bien plutôt que les gouvernements et les financiers qui n'en veulent pas.»[353]. Dans les Balkans les chefs sont entraînés par les populations[354], constate le critique littéraire Paul Souday dans la *France de Bordeaux et du Sud Ouest*. C'est surtout le cas du tsar Ferdinand comme le commente le *Journal des Débats*. D'après son éditorial, la question des réformes de Macédoine « n'est qu'un prétexte pour colorer des mesures de mobilisation prises pour obéir aux impulsions de la foule »[355]. Celles-ci peuvent paraître irrésistibles au tsar Ferdinand, dont la popularité paraît être dangereusement en jeu. C'est aussi l'impression de Gustave Cirilli, qui dans son journal du siège d'Andrinople, note que la décision de mobilisation du gouvernement bulgare a été prise « sous la pression de l'opinion publique, qui (…) réclamait la guerre.»[356].

Déjà au lendemain des attentats de Kotchana[357], l'ambassadeur français à Sofia, André de Panafieu écrit au ministre des Affaires étrangères que l'indignation est unanime et « la presse de toute nuance a sommé le gouvernement de faire acte d'énergie »[358]. Ce sont surtout

[350] Gustave Hervé, « La Guerre », *La Guerre sociale*, 16-22 octobre 1912.
[351] *Idem*.
[352] Sur l'expression d'un antisémitisme de gauche à travers certains discours critiques du rôle de la finance dans la vie politique, voir Michel Dreyfus, *L'antisémitisme à gauche : histoire d'un paradoxe de 1830 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2009.
[353] « M. Jaurès, Karl Marx et les Balkans », *Le Temps*, 12 octobre 1912.
[354] Paul Souday, « La vie à Paris », *La France de Bordeaux et du Sud-Ouest*, 21 octobre 1912.
[355] « La mobilisation balkanique », *Le Journal des Débats*, 2 octobre 1912.
[356] Gustave Cirilli, *Journal du siège d'Andrinople, impressions d'un assiégé*, Paris, 1913, p11.
[357] Il s'agit des attentats à la bombe au marché de la ville de Kotchana dans le sandjak d'Uskub en août 1912 perpétrés par l'organisation révolutionnaire macédonienne et donnant lieu à un massacre. Ils s'inscrivent dans une série d'attentats qualifiés de 'terroristes' par le ministre français à Sofia et visant à déstabiliser la région en vue de provoquer l'intervention des pays voisins ou des puissances européennes.
[358] *Archives du Ministère des Affaires Etrangères*, Bulgarie/5, dossier sur la politique extérieure, Sophia, le 9 août 1912, n°114.

les habitants bulgares originaires de la Macédoine ottomane qui sont perçus par les représentants diplomatiques français comme les plus décidés à agir et à partir en guerre contre les Ottomans. Le roi Ferdinand sait que « les Macédoniens sont déterminés ; intraitables et parfaitement capables de l'assassiner s'il hésite »[359], lit-on dans un communiqué confidentiel de l'ambassade française à Vienne. Ludovic Naudeau évoque la guerre russo-japonaise de 1905 qu'il avait relatée dans le *Journal,* pour affirmer que si la guerre de Mandchourie fut infligée au peuple russe par des personnalités politiques de Saint-Pétersbourg, « la guerre de Macédoine est imposée par la masse du peuple et par l'armée bulgares, à la cour et au gouvernement de Sofia »[360]. Il s'agit d'après lui d'une différence fondamentale, susceptible d'expliquer « pourquoi les bataillons bulgares partent avec le même enthousiasme qui animait les révolutionnaires français de 1793 »[361]. Et le *Petit Journal* s'interroge sur les conséquences de la pression qu'exercent « les Macédoniens de race bulgare et les comitadjis nationalistes sur le gouvernement bulgare »[362]. De son côté, le royaliste Albert de Mun, affirme dans l'*Écho de Paris* que « quels qu'aient pu être, dans la préparation et l'explosion de la guerre des Balkans le rôle secret des chancelleries, les préparatifs calculés et les encouragements occultes, c'est l'irrésistible poussée des peuples qui a entraîné les rois »[363]. Quelques mois plus tard, à la fin de la Deuxième Guerre balkanique et à la poursuite de tensions diplomatiques entre les grandes puissances, l'ancien ministre des Affaires étrangères, Gabriel Hanotaux, écrit dans le *Figaro* que les gouvernements européens poussés les uns et les autres par des opinions publiques sans modération et sans responsabilité ne savent pas ce qu'ils veulent[364]. De son côté, le chancelier allemand remarque à l'occasion de son discours au Reichstag en avril, que si l'on compare l'année 1913 à des périodes précédentes, les chances de guerre ont, à son avis plus décru qu'augmenté. Par contre, « la force de l'opinion publique s'est accrue de notre temps. Dans cette opinion publique les éléments qui dominent sont toujours les plus bruyants »[365] déclare-t-il également, dans des propos repris par le *Radical*.

L'opinion publique est ainsi perçue par les contemporains des guerres balkaniques prenant la parole dans l'espace médiatique français dans sa double définition, à la fois comme expression et diffusion des points de vue dans la presse et comme action des différents

[359] *Archives du Ministère des Affaires Etrangères*, Turquie/237, dossier sur les Guerres Balkaniques, correspondance consulaire, Vienne, le 4-5 octobre 1912 (confidentiel).
[360] Ludovic Naudeau, « Pourquoi cette guerre ? », *Le Journal*, 23 octobre 1912.
[361] *Idem*.
[362] *Le Petit Journal*, 9 octobre 1912.
[363] Albert de Mun, « L'heure décisive », *L'Écho de Paris*, 12 novembre 1912.
[364] Gabriel Hanotaux, « La paix balkanique », *Le Figaro*, 15 août 1913.
[365] « Le discours du chancelier », *Le Radical*, 8 avril 1913.

groupes socioéconomiques aux sensibilités et affinités idéologiques distinctes et variées, sur la presse et le gouvernement. La perception de ce va et vient permanent au cœur du jeu et du fonctionnement démocratique d'une société, confère à l'opinion publique un rôle en tant qu'actrice à part entière dans la prise des décisions. Dans une telle approche, ce ne sont plus les gouvernements seuls qui imposent leurs décisions sur des individus et des ensembles sociaux perçus comme passifs. A côté du pouvoir exécutif, il y a aussi le pouvoir médiatique vecteur de l'opinion publique, moyen à travers lequel cette opinion publique existe, qui participe lui aussi au destin de chaque société. La guerre n'est plus la décision, l'acte d'un seul individu, d'un souverain, mais d'un ensemble d'individus, qui façonne la ligne éditoriale d'un journal ou est manipulé par les points de vue de ce journal, dans une interaction permanente qui consacre l'existence d'une opinion publique, comme acteur majeur du processus décisionnel et des relations internationales.

Pour sa part, Roger Martin du Gard, a beau constater l'engagement des États et des individus pour un apaisement des tensions internationales, sur arrière plan du conflit balkanique en décembre 1912, il communique toutefois son inquiétude à Marcel Coppet:

> « (…) personne ne veut la guerre ; tous de bonne foi s'acharnent à l'éviter ; et le spectre plane, se rapproche en tournoyant, s'écarte un instant, se rapproche davantage…vraiment on a l'impression tragique de la fatalité antique, du gouffre béant où réside une attraction invincible ; on sent, à ces heures-là, ce qu'est l'âme collective, cet immense élan, cette tempête qui passe sur les peuples et les entraîne. L'âme collective qui n'est pas seulement faite de la somme des âmes individuelles, puisqu'elle diffère d'elles, puisqu'elle est en ce moment en opposition absolue avec les désirs de tous. Un grand souffle d'inconscient, une force secrète, incompréhensible (…) ce serait la première fois qu'une semblable catastrophe éclaterait sans aucun chauvinisme, sans aucune surexcitation de l'opinion, dans la morne épouvante des individus impuissants, se soumettant à une loi incompréhensible et détestée. On irait à la frontière, comme les bœufs vont à l'abattoir. (…) »[366].

En revanche, le *Petit Parisien* ne croit pas à l'enchaînement inéluctable des événements qui ont déclenché la guerre dans les Balkans. En octobre, dans un éditorial publié sous le pseudonyme collectif de Jean Frollo, on lit que dans cette guerre, les vieilles légendes, les vieux chants populaires ont eu leur part : « des poèmes qui se sont légués de génération en

[366] Roger Martin du Gard, *Journal, I. textes autobiographiques, 1892-1919*, Paris, Gallimard, 1992, p.385. Cette idée résonne aussi chez Christopher Clark, dans sa perception du déclenchement de la Première Guerre mondiale sous forme d'enchaînement mécanique. Voir Christopher Clark, *The sleepwalkers : how Europe went to war in 1914*, London, Allen Lane, 2012.

génération, n'ont pas peu contribué à entretenir les colères et les animosités. (…) hélas ! Que de sang versé, que d'horreurs, que de cruautés de part et d'autre, rappellent ces chants populaires »[367]. Paul Hyacinthe Loyson, directeur de la revue *Les Droits de l'Homme*, perçoit quant à lui, la guerre des Balkans comme un choc « dans cette sombre impasse de l'histoire, où le passé ne voulant pas reculer, l'avenir ne peut pas avancer »[368]. Dans une telle perception des facteurs et acteurs responsables pour le commencement du conflit, c'est la représentation du passé dans les traditions et les productions orales et écrites des pays belligérants qui est incriminée comme principal détonateur.

I.1.7. La responsabilité pour la Deuxième Guerre balkanique

Lorsqu'éclate la Deuxième Guerre balkanique, la presse française se transforme en un champ de bataille médiatique où se confrontent les arguments et les positions de chaque belligérant. Au mois de mai, un rapport bulgare accusant les troupes grecques « d'avoir ouvert le feu autour du village de Rodolevo »[369], est publié dans le *Journa*l. En juin 1913, la Une du *Temps*[370] devient l'arène où se juxtaposent en se confrontant la thèse bulgare et la thèse serbe, sur la responsabilité face au déclenchement des hostilités, en une demie colonne et deux, respectivement. Quelques jours plus tard, la thèse bulgare est davantage étalée suite à la publication de l'argumentaire de Constantin Gheorghieff[371], secrétaire de la légation bulgare à Paris. La Une de la *Croix* du 2 juillet 1913 résume dans son intitulé « C'est l'autre qui a commencé », ce jeu de rejeter mutuellement la responsabilité pour la nouvelle série d'opérations militaires. Un article paru dans le *Matin* du 15 juillet et une dépêche de Salonique publiée par le *Times* confirment selon la *Lanterne* la lourde responsabilité qui, dans les événements du mois de juillet, incombe au parti militaire de Sofia. En pleine campagne pour le vote sur le projet de la loi des trois ans, ce verdict devient également un moyen de

[367] Jean Frollo, « Les haines de races », *Le Petit Parisien*, 17 octobre 1912.
[368] Paul-Hyacinthe Loyson, « La guerre des Balkans …*op.cit*. Sur les représentations dépréciatives véhiculées dans les rhétoriques nationalistes des Etats balkaniques sur leurs voisins, voir Mariana Lenkova (ed.), « Hate speech in the Balkans », The International Helsinki Fedration for Human Rights, 1998, http://www.greekhelsinki.gr/pdf/hatespeech.pdf et Wolfgang Höpken, *Oil on Fire: Textbooks, Ethnic Stereotypes and Violence in South-Eastern Europe*, Hannover, Georg Eckiert Institute, 1996. Afin de proposer une lecture et approche plurariste de l'histoire des Balkans, prenant ses distances avec les récits nationalistes, un projet de l'enseignement de l'histoire moderne a été initié par le Centre de la démocratie et la réconciliation d'Europe de Sud-Est de Thessalonique. Dans une telle perspective, un volume sur les guerres balkaniques a été déjà publié. Voir Valery Kolev, Christina Koulouri (ed.), *The Balkan Wars*, Thessalonique, Center for Democracy and Reconciliation in Southeastern Europe, 2005.
[369] « Un rapport bulgare », *Le Journal*, 25 mai 1913.
[370] « La thèse bulgare ; la thèse serbe », *Le Temps*, 2 juin 1913.
[371] « Le conflit bulgaro-serbe : la thèse bulgare par Constantin Gheorghieff », *Le Temps*, 17 juin 1913.

dénoncer la militarisation de la vie politique en général : « méditons, plus longuement, sur les malheurs qu'entraîne pour n'importe quel peuple l'abandon qu'il fait de lui-même entre les mains d'un parti militaire s'imaginant à son tour qu'il peut sans crainte, se confier indéfiniment à la force des armes »[372]. La perception de la responsabilité des militaristes bulgares se transforme en outil d'opposition aux partisans de la loi des trois ans. Déjà dès le mois de mars, le *Matin* avait relaté l'intransigeance des chefs de l'opposition bulgare face aux questions litigieuses impliquant le partage des territoires conquis ou le différend avec la Roumanie. Le public français apprenait que Guenadieff parlant au nom des stambouliotes repoussait l'idée d'une concession quelconque aux Roumains et demandait plus de fermeté à l'égard de l'agitation serbe. Zontcheff, le chef des jeunes libéraux, ainsi que Malinoff, le chef des démocrates s'opposait également à toute cession de territoire aux Roumains. Enfin, Radoslawoff, le chef des libéraux critiquait « l'insuffisance des préparatifs de guerre »[373]. De son côté, l'envoyé du *Petit Journal* à Belgrade, René Lebaut, publie une dépêche selon laquelle les Serbes n'avaient jamais eu l'intention de déclarer la guerre[374]. Même constant dans l'*Humanité*, qui publie les résultats d'une enquête effectuée par un de ses amis. Celui-ci affirme que la « guerre actuelle est infiniment impopulaire dans le peuple serbe. Il y a été acculé »[375]. Dans l'*Illustration* du 19 juillet, c'est le premier ministre grec lui-même, Eleftherios Venizélos qui repousse la responsabilité de la guerre, avant même que celle-ci ne soit officiellement déclarée, en affirmant dans son entretien par Jean Leune[376], que cette guerre il ne la voulait pas et qu'il avait tout fait pour l'éviter[377].

En août 1913, l'*Illustratio*n publie des documents qui selon le journal[378] trahissent l'étendue des ambitions bulgares en Thrace et en Macédoine et révèlent une préméditation certaine dans l'offensive générale du 30 juin, des Bulgares contre leurs alliés balkaniques. Un de ces témoignages est l'exemplaire d'une carte envoyé par un de ses correspondants, Frantz de Jessen[379]. D'après Jessen, un des piliers de la propagande grecque dans la presse française, cette carte du Royaume de Bulgarie, imprimée à Sofia, fut d'abord vendue à Cavalla, puis donnée aux enfants des différentes écoles, enfin distribuée gratuitement un peu partout. « Elle donne à la Bulgarie tout ce que les Serbes ont conquis en vieille Serbie et en Macédoine et

[372] « Chefs militaires et soldats bulgares », *La Lanterne*, 15 juillet 1913.
[373] « L'intransigeance des chefs de l'opposition bulgare », *Le Matin*, 16 mars 1913.
[374] René Lebaut, « En Serbie », *Le Petit Journal*, 9 juillet 1913.
[375] « La leçon de la terrible bataille de Bregalnitza », *L'Humanité*, 29 juillet 1913.
[376] Reporter pour l'*Illustration* pendant les guerres balkaniques.
[377] Jean Leune, « La guerre contre les Bulgares ; l'état d'esprit à Athènes, à l'ouverture des hostilités », *L'Illustration*, 19 juillet 1913.
[378] « La carte des ambitions bulgares », *L'Illustration*, 2 août 1913.
[379] Journaliste danois, correspondant de guerre pour le *Temps* et l'*Illustration* pendant les guerres balkaniques…

tout ce que les Grecs ont gagné en Épire »[380]. Sa reproduction dans l'*Illustration* constitue un moyen de jeter la responsabilité de l'avènement de la Deuxième Guerre balkanique à la Bulgarie.

A côté d'une perception unilatérale de la responsabilité du déclenchement de la Deuxième Guerre balkanique, Henri Lavedan véhicule une représentation des Balkans et de ses habitants comme foncièrement et irrémédiablement voués à la guerre. D'après le chroniqueur de l'*Illustration*, la paix, c'est un mot qui n'a pas l'air balkanique. « Est-ce que l'entente des négociateurs ne va pas, à la dernière minute, craquer sur un point de frontière, sur un nom de ville disputée ? N'allons-nous pas apprendre demain que ces peuples, agités de spasmes rentrés, se sont relancés les uns sur les autres ? nous le trouverions fort naturel »[381]. On assiste à l'expression d'un 'balkanisme' ou à la perception de l'avènement du conflit d'un point de vue balkaniste, qui fabrique de l'altérité à travers sa perception de la responsabilité pour la reprise des hostilités, dans le sens où l'incapacité de résoudre pacifiquement des différends devient synonyme d'une certaine catégorie d'acteurs désignés en termes de leur appartenance géoculturelle.

Une telle perception des responsabilités pour le déclenchement du conflit participe à la banalisation de la doxa selon laquelle les Balkans et les guerres balkaniques étaient à l'origine de la Grande Guerre, alors qu'une perception inverse, aussi paradoxale et oxymore puisse-t-elle paraître, attribuant la responsabilité morale pour le déclenchement des guerres balkaniques à l'avènement de la Grande Guerre, dans le sens des rivalités entre les grandes puissances européennes derrière son déclenchement, reste impensable ou inconcevable. Cependant, ces rivalités[382] ont été incriminées dans la presse française de toute tendance politique, surtout de culture politique socialiste, au moment des guerres balkaniques.

Plus concrètement, en ce qui concerne les perceptions des responsabilités derrière la Première Guerre balkanique, on pourrait les qualifier d''institutionnalistes'-systémiques-idéologiques, majoritaires dans l'espace médiatique et 'individualistes' impliquant le rôle d'acteurs individuels. Dans la première catégorie, on incrimine dans une série de narrations

[380] « La carte des ambitions …*op.cit.*
[381] Henri Lavedan, « Après la guerre », *L'Illustration*, 16 août 1913.
[382] Sur la participation des antagonismes entre les grandes puissances européennes dans la manifestation des différentes séquences de la question d'Orient, voir Misha Glenny, *The Balkans, Nationalism, War and the Great Powers, 1804-1999*, New York, Penguin Books, 2001, et Vesna Goldsworthy, « Invention and Intervention », dans Dušan I. Bjelić, Obrad Savić, *Balkan as metaphor : between globalisation and fragmentation*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 2002, p.25-38.

conspirationnistes, le Vatican et les jésuites dans une presse radicale-anticléricale, le Capital et le Complexe industrie médiatique-industrie métallurgique-militaire dans une presse socialiste-syndicaliste-anarchiste, la Finance juive dans une presse antisémite. Tous ces discours sur des 'conspirations fantasmées'[383], sont révélateurs comme l'affirme Frédéric Monier, d'imaginaires sociaux et politiques, imprégnant les mentalités de certaines parties de l'opinion publique[384]. Par ailleurs, la liste d'incriminations collectives, se poursuit avec l'Armée et le militarisme, les gouvernements des Alliés et leurs visées impérialistes, visés dans une presse socialiste et radicale ; le régime ottoman dans une presse turcophobe de tendance nationaliste/traditionnaliste, ou socialiste et radicale désillusionnée par l'échec de la démocratisation, libéralisation et laïcisation de la société ottomane promise par les Jeunes-Turcs lors de la révolution du juillet 1908 ; le gouvernement russe dans une presse socialiste hostile au régime tsariste et sa répression sanglante du mouvement ouvrier ; le gouvernement autrichien, chez une presse nationaliste et germanophobe. La diplomatie et l'organisation concurrentielle des relations internationales, ou autrement dit, l'absence ou l'échec des mécanismes régulateurs des différends internationaux à cause des intérêts conflictuels entre les grandes puissances européennes paralysant ou entravant l'action diplomatique, est également épinglée par des spécialistes de la question d'Orient tels que René Pinon ou André Chéradame.

L'opinion publique, d'une part, comme actrice potentiellement belliciste, imposant sa volonté au gouvernement et la presse, d'autre part, avec la diffusion de 'rumeurs' insuffisamment croisées, ou des nouvelles issues d'une exagération ou mésinterprétation des faits, et enfin l'Ecole et ses narrations nationalistes du passé, complètent cette perception 'systémique' de la responsabilité. Et en dernier lieu, des acteurs isolés sont montrés du doigt à la fois dans l'espace médiatique et l'espace diplomatique. Il s'agit surtout du roi d'Italie ou du Monténégro en raison des alliances dynastiques nouant les deux familles royales et le service éventuel qu'une proclamation de guerre contre l'Empire ottoman de la part de Nicolas Ier pourrait rendre à son gendre, Victor-Emmanuel III, soulageant les troupes italiennes aux prises avec l'armée ottomane en Tripolitaine.

Lors de la Deuxième Guerre balkanique, tous les acteurs et notamment les ex-alliés sont perçus comme responsables de son déclenchement. Ainsi à cette occasion on assiste surtout à

[383] Voir Frédéric Monier, *Le complot dans la République : stratégies du secret, de Boulanger à la Cagoule*, Paris, La Découverte, p.12.
[384] *Ibid*., p.17.

une bataille médiatique et à la mobilisation des mécanismes de propagande de la part des belligérants afin de fournir des preuves accusatrices, instruisant la culpabilité et responsabilité de leurs adversaires aux yeux de l'opinion publique française.

I.2. Perceptions de la nature du conflit

A côté d'une perception plurielle des responsabilités pour l'avènement du conflit dans ses différentes étapes, il y aussi des perceptions antagonistes dans l'espace médiatique français quant à sa nature, c'est-à-dire la catégorie interprétative des conflits à laquelle elle appartient et des motivations structurelles ou conjoncturelles des pays belligérants.

Au mois de juin, René Puaux[385] est au bord du cuirassé grec *Averoff*. A cette occasion, il commente la dimension de la mobilisation internationale qu'entraîna le conflit dans les Balkans. D'après le correspondant du *Temps*, la Grèce a trouvé « dans ses fils établis à l'étranger, le personnel technique indispensable pour la manœuvre des appareils nouveaux. Ingénieurs de turbines, opérateurs de télégraphie sans fil, venant de France et d'Angleterre se sont immédiatement présentés »[386]. Pour sa part, le philhellène Georges Bourdon[387] souligne dans le *Figaro*, l'importance de se sentir « soutenu, encouragé poussé par des milliers de frères épars à travers le monde »[388]. Une nouvelle publiée dans le *Petit Marseillais* du 1er novembre, relate le départ pour le Pirée, avec le *Saghalien*, courrier du Levant des Messageries Maritimes, « de 700 réservistes et volontaires grecs »[389]. La dépêche du *Matin* du 8 octobre annonce au sujet de « l'enthousiasme belliqueux des Grecs d'Amérique », qu' « un meeting antiturc était organisé sous les auspices de l'Union panhellénique » auquel cinq mille personnes auraient assisté[390]. Paul Scott Mowrer[391], le correspondant américain de l'*Illustration*, affirme de son côté que quand les Balkans prirent feu, « tous les Slaves en quelque endroit du monde qu'ils fussent »[392], se sont sentis sensibilisés, à l'instar de M. Gopcevic, « serbo-américain » de San Francisco, s'embarquant pour Durazzo, « résolu à aider ses compatriotes »[393]. Les nouvelles sur la mobilisation des communautés diasporiques témoignent de la perception du conflit sous un angle 'international'. Cette perception sera renforcée à l'occasion de la formation de comités de secours aux blessés où plusieurs

[385] Correspondant de guerre et journaliste pour le compte du *Temps* et de l'*Illustration* pendant les guerres balkaniques. En raison de son philhellénisme, fut un des agents les plus ardents de la propagande grecque pendant ces conflits et lors de la Grande Guerre. Voir Dimitris Kitsikis, *Propagande et pressions en politique internationale : la Grèce et ses revendications à la Conférence de la Paix (1919-1920)*, Paris, PUF, 1963, p.227.
[386] René Puaux, « Au bord de l'Averof », *Le Temps*, 24 juin 1913.
[387] Correspondant du journal *Le Figaro* pendant les guerres balkaniques, il y afficha ouvertement son soutien aux revendications du gouvernement grec.
[388] Georges Bourdon, « Le réveil de l'Hellade », *Le Figaro*, 11 novembre 1912.
[389] *Le Petit Marseillais*, 2 novembre 1912.
[390] « L'enthousiasme belliqueux des Grecs d'Amérique », *Le Matin*, 8 octobre 1912.
[391] Correspondant du journal *The Chicago Daily News* pendant les guerres balkaniques, il publia également une partie de ses reportages dans la presse française, notamment l'*Illustration*.
[392] Paul Scott Mowrer, « Au cœur de l'Albanie », *L'Illustration*, 26 avril 1913.
[393] *Idem*.

ressortissants des pays belligérants habitant en France ou des Français originaires des Balkans participeront aux souscriptions organisées et médiatisées à travers la presse.

En dehors de cet aspect 'international' du conflit, comment a-t-il été perçu sa nature dans l'espace médiatique français ? Trois grandes tendances se dessinent autour de sa perception comme guerre de civilisations-religions, guerre de nations, guerre d'intérêts.

I.2.1. Guerres de civilisations : Occident contre Orient, Europe contre Asie

A la Une de l'*Excelsio*r[394] et de l'*Illustration* du 11 janvier 1913 (voir annexes, p. 948), on voit le tsar Ferdinand sur les remparts des anciennes fortifications de la ville de Kavala. En dehors d'un premier degré d'interprétation de cette séquence, dénotant l'intention du souverain bulgare d'asseoir son pouvoir sur cette ville conquise par son armée, l'intitulé du cliché photographique de l'*Excelsior*, « L'Occident triomphe de l'Orient », est révélateur de la perception de la Première Guerre balkanique comme un conflit entre deux aires géoculturelles dont les traits et les contours ont été inventés par des géographes, voyageurs, diplomates et historiens issus des grandes puissances colonisatrices tout au long du XIXe siècle. En ce qui concerne l'inscription de la ville de Kavala dans cette représentation orientaliste du passé et de l'espace, l'*Illustration,* rappelle à ses lecteurs que cette ville ottomane correspondait à l'antique Néapolis. D'après le journal français, le roi Ferdinand qui « joint au souci des réalisations présentes un goût assez vif pour les reconstitutions symboliques du passé »[395], avant de poser pour cette photographie, aurait dû songer à la bataille de Philippes, se déroulant à quelques lieues de là, et pendant laquelle « César, maître de l'Occident, et entraînant avec lui les légions européennes triompha de Brutus et de Cassius, maîtres de l'Orient, revenant avec leurs soldats asiatiques par la route ordinaire des invasions»[396].

La Première Guerre balkanique est ainsi perçue comme une reconstitution de la bataille de Philippes et les deux camps opposés, sont directement associés aux protagonistes de cette opération militaire de l'antiquité romaine ; les alliés balkaniques à l'armée de César et les Ottomans à celui de Brutus et Cassius. Cette application rétrospective du dualisme Occident/Orient à des périodes historiques antérieures au XIXe siècle et à la conception-perception des Balkans comme un espace de confrontation entre les deux univers sortis tout droit de l'imagination des orientalistes, était déjà évoquée par Victor Cambon quelques

[394] « L'Occident triomphe de l'Orient », *L'Excelsior,* 11 janvier 1913.
[395] « Le voyage du tsar des Bulgares à Salonique », *L'Illustration*, 11 janvier 1913.
[396] *Idem*.

années auparavant. En citant les noms de Pharsale ou d'Actium lors de son voyage dans les Balkans, il écrit par rapport à cette péninsule qu'elle a souvent été le théâtre des luttes entre l'Orient et l'Occident[397]. René Doumic dans le *Gaulois* remonte encore plus loin dans le temps et en Pythie moderne, reconnaissant dans la personne du sultan, le roi Priam, Darius ou encore Xerxès, il s'extasie : « L'Europe contre l'Asie : nous sommes à l'avant-garde. C'est nous qui défendons la culture et les mœurs d'Occident contre la menace qui nous vient d'Asie : la barbarie, le luxe, la mollesse, les robes flottantes, les mitres et les turbans »[398]. Dans une telle perception du conflit, la confrontation entre les alliés balkaniques, inclus et classés dans ce 'Nous' collectif signifiant l'Occident et l'Europe[399], les Occidentaux et les Européens, et les Ottomans définis par antithèse en tant qu'Orientaux et Asiatiques, est censée reproduire la guerre de Troie, les guerres médiques, ou encore les guerres médiévales dans les Balkans. Le Troyen, le Perse, le Byzantin[400], l'Ottoman incarnent autant d'archétypes de l'Asiatique ou de l'Oriental, contre lesquels, l'Européen Occidental conquérant du XIXe siècle, comprenant dans cette perception le Balkanique chrétien, se définit en attribuant à son adversaire, les caractéristiques d'une sensualité luxuriante et d'une violence accablante, élaborées déjà par les Achéens, les Athéniens de l'antiquité, ou les croisés du XIIIe siècle, dans leur essai de justifier leurs opérations de conquête impérialiste contre les Troyens, les Perses ou les Byzantins. Hérodote et sa perception des Perses comme la représentation de la mollesse ou de la barbarie, devient la pierre angulaire sur laquelle se construit le discours de supériorité culturelle, de la mission civilisatrice et de la légitimation des expéditions colonisatrices de toute puissance qualifiée de, ou reconnue comme, 'européenne', envers des territoires intégrés dans l'Orient asiatique[401]. Autrement dit, la Première Guerre balkanique s'inscrit, avec une telle perception, dans le sillage de la guerre de Troie, des guerres médiques et de la quatrième croisade avec répartition, projection, reproduction des rôles de ses acteurs, au sein d'une rivalité conçue comme diachronique, entraînant l'identification des nouveaux

[397] Victor Cambon, *Autour des Balkans*, Paris, 1890, p.89.
[398] René Doumic, « Le réveil de la Pythie », *Le Gaulois*, 19 novembre 1912.
[399] Comme le fait remarquer Martin Bernal, une telle représentation occidentocentrique de l'histoire des Grecs de l'antiquité, les désorientalise, les privant de leurs influences asiatiques et africaines. Voir Martin Bernal, *Black Athena: The Afroasiatic roots of Classical Civilization*, vol.1, *The Fabrication of Ancient Greece 1785-1985*, New Brunswick, N.J., Rutgers University Press, 1987.
[400] Sur la perception de l'héritage byzantin comme extra-européen ou exclu de la narration rétrospective d'une histoire européenne, voir Milica Bakic-Hayden, « What's so Byzantine about The Balkans ? », dans Dusan Bjelic, *Balkan as metaphor…op.cit.*, p.65.
[401] D'après Rana Kabbani, la narration européenne de l'Orient insiste particulièrement sur des traits supposés exiler, reléguer l'Orient à un état d'altérité absolue. Parmi ces traits, figurant entre autres les représentations de l'Orient comme le domaine d'une sensualité lascive et d'une violence inhérente. Voir Rana Kabbani, *Europe's myths of Orient: devise and rule*, London, Macmillan, 1986.

protagonistes, aux adversaires des séquences historiques précédentes se déroulant sur le même espace géographique.

Quant à Stéphane Lauzanne, lui aussi regardant passer les soldats ottomans pendant des heures entières, sur les bords du Bosphore, se rappelle des pages de la *Légende des siècles*, où Victor Hugo chante la traversée de l'armée de Xerxès, avant d'affirmer que « c'était bien un peu de la barbarie médique accourant par delà le Pont Euxin pour se déverser sur l'Occident »[402]. L'Occident existerait dans cette lecture anachronique de l'histoire, déjà au Ve siècle avant notre ère, ou plus exactement les orientalistes dans leur volonté de l'ancrer dans une généalogie diachronique, auraient cherché dans les confrontations entre les cités-États grécophones et l'Empire achéménide, une des premières illustrations et manifestations de ce qui constitue pour eux le moteur de l'histoire, à l'instar de la lutte des classes dans la doctrine marxiste ou les confrontations des nations dans une perspective nationaliste. En ce qui concerne, la dimension politique et géopolitique de l'orientalisme, il ne faut pas oublier qu'au moment des guerres balkaniques, on assiste depuis quelques années en France et ailleurs dans ce qui est désigné par les orientalistes comme l'Occident, à l'éclosion d'une littérature raciste et impérialiste colportant et brandissant la menace du péril jaune[403] ou du péril islamique[404], associés à un Orient plus ou moins lointain. D'autre part, les guerres

[402] Lauzanne Stéphane, *Au chevet de la Turquie : quarante jours de guerre*, Paris, 1913 p.51

[403] Il s'agit d'un fantasme colonisant l'espace médiatique et public à la fin du XIXe et au début du XXe siècle synonyme de peur au sein de sociétés désignées d'occidentales, en Europe et en Amérique, que des pays de l'Extrême-Orient, surtout la Chine et le Japon ne remettent en question leur suprématie politique et économique et culturelle. Une telle perception des rapports de force au sein des relations internationales se manifesta à plusieurs reprises notamment après la révolte des Boxers en Chine ou encore suite à la défaite russe face aux Japonais en 1905. Sur la rhétorique du péril jaune dans la presse française pendant la guerre russo-japonaise de 1904-1905 voir Patrick Beillevaire, « L'opinion publique française face à la guerre russo-japonaise », *Cipango, cahiers d'études japonaises*, 2000, n°9, pp.185-232. Parmi les Français contemporains de cet état d'esprit et d'âme, Austin de Croze, dans sou ouvrage sur le péril jaune, essaya de démontrer la puérilité d'une telle crainte, tandis que le sociologue Jacques Novicow analysa le phénomène non pas en termes de compétition militaire mais plutôt de concurrence économique liée à l'exploitation de la main-d'œuvre en Chine. Pour sa part, l'économiste français, Edmond Théry, était un des plus ardents défenseurs et vecteurs de la théorie du péril jaune. En même temps aux Etats-Unis aussi, où s'installent des immigrés originaires de Chine et du Japon au tournant du XXe siècle, le *yellow danger* est largement propagée au sein de la société américaine. D'après Jacques Decornoy le péril jaune est une invention des impérialistes et colonialistes européens et américains s'inscrivant dans la continuité du mythe des Barbares et allant de pair avec un autre fantasme qui hante les sociétés 'occidentales' de la Belle Époque, et de l'entre-deux-guerres, la peur d'une décadence généralisée. Voir Jacques Decornoy, *Péril jaune, peur blanche*, Paris, B. Grasset, 1970. Il est intéressant de remarquer la résurgence sous une forme similaire de discours et représentations sur l'image que des sociétés européennes se font d'elles de nos jours ainsi que de leur perception comme inquiétant et menaçant du rôle de la Chine et des Chinois dans la politique et économie mondiale.

[404] On devrait plutôt parler du fantasme du péril islamique, donnant lieu à des rhétoriques islamophobes. Le terme d' « islamophobie » apparaît déjà dans le texte d'Alain Quellien, *La politique musulmane dans l'Afrique occidentale française*, publié à Paris en 1910. Le concept d'islamophobie, défini comme préjugé contre l'islam et les membres de la communauté musulmane, figure également dans l'ouvrage de l'officier français, explorateur de l'Afrique d l'Ouest et gouverneur de la Côte d'Ivoire, Louis Gustave Binger, *Le péril de l'islam*, Paris, 1906. De nature essentialiste, la rhétorique islamophobe de cette époque, traite la religion musulmane et ses pratiquants comme représentants de la barbarie, de la cruauté, du fatalisme, du fanatisme, du sexisme, les érigeant en

balkaniques voient le jour dans un contexte d'exacerbation de rivalités opposant les grandes puissances européennes, pour la suprématie et l'hégémonie politique, économique et culturelle dans les différentes parties du continent asiatique, Empire ottoman inclus[405]. La publication en 1913, de l'essai de l'archéologue Adolphe Reinach sur les origines homériques de la question d'Orient[406], participe aussi de cette perception des guerres balkaniques comme inscrites dans le sillage d'un antagonisme supposé diachronique depuis l'Iliade, entre un Occident associé à l'Europe et un Orient identifié à l'Asie[407]. En plus, cette délimitation géographique du bi-pôle Orient-Occident, acquiert également une profondeur historique, ancrée dans une narration des conflits du passé, conditionnée par la perception de la nature des conflits du présent et vice-versa.

Cette association n'est pas pour autant unanimement admise et il y a des régions qui sont perçues comme appartenant à un espace intermédiaire. Gaston Jousselin dans le *Monde Illustré*[408] par exemple, décrit la péninsule des Balkans comme un lieu qui « depuis le commencement des temps (…) fut disputé par les peuples occidentaux, avides de s'assurer

---

ennemis de facto, des sociétés européennes christianisées ou majoritairement chrétiennes. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que l'expansion coloniale et impériale des sociétés européennes chrétiennes conquérantes du XIXe siècle, reposa sur le mythe de la mission civilisatrice que ces sociétés étaient censées assumer afin de venir au secours de sociétés primitives, archaïques, sous-développées. Représenter les religions dominantes des territoires à coloniser, à savoir une des caractéristiques culturelles essentielles de ces sociétés, comme telles, conféra à ceux qui entendaient mener ces opérations, le socle moral de légitimation et de justification, nécessaires à leurs actes. Si l'emploi du terme islamophobie reste marginal en ce début du XXe siècle et son emploi limité à des spécialistes des questions coloniales, son retour sur l'espace public et la scène médiatique en France et ailleurs dans le monde, à la fin du XXe siècle, a pourtant suscité d'importantes polémiques quant à sa pertinence, pour ce qui est de désigner les discriminations subies par des citoyens français de confession musulmane, et ses instrumentalisations idéologiques et politiques potentielles. En ce qui concerne la France, Thomas Deltombe, lui attribue trois origines susceptibles d'expliquer ses manifestations dans la société française contemporaine : le traumatisme de la guerre d'Algérie, la visibilité de la religion musulmane et la crainte de l'Islam, surtout après les attentats terroristes islamistes des années 1990 en France et de 2001 aux Etats-Unis. Sur la participation des médias dans la construction d'une nouvelle islamophobie à la fin du XXe et au tournant du XXIe siècle en France, voir Thomas Deltombe, *L'islam imaginaire : la construction médiatique de l'islamophobie en France, 1975-2005*, Paris, La Découverte, 2005. De son côté, Caroline Fourest remet en question la pertinence du terme, s'inquiétant de son instrumentalisation par des extrémistes antilaïques, soucieux de bannir de l'espace public, selon elle, toute critique de la religion, voire même réintroduire l'accusation pour blasphème. Voir Caroline Fourest, *La tentation obscurantiste*, Paris, B. Grasset, 2005.

[405] Dans le cadre de l'empire ottoman, de l'empire perse de l'empire chinois qui n'ont pas été directement colonisés, le concept d'hégémonie est à mon avis le plus approprié et correspondrait à celui de la mise en place de liens de dépendance dans les pays décolonisés dans la deuxième moitié du XXe siècle connu sous le terme de néo-colonialisme. Personnellement, et pour l'époque de la question d'Orient, j'emploie le terme et concept de pays sémi-colonisé, pour signifier une forme de dépendance plus subtile, moins visible, plus économique et financière que politique.

[406] Adolphe Reinach, « Homère et l'origine de la question d'Orient », *Revue des Idées* du 15 avril 1913, p.32. Voir aussi, Félix Sartiaux, *La guerre de Troie et les origines préhistoriques de la Question d'Orient*, Paris, 1915.

[407] Pourtant, la géographie de cet Orient est variable et pour les Romains par exemple, l'Orient commençait déjà de l'autre côté de l'Adriatique. Au IIIe siècle avant notre ère, cet Orient vu de Rome, était découpé en monarchies hellénistiques. Et à la fin du IVe siècle, la division administrative de l'Empire romain en partie occidentale et orientale se calque sur ces représentations de l'espace préalables.

[408] Jousselin, « La guerre dans les Balkans », *Le Monde illustré*, 26 octobre 1912.

une fructueuse domination en Orient, et par les races asiatiques, impatientes de conquérir l'Europe »[409]. Par ailleurs, le *Gaulois* constate que c'est dans cette région où se déroula l'interminable antagonisme entre l'Orient et l'Occident, « la péninsule des Balkans a été le champ clos sur lequel l'Europe et l'Asie n'ont cessé de se mesurer »[410]. Auguste Gervais, sénateur radical de la Seine, affirme dans l'*Aurore* que dans son essence, « la guerre actuelle est une nouvelle tentative de la part des peuples du sud-est de l'Europe pour rejeter en Asie les influences du nomadisme »[411]. De son côté, André Chéradame écrit dans le journal nationaliste, le *Petit Journal,* que la guerre qui s'est déclenchée en octobre 1912, n'a pas à l'origine « une différence de races, mais une diversité de civilisations qu'une expérience prolongée a montrées radicalement inconciliables »[412]. Il s'agit de l'énoncé d'un racisme qui comme l'affirme Etienne Balibar n'est plus biologique, mais qui fondé sur l'irréductibilité supposée des différentes cultures, l'incompatibilité de styles et de modes de vie, donne lieu à un racisme culturel et différentialiste[413]. On y retrouve aussi la thèse essentielle et a-historique ou effaçant la complexité historique, de l'ouvrage de Samuel Huntington sur le choc des civilisations[414]. Dans une telle définition du monde séparé en zones civilisationnelles étanches, monolithiques et à l'abri de toute osmose ou interaction, Emmanuel Vauchez, l'un des fondateurs de la Ligue de l'Enseignement, perçoit la guerre des Balkans comme une lutte entre deux civilisations antagonistes, l'Orient et l'Occident, qui représente le progrès[415]. Paul Hyacinthe Loyson, directeur de la revue *Les Droits de l'Homme*,[416] se rapproche encore davantage de la vision et de la sémantique de Samuel Huntington et définit la guerre des

[409] On retrouve cette perception des Balkans comme un espace intermédiaire entre l'Orient et l'Occident dans ce que Maria Todorova désigne comme le balkanisme.
[410] « La Guerre en Orient, par Tout-Paris », *Le Gaulois*, 3 octobre 1912. Comme le souligne Ivaylo Ditchev, si l'Orient était défini-constuit comme l'Autre irréductible dans la pensée 'occidentale' de l'époque contemporaine, les Balkans sont parfois identifiés à un lieu de carrefour, de passage, en transition constante.Voir Ivaylo Ditchev, « The Eros of Identity », dans Dusan Bjelic, *Balkan as metaphor…op.cit*., p.245.
[411] Auguste Gervais, « La marche dans l'histoire », *L'Aurore*, 29 octobre 1912.
[412] André Chéradame, « La guerre des Balkans et les intérêts de la France », *Le Petit Journal*, 17 octobre 1912.
[413] Voir Etienne Balibar, Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe : les identités ambiguës*, Paris, La Découverte, 1988, p.33. Voir aussi la distinction entre racisme inégalitaire et racisme différentialiste élaborée, par Pierre-André Taguieff dans son ouvrage *La force du préjugé : essai sur le racisme et ses doubles*, Paris, La Découverte, 1988 et Michel Wieviorka, *La différence*, Paris, éd. Balland, 2000. Le point commun de ces approches du racisme c'est que le rejet de l'autrui représenté comme l'Autre, n'est plus basé sur des caractéristiques physiques, biologiques, dénotant dans la littérature raciste de la fin du XVIIIe et du début du XIXe siècle, son infériorité, voire même son in-humanité, mais sur ses caractéristiques culturelles, jugées incompatibles avec les valeurs de la culture dominante au sein d'une société.
[414] Voir Samuel Huntington, *The clash of civilisations and the remaking of world order*, New York, Simon Schuster, 1996. Samuel Huntington aborde l'organisation et évolution de l'humanité, en termes d'aires civilisationnelles. Ce faisant, il s'inscrit dans une longue tradition de conceptualisation, perception de l'histoire, depuis Hegel, en passant par Spengler et Arnold Toynbee. L'idée derrière une telle approche, narration du passé, du présent ou du futur, ce que les civilisations, entendues en tant qu'entités culturelles étendues, cohérentes et stables, constituent la grille de lecture et l'échelle d'analyse idéale pour les historiens et les politologues.
[415] Emmanuel Vauchez, « Pacifisme et paix armée », *La Lanterne*, 30 juin 1913.
[416] Paul-Hyacinthe Loyson, « La guerre des Balkans …*op.cit.*

Balkans comme un choc de l'Orient et de l'Occident. De son côté, un ami de Hubert Lagardelle appelé au combat, lui écrivit au début de la guerre qu'il partait pour défendre la civilisation occidentale contre la barbarie orientale[417].

Cependant, la répartition géographique des notions de civilisation et de barbarie n'est pas restée immuable à travers le XIXe siècle, ni leurs frontières sémantiques et axiologiques clairement délimitées au sein de la société française. Charles Rolland, écrit à l'époque de la guerre de la Crimée qu'en France, toutes les sympathies sont orientées « vers la Turquie et dans la lutte où elle est engagée, nos vœux se sont prononcés pour elle. Par un étrange revirement des idées anciennes, cet Empire, si longtemps pris pour le symbole de la barbarie, nous semble devenu le champion de la justice et de la civilisation »[418]. Essayant d'expliquer ces tendances, il explique que, suite à la Révolution française, une nouvelle division des puissances européennes s'est esquissée. D'un côté, il y a la constellation de la liberté constituée par l'Angleterre, la France, les péninsules espagnole, scandinave, une portion de la sphère germanophone et de l'Italie. Ces régions étaient censées former selon Charles Rolland une grande zone constitutionnelle où les droits civils, la foi religieuse, les opinions publiques possédaient, à quelques différences près, les mêmes garanties. Et de l'autre côté, il y a le parti du despotisme composé de la Russie, de l'Autriche, des gouvernements qui étaient leurs satellites, caractérisés par la négation des droits sociaux des peuples, l'annihilation de la pensée humaine sous l'absolutisme en religion, en gouvernement, en institutions. « En d'autres termes, la Civilisation et la Barbarie ont leurs deux armées en présence, et l'Europe pour théâtre et pour prix du combat »[419] souligne l'écrivain de la Turquie contemporaine, dans un contexte où les priorités stratégiques de la politique extérieure française étaient clairement affichées et fixées par Napoléon III. En revanche, à la veille de la Première Guerre balkanique, l'Empire ottoman est perçu par Jean Pélissier, comme représentant « de l'antique idéal d'oppression et de violence » tandis que les « petits peuples balkaniques, avides de justice et de liberté »[420].

La perception française de l'appartenance des belligérants balkaniques à la sphère européenne ou leur exclusion de celle-ci, n'est pas non plus une identification acquise. La

[417] Hubert Lagardelle, « Autour de la Bulgarie », *L'Humanité*, 31 mars 1913.
[418] Charles Rolland, *La Turquie contemporaine, hommes et choses, études sur l'Orient*, Paris, 1854, p.1.
[419] *Ibid*., p.3.
[420] Jean Pélissier, *Dix mois …op.cit.*, p.24.

représentation des acteurs du conflit en tant que membres d'un ensemble axiologique et politique désigné comme 'Europe', auprès des observateurs Français se considérant de facto comme membres de cette entité, peut glisser à l'aune de la couverture médiatique de leurs actes. Commentant la reprise des hostilités en juillet 1913, Gabriel Hanotaux, affirme que dans « cette folie prodigieuse, ce délire immense, dix ou quinze millions d'hommes se heurtent dans le drame le plus affreux et le plus absurde ; tandis que l'Europe les accueillait dans son sein, ils se déseuropéanisent à qui mieux »[421]. Pour sa part, Georges Bourdon dans le *Figaro* présente l'hellénisme comme l'ouvrier le plus ancien et le plus illustre de la civilisation de l'Europe[422]. L'écrivaine franco-roumaine, Hélène Vacaresco, écrit à propos de la Roumanie qu'assise aux marches de l'Europe, appuyée « à cet orient quasi-barbare dont elle a subi toutes les sauvageries et tous les déchaînements, héritière orgueilleuse des latins qu'elle a dans le sang », elle n'a jamais cessé l'œuvre d'harmonie et de civilisation que « lui proposa son destin[423]». Dans l'*Illustration* du mois d'août 1913, Alain de Penennrun[424] déclare que « Barbares et raffinés se coudoient de part et d'autre du Danube sans se mêler, se jalousant de tout temps »[425]. Au début du mois de juillet, alors que la mobilisation est décrétée, une manifestation franco-roumaine se tient à la gare de l'Est à Paris, au moment où les cent soixante Roumains parmi lesquels se trouvait le fils du leader libéral Bratianu, quittent Paris pour rejoindre leurs régiments. A la veille de leur départ, le comité de l'Alliance universitaire franco-roumaine envoya au journal le *Matin* une lettre dans la quelle, les futurs soldats écrivaient qu'ils allaient « soutenir en Orient les droits de la latinité en péril »[426]. De son côté le premier ministre grec Eleftherios Venizélos interviewé par Georges Bourdon dans le *Figaro*, souhaite voir la Grèce devenir « aux portes de l'Orient un important facteur de civilisation et de culture »[427]. Quelques jours avant l'avènement de la Deuxième Guerre balkanique, Hubert Lagardelle relate dans *l'Humanité* que derrière la rivalité gréco-bulgare, il y a aussi une opposition de culture. Les Grecs « dédaignent la barbarie bulgare et prétendent représenter contre elle la civilisation »[428].

[421] Gabriel Hanotaux, « L'heure critique », *Le Figaro*, 18 juillet 1913.
[422] Georges Bourdon, « Le réveil de l'Hellade », *Le Figaro*, 11 novembre 1912.
[423] Le Figaro, 10 juillet, (paroles de Roumaine, par Hélène Vacaresco)
[424] Pseudonyme d'un officier français, correspondant de guerre pour le compte de l'*Illustration* pendant les guerres balkaniques
[425] Alain de Penennrun, « Aux armées roumaines en territoire bulgare », *L'Illustration*, 23 août 1913.
[426] « Les étudiants roumains de Paris », *Le Matin*, 6 juillet 1913.
[427] « Venizélos interviewé par Bourdon », *Le Figaro*, 27 août 1913.
[428] Hubert Lagardelle, « Grecs et Bulgares, leur rivalité qui s'est sans cesse affirmée ruinera-t-elle la paix balkanique ? », *L'Humanité*, 7 juin 1913.

Ainsi, assiste-t-on à une perception du conflit en termes d'opposition entre Orient et Occident, barbarie et civilisation, non seulement de la part des essayistes et journalistes français mais aussi de la part des propagandistes originaires des pays balkaniques tâchant de convaincre l'opinion publique française de leur appartenance européenne-occidentale, au sein d'un tel duel représentationnel. Le discours 'orientaliste' peut aussi être énoncé par des 'Balkaniques' ayant été initiés au système représentationnel dominant du monde des 'Occidentaux'. Ces écrivains essayent d'inclure leur pays d'origine dans l'univers imaginaire de l'Occident et lui accorder un rôle 'civilisateur', une mission 'civilisatrice' dans l'Orient, en intériorisant les clichés de la géographie imaginaire de l'orientalisme et/ou en 'orientalisant' leur adversaire[429].

Au mois d'août 1913, alors qu'on débat de la résolution pacifique de la Deuxième Guerre balkanique à Bucarest, Pierre Mille relate dans le *Temps* ses impressions de la lecture des *Nouvelles asiatiques* du comte de Gobineau que Tancrède de Visan venait de rééditer chez Perrin[430]. L'essayiste du *Temps*, conteste aussitôt la perception 'aryenne' de la civilisation européenne élaborée par un des fondateurs de la pensée raciste. Selon Pierre Mille, la civilisation grecque ne fut pas le résultat de « ces malencontreux barbares, les Aryas, des brutes insupportables, nocives, pernicieuses, qui se sont déplacées vers l'Europe »[431]. Au contraire, plus de deux millénaires avant leur apparition, il y a eu une civilisation originale, la civilisation minoenne, développée par ceux qu'il appelle les Méditerranéens,

> « C'étaient nous, je veux dire des frères de nos frères de Provence et de Ligurie : peau brune, cheveux noirs ondulés, tête ovale, beaux yeux bruns bien fendus, stature médiocre, taille fine, épaules larges, membres secs et musculeux. Je n'invente pas un trait, je peins d'après les fresques retrouvées dans les vieux palais de Crète ». Un beau jour arrivèrent les hommes blonds, les amis de Gobineau… ils s'appelèrent les Doriens. Ils ne firent que

[429] Par ailleurs, au sein des pays balkaniques, les débats idéologiques sur l'appartenance, position, présumée ou envisagée de chaque société dans ce bipolarisme Occident-Orient, oppose souvent les 'orientalisants', favorables à l'inclusion de leur pays dans l'Orient, aux 'occidentalisants', convaincus de la place de leur pays dans l'Occident ou souhaitant œuvrer pour obtenir l'appellation d'Occidental. Parfois, on assiste même à des discours visant à surmonter ce dilemme existentiel de la représentation de Soi, en proposant l'appertance double ou intermédiaire de chaque pays au sein de cette taxinomie géo-politico-culturelle imaginaire. Pour le cas de la Grèce, voir Marcos Renieris, « Le dualisme grec », *Le Spectateur de l'Orient*, 1853, n°2, pp.33-49. Il conviendrait également de commenter que l'orientation de ces débats est conditionnée par les considérations géopolitiques liées au déroulement de laquestion d'Orient, tandis que d'un autre côté, on retrouve des interrogations et préoccupations analogues chez les Orientalistes de l'Europe occidentale, partagés entre fascination pour l'Orient et répulsion envers l'Occident les uns, héritiers d'un romantisme fin de siècle, répulsion envers l'Orient et fascination pour l'Occident, chez les adeptes d'un modernisme de l'ère positiviste et héritiers de l'esprit des Lumières. Ces schématisations impliquent bien évidemment des définitions figées et essentialistes de l'Orient comme lieu de l'immobilisme, de l'exotisme et du conservatisme sociopolitique, et de l'Occident comme incarnation du progrès technologique, scientifique et sociopolitique.

[430] Pierre Mille, « A bas les hommes blonds », Le Temps, 7 août 1913.

[431] *Idem*.

> démolir… et ce ne fut qu'au moment où ces envahisseurs inutiles et pillards, eurent été absorbés, digérés et fondus dans la masse des populations anciennes qu'on vit naître ce que nous appelons la civilisation hellénique puis la civilisation gréco-romaine. On respirait et voici que ces hommes blonds… revinrent. Cette fois-ci ils s'appelaient les Germains… et ils n'avaient fait aucun progrès ! Ils paraissaient incapables de progrès ces malheureux ! (…) en d'autres termes, toutes les fois que ces Indo-Germaniques sont tombés quelque part, il en est résulté mille ans de barbarie »[432].

Dans cette vision raciste de l'évolution de l'humanité et plus particulièrement de la civilisation sur le continent européen, parallèle à celle de Gobineau, remplaçant le mythe des Aryens par celui des Méditerranéens, les barbares ne sont pas seulement les Orientaux, mais aussi les Germaniques. Ainsi, dès cette époque on voit se tracer les nouvelles lignes de démarcation entre civilisés et barbares[433], dont les traits se creuseront davantage dans les tranchées de la Grande Guerre.

Par ailleurs, les contemporains français des guerres balkaniques ne vouent pas tous une vénération inconditionnelle à ce qui est présentée comme la civilisation européenne[434]. Certains sont même très critiques à son égard. A côté d'une fraction de la société française ouvertement antimoderne et nostalgique de l'ordre de l'Ancien Régime, cette civilisation fait également l'objet de critiques parmi les anticolonialistes. Jules Bluette dans l'*Anarchie,* écrit que le présent nous montre le chrétien d'Europe, gouvernant ou gouverné, officier ou soldat, convertissant à sa religion les populations indigènes du Maroc, de la Tripolitaine, de l'Annam, de Tonkin, du Transvaal, de la Turquie d'Europe, par des moyens de violence. « L'alcool, le tabac et la vérole sont les signes succédanés de la civilisation européenne faisant des ravages encore plus sérieux que la colonisation elle-même »[435]. Et Pierre Loti[436] au moment où la

[432] *Idem*.

[433] Comme l'affirment Jean Schillinger et Philippe Alexandre les représentations négatives attachées à la barbarie constituent un moyen récurrent de satisfaire le besoin de distinction ressenti par tout groupe. D'après les principes de la psychologie sociale, toute conscience d'appartenance à un groupe le plus valorisé et valorisant possible, va de pair avec une volonté de distinction-dénigration à l'égard de groupes considérés comme distincts. Dans une telle démarche, qualifier l'Autre, de 'barbare' revient à s'attribuer et à attribuer à son groupe le rôle du 'civilisé'. Voir Jean Scillinger, Philippe Alexandre (éds.), *Le barbare : images phobiques et réflexions sur l'altérité dans la culture européenne*, Bern, P. Lang, 2008, p.1. Sur la construction-circulation de stéréotypes entre endogroupes et exogroupes, voir aussi Richard Y. Bourhis, Jacques-Philippe Leyens, *Stéréotypes, discrimination et relations intergroupes*, Liège, Mardaga, 1994.

[434] Montaigne introduit déjà au XVIe siècle une certaine relativisation de la notion de la barbarie à l'occasion de ses commentaires sur le cannibalisme des Indiens, en affirmant que 'chacun appelle barbarie ce qui n'est pas de son usage'. Ensuite, Diderot remet en question dans son *Supplément au voyage de Bougainville*, la supériorité des 'civilisés' sur les primitifs. De son côté, Jean-Jacques Rousseau doute sur la valorisation de la civilisation elle-même. La vanité de la distinction entre barbares et civilisés est enfin exprimée par Freud suite à l'expérience de la Première Guerre mondiale. Voir Jean Scillinger, Philippe Alexandre (éds.), *Le barbare …op.cit*., p.6.

[435] Jules Bluette, « Tu ne tueras point », *L'Anarchie*, 2 janvier 1913.

[436] Connu pour ses affinités 'turcophiles', il développe tout au long des guerres balkaniques ses plaidoieries en faveur de la survie de l'Empire ottoman.

guerre opposant l'Italie à l'Empire ottoman en Tripolitaine fait rage, affirme que partout les Européens, ceux qu'il appelle « nous », broient,

> « (…) à coups de mitraille les civilisations différentes de la nôtre, que nous dédaignions a priori sans y rien comprendre, parce qu'elles sont moins pratiques, moins utilitaires et moins armées. Et à notre suite, quand nous avons fini de tuer, toujours nous apportons l'exploitation sans frein, nos bagnes d'ouvriers, nos grandes usines destructives des petits métiers individuels, et l'agitation, la laideur, la ferraille, les 'apéritifs', les convoitises, la désespérance ! »[437].

De son côté, dans la *Bataille syndicaliste*, Léon Jouhaux critique le communiqué des organisations ouvrières de la Grèce, considérant la guerre dans les Balkans comme une lutte de la civilisation représentée par les Alliés contre la barbarie associée à l'Empire ottoman[438]. Malgré la nouvelle publiée dans l'*Humanité* par Abraham Benaroya, dirigeant de l'association ouvrière ottomane *Federacion* à Salonique[439], dans laquelle il précise que les organisations ouvrières en question étaient contrôlées par des vénizélistes et n'avaient rien à voir avec les syndicalistes proches des socialistes, leur ordre du jour est diffusé dans la presse française et il est même susceptible d'influencer la perception de la nature de ce conflit. La perception dichotomique Occident-Orient véhiculée dans ce communiqué, est elle aussi suivie de deux binômes supplémentaires qui établissent une trilogie représentationnelle, fabriquée dans les moules de la pensée orientaliste. Il s'agit de l'association entre Occident, civilisation et progrès[440] d'une part, Orient, barbarie et archaïsme d'autre part. Par ailleurs, le Comité Pro-Balkanique de Paris présidé par le marquis de Barral-Montferrat et ayant comme vice-président Oscar Havard, publie dans le journal *La Démocratie*, un appel pour soutenir « les nations chrétiennes représentant la civilisation contre les Turcs, représentant la barbarie »[441]. S'adressant au journal la *Croix*, un missionnaire des Balkans applique le terme de civilisation chrétienne pour les États confédérés, l'opposant à celui de barbarie sanguinaire[442] pour l'Empire ottoman, désignation renvoyant selon lui aux massacres par les troupes ottomanes

[437] « La guerre italo-turque, 15 décembre 1911 », dans Pierre Loti, *La Turquie agonisante*, Paris, 1913, p.21-22.
[438] Léon Jouhaux, « A nos frères Grecs », *La Bataille syndicaliste*, 25 octobre 1912.
[439] Sur la *Federacion*, voir Sükrü Ilicak, « Jewish socialism in Ottoman Salonica », *Southeast European and Black Sea Studies*, 2002, n°3, p. 115-146 et Paul Dumont, *Du socialisme ottoman à l'internationalisme anatolien*, Istanbul, éditions Isis, 1997.
[440] Selon Maria Todorova, le mythe du progrès comme signe distinctif de l'Occident, par les orientalistes de à la fin du XIXe siècle, est désormais accompagné par celui de la démocratie à la fin du XXe siècle. Voir Maria Todorova, *Imagining…op.cit*., p.110.
[441] « Un appel du Comité Pro-Balkanique de Paris », *La Démocratie*, 26 octobre 1912.
[442] « La question religieuse et la guerre », *La Croix*, 1er novembre 1912.

musulmanes en Bulgarie lors de l'insurrection du mois d'avril 1876[443] et les massacres contre les populations arméniennes en 1895 et 1896[444].

I.2.2. Guerres de religions : Croix contre Croissant ou la nouvelle croisade

Dans le sillage d'une telle approche du conflit, la triade Europe-civilisation-progrès est 'christianisée'[445] tandis que la trilogie Asie-barbarie-archaïsme est 'islamisée'. Teintées d'aspects religieux, les deux tableaux d'associations représentationnelles et mentales inscrivent la perception du conflit dans le domaine de 'guerres saintes'.

Au moment où la guerre se poursuit en Thrace, l'*Illustration* reproduit l'image d'une serviette brodée afin de rappeler à ses lecteurs que la lutte de la Croix contre le Croissant n'offrait point aux historiens un nouveau sujet. Il s'agit d'une serviette offerte, avec un service de table au prince Eugène après sa victoire sur l'armée ottomane à Belgrade en 1717. En ce temps-là, c'était la maison des Habsbourg qui était en guerre contre le sultan ottoman et la ville de Belgrade était la pomme de discorde, à l'instar d'Andrinople en printemps 1913. Les épisodes de cette confrontation qui se termina par la paix de Passarowitz (1718) sont reconstitués sur la serviette. En dessous des armes du prince Eugène de Savoie, soutenues par deux lions, l'aigle autrichien dévore le croissant[446]. Dans la perspective de la reconstitution et représentation d'un tel événement historique, la guerre dans les Balkans en 1912-3 est perçue comme un conflit de religions. Pour le journaliste de l'*Excelsior*, les rivalités balkaniques répondent à l'ultime phase du choc de la chrétienté contre l'Islam, « la guerre actuelle n'est que la dernière croisade »[447]. Cet avis est aussi partagé par Arthur Meyer[448] dans son journal le *Gaulois*[449].

---

[443] Ces massacres presque aussitôt médiatisés ont soulevé un tollé au sein de l'opinion publique européenne, notamment en Grande Bretagne où l'opposition des libéraux dirigée par Gladstone les instrumentalise en vue de critiquer et d'attaquer la politique du gouvernement conservateur de Disraeli, traditionnellement favorable au maintien du statu quo dans l'Empire ottoman.

[444] Il s'agit des massacres dans la région d'Adana en Anatolie sous le règne d'Abdül Hamid II.

[445] Comme le souligne Maria Todorova, les deux mythes fondamentaux sur lesquels reposa l'idée de l'Europe, était d'une part, son identification avec le chretienté au XVe siècle, et d'autre part son association avec la 'civilisation' au XVIIIe siècle. Dans une telle définition de l'Europe, Todorova relate aussi l'ouvrage d'Oscar Halecki, *The Limits and Divisions of European History*, publié en 1950, dans lequel son auteur identifie l'Asie à l'islam, tandis que sa définition de l'Europe est strictement culturelle, la synthèse entre la civilisation gréco-latine et la chrétienté. Voir Maria Todorova, *Imagining…op.cit.*, p.150-151.

[446] « Une serviette historique », *L'Illustration*, 8 mars 1913. Mme Vanderbroucque Gardel, à qui le journal doit la communication de ce document, tenait cette serviette de son père, fils d'un industriel Alexandre Gardel.

[447] Edouard Julia, « Ce qui résulterait de la victoire des Bulgares ou de celle des Turcs », *L'Excelsior*, 17 octobre 1912.

[448] Sur Arthur Meyer, voir Odette Carasso, *Arthur Meyer, directeur du Gaulois, un patron de presse juif, royaliste et antidreyfusard*, Paris, Imago, 2002.

[449] Arthur Meyer, « La parole est au canon », *Le Gaulois*, 18 octobre 1912.

Gabriel Trarieux dans la *France de Bordeaux et du Sud-Ouest*, lui emboîte le pas[450], tandis qu'Alexandre Hepp[451] remarque que cette perception de la guerre en tant que croisade aurait plu au chef de file de la droite légitimiste Joseph de Maistre[452]. A la fin du mois d'octobre, la *Démocratie* annonce l'enrôlement des volontaires pour la croisade[453]. La lutte qui commence est « un chapitre du conflit gigantesque qui met aux prises le christianisme et l'Islam depuis plus de mille ans »[454] selon le *Journa*l. Dans deux ou trois mille ans, des événements historiques assez éloignés les uns des autres, et « qui nous apparaissent aujourd'hui quelque peu dissemblables (…), seront probablement résumés dans un seul chapitre et considérés comme solidaires »[455], commente de son côté l'éditorialiste de la *Croix*. D'après le journal catholique, on réunira sous une même rubrique, les expéditions de Godefroy de Bouillon, du général Lyautey, et les guerres balkaniques, ayant toutes pour objectif le démembrement de l'Islam. « Tel sera le raccourci. C'est que l'histoire est dominée par un petit nombre de grandes choses. La lutte déjà millénaire de la Croix et du Croissant en est une et elle se poursuit inlassablement »[456], conclut l'article de la *Croix*.

Ernest Judet parle lui aussi dans l*'Éclair* « du christianisme se jetant contre l'islamisme »[457]. La guerre dans les Balkans en automne 1912, n'est pour le *Courrier du Centre* que « le développement nécessaire et logique d'une situation qui a ses racines profondes dans le conflit séculaire entre les musulmans et les chrétiens d'Orient »[458]. L*'Ouest-Éclair* inscrit également la Première Guerre balkanique dans une lutte historique qui dure depuis des siècles, amenant les musulmans devant Poitiers ou Vienne[459]. Eugène Ucciani retrace dans le *Petit Journal*, l'historique de l'expansion arabo-musulmane au VIIIe siècle vers la Méditerranée occidentale et orientale, avant d'affirmer dans une lecture 'islamophobe' d'un passé futur hypothétique, que les victoires des dynasties arabo-musulmanes sur des royaumes christianisés « auraient eu des résultats désastreux pour la civilisation »[460]. Cette

[450] Gabriel Trarieux, « Le Croissant et la Croix », *La France de Bordeaux et du Sud-Ouest*, 26 octobre 1912.
[451] Romancier et essayiste français, proche du souverain bulgare Ferdinand Ier.
[452] Alexandre Hepp, « La Croix et le Croissant », *Le Gaulois*, 5 octobre 1912.
[453] « L'enrôlement des volontaires pour la 'croisade' », *La Démocratie*, 26 octobre 1912.
[454] Saint-Brice, « Pourquoi la guerre ? », *Le Journal*, 19 octobre 1912.
[455] R.T., « La guerre est générale dans les Balkans », *La Croix*, 19 octobre 1912.
[456] *Idem*.
[457] Ernest Judet, « Où est l'Europe ? », *L'Éclair*, 4 octobre 1912.
[458] « La mobilisation dans les Balkans », *Le Courrier du Centre*, 2 octobre 1912.
[459] « Qui a raison ? », *L'Ouest-Éclair*, 8 octobre 1912.
[460] Eugène Ucciani, « La lutte à travers les âges entre les Chrétiens et les Musulmans », *Le Petit Journal*, 19 octobre 1912. Comme le fait remarquer Zacharie Lockman, on retrouve une telle représentation de la civilisation arabo-musulmane comme inéluctablement et intrinsèquement hostile à la pensée philosophique et scientifique dans la pensée de Renan. Voir Zacharie Lockman, Contending, …, *op.cit.*, p.80. Ce débat sur la représentation de l'islam comme une religion de rupture dans un processus civilisationnel ou/et de sa contribution dans celui-ci

référence au concept de 'civilisation' est susceptible d'une double interprétation. Si par civilisation, l'essayiste du *Petit Journal*, fait allusion à la civilisation chrétienne, il est possible que sur des territoires conquis par les dynasties arabo-musulmanes, les autorités ecclésiastiques aient dû se soumettre au pouvoir temporel d'un souverain musulman, sans pour autant que cela signifie automatiquement, la disparition des communautés chrétiennes, ou des exactions contre elles, comme la période de tolérance en Andalousie, nous l'a démontré avec l'existence des mozarabes, des chrétiens arabisés autorisés par les souverains Omeyyades à poursuivre leurs cérémonies et coutumes religieuses. Si au contraire, l'emploi du terme de 'civilisation' revêt une allure globale et générale, il s'agit d'une approche anachronique/culturaliste/déterministe de l'évolution des sociétés humaines, d'une représentation-lecture sélective du passé et d'une perception essentialiste d'une religion et de ses différentes applications spatio-temporelles. Ucciani et ses contemporains qui partagent ce que j'appelle, une lecture islamophobique de l'histoire et de la civilisation, ont tendance à juger la situation politique, économique et culturelle des pays à majorité musulmane, se trouvant dans un état de subordination coloniale ou semi-coloniale, à l'égard des puissances européennes chrétiennes à l'époque des guerres balkaniques, en déduisant ainsi une incompatibilité de la religion musulmane avec la prospérité économique, la stabilité politique ou la floraison culturelle. Ce faisant, ils réduisent cette religion au fanatisme, à la régression, à la violence, écartant toute référence à des temporalités et des territorialités, où sa présence au sein d'une société, n'empêcha pas pour autant la manifestation de ces phénomènes, à l'instar par exemple, de l'expérience omeyyade en Andalousie, ottomane en Méditerranée orientale, safavide en Perse ou mongole en Inde au XVIe siècle. D'un autre côté, une telle affirmation généraliste et déterministe, néglige de prendre en compte le fait qu'au sein de chaque religion comme de toute doctrine idéologique se construisant sur un socle d'idéalisme humaniste théorique, il y a des réformateurs et des conservateurs, des extrémistes et des modérés, des progressistes et des régressistes. Ce qui décide de son application émancipatrice ou destructrice, ce sont les rapports de force au sein de chaque société, aussi bien à l'intérieur de

---

sur le continent européen, a donné récemment lieu à une querelle bibliographique en France. En 2008, Sylvain Gouguenheim, historien spécialiste de l'Allemagne médiévale, publie un ouvrage intitulé *Aristoite au Mont Saint-Michel. Les racines grecques de l'Europe chrétienne*, Paris, éd. du Seuil, dans lequel il considère comme mineure la contribution de la civilisation arabo-musulmane dans la transmission des savoirs de l'antiquité grecque vers l'Occident chrétien. Face à un tel discours, les auteurs de l'ouvrage, *Les Grecs, les Arabes et nous : enquête sur l'islamophobie savante*, critiquent la perception des religions et de l'islam en l'occurrence, en tant qu'essences atemproelles, homogènes et ils insistent plutôt sur leur analyse en tant qu'entités historiquement contingentes, mettant en avant le rôle des royaumes arabo-musulmans de l'époque médiévale dans la transmission des savoirs philosophiques et scientifiques de l'antiquité grecque. Voir Philippe Büttgen, Alain de Libera, Marwan Rached, *Les Grecs, les Arabes et nous : enquête sur l'islamophobie savante*, Paris, Fayard, 2008.

la sphère religieuse qu'à son extérieur. Certes les interactions entre culture religieuse, philosophique d'une société et son évolution économique ou son organisation sociopolitique sont bien réelles, comme nous l'a montré Max Weber dans son étude sur les interactions entre esprit capitaliste et morale protestante. Cependant, la diversité des expériences de ces interactions entre religion et civilisation en général, à travers le temps et l'espace, démontrent plutôt l'incapacité du facteur cultuel à décider tout seul de l'évolution d'une société vers un sens unique. Par ailleurs, ce que les adeptes d'une théorie associant dans une imbrication exclusiviste au XIXe siècle, l'idée de civilisation avec celle du christianisme, oublient de se rappeler ou rappeler à leurs contemporains, c'est que le fanatisme ou le bellicisme n'étaient pas, historiquement, l'apanage des sociétés extra-chrétiennes, en l'occurrence musulmanes. A ce propos, le processus de christianisation violente des premiers siècles de notre ère, ou les massacres accompagnant les croisades, voire même le caractère parfois violent des missions d'évangélisation des populations colonisées en Afrique ou sur le continent américain et asiatique, constituent autant d'événements éclipsés de la mémoire collective ou de la rhétorique argumentative de la colonisation du concept de civilisation par les acteurs, individus ou Etats, chrétiens du passé, du présent et du futur.

En dehors d'une presse de droite nationaliste et catholique, la nature religieuse de la guerre est également affichée dans des journaux de sensibilité radicale. Paul Richard perçoit les événements se déroulant dans les Balkans en octobre 1912, comme « le heurt entre deux religions, entre deux symboles, la guerre des dieux »[461]. A côté des appréciations ou énonciations personnelles des commentateurs français, la perception de la nature de la guerre est également façonnée et signifiée par le contenu des nouvelles publiées dans la presse. René d'Aral remarque dans le *Gaulois* que les souverains balkaniques s'attèlent dans leurs manifestes à accentuer le caractère religieux de la lutte qu'ils entreprennent[462]. Leurs déclarations au sujet de la guerre sont relatées dans la plupart des journaux français. Le roi Ferdinand avoue avoir voulu marcher dans la voie de la paix, mais « la Providence en a décidé autrement…dans cette lutte de la Croix contre le Croissant, que Dieu soit avec nous[463] ». A son tour le roi de Grèce affirme que son armée a conscience « de ses devoirs envers la chrétienté ». Quant au souverain serbe, il se met lui aussi à l'unisson des autres chantres belliqueux : « avec l'aide de Dieu, j'ai ordonné, dit-il, à mon armée de partir en

[461] Paul Richard, « Les exigences des conjurés », *L'Aurore*, 15 octobre 1912.
[462] René d'Aral, « La Guerre d'Orient », *Le Gaulois*, 20 octobre 1912.
[463] Paul Richard, « Des proclamations très chrétiennes », *L'Aurore*, 21 octobre 1912.

guerre, en guerre sainte ». En revanche, Maurice Bompard, l'ambassadeur français à Istanbul, écrit depuis son bureau dans le quartier de Péra, que de son côté le Sultan fit appel aux sentiments patriotiques de ses troupes évitant d'invoquer leurs croyances religieuses, contrairement à ce qu'ont fait les souverains des royaumes balkaniques dans leurs discours[464].

Pour sa part, H.-C. Vallier, correspondant du journal *le Matin* à Sofia, écrit que soudain, dans la majesté d'une matinée ensoleillée, « les sonneries des cloches dominèrent les tumultes et les hourras. C'était l'annonce du service solennel qui allait être célébré à la cathédrale Sweti-Kral par l'archevêque métropolitain Parthenyi, au moment de l'ouverture des hostilités, pour la victoire des troupes balkaniques »[465]. A l'église grecque-orthodoxe de la rue Bizet, en présence du ministre de Grèce et du personnel de la légation ainsi que de tous les membres de la colonie grecque de Paris, des prières ont été dites pour la victoire des armées alliées[466], nous informe le *Gaulois*. L'*Excelsior* publie le 19 janvier un article sur les cérémonies religieuses célébrant à Salonique la victoire remportée par la Croix sur le Croissant[467]. La perception de la nature religieuse de la guerre est également renforcée par la diffusion de séquences mettant en scène l'alliance entre l'armée et les représentants de la religion, à l'instar des clichés montrant la bénédiction des armées. Le 12 octobre, le *Monde Illustré* publie une photo du métropolite de Belgrade en train de bénir les drapeaux serbes[468]. Ce cliché est publié également dans l'*Humanité*. La même image peut illustrer une perception du conflit comme une croisade, ou au contraire provoquer dans des journaux anticléricaux comme *la Lanterne* ou *l'Humanité*, une réaction critique contre la guerre considérée, comme une croisade fanatique et contre ceux qui l'annoncent comme telle, comme la photo d'un pope tenant un fusil dans *le Petit Marseillais*[469]. Pour sa part, la *Bataille syndicaliste* tourne en dérision « le récit de la bénédiction des drapeaux par les popes, les patriarches et autres curés des Balkans »[470] figurant dans les correspondances de guerre[471]. Son sarcasme résonne également dans le journal satirique le *Rire*, qui reproduit dans son numéro du 16 novembre 1912 (voir annexe, p. 937), une caricature publiée dans la revue allemande, *Der Wahre Jacob*.

[464] *Archives du Ministère des Affaires Etrangères*, Turquie/238, dossier sur les Guerres Balkaniques, correspondance consulaire, Péra, le 20 octobre, n°600.
[465] H.-C. Vallier, « En Bulgarie la guerre déchaîne l'enthousiasme », *Le Matin*, 19 octobre 1912.
[466] « Le Comité des Dames de la Colonie hellénique », *Le Gaulois*, 21 octobre 1912.
[467] « Les triomphes des Grecs à Salonique », *L'Excelsior*, 19 janvier 1913.
[468] « Le métropolite de Belgrade bénit les drapeaux serbes », *Le Monde Illustré*, 12 octobre 1912.
[469] « Un pope grec avec son fusil », *Le Petit Marseillais*, 25 octobre 1912.
[470] « Egorgez-vous les uns les autres », *La Bataille syndicaliste*, 22 octobre 1912.
[471] Comme l'affirmait Stuart Hall par rapport à la publicité, la réception d'un message publicitaire n'est jamais unidimensionnelle ou soumise à une interprétation univoque. De même la lecture d'un cliché photographique est polysémique et conditionnée par les appartenances culturelle et sociopolitique du lecteur-spectateur.

Dans cette tribune satirique proche des sociaux-démocrates et très critique à l'égard des institutions militaires et ecclésiastiques, on voit un paysage terrestre ravagé, avec des cadavres amoncelés autour de canons et de ruines sur arrière plan céleste d'une confrontation entre une armée des alliés dirigée par un pope portant un étendard avec la Croix, s'oppose à une armée conduite par un imam brandissant un drapeau avec le Croissant. La légende « Croix ou Croissant ? Le bon dieu est toujours avec les plus forts », sert à la fois de dénonciation à l'instrumentalisation de la religion dans la Première Guerre balkanique par les dirigeants politiques et religieux des pays belligérants afin de galvaniser leurs sujets et fidèles, qu'à la démonstration des effets dévastateurs de la guerre, indépendamment des cérémonies de bénédiction et d'invocation de la protection divine, mises en scène par les prélats guerriers.

De son côté, Alexandre Varenne dans la *Lanterne* écrit qu'à Sofia, à Belgrade, la foule s'entasse dans les églises pour appeler la protection du ciel sur les armées alliées. « Même spectacle d'ailleurs à Constantinople où les musulmans implorent le secours d'Allah »[472]. Mais alors, s'interroge l'ancien député radical-socialiste, les réclamations des États balkaniques, leur longue liste de réformes à appliquer dans l'empire ottoman, « tout cela n'était qu'un prétexte ? (…) tout cela pour des passions religieuses ! qui donc aurait cru qu'au XX^{e} siècle on pourrait voir une nouvelle ruée des chrétiens vers Constantinople, une nouvelle croisade pour employer le terme qui convient le mieux ? »[473]. Même constat consternant dans le journal radical, l'*Aurore* qui annonce que ce qui ce qui est le plus frappant jusqu'à présent dans la crise des Balkans, c'est le caractère religieux que revêt la guerre. « C'est par des *te deum* dans les églises que la campagne a commencé à Sofia et à Cettigné »[474]. Pour souligner davantage cette perception de la guerre comme conflit de religions, le correspondant de guerre envoyé par l'*Écho de Paris* pour suivre les opérations de l'armée bulgare, le marquis de Segonzac, écrit à son journal depuis Stara Zagora, que c'est bien la guerre sainte, la dernière croisade. « On la fait avec une ardeur mystique que mille détails révèlent. Les officiers observent la plus rigoureuse abstinence. Ils ne boivent plus ni vin, ni liqueurs. Ils vont à la bataille en priant »[475]. De son côté, le correspondant du journal *Le Temps* évoque le cas de son compagnon-assistant, un jeune Bulgare, Jordan Metchkarof, comédien et ancien élève de Paul Mounet, dont l'âge ou la myopie n'avaient pas permis l'enrôlement dans l'armée. Il est entré à son service, comme secrétaire, interprète, cuisinier, « n'importe quoi, pourvu qu'il pût lui

[472] Alexandre Varenne, « La Croisade », *La Lanterne*, 21 octobre 1912.
[473] *Idem*.
[474] « La croix contre le croissant », *L'Aurore*, 20 octobre 1912.
[475] De Segonzac, « La guerre dans les Balkans », *L'Echo de Paris*, 3 novembre 1912.

aussi participer à la guerre, à la 'croisade' d'une façon ou d'une autre. Tout le peuple bulgare est pénétré d'une même flamme. Rien n'existe pour lui que la guerre »[476] commente René Puaux. En visite parmi les soldats ottomans captifs après l'occupation bulgare d'Andrinople, Gustave Babin remarque que certains d'entre eux portent à la place de l'écusson ou de la cocarde, des croix, comme celles des portes chrétiennes de la ville : « dans le désastre, ceux d'entre ces hommes qui ne sont pas musulmans ont songé à se mettre, en face des coreligionnaires vainqueurs, sous la protection du Christ. Qui donc nierait, après cela, le côté religieux de cette guerre ? »[477] demande-t-il.

En revanche, dans les *Droits de l'Homme* on remarque que « nos cléricaux exultent. Dans cette affreuse guerre des Balkans, ils ne veulent voir que l'humiliation du Croissant et la revanche de la Croix. »[478]. Pierre Mortier informe de son côté ses lecteurs dans *Gil Blas*, qu'une ligue vient de se constituer, sous le titre suggestif et sélectif d'*Œuvre de secours français aux victimes chrétiennes d'Orient*. Cette ligue, à la tête de laquelle sont placés le marquis de Vogüe et Juliette Adam, annonça qu'elle envisageait de distribuer des secours français aux blessés bulgares, serbes, monténégrins et grecs. « Et les blessés turcs ? Que veut dire cette différence ? »[479]. La réponse est fournie par Juliette Adam elle-même dans une lettre qu'elle adresse à la *Bataille Syndicaliste* pour lui demander de réparer l'erreur qu'il aurait commise en présentant son initiative comme une œuvre de secours aux blessés : « Jamais un seul jour, je n'ai eu la pensée d'organiser une œuvre de secours aux blessés. Notre œuvre quête pour les femmes chrétiennes victimes de la guerre en Orient »[480]. Adhérant lui aussi à une lecture religieuse de la nature des conflits liés à la question d'Orient, Marcel Cachin rappelle quel fût l'enthousiasme soulevé dans la chrétienté, « lorsqu'il y a un siècle, la Grèce se souleva contre ses oppresseurs de la Porte. Le capitalisme n'était alors qu'à ses débuts ; sa morale n'était pas encore devenue la morale du monde. Aussi la lutte des chrétiens d'Orient contre les Musulmans excita au plus haut point les sympathies des peuples occidentaux »[481]. Maurice Bompard informe quant à lui le ministre des Affaires étrangères que le journal gouvernemental ottoman, *Ikdam*, a traduit l'article du *Temps* à propos de l'initiative de

[476] René Puaux, « Le départ des correspondants de guerre », *Le Temps*, 22 octobre 1912.
[477] *Idem*.
[478] R. Périé, « Le vicaire du Christ », *Les Droits de l'Homme*, 17 novembre 1912.
[479] Pierre Mortier, « Gil Blas », *Le Matin*, 14 octobre 1912.
[480] « Charité chrétienne », *La Bataille syndicaliste*, 24 octobre 1912.
[481] Marcel Cachin, « Lourd matérialisme », *L'Humanité*, 15 octobre 1912.

Poincaré pour la défense des Chrétiens d'Orient. D'après le journal ottoman, ces discours « rappellent les prédications du Moyen-âge prêchant la croisade contre les infidèles »[482].

Dans le même esprit, la revue, *les Droits de l'Homme* remarque en février, que loin de se désintéresser de ce qui se passait sur les possessions européennes du Sultan, l'Église voyait dans l'incendie balkanique une guerre de religion[483]. Au mois d'août 1913, Georges Bourdon perçoit toujours la campagne de l'armée grecque dans le cadre des opérations militaires de la Deuxième Guerre balkanique, comme une croisade[484]. En revanche, lors de la réunion de la société d'enseignement positiviste en octobre, Christian Cherfils, avait reproché aux pays belligérants, l'instrumentalisation de la religion au service de leurs projets expansionnistes et condamné les discours de fanatisme religieux adressés par les souverains balkaniques[485]. Dans une autre optique, Gustave Cirilli, favorable au point de vue du Patriarcat de rite chrétien orthodoxe et de langue officielle grecque de Constantinople, qui considérait la création de l'Exarchat bulgare comme un acte schismatique, évoque les exactions commises contre la communauté grécophone de confession chrétienne orthodoxe en Roumélie orientale au moment de son annexion au royaume bulgare en 1885. Ce faisant, il conteste la pertinence du terme de 'croisade' pour désigner la guerre qui se déclenche en octobre 1912[486]. L'aspect de 'croisade' est également remis en question dans une presse catholique qui continue à percevoir les chrétiens orthodoxes sous le prisme de la rivalité politico-religieuse de la période médiévale entre les deux empires romains et leurs patriarcats successifs pour la répartition de sphères d'influence sur les populations christianisées de leurs domaines respectifs.

Pendant la Deuxième Guerre balkanique, la *Lanterne* s'interrogeant sur la nature du conflit, le qualifie de guerre de religion, opposant sectes contre sectes, exarques contre exarques, patriarche contre patriarche[487]. Le journal anticlérical fait ainsi référence aux antagonismes pour la suprématie ecclésiastique au sein des communautés chrétiennes orthodoxes de l'Empire ottoman. Ces rivalités remontent à l'affranchissement des patriarcats des royaumes serbes et bulgares de la tutelle culturelle et juridictionnelle du patriarcat grec-orthodoxe de Constantinople au Moyen-âge. Elles rebondissent au moment de

[482] *Archives diplomatiques à Nantes*, correspondance consulaire, Constantinople/315, dossier sur la presse turque, 27 novembre 1912.
[483] « Sauvageries chrétiennes », *Les Droits de l'Homme*, 2 février 1913.
[484] Georges Bourdon, « La croisade grecque », *Le Figaro*, 4 août 1913.
[485]« Réunion mensuelle de la Société d'enseignement populaire positiviste du 29 octobre 1912 », *Revue positiviste internationale*, janvier 1913, p.27.
[486] Gustave Cirilli, *Journal du siège d'Andrinople, impressions d'un assiégé*, Paris, 1913, p.23.
[487] « Entre soldats du Christ », *La Lanterne*, 8 juillet 1913.

l'ottomanisation de l'espace balkanique, avec le démantèlement dans un premier temps, puis la résurrection entre le XVIe et le XVIIIe siècle des patriarcats autocéphales des chrétiens ottomans slavophones, puis leur soumission de nouveau sous l'autorité du Patriarcat *Rum* de Constantinople jusqu'au milieu du XIXe siècle et les débats autour de la création d'un patriarcat bulgare, connu sous le nom d'exarchat.

Les enjeux de la Deuxième Guerre balkanique en termes religieux sont ainsi surtout relatés dans une presse radicale, sous forme d'antagonismes institutionnels en l'occurrence entre les églises chrétiennes orthodoxes pour la suprématie spirituelle et juridictionnelle au sein des territoires contestés par les États belligérants.

Lors de la Première Guerre balkanique, la perception du conflit sous le prisme de lutte des religions, reconnue comme essence idéalisée et escomptée, ou comme aboutissement inéluctable en raison de la nature téléologiquement inconciliable et inéluctablement conflictuelle entre les religions impliquées, en l'occurrence, musulmane et chrétienne, se profile au sein d'une presse nationaliste et traditionnaliste. Cette presse est en 1912, d'une part résignée à la laïcisation de la société française, mais d'autre part résolue à ne pas laisser la politique extérieure de la République ou les relations internationales tout court, se laïciser elles aussi. Elle est cependant, toujours prête à soutenir une politique coloniale et impérialiste française ayant comme moteur d'action et horizon d'atteinte, non seulement les conquêtes militaires, mais aussi culturelles dans le sens de la poursuite d'une campagne de christianisation sur des espaces non-chrétiens. Dans une telle perspective, elle affirme son soutien à toute politique visant à un tel dessein ou se représentant comme telle. De son côté, la presse radicale et socialiste se préoccupe d'une telle perception du conflit au sein des sociétés belligérantes et dans les relations internationales. Elle y discerne une régression ou un affaiblissement du processus de laïcisation et perçoit le recours à des rhétoriques de fanatisme religieux comme la preuve d'une campagne de détournement des populations concernées des dysfonctionnements de la vie politique et socioéconomique à l'intérieur de chaque société. La rhétorique sur et autour de la religion est par conséquent perçue comme un exutoire des impasses de la vie politique interne et la preuve que l'emprise du fanatisme religieux reste toujours un moyen efficace de mobilisation, motivation guerrière.

I.2.3. Guerres de races, conflits ethniques et la notion de 'haines séculaires'

A côté de sa perception en termes religieux, le conflit de l'automne 1912 est également perçu en termes de guerres de races[488] et d'ethnies.

La guerre des Balkans vient de faire une victime[489] à Paris, annonce le *Gaulois* à la fin du mois d'octobre. Il s'agit du concierge d'un immeuble, rue de Bretagne, M. Alfred Lecoutey, âgé de 72 ans. Très doux, très aimable, très courtois, « le 'papa' Lecoutey n'avait guère l'esprit combatif et cependant, depuis les événements balkaniques dont il lisait passionnément toutes les péripéties, son caractère changea tout à coup »[490]. Il s'enferma dans sa loge, et là, il se mit à confectionner des armes extraordinaires, des fusils démodés et des pistolets hors d'usage depuis longtemps :

> « (-) je m'occupe de mon arsenal, dit-il pompeusement à un locataire (…) Et comme le locataire paraissait surpris, le pauvre homme ajouta en s'échauffant : (-) Je veux aller combattre les infidèles... Mais auparavant, je compte me livrer à un entraînement sérieux. (…) La nuit dernière, il révolutionna toute la maison en parcourant à fond de train les escaliers, gesticulant, criant, commandant à une armée imaginaire, tirant des coups de feu sur l'ennemi… dès la première heure, le commissaire était prévenu. Il arriva rue de Bretagne et le concierge l'accueillit par ce cri : (-) Voilà un Turc ! Puis furieux, il s'élança sur le magistrat en brandissant un vieux fusil à pierre et en hurlant 'Vive les Slaves ! Mort aux Turcs !' Le pauvre doyen des concierges est maintenant à l'infirmerie du Dépôt »[491].

Les propos du concierge parisien relatés par le *Gaulois*, révèlent un amalgame courant entre appartenance 'ethnique', religieuse et nationale, ainsi que des confusions sémantiques et des usages par alternance des notions de race, de nation, d'ethnie, auprès des Français contemporains de la question d'Orient.

A ce propos, Hugues Le Roux parle de la « guerre de races »[492] qui commence dans les Balkans en octobre, opinion-représentation partagée par un diplomate qui s'exprime dans le *Gaulois* au même moment[493]. Paul Genève, correspondant du *Temps* à Constantinople, écrit lui aussi, à la veille du conflit que « la guerre qui de plus en plus paraît fatale, aura le

---

[488] Comme le souligne Sarga Moussa, l'idée de race est largement répandue dans les sciences humaines au XIXe siècle. Elle acquiert le statut de « vérité incontestable permettant non seulement de classer les groupes humains, mais aussi de les distinguer selon leurs aptitudes supposées, leurs qualités 'innées'. Elle fait l'objet d'une essentialisation et d'une hiérarchisation sur lesquelles s'appuieront des discours et des doctrines racistes ». Voir Sarga Moussa (dir.), *L'idée de race dans les sciences humaines et la littérature, XVIIIe-XIXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2003, p.10.

[489] « Le concierge guerrier », *Le Gaulois*, 23 octobre 1912.

[490] *Idem*.

[491] *Idem*.

[492] Hugues Le Roux, « Guerre de races », *Le Petit Marseillais*, 24 octobre 1912.

[493] « La Guerre par un diplomate », *Le Gaulois*, 9 octobre 1912.

caractère d'une guerre de race et de religion »[494], tandis qu'Alain de Penenrunn informe les lecteurs de l'*Illustration*, que c'est « une impression de haine du Turc, de l'infidèle »[495], qui se dégage du contact avec les soldats bulgares. En juillet, Georges Bourdon évoque dans le *Figaro* « la guerre des races »[496] qui a commencé « par la félonie bulgare. Contre le Turc, la haine du Grec était une jeune haine de cinq cent ans. Mais il y a près de quinze siècles qu'il a à souffrir du Bulgare. »[497]. Pour sa part, Hubert Lagardelle écrit dans *l'Humanité* en juin que le conflit bulgaro-serbe ne peut pas être réduit à une querelle de partage. Au contraire, il s'agit de l'exaspération d'une vieille rivalité, car :

> « Il y a d'abord entre les Serbes et les Bulgares des différences réelles de race. Les Serbes sont de pures Slaves, les Bulgares des Finno-mongols slavisés. Les premiers constituent l'élément central de ce vaste groupe jugo-slave, dont les fragments épars aspirent à se souder en une étroite union nationale. Les seconds forment un îlot autochtone. Les tempéraments sont divers comme les origines. Les Serbes vifs, enthousiastes, artistes, volontiers rêveurs ; les Bulgares rudes, tenaces, disciplinés »[498].

Ainsi, des définitions, représentations racialistes des acteurs[499] vont de pair avec l'énoncé de stéréotypes et clichés façonnant un essentialisme culturel. Dans sa lettre adressée à Charles Richet, président du congrès national de la paix, Léon Bourgeois, qualifie quant à lui, la guerre des Balkans de « conflit ethnique »[500]. Les auteurs du manifeste du comité balkanique de Grande -Bretagne reproduit en partie par le *Temps* à la veille du conflit au mois d'octobre, affirment que « ce ne sera pas une guerre ordinaire entre des armées régulières de pays civilisés : ce sera une lutte entre races rivales, une lutte avivée par des siècles de haine accumulée »[501]. Du point de vue bulgare, Léo Clarétie, voit dans le conflit, l'effort de l'ancien vaincu contre l'ennemi héréditaire de sa race[502]. Guy de Chantepleure perçoit elle aussi cette guerre comme un épisode nouveau ou renouvelé « d'une histoire très vieille, conflit aigu de deux races que n'ont pu rapprocher cinq siècles d'existence commune sur le même sol, sous

[494] Paul Genève, « La Turquie veut la guerre », *Le Temps*, 10 octobre 1912.
[495] Alain de Penennrun, « Vers les lignes bulgares de Thrace », *L'Illustration*, 2 novembre 1912.
[496] Georges Bourdon, « Le triomphe grec », *Le Figaro*, 20 juillet 1913.
[497] *Idem*.
[498] Hubert Lagardelle, « Bulgares et Serbes », *L'Humanité*, 1er juin 1913.
[499] Ces discours sont imprégnés par les théories racistes traversant le XIXe siècle depuis Arthur de Gobineau jusqu'à Maurice Barrès. Pour une généalogie de ces théories voir, Zeev Sternhell, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Bruxelles, Complexe, 1985, Zeev Sternhell, *Les anti-Lumières : une tradition du XVIIIe siècle à la guerre froide*, Paris, Gallimard, 2010 et Laurent Mucchielli, *La découverte du social : la naissance de la sociologie en France, 1870-1914*, Paris, éd. La Découverte, 2005.
[500] « Un discours de Léon Bourgeois », *Le Temps*, 12 mai 1913.
[501] « Le comité balkanique anglais », *Le Temps*, 14 octobre 1912.
[502] Léo Clarétie, « Choses de Bulgarie », *Le Petit Parisien*, 12 octobre 1912.

les mêmes lois »[503]. Le docteur Cancalon déclare dans le cadre de la réunion mensuelle de la Société d'enseignement populaire positiviste que la guerre déclarée dans les Balkans n'est pas seulement une confrontation entre États, mais aussi « une guerre de races ethniques et sociologiques qui ne sont pas adaptées les unes aux autres »[504]. On retrouve dans ces perceptions du conflit, à la fois les prémisses d'un racisme basé sur l'altérité et la conflictualité supposée incommensurable entre deux groupes d'individus, et les éléments d'une approche interprétative des conflits inspirée de la théorie de 'haines séculaires'. Les principes de cette théorie furent réactualisés pour la région des Balkans dans le cadre des conflits qui ont agité et bouleversé l'ex-Yougoslavie dans les années 1990 ou encore pour le continent africain dans le cadre de la guerre civile au Rwanda. Réduire la perception de ces conflits et de leurs causes socio-économiques complexes à leurs seules dimensions ethniques[505] contribue à la dépolitisation de leur compréhension, au profit de la valorisation d'une approche nationaliste, primordialiste, exploitant d'une part, la construction mentale de sa propre communauté 'ethnique' et/ou 'nationale' comme linéaire, homogène et immémoriale, et d'autre part celle du groupe adversaire du présent, en termes d'ennemi séculaire[506].

Dans une telle optique, Edouard Julia, le journaliste de *l'Excelsior,* se penche sur les origines de la question d'Orient, afin de comprendre la nature du conflit. D'après lui, cette question sous sa forme politique et diplomatique, « existe depuis qu'il y a des Turcs en Europe, c'est-à-dire, depuis l'an 1453, date de la prise de Constantinople qui marque la chute du Bas-Empire d'Orient »[507]. Sous sa forme ethnique, « le conflit oriental remonte plus loin encore : il n'est que le résultat de la rencontre des Slaves et des Turcs »[508].

---

[503] Guy de Chantepleure (pseudonyme de Jeanne-Caroline Violet), *La ville assiégée, Janina, octobre 1912 – mars 1913*, Paris 1913, p.2.

[504] « Réunion mensuelle de la Société d'enseignement populaire positiviste du 29 octobre 1912 », *Revue positiviste internationale*, janvier 1913, p.18.

[505] Selon François Laplantine, l'identité est avec l'ethnicité une production idéologique qu'a contribué à cautionner l'anthropologie coloniale. Voir François Laplantine, *Je, nous et les autres*, Paris, Ed. Le Pollier, 1999, p.18.

[506] Jean Seaton, "The New 'Ethnic' Wars and the Media", dans Tim Allen, *The Media of conflict: War reporting and Representations of Ethnic Violence*, London, New York, Zed Books, 1999, p.43. L'auteur met en avant l'instrumentalisation politique de l'appartenance ethnique des individus dans la perception médiatique des conflits des années 1990 dans le monde post-guerre froide. Dans une perception interactionniste de concept, il souligne que souvent les individus ne prennent conscience de leur appartenance à un groupe ethnique que suite à leur contact avec d'autres groupes d'individus qu'ils considèrent comme distincts ou qu'ils les définissent comme différents.

[507] L'Excelsior, 17 octobre : Edouard Julia, « Ce qui résulterait de la victoire des Bulgares ou de celle des Turcs », *L'Excelsior*, 17 octobre 1912.

[508] *Idem*. La confusion sémantique entre appartenance ethnique et appartenance confessionnelle, ingonrant l'existence de Turcs christianisés dans l'Empire byzantin, et associant tout musulman de l'Empire ottoman aux

En revanche, Gédéon Bessède dans le *Libertaire*, dénonce cette approche fataliste et déterministe de la guerre des Balkans et de la question d'Orient considérées comme des conflits interminables et inéluctables entre des groupes ethniques et confessionnels censés immuables et inconciliables[509] :

> « Aujourd'hui on nous reparle des haines séculaires de race et de religion qui font du paysan chrétien et du musulman deux ennemis acharnés. Mais en 1908, lorsque le parti jeune turc fomenta une révolution qui devait être le 89 de la Turquie, ne vit-on pas au début les chrétiens de race grecque, serbe ou bulgare habitant la Turquie, se joindre avec enthousiasme au mouvement ? » [510] demande-t-il.

La référence à l'euphorie révolutionnaire du mois de juillet 1908, le rappel des manifestations de fraternisation entre les différentes communautés ethno-confessionnelles de l'Empire à cette occasion, ainsi que la comparaison avec les événements du juillet 1789 en France, servent à prouver d'une part, la prépondérance des facteurs sociopolitiques dans l'évolution des relations entre différents groupes d'une société, et d'autre part à relever l'instrumentalisation du mythe de haines ancestrales par tous ceux qui souhaitent évacuer du débat public sur les motivations de la guerre, au moins auprès des dirigeants des pays layant proclamé, des considérations économiques. A ce propos, Louis Dubreuilh constate dans l'*Humanité* que les contempteurs du socialisme, s'efforcent d'assigner à la guerre déchaînée dans les Balkans, des causes d'ordre moral et spirituel. Il s'agit selon eux, d'« une lutte de race et de religion : Aryens contre Touraniens, chrétiens contre musulmans, croix contre croissant »[511] et déclinent l'idée d'un conflit déterminé par des mobiles économiques et financiers.

La critique de la perception ethno-religieuse de la Première Guerre balkanique dans une presse socialiste, rejoint donc la pensée de philosophes de nos jours tels qu'Etienne Balibar qui insiste dans le cadre de déclenchement d'un conflit, sur la volonté de certains

---

Turcs, nous fait penser à l'amalgame entre Arabe et musulman de nos jours, ou encore à l'identification comme Grec de tout chrétien orthodoxe de l'Empire ottoman par des voyageurs de l'Europe occidentale au XIXe siècle.

[509] Cette narration basée sur le mythe des haines inter-ethniques ancestrales, a été de nouveau diffusée dans la presse dans le cadre des guerres en ex-Yougoslavie. Une telle perception 'ethniciste' des conflits, divise d'une part, les belligérants en communautés ethniques monolithiques et fermées, ne laissant aucune place à l'hybridité et à des appartenances multiples de l'individu, et d'autre part, dépolitise la compréhension de l'avènement des conflits, négligeant la prise en compte des dynamiques socioéconomiques internes et externes de la conjoncture historique qui les ont vu naître. Dans le cadre des guerres en ex-Yougoslavie, comme l'a montré Berna Günen dans sa thèse, cette perception exclut tout raisonnement sur le rôle de la détérioration économique, la crise de légitimité après la chute du communisme, la manipulation de sentiments nationalistes par des fractions opportunistes des partis politiques. Voir Berna Günen, « La guerre en Bosnie-Herzégovine dans la presse européenne », thèse, Institut d'Etudes politiques de Paris, 2011, p.4.

[510] Gédéon Bessede, « Guerre de féodaux », *Le Libertaire*, 26 octobre 1912.

[511] Louis Dubreuilh, « Ni croix, ni croissant », *L'Humanité*, 21 octobre 1912.

dirigeants d'exacerber, voire d'inventer, des traits d'appartenance à un groupe ethnique pour occulter ou masquer des conflits d'intérêts et des antagonismes de classes, démarche profitant à ses yeux aux détenteurs du pouvoir politique et économique.

I.2.4. Guerres de nations

Pour leur part, les adeptes d'une approche du conflit en termes nationalistes, mettent en avant l'imbrication entre les concepts de nation et de religion. Gaston Jollivet, se rappelle dans l'*Autorité* les mots de l'ambassadeur Paul Cambon, selon qui : « C'est folie de prétendre vouloir voir clair dans la politique de ces pays-là si l'on n'étudie pas de très près la question religieuse. Et donc ne nous y trompons pas, c'est sous des noms des nations que l'islam et la chrétienté sont en présence dans la péninsule »[512]. Dans les Balkans nation et religion, ou autrement dit identité nationale et appartenance confessionnelle, se confondent dans les historiographies locales de tendance nationaliste. Elles se confondent aussi très souvent dans les perceptions extérieures de la géographie humaine et de l'évolution historique de cette région. On assiste ainsi à l'expression d'un aspect supplémentaire du 'balkanisme', c'est-à-dire de la perception des sociétés balkaniques comme essentiellement différentes d'autres sociétés européennes de l'époque. Il s'agit d'une narration largement diffusée dans l'espace médiatique français des guerres balkaniques, considérant le phénomène du nationalisme religieux, à savoir de la confusion-fusion des lignes de démarcation entre nationalité et confession, comme endémique dans les Balkans et susceptible d'offrir la clé de compréhension des conflits à l'intérieur de chaque Etat de la région ou entre eux. Une telle perception, réactualisée après la chute du mur de Berlin et les guerres en ex-Yougoslavie, reposant sur l'existence d'Eglises d'Etat dans les pays balkaniques, et insistant sur la particularité, voire même l'exclusivité d'un tel phénomène dans cette contrée du continent européen, afin de rendre compte des relations conflictuelles intra ou interétatiques, néglige d'une part le fait que la séparation entre les deux pouvoirs n'était pas encore garantie dans le reste du continent européen et qu'au sein de chaque société balkanique il y avait des résistances, aussi marginales soient-elles en ce début du XXe siècle, contre le nationalisme religieux soutenu par l'institution de religion officielle, et pour la laïcisation.

Néanmoins, il n'en reste pas moins vrai que la construction des Etats balkaniques[513] issus de l'Empire ottoman, sur l'idée d'une consubstantialité entre projet de nationalisme

[512] Gaston Jollivet, « Souvenirs des Balkans », *L'Autorité*, 7 octobre 1912.

[513] Les guerres d'indépendance ou mouvements séparatistes à l'origine de la création de ces Etats, reposèrent sur une alliance représentationnelle et idéologique étroite entre l'idée d'une nouvelle entité étatique séparée de celle ottomane et l'établissement d'une Eglise comme officielle. Dans ce sens, la création de nouveaux Etats, impliqua deux processus d'affranchissement parallèle au niveau institutionnel, d'une part contre l'autorité politique du sultan et d'autre part, vu que tous les Etats-nations créés dans les Balkans avant les guerres balkaniques, choisirent la doctrine chrétienne orthodoxe comme religion officielle, contre l'autorité du Patriarcat Rûm de Constantinople, aboutissant à la création d'Eglises autocéphales. On pourrait comparer ce phénomène aux mouvements de remise en question de l'autorité du Saint-Empire germanique et/ou de l'autorité papale, ailleurs en Europe entre le XIIIe et le XVIIe siècle.

politique et de nationalisme religieux, se rapprochant du principe 'Cujus regio ejus religio' d'après la Paix d'Augsburg (1555), malgré les garanties de tolérange religieuse introduites dans les textes constitutionnels, continue à nourrir l'imaginaire collectif des populations locales. Guy de Chantepleure, arrivée en Épire, à la veille du conflit, est étonnée par le nombre étonnant des saints dont la ville de Jannina célèbre la fête. Interrogeant les habitants à ce sujet, on lui répond que s'ils n'avaient pas tant de saints, ils auraient peut-être moins de bons patriotes, car « dans la lutte contre le Turc musulman, la cause de la Foi se confond avec celle de la Grèce. Quand on voyait le zèle chrétien se fatiguer, se ralentir, vite on crée un saint… un saint à miracle ! Alors les pauvres gens reprenaient courage et confiance »[514].
Les notions de guerre de religions et de nations s'entremêlent aussi dans la dépêche envoyée par le correspondant du *Matin* à Belgrade. Des trains aux wagons vides, montaient vers Belgrade :

> « (…) pour se remplir encore et revenir déverser là-bas, loin, sur le Turc abhorré, toute la force de la nation. Pendant huit jours déjà, à la gare de Sofia, nous avions vu couler l'interminable flot des Bulgares et des Serbes alliés, s'en allant vers Phillipopoli, prendre leurs postes de bataille dans les colonnes que le roi Ferdinand et le général Savoff vont conduire à l'assaut du Croissant. »[515].

Marcel Monmarché dans son guide *De Paris à Constantinople* affirme que la société orientale est essentiellement théocratique[516], à tel point que la religion y est synonyme de nationalité, et réciproquement.[517]. Un ancien diplomate perçoit le conflit dans l'*Éclair de l'Est* comme une guerre de races, de nationalités et de religions, car chaque État possède « une Église nationale dont les intérêts se confondent avec ceux de sa politique »[518]. La *Croix* de son côté, se réjouit de constater que dans « la 'guerre libératrice' engagée par les peuples

[514] Guy Chantepleure, *La ville…op.cit.,* p.6.
[515] « La Croisade », *Le Matin*, 18 octobre 1912.
[516] Cette notion de théocratique est polysémique ou tout au moins invite à une interprétation multiple. Théocratique dans le sens d'une emprise de la religion chrétienne orthodoxe dans la vie sociopolitique d'Etats construits sur l'instrumentalisation de cette appartenance confessionnelle et son association au projet d'une construction étatique, voire même son institutionnalisation en tant que religion officielle, est une réalité avérée. Par contre, théocratique dans le sens d'un régime politique où le pouvoir temporel est subordonné au pouvoir spirituel où que ces deux pouvoirs soient incarnés par la seule autorité spirituelle, comme on l'a vu au sein des Etats papaux jusqu'en 1871, ce phénomène ne s'est pas produit dans les Balkans byzantins, ottomans ou post-ottomans, à l'exception du cas monténégrin entre le XVIe et le milieu du XIXe siècle. A moins que l'on ne puisse considérer les pouvoirs à la fois spirituels et temporels limités, relégués par les sultans aux chefs des millets, comme une coexistence entre un régime politique ottoman organisé autour du concept césaropapiste des rapports entre le pouvoir temporel et spirituel, incarné par le sultan fusionnant en nouvel Auguste, en sa personne les deux pouvoirs, et une théocratie contrôlée et négociée à l'échelle de chaque millet et au moins jusqu'à l'époque des Tanzimat.
[517] Marcel Monmarché, *De Paris à Constantinople*, Paris, 1921 (1912), p.xxxix.
[518] « La ligue balkanique par un ancien diplomate », *L'Éclair de l'Est*, 27 octobre 1912.

balkaniques, la croix et l'épée s'étaient victorieusement unies »[519]. Dans une lettre publiée par un de ses correspondants en Bulgarie, celui-ci relate le départ des jeunes recrues des classes 1913-4, convoqués sous les drapeaux malgré la signature de paix à Londres et alignés en un vaste carré devant le jardin du tsar Siméon :

> « Suivant avec respect la tête découverte, la cérémonie religieuse (…) que présidait Mgr Maxime. A un moment, tous les soldats levèrent la main droite pour jurer fidélité au Christ et à la patrie, puis ils défilèrent en renouvelant le même serment sur le livre des Évangiles disposé sur un table à chaque extrémité du carré des troupes et entouré d'une garde d'honneur d'officiers ; l'un d'eux donnait ensuite à baiser aux soldats l'icône du régiment, une image de la Sainte Vierge. »[520].

Paul Parsy[521], écrivant lui aussi dans la *Croix*, un journal qui s'est fortement opposé à la loi de la séparation entre l'Etat et les Eglises et qui reste admiratif devant l'absence d'un tel dispositif dans les royaumes balkaniques, raconte que les Serbes vont à la bataille « en chantant ces vieux refrains populaires de ce Kraljuwitz Marco, héros de la mythologie nationale serbe, et le feu terminé les guerriers font le signe de la croix ». Ainsi ce qui devient nouvelle dans le journal d'un catholicisme anti-laïque, nous révèle d'une part, son adhésion à un nationalisme religieux, où la foi spirituelle se mélange avec la foi temporelle, ou autrement dit, l'allégeance à une croyance religieuse se confond avec la fidélité à une cause nationaliste. D'autre part, et si l'on croit à l'objectivité-veracité de son contenu, cette nouvelle est capable de nous informer sur l'état d'esprit et d'âme des soldats serbes pendant ce conflit, ou au moins nous dévoiler la perception de ces états par l'essayiste d'un journal comme la *Croix*.

Chez la plupart des écrivains qui s'expriment dans l'espace médiatique français pendant les guerres balkaniques, la nation est perçue soit comme une construction historique issue de l'esprit de la Révolution française, soit comme une entité séculaire renouant avec des entités politiques et étatiques de l'antiquité ou du Moyen-âge. Ainsi, Ernest Laut, perçoit l'histoire des nations balkaniques du point de vue d'une continuité dans le temps, remontant jusqu'à l'antiquité tardive ou le début de l'époque médiévale.[522] Ces peuples des Balkans, « vers lesquels depuis quelque temps se porte l'attention du monde civilisé, sont, à coup sûr, parmi les peuples de l'Europe dont l'histoire nous est le plus mal connue »[523] écrit-il dans le *Petit Parisien*. Cette histoire, est représentée comme obscure et complexe, encore une autre

[519] G.B., « Lettre de Bulgarie », *La Croix*, 21 décembre 1912.
[520] *Idem*.
[521] Paul Parsy, « Lettre de Serbie », *La Croix*, 10 décembre 1912.
[522] Ernest Laut, « Serbes et Bulgares », *Le Petit Journal illustré*, 20 octobre 1912.
[523] *Idem*.

représentation dominante du passé de la région des Balkans jusqu'à nos jours au sein de la société française. Elle est également conçue par l'essayiste du *Petit journal*, comme sans cesse interrompue par les conquêtes ottomanes, « puis réveillée tout à coup par quelque révolte contre le joug du vainqueur »[524]. De là vient selon lui,

> « …qu'une foule de gens s'imaginent que ce sont là des nations jeunes, alors qu'elles ont au contraire un long passé à travers lequel se sont perpétués leurs traditions, leur langage et tous les caractères de leur race. (…) il n'y a pas moins de treize siècles que les Serbes sont établis sur la rive méridionale du Danube. L'Illyrie, c'est le nom que portait alors le pays, faisait partie de l'empire grec de Constantinople (…) c'est à peu près vers la même époque qu'une autre tribu descendait également des plaines de la Scythie (les Bulgares) (…) Vaincus par la Turquie, il y a plus de cinq siècles, ces deux peuples, Bulgares et Serbes, n'ont jamais été absorbées. Ils ont constamment résisté à l'influence du vainqueur, conservant leurs mœurs, leurs traditions, leur langue, leur religion, tout ce qui caractérise la personnalité d'une nation, tout ce qui fait sa force. (…) pendant plus de cinq siècles, ces deux peuples vécurent vis-à-vis des Turcs dans l'insoumission perpétuelle »[525].

Dans cette perception de l'histoire des Balkans, diffusée dans l'espace médiatique français des guerres balkaniques, on retrouve deux piliers de la narration nationaliste du passé des Balkans au XIXe siècle et jusqu'à nos jours : la continuité historique des nations supposées déjà formées à l'époque pré-ottomane et leur supposée résistance et désobéissance continue vis-à-vis de l'autorité des sultans.

Par ailleurs, la narration de l'histoire française à travers le modèle historiographique et idéologique dominant à la Troisième République[526], déjà élaboré depuis l'époque de l'école romantique et reproduite dans son essence par l'école positiviste, a dû intervenir et jouer un rôle important dans la perception des enjeux du conflit et de la position des acteurs dans celui-ci. Cette narration aborde l'évolution historique de l'espace correspondant aux frontières françaises, à travers le prisme d'un acteur majeur sous forme de peuple ou de nation dans leur présence-existence quasi immémoriale et auto-référentielle. Ayant déjà tissé le fil imaginaire d'une continuité historique ou le fil d'une continuité historique imaginaire pour la nation française, la transposition d'un tel modèle dans d'autres lieux et en l'occurrence dans les Balkans ne saurait être que favorisée et facilitée.

---

[524] *Idem*.
[525] *Idem*.
[526] Sur la composition d'une grande fresque d'histoire nationale brossée par les écoles historiographiques françaises tout au long du XIXe siècle, voir Suzanne Citron, *Le mythe national : histoire de France revisité*, Paris, les éd. de l'Atelier, 2008.

Cependant, quoique majoritaire dans l'espace médiatique et historiographique français à la veille de la Grande Guerre, cette perception des Balkans et de leurs populations est loin de faire l'unanimité parmi les citoyens s'exprimant dans l'espace public. René Pinon, spécialiste des relations internationales et de la question d'Orient, remet en question la pertinence de la représentation de la présence ottomane dans les Balkans sous l'image d'un joug insupportable, contre lequel sont censés se révolter en permanence, les populations locales de confession chrétienne. Dans la *Revue des Deux Mondes*, il perçoit d'une manière différente les relations entre les différentes communautés religieuses au sein de l'Empire ottoman, en affirmant que :

> « (…) lorsque les Turcs conquirent la péninsule des Balkans, ils ne cherchèrent pas à assimiler les peuples vaincus, à leur imposer leur langue et leur foi ; ils leur laissèrent leur organisation à part, si bien qu'au XIXe siècle, quand le grand souffle venu de France éveilla la conscience des peuples, les nationalités se constituèrent dans les cadres religieux et sociaux qui avaient survécu à la conquête.»[527].

Ainsi, ce n'est plus la résistance consciente de la part des sujets ottomans de confession chrétienne qui paverait le terrain des insurrections et des révoltes du XIXe siècle, mais des caractéristiques inhérentes à l'organisation sociopolitique de l'Empire ottoman, ayant permis aux différentes communautés confessionnelles de s'auto-administrer, dans un système de pluralisme confessionnel devenu la base de développement des consciences nationales à la suite de la Révolution française et de la diffusion de la notion de la nation. Etienne Fournol perçoit lui aussi l'histoire de la formation des nations dans les Balkans et l'histoire du passé de cet espace sous un prisme différent de celui de la presse nationaliste. Écrivant dans la *Revue bleue* en printemps 1913, il conçoit le régime politique de la péninsule balkanique après Justinien et Héraclius, comme anarchique. Les empires « s'y succèdent, s'entrechoquent, bulgare, serbe, latin et l'empire grec même (…) aucun de ces empires n'est, d'ailleurs proprement national ». Dans sa perception du passé balkanique, l'arrivée des Ottomans réunit l'ensemble des territoires de cette péninsule sous leur autorité et on assiste à l'instauration d'une *Pax ottomanica*. Une telle perception de l'évolution historique dans les Balkans avant l'avènement des conflits liés à la question d'Orient, se rapproche du courant historiographique contemporain qui considère que parler de nations au sein de l'Empire ottoman avant le XIXe siècle, est un contre-sens absolu. Dans un univers pré-national, l'individu était défini en fonction de sa double appartenance professionnelle et

[527] René Pinon, « Du congrès de Berlin à la Confédération balkanique », *Revue des deux mondes*, 1er novembre 1912, p.329.

confessionnelle, au *millet* et à l'*esnaf*. De même dans les entités politiques antérieures à l'Empire ottoman, tels que les royaumes ou Empires constitués dans les Balkans, l'Empire romain d'Orient, les royaumes bulgares ou serbes, la notion, le concept de nation était absent de l'horizon mental de leurs sujets. Selon Etienne Fournol, quand au XIXe siècle « les nationalités diverses s'éveillent » cela entraîne une série de conflits. Les rivalités politiques ne suffiraient pas à expliquer de telles violences : « il y faut les passions religieuses, mais en Orient c'est tout un. ». En ce qui concerne la création d'États-nations balkaniques, Etienne Fournol établit une comparaison de leur genèse avec le processus qu'a connu le « Moyen Age occidental, où plusieurs peuples ont pris leur conscience nationale par les hérésies qui les séparaient de Rome ». A l'instar de « Bohême, Écosse, Pays Bas, de même en Orient les nationalités orthodoxes ont établi des églises autocéphales arrachées à l'obédience du patriarche œcuménique de Constantinople »[528]. Suite à une telle perception, la narration d'une construction d'États-nations dans les Balkans, obéissant à des critères d'une évolution historique qui leur serait propre et de toute manière incompréhensible ou incompatible avec la logique et les pratiques d'Etato-genèse dans d'autres contrées du continent européen, éloignant ainsi les pays balkaniques d'une narration européenne commune ou d'un modèle européen de naissance d'États-nations, est remise en question, voire même invalidée. La seule chose qui différencierait la naissance d'États-nations, dans la péninsule des Balkans, par rapport aux régions d'Europe occidentale, serait une question d'écart chronologique dans l'avènement définitif de ce processus et non plus une question de modalité ou de mentalité régissant sa mise en place[529].

Cette construction des États-nations balkaniques contre à la fois la domination temporelle du Sultan et l'hégémonie spirituelle du patriarche du Rum millet[530] dans la capitale impériale, est également perçue par Hubert Lagardelle dans l'*Humanité*. L'essayiste socialiste recommande à ce sujet la lecture de l'histoire de la Bulgarie de Songeon dans laquelle, l'auteur raconte les luttes de la nation bulgare contre la prépondérance serbe, byzantine, ottomane à travers les siècles[531]. Cette représentation de l'histoire bulgare, est également

[528] Etienne Fournol, « Hypothèses balkaniques », *Revue Bleue*, mars 1913, p.264.
[529] A ce propos, André Wachtel fait remarquer que la creation d'Etats-nations plus ou moins homogènes à l'Europe occidentale fut un processus qui s'étala sur plusieurs siècles et comporta des operations d'expulsion, exclusion ou assimilation d'individus ou de groups d'individus. Dans les Balkans, ce processus se déroula beaucoup plus rapidement en quasi un siècle et cela se passa sous la surveillance d'une partie du continent européen ayant déjà appliqué ce modèle dans son organisation politique. Voir André Wachtel, *The Balkans in World History*, Oxford, 2008**,** p.72-73.
[530] Remplaçant l'oposition à une autorité impériale, dans le cadre du Saint-Empire Romain Germanique, ou royale, dans le cadre du royaume français, et à une autorité ecclésiastique, celle du Pape, dans le cadre de la création des églises anglicane, gallicane, luthériennes.
[531] Hubert Lagardelle, « La Bulgarie, les idées et les livres », *L'Humanité*, 28 juillet 1913.

présente dans le *Petit Marseillais* où on lit que pendant les quinze derniers siècles, le Bulgare « n'a pas cessé de lutter pour son indépendance tantôt contre le Grec, tantôt contre le Turc »[532]. Le Grec est associé dans une telle lecture du passé aux souverains 'byzantins' et le Turc, aux autorités ottomanes. En pleine confrontation gréco-bulgare pour le partage des territoires conquis en Macédoine ottomane, Georges Bourdon s'inscrit lui aussi dans une perception analogue de l'histoire des Balkans, en décrivant le Bulgare « comme l'ennemi séculaire de l'hellénisme »[533]. En novembre, la *Croix* dans sa perception de l'histoire comme un perpétuel recommencement, présente le Bulgare aux prises avec son oppresseur Turc depuis le XVe siècle et son éternel ennemi, le Grec[534]. Suite à un télescopage historique et un amalgame représentationnel, le Bulgare, le Byzantin et l'Ottoman, sujets d'empires ou de royaumes pré-nationaux, sont ainsi identifiés respectivement au Bulgare, au Grec et au Turc du début du XXe siècle, occultant l'invention récente de ces identités nationales, quoique parfois encore incertaine et n'étant accomplie dans le cas du nationalisme turc, qu'avec la création d'une République par Mustafa Kemal. Autrement dit, une telle perception rétrospective de l'histoire de l'espace balkanique et de ses acteurs étatiques, nationalise le destin historique d'entités étatiques existant avant le XIXe siècle. Elle inscrit par ailleurs, la nature du conflit, dans la mythologie nationaliste des États issus de la question d'Orient au XIXe siècle, essayant de se présenter comme les héritiers de construction étatiques de la période antique ou médiévale afin de récupérer à la fois les territoires sur lesquels elles s'étendaient alors et inventer en même temps un fil de narration ininterrompu de rivalité entre leurs ancêtres présumés et l'ordre ottoman ou byzantin, contre lesquels les États de la coalition balkanique s'étaient construits tout en construisant en même temps leurs mythologies nationales.

[532] « Patriotisme bulgare », *Le Petit Marseillais*, 17 octobre 1912.
[533] Georges Bourdon, « La croisade grecque », *Le Figaro*, 4 août 1913.
[534] « D'un article de M. Louis Madelin, dans la République française, sur les recommencements perpétuels de l'histoire », *La Croix*, 1er novembre.

I.2.5. Guerres de libération nationale : entre Risorgimento, le mythe du joug ottoman et l'horizon de la Revanche

Dans un esprit marqué d'une telle lecture du passé, du présent et du futur, Paul Pichon, ancien chef de la mission navale française en Bulgarie, se représente la Première Guerre balkanique comme une lutte pour la délivrance « de l'intolérable joug ottoman »[535]. Jean Pélissier, perçoit lui aussi le conflit entamé en octobre, comme une guerre de délivrance[536], terme employé également dans le *Gaulois*[537]. La *Croix* publie en janvier 1913[538], un extrait du journal bulgare *Outro*, où l'on annonce la satisfaction au sein de la société bulgare, de voir le conflit perçu comme une guerre libératrice dans la presse française.

Arrivé à la gare de Bucarest le 3 novembre, le correspondant du *Gaulois* est frappé par une affiche où on lit « A Jeanne d'Arc, chapeaux, corsets Jeanne d'Arc, prix modérés' à Paris, on en rirait : à Bucarest et dans les circonstances qui nous entourent on en a presque les larmes aux yeux »[539], affirme-t-il. Dans le *Journal* on publie la photo de la combattante Sophia Iovanovitch, surnommée la Jeanne d'Arc serbe[540]. Quelques mois plus tard, la pièce de Jean de Mayerhofen, au titre évocateur, *Par le sang, pour la liberté,* présentée le 13 février 1913 au Cirque de Paris met en scène les exploits de cette femme pendant la Première Guerre balkanique[541].

La perception du confit en tant que guerre de libération nationale est aussi soulignée par la publication dans le *Figaro,* des mémoires de Gaston Deschamps relatant sa rencontre avec le

---

[535] Paul Pichon, « Les Etats-Unis des Balkans », *Le Temps*, 6 novembre 1912. Maria Todorova affirme que c'est l'ouvrage de Jirecek, sur l'histoire des Bulgares, publié en 1875 qui introduisit la notion de 'joug ottoman' dans l'historiographie balkanique. Voir Maria Todorova, "Bulgarian Historical Writing on the Ottoman Empire" dans *New Perspectives on Turkey*, 1995, n°12, p.97-118, p. 108-9. Mark Mazower incrit de son côté l'emploi du concept de 'joug ottoman' dans un jeu de narrations-représentations concurrentes du passé ottoman dans les Balkans.(p.xlii) D'une part, une lecture nationaliste de cette période, insiste sur le triomphe de la nation martyrique et martyrisée contre son ennemi héréditaire, ignorant le caractère relativement pacifique de la société ottomane jusqu'au moins le XVIIIe siècle, en comparaison surtout avec une large partie du continent européen, ravagé par des guerres de religion. D'autre part, l'absence ou la critique de ce terme dans une lecture nostalgique et idéalisée de l'époque ottomane met l'accent sur la coexistence ethnique et religieuse harmonieuse dans un paradis multiculturel avant l'heure, négligeant que si cette coexistence religieuse était plus acceptée qu'ailleurs, il n'y avait pas pour autant d'égalité politique entre les sujets du sultan et que les discriminations basées sur des critères d'appartenance confessionnelle étaient monnaies courantes. Voir Mark Mazower, The Balkans…*op.cit*., p. xlii.

[536] Jean Pelissier, *Dix mois …op.cit.,* p.325.

[537] « La guerre d'Orient par Tout-Paris », *Le Gaulois*, 13 octobre 1912.

[538] « La reconnaissance de la Bulgarie pour la France, extrait du journal de Sofia, Outro », *La Croix*, 9 janvier 1913.

[539] *Le Gaulois*, 9 novembre 1912.

[540] *Le Journal*, 10 novembre 1912.

[541] Voir Mihailo Pavlovic, *Témoignages français sur les Serbes et la Serbie : 1912-1918*, Beograd, Narodna Knjiga, 1988, p.25.

patriarche grec-orthodoxe d'Istanbul[542]. Le *Figaro* publie des extraits de ces mémoires de l'écrivain philhellène, à l'occasion du décès de ce haut dignitaire ecclésiastique ottoman. Sachant que Gaston Deschamps faisait partie de la Ligue pour la défense des droits de l'hellénisme en France, ce dernier lui avoua « sa position difficile dépendant toujours d'un pouvoir, étranger à sa race, sa religion, sa nation »[543]. En s'adressant directement à lui, il lui déclara que comme Français « vous avez l'honneur d'appartenir à une nation idéaliste. Vous devez me comprendre mieux que personne au monde… Je représente une idée »[544]. Cette image de la France comme nation idéaliste-idéalisée est aussi exprimée par Charles Sancerme, dans son essai sur la question d'Orient, quand il assure que « l'Orient a consacré un culte au peuple français, auteur de la grande Révolution, qui a déchaîné dans le monde le principe des nationalités, principe qui lui est favorable et qu'il invoque à son tour »[545]. Le socialiste Louis Dubreuilh[546] affirme dans l'*Humanité* que si l'opinion publique se laisse pénétrer de cette conviction qu'il s'agit d'une guerre de nationalité analogue à celles qui ont abouti jadis à l'unité italienne ou à l'unité allemande, « son choix sera vite fait et ses sympathies iront naturellement aux alliés balkaniques dressés contre le conquérant turc pour la reprise totale de la terre des aïeux ». A cet égard, la *Croix* conclut en octobre, que l'histoire moderne est dominée par le principe des nationalités. C'est au nom de ce principe « qu'on va voter le *Home Rule* en Irlande, que les Polonais russes et allemands protestent, que Trieste et le Trentin s'agitent, que la Macédoine finira par conquérir son autonomie »[547].

Au début du mois de novembre, le *Petit Journal* annonce que le *Messagero* a interviewé le général Riciotti Garibaldi. Parti de Brindisi pour la Grèce, il devrait y organiser un corps de volontaires. « L'expédition comptera deux ou trois mille hommes dont mille Grecs, qui vont s'organiser à Athènes sous le commandement du comte Romos, ancien officier garibaldien. Elle comprendra également des Français, des Anglais et des Russes »[548]. En décembre, les actualités de la société Gaumont projettent dans les salles cinématographiques des images de nombreux volontaires s'enrôlant sous les ordres du Garibaldi grec Georges Katsis, surnommé le capitaine Fortunas »[549]. Commenter la participation des Garibaldiens dans ce conflit, ou plutôt le fait que dans un journal nationaliste

[542] Désigné comme œcuménique par lui-même et l'État grec, et de Rûm par l'Empire Ottoman et la République de la Turquie, c'est-à-dire de la communauté chrétienne de rite grec-orthodoxe.
[543] Gaston Deschamps, « Chez le patriarche », *Le Figaro*, 2 décembre 1912.
[544] *Idem*.
[545] Charles Sancerme, *La question d'Orient populaire*, Paris, 1897, p.103.
[546] « Ni croix, ni croissant », *L'Humanité*, 21 octobre 1912.
[547] R.T., « La France et la question d'Orient », *La Croix*, 5 octobre 1912.
[548] « Les Garibaldiens philhellènes », *Le Petit Journal*, 2 novembre 1912.
[549] « Une actualité », *Le Courrier cinématographique*, 13 décembre 1912, p.20.

comme le *Petit Journal*, on publie une information sur l'arrivée de combattants garibaldiens, vise à dresser un parallèle entre la cause garibaldienne et celle de l'armée grecque. Ainsi la campagne expansionniste du royaume grec en 1912 est perçue comme similaire à celle du *Risorgimento* italien ou la guerre d'Indépendance de 1821. A ce propos, H.-C. Vallier, envoyé spécial du journal le *Matin* à Sofia, n'hésite pas à déclarer qu' « à cette heure, les peuples balkaniques ont officiellement engagé une lutte libératrice »[550]. En revanche, d'après l'*Humanité*, ce conflit ne signale pas la suppression de la servitude. « C'en sera le renversement. Il y aura seulement d'autres maîtres et d'autres esclaves »[551].

De son côté, le journal *Le Temps* commentant la débâcle de l'armée ottomane affirme que le XX[e] siècle assure une dernière victoire au principe des nationalités qui a dominé le siècle dernier : « l'Orient qui avait donné le signal il y a cent ans, des guerres nationales, poursuit avec un retard d'un demi-siècle un effort identique à celui qui a constitué l'unité italienne et allemande »[552]. Pierre Baudin, sénateur de l'Ain, perçoit lui aussi derrière le déclenchement de la guerre, le développement logique de l'idée des nationalités. Une idée « à laquelle la Révolution a donné son libre essor et à laquelle la France, sous le Second Empire a travaillé si activement »[553]. Gustave Hervé dans son journal la *Guerre Sociale*, admet lui aussi que la guerre qui vient d'éclater, « c'est la queue des guerres nationales qui ont rempli tout le XIXe siècle » et qui ont abouti à l'unité italienne d'abord, à l'unité allemande ensuite.[554].

Dans le cadre de la réunion de la société d'enseignement populaire positiviste en octobre, Grimanelli[555], assure n'apporter dans le débat « ni haine de race, ni passion théologique, ni parti-pris anti-islamique ». Ne voulant pas nier d'autre part, « son fidèle attachement à son noble pays d'origine, la Grèce et à la très juste cause de l'hellénisme en Orient », il affirme que pour lui l'esprit qui anime « les nations helléno-balkaniques dans cette guerre n'est pas un esprit de fanatisme religieux ; c'est une exaltation du sentiment patriotique et des solidarités nationales ». Dans le cadre de cette même association, Faloux[556] partage son point de vue et perçoit ce conflit comme une guerre pour la défense de la Patrie.

Réagissant à ces propos, et à la perception de la guerre des Balkans comme patriotique dans un larg pan de la presse française dépassant les clivages idéologiques traditionnels,

[550] H.-C. Vallier, « En Bulgarie la guerre déchaîne l'enthousiasme », *Le Matin*, 19 octobre 1912.
[551] *L'Humanité*, 1[er] novembre 1912.
[552] « La débâcle turque », *Le Temps*, 8 novembre 1912.
[553] « Les nationalités d'Orient », *La Petite Gironde*, 27 octobre 1912.
[554] Gustave Hervé, « La Guerre », *La Guerre sociale*, du 16 au 22 octobre 1912.
[555] « Réunion mensuelle de la Société d'enseignement populaire positiviste du 29 octobre 1912 », *Revue positiviste internationale*, janvier 1913, p.22.
[556] *Ibid.*, p.26.

depuis ses représentants les plus traditionnalistes jusqu'à des voix plus radicales et socialistes, le *Libertaire*, s'interroge sur le sens du terme patrie en y voyant une invention bourgeoise favorable à l'éclosion du chauvinisme[557]. L'exploitation de l'idée du patriotisme à des fins de projets expansionnistes est également commentée dans la *Revue socialiste* et Ernest Poisson se demande si l'on aurait pu mobiliser aussi facilement les alliés contre les ottomans « si on n'avait pas invoqué auprès d'eux l'idée du sentiment national ou religieux ? »[558].

De son côté, Léonce Beaujeu, perçoit la guerre dans les Balkans comme la revanche de la bataille de Kossovo de 1389 :

> « Honte aux esprits obtus et aux imaginations pauvres qui nient que les vivants soient de plus en plus gouvernés par les morts. Honte aux intelligences mesquines pour qui est invisible la chaîne qui relie els générations d'un même peuple. En pénétrant dans Uskub reconquise, le dernier soldat de l'armée serbe savait qu'il entrait dans la ville qui, voilà six cents ans, était la capitale de ses aïeux. En battant les Turcs au Champ-des-Merles (Kossovo en langue slave) le plus humble des fantassins de Serbie savait qu'il prenait la revanche d'une bataille perdue par les siens cinq cent vingt-trois ans plus tôt. C'est ainsi que l'Histoire et le passé règlent la vie du monde moderne »[559].

On assiste ici à la perception du conflit d'après les principes de la pensée barrésienne du culte des ancêtres, dominante aussi bien auprès des nationalistes des Balkans que de France. D'après l'essayiste de l'*Action Française*, si « la nation serbe s'est réveillée après des siècles d'oppression et de sommeil »[560], si elle s'est mise tout entière « au service de l'idée de revanche », si « le nationalisme est devenu sa règle de vie »[561], cela est dû aux efforts de l'église serbe qui a su conserver vivante la flamme de la nation et puis à « des excitateurs qui furent des philosophes, des savants, des intellectuels, avant que le constructeur politique, puis le soldat apportassent les conditions du succès définitif »[562]. Cette perception de l'histoire de la nation serbe est aussi partagée chez Edouard Driault qui écrit dans *le Figaro* que la Serbie n'était pas morte sous la domination ottomane : « La vie nationale s'était conservée dans le culte de l'orthodoxie, plus fervent par le voisinage des Infidèles, par l'observance des fêtes religieuses, par la pratique des pèlerinages aux sanctuaires historiques. La Grande Serbie

[557] Dorion, « La patrie, qu'est-ce que ça ? », *Le Libertaire*, 19 octobre 1912.
[558] Ernest Poisson, « Le prolétariat contre la guerre », *La Revue socialiste*, décembre 1912.
[559] Léonce Beaujeu, « La revanche de Kossovo », *L'Action Française*, 31 octobre 1912.
[560] *Idem*.
[561] *Idem*.
[562] *Idem*.

vivait dans les *pesmes*, dans les chants populaires où l'on célébrait les grands ancêtres (…) »[563].

Comme le fait remarquer Sylvie Gangloff[564], l'historiographie balkanique a constamment cultivé le mythe de l'Eglise orthodoxe, comme un réservoir des cultures 'nationales' des pays balkaniques pendant la période ottomane[565]. Dans une telle mythologie, les Eglises auraient permis de conserver et d'entretenir les particularismes culturels hérités des époques antérieures à l'arrivée des Ottomans, correspondant aux royaumes ou empires chrétiens. Une telle approche est remise en question par des chercheurs tels que Maria Todorova ; qui soutient également que le rôle de ces Eglises dans les guerres d'indépendance n'a pas été tellement criant, mais que la religion chrétienne a, en revanche, été instrumentalisée dans l'opposition aux sujets musulmans de l'Empire ottoman, par des représentants d'élites ottomanes chrétiennes, désireux de créer des entités étatiques autonomes au sein desquelles ils pourraient exercer librement leur autorité exclusive[566]. En ce qui concerne plus particulièrement la création d'un État grec, on assista au moment de la guerre d'Indépendance des années 1820, à une opposition de points de vue entre les représentants du bas clergé et du haut clergé dont les privilèges acquis au sein du système des millets dans l'Empire ottoman, étaient perçus comme voués à être mis en péril[567]. La perception des institutions ecclésiastiques comme un bloc homogène, ignorant les divergences idéologiques et les stratégies concurrentielles tracées à la fois par différents groupes en leur sein, mais aussi dans leurs relations avec les États, se met au service d'une volonté de valorisation-mythologisation de la participation de l'Église dans les combats de mouvements nationalistes dans les Balkans, dont l'action sert de point de repère pour les revanchards français, à la veille de la Grande Guerre.

La perception du conflit balkanique dans une optique de revanche calculée et organisée, auprès de la presse nationaliste française, n'est pas sans rappeler la perception de cette même presse au sujet de la question de l'Alsace-Lorraine. Gabriel Bonvalot relate dans *l'Écho de Paris*, les propos de Paul Déroulède dans un discours qu'il avait prononcé à

[563] Edouard Driault, « La Renaissance de la Serbie », *Le Figaro*, 7 janvier 1913.
[564] Voir Sylvie Gangloff, *La perception de l'héritage ottoman dans les Balkans* (actes des Journées d'études sur l'héritage ottoman dans les Balkans, Istanbul, 16-17 juin 2000, organisées par l'IFEA), Paris, L'Harmattan, 2005, p.13.
[565] Voir par exemple, Paschalis Kitromilidis, « Imagined communities and the origins of the national question in the Balkans », *European History Quaterly*, 1989, vol. 19, p.177-85.
[566] Voir Maria Todorova, Imagining …, *op.cit*., p.47.
[567] Voir Sia Anagnostopoulou, *The passage from the Ottoman empire to the nation- states, a long and difficult process: the Greek case*, Instabul, Isis Press, 2004.

Champigny. A cette occasion, le président de la Ligue des Patriotes, célébra cette « magnifique révolte du droit contre la force, de la civilisation contre la barbarie, de l'indépendance contre la conquête »[568]. Puis il réitéra sa fidélité à l'Alsace-Lorraine. En ce qui concerne Maurice Barrès, un des partisans les plus ardents d'une politique revancharde, Jean-Jacques Becker et Audouin-Rouzeau soulignent que son passage d'un individualisme du culte du moi à un nationalisme aiguillonné et galvanisé par l'idée de la revanche, « s'opère en découvrant que l'individu n'est qu'un maillon d'une longue chaîne qui relie les vivants aux morts »[569]. Ce tournant décisif peut se comprendre selon les deux historiens, suite à deux événements : l'affaire Dreyfus et l'échec pour le nationalisme et l'imprégnation de la pensée de Barrès par l'œuvre de Jules Soury, un professeur de psychologie physiologique. Comme le montre Zeev Sternhell, Barrès fit de l'enseignement de Soury « le véritable cadre de sa réflexion doctrinale ». Le thème fondamental du déterminisme barrésien du culte de la terre et des morts, s'inscrit dans le sillage de l'œuvre *Campagne nationaliste* de Jules Soury, publiée en 1902. Ainsi, le nationalisme barrésien rejetait la tradition sémantique française de la nation[570] pour adhérer à sa définition allemande. Dans une telle optique, l'inconscient, le déterminisme biologique, l'attachement à la terre, finissent par écarter chez l'individu l'action du libre arbitre et de la volonté consciente derrière l'adhésion à un projet national[571].

Cette perception du conflit en termes de guerre de revanche est relatée aussi dans le *Figaro* après la publication des paroles prononcées par l'historien serbe Liouba Kovatchevitch à son fils, Vladeta Kovatchevitch, ancien élève de la faculté de droit de Paris, tombé sur le champ de bataille à Kumanovo : « va mon fils, a dit le vieux patriote, repose en paix. Tu as payé ta dette à la patrie. (…) va sans crainte mon fils devant le trône de l'Éternel. Dis à Douchan, à Lazare, à tous les martyrs de Kossovo, que le désastre de Kossovo est vengé »[572]. Dans un même ordre d'idées d'une perception revancharde de la Première Guerre balkanique, Jerôme et Jean Tharaud croisant une troupe de jeunes garçons de seize ans prêts à rejoindre l'armée, décrivent leur tenue :

---

[568] Gabriel Bonvalot, « La vraie question », *L'Écho de Paris*, 13 décembre 1912.

[569] Jean-Jacques Becker, Stéphane Audoin-Rouzeau, *La France, la nation, la guerre, 1850-1920*, Paris, Sedes, 1995, p.202-3.

[570] La spécificité française de la définition de la nation, d'après sa conception rénanienne, a été remise en question et rélativisée par Anne-Marie Thiesse qui souligne que ce qui fait la nation selon Renan, n'est pas seulement une question d'adhésion consentie à un projet commun, mais aussi un riche legs de souvenirs et le culte des ancêtres. Voir Anne-Marie Thiesse, *La creation des identités nationales : Europe, XVIIIe-XXe siècle*, Paris, éditions du Seuil, 1999, p.12.

[571] Voir Zeev Sternhell, « La culture politique de l'antidreyfusisme », dans Michel Denis, Michel Lagrée, Jean-Yves Veillard (dir.), *L'affaire Dreyfus et l'opinion publique en France et à l'étranger*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p.69.

[572] « Un héros serbe », *Le Figaro*, 3 novembre 1912.

> « Par-dessus la large ceinture où voisinent le *khandjar*, le revolver et la blague à tabac, ils ont passé leur cartouchière. Ils ont encore leurs habits de paysans, la veste courte, le gilet rouge à boutons de métal et la calotte noire, rouge et or, aux couleurs symboliques de deuil et d'espérance. La tradition veut que le noir rappelle le deuil de la patrie serbe ; le rouge le sang versé à Kossovo, et l'or l'espoir de la revanche »[573].

René Lébault remarque dans le *Petit Journal* que campagnard ou citadin, « il est une chose que le Serbe apprend en même temps que les prières, c'est la bataille de Kosovo ; c'est là où le tsar Lazare perdit avec sa tête l'indépendance des Serbes en 1389. Le nom du Kossovo s'est transmis de génération en génération comme l'unique mot qui devait hanter l'âme serbe, comme son unique préoccupation »[574]. Depuis cette perception du conflit en termes de revanche, vengeance, jusqu'à exprimer la volonté de voir une guerre confrontée dans un futur proche la France à l'Allemagne pour la question de l'Alsace Lorraine, la distance est courte. Elle est franchie par les essayistes de la *Croix*. Dans un article du 26 octobre, cette approche du conflit en termes de confrontation franco-allemande s'exprime d'une manière très claire:

> « (…) Regardez les nations en présence. D'un côté la Turquie, (…), équipée à l'allemande, instruite par des officiers allemands, encombrée de matériel allemand, la Turquie morceau détaché de la Triplice. De l'autre, la Grèce, (…) équipée à la française, instruite par des officiers français ; la Serbie dont les munitions françaises font merveille ; la Bulgarie créée et mise au monde par la Russie, alliée et amie, la Bulgarie dont les canons français tonnent autour d'Andrinople. Kiamil pacha s'est trompé : ce n'est pas une guerre austro-russe qui se déroule, c'est presque une guerre franco-allemande, Schneider contre Krupp et dont l'enjeu est la prédominance germanique en Orient. »[575].

Par ailleurs, au moment de la réouverture des hostilités en juillet, René Lebaut affirme dans le *Petit Journal* qu'il y a entre Bulgares et Serbes, « le même fossé profond qui sépare les Français et les Allemands »[576].

La Première Guerre balkanique est ainsi perçue comme une confrontation franco-allemande en raison de la provenance de l'équipement et de l'entraînement militaire reçu par les armées belligérantes. Une telle perception de la nature du conflit, met en scène un des aspects des antagonismes économiques au cœur de la question d'Orient, à savoir la course aux armements de la part à la fois des acteurs 'internes' de cette question, en vue d'obtenir une suprématie militaire face à leurs adversaires, et des acteurs 'externes', en vue de garantir de

[573] Jérôme et Jean Tharaud, « La bataille à Scutari d'Albanie », *Revue de Paris*, mars 1913, p. 199-224, p.207.
[574] René Lebault, « Mourir pour la patrie », *Le Petit Journal*, 18 novembre 1912.
[575] R.T., « Pour Dieu Pour la France », *La Croix*, 26 octobre 1912.
[576] Le Petit Journal, 9 juillet, (en Serbie par René Lebaut)

contrats profitables pour leurs industries et castes militaires. Par ailleurs, la perception d'une dimension franco-allemande de la guerre, relève d'une narration 'barressienne' du conflit s'inscrivant dans un horizon d'attente dominé par l'obsession de la revanche contre l'Allemagne. Dans une telle perception de la nature de la Première Guerre balkanique, dominante auprès de la presse nationaliste, la Macédoine ottomane s'identifie à l'Alsace-Lorraine, et les alliés balkaniques, sont représentés à travers une définition continuiste de la nation, comme les héritiers des royaumes chrétiens de l'époque médiévale, en train de se battre pour récupérer de territoires dont les Ottomans leur auraient privés.

I.2.6. Guerres d'intérêts : entre expédition coloniale et campagne impérialiste

Pourtant, la déclaration de la Deuxième Guerre balkanique permet à tous ceux qui ne percevaient pas le conflit en termes 'culturalistes' ou nationalistes de revendiquer la justesse de leur réticence et méfiance.

Alexandre Varenne dans la *Lanterne* exprime son point de vue sur la nature du conflit, d'un ton ironique au moment de la publication des nouvelles concernant les accusations pour exactions commises par les armées des ex-alliés : « mais alors, cette guerre sainte, cette croisade pour le droit et pour l'humanité, c'était une blague ? Ce n'était pas pour sauver les chrétiens d'Orient que les peuples slaves prenaient les armes ? C'était tout simplement et tout prosaïquement pour s'agrandir aux dépens du voisin ? On s'en doutait »[577]. D'après lui, des mots comme civilisation ou progrès, « ne sont pour les impérialismes de toutes latitudes que de faciles prétextes. Le principe des nationalités, hypocrisie »[578]. Et Saint-Brice[579] dans le *Journal*, affirme que si on a pu, il y a huit mois, « nous jouer le grand air de la croisade, de la civilisation en marche, maintenant le masque est tombé. On sait quelle ruée d'appétits se dissimulait sous le masque humanitaire »[580]. Même constat dans l'*Humanité o*ù Veillard, écrit que « jamais le cynisme des appétits sans frein n'a éclaté de manière aussi brutale qu'entre les alliés d'hier, qu'on prétendait à toute force faire passer pour de purs champions de la libération nationale, voire de la civilisation moderne »[581]. Paul Richard dans l'*Aurore*, remarque qu'il a fallu les faits précis, brutaux, publiés dans la presse en juillet 1913, pour

[577] Alexandre Varenne, « La revanche du Croissant », *La Lanterne*, 10 juillet 1913.
[578] *Idem*.
[579] Selon Frédéric Dessberg, Saint-Brice était un pseudonyme employé par le diplomate français Philippe Berthelot. Voir, Frédéric Dessbrg, *Le triangle impossible : les relations franco-soviétiques et leur facteur polonais dans les questions de sécurité en Europe (1924-1935)*, Bruxelles, Peter Lang, 2009, p.140.
[580] Saint Brice, « La faillite de l'Europe », *Le Journal*, 23 juillet 1913.
[581] B. Veillard, « La Roumanie a mobilisé », *L'Humanité*, 4 juillet 1913.

éclairer une opinion volontairement aveuglée par ses sympathies en faveur des alliés balkaniques sur la nature de la guerre dans les Balkans. Pour lui, qui ne s'est fait aucune illusion sur la mentalité balkanique et sur les mobiles de l'agression concertée par les quatre rois, les hostilités reprises entre ex-alliés en juillet, loin de l'étonner lui apparaissent « comme une conséquence logique, naturelle, attendue, des raisons de violence et de convoitise qui les unirent »[582].

Déjà au début de la Première Guerre balkanique, Marty-Rolland, secrétaire des syndicats de Toulouse, s'adressant à plus de mille personnes au théâtre du Capitole, déclarait que ce n'est pas par patriotisme qu'on fait la guerre mais en raison d'intérêts économiques[583]. Ce disant, il établissait en même temps une correspondance entre la nature de la guerre déclenchée dans la péninsule des Balkans et les conflits récents hispano-américain, anglo-boer, russo –japonais. A Montrouge, en banlieue parisienne, le citoyen socialiste Dispan démontrant lors d'un meeting contre la guerre, ses principales causes, répétait qu'il ne s'agissait pas d'une confrontation de races ou de religions, mais bien d'une guerre purement d'intérêts[584]. Lors de la conférence organisée par l'Union des syndicats ouvriers d'Eure-et-Loir, en novembre, Bidamant, secrétaire de la Fédération des transports et Sarda, secrétaire de la fédération de l'alimentation ont, tour à tour, avec des thèmes différents, traité de la guerre des Balkans et de ses conséquences, mettant les causes de cette guerre en parallèle avec les guerres du Maroc. Au cours de ce conflit marocain, le gouvernement français a envoyé selon eux à la boucherie, sous le couvert de la civilisation, « les travailleurs français contre des hommes défendant leur patrie, simplement pour satisfaire les convoitises des requins de la finance et du Parlement, tels que les Etienne, Thomson, Caillaux et autres qui font partie des syndicats financiers Rochette et consorts »[585]. On voit donc se profiler une perception financiariste /économiste/affairiste des motivations ayant régi l'organisation des expéditions colonialistes françaises et la proclamation des guerres balkaniques, à savoir une croyance à la subordination des décisions du pouvoir exécutif aux prérogatives d'intérêts économiques de sociétés industrielles ou de groupes financiers. Une telle perception de méfiance à l'égard de l'institution parlementaire, intervient dans une ambiance d' « affairisme » aigu et de

[582] Paul Richard, « La question d'Orient », *L'Aurore*, 5 juillet 1913.
[583] *Archives nationales*, série F/7/13328, dossier sur l'agitation contre la guerre ; rapport du préfet au ministre au sujet d'un meeting organisé par la Bourse du Travail et le Parti socialiste contre la guerre, au théâtre du Capitole à Toulouse, le 16 novembre 1912.
[584] *Archives nationales*, …*op.cit*., Meeting contre la guerre organisé par le groupe de Montrouge du Parti socialiste, salle Alfred, 48 av. de la République à Montrouge, le 17 novembre 1912.
[585] *Archives nationales*, …op.cit., rapport du commissaire de police au préfet, à propos de la Conférence organisée par l'Union des Syndicats ouvriers d'Eure-et-Loir, le 10 novembre 1912.

scandalologie récurrente et abondante dans l'espace médiatique, qui voient tombés dans le discrédit, des représentants du monde politique, après leur implication réelle ou supposée et leur inculpation officiellement prouvée ou arbitrairement instruite, dans des opérations d'escroquerie financière, souvent sous forme de soutien apporté à leurs instigateurs. L'avènement de l'ère médiatique des scandales ou des scandales médiatisés, coïncidant avec l'établissement de la République parlementaire et l'âge d'or de la presse, cet avènement est dominé par le scandale de Panama[586]. L'allusion des syndicalistes à l'affaire Henri Rochette, créateur du Crédit minier, qui émettait des bons d'épargne à la valeur fictive, réussissant à occulter pendant un certain temps ces démarches suite au soutien médiatique et politique qu'aurait reçu, fait ressurgir dans l'espace médiatique à la veille de la Grande Guerre, la mémoire de ce scandale-type de connivence entre acteurs d'escroqueries financières et acteurs des milieux médiatiques et politiques. A côté d'Henri Rochette, les syndicalistes se réfèrent à Gaston Thomson, ministre de la Marine dans plusieurs cabinets formés par des personnalités du parti radical, mettant en place une politique volontariste d'armements, décidant la construction de nombreux navires de guerre, croiseurs et cuirassés ; à Joseph Caillaux, accusé par ses adversaires politiques de collusion avec Henri Rochette, et de transactions secrètes avec les Allemands pour tracer une nouvelle délimitation colonialiste, de sphères d'influence au Maroc et en Afrique équatoriale entre la France et l'Allemagne après le coup d'Agadir ; et à Eugène Etienne[587] député de l'Algérie Française de 1881 à 1919 et figure de proue du 'parti colonial' fondateur et président de plusieurs comités colonialistes, dont le Comité de l'Asie, le Comité de l'Afrique française, le Comité du Maroc. L'allusion à ces événements et ces personnages politiques, amène les tenants d'un discours anticolonialiste, obsédés en même temps par la corruption des parlementaires, à voir la Première Guerre balkanique comme le résultat d'agissement de 'partis coloniaux', militaristes locaux, censés avoir des intérêts liés à des entreprises d'escroquerie financière. Ce faisant, ils projettent leur raisonnement 'conspirationnel' nourri par la médiatisation des scandales de corruption impliquant des personnalités politiques de la République, sur arrière plan d'opérations coloniales, sur la compréhension d'un événement des relations internationales.

Par ailleurs, la guerre qui éclata en octobre 1912 fut perçue par Gédéon Bessede dans le *Libertaire*, comme « une guerre de féodaux, fomentée par les intérêts personnels des

[586] Voir Frédéric Monier, *Corruption et politique : rien de nouveau ?*, Paris, A. Colin, 2011, p.66.
[587] Voir Julie d'Andurain, « Réseaux d'affaires et réseaux politiques : le cas d'Eugène Etienne et d'Auguste d'Arenberg », dans Bonin Hubert, Jean-François Klein, Catherine Hodeir (dir.), *L'esprit économique impérial, 1830-1970 : groupes de pression et réseaux du patronat colonial en France et dans l'Empire*, Paris, Publications de la SFHOM, 2008, p.85-102.

roitelets abrutisseurs »[588]. Gabriel Trarieux dans la *France de Bordeaux et du Sud-Ouest* affirme qu' : «on a beau nous parler de la guerre de races et croisade chrétienne ce ne sont que détestables prétextes à masquer les entreprises de lucre. »[589].

Aux antipodes d'une représentation et perception culturaliste des conflits balkaniques, la presse socialiste, anarchiste, syndicaliste et en partie radical-socialiste y voit donc une guerre d'intérêts. Francis Delaisi lors d'une conférence sur la guerre des Balkans à l'École des Hautes Études Sociales, explique que les véritables raisons de la Première Guerre balkanique étaient d'ordre économique et de compétition pour le contrôle d'axes de communication[590]. Il argumente sa position en affirmant que : « la Bulgarie et la Serbie qui ont de fortes dettes à payer à l'Europe sont obligées, pour se procurer des ressources, d'exporter leurs produits, mais du fait de leur situation géographique, elles se trouvent dépourvues de débouchés »[591]. Dans la *Bataille Syndicaliste*[592], il détaille sa pensée et il essaye d'expliquer les motivations d'ordre économique ayant régi la décision des alliés balkaniques. D'après l'économiste socialiste, un esprit de pragmatisme identique régit la pensée des capitalistes bulgares :

> « Le royaume de Ferdinand est un cul-de-sac. Pour vendre à l'Europe leurs grains, leur bétail, les marchands grecs, arméniens ou juifs qui pressurent le paysan, ne disposent que du Danube, gelé pendant les mois d'hiver et de deux chemins de fer qui les mènent à Varna et à Bourgas, sur la mer Noire. Fâcheuse impasse : à tout moment la Russie peut bloquer les deux ports, le Turc fermer le Bosphore. Le marchand autrichien arrivé par l'Express-Orient, vend au prix qu'il veut ses cotonnades, sa quincaillerie et ses machines. Pour sortir de cette impasse, un seul moyen : pousser le chemin de fer de Dubnitza, vers Serrès et Salonique, ou celui de Kustendil vers Uskub. Et voilà pourquoi le tsar Ferdinand lance trois cent mille soldats sur Constantinople. A tout prix il faut chasser les Turcs de la Thrace. En avant donc pour Dieu et pour la Patrie ! pour les marchands de grains et les marchands de bœufs ! »[593].

En ce qui concerne les intérêts monténégrins, l'occupation de Scutari ou une marche sur Ipek, les relierait aux chemins de fer projetés avec tous les avantages économiques

[588] Gédéon Bessede, « Guerre de féodaux », *Le Libertaire*, 26 octobre 1912.
[589] Gabriel Trarieux, « Islam », *La France de Bordeaux et du Sud-Ouest*, 19 octobre 1912.
[590] Une telle perception des conflits lies à la question d'Orient et plus généralement des crises dans les relations internationales de la période moderne, est déclinée en trois périodes distinctes. Dans une première période les antagonismes concernent le contrôle des routes maritimes. La deuxième période est inaugurée avec le développement des chemins de fer, tandis que pendant la troisième période les tensions suivent le tracé des oléoducs et gazéoducs.
[591] *Archives nationales*, série F/7/13328, dossier sur l'agitation contre la guerre ; rapport sur la conférence par Delaisi, le 17 novembre 1912.
[592] Francis Delaisi, « La Croix, le Croissant et le cochon serbe », *La Bataille syndicaliste*, 6 novembre 1912.
[593] Francis Delaisi, « La Croix et le Croissant », *La Bataille syndicaliste*, 6 novembre 1912.

escomptés suite à une telle opération[594]. Enfin, dans l'agora d'Athènes, les capitalistes grecs convoitent Salonique, comme au temps de Philippe et Démosthène :

> « Le Grec, ingénieux fils d'Ulysse, ne peut laisser passer cette chance. Qu'on le laisse pousser son chemin de fer de Larissa jusqu'à Salonique. Aussitôt Athènes devient la tête de lignes de la grande voie internationale qui de Londres et de Berlin par Vienne descend vers Suez et l'Inde. Le Pirée remplace Brindisi. Le Parthénon se trouve sur la route de Bombay. Quel coup de fortune ? Comment le diadoque hésiterait-il à lancer ses troupes sur la Macédoine ? En avant donc, contre le Turc. C'est pour la libération de nos 'frères' 'hellènes : pour la grande idée et la défense de la foi orthodoxe »[595].

En ce qui concerne, les capitalistes serbes :

> « Leur grande préoccupation, c'est la vente de leurs cochons. L'élevage du porc est la principale et presque l'unique ressource de leur pays. C'est avec les produits de la vente à l'étranger qu'ils payent les coupons de leur dette aux rentiers français et gardent encore pour eux quelque bénéfice. Or, la Serbie ne peut vendre ses porcs aux Bulgares qui en élèvent ni aux Turcs musulmans qui n'en mangent pas en raison des interdictions alimentaires dictées par leurs croyances religieuses. Ils ne pouvaient jusqu'ici les écouler qu'en Autriche ! Et les gens de Vienne en abusaient pour tenir la Serbie dans une sorte de vassalité politique et économique. A la moindre velléité d'indépendance, les douaniers hongrois découvraient soudain que tous les porcs serbes étaient atteints de la strychnine ou de toute autre maladie diplomatique et les marchands de Belgrade, menacés de ruine, obligeaient leur gouvernement à capituler. Pour s'affranchir de cette servitude, que faut-il ? Un chemin de fer qui, descendant de Nich par Prichtina, atteindra l'Adriatique à Saint-Jean di Medua ou Durazzo. Alors les éleveurs serbes disposant d'un port sur la mer libre, vendront tout à leur aise leurs porcs aux Italiens, aux Français, aux Anglais et ils seront affranchis de la tutelle de l'Autriche. Voilà pourquoi le roi Pierre s'installe à Uskub et réclame au nom de l'unité nationale et des droits imprescriptibles, l'extension de la Serbie jusqu'à la mer. La libération des frères chrétiens concorde admirablement avec l'émancipation des cochons serbes- (…). Patriotisme et exportation, croisade et charcuterie, voilà le nerf de la guerre »[596].

Cette perception de la nature de la guerre, est fortement contestée par Gustave Hervé dans son journal, la *Guerre sociale*. D'après lui, le sort du cochon serbe n'intéresse pas seulement les 'financiers' comme :

> « le croient ceux qui expliquent tout par le financisme, cette nouvelle tarte à la crème. Elle intéresse tous les paysans serbes qui sont des éleveurs de cochons. Si les marchands de cochons ne peuvent exporter leurs marchandises, et ces marchands ne sont pas tous de gros capitalistes, il n'y a pas qu'eux qui sont ruinés. Il y a aussi les paysans petits propriétaires qui

[594] Sur le rôle des chemins de fer dans l'élaboration de différents projets expansionnistes des Etats balkaniques, voir Basil Gounaris, *Steam over Macedonia, 1870-1912 : social economic change and the railway factor*, Columbia University Press, 1994.
[595] *Idem*.
[596] *Idem*.

> forment la plus grande partie de la population serbe. Et voilà pourquoi les paysans serbes s'ils se battent pour des cochons ne se battent pour les financiers mais pour eux-mêmes »[597].

En dehors de sa critique de la position de Francis Delaisi, Gustave Hervé rejoint les penseurs français nationalistes, en affirmant que si les paysans serbes se font tuer n'est pas pour vendre leurs cochons mais « par haine religieuse et nationaliste contre le Turc ». Tous ces discours ne représentent d'après Francis Delaisi que des formules rhétoriques susceptibles de déguiser sous un apparat 'idéaliste' la véritable nature 'matérialiste' de cette guerre. Pendant de longues années, Bulgares, Serbes et Grecs, patriarchistes et exarchistes se sont « massacrés chrétiennement » remarque-t-il. Jamais, ils n'ont pas pu s'entendre sur le terrain religieux ou national. C'est la question des chemins de fer qui a fait leur union. « C'est elle encore qui dominera le partage de l'Empire Ottoman ».

Cette perception des antagonismes liés à la question d'Orient en termes d'une course pour le tracé et la maîtrise des chemins de fer[598], mis aussitôt au service d'une expansion commerciale et économique des pays intéressés, a déjà été évoquée à la veille des guerres balkaniques. René Pinon consacrait un article à cette question dans la *Revue des deux mondes*[599]. Dans le sillage de ces idées et perceptions des conflits liés à la question d'Orient, Paul Flat dans la *Revue politique et littéraire* développe sa théorie des guerres des Balkans en termes d'expédition coloniale pour la conquête de nouvelles sources premières. D'après lui, les idéalistes voient derrière toutes les grandes crises qui traversent l'histoire, des motivations religieuses, ethniques, nationales. Ils rejettent très loin « cette opinion basse et même répugnante à leur gré, que le développement industriel ou le désir de marchés nouveaux ou le simple jeu de combinaisons financières puissent décider du sort des États, les pousser les uns contre les autres »[600]. Tous les apôtres du colonialisme, ont par ailleurs insisté sur des raisons qui relèvent de la sentimentalité ou des missions civilisatrices, mettant en avant leur volonté de régénérer, élever à une condition meilleure, les indigènes des régions annexées. « Ils ont en général relégué le facteur économique au second plan »[601] commente-t-il. Pourtant, c'est pour s'assurer des débouchés nouveaux que les puissances européennes ont assujetti les territoires

[597] « Commentaire de l'article de la Bataille syndicaliste sur les cochons serbes », *La Guerre sociale*, 13-19 novembre 1912.
[598] Ces raisonnements réjoignent la perception des conflits de la fin du XXe siècle dans la région des Balkans, surtout de la guerre de Kosovo, sous le prisme d'antagonismes pour le contrôle cette fois-ci du tracé d'oléoducs ou gazoducs.
[599] Voir René Pinon, « La crise balkanique : chemins de fer et réformes », *Revue des deux mondes*, 1908, t.45, p.143-176.
[600] Paul Flat, « Les causes économiques des guerres », *La Revue politique et littéraire*, octobre-décembre 1912, p.623.
[601] *Ibid*., p.624.

qui se trouvaient le mieux à leur portée. « L'industrialisme moderne, servi par un machinisme toujours plus perfectionné et plus productif, risquerait de succomber sous l'accumulation de ses produits, s'il ne créait des marchés sans cesse élargis »[602]. C'est la raison pour laquelle selon lui, on colonisait jadis, à l'époque de Vasco de Gama ou de Cortez, comme à l'époque romaine pour arracher les métaux précieux ou encore des tributs aux peuples vaincus : « On colonise maintenant pour se pourvoir d'une clientèle régulière et qui garantisse les manufactures métropolitaines contre les crises de surproduction. Dès qu'un État s'élève au stade de grand capitalisme, c'est-à-dire qu'il acclimate chez lui la grande industrie, il devient colonialiste ». Dans une telle perception de l'évolution économique, et une telle perception 'colonialiste' des conflits, il cite le cas de l'Allemagne, « tard venue dans la carrière », de l'Italie « qui chassée une première fois d'Afrique par Ménélik, y a repris pied récemment en Libye »[603]. D'après Paul Flat, la guerre hispano-américaine, la guerre russo-japonaise pour le contrôle des marchés de la Mandchourie et de la Corée, ou encore la crise d'Agadir, sur fonds de rivalité franco-allemande pour la suprématie au Maroc, sont autant des manifestations supplémentaires de ce phénomène. La guerre déclenchée dans les Balkans en automne 1912, vient d'après lui, compléter le cortège d'expéditions colonialistes. Dans une telle perception de la nature de la guerre, « les Monténégrins convoitent le lac de Scutari, les Grecs les riches vallées de l'Épire et de la Macédoine, les Bulgares l'accès à la mer Égée, les Serbes des débouchés à l'Adriatique »[604].

Cette perception résonne également dans le *Petit Écho de la Mode* au sujet des ambitions monténégrines. Leur capitale ressemblait plutôt à « un petit chef-lieu de nos arrondissements montagneux qu'une métropole moderne. C'est pourquoi le Monténégro a tenu si vivement à s'annexer Scutari la Belle, la grande cité industrielle de l'Albanie qui baigne dans des eaux de 'rêve' ses villas charmantes »[605]. Marcel Cachin dans l*'Humanité*, au lendemain de la publication du manifeste adressé aux peuples d'Orient par les partis socialistes des Balkans, signale lui aussi que le but des nationalistes des pays alliés n'est pas de réclamer comme ils le disent, plus de liberté pour les chrétiens d'Orient. Ils convoitent plutôt des marchés « pour le placement de leurs marchandises, de leurs capitaux et de l'excès

[602] *Idem*.
[603] *Idem*.
[604] *Idem*.
[605] « Au Monténégro », *Le Petit Echo de la Mode*, 2 mars 1913.

de leur personnel bureaucratique »[606]. Ce qu'ils recherchent, « c'est à l'exemple de tous les pays capitalistes, petits et gros, leur expansion territoriale et économique »[607].

Déjà dès 1904, Constantin Geblesco dans son essai sur l'aspect économique de la question d'Orient évoquait les noms de Karl Marx, de Thorold Rogers ou d'Achille Loria, tous adeptes d'une interprétation économique de l'histoire. Leurs modèles et schémas d'interprétation et de compréhension de l'évolution de l'humanité et des relations internationales, étaient particulièrement pertinents d'après l'auteur de l'essai sur l'aspect économique de la question d'Orient, pour la perception de la nature des conflits qui lui étaient associés[608].

De son côté, dans une série de portraits destinés aux souverains des pays balkaniques, André Morizet esquisse dans l'*Humanité* leurs motivations à s'impliquer dans le conflit. Se servant d'une lettre ouverte envoyée par d'Estournelles de Constant au roi Nikita Ier, il affirme que son but est avant tout commercial[609]. Cette représentation du roi monténégrin est également reproduite dans une caricature de la *Lanterne* en juillet, quand s'adressant à ses ex-alliés, il affirme qu'ils n'ont pas voulu comprendre que dans une guerre on gagne plus à la Bourse que sur les champs de bataille[610]. Pierre Ier ayant été un roi sans histoire jusqu'à l'avènement du conflit, il rêverait d'après André Morizet « sous prétexte de délivrer à ses frères, de commencer la reconstitution de l'empire de Douchan, la Grande-Serbie, qui comprenait la Macédoine, l'Herzégovine, la Croatie et la Dalmatie »[611]. Ensuite, Ferdinand est représenté comme un « gros capitaliste, un homme d'affaires ingénieux et roublard. Petit fils de Louis-Philippe, cousin germain de Léopold II, il appartient comme eux à la catégorie de ces rois 'bourgeois' pour qui le trône est la situation la plus lucrative, celle qui permet les plus certaines spéculations »[612]. En revanche, Édouard Herriot, écrit dans le *Journal* que l'ambition du roi bulgare est en annexant la Macédoine ottomane, de donner à sa capitale, « aujourd'hui bien excentrique, toute sa valeur géographique de carrefour international et transformer en vérité le rêve un instant entrevu par l'empereur Constantin »[613]. Le manifeste du congrès socialiste de Bâle, publié dans la *Revue socialiste* résume bien ces deux

[606] Marcel Cachin, « Lourd matérialisme », *L'Humanité*, 15 octobre 1912.
[607] *Idem*.
[608] C.-R. Geblesco, *La question d'Orient et son caractère économique*, Paris, 1904, p.3.
[609] André Morizet, « Le roi des Montagnes, Nikita Ier de Monténégro », *L'Humanité*, 15 octobre 1912.
[610] « Niki de Monténégro », *La Lanterne*, 21 juillet 1913.
[611] André Morizet, « Pierre Ier de Serbie », *L'Humanité*, 19 octobre 1912.
[612] André Morizet, « Le roi des hommes d'affaires, Ferdinand I de Bulgarie », *L'Humanité*, 31 octobre 1912.
[613] Edoaurd Herriot, « France et Turquie », *Le Journal*, 20 octobre 1912.

perceptions de la nature de la guerre, en évoquant la confrontation entre des intérêts financiers contradictoires et des ambitions dynastiques conflictuelles[614]. En avril, le *Matin* publie les déclarations à la Chambre des Communes, du ministre des Affaires étrangères britannique, sir Edward Grey. Il aurait affirmé que la guerre qui se poursuivait contre les Albanais par les Monténégrins, notamment le siège de Scutari, a depuis longtemps cessé de n'avoir aucun rapport avec la guerre entre la Turquie et les alliés. Ce n'est plus une guerre de libération. Les opérations du Monténégro contre Scutari font partie d'une guerre de conquête »[615]. Enfin, pour sa part, Édouard Vaillant dans l'*Humanité,* exploitant un autre outil du bagage culturel marxiste, perçoit la guerre des Balkans, comme une lutte de classes, « la lutte des différents peuples slaves encore soumis au joug des grands propriétaires agrariens turcs »[616].

Cette perception de la nature du conflit en termes de dynamiques et polémiques socioéconomiques au sein des sociétés belligérantes et notamment sur les territoires des Balkans ottomans, en raison d'une répartition inégalitaire des ressources et des richesses productives entre les différentes communautés ethno-confessionnelles de la région, a déjà été exprimée par des penseurs marxistes pour rendre compte de séquences précédentes de la question d'Orient[617]. Dans une telle optique, la guerre d'Indépendance grecque en 1821, ou encore la révolte en Bosnie-Herzégovine en 1875, ont été interprétées comme le résultat d'une réaction à la répartition inégalitaire des terres agricoles entre une élite propriétaire de sujets ottomans musulmans et la majorité d'agriculteurs-exploiteurs de confession chrétienne, suite à de mauvaises récoltes qui auraient exaspéré et exacerbé les convoitises et les frustrations auprès de la population de la région. Une telle lecture du conflit, qu'on retrouve aussi dans le cadre d'autres mouvements insurrectionnels, en premier lieu la Révolution française, confère à la Première Guerre balkanique une nature 'révolutionnaire'.

Largement minoritaire au sein de la presse socialiste-syndicaliste-anarchiste de l'époque, elle était concurrencée à l'intérieur de ces cultures politiques, par un schéma de pensée analysant

[614] « Déclaration du Bureau Socialiste International ; un congrès spécial extraordinaire est décidé à Bâle », *La Revue socialiste*, décembre 1912, p.509.
[615] « Sir E. Grey et la guerre balkanique », *Le Matin*, 8 avril 1913.
[616] Voir *L'Humanité*, 12 décembre 1912. Une lecture des conflits liés à la question d'Orient en termes de lutte de classes, est également présente dans l'œuvre de l'historien marxiste Giannis Kordatos et de Kemal Karpat. Celui-ci développe les causes sociales de la révolte dans la région ottomane de la Morée, le Péloponnèse de nos jours, en 1821 en termes de répartition inégalitaire des terres. D'après ses estimations, 40 000 Ottomans musulmans disposeraient de trois millions de hectares par opposition à un million et demi en possession de 360 000 sujets ottomans non-musulmans. Voir Kemal Karpat, *An inquiry into the social foundations of nationalism in the Ottoman state, from social estates to classes, from millets to nations*, Princeton, Princeton University, 1973, p.76.
[617] Pour une lecture marxiste des origines de la guerre d'Indépendance grecque, voir Gianis Kordatos, *Η κοινωνική σημασία της Ελληνικής Επαναστάσεως του 1821* (*Les causes sociales de la Révolution grecque*), Athènes, Epikairotita, 2005 (1924). Sur cette question voir aussi Kemal Karpat, *An Inquiry* …, *op.cit.*

le conflit en termes d'impérialisme-colonialisme, dans la mesure où il le perçoit comme une tentative de la part des alliés balkaniques en vue de conquérir de nouveaux territoires et de nouveaux marchés dans le sillage d'opérations et expéditions analogues lancées par les grandes puissances européennes tout au long du XIXe siècle. Cette approche-lecture-interprétation de la Première Guerre balkanique transparaît également chez une partie de la presse nationaliste, qui tout en percevant ce conflit comme une tentative de la part des alliés en vue de réaliser leurs Grandes Idées expansionnistes, n'omet pas de plébisciter ces projets.

Opposés aux tenants de l'approche matérialiste, économiste et marxiste pour qui les mobiles économiques et les intérêts politiques prévalaient dans l'explication du déclenchement de la Première Guerre balkanique, les partisans de ce que j'appelle une approche culturaliste, raciste-racialistes et nationaliste, mettent en avant des raisonnements civilisationnels ou d'appartenance raciale, ethnique et nationale.
Cette perception plurielle de la nature des guerres balkaniques, inscrit la compréhension-interprétation de ces conflits, dans un double héritage historiographique et théorique : celui d'une part des guerres de libération ou d'unification nationale dans une presse nationaliste et libérale, et celui d'autre part, des conquêtes et campagnes coloniales dans une presse socialiste et libertaire.

La perception de la nature de ces conflits, est influencée par la représentation que les Français contemporains de son avènement se faisaient de l'histoire des espaces impliqués. Deux termes emblématiques autour desquels s'est structurée une narrative de la guerre comme de libération nationale et/ou de rivalité interethnique et interconfessionnelle, se distinguent : celui de 'joug ottoman' et d'ennemi séculaire ou héréditaire. Cette approche dominante au sein d'une presse nationaliste mais aussi présente chez certains socialistes comme Gustave Hervé, adopte la narration-rhétorique élaborée par les écoles historiographiques et les mouvements politiques nationalistes dans les Balkans, présentant le passé ottoman de l'espace balkanique comme une lutte ininterrompue entre des communautés nationales consciemment constituées depuis le Moyen-âge, incompatibles entre elles et revendiquant leur libération face à un ordre ottoman autoritaire et arbitraire. En même temps, cette approche projette sur les guerres balkaniques, les attentes d'un nationalisme revanchard français qui connaît à la veille de la Grande Guerre un certain renouveau et un nouvel élan. Ces approches relèguent au deuxième plan, voire même nient complètement les motivations géopolitiques et géoéconomiques de deux guerres balkaniques, soulignées et mises en exergue dans la presse socialiste et syndicaliste. Dans les

journaux de ces cultures politiques, on inscrit ces conflits dans le cadre d'antagonismes pour le contrôle de la part des élites dirigeantes des pays belligérants, des ressources premières et des infrastructures économiques dans la région des Balkans ottomans.

La diffusion d'informations et leur interprétation participe elle aussi à la perception de la nature des guerres balkaniques. Lors de leur première étape, la publication de nouvelles concernant la bénédiction des armes et des armées par les prélats des alliés, devient synonyme d'une part, dans une presse traditionaliste et nationaliste, d'adhésion au récit des belligérants soucieux de souligner le caractère d'une alliance entre l'Armée et l'Eglise, mettant en avant le caractère sacré de leur combat. D'un autre côté, elle sert d'outil de dénonciation et de démonstration de l'instrumentalisation de la religion et des manifestations cérémonielles à consonance religieuse afin de masquer la vraie nature du conflit qui n'est autre, selon les essayistes imprégnés d'une culture politique socialiste, qu'une confrontation pour l'hégémonie politique et économique sur les territoires contestés.

A travers la perception de la nature des guerres balkaniques, c'est aussi toute la généalogie de la question d'Orient qui est déclinée en plusieurs temporalités. Pour les tenants d'une perception culturaliste, cette question dans sa dimension balkanique remonte d'une part aux guerres homériques ou médiques, opposant les Achéens ou Athéniens censés représenter l'Europe et l'Occident, aux Troyens et aux Perses représentant l'Asie et l'Orient. D'autre part, elle est contemporaine des croisades ou de l'installation des Turcs ottomans dans les Balkans, avec cette fois-ci les croisés du XIIe siècle, ou les souverains chrétiens catholiques du XVe siècle au rôle de l'Européen et de l'Occidental, et les souverains byzantins chrétiens orthodoxes, ou ottomans musulmans, au rôle de l'Asiatique et de l'Oriental. Selon les adeptes d'une perception ethniciste cette question implique la confrontation entre des groupes ethniques tels que les Slaves et les Turcs ou les Grecs et les Bulgares. Enfin, d'après la perception matérialiste, il ne s'agit que d'une rencontre d'intérêts politiques et économiques conflictuels, opposant les dominants-dirigeants des différentes structures étatiques de la région, contemporaine à l'apogée d'un capitalisme-impérialisme 'ferroviaire', c'est-à-dire qui a besoin de la maîtrise des chemins de fer pour soutenir son développement et garantir l'acheminement de ses productions. Dans cette dernière perception, largement véhiculée et affichée dans la presse socialiste, il y a également la place pour une période 'romantique' de la question d'Orient, au début du XIXe siècle, au moment des premières révoltes contre

l’autorité du sultan dans les Balkans précapitalistes, perçues par les penseurs socialistes des guerres balkaniques comme de guerres de libération nationale.

I.3. Perceptions de l'étendue du conflit

Si la perception de la nature du conflit donne lieu à une lecture plurielle de celui-ci, la perception de son éventuelle étendue délimite deux réactions-approches distinctes : celle le considérant comme une guerre localisée et celle voyant derrière lui le spectre d'une conflagration générale à l'échelle européenne.

I.3.1. Une guerre localisée

Au début du mois d'octobre et devant la mobilisation bulgare et serbe, le *Journal* croit encore que la guerre peut être évitée. Selon Saint-Brice, la France ne risquerait pas de mettre en danger ses intérêts économiques et culturels dans les Balkans. L'Angleterre voyant luire l'espoir d'une renaissance de son influence en Orient ne serait pas prête à gâter cette perspective. Pour l'Allemagne le « maintien de la Turquie est son seul atout. »[618]. Quant à l'Italie, elle pense que les troubles balkaniques servent ses intérêts immédiats, en poussant l'Empire ottoman à la conciliation en Tripolitaine. Mais une crise « qui la surprendrait avec la moitié de son armée engagée en Afrique serait singulièrement grave pour elle »[619]. Enfin, l'Autriche et la Russie ne voient que dans le maintien du statu quo le moyen de contenir leurs défiances réciproques. Le pessimisme excessif qui s'était emparé de l'opinion publique européenne vers mi octobre et qui s'était traduit dans les Bourses des diverses capitales par un véritable affolement, aurait été provoqué selon le *Matin* par « des nouvelles sensationnelles de toutes sortes qui n'étaient pas vraies. On annonçait entre autres, la rupture des négociations pour la paix entre l'Italie et la Turquie à Ouchy ; la mobilisation de la flotte russe de la mer Noire ; une tension subite dans les rapports austro-russes ; des mesures militaires prises par l'Autriche-Hongrie »[620]. De son côté, la *Bataille syndicaliste* relaie l'hypothèse que toutes les nouvelles alarmistes proviennent de spéculations financières, notamment d'un journal, le *Matin*, accusé « d'avoir monté un coup pareil qui a dû être fructueux pour quelques-uns »[621]. Dans une lettre confidentielle que le consul français à Vienne envoie au ministère des Affaires étrangères, l'informe que la guerre est tenue pour inévitable en précisant que les « nouvelles optimistes de jeudi et de vendredi sont le fait des agents financiers des capitalistes, qui ont voulu deux bonnes journées de hausses pour écouler leurs valeurs dans des conditions

[618] Saint-Brice, « Est-ce la guerre ?; La Serbie et la Bulgarie mobilisent contre la Turquie », *Le Journal*, 1er octobre 1912.
[619] *Idem*.
[620] *Le Matin*, 13 octobre 1912.
[621] « Est-ce la guerre ? », *La Bataille syndicaliste*, 1er octobre 1912.

favorables. »[622]. Une fois le suspens sur le déclenchement de la guerre dans les Balkans levé, l'*Ouest-Éclair* souligne que la seule préoccupation « qu'on doive avoir à l'heure actuelle est de savoir si on pourra jusqu'au règlement de comptes final, localiser le conflit »[623]. Cette inquiétude résonne jusqu'aux plus hautes sphères du pouvoir exécutif, et le président du conseil révèle dans son discours à Nantes, que devant la précipitation des événements, le gouvernement français a tout fait pour grouper toutes les puissances dans une action commune, destinée « s'il était possible à étouffer la guerre menaçante et en cas d'insuccès trop vraisemblable, à circonscrire les hostilités et à empêcher l'incendie naissant de gagner les grandes nations européennes »[624].

Une guerre à l'échelle européenne, une conflagration générale issue de la situation dans les Balkans, était d'ailleurs perçue comme peu probable et quasi inconcevable pour les mœurs occidentales au sein d'une partie de la société française. A ce sujet, Maurice-Faure, sénateur et ancien ministre, écrivait dans la *Lanterne*, qu'il y aurait sans doute « quelque injustice à croire toutes les nations européennes capables de céder à l'esprit farouche de destruction qui anime des races ignorantes et encore tout imprégnées de barbarie atavique »[625]. De son côté dans la *Revue socialiste*, Ernest Poisson estime que les mœurs du monde se sont incontestablement policées : « la force a fait place à plus de sentimentalité, mais bien des peuples, particulièrement en Orient, sont encore près de la barbarie et n'écouteront guère et ne comprendront encore point les appels à la solidarité de la race humaine »[626].

Appliquant aux Balkans cette représentation de l'Orient comme intrinsèquement vouée à la violence, Guy de Cassagnac fait état de leur supposée inflammabilité :

> « (-) Les Balkans sont en feu ! (…) si l'on interrogeait un simple sur cette grave question et si on lui demandait : (-) Que pensez-vous des Balkans ? A coup sûr il répondrait :' ce doit être une matière des plus inflammables (…) Peut-être est-ce une marque de briquets nouveaux ? On prétend que ces Balkans s'allument si facilement ! (…) l'inflammabilité des Balkans est un thème des plus anciens. Il a précédé dans notre littérature quotidienne le pouvoir meurtrier de l'Alpe homicide »[627].

[622] *Archives du Ministère des Affaires Etrangères*, Turquie/237, dossier sur les guerres balkaniques ; correspondance diplomatique, Vienne, 4-5 octobre 1912 (confidentiel).
[623] « Inquiétudes », *L'Ouest-Éclair*, 11 octobre 1912.
[624] « M. Poincaré a parlé hier à Nantes », *L'Humanité*, 28 octobre 1912.
[625] Maurice Faure, « La Guerre des Balkans et le pacifisme », *La Lanterne*, 28 octobre 1912.
[626] Ernest Poisson, « Le prolétariat contre la guerre », *La Revue socialiste*, décembre 1912, p.494.
[627] Guy de Cassagnac, « De l'inflammabilité des Balkans », *L'Autorité*, 13 ocotbre 1912.

Paul Souday dans la *France de Bordeaux et du Sud-Ouest* affirme que « ces Orientaux, Turcs, Serbes et Bulgares, sont tous singulièrement belliqueux. Je crois, qu'en Occident, les masses bourgeoises et populaires, ont des dispositions plus sages et que les passions guerrières ne s'allumeraient pas toutes seules. »[628]. Cet avis est également partagé par Teneveau, secrétaire de la XXe section du parti socialiste. S'adressant à une réunion organisée au Préau des écoles de la rue Bretonneau, il déclare que ce qui était possible dans des pays où la culture intellectuelle n'était pas très avancée, ne l'est plus « dans les grandes nations où le prolétaire est instruit et conscient »[629].

Dans le même ordre d'idées, Charles Dumont distingue dans le *Radical*, d'un côté l'Europe occidentale, où, malgré l'âpreté des convoitises, des intérêts, des inimitiés séculaires, les forces de paix sont puissantes, « faites qu'elles sont des liens inextricables que multiplie la civilisation industrielle »[630]. De l'autre côté, il y aurait « l'Europe russe et balkanique, où les passions religieuses et ethniques n'ont pas été amorties par la culture, les préoccupations corporatives, la prévoyance individuelle et les relations internationales »[631].

Ernest Poisson, analysant la situation diplomatique sur le continent européen au moment de l'armistice de décembre 1912, se veut toujours optimiste sur la localisation du conflit, et énumère les facteurs rassurants. S'il admet que les intérêts capitalistes et dynastiques sont dans la plupart des cas les causes dernières de toute guerre, il n'accepte pas pour autant le caractère inéluctablement et fatalement belliqueux de ces facteurs. Et pour prouver la pertinence de sa thèse, il évoque les résistances de l'empereur d'Autriche aux menées belliqueuses de l'archiduc, « trop jeune pour savoir les miracles d'équilibre qu'il a fallu à la couronne impériale, pour conserver la domination sur huit peuples et huit races différentes »[632]. De même, commente le militant socialiste, l'empereur d'Allemagne est apparu « comme un monarque pacifique et pour qui la guerre peut être la fin de la dynastie des Hohenzollern par le triomphe de la Social-démocratie. »[633]. D'un autre côté, les intérêts capitalistes, eux non plus, ne sont pas inévitablement guerriers. Afin d'illustrer cet argument,

[628] Paul Souday, « La vie à Paris », *La France de Bordaux et du Sud-Est*, 21 octobre 1912.
[629] *Archives nationales*, série F/7/13328, dossier sur l'agitation contre la guerre ; à propos d'une réunion par le groupe St Fargeau du Parti socialiste, 15 décembre 1912.
[630] Charles Dumont, « Appel à la croisade », *Le Radical*, 21 octobre 1912.
[631] *Idem*. Sur l'idée/croyance que le capitalisme moderne est par essence pacifique, reposant sur la prédominance des intérêts face aux passions, et du commerce sur la guerre, voir Albert Hirschman, *The passions and the Interests : political arguments for capitalism before its triumph*, Princeton, Princeton University Press, 1977.
[632] Ernest Poisson, « Le prolétariat…*op.cit.*, p.491.
[633] *Idem*. Dans une dépêche de l'agence Havas au sujet du manifeste du congrès de Bâle, on lit que la peur des classes dirigeantes devant une révolution prolétarienne, qui serait la suite d'une guerre universelle a été une garantie essentielle de la paix. Voir *Archives nationales*, série F/7/13069, Havas, Bâle, 25 novembre 1912.

Ernest Poisson met en avant l'exemple de l'Allemagne, pays capitaliste en pleine prospérité économique, mais à la merci du crédit financier de l'étranger, avec une industrie naissante aux bases encore insuffisamment assises qui n'aurait aucun intérêt à susciter une guerre. C'est le cas aussi de la France capitaliste pour qui un conflit européen avec l'inévitable abaissement des valeurs dans la Bourse, représenterait un coup fatal à sa finance « qui est la pierre angulaire de ce pays de paysannerie et de petite bourgeoisie épargnante »[634].

Pour sa part, Roger Martin du Gard, écrit dans son journal que si des peuples relativement sauvages[635] et longtemps oppressés, comme les Bulgares ou les Grecs, sont capables d'un élan patriotique semblable à celui des armées de la Révolution, cela ne pourrait pas se reproduire chez « un peuple de commerçants, de petits propriétaires, et de prolétariat industriel, pratique et intéressé, comme sont les Anglais, les Français et les Allemands »[636]. Ce bellicisme supposé des populations balkaniques avait déjà été énoncé comme le rappelle Ernest Laut à ses lecteurs du *Petit Journal*, par Louis Figuier. Celui-ci, décrit les Balkans dans son livre sur les races humaines, comme une contrée sèche et montueuse, chargée de senteurs, d'un soleil brillant, d'un ciel pur qui ont rendu « la race des Slaves méridionaux brune, maigre, agile, belliqueuse, chevaleresque »[637].

Pendant les années qui précèdent 1914, on assiste à l'éclosion de toute une littérature européenne qui démontre le caractère destructeur et ravageur d'une guerre, son irrationalité économique, tout en insistant sur son infaisabilité. Dans une telle optique, Bertha von Suttner publie *Die Waffen Nieder!* (Bas les armes 1889), Ivan Bloch, *La guerre future*, en 1898 et Norman Angell, *The Great illusion*, en 1910[638]. Pourtant, des voix s'élèvent pour remettre en question cette perception d'une guerre européenne comme impossible et/ou inconcevable. Dans le *Journal,* on commente l'ironie de l'histoire qui a fait que la guerre dans les Balkans éclatât au moment où, semblait triompher, la doctrine du pacifisme financier[639]. Le déclenchement de ce conflit ébranle la croyance en la force pacificatrice de l'imbrication des intérêts financiers censés mettre un frein et constituer un obstacle aux ambitions belliqueuses.

---

[634] Ernest Poisson, « Le prolétariat…*op.cit*., p.492.
[635] En avril 1993, à propos de la guerre qui bouleversait l'ex-Yougoslavie, John Keegan, déclara dans le *Daily Telegraph*, qu'il s'agissait d'un conflit primitif, tribal que seuls des anthropologues pouvaient comprendre. Voir Mark Mazower, *Le continent des ténèbres : une histoire de l'Europe au XXe siècle*, (traduit de l'anglais par Rachel Bouyssou), Bruxelles, éditions Complexe, 2005, p.11.
[636] Roger Martin du Gard, *Journal, I. textes autobiographiques, 1892-1919*, Paris, Gallimard, 1992, lettre à Marcel de Coppet, le 1er décembre 1912, p.385-386.
[637] Ernest Laut, « Serbes et Bulgares », *Le Petit Journal illustré*, 20 octobre 1912.
[638] Voir Paul Miller, *From revolutionaries to citizens, antimilitarism in France, 1870-1914*, Duke University Press, 2002, p.3.
[639] Monthoron, « La faillite du pacifisme financier », *Le Journal*, 3 novembre 1912.

Les échos des canons résonnant sur les champs de bataille dans les Balkans, renouvellent les angoisses, réveillent les vieux démons, intensifiant l'insécurité et l'incertitude face au dénouement du conflit balkanique et ses conséquences potentielles sur l'avenir de la paix ailleurs dans le monde.

I.3.2. La menace d'une conflagration générale

Comme le faisait remarquer Jules Bertaut dans les années 1930, les historiens qui affirmeraient que la guerre mondiale de 1914 arriva sur l'Europe comme un coup de foudre, commettraient une lourde erreur. En France, tout au moins, « le tableau des mœurs dans les cinq ou six années qui précédèrent cette date fatale, indique nettement qu'il se formait dans certains milieux une atmosphère d'inquiétude et même d'angoisse »[640]. Raoul Girardet lui aussi dans *Le nationalisme français*, estime qu'à la veille de la Grande Guerre, le risque d'une conflagration pèse de plus en plus lourdement sur l'opinion française[641].

Parmi les contemporains des guerres balkaniques, à côté des perceptions pessimistes de la presse 'bourgeoise' devant l'éventualité d'une conflagration générale avec comme prétexte le conflit larvé dans les Balkans, la presse socialiste s'alarme elle aussi. Dans la *Dépêche de Toulouse*, Jean Jaurès, inquiet face à l'assombrissement de l'horizon diplomatique, écrit que l'été dernier, toute l'Europe s'est demandé si elle n'était pas à la veille de la guerre, au moment de la crise franco-allemande d'Agadir. « Cet été, elle se demande si les affaires des Balkans ne vont pas déchaîner un conflit européen »[642]. Et le lendemain commentant dans l'*Humanité* l'attitude de la Bulgarie et de l'Empire ottoman, il déclare que « s'ils se montrent intransigeants ce qu'ils devraient être encouragés par quelques-unes de grandes puissances qui se prononcent officiellement en faveur de la paix ». Selon lui l'Autriche considère la mobilisation des États balkaniques comme une mobilisation russe. Ainsi le déclenchement d'une guerre dans les Balkans ne serait que le prélude d'un conflit plus vaste. Même perception du rapport de forces et de son jeu capricieux d'un effet domino dans les relations internationales chez Francis Delaisi qui constate dans la *Bataille Syndicaliste* que « derrière le Bulgare, le Serbe et le Monténégrin, il y a le Russe, le Français et l'Anglais. Derrière le Turc, il y a l'Autrichien et l'Allemand ; et ainsi apparaît la situation européenne dans toute sa gravité et son instabilité. Ce n'est pas dans les Balkans qu'est la menace, c'est à Berlin et à

[640] Jules Bertaut, *L'opinion et les mœurs*, Paris, 1931, p.393.
[641] Raoul Girardet, *Le nationalisme français : 1871-1914*, Paris, A. Colin, 1966, p.223.
[642] Jean Jaurès, « Les nuées », *La Dépêche de Toulouse*, 6 octobre 1912.

Londres, à Paris et à Pétersbourg »[643]. Si les puissances ne parviennent pas à empêcher la guerre des Balkans, entonne le dirigeant du Parti socialiste unifié, elles ne parviendront pas à la 'localiser'.[644]. Face à une telle menace, le fondateur de l'*Humanité,* exprime sa volonté de hâter le plus possible la convocation du congrès de l'Internationale, prévu au départ en 1913, et dont la date fut finalement ajournée pour le mois de novembre 1912. L'inquiétude de Jaurès est partagée par Francis de Pressensé qui lui non plus ne croit pas à la localisation du conflit[645]. Ils sont rejoints par les radicaux et les radicaux socialistes qui dans la déclaration de leur parti publiée dans le journal le *Radical*, affirment que « l'Europe entière est peut-être, en effet, à la veille d'une conflagration générale, née d'appétits inavouables »[646]. Pour les membres de la CGT la menace que le déclenchement de la guerre dans les Balkans fait peser sur les relations internationales est présente dès le début. Ainsi lors de la réunion du comité confédéral à la Maison des Fédérations, l'étude de l'éventualité d'une guerre européenne, que fait apparaître le conflit des Balkans, figure en tête de l'ordre du jour[647].

A partir du moment où les contours du désaccord austro-serbe se dessinent en novembre, les menaces d'une conflagration plus générale se précisent elles aussi. Lors d'un meeting contre la guerre organisé par la section de Levallois-Perret du parti socialiste unifié, en novembre, Gaétan Albert-Poulain, député des Ardennes, fait remarquer devant quatre cent personnes, qu'il est du devoir des ouvriers de s'opposer à ce que cette guerre amène un conflit européen[648]. La menace d'une conflagration généralisée est également ressentie lors de la commémoration du 1er novembre.

« Les municipalités bourgeoises de Saint-Denis avaient consacré l'usage d'aller, tous les ans, le 1er novembre, vanter les sentiments de revanche et clamer un patriotisme de mauvais aloi »[649] rappelle l'*Humanité*. La municipalité socialiste, en raison des événements actuels, n'a pas voulu rompre avec cette tradition mais elle en a profité pour exprimer à la fois son inquiétude et son horreur de la guerre.

---

[643] Francis Delaisi, « Vers une conflagration générale », *La Bataille syndicaliste*, 10 octobre 1912.
[644] Jean Jaurès, « La crise balkanique, pas d'illusion », *L'Humanité*, 7 octobre 1912.
[645] Alfred Rosmer, « La crise balkanique, ce qu'en pense Francis de Pressensé », *La Bataille syndicaliste*, 11 octobre 1912.
[646] « La déclaration du parti radical et radical-socialiste », *Le Radical*, 14 octobre 1912.
[647] « La CGT et la guerre », *L'Humanité*, 17 octobre 1912, et « Guerre à la guerre par le comité confédéral », *La Bataille syndicaliste*, 18 octobre 1912.
[648] *Archives nationales*, série F/7/13328, dossier sur l'agitation contre la guerre ; « Meeting contre la guerre organisé par le parti socialiste unifié, section de Levallois-Perret, 15 novembre 1912 ».
[649] « Contre la guerre ; une manifestation à Saint-Denis », *L'Humanité*, 2 novembre 1912.

Dans son manifeste, le Bureau Socialiste International avertit « que de la guerre dans les Balkans peut sortir à toute heure un conflit général »[650]. Une conflagration générale peut éclater soudainement affirme Silvaire dans le *Libertaire*[651]. Face à une telle menace, la Fédération socialiste de la Seine appose sur les murs de Paris et de la banlieue une affiche où l'on pouvait lire que 'la Guerre des Balkans menace la Paix de l'Europe'. Cette campagne est relatée dans l'*Humanité* à la fin du mois d'octobre[652]. Albert de Mun dans l' *Écho de Paris*, convaincu de l'avènement d'une nouvelle guerre, établit un lien entre le congrès pour la paix, tenu à Lausanne à la veille du conflit franco-prussien et la tenue du congrès de Bâle à la veille de ce qu'il considère comme une guerre inéluctable[653]. De son côté, Émile Pouget se demande si on n'est pas en novembre 1912 aussi 'je-m'en-foutiste' qu'en 1870 ? « Hé, oui ! L'opinion publique ne s'émeut pas, ne songe même pas au danger, le jugeant imaginaire, fou, absurde. 'Une guerre européenne à propos des Balkans ?' on s'en gausse et on hausse les épaules. Prenons garde ! Nous sommes à la merci du moindre incident diplomatique ! »[654]. A ce propos, Jacques Bainville remarque dans l'*Action Française* que l'opinion publique en France, fait peut-être preuve d'un désintérêt excessif en portant toute son attention sur les belligérants de la région balkanique. « Qu'on remarque donc avec quel souci Poincaré s'efforce de localiser ce conflit. Et l'on s'apercevra, peut-être que la vraie question c'est celle de savoir si l'alliance franco-russe ne doit pas jouer au cas où la Russie serait entraînée dans une guerre d'Orient »[655].

Pour Alexandre Varenne dans la *Lanterne*, c'est la succession de François-Joseph qui risque de constituer pour l'Europe une véritable source de conflits. Le jour où elle s'ouvrira, souligne l'ancien député socialiste, « nous verrons se heurter les deux grands courants ethniques qui se dirigent parallèlement vers le Sud de l'Europe : le pangermanisme et le panslavisme »[656]. Quant à la *Libre Parole*, pour elle, la question est déjà très nettement posée : « La Triple Alliance et la Triple Entente sont en face l'une de l'autre »[657]. Dans les coulisses diplomatiques les nouvelles qui y circulent ne sont pas plus rassurantes. Le consul français à Belgrade, Robert Descos, informe le ministre des Affaires étrangères que des réservistes serbes et bulgares qui, chaque jour, reviennent d'Amérique, proclament dans les trains

[650] « Contre la guerre, Un manifeste du Bureau Socialiste International », *L'Humanité*, 30 octobre 1912.
[651] Silvaire (Gédéon Bessede), « Guerre de féodaux », *Le Libertaire*, 26 octobre 1912.
[652] *L'Humanité*, 26 octobre 1912.
[653] Albert de Mun, « L'heure décisive », *L'Écho de Paris*, 4 décembre 1912.
[654] Emile Pouget, « Formalisme excessif de notre CGT », *La Guerre sociale*, 13-19 novembre 1912.
[655] Jacques Bainville, « L'Alliance russe prévoit-elle la guerre d'Orient ? », *L'Action Française*, 22 octobre 1912.
[656] Alexandre Varenne, « Une nouvelle Europe », *La Lanterne*, 18 novembre 1912.
[657] *La Libre Parole*, 12 novembre 1912.

hongrois que « s'ils arrivent trop tard pour la guerre turque, ils sont du moins, venus à temps pour prendre part à la guerre autrichienne ».[658]. Quant à l'indifférence à Belgrade devant la guerre contre les Ottomans, il l'attribue à la volonté populaire « de partir en guerre contre les Schwabas, les Allemands »[659].

Se faisant l'écho de ces commentaires, Étienne Fournol soutient dans la *Revue Bleue* que le centre de menace pour l'équilibre européenne s'est déplacé du Rhin vers le Danube, de la rivalité franco-allemande à la rivalité austro-russe. Il se sert par ailleurs des vers extraits des Orientales de Victor Hugo pour illustrer ses propos :

« Semlin, Belgrade qu'avez-vous ?
On ne peut, le ciel me soutienne !
Dormir un siècle sans que vienne
Vous éveiller, d'un bruit jaloux,
Belgrade ou Semlin en courroux ! »[660].

Dans un tel contexte d'inquiétude grandissante, les manifestations et mobilisations contre la guerre se multiplient. Avec elles, les pratiques de répression policière se durcissent elles aussi. En novembre, des perquisitions eurent lieu dans les bureaux du *Mouvement Anarchiste*, « où la flicaille n'a pu saisir, (…) qu'un seul numéro. Ce n'est probablement pas fini. Que les menaces de guerre se précisent un peu plus et l'on verra bien d'autres »[661]. La participation des citoyens français, à des meetings ou des réunions où l'on discute de l'éventualité d'une guerre européenne comme conséquence de la poursuite du conflit dans les Balkans et des complications dans la résolution des différends, constitue un indice capable de nous renseigner sur l'importance de la perception d'une telle menace parmi les contemporains (voir tableau ci-dessous). La géographie d'une telle mobilisation se calque sur celle de l'ancrage électoral du parti socialiste ou suit l'implantation de comités syndicalistes dans l'espace urbain. L'autre indice, est celui que nous offre l'étude de l'évolution des valeurs boursières à la veille et pendant les premiers jours du conflit. Leur dégringolade, s'explique en partie, selon Edmond Théry, par des mouvements de panique face à la possibilité de déclenchement d'une guerre généralisée[662]. Raphaël-Georges Lévy explique dans la *Revue des deux mondes* l'imbrication entre les finances des États balkaniques et les bourses européennes. Il commence par souligner que les pays belligérants ont placé la quasi-totalité de

[658] *Archives du Ministère des Affaires Etrangères*, correspondance consulaire, Constantinople/94, dossier sur la politique générale des puissances ; Belgrade, 20 novembre 1912, n°169.
[659] *Archives du Ministère des Affaires Etrangères*, Turquie/238, dossier sur les guerres balkaniques ; Belgrade, le 13 octobre 1912, n°140.
[660] Etienne Fournol, « Le Danube en colère », *La Revue Bleue*, février 1913, p.132.
[661] « L'agitation contre la guerre », *Le Libertaire*, 23 novembre 1912.
[662] Edmond Théry, « Conséquences économiques et financières pour l'Europe de la Guerre Balkanique », *Le Progrès de Lyon*, 25 octobre 1912.

leurs titres dans les bourses de Paris, de Londres, de Berlin, de Francfort, de Vienne, d'Amsterdam, de Bruxelles ou de Genève. « Ces marchés ressentent, dans leur ensemble, les effets d'une guerre qui éclate et dont ni l'étendue ni la durée ne peuvent être prévues au début des hostilités. Une panique se produit en général aux premiers coups de canon :

> « Les rentiers, pacifiques de nature, ne croient pas volontiers aux solutions sanglantes des conflits ; et beaucoup d'entre eux, s'imaginant jusqu'au dernier moment que les choses 's'arrangeront' se laissent surprendre par les événements. Lorsque ceux-ci se produisent, les mêmes hommes qui avaient manifesté auparavant un optimisme injustifié, se laissent aller à un pessimisme qui souvent ne l'est pas moins ; par des ventes précipitées, ils provoquent des chutes de cours violentes, dont le retentissement contribue à semer l'inquiétude et à troubler la vie normale, même chez les peuples qui ont le moins de chances d'être entraînés dans la mêlée »[663].

Son raisonnement se reflète dans l'évolution des valeurs de la Bourse de Paris entre le mois de septembre et le mois de novembre. A la veille du conflit, on assiste à une chute importante de certains titres, qui un mois plus tard et en vue de la cessation des hostilités dans les Balkans et les déclarations rassurantes de différents milieux diplomatiques, augmentent de nouveau.

[663] Raphaël-Georges Lévy, « Les finances des Etats balkaniques et les Bourses européennes », *Revue des deux mondes*, novembre 1912, pp.559-594, p.588-589.

Tableau : Quelques exemples des répercussions des événements dans les Balkans sur les valeurs de la Bourse de Paris

Fonds d'État

	15 septembre	12 octobre	20 novembre
3 pour 100 français	92,50	88	90
3 pour 100 russe, de 1891	80	69	76
4 pour 100 russe consolidé	94	86	92
4 pour 100 serbe	89	66	82
4 pour 100 turc unifié	91	78	84
5 pour 100 bulgare	500	460	493
5 pour 100 hellénique 1884	60	30	60

Banques

	15 septembre	12 octobre	20 novembre
Banque de Paris et des Pays-Bas	1747	1581	1730
Banque impériale ottomane	693	626	638
Banque russo-asiatique	862	740	800

Actions diverses

	15 septembre	12 octobre	20 novembre
Rio Tinto	2091	1770	1923
Métropolitain	652	592	650
Chemins de fer du Nord de l'Espagne	488	445	460
De Beers (diamants)	570	461	533
Électricité de Paris	849	701	800

Tableau : Liste de conférences et réunions publiques organisées à Paris et dans les banlieues contre la guerre entre le mois de novembre et le mois de décembre 1912[664].

Date	Type de manifestation	Lieu	Affluence (personnes)
8 novembre	Meeting de la section socialiste de Pantin	Salle des Fêtes de la mairie	300
9 novembre	Meeting du comité intersyndical du 17e arrondissement	Maison des syndiqués, 67 rue Pouchet	100
9 novembre	Meeting du comité intersyndical du 18e arrondissement	Salle Grangier, 20, rue Ordener	200
12 novembre	Meeting du comité d'entente des jeunesses syndicalistes	Salle de la Bellevilloise, 23, rue Boyer	(n.d.)
13 novembre	Meeting de la Fédération communiste anarchiste	Sociétés Savantes	600
14 novembre	Conférence par Sébastien Faure	Salle du Bijou-Concert, 37, faubourg du Temple	350
15 novembre	Meeting du Parti socialiste Meeting du Parti socialiste	Levallois-Perret Théâtre municipal de Saint-Denis	400 500
17 novembre	Manifestation organisée par la Fédération socialiste de la Seine	Pré Saint-Gervais	entre 10.000 et 14.000 selon la Police 100.000 d'après le journal

[664] Cette liste a été dressée suite à la consultation de la presse quotidienne et des dossiers de la Préfecture de Police relatant les manifestations contre la guerre pendant cette période. Ces dossiers font partie de la série F/7 des Archives Nationales.

			L'Humanité
17 novembre	Conférence de Francis Delaisi	École des Hautes Études Sociales	250
18 novembre	Meeting de la CGT	Salle Wagram	(n.d.)
25 novembre	Congrès extraordinaire de la CGT	Salle de Bellevilloise	1000
1er décembre	Réunion de la section de St-Maur du PS	Préau des écoles d'Adamville	220
1er décembre	Réunion par le syndicat des ouvriers de ligne PTT	Salle de l'Avenir de Plaisance, 13, rue Niepce	180
5 décembre	Réunion des groupements de Bagnolet, PS et Coopérative	salle du Cinéma, 16 avenue du Centenaire, Bagnolet	250
5 décembre	Réunion du syndicat de la chaussure	salle des trois pavillons, rue Bolivar, 39	50
5 décembre	Réunion de la Chambre syndicale ouvrière des limonadiers, restaurateurs, bouillonneurs de la Seine	salle Jules, 6 bvd Magenta	80
6 décembre	Conférence de Lucien Le Foyer	Paris	(n.d.)
6 décembre	Conférence de Sébastien Faure	Salle des Sociétés Savantes, 8, rue Danton	350
8 décembre	Meeting	Grande Loge de France	
10 décembre	Réunion de l'Union syndicale des charpentiers en bois	Salle Ferrer à la Bourse du Travail	200
12 décembre	Réunion du syndicat du bâtiment	Salle de l'Égalitaire, 17 rue	200

	Meeting du syndicat des ouvriers lithographes	Sambre-et-Meuse Maison Communale, 49, rue de Bretagne	400
13 décembre	Meeting de la Ligue des Droits de l'Homme	École des Hautes Études Sociales	200
13 décembre	Réunion organisée par l'Union des Métaux, section de Vitry Réunion du syndicat des ouvriers coiffeurs	Place de l'Église à Vitry Salle des Grèves, Bourse centrale du Travail	90 120
14 décembre	Conférence organisée par le comité intersyndical	Saint-Ouen	190
14 décembre	Réunion de l'Union corporative des ouvriers mécaniciens Réunion du syndicat des cochers et chauffeurs	Salle des fêtes de la Bellevilloise Bourse du Travail	450 1600
15 décembre	Meeting de l'Union des Syndicats de la Seine	Maison des Fédérations, 33 rue de la Grange-aux-Belles	1000
15 décembre	Réunion de la 16e section du PS	salle Rigoutat, 46, rue de la Pompe	75
15 décembre	Réunion du groupe St Fargeau du PS	Au préau des écoles de la rue Bretonneau	90
15 décembre	Conférence du PS et de la jeunesse socialiste de Saint-Ouen	Saint-Ouen	350
15 décembre	réunion du syndicat du personnel de la Cie parisienne de tramways	salle du Casino du 13e, 190 av. de Choisy	180

16 décembre	Réunion du PS	place des Trois Communes à Romainville	62
16 décembre	Meetings de l'Union des Syndicats de la Seine (Paris)	49, rue de Bretagne 76, rue Mouffetard 157, fbg St-Antoine 117, bvd de l'Hôpital 111, rue du Château 67, rue Pouchet 18, rue Cambronne 20, rue Ordener et 135 rue Damrémont 17, rue Sambre et Meuse 23, rue Boyer	450 400 750 450 300 900 500 470 900 1400
16 décembre	Meetings de l'Union des Syndicats de la Seine (banlieues)	Boulogne Asnières Levallois Clichy Nogent-Le Perreux Saint-Ouen Saint-Denis Pantin-Aubervilliers Villejuif Montreuil	350 200 1000 500 180 300 1500 250 250 400

Cet optimisme relatif des cercles financiers n'est pas pour autant partagé par tout le monde, et en dehors des milieux socialistes, la presse nationaliste est elle aussi de plus en plus préoccupée par les retombées potentielles de la guerre dans les Balkans. Le correspondant du *Petit Journal* à Berlin évoque des sources diplomatiques pour confirmer qu'ils sont tous d'accord sur la gravité exceptionnelle de la situation. Si la plupart des diplomates estiment que la France, l'Angleterre et l'Allemagne font de réels efforts pour maintenir l'harmonie et la concorde de l'Europe et que ces trois puissances sont soutenues par l'Italie, ils ne cachent pas pour autant leur crainte que cette crise ne soit plus dangereuse que celle de 1908 au moment de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, « car la Russie et l'Autriche sont militairement

prêtes »[665]. De son côté, Guy de Cassagnac affirme qu'on ne se dissimule point dans les milieux officiels que nous allons droit à la guerre. « La note comminatoire adressée par l'Autriche à la Serbie et la réponse de la Serbie sont les premières étincelles de l'effroyable incendie qui va s'allumer aux quatre coins de l'Europe »[666].

Tout au long du mois de novembre le différend austro-serbe lié à la question de l'accès serbe à la mer Adriatique et au statut de l'Albanie, font monter les tensions et rendent encore plus perceptible la menace d'une guerre généralisée. Devant cette exacerbation de la crise, Jean Jaurès écrit dans l'*Humanité* que les plus graves complications européennes sont à redouter[667]. D'une part, il informe ses lecteurs que le président du conseil de Serbie, Nicolas Pachitch, fait savoir à l'Europe, par une interview au journal le *Temps*, que la Serbie et la Grèce sont résolues à s'emparer de l'Albanie et à s'y installer. D'autre part, il leur communique le contenu d'une dépêche de Berlin confirmant que l'Autriche et l'Italie sont parfaitement décidées à écarter les Serbes et les Grecs du territoire albanais. Le *Radical* perçoit lui aussi un danger pour la paix, si la Serbie persiste dans son plan, et que la Russie la soutient, car derrière la Russie, il y a la France et l'Angleterre. Si un tel scénario se confirme, « nous serons alors acculés à un conflit européen »[668] affirme le journal radical.

Le lendemain, on parle dans le *Petit Journal* de l'arrivée éventuelle devant Durazzo, l'un des ports ottomans convoités par la Serbie, d'un cuirassé autrichien en prévision d'une éventuelle occupation serbe. Le journal nationaliste compare cet événement à venir au stationnement de la canonnière allemande devant Agadir en 1911. « Le coup d'Agadir n'a pourtant pas déchaîné la guerre. Mais une menace plus brutale faite à Belgrade serait autrement plus grave. Si les Serbes y résistaient, l'Autriche se trouverait engagée. Que ferait alors la Russie ?»[669]. Ce dangereux enchaînement est aussi commenté dans l'*Anarchie* où l'on peut lire que si l'Autriche ne se met pas d'accord avec la Serbie, si la Russie et l'Italie revendiquent leur part du gâteau « si tous ces rapaces ne s'entendent pas à l'amiable, il se pourrait que les peuples européens soient jetés les uns contre les autres et que de tout cet imbroglio un horrible carnage soit le résultat »[670]. A la même époque, la *Bataille syndicaliste* relate que l'antagonisme provoqué entre les divers groupes d'alliance européenne sur la question de l'Albanie et la maîtrise de l'Adriatique reste tout entière. La voix médiatique de la CGT, en

[665] « Le rôle des puissances », *Le Petit Journal*, 10 novembre 1912.
[666] Guy de Cassagnac, « L'autre danger », *L'Autorité*, 10 novembre 1912.
[667] Jean Jaurès, « Crise imminente », *L'Humanité*, 8 novembre 1912.
[668] « La leçon des faits », *Le Radical*, 9 novembre 1912.
[669] « Situation diplomatique », *Le Petit Journal*, 10 novembre 1912.
[670] André Lorulot, « L'individu et la guerre », *L'Anarchie*, 21 novembre 1912.

commentant le ton aigre de la presse autrichienne et des feuilles russes, s'inquiète de l'évolution des négociations. Par ailleurs, elle constate que l'Autriche prend des précautions militaires et que des conseils de guerre sont tenus à Budapest, alors que la Russie répond par de mesures semblables. « Au train, dont vont les choses, le moindre incident, ou un geste brusque et mal interprété, peuvent déchaîner sur l'Europe le plus terrible des orages. En France même par exemple, les grands journaux, qui prennent le mot d'ordre au quai d'Orsay, ne dissimulent plus leur anxiété et leur trouble »[671]. En témoigne la tribune de l'*Illustration,* où Henri Lavedan écrit que :

> « Nous assistons aux calculs des Puissances, au jeu public ou caché de leurs ambitions, de leurs volontés…nous avons les yeux fixés sur l'aiguille du baromètre politique (…) dans la journée, dans l'heure elle change dix fois (….) avec elle on n'est jamais sûr. Et la guerre est toujours là, présente, voisine, même quand elle a l'air de s'éloigner. On parle d'elle aux tables de famille, aux thés, dans la rue, sur un coin de trottoir, dans l'entracte du théâtre où elle fait tort à la pièce, et partout. (…) Les jeunes femmes en visite disent dans une fausse gaieté « mon mari, part le deuxième jour…le mien c'est le troisième… le mien n'est pas forcé, mais il s'engagera »[672].

Les journalistes de la *Bataille Syndicaliste* avertissent leurs lecteurs au moment de la déclaration de guerre, de leurs craintes de voir ce conflit dégénérer en une conflagration européenne[673]. Léon Jouaux affirme plus concrètement que l'heure est grave et que chaque jour le danger devient plus menaçant. « Dans le concert européen, les appétits dominent les raisons. Chacune des 'grandes nations' n'agit plus que pour les bénéfices à réaliser. La formule du statu quo territorial est déjà tombé en désuétude »[674]. Un autre signe inquiétant selon la CGT, est l'autoritarisme croissant de certains patrons et l'impunité dans laquelle sévissent ceux qui ont employé la violence à l'instar de ce qui s'est passé à l'Estaque-Miramas où tous les jours une dizaine d'ouvriers étaient blessés par les coups de mine ou asphyxiés dans les galeries jamais ventilées. Lorsque les ouvriers portugais, espagnols, italiens, français ont demandé un peu de bien-être, c'est par des coups de revolver qui ont été reçus par le patron local. Selon le secrétaire de la confédération syndicaliste, au moment où de toutes part on envisage l'éventualité d'une conflagration européenne, il ne faut pas s'étonner « de voir les gouvernements sévir contre les travailleurs qui s'élèvent contre l'arbitraire des patrons ou de l'armée »[675].

---

[671] « La tension européenne », *La Bataille syndicaliste*, 12 novembre 1912.
[672] Henri Lavedan, « Frémissements », *L'Illustration*, 23 novembre 1912.
[673] « Contre la guerre ; appel », *La Bataille syndicaliste*, 15 novembre 1912.
[674] Léon Jouhaux, « Soyons prêts », *La Bataille syndicaliste*, 11 novembre 1912.
[675] « A la salle Wagram », La Bataille syndicaliste, 18 novembre 1912.

De son côté, à l'occasion du congrès de Bâle, Jaurès exprime en paroles saisissantes la crainte du prolétariat que le conflit des Balkans ne s'élargisse et n'entraîne dans son tourbillon élargi tous les travailleurs de l'Europe. « Capitalistes et gouvernements, se demandent à ce moment s'ils ont plus à perdre ou à gagner à allumer une conflagration générale ; la balance du destin est trouble à cette heure ; mais subitement le vertige peut saisir ceux qui hésitent encore. »[676]. Lors d'une réunion publique à Romans, Million de la fédération du livre remarque que :

> « C'est au moment de régler les comptes, de se partager la proie de la conquête que les puissances européennes menacent d'en venir aux mains. L'Autriche s'oppose aux prétentions de la Serbie, celle-ci soutenue par la Russie montre les dents et par le jeu des alliances et des ententes, les Balkans menacent de faire dresser les unes contre les autres les puissances de la vielle Europe et de faire s'entretuer plus de 20 millions d'hommes »[677].

Au début du mois de décembre, Georges Rémond, écrivant depuis son bureau dans la capitale ottomane, espère qu'en France on ne se fait pas d'illusions sur les conséquences de cette guerre. Selon lui, il est peu probable qu'un si grand drame s'achève à Constantinople. Et en relayant les impressions des Français sur place, il précise qu'ils sont tous d'accord pour inciter la France à se préparer pour la guerre à venir, car « l'instant du règlement de comptes entre les nations d'Europe est venu. A quoi bon en retarder l'échéance ? À quoi bon tenter d'impossibles embrassades quand les intérêts diffèrent sur tous les points ? »[678].

Devant une telle éventualité, les syndicats d'ouvriers et le parti socialiste animent à la veille de la grève générale proclamée par la CGT des meetings et des réunions pour exprimer leur opposition à une guerre future. A la Maison de la Commune, rue de Bretagne devant quatre cent personnes rassemblées au meeting organisé par le syndicat des ouvriers lithographes auxiliaires, Jouhaux affirme que bien que la presse soit plus optimiste depuis la réunion de la conférence à Londres, destinée à élaborer un traité de paix, les chances de guerre ne sont pas pour autant diminuées[679]. Dans le cadre de la réunion du syndicat des ouvriers coiffeurs, à la bourse du travail de Morbihan, Raimbault remarque que les « journaux bourgeois atténuent le plus possible les faits qui se passent journellement afin de ne pas alarmer l'opinion publique, et il déclare qu'au moment du partage, la guerre sera

[676] « Les Socialistes, le congrès de Bâle », *Le Radical*, 25 novembre 1912.
[677] *Archives nationales*, série F/7/13328, dossier sur l'agitation contre la guerre ; le commissaire de police à M. le préfet de la Drôme au sujet de la réunion publique à Romans, le 15 décembre 1912.
[678] Georges Rémond, *Avec les vaincus*, Paris, 1913, p.144.
[679] *Archives nationales*, série F/7/13328, dossier sur l'agitation contre la guerre ; « Meeting organisé par le syndicat général des ouvriers lithographes auxiliaires et similaires de Paris et de la région parisienne, à la Maison Commune 49, rue de Bretagne, le 12 décembre 1912 ».

inévitable »[680]. Ingweiller de l'Union des Métaux, exprime lui aussi sa méfiance à Vitry devant l'armistice dont on fait l'éloge dans la presse bourgeoise et recommande à ses camarades de lire la *Patrie* qui annonce l'Autriche comme étant de plus en plus menaçante et mobilisée[681]. Minot du syndicat des maçons, critique à la Maison des Fédération à Paris, les journaux à grand tirage qui minimisent le danger de la guerre[682] et Roumegoux au meeting de Clichy, met en garde la classe ouvrière contre la presse bourgeoise « depuis le petit cochon, le *Petit Journal*, jusqu'au *Matin* en passant par le pornographique *Journal*, car si l'opinion publique est contre la guerre, ces feuilles qui défendent toujours le capitalisme se chargent aussi de changer l'opinion publique selon les besoins de la cause et en l'occurrence donner des versions inexactes de la situation »[683]. Cette situation est particulièrement alarmante selon l'*Anarchie* et les bruits de guerre sont dans l'air : « La coalition de cinq puissances contre une seule menace de déchaîner maintenant une conflagration européenne. On arme et on mobilise en secret, les journaux chauffent à mieux l'opinion publique ; des nouvelles alarmistes circulent, on en est enfin à deux doigts d'une boucherie inévitable »[684]. Le groupe du foyer populaire de Belleville lance un tract pour attirer l'attention des Français sur le spectre de la guerre qui plane au-dessus de l'Europe[685]. A ce propos, un paysan écrivant dans la *Bataille syndicaliste* en décembre, affirme que :

> « (…) cela crève les yeux que nos gouvernements veulent la guerre, le ballon d'essai de la mobilisation en Lorraine, en est la preuve ; il y a quelques jours les pandores de ma région demandaient aux maires d'indiquer dans les hameaux éloignés les endroits disponibles pour apposer les affiches de mobilisation ; et en ce moment on fait dans chaque commune un recensement des voitures, automobiles, motos »[686].

Par contre, Georges Rémond ne partage pas ces raisons d'inquiétude. D'après le correspondant de l'*Illustration*, « il est ridicule de penser que la guerre éclatera un jour pour un incident de frontière entre gendarmes ou chefs de trains près de Thionville ou d'Avricourt, mais elle peut au contraire s'engager demain au sujet des intérêts que va dresser les uns contre les autres le règlement de la question d'Orient »[687]. Ce point de vue est également relayé dans

---

[680] *Ibid*., « Réunion du Syndicat des ouvriers Coiffeurs à Morbihan, le 13 décembre 1912 ».
[681] *Ibid*., « Réunion organisée par l'Union des Métaux, section de Vitry, place de l'Eglise à Vitry, le 13 décembre 1912 ».
[682] *Ibid*., « Meeting contre la guerre par l'Union des Syndicats de la Seine, 15 décembre, Maison des Fédérations, 33 rue de la Grange-aux-Belles ».
[683] *Ibid*., « Etat recapitulaitf des assistants aux meetings de l'Union des Syndicats de la Seine, le 16 décembre 1912 ».
[684] *L'Anarchie*, 12 décembre 1912.
[685] Archives nationales, série F/7/13328, …*op.cit*., « Paris, le 9 décembre 1912 ».
[686] « Autour de la mobilisation ; réflexions d'un paysan », *La Bataille syndicaliste*, 10 décembre 1912.
[687] Georges Rémond, *Avec les vaincus*…,*op.cit*., p.145.

le *Protestant*, journal des chrétiens libéraux, selon qui, « les intérêts opposés de l'Autriche et de la Serbie d'une part, de l'Italie et de la Grèce d'autre part, les armements de l'Autriche surtout constituent un danger permanent »[688]. A propos de la mobilisation autrichienne, l'*Écho de Paris*, remarque en janvier, que lorsque l'Autriche, bien que clamant son attachement à la paix, a mobilisé pour essayer de menacer la Serbie, « on a crié 'Holà' ». Quand la Roumanie dans le cadre de ses revendications à Silistrie,

> « a exécuté la même parade, avec le même boniment pacifique on s'est borné à murmurer : 'Hélas !' en quelques semaines, l'opinion européenne avait passé de l'indignation bruyante à la résignation, tout au plus à la plainte étouffée. (…) c'est que nous nous trouvons ici en face d'une évolution naturelle et facile à prévoir de la situation créée il y a quarante ans par l'écrasement de la France. Le système de la mobilisation pacifique n'est que la conséquence directe et fatale du régime de la paix armée que le vainqueur a imposé comme la condition même de son hégémonie »[689].

Une autre séquence de préoccupation qui ravive les craintes pour le maintien de l'équilibre diplomatique en janvier, c'est le coup d'État qui renverse le cabinet de Kiamil pacha. D'après le *Petit Parisien*, cette opération des Jeunes-Turcs sème l'inquiétude en Europe[690] notamment au sujet de la poursuite de la guerre dans les Balkans voulue par le nouveau régime et les complications ultérieures qu'une telle décision pourrait entraîner.

Pour sa part, René Lebault, s'inquiétait déjà en décembre, face aux rumeurs pour un complot fomenté à Istanbul contre le gouvernement sur place, qu'un tel événement s'il venait à se réaliser, il entraînerait l'intervention de l'Europe en Turquie d'Asie. D'après le correspondant du *Petit Journal*, les Français et les Anglais débarqueraient en Syrie, les Russes profiteraient de l'occasion pour franchir la frontière de Transcaucasie et entrer en Arménie, tandis que les Allemands interviendraient en Mésopotamie pour défendre leurs intérêts. S'il est permis d'espérer, rajoute-t-il, « que le premier acte ne dégénérera pas en conflit général grâce à l'intervention personnelle des peuples balkaniques, en sera-t-il de même en Asie Mineure, où les peuples intéressés sont incapables de s'entendre réclament désespérément l'appui des puissances ? »[691]. A ce sujet, la *Bataille syndicaliste*, commentant en avril, la formation d'un parti décentralisateur proche de l'Entente libérale du prince Sabah-Eddine et du général Chérif pacha, « dont les tendances anglophiles sont bien connus », affirme que sous prétexte de réformes et de son opposition au gouvernement du Comité Union et Progrès,

[688] « Par rapport à l'armistice », *Le Protestant,* 14 décembre 1912.
[689] « Le billet de Junius », *L'Echo de Paris*, 22 janvier 1913.
[690] « Le coup d'Etat Jeune-Turc sème l'inquiétude en Europe », *Le Petit Parisien*, 25 janvier 1913.
[691] René Lébaut, « La destinée des peuples », *Le Petit Journal*, 29 décembre 1912.

ce parti prépare le partage de l'Empire ottoman au profit de l'Angleterre, de la France et de la Russie. Pourtant, « l'Allemagne qui s'est instituée protectrice du CUP (parce qu'elle espère en tirer de beaux bénéfices) elle, ne laissera pas faire. Et ainsi voilà un nouveau conflit européen à l'horizon »[692].

En même temps, les divergences entre l'Autriche, l'Italie, la Grèce et la Serbie au sujet de la délimitation des frontières de l'État albanais est toujours d'actualité en février et André Chéradame les perçoit comme une menace à la paix européenne[693]. Outre la question de l'Adriatique, et les rivalités bulgaro-roumaine concernant la souveraineté sur la région de Silistrie, susceptibles de déchainer la guerre universelle, le parti socialiste proteste aussi contre l'accroissement des dépenses militaires et la militarisation de la vie politique. Les socialistes s'en prennent plus particulièrement à l'Autriche-Hongrie et à la Russie qui ne démobilisent pas, à l'Allemagne qui augmente les effectifs de son armée et au gouvernement français qui annonce ses intentions d'accroître considérablement « les charges militaires»[694]. Le lendemain l'*Écho de Paris* publie lui aussi le contenu du projet de loi autorisant le ministre de la guerre à engager « une somme de cinq cent millions en vue d'accélérer les travaux intéressant la défense nationale »[695]. La menace d'une guerre future est perçue aussi bien dans la presse socialiste qu'au sein de la presse nationaliste. Désormais, c'est le projet de la loi des trois ans au sujet de la prolongation du service militaire qui trace une ligne de démarcation entre deux approches distinctes en vue d'affronter cette menace qui se profile. De son côté, Léon Torton, dans son discours prononcé à Trafalgar square en mai lors d'un meeting organisé contre la guerre et le militarisme, et dont les propos ont été publiés dans le *Libertaire*, martèle à son public que le risque de la guerre n'est pas dissipé. Au contraire, remarque-t-il, « au moment même où au cours des visites royales, des réceptions officielles, les dirigeants galvaudent le mot de paix, nous assistons à un spectacle étrange. C'est partout une frénésie d'armements nouveaux qui s'empare des gouvernants ; c'est partout un accroissement considérable des charges militaires »[696].

En mars, les batailles dans les Balkans se poursuivent et la situation diplomatique reste toujours critique ainsi que la perception d'une guerre proche est relayée par Gaston Calmette dans le *Figaro*, où il expose les préparations militaires des différents pays européens :

[692] Francis Delaisi, « Une nouvelle intrigue », *La Bataille syndicaliste*, 16 avril 1913.
[693] André Chéradame, « Les frontières de l'Albanie », *L'Illustration*, 8 février 1913.
[694] « Le parti socialiste contre les armements », *Le Temps*, 20 février 1913.
[695] « Nos armements militaires », *L'Echo de Paris*, 28 février 1913.
[696] « Notre attitude devant la guerre par Léon Torton, discours prononcé à Trafalgar square, le 25 mai dernier, au meeting organisé contre la guerre et le militarisme », *Le Libertaire*, 28 juin 1913.

> « l'Italie appelle à tout hasard deux classes sous les drapeaux ; l'Autriche ne modifie en rien sa coûteuse mobilisation ; la Russie conserve la classe maintenue depuis trois mois. L'Allemagne prépare une formidable augmentation de ses troupes de premier choc ; enfin la Belgique effrayée de tels amoncellements d'hommes à sa frontière, s'efforce de remanier en hâte son armée »[697].

Toujours dans le même journal, Gabriel Hanotaux, constate que le tableau s'obscurcit encore davantage par la menace des projets de dépenses militaires, soudainement mis en délibération devant la plupart des parlements européens, obéissant au principe « J'arme si tu armes »[698].

En avril des nouvelles inquiétudes surgissent et nourrissent les perceptions de menace d'une escalade du processus de la guerre. Cette fois-ci, le différend austro-monténégrin sur le sort de la ville ottomane de Scutari est à l'origine des préoccupations et des frictions. Selon le *Petit Parisien*, cette question est brûlante, d'autant plus que l'Autriche-Hongrie est prête à imposer au souverain monténégrin la décision de la concertation européenne, accordant Scutari à l'Albanie, à travers une démonstration navale. Cette politique de pression ne semble pas faire l'unanimité entre les grandes puissances et le *Petit Parisien*, dont la rubrique sur la politique extérieure est assumée à cette période par André Tardieu[699], rédacteur également dans le *Temps*, précise que si la France est hésitante, la Russie « refuse délibérément »[700] de participer à une telle opération. Pour sa part, Veillard publie dans l'*Humanité* des nouvelles selon lesquelles « tandis que l'Autriche officielle parle seulement d'une démonstration pacifique, les organes de la coterie de Vienne menacent le Monténégro de mesures militaires effectives »[701]. De même, en Russie : d'un côté, le gouvernement officiel manifeste sa volonté de voir lever le siège de Scutari et d'un autre côté, « les troupes assiégeantes reçoivent des munitions envoyées de Russie »[702]. Dans ces conditions, conclut-il, « la démonstration navale, déjà si tardive, ne s'annonce pas précisément comme la fin du cauchemar qui pèse sur l'Europe depuis six mois ». Face à cet empêtrement, Gabriel Hanotaux écrit dans le *Figaro* que depuis l'époque où « Jules César, appelé par les Gaulois, s'est porté sur le Rhin pour combattre Arioviste, chef des tribus germaniques, aucune perspective d'avenir plus troublante n'a été ouverte devant l'Europe »[703]. Sur la même longueur d'ondes et faisant allusion à la

[697] Gaston Calmette, « La situation », *Le Figaro*, 20 mars 1913.
[698] Gabriel Hanotaux, « La paix larvée », *Le Figaro*, 14 mars 1913.
[699] Pour une biographie d'André Tardieu, voir Michel Junot, *André Tardieu, le mirobolant*, Paris, Denoël, 1996.
[700] « La question monténégrine reste brûlante, la France ne participera à la démonstration navale », *Le Petit Parisien*, 1er avril 1913.
[701] « La démonstration navale va commencer à Antivari », *L'Humanité*, 5 avril 1913.
[702] *Idem*.
[703] Gabriel Hanotaux, « Germains et Slaves », *Le Figaro*, 15 avril 1913.

même séquence du passé, Georges Rémond dans ses mémoires écrit lui aussi que si l'Autriche marche contre le Monténégro et les Serbes, la Russie devrait entrer en ligne et :

> « (…) nous voici du coup nous autres Français, à la frontière du Rhin. C'est là le point fatal où toutes les forces accumulées de l'histoire doivent faire se rencontrer prochainement, une fois de plus, les armées gallo-romaines, les armées de la civilisation contre les armées de la barbarie germanique »[704].

La prise de Scutari par les Monténégrins à la fin du mois d'avril, représente une nouvelle source de tension majeure au sein de la diplomatie européenne. A cette occasion, Jaurès écrit dans l'*Humanité* que le cauchemar ne veut pas se dissiper. Au moment « où l'Europe croyait toucher enfin à la paix orientale, la prise de Scutari, réveille toutes les inquiétudes et rouvre tous les périls »[705]. De son côté, le *Journal* affirme qu'un tel événement remet en question l'entente austro-russe[706].

En mai, le *Petit Parisien* relate des agitations belliqueuses. Selon le journal proche du gouvernement français, les milieux belliqueux austro-hongrois emploient toute leur influence, tous leurs efforts pour convaincre l'opinion à Vienne et à Budapest, qu'il faut à tout prix faire la guerre ; « ils travaillent notamment les cercles parlementaires et les milieux intellectuels et se servent surtout de cet argument que la situation internationale est aujourd'hui très favorable à une action austro-hongroise dans les Balkans »[707]. Saint-Brice écrit en juin dans le *Journal* que l'initiative russe d'arbitrage entre les Bulgares et les Serbes pour le règlement de leur contentieux concernant leurs frontières dans la région de la Macédoine ottomane, inquiète l'opinion autrichienne qui voit en elle une affirmation de la solidarité slave susceptible de rompre l'équilibre en Orient aux dépens du germanisme. D'après l'analyste des relations internationales du *Journal*, « il serait fâcheux de laisser le temps de se développer à ce vieux germe de rivalité austro-russe »[708].

Quelques mois plus tard, à la veille de la conférence de Bucarest, la question de l'attribution d'Andrinople constitue une énième pierre d'achoppement. On s'interroge dans l'*Humanité* sur les conséquences pour la paix, si le gouvernement de Said Halim pacha, « pour lequel la possession d'Andrinople, est une question de vie et de mort, refusait

[704] Georges Rémond, *Avec les vaincus…op.cit.,* p.311.
[705] Jean Jaurès, « La prise de Scutari », *L'Humanité*, 24 avril 1913.
[706] Saint-Brice, « Malgré l'Europe les Monténégrins prennent Scutari », *Le Journal*, 24 avril 1913.
[707] « Agitation belliqueuse », *Le Petit Parisien*, 3 mai 1913.
[708] Saint-Brice, « Les alliés sont convoqués à Saint-Petersbourg », *Le Journal*, 16 juin 1913.

d'obtempérer à l'ordre de l'Europe ? serait-ce le déchaînement du conflit général tant redouté ? »[709].

Ainsi tout au long des guerres balkaniques, deux narrations sur l'étendue du conflit se confrontent dépassant les clivages idéologiques au sein de la presse française. Une première narrative, dans une presse libérale ou chez les tenants de la doctrine économique libérale, met en avant les vertus pacificatrices du développement des interactions financières et économiques entre les différentes grandes puissances européennes, tout en représentant les Balkans et ses habitants comme un espace intrinsèquement belliqueux voué à et traversé par des passions liées à un fanatisme ethnique et religieux, dépassées par les sociétés de l'Europe occidentale, et croit à une guerre localisée. On pourrait la qualifier de narrative 'balkaniste' percevant les Balkans et les réactions de leurs sociétés face à la guerre comme un lieu de différence et de retard dans la trajectoire évolutionniste de l'humanité vers la disparition de la guerre. Cette évolution aurait été marquée par le triomphe des intérêts économiques et financiers nouant entre elles les sociétés de l'Europe occidentale dans un réseau inextricable de relations pacifiées et négociées au nom de leur bien commun. En revanche, les sociétés balkaniques prisonnières de passions primitives liées à de rivalités ethniques et de phénomènes de fanatisme religieux, ne sauraient être délivrées de la tentation guerrière afin de résoudre leurs différends.

Cette première narrative est contestée par ceux et celles qui remettent en question le caractère inébranlable et foncièrement pacificateur d'une configuration imbriquée d'intérêts, soulignant au contraire que la nature conflictuelle de ces intérêts est susceptible d'engendrer une conflagration générale aboutissant à une guerre à l'échelle européenne. Une série de crises diplomatiques se succédant entre le mois d'octobre 1912 et le mois d'août 1913, notamment à l'occasion des différends austro-serbe et austro-monténégrin, préoccupent fortement les journaux de toute nuance politique. Le danger d'une implication dans le conflit de l'Autriche-Hongrie et de la Russie est considéré comme un danger réel, d'autant plus qu'une telle évolution est perçue comme synonyme de l'activation de la mécanique infernale d'alliances diplomatiques et militaires, instaurées progressivement dans les relations internationales pendant la période de guerre froide qui suit la guerre franco-prussienne. La participation aux mobilisations contre la guerre dans les Balkans et contre l'extension de ce conflit à l'échelle européenne, ainsi que les fluctuations des valeurs boursières avec le

[709] « Andrinople et l'Inde », *L'Humanité*, 31 juillet 1913.

mouvement de panique que les nouvelles diffusées dans l'espace médiatique ont provoquées, témoignent de l'impact de cette narration auprès de la société française de l'époque. Enfin ce qui est intéressant de relever et commenter également, c'est l'inscription de la guerre à venir, dans une approche téléologique et déterministe de confrontation inéluctable entre deux civilisations perçues comme intrinsèquement et diachroniquement concurrentielles, la civilisation 'romaine' et 'germanique', ou entre deux doctrines idéologiques-géopolitiques, le panslavisme et le pangermanisme. Une telle perception de l'histoire et des rapports entre le Soi et l'Autre dans l'évolution historique, n'est pas sans nous rappeler l'emploi du mythe de haines séculaires entre populations chrétiennes et musulmanes des Balkans, diffusé en parallèle dans la presse française pendant les guerres balkaniques de 1912-1913.

II. Perceptions du déroulement du conflit

Parallèlement aux appréhensions, faisant écho aux retombées des opérations militaires et aux complications diplomatiques qui en découlent, le déroulement du conflit est lui aussi soumis à des perceptions multiples et variées, aussi bien en ce qui concerne les événements liés aux batailles qu'à ceux marquant les occupations militaires et les exactions ayant eu lieu à cette occasion. Mais avant d'étudier la couverture médiatique de ces événements et de leurs acteurs, et avant de nous interroger sur l'impact des perceptions médiatiques concernant leur avènement, promenons-nous sur les chemins de la perception des lieux du conflit.

II.1. Perceptions des lieux du conflit

Les lieux sur lesquels se sont déroulés les guerres balkaniques entre le mois d'octobre 1912 et le mois d'août 1913, ont été perçus de manière diverse et variée par les contemporains. Tout d'abord, il y a la question de leur appellation. Comme le fait remarquer Michel Sivignon, la péninsule balkanique a été délimitée par un regard extérieur, celui de l'Europe centrale et occidentale, celui des diplomates et celui des voyageurs et des touristes se rendant en Orient[710]. En ce qui concerne la région au centre des opérations militaires, elle correspondait dans la nomenclature ottomane de l'époque, aux vilayets balkaniques[711] de Kosovo[712], de Salonique[713], de Monastir[714], de Janina[715], de Scutari[716] et d'Andrinople[717]. Dans les discours officiels, les manuels scolaires ou les médias des royaumes balkaniques et d'autres pays européens, on rencontrait des termes géographiques tels que Macédoine, Épire, Thrace ou Vieille Serbie. Il s'agit d'appellations largement reprises dans la presse française, côtoyant celles plus génériques de Turquie d'Europe, ou de péninsule des Balkans. Ce nom turc, désignait au départ le massif montagneux de Stara Planina, en Bulgarie de nos jours. En 1804, le géographe prussien, August Zeune, l'employa pour désigner un espace aux contours

[710] Voir Michel Sivignon, *Les Balkans : une géopolitique de la violence*, Paris, Belin, 2009, p.45.
[711] A côté des vilayets des Balkans continentaux, les guerres balkaniques se sont aussi déroulées dans les îles de la Mer Égée, regroupées au sein d'un vilayet appelé Cezayir-i Bahr-i Sefid. Quant à l'île de Crète, elle représentait un vilayet à part entière, celui de Girit en osmanli.
[712] Kosova en osmanli et Kosovski en langues slaves.
[713] Selanik, en osmanli, Thessaloniki en grec et Solun en langues slaves.
[714] Manastır en osmanli, Bitola en langues slaves.
[715] Yanya en osmanli, Ioannina en grec.
[716] Işkodra en osmanli, Shkodrës en albanais.
[717] Edirne en osmanli, Odrinski en langues slaves.

géopolitiques flous[718]. Cette appellation correspond, comme le souligne Peter Liotta, à une véritable destination imaginaire[719]. L'espace défini comme balkanique, a d'ailleurs connu plusieurs appellations tout au long de l'histoire[720] et au fil de la question d'Orient. On pourrait d'ailleurs établir une généalogie onomastique non seulement pour l'ensemble de cette péninsule mais aussi pour ses composantes régionales. Par ailleurs, la perception des frontières de cette péninsule a varié au fil du temps, à la fois façonnée par les différentes entités étatiques qui s'y sont construites, le regard des observateurs extérieurs, mais aussi à l'aune de la perception de ses habitants. Ainsi, en 1912, il y a des pays qui renoncent à leur désignation comme balkanique. La *Croix* remarque à ce sujet, que la Roumanie n'a pas perdu une seule occasion de protester contre l'appellation de puissance balkanique qui lui a été octroyée par les diverses chancelleries[721]. De son côté, l*'Anarchie* du 31 octobre 1912 parle de la guerre dans le sud-est de l'Europe[722], alors qu'Ernest Judet définit les lieux où les opérations se déroulent comme l'avant-garde énigmatique de l'Orient[723]. Les termes les plus fréquemment utilisés dans la presse pour désigner le conflit déclenché en octobre 1912 dans les vilayets européens de l'Empire ottoman, sont toutefois, guerre des Balkans ou guerre de l'Orient.

[718]Jusqu'au début du XXe siècle et la disparition des Empires ottoman et austro-hongrois, la Croatie et la Slovénie de nos jours, jusqu'alors possessions austro-hongroises sont traitées en dehors des Balkans. Après 1918, la définition des Balkans inclue désormais le Royaume des Serbes, des Croates, des Slovènes qui devient la Yougoslavie. A partir de 1918, les ouvrages géographiques français, tels que la *Géographie Universelle* de Paul Vidal de la Blache font coïncider les Balkans avec les quatre États issus du partage de l'Empire Ottoman et des traités qui mettent fin à la Première Guerre mondiale. Au contraire, la Roumanie est dans la plupart des cas, exclue des Balkans. Suite au traité de Yalta et la distribution de l'Europe en sphères d'influence américaine et soviétique, les pays balkaniques sont divisés entre l'OTAN, la Grèce et la Turquie, et le pacte de Varsovie, la Bulgarie, la Yougoslavie. Le terme de 'Balkans' tombe plus ou moins en désuétude pendant cette période. Ce sont les guerres en ex-Yougoslavie dans les années 1990 qui le remettent au goût du jour. A cette occasion, on voit apparaître l'expression de Balkans occidentaux pour désigner les entités politiques issues de la fédération yougoslave, auxquelles on ajoute aussi l'Albanie. A partir de la crise économique des années 2010, la Grèce commence de nouveau à être désignée dans la presse française comme pays balkanique.

[719] Voir Peter Liotta, *Mapping Macedonia: idea and identity*, Westport, Conn., Praeger, 2004, p.59 et Mike Crang, *Cultural geography*, London, New York, Routledge, 1998, p.66.

[720] Pour une genealogies de ces onomastiques, voir Wendy Bracewell, Alex Drace-Francis, "South-Eastern Europe: History, Concepts, Boundaries", dans *Balkanologie*, 1999, n°2, 48, Larry Wolff, *Inventing Eastern Europe: The Map of Civilisation in the Mind of Enlightenment*, Stanford University Press, 1996 (1994), et Maria Todorova, *Imagining …op.cit*., p.21-37.

[721] R.T., « La Roumanie », *La Croix*, 28 décembre 1912.

[722] « La Guerre », *L'Anarchie*, 31 octobre 1912.

[723] Ernest Judet, « Macédoine », *L'Éclair*, 11 novembre 1912.

II.1.1. Entre ignorance géographique et engouement cartographique

Sillonnant à la fin du XIXe siècle l'Europe du Sud-Est, autre appellation de cet espace employé de plus en plus de nos jours afin de l'affranchir du poids des représentations-connotations-associations d'idées dépréciatives par le choix d'un terme a priori plus neutre et mois chargé d'évocations historiques, Victor Cambon écrit que cette région n'est pas encore « encombrée par la foule empressée des touristes ». A cette époque,

> « La gent quelque peu moutonnière qui, un guide à la main, voyage pour son plaisir, se divise en un certain nombre de directions qui ne la conduisent point vers les Balkans. Sans parler de la Suisse, de l'Italie et des bords du Rhin qui attireront toujours les gros bataillons de l'armée des travellers et des reisenden de tous pays, les voyages à la mode sont aujourd'hui l'Écosse, la Suède, et la Norvège, l'Algérie, l'Espagne, Constantinople, la Syrie et l'Égypte. Aucun courant ne se dirige vers les rives illyriennes. »[724].

Toujours est-il que les rares Français qui s'aventurent à la veille du conflit dans ces lieux, à l'instar des touristes d'Ile-de-France guidés dans leur voyage dans la Montagne Noire[725] par Louis Olivier, directeur de la *Revue générale*, suivent soigneusement tout événement balkanique. Riches de leurs souvenirs récents, ceux qui ont accosté au port de Cattaro[726] poursuivent leur expérience à travers les nouvelles publiées dans la presse en automne 1912. Pas plus que dans les guides de voyage, les pays des Balkans ne sont présents dans les manuels scolaires. Henry Roujon, se demande dans le *Figaro*, où ses contemporains avaient lu pour la première fois, les mots de Bulgares ou de Bulgarie : « dans un coin secret de la moquerie de Voltaire, à propos des infortunes de Cunégonde. Pas un mot de ces gens là dans nos manuels, non plus que dans les atlas de notre enfance »[727], répond-il. En revanche, il cite des noms d'historiens tels qu'Alfred Rambaud[728], Louis Leger[729] ou Ernest Denis[730] qui se sont penchés de manière plus ou moins systématique sur l'histoire de cette région. « Récemment notre ami Georges Bousquet (…) nous a donné la seule histoire, en belle langue française qu'il y ait de la Bulgarie. »[731]. A côté de ce rappel, rares sont les références à des ouvrages ou essais historiographiques sur les pays balkaniques dans la presse française

[724] Victor Cambon, *Autour des Balkans*, Paris, 1890, p.5.
[725] Crna Gora en serbo-croate.
[726] « Dans la Montagne Noire », *Le Temps*, 11 octobre 1912.
[727] Henry Roujon, « Le rêve bulgare », *Le Figaro*, 15 octobre 1912.
[728] Auteur d'un ouvrage sur ce qu'il appelle l'empire grec au Xe siècle, il publia également plusieurs ouvrages sur l'histoire coloniale française.
[729] Spécialiste de langues et civilisations slaves.
[730] Historien spécialiste de la Bohême, il oeuvra pour la création d'un État tchécoslovaque au lendemain de la Grande Guerre. Suite à ses activités et engagements scientifiques et politiques, l'École nationale des langues orientales vivantes, ancêtre de l'Inalco créa une chaire de tchèque.
[731] Henry Roujon, « Le rêve bulgare » …, *op.cit.*

pendant le conflit (voir tableau ci-dessous). La littérature sur les territoires de l'Empire ottoman est en revanche plus abondante et Marcel Monmarche, conseille à tout voyageur désireux de se rendre sur place, de lire et relire avant son départ, les mémoires sur *Constantinople* de Théophile Gautier, ou le guide de Barth dans la collection les Villes d'art, celui de Amicis, les romans de Loti, *Fantôme d'Orient*, les *Désenchantées*, les romans byzantins de Paul Adam, *Basile et Sophia*, *Irène et les Eunuques*, la *Byzance* de Jean Lombard, *l'Homme qui assassina* de Claude Farrère, les *Paradoxes sur la Turquie* de Afioun Effendi, *La Turquie aux derniers jours d'Abdul-Hamid* de Paul Fesch, les *Notes d'une voyageuse en Turquie* de Marcelle Tinayre[732]. Cette liste pourrait se compléter par « une traduction du Coran, les pamphlets de Paul de Régla sur les bas-fonds de Constantinople, de Feizi, sur les Turcs d'aujourd'hui, ou encore les ouvrages classiques de Schlumberger et de Charles Diehl sur l'histoire byzantine ».

Tableau : Des références bibliographiques sur l'histoire de l'espace balkanique relatées dans la presse française

Espace	**Ouvrages (journaux)**
Albanie	Gabriel-Louis Jaray, *L'Albanie inconnue*, Paris, 1909 (*L'Illustration*)
Bulgarie	Guérin Songeon (père assomptionniste), *L'histoire de la Bulgarie depuis les origines jusqu'à nos jours*, Paris, 1912 (*L'Humanité*) Georges Bousquet, *L'histoire du peuple bulgare depuis les origines jusqu'à nos jours*, Paris, 1910 (*Le Figaro*)
Empire ottoman	Ludovic de Contenson, *Les réformes en Turquie d'Asie, la question arménienne, la question syrienne*, Paris, 1913 (*L'Humanité*) Ioannis Kallostypi, *Makedonia*, Athènes, 1886 (*Le Temps*)
Roumanie	Alexandru Strudza, *La Roumanie moderne comme facteur de la civilisation en Orient*, Paris, 1902 (*La Croix*)
Serbie	-

Ce n'est pas seulement l'histoire de cette région qui est mal connue[733], mais aussi sa géographie. Maurice Paléologue, avoue dans ses mémoires, que ce qui le frappe chez Aristide Briand, c'est la promptitude avec laquelle il aperçoit tous les aspects, « il saisit tous les 'joints' d'une question qui, la minute d'avant, ne s'était jamais présentée à son esprit ». Mais ce qui ne le frappe pas moins, c'est l'immensité de son ignorance historique et géographique :

[732] Marcel Monmarché, De Paris à Constantinople …, *op.cit.*
[733] Ernest Laut, « Serbes et Bulgares », *Le Petit Journal illustré*, 20 octobre 1912.

« la péninsule des Balkans s'évoque en lui aussi confuse, hétéroclite et mystérieuse que le centre de l'Afrique sur les portulans du Moyen Age. »[734]. Ernest Judet, commente lui aussi dans son journal, l'*Éclair* le fait que la guerre des Balkans apprend au public occidental la géographie de pays qui étaient profondément inconnus malgré leur proximité géographique[735]. La terre qui s'étend entre le Danube, la mer Adriatique, la mer Noire et la mer Égée, restait « comme un domaine défendu ou délaissé. Nous avions plus de notions sur la vallée du Congo, des Amazones ou du Fleuve Jaune que sur celles du Vardar et de la Maritza »[736] s'étonne-t-il. Gaston Deschamps élargissant la perception et définition française du lointain dans la *Petite Gironde*, il écrit que les confins de l'Albanie et du Monténégro sont moins connus que les pampas de l'Amérique du Sud[737]. Pour sa part, Francis Délaisi dans son ouvrage sur les aspirations autonomistes en Europe, affirme que par rapport à l'Albanie, « le Sahara est mieux connu, le Tibet à peine plus mystérieux »[738]. Toujours est-il, que selon Gaston Deschamps, la guerre des Balkans éveilla la curiosité de l'esprit public et suscita auprès de lui de nombreuses questions telles que « (-) qu'est-ce que le sandjak de Novi-Bazar ? (-) et Podgoritza, Tousi, Tarabosch, …où placez-vous tout cela ? (-) avez-vous jamais vu un Malissore ? »[739].

Pourtant, Jean-Jacques Brousson constate dans *Gil Blas* que malgré l'omniprésence du sujet de la guerre dans les Balkans au sein des débats ou des discussions de l'espace public ou privé,

> « Le piquant dans l'affaire, c'est qu'aucun de ces gobe-mouches ne sait précisément si c'est Belgrade, la capitale de la Serbie, ou Sophia, ou Bucharest ou Philipoppoli ou Pampelune ! Dans leur émoi, ces bonnes gens confondent volontiers Valaques, Roumains, Croates, Bulgares et vous en font la plus étrange Macédoine du monde. Car, s'il est une vérité ici-bas qui ne souffre aucune contradiction, c'est bien que le Français ignore tout de la géographie »[740].

[734] Maurice Paléologue, *Journal, 1913-4, Au quai d'Orsay, à la veille de la tourmente*, Paris, 1914, p.17.
[735] Ce commentaire soulève la question de la perception relative ou de la relativité dans la perception d'un espace comme proche ou lointain auprès d'un certain groupe socioculturel et à un moment donné de son évolution historique. Il explique aussi pourquoi l'espace balkanique fit pendant longtemps intégré dans son intégrité ou en partie, dans le domaine d'explorations aventurières extra-européennes des aventuriers Français. Pour une définition de l'espace aventurier comme nécessairement écarté de lieux reconnus comme européens, et de la participation de cette défintion dans l'élaboration d'une certaine idée de l'Europe au XIXe siècle, voir Sylvain Venayre, *La gloire de l'aventure : genèse d'une mystique moderne, 1850-1940*, Paris, Aubier, 2002, p.47.
[736] Ernest Judet, « Macédoine », *L'Éclair*, 11 novembre 1912.
[737] Gaston Deschamps, « Voyages en Orient », *La Petite Gironde*, 16 octobre 1912.
[738] Francis Delaisi, *Les aspirations autonomistes de l'Europe*, Paris, 1913, p.110.
[739] Gaston Deschamps, « Voyages en Orient », *La Petite Gironde*, 16 octobre 1912.
[740] Jean-Jacques Brousson, « Courrier de Paris », *Gil Blas*, 17 octobre 1912.

A propos de ces confusions ou lacunes géographiques, Hélène Vacaresco précise que la capitale de la Roumanie est mal connue « des Occidentaux dont quelques uns s'entêtent à la vouloir confondre avec Budapest, une certaine similitude de syllabes rendant la confusion facile »[741]. En dépit de cette réputation, Précy-Boran constate que la géographie, science pendant longtemps ignorée par le public français, est actuellement en pleine vogue. « Autant dans un salon, l'année dernière, il était d'un insupportable pédant de connaître la situation exacte, sur la mappemonde, d'un petit État comme le Monténégro, autant il est élégant cet hiver, de savoir d'une manière précise que la Serbie n'avait pas d'accès à la mer et que la Bulgarie séparait la Roumanie de l'Empire ottoman »[742]. D'après le chroniqueur du *Figaro*, on peut facilement acquérir cette érudition, car une grande quantité de cartes de la péninsule balkanique sont éditées de toutes parts. « Nous avons su, par l'empressement avec lequel la reproduction de celle publiée par le *Figaro* nous a été demandée à quel point le public était avide de voir, figurés graphiquement ces fameux États »[743].

Au moment où l'attention générale se porte vers les pays balkaniques, le *Journal* annonce que la Librairie Garnier Frères met en vente une nouvelle carte des Balkans et de l'Empire ottoman, tracée par Henri Vast. « Tout le monde voudra la posséder pour suivre la marche des événements actuels et se tenir au courant des opérations militaires »[744]. De son côté, le *Petit Journal* rappelle à ses lecteurs qu'une carte leur permettant de suivre au jour le jour, la marche des événements[745], est à leur disposition au prix de 15 centimes. La bataille des 'publications cartographiques', entre les journaux français se poursuit avec la publicité pour une carte tirée à 550 000 exemplaires par la *Croix*[746]. Le journal des Assomptionnistes, essaye de convaincre ses lecteurs, qu'il est indispensable d'avoir sous les yeux une carte du théâtre où opèrent les belligérants, claire, exacte et peu encombrante[747]. Le *Figaro* propose quant à lui à ses lecteurs, une carte détachable avec son numéro du 28 octobre[748]. A côté de ce support servant de boussole géographique, l'*Éclair* essaye d'attiser la curiosité et attirer l'attention des citoyens-lecteurs, en leur proposant aussi un calendrier de la guerre qui résume le développement de la crise jusqu'à l'ouverture des hostilités[749].

[741] Hélène Vacaresco, « Bucarest », *Le Petit Parisien*, 7 août 1913.
[742] Précy-Boran, « Géographie », *Le Figaro*, 8 novembre 1912.
[743] *Idem*.
[744] « Guerre des Balkans », *Le Journal*, 12 octobre 1912.
[745] « Carte des Balkans », *Le Petit Journal*, 7 novembre 1912.
[746] « La guerre dans les Balkans », *La Croix*, 8 novembre 1912.
[747] *Idem*.
[748] « Le théâtre de la Guerre des Balkans », *Le Figaro*, 28 octobre 1912.
[749] « Pour suivre la guerre », *L'Éclair*, 19 octobre 1912.

En décembre, face à l'éventualité d'un remaniement des frontières de la péninsule balkanique suite à la conférence de paix de Londres, nombreux sont les lecteurs du *Petit Journal* qui lui demandent s'ils pourraient encore se procurer la carte des Balkans publiée en octobre, afin de pouvoir suivre les modifications territoriales négociées au sein du palais de Saint-James. A cette question, les responsables du journal répondent affirmativement, en précisant que : « bien que notre carte ait été vendue par centaines de mille, en raison de son exactitude et de son prix modique (15 centimes) nous avons pris les mesures de tirages nécessaires pour répondre à toutes les demandes »[750]. Les journaux français essayent de familiariser, de rapprocher, d'initier leurs lecteurs à la géographie de la péninsule où se déroulent les batailles. Dans cette perspective, l'*Excelsior* publie le 11 octobre, une carte où s'affichent les dimensions comparées entre la France et les États balkaniques[751].

[750] « Pendant qu'on prépare la conférence de Londres », *Le Petit Journal*, 8 décembre 1912.
[751] « Dimensions comparées de la France et des États balkaniques », *L'Excelsior*, 11 octobre 1912.

Tableau : Cartes géographiques et des opérations militaires à la Une de journaux français

	Le Petit Parisien	*Le Petit Journal*	*Le Journal*	*Le Matin*	*L'Humanité*	*La Croix*	*Le Figaro*
octobre	carte de la péninsule balkanique (2/10) carte de la frontière turco-monténégrine (7/10) carte de la frontière turco-bulgare (20/10) carte du camp retranché d'Andrinople (23/10) carte montrant la situation de Baba-Eski (29/10) carte du théâtre actuel de la lutte turco-bulgare (31/10)	carte des États balkaniques (5/10) carte des Balkans (11/10) carte de l'empire arabe tel qu'il était au moment de la bataille de Poitiers (19/10) carte du théâtre des opérations autour d'Andrinople (27/10) carte des Balkans avec les zones occupées (30/10)		les forces respectives des États balkaniques (1/10) carte de la péninsule des Balkans (3/10) la frontière qui sépare la Turquie du Monténégro, de la Serbie et de la Bulgarie (9/10) carte à vol d'oiseau des Balkans avec l'emplacement des troupes turques (14/10) les distances qui séparent Constantinople des capitales ennemies et de la frontière bulgare) (16/10) la situation approximative des armées ennemies à l'heure actuelle et les quatre champs d'opération prévus (17/10)	les forces turques indiquées par un croissant ; et les forces bulgares par une croix dans la région d'Andrinople (22/10) carte du camp retranché d'Andrinople (28/10)		

				la frontière bulgare ; la région frontière gréco-turque (20/10) la région d'Andrinople où l'armée de l'est bulgare, qui s'est emparée de Mustapha-Pacha force les Turcs à se replier (21/10) le théâtre des grandes batailles en Thrace (24/10) la proportion des pays en lutte envisagée par rapport à la France (30/10)			
novembre	Salonique et ses environs (8/11) la route de Tchataldja à Constantinople (16/11) l'état actuel de la Turquie d'Europe (20/11)			carte avec la question de l'Adriatique (24/11) carte avec la zone litigieuse, la côte albanaise sur l'Adriatique et les ports dont un au moins sera revendiqué par les Serbes (28/11) carte avec le schéma des		carte des régions turques occupées par les alliés en trois semaines de guerre (6/11)	

				négociations (29/11)			
décembre				carte avec ce que les alliés demandent à la Turquie (24/12) la carte du Liban (27/12)			
janvier	carte des frontières proposées par les alliés et les Turcs (5/1) la frontière bulgaro-roumaine (11/1)	l'Albanie (7/1)		carte des territoires que la Turquie cède en Europe (2/1) la frontière bulgaro-roumaine (11/1) carte de la Trace orientale (31/1)			
février							
mars	carte des EB dressée d'après les indications contenues dans le contre-projet des puissances (24/3)						
avril	plan en relief de Scutari et de la région environnante (24/4)	carte de l'Albanie (5/4)					
mai	le tracé du chemin de fer de Bagdad (19/5)	carte de délimitation de frontières albanaises (4/5)		carte avec les sphères d'influence italienne et autrichienne en Albanie (4/5)			

				ce qui restera en Europe de l'Empire ottoman (13/5)			
juin			carte avec les prétentions rivales des alliés balkaniques (12/6)	carte des territoires en discussion entre la Serbie et la Bulgarie (23/6)	une carte de la zone contestée en Macédoine (24/6)		
juillet	carte du théâtre des combats entre Serbes, Grecs et Bulgares (2/7) carte de la frontière bulgaro-roumaine (12/7) carte montrant la marche des alliés sur Sofia (18/7) carte permettant de suivre la marche des alliés sur Sofia (21/7) carte montrant les points sur lesquels le territoire bulgare a été envahi (27/7)	carte des voies ferrées de la Turquie d'Asie (16/7)	carte qui indique ce que la seconde guerre coûte aux Balkans (12/7)	où ils se sont battus (1/7) armées présentes (carte) (4/7) carte des Balkans telle que la voudraient à peu près les adversaires de la Bulgarie (12/7) troupes roumaines (carte) (17/7) les deux frontières turco-bulgares (23/7)	le théâtre des opérations (9/7) carte avec la position actuelle des armées roumaines, serbes, grecques et turques (18/7)		
août	carte des nouvelles frontières balkaniques (8/8) la répartition des territoires enlevés à la Turquie (10/8)		carte du partage balkanique (8/8)	carte des nouvelles frontières (7/8) la nouvelle carte des Balkans (15/8)			

La séquence des 'actualités' cinématographiques du journal Pathé, où l'on peut voir se dessiner une carte de la Macédoine, de la Thrace, de la Bulgarie, indiquant en même temps l'avancée des différentes troupes pendant les mois d'octobre et novembre, constitue un autre moyen mobilisé dans l'apprentissage géographique de la région du conflit[752].

On assiste à une véritable 'cartomanie', un engouement de la société française pour suivre le déroulement du conflit et pouvoir arpenter, ne serait-ce que de manière virtuelle et visuelle, les principales destinations de l'actualité militaire ou diplomatique. Cet intérêt se manifeste aussi bien au sein d'une presse dite 'populaire' à l'instar du *Petit Parisien* que dans des journaux comme le *Matin* s'adressant à un public d'un niveau socioéconomique plus élevé (voir tableau ci-dessus)[753]. La perception de la guerre, devient un moyen de mieux connaître la géographie d'un espace qui malgré sa relative proximité géographique à la France, par rapport aux espaces coloniaux ou autres plus médiatisés, restait en raison de la pénurie d'informations à son sujet, dans la presse ou les manuels de l'époque, peu connu et par conséquent représenté comme lointain. Ce besoin et ce désir de rendre le 'lointain' plus proche, se situent d'une part, au carrefour entre le développement des pratiques touristiques, et les campagnes des journaux visant à exploiter ce désir d'évasion vers des ailleurs lointains, afin de devenir plus attractifs et d'augmenter leur tirage dans le cadre de la bataille pour l'hégémonie au sein de l'espace médiatique[754], d'autre part.

II.1.2. A travers un regard 'touristique'

Au moment où tous les yeux sont tournés vers les Balkans et scrutent anxieux les cartes de cette contrée, la *Croix* propose à ses lecteurs, un moyen plus vivant, plus saisissant de faire connaissance avec ces pays et leurs habitants. Il s'agit de deux séries de vues de projections avec livret, sur la Macédoine et la Bulgarie (34 vues) d'une part, et la ville de Constantinople (33 vues) d'autre part. Au lendemain de l'occupation gréco-bulgare de la ville

[752] *Archives Pathé-Gaumont*, 1200GS 04149, « Guerre turco-balkanique ».
[753] L'absence de carte à la Une du *Figaro* est due au fait que ce journal propose une carte en supplément détachable.
[754] Sur les stratégies auto-promotionnelles des journaux français au XIXe siècle, voir Benoît Lenoble, « Le journal au temps du réclamisme. Presse, publicité et culture de masse en France (1863-1930) », thèse, Université Paris I, 2007.

de Salonique, Sam Lévy[755], ancien rédacteur du *Journal de Salonique*, écrit dans le *Temps* que cette ville renfermait autrefois des œuvres d'art anciennes des plus admirables. « De nos jours, elle est presque dépouillée de ses meilleurs trésors. On y reconnaît difficilement la ville, qui selon Beaujour, était en 1796, celle de l'Orient où, après Athènes, il restait le plus d'antiquités. »[756]. A côté de la recherche de paysages culturels perdus, les lieux du conflit sont perçus à travers des monuments-bâtiments emblématiques de leur physionomie présente. Dans une telle optique, la mosquée du sultan Selim III est la plus médiatisée dans la Une de mon échantillonnage[757], tandis que le pont de Galata[758] ou la mosquée de Sainte-Sophie[759] sont les monuments le plus souvent captés par l'appareil photographique dans la capitale ottomane. La couverture médiatique du conflit et de ses lieux, participe donc au tracé de parcours touristiques et elle témoigne des perceptions dominantes au sein de l'espace médiatique français de l'époque, des monuments censés être les plus 'typiques' ou mieux résumer la physionomie d'une ville. Par ailleurs, il y a également le chemin d'un tourisme mémoriel qui est esquissé dans la presse française dans le cadre de la médiatisation des conflits dans les Balkans, suite à la publication par exemple des clichés comme celui affichant le monument élevé aux soldats français de la guerre de Crimée et publié à la Une de la *Croix*, le 18 décembre 1912.

Par ailleurs, le *Gaulois* saisit l'occasion de la diffusion de rumeurs sur le transfert de la capitale ottomane vers la ville de Brousse (Bursa) en novembre 1912, pour offrir à ses lecteurs quelques séquences impressionnistes de cette ville asiatique, « véritable paradis de verdures, de soleil, d'air pur, de vie facile, de *dolce far niente* oriental »[760].

En mai, quand la ville de Scutari, « Skodra ainsi que l'appellent ses habitants »[761], est au centre de tensions diplomatiques, la *Croix* propose à ses lecteurs une visite virtuelle à travers ses rues. En lisant cette description de la ville, on voit se dessiner toute une topographie socio-confessionnelle accompagnée des appréciations esthétiques, censées établir

[755] Sur Sam Levy fils de Saadi Levy, fondateur du journal en judéo-espagnol, *La Epoca*, voir Méropi Anastassiadou-Dumont, *Salonique, 1830-1912 : une ville ottomane à l'heure des réformes*, Leiden, New York, Brill, 1997, p.38.
[756] Sam Lévy, « Salonique », *Le Temps*, 10 novembre 1912.
[757] Voir *La Croix*, 25/10, 30/11, 3/1, 29/3, *Le Petit Journal*, 1/11, 27/3, *Le Matin*, 30/12, 12/2 et *L'Humanité* 27/3.
[758] Voir *Le Petit Parisien*, 2/11, 19/11, *Le Petit Journal*, 3/12.
[759] Voir *Le Petit Parisien*, 11/11, 13/11, *Le Petit Journal*, 13/11, 18/11, *La Croix*, 24/11.
[760] « Brousse », *Le Gaulois*, 7 novembre 1912.
[761] R.T., « Scutari », *La Croix*, 2 mai 1913.

une hiérarchisation touristique et éduquer ou guider le regard et l'attention du lecteur contemporain, potentiel touriste futur :

> « Une large route partant du bazar, dernière le konak ou palais du gouvernement, pour aller aboutir à la plaine du Kiri la divise en deux parties bien distinctes, l'une au nord-ouest, du côté du lac, et c'est le quartier mahométan, l'autre au sud-est près du Kiri et c'est le quartier catholique. Au centre de la ville, juste au nord du konak, s'élèvent les bâtiments consulaires ainsi que les maisons des principaux commerçants catholiques ; les orthodoxes sont peu nombreux dans la ville et n'y possèdent qu'une toute petite église. (…) Les mosquées sont très nombreuses à Scutari, mais aucune ne mérite l'attention, sauf peut-être celle d'Achmet pacha, située dans le faubourg de Taraki, et qui compte un siècle et demi d'existence… les autres sont des bâtiments mesquins, construits en pierre avec des minarets en bois»[762].

Les frères Tharaud envoient quant à eux, leurs impressions du mont Athos au journal le *Gaulois* en décembre 1912. Leur description et perception du paysage témoigne de l'étrangeté de l'art byzantin à leurs yeux et de leur fascination envers un univers artistique demeuré 'lointain' pour les mentalités et sensibilités d'observateurs imprégnés de codes chromatiques ou stylistiques hérités d'une tradition visuelle façonnée dans les domaines de l'architecture religieuse à la fois par les écoles de la renaissance post-siennoise, baroque ou rococo :

> « Derrière ces forteresses entourées de remparts et de murs crénelés, c'est une profusion de chapelles, de bâtiments de briques, un désordre inouï de lignes brisées, de retraits et d'angles, un enchevêtrement aérien de dômes multicolores et de toits argentés. L'ensemble est sans grandeur ni majesté véritable, mais si gracieux, si imprévu ! On a peine à retrouver dans le caprice de ses bâtisses et sous les alluvions du temps, la pensée qui disposa ces architectures fantasques. Et pourtant un sens profond de vie contemplative a organisé ce dédale. (…)»[763].

Un peu plus à l'est, Alain de Penennrun atteint Kirk-Kilissé sous un soleil radieux. Cette ville voulant dire quarante églises en turc, lui paraît ne pas mériter ce nom, tandis que celui que lui donnent les Bulgares, Losengrad, « la ville des vignes, est beaucoup plus justifié, car tous les alentours en sont couverts »[764]. La Bulgarie est désignée à plusieurs reprises dans la presse comme le royaume de la rose, et Jean Lejeaux retrace la route de son parfum,

[762] *Idem*.
[763] Jean et Jerôme Tharaud, « Les châteaux du silence », *Le Gaulois*, 3 décembre 1912.
[764] Alain de Penennrun, « A l'aile gauche bulgare », *L'Illustration*, 23 novembre 1912.

aboutissant à Stamboul afin d'aromatiser les loukoums de chez Hadji Békir, confiseur du sultan[765].

De son côté le *Petit Écho de la Mode* invite ses lecteurs à une randonnée virtuelle sur Tchernagora, la Montagne Noire : « le pays est d'un pittoresque incomparable. Imaginez un vaste chaos de rochers nus et blancs, que trouent des vallées innombrables et profondes. »[766]. Pour sa part, le *Petit Marseillais* publie en octobre, un cliché qui lui est communiqué par Louis Borelli représentant le grand marché de Routschouk en Bulgarie, « pittoresque tableau de mœurs locales »[767]. A l'occasion des premières opérations militaires le long des frontières gréco-ottomanes, ce journal publie « une pittoresque vue de la ville frontalière de Kalabaka »[768]. L'insertion dans les journaux de ces clichés témoigne de la mise en place d'un 'tourisme de guerre'[769]. Par ailleurs, le chroniqueur du *Figaro* précisait au moment où les rumeurs sur la conquête prochaine de la ville par les Bulgares pullulaient dans l'espace public, qu'une telle évolution aurait été désastreuse pour les amateurs d'exotisme. Pour eux, « voir Constantinople, c'était voir les Turcs camper en Europe, Abdul Hamid, le *selamlik*. Même depuis le détrônement du sultan rouge, les vrais amis du pittoresque commençaient à se plaindre un peu : ce n'était plus ça. Devant Constantinople dépouillée de ses dernières turqueries, quel sera le désenchantement des raffinés ?»[770]. Une définition du 'pittoresque' ou autrement dit la représentation des lieux comme pittoresques, destinée à un public avide de dépaysement, est ainsi esquissée à l'occasion de la perception médiatique de la guerre.

Le correspondant du *Temps*, Étienne Labranche, refaisant le chemin parcouru par l'armée grecque lors des premières opérations militaires, se dirige quant à lui, vers la ville de Larissa. Arrivé après un long trajet, par une pluie battante, il parcourt le lendemain cette petite ville, aux larges places publiques. Dans la rue, il ne croise que des soldats, des infirmières de la société athénienne, des convois interminables de ravitaillement ; « çà et là des minarets de mosquées de l'époque ottomane »[771]. Tout en reconstituant un bout du trajet, le correspondant de guerre français, devient en même temps, témoin précieux pour l'écriture d'une histoire du destin réservé aux monuments issus des périodes historiques et régimes politiques qui ne rentrent pas dans les narrations d'histoire ou les idéologies dominantes au sein des différents États de la péninsule balkanique. Une information à caractère et contenu de tourisme virtuel, à

[765] Jean Lejeaux, « Roses de Bulgarie », *Le Journal*, 11 octobre 1912.
[766] « Au Monténégro », *Le Petit Écho de la Mode*, 2 mars 1913.
[767] *Le Petit Marseillais*, 15 octobre 1912.
[768] « Une ville de frontière grecque », *Le Petit Marseillais*, 22 octobre 1912.
[769] Voir Laurent Gervereau, *Un siècle de manipulation par l'image*, Paris, Somogy, p.32.
[770] Gustave Nadaud, « Notes d'un Parisien », *Le Figaro*, 9 novembre 1912.
[771] Etienne Labranche, « Vers la plus grande Grèce », *Le Temps*, 12 novembre 1912.

destination d'un public avide de suivre de loin le déroulement des opérations ou prendre connaissance avec les lieux où se déroulent, sauvegarde en même temps les traces de paysages culturels, parfois profondément modifiés suite aux interventions urbanistiques, motivées par des préoccupations hygiénistes, esthétiques ou nationalistes, et relevant dans ce dernier cas, d'une volonté d'effacer les vestiges de périodes historiques laissées aux marges du récit national ou contre lesquelles ce récit fut conçu[772].

En lisant les récits de la guerre et des batailles, Marie de Hérédia, sous son nom de plume de Gérard d'Houville, se laisse quant à elle emportée dans le *Figaro* par ses émotions, pour nous livrer un portrait nostalgique de la capitale ottomane, quintessence et réminiscence des mémoires de voyage sur la belle du Bosphore depuis Chateaubriand, Gautier ou Loti : « je la revois toute miroitante de coupoles, toute aigrettée de ses minarets élancés …j'ai chéri ses mosquées, ses cafés où sous l'ombre des vieux platanes, on boit le noir nectar dans des tasses minuscules près des Turcs rêveurs qui fument le narguilé(..) »[773].

Quand au mois de mars, le différend entre la Bulgarie et la Roumanie bat son plein, au sujet de la souveraineté sur la ville de Silistrie, des journaux français publient des images des Carpates ou du Danube. La *Croix* offre à ses lecteurs une évasion vers la demeure royale estivale à Sinaïa[774]. Le journal catholique oriente aussi l'intérêt de son public vers les *bisericas*, c'est-à-dire les églises de Bucarest, qu'il compare aux cathédrales catholiques en France : « il y a toujours plusieurs lustres fort riches, des lampes en argent ciselé, en grand nombre. D'une manière générale, le mobilier des *bisericas* roumaines est beaucoup plus riche que celui de nos églises de France. »[775]. A côté de cette perception sélective du paysage lié au conflit, orienté vers des lieux à connotation royaliste ou ecclésiastique, Alexandre Hepp, envoie à l'*Éclair* ses impressions depuis Stara-Zagora où dans un train, le roi Ferdinand installa son état-major, dans « un paysage majestueux entre la Maritza qui bouillonne et le Rhodope blanchi de neige »[776]. A côté de ses images d'Épinal « de Vakarel célèbre par ses belles filles, de Bellovo par ses bois, de Sarembey par ses fraises, de Tatar-Baridjik par ses rizières », le regard de l'essayiste français s'arrête à une perception bucolique du paysage avec des paysans entourés de troupeaux ou au milieu d'un champ labouré par une charrue.

[772] Voir Sylvie Gangloff (dir.), *La perception de l'héritage ottoman dans les Balkans* (actes des Journées d'études sur l'héritage ottoman dans les Balkans, Istanbul, 16-17 juin 2000, organisées par l'IFEA), Paris, L'Harmattan, 2005.
[773] Gérard d'Houville, « Évocation », *Le Figaro*, 30 novembre 1912.
[774] « Des Karpathes au Danube », *La Croix*, 23 mars 1913.
[775] *Idem*.
[776] Alexandre Hepp, « Tableaux de guerre », *L'Éclair*, 5 novembre 1912.

Une telle perception des lieux, met en avant la valorisation de la terre comme valeur esthétique et idéologique, autour de laquelle se tisse un imaginaire conservateur.

Au-delà de cette perception idyllique des lieux du conflit en termes touristiques, Louis Bertrand, auteur d'un ouvrage intitulé, *Le mirage oriental*, constate que le temps que dure le voyage, grâce aux chemins de fer et aux paquebots, on sort à peine de :

> « (…) l'atmosphère européenne et 'civilisée'. Les hôtels et les agences qui s'emparent de vous au débarquer, achèvent de vous séquestrer dans vos mœurs à vous, de vous isoler en quelque sorte du milieu ambiant. On n'a point à changer ses habitudes, sa nourriture, son hygiène. (…) d'un bout à l'autre, vous êtes, pour ainsi dire, tenu en lisière. Quand ce ne sont pas les conducteurs des agences, ce sont vos guides et vos drogmans qui dirigent vos démarches et vos actions, qui vous étourdissent de leurs bavardages et de leurs boniments, qui jugent en dernier ressort de ce que vous devez voir ou ne pas voir, qui enfin s'interposent perpétuellement entre vous et la réalité. Et ainsi cette réalité vous arrive déformée comme un texte qu'on lit dans une traduction. »[777].

Gustave Cirilli relate dans son journal, en direct du siège d'Andrinople, comment ce regard touristique peut être déformant et trompeur[778]. Le touriste, séduit par l'aspect charmant de la ville, « armé de son kodak, habitué à prendre des instantanés, s'imagine être arrivé à la découverte de la huitième merveille du monde »[779]. Mais, s'il regarde les choses de près, s'il séjourne un peu dans la ville, il s'aperçoit :

> « (…) qu'on est victime de la plus cruelle désillusion. Avec ces quartiers tronqués et séparés, ses rues tortueuses et sales, ses maisons de bois qui alimentent les incendies, ses nombreux cimetières (…) qui longent les voies les plus fréquentées et deviennent, dans les fortes chaleurs des foyers d'infection, cette ville appelle d'urgence le pic des démolisseurs et les plans des ingénieurs. Tout est à créer, depuis le pavage et l'éclairage des rues, l'alignement des grandes artères jusqu'à la création des égouts et la distribution d'eau dans les maisons »[780].

Sur la même longueur des ondes, Auguste Gauvain, ex-secrétaire de l'Office central des transports internationaux, écrit dans la *Revue de Paris* que pour une grande partie des Occidentaux, l'Empire ottoman reste un pays de féerie. Les touristes qui se promènent sur les côtes de l'Asie Mineure « frappés surtout par le côté curieux ou amusant des choses, bénéficiant en général de facilités de circulation et d'égards administratifs, ils ne sont ni choqués par l'arbitraire des autorités, ni surpris par les lacunes de la civilisation »[781]. Dissociés des misères environnantes, ils se montrent même parfois indulgents à l'égard d'actes et de situations qui, « dans leur propre pays, provoqueraient leurs véhémentes

[777] Louis Bertrand, *Le mirage oriental*, Paris, 1910, p.5-7.
[778] Gustave Cirilli, *Journal …op.cit.,* p.192.
[779] *Ibid*., p.190.
[780] *Ibid*., p.191-192.
[781] Auguste Gauvain, « La question turque », *Revue de Paris*, novembre-décembre 1912, pp.203-224, p.211.

protestations. Ils trouvent que tout est bien ainsi et seraient fâchés que cela changeât. A l'occasion ils protestent contre des réformes qui, mettant un peu d'air et d'ordre dans un chaos pittoresque, troubleraient leur plaisir de dilettantes »[782].

Par contre, Pierre Loti s'en prend aux touristes snobs[783] qui depuis leurs trains ou paquebots de luxe, « s'indignent à voir des maisons de travers, des décombres qui gisaient partout dans la capitale ottomane, ou des immondices qui souvent traînaient dans des ruelles »[784]. D'après le romantique de la Belle Époque, tout cela représente le charme d'un vieil Orient qui s'évapore devant la modernisation introduite par les Jeunes Turcs. Sa critique des Jeunes-Turcs est partagée par Gabriel Louis-Jaray. Pourtant, il leur reproche surtout d'avoir emprunté à l'Occident ses mauvais côtés. Sur le chemin qui l'amène à la gare d'Uskub, commente en novembre le paysage urbain de cette ville ottomane pour les lecteurs du *Correspondant*, en déplorant son 'occidentalisation' superficielle :

> « Voici (…) l'auberge transformée depuis le nouveau régime ; ce n'est pas que son confort se soit accru ; tout au contraire, elle est plus mal tenue et d'une propreté plus douteuse que jadis ; mais l'Hôtel Turrati est devenu l'Hôtel de la Liberté ; en face – une nouvelle innovation- un café chantant, et quel café chantant ! s'est installé et a emprunté son nom à une maison du boulevard : 'Petit Casino' voilà les emprunts faits à l'occident : un nom, un vice : le reste ne change guère ; c'est assez symbolique du nouveau régime »[785].

Suite à la débâcle de l'armée ottomane, le poète Henri de Régnier annonce dans le *Gaulois*, la fin de la Turquie, « en ce qu'elle comportait encore de romantisme et de pittoresque, (…), par ses mélanges de costumes, par les contrastes qu'elle présentait et qui iront peu à peu s'effaçant, s'atténuant en cette unification que le monde moderne impose à tous les peuples »[786]. Pierre Loti perçoit lui aussi les lieux du conflit à travers l'impact qu'a sur eux le monde moderne, synonyme de l'emprise de normes, modes et pratiques urbaines dominantes au sein des sociétés de l'Europe de l'ouest, incarnant la modernité et l'Occident. Dans la *Turquie agonisante*, rédigé et publié en pleine guerre des Balkans, il se lamente du destin de la ville de Stamboul, dépérissant :

---

[782] *Idem*.
[783] Victor Segalen, distinguait au sujet du rapport d'un individu envers l'étranger, le touriste, le folkloriste et l'exote. Le touriste n'est attiré que par le dépaysement le plus superficiel. Le folkloriste s'intéresse aux cultures étrangères à travers sa recherche de collecter leurs manifestations concrètes. Seul l'exote, grâce à l'attention et au respect qu'il porte à l'étranger, réussit à en restituer l'essence par son œuvre. Voir Jean-Marc Moura, *Lire l'exotisme*, Paris, Dunod, 1992, p.10.
[784] Pierre Loti, *Turquie…op.cit.,* p.2.
[785] Louis Jaray, « Notes de voyage à Uskub», *Le Correspondant*, 10 novembre 1912, p.473.
[786] Henri Régnier, « De Venise à Stamboul », *Le Gaulois*, 17 novembre 1912.

> «… comme l'Islam tout entier du reste, au souffle empesté de houille qui vient d'Occident. Il faut dire même que les Turcs, les nouveaux, élevés sur nos boulevards, lui témoignaient un dédain puéril ; semblables aux moucherons qu'attire la flamme des lampes, ces musulmans des jeunes couches, éblouis par tout le toc de nos idées subversives et de notre luxe à bon marché, préféraient se bâtir sur l'autre rive de la Corne d'Or des maisons singeant les nôtres. De plus en plus donc, les abords des grandes mosquées saintes se dépeuplaient de gens riches et modernisés ; c'étaient seulement les humbles qui restaient là (…) depuis deux ans, la municipalité turque elle-même semble s'acharner contre tout ce qui est oriental. On a perdu, là-bas comme chez nous, le sens de la beauté et le respect des choses que vénéraient les aïeux »[787].

II.1.3. A travers un regard 'orientaliste'

Deux perceptions orientalistes des lieux du conflit se côtoient ainsi, en se confrontant : une perception orientaliste critique envers la planification urbanistique du XIXe siècle, qui a vu le jour dans les métropoles de l'Europe centrale et occidentale et une perception orientaliste allergique à la structuration de l'espace dominante au sein des villes qualifiées d'orientales et qui l'était également à l'égard des quartiers médiévaux des villes 'occidentales'. D'un côté, il s'agit d'un orientalisme conservateur, ou une perception conservatrice de l'Orient, énoncés par des nostalgiques d'un Orient qu'ils ont découvert dans la littérature des générations de voyageurs ou écrivains antérieurs, eux aussi d'ailleurs déplorant par exemple à leur époque, les réformes vestimentaires décidées par Mahmud II[788]. D'un autre côté, il y a un orientalisme modernisateur, une volonté de 'moderniser' l'Orient, d'après les règles et les normes de la modernité en vigueur en France ou ailleurs dans les pays censés représenter l'Occident. Ces règles et ces normes sont régies par les principes haussmanniens, hygiénistes, panoptiques de la conception et de l'organisation de l'espace public. Malgré leurs divergences dans leur perception de l'Orient idéal ou idéalisé, leur point commun est leur volonté de dire ce qu'est l'Orient ou de définir comme Orient ce qu'ils considèrent comme l'Autre et/ou l'Ailleurs[789]. Les uns souhaitant occidentaliser l'Orient, les autres déplorant cette occidentalisation, aspirant si possible à orientaliser l'Occident ou au

[787] Pierre Loti, *Turquie…op.cit.,* p.3.
[788] Le sultan Mahmud II, introduit la mode vestimentaire dominante en Europe occidentale, ainsi que la portée du fez, imposé en remplacement du turban dès 1828.
[789] Voir Inge Boer, *After orientalism: critical entanglements, productive looks*, Amsterdam, Rodopi, 2003, p.66. L'auteur affirme que l'imaginaire orientaliste de l'altérité exotique, s'exprime à travers deux rhétoriques. Dans la première, l'Orient reflète les vices de l'Occident, apparaissant comme la version utopique d'une altérité non-occidentale. Dans la deuxième, l'Orient est représenté comme le lieu de différences menaçantes, mises en exergue afin de rassurer et sublimer le Soi occidental.

moins pérenniser au sein de l'Orient ce qu'ils perçoivent comme ses caractéristiques essentielles et essentialistes[790].

Mais quels sont ces traits de l'orientalisme et de l'Orient s'exprimant dans l'espace médiatique que l'on retrouve chez les Français contemporains des guerres balkaniques?

Étienne Fournol écrit dans la *Revue politique et littéraire* au moment de la mobilisation dans la capitale ottomane que dans une rue de Stamboul, « un laitier pacifique est monté sur son cheval, deux jarres de lait derrière ses jambes. Un soldat l'arrête. (…). Bientôt le laitier descend, le soldat monte à sa place, et le laitier suit à pied, derrière son propre cheval .en route pour le Séraskierat ! et voilà de l'Orientalisme ! »[791]. Holl dans le *Courrier Français* commente en février 1913, la tenue du salon des orientalistes[792]. A propos de cette exposition qui regroupe un grand nombre de peintres dont les œuvres représentent des vues d'Orient, il affirme que « l'orientalisme est un penchant de l'esprit français à évoquer sous ce vocable des fantaisies tirées d'une imagination séduite par toute une littérature sensuelle qui a vu dans l'Orient le paradis des voluptés »[793]. Ce phénomène remonte selon lui, aux récits rapportés par les croisés. Par la suite, « les mœurs étranges des peuples musulmans dont la religion avait failli supplanter celle du Christ furent toujours l'étonnement des occidentaux (…) la femme orientale fut la grande curiosité des voyageurs, le harem leur mirage »[794].

En pleine période de négociations diplomatiques pour le règlement de la question d'Orient dans sa dimension balkanique, le *Temps* présente à ses lecteurs le penchant esthétique et philosophique de cette question géopolitique. Plus précisément, il leur offre une topographie et une généalogie de la perception française de l'orientalisme ou plutôt une perception française de la topographie et généalogie de l'orientalisme. Mais avant tout, l'orientalisme dans sa définition affichée dans le journal semi-officiel du gouvernement français, ne serait autre chose que l'expression artistique et littéraire du double visage de la

[790] Parmi les voyageurs-observateurs originaires des grandes puissances économiques et militaires de l'Europe occidentale, rares furent ceux qui ont cherché à comprendre ce qui était défini comme l'Orient, à travers ce qu'il était et disait de lui-même, de l'étudier sous le prisme de sa propre culture, de son passé, de sa langue, de ses visions du monde, de son fonctionnement politique interne, autrement dit, de pratiquer une observation participante de ces lieux et de ces sociétés. La plupart d'entre eux, se servirent de grilles et de filtres d'analyse de leurs propres sociétés, définies comme 'occidentales'. Voir Marie-Claude Burgay, Irène Genoglio (dir.), *D'un Orient à l'autre, les métamorphoses successives des perceptions et des connaissances*, Paris, CNRS, 1991, p.15-16.

[791] Etienne Fournol, « Dans Stamboul mobilisé », *La Revue politique et littéraire*, 11 novembre 1912, p.610-11.

[792] La société des peintres orientalistes français organisait un salon dès 1893.

[793] « Le salon des orientalistes », *Le Courrier Français*, 22 février 1913, p.11.

[794] *Idem*.

question d'Orient, l'autre étant son volet politique et diplomatique. En ce qui concerne la perception de l'orientalisme, ou la perception du conflit dans sa dimension orientaliste, celle-ci est posée par les théâtres parisiens, « toujours friands d'actualité »[795]. Ainsi en une semaine, « l'Opéra Comique nous a montré une Tolède encore toute mauresque ; M. Guitry nous a emmenés à Bagdad (…) M. Gémier enfin nous a transportés à la suite de Claude Farrère et Pierre Frondaie, dans la Constantinople contemporaine ». Il s'agit des spectacles se déroulant dans des villes associées dans l'imaginaire français à l'Orient. Cette série théâtrale, s'inscrit d'après le *Temps* dans une renaissance du goût pour l'orientalisme. Celui-ci, après une période de demi-sommeil, est reparu plus ardent avec la traduction des *Mille et une nuits*, du docteur Mardrus[796], les romans de Pierre Loti, les musiques asiatiques de Balakirev, de Borodine, et de Rimsky-Korsakoff, les ballets russes[797]. Commentant la pièce de théâtre *Kismet*, d'Edward Knoblanch, mise en scène par Lucien Guitry, le *Figaro* souligne que son plus grand mérite est d'évoquer très fidèlement l'Orient et d'en restituer très exactement l'atmosphère et non seulement l'Orient des temps anciens mais aussi l'Orient d'aujourd'hui. D'ailleurs, tandis que « l'Occident n'a pas cessé d'évoluer, l'Orient n'a pas bougé à travers l'histoire et il est resté dédaigneusement le même dans sa somptuosité indolente et mélancolique dans sa splendeur fanée. »[798]. Cet immobilisme supposé de l'Orient, est également commenté par Tannous Khaïrallah dans le *Temps*. Se rendant dans son pays d'origine, la Syrie ottomane, pour y constater la situation suite à la guerre dans les Balkans, ce partisan d'une décentralisation dans les provinces arabes de l'Empire ottoman, affirme que l'impression qui se dégage des villes syriennes, « c'est celle d'une profonde et douloureuse lassitude…malgré qu'elle soit une ville maritime, Tripoli a conservé son aspect oriental et moyenâgeux. »[799].

[795] « L'autre question d'Orient », *Le Temps*, 21 décembre 1912.
[796] Il s'agit de Joseph-Charles Mardrus (1868-1949), médecin et poète, né en Egypte, il est un orientaliste passionné. Installé à Paris, il devient une personnalité incontournable de la scène littéraire de la Belle Epoque, suite à sa nouvelle version des contes des Milles et une Nuits, basée sur la traduction initiale d'Antoine Galland.
[797] Les ballets russes sont une compagnie de ballet, créée en 1907 par Serge de Diaghilev avec des danseurs et chorégraphes du théâtre Mariinsky de Saint-Pétersbourg. Dans le cadre de leur tournée internationale, la première saison des ballets russes a eu lieu entre le mois de mai et juin 1909 au Théâtre du Châtelet. Parmi les œuvres montées par les ballets russes, ayant participé à l'engouement pour l'Orient et ayant cultivé le goût de l'orientalisme, on peut citer *Cléopâtre* (1909) de Michel Fokine avec costumes de Léon Bakst et musiques diverses, *Les Orientales* (1910), *Schéhérazade* (1910) de Michel Fokine, musique de Nikolaï Rimsky-Korsakoff et costumes de Léon Bakst, ou encore *Thamar* (1912) de Michel Fokine, musique de Mili Balakirev et costumes de Léon Bakst.
[798] « Théâtre Sarah-Bernhardt, *Kismet*, conte arabe en neuf tableaux, de M. Edward Knoblanch, texte français de Jules Lemaître, mise en scène Lucien Guitry », *Le Figaro*, 19 décembre 1912.
[799] « La vie en Syrie », *Le Temps*, 13 mai 1913.

Critique face à ces discours sur l'immobilisme oriental, Léon Hugonnet, écrivait dans son ouvrage sur la Turquie inconnue, qu' « on a trop affecté de considérer l'Orient comme immuable, afin de laisser leur actualité aux divagations politiques publiées sur son compte »[800]. On pourrait même rajouter que cette perception de l'Orient comme immobile, était susceptible de justifier des interventions extérieures menées par les grandes puissances européennes, désireuses de se tailler des sphères d'influence dans les régions de l'Empire ottoman, au nom de leur mission modernisatrice, progressiste, motif invoqué également dans le cadre de leurs opérations colonisatrices en Afrique ou ailleurs en Asie. De son côté, Louis Bertrand, conteste cette perception de l'Orient comme immobile. D'après l'orientaliste français, les espaces désignés comme orientaux, ne cessent d'évoluer. Par contre, il constate qu'en dépit de ces transformations, ses contemporains persistent à considérer l'Orient « comme le suprême asile –comme une sorte de conservatoire intangible- de la couleur locale. ». Plus particulièrement, en ce qui concerne, l'Orient méditerranéen, « nous le voyons encore avec les yeux de nos grand- pères romantiques ! »[801], à l'instar de ce que Théophile Gautier écrivait dans les années 1830, à un de ses amis qui voyageait en Algérie : « Rapporte-moi quelques bons pots de couleur locale ».

Comment cette 'couleur locale' dans sa nuance ottomane, était encore perçue par ses héritiers orientalistes' au début du XXe siècle dans l'espace médiatique français ?

Geffryer, envoyé dans la capitale ottomane pour l'*Écho de Paris*, voit Constantinople, à travers le prisme de la littérature orientaliste qui l'a précédé, s'éveiller chaque matin, « tantôt dans la pluie, tantôt dans la brume mais quelquefois aussi dans cette clarté rose du soleil oriental qui répand sa douceur infinie sur la cascade ininterrompue des toitures en briques, des maisons aux teintes variées, et des arbres verts, pour venir se réfléchir dans les eaux toujours paisibles de la Corne d'Or »[802]. L'intérêt porté aux couleurs, à la lumière, à tous ces éléments plastiques, nous révèle que le premier regard des observateurs reste toujours au début du XXe siècle, « un regard esthétique, pictural »[803]. Paul Parsy décrit l'Orient ottoman par opposition à ce qu'il considère comme l'Occident européen. Sur son chemin vers la ville de Silistrie, au cœur de la fièvre diplomatique en mars, il passe par Calarasi. Cette ville roumaine de 13 000

[800] Léon Hugonnet, *La Turquie inconnue*, Paris, 1886, préface.
[801] Louis Bertrand, *Le mirage oriental*, Paris, 1910, p.2.
[802] Geffreye, « Constantinople et la guerre », *L'Écho de Paris*, 17 novembre 1912.
[803] Voir Serhat Uluağlı, *L'image de l'Orient turc dans la littérature française : les idées, les stéréotypes et les stratégies*, Istanbul, Isis, p.114.

habitants à 14 km au nord-est de Silistrie, c'est « l'Europe, c'est la France, c'est même notre France de province, avec ses vieux restaurants paisibles et ses hôtels tranquilles. La ville, très étendue, coupée en tranches régulières par des rues larges et bien pavées, bordées de trottoirs propres, est claire et élégante »[804] écrit-il dans l'*Écho de Paris*. En s'approchant de la ville de Silistrie, véritable pomme de discorde entre la Bulgarie et la Roumanie, ce qu'il en aperçoit d'abord, « c'est la coupole, largement assise et comme assoupie, d'une grande mosquée. Avec cette coupole et son minaret, c'est l'Orient qui apparaît »[805]. Un jour avant le coucher du soleil, le général Herr, se promène avec son guide sur les pentes peu habitées qui, de Péra descendent en ligne droite sur la Corne d'Or. « Quel délabrement, quel abandon ! »[806] s'exclame-t-il. « L'incurie mahométane, caractérisée sur le Bosphore par les ruines de nombreux palais abandonnés est mise en évidence au milieu de la capitale par des masures croulantes, entourées de pierres tombales brisées qui empiètent sur la voie publique »[807]. La ville orientale dans sa dimension ottomane[808], est signifiée dans les discours de ces auteurs, par les signes distinctifs de l'architecture religieuse musulmane et/ou chrétienne orthodoxe et par ce qui est perçu comme l'irrégularité de son plan urbanistique aux yeux des observateurs habitués à définir la régularité en termes hippodamiens et haussmanniens. D'autre part, on assiste à une perception culturaliste des caractéristiques de l'organisation urbanistique de la ville ottomane, comme si la vétusté des bâtiments ou les obstacles sur les voies publiques, ne pouvaient pas être le résultat de facteurs extérieurs à des attributs culturels, comme par exemple les difficultés économiques pour la rénovation, restauration des bâtiments, ou entretien des routes dans un État dont le budget était gravement affecté par le remboursement de la dette publique.

Gabriel Louis-Jaray, transmet aux lecteurs du *Correspondant*, ses impressions de voyage à Usküb. Ayant visité la ville ottomane avant et après la révolution des Jeunes-Turcs, avant et après l'incendie qui la ravagea en partie en 1908, il n'aperçoit pas de changements considérables. D'après le voyageur-explorateur français :

> « C'est toujours la ville aux nombreuses mosquées, qui jettent dans le ciel leur minaret clair et reflètent dans l'eau grise du Vardar leurs silhouettes

[804] Paul Parsy, « A Silistrie », *L'Écho de Paris*, 8 mars 1913.
[805] *Idem*. Les mosquées et surtout les dômes et les minarets sont deux éléments de l'architecture musulmane, qui pour être totalement absents des paysages urbains de l'Europe occidentale de l'époque des guerres balkaniques, sont des expressions caractéristiques de l'univers imaginaire français relié à l'exotisme oriental. Voir Serhat Uluağlı, *L'image …, op.cit*., p.116.
[806] Général Herr, *Sur le théâtre de la Guerre des Balkans, mon journal de route*, Paris, 1913, p.85.
[807] *Idem*.
[808] Plus particulièrement sur l'organisation de l'espace urbain dans les Balkans ottomans, voir Nikolai Todorov, *The Balkan city, 1400-1900*, Seattle, London, Univerity of Washington, 1983.

> blanches. Le long des berges du fleuve, les maisons étendent sur plusieurs km leurs constructions inégales, qu'aucun plan d'ensemble n'a prévues ; la voirie est inconnue ; les rues encombrées de poussière, se transforment après qu'il a plu, en marécages. »[809].

Arrivé à Mytilène au mois d'août, Gaston Deschamps, se réjouit de voir que les autorités grecques aient réparé le dallage des rues et qu'un service de voirie ait été régulièrement constitué. « Des voies nouvelles ont été ouvertes à la circulation. L'ordre est parfait. Dussé-je attrister les amateurs d'exotisme banal et d'orientalisme faux, je ne regrette point les zaptiès en guenilles qui encombraient le corps de garde du konak. »[810].

De son passage par la capitale monténégrine, Charles Loiseau retient que « malgré les coloris des costumes, la profusion des revolvers et des handjars, qui s'étalent aux ceintures des passants, la note austère et quasi religieuse que donnent les longues lévites blanches des femmes, elle tient au fond, plus de l'Occident que de l'Orient ». Car à Cettigné du moins, « c'est la martialité disciplinée, c'est l'ordre, ce sont les mœurs réglées, la probité générale et les routes sûres ». Tandis qu'au-delà, il a « la sensation de cet 'au-delà' du Balkan chaotique et fanatique qui commence à la frontière. »[811].

Ainsi trois voix distinctes s'exprimant dans l'espace médiatique français, se servent de l'état des routes et du plan urbanistique à la fois comme indicateurs de l'orientalité d'un lieu l'éloignant des normes dominantes au sein de l'espace français urbain post-haussmannien, et comme tremplin afin d'afficher leur hostilité envers l'Empire ottoman et la religion musulmane. En premier lieu, le serbophile Gabriel Louis Jaray, écrivant dans une revue traditionnaliste (*Le Correspondant*) hostile à l'esprit révolutionnaire censé être incarné par les Jeunes-Turcs, ne perd pas l'occasion d'illustrer les similitudes entre le nouveau et l'ancien régime, argument récurrent de la rhétorique antirévolutionnaire à l'intérieur et à l'extérieur de l'Empire ottoman. Ensuite, le philhellène convaincu Gaston Deschamps projette dans sa perception des lieux à Mytilène occupée par l'armée grecque, sa volonté d'ancrer la Grèce dans un Occident idéalisé imaginé et signifié par l'ordre, tout en reléguant le régime ottoman dans la sphère d'un Orient démythifié. Enfin, Charles Loiseau dans sa turcophobie, introduit une distinction sémantique entre un Balkan 'occidentalisé' christianisé et un Balkan orientalisé musulman, tout en élaborant en même temps, un amalgame représentationnel supplémentaire entre 'anarchisme' urbanistique et fanatisme 'idéologique'.

[809] Louis Jaray, « Uskub, notes de voyage », *Le Correspondant*, 10 novembre 1912, p.472.
[810] Gaston Deschamps, « L'accueil des îles », *Le Temps*, 10 août 1913.
[811] Charles Loiseau, « Au Monténégro », *Revue de Paris*, octobre 1912, pp.682-702, p.693.

De leur côté, les Pieds Nickelés sont en train de réaliser leur projet d'aller se promener dans les Balkans. Embarqués à Ancône, Croquignol, Ribouldingue, et Filochard eurent la chance de voir leur traversée favorisée par un beau temps. La suite de leur voyage une fois sur place au Monténégro, est plus décevante.

> « Tu parles d'une bagnole ! s'esclaffait Croquignol. Une simple caisse à claire-voie posée sur deux roues (…) v'là une guimbarde qui ferait un effet épatant au musée de Cluny » (...) « cochon de pays ! ronchonnait Croquignol, patelin de sauvages ! ils ne peuvent donc pas avoir des autobus et des rues pavées en bois comme partout ? Ce n'est pas encore par ici que je viendrai me retirer pour planter mes choux »[812].

Alphonse Muzet, ingénieur civil qui se rend dans les Balkans à la veille du conflit, affirme que « le manque absolu de communications terrestres a toujours maintenu dans les siècles précédents une barrière très nette entre l'Orient et le monde civilisé »[813]. Dans la *Croix*, Louis Arnaud raconte qu'un soir d'excursion à Apiranthos, fatigué d'avoir marché tout le jour sous le soleil dans des sentiers de chèvres, il demandait à un Naxiote comment cette île habitée depuis si longtemps pouvait ne pas être encore dotée de routes carrossables. Son interlocuteur le regarda un peu étonné, puis lui répondit : « nous, nous ne sommes pas des Européens, nous n'avons pas besoin de routes. »[814]. La perception de l'état du réseau routier d'un lieu, devient ainsi un élément fondamental dans sa définition comme occidental-européen ou au contraire comme oriental, exclu du domaine représentationnel de l'Europe, telle que celle-ci est perçue dans les discours dominants dans l'espace médiatique français à la veille de la Grande Guerre. Ce qui est intéressant de remarquer et de relever dans le discours du Naxiote sollicité par l'essayiste de la *Croix*, c'est qu'il semble avoir intériorisé la représentation de l'Europe comme un lieu défini par le développement d'un réseau routier important au XIXe siècle, ou autrement dit de percevoir comme Européen tout espace où un tel développement voit le jour. On pourrait aussi commenter-attester l'expression d'un orientalisme 'oriental', ou d'un occidentalisme 'oriental', dans le sens où ce n'est plus un représentant de l'Europe occidentale conquérante du XIXe siècle qui définit ce qu'est l'Europe, l'Occident et par opposition le non-Europe ou l'Orient, mais un représentant d'un lieu vacillant dans les représentations françaises de l'époque entre les deux pôles de la géographie imaginaire. Par ailleurs, une telle affirmation de la part de l'insulaire grec, nous rappelle que la plupart des sociétés balkaniques et en l'occurrence la société grecque, étaient depuis la constitution d'États-nations au XIXe siècle, traversées par des courants concurrents entretenant une

[812] « Les nouvelles aventures des pieds nickelés », *L'Épatant*, 22 mai 1913.
[813] Alphonse Muzet, *Aux pays balkaniques, Monténégro, Serbie, Bulgarie*, Paris, 1913, p.10.
[814] Louis Arnaud, « Lettres d'Athènes », *La Croix*, 28 décembre 1912.

relation ambivalente et ambiguë au sujet de leur autodéfinition à l'égard d'entités 'représentationnelles' telles que l'Europe ou l'Occident. Certains d'entre eux revendiquaient l'inclusion de leur pays dans ces deux ensembles géoculturels et géopolitiques, d'autres au contraire, se définissaient en tant qu'extérieurs-étrangers à ces entités.

En novembre, au moment où une entrée de l'armée bulgare à Constantinople paraît imminente, Mermeix, familiarise les lecteurs du *Petit Journal* avec la topographie urbaine de la capitale ottomane et reproduit un leitmotiv de sa perception dichotomique, divisée en deux parties : « celle des Européens, Péra et Galata, et celle des Turcs, Stamboul. Galata et Péra sont situées sur la rive Nord de ce golfe qui porte le nom charmant de Corne d'Or. (…) Péra n'est pas une belle ville. Sa grande rue, n'est guère plus large ni plus belle que la chaussée Clignancourt (…)»[815].

De son côté Réginald Kahn, se rend à Silistrie pour le compte de l'*Illustration*. Au débouché dans le grand bras du Danube, il voit la ville qui apparaît allongée sur le rivage. Les minarets, les peupliers dominants, les maisons basses, se découpent en pointes élancées sur la pourpre du soleil d'hiver à son déclin. Silistrie se montre ainsi « comme quelque ville orientale de conte de fées, mais, à mesure qu'on s'approche en luttant contre le flot, le mirage s'évanouit »[816]. Transi par la bise glacée qui n'a cessé de souffler, il saute enfin à terre, où il se sent envahi par « la pénétrante tristesse du lieu ». Cinq minutes de marche le conduisent d'un bout à l'autre de la ville. Le quartier ouest de Silistrie, « habité presque exclusivement par des Turcs, vaste fouillis de baraques en planches, rappelle la zone militaire parisienne ; la population en est également misérable ; mais sous les haillons bariolés, le musulman conserve une dignité nonchalante qu'ignorent les chiffonniers de l'Occident »[817]. On assiste à une perception des lieux et des ses habitants de nouveau certes dualiste en termes de rupture essentialiste entre Orient et Occident, mais qui cette fois-ci n'est ni dévalorisante pour ceux qui sont désignés comme Orientaux, ni hostile à leur égard. Il s'agit d'une inversion conceptuelle de la représentation axiologique entre Oriental et Occidental, révélatrice d'une part, d'un regard et d'une perception multiple de ces deux entités définitionnelles de Soi et de l'Autre, de l'Ici et de l'Ailleurs. D'autre part, cette inversion nous révèle que ni l'Occident-l'Occidental ni l'Orient- l'Oriental n'étaient forcément des ensembles spatiaux ou sociaux monolithiques et uniques dans la perception de ceux qui se sont exprimés dans l'espace médiatique français des guerres balkaniques.

[815] Mermeix, « L'entrée à Constantinople », *Le Petit Journal*, 10 novembre 1912.
[816] Réginald Kahn, « Silistrie et le différend bulgaro-roumain », *L'Illustration*, 22 mars 1913.
[817] *Idem*.

Henri de Régnier de l'Académie, ouvre en janvier un coffret turc qu'il avait sur sa table. Aussitôt, sa pensée s'envole à Bursa. Cette ville « que n'avaient pas déshonorée les bâtisses européennes », était turque par « ses rues étroites et raboteuses bordées de maisons de bois, maisons muettes avec leurs moucharabiehs en treillage de lattes, (…) et où l'on ne rencontrait guère (…) que quelques femmes voilées, des enfants, des chiens errant parmi des détritus, dans une odeur de poussière, dans la torpeur de midi »[818]. Au-delà de son aspect urbanistique érigé en signe distinctif d'un lieu comme oriental, il y aurait également d'autres marqueurs, cette fois-ci olfactifs[819], susceptibles de l'associer à l'Orient. Se rapprochant de la ville de Scutari, Marguerite Ferté, détecte « des effluves bien orientaux (…) un âcre relent d'huile vous prend à la gorge, mêlé à l'odeur de la poussière ; des tas d'ordure offusquent le regard »[820].

Guy de Chantepleure définit quant à elle, l'Orient, à travers les codes vestimentaires des femmes qu'elle croise dans les rues de la vie de Janina. Autour du lac,

> « … des dames turques vont à la promenade. Assez semblable aux dominos, noirs ou de couleurs chatoyantes qu'on coudoie dans les rues de Nice à l'époque du carnaval, le 'tcharchaf' alourdit leur taille et leur démarche. Un voile épais obscurcit leurs traits. Cependant, ne se jugeant pas suffisamment cachées, elles portent encore-quel que soit le temps- un grand parapluie ouvert- et je ne sais rien de plus drôle que ce meuble si bourgeoisement européen et moderne, abritant cet enveloppement rétrograde, cette survivance traditionnelle de l'Orient romantique et mystérieux »[821].

D'après Hélène Vacaresco, Bucarest est certes une ville où rien de la civilisation moderne ne manque et où dans ses rues, on se croirait n'importe où à Londres, Paris ou Vienne, mais « à travers la foule circule un air d'Orient, des personnages dont l'allure nonchalante et les costumes variés sentent le pont de Galata, l'Albanie, des turbans et des fustanelles (…) parfois un blanc montagnard de Moldavie ou des Karpathes valaques passe dédaigneux et lent au milieu de la cohue »[822]. Frantz Funck-Brentano, commente lui aussi pour le *Gaulois* l'aspect de la ville de Bucarest. Reconnaissant sa physionomie orientale dans les couleurs vives portées par les femmes, dans une époque où pourtant l'austérité chromatique n'était plus

[818] Henri de Régnier, « Le coffret turc », *Le Gaulois*, 15 janvier 1913.
[819] Sur l'idée d'un orientalisme sensoriel chez les voyageurs français du XIXe siècle, voir Nicolas Pitsos « De Paris à Istanbul : représentations d'un ailleurs sensoriel sur les rives du Bosphore, au temps de la Question d'Orient », dans Robert Beck, Ulrike Krampl, Emmanuelle Retaillaud-Bajac, (dir.), *Les Cinq sens de la ville, du Moyen Age à nos jours*, Tours, Presses Universitaires François-Rabelais, 2013, pp.257-275.
[820] Marguerite Ferté, « Scutari d'Albanie », *Revue Bleue*, 3 mai 1913, pp.557-560, p.559.
[821] Guy Chantepleure, *La ville …op.cit.,* 7 novembre 1912, p.39-40.
[822] Hélène Vacaresco, « Bucarest », *Le Petit Parisien*, 7 août 1913.

de vigueur dans les centres urbains français gagnés aux nuances du fauvisme, il rajoute que « les clochers des églises, qui groupent les villages au bord du Danube, ont des airs de minarets »[823] lui conférant un air oriental supplémentaire.

Un envoyé spécial du *Petit Journal* relate ses impressions de Stamboul en novembre :

> « Peu d'étrangers, moins de raïas, davantage de costumes orientaux. Les férédjés (robes) des musulmanes qui vont, plus à l'aise, sont moins teintés d'occidentalisme ; les yachmaks (voiles), moins transparents ; la couleur locale s'est mieux conservée. Et dans les ruelles plus sordides, plus pittoresques encore que celles du quartier franc, c'est le même grouillement d'une foule où l'on se coudoie sans se bousculer dans un mélange paradoxal d'animation et de flânerie orientale »[824].

Présent à Scutari en août, Pierre Roney, relate dans le *Temps* que la ville s'est un peu relevée de ses ruines. Les habitants ont repris « la vieille habitude orientale de la vie en grand air, de la rue et du bazar.»[825]. En revanche, Charles Loiseau écrit dans la *Revue de Paris* que Podgoritza a bien gardé « l'aspect d'une ville turco-albanaise. Un minaret dresse sa rigide silhouette ; (…) Telle quelle, nonchalante et grouillante, crasseuse et colorée, la petite cité n'est pas gaie. L'islam a mis sa patine»[826]. Eugène Ucciani, dans le *Petit Journal*, arrive à Usküdar, la veille de la fête religieuse du Courban Baïram. La place voisine du débarcadère est remplie de moutons. Des *muhajir*, les réfugiés musulmans chassés des Balkans, sillonnent les rues étroites avec leurs chariots. Et pourtant, l'envoyé du *Petit Journal*, se croit dans une ville morte :

> « Ce silence et cette morne solitude tiennent-ils à ce qu'il n'est que dix heures du matin, ou toute activité se concentre-t-elle à l'intérieur des maisons ? on dirait plutôt que partout où l'islam a passé la joie de vivre s'est éteinte, que la prédestination inscrite dans le Coran déconseille toute manifestation de mieux-être, que l'existence terrestre n'est qu'une longue attente du repos éternel. »[827].

Ainsi deux perceptions orientalistes de l'appropriation de l'espace public par ses habitants et du rôle joué par la religion musulmane en son sein, se dessinent-elles dans la presse française des guerres balkaniques. D'une part, une perception touristique dominée par la flânerie dans les rues d'un bazar grouillant et animé. D'autre part, une perception austère et

[823] Frantz Funck-Brentans, « Vers les Balkans », *Le Gaulois*, 9 novembre 1912.
[824] « Impressions de Constantinople pendant la guerre », *Le Petit Journal*, 9 novembre 1912.
[825] Pierre Roney, « En Albanie-Scutari », *Le Temps*, 20 août 1913.
[826] Charles Loiseau, « Au Monténégro…*op.cit.*, p.689.
[827] Eugène Ucciani, « L'âme musulmane, Scutari d'Asie », *Le Petit Journal*, 23 novembre 1912.

rigide de la religion musulmane, ou une perception réductrice, caricaturale de l'islam comme producteur d'austérité et de rigidité dans l'espace public.

Pour sa part, l'envoyé spécial du *Matin* arrive à Durazzo, au moment du carnaval orthodoxe. Le soir, il suit un long cortège de flambeaux qui part de l'ancien palais du *mutessarif* ottoman, transformé en résidence du gouverneur serbe. Et parmi les milliers de petites flammes errant dans la nuit « par instants une acclamation stridente, un *zitto* aigu montant vers le ciel, puis la note grave et lente d'un hymne d'Orient, tout compose un paysage d'une grandeur émouvante »[828]. La perception d'une musicalité orientale, résonne également dans les commentaires de Pierre Roney, correspondant du *Temps* à Scutari, quand il exprime son étonnement par rapport au fait que son guide albanais, « pourtant relativement européanisé »[829] se laissait emporté par les chants de guerre interprétés par les *musikagii* dans les cafés, « accompagnant du saz ou interrompant de cris gutturaux leur rythme sauvage ».

Par ailleurs, la présence de lieux par excellence de la vie mondaine parisienne et d'autres grandes villes européennes du XIXe siècle, sert de mesure de l'orientalité ou occidentalité d'un centre urbain. Contemplant la ville de Sofia, doucement étendue dans la verdure, au pied du mont Vitosch, Léo Clarétie, écrit dans le *Petit Parisien* que « son aspect encore indécis, où de beaux monuments modernes, le palais, les ministères, le cercle militaire, le théâtre royal voisinent avec de petites villas et d'immenses jardins »[830], lui donne l'impression qu'il est bel et bien en Orient. Stéphane Jolly, professeur au lycée de Marseille, ayant habité pendant longtemps à Sofia, donna en octobre une conférence sur la civilisation bulgare, à la Société de géographie. Une fois indépendants, il affirme que les Bulgares se sont montrés dignes de leur liberté. Ils ont fourni un effort admirable. Ils ont voulu devenir le premier peuple des Balkans et comme les Japonais, en moins de trente ans, ils se sont civilisés.

> « Sur la table rase que leur avaient laissée les Turcs, ils ont construit un véritable État moderne où un Européen se retrouve à peu près chez lui. Sofia, qui, il y a trente ans, n'était qu'une misérable bourgade, aux maisons basses, aux rues boueuses, privée de toute vie sociale et mondaine, est devenue une vraie capitale, une belle ville avec ses théâtres, ses clubs, ses salons et ses jolies femmes »[831].

[828] « Au seuil de l'Albanie », *Le Matin*, 25 mars 1913.
[829] Pierre Roney, « En Albanie…*op.cit.*
[830] Léo Clarétie, « Choses de Bulgarie », *Le Petit Parisien*, 12 octobre 1912.
[831] « Deux conférences sur les Balkans », *Le Petit Marseillais*, 21 octobre 1912.

La mondanité et sociabilité de villes avec la vie socioculturelle organisée autour d'institutions telles que les cafés, les théâtres ou les salons d'exposition, vient s'ajouter dans la perception de l'européanéité d'un lieu[832].

Invité à déjeuner chez le colonel Maucorps, attaché militaire de France, Georges Rémond regarde le merveilleux spectacle qui s'étend sous ses yeux.

> « Les fenêtres encadrent un tableau unique. La rive d'Asie du Bosphore en fait le fond, l'autre rive s'aperçoit si l'on se penche, et les deux surfaces d'un bleu immatériel du ciel et de l'eau semblent se mirer l'une dans l'autre. Toutes les voiles sont dehors séchant au soleil d'automne. Elles se dorent ; l'eau est molle, comme grasse et moirée dans le sillage des barques ; les verdures commencent de se rouiller, et tout ce paysage, qui est à la fois d'Orient et de chez nous, semble réunir les beautés des plus grands peintres, l'or de Giorgione, le détail des primitifs et même la pâte du Titien »[833].

Perplexe devant la lumière et les compositions chromatiques du paysage naturel auquel il est exposé, la perception des couleurs à travers le regard de peintres qui ont éduqué sa façon de s'apercevoir de l'extérieur, l'amènent à se rendre compte de l'impossible réduction d'un lieu à un Orient ou un Occident codés et figés une fois pour toutes.

Pour sa part, Gabriel-Louis Jaray, un des rares Français à avoir visité l'Albanie, introduit à côté de la perception orientaliste des lieux un air de 'sudisme' en rajoutant à la distinction entre Orient Occident celle entre un Sud et un Nord sur fond de pensée physiocrate[834]. Interviewé par le *Petit Parisien* en mai, il affirme que les Albanais du Sud sont différents de ceux du Nord :

> « ils ont remplacé le coup de feu par l'intrigue ; ils ne portent pas le fusil mais ils portent en eux une imagination …la douceur du climat, la facilité de la vie qui contrastent si singulièrement avec les rudes régions des massifs de l'Albanie du Nord et les pénibles luttes de l'existence du montagnard de Liuma ou de Malaisie, ont donné aux Albanais des rives de la Vopussa et des côtes de Vallona, la nonchalance orientale, la paresse d'agir commune aux peuples favorisés pendant trop de siècles par la chaleur du ciel méditerranéen et la tiédeur des flots qui chassent vers le nord les hivers rigoureux »[835].

---

[832] A ce propos, voir George Steiner, *Une certaine idée de l'Europe*, Arles, Actes Sud, 2005 (2004) (traduit de l'anglais par Christine Le Bœuf).
[833] Georges Rémond, « L'exode d'un peuple devant l'envahisseur », *L'Illustration*, 9 novembre 1912.
[834] Cette perception physiocrate de la géographie humaine s'inscrit dans le débat entre l'école de déterminisme géographique de Friedrich Ratzel, et la logique du possibilisme environnemental, élaboré par Paul Vidal de la Blache. Dans cette deuxième théorie, l'environnement était perçu comme un simple facteur parmi d'autres qui pourraient influencer le façonnement des cultures humaines sans pour autant déterminer leurs manifestations. Pour une présentation synthétique de ces deux écoles de géographie, voir John Anderson, *Understanding cultural geography : places and traces*, London, Routledge, 2010, p.17.
[835] « Visions d'Albanie », *Le Petit Parisien*, 15 mai 1913.

II.1.4. A travers les manifestations dans l'espace public

L'investissement, l'animation de l'espace public par les états d'âme de l'opinion publique, correspondant à la création d'une communauté imaginaire suite à la lecture de la presse, rentrent eux aussi dans la perception différenciée des lieux du conflit ainsi qu'à une déclinaison supplémentaire de l'orientalisme et/ou de l'européanisme. Henry Barby communique à ses lecteurs du *Journal* ses impressions de la ville de Sofia, où il vient d'arriver en février. La capitale bulgare est « en pleine effervescence; dans les rues, dans les cafés, la foule stationne ; elle attend les très rares nouvelles qui parviennent des lignes du combat et les commente ensuite avec passion »[836]. Cette effervescence contraste avec les échos transmis par le correspondant particulier du *Figaro* depuis les rives du Bosphore. A la veille de la déclaration de la guerre par les royaumes bulgare, grec et serbe, il écrit qu'il est difficile, presque impossible « de pénétrer le sentiment intime du peuple turc. Ici, il n'y a jamais eu ce qu'on appelle, chez les nations de l'Europe occidentale, une opinion publique. Le peuple ne sait rien des choses de la politique et n'a nul désir de rien savoir. Il ne lit pas les journaux. »[837]. De son côté, Charles Loiseau affirme dans la *Revue de Paris* qu'au Monténégro, l'opinion publique n'est pas truquée car « il n'y a pas assez de députés, pas assez de journalistes, et surtout pas d'hommes d'affaires derrière les journaux. Ce que pense, ressent, espère n'importe quel Monténégrin, trouve un écho plus fidèle à Cettinje que les aspirations vraies d'un paysan de France à la place Beauveau »[838].

Le lendemain de la déclaration de guerre, le correspondant de l'*Action Française*, affirme qu'à Stamboul le calme des rues et des visages traduit cette indifférence à la vie extérieure qui « donne leur physionomie aux quartiers musulmans ». C'est à Péra, dans ce faubourg européanisé, peuplé d'ambassades et de consulats, que « les groupes de patriotes vinrent affirmer leurs sentiments belliqueux »[839]. Eugène Ucciani cherche des signes d'agitation et de mobilisation du côté asiatique de la ville. Il s'y rend à Usküdar, mais là non plus, la situation présente ne trouble pas plus l'opinion là qu'à Stamboul ou à Péra-Galata »[840]. Etienne Fournol écrit dans la *Revue politique et littéraire* qu'à Stamboul même,

[836] Henry Barby, « Ce qu'on dit à Sofia », *Le Journal*, 7 février 1912.
[837] « A Constantinople », *Le Figaro*, 15 octobre 1912.
[838] Charles Loiseau, Au Monténégro…*op.cit.*
[839] « Lettre de Turquie », *L'Action Française*, 19 octobre 1912.
[840] Eugène Ucciani, « L'âme musulmane, Scutari d'Asie », *Le Petit Journal*, 23 novembre 1912.

« aucune émotion publique »[841] ne se manifesta devant l'état de guerre. C'est un spectacle semblable à celui « d'indolence heureuse dégagée par l'ambiance dans les cafés turcs tant aimés par Théophile Gautier ». Dans les rues de Péra, rien ne semble avoir perturbé les rythmes de la vie quotidienne, et Georges Rémond, le correspondant de l'*Illustration* y voit des affiches annonçant les *Misérables, Magda, l'Enfant de l'amour*, mais rien de belliciste. De l'autre côté du pont de Galata, à Stamboul, la foule applaudit les soldats qui défilent, « mais assez mollement tout de même ». Pas un seul gosse emboîtant le pas, pas un cri. « Que serait-ce en France, à la veille d'une guerre avec l'Allemagne ? »[842] se demande-t-il. Urbain Gohier essaye d'imaginer lui aussi Paris après la déclaration de guerre et au début des hostilités : « la surexcitation, la colère, l'enthousiasme, l'énervement des foules. Ici rien.»[843]. L'essayiste royaliste affirme qu'il est amusant « de penser aux hurlements des camelots sur les boulevards parisiens pour vendre les nouvelles des Balkans, alors que les rues de Constantinople sont muettes »[844]. Jean Rodes, le correspondant du *Temps* à Constantinople, a voulu observer si l'approche de l'armée bulgare vers la capitale allait modifier cette 'apathie' de l'opinion publique. Pour ce faire, il a arpenté les différents quartiers de la ville. Il avoue avoir trouvé partout les apparences de la quiétude la plus profonde. Par contre, « dans le quartier européen, l'animation est plus grande que jamais rue de Péra.»[845]. L'envoyé spécial du *Petit Journal*, essaye d'expliquer cette incompréhensible tranquillité. Il cherche le secret d'une telle sérénité, « dans la séculaire résignation fataliste, dans la croyance, persistante malgré tout, au succès final, ou plus simplement dans cette tempérance que la religion de Mahomet impose à ses fidèles ? »[846]. D'après Georges Rémond, le correspondant de l'*Illustration* dans la capitale ottomane, l'impassibilité de la population devant la menace bulgare s'explique par l'absence d'informations ou « l'inexactitude de nouvelles mises en circulation par les affiches ou les journaux »[847].

En janvier, Georges Rémond, sortant du Grand Divan réuni pour délibérer sur la position du gouvernement ottoman à la conférence de Londres, se rend au palais impérial de Dolma-Bahçe en compagnie de Jean Servien du *Petit Marseillais*. « Aux alentours, pas un curieux ». A Paris, selon l'envoyé de l'*Illustration*, dans des circonstances d'une telle gravité qui allaient décider du destin du pays, cent mille personnes s'écraseraient dans les rues

[841] Etienne Fournol, « Dans Stamboul…*op.cit*., p.613.
[842] Georges Rémond, « Impressions de Constantinople», *L'Illustration*, 2 novembre 1912.
[843] Urbain Gohier, « A Constantinople », *Le Journal*, 25 octobre 1912.
[844] *Idem*.
[845] Jean Rodes, « Constantinople et la guerre », *Le Temps*, 14 novembre 1912.
[846] « Impressions de Constantinople pendant la guerre », *Le Petit Journal*, 9 novembre 1912.
[847] Georges Rémond, « Impressions de Constantinople », *L'Illustration*, 2 novembre 1912.

avoisinantes. « Elles manifesteraient d'un commun accord, ou en sens divers, par leurs murmures, leurs discussions, leur grouillement même, l'existence d'une opinion publique, d'un peuple qui vit et se sent vivre. Ici rien ! »[848].

Gustave Babin est à Sofia au lendemain de l'occupation d'Andrinople par l'armée bulgare. Quatre jours après cette victoire on s'y réjouit encore. « La gare est pavoisée (…) On a promené dans les rues des étendards ; on a chanté, illuminé ; on a manifesté en foule, au pied de la statue d'Alexandre II, le tsar libérateur. Et cela est légitime, et ces marques d'émotion que donne le peuple bulgare le rapprochent de nous»[849].

En juillet, le correspondant du *Matin* à Belgrade constate qu'alors que la mobilisation trouble la vie économique de la Roumanie, le nouvel état de guerre modifie peu, au contraire, une situation à la quelle les Serbes « se sont accoutumés depuis le début de la guerre balkanique »[850]. La population circule paisiblement, « garnissant joyeusement les terrasses des cafés, et envahissant les cinématographes. Des éditions spéciales, annonçant les succès serbes circulent, mais leur vente est moins bruyante que celle des journaux du soir à Paris ».

Le degré d'altérité de l'Ailleurs est ainsi perçue en termes de perception de l'existence et de l'intensité d'une opinion publique. La présence d'une opinion publique agissante et bruyante, résultat d'une presse largement diffusée est un élément de rapprochement avec l'occidentalité européenne ou l'Europe occidentale. En revanche, l'absence d'agitation dans les rues, nourrie par une pénurie de la circulation d'informations ou par une perception distanciée des nouvelles de la part du public médiatique, ces deux réactions sont considérées comme des signes d'altérité des lieux du conflit.

II.1.5. A travers la géographie du passé

Dans la capitale française, on entend résonner sur les boulevards au déclenchement de la guerre, les cris des camelots annonçant les suppléments des journaux où sur :

> «… la feuille vivement coloriée se détachent en vert, en rouge, en jaune, les territoires occupés par les armées belligérantes (…) On cherche Mustapha-Pacha, Kirk-Kilissé, Tchorlou, Lule-Bourgas, Eski-Baba. Tout d'abord on est dérouté par l'exotisme de ces noms étranges, dont la couleur locale

[848] Georges Rémond, Avec les vaincus,…*op.cit*., p.195-196.
[849] Gustave Babin, « Dans Andrinople prise d'assaut », *L'Illustration*, 12 avril 1913.
[850] « La physionomie de Belgrade », *Le Matin*, 8 juillet 1913.

> réjouirait un romantique du temps des Orientales et de Lalla-Roukh. Mais, si peu que l'on soit humaniste, on se familiarise bientôt avec le théâtre de la guerre, en songeant que les batailles homériques de cette formidable lutte réveillent les échos des montagnes et des vallées dont les noms furent illustrées par la poésie harmonieuse de l'Odyssée et de l'Iliade.»[851].

Gaston Deschamps avoue aussi qu'un de ses amis, éminent helléniste, lui disait à quel point l'expédition de l'armée grecque en octobre 1912 en Macédoine ottomane, lui rappelait la bataille de Pydna en 168 avant notre ère, qui a vu s'opposer le roi de Macédoine Persée à une armée romaine. Mais le triomphe du père de famille faisant suivre à ses enfants sur la carte déployée, les opérations des armées en campagne, « c'est de pouvoir utiliser avec succès l'enseignement de ses professeurs et les souvenirs de ses années d'études. Certains bacheliers d'antan regrettent sans doute de n'avoir point poussé plus loin leur apprentissage classique.»[852]. Ainsi la maîtrise des références géo-historiques des lieux sur lesquels se déroulent les opérations militaires dans les Balkans, offre aux défenseurs des études classiques une occasion de valoriser leurs connaissances et de justifier leur existence. D'un autre côté, il s'agit d'une perception du paysage, de l'espace du conflit, à travers les références d'une géographie de l'antiquité gréco-romaine. On désigne des régions entières de l'ailleurs balkanique ou ottoman, non pas d'après la nomenclature officielle dans ces pays, mais en fonction de noms empruntés chez les géographes de l'antiquité. L'exemple de la Macédoine est éloquent et révélateur de comment l'appellation d'une région peut déclencher des polémiques ou être à l'origine de revendications territoriales conflictuelles, surtout quand sa délimitation géographique a varié dans le passé et qu'elle a fait partie de plusieurs constructions étatiques au fil du temps.

A la fin du mois d'octobre, Gaston Deschamps commentant toujours dans le *Temps*, un télégramme expédié du champ de bataille à un journal de Berlin avant d'être transmis à la presse française, annonçait que « les Turcs se trouvaient réduits à une position critique dans Haliacmon-Tales »[853], c'est-à-dire, la vallée de l'Aliakmon en allemand. Mentionner ce fleuve, souvent cité par les auteurs classiques, signifie d'après Gaston Deschamps que désormais les touristes en quête d'impressions mythologiques trouveront les traces vives d'une actualité tragique, lorsque transportés par le chemin de fer de Thessalie et descendus à la gare de Larissa, « ils demanderont à l'hôtelier du Bois-des-Nymphes une voiture (amaxa) pour aller voir les rives du Pénée, le dème de Phères, les sources d'Hypérée, les ruines

[851] Gaston Deschamps, « Les petits drapeaux », *Le Temps*, 1er novembre 1912.
[852] *Idem*.
[853] Gaston Deschamps, « De l'Olympe au Rhodope », *Le Temps*, 28 octobre 1912.

d'Amyros, les monts Cynoscéphales, la vallée de Tempé, les forêts de l'Ossa »[854]. Pour ce féru d'études grecques anciennes et fervent partisan de la cause hellénique, la représentation de l'espace du conflit en termes empruntés chez les auteurs de l'antiquité, constitue une victoire dans son combat pour la sauvegarde, la promotion et la diffusion de l'enseignement des lettres 'classiques', tout en lui fournissant un outil de propagande au service de la démonstration de la 'grécité' de ce lieu du conflit.

Un autre événement donnant lieu à une perception des lieux du conflit à travers le prisme de la mythologie ou de l'antiquité gréco-romaine, est l'occupation de l'île de Samothrace par la flotte hellénique. C'est là précise Robert Kremp dans l'*Aurore* que naquit Harmonia, la fille d'Arès et d'Aphrodite[855]. Cette île est également perçue à travers la présence au musée du Louvre de la Victoire ailée, et l'on expose les anecdotes concernant son acquisition par la France[856].

Dans d'autres articles, l'espace balkanique est lu et perçu à travers les références sur des séquences de l'histoire romaine. On lit dans *Gil Blas* en novembre 1912[857] que les érudits qui se nourrissent de souvenirs latins, avaient une prédilection pour la Dobroudja, cette contrée bulgare aux frontières avec l'Empire ottoman, et ils s'étaient déjà posé la question des Balkans à propos du lieu où Ovide est décédé : « On a cru le retrouver dans un bourg de Dobroudja, sur les rives de la mer Noire »[858]. A l'occasion du siège d'Andrinople et alors que le nom de cette ville est sur toutes les lèvres, le *Matin* s'intéresse à l'origine de son appellation. Il informe ses lecteurs que sur l'emplacement où se trouve la ville aujourd'hui, s'élevait autrefois la capitale du pays des Besses, peuple de Thrace, et cette capitale portait le nom d'Uscudama. L'empereur romain Adrien, lors de son voyage en Orient, décida que la ville entière serait rebâtie. C'est pourquoi, les journaux anglais « rappellent à ce propos, non sans fierté, que le fondateur d'Andrinople fut, pendant quelque temps, un Londonien distingué »[859].

Au mois de mai, Charles Vellay, le correspondant de l'*Homme libre*, se rend à Parga. Aussitôt arrivé, se souvient-il de « l'antique Buthrote, ville de Pyrrhus ». Entré au golfe

[854] *Idem*.
[855] Robert Kemp, « Samothrace », *L'Aurore*, 4 novembre 1912.
[856] Voir Robert Kemp, « Samothrace », *L'Aurore*, 4 novembre 1912, « La petite histoire ; pourquoi le Vénus de Milo est sans bras », *Le Temps*, 13 novembre 1912 et Jean-Louis Vaudoyer, « Guerres d'autrefois », *Le Gaulois*, 7 janvier 1913.
[857] « Un peu d'histoire », *Gil Blas*, 3 novembre 1912.
[858] *Idem*.
[859] « L'origine d'Andrinople », *Le Matin*, 12 février 1913.

Ambracique, il rappelle à ses lecteurs le déroulement sur ce lieu, de la bataille d'Actium[860]. Jean Leune, correspondant de l'*Illustration* et inféodé à la propagande grecque lui aussi, accompagne le général Eydoux avec sa suite aux ruines de Nicopolis[861], « la ville célèbre bâtie par Octave pour commémorer sa victoire d'Actium sur Antoine ». Après s'être rendu compte de ce qu'avait été la bataille qu'avait livré l'armée grecque en octobre dernier, le général français se dirigea ensuite « vers le tertre où, d'après la tradition, reposent les 3000 Français du général de La Salcette, massacrés par le fameux Ali pacha en 1798. »[862]. Au lendemain de l'occupation de la ville de Janina par l'armée grecque, le baron Heckedon, rappelle aux lecteurs du *Journal* que c'est là où se trouvait vers la fin du dix-huitième siècle et au commencement du XIXe, la résidence du fameux Ali, devenu populaire grâce au *Comte de Monte-Cristo* d'Alexandre Dumas[863]. Gaston Deschamps remarque lui aussi dans le *Temps* que la capitulation de la capitale épirote où régna Ali pacha, remit au premier plan de l'actualité « la figure d'un personnage qui exerça sur les poètes romantiques une sorte de fascination »[864].

En suivant l'armée bulgare pour l'*Écho de Paris*, De Segonzac, passe par le village de Hasköj, dominé par une belle maison de deux étages, bien construite en torchis revêtu de bois et coiffée d'un toit plat de tuiles rouges. Plus loin, dans le repli d'une belle vallée, il aperçoit le hameau de Fikel : « Une ruine colossale le surplombe et commande toute la région. Nul ne peut nous en conter l'histoire, mais ses hautes murailles de pierre, l'ogive de son portail, le style de ses tours effondrés attestent qu'elle fut l'œuvre des croisés »[865]. Avant de poursuivre leur route sur Andrinople et Salonique, le major Coussergues, accompagné du docteur belge Hemeryck, visitent le monastère de Batchkovo, « un des sites les plus pittoresques des Rhodopes ». En suivant la gorge de Stanimaka, ils voient se dresser sur un rocher le château franc des croisés où Renier de Trit, baron de Philipoppoli, organisa au XIIIe siècle un siège héroïque. « Il reste quelques ruines de la chapelle dédiée à Notre-Dame. C'est la première fois depuis les croisades, souligne la *Croix* qu'un chef français en uniforme a suivi la gorge poétique des Rhodopes »[866]. De son côté, Louis de Meurville se souvient dans le *Gaulois,* à l'occasion des marques de sympathie envers la France de la part de la presse grecque, de

[860] Charles Vellay, « A Preveza », *L'Homme Libre*, 29 mai 1913.
[861] Jean Leune, « Le général Eydoux en Épire », *L'Illustration*, 26 avril 1913.
[862] *Idem*.
[863] Baron Heckedorn, « Ali pacha de Janina », *Le Journal*, 11 mars 1913.
[864] Gaston Deschamps, « Le pacha de Janina », *Le Temps*, 12 mars 1913.
[865] De Segonzac, « En suivant l'armée bulgare », *L'Écho de Paris*, 19 novembre 1912.
[866] « Un major français dans les Balkans », *La Croix*, 8 janvier 1913.

l'époque lointaine « où des chevaliers français se rendant aux croisades s'arrêtèrent à l'aller ou au retour sur les plages de l'Hellade et s'y taillèrent des principautés, des baronnies, des seigneuries »[867]. Pour des journaux proches d'une culture traditionaliste/nationaliste, représentant une droite légitimiste, la perception des lieux du conflit passe par l'anamnèse de la géographie des croisades qui constitue aussi leur référence historique idéalisée et sublimée.

Le troisième ensemble de géographie du passé mobilisé dans la perception des lieux du conflit, est celui esquissé par les séquences précédentes de la question d'Orient. A cet égard, on lit dans le *Petit Marseillais* en octobre, que « le nom de Varna, qui apparaît aujourd'hui dans les faits de la guerre balkanique, rappelle des dramatiques souvenirs de cette terrible guerre de Crimée »[868]. L'abbé Héry dans la *Croix* signale que de nombreux monuments sur les places des villes de Roumanie perpétuent la mémoire du siège de Plevna. Ce siège remonte à la guerre entre l'Empire ottoman et l'Empire russe en 1877-78. Suite à cette confrontation et la victoire de la Russie, la Roumanie a eu droit d'annexer le territoire de la Dobroudja. Ce nom ne dit rien aux jeunes générations affirme la *Croix*, « mais à l'entendre les vieillards sentent se réveiller au fond de leur mémoire de lointains et cruels souvenirs ; c'est la guerre de Crimée, c'est l'armée française traînant dans des plaines arides et désertes ses colonnes épuisées et décimées par le choléra »[869]. Ainsi l'effet générationnel intervient lui aussi dans la perception du conflit et de ses lieux en recalculant la distance à l'égard d'un événement du passé comme 'lointaine' ou 'prochaine'.

II.1.6. A travers les marques de la présence française

Dans la dépêche du correspondant particulier à Constantinople, du *Gaulois*, on lit que la ville de Brousse possède de très bonnes écoles chrétiennes et les établissements français des Frères et des religieuses sont fréquentés par des centaines d'enfants. Par ailleurs, son chemin de fer, une des premières lignes ferrées construites en Turquie, est une entreprise française. « En plus, c'est « la ville où l'industrie de la soie est la plus florissante dans tout le Levant, et des fabriques de soie de Lyon y ont des représentants permanents »[870].

A Salonique, d'après les estimations de Parsy, relayées dans le *Temps*, les intérêts français sont évalués à au moins six cent millions de francs. La majeure partie « des terrains

[867] Louis de Meurville, « Les Français princes et seigneurs », *Le Gaulois*, 3 mai 1913.
[868] « Varna », *Le Petit Marseillais*, 22 octobre 1912.
[869] Abbé Héry, « Des Karpathes au Danube pendant l'été 1912 », *La Croix*, 19 mars 1913.
[870] « Brousse », *Le Gaulois*, 7 novembre 1912.

qui avoisinent le port sont propriété française »[871]. Parmi ceux-ci, il cite la Banque ottomane, la Banque de Salonique, les Phares, la Régie, le Gaz, le Grand Silo « que l'on voit non loin de l'usine à gaz », la Société immobilière du port, le Chemin de fer de la jonction Salonique – Constantinople, ainsi qu'une poste française. De surcroît, rappelle-t-il, l'espace médiatique est lui aussi teinté de traces françaises et « plusieurs journaux s'y impriment quotidiennement en français ». La francophonie est un élément du paysage culturel qui est également commenté par Frantz Funck-Brentano. En route vers Bucarest pour couvrir le conflit pour le *Gaulois,* il constate que dans l'Orient-Express tout le monde parle français. « On n'entend que le français d'un bout du train à l'autre ; et un de mes compagnons me dit qu'il en est ainsi jusqu'à l'isthme de Suez où brusquement la langue véhiculaire devient l'anglais »[872].

Frantz Funck-Brentano esquisse une topographie de la capitale roumaine dans laquelle il répertorie les traces de la présence ou influence culturelle française :

> « Aux devantures des libraires, on ne voit que des livres français ; dans les kiosques parmi les journaux roumains se vendent des journaux français et à Bucarest même s'impriment trois journaux en langue française, la *Roumanie*, si brillamment rédigée par notre confrère Jules Brun, la *Politique*, et l'*Indépendance roumaine*. Les grands monuments dont la ville s'orne comme en une cité de féerie, sont dus à des architectes qui ont fait leurs études à Paris ; quant aux statues – car la statuomanie fleurit ici comme en France, elles sont signées Mercier ou Frémiet. Au théâtre national, on joue ce soir même, une pièce d'Henri Bataille. Jusque dans les cafés-concerts, on n'entend que des chanteuses françaises, chantant en français des stupidités, au seuil des Balkans »[873].

Se rappelant du paysage sonore de Salonique, sous occupation gréco-bulgare, Paul Parsy raconte dans la *Croix*, que chaque matin il se réveillait au son d'un carillon de l'Église des Pères Lazaristes dans le quartier franc. Un jour, il s'entretient avec un officier bulgare à l'hôpital français. Et quand il essaye de baragouiner du turc avec son cocher pour lui indiquer où il voulait aller. Il découvre à « sa plus grande joie qu'il est un ancien élève de Saint-Benoît, l'école de Frères de Constantinople»[874].

En revanche, du côté de l'Albanie ottomane, la *Croix* souligne que l'Autriche, favorisée par des anciens traités avec la Porte, lui assurant la protection des populations chrétiennes catholiques dans cette région, en a profité pour conquérir ou marquer de son sceau l'espace urbain : « C'est elle qui a créé en entier ou en grande partie, la vaste cathédrale

[871] « Les intérêts français à Salonique », *Le Temps*, 31 décembre 1912.
[872] Frantz Funck-Brentano, « Vers les Balkans », *Le Gaulois*, 9 novembre 1912.
[873] Frantz Funck-Brentano, « En Roumanie », *Le Gaulois*, 12 novembre 1912.
[874] Paul Parsy, « A Salonique », *La Croix*, 25 décembre 1912.

pouvant contenir 5000 personnes ; un bel hôpital, l'église des Franciscains avec école, plusieurs instituts, dirigés par des religieuses, enfin les établissements des Jésuites »[875].

Un peu plus au sud de la péninsule balkanique, Gaston Deschamps évoque dans le *Temps*, les rues nouvelles auxquelles la municipalité d'Athènes a donné des noms de français, tels que Chateaubriand, Didote ou Béranger[876]. C'est à travers ces rues qu'on accède à l'École française de cette ville, merveilleusement située remarque l'héritier des philhellènes romantiques. Par contre, à Constantinople, Urbain Gohier, écrit dans le *Journal* que « tandis que l'ambassade française cache sa misère au fond d'un bourbier, le magnifique palais de l'ambassade allemande domine le Bosphore »[877].

Ainsi dans une presse nationaliste aussi bien que libérale, la perception des lieux du conflit se fait-elle aussi en termes d'antagonisme ou de batailles symboliques pour l'hégémonie culturelle ou économique, signifiée par des marqueurs tels que l'emplacement central ou périphérique des ambassades, les empreintes linguistiques sur l'espace public ou encore son maillage par la présence d'établissements commerciaux, financiers, scolaires ou confessionnels associés à la présence française ou à celle d'autres grandes puissances.

II.2. Perceptions des opérations militaires

La prise de connaissance ou la réminiscence des lieux du conflit se poursuit avec le suivi des opérations militaires sur les champs de bataille. « Chaque soir, chez les bons bourgeois de Paris, sous la lampe, il y a des séances bien instructives pour les jeunes gens »[878], écrit Gaston Deschamps dans *le Temps.* Le père, en sortant de son bureau, a pris soin d'acheter non seulement la carte des Balkans, mais aussi une collection de petits drapeaux bulgares, turcs, serbes, grecs et monténégrin. « Sur la table de famille, quand le dîner est servi, on étale la carte. Et l'on pique çà et là, conformément aux dernières nouvelles de la journée, les drapeaux des alliés balkaniques et les étendards de l'armée ottomane »[879]. D'après l'essayiste du *Temps,* cela montre une fois de plus « le goût inné des Français pour

[875] « A Scutari d'Albanie », *La Croix*, 26 mars 1913.
[876] Gaston Deschamps, « La Grèce nouvelle », *Le Temps*, 12 juin 1913.
[877] Urbain Gohier, « Les Turcs », *Le Journal*, 20 novembre 1912.
[878] Gaston Deschamps, « Les petits drapeaux », *Le Temps*, 1er novembre 1912.
[879] *Idem*.

les questions de stratégie et de tactique »[880]. Cette attraction semble par ailleurs être aussi populaire parmi les moins bellicistes des citoyens français, qui « cèdent volontiers à la tentation d'émerveiller leur entourage par leur habileté de faire manœuvrer des armées »[881]. Gaston Deschamps remarque aussi que, « nombreux sont les cafés en province et même à Paris, où les porte-allumettes, promus à la dignité de forteresses plus ou moins imprenables »[882] portent les noms d'Andrinople, de Scutari, d'Usküb, de Prizrend, tandis que « les dominos savamment disposés sur la table de marbre, ont l'honneur de représenter les divisions, les brigades »[883]. L'engouement de la presse française pour la couverture des opérations militaires au début du conflit, est également attesté par le communiqué de l'*Illustration* envers ses lecteurs, dans lequel, l'équipe rédactionnelle leur annonce qu'afin de pouvoir leur transmettre tous les documents qui parviennent des différents théâtres de la guerre, le journal décide d'augmenter le nombre de ses pages de 16 à 28[884].

Dans les salles cinématographiques, la société Gaumont diffuse quant à elle fin octobre, les premières séquences de cette guerre[885]. Les spectateurs peuvent se déplacer virtuellement à Istanbul, accompagner le Sultan lors de sa prière du vendredi, regarder des troupes sillonner les quais et les rues de la 'Belle du Bosphore', assister à l'enrôlement de volontaires dans les villages ou atteindre les confins de l'empire à côté de soldats mobilisés. Du côté grec, ils découvrent les volontaires crétois prêts à partir pour les champs de bataille, l'escadre hellénique organisant le blocus de l'archipel, les caissons d'artillerie utilisées pour le transport des blessés ou encore la présidente de la Croix Rouge, la princesse Hélène, visitant les trains ambulanciers[886].

Quant au Monténégro, un film de la société Savoïa propose aux spectateurs français des séquences de la mobilisation de son armée.[887]. Le Pathé-Journal saisit l'image du roi Nicolas, à son retour d'une tournée d'inspection sur la ligne de combat. On le voit s'embarquer sur le lac de Scutari pour se rendre au devant d'un convoi de blessés. Une voiture arrive et s'arrête, le roi descend de l'auto et salue la caméra. Il s'allume une cigarette au bord du lac,

[880] *Idem*.
[881] *Idem*.
[882] *Idem*.
[883] *Idem*.
[884] « Les numéros de la guerre », *L'Illustration*, 16 novembre 1912.
[885] Depuis 1908 et la naissance du Pathé-Journal, les séquences d'actualités filmées s'invitent dans les programmes de salle de projection. Voir, « La naissance des journaux d'actualités périodiques » dans Marcel Huret, *Ciné-actualités ; histoire de la presse filmée, 1895-1980*, Paris, 1984, p.28-32 et Laurent Veray, «La représentation de la Guerre dans les Actualités Françaises de 1914 à 1918 », *1895*, 1994, n°17.
[886] « Dans les Balkans », *Le Courrier Cinématographique*, 8 novembre 1912, p.10.
[887] *Le Courrier* Cinématographique, 12 octobre 1912.

puis descend le ponton en direction de l'embarcadère où est amarré un bateau[888]. En novembre, les lecteurs cinéphiles du *Petit Journal* pouvaient regarder dans la grande salle des Fêtes du journal, à côté de *l'Horrible philtre* de Sir Jekill, *le Tondeur galant* et *l'Auberge du Tohu-Bohu*, la *Guerre dans les Balkans*[889]. Aussi bien à l'écran des cinémas qu'à la Une des journaux, les lecteurs-spectateurs français sont exposés à une pléthore d'informations textuelles et visuelles pendant les deux premiers mois du conflit.

Tableau : Place attribuée à la Une de chaque journal aux différentes informations (octobre-novembre 1912) (par nombre d'articles)

	Le Petit Parisien	*Le Petit Journal*	*Le Journal*	*Le Matin*	*L'Humanité*	*Le Temps*	*Le Figaro*
batailles	13+16	14+15	14+20	13+13	14+12	10+10	10+6
négociations	1+22	1+19	0+21	0+20	0+16	1+8	1+8
manifestations	0+2	0+1	0+0	0+0	4+10	0+2	2+9
complications géopolitiques	1+13	1+8	1+10	0+8	2+8	5+9	4+6
conséquences de la guerre	2+9	1+4	3+6	2+3	0+3	1+1	0+1

Par contre, en janvier, quand l'ambassadeur grec à Paris essaye de faire publier dans l'*Illustration* des clichés de séquences militaires, son directeur lui répond que « l'intérêt du public a disparu et que son journal ne peut plus publier de clichés supplémentaires »[890]. Même constat dans le *Gaulois* en mars où l'on peut lire que les opérations militaires ont perdu leur attrait :

> « Plus de grandes batailles, plus de coups décisifs, où sont les journées de Kirkkilissé, et de Loulebourgas ? les lignes de Tchataldja semblent aussi monotones que l'étaient pour nos grands-pères celles de Torres Vedras. Les correspondants de guerre ont perdu le goût de suivre les armées ; ils sont rentrés, et les pieds sur les chenets, ils font des livres, comme si la paix était signée.il n'est pas jusque la prise de Janina, brillant fait d'armes pourtant qui ne soit heurtée à l'indifférence générale. Les banquiers s'occupent de l'indemnité de guerre et de la répartition de la dette turque ; pour le public, l'incident est clos ; l'Orient quitte l'affiche. En scène pour le nouveau spectacle ! »[891].

[888] *Archives Pathé-Gaumont*, VG 2 69, « Armée du Monténégro pendant les guerres balkaniques ».
[889] « Cinématographe du Petit Journal », *Le Petit Journal*, 16 novembre 1912.
[890] « εδήλωσεν ημίν ότι το ενδιαφέρον του κοινού εξέλιπε πλέον και ότι ηδυνάτει να δημοσιεύση, μετά τας ήδη δημοσιευθείσας, ετέρας πολεμικάς φωτογραφίας » dans *Archives du Ministère des Affaires étrangères grec*, 1913/47, dossier sur la Presse européenne, N/5, n°3745, Paris, 27/9 janvier 1913, au sujet des photos du théâtre de la guerre et des pays conquis.
[891] « La main passe », *Le Gaulois*, 21 mars 1913.

II.2.1. Entre roman feuilleton, fait divers et spectacle cinématographique : à la recherche de nouvelles sensationnelles

La place des nouvelles accordées au déroulement des opérations militaires par la suite reste marginale au sein de la presse. Une telle évolution témoigne d'une certaine mithridatisation du public médiatique français à la violence du conflit, ou à l'évolution de la perception de ces événements, comme ne relevant plus du domaine de la nouvelle sensationnelle, suite à la pléthore informationnelle aussi bien textuelle et visuelle concernant les premières opérations et leur intégration dans un processus de banalisation. Pourtant, en octobre il était difficile, constate Gabriel Trarieux dans la *France de Bordeaux et du Sud-Ouest*, même en suivant ses occupations, théâtre, affaires ou autres, de ne pas prêter oreille au bruit grandissant de la guerre. Tous les journaux en étaient pleins :

> « La rapidité, le pittoresque de leurs informations sont merveille ! Nous avons à la fois des nouvelles de Constantinople, d'Athènes, de Sofia, de Cettigné, de partout. On peut suivre, si l'on a le temps, le 'puzzle' gigantesque et dangereux qui est en train de se jouer aux Balkans avec une précision minutieuse. Je ne désespère pas de voir le jour où l'on nous montrera, le surlendemain d'une bataille, la sensationnelle hécatombe reproduite, sur le boulevard, en quelque cinématographe »[892].

Sa prémonition ne tarda pas à se confirmer, car quelques jours plus tard, dans un quartier populeux de la rive gauche, la direction d'un cinéma 'toujours heureuse de satisfaire sa nombreuse clientèle' et soucieuse d'actualité, intégra dans son programme le film sensationnel d'un des récents épisodes de la guerre des Balkans. « Les yeux écarquillés, la bouche admirative, l'oreille tendue au bruit parfaitement imité, au moyen d'une plaque de tôle, des mitrailleuses et du canon »[893], le public suivait avec intérêt les émouvantes péripéties du combat. Poursuivis par les troupes du tsar Ferdinand, les soldats ottomans fuyaient, éperdus. Au bout d'un moment, épuisés et vaincus, ils déposèrent les armes. Ce fut alors que l'orchestre exécuta l'hymne bulgare. Le public illusionné « au point de ne pas reconnaître dans le champ de bataille, un des coins les plus connus des fortifications parisiennes »[894], applaudit frénétiquement. « Soudain une clameur farouche retentit dans la salle et en même temps un pesant 'godillot' lancé d'une main sûre, venait crever l'écran lumineux ! ». C'était un sujet ottoman, Emmanuel Youssaif, 49 ans, colporteur, rue de la Gaîté, qui, « fervent

[892] Gabriel Trarieux, « Le Croissant et la Croix », *La France de Bordeaux et du Sud-Est*, 26 octobre 1912.
[893] « A travers Paris », *Le Matin*, 4 novembre 1912
[894] *Idem*.

patriote, prenait à sa manière une facile revanche sur les vainqueurs bulgares[895]», nous informe le *Matin.*

Outre leur perception 'cinématographique' dans le double sens du terme, à savoir enchaînement rapide d'images et informations dans la presse ou projection au sein d'une salle de cinéma, les opérations militaires, sont perçues et annoncées comme des représentations théâtrales dans plusieurs journaux[896]. A la reprise des hostilités en juillet 1913, on lit dans l'*Écho de Paris* que l'entracte n'aura pas été long : « voici le rideau qui se relève sur le théâtre de la guerre, le théâtre des Folies Balkaniques. C'est d'ailleurs, le spectacle d'hier qui continue : la distribution est la même, sauf une vedette, la Turquie, remplacée par la Roumanie (débuts) et selon toute apparence voilà la pièce repartie pour un nombre respectable de représentations »[897]. Pendant la Première Guerre balkanique des caricatures publiées dans la presse à l'instar de celle dans le *Matin* du 14 octobre où le Monténégro dans le rôle d'ouvreuse annonce à l'Europe, jouant la spectatrice arrivant en retard, révèlent aussi la perception de ce conflit sous forme de spectacle.

De son côté, Victor Margueritte nous décrit la foule qui attend impatiemment son cadeau du matin, l' « incomparable feuilleton »[898]. D'après l'écrivain du *Journal*, ces lecteurs pressés, insatiables, « ce sont les curieux de nouveau ». Ils voudraient en dépliant leur journal, « ces feuilles bourdonnantes de dépêches, où gronde le lointain tumulte des combats, y trouver encore quelque nouvelle sensationnelle »[899].

A la recherche de nouvelles sensationnelles à l'instar des faits divers publiés dans la presse de la Belle Époque ou les romans feuilletons ayant éduqué le goût et façonné l'horizon littéraire d'un public français tout au long du XIXe siècle, ce qui devient événement médiatique dans le *Journal* pendant le déroulement des opérations militaires, ce sont les débats d'un procès intenté par les héritiers du prince Alexandre Vogoridi contre Paul Musurus bey que celui-ci a institué légataire universel de toute sa fortune. Les débats se sont engagés

[895] *Idem*.
[896] « Le théâtre de la guerre », *Le Temps*, 17 octobre 1912.
[897] « Le billet de Junius », *L'Écho de Paris*, 8 juillet 1913.
[898] Victor Margueritte, « L'heure présente », *Le Journal*, 19 novembre 1912.
[899] *Idem*. Le sensationnalisme de la presse populaire fait l'objet de critiques dès la fin du XIXe siècle. Ces critiques regrettent le primat accordé dans les journaux aux faits divers sur les informations ou analyses politiques. Comme le fait remarquer Pierre Albert, ce phénomène renvoie à la structure dualistique du champ journalistique, dans lequel, la nouvelle, comme la plupart des biens culturels marchands, a une double valeur, d'une part, symbolique, c'est-à-dire une fonction journalistique en soi, et d'autre part, économique, dans la mesure où elle comprend l'obligation de sa rentabilité commerciale. Voir Pierre Albert, « Les dérives du journalisme 'marchand' », dans Didier Georgakakis, Jean-Michel Utard (dir.), *Science des médias: jalons pour une histoire politique*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.200.

au début du mois de novembre à l'audience de la première chambre du tribunal. Le chroniqueur de la tribune juridique du *Journal*, rappelle la genèse de ce procès « auquel les événements d'Orient donnent à l'heure présente, un caractère de brûlante actualité »[900]. Le prince Alexandre Vogoridi mourait, en juillet 1910, à l'âge de 88 ans, dans la maison de santé du docteur Maignan, à Suresnes,

> « Après avoir vécu pendant de longues années sous l'œil tutélaire d'une vieille servante autoritaire du nom de Caliope, à l'hôtel Terminus, à Paris. Sujet ottoman, d'origine bulgare, ce vieillard au caractère original avait joué naguère, un grand rôle en Turquie : il fut ambassadeur de la Sublime Porte à Vienne et après le congrès de Berlin, nommé gouverneur de la Roumélie Orientale. Il laisse un testament par lequel il institue comme légataire universel d'une fortune de plus de 3 millions M. Paul Musurus bey, qui est poète à ses heures, et qui est aussi l'oncle de la comtesse de Noailles. Les autres héritiers du sang, rapprochant la date du testament de celle de l'internement du de cujus, prétendent aujourd'hui que le testament est nul et que le prince A. Vogoridi, affligé de senescence sénile était incapable de tester en février 1909 »[901].

Cet article attire selon les dires du chroniqueur du *Journal*, à l'audience quelques jours plus tard, « un public extrêmement nombreux »[902], désireux de suivre à travers les joutes verbales des avocats, la reconstitution des batailles se déroulant dans les Balkans. Dans le *Petit Journal*, journal résolument nationaliste et farouchement opposé à l'esprit antimilitariste animant une partie de la société française de l'époque, ce qui devient événement médiatique pendant le déroulement des opérations militaires, c'est « un drame antique dans la Grèce moderne »[903] à propos des parents d'un déserteur qui l'assomment. De son côté, un journal fournisseur et pourvoyeur du public en faits divers et romans feuilletons, le *Matin* informe ses lecteurs qu'il vient de se passer en Turquie, au milieu des horreurs de la guerre, un fait tragique et émouvant :

> « D'après les journaux russes, une grande dame turque, la princesse Zekkie, musulmane de sang tartare, et épouse d'un officier supérieur ottoman, fut prise d'un abattement sans bornes à la nouvelle des désastres successifs qui désolaient son pays. Après le combat de Lûle-Burgas, sa nervosité devint extrême, son désespoir fut sans limites, et résolue à ne pas survivre à la défaite effroyable de sa patrie, elle fit élever dans la cour de son palais, un bûcher orné de fleurs et de tapis. Puis, après être restée longtemps en prières, elle dit adieu à tous et alluma elle-même le bûcher sur lequel, héroïquement

[900] « Un procès balkanique », *Le Journal*, 7 novembre 1912.
[901] *Idem*.
[902] « La suite du procès balkanique », *Le Journal*, 21 novembre 1912.
[903] « Un drame antique dans la Grèce moderne », *Le Petit Journal*, 11 novembre 1912.

> elle monta malgré les supplications de ses gens, qui ne purent qu'assister impuissants à ce grandiose suicide renouvelé de l'antique »[904].

En avril, le *Courrier cinématographique* annonce que Gaumont diffusera prochainement, « une actualité sensationnelle ». Il s'agit de la projection sur l'écran des séquences de l'assaut d'Andrinople tournées par le correspondant de guerre de cette société[905]. Un mois plus tard, c'est la mission téméraire de l'opérateur cinématographique du Pathé Journal, qui au milieu des shrapnells éclatant de toutes parts, capta sur le vif dans un film sensationnel, sans truquage, ni 'chiqué', la prise de Scutari[906]. Pour sa part, Henry du Roure dans la *Démocratie* demande à son ami comment il est possible qu'il ne se soit pas intéressé à la guerre :

> « Comment ! tu cherches partout des sujets d'émotion ; tu vas au théâtre, tu lis des romans, tu cours les cinémas, tu joues aux cartes, tu paries aux courses ; tu passes la nuit à Nogent-sur-Marne pour voir fusiller Garnier, et tu conserves une balle tirée par le revolver de Bonnot ; tu t'intéresses à un cheval emballé, à un chahut d'étudiants, à un accident d'auto, à une querelle d'ivrognes, et ça, ce fait divers énorme, monstrueux, ce roman-feuilleton où il y a du carnage, de la passion, de l'idéal, et de la bestialité, du beau et de l'horrible, de l'héroïque et de l'épouvante, ça te laisse froid ? Tu t'es demandé avec angoisse si Arsène Lupin échapperait aux policiers et tu ne regardes pas les Turcs pris à la gorge par les Bulgares ? »[907].

Au mois de novembre, Henri Lavedan constate dans l'*Illustration* que la guerre dans les Balkans occupe toujours l'actualité. Ses concitoyens ne parlent pas d'autre chose :

> « Nous sommes là-bas, à Tchaltadja. (…) Le flot des images qui nous envahissent est si puissant et tumultueux que nous n'avons plus la force ni le temps de les retenir et de les formuler. Elles vont trop vite. Mille fois par jour, elles éclatent en nous, à détonations pressées et crépitantes, comme des shrapnells que rien n'interrompt ni ne lasse. »[908].

De son côté, Jean Rodes suivant les opérations du camp de Tchorlou auprès du quartier général ottoman, communique lui aussi à ses lecteurs du *Temps*, cette sensation d'une vitesse infernale, en commentant que les informations sur les opérations militaires qui se déroulent dans la région où il est, ont à certains points de vue « une curieuse analogie avec les grandes épreuves automobiles. Il s'agit en effet, comme pour celles-ci, d'une course de

[904] « Une princesse turque ne peut survivre à la défaite de sa patrie », *Le Matin*, 20 novembre 1912.
[905] *Le Courrier cinématographique*, 5 avril 1913, p.25.
[906] « La prise de Scutari », *Le Courrier cinématographique*, 17 mai 1913.
[907] Henry du Roure, « A propos de la guerre des Balkans », *La Démocratie*, 7 novembre 1912.
[908] Henri Lavedan, « Frémissements », *L'Illustration*, 23 novembre 1912.

vitesse et de ravitaillement »[909]. D'après Gabriel Trarieux, cette médiatisation de la guerre correspond au besoin qu'ont les nerfs d'individus « curieux de vibrer », pour qui la guerre « est un prodigieux spectacle, le plus prodigieux que l'on ait inventé »[910]. De plus, comme on sait, poursuit l'essayiste de la *France de Bordeaux et du Sud-Ouest* que c'est une tragédie réelle qui pourrait nous atteindre demain, « tous les souvenirs confus déposés au fond de nos êtres par les plus anciens atavismes s'émeuvent et se lèvent soudain »[911]. En février, René Puaux scrutant la mentalité du lecteur contemporain des journaux à grand tirage, écrit qu'un tel esprit exige paraît-il, un effort quotidien de nouvelles à sensation, vraies ou fausses. « Il oublie le lendemain ce qu'il a lu la veille. Que lui importe que ces fleuves de sang n'aient jamais coulé à Tchorlou, si ce récit, quand il l'a dégusté avec son café au lait matinal, lui a donné le petit frisson qui lui fait mieux apprécier, par contraste, la quiétude de son existence personnelle ? »[912].

Les nouvelles textuelles ou visuelles sur les carnages des champs de bataille, ont la même fonction et exercent auprès du public médiatique, la même attractivité que les faits divers criminels[913]. Des mœurs humaines superficiellement domestiquées, civilisées et policées, se laissent emportées par les textes sur les massacres, les hécatombes et autres ravages de la guerre, à une époque où les futuristes s'extasient devant la beauté destructrice et font l'éloge de la guerre dans leurs manifestes. Par ailleurs, la perception de ces opérations militaires, pourrait en même temps réconforter un public moins aventurier et guerrier, lui permettant de suivre de loin, des événements sensationnels qui rompent avec la monotonie de son existence lui procurant de sources d'émotions, de la même manière que les faits divers l'entretenaient et maintenaient le suspens dans son quotidien, le mettant à l'abri de l'épouvantail de l'ennui[914]. Le grand reportage, comme le fait remarquer Marc Martin, en l'occurrence celui sur la guerre des Balkans, présente l'actualité autrement que les dépêches d'agence. « Non pas de manière anonyme, sèche et abstraite, mais de façon plus accessible,

[909] Jean Rodes, « Au camp de Tchorlou », *Le Temps*, 8 novembre 1912. A propos de la profusion d'informations dans la presse de la Belle Époque, Adeline Wrona parle d'inflation médiatique et d'information à outrance. Voir Adeline Wrona, « La presse en son miroir », dans Dominique Kalifa, Philippe Régnier, Marie-Ève Thérenty, *La civilisation du journal : histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIXe siècle*, Paris, Nouveau monde éd., 2011, p.1594-1595.
[910] Gabriel Trarieux, « Le Croissant et la Croix », *La France de Bordeaux et du Sud-Es*t, 26 octobre 1912.
[911] *Idem*.
[912] René Puaux, « Silhouettes balkaniques », *Le Temps*, 18 février 1913.
[913] Sur la culture des faits divers en France de la Belle Epoque, voir Dominique Kalifa, *L'encre et le sang : récits de crimes et société à la Belle époque*, Paris, Fayard, 1995.
[914] Sur la perception de l'ennui, voir Pascale Goetschel, Christophe Granger, Nathalie Richard, Sylvain Venayre (dir.), *L'ennui, histoire d'un état d'âme, XIXe-XXe siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.

notamment à des lecteurs peu familiers des problèmes internationaux »[915] mais déjà familiarisés à la culture, lecture de faits divers et de romans feuilletons. Dans une telle optique, les aventures d'un simple journalier français, désigné comme Augustin bey, victime d'une agression nocturne à cause de la consonance honorifique 'turque' de son surnom, de la part de fêtards Grecs et Serbes sortant d'un restaurant de la place Blanche, après avoir copieusement arrosé de champagne un fin souper en l'honneur des victoires des armées de leurs pays[916], devient événement médiatique dans un journal boulevardier tel que le *Matin*.

A côté de ce goût pour le sensationnel, l'introduction du cinéma et sa popularité grandissante, ainsi que l'intégration dans l'espace médiatique de nouvelles couches socioculturelles de la population, influencent la perception de la guerre. En même temps l'envoi des correspondants de guerre, des reporters dirait-on aujourd'hui sur les champs de bataille et les progrès technologiques de la transmission des nouvelles, grâce surtout au développement de câbles télégraphiques, permettent une diffusion beaucoup plus ample et plus instantanée de l'information dans une époque et une société vouées au culte de la vitesse[917]. On assiste à une inflation informationnelle, perçue par les contemporains comme un bombardement médiatique, donnant lieu à l'illusion de pouvoir suivre de près le déroulement du conflit, de la même manière que les spectateurs du CNN ont cru pendant la couverture de la guerre du Golfe dans les années 1990, avoir assisté *on live* au bombardement de Bagdad.

[915] Voir Marc Martin, « Les grands reporters français durant la guerre russo-japonaise » dans *Le Temps des Médias*, printemps 2005, n°4, « Dire et montrer la guerre autrement », p.25.
[916] « La question d'Orient…place Blanche », *Le Matin*, 12 novembre 1912.
[917] Voir Christophe Studeny, *L'invention de la vitesse : France, XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Gallimard, 1995.

II.2.2. Entre modernité et archaïsme : les modalités de combat

La couverture médiatique française de ces opérations militaires, a aussi soulevé la question de leur modernité ou de leur archaïsme. D'après, Marie-Georges Ferron, président de la fédération radicale et radical-socialiste des Basses-Pyrénées, les progrès modernes rendaient cette guerre à la fois plus sanglante et plus présente, car « non seulement les armes grossissaient les hécatombes, mais encore le reportage moderne, la photographie et le cinématographe ne nous faisaient grâce d'aucun détail, nous assaillaient, nous obsédaient, nous forçaient à vivre dans une perpétuelle atmosphère de cauchemar »[918]. La spectacularisation et 'immédiatisation' de la guerre, est également signalée par la *Croix*, quand on lit dans son éditorial du 26 octobre que le *Figaro*, le *Journal*, le *Petit Parisien*, le *Matin*, le *Temps*, « présentent au consommateur, des informations mitigées » sur le déroulement des opérations militaires[919]. Dans une telle approche conceptuelle de la nouvelle, l'information est perçue comme un produit de consommation. A l'âge d'or de la publicité, l'information est considérée elle aussi comme un produit à vendre aux consommateurs de la Belle Époque, lecteurs des journaux d'une presse qui annonce et prépare l'avènement d'une consommation et culture de masse. Autrement dit, la manière dont ont été perçues les nouvelles sur les batailles se déroulant dans les Balkans, entre dans un processus et reflète une évolution de transformation de la société française en une société de consommation et de spectacle.

Selon l'*Illustration*, cette guerre pourrait aussi fournir à la peinture militaire l'occasion d'un rajeunissement, d'une renaissance. C'est pourquoi, Georges Scott fut envoyé à l'État-major bulgare. Lors de ce voyage sur les champs de la bataille de Thrace, Georges Scott rassembla d'abondants documents. De retour en France, encore sous le coup des fortes impressions qu'il avait ressenties, il se mit à l'œuvre. Ses gravures ont été exposées pendant vingt jours à la galerie Georges Petit. Elles ont connu un véritable succès, passionnant aussi bien les soldats que le grand public, « par la nouveauté, l'inattendu des spectacles qu'elles présentaient, par la vision, si différente des idées que nous nous en formions d'après de classiques et triomphales reproductions, qu'elles nous donnaient de la guerre »[920]. Le peintre avoue que lorsqu'il était arrivé sur le terrain des opérations, le canon était sur le point de se

[918] Marie-Georges Ferron, « La guerre stérile », *Le Radical*, 12 juin 1913.
[919] R.T., « Pour Dieu, pour la France », *La Croix*, 26 octobre 1912.
[920] « Visions de guerre, un peintre français sur les champs de bataille de Thrace », *L'Illustration*, 22 mars 1913. Sur la mission de Georges Scott pendant les guerres balkaniques, voir Frédéric Guelton, « Georges Scott et la fabrication de l'information. Un illustrateur français avec l'armée grecque en 1913 », dans Catherine Horel (dir.), *Les guerres balkaniques (1912-1913) : conflits, enjeux, mémoires*, Bruxelles, Peter Lang, 2014.

taire. Il n'a donc pu voir que « les tristesses inévitables de la guerre, les champs de bataille couverts de morts, les convois de blessés et de malades, les ambulances, les hôpitaux ». La première observation qui frappa G. Scott, ce fut l'importance que prennent dans la guerre moderne[921], les tranchées, les abris divers. Il s'agit, dit-il, d'« une guerre de taupes et de terrassiers »[922]. Plusieurs clichés dans les journaux de mon corpus focalisent sur cet aspect des batailles (voir tableau ci-dessous).

Tableau : Clichés à la Une de mon échantillonnage illustrant la présence de tranchées

Période	Clichés
octobre-décembre 1912	« A la frontière turco-monténégrine : les tranchées turques de Berana » (*L'Illustratio*n, 26/10) « Dans les retranchements turcs de la ligne de Tchataldja » (*Le Petit Journal*, 20/11) « Soldats turcs dans les tranchées de Tchataldja » (*L'Humanité*, 23/11) « Renforts turcs gagnant les retranchements de Tchataldja » (*Le Petit Parisien*, 24/11) « Autour d'Andrinople, soldats bulgares dans les tranchées » (d'après Illustration) (*Le Journal*, 30/11)
janvier-juin 1913	« Pendant le siège d'Andrinople, un campement bulgare s'abritant dans une tranchée » (*Le Matin*, 27/3) « Pendant le siège d'Andrinople : soldats serbes approchant par bandes des lignes ottomanes ; les soldats serbes s'abritant ensuite, pour tirer dans des tranchées » (*Le Petit Journal*, 29/3) « Un spécimen des fils barbelés qui hérissaient les tranchées d'Andrinople » (*Le Matin*, 15/4)

A ce propos, Jean Leune relate dans l'*Illustration*, ce qu'il a vu dans une tranchée aux alentours de la ville de Janina :

> « Ici dans une tranchée, un éclat d'obus a arraché la poitrine d'un soldat et l'a plaquée, sanguinolente, sur les pierres du mur-abri…là, c'est un officier dont toute la partie supérieure du crâne a été enlevée, ouverte et la cervelle projetée en deux endroits à trois ou quatre mètres ! plus loin, un obus a coupé en deux un soldat à hauteur de la poitrine (…) de temps à autre, un

[921] La guerre de Crimée est considérée comme la « première guerre moderne ». On y voit apparaître à cette occasion, de nouvelles armes et de nouvelles blessures. Les fusils à canon rayé, sont employés pour la première fois à grande échelle par les Français et les Britanniques, tandis que les obus et les boulets explosifs font plus de morts que les armes blanches. Au cours du conflit, le chemin de fer est pour la première fois utilisé de façon systématique et tactique et le télégraphe électrique permet des communications plus rapides et une couverture médiatique plus intense.
[922] *Idem*.

> cadavre grec, relativement peu. Certains d'entre eux, des evzones, serrent dans leurs mains des lettres à leur femme, à leur mère. Les pauvres gens ont dû les baiser pieusement avant de mourir»[923].

Dans son approche particulièrement biaisée et volontairement réaliste, le jeune correspondant de l'*Illustration* cherche à susciter dans ce communiqué la sympathie envers les soldats grecs, tandis qu'en même temps il déshumanise ou 'brutalise' verbalement, les cadavres des soldats ottomans. D'un autre côté, ces descriptions macabres participent de la course aux nouvelles sensationnelles et de la révision des seuils de tolérance du public médiatique français[924] de l'époque ou plus exactement de ce qui est perçu comme capable d'être dit, montré et communiqué dans l'espace médiatique. Pour la première fois dans une couverture médiatique d'un conflit, on voit des cadavres de soldats sur les clichés publiés dans l'*Illustration* où on l'aperçoit les visages des défunts. Cette nouvelle pratique constitue une transgression dans ce qui était jusqu'à cette époque communément admis comme possible d'être représenté lors de la prise des clichés issus des champs de bataille (voir tableau ci-dessous)[925].

Tableau : Clichés de cadavres de soldats dans mon corpus

Journal	**Clichés**
La Croix	« Cettigné : un départ pour les obsèques d'une victime de la guerre » (22/10) « Le petit soldat bulgare qu'on vient de pieusement rapporter au cimetière de son village » (3/11)
L'Humanité	« Les horreurs de la guerre : après l'assaut d'Andrinople, les Bulgares reconnaissent leurs morts » (15/4)
L'Illustration	« A Cettigné, une mère accompagne le corps de son fils, mort pendant qu'on le conduisait à l'ambulance » (26/10) « Pendant la trêve, les Bulgares ont recouvert d'un peu de terre leurs

[923] Jean Leune, « Un succès grec en Épire : la prise de Janina », *L'Illustration*, 8 mars 1913.
[924]Sur l'histoire des sensibilités et des émotions, voir Lucien Febvre, « La sensibilité et l'histoire : comment reconstituer la vie affective d'autrefois ? » *Annales d'histoire sociale*, 1941, vol.3, p.221-38 et Alain Corbin, *Historien du sensible : entretiens avec Gilles Heuré*, Paris, La Découverte, 2000.
[925] Sur la publication de clichés photographiques des champs de bataille, voir Joëlle Bleurer, *Images et violence, 1914-1918 : quand le Miroir racontait la Grande Guerre*, Paris, Nouveau monde, 2007. La 'représentation' du corps blessé, torturé ou déchiqueté, participe aussi d'une construction médiatique des émotions. Sur l'étude des émotions comme sujet d'étude historique et champ historiographique, voir Rom Harré, *The social construction of emotions*, Oxford, 1986 et Damien Boquet et Piroska Nagy, « Émotions historiques, émotions historiennes », *Écrire l'histoire*, automne 2008, n°2, p.15-26. Sur l'histoire du corps, voir Alain Corbin, Jean-Jacques Courtine, Georges Vigarello, *Histoire du corps*, Paris, éd. du Seuil, 2006, surtout le volume III, « Les mutations du regard, le XXe siècle ».

	morts des combats de novembre, et ont planté des croix sur ces pauvres tombes. » (Photographie communiquée par le sous-lieutenant G. Stainoff, du 30e régiment d'infanterie) (8/2) « Cadavre d'un soldat grec assiégeant la ville de Janina » (8/3) « Un cheval pris dans les terribles réseaux de fils de fer des positions turques, comme une mouche dans une toile d'araignée » (29/3) « Ceux qui sont tombés à l'assaut du fort d'Aïdjiolou » (29/4) « Un prêtre bulgare bénit les morts des 10e et 23e régiments qu'on va ensevelir » (29/4) « Fantassins bulgares tués en plein assaut et retombés dans le fossé en avant de la position, à Aïvas-Baba. » (photo de Luigi Barzini, envoyé spécial du *Corriere della Sera*) (29/4) « L'hécatombe des défenseurs d'Andrinople. Cadavres de soldats servants d'une pièce d'artillerie de forteresse tués à leur poste, à Aïvas-Baba. » (29/4) « Une tranchée, devant le fort d'Aïvas-Baba, remplie de corps de soldats turcs » (29/4)- « Les Monténégrins creusent, dans le sol pierreux de la colline enfin conquise, des fosses pour leurs morts. » (10/5) « Cadavres de soldats bulgares transportés au cimetière pour y être ensevelis » (photo de Frantz de Jessen) (12/7) « Après la victoire grecque de Kilkiz (ou Kilkich): une tranchée bulgare » (photo de Jean Leune) (26/7) « Avant l'ensevelissement des morts: la jeune femme de M. Jean Leune, correspondant de *L'Illustration*, sur le terrain du combat de Kilkiz. » (2/8) « Funérailles du lieutenant serbe Marinkovitch, du 9e d'infanterie, qui eut la tête broyée par un obus au combat de Zedilovo (19 juillet). Le couvercle du cercueil est porté derrière le corps, qui reste découvert pendant la cérémonie » (photo de Alain de Penennrun) (2/8)
Le Journal	« Le premier cadavre monténégrin à Podgoritza » (18/10) « Sur le champ de bataille de Kumanovo : les batteries turques abandonnées, les chevaux tués ; les chiens se disputent des débris de cadavres » (8/11)

	« Un des camps de l'armée turque dévasté par le choléra, photo montrant les mourants devant les morts pour seuls compagnie » (27/11)
Le Matin	« Le premier cortège funèbre au Monténégro » (18/10) « Le champ des morts à Hademkeui, cadavres des victimes du choléra » (22/11) « Devant Monastir des enfants jouant avec le cadavre d'un cheval » (2/11)
Le Petit Journal	« Le parent d'un soldat monténégrin mort à l'ennemi se rend à la Morgue de Cettigné avec un cercueil pour emmener le corps » (31/10)
Le Petit Journal illustré	-
Le Petit Parisien	-

De son côté, Vandervelde, le député socialiste belge, qui participe à la manifestation au Pré- Saint-Gervais contre la guerre en novembre 1912, dépeint dans son discours les horreurs de la guerre moderne, qui « n'a plus rien même de la poésie épique des anciennes luttes à l'arme blanche ». Elle lui inspire le dégoût de l'abattoir. « Lisez les dépêches des correspondants de guerre, qui retenus prisonniers aux derrières des armées, ne voient rien de la guerre que le retour lamentable des blessés et des mourants atteints par les shrapnells, le typhus, le choléra ou la peste »[926]. Dans une lettre sur la guerre moderne publiée dans le *Figaro*, Pierre Loti déplore les effets de shrapnell[927]. A propos des effets ravageurs des armes modernes[928], Maurice-Faure, le sénateur et ancien ministre, affirme qu'on ne saurait méconnaître que « la guerre a raison même de la puissance des nouveaux engins meurtriers, est fatalement appelée à entraîner de plus en plus de formidables hécatombes d'êtres humains et risque d'aboutir à des massacres que l'imagination ne peut concevoir sans horreur »[929]. Au bout d'un mois de combats, les champs de bataille sont couverts de cadavres. « Jamais guerre ne se déploya si rapidement, et en si peu de jours, ne faucha tant de victimes »[930], se lamente de son côté l'éditorial du *Petit Parisien*.

[926] « Le peuple de Paris contre la guerre », *La Bataille syndicaliste*, 18 novembre 1912.
[927] Pierre Loti, « Lettre sur la guerre moderne », *Le Figaro*, 12 novembre 1912.
[928] Olivier Cosson, fait remonter les mutations décisives en termes d'armement à la fin du XIXe siècle, surtout entre 1880 et 1900. La première mitrailleuse moderne voit le jour en 1885. Voir Olivier Cosson, « Expériences de guerre et anticipation à la veille de la Première Guerre mondiale. Les milieux militaires franco-britanniques et les conflits extérieurs », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2003, 3, n°50-3, p.127-47.
[929] Maurice-Faure, « La Guerre des Balkans et le pacifisme », *La Lanterne*, 28 octobre 1912.
[930] *Le Petit Parisien*, 1er novembre 1912.

Au lendemain de la Première Guerre balkanique, le *Temps* dresse un bilan des blessés de la guerre et commente que c'est avec « des armes tout à fait modernes que Turcs et alliés se sont battus et leur guerre a été la plus sanglante qu'on ait vue, en Europe, depuis 1870 »[931]. L'observation de l'organisation des soins à donner aux blessés dans ces circonstances jamais attestées auparavant, fut par conséquent une activité particulièrement intéressante pour tous ceux qui étaient chargés de manière plus ou moins directe de la mise en place et de la coordination d'hôpitaux ou d'ambulances militaires. Les champs de bataille sont perçus comme un laboratoire pour les médecins des grandes puissances, accourus s'instruire sur les effets de nouveaux dispositifs militaires. Ces expériences acquises sur place, sont en plus censées leur être utiles et leur rendre service en cas de mobilisation dans une guerre future impliquant leurs propres pays[932]. Dans une telle perspective, on discute en mai 1913 à l'académie de Médecine, sur les enseignements à tirer du point de vue médical et chirurgical de la campagne des Balkans[933]. Just Lucas-Championnière, partisan ardent de l'antisepsie, dont il avait découvert les vertus aux côtés de Joseph Lister, pionnier britannique de cette pratique médicale, déclare ne pas accepter comme une doctrine l'abstention sur le champ de bataille pour les blessures d'armes à feu. « Il est vrai qu'il ne faut pas abuser de l'intervention hâtive, mais il convient de mettre au plus vite le blessé à l'abri de l'infection »[934]. Son collègue, Paul Reclus, pionnier dans la recherche sur les méthodes d'anesthésie, présente à son tour de longues observations et se montre partisan de la non-intervention sur le champ de bataille. « Soixante-dix pour cent des blessés des Balkans non opérés ont guéri », dit-il « d'où il suit que l'intervention hâtive serait dans la plupart des cas, plus meurtrière qu'utile »[935].

En dehors de ces narrations médicales concurrentes sur ce que constitue l'avancée scientifique dans le soin des traumatismes sur les champs de bataille, les bombardements des villes et par conséquent de populations civiles, sont perçus comme un aspect supplémentaire de la 'modernité' des guerres balkaniques. Celui de la ville d'Andrinople tout au long de son siège, a été largement médiatisé. Les nouvelles sur le bombardement d'Andrinople, permettent aux lampes 'WOTAN' d'assurer la publicité de leurs produits sous le slogan : « (-) quel terrible bombardement ! les obus ennemis ont tout réduit chez moi en poussière ! sauf

[931] « Les blessés de la Guerre balkanique », *Le Temps*, 10 janvier 1913.
[932] Comme le fait remarquer Olivier Cosson, pour les militaires aussi, la paix est au début du XIXe siècle un répit. Elle permet de bâtir et de moderniser les structures qui décideront de la victoire dans les combats futurs. Dans une telle optique, des guerres locales comme celle de Boers en 1899, russo-japonaise en 1904, ou des Balkans en 1912-1913, servent des terrains d'observation et d'adaptation de techniques et de tactiques militaires.
[933] « Académie de Médecine », *Le Journal*, 7 mai 1913.
[934] *Idem*.
[935] *Idem*.

mes lampes 'WOTAN' »[936]. Le fait qu'une publicité se sert d'une opération militaire, pour promouvoir son produit, est un indice indirect de l'intérêt que cet événement médiatique aurait suscité auprès du public français de l'époque. En février 1913, le *Journal* annonce que les Alliés bombardent cette ville affamée[937]. Hugues Le Roux visitant la deuxième capitale ottomane, en avril suite à l'entrée de l'armée bulgare, affirme que les obus ont surtout touché les forts, en démolissant peu de maisons. Par contre, il remarque que « l'effroi de leur sifflement est resté dans les oreilles de beaucoup d'Andrinopolitains »[938]. La diffusion dans l'espace médiatique de tels témoignages constitue une source inestimable pour la reconstitution du paysage sonore de la guerre, nous amenant à une étude emboîtée de perceptions croisées, celle d'une part des observateurs extérieurs et celle d'autre part des populations civiles victimes des opérations militaires.

Gustave Babin fait lui aussi partie des correspondants de guerre, autorisés par les Bulgares d'entrer à Andrinople. L'envoyé de l'*Illustration*, alarmé par les rumeurs « que des hommes qui se réclamaient de la culture, qu'ils étaient venus chercher dans la douce France, puissent abîmer une ville tellement charmante », il se sent rassuré après ses premières observations. D'après lui, les Bulgares n'ont pas « bombardé Andrinople au sens propre du mot. On compterait, dans la ville entière, les bombes qui ont produit quelques ravages appréciables. On pourrait presque, pour désigner ses tirs, employer l'expression maritime de coups de semonce »[939]. Leur but était selon lui, d'effrayer la population, de la pousser à faire pression sur l'autorité militaire afin qu'elle capitule. Dans la ville il n'observe aucun dégât grave. « Le plus dommageable coup fut, sans doute, celui qui troua la toute gracieuse coupole de la mosquée du Sultan Sélim ». Quelques jours auparavant, la dépêche de l'agence Havas publiée dans *l'Excelsior,* affirmait que la mosquée du sultan Selim, ainsi que la mosquée Utchtcherefeli et les deux grands bazars, étaient intacts : « la ville paraît intacte, sauf dans le quartier turc de Kaïk, qui a été assez éprouvé »[940]. De son côté, les bombardements ciblés comme outil de pression dans les relations internationales, sont commentés dans la dépêche depuis Rome de l'Agence Havas. D'après cette nouvelle, le 9 mars dans le cadre du siège de la ville par les troupes monténégrine, opération condamnée par le royaume italien et la double

[936] *Fantasio*, novembre 1912, p.410.
[937] « Les Alliés bombardent Andrinople affamée », *Le Journal*, 5 février 1913.
[938] Hugues Le Roux, « Derrière les murs d'Andrinople », *Le Matin*, 5 avril 1913.
[939] Gustave Babin, « Dans Andrinople prise d'assaut », *L'Illustration*, 12 avril 1913. Ce concept reproduit dans l'expression de 'tirs chirurgicaux', suscite de plus en plus des critiques suite aux effets ravageurs sur la population civile qui en découlent.
[940] Dépêche de l'agence Havas, « Comment a vécu la population pendant l'investissement de la ville d'Andrinople », *L'Excelsior*, 1er avril 1913.

monarchie, « un shrapnell a endommagé l'habitation de Guracuchi drogman du consulat d'Italie ». Quelques jours plus tard, de nombreux shrapnells tirés dans la ville ont endommagé « l'école élémentaire italienne où sont réfugiés des soldats turcs blessés quoique le drapeau italien et celui de la Croix Rouge flottaient sur cet édifice. Des shrapnells sont tombés jusqu'à présent sur des instituts religieux placés sous la protection de l'Autriche-Hongrie »[941]. Cette nouvelle en dehors de l'évocation des modalités 'modernes' de l'art du siège, participe aussi à une guerre d'émotions, susceptible d'entraîner un processus d'indignation et de discrédit à l'égard de l'agresseur auprès d'un public observateur, à travers la démonstration-publication-médiatisation de son manque de respect envers à la fois la population civile et surtout ses attaques à des symboles de la neutralité et de la présence humanitaire, comme les bâtiments de la Croix Rouge.

Des séquelles de bombardements sont également perçues à travers la mémoire du duc de Montpensier, candidat au trône du royaume albanais. Le 29 mars, débarqué à Valona, siège du gouvernement albanais provisoire, remarque les traces des obus tirs par les Grecs sur la ville[942].

Tableau : Clichés à la Une de mon échantillonnage sur la place de l'artillerie, les bombardements et leurs traces

Période	Clichés
octobre-décembre 1912	« Infanterie serbe ; Infanterie bulgare ; Artillerie bulgare" (*Le Journal*, 2/10) « Artillerie grecque ; artillerie bulgare » (*Le Petit Parisien*, 4/10) « Artillerie bulgare » (*Le Journal*, 6/10) « Artilleurs serbes » (*Le Petit Journal*, 8/10) « Régiment d'artillerie ottomane se dirigeant vers la gare » (*Le Journal*, 15/10) « L'artillerie monténégrine sur les montagnes de la frontière turque » (*La Croix*, 20/10) « Varna, le port de guerre bulgare attaqué par les navires ottomanes » (*L'Humanité*, 21/10) « La manœuvre du canon à bord d'un navire de guerre turc ; artillerie monténégrine en campagne » (*Le Petit Journal*, 18/10) « Varna, le port bulgare bombardé par la flotte ottomane » (*La Croix*, 23/10) « L'aviateur bulgare Sava-Popoff ; un bastion de Kirk-Kilissé après le bombardement » (*La Croix*, 30/10) « Les attachés des diverses légations et des monténégrins blessés observent les effets

[941] Rome, agence Havas, « La situation de la population civile à Scutari », *Le Matin*, 24 mars 1913.
[942] « Le carnet de bord du duc de Montpensier », *L'Excelsior*, 12 avril 1913.

	du bombardement de Scutari » (*Le Petit Journal*, 7/11) « Mise en batterie par les Bulgares d'une pièce d'artillerie » (*L'Humanité*, 7/11) « Le transport des canons bulgares pour le bombardement d'Andrinople » (*La Croix*, 13/11) « Grosses pièces de siège employée par l'armée bulgare devant Andrinople » (*Le Journal*, 28/11) « Mise en place d'un canon de siège bulgare devant Andrinople » (*Le Journal*, 3/12)
janvier-juin 1913	« Les Bulgares installent devant Andrinople de nouvelles batteries » (*Le Journal*, 3/1) « Une batterie d'obusiers du Creusot devant Andrinople » (*Le Matin*, 4/2) « Artillerie bulgare autour d'Andrinople » (*Le Petit Journal*, 5/2) « Un officier bulgare en train d'examiner les effets d'un tir du haut du timon d'un caisson » (*La Croix*, 7/2) « La batterie de siège bulgare qui à la reprise des hostilités ouvrit le feu à Andrinople » (*Le Journal*, 22/2) « La reprise du bombardement d'Andrinople » (*Le Petit Journal illustré*, 23/2) « Dans Andrinople, deuxième capitale de la Turquie, hier riante, avec ses jardins ses toits clairs et ses minarets élancés, aujourd'hui dévastée par le bombardement » (*Le Matin*, 29/3) « Artillerie bulgare » (*Le Journal*, 31/3) « Une des batteries d'artillerie des assiégeants à l'est d'Andrinople » (*Le Journal*, 2/4)
juillet-août 1913	« Artillerie roumaine » (*Le Petit Journal*, 5/7)

Le rôle novateur de l'aviation dans le déroulement des opérations militaires est également relevé dans plusieurs journaux. En février, *le Radical* publie une dépêche sur des aviateurs grecs forçant l'entrée des Dardanelles en hydro-aéroplane[943]. La revue sportive, la *Vie au grand air*, publie à la Une de son numéro du 23 novembre 1912, le rapport d'un aviateur à la guerre balkanique[944]. Lors du siège de la ville de Janina, le correspondant spécial du *Temps* en Épire, écrit que les Turcs qui pour la plupart d'entre eux n'avaient pas vu d'aéroplanes auparavant, « ont été, paraît-il, fort impressionnés »[945]. Au total, j'ai compté 49 clichés à la Une de mon échantillonage illustrant des modalités de combat (bombardement des villes, tranchées), techniques d'armement 'modernes' (artillerie, aviation).

[943] « Premier exploit d'aviation maritime », *Le Radical*, 8 février 1913.
[944] *La Vie au grand air*, 23 novembre 1912.
[945] « Devant Janina », *Le Temps*, 2-3 janvier 1913.

Malgré la 'modernité' technologique des opérations militaires dans les Balkans, il y a d'autres aspects des batailles qui les associent aux yeux des contemporains à des guerres du passé. Ainsi Jérôme et Jean Tharaud commentent dans leurs mémoires sur la bataille à Scutari d'Albanie, publiés dans la *Revue de Paris*, que malgré les règlements militaires interdisant les mutilations, cette pratique se poursuit. « L'emploi des outils de guerre modernes ne doit pas faire illusion. La lutte dans ce coin du Balkan a conservé le caractère archaïque et sauvage des luttes d'autrefois »[946]. A ce propos, le *Petit Journal Illustré* publie une gravure dans laquelle on voit un duel entre un officier monténégrin et un officier ottoman luttant en combat singulier devant le front de leurs troupes. Et la légende de cette illustration commente qu'il se produit à chaque instant, dans cette guerre des Balkans, « guerre toute moderne par la tactique et par l'armement des belligérants, des incidents qui rappellent les pratiques de la chevalerie du Moyen-âge »[947]. René Puaux, l'envoyé spécial du *Temps* auprès de Mustapha pacha, envoie à son journal après la bataille de Lule-Burgas des descriptions sorties tout droit des pages de l'Iliade. Il précise que malgré les interdictions fermes de la part des autorités militaires, brandissant la menace de sanctions sévères en cas de désobéissance, les soldats sur bien des points de l'immense champ de bataille, se sont laissé aller à leur fureur, et « il y a eu nombre d'engagements, de corps à corps, pour ainsi dire homériques, entre Turcs et Bulgares. Un Kurde, serré de près à la baïonnette, se défend très bien au sabre, comme ses ancêtres depuis des siècles. De là, blessures que nos ambulances d'Occident ne connaissent plus guère »[948]. Ainsi, les informations sur ces modalités de combat, deviennent un carburant supplémentaire alimentant la machine productrice de perceptions orientalistes des combattants pendant les guerres balkaniques. A propos de ces manières de faire la guerre d'après des principes renvoyant à des époques révolues, Henri Lavedan dans l'*Illustration* pense à Delacroix et à toutes les séquences de bataille qui échappent à son pinceau : « enlacements de corps bruns et de chevaux roses cabrés…crinières gluantes, faces de démons, morsures de dents blanches, soufflets d'étendards aux joues du cavalier… quels tableaux rêvés tu n'auras pas faits que seule ta fougue pouvait signer.»[949].

[946] Jérôme et Jean Tharaud, « La bataille à Scutari », *Revue de Paris*, mars 1913, pp.199-224, p.218.
[947] « Comme aux temps chevaleresques », *Le Petit Journal illustré*, 10 novembre 1912.
[948] René Puaux, « Après la bataille de Lule-Burgas», *Le Temps*, 1er novembre 1912.
[949] Henri Lavedan, « La guerre », *L'Illustration*, 26 octobre 1912.

II.2.3. Entre censure externe et censure interne : la mise en scène de nouvelles sur les batailles

Si les peintres ne sont pas tous au rendez-vous des scènes de bataille, les journalistes ont du mal à s'y inviter. Au lendemain du coup d'État à Istanbul en janvier, Gabriel Hanotaux relate dans le *Figaro* les difficultés du métier du journaliste, c'est-à-dire de ceux qui écrivent jour le jour. D'après lui, ceux-ci sont à plaindre, car :

> « (…) s'ils suivent pied à pied les événements d'Orient, ils arrivent fatalement en retard ; s'ils s'en rapportent aux donneurs d'avis, on les trompe ; s'ils jouent au jeu des pronostics, ils se trompent. A peine ont-ils rédigé un article qu'un télégramme de la dernière minute, annonce que tel pli officiel envoyé d'urgence a été arrêté en cours de route par un messager exprès au moment où il allait être remis. Il faut tout modifier alors, trop heureux si quelque nouvelle rectification n'est pas apportée par l'Havas de minuit ! L'opinion perd toute confiance. »[950].

A la veille de la généralisation des hostilités dans les Balkans, on lisait dans l'*Humanité* que l'état de guerre, qui est un état d'insécurité par excellence, détruit aussi la sûreté des informations. Non seulement parce qu'il paralyse les moyens de communication, mais encore et surtout par suite d'une tactique préméditée des belligérants. Néanmoins, d'après le journal socialiste, les pays balkaniques dépassent un peu trop la mesure : « nous ne parlons pas des dépêches, toujours contradictoires sur les combats turco-monténégrins. (…) mais ce qui est plus grave, c'est le caractère contradictoire des dépêches également officielles de Belgrade et de Constantinople annonçant un fait aussi décisif que l'ouverture des hostilités turco-serbes »[951].

On assiste également à la guerre de rumeurs autour de la nature des opérations militaires. Ainsi, le *Journal*, publie le communiqué de l'ambassade ottomane à Londres dans lequel, elle proteste contre une nouvelle donnée à la presse anglaise par la légation de Grèce dans la capitale britannique. Selon cette dépêche qualifiée dans le communiqué ottoman « d'odieux mensonge aussi infâme que ridicule »[952], des médecins militaires turcs seraient partis de Constantinople pour Janina avec des cultures microbiennes de typhus et de choléra qui devraient servir à infecter les vivres et les provisions de guerre destinées à l'armée grecque.

[950] Gabriel Hanotaux, « La rançon d'une faute », *Le Figaro*, 31 janvier 1913.
[951] « Dans les Balkans : toujours à la veille de la guerre », *L'Humanité*, 16 octobre 1912.
[952] « La Turquie proteste contre les calomnies de ses adversaires », *Le Journal*, 21 octobre 1912.

La médiatisation d'une affaire à la fin du mois d'avril vient éclaircir le rôle des propagandes des pays belligérants dans la construction des nouvelles d'opérations militaires diffusées dans l'espace médiatique de sociétés extérieures au déroulement du conflit. Il s'agit de ce que le *Petit Parisien* désigne comme l'histoire romanesque d'Essad pacha et qui est plus largement présentée comme affaire de Scutari dans la presse française. Selon le *Journal des Débats*, contrairement aux nouvelles sensationnelles lancées de Cettigné, Scutari n'a été ni enlevée d'assaut ni réduite à merci, sinon volontairement rendue par son commandant Essad Pacha.

> « Le nombre énorme de tués et de blessés monténégrins qu'accusaient avec une surprenante franchise les dépêchés de Cettigné était purement imaginaire. Sa divulgation si hâtive avait seulement pour objet de provoquer la commisération admirative de l'Europe et un mouvement général d'opinion en faveur de l'annexion de Scutari à l'héroïque Monténégro. Dans cette perspective, le roi Nicolas avait envoyé un télégramme au journal le Temps où il justifiait la ténacité des revendications monténégrines en évoquant « le chiffre immense de nos pertes autour de la ville assiégée »[953].

En réalité, d'après le *Journal des Débats*, il y avait tout au plus une action fictive, une canonnade et des mouvements de troupes destinés à donner le change au public et à servir de prétexte à Essad Pacha pour capituler.

> « Avec son astuce ordinaire, d'ailleurs, le roi Nicolas avait pris la précaution d'interdire pendant deux ou trois jours toute circulation dans un très grand rayon autour du théâtre des opérations, de manière à écarter tous les témoins gênants. C'est ainsi que pendant toute une semaine presque toute l'Europe a célébré les exploits inouïs du roi Nicolas en s'apitoyant sur les flots de sang chrétien répandu sur les pentes de Taraboch »[954].

De son côté, le *Petit Parisien* commentant la bataille fictive et le marchandage censé être conclu entre Nicolas de Monténégro et Essad pacha, révèle que celui-ci, Albanais d'origine, aspirait à devenir le roi ou le vice-roi de l'Albanie, dont l'autonomie était admise par l'Europe, sous la suzeraineté théorique de la Porte. Déjà le général ottoman, auquel avait été confiée la direction de la défense de Scutari en octobre, Hassan Riza pacha, le prédécesseur d'Essad, fut assassiné sur les ordres de ce dernier, « il y a quelques semaines. Essad au lieu de prolonger sa défense comme il l'eût pu, puisqu'il restait 30 000 hommes, des vivres et des munitions, avait engagé des pourparlers mystérieux avec Nicolas Ier. Celui-ci lui permit de se retirer avec ses 30 000 hommes à 90 km de Scutari, dans une région montagneuse où nul ne pensera à l'aller chercher »[955]. Au delà des interrogations sur sa

[953] « Un nouveau télégramme du Roi Nicolas au Temps », *Le Temps*, 24 février 1913.
[954] « L'imbroglio albanais », *Journal des Débats*, 29 avril 1913.
[955] « L'affaire de Scutari ; l'histoire romanesque d'Essad Pacha », *Le Petit Parisien*, 28 avril 1913.

véracité, ce récit nous permet de saisir à quel point, la publication de révélations ou d'allégations de nature scandaleuse, réelle ou potentielle, était considérée comme ayant une valeur commerciale en soi[956]. Comme l'affirme John Thompson, les nouvelles racontant des scandales, fournissaient des histoires piquantes, entretenant le suspens et aiguisant la curiosité des lecteurs, de la même manière que le déploiement progressif de l'intrigue d'une affaire judiciaire.

L'affaire Cuinet en février, met en évidence un facteur supplémentaire dans la construction des nouvelles concernant le déroulement des opérations militaires. Il s'agit de la place des instances diplomatiques et plus exactement des interactions entre les coulisses diplomatiques et les bureaux de presse derrière la diffusion de l'information[957]. Alphonse Cuinet, était le correspondant de guerre du journal le *Matin,* auprès de l'État-major ottoman. Frère du consul français à Edirne, il publie au lendemain du coup d'État qui renversa le cabinet de Kiamil pacha et coûta la vie à Nazim pacha, une nouvelle selon laquelle depuis l'avènement de Mahmoud Chevket pacha, une grande effervescence régnait dans les sphères militaires. Plus particulièrement, Tchataldja y est présentée comme étant le théâtre de bagarres sanglantes entre officiers 'ententistes' et 'unionistes'. « Une bagarre se produisit entre les deux partis. Quarante deux officiers furent tués ou blessés. Sur tout le front des lignes de Tchataldja eurent lieu, le lendemain samedi, plusieurs réunions, suivies de bagarres. De nombreux blessés sont arrivés par le chemin de fer et par automobiles hier à midi, à Constantinople »[958], télégraphia l'envoyé spécial du *Matin*. Le lendemain de cette publication, le *Petit Parisien* relatait sur la foi de dépêches de Vienne[959], que des rixes sanglantes auraient éclaté dans le camp de Tchataldja et qu'un corps d'armée tout entier, fidèle à la mémoire de Nazim pacha, voulait marcher sur Constantinople et renverser le cabinet jeune-turc. Le 1er février 1913, le *Matin* revient sur ces rumeurs, publiant une nouvelle du journal britannique *Times*, selon laquelle un grand nombre d'officiers sont absolument furieux de l'assassinat de Nazim pacha et le retour au pouvoir du comité. Les membres de l'organisation opposée au comité et « beaucoup de circassiens qui étaient en sympathie de race avec l'ancien commandant en chef sont particulièrement hostiles au nouveau régime. De plus, toutes les

[956] Voir John B. Thompson, *Poltical scandal : power and visibility in the Media* Age, Cambridge, Polity Press, 2000, p.78-79.
[957] Voir André Billy et Jean Piot, *Le monde des journaux*, Paris, 1924, p.11.
[958] Alphonse Cuinet, « Les troupes turques s'entretuent », *Le Matin*, 30 janvier 1913.
[959] « Ce qu'offre la Turquie », *Le Petit Parisien*, 31 janvier 1913.

provinces n'ont pas accueilli le coup d'État avec enthousiasme »[960]. Les informations officielles ottomanes ne font pas mention de ces faits et le quai d'Orsay ne reçoit de Maurice Bompard aucune dépêche contenant des allusions à une sédition militaire. En effet, l'ambassadeur français à Istanbul, après avoir lu les rapports des journaux parisiens, sur des confrontations dans les lignes de Tchataldja entre officiers et soldats ottomans appartenant à des partis opposés, écrit au ministre des Affaires étrangères que si des discussions avaient pu avoir lieu, les collisions relatées sont purement imaginaires[961]. Quelques jours plus tard, il communique à son ministre, la notification d'expulsion prononcée contre le journaliste du *Matin* par la Sublime Porte suite à la publication « de nouvelles tendancieuses ou complètement fausses susceptibles de nuire aux intérêts de l'empire ottoman »[962]. L'ambassadeur français à beau affirmer ne pas pouvoir accepter cette décision dans les conditions où elle lui a été communiquée, il reconnaît toutefois que les informations télégraphiées par Cuinet au *Matin* « sont intolérables, tant par leur fausseté que leur malveillance, particulièrement pour un pays engagé dans une guerre aussi grave que celle soutenue en ce moment par la Turquie »[963]. Selon lui, le correspondant du *Matin,* « recueille sans contrôle tous les racontars qui circulent à Péra et qui sont au désavantage des Turcs et il les transmet sous forme sensationnelle à son journal. »[964].

Alphonse Cuinet ne se décourage pas et depuis Bucarest il envoie à son journal un télégramme dans lequel il essaye de se défendre devant les accusations qui lui ont été adressées[965]. D'après lui, ces désordres avaient aussi été constatés par d'autres correspondants et agences télégraphiques officielles, allemande ou autrichienne, contre lesquels aucune mesure n'a été prise. Il conclut son télégramme en relatant la conversation qu'il a eu avec un fonctionnaire de l'ambassade française à Istanbul, qui lui demanda sur un ton très élevé « s'il cherchait un conflit franco-turc ? ».

Georges Rémond qui rencontre Ahmed Abouk pacha, commandant de l'armée de Tchataldja, Tcherkesse d'origine comme Nazim pacha, dont on prétendait qu'il allait marcher sur Constantinople à la tête de ses troupes, avec la ferme intention de le venger, invalide cette

[960] « Le cabinet compte peu de sympathies dans l'armée », *Le Matin*, 1er février 1913.
[961] *Archives du Ministère des Affaires étrangères*, correspondance consulaire, Constantinople/315, Péra, le 3 février 1913, n°82.
[962] *Archives du Ministère des Affaires étrangères*, Turquie/443, Péra, le 7 février 1913, télégramme de Bompard au MAE, au sujet de l'expulsion de Cuinet.
[963] *Idem*.
[964] *Idem*.
[965] *Ibid*., Bucarest, 9 février 1913, télégramme de Cuinet au *Matin*.

rumeur[966]. Quelques jours auparavant, l'envoyé de l'*Illustration* avait déjà démenti les bruits qui avaient couru sur les rixes opposant Vieux et Jeunes Turcs à Tchataldja[967].

En dehors du contenu douteux des communiqués émis par les différents pays belligérants, un des obstacles majeurs auxquels se heurtèrent les correspondants de guerre français, était leur accès direct à l'information. A une époque, où le public français est avide de nouvelles, l'accès à l'information, voire même à son exclusivité, devient un enjeu de taille dans la rivalité qui oppose entre eux les différents journaux. Ernest Laut évoque à ce propos, le chapitre de *Michel Strogoff*, dans lequel Jules Verne avait mis en scène la rivalité de deux correspondants de guerre, l'Anglais Harry Blount et le Français Alcide Jollivet, au sujet de qui allait télégraphier en premier l'issue de la bataille à laquelle ils assistaient.[968]. Au début des guerres balkaniques, afin d'emporter la course informationnelle et décrocher le prix de la nouvelle sensationnelle, les journaux français disposant de moyens n'hésitent pas à envoyer leurs propres correspondants de guerre sur place. Les informations et narrations envoyées par ces journalistes-reporters occupent une place de plus en plus importante au sein de la presse[969], détrônant les dépêches des agences d'information. A côté de l'ancienne presse de notables, représentée par des journaux tels que le *Figaro* ou le *Temps*, la nouvelle presse populaire, regroupée autour des quatre grands quotidiens, participe elle aussi à cette bataille informationnelle en envoyant sur les champs de batailles ses propres reporters. D'après Marc Martin, la guerre russo-japonaise de 1904-5 constitue un véritable tournant avec l'envoi par la presse française d'une douzaine de correspondants sur les théâtres des opérations militaires[970]. A côté des reporters portant dans leur bagage l'expérience de la couverture médiatique de conflits précédents, à l'instar de Ludovic Naudeau ou Jean Rodes, ou encore Raymond Récouly qui ne pourra pas partir cette fois-ci, il y a des correspondants de guerre qui participent pour la première fois à la couverture médiatique d'un conflit.

L'*Illustration* commente que les Grecs plus que tous les belligérants se montrèrent très réticents et réservés face aux demandes des journalistes voulant suivre leur armée. Le résultat d'un tel ostracisme était la pénurie de documents concernant la campagne grecque, par

[966] Georges Rémond, « Les progrès de l'armée turque à Tchataldja », *L'Illustration*, 1er mars 1913.
[967] Georges Rémond, « Constantinople et la reprise de la guerre », *L'Illustration*, 22 février 1913.
[968] Ernest Laut, « Les correspondants de guerre », *Le Petit Journal illustré*, 3 novembre 1912.
[969] Sur les contraintes professionnelles et institutionnelles rencontrées par les correspondants de guerre dans leur accès à l'information et sa diffusion, voir Stuart Allan, Barbie Zelizer (dir.), *Reporting War ; Journalism in Wartime*, New York, Routledge, 2004.
[970] Voir Marc Martin, « Les grands reporters français durant la guerre russo-japonaise » dans *Le Temps des Médias*, printemps 2005, n°4, « Dire et montrer la guerre autrement », p.22-23.

rapport surtout au front bulgaro-ottoman attirant le plus grand nombre de correspondants (voir tableau ci-dessous). Cette réalité n'échappa pas à la presse satyrique et on lit dans une caricature de *Fantasio*, que l'on compte « 11 000 journalistes du côté bulgare, 9 000 du côté serbe, 7 000 du côté monténégrin, 10 000 du côté turc et 3 du côté grec »[971].

Tableau : Nombre d'opérations militaires faisant l'événement à la Une de mon corpus en octobre et en novembre 1912

	Le Petit Parisien	*Le Petit Journal*	*Le Journal*	*Le Matin*	*Le Figaro*	*L'Humanité*	*Le Temps*
Front bulgaro-ottoman	33	25	26	19	6	17	5
Front gréco-ottoman	13	8	13	5	3	7	-
Front monténégro-serbo-ottoman	17	10	14	6	2	9	3

C'est donc avec empressement que l'*Illustration* accueille, dès qu'elle lui parvient, la proposition d'un Français fixé momentanément à Athènes, de lui adresser « des détails rétrospectifs et des clichés relatifs à la marche des troupes grecques sur Salonique, jusqu'à l'occupation de cette place »[972]. Il s'agit de Jean Leune, licencié en histoire et marié comme nous l'apprend Georges Bourdon à une « Grecque de Constantinople »[973]. En janvier 1913, alors que l'État-major grec « respectueux des volontés du diadoque, a tout fait pour décourager les correspondants de guerre d'accomplir la mission pour laquelle ils étaient partis (…) Jean Leune a, par son opiniâtreté, son entrain, sa vaillance, triomphé de ces dispositions (…) et est admis officiellement à suivre l'armée d'Épire »[974]. Lors de la reprise des hostilités en juillet, l'envoyé de l'*Illustration* informe ses lecteurs que le premier ministre grec lui-même, l'a reconduit dans ses fonctions de correspondant de guerre en lui affirmant qu' :

[971] « La guerre des journalistes », *Fantasio*, novembre 1912, p.221.
[972] Jean Leune, « La campagne de l'armée grecque », *L'Illustration*, 14 décembre 1912.
[973] Georges Bourdon, « L'armée bulgare débordée », *Le Figaro*, 24 juillet 1913.
[974] Jean Leune, « La campagne grecque en Épire », *L'Illustration*, 4 janvier 1913.

> « en raison des services que l'*Illustration* nous a alors rendus grâce à vous (en Macédoine et en Épire), nous vous donnerons cette fois, toutes facilités pour que vous puissiez suivre et voir de près les événements…et en disant vous, il est bien entendu que je veux dire vous et Mme Leune, car je sais qu'à vous deux vous êtes une unité indivisible ! »[975].

Pourtant, une fois journaliste attitré, le correspondant de guerre n'en est pas pour autant automatiquement le bienvenu sur les champs de bataille et dans la plupart des cas, il est tenu à l'écart du déroulement direct des opérations militaires. Georges Rémond avoue dans *l'Illustration* que faute de récits à transmettre à ses lecteurs, il préfère les entretenir de sa campagne de Tripolitaine « où l'on parlait aussi des Bulgares et de la guerre avec eux, ma foi ! plus qu'on en parle ici ».[976] Le correspondant de guerre du *Temps* se languit en affirmant qu'il ne serait pas surpris si un de ces jours, n'y tenant plus, il télégraphiait à son journal : « donnez-moi vite des nouvelles détaillées sur les opérations de guerre auxquelles j'assiste »[977]. Sur un même ton satyrique, le caricaturiste du *Rire* écrit en novembre que :

> « C'est inouï ce que je connais de gens à Sophia ! à vrai dire, ils ne sont pas Bulgares pour deux sous. Ce sont des journalistes de Paris que les nécessités du reportage ont conduits sur le 'théâtre de la guerre'. Ils sont là bas une trentaine de braves gens qui, entre deux courses au télégraphe, se réunissent dans un café qu'ils ont appelé le 'café du croissant' allusion non pas aux Ottomans, mais à un établissement bien connu de tous ceux qui pondent de la copie. Et là, pendant de longues heures, ces braves gens confrères jouent à la manille… en attendant que les Bulgares coupent la retraite aux Turcs ils se coupent mutuellement le manillon. »[978].

Les correspondants de guerre sont constamment tenus à l'écart et en marge des champs de bataille au moment où se déroulent les opérations. Ils ne peuvent y accéder bien escortés et étroitement encadrés qu'à l'issue des hostilités. Le ministre de France en Serbie, Robert Descos, écrit au ministère des Affaires étrangères que les journalistes étrangers nommés correspondants de guerre reviennent peu à peu du théâtre des opérations, fatigués et écœurés de cet état de quarantaine :

> « Partis le 20 octobre dernier, ils ont passé deux jours à Nisch, huit jours à Vranja, et le reste à Uskub. Ils ont dû rester à l'hôtel ou dans un train, réduits aux maigres communications du bureau de la presse et soumis à une impitoyable censure. Ne pouvant causer ni avec els blessés ni avec les prisonniers, avec défense de sortir de l'enceinte des villes entièrement coupés du monde extérieur, dont on ne recevait ni journaux, ni nouvelles. En passant par Koumanovo, l'autorité militaire leur fit visiter le champ de

[975] Jean Leune, « La guerre contre les Bulgares : l'état d'esprit à Athènes à l'ouverture des hostilités », *L'Illustration*, 19 juillet 1913.
[976] Georges Rémond, « Sur les routes de la défaite », *L'Illustration*, 16 novembre 1912.
[977] « Les prisonniers de guerre », *Le Temps*, 31 octobre 1912.
[978] « Le rire de la semaine », *Le Rire*, 2 novembre 1912.

> bataille ; les maisons étaient vides et désertes ; six canons, le long de la route, marquaient le butin pris sur l'ennemi. »[979].

Maurice Bompard, l'ambassadeur français à Constantinople, informe le ministre des Affaires étrangères que la Sublime Porte, a décidé de n'admettre que les correspondants de journaux étrangers qui lui seraient recommandés par les missions diplomatiques de leurs pays respectifs. C'est ainsi qu'il a présenté et fait agréer Jean Rodes, du *Temps*, Alphonse Cuinet du *Matin*, et Paul Erio du *Journal*. Par ailleurs, il affirme que le ministère de guerre ottoman, non content d'ordonner que ces correspondants devront quitter Constantinople en compagnie d'un fonctionnaire spécialement désigné et au moment qui leur sera fixé, « il entend leur imposer l'engagement de rester au camp ottoman jusqu'à la fin des opérations de guerre et de ne le quitter sous aucun autre motif que celui de la maladie »[980]. Ces mesures prises pour garantir le secret des opérations inquiètent René Puaux. Le correspondant de guerre du *Temps* auprès de l'État major bulgare, admettant qu'il y a contradiction entre la nécessité vitale du secret militaire et la nécessité d'indiscrétion du journalisme, affirme que l'État-major bulgare a cherché à remédier à cette situation délicate, en adoptant les règlements japonais au moment de la guerre de Mandchourie. D'après ce règlement, « les correspondants de guerre ne peuvent pas se déplacer d'un point de l'armée à un autre point avant d'avoir reçu à cet effet une autorisation spéciale de la section de censure de l'état-major général de l'armée en campagne »[981]. Gustave Babin fait partie des correspondants de guerre qui reçoivent le feu vert pour visiter la ville d'Andrinople après le siège et l'entrée de l'armée bulgare en avril. « Encore que, dans la semaine qui s'était écoulée déjà depuis l'assaut héroïque, on eût eu tout le temps d'effacer les traces les plus horribles de la lutte (…) on ne visitait les forts d'Andrinople qu'avec l'autorisation de l'état-major bulgare »[982], souligne-t-il dans l'*Illustration*.

Sarcastique et ironique, la *Bataille syndicaliste*, commente au début du novembre les contraintes imposées par les pays belligérants, en l'occurrence la Bulgarie, à l'égard des correspondants de guerre :

> « La Grande Presse, connaissant les goûts de sa clientèle, allait faire merveille. Hélas ! trois fois hélas ! elle avait compté sans son hôte le farceur de Ferdinand. Celui-ci aime tellement les journalistes qu'à aucun prix il ne

[979] *Archives du Ministère des Affaires étrangères*, Turquie/439, dossier sur les missions militaires françaises auprès des armées belligérantes.
[980] *Archives du Ministère des Affaires étrangères*, Turquie/238, Péra, le 16 octobre 1912, n°594.
[981] René Puaux, *De Sofia à Tchataldja*, Paris, 1913, p.75-76.
[982] Gustave Babin, « L'Illustration à Andrinople », *L'Illustration*, 19 avril 1913.

> consentit à se séparer d'eux. Aux correspondants de guerre, il dit : partout où j'irai vous irez ; mais le malheur, c'est qu'il ne va nulle part. Depuis le commencement des hostilités il reste prudemment à cent km en arrière de ses troupes. Et les reporters qui auraient désiré voir le front de bataille en sont réduits à contempler un derrière royal. Il est vrai qu'il est de taille »[983].

Afin de mettre fin à une telle situation d'embargo informationnel, les *Droits de l'Homme* annoncent que suite à une intervention de Mme Sévérine, le huitième congrès national de la Paix tenu à Paris, a adopté un vœu souhaitant que « les correspondants des journaux ne soient pas exclus des champs de bataille et que la guerre ne soit pas faite à huis clos »[984].

En dehors de l'absence d'un accès direct à l'information, il y a aussi la censure dans sa diffusion qui risque de façonner la perception du déroulement des opérations militaires, selon le regard d'un public extérieur. Louis Mérat, l'envoyé spécial du *Radica*l à Sofia, affirme en novembre que c'est peut-être là que se trouve le paradis terrestre pour ceux qui n'aiment pas voir « leurs télégrammes biffés, leurs lettres cisaillées ». Partout ailleurs, non seulement il n'y a pas à espérer la moindre nouvelle,

> « mais si d'aventure il vous en tombe un du ciel, il faut absolument vous résoudre à le cacher au plus profond de vous-même, car si vous le télégraphiez, le télégramme ne partira pas ; si vous l'écrivez, l'enveloppe de votre lettre a seule quelque chance d'arriver à destination, mais si vous le colportez, vous verrez apparaître indubitablement à vous deux gendarmes qui, avec la plus parfaite urbanité, vous conduiront avec une escorte sûre, vers des destinations inconnues, bien que ce soit probablement la frontière la plus proche.»[985].

Stéphane Lauzanne publie en décembre son expérience de la censure ottomane :

> « Ils étaient deux, installés dans une grande salle du bureau télégraphique de Pera et se tenaient près de deux fenêtres donnant sur les jardins du collège. A droite c'était le censeur politique ….un Arménien, grand, mince, grisonnant, fin, courtois, et appréciant la jolie littérature. Il laissait tout passer, pourvu que ce fût bien tourné. Il avait une préférence pour les périphrases et goûtait peu les crudités. Comme j'écrivais un jour que l'ambassadeur d'Autriche avait tué un malheureux cardiaque en le faisant embarquer avec précipitation sur un vapeur du Lloyd dans une heure de panique, le censeur me regarda avec reproche : tué est un bien gros mot, me dit-il doucement. Ne pourriez-vous pas mettre fait périr ?...le censeur militaire, lui était un capitaine turc, rougeaud, trapu autoritaire et ne connaissant que la consigne. Or, la consigne pour lui était qu'une chose n'était vraie que lorsqu'elle était officielle et qu'on ne devait laisser télégraphier que des choses vraies, c'est-à-dire des

[983] « Ferdinand le Bon ? ou les images de la guerre », *La Bataille syndicaliste*, 5 novembre 1912.
[984] « Le huitième congrès national de la Paix », *Les Droits de l'Homme*, 18 mai 1913.
[985] L. Mérat, « Reportage à bâtons rompus », *Le Radical*, 15 novembre 1912.

> choses officielles. La prise de Salonique, par exemple, n'ayant jamais été officielle, n'était pas vraie.»[986].

Au sujet de la censure à laquelle fut soumise l'information pendant la guerre des Balkans, Stéphane Lauzanne, après avoir évoqué les pratiques ottomanes, relate l'expérience d'un de ses collègues, qui suivait l'armée bulgare. Bien que son télégramme ait été un long dithyrambe en faveur des assiégeants d'Andrinople, il a dû toutefois le voir transformé :

> « On ne saurait, écrivait-il, trop admirer cette armée, où tous, vieillards, comme jeunes gens, marchent d'un cœur égal » (-) pardon, fit le censeur, je ne puis laisser passer cela. Il n'y a pas de vieillards dans l'armée bulgare. Il affirmait que le service de ravitaillement « marchait à merveille, les hommes qui étaient affectés aux convois s'attachant eux-mêmes aux voitures, quand il était besoin, pour les désembourber » (-) pardon, fit encore le censeur, il n'y a pas de voiture qui s'embourbe dans l'armée bulgare… enfin le correspondant avait prédit la prochaine chute d'Andrinople, « les Serbes ayant envoyé une division pour coopérer au siège » Pardon, fit imperturbablement le censeur, il n'y a pas de Serbes ».[987].

Retenu au camp ottoman de Tchorlou, le correspondant de *l'Illustration,* décrit son état et celui de ses collègues comme étant similaire à celui des prisonniers :

> « On ne nous dit rien, on ne nous laisse voir. La situation d'un officier chargé de trente-cinq journalistes, comme est le commandant Wasfi bey, obligé de répondre à toutes leurs questions, objections, réclamations, est, il faut l'avouer difficile. Les intérêts de ces journalistes sont, les plus souvent, opposés les uns aux autres et toujours différents des siens propres. L'un veut faire de la stratégie, l'autre raconter des scènes colorées et pittoresques qui peuvent choquer l'amour propre national, celui-ci envoyer des photographies, ou des films cinématographiques de spectacles, de scènes qui ne doivent pas être vus ; beaucoup se jalousent, chacun a une volonté, une intention, un désir particulier, et, aux difficultés qui séparent les individus, s'ajoutent celles qui séparent les peuples et les races. Il y a ici des Ottomans, des Français, des Anglais, des Allemands, des Hongrois, des Américains, des Russes. Quelques-uns dont la patrie est unie par d'antiques liens de religion et de sang aux peuples balkaniques, en dépit de leur évidente honnêteté personnelle ou professionnelle, pourraient, à leur insu, fournir dans leurs communiqués à leurs journaux de précieuses indications à l'ennemi. (…)[988].

A ce propos, il rappelle à ses lecteurs ce qui s'est passé pendant la guerre franco-prussienne de 1870, quand l'État-major allemand averti de la marche de Mac-Mahon vers Sedan par une dépêche envoyée à un grand quotidien et publiée par celui-ci, porta préjudice

[986] Stephane Lauzanne, « Ces messiers de la censure turque », *Le Matin*, 1er décembre 1912.
[987] Stéphane Lauzanne, *Au chevet de la Turquie : quarante jours de guerre*, Paris, 1913, p.82.
[988] Georges Rémond, *Avec…op.cit*., 1913, p.30.

aux manœuvres de l'armée française[989]. Gustave Babin, correspondant de guerre envoyé par l'*Illustration* au Monténégro, exprime ses doutes sur l'intérêt de sa mission et celle de ses confrères, car les États-majors des belligérants ne les laissent pas suivre les opérations en suivant de près les armées dans leurs marches et contremarches. Évoquant lui aussi l'expérience de 1870 et du préjudice provoqué à l'armée française par l'envoi prématuré d'une nouvelle, il considère que le métier de correspondant de guerre fut pour toujours compromis. Mise à part, le libéralisme démontré par la Russie et le Japon en 1905, il doute qu'il « nous soit jamais donné, dans une grande guerre moderne, de revoir, décrites par des témoins oculaires, les dramatiques fresques qu'ont brossées naguère à notre intention un Ludovic Naudeau ou un Luigi Barzini »[990]. Désormais, les correspondants de guerre cantonnés dans les villes, loin du front des opérations, « réduits à la précaire trame de quatre lignes- jamais plus de la demi-douzaine, sur quelques racontars recueillis de droite et de gauche, de prisonniers, de combattants qui, pareils au Fabrice de Stendhal, n'avaient guère qu'entrevu un ou deux épisodes de la lutte »[991], les gens pourvus d'imagination seront amenés à broder. La construction de nouvelles, dans un tel schéma et processus narratif, est commentée par les frères Tharaud présents au Monténégro en mars :

> « (…) à l'auberge, au Grand-Hôtel, vingt-cinq journalistes s'ennuient. Ils ont tous le sentiment que la tragédie se joue ailleurs dans les plaines de Kumanovo et de Kirk-Kilissé, et que ce sont leurs confrères de Belgrade, de Salonique ou de Constantinople qui voient les grandes choses émouvantes et enverront à leurs journaux la copie sensationnelle. Dans toutes les langues de l'Europe ils font un chœur plein d'amertume. On ne voit rien, on ne sait rien, et le peu qu'on apprend par hasard d'une femme, d'un enfant ou de quelque blessé revenu de la plaine, on ne peut le télégraphier : la censure est impitoyable. Ils se consolent en jouant au poker. Le soir, après dîner, tous ils s'en vont en bandes, par la grand-rue vaguement éclairée de quinquets à pétrole, vers une bâtisse badigeonnée de jaune qu'on dirait être la mairie du village, et où se trouvent réunis tous les services de l'État. Là, dans une salle enfumée, qui respire l'ennui spécial à toutes les salles de rédaction, un fonctionnaire monténégrin leur communique les nouvelles sur les opérations du jour, et là aussi arrivent de Vienne les dépêches expédiées par le Correspondent-bureau, le Corr-bureau comme on dit. Le tout, d'ailleurs, sans intérêt. Chacun s'assied alors devant une longue table et s'efforce de tirer quelque narration agréable de ces maigres informations »[992].

[989] Dans le cadre de la guerre franco-prussienne, la presse parisienne avait dévoilé, en août 1870, le plan du maréchal de Mac Mahon pour libérer l'armée de Metz assiégée par deux armées allemandes. L'information avait été exploitée par l'Etat-major prussien avant que Mac Mahon soit sur place. Voir Michel Mathien, *L'information dans les conflits armés: du Golfe au Kosovo*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.31.
[990] Gustave Babin, « Au Monténégro », *L'Illustration*, 2 novembre 1912.
[991] *Idem*.
[992] Jérôme et Jean Tharaud, « La bataille…*op.cit*., p.204.

René Puaux raconte dans le *Temps* du 28 février 1912 l'histoire d'un tel inventeur-constructeur de nouvelles[993]. Pendant la seconde semaine d'octobre 1912, il aperçoit assis, tout seul, à une des petites tables rondes du café de Bulgarie à Sofia, un personnage vêtu d'un complet de velours vert à côtes. Il soupçonnait à peine qu'il se trouvait face à quelqu'un dont la presse mondiale allait bientôt glorifier le nom : le lieutenant Hermenegilde Wagner, correspondant de la guerre de la *Reichspost* de Vienne. La gloire du lieutenant Wagner eut « pour origines le fait qu'au cours de cette guerre où les nouvelles furent si rares, lui seul expédia à son journal des télégrammes quotidiens bourrés de précisions, donnant sur les moindres et sur les plus grands mouvements stratégiques et tactiques de l'armée bulgare des renseignements abondants, des récits colorés.». Ces télégrammes firent fureur et de grands journaux anglais et américains s'en assurèrent à prix élevé la transmission immédiate, de Vienne à Londres et à New-York. Cependant, la véracité de ses récits fut remise en question quand des correspondants du *Times* et du *Daily Chronicle*, ayant accompagné l'armée ottomane à Tchorlou, écrivaient à leurs journaux qu'il n'y a jamais eu là de bataille : « Où diable le lieutenant Wagner a-t-il vu les fleuves de sang dont il parle ? ». De leur côté, les correspondants qui suivaient le général Ratko Dimitrief, se demandaient comment « le lieutenant Wagner peut-il, dès le 7 novembre, narrer des combats à Tchataldja, alors que le 16 l'action n'était pas encore engagée ? »[994]. Le correspondant autrichien, confronté à ces démentis, finit par avouer : « certes, je n'aurais pas pu voir moi-même tout ce que j'ai télégraphié à mon journal et dans la plupart des cas je n'ai été que l'agent de transmission des nouvelles que je tenais d'autrui »[995]. D'après René Puaux, son collègue aurait « inventé ses récits, bâtissant tant bien que mal, d'après les bulletins officiels affichés au quartier général, d'après ses suppositions, d'après l'étude de la carte, d'après les on-dit de cafés, une campagne dans le sens qui lui paraissait le plus vraisemblable. Il est quelquefois tombé juste, il est souvent tombé mal. C'est une simple affaire de chance »[996]. A ce propos, le chroniqueur du *Rire*, se souvient d'une courtisane qui lui disait :

> « T'es journaliste ? Alors, nous sommes copains…ça va l'boulot ? elle me disait cela sans rosserie, avec une sympathie réelle de camarade. …cette fille maquillée me tutoyait non comme un client possible, mais comme un collègue. Et je pensais qu'après tout, c'étai juste : vendre l'illusion de la vérité ou vendre l'illusion de l'amour n'est-ce pas la même chose ? »[997].

[993] René Puaux, « Silhouettes balkaniques », *Le Temps*, 28 février 1913.
[994] René Puaux, *De Sofia…op.cit*., p.8.
[995] *Idem*.
[996] René Puaux, *De Sofia…op.cit*., p.10.
[997] « Le rire de la semaine », *Le Rire*, 16 novembre 1912.

L'intrigue du film intitulé *Rigadin aux Balkans*, et projeté pendant les guerres balkaniques, est inspirée d'une approche satyrique de la reconstitution-retransmission d'un événement historique dans la presse. Le protagoniste décide de trouver du travail pour offrir des bijoux à sa bien aimée. Il tombe sur une petite annonce dans Pathé Journal : « recherche grand reporter pour rapporter images de la guerre des Balkans ». Engagé par le producteur, interprété par Ferdinand Zecca des établissements Pathé Frères à Vincennes, on l'équipe d'une caméra,

> « de son pied et d'autres accessoires encombrants et le voilà parti. Par prudence sans doute, il préfère reconstituer autour d'un bosquet du Bois de Vincennes, une marche et une attaque de fantassins-figurants portant chéchias et pantalons bouffants. Une fois de retour chez Pathé Frères, le film est projeté en salle devant le producteur. La supercherie sera-t-elle découverte? »[998].

Pour sa part, le *Matin* nous informe que Frédéric Rabuquet, qui avait naguère joué :

> « les François Ier dans tous les cortèges, cavalcades, pantomimes, parades et tableaux vivants, venait de trouver depuis peu un nouvel et merveilleux emploi de sa physionomie ; il faisait le tsar Ferdinand pour les cinémas, qui de toutes parts, nous montrent de poignants tableaux de la guerre des Balkans. La grande maison Durban venait même de l'engager pour un trimestre »[999].

A côté de la censure externe et des facteurs conditionnant l'accès et l'accessibilité aux sources de l'information, il y a également une troisième catégorie de paramètres censée influencer la perception du déroulement des opérations militaires. Il s'agit de ce que Noam Chomsky a défini comme 'filtres' et que personnellement j'aimerais désigner sous le terme de 'censure interne'. Celle-ci s'exerce au niveau du journal ou de la personne qui informe le public. Elle renvoie aux affinités personnelles, aux sensibilités idéologiques, aux considérations géopolitiques, aux intérêts économiques, aux représentations des acteurs, des lieux du conflit et de l'histoire de cet espace, chez le correspondant de guerre et au sein de son journal.

Stéphane Lauzanne soulève la question d'empathie envers les belligérants en ce qui concerne la couverture médiatique de la guerre. Il évoque l'exemple de Georges Rémond, qui « n'a rapporté de son séjour au camp turc de Tripolitaine que des sentiments de sympathie pour les soldats, comme pour les officiers du sultan »[1000]. Georges Bourdon nous révèle d'autre part,

[998] *Collection Pathé fiction*, 1913PFIC 00037, « Rigadin aux Balkans ».
[999] Marcel Boulanger, « Le tsar Ferdinand tue un officier turc », *Le Matin*, 15 décembre 1912.
[1000] Stéphane Lauzanne, *Au chevet…op.cit.*, p.16**.** Lors de la guerre d'Irak en 2002, les journalistes ont pu être inclus dans des unités combattantes et couvrir de très près les opérations militaires. Leur vision de guerre est

que Jean Leune, le correspondant de guerre de l'*Illustration*, est marié avec une Grecque de Constantinople[1001]. A côté des affinités personnelles, Paul Genève remarque encore un obstacle potentiel, rencontré par les correspondants de guerre dans leur volonté de rendre compte de ce qui se passe sur les champs de bataille : leur ignorance géographique. Peu familiarisés avec les noms des lieux du conflit qu'ils ne connaissaient pas avant la déclaration de guerre, « les journalistes européens et même plusieurs écrivains militaires, ne se sont pas assez souciés des distances en établissant leurs pronostics ». Pour beaucoup d'entre eux, une fois franchie la zone d'Andrinople, les Bulgares seraient aux portes de la capitale ottomane : « ceux qui suppriment ainsi les kilomètres d'un trait de plume, ceux qui ne tiennent pas compte de la fatigue des troupes, qui ne connaissent pas la lenteur forcée des convois de ravitaillement, qui ne soupçonnent même pas l'incroyable difficulté de nourrir régulièrement plus de cent mille hommes rassemblés »[1002], ceux-là peuvent difficilement percevoir les opérations à leur juste échelle.

D'un autre côté, les titres tels que 'le grave mystère d'Andrinople'[1003] dans le *Journal*, ou 'le mystère balkanique'[1004] dans le *Matin*, renvoient à une perception de la nouvelle sur le déroulement des batailles, ou une volonté de les soumettre à la perception du public, dans une forme proche d'une culture du fait divers et du roman feuilleton. Le choix des mots pour annoncer le résultat d'une opération militaire est également révélateur des représentations du passé, dominantes auprès du journaliste et de son journal. L'envoyé spécial du *Matin*, commentant une victoire de l'armée grecque en octobre, relève que c'est la première fois depuis 450 ans qu'un prince grec a pénétré en Macédoine à la tête de son armée[1005]. Ce disant, il s'inscrit dans le sillage de discours officiels sur l'histoire de l'État grec, le représentant comme le successeur de l'Empire byzantin. Quant à Raymond Récouly dans le *Figaro*, il perçoit le siège de la ville d'Andrinople à travers une référence à une séquence plus récente de la question d'Orient, comparant la résistance ottomane à celle des assiégés russes du Port-

---

devenue beaucoup plus proche des réalités militaires mais elle a été fortement influencée par le point de vue des soldats avec lesquels ils partageaient conditions de vie et expériences du risque. Sur la manifestation du phénomène d'empathie auprès des correspondants de guerre, voir Andrew Lindner, « Controlling the media in Iraq », *Contexts*, 2008, vol.7, n°2, p.32-38.

[1001] Voir Georges Bourdon, *Le Figaro* 24 juillet 1913.

[1002] Paul Genève, *Un Français à Constantinople, juillet 1912-juillet 1913*, 12 novembre 1912.

[1003] « Le grave mystère d'Andrinople », *Le Journal*, 24 octobre 1912.

[1004] « Le mystère balkanique », *Le Matin*, 22 octobre 1912.

[1005] G. Bronnaire, « Pour la première fois depuis 450 ans, un prince grec a pénétré en Macédoine à la tête de son armée », *Le Matin*, 26 octobre 1912.

Arthur pendant la guerre russo-japonaise de 1905[1006]. De son côté, Gustave Babin, percevant les opérations militaires à travers sa représentation de l'état d'esprit et d'âme des croisés, insiste sur le saint délire que semble avoir enivré quelques poignées d'hommes dans leur assaut contre la cime inexpugnable de Tarabsoch[1007].

Pour sa part, René Puaux regardant au travers des vitres des salles d'attente de la gare de Sofia, y distingue avec une certaine mélancolie, des rangées serrées de lits et de matelas avec les jolies couvertures claires du pays. « Aujourd'hui c'est le silence dans ces chambres improvisées. Mais demain ? », se demanda-t-il. Alors il passe dans son souvenir les récits que lui fit son père, aumônier de l'armée de Sedan, sur tant d'agonies dont « il fut le témoin dans la filature de Vouziers, transformée en hôpital de la Croix-Rouge. Les terribles choses qu'on vit alors, on les reverra demain. »[1008]. Si le déroulement des opérations militaires est perçu par le correspondant du *Temps* à travers les anamnèses de son père, de la guerre franco-prussienne, c'est un tableau du peintre russe Verestchaguine qui sert de référent à la mémoire d'Antoine Yvan pour le télescopage mémoriel qui offre aux lecteurs du *Petit Marseillais*. A travers une plaine, toute blanche car couverte de neige, serpente une route. C'est le matin, un matin gris d'hiver. Dans le ciel immense, une multitude de corbeaux, accourus à la curée du champ de bataille. « Et çà et là, des hommes couchés, cadavres anonymes, font des taches sombres. En lisant les comptes rendus des premiers combats, les noms des premières victimes, malgré moi j'ai songé à cette route de Plevna, émouvante dans sa simplicité et son réalisme »[1009]. Si la perception des opérations militaires est communiquée par le souvenir de la bataille de Plevna dans le *Petit Marseillais*, l'annonce des victimes des opérations militaires sert Jouasset dans *les Droits de l'Homme* à relancer le débat sur la dépopulation. A Kirk-Kilissé, les Turcs ont eu quarante mille hommes hors combat. « La France chaque année, par l'excédent de ses quarante mille morts sur ses naissances perd sa bataille de Kirk Kilissé »[1010], écrit-il. D'autre part, la publication des estimations sur les soldats tombés sur les champs de bataille, donne au *Figaro* l'occasion de relater un fait divers :

> « Hier : deux heures de l'après-midi, sur le boulevard. Les camelots apparaissent soudain. Ils agitent une édition spéciale et hurlent : 'Effroyable désastre ! Les Turcs culbutés à Tchorlou ! 40000 morts !' Dans le faubourg Montmartre, l'un d'eux entouré par la foule anxieuse, pressée, distribue ses numéros en grande hâte. D'un geste sûr, il va de l'un à l'autre ; il ne regarde

[1006] Voir « La prise d'Andrinople », *L'Illustration*, 5 avril 1913 et Raymond Récouly, « La situation », *Le Figaro*, 14 février 1913.
[1007] Gustave Babin, « Pour prendre Tarabosch », *L'Illustration*, 9 novembre 1912.
[1008] René Puaux, « Le départ des correspondants de guerre », *Le Temps*, 22 octobre 1912.
[1009] Antoine Yvan, « La route de Plevna », *Le Petit Marseillais*, 19 octobre 1912.
[1010] « Le désastre français, la dépopulation », *Les Droits de l'Homme*, 17 novembre 1912.

> même pas, il offre la feuille, certain qu'elle sera prise. Aux terrasses des cafés, les consommateurs assis, le sou à la main attendent impatiemment leur tour. Le camelot va rapide, de table en table, suit la rangée et pour le dernier client, hâtivement offre sa dernière feuille. Mais on ne la prend pas ! il s'étonne : regarde… Il comprend. Ce client est un Turc. Il a devant lui un petit éventaire de pistaches et de pastilles du sérail. Le teint bronzé, le visage grave et triste, il fume, les regards volontairement perdus dans une indifférence orientale. Le camelot hésite, il dit : oh, pardon ! le musulman incline doucement sa tête, une ombre triste, un peu douloureuse tire ses traits. Et la foule qui a vu la scène, s'éloigne ; chacun va lire le journal un peu plus loin »[1011].

La perception des opérations militaires donne aussi lieu à l'expression d'un imaginaire antisémite et/ou islamophobe dans les journaux, ou autrement dit, ces imaginaires et les réactions à leur égard, influencent la sélection des nouvelles ou plus exactement ce qui devient une nouvelle au sein de chaque journal. Ainsi, Ludovic Naudeau, relate dans le *Journal*, des attaques nocturnes des camps bulgares, supposées commises, par des soldats turcs exaltés par la célébration de la fête de Kourban Baïram :

> « L'interrogatoire des prisonniers a établi que le détachement qui avait pris part à cette opération était composé de volontaires, tous fanatiques musulmans. (…) sur chacun des morts, presque tous originaires de l'Asie, on a trouvé un Coran neuf. Pauvres hères, humanité primitive, êtres crédules, inutilement sacrifiés à une cause perdue, à un système en décrépitude et à des croyances périmées ! »[1012].

De son côté, la *Libre Parole* relate en octobre, en reproduisant des préjugés[1013], des rumeurs[1014] et des légendes antisémites, qu'on signale que « les juifs de Roumanie, de Bulgarie et de Serbie, suivent les armées pour se livrer à leur habituelle besogne d'usure et de déprédation ; dépouiller les morts, vendre très cher aux vivants les denrées ou les objets de première nécessité, préalablement accaparés par eux »[1015]. La perception médiatique du déroulement du conflit, devient le tremplin du journal d'Edouard Drumont, pour renouveler ces discours haineux contre les Juifs. Cette fois-ci, il se sert de représentations essentialistes caricaturales des sujets juifs de l'Empire ottoman et des Balkans, en tant que chiffonniers, colporteurs, pour réactiver dans la mémoire de son public, une des représentations

[1011] « A travers Paris », *Le Figaro*, 7 novembre 1912.
[1012] Ludovic Naudeau, « Attaques nocturnes des campas bulgares », *Le Journal*, 1er décembre 1912.
[1013] Pour une archéologie des préjugés antisémites, voir Riccardo Calimani, *Le préjugé antijuif : introduction à la dynamique de la haine*, Paris, Tallandier, 2009 (traduit de l'italien par Rosetta Franco-Morselli et Annie Sussel).
[1014] Sur la fonction de rumeurs de colporter de phantasmes antisémites, voir Edgar Morin, *La rumeur d'Orléans*, Paris, éd. du Seuil, 1969.
[1015] « Billet du matin ; les chacals », *La Libre Parole*, 26 octobre 1912.

essentialistes de l'antisémitisme économique[1016], du Juif sous l'image de vautour-usurier. On retrouve donc une illustration de ce que Arkel Van Dirk a désigné comme mécanisme d'innovation accusatrice[1017], caractérisant la rhétorique antisémite à travers le temps et l'espace, à savoir le renouveau constant d'accusations antisémites, se nourrissant de la perception des événements du présent afin d'alimenter la machine infernale de la stigmatisation du Juif, avec ou sans l'appui de la réactivation de toute une série de préjugés accumulés. Par contre, dans l*'Humanité* la perception des opérations militaires pendant la Deuxième Guerre balkanique, lui donne l'occasion de dénoncer des pratiques racistes et de dévoiler l'antisémitisme au sein de l'armée roumaine. Le 27 août, un camarade roumain, écrit au journal socialiste que le gouvernement fit appel à des jeunes étudiants de médecine pour pallier à la mauvaise organisation du service sanitaire. A cet appel répondirent entre autres 200 étudiants en médecine juifs. « On s'empressa de refuser leurs services sous prétexte qu'ils sont étrangers »[1018].

[1016] Pour une typologie de différentes manifestations de l'antisémitisme à travers le temps, voir Edward Flannery, *The Anguish of the Jews : Twenty-three centuries of antisemitism*, Paulist Press, 1985 et Walter Laqueur, *The changing face of antisemitism : from ancient times to the present day*, Oxford, Oxford University Press, 2006.
[1017] Voir Arkel van Dirk, *The drawing of tje mark of Cain : a socio-historical analysis of the growth of anti-Jewish stereotypes*, Amsterdam, Amstedam University Press, 2009.
[1018] « Le choléra et l'antisémitisme dans l'armée roumaine », *L'Humanité*, 27 août 1913.

II.2.4. Entre la loi 1905 et la diplomatie humanitaire : les missions de secours aux blessés

Dans la nouvelle ère des sensibilités concernant l'organisation des soins destinés aux blessés sur les champs de bataille, inaugurée par les efforts d'Henri Dunant et de Florence Nightingale après la guerre de Crimée et la bataille de Solferino, les missions humanitaires occupent une place importante à la fois dans l'espace diplomatique et médiatique français.

> Prière acheter chez droguiste Pest cinq litres chlorure éthyle, cinq cents grammes sels nitrate argent cristallisé, douze douzaines ampoules huile camphrée, douze douzaines ampoules chlorydrate morphine à un centigramme deux litres laudanum, un litre élixir parégorique, deux kilogrammes sous nitrate de bismuth, un kilogramme bichlorure de mercure, dix bocs injections, cinquante litres grésilol-sodique. Prière faire emballer tout cela caisses avec signe croix rouge et les faire porter dimanche 27 à la gare, les remettre à M. de Castellane chef mission croix rouge.[1019]

Voilà ce que le ministre des Affaires étrangères, Raymond Poincaré écrit au consul français à Budapest, le 24 octobre 1912. Les coulisses diplomatiques sont déjà empreintes de l'odeur de la guerre. Le gouvernement français entend participer aux opérations de secours organisées et y jouer un rôle actif. Comment ces opérations 'françaises' ont-elles été perçues dans l'espace médiatique et commentées dans les coulisses diplomatiques ?

Alain de Penennrun affirme que malgré ce qu'on a pu écrire au début de la guerre, le service sanitaire bulgare était très efficacement organisé et son personnel parmi les plus compétents, car la majorité des médecins de l'armée bulgare avait fait ses études en France, surtout à Paris. Plusieurs sont « des élèves de Doyen, de Potain, et d'autres grands noms de la chirurgie et de la médecine française »[1020] remarque le correspondant de guerre de l'*Illustration.* Concernant l'organisation des missions humanitaires, le *Journal* annonce le départ d'un comité de médecins français avec comme destination la capitale ottomane afin de prêter son appui à l'œuvre du Croissant Rouge. Déjà commente le *Journal,* l'Allemagne et l'Angleterre ont adressé à la Turquie des ambulances complètes. « A Paris Mme Rifaat pacha centralise, à l'ambassade ottomane, les dons en argent et en nature destinés à cette œuvre qui ne peut laisser indifférents ceux qui s'intéressent au maintien de l'action morale française sur les peuples de l'islam »[1021]. En consultant les archives diplomatiques françaises, on se rend compte qu'une véritable course de prestige avec comme prétexte ou comme moyen d'expression, l'envoi des missions humanitaires dans les Balkans, opposa entre elles les grandes puissances européennes à l'occasion des guerres balkaniques.

[1019] *Archives du Ministère des Affaires étrangères*, Turquie/439, dossier sur la Croix-Rouge, Paris, le 24 octobre 1912.
[1020] Alain de Penennrun, « A l'aile gauche bulgare », *L'Illustration*, 23 novembre 1912.
[1021] « Pour le Croissant Rouge », *Le Journal*, 30 octobre 1912.

Panafieu écrit au quai d'Orsay que les directeurs des écoles françaises de Sofia ayant mis leurs locaux à la disposition de la Reine pour servir en tant qu'ambulances, il serait à souhaiter que ces ambulances restent exclusivement sous contrôle français. Mais les médecins bulgares étant tous partis à l'armée, il craint que la Croix Rouge bulgare n'affecte à ces ambulances des médecins allemands ou autrichiens. C'est la raison pour laquelle, il sollicite l'envoi des deux ou trois médecins français sur place[1022]. Le secrétaire général de la Croix Rouge française écrit au directeur des Affaires politiques, Maurice Paléologue, que la société de secours aux blessés militaires prend à sa charge les frais de voyage et de séjour des deux médecins français envoyés à Sofia, « heureuse de s'associer aux efforts tentés par votre Département pour maintenir l'influence française en Orient ».[1023]. En revanche, au mois de mars, Panafieu regrette que la mission française n'ait pu prolonger ses services plus de deux mois, tandis que « les missions sanitaires russes, allemandes, italiennes, belges, hollandaises, autrichiennes, tchèques qui sont arrivées en Bulgarie dans les premières semaines de la guerre, continuent presque toutes à y remplir leur tâche d'assistance et de dévouement »[1024]. Aussitôt, le marquis de Voguë, président de la société française de secours aux blessés militaires écrit-il au ministre des Affaires étrangères qu'après avoir reçu la demande de la part de ce ministère pour l'envoi d'une nouvelle mission sanitaire en Bulgarie, « désirant avant tout aider le département dans la mesure du possible à soutenir l'influence française en Orient, nous avons décidé d'entrer dans vos vues et de consacrer à l'envoi de cette mission, une somme de huit mille francs »[1025]. Madame Bompard, déclare ouvertement dans le *Matin* que ce qui se joue derrière les opérations de secours aux blessés des opérations militaires, n'est pas seulement une question humanitaire mais aussi une question de perception de la France comme incarnation de la civilisation de la part des belligérants. C'est la raison pour laquelle, elle aussi invoque le soutien financier du public français car il y a :

> « (…) en Orient 75000 enfants qui fréquentent les écoles françaises et que les maîtres dont ils suivent l'enseignement, que ce soit des religieux ou des laïques, ne leur apprennent pas seulement la grammaire, mais aussi que notre pays est un pays de bonté, de douceur de générosité. Je le fais au nom de ceux qui depuis des siècles sont venus en Orient et ont donné leur temps et

[1022] *Archives du Ministère des Affaires étrangères*, Turquie/439, dossier sur la Croix-Rouge, télégramme de Panafieu, Sofia, le 16 octobre 1912, n°120.
[1023] *Ibid.*, le secrétaire général de la Croix-Rouge française à Paléologue, directeur des Affaires politiques, Paris, le 17 octobre 1912.
[1024] *Ibid*., Sophia, 2 mars 1913,, n°35.
[1025] *Ibid*., Paris, le 14 mars 1913, par le Marquis de Voguë, président de la Société Française de secours aux blessés militaires, au Ministre des Affaires étrangères.

> leur vie pour apprendre aux musulmans comme aux chrétiens qu'il faut aimer la France parce qu'elle est le flambeau éternel de la civilisation. »[1026].

De son côté, le consul français à Cettigné, télégraphie au ministre des Affaires étrangères à la fin du mois d'octobre, que le gouvernement russe, autrichien, britannique et italien ont envoyés des missions de secours aux blessés, tandis que l'empereur d'Allemagne aurait souscrit une somme importante pour les ambulances balkaniques. Devant cette situation, Raymond Aynard suggère que si la Croix Rouge française envoie une mission dans les Balkans, le Monténégro ne soit pas oublié[1027]. Son vœu est exaucé et c'est Raymond Poincaré qui écrit au consul français à Cettigné, pour le rassurer qu'il a signalé à la société de secours aux blessés l'intérêt qu'il y aurait pour la France à ce que la Mission de la Croix Rouge française au Monténégro « pût continuer son service aussi longtemps que seront maintenues dans ce pays les autres missions étrangères ». Pour sa part, Poincaré informe le consul français que le procureur des Lazaristes lui a laissé entendre :

> « (…) qu'il saisirait volontiers l'occasion présente pour installer si possible d'une manière définitive soit au Monténégro soit sur les territoires qui pourront être attribués au gouvernement du roi Nicolas, une mission des Filles de la Charité. Les circonstances actuelles paraissent particulièrement propices et l'on peu espérer que le vieux monarque élevé en France se montrerait favorable à l'établissement dans ses états de missionnaires français venus pour soigner les blessés de son armée »[1028].

L'absence de missions médicales en Serbie est relatée dans l'*Écho de Paris* par Émile Haumant, professeur de langue et littérature russe à la Sorbonne et président d'honneur de l'Association franco-slave de l'Université de Paris. Celui-ci évoque les raisons pour lesquelles la France devrait penser à envoyer des secours et des ambulances à Belgrade. En premier lieu, il y aurait des raisons de réciprocité car le souverain de ce royaume s'est battu dans les rangs français et que la Croix rouge serbe avait envoyé une importante somme financière aux inondés de Paris. De surcroît, la Serbie est un pays où « nos entreprises sont si considérables, que ces derniers jours, les journaux autrichiens parlent de l'intérêt qu'il y aurait à les supplanter »[1029]. Suite à cette campagne médiatique, une mission française part pour la Serbie dirigée par le général de Sancy[1030]. A peu près en même temps, deux groupes de filles de la Charité partent avec la Croix Rouge pour le Monténégro et pour Belgrade, accompagné d'un

[1026] « Un appel de Mme Bompard à la charité de la France », *Le Matin*, 6 novembre 1912.
[1027] *Archives du Ministère des Affaires étrangères*, Turquie/439, *op.cit*., Cettigné, le 31 octobre 1912, n°80.
[1028] *Ibid*., Cettigné, Paris, 23 décembre 1912.
[1029] « Pour les Serbes », *L'Écho de Paris*, 1er novembre 1912.
[1030] *AMAE*, Turquie/439, *op.cit*., Paris, le 31 octobre 1912, président de la société française de secours.

lazariste[1031]. Ce dernier, affecté jadis aux missions de la Macédoine, a paru selon Descos, « avoir un sentiment convenable des mauvais procédés du catholicisme autrichien qui évinça naguère des Balkans occidentaux les Lazaristes et les filles de la charité française. Il se peut que la déroute actuelle de l'Autriche, si elle venait à se confirmer, permette aux nôtres d'y reprendre leur place »[1032]. Par contre, en janvier, le vice-consul de France à Uskub, sortant de la gare, rencontra le docteur Michailovitch, médecin militaire serbe, réputé francophile. Il lui affirme que c'est bien dommage qu'au lieu d'une mission civile restreinte, la France n'ait pas envoyé comme l'Angleterre une mission aussi nombreuse et exclusivement militaire. « Vous auriez vu aussi alors l'éclat dont nous aurions entouré le départ d'une telle mission et l'enthousiasme avec lequel tous nos officiers seraient accourus à la gare, pour témoigner toute leur sympathie à la France »[1033]. Le consul français reconnaît de son côté, qu'effectivement la petite mission française « manquait de prestige à côté de la belle et nombreuse mission anglaise »[1034]. Au mois d'août, alors que les guerres balkaniques étaient terminées, Maurice Carlier, faisant le point de la présence des missions françaises sur place, signale au ministre des Affaires étrangères, leur « frappante infériorité »[1035] par rapport à celles d'autres pays. Le diplomate français affirme que cette répartition fut remarquée, sinon par le grand public, du moins par les médecins serbes, qui, « élevés, pour la plupart, à Vienne, Prague ou Gratz, sont très attachés aux habitudes médicales autrichiennes et font une guerre sans merci au petit groupe de leurs compatriotes élevés dans les écoles françaises »[1036]. De surcroît, lors des réunions ou des conférences de médecins qui eurent lieu pendant les dix derniers mois dans les principales villes de la Serbie, « la langue et la science allemandes y régnèrent en maîtresses »[1037].

[1031] *Ibid*., Paris, le 2 novembre 1912, E. Villette à Degrand.
[1032] *AMAE*, Turquie/439, …*op.cit*., Belgrade, le 10 novembre 1912, n°164.
[1033] *Ibid*., Uskub, 24 janvier 1913, n°12, depart de la mision de la Croix Rouge britannique.
[1034] *Idem*.
[1035] *AMAE*, Turquie/439, …*op.cit*., Belgrade, 25 août 1913, n°157.
[1036] *Idem*.
[1037] *Idem*.

Tableau : Effectifs des missions sanitaires étrangères en Serbie, pendant la Première Guerre balkanique (établis par le Dr Reverchon[1038]).

Missions russes	à Nisch : trois médecins, six sœurs de charité, dix infirmiers ; à Vranja : trois médecins, six sœurs, dix infirmiers ; Belgrade : cinq médecins, un pharmacien, seize sœurs, trente cinq infirmiers, Skoplje : deux médecins, six sœurs, dix infirmiers ; à Skoplje (2e) : cinq médecins, vingt sœurs, dix infirmiers ; à Belgrade (2e) : deux médecins, six sœurs, dix infirmiers ; la Croix Rouge russe a envoyé en outre, dix médecins isolés en mission.
Mission norvégienne	à Belgrade : deux médecins militaires, cinq infirmiers.
Mission roumaine	à Skoplje : trois médecins, trois internes, six infirmiers, un mécanicien.
Mission allemande	à Belgrade : trois médecins, six infirmiers, quatre infirmiers, peu de matériel.
Mission suédoise	à Belgrade : trois médecins-majors, cinq infirmiers militaires.
Mission anglaise	à Belgrade : quatre médecins militaires, trois assistants, treize infirmiers militaires.
Mission écossaise	à Skoplje : deux médecins, un assistant, quatorze infirmiers.
Mission autrichienne	à Belgrade : deux médecins militaires, dix sœurs, un prêtre.
Mission hongroise	à Kraljevo : quatre médecins, une sœur ; à Zajetchar, quatre médecins, une sœur ;
Mission belge	quatre médecins, cinq infirmiers, matériel important avec installation radiographique.
Mission suisse	quarante sept médecins suisses isolés, répartis dans l'ensemble du territoire serbe et choisis par le Comité central de la Croix Rouge suisse.
Mission italienne	exclusivement militaire : cinq médecins, un pharmacien, trente trois infirmiers.
Mission française	mission du général de Sancy à Skoplje, quatre médecins, quatre infirmières, un aumônier.

[1038] *Ibid*., Turquie/439…, *op.cit*., Belgrade, le 10/23 août 1913, notes sur l'organisation des missions sanitaires étrangères en Serbie par le Dr Reverchon.

Tableau : Effectifs des missions sanitaires étrangères en Serbie, pendant la Deuxième Guerre balkanique (établi par le Dr Reverchon[1039]).

Mission hollandaise	un chef de mission, médecin, trois médecins, deux assistants médicaux, un secrétaire ; personnel infirmier : une directrice, six infirmières diplômées, cinq infirmiers militaires, un cuisinier. Cette mission emportait avec elle un matériel considérable, objets de pansement, literie pour trois cents malades, y compris les lits démontables, un matériel de radiologie et de bactériologie complet.
Mission russe	un directeur, huit médecins, un secrétaire, un pharmacien, seize sœurs de charité, trente cinq infirmiers ; elle possède un laboratoire de bactériologie et une installation radiographique complète. Il existe en outre, une deuxième mission russe à Belgrade, comprenant quatre médecins et une troisième à Kotchane, à l'hôpital des cholériques de cette ville, comprenant la princesse Dolgorouki, docteur en médecine et deux infirmières.
Mission autrichienne	les deux missions sont strictement militaires ; mission de Belgrade : trois médecins, huit sœurs de charité, six infirmiers militaires ; mission de Kragoujevatz : trois médecins-majors, six sœurs de charité, six infirmiers militaires.
Mission hongroise	trois médecins, six sœurs de charité.
Mission suédoise	un chirurgien en chef, trois chirurgiens, quatre sœurs de charité.
Mission française	la Croix Rouge française n'était représentée que par deux infirmières volontaires à l'hôpital de Skoplje.

Selon l'ambassadeur français en Serbie, cette simple énumération suffit à montrer la disproportion flagrante, qui existe entre l'organisation française et celle des autres pays. Elle s'explique par diverse raisons, dont la multiplicité des sociétés de la Croix Rouge française éparpillant les crédits ; l'effort considérable pour entretenir au Maroc un personnel d'infirmières suffisant, ainsi que la lourde charge que représente, pour les sociétés françaises le paiement d'indemnités élevées à des médecins civils abandonnant une clientèle[1040].

De son côté, le représentant de la République Française en Grèce, dès qu'il apprend que le gouvernement allemand a confié à un médecin militaire une mission spéciale pour la durée de la guerre, écrit immédiatement au ministre des Affaires étrangères. D'après ses informations, le diadoque aurait autorisé cet officier à suivre les opérations de son armée. Dans ces conditions, Deville croit que le gouvernement français aurait intérêt à prendre une mesure analogue. Il contacte alors le premier ministre grec qui l'assure qu'une telle

[1039] *Idem.*
[1040] *Idem.*

proposition serait favorablement traitée par son gouvernement[1041]. Quant à l'ambassadeur français à Istanbul, il exprime lui aussi à son ministère, le désir de ne pas voir la Croix Rouge française, se laisser distancier par les missions étrangères[1042].

Pour sa part, Carlier informe le ministère des Affaires étrangères en janvier, que depuis un mois[1043], l'Angleterre a envoyé en Macédoine et en Albanie d'assez grosses sommes d'argent dont environ 12000 francs ont été distribués à Uskub même. Ces fonds proviennent du Lord maire de Londres qui les a envoyés au nom de la Cité et de nombreux donateurs particuliers. Le vice-consulat d'Angleterre, aidé d'un délégué venu spécialement de Londres et qui a déjà parcouru le sandjak de Novi-Bazar et presque tout l'ancien vilayet de Kossovo, a distribué ainsi d'assez grosses sommes, surtout aux musulmans, car ce sont ces derniers principalement qui souffrent d'une grande misère. Ce délégué britannique :

> « (…) s'est aussi entendu ici avec le consulat d'Autriche-Hongrie pour aider au rapatriement en Bosnie-Herzégovine des nombreux Bosniaques (serbes musulmans) qui préfèrent retomber sous l'administration autrichienne, plutôt que de devenir des sujets de l'autorité serbe orthodoxe. J'ai cru devoir signaler à Votre Excellence cet envoi de fonds d'Angleterre, car peut-être ne serait-il pas inutile pour notre influence ultérieure, surtout si une grande partie des musulmans secourus émigre plus tard en Asie-Mineure, de prouver à ces derniers que la France qui est elle aussi une grande puissance musulmane, ne les oublie pas »[1044].

Dans cette perspective, le vice consul français à Monastir, considère qu'il serait opportun pour les intérêts français dans la région, de donner une suite favorable à la demande du mufti de Monastir, sollicitant le soutien des chefs des communautés musulmanes de Tunis, de Fez et d'Alger. Le vice consul de France dans cette ville ottomane, signale d'ailleurs au quai d'Orsay, le cas de son collègue d'Angleterre, qui, en dehors de secours provenant du gouvernement britannique, de la Croix-Rouge anglaise et du comité balkanique, distribua aussi des fonds envoyés par les musulmans des Indes, attendant en même temps des fonds souscrits par les musulmans d'Égypte[1045]. Cette initiative est contestée par le général de division Lyautey au Maroc, à cause du resserrement des liens entre les musulmans Marocains et les musulmans d'Orient qu'elle pourrait entraîner. Un tel rapprochement représente selon le général de division Lyautey français à Rabat, un danger de renforcement du mouvement

[1041] *Ibid*., Athènes, 7 novembre 1912, n°351.
[1042] *Ibid*., Péra, le 30 octobre 1912, télégramme, n°523.
[1043] *AMAE*, Turquie/441, Uskub, 17 janvier 1913, Carlier au MAE, n°3, au sujet de la misère des musulmans.
[1044] *Idem*.
[1045] *AMAE*, Turquie/441, le vice consul de France à Monastir au MAE, n°1, au sujet de trois lettres émanant du mufti de Monastir et destinées aux chefs des communautés musulmanes d'Alger, Tunis, Fez, Monastir, le 11 janvier 1913.

panislamique dans cette région[1046]. De son côté, le gouverneur général de l'Algérie écrit à Jonnart que malgré l'intérêt humanitaire d'une telle aide, il serait utile de ne pas perdre de vue l'intérêt politique français dans cette question. Or, le résident général de Tunis lui aurait fait connaître, à l'occasion de cette requête du muphti de Monastir, que du point de vue politique comme du point de vue économique, il serait inopportun de répondre à un tel appel.

> « Le gouvernement du protectorat vient de traverser plusieurs années de disette et s'est imposé de lourds sacrifices pour venir en aide aux indigènes. Je ne dois pas dissimuler que la situation de l'Algérie offre avec celle de la Tunisie de grandes analogies. Les événements qui se déroulent en Turquie sont suivis avec attention par nos populations indigènes et souvent commentés avec un esprit de particularisme que nous n'avons aucun intérêt à favoriser. Or, si nous prêtions notre concours à cette œuvre quelque charitable qu'elle puisse être, nous aboutirions à resserrer les liens qui unissent les musulmans de l'Algérie et ceux de la Turquie ».[1047].

Au même moment, l'évêque d'Angers annonce à son clergé qu'il a reçu de Mgr Charmetant, directeur général des Œuvres d'Orient, une lettre dans laquelle il lui expose les raisons qui dictent la poursuite de l'action des missionnaires et religieuses français dans les Balkans. En dehors de l'aspect humanitaire, ces missions intéressent fortement l'influence du catholicisme en Orient, car :

> « (…) il est à craindre que sous le régime des États schismatiques qui vont occuper les territoires conquis, cette même liberté leur soit mesurée et peut-être ôtée, si nous ne prenons dès maintenant les dispositions nécessaires pour fortifier notre situation acquise et nos droits anciens. Il suffit pour cela de gagner l'estime et la reconnaissance de ces nouveaux maîtres à force de charité, en fournissant à nos missions des Balkans les moyens, dans les circonstances actuelles de multiplier leurs bienfaits auprès des schismatiques qui les entourent. »[1048].

Dans une telle perception des opérations humanitaires, Mgr Félix Charmetant avait déjà adressé six cent cinquante francs au journal *La Croix*, en novembre, souhaitant que cette souscription soit équitablement répartie entre toutes les victimes de la guerre, indépendamment de leur confession et de leur nationalité, espérant que « de préjugés seraient ainsi dissipés au sein de ces populations, en grande partie schismatiques »[1049].

Les campagnes de soutien aux belligérants participent elles aussi, à mon avis, du déroulement des opérations militaires et donnent lieu à des perceptions multiples et variées

[1046] *Ibid*., Rabat, le 5 mars 1913, le général de division Lyautey à Jonnart, MAE, n°200, appel à la charité musulmane par le mufti de Monastir.
[1047] *Ibid*., Alger, le 1er avril 1913, le gouverneur général de l'Algérie au MAE.
[1048] *Appel en faveur de nos missionnaires et de nos religieuses qui se dévouent dans les Balkans* ; lettre de Monseigneur l'Evêque au Clergé du Diocèse, Angers, le 1er janvier 1913, p.3.
[1049] « Pour les victimes de la guerre des Balkans », *La Croix*, 10 novembre 1912.

dans la presse française. La presse française devient un acteur majeur dans l'organisation des souscriptions en faveur des blessés des guerres balkaniques, car elle permet la publication de différentes initiatives de secours. A la fin du mois d'octobre, le *Petit Parisien* publie la lettre que lui communique le syndicat de la presse parisienne qui, sollicité de tous côtés et notamment par les représentants de France à Constantinople et à Sofia, afin d'ouvrir une souscription en faveur des blessés de la guerre des Balkans, précise que ses statuts ne lui permettent pas de répondre positivement à une proposition. Pourtant, il invite le *Petit Parisien* à signaler à ses lecteurs « les efforts déjà tentés par les sociétés françaises de la Croix-Rouge, bien que leurs ressources et leur personnel soient presque entièrement absorbés par les hôpitaux du Maroc »[1050]. De son côté, Gaston Calmette adresse lui aussi un appel aux lecteurs de son journal, *Le Figaro,* en faveur de l'œuvre de la Croix-Rouge Française dans les Balkans[1051]. Pour sa part, le *Gaulois* annonce que Juliette Adam constitua une œuvre pour venir en aide des femmes chrétiennes d'Orient[1052]. « C'est à elle de préférence que devraient aller les souscriptions catholiques »[1053], affirme la *Libre Parole*. De son côté, *le Temps* publie la lettre que Mme Négreponte, née Jeanne Hugo, la petite-fille du grand poète, devenue Grecque par son mariage, adresse à Henri Rochefort[1054], en vue de participer à une souscription en faveur des Grecs, en lui précisant que « si les milliers de Parisiens qui ont suivi le convoi de son grand-père apportent chacun son obole à la souscription, il y aura suffisamment d'argent pour améliorer le sort de tous les Grecs et il en restera encore pour les Bulgares, les Serbes et les Monténégrins. »[1055].

A côté de cette perception partisane, sélective et exclusive dans l'organisation d'une mission humanitaire, l'*Humanité* révèle que sous la présidence de Madame Rifaat pacha, « ambassadrice de Turquie à Paris et sous le titre 'les Dames Ottomanes de Paris' »[1056] une société de secours aux blessés a été constituée, destinée à dispenser ses soins à l'ensemble des victimes des opérations militaires indépendamment de leurs origines, nationalités ou confessions. D'après le journal socialiste « c'est une belle leçon donnée aux fanatiques qui ont

[1050] « Pour les blessés », *Le Petit Parisien*, 28 octobre 1912.
[1051] Gaston Calmette, « Pour la Croix-Rouge Française et les blessés de tous les belligérants », *Le Figaro*, 31 octobre 1912.
[1052] « Carnet de la charité », *Le Gaulois*, 13 octobre 1912.
[1053] « Échos », *La Libre Parole*, 29 octobre 1912.
[1054] Républicain anticlérical à ses débuts, fondateur du journal La Lanterne, il est Initialement favorable à la Commune. De retour de sa déportation à Nouméa, il évolue vers un nationalisme réactionnaire, soutenant le général Boulanger, adhérant la Ligue des Patriotes de Déroulède. Lorsq'éclate l'affaire Dreyfus, il manifeste son antisémitisme et mène campagne à côté des antidreyfusards.
[1055] « Souscription en faveur des Grecs », *Le Temps*, 28 octobre 1912.
[1056] « Pour les blessés : un comité ottoman à Paris », *L'Humanité*, 25 octobre 1912.

déclaré 'ne vouloir secourir que les chrétiens' »[1057]. Dans la même perspective, Louis Varinot, avocat à la Cour d'appel, Mme Blanche-Schweig, présidente de la Fédération des Syndicats féminins de la région parisienne, M. Félix Chautemps, député radical de la Savoie, Paul Fleurot, conseiller municipal socialiste de Paris, Youssouf (Yusuf) Kemal bey, proche des Jeunes Turcs[1058], professeur à la faculté de droit de Constantinople, directeur de la maison des études juridiques à Paris et Charles Roret, juge de paix, ont créé un comité franco-ottoman de secours aux blessés. Cette association aussi, précise qu'elle dispensera ses soins aux blessés de la guerre sans distinction de religion. De son côté, le *Temps* annonce que le 16 novembre, au théâtre Malakoff, l'Union des Femmes de France, sous le patronage de Mme Perouse, sa présidente, de Mme Raymond Poincaré, de la marquise de Peralfa, de Mlle A. Bonnefous, de l'amiral Fournier, ex-commandant de l'escadre de la Méditerranée, du général Lachasse, organise une soirée artistique pour les blessés balkaniques avec le concours gracieux d'artistes de la Comédie Française, de l'Opéra, de l'Opéra comique et des principaux théâtres de Paris[1059]. Le *Figaro* publie lui aussi les nouvelles concernant les activités des comités de secours aux blessés « sans aucune distinction de races, de religion, de nationalités »[1060].

En ce qui concerne, le *Gaulois*, il relate à la même époque, l'initiative du comité des Dames de la colonie hellénique à Paris. On y apprend qu'une centaine de femmes de cette communauté se sont réunies sur l'invitation de Mme Romanos, épouse de l'ambassadeur de Grèce, dans les salons de la légation, rue Auguste-Vacquerie, pour discuter des mesures à prendre en vue de secourir les blessés de la guerre et les familles pauvres des soldats appelés sous les drapeaux. Une somme de plus de soixante-dix mille francs a été souscrite comme premier appoint. Après délibération, un comité de femmes a été établi[1061]. Ce comité[1062] s'est assigné comme mission d'envoyer au gouvernement grec : une ambulance de campagne, don des femmes grecques de Paris de cent cinquante lits ; une somme d'argent pour les trains ambulances ; une somme d'argent à la Société de la Croix-Rouge hellénique, des secours en argent, en vêtements et en denrées alimentaires destinés aux familles pauvres des soldats. « Le ministre de Grèce a souscrit personnellement pour 20000 francs, Mme Negroponte Baltazzi pour 10000 francs, MM. Athanase Marino et Christophe Vagliano pour 10000 francs chacun,

[1057] *Idem*.
[1058] Après la Première Guerre mondiale, il participe au gouvernement de libération nationale dirigée par Mustafa Kemal.
[1059] « Pour les blessés balkaniques », *Le Temps*, 15 novembre 1912.
[1060] « Pour les blessés de la guerre », *Le Figaro*, 25 octobre 1912.
[1061] « Le Comité des Dames de la Colonie hellénique », *Le Gaulois*, 21 octobre 1912.
[1062] Composé de Mmes Romanos, Panas, Delyanni, A. Vlasto, Christine Negroponte, Em. Rodocanachi, comtesse Lunzi, Mmes Politis, Clado, Sacilly,M. Negroponte, Pralon, Z. Psycha, Chrissoveloni, Vagliano, P. Ralli, Coronio, Delbet, Scrini, Mlle Triantaphylidès.

M. Edmond Blanc pour 10000 francs MM. T. et J. Cavadia pour 5000 francs chacun »[1063]. De surcroît, le journal signale que Mlle Hélène Schilizzi, a offert au gouvernement grec une automobile ambulance pour l'examen radiographique. Il remarque également qu'en dehors de l'action de ce comité, plusieurs femmes grecques, membres de la Croix-Rouge française, sont en train de quitter Paris, accompagnées de nombreuses infirmières pour se rendre en Grèce. A côté d'elles, « plusieurs couturières grecques qui travaillent à Paris, pour la plupart pauvres, gagnant de trois à quatre francs par jour, se sont présentées à la légation et au comité des femmes et se sont offertes de confectionner gratuitement en travaillant la nuit, des vêtements et du linge destinés aux soldats, aux blessés et aux malades »[1064]. Paul Déroulède, un des chantres du nationalisme français et président de la Ligue des Patriotes, envoie quant à lui un chèque de cinq cent francs à Mme Romanos. La *Libre Parole* qui publie cette nouvelle, relate également les paroles qu'il adresse à la présidente de la souscription en faveur des blessés grecs : « Pour toutes les nations civilisées et pour la nôtre plus que pour toutes les autres, l'antique Athènes est restée la cité-mère. »[1065]. Par ailleurs, le journal d'Arthur Meyer annonce que la communauté grecque de Marseille a organisé des comités pour recueillir des souscriptions en faveur des blessés et des familles pauvres des soldats grecs.

> « M. Périclès Zarifi, président de cette colonie, a déjà envoyé comme don personnel cinq mille couvertures de laine, 50 000 mille francs à la Croix-Rouge présidée par la Reine Olga, 20 000 francs au comité présidé par la Princesse Hélène, 10 000 à celui présidée par la Princesse Alice, et 20 000 pour l'hôpital pour les blessés organisé à Athènes par la princesse Sophie »[1066].

En ce qui concerne la légation de Bulgarie, elle envoie à la presse française, une note pour expliquer que face « au départ des jeunes gens valides appelés sous les drapeaux », elle considère comme son devoir de tout mettre en œuvre pour venir en aide à la Croix-Rouge de son pays. Dans cette optique, la Société de bienfaisance bulgare « pria les personnalités françaises d'adresser un appel à la générosité de la France »[1067]. Parmi ceux qui ont immédiatement répondu à cet appel, le *Figaro* affiche les noms de : Paul Bourget, Paul Boyer, administrateur de l'École des langues orientales, du comte Jean de Castellane, du comte Henri de Clinchamp, chambellan du roi Ferdinand, de Georges Cain, conservateur du Musée de Carnavalet, de Martin-Furth, ancien secrétaire particulier du roi bulgare, du général Goiran, maire de la ville de Nice, de Georges Girou, ancien vice-président du Conseil municipal de

[1063] Voir *Le Gaulois*, 21 octobre 1912.
[1064] *Idem.*
[1065] « Une lettre de Paul Déroulède », *La Libre Parole*, 25 octobre 1912.
[1066] Voir *Le Gaulois*, 21 octobre 1912.
[1067] « Les secours », *Le Figaro*, 30 octobre 1912.

Paris, du comte de Gramont, du comte de Grenaud, écuyer d'honneur de Ferdinand, d'Emile Haumant, professeur de langue et littérature russe à la Sorbonne, d'Ernest Lavisse de l'Académie Française, directeur de l'École Normale, de Louis Leger, de l'Institut et spécialiste des langues slaves, du duc de Luynes, du marquis de Lasteyrie, de l'amiral marquis de Montferrand, de Mouravieff-Apostol, chambellan du tsar russe, du baron Merlin, conseiller municipal de Paris, du duc de Noailles, du vicomte de Petiteville, ancien ministre de France à Sofia, du colonel, comte de Pimodan, de Joseph Reinach, co-fondateur de la Ligue des droits de l'Homme et député républicain des Basses-Alpes, de Félix Roussel, ancien président du conseil municipal de Paris, d'Antoine Héron de Villefosse, archéologue et membre de l'Institut, et le botaniste Philippe de Vilmorin.

De son côté, Mme Vesnitch, la femme de l'ambassadeur de Serbie, annonce dans le *Figaro*, que tandis que des comités de secours se formaient dans les « colonies bulgares, grecques et ottomanes de Paris »[1068], elle se préoccupait elle aussi, de l'organisation des soins à assurer aux blessés de son pays. Mais sa tâche « était plus difficile parce qu'il n'y a pas de colonie serbe dans notre capitale. Il n'y a que des étudiants de cette valeureuse nation, encore sont-ils tous partis dès la déclaration de guerre »[1069]. Un comité de dames serbes ne pouvant donc être formé à Paris, « Mme Vesnitch est forcée de demander elle-même aux françaises par la voie de la presse leur généreux concours »[1070].

Pendant la Deuxième Guerre balkanique, la médiatisation des souscriptions françaises en faveur des belligérants se fait beaucoup plus sporadique. Le *Temps* annonce le 12 juillet que les dons patriotiques commencent à affluer. Il cite notamment celui de « Zaharof, un riche Hellène de Paris, qui a mis un million à la disposition de Venizélos »[1071]. En dehors de l'actionnaire de l'*Excelsior*, pilier de la propagande grecque en France pendant les guerres balkaniques et française en Grèce pendant la Grande Guerre, il relate également les sommes remises pour les victimes de la guerre gréco-bulgare de la part d'Antoine Vlasto, « 30 000 francs à la reine des Hellènes et 20 000 à Nicolas de Grèce »[1072], et de la part de T. Cavadias, ayant remis à la légation de Grèce à Paris, la somme de deux mille francs.

[1068] « Pour les blessés de la guerre », *Le Figaro*, 25 octobre 1912.
[1069] *Idem.*
[1070] *Idem.*
[1071] « Les dons patriotiques », *Le Temps*, 12 juillet 1913.
[1072] « Donations en faveur des victimes de la guerre gréco-bulgare », *Le Temps*, 25 juillet 1913.

Les missions humanitaires et les souscriptions en faveur des blessés des guerres balkaniques, sont ainsi perçues dans l'espace médiatique français, comme un champ de confrontation plus ou moins symbolique entre plusieurs acteurs. Tout d'abord, entre les partisans de la loi 1905 et ceux qui s'y opposent à travers le soutien ou l'opposition à la participation de personnes issues des congrégations religieuses dans les missions médicales et infirmières. D'un autre côté, elles sont perçues comme un champ d'expression de l'antagonisme entre les grandes puissances politiques de l'époque pour la suprématie culturelle, ici médicale et scientifique et humanitaire dans les Balkans. Enfin, elles sont perçues comme le champ d'émulation entre plusieurs réseaux diasporiques ainsi qu'entre les différentes personnalités françaises, adhérant chacune pour des raisons d'affinités personnelles, professionnelles, académiques ou idéologiques avec les acteurs du conflit, à telle ou telle autre souscription. En ce qui concerne la déclinaison de ces initiatives en termes de cultures politiques, on assiste à une mobilisation beaucoup plus active pour les alliés et plus particulièrement pour la Grèce, auprès d'une droite nationaliste, royaliste et ses relais médiatiques, tandis que du côté de cultures politiques libérale, socialiste et radical, il y a une volonté d'assister tous les belligérants indépendamment de critères confessionnels.

Tableau : Les campagnes de secours aux blessés, leurs acteurs et leur médiatisation

Campagne	**Acteurs (médiatisation)**
Œuvres de secours français aux victimes chrétiennes d'Orient	Juliette Adam (*La Croix, Libre Parole, Le Gaulois*, octobre 1912)
Comité des dames de la colonie hellénique	Mme Romanos, femme du ministre de Grèce (*Le Gaulois*, 21 octobre 1912)
Pour les blessés de la guerre	Les Dames ottomanes de Paris (*L'Humanité*, 25 octobre 1912)
Secours aux blessés	Comité franco-ottoman (*L'Humanité*, 25 octobre 1912)
Contribution à l'œuvre de la Croix Rouge française	Syndicat de la presse française (*Le Petit Parisien*, 28 octobre 1912) (*Le Figaro*, 1er novembre 1912)
Souscription en faveur des Grecs	Mme Michel Négreponte, née Jeanne Victor Hugo (*Le Temps*, 28 octobre 1912)
Comité de secours à l'œuvre du Croissant Rouge	M. le professeur Reclus, M. le docteur Lucas-Championnière, M. le docteur Jean-Louis Faure, M. le professeur Chantemesse, M. le professeur Raphaël Blanchard (*Le Journal* 30 octobre 1912)
Pour les blessés de Serbie	Mme Vesnitch (*Le Figaro*, 25 octobre 1912)
Comité de soutien à l'œuvre de la Croix Rouge bulgare	Société de bienfaisance bulgare en France (*Le Figaro*, 30 octobre 1912) (*Le Petit Journal*, 15 novembre 1912)
Pour les victimes de Salonique	Mme la baronne de Dietrich (*Le Figaro*, 10 janvier 1913)

Pour les victimes de la guerre balkanique	Mgr Charmetant, directeur de l'Œuvre de l'Orient (*La Croix*, 3 avril 1913)
Pour les orphelins bulgares	Légation de Bulgarie à Paris (*Le Petit Écho de la Mode*, 27 avril 1913)
Donations en faveur des victimes de la Guerre gréco-bulgare	Antoine Vlasto, Pierre Deschamps, T. Cavadias (*Le Temps*, 25 juillet 1913)

II.3. Perceptions des acteurs des opérations militaires et humanitaires

A côté de la perception médiatique des batailles et des missions humanitaires en tant qu'événements composant la partie opérationnelle du conflit, comment leurs acteurs ont été perçus dans la presse française ? En ce qui concerne ces acteurs, on pourrait les classer suivant des critères d'origine en Français et Balkaniques, et de notoriété en éponymes et anonymes. Parmi les acteurs militaires éponymes les plus médiatisés, nous avons les officiers et dirigeants de l'armée dont les portraits affichés à la Une des journaux de mon corpus, leur offrent une certaine visibilité. En ce qui concerne les acteurs anonymes, en dehors de leur perception en termes de curiosité vestimentaire ou physionomique, nous avons également dans la presse des clichés de blessés, de prisonniers et de victimes, dont la publication est susceptible de déclencher une bataille d'émotions et de représentations.

Une catégorie à part, dans la médiatisation des acteurs des opérations balkaniques est constituée, me semble-t-il, par ceux qui sont médiatisés en raison de leurs affinités ou attachements culturels avec la France et/ou avec le journal qui les présente.

Raymond Récouly écrit dans le *Figaro* que les télégrammes de Macédoine ont signalé l'héroïque conduite du prince Arsène Kara-Georgevitch, frère du roi de Serbie et commandant en chef de la cavalerie serbe. Ces nouvelles « n'ont point surpris tous les amis du prince qui sont nombreux chez nous »[1073]. Celui-ci, avant de servir dans l'armée russe, il s'enrôla dans l'armée française. Engagé volontaire aux spahis, puis dans la légion étrangère, il fit comme simple soldat, la campagne de Tonkin, prit part aux combats de Lang-Son, de Thuyen-Nan, et détaché auprès de l'amiral Courbet assista au bombardement de Formose. Par ailleurs, le *Figaro* annonce que le lieutenant Popovitch, ancien étudiant de Paris, « a été le premier officier tué depuis l'ouverture des hostilités »[1074].

Georges Rémond, accompagne quant à lui l'armée ottomane dans ses opérations sur le front de Tchataldja. Tandis que la pluie tombe à cordes, que les frontières se creusent de plus en plus, il discute durant de longues heures avec Nadji bey. Celui-ci lui parle de la France avec une ardente sympathie tout en feuilletant l'*Illustration*.[1075]. Le correspondant du *Gaulois*, Henri Garnier, à cheval sur un excellent petit syrien, parcourt le champ de bataille aux côtés du major ottoman Irfan, monté lui sur un grand cheval magyar. Fin, élégant, cultivé, parlant

[1073] Raymond Récouly, « Un brave, le prince Arsène Karageorgevitch », *Le Figaro*, 16 novembre 1912.
[1074] « Pour les blessés de la guerre », *Le Figaro*, 25 octobre 1912.
[1075] Georges Rémond, « Les progrès de l'armée turque à Tchataldja », *L'Illustration*, 1er mars 1913.

bien le français, il lui confesse que les Turcs ont commis de grandes fautes, que leur tort fut de ne plus avoir confiance dans la France. Mais « qui êtes-vous qui depuis Tchilingir m'interrogez et à qui je réponds avec tant d'abandon et de sympathie ? »[1076] lui demande-t-il. A cette question, l'envoyé du journal français, lui répond qu'il est le neveu d'un officier qui est tombé mort « à côté des vôtres dans les tranchées de Sébastopol ! et l'émotion l'étreint.»[1077].

Parmi les acteurs des opérations militaires dont les attachements à la culture française sont mis en avant, la *Croix* relate les exploits d'Ilief, un capitaine bulgare catholique, un des premiers élèves du collège français de Philippopoli, « qui s'est couvert de gloire aux environs de Serès »[1078]. A côté des portraits des officiers bulgares dans la presse quotidienne et généraliste, la revue sportive, la *Vie au grand air*, publie à sa Une du 23 novembre 1912, un cliché représentant le général Jankof, en train de recevoir le rapport d'un aviateur bulgare, suivi d'une légende où l'on apprend que « les officiers aviateurs bulgares, lieutenants Milkeff et Taraxchieff, ont été les premiers à aller évoluer au-dessus d'Andrinople »[1079]. A l'occasion de leur exploit, le journal précise que la flotte aérienne de Bulgarie comprend, entre autres, sept biplans et huit monoplans français.
Accompagnant l'armée grecque dans ses opérations en Épire, Jean Leune présente aux lecteurs de l'*Illustration*, le général Sapoundsakis, « profond admirateur de nos théories militaires »[1080]. Le *Temps* rappelle que le colonel Epitis qui vient d'occuper Paramithia est l'auteur d'un dictionnaire grec-français en trois volumes[1081].

A côté des acteurs balkaniques médiatisés comme francophiles et peut-être en raison de leur francophilie, il y en a d'autres dont l'histoire, entre fait divers et roman feuilleton, leur donne accès et droit à la Une des journaux. Georges Rémond rencontre une Française à Hademkeui, en Thrace, au cœur de l'agitation guerrière. Cette 'actrice' du conflit malgré elle, était fille d'un Français du nom de Renelmann venu à Constantinople comme soldat à l'époque de la campagne de Crimée et resté après la guerre, ayant épousé une Italienne. La jeune fille, née à Istanbul, ses parents l'emmenèrent quelques années après à Paris où elle a vécu seize ans et assista au siège de Paris pendant la guerre franco-prussienne. Sa famille était

[1076] Herni Garnier, « Sur les lignes de Tchataldja », *Le Gaulois*, 29 novembre 1912.
[1077] *Idem*.
[1078] « Bilan des œuvres catholiques en Bulgarie ; exploit d'un capitaine », *La Croix*, 4 décembre 1912.
[1079] *La Vie au grand air*, 23 novembre 1912.
[1080] Jean Leune, « La campagne grecque en Epire », *L'Illustration*, 4 janvier 1913.
[1081] « Les Grecs à Janina », *Le Temps*, 11 mars 1913.

abonnée au *Figaro* et « elle aimait surtout les articles d'Albert Millaud »[1082]. Mais elle a toujours suivi « avec autant d'intérêt l'*Illustration* que lui prêtait une amie, et depuis qu'elle est en Turquie, elle n'a pas cessé de recevoir les *Lectures pour tous* »[1083]. Après la Commune, elle revint dans l'Empire ottoman et épousa un Italien, M. Romano, Napolitain et violoncelliste. C'était le temps du sultan Abdul Hamid, qui souhaitant organiser au palais un conservatoire de musique, fit engager son mari et quelques autres instrumentistes. Puis, la révolution arriva, « qui chassa du palais les musiciens, les bouffons, les comédiens. Son mari mourut et elle n'a pu obtenir encore une pension »[1084].

De son côté, Gaston Deschamps, raconte à ses lecteurs du *Figaro*, l'histoire d'une Française, réfugiée à Cetigné, dont l'aventure a été aussi relatée par Charles Loiseau dans *la Revue de Paris.* Cette jeune femme était la sœur de l'aviateur Tabuteau. Éprise, comme son frère, « de tout ce qui tente les âmes héroïques et les courages entreprenants, elle avait été menée en Orient par l'attrait d'un beau rêve »[1085]. Il y a quelques années à Paris, dans une de ces grandes Écoles « où s'exalte noblement l'enthousiasme de toute une jeunesse pensive et studieuse, Mlle Tabuteau se plut à entendre les propos d'un jeune étudiant serbe, de nationalité ottomane, qui exposait avec une grande force de conviction, le plan magnifique de la Jeune-Turquie [1086]». Mlle Tabuteau par son mariage avec le jeune étudiant devint Mme Popovitch. Elle suivit son mari dans les Balkans ottomans. Celui-ci, désireux de se vouer à une œuvre utile, sollicita et obtint la sous-préfecture de Berana, dans le sandjak de Novi Bazar. Décédé sur le champ de bataille, sa veuve était en plein désarroi. D'autres Français dont les destins, pris dans l'engrenage de la guerre, furent relatés dans la presse, sont d'une part, Mlle Cécile Sorel de la Maison de Molière qui à cause des effets ravageurs de la guerre, annule sa tournée dans les Balkans[1087], et d'autre part, le directeur de l'École française d'Andrinople. Contraint de rentrer à Paris, « il y cherche un emploi de professeur ou de secrétaire »[1088], annonce en novembre, dans *le Figaro*.

[1082] « Le récit de Georges Rémond, correspondant en Thrace, il rencontre à Hademkeui, une Française », *L'Illustration*, 11 janvier 1913.
[1083] *Idem.*
[1084] *Idem.*
[1085] Gaston Deschamps, « Une française dans les Balkans », *Le Figaro*, 22 octobre 1912.
[1086] *Idem.*
[1087] Voir « Mlle Cécile Sorel et la guerre des Balkans », *Le Matin*, 1er janvier 1913, et L'Excelsior, 5 janvier : Joseph Galtier, « Propos de Paris », *L'Excelsior*, 5 janvier 1913.
[1088] « Une victime française de la guerre », *Le Figaro*, 18 novembre 1912.

II.3.1. Perceptions physionomiques

A Istanbul, quelques semaines plus tôt, la gare de Sirkedji était particulièrement animée. Devant le train qui allait partir pour Kirk-Kilissé, on entendait l'hymne impérial. « Des Lazes de Trébizonde font une danse aux sons aigus des fifres ; ils tournent, s'entremêlent, remuent les jambes, le vente et les épaules, font claquer leurs doigts comme des danseuses espagnoles, ressemblent surtout à de gros ours compassés »[1089]. Voilà les images des soldats ottomans relatées dans les mémoires de Georges Rémond. Il se souvient avoir vu cette même danse exécutée par les *hamals*, les portefaix de la marine, « plus pesants (…) encore, et on eût dit les paysans du vieux Breughel, costumés 'alla turca' écrabouillant le sol de leurs pieds, du poids de leurs derrières et de leurs ventres »[1090]. L'envoyé spécial du *Petit Journal*, saisit quant à lui, l'occasion de la description vestimentaire[1091] des soldats ottomans pour exprimer sa germanophobie, ou autrement dit, sa perception extérieure du soldat ottoman est influencée par son regard 'germanophobe' : « Tous les vêtements sont neufs, mais d'une étoffe pelucheuse qui doit absorber l'eau ainsi qu'une éponge ; camelote allemande dont la mauvaise qualité répond au bon marché, et confection allemande aussi, qui ne tient pas, car déjà maintes coutures ont cédé. »[1092].

De son côté, le *Petit Marseillais* publie les impressions suscitées chez le correspondant spécial du *Times*, par le passage d'un régiment ottoman dans les rues d'Istanbul. Aux yeux d'un anglais, les bataillons ottomans paraissent lourds au premier abord. « Ils n'ont pas l'élégance anglaise, ni l'élasticité française de mouvement, moins encore de l'uniformité pondérée allemande.»[1093]. Entre la rive de Galata et la gare d'embarquement, le correspondant particulier de l'*Illustration* assiste au défilé de deux bataillons de réservistes. Ils sont « assez bien vêtus, fortement chaussés (…) ils marchent lourdement, s'efforcent de cadencer le pas à l'allemande, précédés par leurs musiques qui jouent un air lugubre »[1094]. Et il se met tout d'un coup à penser à l'accent plus gai des sonneries françaises. Ce sont de beaux hommes robustes, poursuit-il, « de poids, mais d'une graisse énergique, non point molle, blonde et ballonnée à la façon germanique ; les figures sont rustiques, dures, non pas têtues, ni

[1089] Georges Rémond, *Avec …op.cit*., p.20.
[1090] *Ibid*, p.21.
[1091] Comme le fait remarquer Irini Apostolou, les voyageurs français du Siècle des Lumières, témoignent d'un intérêt particulier pour l'homme 'oriental' dont la perception s'effectua surtout à travers son apparence extérieure, physique et vestimentaire. Voir Irini Apostolou, *L'orientalisme des voyageurs français au XVIIIe siècle: une iconographie de l'Orient méditerranéen*, Paris, PUPS, p.361.
[1092] « Impressions de Constantinople pendant la guerre », *Le Petit Journal*, 9 novembre 1912.
[1093] « Le régiment turc qui passe, par le correspondant spécial du *Times* », *Le Petit Marseillais*, 19 octobre 1912.
[1094] « Sur les théâtres de la guerre, lettres de nos envoyés spéciaux », *L'Illustration*, 2 novembre 1912.

mauvaises, ni féroces, mais comme immobiles. Ils n'ont pas l'air fanatiques mais doivent être aisément fanatisables »[1095]. Ainsi l'accumulation dans l'imaginaire collectif français d'une série de strates représentationnelles des soldats ottomans, en tant qu'incarnation du fanatisme, suite à la couverture 'médiatique' française de séquences précédentes de la question d'Orient, amène-t-elle le correspondant de l'*Illustration*, à extrapoler depuis sa perception de leurs caractéristiques physionomiques, leur présumée inclination et vocation à des actes de fanatisme.

Face à la mobilisation des soldats ottomans, Georges Rémond établit une distinction entre Ottomans 'occidentalisés' et Ottomans 'orientaux' en fonction de la physionomie et des lieux de provenance.

> « Le réservoir immense des populations d'Asie a donné déjà, semble-t-il, ses éléments les plus aptes à prendre part à une guerre 'occidentale' et civilisée autant que peut l'être la guerre. Mais voici que d'autres recrues inquiétantes arrivent maintenant, le fond du vase, à divers points de vue redoutable, et non pas seulement sur le terrain militaire. On commence à voir d'étranges figures d'Asiatiques, habillés comme des femmes, aux yeux lointains, étranges et pervers. Jusqu'ici ces grands troupeaux sont demeurés pacifiques et n'ont commis aucune dévastation ni pillage. Mais on prétend déjà qu'ils traînent avec eux les épidémies, le choléra et cent autres belles choses. »[1096].

Les caractéristiques physionomiques participent elles aussi au classement des individus dans la division représentationnelle entre un Occident et un Orient. De surcroît, les représentations négatives de l'Orient, résultent aussi de son association dans la pensée médicale de l'époque et l'imaginaire collectif façonné par sa vulgarisation, comme lieu d'origine des épidémies.

Dans la ville de Janina, Guy de Chantepleure rencontre pendant le siège, Vehib bey, à la barbe foncée et au visage « qu'éclairent ou assombrissent tour à tour des yeux gris, un peu verts, dont le regard changeant se dérobe ou semble se replier en dedans »[1097]. Ce visage lui paraît énigmatique et « comme fermé sur le mystère d'une âme incompréhensible à nos âmes d'Occidentaux »[1098]. A Saint-Pétersbourg, René Marchand, interroge dans un entretien pour le *Figaro*, le général Ranko Dimitrieff, le vainqueur de Kirk Kilissé. Sa figure domine à la fin du mois de mars, l'horizon politique de la capitale russe. Il a suffi à la foule et à l'opinion publique de voir celui qu'on désigne sous le nom de Napoléon bulgare pour reculer au second plan les préoccupations diplomatiques. Le général accueille l'envoyé du *Figaro*, « avec cette

[1095] *Idem.*
[1096] *Idem.*
[1097] Guy de Chantepleure, La ville…*op.cit*., p.108-109.
[1098] *Idem.*

affabilité sincère et loyale qui caractérise le tempérament slave »[1099]. Au milieu d'officiers turcs prenant le thé sur de petites places ménagés dans les murs que l'on décore d'enseignes de boutiques, Edouard Helsey[1100], s'entretient avec Essad pacha, cet officier ottoman qui défendit Scutari, a « les yeux noirs, lourds, brillants et fixes comme ceux des Orientaux »[1101]. Une perception orientaliste des acteurs, basée sur des caractéristiques physiques et physionomiques se dessine, et vient aiguiser la perception de l'altérité des belligérants.

Les frères Tharaud sollicitent quant à eux, le talent d'un Delacroix pour peindre les irréguliers albanais, « ces montagnards guerriers avec leurs fez blancs »[1102]. En janvier, le *Petit Écho de la Mode* esquisse pour son public un portrait physique de l'Albanais, « ce grand inconnu des boulevards parisiens »[1103] qui préfère demeurer sur ses rochers, comme des aigles dans leur aire, se définissant lui-même comme Skipetar. « Au physique, l'Albanais n'est pas sans beauté. (…) Très nerveux, il ressemble dans son attitude, à quelque athlète antique »[1104]. Conditionné par les références du statuaire de l'antiquité gréco-romaine, le regard des Français contemporains des guerres balkaniques, dépasse difficilement cet horizon référentiel des correspondances représentationnelles, énoncées et diffusées dans l'espace médiatique. Par ailleurs, les codes vestimentaires de ces soldats n'échappent pas à la curiosité de cette revue de mode et pour le plus grand plaisir de ses lecteurs, leur offre une description de la tenue traditionnelle, composée d'une sorte de « juste au-corps richement brodé et paré de boutons d'or. Ses manches généralement ouvertes, retombent derrière ses épaules. Autour des hanches, est serrée une jupe, ou foustanelle, longue de soixante centimètres, et composée de plus de cent morceaux de toile »[1105]. Cette présentation minutieuse de la tenue du soldat albanais, vise à brosser un portrait, résolument éloigné des normes et pratiques vestimentaires en vigueur en France, soulignant et mettant ainsi en avant son exotisme, composante fondamentale et indispensable de la perception orientaliste de l'Autre ou de la perception de l'Autre comme oriental.

Quant à Maurice Trubert, le diplomate français écrit dans ses mémoires en 1913 que la race albanaise est la plus jolie du monde. Les Arnautes, comme les appellent les Turcs, les Skipétars, comme ils se nomment eux-mêmes, précise le diplomate français, « ont des traits

[1099] René Marchand, « Une interview du général Danko Dimitrieff », *Le Figaro*, 27 mars 1913.
[1100] Sur Edouard Helsey, voir Fanny Goujat, "Edouard Helsey de Salonique à Jérusalem », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2013/1, n°37, p.97-107.
[1101] Edouard Helsey, « Une visite à Essad pacha », *Le Journal*, 27 mai 1913.
[1102] Jean et Jérôme Tharaud, « La bataille…*op.cit.*, p.199-224.
[1103] « Les Albanais », *Le Petit Écho de la mode*, 5 janvier 1913.
[1104] *Idem.*
[1105] *Idem.*

d'une finesse, d'une régularité qui ne se retrouvent guère ailleurs que chez les Arabes »[1106]. Pour sa part, un jeune officier, amoureux de « beaux combats », parti pour suivre les opérations de guerre, envoie depuis Sofia au *Gaulois*, un portrait du soldat bulgare :

> « Le paysan bulgare de race finnoise, aux traits hâlés, aux yeux étrangement brillants, la tête et le corps enveloppés d'une sorte de burnous blanc, rappelle à s'y méprendre l'Arabe des hauts-Plateaux algériens. Pour compléter cette ressemblance avec l'Afrique du Nord, le cadre lui-même s'y prête. Les croupes arrondies et mues des Balkans occidentaux au nord, la masse désolée du Vitocha au sud découpent leurs silhouettes aux tons jaunes sous un ciel idéalement bleu et pur »[1107].

Dans cette description des combattants de l'armée de Ferdinand, une perception physiocratique de leur physionomie se profile. On y retrouve également la comparaison établie entre des acteurs du conflit et des populations habitant dans les colonies françaises de l'époque. De surcroît, la perception de ressemblance entre des paysages naturels dans les Balkans et dans le Maghreb, par les acteurs de la médiatisation du conflit dans l'espace médiatique français, les amène à établir des correspondances entre leurs représentations de ces régions et leurs habitants respectifs[1108]. Une telle comparaison-association représentationnelle, conduit à une expression supplémentaire de la perception des acteurs balkaniques du conflit, sous le prisme de l'altérité, les incluant dans le domaine de distinction entre le Soi colonisateur et l'Autre colonisé.

Pour sa part, Alain de Penennrun adopte une approche 'ethnologique' afin de rendre compte de sa perception de ressemblance entre les soldats bulgares et les soldats ottomans. Suivant l'armée du tsar Ferdinand dans sa marche vers la frontière, il croise des patrouilles formées comme en Serbie, de paysans miliciens. « La moustache rude, le visage hâlé de ces gens nous étonnent par la similitude qu'ils offrent avec le Maure ou même le Turc »[1109]. A ce propos, il rappelle que les Bulgares sont en majeure partie issus de la rencontre entre des populations turcophones et slavophones, dans la péninsule des Balkans. De son côté, Fernand Mysor fait recours à l'autorité dans l'univers académique français de cette époque, de la Géographie Universelle d'Élisée Reclus, pour se représenter les soldats bulgares «petits, trapus, le teint basané, les pommettes saillantes, avec de faux airs de paysans bretons »[1110].

[1106] Maurice Trubert, *Impressions et souvenirs d'un diplomate*, Paris, 1913, p.260.
[1107] « La Croisade balkanique, par un officier », *Le Gaulois*, 23 octobre 1912.
[1108] Comme le fait remarquer Victor Kiernan, "Europeans of superior countries thought of inferior Europeans and non-Europeans in not very different terms". Voir Victor Kiernan, *The Lords of Human Kind: European attitudes to other Cultures in the Imperial age*, London, Serif publishing, 1996, p.28.
[1109] Alain de Penennrun, « Vers les lignes bulgares de Thrace », *L'Illustration*, 2 novembre 1912.
[1110] Fernand Mysor, « En Bulgarie », *Le Journal*, 8 octobre 1912.

Derrière ces descriptions marquées par les principes d'une essentialisation 'phénotypique-physionomique' de l'Autre, forgés dans les théories racistes du XIXe siècle et ayant éduqué le regard d'observation anthropologique-ethnologique des enquêteurs-observateurs français, il y a au moins deux éléments intéressants à commenter. D'une part, la relativisation des discours primordialistes sur la constitution de groupes ethniques dominants auprès d'une culture politique nationaliste florissant dans le sillage de l'anthologie raciste de Gobineau et de ses disciples avec l'obsession d'une 'pureté biologique' pilier théorique des régimes fascistes et racistes en Europe de l'entre-deux-guerres. Exprimée sous forme d'étonnement, ce qui démontre son emprise au sein de la société française de l'époque, la remise en question d'une telle théorie dans le cas de la formation du groupe ethnique bulgare, laisse la place à une approche en termes interactionnistes ou instrumentalistes[1111] dans la formation de groupes ethniques en général. D'autre part, la perception des soldats bulgares, à travers une série de correspondances-associations physionomiques allant de l'Arabe maghrébin au Breton, révèle de la place occupée par des populations humaines dans l'échelle défitionnelle du Soi et de l'Autre, plus ou moins lointain, par les architectes des représentations de l'altérité d'un centre imaginaire esquissé en l'occurrence par les plumes de la presse parisienne.

De l'autre côté de la frontière, le cliché concernant la puissance du soldat ottoman est diffusé dans la presse française, dans le cadre du congrès d'éducation physique qui se tient en mars. Le délégué ottoman déclare à cette occasion dans l'*Excelsior*, qu'individuellement l'Ottoman est l'homme le plus résistant du monde[1112].

II.3.2. Perceptions comportementalistes

La représentation du soldat 'turc' relève d'une élaboration diachronique de clichés et de stéréotypes. Déjà depuis les séquences précédentes de la question d'Orient, la représentation comportementale du 'Turc' est ambivalente[1113]. Selon le général Turr, écrivant son essai sur une solution pacifique des antagonismes sur la péninsule des Balkans au lendemain de la guerre russo-turque de 1877-78, dans la nature du 'Turc' paraissent se réunir deux hommes : « l'un étendu voluptueusement sur son divan, fume son chibouk, plongé dans une douce rêverie et s'abandonne entièrement à la jouissance du céleste kief ». Dans cet état

[1111] Sur les théories interactionnistes concernant la formation de groupes ethniques, voir Fredrik Barth, *Ethnic groups and boundaries : the social organization of culture difference*, Boston, Little, Brown, 1969.
[1112] « Fort comme un Turc », *L'Excelsior*, 22 mars 1913.
[1113] Sur la nature ambivalente des clichés et stéréotypes au sujet des représentations du Turc, voir Jean-François Solnon, *Le turban et la stambouline : l'Empire ottoman et l'Europe, XIVe-XXe siècle, affrontement et fascination réciproques*, Paris, Perrin, 2009.

de béatitude, il apprend qu'une révolte a éclaté quelque part dans l'empire : « là surgit l'autre homme, le soldat intrépide, le héros endurant, qui prend la chose au sérieux, et une armée se concentre rapidement »[1114]. Dans une telle optique, Max Aghion dans *le Figaro,* nous dépeint le soldat ottoman comme un soldat merveilleux d'endurance plein d'abnégation et d'un grand stoïcisme. Il « est tenace, d'un fatalisme qui le fait rester sans se plaindre des jours entiers le ventre creux»[1115]. Pourtant, Gabriel Domergue écrit dans l'*Éclair* avoir vu des officiers ottomans fuir sur les champs de bataille. « Ils étaient tellement affolés, traqués par la peur, ces officiers indignes, qu'ils sautaient dans les trains en marche, faisant débarquer les blessés, dont ils prenaient la place »[1116]. Dans la *Croix*, Bertram, relatant le témoignage d'un officier bulgare qui commanda la prise de Lozengrad, lors de la bataille de Lule-Burgas, affirme que « le soldat turc a failli à sa renommée de guerrier brave, discipliné et endurant ; nous l'avons vu fuir honteusement presque partout »[1117]. De son côté, Ernest Judet dans l'*Éclair,* constate que par rapport au siège de Plevna pendant la guerre opposant les Empires russe et ottoman en 1877, « non seulement l'instinct belliqueux, mais le courage des Osmanlis a sombré »[1118]. Le directeur du journal de droite nationaliste, peine d'ailleurs à reconnaître chez les soldats ottomans se battant sur les champs de Macédoine, ceux qui avaient imposé une défaite humiliante à l'armée grecque en 1897. Albert Thomas lui aussi, se désole de voir sombrer dans leur défaite leur réputation de bravoure et d'intrépidité, commentant qu'« on oublie les héros de Plevna pour ne songer qu'aux fuyards de Lule Bourgas »[1119]. On retrouve donc à l'occasion de ces commentaires, l'importance de la commémoration des événements du passé, ayant façonné une certaine image des acteurs du conflit, dans l'actualisation de leur représentation au sein de l'espace médiatique français des guerres balkaniques.

En revanche, Gaston Calmette, directeur du *Figaro,* considère que les troupes de cet Empire ottoman en train de s'effondrer sous les victoires balkaniques, sont composées de redoutables soldats qui ont vendu chèrement leur vie aux Bulgares, aux Serbes aux Grecs triomphants. « Ils font preuve d'un courage surhumain en soutenant, trois et quatre jours durant ; des combats acharnés, sans nourriture, sans approvisionnements, sans ambulances, souvent sans munitions »[1120]. Son collègue correspondant de guerre pour le *Temps,* ne partage

[1114] Général Turr, *Seule solution possible de la question d'Orient*, Paris, 1877, p.9.
[1115] Aghion, « La désorganisation turque », *Le Figaro*, 12 novembre 1912.
[1116] Gabriel Doumergue, « Du côté des vaincus », *L'Éclair*, 18 novembre 1912.
[1117] G. Bertram, « Émouvant récit de batailles ; ce que nous raconte un capitaine bulgare, de notre correspondant particulier », *La Croix*, 19 novembre 1912.
[1118] Ernest Judet, « Vestra culpa », *L'Éclair*, 2 novembre 1912.
[1119] Albert Thomas, *Revue socialiste*, novembre-décembre 1912, p.414.
[1120] Gaston Calmette, « A propos des Turcs », *Le Figaro*, 13 novembre 1912.

pas ce point de vue et il affirme que « nous venons d'assister à la faillite du soldat turc »[1121]. Ce soldat qu'on considérait comme le meilleur combattant du monde, « si sobre disait-on, qu'il pouvait presque se passer de manger, dur à la fatigue, insensible aux douleurs physiques, héroïquement tenace et indifférent à la mort »[1122], il l'a vu en se dirigeant vers le champ de bataille de Lule-Burgas, mourant de faim, épuisé, écrasé par la souffrance et en fuite. Après avoir observé cet état des soldats épuisés le long de son chemin, Jean Rodes raconte une expérience qu'il a eue juste avant de partir à cheval pour Rodosto et qui l'a le plus frappé et traumatisé. L'armée turque refluait en désordre dans Tchorlou. La pluie et le vent faisaient rage. Une effroyable cohue d'hommes erraient, pataugeaient dans l'eau, sans savoir où se rendre pour manger et trouver un abri. Personne ne s'occupait d'eux. Dans une boulangerie proche de l'endroit où il se trouvait, on venait de distribuer des pains :

> « On les jetait à la foule ameutée des soldats qui se battaient pour les avoir….toutes les maisons étaient fermées, presque toute la population partie, et ceux qui étaient encore restés chez eux, se tenaient claquemurés, tremblants de peur. Les soldats frappaient aux portes, qui demeuraient closes : ils s'entassaient comme des bêtes mouillées sous le porche des écuries….en certains endroits, ils défonçaient des boutiques, dévorant tout ce qu'ils trouvaient, des légumes crus, des bougies, du bois. Jamais on n'eut une telle vision d'enfer. L'un de ces misérables errants parvint à glisser dans la maison où je me trouvais. Jeune, âgé, de 22 à 23 ans, il aurait pu faire un magnifique soldat, et il se tenait devant moi, tremblant de tout son corps, claquant des dents, transi et mouillé jusqu'aux os. A mon domestique qui lui ordonnait de sortir, il dit dans un élan 'tiens prends tout l'argent que j'ai sur moi, prends tous mes vêtements même, mais je t'en supplie, donne-moi un morceau de pain' je le fis interroger. Il était d'Asie Mineure et il n'avait pas mangé depuis huit jours. Je lui donnai la moitié du pain qui me restait, une tablette de chocolat, quelques piastres et il s'en alla dans la pluie et le vent »[1123].

Georges Rémond, qui avait déjà côtoyé les soldats ottomans lors de la campagne de la Tripolitaine, développant envers eux une certaine empathie, relève quant à lui, la façon qu'ont certains Turcs « de vous recevoir en n'importe quel lieu, fût-ce parmi les cholériques, de partager avec vous leur tente, leur dernier morceau de pain ou de biscuit, avec une bonhomie pleine de dignité cependant, qui sent la très vieille race, l'homme de guerre, le grand seigneur »[1124]. Ainsi, les perceptions différenciées du comportement héroïque des soldats ottomans pendant la première étape du conflit, sont tributaires à la fois du point de vue de leur observation, proche ou éloigné de tel ou tel autre État-major et des représentations que ces

[1121] Jean Rodes, « L'agonie du soldat turc », *Le Temps*, 12 novembre 1912.
[1122] *Idem.*
[1123] *Idem.*
[1124] Georges Rémond, « Aux lignes de Tchataldja », *L'Illustration*, 23 novembre 1912.

observateurs-commentateurs, se faisaient de cet héroïsme, lors des séquences précédentes de la question d'Orient. Ces perceptions dénotent également les degrés de turcophobie de leurs auteurs, et sont également influencées par l'existence préalable de sympathie, empathie ou antipathie à l'égard des Ottomans.

Le courage et l'héroïsme du soldat grec sont également perçus à l'aune des événements du passé. A ce propos, le *Figaro* relate les commentaires du journal officieux grec, *Estia*, au sujet des sympathies françaises à l'égard non plus « de faibles descendants d'ancêtres illustres mais aux dignes héritiers des vertus antiques »[1125]. Il s'agit d'une allusion aux échos dans l'espace médiatique français de la défaite fulgurante de l'armée grecque en 1897. Cet événement avait bouleversé les croyances des Français friands de romantisme, remettant en question leur perception des soldats grecs comme héroïques à l'instar des combattants tant vénérés dans leur imaginaire de la guerre d'indépendance des années 1820[1126]. De son côté, le *Gaulois* publie les résultats d'un rapport dressé par des médecins étrangers, directeurs d'ambulances ou d'hôpitaux fondés pour les besoins de la guerre. Selon ce rapport, le pourcentage des officiers, morts ou blessés de l'armée hellénique, est au-dessus de la moyenne de 14 % : « c'est que les officiers grecs, dans toutes les batailles, en Macédoine comme en Épire, ont fait preuve d'un courage admirable, d'un vrai héroïsme »[1127], conclut le commentaire du journal, très favorable à la Grèce tout au long des guerres balkaniques.

Mises à part les informations, opinions ou représentations sur l'héroïsme du soldat grec, le commandant Denvinges, attaché militaire de la République française en Grèce,

[1125] « La Grèce et la France », *Le Figaro*, 5 avril 1913.

[1126] Ces stéréotypes et clichés témoignent et relèvent d'un décalage entre l'image que certains Français se faisaient des Grecs, tout au long de la question d'Orient, en attendant voir en eux les répliques de leurs statues ou figures idéalisées et sublimées de l'antiquité gréco-romaine, et les habitants de l'État grec moderne qu'ils ont croisés lors de leurs voyages ou missions sur place. Cette déception, désillusion est quasi contemporaine de l'éclosion du mouvement philhellène et donne dans son paroxysme lieu à l'expression de ce que Gaston Deschamps appela le mishellénisme. Des étapes marquantes dans l'évolution des représentations françaises des Grecs du temps de la question d'Orient, sont la publication par Edmond About de son ouvrage sur le brigandage, *Le roi des montagnes*, et aussi plus proche des contemporains des guerres balkaniques la défaite fulgurante de l'armée grecque en 1897. Pour une généalogie des représentations françaises des Grecs, tout au long du XIXe siècle, voir Sophie Basch, *Le mirage grec : la Grèce moderne devant l'opinion française depuis la création de l'Ecole d'Athènes jusqu'à la guerre civile grecque, 1846-1946*, Paris, Hatier, Athènes, Kauffmann, 1995. Sur la perception des Grecs modernes dans la mythologie représentationnelle des différentes catégories des philhellènes, voyageurs ou combattants, voir aussi Sarga Moussa, « Le débat entre philhellènes et mishellènes chez les voyageurs français de la fin du XVIII[e] au début du XIXe siècle » *Revue de littérature comparée*, 1994, p.411-34 et Hervé Mazurel, *Vertiges de la guerre : Byron, les philhellènes et le mirage grec*, Paris, Les Belles Lettres, 2013 et Helen Angelomatis-Tsougarakis, *The eve of the Greek Revival : British travellers' perceptions of early nineteenth-century Greece*, London, Routledge, 1990.

[1127] « Prisonniers turcs en Grèce », *Le Gaulois*, 1[er] janvier 1913.

affirme que « la population ultra-méridionale de ce pays-ci ne veut ni ne peut rien faire avec beaucoup d'ordre, mais le patriotisme, la bonne volonté, le dévouement de tous, ont remplacé la méthode, dans une certaine mesure »[1128]. Le caractère indiscipliné du soldat grec, ou autrement dit le manque de discipline mesuré à l'aune des critères dominants en France de l'époque, est également insinué par les déclarations d'un officier de la mission française, recueillies par Gaston Deschamps. L'officier français y admet que le soldat grec « possède au plus haut degré le désir de s'instruire… nous avons travaillé sur une matière plastique »[1129]. Le premier ministre grec, adhère lui aussi à la représentation dominante du soldat grec des spécialistes français de la question, comme a priori indiscipliné, et affirme que celui-ci a « fait un extraordinaire progrès dans le sens de la pondération individuelle et de la discipline collective »[1130]. Toujours au sujet de la perception des belligérants en fonction de leur aptitude à la discipline, Alain de Penennrun raconte dans l'*Illustration* que « la garde de la voie ferrée serbe est organisée d'une façon parfaite. (…) L'ensemble des postes établis le long de la voie ferrée est bien réparti. (…) tout ceci est visiblement réglé d'une manière telle, que l'on pressent déjà, derrière ce que nous voyons, une organisation d'ensemble méthodique et judicieuse, insoupçonnée hier, mais qui aujourd'hui fait son apparition éclatante »[1131]. Pour sa part, le Français Herr, général d'artillerie, publie ses mémoires du théâtre de la guerre des Balkans de retour en France. A propos des Serbes, il affirme avoir pensé trouver « un peuple aux instincts méridionaux, impressionnable, exalté par le succès ». Il fut au contraire, en contact avec des gens calmes, « conscients d'une force que vient de révéler la victoire, mais qui semblent ne pas vouloir en abuser »[1132].

Ainsi, à côté des représentations essentialistes des acteurs du conflit, teintées d'orientalisme, voit-on apparaître autour de la notion de la discipline et de la maîtrise des passions, des représentations des acteurs nuancées de 'sudisme'[1133]. De même que pour l'Orient, les observateurs-inventeurs d'un Sud, perçoivent ses habitants à travers le prisme des caractéristiques comportementales qu'ils façonnent leur perception de cet espace imaginaire,

[1128] *AMAE*, correspondance consulaire, Sofia/125, le commandant Denvignes, attaché militaire de la République française en Grèce au Ministère de la Guerre, n°309, Athènes, 31 octobre 1912, au sujet de la situation générale à Athènes et la mission française.
[1129] Gaston Deschamps, « L'organisation de la victoire », *Le Temps*, 19 août 1913.
[1130] Gaston Deschamps, « Chez Venizélos », *Le Temps*, 30 juin 1913.
[1131] Alain de Penennrun, « Vers les lignes bulgares », *L'Illustration*, 2 novembre 1912.
[1132] Général Herr, Sur le théâtre …*op.cit.*, p.11.
[1133] On a pu récemment constater l'ancrage des représentations 'sudistes' de l'Autre, et leurs effets pervers, à l'occasion de la diffusion dans l'espace médiatique européen, des schémas interprétatifs de la crise de la dette publique dans les pays de l'Europe du sud, inspirés de stéréotypes, clichés et préjugés culturalistes et essentialistes, basés sur une distinction de l'Europe entre un Sud aux habitants indisciplinés et paresseux et un Nord aux habitants laborieux et méthodiques.

aux marges ou au cœur lui aussi des conquêtes coloniales politiques, économiques et culturelles du XIXe siècle, de la part des grandes puissances européennes de l'époque, notamment celles qui se considèrent comme représentant le Nord.

D'un autre côté, Ernest Laut se sert de l'ouvrage de Louis Figuier sur les races humaines pour brosser le portrait moral du soldat bulgare. Louis Figuier parlant des pays balkaniques et de leurs habitants affirme que le Bulgare, « est plus calme, plus réfléchi, quoique non moins ardent à la poursuite de son but, mais il est plus tenace que le Serbe.»[1134]. Le *Petit Marseillais* publie au début de la guerre, l'impression d'un voyageur français, « bien renseigné sur les populations balkaniques ». Celui-ci présente le paysan bulgare comme une admirable matière à mettre en soldat. « Vigoureux, énergique, insensible à la fatigue et aux intempéries (…) il a toutes les vertus militaires du soldat russe (…) Aveuglement discipliné, il ne saurait avec cette initiative individuelle qui distingue notre troupier français, si débrouillard en campagne. »[1135]. L'esprit d'initiative du soldat bulgare est également commenté dans la *Croix*. Le journal catholique relate les points de vue des officiers qui l'attribuent au degré d'instruction des troupes bulgares : « ainsi le nombre des illettrés parmi les recrues des classes 1913-4 n'atteint même pas la proportion de 1 pour 100 et sur le demi million d'hommes qui constituent actuellement les troupes du tsar Ferdinand, 8% ont fait des études secondaires et supérieures »[1136]. En tout cas, les soldats-paysans bulgares savent lire et l'armée du tsar Ferdinand compte moins d'illettrés que l'armée française remarque le docteur Rebreyend.
André Tourette remarque dans *Gil Blas* que le Bulgare, sérieux, sobre, travailleur, est bien reçu dans les familles françaises, et c'est avec beaucoup de satisfaction que la maman parisienne roucoule : 'Geneviève est fiancée à un jeune docteur bulgare tout fait bien'[1137]. De son côté, Hugues Le Roux, interviewe M. Guéchoff, en visite à Andrinople. Le président du conseil bulgare, affirme que le paysan-soldat bulgare ressemble beaucoup au paysan français. « Il est économe comme lui. Il est grand mangeur de pain. »[1138]. Même constat chez la *Croix*. Le journal catholique, souligne que malgré la précipitation des cafedjis grecs se surmenant pour servir leurs nombreux clients dans Andrinople occupée, « le soldat bulgare est sobre »[1139]. Émile de Saint-Auban dans l*'Éclair,* perçoit le Bulgare comme travailleur

[1134] Ernest Luat, « Serbes et Bulgares », *Le Petit Journal illustré*, 20 octobre 1912.
[1135] « Patriotisme bulgare », *Le Petit Marseillais*, 17 octobre 1912.
[1136] « Lettre de Bulgarie », *La Croix*, 21 décembre 1912.
[1137] André Tourette, « Un péril bulgare », *Gil Blas*, 7 octobre 1912.
[1138] Hugues Le Roux, « Interview de M. Guéchoff », *Le Matin*, 12 avril 1913.
[1139] « Les Bulgares à Andrinople », *La Croix*, 27 avril 1913.

inlassable, le qualifiant d'Auvergnat des Balkans[1140]. Désigné aussi comme le Japonais des Balkans, le Bulgare est représenté dans *le Gaulois* comme ayant un esprit de discipline et de sacrifice auquel s'ajoute « un dressage scrupuleux et méthodique »[1141]. Dans une presse de droite traditionnaliste, la perception du soldat bulgare se fait ainsi à travers la mise en avant de ses caractéristiques proches de valeurs conservatrices, telles que la sobriété, le sacrifice ou la discipline.

Pour sa part, le docteur Rebreyend, chirurgien de la Croix-Rouge, écrit dans le *Figaro* que les soldats bulgares sont au total, peu militaristes. Des blessés « qui chantaient chaque soir des chœurs dans leur petite salle, s'indignèrent qu'on leur imposât silence, à cause du voisinage de la salle d'officiers »[1142]. Par ailleurs, le *Petit Journal illustré* du 15 décembre, affiche des soldats bulgares en train d'exécuter une danse nationale pour divertir leurs camarades[1143].

Ces images flatteuses du soldat bulgare, laissent leur place à des repésentations négatives pendant la Deuxième Guerre balkanique. Alain de Penennrun, envoyé du journal l'*Illustration* à l'État-major serbe en juillet 1913, considère que le Serbe par « sa culture plus avancée, il demeure plus sympathique, plus près de nous que le Bulgare »[1144]. Et quand il est interrogé par Take Ionesco sur son avis concernant l'armée serbe, celui-ci affirme que « de même étoffe rude et primitive que le Bulgare, le Serbe, avec autant d'endurance à la souffrance et de bravoure devant la mort, possède sur le premier un immense avantage moral : c'est que, dans la bonne acception du mot, il est un civilisé. (…) Ce n'est pas un Mongol, c'est un Slave »[1145]. Ainsi, la représentation des acteurs balkaniques des opérations militaires repose-t-elle sur une hiérarchisation 'civilisationnelle' des groupes ethniques, déjà établie par les théoriciens racistes du XIXe siècle. Dans une telle construction mentale, précurseur du racisme culturel de nos jours, le Mongol est perçu comme représentant le barbare, tandis que le Slave, le civilisé. Ces entités abstraites d'ethnie ou de race, constituent des notions à travers lesquelles sont représentés les habitants de différents pays contemporains aux guerres balkaniques. Les Serbes sont classés parmi les Slaves, et les Bulgares parmi les Mongols, d'après les diktats et les primats de la représentation des origines de ces deux peuples des

[1140] Emile de Saint-Auban, « Le Bulgare », *L'Éclair*, 18 octobre 1912.
[1141] « La Croisade balkanique, par un officier », *Le Gaulois*, 23 octobre 1912.
[1142] Rebreyend Dr., « Blessés bulgares », *Le Figaro*, 5 décembre 1912.
[1143] « Les loisirs de l'armistice », *Le Petit Journal illustré*, 15 décembre 1912.
[1144] Alain de Penennrun, *Quarante jours de guerre dans les Balkans, la campagne serbo-bulgare en juillet 1913*, Paris, 1914, p.235.
[1145] Alain de Penennrun, « Aux armées roumaines en territoire bulgare », *L'Illustration*, 23 août 1913.

Balkans. Même si on admettait que les inventions classificatrices des procédures pseudo-scientifiques de l'ethnogenèse, correspondaient à une réalité historique et vécue comme telle par les groupes désignés au moment de leur supposée formation, s'obstiner à attribuer des traits culturalistes-essentialistes à chaque groupe et puis considérer que ceux-ci sont héréditairement transmissibles à travers les siècles, est révélateur d'une représentation raciste de l'Autre. D'un autre côté, représenter les Serbes du XIXe siècle comme descendants directs des Slaves de l'antiquité tardive, ou les Bulgares, des Mongols de la même période, équivaut à mettre en avant l'idée d'une continuité ethnique et culturelle dans l'évolution historique des Bulgares et des Serbes du temps des guerres balkaniques, excluant ou écartant toute idée d'osmoses, ou de brassages avec d'autres groupes ethniques et culturels dans les espaces de leur installation. Obsédés par le classement des différentes populations dans de grands ensembles ethniques, culturels ou raciaux considérés comme immuables dans le temps et évoluant dans des conditions d'isolation 'darwinienne', les Français contemporains des guerres balkaniques perçoivent les acteurs du conflit à travers ces schémas d'abstraction raciste.

Par ailleurs, Fernand Mysor affirme dans le *Journal* que le Monténégrin « bien que du même sang que le Serbe danubien, ne lui ressemble pas. Emporté, belliqueux, il est toujours prêt à se battre (…) comparé au Serbe, le Monténégrin nous apparaît comme un barbare. Il pratique encore la vedette »[1146]. A ce propos, Jean Vignaud dans *Gil Blas* écrit que dans la salle où siège le Parlement servant également de théâtre, pour les troupes de passage, avant le commencement des séances, les députés déposent à l'entrée, leurs pistolets, leurs poignards et leurs parapluies. « Sage mesure de prudence, dans ce doux pays où la moindre parole met exactement le feu aux poudres »[1147]. En ce qui concerne l'archétype moral de l'Albanais, le *Petit Écho* établit une typologie distinguant entre les Guègues « célèbres pour leur bravoure et leur honnêteté »[1148], et les Japides, « méprisés des précédents, qui sont de vulgaires brigands ». En général :

> « Ce peuple de guerriers indomptés- (…) aussi superstitieux que fanatique. Il honore les sorciers auxquels il confie le soin de le guérir… ils dressent des ex-voto sur les routes pour que les génies des bois les rendent toujours alertes … ils portent des talismans pour éviter le mauvais œil ... ces hommes n'ont jamais pu être disciplinés par la civilisation …ce sont encore des êtres

[1146] Ferdinand Mysor, « Au Monténégro », *Le Journal*, 15 octobre 1912.
[1147] Jean Vignaud, « Heures monténégrines », *Gil Blas*, 7 novembre 1912.
[1148] « Les Albanais », *Le Petit Écho de la mode*, 5 janvier 1913.

> primitifs ….ils représentent un peu ce qu'étaient, il y a trente siècles, nos ancêtres des forêts gauloises »[1149].

La comparaison avec les Gaulois, démontre la perception chez certains Français contemporains des guerres balkaniques de la distance qui est censée les séparer en termes de, 'chemin civilisationnel parcouru' de certains belligérants. Elle est révélatrice d'une définition positiviste de ce qu'est la civilisation. Elle témoigne également d'une approche simpliste des sociétés française et albanaise, considérées en bloc comme éloignée des ou adonnée à des pratiques superstitieuses, loin d'une réalité sociale plus nuancée et métissée. La perception de l'Albanais, comme essentiellement belliqueux et primitif, s'inscrit par ailleurs dans une représentation dominante auprès de la pensée française de l'époque, associant qualités guerrières à des modes de vie qualifiés de primitifs. Elle est reproduite dans le *Temps* par Pierre Mille à l'occasion de ses souvenirs de la guerre gréco-turque de 1897. Au moment de la trêve il se trouvait dans la vallée de Thessalie. Les vergers étaient pleins de cerisiers et on lui versait dans toutes les auberges cette liqueur qu'on appelle mastic ou raki. C'est à cette occasion qu'il fit la rencontre, à la porte d'un petit café dans la campagne, d'un soldat albanais qui l'invite à prendre un café, avant de lui demander : « efendi es-tu donc riche ? et il lui explique qu'il venait de croiser un fermier qui avait bien l'air cossu et fit le geste de couper la gorge à quelqu'un »[1150]. L'essayiste du *Temps*, à l'instar d'un nouvel Edmond About[1151], affirme avoir gardé de ses soldats albanais l'image de brigands romantiques et sympathiques. Dans la *Croix*, ils sont représentés comme « un peuple de pasteurs au regard dur, à la démarche fière, mahométans fanatiques, belliqueux et farouches »[1152]. L'appartenance à la confession musulmane vient ainsi compléter un des triptyques représentationnels, largement répandus auprès d'une presse islamophobe, à savoir l'association entre archaïsme-vie primitive, fanatisme-bellicisme et croyance au prophète Mahomet.

Pour sa part, Maurice Trubert a beau représenter les Albanais comme adroits et laborieux, il les perçoit lui aussi comme « extrêmement belliqueux, jaloux, orgueilleux et vindicatifs. Il n'est pas un pays où la 'vendetta' règne plus tyranniquement. Nulle part ailleurs, même en Corse, elle ne s'exerce avec plus de raffinement que dans ces montagnes ».[1153]. Paul Scott Mowrer, envoyé sur le théâtre de la guerre par son journal *The Chicago Daily News*, accompagné par un professeur bulgare, relate dans l'*Illustration*, ses

[1149] *Idem*.
[1150] Pierre Mille, « L'Albanais », *Le Temps*, 1er mai 1913.
[1151] Voir Edmond About, *Le roi des montagnes*, Paris, 1857.
[1152] G. Bertram, « L'Albanie, péril slave », *La Croix*, 1er octobre 1912.
[1153] Maurice Trubert, …*op.cit*., p.261.

impressions sur les Albanais[1154]. Pour le journaliste américain, ces montagnards « sont dans une aussi complète ignorance du monde extérieur que l'est une tribu de sauvages africains »[1155]. A la fin du mois d'octobre, accompagnant l'armée bulgare dans sa marche de Mustapha Pacha vers Usküdar, René Puaux se met en route « après une toilette en plein air qui étonne les soldats cantonnés avec lui et « qui n'ont jamais vu une brosse à dents »[1156]. Ainsi les belligérants balkaniques, notamment ceux d'origine rurale, sont représentés dans l'espace médiatique français comme les 'sauvages' des pays colonisateurs ou les 'sauvages' rencontrés par les explorateurs du XVIIIe siècle dans les contrées extra-européennes ou encore les 'sauvages' des enquêtes sociales du XIXe siècle, définis par les observateurs sociaux, au sein des populations rurales et de la classe ouvrière.

En mai, Raoul Anglès rencontre les soldats serbes blessés ou en congé, en déambulant dans les rues de Belgrade. « Ils ne paient pas de mine, ces soldats paysans, sous-officiers et officiers dont la tenue fatiguée révèle les souffrances d'une longue campagne. (…) Quelle endurance on devine sous ces allures lourdes et peu fringantes. Quel courage tranquille et serein »[1157]. Selon lui, ce courage n'est point le privilège de l'armée ; on le retrouve sous une autre forme, dans la population toute entière. « Les deuils sont endurés avec une sérénité très calme »[1158]. De son côté, Gustave Babin à l'hôpital de Podgoritza, au milieu de lits bas, construits de quelques planches, garnis d'un grabat, de deux draps blancs, d'une mince couverture de laine, voit des épouses, des sœurs, des filles, au chevet de leurs maris, de leurs frères, de leurs pères blessés. «Toutes ont les yeux secs, le front serein : on leur a enseigné que les larmes déshonorent. (…) alors, j'imaginais ce que seraient, en pareil cas, d'autres hôpitaux, en des pays moins neufs, plus policés, et les pleurs, et les sanglots et les râles.»[1159]. L'expression d'émotions face à la douleur et à la mort, devient ainsi un élément supplémentaire de différenciation, 'altérisation' des sociétés belligérantes par rapport à la société française et d'autres sociétés européennes évoluant dans des constructions étatiques antérieures à celles des Balkans. L'anticipation des réactions émotionnelles des Français parents des victimes dans le milieu hospitalier et l'observation de ces mêmes réactions auprès d'une partie de la société monténégrine, expliquées à travers l'ancienneté de 'domestication

[1154] « Au cœur de l'Albanie », *L'Illustration*, 29 mars 1913.
[1155] *Idem.*
[1156] René Puaux, « L'investissement d'Andrinople », *Le Temps*, 13 novembre 1912.
[1157] Raoul Anglès, « Lettre de Serbie », *Le Radical*, 16 mai 1913.
[1158] *Idem.*
[1159] Gustave Babin, « Pour prendre Tarabosch », *L'Illustration*, 9 novembre 1912.

de ces émotions' deviennent des signes distinctifs d'appartenance à des espaces culturels distincts, dessinant les contours d'une vieille et d'une nouvelle Europe.

II.3.3. Perception des blessés

Dans un autre contexte, lors de son discours à l'Académie de Médecine, Just Lucas-Championnière, souligne que les soldats ottomans ont montré une résistance extraordinaire à l'infection. Cela est dû « sans aucun doute, à l'abstention totale de l'alcool chez les musulmans »[1160], déduit-il. Cette représentation du blessé ottoman musulman, fait écho aux mémoires que Léon Hugonnet publie de retour de son voyage dans l'Empire ottoman en 1878, au lendemain de la guerre russo-ottomane, et où il écrivait que malgré le service médical défectueux en Turquie, vu que « le sang des soldats turcs est excessivement pur et n'est pas torréfié par l'alcoolisme, des plaies épouvantables que l'on désespérait de guérir se cicatrisent promptement, à la grande surprise des médecins étrangers, peu habitués à soigner les buveurs d'eau »[1161]. Ainsi, le regard médical creuse-t-il encore davantage, voire même produit le clivage représentationnel entre Soi et l'Autre, tout en participant d'un enrichissement de la collection des clichés et des stéréotypes orientalistes. La perception du degré et de la vitesse de la guérison des plaies est prioritairement et arbitrairement associée à des pratiques ou restrictions alimentaires liées à l'appartenance confessionnelle des soldats blessés. D'un autre côté, dans le *Temps* se dessine une perception orientaliste de la résistance à la douleur, et on lit que « les Serbes supportent apparemment des choses que les Occidentaux supporteraient difficilement.»[1162].

Dans l'ambulance de la Croix-Rouge française, installée au collège français de Philippopoli, le docteur chirurgien Rebreyend, prend des notes sur ses patients. D'après le disciple d'Esculape, ce n'est pas seulement sur le champ de bataille que les soldats bulgares étonnent le monde. « Ces grands paysans(…), ont aussi le courage de l'hôpital, l'héroïsme de la salle d'opérations. Toutes les notions classiques sur le pronostic, la valeur des symptômes ou l'évolution des lésions, sont bouleversées et démenties chez les blessés bulgares »[1163]. Alain de Penennrun évoque lui aussi le stoïcisme des soldats bulgares devant leurs blessures. En quittant Gerdeli, sa caravane avançait droit sur Yenitze. Ils devaient y joindre des médecins d'un hôpital de campagne. Quand ils y arrivèrent, quatre-vingt blessés bulgares évacués des combats récents livrés vers Lule-Bourgas, étaient soumis à une visite

[1160] « Académie de Médécine », *Le Journal*, 7 mai 1913.
[1161] Léon Hugonnet, *La Turquie inconnue*, Paris, 1886, p.18.
[1162] « Les blessés de la Guerre balkanique », *Le Temps*, 10 janvier 1913.
[1163] Rebreyend Dr., « Blessés bulgares », *Le Figaro*, 5 décembre 1912.

médicale. « On renouvelait leurs pansements. L'héroïque patience de ces braves gens m'a paru la plus belle chose qui soit, la plus réconfortante aussi »[1164]. Le correspondant du *Temps*, Henry de Montardy, est accueilli quant à lui par le docteur Laurent, professeur de médecine opératoire à l'université de Bruxelles. Il admire lui aussi « la résistance et l'énergie de ce peuple de campagnards, admirablement sain, impassible devant la souffrance, refusant la plupart du temps comme inutiles tout secours d'anesthésiques »[1165]. De son côté, le vice-consul français à Bourgas, ajoute que tous ces soldats, n'ont qu'un seul souci ; celui de rentrer dans leurs foyers au plus tôt ; « aussi dès qu'ils reçoivent l'autorisation demandée, ils quittent l'hôpital, les membres encore tout endoloris et regagnent leurs villages où ils iront se faire soigner chez le médecin ou pharmacien de l'endroit »[1166]. Ainsi à côté d'une perception orientaliste du rapport des soldats balkaniques aux traumatismes physiques issus des batailles, voit-on se profiler également une nouvelle perception dualiste et dichotomique, qu'on pourrait qualifier de 'ruraliste' distinguant soldats citadins et campagnards.

En ce qui concerne la médiatisation des soldats blessés ou de leurs cadavres, il y a encore l'aspect de leur mise en scène, susceptible de produire des émotions contrastées au sein du public médiatique. Le *Petit Journal* publie le 25 octobre un cliché mettant en scène de prisonniers ottomans blessés, le *Petit Journal illustré* affiche à sa Une, le 17 novembre une gravure où l'on voit un blessé ottoman en train de poignarder son infirmier grec[1167] (voir annexe, p.932), tandis qu'en même temps, à la Une de *l'Humanité*, on voit un soldat monténégrin blessé de retour à son pays et que *l'Illustration* affiche les premiers blessés ramenés à Podgoritza, l'un d'eux, représenté dans l'*Excelsior*, dans un cadre émotionnel fort, soutenu par sa sœur et sa mère[1168] (voir annexe, p.944). Une perception en termes d'humiliation et de stigmatisation concernant la représentation du blessé ottoman, laisse sa place à un cadre émotionnel de commisération dans le cas des blessés des alliés. Par ailleurs, les cadavres des soldats ottomans figurent toujours dans des clichés où ils gisent en pleine décomposition sur les lieux des batailles, alors qu'en revanche, les cadavres des soldats des alliés sont parfois mis en scène dans des circonstances beaucoup plus cérémonielles et respectueuses du corps humain. Dans le *Petit Journal*, le parent d'un soldat monténégrin mort pendant les opérations militaire se rend à la Morgue de Cettigné avec un cercueil pour

[1164] Alain de Penennrun, « A l'aile gauche bulgare », *L'Illustration*, 23 novembre 1912.
[1165] Henry de Moutardy, « Chez les blessés bulgares », *Le Temps*, 17 août 1913.
[1166] *AMAE*, Turquie/439, dossier sur la Croix Rouge, Bourgas, 10 novembre 1912, n°19.
[1167] « Le crime odieux d'un fanatique : à l'hôpital d'Elassona, un Turc blessé assassine l'infirmier Grec qui le pansait », *Le Petit Journal illustré*, 17 novembre 1912.
[1168] « Entre sa femme et sa mère, un soldat monténégrin se dirige vers l'hôpital de Podgoritza », *L'Excelsior*, 24 octobre 1912.

emmener le corps. Dans le *Journal*, on renvoie le corps d'un monténégrin tué près de Berana. Une mère accompagne le corps de son fils, mort pendant qu'on le conduisait à l'ambulance dans l'*Illustration*, tandis que la *Croix* amène ses lecteurs à Cettigné, lors d'un départ pour les obsèques d'une victime de la guerre, ou leur montre le petit soldat bulgare qu'on vient de pieusement rapporter au cimetière de son village.

Ces narrations visuelles et textuelles mobilisent des ressources affectives, telles que des sentiments d'attendrissement, de commisération, d'indignation, propres à émouvoir le public auquel elles s'adressent, l'incitant à s'identifier avec les victimes représentées, voire même à prendre fait et cause pour elles[1169]. En ce qui concerne l'illustration visuelle ou la narration textuelle des séquelles traumatisantes des batailles, telles que les amputations ou déformations somatiques, la presse de mon corpus reste particulièrement silencieuse à l'exception des deux clichés publiés dans l'*Illustration* le 26 juillet 1913 suite à la bataille de Bregalnitza et où l'on aperçoit des blessés serbes plutôt légèrement atteints. L'absence des séquences illustrant blessures ou pratiques chirurgicales plus graves, pourrait être attribué soit au manque d'accès des correspondants de guerre à des clichés supplémentaires, soit à une sélection éditoriale les excluant afin de ne pas choquer ou perturber les sensibilités de leur public, franchissant des seuils de tolérance établis[1170].

Tableau : Clichés de blessés dans mon corpus

Journal	Clichés
L'Humanité	« Après la bataille de Vrania, les Serbes ramassent leurs blessés » (3/11)
L'Illustration	« Les premiers blessés ramenés à Podgoritza » (19/10) « A Cettigne, il n'y a plus que les femmes, les enfants…et les blessés des premiers combats » (26/10) « Après la bataille de la Bregalnitza: un convoi de blessés serbes » (26/7) « Les premiers secours aux blessés sur le champ de bataille de Kilkiz » (photo Jean Leune) (26/7)
Le Journal	« Après le combat, les ambulanciers serbes ramassent les blessés » (photo Barby) (31/10)

[1169] Voir Luc Boltanski, *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politiques*, Paris, Gallimard, 2007 (1993), notamment, p.332-43.
[1170] Sur la médiatisation des effets de la guerre moderne sur le corps humain et sa fonction comme révélatrice des seuils de tolérance d'une société, voir Stéphane Audoin-Rouzeau, *Combattre : une antropologie historique de la guerre moderne, XIXe-XXIe siècle*, Paris, éd. du Seuil, 2008, p.41.

	« On voit assis ou couchés des blessés bulgares accourus et soignés par des Serbes » (28/7)
Le Matin	« La dernière prière, un cholérique prosterné au milieu d'un champ, adresse avant de mourir une prière à Allah » (27/11) « Les Bulgares autour d'Andrinople, un convoi de blessés ramené du front de bataille après un combat » (7/12)
Le Petit Journal	« Convoi de prisonniers turcs blessés » (25/10) « Les attachés des diverses légations et des monténégrins blessés observent les effets du bombardement de Scutari » (7/11)
Le Petit Journal illustré	« Le crime odieux d'un fanatique : à l'hôpital d'Elassona, un Turc blessé assassine l'infirmier Grec qui le pansait » (17/11)

II.3.4. Acteurs féminins des opérations militaires

A côté des soldats hommes, les guerres balkaniques donnent également lieu à la médiatisation de femmes soldates ou des femmes[1171] impliquées de manière plus ou moins directe au déroulement des opérations militaires. En décembre, le *Petit Journal illustré* affiche la figure de l'héroïne serbe[1172], tandis que dans le *Journal* du 10 novembre on voit la photo de la « Jeanne d'Arc serbe, Mlle Sophia Iovanovitch » et que la *Croix* publie le 17 novembre, à la fois la photo de « Mlle Yurdanka, macédonienne, émule des comitadji, faisant partie de la bande dite De la mort, et de Mlle Sophia Tovanovitch, serbe, saluée par des enfants turcs à Uskub ».

De son côté, le *Figaro* annonce en octobre qu'au chiffre de huit cent mille hommes appelés sous les drapeaux dans les Balkans, « il faudrait ajouter (…) quelques femmes qui se préparent à combattre, « car il est de tradition nationale, dans les Balkans comme en Grèce, que la paysanne manie le fusil avec la même dextérité qu'elle file sa quenouille »[1173]. Afin d'illustrer ces propos, Ernest Laut mentionne dans le *Petit Journal illustré*, le point de vue de Louis Figuier selon lequel dans les pays balkaniques les femmes sont aussi déterminées que les hommes dans la guerre :

> «… sous leurs gros casaquins de peau où des appliques de cuir multicolore dessinent de joyeuses arabesques ; sous leurs tabliers bariolés que surmonte quelquefois une ceinture dont le fermoir est fait de plaques d'argent larges et lourdes comme des boucliers, ces luronnes regardent passer les cortèges belliqueux plus prêtes à y participer qu'à faire entendre des paroles de faiblesse. Dans plusieurs districts, elles se joignent aux hommes, elles tirent, elles se préparent à prendre place quand il le faudra dans la tranchée »[1174].

En novembre, le *Petit Journal illustré* remarque que dans les Balkans, chaque fois qu'ont éclaté des conflits ou des luttes intestines, l'action de la femme n'a jamais tardé à se manifester, soit par héroïsme, soit par la pitié. Les femmes « ont toujours été dans les guerres nationales, étroitement associées aux dangers que couraient leurs fils, leurs maris ou leurs pères ». Au Monténégro, aujourd'hui encore, « ce sont des femmes qui, à travers les sentiers des montagnes, assurent le ravitaillement des troupes »[1175], à l'instar des paysannes

[1171] Pour une lecture plurielle de la place de la femme dans les Balkans ottomans, voir Amila Buturović, İrvin Cemil Schick (ed.), *Women in the Ottoman Balkans : gender, culture and history*, London, I.B. Tauris, 2007.
[1172] « L'héroïne serbe », *Le Petit Journal illustré*, 1er décembre 1912.
[1173] « Guerrières d'Orient », *Le Figaro*, 4 octobre 1912.
[1174] Ernest Luat, « Serbes et Bulgares », *Le Petit Journal illustré*, 20 octobre 1912.
[1175] « Au Monténégro : ce sont les femmes qui, à travers les sentiers des montagnes, assurent le ravitaillement de l'armée », *Le Petit Journal illustré*, 17 novembre 1912.

Malissores décrites par Marguerite Feré dans *le Revue bleue*[1176]. Et Gustave Babin affirme que ce sont les « vaillantes vivandières qui, tant qu'elles peuvent atteindre le front, (…) s'en vont porter aux rudes guerriers, (…), les quelques douceurs péniblement acquises qui ranimeront leurs forces »[1177]. Sveltes, avec leurs beaux visages pensifs, dans leurs costumes aux grands plis simples, elles évoquent selon le correspondant de l'*Illustration*, « au milieu de ce paysage austère, les nobles figures d'un Puvis de Chavannes »[1178].

Du côté de l'armée du sultan, Henri Garnier écrit dans le *Gaulois* que le journal ottoman, *le Sabah*, annonce l'arrivée d'un fort contingent de femmes kurdes qui, nouvelles amazones, viennent à cheval, bien montées et bien armées, rejoindre leurs époux à la guerre.[1179]. Pour sa part, le *Petit Journal illustré* rappelle que lors de la première guerre russo-turque, une femme kurde commandait les régiments kurdes. Une femme chef de bachi-bouzouks, « voilà qui bouleverse toutes nos idées sur le rôle effacé que joue la femme en pays musulman »[1180]. Cette perception était aussi dominante chez ceux qui visaient à émanciper 'les femmes d'Orient', telles que Marcelle Tinayre[1181] qui affirme admirer « ces vaillantes mais pauvres femmes turques qui parce que votre désespoir muet ne traverse pas les murs de votre prison domestique, on oublie de s'attendrir sur vous. On oublie que vous avez la même faculté d'aimer et de souffrir que vos sœurs occidentales »[1182]. Roger de Caen, dans le *Petit Écho de la Mode* critique l'idée qu'on se fait généralement en Europe sur la condition de la femme musulmane dans l'Empire ottoman. Tenue à un devoir de subordination envers son mari, « elle maintient toutefois l'autorité dans la maison et toute activité lui est interdite au dehors. Elle n'en connait ni les obligations, ni les griseries. Pas une couturière, pas une ravaudeuse musulmane en Turquie, ce sont des hommes ou des étrangères qui se livrent à toutes les professions qui sont le partage exclusif des Européennes. »[1183]. Une telle perception du rôle de la femme ne pouvait que plaire au public de cette revue, composée d'une petite bourgeoisie conservatrice de province, hostile au travail féminin[1184].

[1176] Marguerite Ferté, « Scutari d'Albanie », *Revue Bleue*, p.559.
[1177] Gustave Babin, « Pour prendre Tarabosch », *L'Illustration*, 9 novembre 1912.
[1178] *Idem.*
[1179] Henri Garnier, « Ce qu'on a dit à Constantinople », *Le Gaulois*, 3 décembre 1912.
[1180] « Les Bachi-bouzouks », *Le Petit Journal illustré*, 8 décembre 1912.
[1181] Marcelle Tinayre, « Journal d'une femme », *Le Journal*, 11 novembre 1912.
[1182] *Idem.*
[1183] Roger de Caen, « La femme turque », *Le Petit Écho de la Mode*, 6 juillet 1913.
[1184] Vincent Robert, « Paysages politiques, cohérences médiatiques », dans Dominique Kalifa, Philippe Régnier, Marie-Ève Thérenty, *La civilisation…op.cit.*, p.213-248, p.240

Opposé à la fois à une perception paternaliste de la femme musulmane ottomane[1185] et une perception conservatrice de sa place au sein de la société, Djavid bey, communique en août dans l'*Humanité*, la création d'un comité pour la défense des droits des femmes. L'ancien ministre des finances ottomanes, rappelle que le mouvement d'émancipation intellectuelle des femmes avait déjà commencé au lendemain de la révolution jeune-turque. Il dit 'intellectuelle' car du point de vue matériel « les femmes musulmanes ont toujours eu des droits égaux aux hommes. Elles sont propriétaires de leurs biens ». Dans une telle perspective, la Société pour le relèvement des femmes musulmanes, dont une des figures de proue fut Halidé Hanoum, développa le goût de voyages à travers l'Europe, activités interdites sous l'ancien régime. Cependant, les Jeunes Turcs ont dû restreindre le zèle féminin de propagande pour se défendre contre leurs ennemis conservateurs. Mais c'est surtout selon les dires de Djavid bey « durant la dernière guerre que les femmes participèrent activement à la vie du pays, dans les hôpitaux du Croissant rouge en tant qu'infirmières ou lors des conférences de soutien »[1186]. A cet égard, le *Figaro* et le *Journal*[1187] annoncent la tenue en février d'une réunion de soutien aux combattants ottomans à l'Université d'Istanbul. Parmi les quatre mille participantes, des discours patriotiques ont été prononcés, notamment par la femme du général Mahmoud Moukhtar et la princesse Mihimet. L'assemblée a décidé « de transmettre à l'armée au nom des femmes ottomanes, un télégramme l'invitant à persévérer dans la lutte »[1188]. Georges Rémond écrit quant à lui dans l*'Illustration* que « les femmes turques se réunissent, font des meetings, offrent leurs bijoux, adressent des lettres aux souveraines de l'Europe »[1189]. Derrière une telle perception du rôle des femmes dans les guerres balkaniques, on retrouve la représentation de leur mobilisation à cette occasion, comme étape cruciale dans le processus de leur émancipation et intégration dans la vie politique et professionnelle, en termes d'égalité vis-à-vis des hommes. Il s'agit d'un phénomène qui allait se reproduire quelques années plus tard dans le cadre de la Première Guerre mondiale, au sein de la société française et dans d'autres sociétés européennes impliquées.

[1185] Comme l'affirme Zachary Lockman, les representations des observateurs issus des grandes puissances de l'Europe occidentale, du statut des femmes musulmanes comme complètement degradé, a joué un rôle de légitimation, justification des interventions militaires et de l'établissement de l'ordre colonial. Voir Zachary Lockman, *Contending visions of the Middle East: the history and politics of Orientalism*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 2004.
[1186] « L'agitation sous le voile », *L'Humanité*, 21 août 1913.
[1187] « Le mouvement patriotique à Constantinople », *Le Journal*, 10 février 1913.
[1188] « Les femmes turques », *Le Figaro*, 10 février 1913.
[1189] Georges Rémond, « Constantinople et la reprise de la guerre », *L'Illustration*, 22 février 1913.

II.3.5. Acteurs français

A côté des acteurs 'balkaniques', il y a aussi plusieurs catégories d'acteurs français qui font objet de couverture médiatique. En juin, les Pieds nickelés accrédités comme correspondants de leur journal, *l'Épatant*, suivaient à cheval l'armée serbe :

> « C'est épatant ce que ce titre de journaliste, correspondant de guerre, nous refile du prestige ! insinuait Filochard ; tu parles ! approuvait Ribouldingue. En plus du prestige nous aurons la veine de voir la guerre de près et, tu sais ma vieille, c'est encore plus impressionnant qu'au cinéma, même avec les bruits de coulisse' »[1190] .

Les correspondants de guerre[1191] font partie des acteurs des opérations militaires, médiatisés dans la presse. A leur propos, Ernest Laut, constate dans le *Petit Journal illustré* que « la fièvre d'informations qui sévit aujourd'hui dans tous les pays du monde civilisé a développé une branche nouvelle du journalisme : le reportage à la guerre »[1192]. Ils sont tellement nombreux à s'être déplacés dans les Balkans qu'une caricature du journal satyrique *Fantasio* s'en inspire :

> « Hier, un combat entre Turcs et Bulgares a été livré dans un défilé. Ils étaient en tout 450… Nous, reporters et photographes, nous étions 2500 environ. C'est au point que les officiers nous disaient : 'allons, messieurs, faites de la place ! circulez ! une douzaine de cinématographistes avaient braqué leurs appareils sur les Ottomans et tournaient (…) leurs manivelles. Les Turcs furent pris de panique et ils se débandèrent en criant : (-) Macachi !!! (les mitrailleuses) »[1193].

Comme le font remarquer André Billy et Jean Piot, de même qu'à l'étranger, le quai d'Orsay a ses ambassadeurs dans les grandes capitales, les journaux y ont leurs correspondants particuliers. Leur importance augmente « à mesure qu'augmente la curiosité du public pour ce qui se passe à travers le vaste monde »[1194]. Déjà dans les conflits de la fin du XIXe et dans ceux qui ont agité les relations internationales au début du XXe, au Transvaal, en Chine, en Russie, des journalistes de différentes origines suivaient les armées belligérantes. D'après Ernest Laut, leur nombre semble cette fois-ci avoir considérablement augmenté :

> « Rien qu'à Sofia, on signalait ces jours derniers la présence d'une centaine de correspondants de guerre. Ajoutez à ce nombre ceux qui accompagnent l'armée serbe, l'armée monténégrine, l'armée grecque et ceux qui suivent les

[1190] *L'Épatant*, 12 juin 1913.
[1191] Sur le métier et les contraintes des correspondants de guerre, voir Mark Pedelty, *War stories: the culture of foreign correspondents*, New York, London, 1995.
[1192] Ernest Luat, « Les dangers du reportage à la guerre », *Le Petit Journal illustré*, 3 novembre 1912.
[1193] « La guerre des journalistes », *Fantasio*, 1er novembre 1912, p.221.
[1194] Voir André Billy et Jean Piot, Le monde …*op.cit.*, p.61.

> opérations du côté turc et vous pourrez vous faire une idée de l'importance prise dans la presse mondiale par cette rubrique nouvelle de l'information »[1195].

L'inflation informationnelle ou la passion du public pour rester ou être informé de ce qui passe dans des 'lointains en guerre' ou dans des guerres lointaines[1196], fait des correspondants de guerre, une catégorie d'acteurs indispensables dans le déroulement des conflits et leur perception. Ernest Laut se perçoit comme le descendant des chroniqueurs des Croisades et de la guerre de Cent Ans, « l'ancêtre de ces chroniqueurs militaires fut ce noble sire Godefroy de Villehardouin, maréchal de Champagne »[1197] suivi dans cette généalogie dressée par l'essayiste du *Petit Journal* par Jean sire de Joinville. Pourtant, souligne-t-il, c'est dans les guerres du Second Empire qu'on trouve les premiers correspondants de guerre. Des journalistes français et anglais suivent les troupes françaises en Italie, en Crimée et en Chine[1198]. En 1870, plusieurs journalistes furent admis à suivre des opérations dont ils envoyaient des comptes rendus à leurs journaux. « C'est ainsi que Jules Claretie fut nommé par Faidherbe, historiographe de l'armée du Nord. Il est le doyen de nos correspondants de guerre »[1199].

Dans ses mémoires publiées dès son retour à Paris, René Puaux correspondant de guerre pour le *Temps* en Thrace pendant la première étape des opérations militaires, affirme qu'au début de la guerre, les magasins de Sofia ont été dévalisés par un véritable régiment de correspondants, « déjà quatre-vingt et comme les services de l'armée ont fait un vide préalable, les approvisionnements en vivres et matériel ont le caractère de découvertes sensationnelles »[1200]. Une fois l'action engagée, les correspondants doivent se débrouiller tous seuls. Leur mission ou plutôt sa perception par les contemporains, renvoie à celle des aventuriers du XIXe siècle avec lesquels ils partagent l'aspect dangereux et imprévisible de

[1195] Ernest Luat, « Les correspondants de guerre », *Le Petit Journal illustré*, 3 novembre 1912.
[1196] Je dois l'emploi du concept de 'guerre lointaine' au séminaire organisé par Hervé Mazurel et Sylvain Venayre, « L'Europe des guerres lointaines. Représentations et sensibilités, 1820-1930 », à l'Université Paris I, Panthéon-Sorbonne, en 2011-2012.
[1197] *Idem.*
[1198] La guerre de Crimée en 1854-5 est la première où s'illustrèrent les reporters photographes et les correspondants de guerre dont le fameux William Howard Russel du *Times*. Pourtant, c'est la guerre de Sécession (1861-1865) qui fut le premier conflit véritablement médiatisé. Voir Pierre Albert Pierre, « La presse et la guerre », dans Michel Mathien (dir.), *L'information dans les conflits armés: du Golfe au Kosovo*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.67. Pour une généalogie du reportage de guerre depuis la guerre de Crimée jusqu'à la fin du XXe siècle, voir Harold Evans, *War stories: reporting in the time of conflict from the Crimea to Iraq*, Boston, Bunker Hill, 2003.
[1199] *Idem.*
[1200] René Puaux, *De Sofia …op.cit.,* p.69.

leur mission[1201]. Et c'est pourquoi les prévoyants, ceux qui ont déjà vu des guerres dures et difficiles, n'ont rien négligé. L'ami de René Puaux, Ludovic Naudeau, « dont l'autorité mandchourienne fait impression », est « religieusement écouté quand il conseille d'acheter un grill, une hache pour casser du bois, des bouillottes, du sucre, du café, du thé. »[1202]. Le correspondant du *Temps* souligne, d'un ton plutôt ironique, que parmi ses collègues allemands il y en a que « ces conseils affolent complètement ; ils se chargent d'invraisemblables impedimenta ; on les voit revenir à l'hôtel avec des chargements d'objets inutiles, de vêtements innombrables, de collections de jambons immenses. Comment feront-ils pour transporter tout cela ? »[1203], se demande-t-il. Quant à lui, il part :

> « avec un petit bagage où la bouillotte voisine avec du gros sel, du café turc, une certaine quantité de rhum, des sardines, des chandelles, des bougies, plusieurs douzaines de boîtes d'allumettes, une gamelle, de la poudre insecticide, du chocolat et quelques autres ingrédients de première nécessité. Il y a de quoi en cas d'aventure subvenir à nos besoins immédiats et à ceux de mon compagnon, un jeune Bulgare, Jordan Metchkarof, de son état comédien, ancien élève de Paul Mounet »[1204].

Parmi les correspondants français qui partent couvrir les opérations militaires, il y en a qui sont déjà connus par les acteurs sur le terrain ou dont la réputation a déjà traversé les frontières. Il s'agit de Georges Rémond par exemple, qui comme il l'affirme lui-même au nom de sa propre gloire et de celle de son journal, dès qu'il fut présenté aux officiers ottomans de la ligne de défense entre Nakkaskeuï et Ezetin par Djemil bey, fut immédiatement reconnu par plusieurs d'entre eux qui avaient lu dans l'*Illustration* les récits qu'il avait faits « de la bravoure de leurs camarades de Tripolitaine et de Cyrénaïque »[1205]. Ce sont les mêmes démonstrations d'amitié et d'accueil enthousiaste, réservées en juillet, à Alain de Penennrun et Réginald Kahn, correspondants de l*'Illustration*, qui une fois sortis de leur automobile à Kumanovo, ont été serrés chaleureusement dans les bras par deux officiers serbes, Stoïanovitch et Marinkovitch qui n'en revenaient pas de les voir au milieu d'eux[1206].

A côté des correspondants de guerre destinés à fournir à leurs journaux des reports écrits, il y a aussi les photographes professionnels, même si à partir de 1912, le

[1201] Sur l'héroïsation des correspondants de guerre dans les conflits des temps moderns, voir Phillip Knightley, *The first casualty: the War Correspondent as Hero and Myth-Maker from the Crimea to Kosovo*, London, Prion, 2000.
[1202] *Idem.*
[1203] *Idem.*
[1204] René Puaux, « Le départ des correspondants de guerre », *Le Temps*, 22 octobre 1912.
[1205] Georges Rémond, « Aux lignes de Tchataldja », *L'Illustration*, 23 novembre 1912.
[1206] Alain de Penennrun, « Comment les Serbes ont vaincu les Bulgares », *L'Illustration*, 26 juillet 1913.

développement du kodak permet aux correspondants 'traditionnels' de réaliser eux aussi des clichés[1207]. En octobre, l'*Illustration* après avoir commenté qu' « à notre époque, une grande guerre sans photographes est inconcevable », évoque les dangers auxquels sont confrontés ces acteurs 'médiatiques' et médiatisés dont le lecteur qui « regarde paisiblement leurs émouvants clichés ne se doute pas des difficultés dont ont triomphé leurs auteurs »[1208]. Afin d'illustrer leur rôle dans la guerre médiatisée, l'*Illustration* relate l'exemple de Horace Grant, reporter-photographe envoyé à l'État-major bulgare par le *Daily Mirror*. En août, le *Courrier cinématographique* annonce que c'est au prix de mille dangers, au mépris de sa propre existence qu'un correspondant de guerre de *Pathé Journal*, Samson Tchernoff, attaché spécial à l'État-major des armées serbes, a réussi « à saisir sur le vif les phases de la formidable bataille de la Bregalnitza »[1209].

Tableau : Les correspondants de guerre ou la bataille des journaux (journaliste) (journal) (État-major)

Première Guerre balkanique	**Deuxième Guerre balkanique**
Max AGHION (*Le Figaro*) (ottoman) Gustave BABIN (*L'Illustration*) (monténégrin) Alphonse CUINET (*Le Matin*) (ottoman) Paul ERIO (*Le Journal*) (ottoman) Henri GARNIER (*Le Gaulois*) (ottoman) Stéphane LAUZANNE (*Le Matin*) (ottoman) René LEBAUT (*Le Petit Journal*) (serbe) Jean LEUNE (*L'Illustration*) (grec) Ludovic NAUDEAU (*Le Matin*) (*Le Journal*) (bulgare) Alain de PENENNRUN (*L'Illustration*) (bulgare) René PUAUX (*Le Temps*) (bulgare) Georges REMOND (*L'Illustration*) (ottoman) Jean RODES (*Le Temps*) (ottoman) H.-C. VALLIER (*Le Matin*) (bulgare)	Gustave BABIN (*L'Illustration*) (bulgare) Paul ERIO (*Le Journal*) (ottoman) Reginald KAHN (*Le Temps*) (serbe) René LEBAUT (*Le Petit Journal*) (serbe) Jean LEUNE (*L'Illustration*) (grec) Alain de PENENNRUN (*L'Illustration*) (serbe) Georges SCOTT (*L'Illustration*) (grec)

[1207] Joëlle Beurier considère que suite à l'apparition du vest pocket de Kodak en 1912, doté d'une pellicule et facilement transportable, photographier n'est plus une affaire compliquée, nécessitant des compétences particulières. Voir Joëlle Beurier, « La Grande Guerre, matrice des médias modernes » dans *Le Temps des Médias*, printemps 2005, n°4, « Dire et montrer la guerre autrement », p.162.
[1208] « Les tribulations d'un photographe de guerre », *L'Illustration*, 26 octobre 1912.
[1209] *Le Courrier cinématographique*, 2 août 1913, p.15.

Parmi les acteurs français médiatisés à l'occasion des opérations militaires, on rencontre aussi ceux qui ont été magnétisés et séduits par l'appel à l'aventure que la guerre balkanique leur offrait. Ce fut le cas du pilote Fred Paillard, engagé chez les Bulgares[1210]. D'un tempérament aventureux, aimant le danger sous toutes ses formes, ce Malouin fit un jour connaissance du propriétaire de la grande ménagerie Hagenbeck[1211]. Pendant quatre ans, il passa son temps en Europe et en Amérique du Sud, à dresser des fauves. Ensuite, captivé par l'aviation, il entra chez Blériot[1212], puis chez Deperdussin[1213]. « Hypnotisé par la guerre des Balkans, il écrivit directement au tsar Ferdinand ». De son côté le champion français Jules Védrines, a conquis Belgrade à l'aviation. « Il est venu sans condition se mettre à la disposition de la Serbie, lui offrant son concours actif et désintéressé si les hostilités reprennent ou si une nouvelle guerre se déchaîne »[1214]. A côté de ces Français à la recherche des sensations fortes de l'aventure guerrière, ou de la participation à la campagne militaire comme la réalisation d'un désir d'aventure[1215], il y a aussi les officiers de l'armée qui sont mobilisés et dont la mission est parfois médiatisée. Lors du siège de la ville de Janina, des soldats grecs des îles Ioniennes, entonnèrent après avoir chanté les airs de leur région, la Marseillaise en l'honneur du capitaine Barrès, « venu spécialement pour faire un rapport sur l'aviation pendant les guerres balkaniques »[1216] lit-on dans le *Temps*. De son côté, Alain de Penennrun relate l'arrivée auprès de l'État-major serbe, de l'attaché militaire à Belgrade, le colonel Fournier, « qu'une faveur spéciale du roi, a autorisé, seul parmi tous les autres attachés, à suivre de près les opérations, en accompagnant l'armée du prince royal »[1217]. D'après le correspondant de l'*Illustration*, une si précieuse exception pour le représentant officiel de l'armée française prouve, mieux que tout, « l'extrême sympathie, dont depuis le roi, ancien soldat de la France, jusqu'au dernier de ses sujets, est animé le peuple serbe à notre égard »[1218]. Une autre personnalité militaire française acclamée dans le cadre des opérations militaires pour ses services rendus à l'armée grecque, est le général Eydoux. Accompagné de Jean Leune, correspondant de *l'Illustration*, il fut triomphalement accueilli à Janina[1219]. En revanche, dans les mémoires d'Abdul-Hamid publiées par *le Figaro* en janvier, on trouve une

[1210] « Un aviateur de Lyon aux Balkans », *Le Progrès de Lyon*, 30 octobre 1912.
[1211] Cirque fondé à Hambourg en 1887.
[1212] Pilote pionnier de l'aviation française fit le premier à traverser la Manche en 1909.
[1213] Constructeur d'avions.
[1214] Henry Barby, « Jules Védrine à Belgrade », *Le Journal*, 2 février 1913.
[1215] Sur le désir de l'aventure dans la société française du XIXe siècle, voir Sylvain Venayre, La gloire …*op.cit*.
[1216] « Devant Janina », *Le Temps*, 2-3 janvier 1913.
[1217] Alain de Penennrun, « Comment les Serbes ont vaincu les Bulgares », *L'illustration*, 26 juillet 1913.
[1218] *Idem.*
[1219] Jean Leune, « Le général Eydoux en Épire », *L'Illustration*, 26 avril 1913.

représentation ottomane de l'officier français comparé à son collègue allemand qui lui est moins favorable. L'ex-sultan ottoman essayant d'expliquer sa préférence envers les instructeurs allemands pour son armée, il déclare que ceux-ci ressemblent aux Turcs. « L'Allemand, dit-il, est lent, lourd, fidèle et honnête. Il travaille avec application et continuité. Le Français est très studieux, mais disperse ses forces par la politique. Les Français peuvent opposer à la persévérance allemande leurs facultés d'enthousiasme, mais c'est un feu de paille »[1220]. Des représentations stéréotypées du Français et de l'Allemand de la part des acteurs balkaniques font écho à celles véhiculées dans l'espace médiatique français dans le sens inverse. Plus particulièrement, la publication de cet extrait des mémoires d'Abdul-Hamid dans un journal libéral, pourrait avoir d'une part comme objectif la dénonciation des pratiques politiques dominantes en France de la part d'un journal anti-gouvernemental. D'autre part, les représentations plutôt flatteuses de l'Allemand véhiculées par l'ex-sultan pourraient servir de démonstration d'un rapprochement germano-ottoman déploré par le journal français, plutôt favorable aux alliés balkaniques pendant les premiers mois du conflit.

[1220] Pierre Mille, « Les mémoires d'Abdul-Hamid », *Le Figaro*, 24 janvier 1913.

Tableau : Photos et Unes mettant en scène la présence française sur les lieux du conflit entre le mois d'octobre 1912 et le mois de janvier 1913.

octobre	*La Petite Gironde*, 9 octobre : « L'unique croiseur bulgare la 'Nadlejda' a été construit à Bordeaux par les Chantiers et Ateliers de la Gironde et lancé en 1898 » *La Croix*, 22 octobre : « Un canon français traversant Phillippopoli en route vers Harmanly » *La Croix*, 25 octobre : « Andrinople : l'hôpital français Saint-Louis tenu par les religieuses Oblates de l'Assomption » *La Croix*, 27 octobre : « La mission française des religieuses Oblates de l'Assomption à Kara-agatch » *La Croix*, 30 octobre : « Un groupe de professeurs français (cléricaux) à Tchepelara aux avant-postes bulgares »
novembre	*Le Petit Parisien*, 19 novembre : « Le pont de Galata, que gardent les marins français » *Le Petit Parisien*, 20 novembre : « Le général français Baumann, commandant des forces de police chargées de la protection de Constantinople » *Le Petit Journal*, 27 novembre : « Les marins français débarqués à Galata »
	Le Petit Journal illustré, 15 décembre : « A Uskub : ovation chaleureuse faite par les officiers serbes à un général français » *La Croix*, 27 décembre : « L'ambulance française des Sœurs de Charité à Uskub »
janvier	*La Croix*, 30 janvier : « Départ du dernier blessé de l'ambulance française de Philippopoli »

A côté de cette perception de l'action d'officiers français en tant qu'acteurs des campagnes militaires plus ou moins directement impliqués dans celles-ci, l'action d'une autre catégorie de citoyens français a également fait l'objet d'une médiatisation dans la presse française. Il s'agit des médecins et infirmiers français, qui se rendent sur les lieux des opérations pour prendre soin des blessés et assister à l'organisation du système ambulancier. Ainsi, on apprend dans le *Temps* que le docteur Monprofit, député d'Angers, part en novembre pour Salonique afin d'organiser les services de la Croix-Rouge hellénique, à la

demande du gouvernement grec[1221]. Le *Journal* annonce le 30 octobre, qu'au moment où les sanglantes hécatombes de la guerre des Balkans emplissent de blessés les ambulances des belligérants, un comité de médecins français s'est constitué pour apporter son appui à l'œuvre du Croissant-Rouge et lui faciliter le recrutement de chirurgiens français. Cette mission est dirigée par le professeur Reclus, le docteur Lucas-Championnière, le docteur Jean-Louis Faure, le professeur Chantemesse et le professeur Raphaël Blanchard[1222]. Le président de la société française de secours aux blessés militaires annonce à Poincaré, le départ d'une mission médicale pour la Bulgarie coordonnée par le comte Jean de Castellane qui se charge de la conduire et de l'accréditer auprès de la Croix-Rouge bulgare. Cette mission était composée du docteur P. Rebreyend, chirurgien, du docteur Pierre Caillé, médecin, du docteur Gouriou, chirurgien, du docteur Vuillet, médecin et de Bouvier, infirmier[1223]. A côté d'eux il y avait aussi quatre ambulancières : Mme J. Xhignesse, de nationalité française, diplômée de la Société des dames françaises et dont le mari était directeur de la sucrerie franco-bulgare de Philippopoli ; Mme Lazaroff, française de naissance, veuve de M. Lazaroff, docteur en médecine de la faculté de Paris, sujet bulgare ; Mme Irouftcheff, de nationalité bulgare, mariée à M. Irouftcheff, docteur en médecine de la faculté de Montpellier, ex député au Sobranié et Mme Pawlitoff, française de naissance, veuve de M. Pawlitoff, ex secrétaire d'Ambassade à la Légation de Bulgarie à Constantinople et à Paris. Pour simplifier et faciliter les rapports avec les autorités bulgares et notamment avec l'administration de la Croix-Rouge, l'ambassadeur français informe le ministre des Affaires étrangères que les deux ambulances de la mission, furent administrativement réunies. « Toutes les demandes, toutes les réclamations, qu'elles vinssent du Collège français ou du pensionnat des Sœurs, furent centralisées entre les mains du père Gervais »[1224].

En janvier, André de Panafieu soumet à son ministère l'idée d'une distinction honorifique, envers le père Gervais Quenard, directeur du Collège français Saint-Augustin à Philippopoli[1225] et les deux supérieures des Sœurs de Saint-Joseph, la mère Marie Bénard, et la mère Blandine Boulatin. Ainsi, « en leur personne se trouveront aussi récompensés tous les

[1221] « Pour les blessés balkaniques », *Le Temps*, 15 novembre 1912. Voir aussi *AMAE*, Turquie/439, dossier sur la Croix-Rouge, le ministre de la guerre au MAE, Paris, le 13 novembre 1912.
[1222] « Pour le Croissant Rouge », *Le Journal*, 30 octobre 1912.
[1223] *AMAE*, Turquie/439, dossier sur la Croix-Rouge, Paris, le 23 octobre 1912,
[1224] *Idem*. En mars, une nouvelle mission sanitaire part pour Sofia composée du docteur Caillé de l'hôpital Saint-Antoine, du docteur Lucquet de l'hôpital Boucicaut, et du docteur Ceillier, de l'hospice de Bicêtre. Voir *AMAE*, Turquie/439, dossier sur la Croix-Rouge, Paris le 19 mars 1913.
[1225] Il s'agit de la ville de Plovdiv en Bulgarie de nos jours.

religieux et religieuses dont les services furent si appréciés »[1226]. Raymond Poincaré demande quant à lui à l'ambassadeur français à Istanbul de faciliter le débarquement de Valery Radot, attendu dans la capitale ottomane depuis Constantza. Envoyé par l'Institut Pasteur, il s'est vu confié par l'ambassade de Turquie, des caisses de médicaments pour les services sanitaires ottomans[1227]. De son côté, le consul français à Skopje informe Stephen Pichon qu'en juillet, plusieurs médecins et chirurgiens militaires et civils français, ainsi que deux ambulanciers de la Croix-Rouge sont arrivés dans sa ville, engagés par la Légation de Serbie à Paris. Ces médecins sont : « le docteur Reverchon, médecin major de 2e classe du Val de Grâce ; l'aide major Gabrielle du Val de Grâce ; Mlles Roth et Neuville ; le docteur Nicoletis de Paris, Grec crétois naturalisé français, le docteur Guilbert, affecté à l'hôpital des cholériques »[1228].

Le ministre de la guerre désigne de son côté, Cousergue, le médecin major de première classe, pour étudier sur place les conditions dans lesquelles fonctionnent les services sanitaires des armées bulgare et grecque[1229]. A la fin du mois d'octobre, l'*Aurore* publie une lettre adressée par Suzanne Pérouse, présidente de l'Union des femmes de France, à Etienne Bandy, comte de Nalèche, vice-président du syndicat de la presse parisienne pour l'informer que l'Union des Femmes de France (Croix-Rouge française) envoie sur la demande de la princesse Georges de Grèce, une équipe de six infirmières à Athènes. « Sur la prière de notre ambassadrice, Mme Bompard, nous faisons également partir pour Constantinople, une seconde équipe »[1230]. Ce sont ces deux missions que Jean Servien, correspondant du *Petit Marseillais* croise à bord du Memphis des Messageries Maritimes qui l'amène à Patras. Les cinq religieuses françaises se dirigeant vers la capitale ottomane à la demande de Mme Bompard, appartiennent à l'ordre des Franciscaines, de Marseille de Notre-Dame de la Garde ou du couvent de la rue Breteuil. Habillées « aux couleurs de l'hirondelle, elles portent une robe blanche, manteau gris, cape noire ». A côté d'elles, il aperçoit une mission de la Croix-Rouge se rendant à Salonique. « Elle est présidée par une jeune Marseillaise issue de la colonie grecque de notre ville, Mlle Siropinos. Je vois encore une mission anglaise du Croissant rouge, dirigée par un major à la poitrine couverte de décorations.»[1231]. A propos de leur action, la *Croix* se félicite du bel exemple de charité donné par les religieux et les sœurs françaises, assistant pendant le siège d'Andrinople « aussi bien les Turcs que les

[1226] *Ibid*., « L'ambulance française à Philippopoli », 31 janvier 1913.
[1227] *Ibid*., Poincaré à Bompard, Paris, le 21 novembre 1912.
[1228] *Ibid*., Skoplje, le 21 juillet 1913, n°68.
[1229] *Ibid*., Paris, le 10 décembre 1912.
[1230] « Le secours aux blessés », *L'Aurore*, 30 octobre 1912.
[1231] Jean Servien, « Billet de Patras », *Le Petit Marseillais*, 12 novembre 1912.

chrétiens »[1232]. Sur un même ton élogieux, Parsy annonce dans la *Croix* à la veille de Noël, qu'à Salonique les Sœurs des Filles de la Charité et de l'Hôpital français distribuent la soupe à tous les malheureux réfugiés qui se pressent à leurs portes[1233].

A propos du camp de San Stefano, touché par une épidémie de choléra pendant les opérations militaires, *le Matin* annonce que Mme Bompard, l'épouse de l'ambassadeur français à Istanbul, fut à côté de Lady Westmacott, « une des grandes dames courageuses et charitables »[1234] qui sans se laisser arrêter ni par l'horreur du spectacle, ni par la crainte de la contagion, portèrent leurs soins aux blessés ottomans. Suite à l'occupation grecque sur l'île de Chios, la Croix relate que les établissements français des Frères des Écoles chrétiennes et des Sœurs de Saint-Joseph, ainsi que leur personnel, furent des gages de protection pour la communauté musulmane et de dispense de soins pour les soldats blessés.[1235]. Dans le *Matin*, Stéphane Lauzanne, écrit en novembre qu'il n'y a plus une sœur dans les écoles françaises d'Istanbul pour garder les petits enfants. Toutes sont au chevet des blessés qui arrivent chaque jour à la gare de Sirkedji :

> « Les lazaristes de leur côté, sont admirables d'abnégation et d'énergie pour soulager la détresse des malheureux. Les uns et les autres restent ainsi fidèles à la mission que la patrie leur a confiée sur cette terre d'Orient. Devant des milliers d'élèves qui, depuis des siècles, se pressent dans leurs écoles, ils n'ont pas cessé de développer la théorie que la France n'est pas seulement une nation forte et glorieuses mais qu'elle est aussi le foyer d'où rayonnèrent toujours sur le monde l'humanité et la pitié »[1236].

Autrement dit, ces acteurs sont ceux qui ont inculqué aux populations des Balkans, l'idée que la France est une grande puissance civilisatrice. Paul Bourget dans l'*Écho de Paris*, venait de finir la lecture du récit de sa visite aux hôpitaux de la capitale ottomane, que Stéphane Lauzanne avait envoyé au *Matin*, quand le courrier lui apporta le journal de son département. Parmi les faits divers « rejeté négligemment à la troisième page »[1237], il aperçoit le compte rendu d'une audience du tribunal correctionnel où « quelques pauvres femmes comparaissaient accusées de rébellion contre les lois du pays ». C'étaient des sœurs, « les mêmes que celles dont M. Lauzanne a admiré à Constantinople le magnifique dévouement. Leur crime était d'avoir, dans certaines communes de l'arrondissement, soigné gratuitement

[1232] « A Andrinople, les rigueurs du siège, l'ambulance française par un assiégé », *La Croix*, 8 avril 1913.
[1233] Paul Parsy, « A Salonique », *La Croix*, 25 décembre 1912.
[1234] « Au camp des cholériques turcs de San Stefano, souvenirs de Lady Westmacott », *Le Matin*, 30 avril 1913.
[1235] La Croix, 4 janvier :(la prise de l'île de Chio par les Grecs) (de Chio à la date du 15 décembre on envoie au journal le récit suivant) (au moment de la rentrée)
[1236] Le Matin, 5 novembre : (par Stéphane Lausanne) (…
[1237] « Le billet de Junius », *L'Écho de Paris*, 15 novembre 1912.

les pauvres et les malades »[1238]. Saisi par ce contraste, il affirme que « dès qu'un voyageur a franchi la frontière, il entend les louanges des sœurs françaises, dont partout on réclame l'assistance. (…) rentré dans son pays, ils les voit traquées comme des criminelles »[1239]. Il dénonce ces contradictions dues selon lui à « des sectaires acharnés contre le nom chrétien et l'habit religieux ». Enfin il se demande si :

> « (…) à l'heure grave où nous sommes le moment n'est pas venu d'en finir avec ces lois de proscription, léguées par un régime d'odieuse tyrannie ? Demain une guerre formidable peut éclater. A notre tour, nous pourrons voir nos hôpitaux remplis de blessés. Allons-nous les priver des soins maternels qui consolent et soutiennent ceux des autres nations ? »[1240].

La perception du rôle de ces acteurs s'inscrit donc dans le débat qui agite la société française après la loi de 1905 prévoyant la séparation entre l'Église et l'État et amorçant ou renforçant le processus de laïcisation. La presse d'une droite anti-laïque, se sert des éloges adressées de la part des belligérants ou dans les discours des représentants de Marianne à l'égard de l'action charitable des congrégations religieuses françaises et de leur personnel dans les Balkans, afin de remettre en question la pertinence/cohérence des paroles de Gambetta, déclarant que la laïcité n'est pas un produit d'exportation, tout en revalorisant la place des infirmières religieuses dans l'organisation des secours aux blessés.

[1238] *Idem.*
[1239] *Idem.*
[1240] *Idem.*

En dehors de la perception des acteurs français à travers le prisme des débats qui avaient traversé la société française à la veille des guerres balkaniques, la perception des belligérants se fait en termes essentialistes[1241] et/ou différentialistes. Dans une telle perspective, les combattants Balkaniques, sont définis, classés et représentés d'une part, à travers des caractéristiques censées leur être exclusives et/ou applicables à l'ensemble des recrues de leurs pays respectifs. D'autre part, des regards façonnés par l'emprise du romantisme-folklorisme, du colonialisme ou du darwinisme social, érigent l'autrui, à l'Autre d'une approche exotique[1242], de connotation idéalisante, racialisante[1243], ou d'hiérarchisation dominatrice. Autrement dit, les acteurs balkaniques des opérations militaires sont perçus soit comme des êtres des mythologies sublimatrices des séquences précédentes de la question d'Orient, soit comme des représentants des groupes humains classés à des échelles inférieures de la pyramide évolutionniste construite par l'anthropologie coloniale et impériale française. Dans cette dernière perspective, le Français et l'Européen extra-balkanique, peuvent être représentés comme la personnification et incarnation de la civilisation la plus raffinée et élevée[1244].

La perception des acteurs des opérations militaires à travers leurs caractéristiques physionomiques et comportementalistes s'inscrit par ailleurs dans un contexte socioculturel marqué par l'avènement d'une 'culture coloniale' avec les exhibitions anthropo-zoologiques des Zoos humains[1245], l'héritage physiocratique et la passion-obsession taxinomique de la pensée méthodique et positiviste. Vacillant entre étrangeté et proximité, cette perception dépend aussi de leur place dans l'espace médiatique. Si l'existence d'un acteur dans cet espace est favorisé par sa relation quelconque avec la France, son passé, son présent, son futur, elle est aussi sujette à des mises en scène différenciées génératrices d'émotions et de sentiments de commisération, indignation ou répulsion.

[1241] Voir Ashcroft Bill, Griffiths Gareth, Helen Tiffin, *Key concepts in post-colonial studies*, London, New York, Routledge, 1998, p.77
[1242] Voir Francis Affergan, *Exotisme et altérité*, Paris, PUF, 1987, p.159.
[1243] Comme le fait remarquer Sarga Moussa, la race introduit une logique d'essentialisation dans l'étude d'individus ou d'une société, releguant au second plan l'étude des conditionnements socioculturels et des contingences historiques. Voir Sarga Moussa, *L'idée …*, *op.cit.*, p.410.
[1244] Voir Maria Todorova, *Imagining…*, *op.cit.*, p.119.
[1245] Voir Nicolas Bancel, Pascal Blanchard, Gilles Boëtsch (dir.), *Zoos humains : au temps des exhibitions humaines*, Paris, La Découverte, 2004.

La perception des acteurs du conflit, réapparaît à l'occasion des débats sur l'interprétation des réussites ou revers militaires. A côté des caractéristiques ou des actions des acteurs proprement dits, d'autres facteurs ou paramètres de nature idéologique, géopolitique et symbolique entrent également en compte.

II.4. Perceptions des causes des défaites et victoires militaires

En automne 1912, la publicité s'empare de l'actualité des guerres balkaniques et les promoteurs de la Réglisse Florent se demandent : « Pauvre Turc que prends-tu pour ton rhume ! »[1246] tandis qu'Adolphe Willette dédie à Pierre Loti la publicité suivante : « Les remords de Mahomet : 'ça y est ! mon peuple est foutu ! mais aussi quelle diable d'idée j'ai eue de lui interdire le vin ! ah voilà ! je n'avais pas prévu le Quinquina Dubonnet ! »[1247]. En arrivant à la station de Hadjalar, située au nord de Kumanovo, le prince serbe Alexis et son compagnon trouvent la gare abandonnée. Entrés dans le bureau du chef de gare, ils trouvent sur sa table à côté d'une tasse de café à moitié vide, un livre ouvert. Ce livre n'est autre que *Monsieur Dupont* de Paul de Kock. Le chef de gare venait de fuir. « Pendant que ses compatriotes se battaient et que se décidait le sort de sa nation, le fonctionnaire ottoman lisait du Paul de Cock ! »[1248], affirme le *Matin*, en assurant en même temps la promotion de sa rubrique littéraire.

A côté de ces perceptions publicitaires, anecdotiques et caricaturales des causes de la défaite ottomane et des victoires des alliés pendant la première étape du conflit, une lecture déterministe, fataliste et téléologique de l'histoire s'affiche chez les écrivains et penseurs d'une droite nationaliste.

II.4.1. Lecture déterministe, téléologique de l'événement historique

Dans une telle optique, Edouard Drumont constate que « le seizième centenaire de la victoire de Constantin, qui précéda de peu la translation de la capitale de Rome à Byzance, en 330, coïncide avec la défaite de l'armée ottomane et l'entrée prochaine à Constantinople des troupes balkaniques. »[1249]. Derrière cette coïncidence chronologique, il voit dans la défaite ottomane en novembre 1912, les effets de ce que Bossuet appelait la mécanique de la politique de Dieu. En même temps, dans une vision et représentation cyclique de l'évolution

[1246] *Le Petit Parisien*, 17 novembre 1912.
[1247] *Idem.*
[1248] « Un document significatif sur l'état d'esprit des Turcs », *Le Matin*, 16 novembre 1912.
[1249] Edouard Drumont, « Les recommencements de l'Histoire », *La Libre Parole*, 14 novembre 1912.

historique, il perçoit l'histoire comme un perpétuel recommencement. Junius, alias Paul Bourget dans l'*Écho de Paris* commente lui aussi que l'anniversaire de la victoire de l'empereur Constantin contre son adversaire Maxence, le 28 octobre 312, sur le pont Milvius, vient de passer inaperçue au milieu des événements qui bouleversent l'Orient. Dans le cadre de cette bataille, la croix lui serait apparue dans le ciel, comme un signe de victoire : « c'est le plus grand fait de l'Histoire. Nul ne l'avait prévu. (…) seize siècles ont passé, et presque à la même date, un combat glorieux vient de transformer d'un coup l'état de l'Europe par la victoire de la Croix. Cela non plus, nul ne l'avait prévu »[1250]. On retrouve la même perception des causes de la défaite ottomane à travers la référence à un événement de l'histoire du christianisme et en vue de mettre en avant une certaine téléologie dans le déroulement de l'histoire de l'humanité[1251]. Dans une conception providentielle de l'histoire, et de l'enchaînement des événements, le byzantiniste Charles Diehl attribue la conquête de la ville de Salonique par l'armée grecque en novembre 1912 à l'intervention thaumaturgique de son saint patron qui semble veiller « encore au salut de la cité reconquise précisément le jour de sa fête, le 26 octobre 1912 »[1252]. L'entrée de l'armée grecque eut lieu le 7 novembre, mais dans le calendrier julien qui était toujours celui employé en Grèce à cette époque, cette date correspondait à la fête de Saint-Dimitri.

En revanche, dans la presse socialiste et radicale- socialiste, les défaites ottomane et bulgare, sont imputées aux rapports de force numériques défavorables pour l'armée du sultan pendant la première étape du conflit et désavantageuse envers l'armée du tsar Ferdinand, entre les mois de juillet et d'août 1913. La caricature publiée dans la *Lanterne* fin juin 1913, illustre de manière éloquente cette interprétation de l'issue des combats. On y voit le souverain bulgare se plaignant des Turcs, car « ils se mettent à cinq contre moi, alors que nous n'étions que quatre contre eux »[1253].

Pourtant, ce sont les Jeunes Turcs et plus précisément leur composante représentée par le Comité Union et Progrès qui se trouvent au centre de la critique d'une presse nationaliste et traditionnaliste, concernant la défaite ottomane après le coup d'État qu'ils fomentent contre le

[1250] « Le billet de Junius », *L'Écho de Paris*, 7 novembre 1912, et « A seize siècles de distance, billet de Junius dans l'Écho de Paris », *La Croix*, 8 novembre 1912.
[1251] A ce propos, on retrouve le phénomène d'inscription d'un événement dans le système représentationnel dominant au sein d'un groupe d'individus, étudié par Marshall Salins, au sujet de l'accueil du voyageur James Cook par les Haïtiens, le 17 janvier 1799. En prenant le capitaine anglais pour le dieu Lono qu'ils étaient en train de fêter ce jour-là, les habitants de cette île auraient évalué l'événement à l'aune de leurs propres catégories représentationnelles. Voir David Marshall Sahlins, *Historical metaphors and mythical realities :structure in the early history of the Sandwich Islands KIngdom*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1981.
[1252] Charles Diehl, « La cité de Saint-Demetrius », *Le Gaulois*, 27 août 1913.
[1253] *La Lanterne*, 21 juillet 1913.

cabinet de Kiamil pacha en janvier 1913. D'après le *Gaulois* c'est leur parti qui « prépara la ruine de la Turquie »[1254]. L'*Autorité* se demande comment « les véritables auteurs des désastres de Tchorlou, de Kirk-Kilissé, et de Lule-Burgas, ont l'audace de crier à la trahison et de prêcher la guerre »[1255]. De son côté, le *Petit Journal* annonce au lendemain du coup d'État que « le parti des hommes sages est donc tombé maintenant, et celui des violents lui succède. Les Jeunes Turcs ont été les fauteurs des événements actuels, ils sont les responsables de la perte pour l'empire de la Turquie d'Europe. »[1256].

II.4.2. Lecture monarchiste, antirépublicaine et antirévolutionnaire

Pour sa part, Alexandre Varenne, commente dans la *Lanterne* le fait que toute la presse réactionnaire met la défaite des armées du sultan sur le compte des Jeunes Turcs en les accusant « d'avoir voulu instaurer le parlementarisme»[1257]. Selon lui, c'est plutôt les trente ans « de tyrannie corrompue d'Abdul Hamid » qu'il faudrait incriminer. Par ailleurs, l'ancien député radical remarque que la Jeune Turquie a été surprise en plein travail de réorganisation et n'a pas eu le temps de se préparer à la guerre. Il rappelle d'ailleurs que lorsque le conflit éclata, « les Jeunes Turcs n'étaient plus au pouvoir. La réaction avait déjà repris la direction des affaires »[1258]. Paul Richard se fait l'écho de cette interprétation de la défaite ottomane en écrivant dans le journal radical l'*Aurore* qu'il faut se garder « du pessimisme excessif de certains journaux qui s'efforcent de triompher des circonstances en attribuant tout le mal dont souffre actuellement la Turquie au régime constitutionnel, à l'influence des idées radicales et démocratiques »[1259].

Dans le journal, l'*Éclair*, l'adhésion des Jeunes Turcs à l'esprit républicain est également incriminée en vue de rendre compte de la défaite. Mais dans ce journal anglophobe, ce qui est davantage relaté et commenté c'est l'accueil positif qu'avait reçu le mouvement des Jeunes Turcs auprès des instances diplomatiques britanniques[1260].
Ahmed Rechid, second chambellan du sultan, relatant les propos de son maître Mohamed Rechad V dans le *Figaro*, affirme de son côté, que les malheurs dont souffre son pays « sont dus simplement à la politique néfaste qu'avait inaugurée il y a quatre ans ce fameux

[1254] « Les chefs de la Révolution », *Le Gaulois*, 24 janvier 1913.
[1255] « Autour de la révolution turque », *L'Autorité*, 26 janvier 1913.
[1256] « Le nouveau coup de force à Constantinople », *Le Petit Journal*, 25 janvier 1913.
[1257] Alexandre Varenne, « C'est la faute à Voltaire », *La Lanterne*, 4 novembre 1912.
[1258] *Idem.*
[1259] Paul Richard, « La crise turque », *L'Aurore*, 17 juillet 1912.
[1260] Ernest Judet, « La fuite des Jeunes-Turcs », *L'Éclair*, 15 novembre 1912.

comité »[1261]. Dans l'*Action Française*, Léon Daudet se souvient quant à lui, qu'il y a dix ans, il dînait au café Riche en compagnie de son confrère Alexandre Hepp, qui revenait de Bulgarie. A ce propos, il lui parla avec un vif enthousiasme du roi Ferdinand et de l'intense préparation militaire à laquelle il avait engagé son pays. Ainsi, à l'aune des événements se déroulant dans les Balkans en automne 1912, l'écrivain nationaliste, adepte d'une politique militariste, établit aussitôt des correspondances entre le renforcement de la Prusse avant 1866 et 1870, la croissance du Japon avant Moukden et le développement de la Bulgarie avant Kirk-Kilissé. Ces exemples montrent « ce que peut accomplir de prodiges un peuple guidé par son chef héréditaire, développé par lui dans toutes ses énergies, en un mot, formé royalement.»[1262]. Dans le journal qui servait de tribune à l'expression des discours royalistes et antirévolutionnaires de Charles Maurras, on lit en octobre 1912 que « la monarchie bulgare est victorieuse de la Turquie parlementaire »[1263]. Comme le remarque Jean-Jacques Becker, jusqu'à Maurras le nationalisme était lié aux souvenirs de l'époque révolutionnaire. La nouveauté que le fondateur de l'*Action Française* introduit dans le discours nationaliste, fut de l'inscrire dans le sillage des contre-révolutionnaires tels que Joseph de Maistre ou le vicomte Louis de Bonald, rejetant toute filiation avec la Révolution et revendiquant au contraire, le retour à un régime monarchique. Il opère ainsi la fusion entre le nationalisme et la tradition royaliste[1264].

Les auteurs de l'*Action Française* se servent de la victoire bulgare pour exprimer à la fois leurs affinités envers les royaumes balkaniques mais aussi pour promouvoir la cause royaliste. Dans leurs syllogismes, si les alliés balkaniques sortent victorieux de cette confrontation militaire, c'est parce que leurs pays étaient dirigés par des rois. C'est la conclusion d'Arthur Meyer dans le *Gaulois* qui voit s'opposer d'un côté « l'unité monarchique » représentée par les royaumes balkaniques et d'un autre côté, « la confusion parlementaire, le tumulte républicain introduit à l'Empire ottoman par les Jeunes-Turcs »[1265]. En revanche, pour un homme politique de tendance radicale, comme Edouard Herriot, maire de Lyon et sénateur du Rhône, l'histoire offre peu d'efforts comparables à celui que, « quelques hommes courageux ont tenté pour régénérer un pays que guettait la mort ». Pour juger la révolution jeune-turque, à son mérite et à ses difficultés, il incite ses concitoyens à

[1261] « S.M. le sultan Mohamed Rechad V par Ahmed Rechid, second chambellan du sultan », *Le Figaro*, 6 février 1913.
[1262] Léon Daudet, « La révélation de la force », *L'Action Française*, 27 octobre 1912.
[1263] « La monarchie bulgare victorieuse de la Turquie parlementaire », *L'Action Française*, 26 octobre 1912.
[1264] Voir Jean-Jacques Becker, Stéphane Audoin-Rouzeau, *La France, la nation, la guerre, 1850-1920*, Paris, Sedes, 1995, p.209.
[1265] Arthur Meyer, « Le crime des Jeunes-Turcs », *Le Gaulois*, 2 novembre 1912.

songer à la Révolution française : « la Turquie de 1912 se trouve à peu près dans la même situation où fut la France de 1792, à la veille de Valmy »[1266]. Aux antipodes d'une perception royaliste et antirévolutionnaire des facteurs qui ont régi l'issue des batailles, Jean Jaurès réagit lui aussi dans l'*Humanité*, contre « ces sophismes élaborés par la réaction en vue d'exploiter l'effondrement de la Turquie nouvelle contre toute idée de démocratie et de libre pensée »[1267].

Ceux qui sont hostiles à la Révolution française y voient la véritable cause de la défaite ottomane. Jacques Bainville s'adressant dans l'*Action Française* à Edouard Herriot, lui reproche sa sympathie envers la révolution ottomane, car loin de régénérer l'Empire, elle a « divisé ses forces et précipité sa ruine »[1268]. De son côté, Claude Farrère, présent à Paris en décembre pour assister aux premières répétitions de la pièce que Pierre Frondaie a tiré de son roman, *L'homme qui assassina*, et dont l'intrigue se déroule dans l'Empire ottoman, se permet lui aussi de s'exprimer au sujet de la défaite ottomane. Il l'attribue à son tour à la révolution des Jeunes Turcs, qu'il compare « à la crise traversée par la France de 89 à 93 »[1269]. Cette perception de la défaite ottomane est diffusée également dans d'autres journaux de la droite antirévolutionnaire, tels que l'*Écho de Paris* où on lit que la Turquie meurt de la Révolution[1270] ou encore dans le *Gaulois*. Selon son rédacteur, les Jeunes Turcs ne s'étaient pas rendu compte que le sultan puisait toute sa légitimité et puissance de son titre de commandeur des croyants, qui lui assurait l'obéissance absolue de ses sujets musulmans. Abdul Hamid aura donc été selon Arthur Meyer, « le dernier sultan traditionnel et fort. Le jour où on l'a fait souverain constitutionnel, on l'a aussi bien décapité que Louis XVI le lendemain du jour où on l'a coiffé du bonnet phrygien »[1271]. Reprenant cette idée, le ghazi Moukthar pacha[1272], hostile au Comité Union et Progrès, expose dans l'*Écho de Paris* sa perception de la défaite ottomane. D'après lui, « l'idée de patrie chez les Turcs est absorbée par le respect et le dévouement au maître, le sultan ». A leurs yeux le sultan incarne la patrie. Les Jeunes Turcs en arrivant au pouvoir, « ont déposé le sultan publiquement sans rien faire

[1266] Edouard Herriot, « France et Turquie », *Le Journal*, 20 octobre 1912.
[1267] Jean Jaurès, « Réacteurs dupes », *L'Humanité*, 3 novembre 1912.
[1268] Jacques Bainville, « Turc ou Bulgare ? », *L'Action Française*, 26 octobre 1912.
[1269] Raoul Aubry, « M. Claude Farrère raconte des histoires turques », *Gil Blas*, 18 décembre 1912.
[1270] « Le billet de Junius », *L'Écho de Paris*, 22 novembre 1912.
[1271] Arthur Meyer, « Le crime des Jeunes Turcs », *Le Gaulois*, 2 novembre 1912.
[1272] (1839-1919) Gazi Ahmed Muhtar pacha est nommé grand-vizir en juillet 1912. Il démissionne quelques mois plus tard en octobre suite au déclenchement de la première guerre balkanique. Il doit son nom de ghazi (le victorieux) à ses victoires pendant la guerre russo-turque de 1877-78.

pour sauver la face ». Leur attitude, a « profondément froissé le sentiment populaire »[1273]. Selon Ernest Judet, l'Empire ottoman meurt :

> « …de la politique à la fois violente et puérile qui prétendait la métamorphoser par l'apport d'idées radicalement contradictoires avec ses traditions, ses mœurs, son passé, sa foi. Le parti inexpérimenté et ignorant qui s'est figuré réformer son pays en lui soufflant les pires hérésies occidentales, ne lui a pas enlevé son fanatisme grossier, mais a brisé le ressort religieux et social qui animait des soldats jadis extraordinaires, d'une solidité et d'un héroïsme universellement admirés »[1274].

Dans le *Temps* aussi, pour expliquer la défaite de l'armée ottomane, on met en avant « la tentative d'une greffe, souhaitant doter la Turquie de toutes les qualités de l'Occident lui faisant jusqu'à là défaut, qui n'a rien donné »[1275]. Cette idée chargée de connotations de déterminisme et de prédestination dans l'évolution politique d'une société, est exprimée également dans le billet de Junius de l'*Écho de Paris* où Paul Bourget écrit que « les peuples comme les individus, ont leurs lois de vie auxquelles ils ne sauraient se soustraire ; leur type est fixé pour toujours ; ils sont comme ils sont, ou ils ne sont plus. Cela ne signifie qu'ils soient incapables de tout progrès, mais cela signifie que tout prétendu progrès hors de leur ligne, leur est funeste »[1276].

A cet égard, Pierre Mille décrit dans le *Temps*, son voyage-parabole avec l'Orient Express, à côté de voyageurs sortis plus ou moins de son imagination, un Ottoman, nommé Toghroutbey, un Chinois, appelé Ouang Ouei et un Persan se présentant comme Moulaï eddine. Ces trois voyageurs loin de clichés traditionnels, ne portaient ni fez, ni queue de cheval noire, bien tressée, ni caftan et grand bonnet. Ils étaient tous habillés de manière semblable, avec des vêtements taillés selon les diktats de la mode 'occidentale'. A un moment, les trois voyageurs commencent à parler de la situation politique dans leurs pays respectifs, commentant les difficultés auxquelles les régimes des Jeunes Turcs, des Jeunes Chinois et des Jeunes Persans sont confrontés. A ce propos, Ouang Ouei soupire : « eh oui, nous avons fait la révolution chez nous ! (-) chez nous aussi, fit Moulaï eddine, sans qu'aucune joie brillât dans ses beaux yeux. (-) nous avons fait la révolution ! reconnut à son tour Torghout d'un air sombre.»[1277]. Puis ils restent silencieux pendant un moment avant d'avouer qu'ils ont tous voulu imiter la

[1273] Geffyer, « L'armée turque et les causes de sa décadence », *L'Écho de Paris*, 12 novembre 1912.
[1274] Ernest Judet, « Vestra culpa », *L'Éclair*, 2 novembre 1912.
[1275] « Une prière à Sainte Sophie », *Le Temps*, 16 novembre 1912.
[1276] « Le billet de Junius », *L'Écho de Paris*, 22 novembre 1912.
[1277] Pierre Mille, « En passant dans l'Express-Orient », *Le Temps*, 14 novembre 1912.

France et le voyageur ottoman de conclure : « c'est la France qui nous a mis dedans. Il n'y a jamais eu que les Français qui aient réussi leurs révolutions.»[1278].

Les concepts de progrès et de démocratie, sont proclamés incompatibles avec une certaine catégorie de peuples, qualifiés d'Orientaux ou représentant l'Orient dans la répartition du monde en sphères géoculturelles établies par des essayistes qui se réservent le titre d'Occidental, d'Européen, ou parlent au nom de ces identités inventées. Les résultats de tentatives ayant lieu dans l'Empire ottoman, perse ou chinois de la part des mouvements des Jeunes Turcs, Perses ou Chinois en vue de démocratiser la vie politique de ces pays, deviennent les seuls critères à l'aune desquels on déclare l'infaisabilité d'une telle transformation de ces sociétés, oubliant de rappeler la série d'échecs révolutionnaires en France, avant que celle de 1789 ne réussisse en partie ses objectifs et culturalisant les raisons de l'échec révolutionnaire dans des pays dits orientaux, omettant en même temps de commenter les rapports de force et les conditions défavorables à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de ces pays. Basée sur le mythe d'immaturité politique pour l'initiation à la démocratie de certaines sociétés et de certaines cultures, cette narration transforme le passage à l'organisation et au fonctionnement démocratique d'un État, à une conquête exclusivement et inéluctablement réservée aux sociétés reconnues comme Européennes ou Occidentales.

L'incapacité de ceux que les Français de l'époque qualifiaient d'Orientaux, à être initiés à la démocratie et aux principes de la Révolution française, a déjà été évoquée dans le cadre d'autres expériences étatiques. Ainsi, Gaston Deschamps dans son essai sur la Grèce moderne, publié à la fin du XIXe siècle, écrivait-t-il, qu'il ne fallait pas s'étonner si la constitution parlementaire, calquée sur le modèle de celles qui régissent les vieilles nations et introduite en Grèce, ne fonctionnait pas toujours bien « que cette invention des Occidentaux, brusquement livrée à des mécaniciens novices, ait fait des dégâts, comme une locomotive qui serait manœuvré par un enfant »[1279]. Derrière ce déterminisme politique, l'Orient est perçu comme, a priori, réfractaire aux principes d'un régime démocratique, d'une société laïcisée et d'une mentalité rationalisée.

Jules Claretie relate dans le *Temps* ce qu'il lui raconta le romancier Jean Richepin à propos de la défaite ottomane. D'après lui, les soldats ottomans ont perdu la foi en la victoire :

[1278] *Idem.*
[1279] Gaston Deschamps, *La Grèce d'aujourd'hui*, Paris, 1892, p.378.

> « (…) depuis que les chiens, les descendants de la race de ces chiens venus des plateaux de l'Asie avec les ancêtres conquérants, ont été chassés de Constantinople et exilés par les Jeunes Turcs dans une île spéciale. Ces chiens errants qui pullulaient dans les carrefours, ces chiens, effroi de l'étranger, mais qui, en liberté, n'offraient jamais, dit-on, les symptômes de la rage, ces chiens étaient pour les Turcs ce qu'est pour les Romains la louve du Capitole, pour les Bernois l'ours légendaire, pour les Vénitiens les pigeons de la place Saint-Marc. Ils étaient sacrés et protecteurs. (-) on les a emprisonnés quelque part, disent les vieux Ottomans en hochant la tête, et avec eux s'en est allée la fortune de l'islam ! »[1280].

Toujours dans cette direction interprétative, Jules Arren explique lui aussi l'impuissance de l'armée ottomane par la volonté des Jeunes Turcs de « mettre une charpente neuve sur l'édifice vermoulu de la vieille Turquie ». Leur tentative affaiblit « les principes qui faisaient la force de l'Islam ; ils n'ont pas eu le temps ni la force de les remplacer par d'autres »[1281]. Dans le *Figaro*, Pierre Loti considère que la dégénérescence de l'armée ottomane est l'œuvre de l'Occident :

> « Les nouvelles utopies délétères, même les plus puériles, qui sévissent chez nous, les ont contaminés avec une rapidité stupéfiante, comme il arrive pour tous les mauvais virus qui foisonnent plus vite dans les sangs plus neufs. Beaucoup de leurs soldats ont perdu la foi et la plupart de leurs officiers ont négligé le métier des armes pour se plonger dans la plus naïve politicaillerie. Nos alcools aussi s'en sont mêlés et certains grands chefs militaires, responsables des pires déroutes s'enivraient (…). Une Turquie parlementaire incroyante et fuyarde, rien ne pouvait causer aux amis de l'Orient une stupeur plus douloureuse et plus inattendue. »[1282].

II.4.3. Lecture antisémite, antimaçonnique et militariste : à l'ombre de l'affaire Dreyfus et de l'affaire des fiches

L'écrivain phare d'un orientalisme romantique fin de siècle, est également obsédé en même temps par la campagne contre l'alcool et tenté par des métaphores médicales, vecteurs pendant l'entre-deux-guerres de discours xénophobes et racistes. Il exprime également, le désaveu d'une droite réactionnaire au parlementarisme et à la laïcisation de la société. Proche de ces idées, Ernest Judet dans l'*Éclair* dirige ses diatribes contre les agents de l'athéisme, qui « en Turquie comme en France ont voulu humilier le temple militaire sur lequel repose le salut et l'indépendance d'un État »[1283]. D'après Arthur Meyer, les qualités par lesquelles se distinguait l'armée ottomane s'affaiblirent à partir du moment où la politique s'introduisit dans les casernes. Cette évolution eut lieu remarque le directeur du *Gaulois*, sous l'impulsion

[1280] Jules Clarétie, « La vie à Paris », *Le Temps*, 8 novembre 1912.
[1281] Jules Arren, « La faillite de l'armée turque », *L'Éclair*, 1er novembre 1912.
[1282] Pierre Loti, « Les Turcs massacrent ! », *Le Figaro*, 7 novembre 1912.
[1283] Ernest Judet, « Vestra culpa », *L'Éclair*, 2 novembre 1912.

des Jeunes Turcs, « ces disciples des promoteurs de la grande Affaire qui reniant leurs traditions nationales, se sont inspirés de doctrines malfaisantes de la franc-maçonnerie »[1284]. Paul de Cassagnac de l'*Autorité* établit lui aussi un lien entre l'œuvre des francs-maçons jeunes turcs dans leur pays, et celle des radicaux francs-maçons en France. L'analogie des situations est frappante, déclare-t-il : « Pelletan, André, Combes et feu Berteaux n'ont pas procédé autrement qu'Aziz pacha, Abdullah pacha et Zekki pacha »[1285]. Le *Gaulois* constate que dans un bien curieux article publié par le *Matin*, le radical Camille Pelletan attribue la défaite ottomane à l'introduction de la politique dans l'armée. Il dirige à ce propos contre « les Jeunes Turcs qui sont les radicaux des bords du Bosphore », des critiques sévères les accusant d'avoir renforcé la présence de la franc-maçonnerie. Dans sa perception de la vie politique ottomane, après la répression de la tentative de coup d'état du 13 avril 1909, « un Grand Orient ottoman fut fondé. Talaat bey, ministre de l'intérieur en fut le grand maître ». Les Jeunes Turcs « par leurs manifestations antireligieuses, telles que celles d'Ahmed Riza, président de la Chambre des députés, refusant de prêter le serment prescrit par la Constitution, sous prétexte qu'il ne croyait pas à l'existence d'Allah, ils ont brisé le ressort essentiel du patriotisme musulman »[1286].

Pour sa part, le *Gaulois* relate le point de vue du général Bonnal, obligé de prendre sa retraite prématurément après avoir été accusé d'avoir été réactionnaire et clérical lors de l'affaire des fiches. Entré au Creusot, comme ingénieur d'artillerie, il a rempli des missions à Mexico, à Athènes et à Sofia où il se trouvait au moment du conflit. D'après lui, les Jeunes Turcs ont cru que, « grâce à la franc-maçonnerie, ils allaient refaire un État puissant et une armée solide (…).le régime de suspicion inhérent à tout ce qui est maçonnique a produit les résultats que l'on connaît, délations, fiches, écœurement, puis départ des officiers »[1287].

D'après André Tardieu dans le *Temps*, il n'a fallu que quatre ans à un régime de sociétés secrètes, à un régime qui introduisait la politique dans l'armée et notait les officiers comme politiciens plutôt que comme soldats, « pour faire des héros de Plevna, les fuyards de Kirk-Kilissé et les vaincus de Lule-Burgas »[1288]. D'après le rédacteur de la rubrique de la politique extérieure du *Temps*, ce régime, la France l'a connu elle aussi. Il évoque à ce propos,

[1284] Arthur Meyer, « Le crime des Jeunes Turcs », *Le Gaulois*, 2 novembre 1912.
[1285] Paul de Cassagnac, « A prendre ou a laisser », *L'Autorité*, 3 novembre 1912.
[1286] « Les causes de l'effondrement militaire de la Turquie », *Le Gaulois*, 11 novembre 1912.
[1287] Général Bonnal, « Une lettre de Sofia », *Le Gaulois*, 20 novembre 1912.
[1288] André Tardieu, « L'armée et la politique, *Le Temps*, 2 novembre 1912.

le mémorandum de Waldeck-Rousseau du 24 décembre 1902, « exposant que le cabinet du ministre de la guerre recevait des loges des notes sur les officiers et que ces notes étaient reportées sur des fiches »[1289]. L'affaire des fiches à laquelle fait allusion André Tardieu, remonte à la victoire du Bloc des gauches aux élections de 1902. Dans une volonté de laïciser la société et démocratiser l'armée, le général André, nommé ministre de la Guerre et Pelletan, ministre de la Marine, promulguent une série de circulaires et de projets de loi jugés nécessaires pour atteindre ces objectifs. Parmi ces mesures on peut citer la réduction du service militaire à deux ans, la suppression de la cérémonie de bénédiction des navires de guerre, l'interdiction pour les soldats de fréquenter des cercles de caractère confessionnel, l'éloignement du personnel religieux des hôpitaux de l'armée de terre et de la marine[1290]. Ces dispositifs jugés insuffisants par le général André, il a également voulu s'assurer que les promotions seraient désormais exclusivement réservées aux officiers fidèles aux valeurs de la République laïque. Pour ce faire, il a confié au capitaine Mollin, beau-fils d'Anatole France, la constitution de deux registres, l'un baptisé Corinthe, référence au dicton de l'antiquité gréco-romaine « il n'est pas permis à tous d'aborder à Corinthe » et l'autre Carthage, avec allusion aux paroles de Caton l'ancien 'delenda Carthago'. Le 28 octobre 1904, l'affaire des fiches est révélée lors de la discussion des interpellations du lieutenant-colonel Rousset et de l'ancien officier Guyot de Villeneuve. Présidée par Henri Brisson, la Chambre des députés prend connaissance ce jour-là, des faits publiés par le journal le *Matin* et relayés par le *Figaro*, accusant le général André d'avoir organisé au ministère de la Guerre un service occulte de renseignements.

Jacques Bainville dans *l'Action Française,* distingue quant à lui entre la bonne politique exercée par les officiers bulgares, lorsqu'en 1886, ils contestaient l'autorité du prince Alexandre de Battenberg, par les officiers serbes assassinant leur roi en 1903, ou par la ligue militaire qui fomenta le coup d'État de Goudi en 1909. D'après l'historien nationaliste et antisémite, ils ont fait de la bonne politique. Ils ont supprimé « des causes de faiblesse et de trahison, anéanti des principes d'anarchie, relevé ou renforcé l'autorité, tandis que l'armée ottomane faisait exactement le contraire »[1291]. De son côté, le général Alexandre Percin[1292], commente le bruit « qu'ont fait les journaux réactionnaires », au sujet de la division introduite

[1289] *Idem.*
[1290] Pour une historique de l'affaire des fiches, voir Pierre Chevallier, *Histoire de la franc-maçonnerie française*, vol.III, Paris, Fayard, 1988.
[1291] Jacques Bainville, « En route pour trente ans de réaction », *L'Action Française*, 2 novembre 1912.
[1292] Chef de cabinet du général André au moment de l'affaire des fiches.

par la politique dans l'armée ottomane. Et de cette analyse, affirme-t-il, « ils ont immédiatement conclu, que si, il y a dix ans, nous avions eu la guerre, nous aurions été battus comme les Ottomans »[1293]. A ce propos, il se demande si l'armée n'était pas divisée au temps de l'affaire Dreyfus, quand « sur une liste de souscription, qui sera la honte de cette époque, des officiers réactionnaires déclaraient vouloir étrangler le dernier des francs-maçons avec les boyaux du dernier des juifs »[1294]. Faisant écho aux points de vue du général Percin, Alexandre Varenne, constate lui aussi dans la *Lanterne* qu'une partie de la presse se sert de la défaite ottomane pour condamner la démocratisation de l'armée, entreprise par les Jeunes Turcs avec l'introduction d'officiers républicains. Et sur un ton ironique, il affirme que « s'ils avaient été férocement réactionnaires, la Turquie n'aurait fait qu'une bouchée de ses quatre adversaires. Car on ne peut pas être un bon soldat, encore moins un tacticien de mérite, si l'on n'est pas royaliste ou clérical »[1295]. D'après le député radical-socialiste, une telle perception des causes de la défaite ottomane, a comme cible la laïcisation et démocratisation de l'armée française. Il s'agit d'une volonté affichée de reproduire ce qui a été entamé sous la direction du général Mercier[1296], en vue de purger l'armée de ses éléments républicains. Il était sur le point de réussir, souligne Alexandre Varenne, quand l'affaire Dreyfus l'a interrompu dans cette tâche. Et depuis quelques jours, « on peut lire dans toutes les gazettes réactionnaires que la défaite des Turcs vient à point nous démontrer la nécessité d'y revenir » en mettant à la porte « les élèves républicains et en laissant toute la place aux élèves des jésuites »[1297].

Cette perception de la défaite ottomane se reflète également dans les écrits du général Chérif-pacha, partisan de l'Entente libérale et adversaire du Comité Union et Progrès qu'il a fortement critiqué à travers les pages de son journal *Mecheroutiette*[1298]. D'après ce général ottoman, l'armée avait été « mortellement atteinte le 13 avril 1909 »[1299], c'est-à-dire à l'occasion de la répression de la révolte du mois d'avril 1909[1300]. C'est alors que « la désunion commença à s'introduire dans ses rangs, que la politique l'emporta sur la discipline,

[1293] Général Percin, « La politique et l'armée », *L'Aurore*, 9 novembre 1912.
[1294] *Idem.*
[1295] Alexandre Varenne, « C'est la faute à Voltaire », *La Lanterne*, 4 novembre 1912**.**
[1296] Ministre de la guerre au moment de l'affaire Dreyfus.
[1297] *Idem.*
[1298] Le *Mecheroutiette*, est une revue mensuelle ottomane, publié à Paris en français et en turc de 1909 à 1914. Son directeur politique, Chérif Pacha, ancien Saint-Cyrien, ministre de l'Empire ottoman à Stockholm, fonde en 1909 à Paris le "Parti radical ottoman" (*Islahat-ı esasiye-i osmaniye*), qui prône l'égalité des minorités religieuses et ethniques dans l'Empire ottoman, s'oppose au Comité Union et Progrès (CUP). Après la Première Guerre mondiale, il représente et défend la cause kurde, notamment à l'occasion de la Conférence de la Paix. Sur les accusations véhiculées contre le Comité Union et Progrès, à travers son journal parisien, voir Nicolas Pitsos, « Pourquoi ont-ils tué Zeki ? le journal Mecheroutiette publie les dessous d'un crime politico-financier à l'époque des Jeunes-Turcs.», *Cahiers Balkaniques*, n°40, pp. 157-175.
[1299] Général Chérif-Pacha, *Quelques réflexions sur la guerre turco-balkanique*, Paris, 1913, p.7.
[1300] Il s'agit de l'incident du 31 mars 'Otuz bir mart Vakasi' comme il est connu dans l'historiographie ottomane.

et qu'une défiance entre les soldats et les officiers, défiance entre les officiers unionistes et les officiers seulement patriotes »[1301] s'établit. Marc Sangnier, le représentant d'un courant de pensée chrétien démocrate ou démocrate chrétien et fondateur de la revue le *Sillon*, compare quant à lui dans la *Démocratie*, la volonté de rénovation et de progrès dont se sont emparés les Jeunes Japonais et les Jeunes Turcs. Ces deux mouvements ont voulu s'initier aux idées de l'Europe moderne. Cependant, « le Jeune Turc a touché avec prédilection à la pourriture de notre décomposition morale. Il a fait de son armée un instrument de discordes civiles. (..). Il s'est ouvert aux sollicitations dissolvantes de la franc-maçonnerie »[1302]. Au contraire, le jeune Japonais « a fréquenté les écoles militaires, il a appris la tactique et la discipline et il a gardé son patriotisme séculaire et sa tradition ».

Un front commun allant de la *Démocratie* à *l'Action Française*, englobant et entremêlant les tendances, anti-maçonniques, antisémites, anti-protestantes, antimodernistes, antirépublicaines, anti-Lumières de la presse et de la société française, se sert de la défaite des Jeunes Turcs pour exprimer sa culture de haine envers des institutions, des valeurs ou des communautés de la société française. Ce n'est pas forcément le cas d'un journal comme le *Temps*, où les animosités personnelles d'André Tardieu contre le gouvernement des Jeunes Turcs qui empêcha son projet de Homs-Bagdad de voir le jour, se double d'une hostilité envers les idéaux et les comportements politiques censés être prônés et pratiqués par les Jeunes-Turcs. Certes, la plupart des détracteurs des Jeunes-Turcs sont déjà connus pour leurs sentiments turcophobes tout court mais leur stigmatisation sélective d'une partie de la classe politique ottomane et surtout des idéaux qu'elle prône, nous amène à décliner davantage la turcophobie d'origine française au tournant du XXe siècle. D'un autre côté, on observe également que les Jeunes Turcs sont souvent représentés comme un groupe homogène dans l'espace médiatique français. Ceux qui s'expriment dans cet espace ignorent parfois ou minimisent l'importance des différents courants de pensée et de stratégies divergentes au sein de ce mouvement, réunissant aussi bien des défenseurs de la laïcité, des promoteurs du panislamisme, des adeptes du panturquisme et des fédéralistes communautaristes[1303].

[1301] Cherif pacha, …*op.cit.*, p.9.
[1302] Marc Sangnier, « Tradition et Progrès ; Japon et Turquie », *La Démocratie*, 16 novembre 1912.
[1303] Sur la perception des différentes composantes du mouvement jeune-turc dans la presse française à la veille des guerres balkaniques, voir Nicolas Pitsos, « Unionistes contre Ententistes : regards français sur un conflit ottoman », *IDEA, a Journal of Humanities*, 2010, n°2, pp.132-154.

II.4.4. Lecture culturaliste (anti)-cléricale et/ou islamophobe

Par ailleurs, si les orientalistes romantiques considèrent que la perte de la foi en la religion musulmane constitua le principal facteur de la défaite ottomane, Georges Clémenceau dans *l'Homme Libre*, considère qu'il n'y a jamais eu à Constantinople, sous les Vieux ou les Jeunes Turcs, qu'un même gouvernement : « la théocratie infaillible qui à Rome, à Stamboul, au Tibet a partout et toujours produit la dissolution des volontés »[1304]. En mai, Raoul Anglès, attribue la campagne victorieuse de l'armée serbe à ce que la situation politique de la Serbie est celle d'un pays qui n'a jamais eu à lutter contre les forces de réaction ou de conservation sociale : « l'aristocratie n'existe pas, la bourgeoisie conservatrice non plus. L'Église de tout temps séparée de l'État, quoique soumise à son contrôle, n'exerce aucune influence ». Doté d'une Chambre unique, composée à peu près exclusivement d'éléments radicaux, le pays est selon lui foncièrement et dans son ensemble radical et démocrate : « l'opposition comme la majorité ministérielle est radicale. Jeunes-radicaux s'opposent à des vieux radicaux, comme chez nous, les éléments républicains réformateurs aux éléments républicains conservateurs »[1305]. En revanche, la *Croix* voit dans la religiosité et le conservatisme patriarcal des Bulgares les raisons de leur supériorité militaire :

> « (…) le paysan bulgare est foncièrement religieux. (…) Le dimanche au son matinal des cloches, les villageois s'assemblent dans l'église pour assister à l'office et à la messe ou pour prier tous ensemble, (...) l'après midi la population se réunit sur la place publique et commence au son de la cornemuse et en chantant la ronde joyeuse et pittoresque du *horo* national. Des mœurs empreintes de simplicité patriarcale, aussi douces et austères entretiennent la vigueur physique et la force morale du peuple bulgare »[1306].

De son côté, Urbain Gohier, considère que « l'apathie fataliste »[1307] des Ottomans musulmans, les livre aux appétits des pays voisins. Ce point de vue est également partagé par Ludovic Naudeau dans le *Journal*. Il y affirme que puisque les hommes éclairés qui prennent parfois le pouvoir dans l'Empire ottoman, ne peuvent s'y maintenir qu'en obéissant aux injonctions des théologiens musulmans, puisque les mosquées l'emportent aussi sur les universités, alors la défaite était inéluctable : « la loi coranique est impossible, en quelque coin de l'Europe que ce soit. Il est fatal, quoiqu'il arrive, que l'esprit du mouvement et de

[1304] « Après les massacres d'Arménie », *L'Homme Libre*, 19 mai 1913.
[1305] Raoul Anglès, « Lettre de Serbie », *Le Radical*, 16 mai 1913.
[1306] G.Bertram, « Lettres des Balkans, les triomphes d'une terre qui ne meurt pas », *La Croix*, 5 décembre 1912.
[1307] Urbain Gohier, « Ils invoquent Allah et ils pleurent ! », *Le Journal*, 4 novembre 1912.

progrès, l'esprit européen du XX^e siècle l'emporte sur l'inertie mahométane »[1308]. Le summum de l'islamophobie ou plus justement de la critique essentialiste de l'islam, est atteint dans les paroles proférées par le missionnaire Père Richard et dont les propos ont été relatés dans la *Libre Parole*. Selon ce missionnaire, « l'islam est le chancre d'Orient ; partout où il règne, le respect de la femme, le respect de la vie humaine, le progrès même matériel, aucune de ces fleurs indispensables à toute civilisation véritable ne peut pousser »[1309]. Le comte d'Haussonville de l'Académie Française considère quant à lui dans le *Figaro* que l'Empire ottoman périt, car l'islam est « incapable de réformes »[1310]. Pour Hugues le Roux, le mot islam signifie résignation[1311]. De son côté, Albert Thomas a beau lui aussi admettre que la religion musulmane, « gêne le développement du peuple turc », il considère que la religion chrétienne orthodoxe ne peut pas pour autant être perçue comme un facteur de progrès[1312].

On assiste donc à une approche culturaliste de la défaite ottomane et de la victoire des alliés, dans le sens où des manifestations-institutions socioculturelles, la religiosité, l'organisation familiale, la religion, servent de grille de lecture pour l'interprétation d'un résultat militaire. Dans un journal comme la *Croix*, de culture traditionnaliste et conservatrice, l'attachement à un ordre social patriarcal, scandé par l'assistance ecclésiastique, est perçu comme le secret de la réussite des alliés. Par contre, dans ce journal ainsi que d'une manière plus générale dans une presse de droite traditionnaliste et/ou nationaliste, la référence à la religion, revêt surtout les traits d'une 'islamophobie' ou d'une hostilité à l'islam. De leur côté, des journaux et des essayistes radicaux et libéraux trouvent l'occasion à propos de l'interprétation de la défaite ottomane, de dresser une corrélation entre affaiblissement ou faiblesse militaire et manque de laïcisation ou ingérence de la religion dans la vie politique d'une société. Dans les deux cas, ces narrations focalisant sur une certaine religion ou les religions en bloc pour la compréhension du progrès social ou du développement économique, font abstraction d'une explication multi-factorielle de ces phénomènes, évacuant toute analyse des rapports de force inégalitaires entre les sociétés belligérantes. De surcroît, en ce qui concerne la représentation de la religion musulmane en tant que facteur de régression sociopolitique, ces narrations échouent à rendre compte de la prospérité économique et de la supériorité militaire des dynasties arabes, safavides, seldjoukides, ottomanes ou mongoles d'un Islam conquérant entre le VIIe et le XVIIe siècle. Le rôle de la colonisation de ces

[1308] Ludovic Naudeau, « Pourquoi ctte guerre ? », *Le Journal*, 23 octobre 1912.
[1309] A. Tanis, « Les Turcs jugés par un missionnaire ; notes du Père Richard », *La Libre Parole*, 23 octobre 1912.
[1310] Comte d'Haussonville, « 1912 », *Le Figaro*, 4 décembre 1912.
[1311] Hugues Le Roux, « Résignation musulmane », *Le Petit Marseillais*, 13 novembre 1912.
[1312] Albert Thomas, *Revue socialiste*, novembre 1912, p.418.

territoires ou leur transformation en semi-colonies avec le contrôle de leurs finances publiques, de leurs infrastructures et ressources naturelles ou de leur commerce/industrie avec les capitulations et les traités inégaux, comme dans le cas de l'Empire ottoman, s'efface devant l'accentuation de leurs traits culturels. Leur mise en avant, écarte des débats publics et des raisonnements médiatiques, toute tentative de perception des causes du déclin militaire ottoman, à l'aune de l'organisation inégalitaire des échanges et des rapports internationaux, en faveur des puissances européennes chrétiennes suite au tournant des grandes explorations, le développement technologique et la maîtrise d'outils et de principes d'une économie prônant le libéralisme en théorie mais appliquant très souvent le protectionnisme en pratique.

II.2.5. Lecture anti-cosmopolite et xénophobe

Pour sa part, Arthur Meyer constate dans le *Gaulois* que les Jeunes Turcs, « qui s'ébrouaient dans les idées ultramodernes, avaient estimé qu'en astreignant du service militaire les gens de toutes confessions, ils donneraient au progrès des gages sérieux, et du coup ils ont choqué les croyants »[1313]. L'introduction de sujets ottomans chrétiens dans l'armée du sultan, est également perçue comme une décision pernicieuse par Chérif-pacha dans ses mémoires qu'il publie à Paris en 1913[1314]. D'après lui, le gouvernement espérait recevoir des sommes importantes de tous les chrétiens convoqués qui souhaiteraient être exemptés du service militaire, en s'acquittant de la taxe d'exonération. Finalement ces derniers n'ont pas adhéré massivement à une telle pratique, ce qui engendra, selon le général ottoman, une surcharge pour le budget militaire. Pour sa part, Gustave Cirilli, commente dans son journal d'assiégé à Andrinople, l'appel sous les armes « d'*ihtyats* non musulmans »[1315]. C'est la première fois constate-t-il, que « la Turquie mettra en ligne, dans une guerre extérieure, des soldats de cette catégorie, grecs, bulgares, arméniens, israélites. Quel secours peut-elle attendre de cette portion de ses sujets ? »[1316]. Si la question de fidélité à la cause impériale, est soulevée dans cette interrogation, auprès des sujets appartenant à des communautés confessionnelles ayant déjà en partie commencé à envisager leur futur en termes nationaux, d'autres interprétations de la défaite ottomane vont encore plus loin.

[1313] Arthur Meyer, « Le crime des Jeunes Turcs », *Le Gaulois*, 2 novembre 1912.
[1314] Général Chérif-Pacha, *Quelques …op.cit.,* p.10.
[1315] Gustave Cirilli, *Journal …op.cit.,* p.15.
[1316] *Idem.*

Conversant avec Georges Rémond, le commandant Nadji bey, accuse quant à lui « des forces invisibles qui ont miné secrètement l'empire ottoman »[1317]. A ce propos, il invite le correspondant de *l'Illustration* à s'interroger sur ce « que représente de dangers pour un peuple le trop grand nombre d'étrangers et d'étrangers de religions différentes reçus à ses foyers »[1318]. En écoutant ces paroles, le reporter français affirme que « c'est bien là ce dont périt la Turquie ; un clan autrefois victorieux qui n'a pas su assimiler les vaincus »[1319]. Dans une telle perception de la défaite ottomane, profondément xénophobe et jacobiniste, tâchée d'hostilité au multiculturalisme et au cosmopolitisme, on retrouve une des caractéristiques saillantes du nationalisme maurassien ayant comme le fait remarquer Jean-Jacques Becker, « une conscience aigue et douloureuse de l'étranger irréductiblement autre et menaçant », qu'il qualifie d' « irritation xénophobe »[1320].

Se faisant l'écho d'une telle logique, Urbain Gohier, écrit dans le *Journal* que les dirigeants ottomans « n'ont pas formé une nation turque (…) on n'a jamais donné à la horde turque une culture nationale, un sentiment national, un sens patriotique. (…) ils ont vaincu jadis les peuples balkaniques, mais ils ne les ont jamais conquis ; ils n'ont jamais tenté de se les assimiler »[1321]. De surcroît, l'essayiste royaliste, traite de folie la volonté des Jeunes Turcs d'incorporer dans l'armée ottomane, « pour défendre le Croissant et la puissance turque, les victimes séculaires de la puissance turque et les mortels ennemis du Croissant ! ». Joseph Denis dans la *Libre Parole*, affirme que Rome est tombée « sous l'influence dissolvante de ceux qu'elle avait accueillis sur les terres d'empire ». De même l'Empire ottoman s'écroule parce que, « à Constantinople même, les Turcs ne sont plus chez eux, éliminés progressivement par des éléments étrangers. A nous de défendre notre terre ! à la rescousse, tous ceux qui ne veulent pour la France ni le sort de Rome, ni celui de l'empire ottoman »[1322]. Analysant les raisons de la défaite ottomane, Claude Farrère reproduit cette perception raciste, hostile à une société plurielle, multinationale, multiethnique, multiconfessionnelle, tout en

[1317] Georges Rémond, *Avec …op.cit.,* p.243.
[1318] *Idem.*
[1319] I*dem.*
[1320] Voir Jean-Jacques Becker, Stéphane Audoin-Rouzeau, La France, …*op.cit*., p.434-5.
[1321] Urbain Gohier, « Les Turcs », *Le Journal*, 20 novembre 1912. Comme le souligne Maria Todorova, le fait que les sultans ottomans, au moins jusqu'au XIXe siècle, n'aient pas cherché à assimiler leurs sujets à une identité politique et culturelle dominante est incontestable. Ce que des acteurs extérieurs de la perception des conflits dans le cadre de la question d'Orient ou certains historiens balkaniques ne veulent pas comprendre ou admettre, c'est l'intentionnalité d'une telle politique et non pas son approche en termes d'incompétence ou de faiblesse. Au contraire, quand les 'nations' balkaniques commencèrent à se former, leurs architectes adoptèrent le modèle dominant de construction nationale en Europe occidentale, celle de l'assimilation à une identité nationale commune. Voir Maria Todorova, Imagining…*op.cit.*, p.163.
[1322] Joseph Desnais, « la défense de la patrie », *La Libre Parole*, 17 novembre 1912.

affichant ouvertement son contenu antisémite. Il pointe comme responsable l'avènement des Jeunes Turcs et leurs origines, « pour la plupart des israélites convertis à l'islamisme, qui n'étaient point de vrais Turcs »[1323].

Dans une telle narration xénophobe de la défaite ottomane, véhiculée dans et par la presse d'une 'extrême-droite' antisémite et nationaliste, l'étranger, perçu comme un ennemi de l'intérieur, devient le bouc émissaire d'une situation de crise. Si pour l'Empire ottoman, une telle stigmatisation et accusation des éléments étrangers s'adresse à ses sujets non-musulmans, et si par ailleurs, les *dönme,* des Juifs convertis à l'islam, rejoignent une presse ottomane hostile aux Jeunes-Turcs[1324], pour la France, ce sont surtout à cette époque ses citoyens juifs, protestants ou francs-maçons, qui sont visés[1325]. Autrement dit, dans cette presse, représentée par des journaux tels que la *Libre Parole*, l'*Action Française*, l'*Écho de Paris* ou le *Gaulois*, la perception du corps social se fait en termes d'appartenance nationale. Cette définition passe par des critères et des principes d'exclusion de celle-ci de tous ceux qui en raison de leurs origines, leurs pratiques confessionnelles ou linguistiques n'entrent pas dans la perception raciste-cultualiste de la nation. Il s'agit de définitions qui incluent ou excluent les individus de cette communauté virtuelle, en termes de leurs liens biologiques présumés, pilier du nationalisme fasciste, et/ou de leurs pratiques culturelles, surtout cultuelles, pilier du nationalisme religieux. Dans une telle perception de l'inclusion ou exclusion d'un individu du corps social, ce ne sont pas les critères ou valeurs, de citoyenneté ou de laïcité qui priment, mais celles au contraire d'ethnicité, de 'nationalité' dans le sens d'identité ethnique et nationale, définies à travers les principes de la théorie 'primordialiste'[1326].

Imprégné d'une telle théorie, Gabriel Terrail, dit 'Mermeix' affirme dans le *Petit Journal,* qu':

> « … au fils d'Osman s'était substitué le fils de père et de mère inconnus, le métis, produit du croisement de toutes les races qui séjournent ou qui ont

[1323] Raoul Aubry, « M. Claude Farrère raconte des histoires turques », *Gil Blas*, 18 décembre 1912. Ces accusations étaient aussi adressées aux Jeunes Turcs de la part de leurs adversaires politiques au sein de l'Empire ottoman, souhaitant instrumentaliser dans leur campagne de discrédit de la révolution de juillet 1908, des reflexes antisémites présents auprès de leurs propres partisans.

[1324] Sur l'antisémitisme véhiculée et exprimée dans une partie de la presse ottomane à travers le discours sur l'appartenance de certains dirigeants du CUP à la communauté des dönme, voir Özgür Türesay, « Antisionisme et antisémitisme dans la presse ottomane d'Istanbul » *TURCICA*, 2009, tome 41, p.147-78.

[1325] Dans l'évolution des rhétoriques et des pratiques de l'extrême-droite française de nos jours, héritière de cette culture politique, les boucs émissaires sont surtout représentés par les citoyens français immigrés-réfugiés de pays en situation de crise économique et politique, les citoyens français de confession musulmane et les citoyens français Roms.

[1326] Dans cette théorie, le groupe ethnique est présenté comme une entité originelle dont on cherche à identifier les caractéristiques de nature biologique ou culturelle communes à tous les membres.

> passé en Orient, le Levantin. A la place du vieux Turc, brutal, ignorant, routinier, mais grave et fier, s'était glissée une espèce d'hommes serviles et rapaces, en qui coulent les sangs les plus divers : celui des Grecs, celui des Syriens, celui des Ottomans, celui des Arméniens, celui des Juifs, celui enfin de matelots en bordée, venus des ports de l'occident : Marseille, Gênes, Venise, Trieste. Quand ces gens, à qui l'idée de la patrie est à peu près étrangère, car cette idée suppose une tradition- et où auraient-ils, les Levantins, pris des traditions ?-quand donc ces gens, parmi lesquels se trouvaient quelques Turcs pervertis dans la fréquentation des cafés et des cénacles intellectuels de l'Occident, des Turcs déracinés, s'imposèrent comme maires de Palais au grand sultan, à l'ombre de Dieu sur terre, il apparut à tous ceux (;..) que le vieil empire ottoman était mort, qu'un autre empire, l'Empire Levantin, était instauré à Constantinople »[1327].

Noradounghian effendi de son côté, confesse au correspondant du *Journal* Paul Erio, qu'il voudrait bien voir la capitale ottomane se transférer loin de Constantinople, de Brousse ou de Smyrne, c'est-à-dire loin des endroits où selon le ministre des Affaires étrangères ottoman, « le Turc dégénérerait en Levantin, en homme paresseux, sans droiture, sans scrupule »[1328]. Il assigne comme destination idéale une ville située « dans l'intérieur, avec de préférence ce climat froid qui active l'énergie et chasse la mollesse ». Les Levantins se trouvent aussi dans la ligne de mire des critiques d'un officier ottoman qui publie son carnet de campagne à Paris en 1913. Selim bey, après avoir pris un verre de rhum avec Georges Rémond, sillonne les rues de Stamboul « morne et silencieux ». Traversant le pont de Galata, il se dirige vers le quartier de Péra :

> « Là, rien n'est changé, la vie est aussi intense qu'avant la guerre et les ignobles music-halls, lieux de prédilection du high-life levantin, étalent leurs grotesques affiches, en soulignant les débuts de je ne sais quelle vague étoile parisienne. Pendant que le corps diplomatique et les représentants des grandes sociétés financières cessaient leurs réceptions et leurs invitations par égard à notre pays accablé de douleur, les Pérotes, dépourvus de conscience ainsi que de nationalité, doublaient leurs divertissements dans les lieux immondes »[1329].

Ainsi la perception des causes de la défaite ottomane dans une presse nationaliste et traditionnaliste, devient l'occasion pour l'expression d'un discours anti-levantin, et de transformation des Levantins, en véritables boucs-émissaires de l'affaiblissement militaire ottoman. Le Levantin devenu synonyme de cosmopolitisme, d'intellectualisme, de modernisme et de libéralisme, représente un héritier de l'esprit des Lumières, haï par les partisans d'une culture politique reposant sur la 'pureté biologique', la 'pérennité des

[1327] Mermeix, « La débâcle de l'empire levantin », *Le Petit Journal*, 5 novembre 1912.
[1328] Paul Erio, « L'opinion imprévue d'un homme d'Etat ottoman », *Le Journal*, 20 janvier 1913.
[1329] Selim bey, *Carnet de campagne d'un officier Turc, octobre-décembre 1912*, Paris, 1913, p.127.

traditions', la 'virilité militaire' et s'opposant à toute idée ou pratique d'ouverture, de métissage et de brassage.

Par ailleurs, le *Figaro* hésite de son côté à accabler le défenseur de la Tripolitaine, Enver bey concernant la défaite ottomane, car « si Jeanne d'Arc a pu sauver la France, c'est qu'il existait déjà au XV^e^ siècle une âme nationale alors qu'aujourd'hui encore cette âme manque à la Turquie »[1330]. Par contre, Halil bey, une des personnalités en vue du parti Union et Progrès, ancien ministre de l'Intérieur dans le cabinet de Hakki pacha, déclare qu'il y a bel et bien « une conscience nationale ottomane » et qu'elle s'est révoltée à l'occasion du coup d'État du mois de janvier[1331]. Même constat chez Georges Rémond, qui affirme en février que le nouveau gouvernement tâche d'« éveiller le patriotisme de la nation »[1332]. Guy de Cassagnac ne raisonne pas différemment quand il écrit dans l'*Autorité* que « le Turc nous donne en ce moment la mesure de cet esprit patriotique qui enthousiasmait Rochefort à l'annonce de la Commune de Paris »[1333].

II.4.6. Lecture patriotique : victoire ou défaite de la nation armée ?

Si des observateurs et commentateurs français de la situation dans les Balkans s'accordent pour reconnaître une nouvelle résistance au sein des troupes ottomanes à partir du mois de février, c'est surtout pour la période antérieure que la combativité des soldats des alliés attire leur attention. Georges Scott, à la fin de la préface introduisant son exposition de gravures inspirées par les champs de bataille, affirme avoir voulu donner une idée de l'enthousiasme patriotique des troupes des alliés au départ et au combat[1334]. Cet élan des soldats bulgares est également reconnu par des officiers ottomans que Georges Rémond avait côtoyés lors de sa couverture médiatique de la guerre en Tripolitaine, et qui avaient auparavant combattu en Macédoine des bandes bulgares[1335]. D'après Christian Hoeul, qui écrit en octobre dans le *Journal*, les secrets de la victoire des alliés c'est « l'enthousiasme qui les anime, le fanatisme religieux qui les guide, la certitude qu'elles ont de combattre pour la conquête de leur liberté pour la rénovation et l'émancipation de leur race »[1336]. André Messimy, ancien ministre de la guerre, affirme dans le *Matin* que la Bulgarie a vaincu l'Empire ottoman car « tous ses fils savent qu'ils combattent pour venger cinq siècles de

[1330] Zapek (correspondant particulier à Constantinople), « Le règne de la confusion », *Le Figaro*, 5 février 1913.
[1331] « Halil bey approuve le coup d'État », *Le Radical*, 26 janvier 1913.
[1332] Georges Rémond, *Avec …op.cit.,* p.232.
[1333] Guy de Cassagnac, « La commune turque », *L'Autorité*, 29 janvier 1913.
[1334] « Visions de guerre, un peintre français sur les champs de bataille de Thrace », *L'Illustration*, 22 mars 1913.
[1335] Georges Rémond, « Sur les routes de la défaite », *L'Illustration*, 16 novembre 1912.
[1336] Christian Houel, « L'armée grecque », *Le Journal*, 23 octobre 1912.

servitude et pour délivrer les frères de Macédoine encore courbés sous le joug »[1337]. L'*Éclair* publie en novembre la description que fait le lieutenant Wagner de la Reichpost, de l'attaque des positions ottomanes par les Bulgares : « Tout fantassin bulgare brûle du désir d'égorger le Turc, avec son couteau ou sa baïonnette ; et les officiers sont impuissants à retenir cette frénésie »[1338]. D'après l'essayiste Jules Arren, ces images sont capables de nous renseigner sur de quel côté « devait fatalement être la victoire. Le soldat turc n'a pas en lui cet enthousiasme, cette frénésie qui anime les soldats bulgares ». Leur élan fait penser par ailleurs à « Valmy et aux troupes de Kellerman ». Le député radical et président de la Ligue de l'enseignement, Arthur Dessoye, se sert de la même référence historique dans la *Lanterne* pour désigner l'enthousiasme patriotique des Bulgares[1339]. Par contre, le prince Alexandre de Serbie interviewé par Alain de Penennrun, affirme que cet enthousiasme surchauffé, qui a lancé les soldats bulgares « en ouragan contre leur ancien oppresseur n'existe plus contre leurs alliés et leurs frères d'hier ». Il arrive même assure-t-il, que « leurs prisonniers avouent ne prendre part qu'à contrecœur à cette guerre ingrate »[1340]. René Lebaut emploie lui aussi la référence à l'armée de la Révolution, mais pour caractériser l'élan de la deuxième armée serbe qu'il est en train d'accompagner en juillet[1341]. Dans le cadre de ces opérations, l'enthousiasme est du côté de l'armée serbe confirme un des amis de l'*Humanité* qui adresse depuis Egri-Palanka une lettre dans laquelle il affirme que « l'attaque brusque dans la nuit du 29 au 30 juin sur les rives de Bregalnitza réveilla subitement la confiance des soldats serbes et les emporta de colère »[1342].

D'après l'*Humanité*, les victoires serbes en juillet constituent la preuve de supériorité du concept de nation armée, élaboré par Jean Jaurès. Peuple « de paysans simples, de travailleurs acharnés, aux sentiments familial et national développés jusqu'au paroxysme par les dures atteintes de l'oppression turque et de la fourberie autrichienne, la Serbie possédait une incomparable unité nationale. Ce qui est la condition sine qua non de la nation armée »[1343]. Par ailleurs, le journal socialiste souligne que l'organisation sociale en Serbie s'apparente à celle d'une démocratie paysanne, échappant aux calculs de la finance internationale :

[1337] André Messimy, « Pourquoi les Bulgares furent victorieux ? », *Le Matin*, 18 avril 1913.
[1338] Jules Arren, « Au couteau », *L'Éclair*, 3 novembre 1912.
[1339] A. Dessoye, « Dans l'Adriatique », *La Lanterne*, 11 avril 1913.
[1340] Alain de Penennrun, « Comment les Serbes ont vaincu les Bulgares », *L'Illustration*, 26 juillet 1913.
[1341] René Lebaut, « Avec la deuxième armée serbe », *Le Petit Journal*, 24 juillet 1913.
[1342] « La leçon de la terrible bataille de Brigalnitza », *L'Humanité*, 29 juillet 1913.
[1343] « Serbie, nation armée », *L'Humanité*, 7 août 1913.

> « Chaque citoyen, dans ces conditions, a, pour ainsi dire, trouvé spontanément sa place dans la nation armée, et il y a rendu le maximum de service, se donnant sans compter. Les paysans vigoureux, fortement entraînés par les durs labeurs de la vie champêtre, et montagnarde, ont fourni une inépuisable réserve de combattants, depuis l'âge de 20 à 35 ans, tandis que les plus vieux se réservaient les services de l'intérieur et les tâches du ravitaillement, et de l'évacuation des blessés. Quant au commandement, et à l'administration, ce fut la part, non seulement des officiers d'active et de réserve, dressés par un apprentissage vraiment pratique, mais aussi de tous les citoyens qui, dans la hiérarchie de la paix, avaient montré une aptitude réelle à la fonction du chef »[1344].

Hubert Lagardelle en mars, relevait lui aussi l'importance du concept de nation armée dans la victoire bulgare. Soulignant qu'il n'y a pas en Europe de démocratie rurale plus farouchement éprise de liberté que la Bulgarie, l'auteur socialiste invite ses lecteurs à lire les rapports des correspondants de guerre, tels que, le carnet de notes de René Puaux *De Sofia à Tchataldja,* ou, les deux volumes *La Guerre des Balkans* et *Feuilles de route bulgares* d' Alain de Pennenrun, le livre *Vers la victoire avec les armées bulgares* du lieutenant Wagner de la *Reichpost,* la *Guerre turco-balkanique* du lieutenant-colonel Boucabeille, ou même du côté ottoman, l'ouvrage *Feu avec les Bulgares* du major Von Hochwaechter. Tous voient « dans l'idéalisme national de ces soldats-laboureurs le secret de leur succès »[1345].

En revanche, d'après le *Temps,* les armées des Balkans sont tout sauf des armées de milices : « les Bulgares que l'*Humanité* avec une belle audace, présente comme des miliciens vaguement exercés, sont soumis dans l'active et dans la réserve à des obligations militaires infiniment plus rigoureuses que les Français »[1346] affirme André Tardieu. Jaurès attribue ces commentaires, à une réaction des patriotes de la loi des trois ans, suite au rôle de premier ordre joué par les réserves bulgares dans la guerre des Balkans[1347]. Malgré ce constat, l'auteur de *l'Armée nouvelle*, remarque qu'alors que « nos bons militaristes de réaction et de routine étaient dans cette affliction de cœur et cet abattement d'esprit, la Providence leur a envoyé un message d'espérance par un jeune et brillant officier de cavalerie qui est aussi un brillant député ». Il s'agit de Paul Bénazet et de la publication d'interviews des généraux bulgares, déclarant devant l'opinion publique « l'insuffisance des combattants héroïques qui leur ont donné la victoire »[1348]. Pourtant, le journal socialiste ne se décourage pas et en août il annonce que dans le but d'invalider le rôle des réserves, « la réaction a cherché après coups, à faire des distinctions subtiles dans les différentes catégories du recrutement des armées balkaniques,

[1344] *Idem.*
[1345] Hubert Lagardelle, « Autour de la Bulgarie », *L'Humanité*, 31 mars 1913.
[1346] « Contre-vérités socialistes », *Le Temps*, 8 novembre 1912.
[1347] Jean Jaurès, « Retour d'Andrinople », *L'Humanité*, 6 mai 1913.
[1348] *Idem.*

prétendant que le centre de la cohésion des forces militaires était dans l'armée active »[1349]. De son côté, Alain de Penenrun, officier de l'État-major ayant suivi l'armée bulgare dans la campagne de Tchataldja, souligne que les troupes de Ferdinand représentent une force morale[1350], tandis que d'après la *Croix*, .ce qui favorise aussi l'entrain des soldats bulgares c'est « le recrutement régionaliste des troupes bulgares ; parents, père et fils, oncle et cousins, amis, voisins, connaissances de la même cité ou du même village se coudoient dans les rangs »[1351].

II.4.7. Lecture historiciste sous le prisme du byzantinisme

De l'autre côté des frontières, Etienne Fournol écrit dans la *Revue politique et littéraire* que depuis le 1er octobre, des cortèges se forment dans les rues, sur les places, dans les cours des mosquées, alors qu'en même temps, des réunions sont annoncées où « des foules immobiles entendent sans broncher de graves palabres, entremêlées de prières et de discours tous pleins de souvenirs de gloire militaire, du temps des sultans conquérants ». Le député radical-socialiste, rappelle à ses lecteurs qu'il y a des siècles, des foules tantôt vertes, tantôt bleues, parcouraient aussi les rues de Byzance, acclamant les cochers du cirque et parfois menaçant la stabilité de l'Empire. C'est ainsi qu'« à travers les siècles, le venin de Byzance mord la Jeune Turquie »[1352].

Georges Rémond, relate dans l'*Illustration* au début du mois de novembre, que les partis n'avaient pas fait trêve au sein de la société ottomane et qu'entre musulmans, on était aussi divisés qu'entre musulmans et chrétiens. « On nous a tant parlé des anciens Byzantins se disputant à la veille de la prise de leur ville ! eh, bien, voici, semble-t-il, que leurs vainqueurs en sont venus au même point »[1353]. Le Comité Union et Progrès a triomphé de la déclaration de guerre par la Grèce, car le parti de l'Entente Libérale au pouvoir « dont les électeurs, en grand nombre, étaient des Grecs, avaient hautement affirmé qu'ils sépareraient la Grèce de la coalition balkanique »[1354]. Le correspondant du *Temps* dans la capitale ottomane, commente lui aussi les tensions survenues entre le gouvernement et l'opposition suite au déclenchement de la guerre[1355]. A côté des arrestations des membres du Comité Union et Progrès, tels que Djavid, l'ancien ministre des finances, « la presse est aussi l'objet de mesures rigoureuses.

[1349] « Un bel exemple de nation armée », *L'Humanité*, 3 août 1913.
[1350] Alain de Penennrun, « L'armée bulgare représente surtout une force morale », *Le Matin*, 13 février 1913.
[1351] G.Bertram, « Lettre de Bulgarie », *La Croix*, 21 décembre 1912.
[1352] Etienne Fournol, « Dans Stamboul mobilisée », *La Revue politique et littéraire*, 11 novembre 1912, p.610.
[1353] Georges Rémond, « Impressions de Constantinople », *L'Illustration*, 2 novembre 1912.
[1354] *Idem.*
[1355] « A Constantinople, une lutte d'influences par notre correspondant », *Le Temps*, 15 novembre 1912.

Après le *Tanine*, la *Sabah* et le *Hilali Osmani* ont été suspendus »[1356]. L'ambassadeur de France à Constantinople, informant son ministère au sujet de cette agitation, affirme que le plus vraisemblable est que le gouvernement a voulu mater l'opposition. D'autre part, il rajoute que « les fils du Grand Vizir et du Cheikh-ul-Islam, Saïd et Mouktar, qui sont deux personnages déconsidérés, et à juste titre, et qui avaient été exilés par le gouvernement jeune-turc, ont des vengeances à exercer et des rancunes à assouvir »[1357].

Le *Petit Journal* commentant les divergences entre le gouvernement ottoman soutenu par l'Entente libérale et l'opposition menée par le CUP, alors que la capitale ottomane est menacée par les armées des alliés, affirme que les Ottomans se disputent entre eux, comme « les Grecs se disputaient en 1453 »[1358]. Le journal fait référence aux confrontations entre une fraction de la société byzantine de l'époque favorable aux résultats du concile de Lyon-Ferrare, prévoyant l'union des deux Églises, et une fraction dirigée par le moine Gennadius opposée à une telle perspective. S'intéressant aux facteurs qui entraînent l'effondrement des empires, Jules Roche évoque celui de l'Empire romain d'Orient, qu'il attribue à « cet esprit qui se manifeste à la fois par une aveugle et despotique intolérance et par une prodigieuse méconnaissance des faits accompagnée de la passion de la discussion sur les mots ; mélange de cruauté fanatique, et de raffinement dans la perversion intellectuelle qu'on a appelé le byzantinisme. »[1359]. Dans une telle perception du 'byzantinisme', à l'instar de la troisième dimension de l'orientalisme d'Edward Saïd, il devient synonyme de définition de ce que représentait l'Empire byzantin auprès de l'imaginaire collectif d'une société, en l'occurrence de la société française de la veille de la Grande Guerre. On pourrait ainsi qualifier de 'byzantinisme', toute perception et définition 'essentialiste' de ce qu'était la période byzantine et ses acteurs par des observateurs extérieurs à la fois dans l'espace et dans le temps.

Derrière l'agonie de l'Empire ottoman, Jules Roche, le député républicain progressiste, perçoit les mêmes causes. Dans son esprit, les Hésychastes s'opposant à l'Union des Églises à la veille de la disparition de l'Empire byzantin, sont associés aux radicaux-socialistes et ces derniers aux partisans du Comité Union et Progrès censés poursuivre le même combat de défense laïque sur les rives du Bosphore. L'opposition entre une droite opposée à la loi de 1905 et une gauche radicale et socialiste la soutenant, se transpose sur le terrain d'une

[1356] *Idem*.
[1357] *AMAE*, Turquie/9, politique intérieure, Péra, le 26 novembre 1912, n°685, au sujet des mesures de rigueur contre les Jeunes Turcs.
[1358] « De quoi donc disputaient-ils ? », *Le Petit Journal*, 26 novembre 1912.
[1359] Jules Roche, « Comment périssent les empires », *Le Figaro*, 11 avril 1913.

séquence particulière de l'histoire byzantine et à travers cette représentation d'un événement du passé et de ses acteurs, se construit la perception des causes pour la défaite ottomane pendant la Première Guerre balkanique. Suite à l'assassinat de Nazim pacha dans le cadre du coup d'État en janvier, Maurice Paléologue écrit dans ses mémoires qu'en matière d'assassinat politique, « Stamboul continue pieusement les traditions de Byzance »[1360]. D'après la *Croix*, les raisons profondes de ces appréciations dépréciatives de l'Empire byzantin auprès de la société française, il faudrait les chercher dans l'esprit des historiens antérieurs, « car l'histoire c'est moins les faits en eux-mêmes, que les jugements et les préjugés des historiens. »[1361]. A cet égard, le journal catholique évoque l'Histoire du Bas-Empire rédigée par Le Beau au XVIIIe siècle et dans laquelle, son auteur « s'est efforcé de prouver que Byzance ne valait rien. Rien que ce terme de bas-Empire pour désigner l'Empire byzantin en dit long. Et Le Beau a contaminé l'esprit public pendant plus de cent ans »[1362].

[1360] Maurice Paléologue, *Journal, 1913-4, Au quai d'Orsay, à la veille de la tourmente*, Paris 1914, p.17.
[1361] « L'imprenable Byzance, 913-1913 », *La Croix*, 10 mars 1913.
[1362] *Idem.* Sur les perceptions françaises de la période byzantine, à partir de la disparition de l'empire byzantin et jusqu'à l'époque des guerres balkaniques, on pourrait schématiquement distinguer entre trois périodes : une première de glorification-instrumentalisation entre Francois Ier et Louis XIV qui cherche à se réapproprier de la symbolique impériale byzantine et par conséquent romaine ; une période de répulsion pendant le Siècle des Lumières, motivée par l'association de l'empire byzantin à un régime despotique et à un univers obscurantiste ; enfin une période de fascination tout au long du XIXe siècle, nourrie à la fois par le déroulement de la question d'Orient et l'engouement pour l'orientalisme. Dans une telle ambiance, Paul Adam écit sa trilogie 'byzantine', *Les princesses byzantines* (1893), *Basile et Sophia* (1900), et *Irène et les eunuques* (1907). Viollet-le-Duc lance la mode d'un style néo-byzantin dans l'architecture inspirant la construction de la basilique Notre Dame de la Garde à Marseille de la cathédrale de Fourvière à Lyon ou du Sacré Coeur à Paris. En 1884, Sarah Bernhardt incarne l'impératrice Théodora dans la pièce homonyme de Victorien Sardou alors qu'à la Sorbonne, Charles Diehl ou Gustave Schlumberger, se font les hérauts d'un nouvel intérêt pour les études byzantines. En même temps, on assiste également à la cristallisation et diffusion dans l'espace médiatique ou académique, des représentations depréciatives des Byzantins et de l'Empire byzantin, résumées par le terme du 'byzantinisme'. Pour une étude panoramique sur la perception de Byzance à travers le temps et l'espace, voir Marie-France Auzépy (dir.), *Byzance en Europe*, Saint-Denis, Presses Universitaires de Vincennes, 2003.

II.4.8. Lecture comportementaliste et essentialiste de l'organisation sociale

En dehors de l'impact de la 'guerre civile' non déclarée entre les deux principaux partis ottomans, le *Petit Journal illustré* affirme que « le Turc est victime du détestable régime administratif sous lequel il vit. Ce peuple succombe par la vénalité, par la paresse, l'imprévoyance, par l'ignorance, par la barbarie de ceux auxquels étaient confiés ses destins. »[1363]. Dans le *Temps,* un Français établi en Anatolie, afin d'expliquer la débâcle de l'armée ottomane, communique ses observations sur les défauts de l'administration qu'il a constatés sur place[1364]. Mêmes accusations dans le *Figaro* en novembre, où l'on reproche à l'administration et l'armée ottomane leur manque d'organisation[1365]. De son côté, Jules Arren dénonce comme responsable de la défaite, « la vieille négligence, l'incapacité du Turc ; les fortifications ne sont pas faites, les effectifs n'existent que sur le papier, les cadres sont insuffisants »[1366]. Gustave Babin, perçoit l'incurie orientale à travers la mise en place du projet visant à doter, la principale avenue d'Andrinople de trottoirs. Ce projet remonte au moment où le sultan Mahomet V manifesta le désir de visiter l'ancienne capitale ottomane. Malgré les efforts faits pour achever à temps ce projet, le souverain ottoman arriva avant la fin des travaux. « Les bordures seulement étaient posées. Le cortège impérial défila entre ces simulacres que lui masquaient d'ailleurs la haie des troupes et la foule des curieux. Le lendemain, l'administration retombait dans son indolence »[1367]. Face à ces représentations des 'Turcs' comme paresseux, le socialiste Albert Thomas soutient que quant à eux, ils « estiment comme futiles et puériles, notre hâte et nos curiosités. Le temps n'a pour eux aucune valeur et ces hommes extrêmement doux et placides ne comprennent rien à nos comportements ».[1368].
Par ailleurs, Ludovic Naudeau se rendant à Andrinople au lendemain de son occupation par l'armée bulgare, constate que dans les classes les plus démunies, il y a eu de très grandes souffrances. Il impute cette situation « aux singuliers préjugés des populations orientales, qui ont une répugnance invincible pour la chair de certains animaux » ainsi qu' « à l'incurie, à l'indolence de l'administration turque et au fatalisme qui plane sur toute la vie musulmane »[1369]. Par rapport à la manière dont l'épidémie de choléra a été gérée par les Ottomans, derrière les lignes de Tchataldja, le *Petit Journal illustré*, affirme que dès les

[1363] « Le régime turc », *Le Petit Journal illustré*, 24 novembre 1912.
[1364] « Le désarroi turc », *Le Temps*, 13 janvier 1913.
[1365] Aghion, « La désorganisation turque », *Le Figaro*, 12 novembre 1912.
[1366] Jules Arren, « La faillite de l'armée turque », *L'Éclair*, 1er novembre 1912.
[1367] Gustave Babin, « L'Illustration à Andrinople », *L'Illustration*, 19 avril 1913.
[1368] Albert Thomas, *Revue socialiste*, novembre 1912, p.415.
[1369] Ludovic Naudeau, « Dans Andrinople conquise, comment vécut pendant le siège la colonie européenne », *Le Journal*, 2 avril 1913.

premiers décès « on ne s'inquiéta pas de prendre des mesures énergiques ; on se contenta de les ensevelir à la hâte, en masse dans une grande fosse, et on ne fit aucune désinfection pour ne pas ébruiter la nouvelle. La maladie, que rien n'arrêtait, se répandit aussitôt sur les deux ailes de l'armée de Tchataldja »[1370].

Quant à Augustine Bulteau sous le pseudonyme de Foemina, se rappelle de sa visite dans une ville ottomane « dont le nom lui échappe avec son guide Zaphyr ». Après que le gouverneur eut réquisitionné son compagnon, elle entre en colère et elle demande qu'il lui soit remis. Entretemps, le gouverneur aurait menacé son guide, afin qu'il lui donne son argent, vu que « ces Français doivent te payer très bien ». Celui-ci n'ayant point d'argent dans ses poches, on le mit en prison. Ensuite, se demande l'essayiste du *Figaro,* « qu'est devenu ce gouverneur ? pacha sans doute…vilain homme, n'est-ce pas sa faute que Zaphyr et tant d'autres petits Zaphyrs sont devenus anémiques et découragés, c'est par sa faute que la Turquie est vaincue »[1371].

Toujours dans cette optique, le *Radical* publie en février des extraits des souvenirs d'Abdul Hamid dans lesquels le sultan destitué, considère que la racine de tous les maux qui frappent l'Empire ottoman, c'est qu'aucun ottoman musulman ne travaille pour produire des valeurs réelles. Au contraire, « il est habitué à faire le seigneur et à laisser aux autres l'effort. Il vit et jouit... nos jeunes gens croient qu'ils ne peuvent devenir autre chose que fonctionnaires ou officiers, peut-être au besoin, oulémas. Pourquoi un Turc ne pourrait-il être également un négociant qui voit loin, un technicien ou un ouvrier capable ? »[1372]. Ainsi, exhorte-t-il ses anciens sujets à secouer leur indolence légendaire et à développer l'esprit entrepreneurial. Pour sa part, le commandant Nadji bey qui échange ses points de vue sur la défaite ottomane avec Georges Rémond, affirme que tandis que l'Europe progressait depuis un siècle, le développement de l'Empire ottoman s'était arrêté, « par la faute des maîtres de l'Empire ; par la faute des sujets ; par notre faute à tous »[1373].

Pour sa part, Stéphane Jolly, professeur au lycée de Marseille, ayant habité pendant longtemps à Sofia, a donné en octobre une conférence sur la civilisation bulgare, à la Société de géographie. Une fois indépendants, il affirme que les Bulgares se sont montrés dignes de leur liberté. Ils ont fourni un effort admirable. Ils ont voulu devenir le premier peuple des Balkans et comme les Japonais, en moins de trente ans, ils se sont civilisés. « Sur la table rase

[1370] « Le choléra », *Le Petit Journal illustré*, 1er décembre 1912.
[1371] « Images turques par Foemina », *Le Figaro*, 21 novembre 1912.
[1372] « Les souvenirs d'Abdul-Hamid », *Le Radical*, 24 février 1913.
[1373] Georges Rémond, *Avec les vaincus…op.cit.*, p.244.

que leur avaient laissée les Turcs, ils ont construit un véritable État moderne où un Européen se retrouve à peu près chez lui »[1374]. Victor Bérard avait déjà évoqué lors de son voyage à la fin du XIXe siècle, la bonne renommée que le Bulgare était en train d'acquérir dans toute la péninsule des Balkans, par rapport à la discipline de son armée, l'équilibre de ses finances et la modernisation de ses villes[1375]. En revanche, d'après la *Croix,* le secret de la force et de l'endurance du soldat bulgare c'est qu'il est « le meilleur ouvrier du sol »[1376] de toute la péninsule et « ses victoires sont le triomphe de la terre. ». Henry de Montardy perçoit comme facteur de la victoire serbe l'organisation sociale de ce pays. La Serbie dans sa tardive évolution a su éviter la crise de l'individualisme affirme-t-il dans le *Temps*. Les mœurs et coutumes de la *zadruga*, c'est-à-dire d'une organisation collective de la famille et de la propriété terrienne, se sont prolongées et « une telle institution sociale, a garanti la cohésion et l'esprit de hiérarchie bien propres à opérer un bon recrutement d'armée »[1377]. Raoul Anglès explique quant à lui dans le *Radical* les victoires serbes en les attribuant à l'organisation démocratique de la société et la répartition égalitaire des terres. « Ce peuple de bergers et de laboureurs, émancipés tout d'un coup il y a un siècle, ne connaît guère l'inégalité sociale. Répartie naguère entre les habitants de chaque commune, la propriété agricole, base essentielle de la richesse du pays, est encore aujourd'hui équitablement divisée »[1378]. Même constat et même raisonnement dans *Pêle-Mêle* par rapport à la victoire bulgare. Le journal satyrique relate l'opinion d'Edward Dicey[1379], selon lequel la Bulgarie « se rapproche d'aussi près qu'il est possible de l'état idéal entrevu par les réformateurs sociaux les plus avancés, cet état où ne doivent se rencontrer ni pauvres, ni riches, ni classes privilégiées, ni distinctions sociales »[1380]. Un pays offrant l'image d'une démocratie rurale, avec des institutions plus libres et des mœurs plus indépendantes que bien des pays occidentaux, ne pourrait pas passer inaperçu dans l'*Humanité,* et Hubert Lagardelle y déclare que la Bulgarie est le pays balkanique « qui a le socialisme le plus fort »[1381].

Une perception plurielle des raisons cachées derrière la victoire des alliées se profile ainsi dans l'espace médiatique français autour du thème de l'organisation sociale. Si dans un journal traditionnaliste-nationaliste comme la *Croix,* l'attachement à la terre, valeur fondamentale d'un nationalisme barrésien, déblayant le terrain pour l'avènement du fascisme

[1374] « Deux conférences sur les Balkans », *Le Petit Marseillais*, 21 octobre 1912.
[1375] Victor Bérard, *La Macédoine*, Paris, 1897, p.179.
[1376] G.Bertram, « Lettres des Balkans, les triomphes d'une terre qui ne meurt pas », *La Croix*, 5 décembre 1912.
[1377] Henry de Montardy, « Choses vues en Serbie », *Le Temps*, 17 juin 1913.
[1378] Raoul Anglès, « Lettre de Serbie », *Le Radical*, 16 mai 1913.
[1379] Journaliste britannique auteur d'un ouvrage sur la Bulgarie, état paysan, en 1894.
[1380] « Les Japonais des Balkans », *Pêle-Mêle*, 10 novembre 1912.
[1381] Hubert Lagardelle, « La Bulgarie », *L'Humanité*, 28 juillet 1913.

pétainiste autour de la vénération de la triade famille-campagne-nation, apparaît comme la raison essentielle de la victoire bulgare, c'est le respect de la propriété privée dans le cadre de la zadrouga serbe qui est mis en avant dans un journal comme le *Temps*, proche d'une culture politique radicale-libérale. Ce respect doublé d'une 'collectivisation' de la gestion de la terre, restée circonscrite au niveau d'exploitations agricoles, avait tout pour séduire les adeptes du radicalisme, tout en leur offrant des arguments à mettre en valeur dans leur opposition avec les socialistes et leur idéal d'une collectivisation des moyens de production et d'habitation en général.

II.4.9. Lecture nationaliste : Schneider contre Krupp

A côte des facteurs de déterminisme social, culturel et ou comportementaliste, mobilisés pour rendre compte de l'issue des opérations militaires, ceux qui s'expriment dans l'espace médiatique et diplomatique français raisonnent également en termes d'antagonisme entre le savoir faire allemand et français.

L'officier Irfan qui parcourt les champs de bataille de Tchataldja à côté du correspondant de guerre du *Gaulois*, Henri Garnier, rejette la responsabilité de la débâcle sur « l'instruction à l'allemande pour les soldats musulmans »[1382]. Selim bey se rend pendant l'armistice en décembre, chez Mahmoud Chevket, dans sa maison à Usküdar. Le but de sa visite était d'obtenir des informations sur l'organisation de l'armée ottomane et les raisons de sa déroute. Dans les paroles de l'ex-ministre de la guerre :

> «… c'était toujours le fameux plan de Goltz qui revenait ; c'est extraordinaire l'ascendant que ce vieux maréchal allemand exerçait sur notre État-major. Nous avons fait venir des instructeurs allemands, nous avons traduit des règlements prussiens, nous avons passé des revues comme à Berlin (…) tout cela, naturellement, n'était pas 'inné' chez nous, c'était 'singer', sans comprendre les raisons ; et lorsqu'il a fallu faire marcher cette armée vers son but réel, vers la guerre, tout a craqué, par suite du manque d'une base solide dans son organisation »[1383].

Le sénateur de la Seine, Auguste Gervais attribue en revanche, la conquête de la ville de Salonique par l'armée grecque, à l'influence heureuse de la mission militaire française commandée par le général Eydoux[1384]. Christian Houël écrit quant à lui dans le *Journal* qu'à son arrivée à Athènes, un officier de la mission française lui fit un vif éloge de l'armée

[1382] Henri Garnier, « Sur les lignes de Tchataldja », *Le Gaulois*, 29 novembre 1912.
[1383] Selim bey, Carnet …*op.cit.*, p.134-135.
[1384] A. Gervais, « La revanche hellénique après la prise de Salonique », *Le Matin*, 10 novembre 1912.

grecque organisée grâce aux efforts du général Eydoux[1385]. Le commandant Denvinges[1386] affirme que les Grecs qui arrivent à Athènes des États-Unis d'Amérique, du Canada, du Transvaal, d'Égypte et de Turquie, connaissent l'œuvre de la mission française et voient en elle la sauveuse de leur pays. « Seul, le parti des Princes, le parti allemand ne peut se résoudre à la reconnaissance (…) depuis dix jours, les familiers de la Cour ont proclamé son 'génie stratégique' »[1387] et ils demandent que le commandement de l'armée, que le coup d'État lui a enlevé[1388], lui soit restitué. De son côté, Jobic de Poulpiquet du Halgouët, chargé d'affaires en Grèce, écrit au quai d'Orsay en août, que le lendemain de la signature du traité de Bucarest, un mot d'ordre était donné aux journaux athéniens par le bureau de la presse du ministère des Affaires étrangères, pour faire l'éloge de la France, flatter l'Allemagne et ménager l'Italie. La consigne a été fidèlement suivie par le quasi ensemble de la presse hellénique, à l'exception notable, souligne le diplomate français, du journal pro-royaliste, *Athinai*. Cette feuille tout en admettant que la mission française a rempli son devoir avec dévouement, « conclut par cette surprenante déclaration que cela n'a aucun rapport avec les victoires grecques et la réorganisation de l'armée »[1389]. A son tour, Gaston Deschamps se dit choqué et déçu par les déclarations du roi Constantin qui en visite officielle à Berlin « vante par des louanges hyperboliques le philhellénisme allemand »[1390] et sa part dans les victoires de l'armée grecque au détriment de la participation française.

Dans ses mémoires rédigés dès son retour à Paris, Stéphane Lauzanne, relate les déclarations du colonel bulgare Azmanoff, d'après qui la bataille de Lule-Burgas, a été menée conformément aux principes que l'on enseigne à l'École supérieure de guerre en France. « Elle marque une victoire de l'attaque centrale sur l'attaque enveloppante, de la méthode française sur la méthode allemande »[1391]. De son côté, Jean Leune pense que la réussite des Grecs dans leur siège de la ville de Janina, « prouvera qu'une forteresse aussi formidable soit-elle, même construite par l'État-major allemand, ne saurait arrêter longtemps une troupe décidée à passer, surtout lorsque celle-ci est souple, manœuvrière et mordante 'à la

[1385] Christian Houel, « L'armée grecque », *Le Journal*, 23 octobre 1912.
[1386] D'après le commandant Denvinges, attaché militaire de la République française à Athènes, ce sont le général Eydoux et le lieutenant-colonel Bousquier qui ont organisé le chaos de l'armée grecque. Voir, *AMAE*, Sofia/125, le commandant Denvignes, attaché militaire de la République française en Grèce au Ministère de la Guerre, n°309, Athènes, 31 octobre 1912, au sujet de la situation générale à Athènes et la mission française, p.5.
[1387] *Idem.* Par opposition aux affinités franco-britanniques du roi Georges Ier, son fils Constantin marié à la sœur du kaiser Guillaume II, Sophie, est taxé d'attaches germanophiles.
[1388] Il s'agit du coup d'État militaire de 1909 à Goudi où se trouvaient les casernes de l'armée.
[1389] *AMAE*, Albanie/1, J. de Poulpiquet du Halgouet, chargé d'affaires en Grèce, au MAE, Athènes, le 16 août 1913, n°270, au sujet de la presse grecque et la politique française.
[1390] Gaston Deschamps, « Paris-Athènes », *Le Temps*, 3 août 1913.
[1391] Stéphane Lauzanne, *Au chevet …op.cit.,* p99-100.

française' »[1392]. A l'occasion de la publication de ses souvenirs du siège d'Andrinople, l'envoyé spécial du *Radical* se souvient que dès le début des hostilités, et après les premiers revers, il y eut un grand désenchantement et une désillusion générale au sein de la garnison de la ville. « Si c'est là le fameux plan de Von der Goltz, disaient les officiers, c'est joli. Encore un semblable, et nous pourrons faire nos malles pour l'Asie. Le matériel était très mauvais ; tous les instruments de chirurgie allemands étaient inutilisables »[1393]. En novembre, Urbain Gohier, invite les dirigeants ottomans à ne plus se lamenter sur leur sort et au lieu d'acquérir auprès des Allemands « deux 'sabots' incapables de tenir la mer », de suivre l'exemple des Grecs qui ont acheté à la France le cuirassé Averoff[1394]. L'*Illustration* relate en mars, les opinions des Bulgares et des Serbes unanimes à attribuer la chute d'Andrinople, « aux obusiers français (…). L'artillerie du Creusot aurait décidé du sort de la place »[1395]. Edouard Driault rappelle quant à lui aux lecteurs du *Figaro*, la concurrence entre le Creusot et les maisons allemandes en 1906, pour savoir qui allait fournir les canons de l'armement nouveau. « La victoire de l'industrie militaire française fut synonyme de renaissance pour la Serbie », affirme le spécialiste de la question d'Orient[1396]. Par conséquent, cette narration sur la défaite ottomane et de la victoire des alliés, contribue à la mise en avant d'un des aspects fondamentaux de la perception de la question d'Orient par les Français contemporains des guerres balkaniques. Il s'agit de la course aux contrats d'armements et de coopération militaire dans laquelle se livraient les grandes puissances européennes entre elles, essayant chaque fois de se rapprocher dans leur concurrence, des partis politiques les plus favorables à leurs industries et écoles militaires.

Dans une telle perspective, Camille Pelletan, considère l'organisation de l'armée du sultan par un maréchal prussien et l'acquisition du matériel de l'artillerie Krupp[1397], comme responsable de la défaite ottomane. Dans le *Gaulois*, le général Zurlinden se montre admiratif des Russes qui ont formé les soldats bulgares et fait l'éloge de l'artillerie française[1398]. Henry Dugard dans son ouvrage sur les guerres balkaniques, résume cette perception de l'issue des batailles en termes d'antagonisme franco-allemand, en affirmant que si les sympathies de la plupart des journaux français se sont exprimées en faveur des vainqueurs, c'est parce qu'ils se servent de canons français et se sont proclamés élèves des tacticiens français, tandis que les Ottomans au

[1392] Jean Leune, « Les Grecs devant Janina », *L'Illustration*, 8 février 1913.
[1393] « Souvenirs du siège », *Le Radical*, 2 avril 1913.
[1394] Urbain Gohier, « Ils invoquent Allah et ils pleurent ! », *Le Journal*, 4 novembre 1912.
[1395] « La chute d'Andrinople », *L'Illustration*, 29 mars 1913.
[1396] Edouard Driault, « La Renaissance de la Serbie », *Le Figaro*, 7 janvier 1913.
[1397] Camille Pelletan, « Les raisons de la décadence ottomane », *Le Matin*, 5 novembre 1912.
[1398] Général Zurlinden, « Russes et Bulgares », *Le Gaulois*, 3 janvier 1913.

contraire, doivent une grande part de leur défaite « à leurs médiocres canons Krupp, à la sottise de leurs instructeurs allemands »[1399]. Enfin, Bertram dans la *Croix*, perçoit derrière les victoires des alliés, le triomphe de la France sur les Allemands[1400].

En dehors de la perception des différents aspects des opérations militaires, au niveau de stratégies, de tactiques militaires sur les champs de bataille, il y a aussi la perception de la façon dont les belligérants se sont comportés à l'égard de la population civile se retrouvant au centre de ces conflits. A ce sujet, les atrocités et exactions commises pendant le temps des occupations militaires, représentent la préoccupation majeure de la couverture médiatique et des correspondances diplomatiques.

[1399] Henry Dugard, *Histoire de la guerre contre les Turcs* (1912-1913), Paris, 1913, p.9.
[1400] G. Bertram, « Comment la France triomphe sur les Allemands aux Balkans », *La Croix*, 2 et 3 novembre 1912.

II.5. Perceptions des occupations militaires/atrocités pendant la première étape des guerres balkaniques (octobre 1912-juin 1913)

A côté et autour de la guerre, à côté « de ses fatales hécatombes, il y a les massacres, les atrocités lâches, inutiles, barbares, les assassinats de femmes, d'enfants, de vieillards et de désarmés », lit-on dans la *Croix*[1401]. Les champions de la Croix se comportent comme des sauvages, rétorque *la Bataille syndicaliste*[1402], et en février les socialistes ottomans dénoncent dans une lettre qu'ils envoient à l'*Humanité,* des atrocités commises par les armées des alliés[1403]. La perception des atrocités commises ou censées être commises pendant les guerres balkaniques[1404], se fait aussi par la réminiscence des événements du passé. Dans une telle optique, Charles Loiseau, rappelle à ses lecteurs du *Petit Journal,* avant même que les premières nouvelles sur les atrocités ottomanes n'apparaissent dans la presse, les massacres de Kotchana en été 1912, ou encore sa rencontre avec un jeune Macédonien, Pantaléon Constantinovitch, qu'on appelait là bas 'l'homme à la langue coupée' et qui lui avait raconté par écrit son effroyable histoire. Sa famille, réputée riche, habitait Pitolsca dans l'arrondissement de Krujevo. « Un jour, des musulmans auxquels étaient mêlés des soldats réguliers, envahissent sa maison, y opèrent une perquisition sommaire, puis finissent par demander de l'argent »[1405]. Et le correspondant du *Petit Journal* affirme avoir sous les yeux les rapports rédigés un mois avant la guerre par des commandants des postes frontières monténégrins, et communiqués aussitôt aux représentants des puissances à Cettigné. « Ils relatent en termes sobres, au jour le jour, les assassinats, viols, tortures, rapts commis sur les chrétiens dans la zone ottomane limitrophe »[1406].

Si Urbain Gohier, informe ses lecteurs du *Journal* que les autorités ottomanes font circuler des photographies de têtes coupées et de corps mutilés pour établir la barbarie de leurs adversaires[1407] et galvaniser leur opinion publique, la presse française s'est transformée quant à elle, en un terrain favorable aux agissements des différentes propagandes. Comment les occupations militaires et les atrocités commises par les armées belligérantes ont été relatées

[1401] « Pour l'humanité », *La Croix,* 7 novembre 1912.
[1402] « Les horreurs de la guerre d'Orient », *La Bataille syndicaliste*, 9 mars 1913.
[1403] « Les horreurs de la guerre ; un acte d'accusation dressé par les socialistes turcs », *L'Humanité*, 18 février 1913.
[1404] Pour une historiographie des exactions et atrocités commises contre la population civile pendant les guerres balkaniques, voir *Enquête dans les Balkans. Rapport présenté aux directeurs de la Dotation Carnegie par les membres de la Commission d'enquête*, Paris, 1914, Justin McCarthy, *Death and Exile. The Ethnic Cleansing of Ottoman Muslims, 1821-1922*, Princeton, Darwin Press, 1995, Τάσος Κωστόπουλος (Tasos Kostopoulos), *Πόλεμος και εθνοκάθαρση, 1912-1922*, (Guerre et nettoyage ethnique, 1912-1922*)*, Athènes, Vivliorama, 2007.
[1405] Charles Loiseau, « Les atrocités turques », *Le Petit Journal*, 20 octobre 1912.
[1406] *Idem.*
[1407] Urbain Gohier, « Les tristesses de Constantinople », *Le Journal*, 7 novembre 1912.

dans la presse française de l'époque ? Et quels sont les facteurs susceptibles d'influencer une telle couverture médiatique? Afin de répondre à la première question, nous allons distinguer deux périodes qui correspondent à des configurations militaires distinctes : une première allant d'octobre 1912 à juin 1913, et une deuxième concernant les mois de juillet et août 1913.

II.5.1. Interventions/occupations militaires de Constantinople et de Scutari par les grandes puissances

En octobre devant l'éventualité d'un conflit dans les Balkans, le *Radical* souligne que l'opinion française n'oublie pas les protestations éloquentes et indignées des grands Français contre les massacres d'Arménie[1408] et les pillages abominables qui ont tant de fois marqué la domination turque en Macédoine. Elle exige « des garanties sérieuses de la Porte et une répression énergique des agissements des fanatiques ottomans »[1409].

Aucune mention des exactions menées par les agents nationalistes des propagandes bulgares, grecques ou serbes dans la région[1410] n'est faite dans les télégrammes officiels. Les massacres en Macédoine sont réduits et exclusivement associés aux actes de répression décidés par le gouvernement ottoman. Toujours est-il, que c'est dans cette perspective que le gouvernement français ainsi que d'autres grandes puissances européennes décident d'envoyer leurs navires dans la mer de Marmara afin de protéger à la fois leurs ressortissants et leurs intérêts dans la région. A ce propos, et face aux dépêches qui annoncent les effets ravageurs du choléra dans les rangs des armées ottomane et bulgare, Gaston Calmette, déplore dans le *Figaro*, un journal de l'opposition, que le gouvernement français ait décidé de débarquer deux mille marins au risque de les voir contaminés par cette épidémie[1411].

Par ailleurs, dans la presse française les nouvelles concernant les massacres dans la capitale ottomane ou ailleurs dans l'Empire sont contradictoires. Le correspondant particulier du *Petit Journal* à Berlin, envoie un télégramme à son journal le 1er novembre selon lequel « 20 chrétiens ont déjà été tués à Stamboul et des Bulgares ont été égorgés. Les ambassadeurs d'Angleterre, de Russie et de France, auraient demandé à leurs gouvernements respectifs l'envoi de bateaux de guerre pour protéger leurs nationaux et les chrétiens »[1412]. En revanche, le correspondant de guerre de ce même journal à Istanbul, écrit le 5 novembre[1413] que contrairement aux nouvelles répandues dans la presse européenne, nul trouble ne s'est encore produit à Constantinople. Lui-même assure avoir parcouru « tous ces jours-ci Péra, Galata et surtout Stamboul, en tout sens je n'y ai et personne de ma connaissance n'a rien remarqué

[1408] Allusion aux massacres commis contre des communautés arméniennes entre 1895 et 1896 en Anatolie.
[1409] Le Radical, 6 octobre « La crise des Balkans, l'initiative de la France, *Le Radical*, 6 octobre 1912.
[1410] Sur les pratiques violentes employées par les nationalistes balkaniques en Macédoine ottomane voir Nadine Lange-Akhund, « Nationalisme et terrorisme en Macédoine vers 1900 », *Balkanologie*, 2000, vol.IV, n°2. (mis en ligne : http://balkanologie.revues.org/320.
[1411] Gaston Calmette, « Pauvres matelots », *Le Figaro*, 20 novembre 1912.
[1412] « La victoire des Bulgares se confirme ; les Turcs en déroute, sont traqués », *Le Petit Journal*, 1er novembre 1912.
[1413] Georges Rémond, « Impressions de Constantinople », *Le Petit Journal*, 12 novembre 1912.

d'inquiétant ou seulement anormal »[1414]. Certes ajoute-t-il, le quartier, dit européen de Péra, est moins animé maintenant le soir que lorsqu'il était arrivé. A mesure que le bruit des canons se rapproche de la capitale, un certain malaise semble s'installer auprès de la population non musulmane. « Mais cette tendance à l'anxiété ne se fonde que sur des événements à venir »[1415] conclut-il. A ce sujet, on lit dans le *Radical* du 10 novembre que « l'angoisse croît à Constantinople, où l'on craint des massacres »[1416]. Ces échos et rumeurs contrastent avec le calme de la population musulmane qu'Urbain Gohier rencontre dans la capitale ottomane. Le correspondant du *Journal*, constate que les Italiens, ennemis d'hier, reviennent en foule, tandis que des Grecs, ennemis d'aujourd'hui vivent tranquilles et font leurs affaires sans que personne ne vienne les déranger. « Quoi qu'il advienne, après une grande victoire ou une grande défaite, on ne pourra guère incriminer le fanatisme turc. Aucun peuple occidental ne donnerait un pareil exemple de sang-froid »[1417] souligne-t-il. Pourtant, suite au bruit courant que des massacres de chrétiens allaient se produire dans l'Empire ottoman, en Asie Mineure notamment, Raymond Poincaré rappelle à Rifaat pacha, ambassadeur de l'Empire à Paris, que la France agit toujours en qualité de protectrice des chrétiens d'Orient[1418]. D'après Paul Cambon, ministre de la République française à Londres, les menaces d'atrocités, auraient été colportées ou brandies par les autorités ottomanes elles-mêmes. Il cite comme preuve de ses allégations ce que Gabriel effendi Nourandoughian communique à Sir Gerald Lowther, que si la guerre balkanique venait s'ajouter à la guerre italo-turque, il redoutait « un réveil du fanatisme musulman dans tout l'Empire ottoman et jusqu'en Égypte »[1419]. Tout en faisant, dans ses propos, la part du désir d'impressionner son interlocuteur dans un sens favorable aux intérêts de la Sublime Porte, sir Arthur Nicolson « n'a pas laissé d'y attacher de l'importance »[1420]. Par contre, dans le *Petit Journal*, le même ministre des affaires étrangères, considère que tous les bruits répandus sur la situation des étrangers et des chrétiens à Constantinople, sont « de véritables calomnies »[1421], destinés à faire du tort à l'Empire ottoman dans les esprits impartiaux, et faire pencher leurs sympathies vers ses adversaires.

[1414] *Idem.*
[1415] *Idem.*
[1416] « L'angoisse croît à Constantinople où l'on craint des massacres », *Le Radical*, 10 novembre 1912.
[1417] Urbain Gohier, « A Constantinople », *Le Journal*, 25 octobre 1912.
[1418] « Le bruit des massacres », *Le Petit Journal*, 22 novembre 1912
[1419] *AMAE*, Turquie/433, Londres, le 3 octobre 1912, Paul Cambon au MAE, n°416, au sujet de l'action panislamique au Maroc
[1420] *Idem.*
[1421] « A Constantinople », *Le Petit Journal*, 16 novembre 1912.

Ces rumeurs[1422] circulant dans les coulisses diplomatiques et/ou publiées dans la presse, entraînent une mobilisation des gouvernements des grandes puissances qui envoient leurs navires sur place.

Intervenir pour protéger les intérêts économiques

Déjà au début du mois de novembre, *le Petit Journal* annonçait l'envoi par la France de trois cuirassés dans l'Archipel et d'un navire à Salonique pour sauvegarder ses 'nationaux'[1423]. Selon le consul français à cette ville, l'arrivée des croiseurs anglais *Hampshire* et français *Bruix*, ont mis fin à une panique qui commençait à devenir inquiétante[1424]. Maurice Bompard communique au ministre des Affaires étrangères des informations télégraphiées par le consul français à Alep, selon lesquelles le calme règne sur la ville. Par contre, le vice-consul à Tripoli en Syrie, lui signale de graves incidents, tel que l'entrée d'un « fanatique dans l'établissement des Frères des Écoles chrétiennes ou des coups de feu tirés sur le bâtiment abritant les Sœurs de la Charité »[1425]. Maurice Bompard informe lui aussi Raymond Poincaré que « les Européens commencent à être troublés en raison de l'arrivée de nombreux réfugiés de Thrace et de la présence de volontaires qui parcourent la ville. »[1426]. A ce propos, le président du conseil et ministre des affaires étrangères, écrit au ministre de la Marine pour lui signaler que la paix étant signée entre l'Italie et la Turquie, l'envoi des bâtiments français dans les eaux ottomanes ne risquait plus d'engendrer des commentaires inopportuns et que, d'autre part, les développements du conflit balkanique « nous commandent d'en surveiller de près (…) les intérêts de notre politique générale »[1427]. Le gouvernement français est d'ailleurs très vite sollicité par des sociétés de l'Hexagone qui s'inquiètent face au déclenchement du conflit dans les Balkans. La *Compagnie du Soleil*, société d'assurances, écrit au ministre pour lui rappeler qu'elle a des clients dans l'Empire ottoman, notamment parmi les sujets de confession chrétienne tant à Constantinople qu'en Asie Mineure. Vu la situation actuelle, « nous sommes fondés à concevoir la crainte d'un réveil de fanatisme et de massacres qui

[1422] Sur le rôle des rumeurs à la fois dans la construction médiatique d'un événement ou la perception d'un événement médiatique et sa fonction comme révélatrice des représentations peuplant l'imaginaire d'une société, voir Edgar Morin, *La rumeur d'Orléans*, Paris, éd. du Seuil, 1969.
[1423] « La victoire des Bulgares se confirme, les Turcs en déroute », Le Petit Journal, 1er novembre 1912.
[1424] *AMAE*, Turquie/440, dossier sur la guerre d'Orient, protection des étrangers ; envoi de navires, Salonique, le 2 novembre, n°164.
[1425] *Idem*.
[1426] *AMAE*, Turquie/440, Péra, le 31 octobre 1912, n°526.
[1427] *Ibid*., le président du Conseil, et ministre des AE au ministre de la Marine, le 27 octobre 1912, n°699. Sur les intérêts français dans l'Empire ottoman à la fin du XIXe siècle, voir Jacques Thobie, *Intérêts et impérialisme français dans l'empire ottoman, 1895-1914*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1977.

pourraient en être la conséquence. »[1428]. Ces préoccupations résonnent aussi auprès des responsables de la compagnie d'assurances *Le Monde*[1429] ou de la compagnie *La Confiance*[1430].

Géopolitique de l'occupation

En dehors du caractère d'intervention préventive à la fois vis-à-vis d'êtres humains et d'intérêts financiers, l'arrivée des navires des grandes puissances devant Istanbul et le débarquement des marins dans la capitale ottomane, est aussi perçue comme une véritable course à la prise de positions et à la répartition de sphères de protection susceptibles d'être comparées à des sphères d'influence au sein de la topographie urbaine. Le consul français à Salonique écrit au Quai d'Orsay, que l'amiral anglais Berkeley Milne est arrivé sur le croiseur *Good Hope*. Il était suivi d'un autre croiseur anglais resté pour aider au déséchouage du croiseur russe *Oleg* qui s'est échoué sur le banc de Touzla, devant le cap Carabournou (voir tableau ci-dessous). Selon Jousselin[1431], on se montre terriblement déçu de l'accident de l'*Oleg*, au consulat général de Russie. Ce vaisseau était attendu depuis trois jours et le « consulat général de Russie avait fait préparer pour son arrivée des manifestations de la part de la communauté grecque »[1432], car « on devait considérer l'Oleg comme le sauveur des chrétiens et leur libérateur »[1433]. Cette manifestation « peu aimable en somme pour les navires des autres puissances mouillés à Salonique et arrivés, ceux-ci au moment du danger, aurait certainement provoqué des protestations des musulmans »[1434]. Si la diplomatie 'maritime' russe fit naufrage au large du golfe Thermaïque, la diplomatie 'humanitaire' germanique, jeta solidement son ancre du côté d'Adana et selon le vice consul de région de l'Empire ottoman, les Allemands ont tout fait suite à l'arrivée de leur croiseur *Hertha,* pour se poser en protecteurs des chrétiens. « Ils ont même « répandu le bruit qu'ils étaient seuls chargés de veiller à la sécurité des Européens de la région »[1435].

[1428] *Ibid*., Compagnie du Soleil, société anonyme française d'Assurances sur la vie, siège social, 44 rue de Châteaudun, Paris, le 9 novembre 1912.
[1429] *Ibid*., Le Monde, compagnie d'Assurances sur la Vie Humaine, Paris, le 11 novembre 1912.
[1430] *Ibid*., La Confiance, compagnie anonyme des Assurances sur la Vie, Paris, le 13 novembre 1912.
[1431] Sur Jousselin, voir Fabrice Jesné, Mathieu Jestin, « Les consuls de France et d'Italie à Salonique face aux guerres balkaniques », dans Catherine Horel, Les guerres …*op.cit.*
[1432] *AMAE*, Turquie/440, Salonique, le 9 novembre, n°169.
[1433] *Idem.*
[1434]*Idem*.
[1435] *AMAE*, Turquie/440, le vice consul à Mersine et Adana, le 30 novembre, n°41, au sujet du croiseur allemand Hertha.

Tableau: Présence de navires étrangers dans les ports ottomans le 11 novembre 1912.

Navires anglais King Edward (cuirassé) Zealandia (cuirassé) Hindustan (cuirassé) Africa (cuirassé) Hibernia (cuirassé) Britannia (cuirassé) Commonwealth (cuirassé) Dominion (cuirassé) Good hope (croiseur cuirassé) Hampshire (croiseur cuirassé) Darmouth (croiseur protégé) Weymouth (croiseur protégé) Yarmouth (croiseur protégé) Barham (croiseur protégé) Medea (croiseur protégé) Hussar (aviso-cannonière Diana (croiseur protégé)
Navires allemands Hertha (croiseur école) (Salonique) Vineta (croiseur école) (côtes de Dalmatie) Geier (petit croiseur ancien) (Kaifa) Goeben (cuirassé croiseur) Breslau (croiseur protégé)
Navires autrichiens Erzherzog Franz Ferdinand (cuirassé) (Smyrne) Zrinyi (cuirassé) (Smyrne) Radetzky (cuirassé) (Smyrne) Admiral Spaun (croiseur protégé) (Smyrne) Wildfang (contre-torpilleur, Smyrne) Uskoke (contre torpilleur, Smyrne) Kaiserin und k. Maria Theresa (croiseur cuirassé ancien, Salonique) Aspern (petit croiseur ancien, Constantinople)
Navires italiens Emanuele Filiberto (cuirassé d'escadre) (Constantinople) Saint Bon (cuirassé d'escadre) (Salonique) Coatit (contre-torpilleur) (Constantinople) Galileo Galilei (canonière) (Constantinople) Regina Margherita (cuirassé d'escadre) (Archipel)
Navires russes

Rostilav (croiseur cuirassé) (Constantinople) Kagoul (croiseur protége) (Constantinople) Oleg (croiseur protégé) (Salonique)
Navires États-Unis d'Amérique Scorpion (yacht converti armé de 6 canons) (Constantinople)
Navires espagnols Reina Regente (croiseur protégé) (Constantinople)
Navires hollandais Gelderland (croiseur cuirassé) (Constantinople)

(**Source** : *Archives du ministère des Affaires étrangères*, nouvelle série, Turquie/440, dossier : guerre d'Orient, protection des étrangers, envoi de navires).

Georges Rémond, envoyé de *l'Illustration* dans la capitale ottomane, observe que l'arrivée des croiseurs étrangers, spécialement autorisés par le sultan à franchir les Dardanelles en dérogation aux règles établies par la convention des Détroits de 1841[1436], n'a provoqué aucun mécontentement dans la population turque. Au contraire, « ces unités excitent surtout la curiosité et le croiseur français Léon-Gambetta qui est le plus gros est très admiré. Les chrétiens se rassurent à la vue de ces navires et calment un peu leurs craintes injustifiées »[1437]. Quelques jours plus tard, on lit dans le même journal que les navires étrangers ayant mouillé dans le Bosphore, débarquaient environ trois mille marins, « d'accord avec le gouvernement ottoman, pour empêcher à la fois l'entrée éventuelle des fuyards de l'armée turque en cas de défaite et l'explosion d'une émeute dans la ville »[1438].

[1436] La convention des Détroits de 1841, signée suite au règlement de la crise d'Orient de 1839-1840 qui a vu s'opposer le khédive égyptien Mehmet Ali au sultan Mahmoud II, et à travers eux les intérêts des politiques extérieures française et britannique, neutralise les Détroits, permettant à l'Empire ottoman de fermer le passage par le Bosphore et les Dardanelles à tous les navires militaires.
[1437] Georges Rémond, « L'état d'esprit à Constantinople », *L'Illustration*, 16 novembre 1912.
[1438] « Constantinople et la guerre », *L'Illustration*, 23 novembre 1912.

Tableau : Liste des navires arrivés à Constantinople au novembre 1912.

Puissances	**Noms des navires**
France	*Léon Gambetta et Victor Hugo*
Russie	*Kagoul* *Rostislav*
Angleterre	*Weymouth* *Hampshire*
Allemagne	*Vineta* *Goeben*
Autriche Hongrie	*Aspern* *Amiral Spaun*
Italie	*Emmanuele Filiberto* *Benedetto Brin*
Espagne	*Reina Regente*
Pays-bas	*Gelderland*
Roumanie	*Elisabeta*

(**Source** : *Archives du ministère des Affaires étrangères*, nouvelle série, Turquie/440, dossier : guerre d'Orient, protection des étrangers, envoi de navires)

Tableau : Force des détachements mis à terre par la flotte internationale pour la sauvegarde des intérêts européens

Puissances européennes	*Officiers*	*Hommes*	*Nombre de canons*	*Nombre de mitrailleuses*
Allemagne	25	576	2	7
Angleterre	19	471		2
Autriche	10	166		2
Espagne	7	94		
France	12	348		4
Hollande	4	90	2	
Italie	6	196		1
Roumanie	7	140		
Russie	18	378		5

(**Source** : *Archives diplomatiques*, correspondance consulaire, Constantinople/315, dossier concernant l'entente internationale sur la présence des forces étrangères à Constantinople).

Suite à ce débarquement, Stéphane Lauzanne, le rédacteur du *Matin*, témoigne de la répartition des marins des puissances étrangères. Chaque détachement gagne le secteur qui lui est réservé (voir tableau ci-dessous). Les marins de *Léon-Gambetta* sont placés au collège Saint-Benoît, dans le quartier de Galata, « prêts à voler au secours de la banque ottomane, si quelque main sacrilège menaçait la quiétude de ses coffres imposants »[1439]. Ils sont aussi envoyés dans les faubourgs éloignés de Chichli, posés avec deux mitrailleuses devant l'hôpital de la Paix. Les marins anglais veillent sur le « calme souriant de la rue des Petits-Champs »[1440] et depuis les jardins de l'ambassade britannique, observent la longue enfilade des hôtels européens. Les marins allemands campent sur la place de Taxim, « à la porte même de la demeure paisible de Noradounghian Gabriel effendi »[1441]. Les marins russes se réservent les quais de Galata. Ils ont même voulu dans leur « ardeur de néophyte, occuper et protéger le parlement ottoman »[1442]. Enfin les marins autrichiens étaient dans les parages des Allemands et les Italiens « n'importe où »[1443]. Une version plus détaillée de cette répartition est esquissée par le général Baumann, coordinateur du corps de la gendarmerie internationale en Macédoine ottomane, dans son rapport du 2 décembre 1912[1444].

[1439] Stéphane Lauzanne, Au chevet…*op.cit*., p.233.
[1440] *Idem.*
[1441] *Idem.*
[1442] *Idem.*
[1443] *Idem.*
[1444] *AMAE*, Constantinople/315, dossier concernant l'entente internationale sur la présence des forces étrangères à Constantinople.

Tableau : Emplacement des navires de guerre après le débarquement du 19 novembre 1912.

STATIONS	NOM DU BATIMENT	ETABLISSEMENTS A PROTEGER
Moda	Victor-Hugo	Établissement des Frères, des Dames de Sion, Lycée Faure, etc.
Buyukdéré	Colchide	Colonies étrangères et palais d'ambassades
Thérapia Yénikeuy	Coatit	Palais d'ambassades, docks et ateliers de Sténia
Bebek	Scorpion	Établissement des Lazaristes, des Maristes, des Filles de la Charité, collège américain de Rouméli-Hissar
Haïdar pacha	Loreley	Gare allemande de Haïdar Pacha, écoles françaises des Maristes, des Oblates de l'Assomption
Koum kapou YEdi-Koulé	Weymouth	Écoles françaises des Assomptionnistes, des Oblates de l'Assomption, Patriarcat arménien grégorien
San stefano Macrikeuy	Amiral Spaun	Couvent des Capucins protégés Français
Phanar	Koubanetz	Les autorités ottomanes n'ont pas autorisé le passage dans la Corne d'Or de ce bâtiment qui était destiné à assurer la protection morale du Patriarcat orthodoxe, du quartier du Phanar et des quartiers israélites de Balata et d'Haskeuy

(**Source** : *Archives du ministère des Affaires étrangères*, Constantinople/315, Péra, le 2 décembre 1912, n°691, dossier concernant l'entente internationale sur la présence des forces étrangères à Constantinople).

Toujours au sujet de la médiatisation de cette 'occupation militaire', le *Petit Journal illustré*, journal nationaliste soutenant la politique coloniale française, ne s'interroge point sur sa légitimité. Il la perçoit au contraire, comme une activité ludique et publie un cliché où l'on voit des marins français s'amuser[1445]. Même perception de cette présence de navires militaires devant les ports ottomans dans l'*Illustration*. Cette fois-ci, la destination de 'distraction', c'est la ville maritime de Smyrne et les acteurs, les marins américains du *Tennessee*, en train de visiter les fouilles archéologiques d'Éphèse[1446]. Revenu à Istanbul, le *Petit Marseillais* publie une photo du pont de Karaköy « que le Victor-Hugo a mission de bombarder en cas d'insurrection afin d'éviter l'envahissement des quartiers de Galata et de Péra »[1447].

[1445] « A Constantinople nos marins s'amusent », *Le Petit Journal illustré*, 22 décembre 1912.
[1446] « Les Américains à Smyrne », *L'Illustration*, 8 février 1913.
[1447] « Le pont de Kara-Keui à Constantinople », *Le Petit Marseillais*, 22 novembre 1912.

Une deuxième occupation militaire de ville ottomane, par des soldats originaires des grandes puissances, est celle de Scutari. Cette intervention voit le jour suite à l'occupation par l'armée monténégrine de cette ville, attribuée par la conférence de Londres au futur État albanais. Devant le refus du roi Nicolas de se plier aux décisions des diplomates, une démonstration navale est organisée afin de le convaincre à céder, aboutissant à l'expédition d'un corps de soldats issus des grandes puissances européennes afin de garantir à Scutari l'ordre et le changement de souveraineté tracé à Londres[1448]. Pierre Roney, envoyé spécial du *Temps* est un des rares représentants français sur place au moment de cette 'occupation' pacifique et il envoie de précieux renseignements à son journal concernant l'état d'âme de la population locale à l'égard des soldats du corps expéditionnaire. D'après lui, « le respect théâtral avec lequel les indigènes, rassemblés dans l'ébauche du jardin public, écoutent les hymnes nationaux des puissances protectrices »[1449] n'est qu'un respect de façade, comique et peu sincère. « On voit certains regards ironiques suivre le pas cadencé des patrouilles européennes. Il ne faut pas se le dissimuler, l'occupation est vue d'un très mauvais œil par tous les musulmans qui sont en majorité à Scutari »[1450]. Accompagné d'un de ses amis, « Égyptien musulman, très lettré et parlant la plupart des langues de l'Orient », il se promène dans les bazars et s'immisce dans les cafés populaires. Grâce à l'appartenance confessionnelle et aux compétences linguistiques de son guide, il réussit à recueillir des confidences que « l'Albanais musulman ne fera jamais à un Occidental »[1451]. Partout les conversations entre musulmans « n'ont d'autre sujet que la façon dont on pourrait faire partir les soldats des puissances »[1452]. Les prêtres des mosquées, muftis, imams, déclarent à tous les fidèles que « si un prince chrétien gouverne l'Albanie ils émigreront ou en Turquie ou en Égypte ». Au contraire, les catholiques de la ville :

> « …se trouvent assez bien de l'occupation. (…) ils se déclarent partisans d'une indépendante mais la plupart, au fond du cœur, désireraient être Autrichiens. Depuis des années et des années, l'Autriche leur fournit de l'argent, entretient leurs églises, leurs hôpitaux, et le fameux collège des jésuites très florissant et dans le parloir duquel trônent à la place d'honneur,

[1448] La présence de ce contingent de soldats européens à Scutari s'inscrit dans l'expérience précédente d'un corps de gendarmerie internationale établie en Macédoine ottomane suite aux accords de Mürtzeg elle préconise l'envoi de deux missions similaires dans la région des Balkans, une en Bosnie en 1995 après l'accord de Dayton et la deuxième au Kosovo en 2000.
[1449] Pierre Roney, « En Albanie », *Le Temps*, 20 août 1913.
[1450] *Idem*.
[1451] *Idem.*
[1452] *Idem.*

> encadrant le crucifix, deux amples portraits de Pie X et de François-Joseph »[1453].

En plus, il constate que les esprits sont surexcités à cause des incursions serbes dans la région du Drin noir et de la Mirditié. Ces sentiments « sont mis à profit par la Ligue nationale albanaise, composée d'une élite instruite et intelligente, mais dont l'idéal est trop compliqué pour la mentalité de la grande masse albanaise et ne réussit pas à enrayer la mainmise sur la ville, de l'Europe, surtout de l'Autriche et de l'Italie »[1454]. Les progrès de l'Italie sont supérieurs à ceux de l'Autriche, car elle n'est pas considérée comme antagoniste par les différentes croyances religieuses, alors que « pour les vrais musulmans l'Autriche reste l'ennemie »[1455]. Par ailleurs, le soldat Italien est « plus cordial avec les indigènes et se fait comprendre dans une ville où la moitié de la population a des notions d'italien alors que l'allemand est inconnu »[1456]. De surcroît, beaucoup de magasins ont des enseignes italiennes, beaucoup sont gérés par des Italiens « qui chaque jour viennent des Pouilles et même de l'Italie du Nord acheter des terrains »[1457]. On assiste donc à l'occasion de la perception médiatique d'une occupation militaire, à une expression parallèle d'opinions-représentations, d'une part celles du correspondant français sur la population locale, reproduisant l'équation culturalisée/politisée dominante de l'européanisme 'orientaliste' entre Européen/Occidental christianisé et non-Européen/Oriental/musulman. D'autre part, il s'agit de celles de la population locale à l'égard de ses occupants, italien et autrichien en l'occurrence, mettant en scène à la fois les antagonismes entre grandes puissances pour l'hégémonie politique, économique et culturelle, et le rôle des communautés, tels que les Arberësh (Italo-Albanais) en l'occurrence, servant de pont entre la société locale et la société impériale.

En ce qui concerne la géographie de l'occupation de la capitale ottomane ou de la ville de Scutari par des contingents des grandes puissances européennes, la description esquissée dans la presse, ainsi que l'échange des correspondances diplomatiques, nous permettent de nous rendre compte de la façon dont l'envoi de ces forces, censées participer à des occupations militaires à titre préventif, participaient également à la délimitation de sphères d'influence, ou autrement dit, comment le découpage des territoires ottomans en sphères d'intervention humanitaire, préconisait ou était susceptible d'annoncer un partage futur en

[1453] *Idem.*
[1454] *Idem.*
[1455] *Idem.*
[1456] *Idem.*
[1457] Dans la région des Pouilles, il y avait aussi une communauté albanophone, les Arberësh, installée en Italie du Sud depuis le Moyen-Âge. Sur la voir Francesco Guida, « Les Italo-Albanais et les questions balkaniques des premières années du XXe siècle aux guerres de 1912-1913 », dans Catherine Horel, Les guerres …*op.cit.*

sphères d'influence politique et/ou économique et culturelle. C'est à propos de ces manœuvres que Kiamil pacha déclare à Stéphane Lauzanne que « l'histoire dira si depuis un siècle on s'est jamais intéressé à autre chose qu'à nos dépouilles. Elle dira si on en est jamais venu nous trouver autrement que les planteurs vont à Java pour faire fortune et puis disparaître »[1458]. Par ailleurs, face à ces 'occupations-interventions militaires' de la part des grandes puissances européennes, la question du 'droit d'ingérence'[1459] est soulevée pour la deuxième fois dans les Balkans ottomans, après les accords de Mürtzeg en 1903, prévoyant l'installation d'une gendarmerie internationale en Macédoine. Cet aspect du conflit est commenté dans l'ensemble de l'espace médiatique français. D'une part, les représentants de la presse libérale républicaine, ou traditionnaliste/nationaliste, y voient une obligation morale du gouvernement français dans son rôle de protecteur à la fois des intérêts économiques, politiques, culturels nationaux dans ces régions, et de la représentation de la Marianne comme 'ange-gardienne' des droits des peuples, notamment chrétiens, à leur auto-disposition. D'autre part, la presse socialiste, ainsi que des représentants de l'Empire ottoman qui s'expriment dans l'espace médiatique français, mettent en question le bien-fondé de ces expéditions, insistant sur leurs motivations intéressées et les arrière-pensées les associant à des interventions colonialistes.

Outre les perceptions antagonistes concernant les occupations militaires par des expéditions composées de forces multinationales des grandes puissances, comment ont-elles été perçues les occupations militaires et les atrocités perpétrées par les armées d'occupation serbe, bulgare et grecque ?

II.5.2. Perceptions des exactions sur les territoires occupés par l'armée serbe et monténégrine

En ce qui concerne la perception des occupations militaires et des atrocités commises sur les territoires occupés par la Serbie, l'*Écho de Paris* décrit comme triomphale l'entrée de l'armée de ce pays à Usküb.[1460]. Son correspondant à Belgrade, lui annonce que le roi Pierre a été solennellement reçu dans cette ville ottomane. Il était attendu à la gare par le prince héritier Alexandre, le prince Georges, le général Poutnik, le quartier général entier, les

[1458]Stéphane Lauzanne, *Au chevet …op.cit.,* p.252.
[1459] Sur le droit d'ingérence voir Immanuel Wallerstein, *European universalism : the rhetoric of power,* New York, the New press, 2006 et Francis Kofi Abiew, *The evolution of the doctrine and practice of humanitarian intervention*, The Hague, London, Boston, Kluwer law international, 1999.
[1460] « L'entrée solennelle de Pierre de Serbie à Uskub », *L'Écho de Paris*, 4 novembre 1912.

représentants de la municipalité, de la préfecture, les consuls étrangers, le clergé chrétien, le mufti supérieur et le grand-rabbin. « Tous les citoyens sans distinction de religion, voulaient montrer leur gratitude au roi libérateur. La ville était pavoisée de drapeaux serbes et la foule était immense le long du chemin par où passait Sa Majesté »[1461]. Le préfet d'Uskub, M. Gavrilovitch, présenta au souverain serbe, le maire de la ville, Spira Hadjiristitch, qui « dans un discours court, ému et enthousiaste, souhaita au roi la bienvenue au nom d'Uskub libérée et lui offrit le sel et le pain »[1462]. Le roi pria de son côté, le maire de transmettre « à la population d'Uskub sa joie d'entrer dans l'ancienne capitale de l'empire serbe »[1463]. Cette version idyllique de l'entrée de l'armée serbe à Usküb est aussi relatée quelques jours plus tard dans l'édition illustrée du *Petit Journal*[1464]. De son côté, Horace Trouvé, de l'agence Havas, informe le ministre de France à Belgrade que les *jivio*, les hourrah prononcés par les troupes serbes d'occupation face à l'allocution du roi de Serbie, n'ont pas eu d'écho au milieu d'un peuple indifférent et clairsemé[1465]. En plus, les récits des représentants diplomatiques français en Serbie, contrastent eux aussi avec cette perception pacifique de l'occupation serbe et son accueil enthousiaste par la population locale. Carlier écrit au sujet de la situation des musulmans en janvier 1913, que la plupart des musulmans dans les territoires occupés par les armées serbes « sont actuellement dans la plus profonde misère (…) beaucoup d'entre eux meurent littéralement de faim (…) et ont vu leurs propriétés complètement dévastées par les autorités militaires serbes »[1466]. Il signale aussi que ceux qui peuvent partir vers Salonique et l'Asie-Mineure s'en vont vers le sud, « mais la plus grande partie est dans l'impossibilité matérielle, faute d'argent, de quitter le pays ».[1467]. L'ambassadeur français à Belgrade, Robert Descos de son côté, informe le Ministère des Affaires étrangères, de la volonté des autorités serbes à imposer à Uskub comme jour férié, la fête du Noël orthodoxe selon le calendrier julien en vigueur en Serbie. Pourtant, ajoute-t-il, suite à une initiative anglaise et à l'intervention de la diplomatie européenne, les musulmans, les chrétiens catholiques et les juifs de la ville « n'ont pas été contraints par les autorités serbes à chômer semblable fête »[1468]. Pour sa part, Carlier commente les tensions au sein de la communauté chrétienne

[1461] *Idem.*
[1462] *Idem.*
[1463] *Idem.*
[1464] « Une curieuse cérémonie : à l'entrée d'une ville prise par les Serbes, le roi Pierre Ier rompt le pain que lui présente le maire de la cité », *Le Petit Journal illustré*, 24 novembre 1912.
[1465] *AMAE*, Turquie/439, dossier sur les missions militaires françaises auprès des armées belligérantes, le Ministre de France en Serbie au AE, Belgrade, le 8 novembre 1912.
[1466] *AMAE*, Turquie/441, Uskub, le 17 janvier 1913, n°3, Carlier au MAE, au sujet de la misère des musulmans.
[1467] *Idem.*
[1468] *AMAE*, Turquie/254, Belgrade, le 25 janvier, n°21.

orthodoxe de la ville. Les Serbes se rendent compte qu'à Uskub, le nombre des exarchistes est très supérieur à celui des patriarchistes, et ils veulent « à tout prix 'serbiser' même par la force les exarchistes qui déclarent de leur côté qu'ils ne se laisseront pas faire et qu'ils resteront Bulgares »[1469]. La *Croix* se fait l'écho de cette situation dans son numéro du 10 avril. Le journal catholique relate que face au « chauvinisme intransigeant des Serbes », un ministre bulgare a conseillé « aux populations bulgares que les Serbes ont annexées, de passer au catholicisme pour sauvegarder leur nationalité »[1470]. Toujours dans ce sens, l'*Humanité* publie en août, après l'attribution à la Serbie de la majeure partie des territoires de la Macédoine ottomane revendiqués aussi par la Bulgarie, une dépêche de l'agence Havas, selon laquelle « les Bulgares de Macédoine »[1471] songent à se convertir au catholicisme afin d'éviter « la serbification », c'est-à-dire l'imposition de la langue serbe et la subordination à la juridiction de l'Église serbe orthodoxe. De son côté, le *Temps* relate lui aussi le 15 août, la volonté de la population bulgare de Macédoine de déclarer l'adhésion de ses églises, reconnaissant l'autorité de l'Exarchat bulgare, au rite catholique ou anglican[1472]. Au mois de janvier, le vice-consul français à Uskub, constate que le jour de l'Épiphanie orthodoxe, contrairement à toutes les anciennes habitudes, « il n'y a eu sur le bord de Vardar qu'une seule bénédiction des eaux, selon le rite de l'Église serbe »[1473] qui n'est pas le même que celui de l'église bulgare. De surcroît, il commente que les Serbes ne tiennent pas compte des sensibilités des musulmans de la ville. Ainsi « tout récemment, plusieurs chevaux morts ont été enterrés dans un cimetière musulman »[1474]. Par ailleurs, les conséquences de l'occupation serbe dans cette ville ottomane, sont perçues dans l'*Illustration* à travers la publication d'un cliché où l'on voit les nouveaux maîtres des lieux, procéder au remplacement de l'enseigne au-dessus de la gare de la ville afin de la désigner désormais sous son appellation serbe, à savoir Skopje, marquant ainsi de manière aussi symbolique, le passage à un nouvel ordre, politique et linguistique[1475].

Un peu plus au sud, la perception des conditions dans lesquelles se déroula l'occupation militaire dans la ville de Monastir[1476], est très rarement relatée dans la presse de mon échantillonnage. Par contre, les sources diplomatiques françaises tenaient au courant

[1469] *AMAE*, Turquie/441, Uskub, le 17 janvier 1913, n°3, Carlier au MAE, au sujet de la misère des musulmans.
[1470] G. Bertram, « Graves questions religieuses consécutives à la guerre des Balkans », *La Croix*, 10 avril 1913.
[1471] *L'Humanité*, 23 août 1913.
[1472] « Réveil de l'agitation macédo-bulgare ; un publiciste bulgare nous télégraphie de Sofia, D. Vasileff », *Le Temps*, 15 août 1913.
[1473] *AMAE*, Turquie/254, Skopje, le 19 janvier 1913, n°6.
[1474] *Idem.*
[1475] Voir *L'Illustration* 16 novembre 1912.
[1476] Manastir en osmanli, Bitola en langues slaves ou Monastiri en grec.

leurs supérieurs au quai d'Orsay, de leur perception de la situation sur le terrain. Le vice consul français à Monastir informe surtout le ministre des Affaires étrangères, de l'impact que l'occupation serbe de cette ville ottomane allait avoir sur les droits de douane. Ceux-ci de 11% ad valorem, en vigueur dans le régime douanier ottoman, allaient dans la plupart des cas être augmentés, passant par exemple pour le sel à 17,60%. Si l'on songe, commente le diplomate français, « aux quantités considérables de sel nécessaires à l'élevage du bétail on se rend compte du grand préjudice qui est ainsi causé aux paysans. (…) le moment était certes mal choisi pour opprimer une population qui a déjà beaucoup souffert et qui a dû notamment nourrir plusieurs armées sans aucune compensation »[1477]. Par ailleurs, rajoute-t-il, les quelques fonctionnaires envoyés par le gouvernement central :

> « (…) sont tous, sans exception, au dessous de leur tâche et ne possèdent aucune notion d'administration. Pour des fins d'intérêt personnel, ils multiplient les formalités et suscitent des difficultés qui ne sont, il est vrai, pas insurmontables à la seule condition d'employer la manière. De nouveau en effet, le bakchich oriental connaît des jours glorieux »[1478].

A ce propos, il est intéressant de noter que la rhétorique autour du bakchich, terme et concept constitutif de l'imaginaire français sur l'Orient ottoman, introduit la perception du phénomène de la corruption dans le paradigme orientaliste, supposant d'un côté, qu'il y ait des formes de corruptions, des façons de pratiquer la corruption politique, propres aux territoires ou régimes qualifiés d'orientaux, opposées à ses manifestations, en vigueur en Occident. D'un autre côté, un tel discours laisse entendre que la corruption, définie comme vénalité, est un phénomène endémique de sociétés dites orientales, associées dans l'imaginaire collectif français de l'époque des guerres balkaniques, à des domaines d'arriération politique, censés favorables à la poursuite de ces pratiques[1479]. Cette orientalisation saurait éventuellement participer d'un processus analogue de celui de l'orientalisation des atrocités commises dans un contexte de guerre, visant dans les deux cas à exorciser la présence de ces pratiques auprès de sociétés

[1477] *AMAE*, Serbie/13-14, Monastir, 12 février 1913.
[1478] *Idem.*
[1479] Comme l'affirme Frédéric Monier, « l'hypothèse d'une corruption politique obéissant à une constante anthropologique n'a, sur le fond, jamais été démontrée. De même, les théories du développement politique n'ont jamais pu établir, de façon empirique, que les phénomènes relevant des échanges de faveurs intéressées et de la corruption étaient imputables à des cultures nationales ou régionales, empreintes d'archaïsmes », dans Frédéric Monier, *Corruption et politique: rien de nouveau?*, Paris, Armand Colin, 2011, p.19.

auto-représentées comme occidentales[1480], ou présentées comme telles, par des observateurs extérieurs ayant intériorisé la cosmothéorie orientaliste.

Mise à part la place des pratiques de corruption dans la perception des tensions engendrées par l'occupation serbe, Léonard de Berne-Lagarde informe la direction de son ministère dans un télégramme parti le 30 novembre 1912, que quasi aucune communauté chrétienne de la ville de Monastir[1481], n'est satisfaite de la présence serbe dans cette ville ottomane :

> « Les grécisants voient les espérances qu'ils avaient fondées sur l'armée hellénique complètement déçues. La victoire des Slaves leur est sensible. Les bulgares sont outrés des mesures de rigueur prises contre leurs bandes par le commandement général (…) les roumanisants attestent impuissants à l'effondrement de leur propagande »[1482].

De surcroît, le fait que la direction des affaires publiques est confiée à certains « des rares 'serbisants' »[1483] de la ville, suscite de violentes jalousies personnelles, commente le consul français. Au sujet des relations entre les armées serbe et grecque, il affirme que l'entrevue entre le diadoque du trône grec, dont le quartier général était installé à Florina, et le prince Alexandre, fut froide. Les autorités des deux pays, « sont en désaccord sur tous les points »[1484]. En décembre, la communauté israélite de cette ville, avait demandé au consul français de bien vouloir assurer la protection de ses membres. Quelques mois plus tard, en mars, Hippolyte Montmanet, transmet au vice-consul français sa douloureuse expérience quand accomplissant une ronde aux Magasins de la Société des routes où il était employé, croisa un groupe de soldats serbes en état d'ébriété, qui l'attaquèrent quand il leur répondit qu'il était français[1485]. En juin, le consul français à Salonique, transmet au ministre des Affaires étrangères, la protestation des frères Boutet. Locataires depuis longtemps d'une filature à Guevguéli appartenant à la Dette Publique Ottomane, ils envoyèrent un représentant de leur maison chargé d'effectuer des achats de cocons. « Ce représentant, muni d'une déclaration de la direction de la Dette Publique attestant que la filature de Guevguéli, sur

[1480] Voir Frédéric Monier, « 'Mais la véritable corruption n'existe plus'. Les patronages à l'ère de la critique », dans Frédéric Monier, Olivier Dard, Jens Ivo Engels, *Patronage et corruption politiques, dans l'Europe contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2014, p.21.
[1481] Sur la fermeture des écoles exarchistes sur les régions occupées par l'armée grecque et serbe pendant la première guerre balkaniques, voir Thierry Mudry, *Guerres de religion dans les Balkans*, Paris, Ellipses, 2005, p.70.
[1482] *AMAE*, Monastir/27, télégramme de Berne Lagarde parti le 30 novembre 1912.
[1483] *Idem.*
[1484] *Idem.*
[1485] *AMAE*, Monastir/35, Monastir le 31 mars 1913, Hippolyte Montmanet au vice-consul.

l'ordre de l'État-major serbe, avait été précédemment restitué à la Dette, a eu la surprise de trouver les locaux encore occupés par les troupes »[1486]. Et malgré toutes ses démarches, le commandant des troupes serbes s'est refusé à restituer un immeuble qu'il considérait, aurait-t-il affirmé, comme prise de guerre. Les tensions entre la population locale et les autorités serbes ne cessent de s'accroître selon les dires de Léonard de Berne-Lagarde. D'après le vice-consul français, en avril,

> « (…) loin de revenir à un plus juste sentiment de leur devoir et de leur intérêt les nouveaux occupants ont multiplié les maladresses et les vexations inutiles, de sorte qu'à l'heure actuelle la population entière est exaspérée. L'élément musulman dans son ensemble, était disposé à se soumettre sans murmurer au vainqueur et à collaborer même loyalement avec lui. Il a d'ailleurs à sa tête des chefs religieux et des notables d'un réel bon sens qui s'efforcent de la calmer et de lui persuader que le joug de la Serbie est de beaucoup préférable à celui de la Grèce intransigeante en matière religieuses ou de la Bulgarie dont les partisans macédoniens ont voué au Turc une haine sans merci… le musulman, surtout celui des villages, souffre énormément dans sa personne et dans ses biens. D'autre part, les serbes n'attendent même pas la fin de la guerre pour s'attaquer aux fondations pieuses »[1487].

De son côté, l'*Illustration* publie les impressions du journaliste américain Paul Scott Mowrer[1488], envoyé de son journal *The Chicago News* auprès de l'État-major bulgare. Accompagné d'un guide bulgare assigné par le ministre de l'Intérieur, choix susceptible de conditionner son libre arbitre et représenter un biais sur ses opinions, informations et représentations, il affirme que malgré les déclarations des occupants serbes considérant la population entière de la région comme d'origine serbe, quand on se renseigne auprès des gens eux-mêmes, « à peu d'exceptions près, ils se considèrent résolument comme des Bulgares, et quoique leur loyauté envers le pacte d'alliance ait prévenu tout acte d'hostilité ouverte, on sent entre les indigènes et les conquérants un courant profond d'opposition qui laisse redouter que quelque malaise persiste après la paix prochaine »[1489].

En mai, le *Matin* relate les tensions entre les populations locales et l'armée d'occupation serbe dans la ville de Kumanovo, où l'archiprêtre Dionyssios aurait organisé des bandes de comitadjis bulgares et où il aurait tenu des réunions secrètes, avec des sujets bulgares de la ville auxquels il aurait prêché la révolte contre la Serbie. A Veles, « l'évêque

[1486] *AMAE*, Turquie/442, Salonique, le 14 juin 1913, Jousselin au MAE, au sujet de la protestation des frères Boutet.
[1487] *AMAE*, Monastir/27, le vice-consulat de France à Monastir, le 30 avril 1913.
[1488] Paul Scott Mowrer fut l'auteur d'un ouvrage, introduisant le concept de balkanization. Voir Maria Todorova, Imagining…*op.cit*., p.121.
[1489] « Au cœur de l'Albanie », *L'Illustration*, 29 mars 1913.

bulgare Néophitos refusait de mentionner le nom de roi Pierre à la messe et s'opposait à ce que les écoles servissent d'hôpitaux aux Serbes »[1490].

La perception de l'occupation serbe sur la partie européenne de l'Empire ottoman, vient se compliquer et se décliner davantage, suite à la médiatisation de deux exactions censées être commises par des soldats serbes. L'affaire Palitch est relatée dans le *Temps* en mars et en avril. Il s'agit de l'assassinat à Diakova, du moine franciscain de ce nom, attribué aux troupes serbes. D'après le journal français, parmi les griefs invoqués par l'Autriche pour expliquer son intervention isolée au Monténégro, figurait en premier lieu l'assassinat de ce moine, prétendument massacré, pour avoir refusé de se convertir au rite chrétien orthodoxe. Néanmoins, selon un journal de Budapest, le *Budapester Tagblatt*, cité par le *Temps*,

> « (…) le clergé catholique croate, qui entretient des rapports suivis avec le clergé albanais, aurait appris de source tout à fait certaine que ce prêtre franciscain n'a pas été tué par des Monténégrins ni des Serbes, mais bien par un Albanais musulman. La censure croate aurait interdit aux journaux croates de publier cette information « afin de ne pas infirmer les détails des versions officieuses »[1491].

Pour sa part, le correspondant du *Temps* à Vienne, communique à son journal les résultats de l'autopsie qui invalident la théorie selon laquelle le moine Palitch aurait été « fusillé à bout portant et criblé de coups de baïonnette. »[1492]. Cette affaire fait écho aux informations circulant dans les coulisses diplomatiques, sur les vexations serbes envers les catholiques, dans les régions qu'ils avaient occupées. En janvier, Carlier, le consul français à Uskub, reçoit la visite du curé albanais catholique de Letnitza, village situé dans la chaîne du Kara-Dag. Ce prêtre se rend au consulat français afin de se plaindre des exactions commises par les autorités militaires serbes contre ses ouailles. Ces vexations sont d'autant plus étonnantes remarque Carlier, que dans la région du Kara-Dag, « les catholiques ne sont pas véritablement au point de vue ethnique des albanais, mais bien des serbes, descendant pour la plupart d'anciens Ragusains venus au Moyen-âge dans le pays pour exploiter les mines d'or de Yanyovo »[1493]. A propos de ces accusations, le *Temps* relate que :

> «… les prétendues cruautés commises par des Serbes sur des femmes et des enfants à Prizrend, à Chacharet et à Letnitsa, et racontés par la *Correspondance albanaise* de Vienne ont été reconnues comme dénuées de toute véracité. Les prêtres catholiques de ces localités ont affirmé sous la foi

[1490] « Les rapports serbo-bulgares s'enveniment », *Le Matin*, 12 mai 1913.
[1491] « L'assassinat du franciscain Palitch », *Le Temps*, 24 mars 1913.
[1492] « L'affaire Palitch, de notre correspondant de Vienne», *Le Temps*, 14 avril 1913.
[1493] *AMAE*, Turquie/254, Skopje, le 18 janvier 1913, n°5, au sujet des vexations serbes contre les catholiques.

> du serment qu'aucun acte de violence n'a été commis par des soldats serbes sur des femmes ou des jeunes filles »[1494].

L'affaire Prochaska est quant à elle, surtout relatée dans la *Croix* et le *Petit Journal*, journaux de tendance nationaliste et prêts à saisir toute occasion pour attaquer ou critiquer la double monarchie. M. Prochaska consul d'Autriche-Hongrie à Prizrend, fut représenté par les autorités viennoises comme ayant été molesté, injurié, séquestré par des soldats serbes avant que ces accusations ne soient démenties. Au sujet des exactions imputées aux Serbes à l'égard des ressortissants des grandes puissances dans cette région, Paul Scott Mowrer, raconte l'histoire de l'expulsion du missionnaire américain Ericson d'Elbassan. Dans cette ville, Ericson était secondé dans sa mission par Tsilka, un des chefs du mouvement national albanais. Au moment de son expulsion, il fut accusé d'espionnage à la solde de l'Autriche[1495]. D'après Mowrer, cette accusation n'était qu'un prétexte. La véritable raison, il la cherche dans l'intolérance religieuse des pays balkaniques où la religion chrétienne orthodoxe est religion d'État, « l'orthodoxie grecque est religion d'État en Serbie et le gouvernement de Belgrade, est si attaché à cette foi, qu'il interdit formellement, dans les limites du royaume, l'établissement de toute mission ou l'exercice de tout prosélytisme en faveur d'une autre croyance »[1496]. Enfin, il ne manque pas à préciser qu'il tient ses renseignements d'un riche gentleman albanais, compagnon de Tsilka dans le mouvement national, mais qui « dîne actuellement chez le commandant serbe. Il s'agit d'A. Irfan Numan Bey »[1497]. En dehors des considérations personnelles de son interlocuteur et indépendamment de la validité d'une telle information, l'interprétation qu'avance le journaliste américain, participe de la construction d'une représentation des pays balkaniques à majorité chrétienne orthodoxe comme intolérants en matière religieuse. Une telle rhétorique essentialiste, fait reposer ses propos, sur l'existence d'une Église d'État dans ces pays. Ce faisant, elle oublie que ce phénomène était plutôt la règle sur le continent européen au tournant du XXe siècle. La différence entre les Balkans et les contrées occidentales, centrales ou septentrionales du continent, c'est que ce sont les doctrines chrétiennes orthodoxes et pas catholiques ou protestantes, qui font état de religion officielle. La politique des Etats balkaniques issus de l'Empire ottoman, en matière de respect de droits religieux de leurs sujets-citoyens autres que chrétiens orthodoxes, loin d'avoir été un exemple de tolérance, sa perception a été aussi façonnée par le déroulement de la question d'Orient. Or, dans le cadre de cette question, un de ses aspects majeurs, c'étaient les

[1494] « L'affaire Palitch, de notre correspondant de Vienne», *Le Temps*, 14 avril 1913.
[1495] Paul Scott Mowrer, « Au cœur de l'Albanie », *L'Illustration*, 19 avril 1913.
[1496] *Idem.*
[1497] *Idem.*

antagonismes pour la création et extension de sphères d'influence cultuelles au sein des régions qualifiées d'orientaux, dont les Balkans. Vu que les religions dominantes dans les grandes puissances conquérantes de l'époque étaient les branches catholiques ou protestantes du christianisme, toute entrave à leur expansion, à travers par exemple l'interdiction ou la limitation d'activités de prosélytisme, ne saurait être perçue que comme preuve d'intolérance, et servir de prétexte pour stigmatiser comme intolérantes les institutions ecclésiastiques concurrentes, ainsi que les entités étatiques les soutenant et les instrumentalisant afin de continuer à nourrir un des piliers de leurs projets expansionnistes et assimilationnistes, à savoir les sentiments de nationalisme religieux à côté de ceux d'un nationalisme politique et linguistique. Par ailleurs, l'accusation adressée à la Serbie pour son opposition aux missions non-orthodoxes, néglige de prendre en compte la dimension politique de cette décision, étant donné qu'un des moyens à travers lesquels s'exerçait la volonté d'immiscion de la double monarchie à la vie interne de ce pays, était justement par les biais de sa diplomatie 'cultuelle'.

Arrivé à Durazzo au début du mois de mars, le correspondant du *Matin*, tombe sur le carnaval orthodoxe. « Une banale auberge à façade jaune, deux ou trois pelouses piétinées, un violon, une clarinette et deux tambourins, pour comble une folie populaire : Paris ! (…) au bord de l'Adriatique des Slaves victorieux célèbrent le jubilé des Romanoff ! ». Dans l'église orthodoxe, la mise en scène suggère au spectateur la présence d'un nouvel ordre politique et militaire :

> « les couleurs serbes couronnent l'autel sur son trône, entre les consuls d'Autriche d'Italie, en grand uniforme face au colonel Panovitch, commandant des troupes d'occupation, lui en tenue de campagne toute simple, le métropolite exalte en même temps la dynastie des Romanoff et les triomphes des quatre alliés balkaniques. Le soir, un long cortège de flambeaux s'en ira devant l'ancien palais du mutessarif turc, maintenant résidence du gouvernement serbe »[1498].

En avril, après la retraite du détachement serbe, la *Lanterne* publie une dépêche selon laquelle les Albanais de Pokinjé auraient tué deux jeunes chrétiens et pillé plusieurs magasins.

> « Les Albanais qui avant la guerre avaient rempli les fonctions de gendarmes dans ces contrées ont endossé leur uniforme et se sont répandus dans les villages dans le but de piller les chrétiens et les musulmans, sous prétexte de lever les impôts pour le nouvel État albanais. A Kavaïr, plusieurs magasins, dont une pharmacie ont été pillés. Deux chrétiens ont été tués à Firenc »[1499].

[1498] Paul Scott Mowrer, « Au seuil de l'Albanie », *Le Matin*, 25 mars 1913.
[1499] « L'anarchie en Albanie », *La Lanterne*, 27 avril 1913.

Par ailleurs, la *Lanterne* relate que dans plusieurs endroits, les paysans se sont soulevés et ont pillé les propriétés des beys. Les massacres des *tsetnik* et de l'armée régulière serbe contre les Albanais musulmans de la Vieille Serbie, autrement dit du vilayet du Kosovo, évoqués par Léon Trotski dans ses mémoires et inclus également dans le rapport de la dotation Carnegie, n'ont pas par contre, trouvé d'écho dans la presse française de mon corpus[1500]. Certes l'absence de correspondants de guerre envoyés par les journaux français sur place, du côté des populations ottomanes albanaises, aurait dû jouer un rôle. D'un autre côté, le manque de mécanisme de propagande albanais, capable de diffuser des informations dans la presse étrangère, ainsi que les représentations dépréciatives sur les Albanais au sein de l'espace médiatique français, auraient du également avoir leur part d'influence.

II.5.3. Perceptions des exactions dans les zones occupées par l'armée bulgare

En ce qui concerne les zones d'opérations militaires de l'armée bulgare, le *Figaro* relate depuis Sofia, qu'après la bataille de Kirk-Kilissé, on rapporte que les Turcs pris de panique se retirèrent en sévissant contre la population locale et les soldats bulgares tombés entre leurs mains :

> « On déclare qu'ils incendient les villages partout où ils passent, exterminant la population bulgare (…) un membre de la Croix-Rouge bulgare, témoin oculaire de la bataille de Kirk-Kilissé, déclare de son côté que les Kurdes, les bachis-bouzouks, et les Tartares, combattant à côté des Turcs, se rendirent coupables d'atrocités sur les blessés bulgares »[1501].

En revanche, Jean Rodes, le correspondant du *Temps* accompagnant l'armée ottomane dans ses campagnes en Thrace, écrit à son journal, que malgré les accusations de massacres dont on a accablé les troupes turques, il peut au contraire affirmer que jusqu'à présent, « non seulement elles n'ont commis rien de pareil, mais on peut dire que pas une armée au monde, dans d'aussi affreuses circonstances, n'eût été si docile »[1502]. Empruntant lui aussi les routes de la défaite ottomane, Georges Rémond invalide à son tour ces accusations[1503]. Ayant séjourné surtout à Tchorlou et à Tcherkeskeui, il déclare n'avoir assisté « non seulement à aucun massacre, mais à aucun acte de violence »[1504]. Même verdict chez Urbain Gohier, qui

[1500] Voir Rapport de la dotation Carnegie …op.cit.
[1501] « Les fureurs de la guerre », *Le Figaro*, 31 octobre 1912.
[1502] Jean Rodes, « L'agonie du soldat turc », *Le Temps*, 12 novembre 1912.
[1503] Georges Rémond, « Sur les routes de la défaite », *L'Illustration*, 16 novembre 1912.
[1504] *Idem.*

compare les soldats ottomans affamés et en déroute à « des moutons incapables de nuire quiconque »[1505]. Au contraire, les correspondants de guerre qui suivent l'armée bulgare envoient à leurs journaux des informations incriminant soit les soldats ottomans, soit les bachi-bouzouks pour des exactions contre les populations civiles. A Allanli, un village près de Baba-Eski, « quels monstres se livrèrent aux atrocités dont nous avons vu les traces épouvantables »[1506] se demande Ludovic Naudeau. Quant à Alain de Penennrun raconte à ses lecteurs de l'*Illustration*, sa rencontre avec le général Dimitrieff, qui lui aurait recommandé de se diriger vers Asbonar. « Vous verrez là, dit-il, de quoi sont capables les Turcs »[1507]. Il part hâtivement suivi d'une escorte de *strandjars*, des gendarmes du quartier général, chargés de sa sécurité. En s'en approchant, « une épouvantable odeur de charnier, mêlée d'une senteur fade de cendres chaudes, de paille brûlée », lui saisit la gorge. Pas une maison ne restait debout, tout n'était que « ruines croulantes, murs calcinés, détritus de toute sorte, des cadavres d'animaux (...) pas plus que les êtres humains, ils n'ont échappé à la rage destructrice des vandales de Tougourt et d'Abdullah pacha. »[1508]. Ainsi le correspondant de l'*Illustration*, véhicule dans l'espace médiatique français, la version bulgare sur les auteurs de la dévastation, dont il est témoin, imputant sans aucune enquête préalable, la responsabilité aux soldats ottomans tout en les associant en même temps aux Vandales du Ve siècle ayant dévasté l'Empire romain. Par contre, ses collègues suivant l'armée ottomane invalident ces nouvelles, révélant à quel point ces deux séries de narrations concurrentes sont redevables des sources d'information.

En décembre, le *Petit Journal* diffuse dans l'espace médiatique français, le contenu du rapport que l'évêque de Gallipoli avait adressé au patriarcat du Roum millet, à Istanbul. D'après ce rapport, ces derniers jours dans cette région, « des bandes turques ont massacré la population et pillé les habitations de seize villages grecs »[1509]. Pendant cette période, l'armée bulgare développe son attaque sur deux fronts. D'un côté vers Andrinople et Lule-Burgas. D'un autre côté, elle envoie des forces vers l'embouchure de la Maritza et elle occupe le golfe d'Énos à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Dedeagatch. A cette occasion, le *Journal* publie le témoignage d'un jeune ingénieur français, M. Debron, d'après qui : « ces révolutionnaires, appelés comitadjis, sont en grande partie des bandits de profession…ils massacrèrent environ 300 Turcs des femmes et des vieillards ; ce fut une véritable boucherie.

[1505] Urbain Gohier, « Les Turcs », *Le Journal*, 20 novembre 1912.
[1506] Ludovic Naudeau, « Les atrocités des Bachi-bouzoucks, *Le Journal*, 26 novembre 1912.
[1507] Alain de Penennrun, « La vengeance des vaincus », *L'Illustration*, 23 novembre 1912.
[1508] *Idem.*
[1509] *Le Petit Journal*, 8 décembre 1912.

Le pillage commença ensuite, ils allèrent jusqu'à prendre 100 livres turques aux pères catholiques qui ont une école ici »[1510]. Il affirme en plus, avoir vu « la population ottomane-grecque »[1511] piller de fond en comble mosquées et habitations : « enivrée par la vue du torpilleur hellène, [elle] se livra à des démonstrations folles et devint d'une arrogance inimaginable qui se tourna, sans raison, contre les étrangers, à tel point que le directeur de la Deutsch Orient Bank un Grec-ottoman, M. Sitis, alla jusqu'à insulter les consuls »[1512], signale le jeune ingénieur français, « en particulier, celui d'Autriche, parce que la poste autrichienne ne lui remettait pas son courrier assez vite »[1513].

Un peu plus à l'ouest, l'*Excelsior* offre à ses lecteurs, une vision irénique de l'occupation de Serrès par l'armée bulgare, pourtant démentie par les témoignages et les documents recueillis dans le cadre de l'enquête menée par la dotation Carnegie (voir tableau ???). Dans un cliché publié en janvier, on voit une femme se présentant au tsar Ferdinand lui offrant des fleurs et lui annonçant avec fierté que tous ses fils se sont faits tuer pour la liberté de leurs pays[1514]. « Le tsar Ferdinand, descendu du train royal, écouta respectueusement cette mère héroïque ». Cette perception angélique de l'occupation bulgare de la ville de Serrès est démystifiée par l'ancien rédacteur en chef du *Journal de Salonique*. Sam Lévy, il relate dans *les Droits de l'Homme,* des nouvelles qui lui parviennent directement de différents centres macédoniens, dont la ville de Serrès, et qui offrent une image diamétralement opposée de ces occupations :

> « A Serrès, au moment de l'entrée des Bulgares dans la ville, un Turc tira deux coups de feu et abattit deux soldats. Ce fut pour les envahisseurs le signal d'un carnage épouvantable, autorisé par les supérieurs. Durant 24 heures, sous la conduite des orthodoxes indigènes et sous l'œil indulgent de leurs chefs, les soldats bulgares pillèrent, volèrent, violèrent, massacrèrent, s'enivrant de sang et de rapine. Plus de quinze cents musulmans tombèrent victimes de ce carnage inouï. Naturellement, les juifs ne furent pas épargnés.»[1515].

La publication d'une telle nouvelle concernant les effets de l'occupation militaire de Serrès par l'armée bulgare, met en scène d'une part, la farce du discours 'libérateur' des alliés, ou plus précisément démontre son application sélective. D'autre part, elle renseigne le public français de l'époque sur les animosités entre les communautés confessionnelles locales, dévoilant l'emprise de l'antisémitisme et la haine contre le musulman, auprès d'une partie des

[1510] Debron, « La prise de Dedeagatch », *Le Journal*, 5 décembre 1912.
[1511] *Idem.*
[1512] *Idem.*
[1513] *Idem.*
[1514] « A Serrès, en Macédoine », *L'Excelsior*, 7 janvier 1913.
[1515] *Les Droits de l'Homme*, 29 décembre 1912.

chrétiens orthodoxes de l'empire. Des scènes similaires se seraient déroulées à Drama, à Nousretli, dans la région de Xanthi, ou à Demir-Hissar, « sous l'œil bienveillant des officiers, presque avec leur consentement, sous leurs ordres peut-être. Soixante-dix mille musulmans ont été ainsi massacrés par les conquérants qui ont juré d'exterminer l'islam »[1516].

Si les occupations de ces villes, même de manière marginale et restreinte ont trouvé des échos dans l'espace médiatique, celle de Cavalla, est restée au contraire confinée aux correspondances diplomatiques. A ce propos, le consul français dans la ville natale de Mehmet-Ali, écrit au Ministère des Affaires étrangères, que fin novembre, la ville de Cavalla était toujours dans les mains des irréguliers et « un grand nombre de musulmans furent exécutés aussi arbitrairement que pendant les premiers jours de l'occupation »[1517]. Par ailleurs, les Bulgares « aidés par la population grecque de Cavalla s'emparèrent de quatre mosquées, qui dit-on étaient autrefois des églises, et les rendirent au culte chrétien »[1518]. Au début du mois de décembre, le consul de Cavalla informe son collègue à Salonique, que les bandes d'irréguliers ont quitté la ville et que les notables israélites maintenus en état d'arrestation ont été libérés. Néanmoins la population musulmane continue à s'inquiéter de son destin. Ainsi, quand le yacht khédivial *Mahroussa* vint apporter de la farine qui faisait complètement défaut à la ville, son commandant demanda aux autorités bulgares « d'emmener les familles turques qui désiraient partir. Un véritable exode commença alors : plus de quinze cents personnes, hommes, femmes et enfants s'embarquèrent à bord du yacht khédivial, qui leva l'ancre à destination des Dardanelles et de Smyrne »[1519]. Entretemps à Cavalla comme ailleurs en Macédoine, le consul français constate de graves différends qui surgissent entre « la population grecque »[1520] de la ville et les autorités bulgares.

En ce qui concerne, la région des Rhodopes, la présence de l'armée bulgare est commentée dans la *Croix* en rapport surtout avec la communauté des Pomaks. Ils sont accusés dans le journal catholique d'avoir participé au début de la guerre aux massacres commis par les soldats ottomans musulmans contre les populations chrétiennes de la région. Au sujet de leur christianisation forcée par les troupes d'occupation bulgares, évoquée dans le rapport de la Dotation Carnegie[1521], la *Croix* annonce cet événement comme un processus normal et

[1516] *Idem.*
[1517] *AMAE*, Salonique/21, Cavalla, le 25 novembre 1912, n°119.
[1518] *Idem.*
[1519] *Ibid*., Cavalla, le 4 décembre 1912, n°125.
[1520] *Idem.*
[1521] Sur la christianisation forcée des Pomaques slavophones de la région de Rhodope, voir Dotation Carnegie, …*op.cit.*, p.62-63.

comme une décision prise collectivement et délibérément par les intéressés. Par ailleurs, le journal catholique retrace l'histoire de la conversion à l'islam au XVIIe siècle, de cette population « de race bulgare »[1522]. Bien que « le christianisme auquel [ils] viennent de passer soit schismatique », commente la nouvelle de la *Croix*, ce passage était obligatoire, puisque « désormais les Pomaks allaient réintégrer le bercail national, et qu'en Orient, religion et patrie ne font qu'un »[1523]. Cette perception médiatique d'une conversion forcée, qui minimise son aspect arbitraire et violent, confirme également une représentation dominante de l'Orient au sein de la société française de l'époque, le considérant comme un espace où l'appartenance à une religion est synonyme de nationalité. Il s'agit d'une rencontre entre à la fois la doctrine nationaliste au sein des royaumes balkaniques de l'époque et l'atteinte auprès d'un journal anti-loi 1905, pour la reproduction d'un tel amalgame au sein d'une société qui désormais laïcisée avait remis en question sa pertinence. De surcroît, une telle narration de la conversion forcée au christianisme des musulmans de Rhodope, n'exprimant aucune indignation, révèle à quel point les exactions commises contre des populations non-chrétiennes, n'ont pas la même valeur émotionnelle pour un journal ultra-catholique comme la *Croix* que celles ayant comme victimes des populations chrétiennes.

II.5.4. L'occupation d'Andrinople

Quant à l'occupation de la ville d'Andrinople par l'armée bulgare et serbe, elle est soumise elle aussi à une couverture médiatique différenciée et à des narrations antagonistes et concurrentes. Déjà, en octobre 1912, la *Bataille syndicaliste* est un des seuls journaux français à relater le communiqué qu'envoie le gouverneur ottoman de la province d'Andrinople à son gouvernement, afin de l'aviser des massacres commis par des comitadjis bulgares, « déguisés en soldats turcs, massacrant les populations paisibles des villages pour faire attribuer leurs méfaits aux troupes ottomanes »[1524]. L'entrée des troupes bulgares et serbes dans la ville et leurs comportements en tant qu'occupants, est relatée de manière différente selon les observateurs et les témoins de ces événements. La perception diffère entre ceux qui visitèrent la ville quelques jours après l'entrée des armées d'occupation et ceux qui en furent des témoins directs, mettant en avant l'importance de l'éloignement temporel entre l'avènement d'un événement et sa perception[1525].

[1522] G. Bertram, « Deux cent mille musulmans passent au christianisme », *La Croix*, 13 mars 1913.
[1523] Idem.
[1524] « Les massacres continuent », *La Bataille syndicaliste*, 22 octobre 1912.
[1525] Comme l'affirme Frédéric Rousseau, le bon, le vrai, le seul témoin est un témoin oculaire. Voir Frédéric Rousseau, *Le procès des témoins de la Grande guerre : l'affaire Norton Cru*, Paris, éd. du Seuil, 2003, p.62.

Parmi les premiers, Gustave Cirilli cite André Messimy, ancien ministre de la Guerre, accompagné de Paul Bénazet, rapporteur du budget de la guerre, le commandant Mattorel, l'attaché militaire français à Sofia, le colonel de Mondésir, commandant des forteresses de Toulon, et une pléthore de journalistes, tels que Hugues Le Roux, du *Matin*, Ludovic Naudeau du *Journal*, Gustave Babin et Georges Scott de l'*Illustration*. Pourtant, toutes ces personnalités, souligne l'assiégé français d'Andrinople, n'ont été que de passage. « Reçues avec déférence par les autorités militaires, au milieu des premiers enivrements de la victoire, elles ont été l'objet de toutes les attentions. Les facilités les plus grandes leur ont été accordées, soit pour se loger, soit pour circuler, soit pour regarder »[1526]. Le regard de Gustave Cirilli est lui aussi formaté et teinté d'une bulgarophobie apparente. Dans son journal, il décrit le Bulgare comme « exclusif, xénophobe, accapareur »[1527]. D'après lui, « la main mise sur les chemins de fer de la Roumélie orientale, il y a quatre ans, donne déjà un aperçu de sa mentalité. La chicane est le premier article de son Credo politique, l'intolérance, le second »[1528].

Pour sa part, Pierre Loti, présent à Andrinople pendant la fête du Ramadan au mois d'août 1913, et alors que le destin politique de cette ville faisait l'objet de négociations diplomatiques, écrit dans l'*Illustration* que derrière l'ambiance festive, persistait dans les rues le souvenir des atrocités de la veille :

> « Dans les quartiers turcs on m'a montré partout des mosquées démolies, des portes, des fenêtres défoncées par les pilleurs ou les satyres. On m'a fait visiter l'île de l'angoisse, cette île du fleuve où quatre à cinq mille prisonniers de guerre turcs furent entassés pour y mourir de faim. (…) si je n'avais recueilli que des témoignages turcs, je risquerais d'être taxé d'exagération. Mais les plus accablants ce sont les Grecs et les Juifs qui me les ont fournis »[1529].

Ces 'nouvelles' sur les atrocités censées avoir été commises pendant l'occupation bulgare de la ville, sont également relatées dans les mémoires de Gustave Cirilli. Il publie son journal d'assiégé et au sujet de l'entrée de l'armée bulgare et serbe dans la ville, il écrit :

> « Dès les 7 heures du matin, la cavalerie bulgare et serbe occupa la rue centrale, le konak (…) autour de ces escadrons, c'est un empressement général, un enthousiasme indescriptible. Grecs, Juifs, Arméniens, tous ceux qui rampaient hier encore aux pieds des Turcs poussent aujourd'hui des clameurs de joie et saluent de leurs ovations les troupes de leur nouveau

[1526] Gustave Cirilli, *Journal …op.cit.,* p.164.
[1527] *Ibid*., p.128.
[1528] *Idem.*
[1529] Pierre Loti, « Pour Andrinople ottomane », *L'Illustration*, 30 août 1913.

> César. A 10 heures, la 2e division d'infanterie, commandée par le général Vasof, débouche des hauts quartiers, musique en tête, enseignes déployées. (…) cette armée est suivie d'une foule de volontaires chrétiens, de comitadjis, de francs-tireurs (…) ce défilé dure toute la matinée ; les rangs une fois rompus, tous ces hommes se répandent dans les cabarets, les guinguettes et se livrent à de copieuses libations en chantant des mélopées de leur pays. C'est assez pour le premier jour de triomphe ; mais le lendemain, quel réveil terrible ! les Bulgares tiennent leur proie, mais ils lui feront payer cher sa folle résistance. Pendant trois jours consécutifs la ville est mise à sac »[1530].

Mise à part les exactions qu'il attribue aux soldats bulgares, il incrimine également des membres des communautés locales, « des proxénètes juifs, arméniens, grecs surtout »[1531], comme acteurs d'orgies. Par contre, il reste muet sur les exactions commises contre la communauté israélite de cette ville. Elles sont pourtant relatées par Angèle Guéron, directrice de l'École de filles de l'Alliance Israélite Universelle à Andrinople. Écrivant le lendemain au président de son institution à Paris, elle l'informe que :

> « Ce matin quelques familles israélites ont vu leurs maisons pillées par des Grecs et des soldats bulgares, une douzaine de malfaiteurs ont été pris sur le fait et emprisonnés. Ce qu'il y a encore de décevant, c'est que seules des maisons ont été pillées, non pas dans le seul but de voler, mais avec une pensée de haine et de vengeance. Les meubles que les pillards n'ont pu emporter, ils les ont détruits et mis en pièces. La légende court menée par les Grecs, que nous autres israélites aurions soutenu la résistance des Ottomans de nos efforts et de notre argent, et que sans nous Andrinople serait tombé depuis longtemps. Et quand cela serait, n'est-ce pas plutôt une joie pour les vainqueurs d'avoir conquis une population qui sait à l'heure du danger se montrer énergique et patriote ? Mais raisonne-t-on avec l'antisémitisme ? »[1532].

Des informations sur les exactions commises contre la population civile après la prise de la ville par l'armée bulgare sont également publiées dans *l'Humanité*. La tribune socialiste se sert d'un 'reportage' envoyé par Ludovic Naudeau à son journal par rapport au lieu de détention des prisonniers ottomans intitulé 'L'îlot de la terreur' : « C'est sous ce titre tragique que notre confrère (…) décrit dans le dernier numéro du Journal, les scènes horrifiantes qu'il vient de voir à Andrinople au lendemain de la victoire bulgaro-serbe que les feuilles chauvines ont exaltée. »[1533]. D'après l'*Humanité,* ce correspondant ayant à plusieurs reprises manifesté sa sympathie aux peuples des Balkans, « on ne peut lui faire le reproche d'avoir

[1530] Gustave Cirilli, *Journal …op.cit.,* p.153.
[1531] *Ibid*., p.155.
[1532] Angèle Guéron, *Journal du siège d'Andrinople*, 30 octobre 1912-26 mars 1913, Istanbul, éd. Isis, p.76-77.
[1533] « Après la prise d'Andrinople : les Bulgares triomphent sur un charnier, horribles visions de famine », *L'Humanité*, 8 avril 1913.

exagéré la description de ses visions d'épouvante. Il dit la vérité »[1534]. Lisant la version complète de ses impressions dans Andrinople conquise, on se rend toutefois compte qu'il n'a pas l'intention de dénoncer des exactions perpétrées par les Bulgares. Au contraire, il conclut que d'une manière générale, la ville a « un aspect de tranquillité, de normalité qui déconcerterait celui qui serait venu pour écrire une page sensationnelle sur les horreurs d'Andrinople »[1535].

De son côté, Gustave Babin, arrivant quelques jours après l'entrée des armées bulgare et serbe dans l'ancienne capitale ottomane, écrit dans l'*Illustration* qu'au bout d'un moment de flânerie, il s'aperçoit d'un détail inquiétant :

> « (…) en lui-même insignifiant au premier abord, mais dont la répétition finit par obséder : « d'innombrables portes, des volets clos arborent, ici tracées à la craie d'une main hésitante, là soigneusement peintes, des croix. On se rappelle la marque sanglante de la Pâque biblique. Qu'a-t-on donc redouté à ces foyers ? quels fléaux ? quels pillages ? comme si les temps étaient encore des sacs et des égorgements ! Eh bien, réellement on a pillé.»[1536].

L'ordre est actuellement rétabli, affirme-t-il, et quand il se rend à Andrinople par un soir du printemps, la ville a selon lui un air d'allégresse et de bamboche :

> « Les denrées dont on fut longtemps sevré s'étalent en abondance aux éventaires, plus que jamais tentantes. Les marchands de friandises, à chaque pas, sollicitent de leurs appels nasillards la clientèle, et leurs loukoums givrés semblent bien appétissants ; (…) çà et là, des cabarets chantent, car on a annoncé la paix imminente. N'étaient les soldats bulgares qui déambulent, curieux et désœuvrés, de rues en ruelles, poussiéreux, déchirés, parfois, mais bien sages pour des vainqueurs, les patrouilles qui se croisent, la sentinelle qui veille, symbole de la conquête, au péristyle clos de Sultan Selim, jamais on se croirait dans une ville conquise au prix d'une si chaude lutte (…).»[1537].

Ne disposant pas d'envoyé sur place, *l'Excelsior* publie une dépêche de l'agence Havas. Rédigée à peine deux jours après le début de l'occupation bulgare, elle contraste avec l'ambiance nonchalante décrite par Gustave Babin :

> « Les antiques lanternes à pétrole qui étaient restées éteintes pendant tout le siège sont de nouveau allumées ; les magasins et les cafés s'ouvrent, mais les fenêtres sont clouées et les portes sont barricadées ou ont été enfoncées par les patrouilles des vainqueurs qui circulent à la recherche des fuyards cachés dans les maisons. Les convois interminables de prisonniers qu'on évacue à l'extérieur de la ville, les angoisses et la terreur de la population indigène

[1534] *Idem.*
[1535] Ludovic Naudeau, « Dans Andrinople conquise », *Le Journal*, 2 avril 1913.
[1536] Gustave Babin, « Dans Andrinople prise d'assaut », *L'Illustration,* 12 avril 1913.
[1537] *Idem.*

> témoignent clairement que l'on est dans une ville conquise. La circulation est interdite à la tombée de la nuit.»[1538].

Hugues Le Roux, arrivé le 1er avril à Andrinople, écrit par contre à son journal le *Matin* que malgré les souffrances subies par les femmes et les filles bulgares de la part des Turcs, les soldats du tsar Ferdinand qui « viennent d'entrer dans Andrinople n'ont point cherché à prendre leur revanche de ces douleurs et de ces hontes »[1539]**.** Même constat dans la *Croix*, qui rappelle que les soldats bulgares, pour la plupart de « braves paysans paisibles, ne songeaient pas à piller »[1540]. En revanche, « la population grecque se mit à saccager toutes les maisons turques laissées désertes »[1541]. Et dans un de ses délires antisémites récurrents, le journal catholique, commentant la hausse des prix, stigmatise les juifs, « pour lesquels le siège a fourni une excellente occasion de nombreux petits profits, ils revendent avec gains énormes ce qu'ils ont acheté presque pour rien il y a quelques mois »[1542].

A la veille de la Deuxième Guerre balkanique, Gustave Cirilli assiste quant à lui, à deux cérémonies religieuses. La première a lieu le 11/24 mai à l'occasion de la fête des Saints Cyrille et Méthode. Le gouverneur militaire fit dresser un pavillon sur la place publique de la ville :

> « On la décora coquettement de feuillages à profusion, de drapeaux nationaux, d'oriflammes battant au vent, et c'est là, en présence du corps consulaire, des chefs de toutes les communautés religieuses, y compris le mufti, représentant attitré de l'islam, en présence de toutes les autorités militaires et civiles, devant un grand déploiement des troupes, que l'archimandrite bulgare célébra le service divin. La foule qui assistait à cette cérémonie, peut-être plus par un sentiment de curiosité que par un sentiment de ferveur religieuse, en comprit-elle la signification ? c'était la consécration publique du culte officiel, l'affirmation coram popolo de la religion dominante »[1543].

Quelques jours plus tard, dans le cadre de la fête onomastique du roi Constantin, il assiste au *Te Deum* chanté dans la métropole grecque-orthodoxe. Toutes les autorités civiles et militaires bulgares, étaient invitées. Une foule énorme emplissait l'église. Des officiers bulgares étaient là, rassemblés autour du général Savoff, « fièrement campé au milieu de la nef »[1544]. Quant à « l'archevêque grec, Mgr Polycarpe, [il] officiait, entouré de son clergé, revêtu de ses plus

[1538] « Comment a vécu la population pendant l'investissement, dépêche Havas », *L'Excelsior*, 1er avril 1913.
[1539] Hugues Le Roux, « Derrière les murs d'Andrinople, *Le Matin*, 5 avril 1913.
[1540] « Les Bulgares à Andrinople », *La Croix*, 27 avril 1913.
[1541] *Idem*.
[1542] « La hausse des prix », *La Croix*, 31 mai 1913.
[1543] Gustave Cirilli, … *op.cit*., p.178.
[1544] *Ibid*., p.179.

pompeuses dalmatiques »[1545]. A l'issue de la cérémonie, l'archevêque, monte sur l'ambon et prononce au milieu d'un profond silence, une allocution, où, après avoir exalté « le rôle des quatre armées libératrices, il conjure ses chefs de ne pas rompre une union qui leur a donné la victoire »[1546]. Puis, élevant la voix, il pousse quatre hourrahs retentissants en l'honneur des quatre souverains alliés, en commençant par le roi Ferdinand, le chef suprême des armées coalisées : « Au nom de leur tzar, les Bulgares répondent par des hourrahs frénétiques. Au nom du roi Constantin, l'enthousiasme se maintient encore, surtout du côté de l'assistance composée presque exclusivement d'éléments grecs. Au nom du roi Pierre de Serbie, visiblement la fièvre décroît. Quant au roi Nikita du Monténégro, c'est l'amen de la prière ; (…) »[1547].

II.5.5. L'occupation de Salonique

Les rapports entre les différents occupants ou ceux-ci et les communautés d'une ville occupée sont largement médiatisés aussi dans le cadre de l'occupation de la ville de Salonique par les armées bulgare et grecque. A ce propos, le consul français écrit à son ministre des Affaires étrangères, devant les protestations de Ractivan, envoyé par le gouvernement grec à Salonique en novembre, se plaignant que la domination grecque n'est pas acceptée dans cette ville et qu'elle est plutôt contestée, qu'on ne devrait pas s'étonner qu'une ville :

> « (…) composée de juifs, de musulmans, d'étrangers, dans la masse desquels sont noyés quelques milliers de Macédoniens plus ou moins grécisants, s'abstienne de faire à l'hellénisme, dont tout le monde au Levant a pu apprécier la mince valeur en tant que facteur de progrès, un accueil empressé. Des gens menacés dans leurs intérêts vitaux par la domination grecque, comme le sont les Saloniciens, ont le droit de témoigner vis-à-vis de cette domination une complète mauvaise humeur. D'ailleurs, est-on si content que cela à Salonique, dans les milieux présumés grecs, de l'occupation hellénique ? Les Macédoniens sont soigneusement écartés de toutes les fonctions publiques. Si la Grèce, malgré la mobilisation de tous les hommes valides, a déjà pu expédier sur Salonique tant d'employés, tant de gendarmes, tant de petits commerçants, que sera-ce après la paix ? »[1548].

Gaston Jousselin brosse ainsi le portrait d'une occupation revêtant plutôt l'aspect d'une opération de colonisation que celui d'une opération de libération présentée et affichée comme telle à la fois dans les discours des occupants et la couverture médiatique dans la presse nationaliste, traditionnaliste, favorable à la cause grecque. En revanche, ce qui devient une

[1545] *Idem.*
[1546] Gustave Cirilli,…, *op.cit*., p.180.
[1547] *Idem.*
[1548] *AMAE*, Athènes/288, Salonique, le 29 mai 1913, n°109.

'nouvelle' au sujet de l'occupation de la ville de Salonique, dans l'*Excelsior*, dont le directeur Basil Zaharoff[1549] fut l'une des personnalités françaises les plus favorables aux revendications grecques pendant les guerres balkaniques, c'est « l'œuvre utile réalisée par les Grecs depuis leur arrivée »[1550]. Le journal évoque leur préoccupation constante d'assurer « un état sanitaire parfait dans la ville et dans la campagne. Les médecins hellènes ont apporté là-bas des pratiques d'hygiène encore inconnues. C'est ainsi que tous les réfugiés, des vieillards aux bébés, ont été soumis à la vaccination obligatoire »[1551]. Au contraire, le *Figaro* relate de son côté, les impressions du baron de Dietrich, administrateur du chemin de fer de la jonction Salonique-Constantinople, qui dresse un tableau lugubre, laissant transparaître l'affreuse misère qui règne dans la ville suite à la guerre et l'occupation. Par ailleurs, le *Figaro* publie aussi une lettre qui lui a été confiée par Mme la baronne de Dietrich. Il s'agit d'une lettre rédigée par sa cousine, présentée comme une dame de la colonie grecque, de mère française, qui dès le début des hostilités s'est dévouée à l'organisation des secours avec l'appui de la reine de Grèce, à laquelle sa famille offrit l'hospitalité au moment de sa visite à Salonique. Son auteur y développe sa perception de l'occupation grecque en décembre :

> « Salonique, le 22 décembre ; Chère cousine, une misère énorme me donne le courage de m'adresser à vous, car je sais vos nombreuses relations dans ce monde si généreux de Paris. Cette guerre, avec les différences de religion et les haines de race depuis des siècles, a amené plus de misère que l'on ne pouvait prévoir. L'Angleterre envoie déjà des secours, grands et riches, comme elle le fait toujours, et nous espérons que l'Amérique aussi entendra notre appel. Il y avait 50 000 réfugiés musulmans lors de la prise de Salonique, venus de loin, de plus haut que la ville d'Uskub et des frontières bulgares ; quelques-uns pourront rentrer, beaucoup n'ont plus de foyer. Ils sont casés, entassés dans les mosquées, écoles etc. la reine de Grèce a donné 20 000 francs ; le gouvernement grec 60 000 ; mais seulement pour le pain, il nous faut 3000 francs par jour, et quel petit morceau nous leur donnons ! Un comité de messieurs de toutes les nationalités installe, avec l'aide du gouvernement, un campement ; il y a aujourd'hui 6000 réfugiés sous les tentes ; un petit hôpital s'est organisé ainsi qu'un camp d'isolement pour la petite vérole. Moi, je m'occupe du pain, avec les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, un missionnaire américain, des ecclésiastiques et diverses personnes, sans distinction de religion et de nationalité. (…) »[1552].

[1549] Né en 1849 dans une famille Rûm de l'Empire ottoman, Basil Zaharoff (1849-1936), développe des activités d'actionnaire dans des sociétés de l'industrie de l'armement et il devient propriétaire de médias, notamment du journal l'*Excelsior*. En dehors de ses engagements pro-grecs pendant les guerres balkaniques, ses relations avec les représentants de milieux politiques-diplomatiques, illustrent l'impact du complexe médias-industrie militaire sur les politiques militaristes à la veille et au lendemain de la Grande Guerre. Sur la vie de Basil Zaharoff, voir Robert Neumann, *Sir Basil Zaharoff, le roi des armes*, Paris, 1935 (traduit de l'allemand par Denise Van Moppes).
[1550] *L'Excelsior,* 10 janvier 1913.
[1551] *Idem.*
[1552] « Pour Salonique », *Le Figaro,* 9 janvier 1913.

L'expérience des conséquences de la guerre franco-prussienne de 1870 et de l'occupation-annexion allemande de l'Alsace, faisant partie de l'héritage mémoriel de la famille des industriels alsaciens de Dietrich, ne saurait être étrangère à la sensibilisation de la baronne aux souffrances de la population d'une ville occupée comme Salonique. Immédiatement après la publication de ce témoignage, signé Hadji-Lazaro, le *Figaro* lance un appel à ses lecteurs pour venir à l'aide des réfugiés de Salonique. Pour sa part, l'*Humanité* oriente l'intérêt et l'attention de ses lecteurs vers l'état des droits du travail dans la ville ottomane depuis le début de l'occupation. Le journal socialiste publie un long accusatoire sur les pratiques liberticides et hostiles au mouvement ouvrier de la part des nouvelles autorités. Cette liste de doléances est adressée au journal par le secrétariat du syndicat des ouvriers du tabac, fondé en 1908 dans le sillage de l'euphorie de la révolution des Jeunes-Turcs et qui comprenait à l'époque près de 4000 adhérents, dont 2500 ouvrières, fédérant huit autres syndicats de ce fleuron industriel de l'économie ottomane dans le vilayet de Salonique[1553]. D'après le rapport publié dans l'*Humanité*, la guerre a brisé les liens et les relations entre les neuf syndicats de Macédoine. De surcroît, les patrons veulent réduire les salaires : « les armées alliées dites 'libératrices' qui ont occupé nos régions n'ont rien changé au régime de la domination turque. Il continue avec les mêmes méthodes : état de siège, persécutions antisyndicales, police et gendarmerie, mises au service du patronat, arrestation de grévistes, mouchardage »[1554].

Le rapport sur la situation dans la ville, envoyé par un correspondant du *Temps* après l'arrivée de Ractivan, ministre grec de la justice, nommé commissaire royal auprès des pays conquis, est quant à lui moins accablant à l'égard des occupants grecs. On y lit que la gendarmerie a été renforcée par l'appui d'une milice crétoise et que tous les condamnés pour des raisons politiques ont été relâchés. Dans le domaine de la politique économique, les lecteurs du *Temps* apprennent que le statu quo d'une taxation des marchandises importées de 11% ad valorem, en vigueur sous le régime ottoman, allait être maintenu dans un premier temps, et que « quant à la législation administrative une étude complète est en voie d'élaboration au secrétariat de la préfecture. Elle tend à réaliser une fusion rationnelle des lois grecques et des dispositions administratives turques »[1555]. Mises à part ces nouvelles rassurantes, le correspondant du *Temps,* souligne toutefois que des mesures de censure de la

[1553] Il s'agit de ceux de Kavalla, Drama, Guevgéli, Xanthi, Doksat, Kilkisch, Serres, Pravishta, comprenant environ 50 000 ouvriers.
[1554] « Les syndicats de Salonique font un appel à la solidarité », *L'Humanité*, 4 février 1913.
[1555] « Les Grecs à Salonique », *Le Temps*, 10 décembre 1912.

presse ont été « jugées indispensables pour empêcher toute publication relative aux mouvements militaires ou tendant à provoquer des dissensions dans les rapports existants entre les diverses nationalités de Salonique »[1556]. Les rapports entre les différentes communautés confessionnelles et ethno-liguistiques de la ville, ont également fait l'objet d'une perception multiple dans la presse française. Trois catégories informationnelles ont surtout attiré l'attention : les rivalités entre les occupants bulgares et grecs, les exactions commises contre les membres des communautés juive et musulmane de la ville par les nouveaux occupants, avec ou sans la complicité de populations chrétiennes locales, et les préoccupations pour l'avenir des intérêts économiques et culturels français sur place.

Perceptions de l'occupation en termes de rivalité gréco-bulgare

Louis Arnaud informe en décembre les lecteurs de la *Croix*, qu'à Salonique, il y a eu des tiraillements entre les Bulgares et les Grecs[1557]. D'après sa version de la façon dont la ville a été occupée, le gouverneur ottoman, poussé par les instances des consuls étrangers et par les chefs de la communauté israélite, avait d'abord résolu de se rendre. Mais soit par haine et mépris des Grecs, soit par honte de céder aux vaincus de 1897[1558], il voulait livrer la ville aux Bulgares, dont un corps d'armée, après avoir pris la ville de Serrès, se rapprochait de Salonique à marches forcées. « Quand, fatigué d'atermoiements, de reculs et de tergiversations, le diadoque Constantin ouvrit le feu de son artillerie sur le faubourg turc, les éclaireurs bulgares n'en étaient qu'à douze km. Pendant une quinzaine de jours, quinze mille Bulgares y campèrent »[1559]. Ensuite, le prince héritier, Boris de Bulgarie a été cordialement reçu par le diadoque grec. « Il obtint même qu'un drapeau aux couleurs bulgares, un seul, flotta sur une ancienne mosquée. Mais le malaise persiste ». A son propos, le responsable des questions de politique étrangère dans le *Figaro*, Raymond Recouly, commente qu'au moment « de partir en chasse, les alliés balkaniques ne s'attendaient pas à chasser un si gros gibier. Et maintenant, les voilà embarrassés, hésitants. Voilà les défiances et les jalousies qui s'allument »[1560]. Paul Parsy qui est présent à Salonique au mois de décembre, envoie ses impressions au journal la *Croix*. Il déclare qu'on l'a assuré que les Grecs « emportaient

[1556] *Idem.*
[1557] « Lettre d'Athènes, par Louis Arnaud, La Salonique sera-t-elle grecque, bulgare ou ville juive ? », *La Croix*, 7 décembre 1912.
[1558] Allusion à la victoire ottomane lors de la guerre qui l'opposa à la Grèce en 1897.
[1559] Voir *La Croix*, 7 décembre 1912.
[1560] Raymond Récouly, «L'imbroglio balkanique et le discours du chancelier », *Le Figaro*, 3 décembre 1912.

chaque jour vers Athènes un peu de meubles de la maison de Hamid ou du CUP. Ont-ils donc peur de ne pas rester à Salonique ? »[1561].

Ces tensions se reflètent aussi dans l'incident concernant la censure de journaux bulgares publiés à Salonique, relaté à la fois par le *Journal*[1562] et par *Gil Blas*. Selon ces récits, la police grecque voulait occuper l'imprimerie et la rédaction de trois journaux bulgares le *Bulgarine*, le *Prava* et le *Belmorez*. Face à une telle perspective, les Bulgares firent occuper les bâtiments. Des soldats des deux côtés se mirent en position de bataille, prêts à s'entretuer, lorsqu'à l'apogée du suspens, des officiers intervinrent *dei ex machina* imposant un dénouement heureux à la crise. Cet incident qui a failli mettre le feu aux poudres, souligne, d'après *Gil Blas*, « le persistant désaccord »[1563] entre les deux armées d'occupation.

Parsy développe dans la *Croix* les raisons cachées derrière une telle censure. Tout d'abord, le fait que le journal bulgare *Belomoretz* désigne toujours Salonique comme « notre ville, notre ville » devait énerver les Grecs. D'autre part, selon ses sources, si les autorités grecques veulent interdire la publication du journal bulgare *Belomoretz*, c'est parce qu'elles ne veulent pas qu'on parle des incidents de Serrès où :

> « …le 12 novembre 80 soldats grecs, avec 4 officiers sont allés couper les fils télégraphiques et téléphoniques de la poste installée récemment par les Bulgares. Puis ils se sont livrés à une active propagande anti-bulgare. Les soldats du tsar Ferdinand ne se sont pas laissé faire. Ils ont désarmé les soldats et les officiers grecs et dans cette situation humiliante ils les ont ramenés à Salonique. J'ai appris depuis le jour où ces notes furent consignées que le samedi 14 les Bulgares avaient préparé leurs mitrailleuses »[1564].

Pourtant, les journaux de la droite nationaliste qui s'étaient dès le départ exprimés en faveur d'une politique agressive des États Balkaniques contre l'Empire ottoman, tendent à minimiser les tensions et surtout à les attribuer à des pratiques d'intervention étrangère. C'est le cas du journal *Le Gaulois* qui dans son article du 26 décembre, déclare que ceux qui « en Orient aussi bien qu'en Occident comptaient sur un relâchement des liens qui unissent si étroitement entre eux les quatre États chrétiens des Balkans et qui surtout espéraient voir bientôt surgir un conflit entre Bulgares et Grecs à propos de Salonique »[1565], peuvent maintenant, suite à la rencontre cordiale entre les souverains de ces deux pays, « faire le deuil

[1561] Paul Parsy, « A Salonique », *La Croix*, 25 décembre 1912.
[1562] Voir « Un nouvel incident gréco-bulgare à Salonique » *Le Journal*, 25 décembre 1912.
[1563] Gil Blas, 25 décembre, (A Salonique, entrevue des souverains et incidents gréco-bulgares)
[1564] Paul Parsy, « A Salonique », *La Croix*, 25 décembre 1912.
[1565] « Grecs et Bulgares à Salonique : un correspondant occasionnel nous adresse de Salonique l'importante dépêche », *Le Gaulois*, 26 décembre 1912.

de leurs désirs et de leur joie secrète »[1566]. La cible principale de cette déclaration, c'est l'Empire austro-hongrois, dont les visées dans les Balkans et son *drang nach* Salonique, s'accordent mal avec la conquête des territoires ottomans par des pays balkaniques et leur fonction en tant qu'États tampons entre l'Empire ottoman, accusé de rapprochement avec l'Allemagne, et les pays de la Triplice.

Si les journalistes d'une presse nationaliste pro-balkanique et anti-ottomane, se réjouissent du rapprochement entre les deux forces occupantes de la ville de Salonique, des journaux républicains plus modérés persistent à signaler en revanche, une série d'incidents qui se sont produits entre Grecs et Bulgares au lendemain de l'occupation, remettant en question la solidité de l'entente entre les alliés balkaniques. Le correspondant du journal *Le Temps*[1567], communique à ses lecteurs les signes d'une tension palpable entre les vainqueurs. Ces dépêches des journaux sont confirmées par le consul français à Salonique, qui constate à la veille de la Deuxième Guerre balkanique, une dégradation des relations gréco-bulgares. Dans son rapport du 29 mai, il informe le Ministère des Affaires étrangères que l'autorité grecque s'était opposée à la célébration traditionnelle de la fête des Saint Cyrille et Méthode. « Du temps des Turcs, ajoute-t-il, le parc municipal de *Beschtchhinar* était toujours à cette occasion mis à la disposition de la communauté bulgare. Les arrestations des Bulgares sont incessantes et les gens qui parlent bulgare dans la rue sont immédiatement suivis et surveillés par des agents de la police secrète »[1568].

L'assassinat du roi de Grèce, Georges Ier en mars, faillit compliquer encore davantage la situation explosive entre les deux armées d'occupation. Dans la plupart des journaux, l'assassin, Alexandre Skinas est présenté comme un socialiste déséquilibré[1569]. Selon Maurice Paléologue, il paraît avoir agi seul, sans aucun complice. Originaire de Serrès, âgé de 45 ans, instituteur en Macédoine, il serait un pur anarchiste. Suite à sa discussion avec Maurice de Fleury, psychiatre, le diplomate français le classe dans la catégorie classique du 'paranoïaque régicide' tels que Lucheni (assassin de l'impératrice Elisabeth) et Caserio (assassin du président Carnot). Il s'agit d'après lui, de dégénérés neurasthéniques. « Convaincus de leur mission justicière, les fous de cette catégorie sont toujours seuls à préparer leur crime et à l'exécuter. Ils mettent leur honneur et leur gloire dans cette exécution ; ils ne veulent donc en

[1566] *Idem.*
[1567] Voir « La situation à Salonique », *Le Temps*, 4 décembre 1912
[1568] *AMAE,* Athènes/288 : « Israélites de Salonique », rapport du consul de France à Salonique au Ministre des Affaires étrangères, n°109 du 29 mai 1913.
[1569] « Le roi de Grèce est assassiné ; le crime d'un fou », *Le Radical*, 19 mars 1913.

partager le mérite avec personne »[1570]. Ce disant, le diplomate français, criminalise ou pathologise des idéologies politiques, telles que l'anarchie ou le socialisme en établissant des liens entre des comportements criminels, des états pathologiques et des convictions idéologiques. Cette version n'est pas toutefois retenue dans l'*Humanité.* Le journal socialiste, après avoir relaté les circonstances qui aboutirent au suicide d'Alexandre Skinas qui, amené dans la salle d'attente juste en face du cabinet du juge, réussit à tromper la surveillance du gardien et sauta par une fenêtre ouverte d'une hauteur de douze mètres, rajoute que selon ses sources, l'assassin était Bulgare « et que le gouvernement d'Athènes aurait préféré le faire passer pour un Grec, afin de ne pas surexciter l'antagonisme gréco-bulgare »[1571]. En revanche, le *Petit Parisien*, le journal le plus lu et proche du gouvernement, écarte dès le départ cette hypothèse en affirmant que malgré les rivalités prononcées à Salonique, parmi les différentes communautés, l'assassin était d'origine grecque, « ce n'est pas semble-t-il, à des haines de nationalités que doit être attribué ce meurtre, dont la mobile ainsi nous échappe »[1572]. Enfin, le consul français à Salonique, commentant cet assassinat politique, affirme que le roi Georges Ier, meurt :

> « victime de la légèreté avec laquelle les fonctionnaires helléniques envisagent l'administration d'une ville comme Salonique où les grécisants ne représentent pas un dixième de la population et où les neuf dixièmes restants sont ouvertement hostiles aux Grecs. Ces fonctionnaires paraissent oublier qu'il y a à Salonique une très puissante organisation socialiste en relation avec les groupements européens que les terroristes bulgares y sont nombreux. (…) Salonique est tranquille parce qu'il s'y trouve des troupes en nombre considérable. Les Grecs éprouveront des surprises le jour où ces troupes quitteront la ville »[1573].

Les exactions commises contre la communauté musulmane

En dehors des tensions entre l'armée bulgare et grecque, autre aspect de cette occupation perçu dans l'espace médiatique français, étaient les effets de cet événement sur la communauté musulmane de la ville. Parsy écrit que depuis la terrasse des Pères lazaristes où il se trouve, il contemple les minarets de Salonique. Il en compte une trentaine. « Sur maintes mosquées, la Croix a déjà remplacé le Croissant »[1574]. Le 26 novembre, le *Petit Journal*,

[1570] Maurice Paléologue, Journal…, *op.cit.*, p.81.
[1571] « L'assassin du roi de Grèce s'est tué à Salonique », *L'Humanité*, 7 mai 1913.
[1572] « Le roi de Grèce assassiné par un fou à Salonique », *Le Petit Parisien*, 20 mars 1913.
[1573] *AMAE*, Athènes/288, Saloniquie, le 19 mars 1913, n°66.
[1574] Paul Parsy, « A Salonique », *La Croix*, 25 décembre 1912. Sur l'exode-expulsion des populations musulmanes de Salonique et la disparition-destruction progressive de l'héritage cultuel ottoman, voir Marc Mazower, *Salonica, city of ghosts : Christians, Muslims and Jews, 1430-1950*, London, Harper Collins, 2004.

reçoit une dépêche d'Athènes selon laquelle, les autorités grecques auraient découvert un complot fomenté par des officiers turcs prisonniers cherchant à renverser l'ordre établi. Parmi les officiers inculpés figure « le docteur Nazim bey un des promoteurs de la révolution turque qui était resté à Salonique comme membre du Croissant-Rouge. A la suite de cette découverte, on a décidé de transférer en Grèce tous les officiers turcs prisonniers. »[1575]. A propos de cet événement, la version relatée dans *l'Humanité* est à l'opposée de celle publiée par le journal de droite nationaliste et turcophobe. Reproduisant une lettre adressée au citoyen Henri Nivet, « par un des prisonniers turcs de Salonique et déjà parue dans le *Combat socialiste de Montluçon*, » elle donne la parole à son auteur. D'après lui, la poudrière de la ville a sauté et « certainement on l'a fait sauter exprès. Les prisonniers turcs ont été anéantis et ceux qui avaient échappé à l'explosion ont été massacrés à coups de fusil par les 'alliés'». Dès que la poudrière explosa, « les soldats grecs et les soldats bulgares se mirent à tirer sur les passants dans les rues de la ville.». Outre cet incident, le prisonnier ottoman rajoute que l'armée grecque et l'armée bulgare, depuis leur entrée :

> « … ont vidé leurs cartouchières à force de faire feu dans les rues de la ville. C'est une fusillade continuelle. On veut coûte que coûte tuer des musulmans pour qu'il en reste le moins possible en Macédoine. Et pour comble ce sont les prêtres qui conduisent tout cela. Il faut les voir dans la journée, quand les rues sont bondées de monde, circuler à cheval et bien armés en tête des troupes. (…) le drapeau français a été plus d'une fois, l'objet des insultes des chrétiens mais votre alliée la Russie vous empêche de protester. »[1576].

Toujours dans l'*Humanité,* un citoyen français habitant à Salonique, envoie à la tribune socialiste, la copie d'un rapport officiel adressé à un consulat de cette ville. Ce rapport relate des actes de cruauté, commis surtout par des bandes bulgares sur la population musulmane désarmée, sans distinction d'âge et de sexe aux environs de Salonique. Des scènes de pillage, de dévastation, d'incendies, de massacres en masse, de tortures, de viols, de conversions forcées au christianisme, de destruction de mosquées, apparaissent en filigrane. « Et ce qui est le plus grave, c'est que les bandits bulgares agissaient et agissent encore, sous l'œil bienveillant et complice des autorités »[1577], précise l'expéditeur de ce document.

Des exactions commises contre des membres de la communauté musulmane au lendemain de l'assassinat du roi Georges Ier, ne trouvent aucun écho dans la presse française que j'ai étudiée. Par contre, Jousselin informe le ministre des Affaires étrangères qu'il y a eu « de

[1575] « Un complot à Salonique », *Le Petit Journal*, 26 novembre 1912.
[1576] « A Salonique, hauts faits des troupes grecques et bulgares », *L'Humanité*, 1er décembre 1912.
[1577] L'Humanité, 2 février : « Comment les 'libérateurs chrétiens' traitent les musulmans ? pillages et massacres des 'bachi-bouzouks' bulgares », *L'Humanité*, 2 février 1913.

regrettables incidents. Neuf musulmans auraient été tués ou blessés »[1578]. De son côté, Maurice Paléologue écrit dans ses mémoires, qu'aussitôt après l'assassinat du roi de Grèce, « la population grecque de la ville s'est ruée sur le quartier turc de la ville et elle l'a dévasté »[1579]. L'ambassadeur de l'Empire ottoman, Rifaat-pacha, qui vint lui, dénoncer les horreurs de cette dévastation, ajoute mélancoliquement : « (-) qu'eût donc fait la population grecque de Salonique, si l'assassin du roi Georges, au lieu d'être un Grec avait été un Turc ? »[1580]. On retrouve à cette occasion, une expression éloquente de l'amalgame entre définition de l'individu en termes d'appartenance confessionnelle et en termes d'appartenance nationale. Une association d'idées et une équation symbolique, est établie entre Turc et musulman d'un côté[1581], et Grec et chrétien d'autre côté.

Autre incident véhiculé dans les coulisses diplomatiques, mais jamais relatée dans la presse française, c'est le destin du navire hôpital Fuad, ayant mouillé dans le port de Salonique. La Sublime Porte informa Maurice Bompard, que le commandant de l'armée d'occupation de la ville refusait de le reconnaître comme navire hôpital. Résultat de ce refus, « les 120 soldats hospitalisés à bord, étaient restés privés de secours et de nourriture pendant plusieurs jours »[1582]. En revanche, un événement lié à un navire français est quant à lui médiatisé. Il s'agit d'un démenti de ce que Pierre Loti écrivit dans son essai, *La Turquie agonisante,* sur des officiers français du Buix qui auraient vu des soldats serbes et grecs crever les yeux à des prisonniers turcs. Dans le *Temps* du 8 février 1913, Delage, le commandant de ce navire, publie un communiqué dans lequel tous les officiers du Bruix sont unanimes à « déclarer que cette affirmation est purement gratuite et que rien, ni dans leurs paroles, ni dans leurs écrits n'autorise l'auteur à les prendre à témoin de faits de cette nature, qu'ils n'ont jamais eu l'occasion de constater »[1583].

[1578] *AMAE*, Athènes/288, Saloniquie, le 19 mars 1913, n°66.
[1579] Maurice Paléologue, Journal,…*op.cit.*, p.81.
[1580] *Idem*.
[1581] Tout au long du XIXe siècle, l'Islam s'indentifiait pratiquement aux Turcs Ottomans et le mot Turc devenait synonyme de musulman. Voir Maxime Rodinson, *La fascination de l'islam*, Paris, F. Maspero, 1980, p.58.
[1582] *AMAE*, Turquie/439, Péra, Bompard, 18 novembre 1912.
[1583] *Le Temps*, 26 novembre 1912.

Les exactions contre la communauté juive

Une succession de nouvelles, dénonçant des exactions et suivies de démentis, caractérisa aussi la perception du destin réservé aux membres de la communauté juive dans la 'Jérusalem des Balkans'. La plupart des articles relatant les relations entre les armées d'occupation et la communauté israélite de la ville de Salonique, ont été publiés dans le journal *Le Temps*. Le premier article y apparaît dans l'édition du 26 novembre. Il s'agit d'un rapport du correspondant particulier du journal à Salonique, qui rend compte d'une part, du peu d'enthousiasme avec lequel l'armée grecque aurait été reçue par la communauté israélite de la ville et d'autre part, des manifestations antisémites qui auraient accompagné son entrée : « un grand nombre de Juifs ont été malmenés, brutalisés, et surtout dépouillés. (…) Des boutiques ont été pillées et des synagogues mises à sac. On a même fait courir le bruit que des soldats grecs avaient été empoisonnés par des juifs[1584].». Ces exactions se reflètent également dans les documents diplomatiques, et notamment les rapports du consul français, réunissant les témoignages et les plaintes des victimes.

A Salonique, l'histoire des relations entre les communautés chrétiennes et israélites, était à la veille des guerres balkaniques, tout sauf idyllique. Sur un fond d'antisémitisme religieux[1585], est venue se superposer à la fin du XIXe siècle, une strate d'antisémitisme motivé par des rancunes politiques, suite à la défaite militaire grecque de 1897 et son accueil positif par la communauté israélite de la ville. Cette mosaïque d'antisémitisme, s'est complétée par des fragments de compétition économique pour le contrôle du marché de la ville. Cette dernière manifestation d'antagonisme entre les deux communautés, s'est surtout exprimée lors des boycottages respectifs de la main d'œuvre et du commerce israélite d'une part, et des produits de commerçants chrétiens grécophones d'autre part, entre 1908 et 1909[1586]. L'Union des Syndicats de Constantinople, perçoit en revanche les rivalités entre les différentes communautés confessionnelles et ethno-linguistiques de la ville de Salonique, en termes de lutte de classe. Ces rivalités sont instrumentalisées selon elle, par les capitalistes des différentes origines. Les capitalistes juifs « luttent contre les nouveaux envahisseurs et à aucun prix ne lâchent leur proie ; ils soulèvent la populace qui s'indigne et se montre hostile

[1584] « Juifs et Grecs », *Le Temps*, 26 novembre 1912.
[1585] Pour un historique de l'antisémitisme en Grèce, voir Bernard Pierron, *Juifs et chrétiens de la Grèce moderne, histoire des relations intercommunautaires de 1821 à 1945*, Paris, L'Harmattan, 1996.
[1586] Sur les relations entre les communautés juives et chrétiennes de la ville de Salonique au tournant du XXe siècle, voir Méropi Anastassiadou-Dumont, *Salonique, 1830-1912, une ville ottomane à l'âge des réformes*, Leiden, New-York, Brill, 1997.

au nouvel état de choses »[1587]. Les capitalistes Grecs chrétiens d'autre part, en font autant, en déclarant que « les crucificateurs du Christ, ces vautours rapaces, chassés de tous pays, font réaction à notre œuvre civilisatrice, nous les combattrons. C'est le prétexte à un commencement de mouvement antisémite »[1588]. Quant à nous, entonnent les syndicalistes stambouliotes, « nous sommes indifférents à ces manœuvres capitalistes »[1589].

Pour sa part, le *Temps* informe son public de la volonté des autorités grecques, de protéger les droits de toutes les communautés de la ville. Le 19 décembre[1590], il publie un entretien avec Abraham Constantinis, président de la communauté juive d'Athènes, « représentant des Israélites grecs »[1591] et membre du Comité macédonien grec, société fondée dans le cadre des combats opposant les propagandes balkaniques au sujet de la suprématie politique et culturelle sur la Macédoine ottomane. Après un séjour prolongé à Salonique, au cours duquel il affirme avoir pu s'entretenir avec ses coreligionnaires de toutes classes, il conclut qu'à la suite des désordres des premiers jours après la capitulation, l'ordre serait assuré et les autorités auraient donné satisfaction aux demandes officielles ou privées des Israélites[1592]. Son constat coïncide avec celui établi par le journaliste du *Figaro,* Alfred Beri, qui adresse au président du comité central de l'Alliance Israélite de Paris, les résultats de son enquête sur place. Selon lui, les récits de la presse étrangère sont empreints d'une profonde exagération, sinon même d'une partialité criante, à l'égard de l'armée et des autorités hellènes. Cela dit, il ajoute qu'il est également vrai que « pendant quatre ou cinq jours, encouragés et conduits par des mauvais éléments grecs indigènes, disons par la lie de la population, les soldats hellènes se sont livrés à des actes très blâmables de pillage, à des larcins dans les magasins israélites »[1593]. Le fait que ces désordres commis, aussi bien par des Grecs que par des Bulgares, n'aient pas été réprimés aussitôt, doit être attribué selon le journaliste français, à la présence simultanée des armées grecque et bulgare, et aux difficultés politiques créées par ce dualisme militaire.

En revanche, le directeur de la revue *Les Droits de l'Homme*, Paul Hyacinthe Loyson, écrit que dans les premiers jours de décembre, malgré les démentis arrachés de force, la

[1587] « Une lettre de l'Union des Syndicats de Constantinople », *La Bataille syndicaliste*, 3 décembre 1912.
[1588] *Idem.*
[1589] *Idem.*
[1590] «La question israélite à Salonique », *Le Temps*, 19 décembre 1912.
[1591] *Idem.*
[1592]. Voir «La Question de Salonique », *Le Figaro*, 7 janvier 1913 et « La situation à Salonique », *Le Temps*, 21 janvier 1913.
[1593] *Le Figaro*, 7 janvier 1913.

tranquillité était encore bien loin d'être revenue[1594]. Les Saloniciens n'osaient pas sortir de chez eux et ils se mettaient à plusieurs, en plein jour, pour aller jusque chez le boulanger ou l'épicier. En ce qui concerne l'allusion à l'emploi de moyens d'extorsion d'aveux truqués, le 23 novembre, l'ambassadeur de France à Constantinople informe son homologue à Salonique, que le Grand Rabbin de Turquie est venu lui rendre visite afin de demander l'intervention du gouvernement de la République auprès du gouvernement hellénique, au sujet des agissements des troupes grecques d'occupation contre les membres de la communauté israélite. Quelques jours plus tard, le 29 novembre, le journal *Le Temps* télégraphie de Salonique un démenti de la part du grand rabbin de Salonique au sujet de ces nouvelles préoccupantes. Suite à cette publication, l'ambassadeur de France à Constantinople, Maurice Bompard, n'a pas manqué d'entretenir aussitôt le Grand Rabbin de Turquie d'une pareille déclaration, qui s'accordait mal avec les démarches faites par lui auprès de son ambassade, en vue d'une intervention auprès du gouvernement d'Athènes. « Le Grand Rabbin, Haïm Nahoum ne s'est pas montré surpris de ces contradictions qu'il connaissait déjà et qu'il a expliquées par la contrainte morale que les autorités grecques avaient exercées sur son subordonné »[1595].

Le consul français à Salonique, commente toujours au mois de mars 1913, le déplaisir provoqué par l'établissement hellénique auprès des membres de la communauté israélite de la ville :

> « Aussi les israélites aisés cherchent-ils par tous les moyens l'acquisition d'une nationalité étrangère qui doit, dans leur pensée, les affranchir de la domination hellénique et leur assurer la continuation de la situation privilégiée dont les juifs jouissaient à Salonique au temps de la domination ottomane. Le consul général d'Autriche-Hongrie donne satisfaction à ce vœu dans la plus large mesure »[1596].

Ces démarches de demande d'acquisition d'une nationalité autre qu'hellénique, sont relatées dans le *Temps*, où l'on apprend qu'à la nouvelle du recensement préparé par les autorités grecques,

> « Un grand nombre de sujets ottomans se sont présentés aux consulats d'Espagne et du Portugal pour changer de nationalité. Ils y furent acceptés moyennant une rétribution assez élevée. Le procédé est vivement critiqué dans les milieux grecs, car à plusieurs reprises les autorités grecques ont

[1594] «Sauvageries chrétiennes » *Les droits de l'homme*, 29 décembre 1912.
[1595] *AMAE,* Athènes/288, « Israélites de Salonique » correspondance du 31 mars 1913, n°79, entre le consul de France à Salonique et le M.A.E, au sujet du changement de nationalité des habitants de Salonique. A ce sujet voir Emanuela Constantini, « Jewish communities and the Status of Salonica", dans Catherine Horel, Les guerres …*op.cit.*, p.66.
[1596] *Idem.*.

> formellement déclaré que tous les sujets ottomans avant l'occupation helléniques et dont la nationalité est prouvée par les registres matricules nefouz defteri aux mains des autorités grecques deviendront ipso facto sujets hellènes »[1597] .

La perception des effets de l'occupation grecque de Salonique sur la communauté israélite est différente dans le *Petit Journal.* Il préfère publier un démenti du gouvernement grec, concernant les excès contre la population juive de la ville de la part de l'armée grecque. Le journal de droite nationaliste et antisémite, attribue ces nouvelles à « des rumeurs souhaitant compromettre la mission du gouvernement grec soucieux de rétablir l'ordre » et considère leur origine comme « tendancieuse »[1598]. Le *Petit Journal*, en traitant ainsi les sources de ces nouvelles compromettantes pour le gouvernement grec, ferait allusion à la déception autrichienne face au naufrage de sa politique 'expansionniste' dans les Balkans, suite à l'occupation de la principale ville maritime de la région par les troupes du diadoque Constantin. Afin de renforcer auprès de ses lecteurs l'impression que l'État grec est exempt de tout réflexe ou comportement antisémite, le *Petit Journal* publie une nouvelle selon laquelle, « 75 volontaires israélites, demandant à prendre service dans l'armée grecque sont arrivés au port du Pirée, à bord du Triatschof venant d'Alexandrie. Ils formeront une compagnie spéciale appelée légion israélite »[1599].

Perception de l'occupation de la ville en termes d'exactions contre les intérêts français

Par ailleurs, dans l'édition de Noël du *Temps,* on s'inquiète de la présence des bandes auxiliaires composées d'individus violents et armés au milieu d'une population désarmée. Outre le danger de débordements, il y a là « une anomalie qui choque et blesse dans leur amour propre tous les Européens » remarque le consul français. Respectueux des ordres donnés par les autorités grecques, ils ne portent plus aucune arme. Cependant, ils sont entourés de soldats isolés, des comitadjis, des brigands, « armés jusqu'aux dents »[1600]. D'après Jousselin, on oublie trop que Salonique « est une ville en quelque sorte internationale, que les Européens, de par les capitulations y ont un droit égal et antérieur à celui que veulent s'arroger les deux armées occupantes. »[1601]. Ainsi de nouveau, les Balkaniques sont traités et perçus comme étant différents des Européens, identité principalement conférée aux habitants du reste du continent européen, surtout originaires des grandes puissances. Les tensions liées à

[1597] « A Salonique », *Le Temps*, 13 mai 1913.
[1598] « Les Grecs à Salonique », *Le Petit Journal*, 24 novembre 1912.
[1599] *Idem.*
[1600] « La situation de Salonique », *Le Temps*, 25 décembre 1912.
[1601] *Idem.*

une telle perception de l'ordre établi, se reflètent dans l'incident du cuirassé *Bruix*. Il est plutôt passé inaperçu dans la presse française. Il s'agit d'une canonnade échangée entre le cuirassé français ayant mouillé dans les eaux du golfe de Thermaïque et le cuirassé grec *Averof*. A l'origine de ce contentieux, il y avait la question du destin réservé à trois bateaux pilotes ottomans qui avaient servi de porte-torpilles. Affectés provisoirement par décision du corps consulaire au service du pilotage du port de Salonique, les autorités grecques voulaient par la suite les couler, tandis que le commandant du Bruix souhaitait les conduire dans un port ottoman[1602]. On assiste à un bras de fer entre les officiers de ces deux cuirassés. L'ultimatum des officiers de l'*Averof* ne reçoit pas de réponse. Une canonnade s'ensuit et le commandant du cuirassé français exige que les officiers du cuirassé lui présentent des excuses. Cet événement est révélateur des tensions qui découlent de toute une perception des relations internationales en termes de diplomatie de la canonnière, impliquée à plusieurs reprises dans le cadre de la question d'Orient.

De surcroît, le *Temps* s'inquiète en janvier, des répercussions sur les activités commerciales de l'occupation grecque de la ville de Salonique. Il illustre ses préoccupations en publiant des extraits d'un article paru dans *l'Indépendant,* sous le titre 'le commerce de Salonique en danger' et qui signale les graves préjudices causés au commerce par l'imposition dans les régions occupées par les Serbes et les Bulgares de droits élevés sur les marchandises provenant de Salonique et par les difficultés juridiques que rencontrent les créditeurs du commerce de Salonique pour se faire payer de leur dû[1603]. Les représentants diplomatiques français s'inquiètent par ailleurs, de l'avenir des intérêts économiques et financiers français à Salonique. Ces intérêts garantis jusqu'aux guerres balkaniques par le régime des Capitulations ou par des concessions à des sociétés françaises du contrôle de secteurs entiers de l'économie locale, ne semblaient plus être garantis. Le consul français informe à ce sujet son ministre au quai d'Orsay, en lui signalant que dès l'entrée de l'armée grecque, plusieurs incidents révèlent l'intention des Grecs de s'emparer des différentes entreprises ottomanes sous contrôle français.

> « L'énergie montrée par les directeurs français de ces institutions a fait respecter provisoirement le chemin de fer Jonction-Salonique-Constantinople et le port. La compagnie du Gaz n'a pas été encore inquiétée. Mais nous sommes moins sûrs du succès de notre intervention en ce qui concerne les services dirigés par des musulmans. Je dois dire que sil 'entreprise étrangère est pour le moment respectée, nous devons nous

[1602] *AMAE*, Turquie/441, dossier sur les incidents de bateaux, Paris, le 15 février 1913, le MAE au Ministre de la Marine, n°90, au sujet de Bruix.
[1603] « Conséquences commerciales du nouvel état de choses dans les Balkans », *Le Temps*, 17 janvier 1913.

> attendre à ce que son fonctionnement soit rendu impossible par pure malveillance, les grecs ne se cachent pas pour déclarer qu'ils entendent rendre impraticable le fonctionnement à Salonique de toutes les concessions accordées à des étrangers. J'ai naturellement insisté auprès du conseiller politique de l'État-major pour que la Dette publique, la Régie des Tabacs, l'administration des Phares, ne soient pas gênées dans leur fonctionnement/ mais je me heurte à une mauvaise volonté que je crois devoir signaler et j'ai grand peur que nos intérêts dans ces administrations ne soient gravement compromis par l'occupation hellénique. »[1604].

La perception d'un danger éminent pour les intérêts économiques français sur place, résonne aussi dans les plaintes des représentants commerciaux adressés à la légation française à Salonique. Les représentants de la *Victoria* de Berlin informent le consul français que les intérêts des maisons françaises dont ils sont les agents en Macédoine, se trouvent particulièrement lésés à la suite de l'interdiction par les autorités douanières de Salonique de l'importation des pommes de terre françaises, au motif allégué d'éviter tout danger de contamination des vignes par le phylloxera. Écartant ce scénario, vu que de l'avis des experts la pomme de terre française est indemne de phylloxera, les représentants de la *Victoria* de Berlin sont plutôt amenés à voir dans cette décision, « une tentative destinée à privilégier les produits similaires importés de Grèce et dont le consommateur ne veut pas en raison de sa qualité »[1605]. Un danger imaginaire fait écho à un jugement de valeur subjectif. Cela nous montre aussi à quel point les risques pour la santé humaine, vétérinaire ou végétale, sont susceptibles d'être instrumentalisés et servir des leviers de pression dans les relations internationales et les transactions économiques. D'un autre côté, la mise en place de politiques protectionnistes, cache à peine dans la plupart des cas, un esprit chauviniste et/ou xénophobe.
La perception de l'occupation grecque à Salonique se fait également sous le prisme du danger potentiel qu'elle est censée représenter à l'égard du réseau éducatif français. L'ambassadeur grec à Paris proteste auprès du Ministère des Affaires étrangères au sujet de la diffusion de « nouvelles tendancieuses », concernant l'impact négatif de l'administration grecque pour les écoles congréganistes dans cette région. D'après Romanos, « ces nouvelles ne sont que les échos de bruits répandus intentionnellement par certains agents étrangers pour discréditer l'administration grecque en vue de faire passer Salonique en d'autres mains ou de l'internationaliser.»[1606]. Le consul français à Salonique, écrit aussitôt à Deville, ambassadeur français à Athènes. Dans sa correspondance, il lui affirme que la démarche prescrite à M.

[1604] *AMAE*, Turquie/440, dossier sur la protection des étrangers, Salonique, le 14 novembre 1912, n°176, au sujet de l'envoi de navires.
[1605] *AMAE*, Salonique/65, dossier sur des affaires judiciaires, Salonique, le 5 février 1913.
[1606] *AMAE*, Salonique/90, M. Romanos, ministre de Grèce à Paris à MAE, Paris, 21 janvier 1913.

Romanos a été motivée par une lettre de Salonique publiée par le *Temps* et dont les conclusions visaient à « conserver à Salonique sa situation acquise et à lui permettre de l'améliorer encore en lui conférant le privilège d'une situation autonome. »[1607]. Selon le Ministère des Affaires étrangères, ces facilités prévues par Romanos doivent être appliquées non seulement aux écoles congréganistes françaises « mais encore aux lycées de la Mission Laïque et de l'Alliance Israélite, c'est-à-dire à l'ensemble du patrimoine moral que la France a su établir dans cette capitale sous le régime ottoman »[1608].

II.5.6. Perceptions des occupations et exactions dans les régions occupées par l'armée grecque en dehors de Salonique

Du côté des territoires ottomans occupés par l'armée grecque autres que la ville de Salonique, Gaston Jousselin informe en mai, le quai d'Orsay que dans l'intérieur du vilayet de Salonique, les querelles locales et les haines de race sont pour le moment endormies, en apparence, à cause de l'occupation militaire. Mais « les villages bulgares ramenés au Patriarcat par la force, les villes peuplées de Grecs pliées à la discipline bulgare, (…), sauront se venger le jour où la crainte d'une répression immédiate n'existera plus »[1609]. Relatant les avancées des troupes grecques en novembre, Jean Leune annonce dans l'*Illustration* qu'elles réussirent à entrer à Elassona et « cela malgré les pires malédictions lancées sur elle du haut d'un minaret par un hodja fanatique »[1610]. De leur côté, « les paysans grecs profitèrent de l'arrivée de leurs frères pour se venger de leurs tyrans d'hier, qui les avaient si longtemps opprimés. Les maisons turques abandonnées furent saccagées de fond en comble et de nouveaux incendies s'allumèrent »[1611]. Par ailleurs, le correspondant de guerre français, relate aussi des horreurs commises par les « Turcs de Servia », apprenant l'arrivée des Grecs. L'information des exactions commises par la population 'grecque ottomane' de cette région est présentée comme une revanche légitime, tandis que celles commises par la population 'turque ottomane' qualifiées d'horrifiantes, par un correspondant de guerre dont les affinités personnelles avec la Grèce nous sont révélées par Georges Bourdon, dans le *Figaro* du mois d'août.

[1607] *AMAE*, Salonique/90, Paris, le 23 janvier 1913, n°39, au sujet du maintien de l'influence française à Salonique.
[1608] A côté de l'école des frères et celle des sœurs, il existait à la veille des guerres balkaniques, deux écoles laïques françaises, l'école commerciale Guiraud et le petit lycée Thiéry.
[1609] *AMAE*, Athènes/288, Salonique, le 29 mai 1913, n°109.
[1610] Jean Leune, « La campagne de l'armée grecque », *L'Illustration*, 14 décembre 1912.
[1611] *Idem.*

Le jeune licencié en histoire s'aperçoit aussi de l'aspect de 'révolte sociale' qu'acquièrent ces exactions, commises au nom d'une résolution par la violence de la question sociale, de la répartition équitable des terres dans une région de l'Empire, où comme dans la plaine macédonienne, le système des *tchifliks* avait perpétué et creusé des inégalités entre les propriétaires terriens et leurs *kolligoi*, les paysans qui les mettaient en valeur. Cet aspect est aussi relaté dans les témoignages des acteurs de cette opération ou d'autres observateurs extérieurs. Spyros Melas dans ses mémoires, raconte son expérience sur l'assassinat du tsiflika grec Peritsiotis par ses *kolligoi* grecs dans le village Mokro[1612] : « plus l'armée grecque s'approchait, d'autant plus menaçants devenaient les paysans »[1613].

A ce sujet, Crawford Price, le correspondant du journal *Times,* se souvient dans son ouvrage sur les guerres balkaniques, qu'un gardien d'une grande propriété terrienne dans la plaine de Kilkis, lui confessa que « les paysans Bulgares se partageaient entre eux les villas et les champs des propriétaires Turcs, avant même que ces derniers ne soient pas massacrés »[1614]. Par contre, les exactions de l'armée grecque dans la région de Yanitsa[1615] et le *mahalla* musulman de Servia[1616], ne sont pas relatées dans mon corpus journalistique. En décembre, le *Courrier cinématographique* annonce une actualité de la société Gaumont, où l'on voit ce qui reste du village Valarmi, le dernier poste abandonné par les soldats ottomans. « Sur 77 maisons, 54 ont été brûlées ; les paysans n'ayant plus de logis, construisent des cabanes en roseaux derrière les avant-postes grecs »[1617]. Le projecteur cinématographique reste pour autant muet au sujet de l'auteur d'une telle dévastation. De son côté, l'ambassadeur grec à Paris, envoie à son ministre, l'article de Chryssafidis, défenseur des revendications

[1612] Aujourd'hui Livadero Kozanis en Grèce.

[1613] « όσο ζύγωνε ο ελληνικός στρατός, τόσο πιο απειλητικοί γίνονταν οι χωριάτες», dans Σπύρος Μελάς (Spyros Melas), *Οι πόλεμοι του 1912-1913* (Les guerres de 1912-1913), Athènes, 1971 (1958), p.50, cité dans Τάσος Κωστόπουλος (Tasos Kostopoulos), *Πόλεμος και εθνοκάθαρση, 1912-1922*, (Guerre et nettoyage ethnique, 1912-1922*)*, Athènes, Vivliorama, 2007, p.36.

[1614] « οι Βούλγαροι χωρικοί διεμοίρασαν μεταξύ των τας επαύλεις και τα κτήματα των Τούρκων ιδιοκτητών, και προτού ακόμη οι τελευταίοι ούτοι σφαγώσιν», dans Crawford Price, *Οι Βαλκανικοί αγώνες*, (Les guerres balkaniques), Athènes, 1915, p.139.

[1615] Voir Γεώργιος Παρασκευοπουλος (Georgios Paraskevopoulos), *Σελίδες από τον πρώτον πόλεμον* (Des mémoires de la première guerre), Athènes, 1914, p.37 et p.40-41, Δημήτριος Αποστολίδης (Dimitrios Apostolidis), *Ο νικηφόρος ελληνοτουρκικός πόλεμος του 1912-3* (La guerre gréco-turque victorieuse de 1912-1913), Athènes, 1913, p.270 et Jean Leune, «La revanche de la Grèce » dans Georges Scott, *Dans les Balkans, 1912-1913. Récits et visions de la Grèce (de la guerre)*, Paris, 1914, p.32-3.

[1616] Voir Φίλιππος Δραγούμης (Filippos Dragoumis), *Ημερολόγιο. Βαλκανικοί πόλεμοι 1912-1913* (Journal intime. Guerres balkaniques 1912-1913), Athènes, Dodoni, 1988, p.103. Sur la destruction de villages musulmans, ailleurs dans les départements en Grèce du Nord de nos jours, voir Ιωάννης Καραβίτης (Ioannis Karavitis), *Ο βαλκανοτουρκικός πόλεμος*, (La guerre balkano-turque), Athènes, 2001, et Λύντια Τρίχα (Lydia Tricha), « Οι Βαλκανικοί πόλεμοι μέσα από προσωπικά ημερολόγια και προσωπικές αλληλογραφίες» (Les guerres balkaniques dans les journaux intiems et les correspondances privées », dans l'ouvrage collectif, *Η Ελλάδα των Βαλκανικών Πολέμων* (la Grèce des Guerres balkaniques), Athènes, Elia, 1993.

[1617] « Une actualité », *Le Courrier cinématographique*, 13 décembre 1912, p.20.

territoriales grecques, publié dans le *Gaulois* du 16 décembre, intitulé 'les populations musulmanes de Macédoine', où il fait l'éloge du traitement réservé à ces communautés de la part des autorités grecques[1618].

Dans le vilayet de Janina, autre région ottomane occupée par l'armée grecque, Guy de Chantepleure écrit en novembre dans ses mémoires, qu'on signale de toutes parts les excès des Albanais[1619]. De son côté, son mari, Etienne Dussap, consul français à Janina, informe son ministère que le bruit se répandait qu'en avril, une bande grecque commandée par le chef crétois Deliyanaki avait tué environ soixante Albanais dans la région d'Aïdonat (Paramythia).

> « Bien que le chef crétois ait été arrêté, le fait était tenu caché par les autorités grecques. Le gouverneur général m'en a parlé aujourd'hui confidentiellement et m'a dit combien le fait malheureusement exact était déplorable. Les autorités semblent vouloir étouffer autant que possible cette affaire par crainte de répercussion »[1620].

Comme le fait remarquer Jacques Ellul, l'acquisition mais également la rétention de l'information confère le pouvoir. Ce dernier est fondé sur l'information non-communiquée, donc non-connue par le grand public[1621].

Suite à l'occupation grecque de Janina en mars, le *Temps* annonce que les représentants de la communauté israélite ont exprimé au diadoque leur joie pour la libération de la ville[1622]. De son côté, Charles Vellay écrit dans l'*Homme libre* que les habitants de Préveza ont accueilli eux aussi les Grecs en libérateurs[1623]. Robert David, député et membre de l'association française philhellène, la *Ligue pour l'hellénisme*, raconte aux lecteurs du

---

[1618] *Archives du Ministère des Affaires étrangères grec*, 1912/86, dossier sur la presse française, N/6, Romanos, Paris, le 17/30 décembre 1912.
[1619] Guy Chantepleure, La ville assiégée …*op.cit.*, p.16.
[1620] *AMAE*, Janina/31, Janina, le 7 mars 1913 et le 11 mai 1913. Sur le front d'Épire et les confrontations entre des bandes d'andartes grecs et de groupes turco-albanais, voir Γιώργος Μαργαρίτης, (Giorgos Margaritis), *Ανεπιθύμητοι συμπατριώτες*, Τσάμηδες-Εβραίοι. Στοιχεία για την καταγραφή των μειονοτήτων της Ελλάδας (Compatriotes indésirables. Tschams-Juifs. Des éléments pour l'étude des minorités de Grèce), Athènes, Vivliorama, 2005, 138-139. Sur les destructions de villages musulmans entre Monastir et Korytsa voir Χριστίνα Πιτούλη-Κίτσου (Christina Pitouli-Kitsou), *Οι ελληνοαλβανικές σχέσεις και το βορειοηπειρωτικό ζήτημα κατά την περίοδο 1907-1914*, (Les relations gréco-albanaises et la question de l'Épire du Nord pendant les années 1907-1914), Athènes, Olkos, 1997, 420.
[1621] Voir Judith Lazar, *L'Opinion publique*, Paris, Sirey, 1995, p.103 et Jacques Ellul, *Le bluff technologique*, Paris, Hachette, 1988.
[1622] « Sentiments de dévotion de la population à la Grèce », *Le Temps*, 11 mars 1913.
[1623] Charles Vellay, « A Preveza », *L'Homme Libre*, 29 mai 1913.

Figaro, son entrée dans la ville de Janina, en compagnie de Jean Leune et de son épouse, « Grecque d'origine »[1624] :

> « Des fenêtres, des portes, des maisons, des terrasses et des toitures, les acclamations, Zita i Hellas, Zita i Gallia ! jaillissent de partout, spontanées comme un bouquet de feu d'artifice. Sur la grande place, devant la résidence du gouvernement, des drapeaux grecs et français (…) le général Danglis et le général Eydoux sont acclamés (…) escorté par cette foule, précédé de drapeaux à travers les rues étroites enserrées entre leurs petites boutiques bariolées, où flottent partout des oriflammes et des pancartes élogieuses pour la Grèce et pour la France, le cortège se rend au consulat de France. »[1625].

Ainsi la perception médiatique de cette occupation militaire se fait à la fois à travers les affinités personnelles de ceux sui prennent la parole dans la presse française et leur expérience de cet événement comme favorable aux intérêts français sur place.

En ce qui concerne l'occupation de l'île de Chios, Gaston Deschamps[1626] affirme dans le *Temps* que la population locale a fait un accueil enthousiaste à l'armée grecque. Pendant la cérémonie religieuse, le métropolite Hieronymos, entouré du clergé, a prononcé un éloquent discours, où il a rappelé les services rendus par la France à la cause de la liberté et a recommandé aux fidèles d'être toujours reconnaissants envers la nation libératrice des opprimés. De son côté, la *Croix*, moins rassurée par ces représentations élogieuses de la France, braque plutôt les projecteurs de l'actualité sur « les pauvres Turcs réfugiés pour la plupart dans les deux écoles françaises »[1627] de l'île du mastic. A propos des exactions commises contre la population musulmane de l'île, la légation française à Athènes informe le ministre Coromilas, que M. de la Boulinière, président du conseil de la Dette Publique Ottomane, a fait connaître au ministre des Affaires étrangères français qu'à Chio, plusieurs agents de l'administration, dont « le caissier de Chio, Nouri Effendi, le tezkérékiatibi, Osman Chemsnddine effendi, le Mémour de Nénita, Eumer effendi et les deux coldjis Ali et Hassan, ont été contre tout droit, faits prisonniers de guerre »[1628]. Quant à Mytilène, selon les mêmes sources diplomatiques, « le Memour de Calonia a été maltraité par des brigands qui d'accord avec les soldats lui ont enlevé les clefs de l'Agence et ont complètement dévalisé cette

[1624] Georges Bourdon, « L'armée bulgare débordée », *Le Figaro*, 24 juillet 1913.
[1625] Robert David, « A travers l'Épire hellénique », *Le Figaro*, 14 mai 1913.
[1626] « L'escadre grecque à Chio », *Le Temps*, 1er juillet 1913.
[1627] « La prise de l'île de Chio par les Grecs », *La Croix*, 4 janvier 1913.
[1628] *Archives du Ministère des Affaires étrangères grec*, 1913/12, dossier sur les accusations au sujet des exactions commises par l'armée grecque, N/5, légation française, Deville à Coromilas, n°3013, Athènes, 25/7 février 1913.

dernière »[1629]. Ces informations ne passent pas pour autant les filtres de la construction/sélection/diffusion des nouvelles dans la presse de mon corpus et la perception de l'occupation miliaire de ces îles demeure surtout dominée dans l'espace médiatique français par les rapports qu'envoie à son journal le philhellène convaincu Gaston Deschamps, un des rares correspondants Français à se rendre sur place.

Par rapport à la perception des occupations militaires pendant la première étape des guerres balkaniques, il y a également deux groupes ethno-linguistiques dont le sort est commenté dans la presse française : les Valaques et les Arméniens, alors que les réactions ou le sort des Roma sont complètement ignorées, à l'exception peut-être d'un cliché publié dans l'*Illustration* qui est censé saisir l'expression face à la caméra de deux enfants tsiganes[1630]. Au sujet du destin réservé aux populations valaques des territoires ottomans occupés par l'armée grecque, le *Petit Journal* annonce que selon des dépêches envoyées depuis Bucarest à la *Neue Freie Presse,* « la surexcitation de l'opinion publique roumaine augmente à mesure qu'arrivent les détails des massacres des Koutzo-valaques de Macédoine par les troupes grecques »[1631]. Ces événements sont contestés suite à la publication d'un télégramme adressé par le maire de Grevena, grand centre de Koutzovalaques[1632], au président du conseil grec. Dans ce télégramme commenté dans le *Gaulois,* journal régulièrement relayant les positions de la propagande grecque pendant ces guerres, le maire de Grevena aurait essayé de prouver l'inanité des informations lancées par différents journaux concernant les exactions de l'armée grecque contre des populations valaques.

Au sujet des Arméniens, Denys Cochin, rappelle au directeur et aux lecteurs du *Temps*, les massacres commis contre les populations arméniennes de l'Empire ottoman à la fin du XIXe siècle sous le régime hamidien et en 1909 à Adana, sous le gouvernement des Jeunes Turcs. Devant les graves événements qui commencent en Orient, Cochin craint que le soulèvement des passions ne serve de prétexte à de nouvelles exactions[1633]. En décembre, le *Radical* relate les menaces proférées par le chef des brigands kurdes Seid-Ali à l'égard des habitants du village arménien d'Ernon, de faire passer leurs propriétés à son nom, sous menace d'un massacre[1634]. En mai, la *Lanterne* publie le contenu d'un mémorandum arménien adressé au

[1629] *Idem.*
[1630] Voir « Enfants tziganes à Elbassan », *L'Illustration,* 19 avril 1913.
[1631] « Les difficultés gréco-roumaines », *Le Petit Journal*, 6 décembre 1912.
[1632] « L'armée grecque et les Koutzovalaques », *Le Gaulois*, 1er décembre 1912.
[1633] Denys Cochin, « Les violences turques en Arménie », *Le Temps*, 5 octobre 1912.
[1634] « Kurdes contre Arméniens », *Le Radical*, 9 décembre 1912.

grand vizir concernant l'insécurité en Arménie et en Cilicie[1635]. Après avoir cité une série de crimes commis récemment dans les vilayets de Van, Diyarbékir, Adana, et Bitlis, il se plaint que les émigrés musulmans soient installés dans les régions habitées par les Arméniens. Il exprime l'appréhension des habitants, redoutant que les soldats qui rentreront prochainement dans leurs foyers, ne veuillent prendre leur revanche des défaites sur les Arméniens. Dans le même esprit, Tigrane Saven, correspondant particulier de *l'Humanité* à Istanbul, commente lui aussi les retombées que les discours des dirigeants balkaniques pourraient avoir sur les populations arméniennes de l'Empire :

> « Les paroles imprudentes et fallacieuses du tsar Ferdinand ont excité les colères des masses musulmanes. Les atrocités commises par les bandes et les réguliers de la coalition balkanique sur les musulmans de la Macédoine et de l'Albanie sont venues accentuer la haine musulmane contre les chrétiens. La presse musulmane de Turquie a fait le reste »[1636].

Préoccupés par cette situation inquiétante, les amis de l'Arménie, lancent une nouvelle publication bi-mensuelle, intitulée *Pour les peuples d'Orient*. Cette revue est dirigée comme on l'apprend dans *l'Humanité* par Francis de Pressensé, Victor Bérard et Jean Longuet[1637].

II.5.7. Les réfugiés

Le spectacle, l'état et le destin des réfugiés[1638], victimes des occupations militaires et des atrocités commises par les belligérants sont eux aussi relatés dans la presse française. A ce sujet, le *Temps* annonce en novembre que des flots de fuyards déferlent sur Salonique : « Les trains venant d'Uskub en ont déversé des milliers depuis quelques jours. Et de tous les points de la campagne, de pauvres gens affolés cherchent un refuge dans la grande ville »[1639]. Dans Andrinople, sous une pluie torrentielle qui convertit les rues en ruisseaux, Gustave Cirilli entend grincer les roues des lourds chariots qui :

> « avancent lentement en longues files, chargés de bardes, de quelques matelas, sur lesquels sont étendus des femmes, des enfants à peine vêtus grelottants sous la pluie battante (…) ce sont les premiers convois de

[1635] « Un mémorandum arménien au grand vizir, concernant l'insécurité en Arménie et en Cilicie », *La Lanterne*, 14 mai 1913.
[1636] Tigrane Saven, « Les Arméniens encore menacés de massacres », *L'Humanité*, 17 mai 1913.
[1637] « Pour l'Arménie », *L'Humanité*, 2 janvier 1913.
[1638] Sur les réfugiés musulmans des guerres balkaniques, voir Nils Lykke, *Les migrations des populations musulmanes balkaniques en Anatolie (1876-1913)*, Istanbul, Isis, 1995 et Justin McCarthy, *Death and exile. The ethnic cleansing of ottoman muslims, 1821-1922*, Princeton, Darwin Press, 1995.
[1639] « Salonique », *Le Temps*, 5 novembre 1912.

> mohadjirs, d'émigrés musulmans, qui fuient devant l'ennemi ou qui sont chassés de leur village, devenu la proie des flammes. »[1640].

Tous les villages entre Tchataldja et Macrikeui ont été évacués, informe ses lecteurs le correspondant du *Figaro* à Constantinople. Des centaines de familles de réfugiés arrivent journellement par le chemin de fer, par les bateaux et par la route. Il compte lui-même sur l'avenue de la Sublime Porte, jusqu'au quai de Sirkedji et dans les rues latérales, plus de deux cent chariots traînés par des buffles et qui transportent quelques effets et des provisions. Il aperçoit « sous les bâches en paillasson recouvrant les chariots, des petits enfants à l'air étonné et des femmes qui allaitaient leurs bébés »[1641]. D'après lui, le spectacle est pitoyable, « mais il est ennobli par l'attitude calme et digne des exilés qui semblent accepter leur fortune sans récrimination »[1642].

Pour Eugène Ucciani du *Petit Journal,* le spectacle du quartier de Galata avec sa population supplémentaire « de nomades accompagnés de leur bétail est un des plus pittoresques que l'on puisse voir »[1643]. Quand Geffryer se rend dans les mosquées d'Istanbul pour le compte de *l'Écho de Paris*, il rencontre des bandes de réfugiés mais partout la quiétude : « l'âme nomade de tout ce peuple reparaît encore là. Pourvu qu'il puisse emmener ses chariots et ses hardes, il est content »[1644]. Devant les longs convois de chariots pataugeant dans la boue, et se dirigeant vers la capitale ottomane, Georges Rémond, se souvient des scènes analogues auxquelles il avait assisté quelques mois auparavant lors de la guerre opposant l'Italie à l'Empire ottoman : « et cela est plus lamentable que ces exodes d'Arabes que je voyais fuir en Tripolitaine devant le bombardement. Ceux-là étaient des gens sans autre foyer que leur tente, sans lieu fixe où ils eussent attaché quelque chose ; ils emportaient tout avec eux et n'abandonnaient rien de leur âme. Mais ceux-ci ne sont point des nomades »[1645]. Des clichés publiés dans le *Journal* ou le *Matin*, montrent l'entassement des réfugiés dans les ports ottomans en vue d'atteindre les territoires asiatiques de l'Empire[1646].

De son côté, Stéphane Lauzanne affirme dans le *Matin* avoir la sensation, en contemplant l'arrivée des réfugiés à Istanbul avec leurs chariots, « d'être reporté mille ans en arrière et

[1640] Gustave Cirilli, *Journal …op.cit.,* p.27-28.
[1641] « L'exode », *Le Figaro*, 12 novembre 1912.
[1642] *Idem.*
[1643] Eugène Ucciani, « Les réfugiés turcs à Galata, de l'un de nos correspondants spéciaux », *Le Petit Journal*, 3 novembre 1912.
[1644] Geffreye, « Constantinople et la guerre », *L'Écho de Paris*, 17 novembre 1912.
[1645] Georges Rémond, « L'exode d'un peuple devant l'envahisseur », *L'Illustration*, 9 novembre 1912.
[1646] « Autour d'Uskub : exode des vaincus vers le Levant (photo Barby) », *Le Journal*, 12 novembre 1912, « Le grand exode des populations turques des Balkans ; réfugiés arrivés au port de Silivri, Mer de Marmara », *Le Journal* 17 novembre 1912, « La fuite, le flot des paysans fuyards emplit les rues des ports turcs », *Le Matin*, 25 novembre 1912.

d'assister à l'exode de quelque peuplade de l'ancienne Gaule. Les Cimbres et les Teutons quand ils se déversèrent jadis sur l'Occident, devaient former un défilé analogue »[1647]. Par ailleurs, il perçoit comme séculaires les attelages qu'il croise. « On les vit venir un jour du fond de l'Asie dans le même tumulte silencieux et lourd. Ils y retournent aujourd'hui ». Même perception dans le cliché de *l'Illustration* où derrière un chariot, se traînant dans les plaines de Thrace, il est présenté comme la séquence d'un exode, d'un «retour vers l'Asie »[1648]. Dans une expression d'une turco-phobie ouvertement affichée, le *Petit Journal* s'apitoie moins sur la misère de ces réfugiés que sur « l'état arriéré dans lequel ils sont demeurés »[1649].

Ce qui devient information et nouvelle dans ces journaux, ce n'est plus le désastre humanitaire, la tragédie humaine, les conditions dramatiques dans lesquelles se déroule ce déplacement. Au contraire, ce qui est mis en avant et présenté comme information, c'est le 'retour' de ces individus expulsés et persécutés à leur supposée terre d'origine. Par ailleurs, l'autre stéréotype qui triomphe d'une perception inhumaine du réfugié, est celui de l'archaïsme constamment associé aux Orientaux, et ici plus précisément au 'Turc'. En revanche, dans l'*Humanité*, cette perception misérabiliste, orientaliste et déterministe de l'exode des sujets ottomans musulmans pendant la Première Guerre balkanique, laisse sa place à une dénonciation[1650] des pratiques d'expulsion mises en place par les alliés[1651].

II.5.8. Perception du traitement des blessés ou des prisonniers

En ce qui concerne la perception du traitement réservé aux blessés et aux prisonniers de la guerre de la part des armées belligérantes, là aussi la diffusion des nouvelles et les représentations des acteurs sont contradictoires. Paul Erio dénonce des atrocités commises par des Bulgares ottomans et trois soldats Bulgares, contre des blessés ottomans[1652]. Aussitôt, les autorités bulgares réagissent-elles, et une dépêche de Sofia protestant contre les récits qui représentent les soldats du tsar Ferdinand comme torturant les blessés et les prisonniers turcs,

[1647] Stephane Lauzanne, « L'exode vers l'Asie », *Le Matin*, 10 novembre 1912.
[1648] « Photo prise près de Tchorlou », *L'Illustration*, 9 novembre 1912.
[1649] Eugène Ucciani, « Les réfugiés turcs à Galata, de l'un de nos correspondants spéciaux », *Le Petit Journal*, 3 décembre 1912.
[1650] Concernant l'importance du registre émotionnel de l'information dans l'étude de la perception médiatique d'un événement, Luc Boltanski distingue trois catégories principales dans le traitement d'informations relatant la souffrance: une démarche de dénonciation qui associe l'indignation à l'accusation ; une démarche de compassion; enfin une démarche mêlant le goût du sublime et celui du pittoresque 'sans indignation ni attendrissement'. Voir Luc Boltanski, *La souffrance à distance : morale humanitaire, médias et politique*, Paris, Métailié, p.91.
[1651] « Des familles turques fuyant devant les troupes bulgares », *L'Humanité*, 9 novembre 1912.
[1652] Paul Erio, « Au quartier général turc », *Le Journal*, 31 octobre 1912.

est publiée dans le *Petit Parisien*[1653]. Aux accusations énoncées contre les soldats bulgares pour des exactions commises vis-à-vis des prisonniers ou des blessés ottomans, Vallier écrit dans *le Matin* qu'aux stations où il s'arrêtait, les dames de la Croix-Rouge, accouraient emmener des vivres, des liqueurs, du thé et des friandises. « Pas une fois, je n'ai vu les Bulgares porter à leur bouche ce qu'on leur tendait avant d'en avoir remis leur part aux Turcs immobilisés au fond du wagon. »[1654]. Par ailleurs, aux ambulances de Stara-Zagora, où étaient soignés de nombreux blessés ottomans, une dame de la Croix-Rouge lui disait qu' « un des plus grands étonnements des blessés turcs est à coup sûr les soins dont nous les entourons. A chaque instant ils nous disent : Qui êtes-vous donc pour être bonnes ainsi ? là-bas chez nous, on nous disait que nous serions massacrés si nous tombions aux mains des Bulgares' »[1655]. La magnificence des soldats bulgares est également mise en scène dans le cliché publié à la Une du *Monde illustré,* en avril. Sur cette photo prise par le correspondant de cette revue, on aperçoit un blessé ottoman se traînant péniblement vers l'hôpital. Mourant, brûlé par la fièvre, il est secouru par un soldat bulgare qui lui apporte à boire[1656]. Autre version idéalisée du traitement réservé par les alliés envers leurs prisonniers, est publiée à la Une de *l'Excelsior* du 2 novembre, où l'on voit un officier bulgare offrant une cigarette à des soldats ottomans[1657] (voir annexe, p.945).

Cette représentation sublimée et idéalisée du soldat bulgare, laisse sa place dans la presse turcophobe et islamophobe à une stigmatisation du soldat 'Turc' censé incarner la définition même de la férocité. Dans une telle approche et perception des acteurs du conflit, le *Petit Journal illustré* affiche à sa Une, la reconstitution sur gravure d'un crime odieux censé s'être déroulé à l'hôpital d'Elassona en Thessalie. Un soldat de l'ambulance grecque était occupé « à mettre un pansement à un soldat turc, lorsque celui-ci sortit un poignard, caché sous l'oreiller et en frappa au dos l'ambulancier »[1658]. Cette illustration sortie tout droit de l'imagination du dessinateur, reproduit deux des représentations les plus communes de la rhétorique et de l'imaginaire turcophobe, à savoir la supposée cruauté omniprésente du 'Turc'

[1653] « Dépêche de Sofia », *Le Petit Parisien*, 31 octobre 1912.
[1654] H.-C. Vallier, « Conversations avec des prisonniers », *Le Matin*, 11 novembre 1912.
[1655] *Idem.*
[1656] « Après le combat », *Le Monde illustré*, 19 avril 1913.
[1657] Voir « La cigarette du vainqueur », *L'Excelsior*, 2 novembre, 1912, « Les ambulanciers serbes transportent un blessé bulgare », *L'Excelsior*, 18 juillet 1913. Par rapport à la mise en scène des 'occupants généreux' Gérard Le Marec, commnte les clichés montrant des soldats allemands en train de distribuer de la nourriture o ues friandises à des enfants pendant la Grande Guerre. voir Gérard Le Marec, *Les photos truquées : un siècle de propagande par l'image*, Paris, Atlas, 1985, p.50.
[1658] « Le crime odieux d'un fanatique : à l'hôpital d'Elassona, un Turc blessé assassine l'infirmier Grec qui le pansait », *Le Petit Journal illustré*, 17 novembre 1912.

et son fanatisme inhérent. Elle renvoie également à d'autres images s'affichant à plusieurs reprises à la Une de ce journal, notamment celles représentant ou censées reconstituer des scènes d'agressions de passagers insouciants par des apaches. Dans une telle association de représentations, à laquelle cette mise en scène visuelle de la nouvelle renvoie les lecteurs, le rôle de l'apache, cette figure légendaire de la société et de l'imaginaire français de la Belle Époque, est attribué au soldat ottoman, tandis que le rôle de sa victime innocente est conféré à l'infirmier grec. Pour sa part, la *Croix* du 6 novembre, publie une dépêche selon laquelle, « des blessés turcs assez valides pour tenir encore une arme, ont tiré sur les docteurs bulgares qui se penchaient vers eux pour les panser »[1659]. De son côté, l'ambassade impériale ottomane à Paris, informe le gouvernement français que selon les résultats d'un rapport du commandant d'Andrinople, à l'issue d'un combat opposant des troupes ottomanes avec une division serbe autour de cette ville, « alors que les ambulanciers du Croissant-Rouge, munis du drapeau, se rendaient sur les lieux pour secourir les blessés serbes, les susdits ambulanciers ottomans ont été accueillis par une vive fusillade de l'ennemi »[1660]. Cette information ne trouve pas d'écho dans la presse française que j'ai étudiée. En revanche, les efforts des propagandes des alliés à présenter leurs soldats comme exemplaires dans le traitement des prisonniers ottomans et surtout les exagérations d'une telle représentation, constitue une source d'inspiration pour les rubriques satyriques. Dans une caricature sexiste, publiée dans le *Journal* en mi-novembre, un soldat Monténégrin introduit dans sa maison le soldat ottoman qu'il vient de faire prisonnier :

> « (-) Soyez ici Ali, comme chez vous, (-) Merci, généreux ennemi. (-) Quel sera cher Ali votre premier désir ? (-) Tu seras bien gentil de m'envoyer ta femme (-) Auparavant dis-moi qu'est ce que tu veux en faire ? (-) Quoi, déjà des restrictions ? (-) Loin de moi, pareille pensée…S'il s'agit cher ami, d'aller chercher vos colis à la gare, de ferrer votre cheval, de dépecer un bœuf pour le prochain repas, ma femme est là, Ali (-) Et s'il s'agissait ….d'autre chose ? (-) dans ce cas, à mon grand regret Ali, je refuserais (-) Le Monténégrin serait-il jaloux ? (-) Non…Mais il est chevaleresque et sa femme est vraiment trop moche pour qu'il ose vous l'offrir ! »[1661].

Pour sa part, la *Revue de la Ligue des droits de l'Homme* publie à la fin du mois de décembre, une photo, communiquée par Sévérine et initialement publiée dans *A.B.C de Genève*, d'un officier turc capturé par les Monténégrins, puis renvoyé à son camp avec le nez, les oreilles et les lèvres coupés[1662]. Ce témoignage visuel du traitement réservé aux prisonniers ottomans, se fait l'écho des souvenirs des frères Tharaud, témoignant des atrocités

[1659] « Traîtrise ottomane », *La Croix*, 6 novembre 1912.
[1660] *AMAE*, Turquie/439, Ambassade impériale ottomane, Paris, le 10 décmebre 1912.
[1661] *Le Journal*, 17 novembre : Jean Bonnot, « Le Monténégrin est chevaleresque ; les Monténégrins traitent bien les prisonniers turcs », *Le Journal*, 17 novembre 1912.
[1662] *Les Droits de l'Homme*, 29 décembre 1912.

qui auraient eu lieu sur les champs de bataille, lors de leur visite à l'hôpital de Scutari. Là-bas, un médecin ottoman les accueille et les accompagne à travers les chambres de l'établissement. Au bout d'un couloir, ils arrivent à un petit réduit où dix blessés se tiennent étendus ou accroupis. Leur visage est barré d'un pansement en forme de croix. « Sur le corps ils ne portent aucune autre blessure : mais tous ils ont le nez et les deux oreilles coupées. Affreux, mais traditionnel. « Toujours le Monténégrin a mesuré la valeur miliaire au nombre des têtes coupées qu'il rapportait de son combat »[1663] leur affirme le médecin ottoman.

Ainsi, la perception par des observateus extérieurs du traitement des prisonniers et blessés de guerre, conformément ou pas aux principes des traités internationaux et des codes déontologiques établis dans le cadre des conventions de la Croix-Rouge, représente-t-il un enjeu majeur dans l'inclusion (ou exclusion) des pays belligérants, en une entité axiologique européenne, bâtie sur le socle d'un ensemble de règles morales en temps de paix mais aussi en temps de guerre. L'adhésion à ces règles, comprenant le respect des droits des populations civiles, et des combattants arrêtés ou blessés, préoccupe de plus en plus des publics-juges extérieurs au conflit, considérant leur société comme remplissant ces critères d' « européanisme » et jugeant l'européanisme des belligérants à l'aune de leur transgression ou conformité vis-à-vis de ces critères.

D'un autre côté, les nouvelles médiatisant des tensions intercommunautaires et des exactions commises par les armées d'occupation contre la population civile dans les régions occupées, remettent en question la narration des guerres balkaniques comme guerres de libération. Cette narration fait naufrage devant le port de Salonique, s'effondre sur les montagnes de Kara-dag, et s'estompe dans la plaine d'Andrinople. Désormais, et surtout après les révélations des exactions contre la population civile des régions occupées, dans une presse libérale, radicale ou socialiste, faisant écho à des correspondances diplomatiques et des voix des représentants des sociétés locales, la nature sélective de cette 'libération' et sa perception comme telle par une partie des populations concernées, sont clairement affichées. Mises à part les nouvelles de provenance propagandiste ou des reportages issus des correspondants de guerre favorables à la cause des alliés balkaniques, la publication de témoignages incriminant les occupants ou illustrant des sentiments partagés envers leur présence au sein des régions occupées, met en évidence qu'une partie de la presse française était bien consciente que le

[1663] Jean et Jérôme Tharaud, La bataille…, *op.cit.*, p.217.

respect du droit des peuples à disposer librement de leur destin politique, n'était pas le souci prioritaire des dirigeants des royaumes balkaniques. Suite à la médiatisation multiple des occupations militaires, une partie du public français prend conscience que ce principe est partiellement appliqué, ne concernant dans la plupart des cas que des individus ou des communautés pratiquant la confession ou la langue dominante et officielle au sein de chaque pays conquérant.

II.6. Perceptions des occupations militaires et des atrocités pendant la Deuxième Guerre balkanique

Pendant la Deuxième Guerre balkanique, la litanie d'accusations et contre-accusations commence à la fin du mois du juin 1913, dès la reprise des combats. L'*Humanité* publie une dépêche de l'agence Havas dans laquelle les Grecs accusent les Bulgares de cruautés[1664].

[1664] « Les Grecs accusent les Bulgares de cruautés », *L'Humanité*, 21 juin 1913.

II.6.1. Avant le 12 juin, perception unilatérale des événements

Le 5 juillet 1913, Charles Vellay, le correspondant de l'*Homme Libre* suivant l'armée serbe, dénonce dans son journal la 'barbarie bulgare'[1665]. L'officier grec Mazarakis, envoie au *Radical,* une nouvelle sur l'incendie de la ville de Kilkich par les Bulgares[1666]. Jenssen télégraphie des dépêches qui lui arrivent de Salonique, au journal *le Temps*, selon lesquelles les Bulgares ont commis des massacres de populations grecques et musulmanes à Nigrita[1667]. Sous l'impulsion du roi Constantin, le journaliste danois, en compagnie du correspondant du *Daily Telegraph*, s'est rendu sur place pour y constater les faits. Guidé par le maire de Nigrita, ils font le tour de la ville et constatent « par enquête sur les lieux mêmes que tout concordait à prouver la véracité du témoignage de Georgios Vlachos. Dans la chambre où lui et ses malheureux compagnons avaient été enfermés, il y avait des débris humains horriblement brûlés. »[1668]. Le *Journal* publie de son côté, des dépêches du ministère de la guerre grec, reçues de l'État-major, signifiant que quand l'armée hellénique est entrée à Nigrita, « elle n'y a trouvé que désolation »[1669]. Le 19 juillet, Jean Leune, le correspondant de *l'Illustration*, chargé de suivre l'armée grecque dans ses opérations, revient sur les massacres de Nigrita, en relevant les nouvelles relatées dans le *Temps* par son confrère danois « qui a pu voir lui-même, à Nigrita, une ville pétrolée, détruite et une partie de la population égorgée et mutilée »[1670].

Le 8 juillet, le *Journal,* publie le télégramme que la légation de Grèce lui a communiqué. On y affirme que selon l'aveu des prisonniers bulgares, quelques heures avant d'abandonner Kilkich, les Bulgares ont mis le feu en divers points du village : « les troupes helléniques parvinrent avec peine à sauver du désastre un certain nombre de maisons, parmi lesquelles l'école et l'orphelinat catholiques et le couvent des sœurs catholiques ». Gustave Michel, de l'église catholique locale, raconte les massacres que les Bulgares ont perpétrés contre les musulmans de la région de Kilkich, durant leurs sept mois d'occupation. « Sur l'ensemble de la population turque, d'un millier d'habitants environ, il n'en restait plus un seul en vie »[1671]. Le lendemain, le *Temps* publie lui aussi le récit du supérieur de la mission catholique française de Kilkich, racontant une série d'excès commis par les comitadjis

[1665] Charles Vellay, «Les Serbes entrent en territoire bulgare », *L'Homme Libre*, 5 juillet 1913.
[1666] « En Macédoine, signé Mazarakis, l'incendie de Kilkich par les Bulgares », *Le Radical*, 5 juillet 1913.
[1667] « Plaintes contre les Bulgares », *Le Temps*, 5 juillet 1913.
[1668] Frantz de Jessen, « Massacres et incendies à Nigrita », *Le Temps*, 11 juillet 1913.
[1669] « Les Grecs accusent les Bulgares de commettre des atrocités », *Le Journal*, 5 juillet 1913.
[1670] Jean Leune, « La guerre contre les Bulgares ; l'état d'esprit à Athènes, à l'ouverture des hostilités », *L'Illustration*, 19 juillet 1913.
[1671] « Les cruautés bulgares », *Le Journal*, 8 juillet 1913.

bulgares aux environs de la ville. Il affirme avoir été, en certaines circonstances, témoin oculaire des massacres perpétrés par ces bandes. D'après ses témoignages, à Kilkich, les musulmans furent massacrés par la population bulgare de la ville et leur mosquée fut détruite. Il avoue en plus, avoir causé lui-même avec quelques comitadjis qui lui ont raconté « avec un cynisme incroyable les massacres qu'ils avaient commis ». Parmi ces comitadjis il y avait, affirme-t-il, des commerçants de Sofia, des étudiants et des professionnels bulgares. Un lauréat es lettres lui raconta « avoir tué de ses propres mains cent quarante chrétiens parce que les comitadjis avaient compris les chrétiens dans leurs cruautés »[1672]. A propos de Kilkich, le *Matin* afirme que ces massacres « soulèvent l'indignation en Turquie »[1673]. Jean Leune de l'*Illustration* décrit cette ville comme un nid de comitadjis, en leur attribuant la responsabilité de l'incendie de la ville[1674]. On retrouve cette désignation de la ville de Kilkich, dans le journal intime d'un soldat grec ayant participé à la guerre gréco-bulgare, publié à Athènes en 1913 et dans lequel il écrivait que : « le repaire des brigands, le centre des comitadjis, le cœur des cannibales, la patrie de Daneff, disparut »[1675].

Le 9 juillet, des protestations grecques au sujet d'exactions bulgares contre des notables de Cavalla et de Serrès, sont publiées dans le *Journal*[1676]. A côté de ces accusations, le *Petit Parisien* publie une note de la légation de Grèce, ayant reçu de son gouvernement l'instruction de protester auprès des représentants de la République française contre la violation des lois internationales de la guerre, dont les autorités et les troupes bulgares se rendent coupables sur les prisonniers de guerre ainsi que sur les populations sans défense à Bogdantza, Nigrita, ou Doïran[1677]. De son côté, *le Matin* annonce de source grecque, l'arrivée à Salonique de « trois mille nouveaux réfugiés grecs et turcs »[1678], survivants d'une

[1672] « Massacres à Kilkich et dans la région ; récit d'un Français », *Le Temps*, 10 juillet 1913.
[1673] « Les massacres de Kilkich soulèvent l'indignation en Turquie », *Le Matin*, 10 juillet 1913.
[1674] Jean Leune, *L'Illustration*, 26 juillet 1913.
[1675] « Η φωλεά των ληστών, το κέντρον των κομιτατζήδων, η καρδιά των κανιβάλων, η πατρίς του Δάνεφ, το Κιλκίς εξέλιπεν » dans Ανώνυμου (Anonyme), *Ημερολόγιον του Ελληνοβουλγαρικού Πολέμου*, (Journal de la guerre gréco-bulgare), Athènes, 1913, p.9 et Αλέξανδρος Μαζαράκης-Αινιάν (Alexandros Mazarakis-Ainian), *Απομνημονεύματα*, (Mémoires), Athènes, 1948, p.139. Le rapport Carnegie énumère 149 villages dans leur écrasante majorité des villages slavophones exarchistes ou mixtes (dont 11 musulmans, 3 valaques) incendiés. Voir Rapport Carnegie…*op.cit*., p.322-4. Pendant la deuxième guerre balkanique, l'image 'cannibalistique' du Bulgarophage, référence à l'empereur byzantin Basile II surnommé le Bulgarochtone, a été largement diffusée dans l'espace médiatique grec afin de galvaniser le sentiment antibulgare et d'inciter les soldats grecs à une campagne d'extermination impitoyable des Bulgares. Voir l'affiche « Le Bulgarophage » de Christidis avec l'evzone qui dévore vivant un soldat bulgare tandis que sur une autre affiche des soldats grecs crèvent les yeux de leurs camarades bulgares, dans le rapport de la Dotation Carnegie, image, 12 et 13. Voir aussi Αριστείδης Κυριακού (Aristidis Kyriakou), *Οι βουλγαροκτόνοι ανά τους αιώνας*, (Les Bulgarochtones à travers les siècles), Athènes, 1913.
[1676] « Protestations grecques contre les cruautés bulgares », *Le Journal*, 9 juillet 1913.
[1677] « Une protestation hellène », *Le Petit Parisien*, 9 juillet 1913.
[1678] « Les excès des Bulgares terrorisent les populations », *Le Matin*, 9 juillet 1913.

population des quinze villages détruits « dans la région de Gjevgeli »[1679]. Ce jour là, Pierre Loti écrit à Juliette Adam qu'il attendait, pour reprendre une place dans la vie de la jeune femme, que « les atroces Balkaniques » lui aient donné raison. « Ils le font en ce moment avec tout l'éclat que je prévoyais. Félonie, perversité, incendie, massacre, rien ne manque au tableau. Donc, vous conviendrez bien que vous étiez injuste, abusée, illusionnée par des rêves trop généreux »[1680]. Cela nous montre à quel point les informations relatées sont censées influencer ou considérées comme susceptibles d'influencer, renforcer, conforter ou au contraire modifier, les réactions des contemporains à l'égard des acteurs du conflit.

Le 10 juillet, le *Journal* annonce que « le patriarche grec a remis un mémoire à la Porte pour dénoncer les cruautés commises par les Bulgares contre les Grecs habitant la partie de la Thrace reconnue à la Turquie, par le traité de Londres »[1681]. Pour sa part, le *Radical* informe ses lecteurs que les métropolites bulgares de Monastir, Okhrida, Vikar et Perlepe, sont arrivés à la capitale ottomane pour se plaindre auprès de la Porte des violences commises contre leurs ouailles par l'armée serbe[1682]. Devant ces révélations de massacres perpétrés par des soldats chrétiens, Victor Snell se rappelle dans l'*Humanité*, la manière dont furent repoussées les critiques publiées dans ce journal, contre les pratiques des armées des Alliés pendant la campagne d'automne 1912. Qualifiées de calomnies et d'inventions perfides, ou attribuées aux affinités turcophiles de Pierre Loti, ces accusations ressurgissent. « De source officielle, contrôlée, indiscutable nous apprenons que les Bulgares (c'est dans *le Temps* du 8) crèvent les yeux des soldats blessés et qu'ils ont incendié au pétrole les villages qu'ils étaient contraints d'évacuer »[1683]. Jean Jaurès de son côté, affirme que « les Bulgares n'ont pas une bonne presse. (…) Nos patriotes affectaient d'ignorer les 'atrocités bulgares' quand les Turcs en pâtissaient. Maintenant ils dénoncent les violences sauvages commises par les Bulgares contre les Grecs »[1684]. Le 14 juillet, *le Temps* consacre une colonne au télégramme du roi Constantin confirmant les massacres bulgares[1685].

[1679] De son côté, l'officier grec, Leonidas Paraskevopoulos informe son épouse sur la violence des opérations et des occupations. Voir Leonidas Paraskevopoulos, *…op.cit.,* p.372 et p.376. Sur la destruction de villages de Kilkis incendiés par l'armée grecque et les andartes, voir aussi Anastasia Karakasidou, *Fields of wheat, hills of blood*, Chicago, The University of Chicago Press, 1997, p.129-30.
[1680] Voir *Lettres de Pierre Loti à Mme Juliette Adam*, Paris, 1924, 9 juillet 1913, p.217.
[1681] « Les atrocités bulgares », *Le Journal*, 10 juillet 1913.
[1682] « Les atrocités serbes », *Le Radical*, 14 juillet 1913. Cette nouvelle est aussi publiée dans la *Croix* du 15 juillet 1913.
[1683] Victor Snell, « La Croix Rouge », *L'Humanité*, 10 juillet 1913.
[1684] Jean Jaurès, « Un exemple », *L'Humanité*, 13 juillet 1913.
[1685] « Un télégramme du roi Constantin, confirmant les massacres bulgares », *Le Temps*, 14 juillet 1913.

II.6.2. Après le 12 juin, les narrations concurrentes

Au contraire, les lecteurs de l'*Humanité* du 12 juillet, peuvent lire, un télégramme de Sofia, signé des principaux représentants du peuple bulgare, où ils dénoncent auprès de Francis de Pressensé, l'attentat des Grecs à Salonique, « surprenant, bombardant, fusillant, emprisonnant, un petit corps bulgare laissé à titre de garnison avec l'expresse autorisation du gouvernement hellène »[1686]. Cette protestation bulgare face à un acte de vandalisme commis par le gouvernement grec à Salonique, est également publiée dans le *Figaro*[1687]. Ses signataires[1688] déclarent tous vouloir communiquer leur indignation à l'opinion publique française. A propos de cet incident, le consul français informe le 5 juillet Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères, en lui envoyant deux lettres dans lesquelles le docteur Dreyfus, citoyen français, ancien interne des hôpitaux de Paris, chirurgien en chef des hôpitaux municipaux, Hirsch et du Croissant-Rouge, à Salonique, juge utile de lui donner des explications sur la manière dont la réquisition de l'Hôpital du Croissant-Rouge, dont il avait la charge, après le départ de tous les médecins musulmans, a été opérée. Le docteur Dreyfus, ayant constaté le 30 juin, à trois heures de l'après midi, l'arrestation des soldats bulgares par les Grecs, a aussitôt voulu se rendre à l'Hôpital du Croissant-Rouge où se trouvait une garde bulgare, et des malades qui lui avaient été confiés par les médecins militaires bulgares. Arrêté au *caracol* de la Fontaine Hamidié, il s'est vu interdit de se rendre à l'hôpital. Cependant, le lendemain matin il a pu s'y rendre pour constater que deux malades avaient été tués et que l'hôpital était criblé de balles. Lors de l'entrée des vainqueurs, le personnel, à l'exception de trois de ses membres, s'est réfugié dans l'église voisine. Les Grecs se sont précipités dans l'hôpital où aux dires des témoins, ils se sont emparés de tout ce qu'ils ont pu. Une des infirmières se plaint d'avoir été dépouillée de 25 livres turques, toute sa fortune. Un gendarme crétois serait le coupable : « je dois dire que le lendemain le commandant Mazarakis ayant interrogé cette femme musulmane et ayant appris qu'elle était née à Varna, a absolument refusé de la croire »[1689]. À la fin du mois d'août, l'*Humanité* revient sur la nature du régime

[1686] Francis de Pressensé, « Le mot de l'énigme », *L'Humanité*, 12 juillet 1913.
[1687] « Une protestation bulgare », *Le Figaro*, 12 juillet 1913.
[1688] Il s'agit du métropolitain Vassili, le président de la Sainte Synode de l'église bulgare, Parthényi, métropolitain de Sofia, Zgoureff, vice-président du Sobranié, Alexandre Malinoff, ancien président du Conseil, les anciens ministres, docteur N. Ghenadieff, D. Toutcheff, Théodoroff, Natchovitch, le docteur Kiroff, recteur de l'Université de Sofia, le docteur L. Miletich, vice-président de l'Académie des sciences, D. Guéchoff, maire de Sofia, le docteur Ehrenpreiss, grand rabbin de Bulgarie, Grosseff, président de la Chambre du commerce de Sofia, Vassoff, homme de lettres, les députés, Vlaykoff et Strachimiroff.
[1689] *AMAE*, Turquie/439, dossier sur la Croix-Rouge, Salonique, 5 juillet 1913, le consul de France à M. Pichon, AE, n°142 et Salonique, le 4 juillet 1913, par le Dr Dreyfus au consul.

grec, à Salonique, pour communiquer à ses lecteurs l'arrestation arbitraire et l'expulsion de sa ville natale de Dimitar Vlakoff, l'ancien élu socialiste au sein de l'assemblée ottomane[1690].

De son côté, le *Journal* publie le 14 juillet, des nouvelles de ses correspondants à Athènes et à Belgrade accusant les Bulgares des atrocités commises aux environs de la ville de Serrès et pendant leur marche vers Kniaezvatz[1691]. Henry Barby, suivant l'armée serbe en juillet 1913, fustige les cruautés bulgares sur le territoire serbe comme en Macédoine[1692]. Quelques jours plus tard, René Lebaut, avoue dans le *Petit Journal* qu'il a beau avoir constaté plusieurs fois dans sa vie les effets du pillage,

> « à Bakou mis à feu par les Tartares, à Casablanca pillée par les Arabes, c'étaient là besognes de sauvages. Ce que je viens de voir à Kniagevatz, est très supérieur, c'est vraiment besogne de civilisés. C'est du pillage méthodique, systématique, psychologique si j'ose ainsi dire. Il semble qu'il relève de la théorie militaire Foin des Allemands, qui en 1870, s'encombraient stupidement de nos pendules »[1693].

Quant aux auteurs de cette dévastation, il ajoute que d'après les premières nouvelles annonçant ces horreurs, on avait cru qu'elles avaient été commises par des comitadjis bulgares. « Malheureusement pour l'honneur des armées bulgares (…) ce sont les 65^{e} et 66^{e} régiment d'infanterie que la justice et l'histoire font un devoir au journaliste de mettre au pilori des armées et de la civilisation »[1694]. Dans une telle perception des atrocités commises par les belligérants, il y a d'une part, la stigmatisation indirecte de la 'barbarie allemande' dans un journal nationaliste et germanophobe. D'autre part, on assiste à une distinction des atrocités entre celles commises par des acteurs considérés comme des sauvages et d'autres perpétrées par des 'civilisés'. Il s'agit d'une remise en question du sens même du terme 'civilisé', démarche critique reprise par Sigmund Freud dans son essai sur le malaise de la civilisation au lendemain des ravages de la Grande Guerre, menée entre des pays qui s'auto-définissaient comme civilisés.

Le 12 juillet, la *Croix* publie une nouvelle au sujet de l'assassinat d'un évêque grec par les Bulgares à Doïran[1695]. Les massacres de prêtres, de femmes, d'enfants, ont indigné la

[1690] Jean Longuet, « Le régime grec à Salonique », *L'Humanité*, 30 août 1913.
[1691] « Serbes et Grecs en appellent à l'Europe des atrocités commises par les Bulgares », *Le Journal*, 14 juillet 1913.
[1692] Henry Barby, « Les cruautés bulgares », *Le Journal*, 12 juillet 1913.
[1693] René Lebaut, « Les atrocités bulgares », *Le Petit Journal*, 22 juillet 1913.
[1694] *Idem.*
[1695] « Assassinat d'un évêque grec par les Bulgares », *La Croix*, 12 juillet 1913.

population, ajoute le correspondant du *Journal* dans la capitale grecque. En même temps, le *Journal* et le *Petit Journal* du 14 juillet[1696] annoncent, que le conseil des ministres de Bulgarie a adressé un message à toutes les légations bulgares à l'étranger, pour les charger de télégraphier en clair, au conseil des ministres, toutes les accusations contre les atrocités attribuées à la Bulgarie et cela, afin de procéder à des enquêtes immédiates. Le jour de la fête nationale française, le *Figaro* rapporte les accusations réciproques des deux camps. Selon les dires grecs, des nouvelles, arrivant des régions occupées par les troupes bulgares, chassées par les armées grecques, dévoilent les atrocités commises par les Bulgares depuis l'occupation de ces territoires. A titre documentaire, la source grecque de ces informations télégraphie quelques exemples typiques :

> « Après la bataille de Cohtourino, les troupes bulgares battues, fuyant vers le nord, passèrent par la ville de Stroumnitza, de quinze mille habitants, dont sept mille Grecs et le reste musulmans, Serbes et Bulgares, ils pillèrent les magasins, les maisons particulières, emportant des bijoux et de la monnaie d'or, ils tuèrent les enfants, les femmes et les vieillards musulmans et chrétiens. »[1697].

Il complète cette liste d'exactions par les notes du capitaine Trapmann, correspondant du *Daily Telegraph*, et de Frantz de Jenssen, envoyé du *Morning Post*, prises sur place à Nigrita. A côté de ces nouvelles, provenant de sources grecques ou proches de la propagande hellénique, le *Figaro* publie aussi les répliques bulgares, qui affirment que contrairement aux informations de source grecque et serbe, concernant de prétendus excès commis par les troupes bulgares sur la population grecque :

> « Ce sont les troupes serbes et grecques qui se livrent aux excès les plus inqualifiables sur l'élément bulgare dans les zones occupées par elles. Ainsi, tandis que la population entière de la Thrace et du littoral égéen jouit sauf de rares exceptions, de toutes les libertés scolaires et religieuses (leurs chefs religieux et les consuls étrangers peuvent le certifier) la population bulgare est exposée à un régime de terreur de la part des Serbes et des Grecs qui molestent, emprisonnent et déportent tous les Bulgares (…) plus de deux cents familles bulgares de la ville de Koukoutch sont arrivées déjà à Sofia, dans un lamentable état. (…) »[1698].

La bataille informationnelle concernant l'incendie de la ville ottomane de Serrès, devient le prochain terrain d'opposition entre les propagandes bulgare et grecque. Le 13 juillet, plusieurs journaux français dont le *Radical* et le *Temps*, publient le télégramme du roi

[1696] « Le roi Ferdinand veut une enquête sur les atrocités attribuées aux troupes bulgares », *Le Petit Journal*, 14 juillet 1913.
[1697] « Accusations réciproques ; les dires grecs », *Le Figaro*, 14 juillet 1913.
[1698] *Idem.*

de Grèce sur les atrocités bulgares dans la ville de Serrès[1699]. De son côté, la *Bataille syndicaliste*, bien qu'elle hésite à « accepter absolument tous les faits rapportés de source grecque »[1700], publie elle aussi cette annonce. Dans le *Journal*, on révèle que le commandant grec Paris, de la 7e division, télégraphie à son quartier général « que la ville de Serrès a été incendiée toute entière, à l'exception des quartiers musulman et juif. Le bazar est complètement détruit. Des femmes, des enfants en grand nombre, ont été trouvées assassinées ou brûlées dans les maisons »[1701]. A ce sujet, le *Temps*, publie le 15 juillet, une nouvelle selon laquelle des consulats étrangers y ont été incendiés[1702]. Une version grecque de l'occupation de la ville de Serrès est publiée dans *le Figaro*. Selon cette source :

> « (…) le vendredi 4, les Bulgares abandonnèrent précipitamment et en grand désordre la ville, et les habitants organisèrent une milice locale pour maintenir l'ordre. Le mardi suivant, un détachement bulgare ayant essayé de pénétrer de nouveau dans la ville, la milice s'y opposa et réussit à repousser les agresseurs. Jeudi soir, les troupes régulières bulgares, avec quatre canons, prirent position sur les hauteurs entourant la ville et le lendemain matin ouvrirent le feu. Pendant que la ville était bombardée, des soldats et des comitadjis, commandés par des officiers, et accompagnés du secrétaire de la préfecture et du fameux Yankoff, firent irruption dans Sérès et placèrent dans les maisons du pétrole et d'autres matières inflammables. D'autre part, des bandes de soldats et comitadjis commencèrent un pillage en règle des magasins et maisons qu'ils incendiaient après avoir fait main basse sur tous les objets transportables et détruisant le reste. »[1703].

En revanche, la version bulgare de l'enchaînement des faits qui engendrèrent l'incendie de la ville ottomane de Serrès apparaît dans le *Radical*[1704] et le *Petit Journal*[1705] du même jour. Cette narration des événements est diamétralement opposée à la version grecque :

> « (…) le 11 juillet, un détachement bulgare envoyé en reconnaissance du côté de Serrès, rencontra un corps d'Antartes, fort d'un millier d'hommes, lesquels après un combat, se retirèrent, partie dans la ville et partie sur la crête d'une montagne voisine. Lorsque les Bulgares parvinrent aux abords de Sérès, les grecs, cachés dans les maisons, tirèrent sur eux. Une fusillade acharnée s'engagea. Les Bulgares, ayant commencé un mouvement tournant autour de la ville, les Antartes dans l'impuissance de continuer la lutte, décidèrent de se retirer, mais avant leur retraite, ils mirent le feu aux dépôts

[1699] « L'incendie de Serrès : Athènes ; accusations des Bulgares », *Le Radical*, 13 juillet 1913, « Les Grecs à Serrès et à Demir-Hissar, massacres bulgares », *Le Temps*, 13 juillet, « Un télégramme du roi de Grèce sur les atrocités bulgares », *Le Matin*, 13 juillet 1913, « Cruautés bulgares », *Le Petit Journal*, 13 juillet 1913.
[1700] « Atrocités bulgares par Harmel », *La Bataille syndicaliste*, 13 juillet 1913.
[1701] « Le Roi Constantin signale les atrocités bulgares ; Serrès pillé et incendié ; Athènes, le 12 juillet », *Le Journal*, 13 juillet 1913.
[1702] « Le sac de Serès ; consulats étrangers incendiés », *Le Temps*, 15 juillet 1913.
[1703] Valsamachi, « Le pillage et l'incendie de Sérès », *Le Figaro*, 15 juillet 1913.
[1704] « L'incendie de Sérès ; Sofia, 14 juillet », *Le Radical*, 15 juillet 1913.

[1705] Le Petit Journal, 15 juillet, (ça et là une explication bulgare) (Sofia, 14 juillet)

> de vivres, et de munitions laissés par les Bulgares. Les efforts des bulgares pour maîtriser le feu restèrent sans résultat. La ville entière fut bientôt en flammes. Un fort vent soufflait. Le quartier bulgare brûla bientôt, puis les quartiers grec et turc. Les Antartes profitant de ce que les soldats bulgares étaient occupés à circonscrire l'incendie se jetèrent, sur la population bulgare et turque qui était sans armes, et massacrèrent plus de 500 Bulgares.»[1706]

Cette accusation des *antartes* grecs est également reprise dans l'essai *Pro Bulgaria* de Louis Eyer, publié en automne 1913. L'écrivain bulgarophile, relate le récit du docteur russe Klugmann, médecin à l'hôpital de Serrès. Selon lui, quand les Grecs entrèrent dans la ville, accompagnés d'un grand nombre d'*andartes*, ils se mirent à arrêter les Bulgares à leurs domiciles et les amener à la métropolie grecque. « Ici, en présence du métropolite lui-même, s'effectuait la séparation des Bulgares en groupes dont le sort se décidait en quelques instants ; seraient-ils massacrés, emprisonnés ou déportés ? »[1707]. En plus, il accuse les Grecs, d'avoir volontairement et avec dole, incendié les « quartiers grec et celui nommé européen », afin de pouvoir incriminer par la suite les Bulgares.

> « Après avoir prévenu les Grecs de quitter préalablement leurs domiciles, on alluma tous les quartiers grecs, en évitant de toucher aux maisons des Turcs (car avant la prise de la ville par les Grecs, les Turcs étaient dans les meilleures relations avec les Bulgares et dans ce cas il y aurait eu présomption ; les Bulgares ont, par conséquent, incendié les maisons des Grecs et ménagé celles des Turcs) 'en même temps qu'à d'autres édifices, le feu prit à l'hôpital grec dans lequel brûlèrent des soldats grecs grièvement blessés. Ce fait fut exploité par le roi Constantin dans les télégrammes qu'il expédia aux journaux anglais. »[1708].

L'ambassadeur français à Sofia, informe également son ministre des témoignages des citoyens paisibles de Serrès, victimes des atrocités grecques et sauvés par miracle[1709]. Dans le *Journal* du 16 juillet, le rabbin de Serrès télégraphie au grand rabbin de Salonique que « les Bulgares ont réduit en cendres 170 maisons d'israélites, leur école et leur synagogue »[1710]. René Puaux de son côté, relate dans le *Temps*, sans dévoiler la source de son information, que les magasins juifs ont été épargnés et que des témoins affirment « qu'il y a eu accord entre les juifs et les Bulgares »[1711]. Cette rumeur, s'inscrit dans une rhétorique antisémite, mobilisant le mythe du complot juif ou réactivant la représentation du Juif comme comploteur. Elle est

[1706] *Idem*.
[1707] Louis Eyer, *Pro Bulgaria*… , Vevey, 1913, p.54
[1708] *Ibid*. p.55.
[1709] *AMAE*, Turquie/479, Panafieu à MAE, n°141, Sofia, le 26 juillet 1913, au sujet des excès des troupes grecques, serbes, roumaines ; nouvelle série de lettres écrites à Mehomia, Nevrocope, et d'autres localités du Razlog, par des soldats grecs du 19e régiment, VIIe division, dont le courrier a été intercepté le 14/27 juillet 1913.
[1710] « Le chapitre des atrocités bulgares », *Le Journal*, 16 juillet 1913.
[1711] René Puaux, « Les horreurs de la guerre », *Le Temps*, 21 juillet 1913.

démentie le lendemain dans le même journal, qui publie le télégramme que Joseph Foraggi, président de la communauté israélite de Serrès, avait envoyé à l'Alliance Israélite Universelle[1712]. Le *Temps* du 17 juillet relate les informations qui lui parviennent depuis le bureau de la presse grec à Salonique, au sujet des sentiments de reconnaissance de la communauté musulmane à l'égard des autorités grecques. D'après ces nouvelles, les signes d'une telle entente étaient visibles à l'occasion d'une cérémonie organisée « dans la mosquée Eski-djami précédemment transformée par les Bulgares en église et rendue par les Hellènes, dès leur entrée en ville, au culte mahométan »[1713]. Le *Matin* du 21 juillet revient sur les exactions commises dans cette ville ottomane, en publiant une dépêche de l'agence Havas, qui annonce un meeting de protestation réunissant « des Grecs, des musulmans, des israélites contre les excès commis par les Bulgares »[1714].

Deux jours plus tard, le *Figaro* publie le texte officiel du télégramme adressé par le consul d'Autriche-Hongrie à Salonique à son ministre des Affaires étrangères à Vienne. Celui-ci s'est rendu en automobile à Serrès, accompagné de son collègue d'Italie. Ils avouent ne plus reconnaître cette ville, qui fut jadis riche et florissante, aujourd'hui réduite en grande partie en amas de cendres fumants. Leur témoignage en impute la responsabilité aux Bulgares.

> « Ils bombardèrent la ville sans défense avec quatre canons, pillèrent et incendièrent les plus beaux quartiers de la ville de fond en comble, ainsi que notre consulat et plusieurs maisons appartenant à des sujets autrichiens. Les dégâts sont évalués à environ 45 millions de francs. 50 notables ont été massacrés parmi lesquels le sujet hongrois Albert Biro. Plusieurs personnes ont péri dans les flammes. Cinq de nouveaux dépôts de tabac de la maison autrichienne Herzog et Cie ont été détruits… il est indispensable qu'on envoie des secours pour nos ressortissants qui appartenaient aux familles israélites les plus riches »[1715].

Par ailleurs, ils signalent qu'à Doxato, plusieurs centaines de femmes et de jeunes filles ont été massacrées par les Bulgares et qu'à Demi-Hissar, 140 personnes furent également massacrées. Le *Journal* relate une source grecque selon laquelle les Bulgares auraient pris des otages dans la ville de Cavalla[1716]. Le *Radical*, publie au contraire, les accusations du maire de Drama à l'égard des troupes et des *antartes* grecs qui après avoir occupé Pravie, « ont massacré toute la population bulgare et turque »[1717].

[1712] « Les Israélites de Serès », *Le Temps*, 22 juillet 1913.
[1713] « Actions de grâces des musulmans de Serès ; le bureau de la presse nous télégraphie de Salonique », *Le Temps*, 17 juillet 1913.
[1714] « La population de Serès proteste contre les excès bulgares », *Le Matin*, 21 juillet 1913.
[1715] « Les atrocités ; un témoin », *Le Figaro*, 23 juillet 1913.
[1716] « Le chapitre des atrocités bulgares », *Le Journal*, 16 juillet 1913.
[1717] « Massacres grecs », *Le Radical*, 15 juillet 1913.

Le prochain épisode dans le feuilleton de la médiatisation française des atrocités balkaniques, est la visite des consuls français et russe à l'hôpital d'Usküb-Skopje pour constater « de leurs propres yeux, les actes de barbarie commis par les Bulgares sur les soldats serbes blessés à la bataille de la Bregalnitza et à Sletovo et tombés ensuite entre les mains des Bulgares »[1718]. Le télégramme communiqué par la légation de Serbie à Paris, est publié dans le *Matin*, le *Petit Journal*[1719] ou encore le *Journal*[1720].

La destruction de la ville de Doxato fait la Une de plusieurs journaux entre le 16 et le 18 juillet. Le *Matin* publie le contenu d'un télégramme du quartier général grec qu'avait reçu la légation hellénique. D'après cette source, « le nombre des victimes des massacres bulgares à Doxato s'élève à 2 500 »[1721]. Le *Temps* du 18 juillet, relate lui aussi les massacres perpétrés dans cette ville[1722]. Dans *le Journal*, on lit que « le village grec si florissant de Doxato a été incendié par l'armée bulgare »[1723]. Le *Figaro* annonce que la ville de Doxato a été complètement ravagée par les Bulgares. « Sur une population de 3000 habitants, 2500 furent massacrés. Les consuls des grandes puissances furent invités par le Roi à se rendre sur place pour voir la sauvagerie des Bulgares. »[1724]. De son côté, le *Petit Journal* relate les déclarations du capitaine Cartale de la mission navale anglaise, qui affirme avoir compté à Doxato, « 1700 cadavres de vieillards, de femmes et d'enfants, victimes des Bulgares »[1725].
Quelques jours auparavant, le *Journal* relatait le martyr d'un officier serbe : «on mande de Demir-Hissar que le colonel Passitch a informé le quartier général grec que les officiers serbes ont rencontré, à quelques kilomètres de Padonietza, un sous-lieutenant de cavalerie serbe ayant les yeux crevés, le nez et les oreilles coupés. »[1726]. Pour sa part, le *Matin* du 17 juillet, publie un télégramme qui lui a été communiqué par la légation de Bulgarie, dans lequel le gouvernement bulgare annonce que des artilleurs grecs avaient tiré sur le lazaret de l'hôpital bulgare près de la gare de Demi-Hissar, sans tenir compte des drapeaux de la Croix-Rouge arborés sur le bâtiment[1727]. Trois jours plus tard, le *Petit Journal* publie lui aussi cette nouvelle, alors que dans le même télégramme envoyé depuis Sofia, on apprend que les troupes grecques ont incendié la ville de Koukouch et « n'ont respecté ni les habitants ni

[1718] « Horribles détails sur les atrocités bulgares », *Le Matin*, 16 juillet 1913.
[1719] « Les excès bulgares », *Le Petit Journal*, 16 juillet 1913.
[1720] « Le chapitre des atrocités bulgares », *Le Journal*, 16 juillet 1913.
[1721] « Une ville de Macédoine anéantie par les Bulgares », *Le Matin*, 17 juillet 1913.
[1722] « Les atrocités bulgares, déclarations du roi de Grèce ; les massacres de Doxato », *Le Temps*, 18 juillet 1913.
[1723] *Idem*. Voir aussi le *Journal* 17 juillet 1913, « Un effroyable massacre à Doxato ».
[1724] *Le Figaro*, 17 juillet 1913.
[1725] « Les excès bulgares », *Le Petit Journal*, 25 juillet 1913.
[1726] « Le martyr d'un officier serbe », *Le Journal*, 17 juillet 1913.
[1727] « Les Bulgares reprochent aux Grecs de tirer sur les hôpitaux », *Le Matin*, 17 juillet 1913.

l'église catholique, sur laquelle avait été hissé le drapeau français »[1728]. En revanche, le *Matin* relate le contenu d'un télégramme, qu'il reçoit du gouvernement grec et qui accuse l'armée bulgare de cruautés contre la population civile de la ville de Demir-Hissar : « femmes et jeunes filles violées, vieillards frappés à coup de baïonnette, l'un enterré vif »[1729]. Le correspondant de guerre du *Figaro,* Georges Bourdon, philhellène convaincu, se rend sur place et son journal publie son témoignage au début du mois d'août. Traversant les rues de cette ville naguère prospère et vivante, il n'y rencontre que silence et deuil. Paraphrasant Victor Hugo, qui s'était révolté contre les massacres commis par l'armée ottomane contre les révoltés du mois d'avril 1876, il affirme que « les Bulgares sont passés par là. Les sabres, les baïonnettes et les couteaux s'en donnèrent furieusement et c'est cette fois que Demir-Hissar connut la vérité de son vieux nom turc : la forteresse de fer »[1730].

Pour sa part, le correspondant du *Temps* à Salonique, envoie à ce journal le 17 juillet, un mémoire de musulmans du kaza de Doïran, dans lequel ils relatent les cruautés et férocités commises par les Bulgares dans leur région[1731] : « Tout d'abord ils transformèrent en église la meilleure de nos mosquées et en ont démoli le minaret. (après meurtres, pillage, viols) ils ont converti de force les musulmans des villages Guirian-Bala, et Guirian-Zir, ainsi que d'autres musulmans et on les a fait baptiser par des prêtres venus de Sofia. Le gouvernement hellénique est venu et nous a rendu la vie »[1732]. Ce témoignage signé par le mufti Ahmed Faik aurait également été certifié par les prêtres bulgares, Telatinoff, Nacoff et Yanoff, qui assurent l'avoir approuvé de leur propre gré et sans y avoir été forcés.

Cette précision est à la fois révélatrice d'une ambiance de méfiance à l'égard des témoignages issus des représentants des différentes communautés en temps d'occupation militaire. Elle en dit également long sur les pressions auxquelles ces représentants auraient pu être soumis de la part des occupants afin de renforcer par leurs attestations les narrations de leur propagande.

La bataille médiatique autour des atrocités, se poursuit le 17 juillet et le *Petit Journal* annonce que Chassaigne-Guyon, président du conseil municipal de Paris avait reçu du maire d'Athènes un télégramme dénonçant les excès bulgares et priant le peuple français de

[1728] « Les horreurs de la guerre, protestation du patriarcat remise aux ambassadeurs », *Le Petit Journal*, 19 juillet 1913.
[1729] « Les excès bulgares », *Le Matin*, 18 juillet 1913.
[1730] Georges Bourdon, « La croisade grecque », *Le Figaro*, 4 août 1913.
[1731] « Un mémoire musulman authentiqué par des Bulgares », *Le Temps*, 17 juillet 1913.
[1732] *Idem.*

s'associer à son indignation[1733]. Le lendemain, le *Figaro* informe ses lecteurs qu'à la suite d'une démarche du gouvernement grec signalant les massacres imputés à l'armée bulgare et en raison du rôle de protecteur des sujets helléniques qu'il a assumé dans les régions en état de guerre, le gouvernement français a prescrit à M. du Halgouët, premier secrétaire de la légation de France à Athènes et à un officier de la mission militaire, de se rendre d'urgence à Serrès, Demir-Hissar et Cavalla pour y procéder à une enquête sur les faits qui ont été signalés[1734]. Dans le *Petit Parisien* et le *Matin* du 29 juillet[1735], on peut trouver les conclusions de l'enquête française sur les massacres et les pillages commis à Serrès, à Doxato et à Demir-Hissar. Les résultats de cette mission, dirigée par M. du Halgoüet, et le colonel Lepidi, attaché militaire français, concordent avec ceux des enquêtes menées par les consuls d'Italie et d'Autriche-Hongrie. Ils affirment que la destruction de Serrès et de Doxato « a été exécutée d'après le même plan et avec une préméditation évidente, non par des comitadjis mais bien par l'armée régulière qui a opéré conformément à des ordres spéciaux émanant des autorités supérieures »[1736].

Le 19 juillet, le *Radical* annonce qu'une délégation du patriarcat œcuménique, a remis aux ambassades des grandes puissances, une protestation écrite contre les cruautés bulgares. En même temps, il publie dans ce numéro, les accusations bulgares contre les Serbes, accusés d'avoir commis des atrocités à 20 km de la frontière, à Basilovgrad et dans d'autres villages et contre les Grecs, accusés d'avoir incendié la ville de Koukouch[1737]. Ces accusations bulgares sont également publiées dans le *Petit Parisien*[1738]. Le lendemain, une réponse du bureau de la presse serbe, affirme que les « nouvelles lancées par les agences bulgares concernant les prétendues atrocités serbes arrivent trop tard pour qu'on ne suppose pas qu'elles aient été publiées avec le désir de se venger des vérités démontrées par les rapports serbes et grecs »[1739].

A ce sujet, le *Temps* publie le 28 juillet, une protestation bulgare officielle, qui lui est transmise par son correspondant à Sofia. « Pour faire la lumière sur toutes ces accusations, Ghenadief, a envoyé une circulaire aux ministres de Bulgarie à l'étranger, pour demander une enquête commune par les représentants des grandes puissances sur le théâtre de la

[1733] « Les excès bulgares », *Le Petit Journal*, 17 juillet 1913.
[1734] « Les atrocités », *Le Figaro*, 18 juillet 1913.
[1735] « Salonique, dépêche particulière du Matin », *Le Matin*, 29 juillet 1913.
[1736] « Un rapport officiel français sur les excès bulgares », *Le Petit Parisien*, 29 juillet 1913.
[1737] « Atrocités serbes ; Sofia : à 20 km de la frontière à Basilovgrad et dans d'autres villages ; atrocités grecques : ont incendié la ville de Koukouch », *Le Radical*, 19 juillet 1913.
[1738] « Les Bulgares accusent Serbes et grecs de cruauté », *Le Petit Parisien*, 19 juillet 1913.
[1739] « Une réponse serbe aux accusations bulgares, par le bureau de la Presse », *Le Matin*, 20 juillet 1913.

guerre »[1740]. De son côté, Panafieu, avertit le quai d'Orsay que si les actes reprochés aux soldats bulgares,

> « et qui ont violemment ému l'opinion publique européenne sont avérés, il semble que les troupes serbes et surtout les troupes grecques, soit spontanément, soit à titre de représailles, se soient livrées à des excès et à des cruautés analogues. Les réfugiés bulgares de Macédoine qui ont pu échapper à la mort et sont arrivés en piteux état à Sophia en sont la vivante preuve »[1741].

Le 26 juillet, Jousselin écrit à Stephen Pichon, que selon les informations qui lui ont été communiquées par des témoins sûrs, à Paliortzi (Guevgeli), les soldats grecs eux-mêmes ont déclaré qu'ils avaient l'ordre du roi de détruire tout ce qui était bulgare ou avait l'esprit bulgare.

> « Un sous-officier se vantait même de ce que le Roi avait tué personnellement des femmes et des enfants. Évidemment, pareille assertion est fausse et ne mérite aucune créance ; mais elle prouve l'état d'esprit des grecs et montre à l'évidence que les bulgares n'ont pas le monopole des massacres tant s'en faut »[1742].

Le *Figaro* du 19 juillet diffuse une note du gouvernement grec, dans laquelle il invite tous les consuls habitant à Salonique de se rendre sur place dans les districts de Kilkich, Doyran, Nigrita, Serrès, Demir-Hissar, Melnik et Nevrokop, afin d'examiner « si un Bulgare quelconque a été maltraité par l'armée grecque »[1743], et aussi dans les districts de Guevgeli, de Doyran, de Nigrita, de Sérès, de Demir-Hissar, de Zichna et de Drama, pour constater que les accusations que les autorités grecques ont formulé contre l'armée bulgare « étaient au-dessous de la vérité ». De son côté Joseph Coudurier, envoie à M. Tchaprachikoff, secrétaire politique du roi Ferdinand, une dépêche dans laquelle il le prie de lui donner des renseignements exacts sur les atrocités, dont les troupes bulgares sont accusées en Thrace et en Macédoine. Il évoque en plus, les témoignages « de tous les réfugiés de Macédoine ottomane cherchant refuge en Bulgarie » et incriminant les Grecs et les Serbes pour des exactions commises[1744].

[1740] « Une protestation officielle bulgare ; notre correspondant de Sofia », *Le Temps*, 28 juillet 1913.
[1741] *AMAE*, Turquie/479, Panafieu à MAE, n°141, le 26 juillet, au sujet des excès des troupes grecques, serbes, roumaines.
[1742] *Ibid*., consul à Salonique au MAE, n°160, le 26 juillet a sujet de la situation en Macédoine.
[1743] « Les atrocités ; une note du gouvernement grec », *Le Figaro*, 19 juillet 1913.
[1744] J. Coudurier, « Nouvelles protestations bulgares », *Le Figaro*, 26 juillet 1913.

Par contre, le *Temps* publie les protestations ottomanes contre les excès bulgares[1745]. Le *Figaro* et le *Radical* du 20 juillet, publient quant à eux, le télégramme envoyé par le généralissime Izzet au grand vizir et dans lequel il l'informe qu'après avoir visité une centaine de villes et de villages, dans la région de Thrace occupée de nouveau par l'armée ottomane, il a constaté que ces localités ont été entièrement détruites, incendiées et pillées : « tous les objets et tapis des mosquées ont été enlevés. Même, les pierres tombales portant des inscriptions dorées ont été emportées. Dans l'acte de reddition de Tchorlou aux Turcs, le gouverneur provisoire bulgare Savas Stoyoff déclare que huit à neuf cents maisons de Tchorlou ont été détruites pendant l'occupation bulgare »[1746].

Dans le *Figaro* du 22 juillet, les Bulgares ripostent en accusant les Serbes, les bachi-bouzouks et les Pomaks, d'avoir brûlé « tous les villages bulgares dans la région de Tikvech, au-delà du Vardar »[1747]. « Les jeunes filles furent enlevées, une part d'entre elles tuées. Kavadar et Negotin furent incendiés »[1748]. D'autre part, le commandant bulgare de Dédéagatch, télégraphie que les villages bulgares « près de Ispals furent incendiés par les Turcs. D'après les informations reçues, les habitants bulgares du village de Boulgar-Keuï près de Kéchan ont été massacrés »[1749]. L'agence ottomane oppose aussitôt un démenti catégorique aux affirmations qualifiées de mensongères de source bulgare, d'après lesquelles des soldats turcs et de prétendus bachibouzouks, « qui n'ont jamais existé que dans l'imagination bulgare », se livreraient, sur leur passage, à des cruautés inqualifiables, et commettraient des atrocités :

> « Les manœuvres bulgares ne tromperont plus, nous l'espérons, l'opinion étrangère, déjà fixée par les propres témoignages de roi de Grèce et du gouvernement serbe sur les horreurs commises en Macédoine et en Thrace par la soldatesque et les bandes bulgares. On soupçonnait par avance à Constantinople que la Bulgarie, fidèle à ses anciennes habitudes, inonderait la presse étrangère de communiqués tendant à jeter sur l'armée ottomane le discrédit que l'armée bulgare a si bien mérité, de l'aveu même des ex-alliés et des puissances chrétiennes qui ont mis la Bulgarie au ban des nations civilisées. C'est pourquoi le gouvernement ottoman avait invité depuis dix jours tous les représentants de la presse étrangère à suivre l'armée turque dans sa marche en avant (…) »[1750].

[1745] « L'enquête française sur les massacres ; protestation ottomane contre les excès bulgares », *Le Temps*, 19 juillet 1913.
[1746] « Les atrocités », *Le Figaro*, 20 juillet 1913.
[1747] « Les atrocités », *Le Figaro*, 22 juillet 1913.
[1748] *Idem.*
[1749] *Idem.*
[1750] « La Turquie repousse les accusations bulgares », *Le Matin*, 23 juillet 1913.

De surcroît, le correspondant du *Matin* avoue qu'après avoir causé avec des Bulgares amenés à Constantinople et « des Français sérieux habitant à Rodosto », il fut convaincu que « le récit bulgare déforme les faits et est grandement exagéré, même en partie complètement faux »[1751].

Dans le *Matin* du 24 juillet, la légation de Grèce à Paris dément l'allégation du correspondant du *Times* disant que les Grecs commettent des cruautés révoltantes, en ajoutant que « cette assertion mérite la même confiance que les récits envoyés de la même source sur les victoires bulgares »[1752]. De son côté, Georges Bourdon, accompagné de M. Laporte, correspondant français du journal le *New York Herald,* de Jean Leune et de son épouse, une « Grecque de Constantinople », se dirige, sur des indications qui leur ont été données, à quelques kilomètres au nord de Livounovo. Dans un champ de maïs ils retrouvent les cadavres des otages de Serrès :

> « (…) nous avons photographié ces affreux débris et ces photos seront publiées. On saura que ce sont là, entre autres, des victimes d'une armée régulière et non de comitadjis que l'on désavoue. (…) et les malheureux que nous avons devant nous n'étaient pas de paysans de la contrée où nous les retrouvions. C'était des gens de ville bien habillés »[1753].

Cette information, vise à convaincre encore une fois ses destinataires, les lecteurs du *Figaro* de l'implication de l'armée officielle d'un belligérant derrière les massacres afin de le discréditer aux yeux de l'opinion publique française. Elle établit en même temps, après avoir insisté sur la provenance urbaine et non rurale des massacrés, une hiérarchie de l'intensité de l'aberration devant ces atrocités, en fonction de l'origine sociale des victimes, selon laquelle le massacre des paysans aurait été considéré comme un acte d'une banalité moins choquante que celui des citadins bien habillés.

Le *Petit Journal* du 25 juillet annonce que l'ambassade ottomane à Paris a reçu un télégramme officiel selon lequel « les habitations musulmanes de Charkeuy ont été presque complètement détruites »[1754]. Paul Erio traverse la Thrace à côté de Hadji Ali bey, ancien ministre ottoman de l'intérieur, nommé vali d'Andrinople. Cette traversée lui révéla un spectacle désolant :

> « De Tchataldja à Seidler, c'est un véritable désert. Les plaines sont incultes, les villages rasés, et pendant des heures, on circule sans rencontrer un seul être humain. A partir de Muradli, où la ligne frontière Enos-Midia, devait,

[1751] *Idem.*
[1752] Le Matin, 24 juillet, «Un démenti grec ; la légation de Grèce à Paris », *Le Matin*, 24 juillet 1913.
[1753] Georges Bourdon, « L'armée bulgare débordée », *Le Figaro*, 24 juillet 1913.
[1754] « Les excès bulgares », *Le Petit Journal*, 25 juillet 1913.

> d'après les alliés, traverser la voie ferrée, le paysage est moins désolé ; les Bulgares semblent avoir épargné cette région qu'ils convoitaient et qu'ils espéraient bien conserver. Puis, bientôt, le panorama qui se déroule sous les yeux devient à nouveau navrant. Presque tous les villages qu'on aperçoit de la ligne du chemin de fer sont en partie ou même complètement détruits. Pendant les arrêts du train, les paysans viennent implorer Hadji Adil, lui demandant de les protéger et lui racontant des scènes de massacres effroyables que je ne puis narrer dans cette courte dépêche, que je vous expédie par télégraphe militaire. »[1755].

Une dépêche du *Matin* du 27 juillet, relate les témoignages des premiers voyageurs français arrivés à Andrinople. D'après leurs dires, de tous les villages musulmans de Thrace où sont passés les Bulgares, il ne reste que des ruines[1756]. « La Thrace est devenue une vaste nécropole ». Au contraire, l'armée turque, en occupant Andrinople, « n'a commis absolument aucun excès sur la population bulgare, qui d'ailleurs est très peu nombreuse ». Enfin, « les noyades des villageois grecs commises par les Bulgares laissent à tous l'impression d'une criminelle sauvagerie ».[1757]. Pour sa part, un correspondant de l'Agence Havas ayant accompagné à Andrinople le nouveau vali, fait le récit suivant de la situation de la ville et de sa réoccupation :

> « Nous avons fait une entrée solennelle dans la ville avec Hourchi pacha, commandant le 10e corps, Mehmed Ali pacha, gouverneur militaire et nombre de fonctionnaires. La population nous fit un accueil enthousiaste. (…) le corps consulaire d'Andrinople est unanime à reconnaître les excès commis par l'administration momentanée des Bulgares. Il revoit avec une certaine satisfaction le retour des autorités turques. On a remarqué sur le parcours de Constantinople à Andrinople que les villages musulmans étaient complètement dévastés. Quelques villages chrétiens seuls ont été épargnés »[1758].

Le *Matin* du 25 juillet annonce, d'après des sources provenant de son correspondant à Constantinople, que les Bulgares laissent derrière eux des traces sanglantes. Fuyant Andrinople, ils auraient arrêté quarante personnes de la communauté grecque. « On leur lia les mains, puis on les précipita dans la Maritza. Après l'entrée des Turcs dans Andrinople, les cadavres furent recherchés et inhumés »[1759]. Dans le train impérial qui l'emmène à Andrinople, le correspondant particulier du *Matin* ne voit que des ruines à Seidler, Tchorlou

[1755] Paul Erio, « Le Journal à Andrinople ; à travers le désert de Thrace », *Le Journal*, 26 juillet 1913.
[1756] Sur la place des ruines dans la médiatisation d'un conflit, Laurent Gervereau affirme que celle-ci a une double fonction. D'une part, une fonction comme témoignage accusateur d'un ennemi qui ne respecte rien et détruit les zones civiles. D'autre part, et de manière plus équivoque, une révélation de l'attraction que ces ruines exercent sur le public médiatique à travers leur esthétisation. Voir Laurent Gervereau, *Un siècle de manipulation …op.cit.*, p.54.
[1757] « Ce que racontent des réfugiés français d'Andrinople », *Le Matin*, 27 juillet 1913.
[1758] « Les Turcs à Andrinople », *Le Figaro*, 28 juillet 1913.
[1759] « Les Bulgares laissent derrière eux des traces sanglantes », *Le Matin*, 25 juillet 1913.

et Tcherkeusskeui : « Dans plus de dix villages, les Bulgares ont rasé les mosquées et planté un piquet sur leurs débris. A Sinekh, on a une impression étrange ; les maisons ont véritablement l'air d'avoir été sciées ». A Lule-Bourgas, il aperçoit des ouvriers montés sur une échelle recouvrant de blanc, au fronton de la gare, des inscriptions bulgares et les remplaçant par des inscriptions en turc ottoman. Dès son entrée dans la ville, il remarque la réapparition des fez. Par contre, il commente, que l'occupation turque s'est faite si rapide, « qu'il règne dans l'administration un bien pittoresque désordre. Les officiers turcs se servent de papier à en-tête bulgare (…) en revanche les Bulgares qui ont laissé ces menus souvenirs, ont emporté un marge butin de tapis, de tableaux, de cuivres provenant des mosquées jusqu'aux portes monumentales de la porte de la municipalité »[1760].

Parcourant en train la même région, Gustave Cirilli envoie à l'*Illustration* des impressions consternantes et des témoignages macabres. De Hademkeui à Ourli, en passant par Tchataldja, Sinékli, Tcherkeskeui, Tchorlou, Loule-Bourgas, il n'aperçoit que « des ruines fumantes, des maisons calcinées, des pans de murs ensanglantés, parsemés çà et là de gros clous où pendent des chevelures de femmes »[1761]. Dans la campagne « des milliers de mohadjirs, sans feu, ni lieu, venus on ne sait d'où, femmes, enfants, vieillards, campent au milieu des champs, cherchant le toit qui les avait abrités et ne trouvant plus que des cendres »[1762].

En revanche le comte Pimodan, qui envoie au *Temps* une souscription à la société bulgare de secours aux blessés, affirme que la vie normale avait repris son cours à Andrinople, au mois de juin, « les musulmans ne se plaignaient de rien en dehors des malheurs inévitables de toute guerre et parlaient d'une alliance prochaine ente la Turquie et la Bulgarie. Enfin, détail qui ne trompe pas l'observateur, les rapports courants entre les soldats bulgares et la population semblaient bons et très faciles »[1763]. Cette perception 'idyllique' de l'occupation n'est toutefois pas partagée par la délégation andrinopolitaine, qui à travers son chef, Rechid Safvet bey, adresse au quai d'Orsay, un texte dont le contenu est publié dans plusieurs journaux dont *le Figaro*. Selon les membres de cette mission, « le jour où les Bulgares mirent le pied en Thrace marque pour la province le commencement d'une ère de persécutions et de férocités dont l'histoire avait perdu le souvenir. »[1764].

[1760] « A travers les champs de bataille de Thrace, dépêche particulière du Matin », *Le Matin*, 3 mai 1913.
[1761] Gustave Cirilli, « La reprise d'Andrinople par les Turcs », *L'Illustration*, 9 août 1913.
[1762] *Idem*.
[1763] « Une souscription pour les blessés bulgares », *Le Temps*, 22 juillet 1913.
[1764] « Le texte de la délégation andrinopolitaine adressé au Ministre des Affaires étrangères », *Le Figaro*, 28 août 1913.

Le 31 juillet, le *Temps* annonce que les populations musulmanes de Xanthi, Cavalla, Drama et autres districts occupés, ne cessent d'envoyer au roi Constantin de longs télégrammes le qualifiant de libérateur. Le même accueil enthousiaste a été réservé selon ce journal, par les musulmans de Nevrokop, Gumuldjina, et autres localités, aux 7e et 8e divisions grecques. Ce jour là, le *Petit Journal* relate des excès bulgares à Drama[1765], alors que la veille, il reproduisait le contenu du télégramme du généralissime ottoman Izzet pacha, d'après lequel, du côté de la Mer Noire, « il n'y aurait que trois villages (…) ayant échappé à l'action ravageuse de l'armée bulgare »[1766]. A Dedeagatch, le 31 juillet, le *Matin* affirme que six cents Turcs ont été massacrés par les Bulgares et 1000 Grecs emmenés. Quelques jours plus tard, la légation bulgare à Paris, remet en cause dans le *Temps*, la véracité de ces nouvelles et affirme que les informations de source grecque sur les événements de Dédéagatch et Xanthi devraient être rectifiées :

> « Les Grecs, arrêtés, par mesure de sûreté pour les opérations militaires, lors de l'évacuation de ces deux villes par les troupes bulgares, se trouvent en Bulgarie, sains et saufs. L'incendie de la prison de Xanthi n'est pas l'œuvre des autorités ou des troupes bulgares, il ne peut être attribuée qu'aux Grecs. Quant à la destruction des dépôts de vivres dans les hangars de Dédéagatch, c'était un droit absolu pour le commandant bulgare de les faire sauter avant la retraite des troupes »[1767].

Les narrations antagonistes sur les événements de la ville de Xanthi se poursuivent et le lendemain, la légation grecque à Paris, annonce la publication d'une liste nominative des Grecs enlevés par les Bulgares[1768]. Une autre séquence des batailles médiatiques, autour des exactions commises dans le cadre des occupations militaires, est celle des nouvelles contradictoires sur le sort des évêques grecs. Le *Figaro* reçoit le 31 juillet une communication de la légation de la Grèce, précisant que l'évêque victime d'exactions bulgares n'était pas celui de Cavalla, mais celui de Doïran et le métropolite de Melnik[1769].

La réponse bulgare ne tarde pas à se manifester, et le 3 août dans le *Temps*, la légation de Bulgarie, affirme que l'évêque de Doïran « qu'on a prétendu avoir été tué par les comitadjis bulgares se trouve actuellement sain et sauf au nord de Sofia »[1770]. A ce propos, Marcel Sembat, commente dans l'*Humanité* qu'il y a « certaine histoire d'évêque grec, porté pour disparu, pour massacré, puis retrouvé tout paisible à Constantinople, qui donne un peu à

[1765] « Excès bulgares à Drama », *Le Petit Journal*, 31 juillet 1913.
[1766] « Les excès bulgares », *Le Petit Journal*, 30 juillet 1913.
[1767] « Un démenti bulgare aux Grecs », *Le Temps*, 4 août 1913.
[1768] « Nouveaux renseignements sur les massacres bulgares », *Le Temps*, 5 août 1913.
[1769] « Le cas de l'évêque de Cavalla », *Le Figaro*, 31 juillet 1913.
[1770] « L'évêque de Doïran est vivant », *Le Temps*, 3 août 1913.

réfléchir. Elle prouve bien qu'aux horreurs véritables, on ne s'est pas faite faute d'en ajouter des imaginaires. »[1771].

Pour sa part, Sam Levy, obtient pour le *Temps* un entretien avec le général Hassan Tahsin pacha, chargé de la défense de Salonique au début de la guerre. Souffrant de rhumatismes, avec l'autorisation des instances grecques, il était allé à Evian-les-Bains suivre une cure, accompagné du lieutenant –colonel Nicolaki Vassiliadis. L'officier ottoman affirme apprécier la conduite de l'armée grecque, en l'opposant « aux excès commis par les Bulgares »[1772]. Par ailleurs, le 1er août, le bureau de la presse grec, invalide les accusations bulgares concernant les exactions commises par l'armée grecque contre des populations Koutzo-valaques. Selon l'anti-propagande grecque, exprimée dans le *Temps*, il ne s'agit que de calomnies fomentées par la Bulgarie[1773].

En dehors de la perception des atrocités commises pendant la Deuxième Guerre balkanique à travers le prisme des batailles de propagandes des belligérants, on assiste également à l'occasion de ces événements, à une révolution de paradigme et de narration médiatique, consistant à ne plus occulter, ne plus relativiser systématiquement les atrocités commises contre les populations ottomanes musulmanes[1774]. Ainsi, pour la quasi première fois dans la couverture médiatique de la question d'Orient, les souffrances de cette communauté jouissent d'une visibilité et se voient accordées de la place et de l'importance, pas seulement dans des journaux ou des écrits d'essayistes traités de turcophiles, islamophiles, mais aussi dans une presse qu'on pourrait qualifier jusqu'alors de turcophobe et islamophobe. Certes, l'ampleur de ces opérations de 'nettoyage ethnique', ou encore la mobilisation des autorités ottomanes afin de diffuser ces informations auprès des médias étrangers, en l'occurrence français, nous permettent d'interpréter ce changement. Par ailleurs, les rumeurs sur un rapprochement éventuel de la Bulgarie avec la Triplice ne sauraient qu'intervenir elles aussi dans le dépassement de tabous informationnels et représentationnels du rôle de bourreau dans une presse nationaliste.

Les récits de scènes macabres envoyés par les correspondants de guerre à leurs journaux, marqués à la fois par une approche naturaliste et une volonté de dramatisation des descriptions sont un autre point commun de ces narrations d'atrocités. Destinées à frapper

[1771] Marcel Sembat, « Mes déboires », *L'Humanité*, 14 août 1913.
[1772] « Chez le général Hassan Tahsin pacha », *Le Temps*, 31 juillet 1913.
[1773] « Réponse grecque aux Bulgares », *Le Temps*, 1er août 1913.
[1774] La manière anecdotique dont Edith Durham illustre la médiatisation selective des atrocités ayant été commises dans le cadre des sequences precedents de la question d'Orient est éloquente à cet égard: 'when a Moslem kills a Moslem, it does not count, when a Christian kills a Moslem, it is a righteous act, when a Christian kills a Christian it is an error of judgment but better not talked about; it is only when a Moslem kills a Christian that we arrive at a full-blown atrocity',cite dans Mark Mazower, *The Balkans*,…*op.cit*., p.xxxvii.

l'imagination des lecteurs et à instrumentaliser les massacres afin de produire chez l'opinion publique française des réactions favorables à leurs causes, les informations diffusées par les propagandes des belligérants visent à souligner d'une part le caractère inédit des massacres et des exactions tout en soulignant l'authenticité des témoignages[1775].

De surcroît, les narrations sur les atrocités insistent sur la distinction entre des crimes commis par des irréguliers, qu'il s'agisse d'andartes, de comitadjis ou de bachibouzouks, et les actes criminels perpétrés par les soldats des troupes régulières et supposant des ordres officiels. Autrement dit, pour les atrocités inscrites dans cette deuxième catégorie, ce qui est incriminé, c'est la préméditation dans l'acte, constituant la preuve d'une planification de ces opérations de 'nettoyage ethnique' ou 'culturel' dans le cadre de destruction de monuments cultuels ou de bâtiments civils, et par conséquent la preuve de la responsabilité de l'État-major et plus généralement des autorités politiques et militaires du pays en question.

Enfin en ce qui concerne les catégories des victimes de ces atrocités, le massacre des personnes âgées, de femmes ou d'enfants, ainsi que des dignitaires civils ou religieux, suscite un tollé plus important, mettant en évidence, une certaine déclinaison de l'indignation et de répulsion, en termes générationnels, sociaux et sexuels. Par rapport plus concrètement aux viols, ils sont dans la plupart des cas perçus comme faisant partie des actes de violence pratiqués en temps de guerre, à côté de pillages ou de vols, sans que leur fonction en tant qu'arme, en tant que manifestation d'un plan stratégique d'horreur planifiée, s'inscrivant dans une pratique plus générale de 'nettoyage ethnique' ne soit débattue ou soulevée dans l'espace médiatique français de l'époque[1776].

[1775] Voir David El Kenz (dir.), *Le massacre comme objet de l'histoire*, Paris, Gallimard, 2005, p.169.

[1776] Pendant les guerres en ex-Yougoslavie, ce débat a eu lieu avec deux perceptions de viols commis, l'une 'banalisant' leur avènement dans une routine d'opérations guerrières, l'autre insistant sur leur emploi en tant qu'arme stratégique pour la mise en place de pratiques de 'nettoyage ethnique'. Voir Krieg-Planque Alice, *Purification ethnique*, Paris, CNRS, 2003, p.66. Au début du XVIIe siècle, Grotius considérait déjà le viol en temps de conflit, comme un acte de guerre spécifique. Voir Grotius, *Le droit de la guerre et de la paix*, Bâle, 1746, cité par Georges Vigarello, *Histoire du viol, XVIe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 1998, p.22.

II.6.3. Le tournant photographique dans la perception des occupations

Par la suite, le 2 août est une date clé dans la couverture médiatique des atrocités commises ou censées avoir été commises pendant la Deuxième Guerre balkanique. Ce jour là, des clichés supposés illustrer des victimes de ces exactions[1777], sont publiés dans l'*Illustration*. D'après le *Temps*, on aurait voulu croire que les dépêches de Macédoine, exagéraient quand elles parlaient de villes anéanties, de massacres, « les témoignages impartiaux et irréfutables des photographies de l'*Illustration* ne permettent plus le doute »[1778]. Il s'agit des clichés pris par Mme Leune, épouse de Jean Leune, correspondant de guerre de l'*Illustration*[1779]. Ces clichés lancent la polémique, et leur objectivité est contestée par le bulgarophile Louis Eyer. Commentant les clichés sensationnels publiés par le journal français, il fait un gros plan de sa critique sur le cliché représentant quatre femmes grecques de Doxato douloureusement affectées par la perte de leurs maris et la destruction de leurs demeures. Selon lui, « Mme Leune aurait pu prendre des centaines de clichés semblables à Drama, à Sérès ou ailleurs. Les familles bulgares ont eu leur large part de ce genre d'afflictions » Si elle n'a pas fait c'est pour lui un signe de son hostilité envers les Bulgares, en raison de ses origines grecques[1780]. De son côté, le bulgarophobe Gustave Cirilli, déclare ne pas vouloir faire un procès de tendance : « mais comment se refuser à croire à de telles monstruosités ? L'impitoyable kodak est là pour les attester »[1781].

Les Français contemporains des guerres balkaniques, tout en étant plus ou moins méfiants à l'égard de l'information de nature textuelle ou publiée sous forme de texte[1782], vouent en revanche au cliché photographique un culte quasi inconditionnel et ne remettent que rarement en question sa fiabilité et crédibilité[1783]. L'appareil photographique et l'écran cinématographique représentent pour eux deux sources d'information sur la guerre lointaine,

[1777] Voir « Quatre des quarante-deux jeunes filles outragées par les Bulgares », « le dossier des massacres des otages par les Bulgares », *L'Illustration*, 2 août 1913.
[1778] « Les massacres de Macédoine », *Le Temps*, 2 août 1913.
[1779] Georges Bourdon, « Le massacre des otages à Sérès », *L'Illustration*, 2 août 1913.
[1780] Louis Eyer, Pro Bulgaria…, *op.cit.*, p.24-25.
[1781] Gustave Cirilli, « La reprise d'Andrinople par les Turcs », *L'Illustration*, 9 août 1913.
[1782]Par rapport à cette méfiance du public à l'égard de la véracité des informations textuelles publiées dans la presse, voir Raymond Poincaré dans la *Revue bleue* du 11 décembre 1897 : « la confiance instinctive et superstitieuse en l'information typographique s'en va peu à peu mais sûrement. Elle disparaît sous les contradictions même de la presse. L'ouvrier, le paysan commencent à se dire qu'un article de journal n'a pas plus d'importance qu'une conversation tenue dans un café…et il a suffi de cette réflexion qui s'est lentement gravée dans le cerveau populaire pour que la crédulité d'autrefois se transformât, chez nombre de lecteurs déjà, en méfiance ironique ». Cette résistance croissante de l'opinion publique aux messages politiques de la presse allait de pair avec une déconsidération assez générale du personnel parlementaire. Cité dans Claude Bellanger, *Histoire générale de la presse française*, t.III, « L'apogée de la presse française, 1880-1914 », p.255.
[1783] Sur le silence des clichés illustrant les victims des atrocities sur le context et les acteurs de ces actes, voir Robin Andersen, *A century of media, a century of war*, New York, Peter Lang, 2006, p.96.

difficilement contestables, car devant retransmettre le fait historique dans sa version la plus intégrale et la plus immédiate[1784]. La capacité/efficacité manipulatrice de l'image, ou les manières dont une image figée ou une séquence cinématographique pourraient être 'construites', agencées ou mises en scène avec la complicité de la légende pour dire aux lecteurs ou aux spectateurs ce qu'ils doivent lire ou voir, ou tout simplement la production d'une image suite aux préoccupations idéologiques aux prérogatives esthétiques de celui ou celle qui a pris le cliché ou réalisé la séquence, étaient des notions et des pratiques avec lesquelles, les lecteurs, spectateurs contemporains des guerres balkaniques étaient encore relativement peu familiarisés, en raison surtout de l'existence récente de ces deux médias et supports de l'information, mais aussi faute de diffusion d'études critiques au sujet de leur usage[1785].

Dans une étude de perception d'une guerre, par une société contemporaine extérieure à son déroulement, on devrait, me semble-t-il arriver à se rapprocher le plus de la manière dont les contemporains de cette histoire, de ce conflit, ont accueilli l'information à laquelle ils ont été exposés, ou la manière dont ils ont réagi face à sa véracité ou manipulation potentielle.

Par rapport à ces manipulations textuelles ou visuelles, Louis Eyer, accuse les Grecs de dénaturer les faits, « servis par leur perfidie bien connue »[1786]. Quant aux récits de Pierre Loti dans l'*Illustration*, concernant les atrocités bulgares à Jhaousa, il lui reproche ses conclusions hâtives et ses déductions arbitraires. En ce qui concerne les photos destinées à illustrer le texte, celle qui représente les corps retirés du puits est à son avis truquée[1787], car comment expliquer autrement, que « ces noyés qui, au sortir d'un puits où ils ont croupi plusieurs semaines, portent des uniformes impeccablement boutonnés, sans déchirures et sans taches ? »[1788]. Toujours est-il, que ces analyses, influencées par des représentations essentialistes de l'Autre, sont publiées a posteriori, c'est-à-dire après la fin des guerres balkaniques et ne risquent pas d'influencer la perception synchronique des événements, dans l'espace médiatique français.

[1784] Pour une analyse de la fonction narrative d'une photo-choc, voir Michel Poivert (dir.), *L'événement. Les images comme acteurs de l'histoire*, Paris, Hazan, 2007.

[1785] Comme le fait remarquer Gérard Le Marec, tout nouveau moyen de communication est un nouveau moyen de duper. Voir Gérard Le Marec, *Les photos truquées : un siècle de propagande par l'image*, Paris, Atlas, 1985 p.5.

[1786] Louis Eyer, Pro Bulgaria…, *op.cit*., p.25.

[1787] Les premières manifestations de ce recours à la photo truquée, dans un but édifiant ou politique, sont contemporaines de la guerre de Sécession, du conflit franco-prussien de 1870-1 et de l'insurrection communarde. Voir Gérard Le Marec, Les Photos truquées…*op.cit*., p.8.

[1788] *Ibid*., p.35.

Les échos d'atrocités commises pendant les occupations militaires du mois de juillet, résonnent toujours dans la presse française à la veille de la signature du traité de paix à Bucarest et *le Matin* annonce des prisonniers turcs échappés de Bulgarie, racontent des scènes de massacre « commis par les Bulgares à Esmizagra, le 24 juillet »[1789]. De son côté, le *Figaro* relate la réponse que Stephen Pichonne adressa à Georges Berry, député de la Seine, au sujet des atrocités bulgares. Le ministre français des Affaires étrangères après avoir signalé que le gouvernement bulgare avait lui aussi dénoncé à plusieurs reprises les violences perpétrées par les soldats grecs et ottomans contre ses « nationaux dans les régions réoccupées par eux », il ajoute qu'apparemment au cours de cette dernière guerre « tous les belligérants, quels qu'ils fussent ont trop souvent enfreint les lois de l'humanité par des cruautés que ni le désir de la victoire ni le désespoir de la défaite ne sauraient excuser »[1790].

Malgré cette remarque, les perceptions différenciées des occupations militaires dans l'espace médiatique français se poursuivent autour de la publication dans le *Figaro,* du rapport d'un fonctionnaire russe sur les exactions bulgares à Andrinople, paru au préalable dans le *Daily Telegraph*[1791]. Le lendemain de cette nouvelle, la légation bulgare réagit dans le même journal, affirmant que tous les faits exposés dans ce rapport, « sont faux et inventés de toutes pièces dans le but évident de compromettre l'administration bulgare et d'aliéner la sympathie de l'Europe à la Bulgarie, dans la question de la Thrace »[1792]. Pour sa part, le *Figaro,* annonce que le journal bulgare le *Mir*, croit savoir que les Grecs ont incendié la ville de Nevrocop avant de l'évacuer[1793], tandis que *l'Illustration* publie la version officielle grecque sur l'incendie de la ville de Melnik, selon laquelle, ses habitants auraient mis le feu avant de l'abandonner pour chercher refuge en Grèce et ne pas être annexés à la Bulgarie[1794]. Cette nouvelle reproduite au début du mois de septembre dans le *Petit Journal illustré*[1795], a été démentie par la recherche historiographique qui a prouvé que les autorités grecques d'occupation ont délibérément incendié la ville afin de pousser ses habitants à l'exode[1796].

Le 10 août, le *Temps* publie les conclusions du rapport de la commission parlementaire grecque sur les méfaits bulgares[1797], et quelques jours plus tard, une protestation du corps des

[1789] « Les Bulgares massacrent leurs prisonniers », *Le Matin*, 7 août 1913.
[1790] « Une lettre de Pichon à Georges Berry », *Le Figaro*, 19 août 1913.
[1791] « Un rapport sur les atrocités bulgares », *Le Figaro*, 22 août 1913.
[1792] « Protestation bulgare », *Le Figaro*, 23 août 1913.
[1793] *Le Figaro*, 25 août 1913.
[1794] « Le suicide d'une ville », *L'Illustration*, 30 août 1913.
[1795] « L'exode d'un peuple », *Le Petit Journal illustré*, 7 septembre 1913.
[1796] D'après l'historien Justin McCarthry, à Strumica et à Melnik, le commandement grec incita la totalité de la population à partir et donna ordre aux soldats d'incendier leurs maisons pour empêcher leur retour. Voir Justin McCarthy, Death and exile…*op.cit*., p159.
[1797] « Le rapport de la commission parlementaire hellénique sur les méfaits bulgares », *Le Temps*, 10 août 1913.

professeurs de l'Université de Sofia, contre les accusations calomnieuses diffusées par leurs collègues de l'Université d'Athènes dans les journaux européens. Les professeurs bulgares déclarent que les nombreux excès commis en Thrace et en Macédoine « ont eu surtout pour victimes la population bulgare (…) les témoignages des réfugiés non bulgares et les lettres des soldats grecs qui ont été saisis en donnent des preuves suffisantes »[1798].

II.6.4. La bataille des courriers entre campagnes de désinformations et guerre de propagandes

En ce qui concerne l'allusion à ces lettres, il s'agit d'une des séquences qui marquent l'apogée des batailles médiatiques entre les belligérants balkaniques. Le 14 août, le *Temps* publie des documents qui lui sont communiqués par la légation bulgare à Paris. Il s'agit des lettres contenues, dans la poste militaire du 19e régiment de la 7e division grecque, saisies par l'armée bulgare[1799]. Le contenu de ces courriers est des plus compromettant pour l'armée grecque. Parmi les extraits publiés par et dans le *Temps*, on lit que le capitaine Samis de la 12e compagnie, écrit le 12 juillet au docteur Panaghis à Liberion que : « lors de notre avance au nord de Serès, nous avons incendié les villages Doutli et Banitza et massacré tous les habitants. Le commandant m'a félicité pour l'accomplissement de ma mission »[1800]. Un autre soldat, Ghéorghi, écrit le 12 juillet à son frère « les Grecs incendièrent tous les villages bulgares et tuèrent les Bulgares comme des oiseaux » le soldat Zissis Koutoumis écrit à ses parents : « nous sommes arrivés à la frontière turco-bulgare : dans tous les endroits occupés par nous, il ne reste aucun Bulgare, nous les avons tués et nous avons incendié leurs villages ». Quant au sergent-major Ghéorghi Setrion, il écrit à son frère à Larissa : « là où nous sommes passés, nous n'avons même pas épargné les chats ; tous les villages bulgares que nous avons traversés ont été incendiés, c'est indescriptible ». Quelques jours plus tard, dans le même journal, René Puaux dément, les accusations bulgares contre les soldats grecs qu'il considère comme incapables de commettre ces crimes[1801]. A la fin du mois d'août, l'ambassadeur grec à Paris, avertit son ministre d'une nouvelle publication des documents

[1798] « Protestation en Bulgarie », *Le Temps*, 14 août 1913.
[1799] Dans ce cadre, la découverte de ces courriers constitue ce que Marc Angenot, appelle un »événement-écran » c'est-à-dire, un événement qui catalyse et révèle à lui seul une proposition idéologique, proposition qui se passe de preuve, puisque c'est l'événement-écran lui-même qui en tient lieu. Voir Marc Angenot, *La parole pamphlétaire. Typologie des discours modernes*, Paris, Payot, 1982, p.314-5.
[1800] « Excès reprochés aux Grecs par les Bulgares », *Le Temps*, 14 août 1913.
[1801] René Puaux, « En Macédoine », *Le Temps*, 24 août 1913.

incriminant les soldats grecs des atrocités commises contre la population civile des territoires conquis en Macédoine : « Le gouvernement bulgare a publié dans un volume à part, les fac-similés des 14 soi-disant courriers des soldats grecs interpelés par les autorités bulgares, dans lesquels il est question d'incendies et massacres commis par eux-mêmes »[1802]. D'après Romanos, « l'ambassadeur bulgare suite à l'ordre de son gouvernement, apporta ce document, au directeur du *Temps*, M. Hebrard, le priant de le publier. M. Roels et M. Puaux se présentant à l'Ambassade, m'ont dit que M. Hebrard leur déclara qu'au nom de l'impartialité, il promit à M. Stancioff qu'il allait le publier. »[1803]. Devant un tel fait accompli, l'ambassadeur grec à Paris informe son ministre qu'il « a élaboré, secondé par le secrétaire de l'ambassade royale, M. Sissiliano, une réponse à cette publication, intégrée dans le numéro courant du *Temps*, tandis qu'en même temps, par omission du secrétaire de la rédaction, les soi-disant courriers des soldats n'ont pas été publiés »[1804]. Par contre, il est amené à préciser que finalement « aujourd'hui ils m'ont averti que M. Roels est obligé de les publier. Je lui ai répondu que dans ce cas là, il devrait publier en même temps ma lettre, dans laquelle j'invitais le gouvernement bulgare à oser demander la publication du rapport de M. Halgouët »[1805].

En fait, le 28 août, le *Temps* publie dans son éditorial une nouvelle selon laquelle le gouvernement grec nie l'authenticité des documents, qui auraient été saisis par les troupes bulgares dans la région de Bayloz. Par la suite, Edgar Roels développe les arguments que l'ambassade grecque lui avait communiqués en les présentant comme les points de vue d'une personnalité grecque autorisée. D'après ses dires, « si habiles que soient les Bulgares à forger des documents pour les besoins de leur cause, ils ont malheureusement pour eux, en essayant de leur donner tous les caractères de l'authenticité, un peu forcé la note »[1806]. Il s'ensuit toute une série de remarques visant à prouver le faux de ces courriers et leur fabrication de la part de la propagande bulgare. Tout d'abord, selon l'ambassadeur grec, « la brochure accusatrice

[1802] « η Βουλγαρική Κυβέρνησις εδημοσίευσεν εν ιδιαιτέρω τεύχει μετά γαλλικής μεταφράσεως τα ομοιότυπα των δήθεν υπο των βουλγαρικών αρχών κατασχεθεισών 14 επιστολών Ελλήνων στρατιωτών εν αις γίνεται λόγος περί πυρπολήσεων και σφαγών γενομένων υπ αυτών. », dans *Archives du Ministère des Affaires étrangères grec*, 1913/29, dossier sur la presse et les relations balkaniques, Romanos, Paris, 15/28 août 1913, n°2999.

[1803] « Το δημοσίευμα τούτο έφερεν ο Πρεσβευτής της Βουλγαρίας, εντολή της Κυβερνήσεώς του, εις τον Διευθυντήν του Temps κ. Hebrard μετά της παρακλήσεως όπως το αναδημοσιεύση. Ο κ. Roels και ο κ. Puaux, προσελθόντες εις την Πρεσβείαν μοι είπον, ότι ο κ. Hebrard εδήλωσεν αυτοίς, ότι εκ πνεύματος αμεροληψίας ορμώμενος υπεσχέθη εις τον κ. Stancioff την δημοσίευσιν αυτού. », *Idem*.

[1804] « Παρεσκεύασαν τότε μετά του Γραμματέως της Β. Πρεσβείας κυρίου Δ. Σισιλιάνου απάντησιν εις το δημοσίευμα τούτο καταχωρισθείσαν εν τω σημερινώ Temps, εν ω κατά παραδρομήν του γραμματέως της συντάξεως αι δήθεν επιστολαί των στρατιωτών δεν εδημοσιεύθησαν », *Idem*.

[1805] « Σήμερον με ειδοποίησεν ο κ. Roels, ότι αναγκάζεται να τας δημοσιεύση. Τω απήντησα, ότι εν τοιαύτη περιπτώσει παρακαλώ, όπως δημοσιεύση συγχρόνως επιστολήν μου, εν η εθεώρησα σκόπιμον να προκαλέσω την Βουλγαρικήν Κυβέρνησιν να λάβη την τόλμην να ζητήση την δημοσίευσιν της εκθέσεως του κυρίου du Halgouët. », *Idem*.

[1806] « Les Grecs ne croient pas à l'authenticité des documents », *Le Temps*, 28 août 1913.

se compose de quatorze lettres, dont quatre seulement ont une indication de destinataires » De surcroît, dans ces quatorze lettres :

> «… il n'est pris que le passage significatif ; l'aveu du massacre ; or nous serions bien curieux de connaître le reste, parce qu'il nous vient à l'idée que ces missives ayant été fabriquées de toutes pièces, le ou les faussaires n'ont pas osé imaginer des narrations épistolaires un tant soit peu précises de peur de s'embarquer dans des détails qui pourraient être par la suite démontrés faux »[1807].

La réponse grecque accuse les faussaires d'une traduction orientée qui mélangeant les sujets trompe le public français sur les auteurs d'exactions décrites. C'est ainsi que « page 18, la pseudo-lettre dit la traduction française : 'on brûle les villages et aussi les hommes, mais nous autres aussi' or, dans le fac-similé grec la phrase complète est : « 'Kaigoun choria, kaigoun anthropous, kai sfazoun paidia' ; c'est-à-dire les Bulgares brûlent des villages, brûlent des gens et égorgent des enfants ».

En dehors des subtilités linguistiques et des imprécisions de la traduction, la réaction-intervention grecque dans l'espace médiatique français, vise à dénoncer une campagne de désinformation de la part de la propagande bulgare. Il s'agit de la définition de la désinformation comme tentative de manipulation de l'opinion publique à des fins propagandistes, avec diffusion d'une information, véridique ou mensongère, traitée par des moyens détournés[1808].

Dans une telle optique, le 29 août, l'ambassadeur grec lui-même, insiste sur le démenti de ces fac-similés[1809]. Le feuilleton de la correspondance saisie s'est poursuivi bien après la fin officielle de la Deuxième Guerre balkanique et en décembre 1913, Romanos informe son ministre que « même si cette fois-là, la presse n'a aucunement mentionné la publication de la deuxième série des soi-disant courriers des soldats grecs se vantant d'avoir persécuté des Bulgares, j'ai demandé au professeur de grec moderne, M. Pernot, comme quoi il réfute ces documents »[1810]. Hubert Pernot était un helléniste, enseignant à l'Université de Paris. En avril

---

[1807] *Idem.*

[1808] Sur les mécanismes et la nature de la désinformation voir Vladimir Volkoff, *Désinformations par l'image*, Paris, éd du Rocher, 2001, p17. Comme l'affirme l'auteur, la désinformation est une démarche à des fins politiques sinon toute publicité, mensongère ou non, constituerait de la désinformation. Les moyens de traitement de l'information, doivent être détournés, sinon toute propagande, favorable ou défavorable, fallacieuse ou véridique, constituerait également de la désinformation. Dans le cadre d'un conflit militaire, quand un des belligérants envoie par exemple de fausses lettres signées de l'adversaire, où il est censé étaler les atrocités qu'il a commises, qu'elles soient réelles ou non, cela est une manifestation de désinformation.

[1809] *Le Temps,* 29 août 1913.

[1810]« καίτοι ο ενταύθα τύπος ουδεμίαν εποιήσατο μνείαν του βουλγαρικού φυλλαδίου δι ου εδημοσιεύθη η Δευτέρα σειρά των δήθεν επιστολών Ελλήνων στρατιωτών καυχωμένων διά καταδιώξεις κατά Βουλγάρων,

1912, « le conseil des ministres approuva suite à la proposition du ministère des affaires étrangères, un crédit de 6000 francs pour la création d'un siège de langue et littérature grecque moderne à l'Université de Paris »[1811]. Le vice-recteur de cette université, Louis Liard, s'adressant à l'ambassadeur grec à Paris en juillet 1912, lui demande de bien vouloir verser à la caisse de M. l'Agent comptable de l'Université de Paris, quai des Grands Augustins, la somme de six mille francs pour la rémunération de ce professeur pendant l'année académique 1912-1913[1812].

Concernant les propagandes belligérantes au sein des journaux français[1813], l'historien bulgare Ivan Ilchev affirme qu'au début du mois de juillet, Stančov demande 30 000 leva pour 'financer' la presse française et répondre à la propagande grecque concernant les atrocités en Macédoine[1814]. Du côté grec, les archives nous montrent que cette propagande était déjà mise en place. On apprend ainsi, à l'occasion de l'évaluation de la politique d'abonnements aux journaux français à la fin des guerres balkaniques, que l'ambassadeur grec à Paris considère comme inutile le renouvellement de trente abonnements au journal *l'Écho de Paris*, car « l'Ambassade royale entretient des relations cordiales avec ce journal. Par ailleurs, M. Herbette, me rend visite presque chaque jour. Toutes les annonces envoyées par notre ambassade à la rédaction de ce journal sont publiées »[1815].

παρεκάλεσα τον καθηγητήν της Νεοελληνικής κ. M. Pernot, όπως γράψη ανασκευην των εν αυτώ περιεχομένων ήτις και εδημοσιεύθη εις την Revue Critique περιοδικόν, όπερ κυκλοφορεί κυρίως εις τον Πανεπιστημιακόν κόσμον. », dans *Archives du Ministère des Affaires étrangères grec*, 1913/29, dossier sur la presse et les relations balkaniques, N/2, Romanos, 30/13 décembre 1913, n°4109.

[1811] « Το Υπουργικό Συμβούλιο μετά από πρόταση του Υπουργείου εξωτερικών ενέκρινε κατά πλειοψηφίαν πίστωση για τις εξωτερικές δαπάνες 6000 φράγκα για την ίδρυση έδρας της Νεοελληνικής γλώσσης και φιλολογίας στο Πανεπιστήμιο Παρισίων » dans *Archives du Ministère des Affaires étrangères grec*, 1912/65, dossier sur la presse, N/3.

[1812] *Ibid.*, Université de Paris, le 5 novembre 1912.

[1813] L'action des gouvernements étrangers sur la presse française à travers des fonds leur étant destinés, a été souvent évoquée avant la Grande Guerre. Un des documents illustrant ces démarches est l'ouvrage d'Arthur Raffalovitch, *L'abominable vénalité de la presse : d'après les documents des archives russes, 1897-1917*, Paris, Libr. du travail, 1931. Pourtant l'efficacité de ces actions paraît minime. Stainbrook dans sa thèse sur la presse française et la révolution de 1905, conclut à l'inefficacité des subsides russes versés aux journaux français. De son côté, Jean-Marc Delaunay dans sa thèse « Méfiance cordiale, les relations franco-espagnoles au début du XXe, 1899-1914 », Paris I, 1999, montre comment dans les années qui précèdent la Grande Guerre, tous les gouvernements arrosent toutes les presses. Il semble toutefois comme le fait remarquer Patrick Eveno « que les sommes soient limitées et que les influences multiples tendent à se neutraliser ». Voir Patrick Eveno, *L'argent de la presse française des années 1820 à nos jours*, Paris, éd. du CTHS, 2003. D'après Jean-Noël Jeanneney: « on ne connaît pas de bailleur de fonds qui ait pu réduire tout à fait à néant la latitude d'action de ses journalistes, ne serait-ce que grâce aux croisements des vénalités concurrentes », voir Jean-Noël Jeanneney, *L'argent caché : milieux d'affaires et pouvoirs politiques dans la France du XXe siècle*, Paris, Fayard, 1981, p.67.

[1814] Voir Ivan Ilchev, *Εχει δίκιο η πατρίδα μου; Η προπαγάνδα των Βαλκανικών Κρατών, 1821-1923* (*Mon pays a-t-il raison ? La propagande des Etats balkaniques, 1821-1923*), Thessalonique, Epikentro, 2011 (traduit de bulgare en grec par Vaia Rakidzi) p.189.

[1815] « Μετά της εφημερίδος ταύτης η Β. Πρεσβεία ευρισκεται εις αρίστας σχέσεις, ο δε κ. Herbette μ' επισκέπτεται σχεδόν καθ εκάστην. Πάσαι αι εις την διεύθυνσιν της εφημερίδος αποστελλόμεναι ανακοινώσεις

Pour sa part, Romanos informe son ministre que le télégramme du roi Constantin du 12 juillet au sujet des atrocités bulgares en Macédoine, a été transmis par lui-même aux bureaux des journaux les plus importants de la presse parisienne. Après avoir rencontré les rédacteurs de la rubrique sur la politique extérieure, il les a priés de « publier en entier la traduction préparée du télégramme de Sa Majesté, ainsi que le rapport qu'accompagnait celui du commandant de la 6e division »[1816].

Le déroulement, les méthodes et l'intensité de la guerre des propagandes balkaniques, au sujet de la diffusion auprès de la presse française, de nouvelles concernant les atrocités commises, ou supposées commises par les armées belligérantes et/ou des irréguliers, nous sont présentés par le ministre grec à Paris dans sa correspondance avec son ministre des Affaires étrangères. A l'occasion de son courrier du 14 juillet, il affirme que :

> « la publication dans la presse parisienne de nouvelles anti-bulgares, se heurte à des difficultés, pas seulement à cause des sommes financières considérables attribuées depuis la création du royaume, par le gouvernement bulgare à la presse, mais aussi parce que le roi Ferdinand depuis qu'il est élu souverain de la Bulgarie en 1887, n'a pas cessé de prodiguer ses soins à l'égard des journalistes Français les plus connus, les invitant à Sofia et n'hésitant pas à les flatter à travers de cadeaux et de décorations »[1817].

Il rajoute par ailleurs, que selon ses informations, l'ambassadeur bulgare à Paris, M. Stancioff « a reçu un télégramme de la part du roi Ferdinand, se plaignant au sujet de la position de la presse française, dans laquelle sont publiés tous les télégrammes en provenance d'Athènes »[1818]. L'ambassadeur grec nous aide à reconstituer davantage le réseau des actions des propagandes diplomatiques antagonistes sur la presse française en évoquant l'influence majeure exercé par l'ambassadeur de la Russie, M. Isvolsky,

---

της Β. Πρεσβείας δημοσιεύονται », dans *Archives du Ministère des Affaires étrangères grec*, 1913/49, N/10, Romanos à Koromila, 15/28 Août 1913, n°2745.

[1816]« ότι μεταβάς αυτοπροσώπως εις τα Γραφεία των κυριωτέρων οργάνων του Παρισινού Τύπου και συνατήσας τους διευθύνοντας τα της Εξωτερικής πολιτικής αυτών παρεκάλεσα αυτούς όπως εις ακέραιον δημοσιεύσωσι την παρασκευασθείσαν μετάφρασιν του τε τηλεγραφήματος της ΑυτούΜεγαλειότητος, ως και της συνοδευούσης αυτό εκθέσεως του Διοικητού της 6ης Μεραρχίας», dans *Archives du Ministère des Affaires étrangères grec*, 1913/29, N/2, Romanos, 1/14 juillet 1913, n°2273.

[1817]« Επί τη ευκαιρία ταύτη έχω την τιμήν να προσθέσω, ότι η εν τω παρισινώ τύπω δημοσίευσις αντιβουλγαρικών ανακοινώσεων συναντά πολλάς δυσχερείας καθόσον ου μόνον η Βουλγαρική Κυβέρνησις από της ιδρύσεως της Ηγεμονίας διαθέτει ετησίως μεγάλα υπέρ του τύπου χρηματικά ποσά, αλλά και ο Βασιλεύς Φερδινάνδος από του 1887 ότε εξελέγη Ηγεμών της Βουλγαρίας δεν έπαυσε να επιδαψιλεύει παντός είδους περιποιήσεις εις τους γνωστότερους Γάλλους δημοσιογράφους, προσκαλών αυτούς εις Σόφιαν και μη διστάζων να τους κολακεύη διά παντοίων φιλοφρονησεων, πολύτιμων δώρων και παρασήμων », dans *Archives du Ministère des Affaires étrangères grec*, 1913/29, N/2, Romanos, 1/14 juillet 1913, n°2273. D'après Ivan Ilchev, Alexandre Hepp était un des relais du roi Ferdinand en France, voir Ivan Ilchev, …*op.cit*., p.183.

[1818] « Κατ αυτάς έμαθον ότι ο κ. Stancioff έλαβε τηλεγράφημα του Βασιλέως Φερδινάνδου παραπονουμένου επί τη στάσει του γαλλικού τύπου εν ω δημοσιεύονται πάντα τα εξ Αθηνών ανακοινούμενα τηλεγραφήματα », *Idem*.

> « dont les tendances panslavistes sont largement connues, depuis le temps où il dirigeait le ministre des affaires étrangères…en ce qui concerne la presse française, les relations étroites des principaux journalistes Français avec l'ambassade russe, les grosses subventions financières qu'ils reçoivent, sous prétexte de participation à l'émission des titres de la dette russe, rendent difficile toute action soit de l'ambassade royale, soit des amis de la Grèce, dans leur effort de stigmatisation des atrocités bulgares et en vue de la défense des droits de notre race et de l'humanité »[1819].

Le 7 juillet 1913, Romanos informe son gouvernement qu'une agence télégraphique spéciale vient d'être fondée pour servir efficacement intérêts de la Grèce dans la presse française[1820]. Les frais de cette agence étaient pris en charge par des particuliers. L'État grec n'y contribuerait pas mais « il est indispensable à la Légation de Paris de recevoir quatre fois par jour des télégrammes en clair qui peuvent être rédigés en grec au Ministère de la guerre qui seront aussitôt transmis à l'agence où un service est organisé pour faire parvenir ces nouvelles à tous les journaux du matin et du soir »[1821]. L'Agence des Balkans dont il est question, était coordonnée par Edgar Roels et André Tardieu du journal le *Temps*. Cette agence qui a selon les dires de l'ambassadeur grec à Paris « offert de réels services à notre cause »[1822], les autorités grecques ont essayé de la maintenir et d'améliorer son action propagandiste.

Par ailleurs, deux des correspondants de guerre qui ont joué un rôle très important dans la publication, diffusion de nouvelles dans la presse française accusant les Bulgares d'atrocités pendant les opérations et occupations militaires du mois de juillet 1913, Franz de

---

[1819] « Αλλά μείζονα έτι επιρροήν εξασκεί ο Πρεσβευτής της Ρωσσίας κύριος Ισβόλσκυ, ου αι πανσλαυιστικαί τάσεις είναι αρκούντως γνωσταί από της εποχής καθ ην διηύθυνε το επί των Εξωτερικών Υπουργείον. ... όσον αφορά εις τον Γαλλικόν τύπον αι στεναί σχέσεις των κυριωτέρων Γάλλων δημοσιογράφων μετά της Ρωσσικής Πρεσβείας αι μεγάλαι χρηματικαί παροχαί ας λαμβάνουσιν ούτοι υπό το πρόσχημα συμμετοχής, οσάκις εκδίδεται ρωσσικόν δάνειον, καθιστώσι δυσχερεστάτην πάσαν ενέργειαν είτε της Β. Πρεσβείας, είτε των φίλων της Ελλάδος προς στιγματισμόν των βουλγαρικών θηριωδιών και προς υπεράσπισιν των δικαίων της ημετέρας φυλής και της ανθρωπότητος. », *Idem*. Par rapport à l'action propagandiste de l'ambassade russe dans l'espace médiatique français, Arthur Raffalovitch, conseiller secret du ministère des finances, évoque dans son ouvrage sur la vénalité de la presse, le projet d'Isvolsky à influencer les positions de la presse française en automne 1912 et dans le cadre du différend austro-serbe, notamment les journaux de tendance radicale socialiste. Voir Arthur Raffalovitch, *L'abominable vénalité de la Presse, d'après les documents des archives russes, 1897-1917*, Paris, 1931, p.345.

[1820] D'après Léon Maccas, l'un des principaux animateurs de la propagande grecque à Paris, le *Temps* fut un des journaux français que la propagande grecque continuait à influencer pendant la Grande Guerre, suivi dans une moindre mesure le *Figaro* ou plus modérément encore le *Gaulois* d'Arthur Meyer. Voir la thèse d'Elli Lemonidou, « La Grèce vue de France pendant la première guerre mondiale, entre censure et propagandes », Paris, 2007, p.100.

[1821] *Archives du Ministère des Affaires étrangères grec*, 1913/29, N/1, dépêche n°18665, Romanos, Paris, 24/7 juin 1913.

[1822] *Archives du Ministère des Affaires étrangères grec*, 1913/47, dossier sur le projet de création d'une Agence de presse philhellène internationale, N/3, dépêche, n°22109, Paris, 31/13 juillet 1913.

Jenssen et le capitaine anglais Albert H. Trapmann, s'étaient proposés pour organiser une nouvelle agence de presse internationale et philhellène en décembre 1913[1823]. Selon le projet esquissé, la nouvelle Agence entretiendrait à Paris un bureau central sous les soins de Franz de Jenssen, à Londres, un bureau de distribution, sous les soins du capitaine Trapmann, des agents littéraires à Berlin, Vienne, Petersburg, Rome et New York et à Athènes un correspondant. Ensuite, le correspondant d'Athènes :

> « (…) écrira ou télégraphiera à Paris (en chiffre et code) les sujets sur lesquels le gouvernement aura besoin de l'appui de la presse européenne. Dans chaque pays des auteurs et journalistes bien connus écriront aussitôt des articles favorables à la Grèce dans tous les journaux et revues les plus sérieux. Si c'est nécessaire ou avantageux on s'arrangera de façon qu'il y aura une interpellation à la Chambre en faveur des intérêts grecs. L'agent de la nouvelle agence se tiendra toujours à la disposition du ministre grec et pourra en cas d'urgence prendre ses instructions directement de lui. Le plus grand soin sera pris de cacher l'existence de l'agence afin que la source de ses connaissances ne soit pas connu ni suspect. »[1824].

Les journaux qui étaient présélectionnés comme des relais privilégiés de cette propagande en France, étaient le *Temps,* le *Journal*, le *Matin* et le *Figaro*. Une des raisons pour lesquelles cette agence devrait voir le jour d'après ses inspirateurs, était de pallier les lacunes du système en vigueur jusqu'à l'époque des guerres balkaniques, caractérisé d'une part, par des coûts élevés en frais télégraphiques « qui n'obtiennent pas toujours de bons résultats », alors que d'autre part, « les télégrammes des agences telles que Reuters ou Havas, sont le plus souvent regardés avec mépris par les grands journaux qui donnent beaucoup plus d'espace et de poids à des dépêches ou des articles fournis par leurs propres correspondants »[1825]. De surcroît, la source des communications officielles est toujours sujette à suspicion de la part du public.

Ainsi la perception des atrocités pendant la Deuxième Guerre balkanique est-elle largement dominée par les batailles des propagandes des pays belligérants, avec les principaux journaux en termes de circulation, tels que le *Petit Parisien*, le *Journal* ou le *Matin*, et ceux en termes d'influence auprès des élites sociopolitiques, tels que le *Temps* ou le *Figaro*, transformés en terrain de confrontation de narrations concurrentes sur l'avènement ou le déroulement des atrocités. On assiste également à l'exploitation de nouveaux pouvoirs

[1823] A propos des actions de cette agence, voir Dimitris Kitsikis, « Les rapports du *Temps* avec le gouvernement grec», *Revue d'Histoire moderne et contemporain*e, 1968, XV**,** p.522.
[1824] *Ibid.*, Trapmann au MAE, 7/20 décembre 1913.
[1825] *Idem.*

persuasifs et dénonciateurs des clichés photographiques, utilisés comme appui-relais argumentatif dans la diffusion d'opinions, informations et représentations sur les acteurs présumés ou attestés des atrocités. Parmi les acteurs de ces perceptions, on retrouve aussi bien des représentants des institutions diplomatiques, académiques ou ecclésiastiques des pays belligérants, que des représentants des institutions médiatiques françaises ou étrangères, correspondants, envoyés spéciaux, et des citoyens français résidant dans les Balkans ou exprimant leur avis depuis leur bureau à Paris. Comment ces couvertures différenciées des atrocités ont été perçues par ceux et celles qui se sont exprimés dans l'espace médiatique français ?

II.7. Perceptions des couvertures différenciées des atrocités

II.7.1. Percevoir les mécanismes d'une couverture différenciée : la place des propagandes et des représentations de l'Autre

Devant la pléthore d'accusations de source grecque au sujet des atrocités bulgares pendant la Deuxième Guerre balkanique, l'éditorialiste de la *Croix* écrit, en juillet, que depuis quelques jours « les cadavres grecs de Macédoine, plus ou moins mutilés, nous encombrent. Il y en a trop. C'est à croire que le roi Constantin et ses officiers passent leur temps à déterrer leur morts et à dénombrer les cicatrices »[1826]. Sur une même longueur d'ondes, Francis de Pressensé affirme dans l'*Humanité* que :

> « la grande presse, cette puissance d'autant plus dangereuse qu'elle n'a point d'antidote puisqu'elle occupe toutes les avenues de l'esprit public, a formé le dessein de rabaisser et de discréditer la Bulgarie par tous les moyens, en exagérant, au besoin en inventant (…) en peignant sous les couleurs les plus noires tous les actes des Bulgares, en observant au contraire strictement la consigne du silence au sujet des méfaits de ses adversaires. »[1827].

Certes, le grand pacifiste, ne nie pas que les Bulgares aient pu commettre des atrocités. Il lui est toutefois impossible, déclare-t-il « de fermer les yeux aux actes tout semblables commis par les Grecs et les Serbes. (…) La Macédoine a été le théâtre d'une affreuse orgie de meurtres. Il est inique d'en imputer toute la responsabilité à la seule Bulgarie. »[1828].

A ce propos, le *Figaro* du 26 juillet publie les déclarations de Guenadieff, ministre des Affaires étrangères bulgare, qui affirme que son pays « séparé du monde civilisé par

[1826] « Hypocrisie d'État », *La Croix*, 15 juillet 1913.
[1827] Francis de Pressensé, « Le mot de l'énigme », *L'Humanité*, 12 juillet 1913.
[1828] *Idem.*

l'interruption des communications télégraphiques, a été assailli par des campagnes acharnées et méthodiques de calomnies et n'a pu confondre ses calomniateurs. »[1829]. Comme on peut le constater par la comparaison entre le tableau de la fréquence des nouvelles sur les atrocités diffusées dans l'espace médiatique français (voir tableau ci-dessous) et les témoignages recueillis dans le cadre de l'enquête Carnegie (voir annexes, p.953-959), les exactions ayant comme victimes des soldats ou citoyens définis comme Bulgares sont sous-estimées dans la presse française de mon corpus avant le 14 juillet. On n'y trouve qu'une seule nouvelle, alors que le rapport de l'enquête Carnegie relate déjà pour cette période des témoignages faisant état de victimes bulgares au sein des villes occupées à l'instar de Demir Hissar ou de Serrès.

[1829] J. Coudurier, « Nouvelles protestations bulgares », *Le Figaro*, 26 juillet 1913. Dans un contexte similaire, Robin Andersen, rappelle que le public médiatique aux Etats-Unis d'Amérique au début de la Grande Guerre, a été soumis à une perception unidimensionnelle du déroulement des operations, suite à la suppression des câbles transatlantiques en provenance de l'Allemagne. Cet événement permit aux allies franco-britanniques de filtrer la majorité des nouvelles diffuses dans l'espace médiatique américain. Voir Robin Andersen, A century of media, …*op.cit.*, p.11.

Tableau : Nouvelles sur les atrocités relatées dans la presse française en juillet 1913.

	Autorité	*BS*	*Croix*	*Écho de Paris*	*Figaro*	*Gaulois*	*Humanité*	*Illustration*	*Journal*	*Lanterne*	*Matin*	*Petit Journal*	*Petit Parisien*	*Radical*	*Temps*
1															
2															
3															
4	■														
5									■					■	▲
6															
7															
8	■								■	■					■
9									■		■		■		
10						■	▲		■						■●
11															■
12					□				▲						
13		■	?	?		■			■		■	■		■	?
14					□■				■	▼				□	■

15															

	Autorité	*BS*	*Croix*	*Écho de Paris*	*Figaro*	*Gaulois*	*Humanité*	*Illustration*	*Journal*	*Laterne*	*Matin*	*Petit Journal*	*Petit Parisien*	*Radical*	*Temps*
16															
17															
18															
19															
20															
21															
22															
23															
24															
25															
26															

27	■										●				
28					▲				■		▼				□
29	■					▼			?		●		●	■ □ ▲ ▼	
30												■			
31					■ ■						▲	?			

Atrocités bulgares (source journal) ▲

Atrocités bulgares (source française) ●

Atrocités bulgares (source alliés) ■

Atrocités bulgares (source inconnue) ◙

Atrocités bulgares (démenti) ▼

Atrocités ‘Alliés’ (source journal) △

Atrocités ‘Alliés’ (source française) ○

Atrocités ‘Alliés’ (source bulgare) □

Atrocités ‘Alliés’ (source inconnue) ◘

Atrocités ‘Alliés’ (démenti)

A ce sujet, le *Temps* publie le 28 juillet, une protestation officielle bulgare qui lui est transmise par son correspondant à Sofia. Selon cette dépêche, les journaux européens en date du 14 juillet contenant des récits des prétendus crimes bulgares étaient arrivés avec deux semaines de retard. « Pour faire la lumière sur toutes ces accusations, Ghenadief, a envoyé une circulaire aux ministres de Bulgarie à l'étranger, pour demander une enquête commune par les représentants des grandes puissances sur le théâtre de la guerre »[1830]. Le 26 juillet, Jousselin écrit à Stephen Pichon que malheureusement pour les Bulgares, « il n'y a plus personne en Macédoine pour découvrir et au besoin déterrer les cadavres de leurs nationaux afin de les montrer aux correspondants des journaux européens »[1831]. Ainsi la médiatisation française différenciée des atrocités, est perçue à travers la présence ou l'absence de relais de l'information sur place.

Pendant la première période des guerres balkaniques, la presse française relate surtout, comme on peut le constater dans le tableau ci-dessous, des atrocités commises ou supposées avoir été commises par les soldats ou les irréguliers ottomans (sur 50 nouvelles publiées dans mon corpus au sujet des exactions et des atrocités, 10 seulement impliquent les alliés). Les atrocités attribuées dans le rapport Carnegie[1832] aux troupes d'occupation des alliés, ont été partiellement relatées ou sont restées largement inconnues au sein de l'espace médiatique français[1833] (voir tableau ci-dessous).

[1830] « Une protestation officielle bulgare de notre correspondant de Sofia », *Le Temps*, 28 juillet 1913.
[1831] *AMAE*, Turquie/479, consul à Salonique au MAE, n°160, le 26 juillet a sujet de la situation en MAcédoine.
[1832] D'après Richard Hall, le rapport sur les atrocités commises pendant les deux guerres balkaniques, établi par le comité de la dotation Carnegie, représente probablement la documentation la plus objective sur cette question. Ce rapport basé sur des témoignages oraux et écrits de la part des survivants ou des témoins, aussi bien qu'à des observations effectuées par les sept membres du comité d'enquête, attribua des responsabilités pour ces exactions à tous les belligérants impliqués dans le conflit. Voir, Richard Hall, *The Balkan wars, 1912-1913, prelude to the first World War*, London, New York, Routledge, 2000, p.138.
[1833] Pendant la couverture médiatique des guerres en ex-Yougoslavie dans les années 1990, des cherceurs ont dénoncé des phénomènes semblables de médiatisation sélective du conflit, avec une stigmatisation récurrente du côté serbe et une couverture médiatique unidimensionnelle ou peu pluraliste dans l'espace médiatique français. Voir Jacques Merlino, *Les vérités yougoslaves ne sont pas toutes bonnes à dire*, Paris, Albin Michel, 1993, Maurice Pergnier, *Mots en guerre: discours médiatique et conflits balkaniques*, Lausanne, L'Age d'homme, 2002.

Tableau: Nouvelles sur des atrocités entre le mois d'octobre et le mois de décembre 1912 (en italiques les légendes des clichés photographiques)

JOURNAL	Octobre	Novembre	Décembre
Action Française		2 : « Épouvantables atrocités » (dépêche bulgare pour Andrinople)	
Autorité		3 : « Les massacres turques »	
Croix	12 : « *Ces barbaries des Turcs contre les chrétiens sont la cause profonde du conflit balkanique* » 28 : « Atrocités turques, charité chrétienne »	1er : « *Un exemple de massacre de chrétiens par les musulmans, l'ossuaire de Peroutchitza, Bulgarie* » (correspondant du journal à Philippopoli) 6 : « Atrocités turques » 17 : « *Le retour vers l'Asie, la population des villages de Thrace en fuite devant l'envahisseur bulgare* »	10 : « Les bachi-bouzouks détruisent systématiquement les villages chrétiens dans la presqu'île de Gallipoli »
Écho de Paris		1er : « Les Turcs continuent à se signaler par des massacres et des incendies » (par Georges Doutremont)	
Figaro	31 : « Les fureurs de la guerre » (atrocités ottomanes après leur défaite de Kirk-Kilissé) (source bulgare)		
Gil Blas			18 : « M. Claude Farrère raconte des histoires turques » (par Raoul Aubry) (au sujet de dépêches que nous avons reçues du Bruix, en rade de Salonique, relatant les atrocités des soldats serbes et grecs victorieux, crevant les yeux des prisonniers)
Humanité	5 : « Violences contre les Musulmans en Bulgarie, violences contre les Chrétiens en Turquie » 12 : « Graves excès commis par des musulmans contre la population bulgare en Macédoine » (télégraphe envoyé de Sofia à la Gazette de Francfort)	9 : « Familles turques fuyant devant les troupes bulgares »	1er : « Exactions et massacres des troupes bulgares et grecques à Salonique » (lettre suggestive adressée au citoyen Henri Nivet par un des prisonniers turcs de Salonique)

	15 : « Atrocités des bandes turques »		
Illustration		9 : « L'exode d'un peuple devant l'envahisseur » (par Georges Rémond) 23 : « La vengeance des vaincus » (par Alain de Pennenrun)	
Journal	4 : « Musulmans tués ou blessés en Bulgarie » 27 : « Les exactions des Albanais musulmans » (par Christian Houel)	26 : « Les atrocités des Bachi-bouzoucks » (par Ludovic Naudeau)	5 : « Lors de la prise de Dédéagatch, des exactions commises par des comitadjis contre la population musulmane de la ville » (d'un jeune ingénieur français, M. Debron, qui se trouve à Dédéagatch)
Libre Parole		1er : « Les atrocités turques »	
Matin	26 : « Les Turcs massacrent les chrétiens à Uskub à Andrinople et à Servia »	3 : « Victoires bulgares et atrocités turques » 27 : « Les Turcs commettent des atrocités sur leur passage » 31 : « Les alliés déclarent que les Turcs et les Arnautes maltraitent les chrétiens, jeunes et vieux, et incendient les maisons dans tous les villages qu'ils évacuent. » (source : Belgrade)	9 : « Les Grecs à Salonique ; leur occupation donne lieu à des incidents et à des plaintes émanant des Français » 9 : « Massacres des chrétiens dans la presqu'île de Gallipoli »
Petit Journal	20 : « Les atrocités turques »	2 : « Atrocités turques contre les chrétiens » « Atrocités albanaises à Arta » (légation de Serbie à Paris) 20 : « Les atrocités turques » (par Charles Loiseau) 30 : « La férocité des Albanais » (par le correspondant du journal à Belgrade) 30 : « *Quelques instruments de torture albanais ; en Vieille Serbie, le clergé serbe va enterrer une tête coupée par des Albanais* »	6 : « Pillages turcs » (source grecque) 9 : « Pillages turcs » (du vapeur Mer Noire) 19 : « Les Turcs ont attaqué les Serbes et brûlé des villages en Albanie »
Petit Journal Illustré	27 : « *Les atrocités commencent : massacre de paysans serbes par les bandes turques* »		
Petit	18 : « Les excès des	2 : « Chrétiens massacrés »	

Parisien	Monténégrins » 25 : « Les atrocités de la lutte » (source *Mir*, journal officieux bulgare)		
Radical		10 : « *Soldats turcs et têtes coupées des chrétiens* »	
Temps	15 : « Cruautés et excès turcs » (télégraphe de source grecque) « Bruits d'atrocités de bandes turques »	1er : « Excès turcs en Épire» (correspondant du journal à Athènes) « Excès turcs en Thrace » (télégraphe de Sofia) 4 : « Massacres turcs » « La Turquie accuse les Bulgares des cruautés » 5 : « Cruautés albanaises en Épire » (télégraphe d'Athènes) 15 novembre : « Cruautés et excès turcs » (télégraphe de source grecque)	6 : « Exactions bulgares à Dédéagatch et exactions turques » (par Jean Rodes) 23 : « Dévastations en Épire » (un communiqué venant de l'Épire)

Tableau : Témoignages publiés dans le rapport du comité Carnegie sur les atrocités commises en automne 1912 (les termes employés pour désigner les victimes, les accusés sont ceux employés par les témoins ou transcrits par les enquêteurs)

Témoignage	**Région**	**Période des événements**	**Accusés**	**Victimes**
Témoignage de Rahmi Effendi	Strumitza	Novembre 1912	Bandes bulgares Autorités serbes et bulgares	Citoyens musulmans
Abdul Kerim Aga	Strumitza	Novembre 1912	Bandes bulgares Autorités serbes et bulgares	Citoyens musulmans
Hadji Suleiman Effendi	Strumitza	Novembre 1912 Juillet 1913	Autorités serbes et bulgares Armée grecque	Citoyens musulmans
Réfugiés musulmans dans le camp en dehors de Salonique visité par la Commission d'enquête	Strumitza Villages voisins	Novembre 1912 Juillet 1913	Bandes bulgares Armée grecque	Citoyens musulmans Citoyens musulmans
Membres du Comité islamique de Salonique	Macédoine	Octobre 1912-Août 1913		Citoyens musulmans
Gustave Michel (prêtre	Kukush	Automne	Bandes bulgares	Citoyens

catholique)		1912		musulmans
Ali-Riza Effendi	Kukush	Automne 1912 Juillet 1913	Bandes bulgares Armée grecque	Citoyens musulmans Citoyens Bulgares
Déposition signée par Youssouf Effendi (président de la communauté musulmane de Serrès)	Serrès	Automne 1912	Armée et autorités bulgares	Citoyens musulmans
Lieutenant R. Wadham Fisher (anglais, engagé volontaire dans la 5e batterie de la Légion macédonienne)	Dédé-Agatch	Novembre 1912	Grecs de la basse classe et soldats de la légion macédonienne	Indigènes Turcs
Boris Mouchev (maire bulgare de Dédé-Agatch)	Dédé-Agatch	Novembre 1912	Portefaix Arméniens	Citoyens Turcs
Vasili Smilev (instituteur bulgare à Uskub)	Uskub	Novembre 1912	Bandes serbes	Turcs Albanais
Un notable musulman	Iailadjik (village situé à une heure et demie de Salonique)	Novembre 1912	Soldats Grecs Grecs des villages voisins	Musulmans

Devant ce qu'ils perçoivent comme une médiatisation différenciée et sélective des atrocités des belligérants, les Français de l'époque réagissent et expriment leurs points de vue au sujet de ses mécanismes. Léon Martin écrit dans *Gil Blas* que l'indifférence ottomane sert admirablement ses adversaires, leur permettant « d'inonder la presse française de nouvelles tendancieuses[1834] qu'elle néglige de démentir ». Ensuite, il remarque que les correspondants de guerre sont toujours tenus éloignés des champs d'opérations. Ils sont à l'arrière, contraints de recueillir des bruits et d'accepter les renseignements fournis par les États-majors. Leurs dépêches sont soumises à une censure sévère. « Ils ne disent pas ce qu'ils ont vu, mais ce qu'on leur a communiqué. Or, il y a quatre sources d'information auprès des alliés contre une seule auprès des Turcs »[1835]. C'est aussi le point de vue de Georges Gaulis, ancien directeur de *l'Opinion* à Paris et directeur du journal *Stamboul* à Constantinople. Voyageant dans le même train que Stéphane Lauzanne en route vers la capitale ottomane, il lui avoue qu'à Sofia, « on est plein de prévenances pour les correspondants de guerre. (…) c'est très habile et je

[1834] Léon Martin, « La Guerre dans les Balkans », *Gil Blas*, 27 octobre 1912.
[1835] *Idem.*

doute que la Turquie en fasse autant. Elle ne saura guère se ménager les bonnes grâces de ceux qui influencent au dehors de l'opinion publique, et elle sera toute étonnée, après de l'avoir contre elle »[1836].

Pour sa part, Sam Lévy, directeur du *Journal de Salonique*, écrit dans la revue de la *Ligue des Droits de l'Homme*, que des nouvelles sur les atrocités qu'auraient commis les Ottomans, reviennent constamment tous les deux à trois jours « comme un leitmotiv dans les communiqués que les agences télégraphiques d'Athènes, de Sofia et de Belgrade envoient sans se lasser à la presse mondiale, qui les enregistre bénévolement »[1837]. Et Paul Genève, se met en colère contre ceux qui « sans avoir été directement les témoins d'actes de violence, ont trop complaisamment reproduit des récits inexacts »[1838]. Dans une série de lettres, Pierre Loti, proteste lui aussi contre ce que l'on appelait les 'atrocités turques' en dénonçant « un certain syndicat qui rétribuait largement la presse d'Europe pour qu'elle entretint dans l'opinion publique la légende de la sauvagerie ottomane »[1839]. Dans l'*Intransigeant* du 28 avril, il accuse ouvertement le président du Comité balkanique d'avoir corrompu la presse[1840].

Par rapport à cette guerre de propagandes, Albert Thomas constate que, les « Turcs écrivent peu ou point»[1841]. C'est pourquoi quand les dirigeants du Comité Union et Progrès reprennent le pouvoir après le coup d'État du mois de janvier 1913, une de leurs premières initiatives et priorités absolues est de s'intéresser à la reconquête des opinions publiques européennes, et de se lancer dans la bataille médiatique, si longtemps délaissée et négligée selon eux par leurs prédécesseurs.

Les représentations ancrées dans l'imaginaire français à l'égard des différents acteurs sont un autre facteur susceptible d'expliquer selon certains contemporains, la couverture médiatique différenciée des atrocités pendant la première et deuxième phase des guerres balkaniques. A ce propos et pour soutenir l'argument qui voulait les Ottomans victimes d'une campagne de stigmatisation diachronique, Georges Rémond, raconte une expérience qu'il a vécue à la station de Seidler, à 150 kilomètres d'Istanbul. Sous une pluie incessante, il aperçoit une maison à côté de la gare, dotée de quelques bancs et tables. Il s'agit d'un *bacal*, servant d'épicerie, de buffet et de cabaret. Un peu plus tard, il découvre dans une écurie le maître de ce lieu, « un Grec à silhouette falote, glabre, avec des yeux inquiets qui ont l'air de

[1836] Stéphane Lauzanne, *Au chevet …op.cit.,* p.18-20.
[1837] *Les Droits de l'Homme*, 29 décembre 1912.
[1838] Paul Genève, *Un Français à Constantinople, juillet 1912-juillet 1913*, Paris, 1913, p.162.
[1839] *Les Droits de l'Homme*, 2 février 1913.
[1840] Tcherep – Spiridovitc, *L'Europe sans Turquie*, Paris, éd. de la ligue franco-slave, Paris, 1913, p.69.
[1841] Albert Thomas, *Revue socialiste*, novembre 1912, p.419.

chercher un mensonge à dire ou à répondre »[1842]. Il n'a rien, assure-t-il, car on lui a tout cassé et pris. Cependant, « devant la bonne mine de notre argent, il finit par se décider à sortir sa cafetière et à nous confectionner un jus (…) il consent encore à nous céder des œufs à 25 centimes la pièce, et des poules à 5 francs l'une »[1843]. Le journaliste français effrayé du coût de ces produits, s'adresse au capitaine Izzet bey en lui confessant qu'en temps de guerre, il pourrait bien contraindre « ces Grecs à ne pas voler avec une telle imprudence, puisqu'ils en ont tout le loisir et la facilité en temps de paix ». Et l'officier ottoman lui répond en haussant les épaules : « que voulez-vous ? si nous intervenions, on lirait peut-être dans quelques jours, en Europe, que les officiers turcs sont entrés, sabre au clair, chez un malheureux commerçant, l'ont contraint à livrer sa marchandise pour rien, ont violé sa femme, frappé les enfants, etc. etc. ainsi écrit-on depuis toujours l'histoire des choses de Turquie ! »[1844]. En dehors du stéréotype-préjugé du Grec voleur, colporté par le correspondant de l'*Illustration*, son interlocuteur ottoman met le doigt sur une perception déformante des événements survenant dans l'Empire ottoman, de la part de la presse française, caractérisée par une victimisation constante et permanente des sujets chrétiens du sultan et une identification du Turc, associé au préalable à l'Ottoman musulman, à la place et dans le rôle du bourreau.

Albert Thomas commente dans la *Revue socialiste*, que si ses compatriotes ont en général des notions assez vagues et confuses sur les peuples balkaniques, ils ont pour autant sur les Turcs, « un certain nombre d'idées simples, précises, qui leur semblent indiscutables »[1845]. Pierre Loti se révolte dans *le Figaro,* en constatant « à quel point les Turcs sont méconnus, insoupçonnés (…) par tous les Occidentaux qui n'ont jamais mis un pied dans leur pays ? Il en va de même en Amérique d'où j'arrive : là-bas on dit couramment en parlant d'eux ; les hordes d'Asie, les barbares »[1846]. Et l'auteur des *Désenchantées,* dénonce les écrivains qui ne sont jamais allés en Turquie mais qui profitent de l'actualité pour « expectorer des romans (…) qui s'appellent les 'Tigres du Bosphore' ou les 'Monstres de Stamboul'»[1847]. Marcel Monmarché dans son guide de voyage, *De Paris à Constantinople*, revient lui aussi sur cette réalité, en affirmant « que les erreurs et les préjugés, souvent les plus invraisemblables, ont cours dans notre pays, sur le compte des Turcs et de la Turquie ».[1848] La

[1842] Georges Rémond, Avec…, *op.cit.*, p.21.
[1843] Idem.
[1844] *Ibid*., p.23.
[1845] Albert Thomas,…, *op.cit.*, p.413.
[1846] Pierre Loti, « Les Turcs massacrent ! », *Le Figaro*, 7 novembre 1912.
[1847] Pierre Loti, *Turquie …op.cit.,* p.100-101.
[1848] Marcel Monmarché, De…*op.cit*., p.xxviii.

caricature publiée dans la *Croix* en novembre 1912[1849] résume de manière éloquente l'image du Turc au sein d'une partie de la société française de l'époque des guerres balkaniques. Dans un restaurant de boulevard, quelqu'un est assis à une table: « Qu'est-ce que Monsieur désire comme entrée ? » interroge le garçon. Le client, « un Turc, lui répond férocement : 'une omelette aux fines serbes, avec beaucoup de graisse'». De son côté, la Une du *Petit Journal* du 27 octobre, affiche une gravure, intitulée 'Les massacres commencent' (voir annexe, p.931) expliquant qu'il s'agit des massacres des paysans serbes par des bandes turques. On y aperçoit parmi les victimes, des jeunes femmes tirées par les cheveux avant d'être égorgées par leurs bourreaux, des enfants, ainsi qu'un prêtre. Des maisons incendiées apparaissent à l'arrière-plan et l'on distingue, gisant par terre, le cadavre d'une femme ensanglantée. Cette représentation synthétique et hautement symbolique de la violence aveugle d'un des acteurs du conflit, vise à accréditer l'idée que les troupes ottomanes ne respectent aucune convention internationale, faisant preuve de bestialité et de férocité, deux comportements qui leur sont associés, suite à la couverture médiatique de leurs interventions sanglantes pour réprimer des révoltes liées à la question d'Orient, qu'il s'agisse sur l'île de Chio en 1822 ou à Batak lors de l'insurrection bulgare de 1876. Dans une telle optique, la *Croix* publie à sa Une le 1er novembre, un cliché de l'ossuaire de Peroutchitza, censé commémorer les victimes des massacres commis par des bachi-bouzouks pendant la répression de l'insurrection du mois d'avril 1876, intitulé 'Un exemple de massacre de chrétiens par les musulmans'. Il s'agit donc d'une image qui fait appel à la mémoire représentationnelle dominante au sein de la société française de l'époque, une mémoire façonnée à la fois par les médiatisations précédentes des conflits dans les Balkans et par les œuvres d'art qui en ont été inspirées, et qui fige les acteurs du conflit présent dans des rôles déjà distribués ou qui perçoit le comportement des acteurs dans le conflit, à travers leurs rôles déjà figés par la médiatisation des séquences du passé .

En ce qui concerne l'héritage représentationnel essentialiste du 'Turc' comme sauvage[1850], Edouard Conte remarque dans la *Dépêche* de Toulouse, que « les arts et les lettres ont donné du corps à cette prévention. Dans son *Itinéraire de Paris à Jérusalem*, Chateaubriand maudit les Turcs de rançonner leurs assujettis, sans n'y avoir d'autre titre que

[1849] « Dans un restaurant du boulevard », *La Croix*, 12 novembre 1912.

[1850] Mark Mazower situe le tournant dans les representations du régime ottoman dans l'imaginaire des societies de l'Europe occidentale à la deuxième moitié du XVIIe siècle. A partir de cette époque et sous l'influence d'écrits, tels que ceux de Montesquieu, percevant le règne du sultan comme tyrannique et despotique, les références à sa tolérance religieuse commencent à laisser leur place à des commentaires sur l'absence de sa légitimité, la corruption et le déclin inévitable de son empire. Comme le fait remarquer Mark Mazower, ces glissements représentationnels dans la perception du régime ottoman dans la pensée et la rhétorique dominante en Europe de l'Ouest, voit le jour à un moment où les rapports de force militaire et économique évoluent au profit des puissances de l'Europe occidentale. voir Mark Mazower, The Balkans….*op.cit.*, p.xxxiii.

la force. *Le massacre de Scio*, de Delacroix, a accrédité par l'image, la férocité du Turban »[1851]. Et pour renforcer ou ressusciter cette représentation négative du Turc, par des références à des images qui avaient scellé la perception médiatique de la guerre d'indépendance grecque dans les années 1820, Meunier informe au début de la guerre ses lecteurs français, de Bordeaux et du Sud-Ouest, que l'Imprimerie nationale et la librairie Ollendorff rééditent le 23e volume de l'œuvre monumentale de Victor Hugo qui contient *Les Orientales*[1852]. En revanche, aucune référence ou allusion n'est faite dans la presse française de l'époque des guerres balkaniques à des séquences précédentes de la question d'Orient, où les victimes des atrocités étaient des Ottomans musulmans ou juifs et les bourreaux des Ottomans chrétiens, à l'instar du massacre de Tripolitsa[1853] dans le cadre de la guerre d'Indépendance grecque.

Avec une telle empreinte du passé dans la perception du présent, et une anamnèse ou connaissance sélective et partielle des horreurs commises dans les Balkans du XIXe siècle, les bachi-bouzouks représentent l'archétype de la férocité 'turque' et constituent l'incarnation dans l'imaginaire des Français de l'époque, du Turc comme acteur potentiel d'atrocités. *Le Petit Journal illustré* constate que depuis le début de la guerre dans les Balkans, le nom des soldats irréguliers turcs est réapparu dans la presse. Et le journal turcophobe renvoie ses lecteurs à la représentation des bachi-bouzouks dans les tableaux d'Alexandre-Gabriel Decamps, où il apparaît comme :

> « un grand diable osseux et farouche, un type kurde, généralement ; il est couvert d'oripeaux multicolores, coiffé d'un haut turban bariolé. Une longue moustache lui tombe de chaque côté des lèvres et donne un air terrible à sa physionomie. A sa ceinture tout un arsenal de cimeterres et des pistolets damasquinés. Entre ses mains le long fusil à pierre dont la crosse est incrustée de nacre et d'argent. Cette figure effrayante, maintes fois reproduite jadis par l'imagerie, a terrifié notre enfance .peut-être a-t-elle perdu de son pittoresque. Le bachi-bouzouk à présent a un mauser et une baïonnette. Ses vêtements sont peut-être moins brillants qu'autrefois mais ils doivent être toujours en loques comme au temps de Decamps. (…) le type, pour s'être modernisé, n'est pas moins farouche qu'autrefois »[1854].

[1851] Edouard Conte, « L'avenir de Sainte Sophie », *La Dépêche de Toulouse*, 23 octobre 1912. Comme le souligne, Uluağlı Serhat, Chateaubriand avec son *Itinéraire de Paris à Jérusalem* devient bâtisseur d'une politique turcophobe et islamophobe dans la littérature du XIXe, alors qu'à ses antipodes, Lamartine dans son *Voyage en Orient*, introduit une nouvelle vision de la religion musulmane et de l'Empire ottoman beaucoup plus idyllique. Voir Uluağlı Serhat, *L'image de l'Orient turc dans la littérature française : les idées, les stéréotypes et les stratégies*, Istanbul, Isis, p.47.
[1852] Meunier, « Les Orientales », *La France de Bordeaux et du Sud-Est*, 22 octobre 1912.
[1853] Voir Benjamin Lieberman, *Terrible Fate: Ethnic Cleansing in the Making of Modern Europe*, Chicago, Ivan R. Dee, 2006, p.9.
[1854] « Les Bachi-bouzouks », *Le Petit Journal illustré*, 8 décembre 1912.

Puis l'article du même journal, s'attelle à désigner les populations parmi lesquelles se recrutent ces irréguliers ottomans. A côté des Albanais et des Kurdes, il cite les Circassiens. Sur ces derniers, il rappelle qu'après la conquête du Caucase par les Russes, un grand nombre de Tartares de Circassie quittèrent le pays et s'en furent s'établir en territoire musulman. Si l'article reste silencieux sur les atrocités et pratiques d'expulsion-extermination dont les Circassiens furent victimes, suite à la colonisation tsariste de leur région au milieu du XIXe siècle[1855], il rappelle toutefois « qu'il n'y a pas plus de sept ans, en 1905, les Tartares de Circassie (…) brûlèrent Batoum et Baku, et massacrèrent en masse les Arméniens transplantés en Caucasie »[1856]. Là aussi, son récit occulte le fait que ces massacres ont fait des victimes aussi bien au sein de la communauté arménienne que chez la communauté tartare de ces deux villes caucasiennes. Il s'abstient aussi de tout commentaire sur le contexte historique de ces événements, survenant dans le cadre d'une agitation sociale et d'un mouvement de protestation contre le pouvoir tsariste qui se serait servi des tensions intercommunautaires, afin de détourner l'attention des grévistes de leurs revendications sociopolitiques.

Par ailleurs, l'Albanie et le Kurdistan constituent selon l'auteur du *Petit Journal illustré*, les deux autres pépinières de bachi-bouzouks. « Le brigand albanais, pendant des siècles, a terrorisé les populations chrétiennes de la Macédoine, le brigand kurde, pendant ce temps, a fait de même pour les Arméniens », conclut-il. Dans une telle perception sélective de la figure du brigand et des actes de brigandage, la presse turcophobe, islamophobe de culture politique traditionnaliste/nationaliste, occulte d'une part, les exactions commises par des andartes grecs, des comitadjis bulgares ou des tsetnik serbes. D'autre part, elle diffuse presque exclusivement des informations où les auteurs d'exactions pendant la Première Guerre balkanique sont des sujets ottomans musulmans, tout en rappelant à ses lecteurs des événements du passé où ces mêmes sujets ou leurs coreligionnaires étaient impliqués dans des actes similaires.

[1855] Dans la mémoire collective et historiographique turque, ces événements sont désignés sous le terme de *sökümü*, signifiant le désastre et déracinement consécutifs à ces pratiques d'expulsion. Voir Kemal Karpat, "The transformation of the Ottoman State, 1789-1908", *International Journal of Middle East Studies*, 1972, 3, 243-81, p.272.
[1856] *Idem.*

Dans d'autres journaux proches des alliés à l'instar d'*Excelsior*, les Albanais sont représentés comme intrinsèquement belliqueux et barbares[1857]. Pour sa part, l'écrivaine Guy de Chantepleure, avoue que lors de la mobilisation des soldats albanais dans la ville de Janina,

> « …quand, par petites troupes serrées, ils traversaient la ville, grappes de faces abruptes et sauvages, en vociférant sur deux notes la mélopée barbare qui doit être leur chant ou leur appel de guerre, des réminiscences d'écolière, des gravures, des mots longtemps oubliés, causes d'enfantines terreurs, me repassaient par la mémoire et sans souci de mettre d'accord avec les données savantes de l'ethnologie une impression si naïve, je songeais aux hordes hunniques »[1858].

Gustave Babin relate quant à lui dans l'*Illustration*, les soucis du prince Danilo qui se préoccupe de la conduite des Malissores et déclare que : « ce sont de redoutables amis, indisciplinés pillards, cruels, pour l'appât de la razzia, ils sont prêts à tout ; (…) ce sont nos apaches à nous. ». Ainsi la perception 'exotique' et lointaine dans le temps et l'espace du barbare balkanique, est domestiquée et rapprochée de l'imaginaire social des Français de la Belle Époque, à travers sa comparaison avec l'image de l'apache, le barbare 'endémique' dans le discours médiatique dominant.

Par contre, les irréguliers des pays des alliés, sont idéalisés pendant ces premiers mois du conflit, dans *le Journal* qui incite ses lecteurs à se les représenter sous la forme d'un :

> «… pallikare, un jeune homme qui, dans une rixe ou à la suite d'un coup de tête, a eu un malheur et que la crainte du gendarme, du bachi-bouzouk, a forcé de s'en aller dans la montagne, où il gagne sa nourriture le fusil au poing. (…) comme tous les types populaires il tend à disparaître(…) à mesure que leurs mœurs se polissent, Serbes et Bulgares apprécient les bienfaits de l'ordre »[1859].

Ernest Laut évoque également la place de la cruauté des Monténégrins dans l'imaginaire collectif français, en commentant un événement survenant en 1806. A cette époque, l'Empire napoléonien s'étendait jusqu'aux frontières monténégrines. Pierre Ier, Vladika, c'est-à-dire, prince-archevêque du Monténégro, vint assiéger dans Raguse le général Lauriston. Après quatre mois de siège, les Monténégrins entrent dans la ville et un massacre s'ensuit. Aux morts, et aux blessés, indifféremment, « ils coupaient la tête. (…) nombre de têtes de Français furent expédiées à Cettigné et exposées sur la Tour, dite Tour aux Turcs, ainsi nommée parce

[1857] « Interview de M. Messimy, ancien ministre de la guerre par André Doriac », *L'Excelsior*, 26 octobre 1912. Voir sur la notion du barbare dans la littérature/pensée européenne, voir Claude Rawson, *God, Gulliver, and Genocide : barbarism and the European imagination, 1492-1945*, Oxford University Press, 2001.
[1858] Guy de Chantepleure, *La ville …op.cit.,* p.17.
[1859] Edgar Lelong, « Types balkaniques ; les brigands », *Le Journal*, 12 novembre 1912.

que d'ordinaire, c'étaient les têtes des Ottomans, vaincus et tués qui y étaient placées »[1860]. Depuis lors, lit-on dans le *Petit journal illustré*, les rapports entre la France et le Monténégro « se sont infiniment améliorés et aujourd'hui l'influence française est, dans ce pays, comme en Bulgarie, comme en Serbie prépondérante »[1861]. Les acteurs ont beau avoir été perçus comme des barbares à un moment donné de leur histoire ou de l'histoire, leur image contemporaine n'en souffre pas pour autant continuellement. La perception des intérêts diplomatiques et des considérations géopolitiques peuvent également intervenir et influencer les représentations de l'Autre. Le poids de la perception du passé est donc relatif et relativisé par l'entrée en considération de facteurs autres que ceux purement représentationnels.

Pour sa part, Albert Thomas critique une couverture caricaturale, manichéenne des responsabilités pour les atrocités dans la presse française, représentant toujours le Turc comme un être brutal et sanguinaire, face à des populations chrétiennes opprimées[1862] et sans défense. Il se dresse également contre l'association entre la religion musulmane, et le fanatisme et la cruauté. Il s'agit de stéréotypes donnant lieu à des préjugés et des amalgames véhiculés dans la presse turcophobe et islamophobe. Dans la *Croix*, on lit qu'avec « ses qualités indiscutables et ses défauts indéniables, le Turc est resté un Asiatique. Il est franc, sincère, honnête profondément, mais violent, mais arbitraire, mais…musulman »[1863]. Ces représentations des acteurs du conflit, relèvent d'un essentialisme culturel, établissant des correspondances arbitraires et imaginaires entre une religion, une région géographique, un groupe ethnique et des comportements violents dans la guerre, censés leur être inhérents ou étroitement associés. De tels commentaires révèlent aussi, qu'à l'origine et au cœur de la turcophobie exprimée et véhiculée dans une presse de culture traditionnaliste/catholique, c'est l'association entre Turc et religion musulmane, religion confinée dans un l'imaginaire d'une telle culture politique à l'Asie et donc excluant les Ottomans de la 'famille européenne' définie encore une fois sur la base de critères confessionnels[1864].

Pendant la Deuxième Guerre balkanique, ce sont les représentations dépréciatives associées aux Bulgares et déposées dans les strates successives composant l'imaginaire collectif français à leur égard, qui resurgissent. A ce propos, on retrouve dans le *Petit journal illustré*, du mois d'août, la même mise en scène/représentation des effets d'un massacre que

[1860] Gustave Babin, « Au Monténégro », *L'Illustration*, 2 novembre 1912.
[1861] Voir Ernest Laut, *Le Petit Journal illustré*, 10 novembre 1912.
[1862] Albert Thomas, ….*op.cit.*, p.414.
[1863] « La France et la question d'Orient », *La Croix*, 5 octobre 1912.
[1864] Ainsi la perception médiatique des guerres balkaniques et de la question d'Orient, devient une occasion privilégiée pour contribuer à l'archéologie de la turcophobie au sein d'une culture politique française.

celle du mois d'octobre, avec cette fois-ci, des hommes et des femmes musulmans dans le rôle des victimes des soldats ou comitadjis bulgares, dans une reproduction de carnage dévoilée au lecteur-spectateur par l'entrée dans le village, où eût lieu le massacre, de soldats serbes horrifiés par le spectacle qu'ils viennent de découvrir (annexes, p.933). Ainsi, toutes les représentations négatives, dépréciatives des Bulgares dans l'imaginaire collectif français de la Belle Epoque, refont surface, ou plus exactement la perception médiatique des atrocités de l'été 1913 dans les Balkans, nous révèle quelles étaient les références représentationnelles dominantes au sein de la société française de l'époque, à travers lesquelles se confectionnait l'image négative des Bulgares auprès des contemporains. L'*Aurore* remarquait déjà en octobre que les Bougres, déformation du nom Bulgare, considérés comme hérétiques au Moyen âge, « avaient été calomnieusement accusés de certains vices peu avouables par le clergé romain et leur nom servit à désigner les gens qui avaient de semblables mœurs »[1865]. La perception du soldat bulgare, à travers cette association représentationnelle héritage d'un passé lointain, réapparaît dans l'espace médiatique français en août 1913, quand le passage de l'armée du tsar Ferdinand est comparé à celui des Vandales dans le texte de la délégation andrinopolitaine, adressé au ministre des Affaires étrangères et publiés dans plusieurs journaux dont le *Figaro*[1866]. Claude Farrère, avoue à Raoul Aubry que selon lui, « les mœurs barbares des Bulgares sans autre religion que leur vague orthodoxie et sans aucune tradition morale, sont un retour à un règne de la brutalité et de la force sauvage »[1867]. Selon l'ex-officier de la marine militaire, attaché à la cause ottomane, « il n'y aurait pas de peuple plus proche des Huns »[1868]. Cette filiation, est révélatrice à la fois de la représentation des Huns comme des barbares, ou comme représentant l'essence même de la barbarie, au début du XXe siècle, que de la perception des Bulgares chez certains Français contemporains des guerres balkaniques. Pour sa part, Pierre Loti affirme que le peuple bulgare est « plus brutal, plus fanatique, à l'ordinaire beaucoup plus difficile à vivre que le peuple musulman »[1869]. Georges Rémond, après avoir dîné avec le général Baumann, écrit qu'il est devenu turcophile après de longues années en Macédoine, chargé de la réorganisation de la gendarmerie ottomane. « Ces

[1865] « Mots bulgares », *L'Aurore*, 28 octobre 1912.
[1866] « Le texte de la délégation andrinopolitaine adressé au Ministre des Affaires étrangères », *Le Figaro*, 28 août 1913.
[1867] Raoul Aubry, « M. Claude Farrère raconte des histoires turques », *Gil Blas*, 18 décembre 1912.
[1868] Claude Farrère, « Pour les Turcs », *La Guerre sociale*, 6-12 novembre 1912. Voir aussi, Claude Farrère, *Fin de Turquie*…p.2.
[1869] Pierre Loti, « Les Turcs massacrent ! », *Le Figaro*, 7 novembre 1912. Voir aussi, Pierre Loti, Turquie…*op.cit.*, p.69.

Grecs, Serbes, Bulgares, sont lui dit-il, d'épouvantables fanatiques, des brigands, des massacreurs ; si les Turcs n'avaient été là, ils se seraient tous dévorés »[1870].

De son côté, Reginald Kahn, après avoir suivi l'armée serbe pendant la campagne du mois de juillet, dans le *Temps*, il attribue les atrocités commises par les Bulgares à leur rancune, résultat selon lui de leur affranchissement récent et de l'impact dans leurs esprits d'un asservissement qui s'est fait « particulièrement dur et barbare »[1871] vers la fin. Ainsi, le Bulgare « vit encore avec les images des massacres »[1872]. Admettant que les hommes d'État ont fait depuis trente cinq ans, « les plus louables efforts pour civiliser et éduquer la nation », en lui donnant « un certain vernis d'instruction (…) ils ont oublié de l'adoucir. Eux-mêmes donnent l'exemple de la sauvagerie dans leurs discordes politiques, se résolvant presque toujours par des assassinats »[1873]. En dehors de l'assassinat de Stamboulov en 1895, la Bulgarie ne connut pas une vie politique plus particulièrement agitée que celle d'autres sociétés européennes de l'époque. Pourtant, la réminiscence de cet événement, permet au correspondant français de percevoir les atrocités de la Deuxième Guerre balkanique à travers un schéma de mimétisme sociopolitique, postulant que la violence au sein du paysage politique se reflète et se répercute sur les comportements violents des soldats bulgares. En revanche, Reginald Kahn perçoit les paysans serbes comme les moins rancuniers du monde. « Habitués à la vie agricole en commun, qui entretient la discipline et la confiance mutuelle, le Serbe ajoute à ces qualités la douceur, un peu rêveuse du Slave ; ses accès de colère sont violents mais durent peu[1874].

Pour sa part, Pierre Loti, afin d'invalider les accusations publiées dans la presse française au sujet des atrocités attribuées aux Ottomans, met en avant la bonté inhérente selon lui chez les 'Turcs', qui les rendrait incapables de commettre des massacres : « Nulle part autant que chez les Turcs, les vrais, on ne trouve la sollicitude pour les pauvres, les faibles, les vieillards et les petits (…) quant à leur compassion pour les animaux, ils nous en remontreraient à tous. Les chiens errants de Stamboul, avec quelle bonhomie ils ont été tolérés et nourris pendant des siècles »[1875]. Ces remarques sont reproduites chez le diplomate Maurice Trubert, qui affirme que « le Turc doit avoir un grand fonds de bonté ; il est doux envers les animaux et compatissant envers ses semblables. Je n'ai jamais vu, pour ma part, un

[1870] Georges Rémond, « Impressions de Constantinople », *L'Illustration*, 2 novembre 1912.
[1871] Reginald Kahn, « Serbes et Bulgares », *Le Temps*, 2 août 1913.
[1872] *Idem.*
[1873] *Idem.*
[1874] *Idem.*
[1875] Pierre Loti, « Les Turcs massacrent ! », *Le Figaro*, 7 novembre 1912.

musulman frapper un cheval ou un âne et je parlerai plus loin de son affection pour les chiens de la ville »[1876]. De son côté, Albert Thomas signale que « ces hommes qu'on accuse de cruauté, sont envers les faibles, les enfants, les animaux d'une très grande douceur »[1877]. On assiste donc après la diffusion d'un essentialisme 'stigmatisant' à l'égard du Turc, à l'expression d'un discours essentialiste 'idéalisant', employé par les turcophiles avant de discréditer ou d'invalider les nouvelles sur des atrocités imputées aux Ottomans musulmans.

Pendant la Deuxième Guerre balkanique, les grécophiles ou philhellènes, s'attellent eux aussi de leur côté à représenter les Grecs comme incapables de commettre des crimes. Mme Leune, l'épouse stambouliote du correspondant de guerre de l'*Illustration*, relate à ce sujet une séquence dont elle aurait été témoin dans la ville de Kilkich. Regardant une femme âgée essayer de se sauver au milieu des ruines de sa maison, elle s'adresse à un soldat :

> « (…) aide la femme, dis-je, à sauver ses affaires, soldat' Madame, non ! Malgré le respect que je te dois ; cette femme est bulgare ; elle abritait des comitadjis qui tuaient les femmes et les enfants grecs et qui brûlaient les villages. (…) Voyant qu'il n'y a rien à faire, je réplique : 'fais comme tu veux, mais n'oublie pas tes titres de noblesse. Tu es Grec, c'est-à-dire noble' Je reviens vers mon mari. Déjà la maison de la vieille commence à crouler ; au milieu des flammes, je vois un soldat qui aide la femme à retirer quelques débris. C'est le soldat qui se souvient »[1878].

Par ailleurs, en ce qui concerne les accusations de massacres, accablant les soldats du tsar Ferdinand, le *Petit Parisien* souligne le 18 juillet, que les Bulgares nient catégoriquement les crimes qui leur sont imputés et que leurs négations « s'appuient sur des témoignages sérieux, ceux notamment de plusieurs médecins français, qui sont allés prodiguer leurs soins aux blessés d'Orient et qui font un vif éloge des Bulgares et de leurs mœurs »[1879]. Cette déclaration est également publiée dans le *Temps.* Ses signataires affirment avoir pu se faire une idée juste de ce qu'est au fond le peuple bulgare, après l'avoir coudoyé pendant leur séjour de plusieurs mois en Bulgarie, dans le cadre de leur mission comme envoyés de la Croix-Rouge française :

> « Ces paysans, que certains veulent nous dépeindre comme des gens sans civilisation et capables de tous les excès, nous les avons vu pendant plusieurs mois et dans mille circonstances, où l'on juge mieux les hommes qu'au hasard d'un épisode saisi au vol. (…) il n'est pas jusqu'à l'attitude des foules

[1876] Maurice Trubert, Impressions …*op.cit*., p.41.
[1877] Albert Thomas, *Revue socialiste*, novembre 1912, p.415.
[1878] « Dans la ville de Kilkiz en flammes », *L'Illustration*, 2 août 1913.
[1879] « Tueries d'Orient », *Le Petit Parisien*, 18 juillet 1913.

> et à leur manière d'être remplies de correction et de tact vis-à-vis des prisonniers qui ne nous aient frappés comme un remarquable exemple de parfaite humanité »[1880].

De son côté, le *Figaro* publie les déclarations du ministre des Affaires étrangères bulgare, Guenadieff. D'après lui, « l'Europe qui nous a vu depuis 35 ans travailler avec sagesse, modération et esprit d'ordre au progrès de notre pays, n'a pu croire que quelques mois aient pu détruire les vertus fondamentales et universellement connues de notre race. »[1881]. A ce sujet, le *Matin* du 28 juillet publie une protestation des membres de la communauté française de Sofia[1882] contre les informations mensongères envoyées d'Athènes et de Belgrade à la presse française sur l'attitude des Bulgares, dans le but de disqualifier le peuple bulgare dans l'opinion française : « Témoins impartiaux de leur manière de traiter leurs prisonniers depuis le commencement de la guerre, ils ont pu apprécier mieux que tous autres la façon pleine d'égards dont les Bulgares usent envers leurs prisonniers »[1883].

En dehors d'une perception des acteurs du conflit comme étant intrinséquement incapables de commettre des atrocités dont ils sont accusés, il y a aussi une stratégie de déculpabilisation des auteurs présumés de ces atrocités, qui est mise en place par leurs défenseurs au sein de l'espace médiatique français. Ainsi, les massacres commis par les alliés chrétiens, sont-ils certes, comme on a pu le constater sous-représentés dans la presse française, ils sont même parfois justifiés par ceux qui y prennent la parole. Un missionnaire des Balkans dans une lettre qu'il envoie au journal la *Croix*, commente par rapport aux victimes ayant péri dans la Macédoine ottomane entre 1903 et 1909, que « les Turcs massacrent les Bulgares, et les comitadjis vengent ces morts. Je n'excuse pas les vengeances des comitadjis exaspérés ; on les comprend toutefois»[1884]. Concernant la photographie d'un colonel ottoman mutilé par les Serbes, publiée par Pierre Loti, Lucien Godart, commente dans la *Patrie* du 23 avril 1913, que ce colonel voulut se venger sur les Arméniens, de l'échec qu'il venait d'essuyer. Ces Arméniens avaient combattu dans les rangs ottomans et avaient fait leur devoir.

[1880] « Une déclaration de médecins français », *Le Temps*, 17 juillet 1913.
[1881] « Nouvelles protestations bulgares », *Le Figaro*, 26 juillet 1913.
[1882] Parmi les signataires de cette déclaration, on trouve, Bonnan, représentant du Creusot ; Thevonet, directeur de la Banque commerciale foncière des Balkans ; Haveau, architecte ; Guillebert, publiciste ; Delorme, architecte ; Voyard, architecte ; Beaugars, publiciste ; Fournier, père et fils, négociants ; Sébillon, ingénieur des Closières.
[1883] « Une protestation des Français de Sofia », *Le Matin*, 28 juillet 1913.
[1884] « La question religieuse et la guerre ; Réponse à plusieurs lettres ; un missionnaire des Balkans nous écrit la lettre suivante », *La Croix*, 1er novembre 1912.

> « Néanmoins, il fit aligner cinquante Arméniens et dix Grecs dans ceux qui restaient du combat et les fit fusiller par leurs compagnons d'armes. C'est alors que les Serbes, ayant pris l'offensive, firent prisonnier le colonel turc, et lorsqu'ils apprirent l'ordre infâme qu'il avait donné, ils résolurent cet acte barbare, mais en tout cas isolé, pour venger les Arméniens, leurs anciens compagnons de martyre et en même temps donner aux Turcs une leçon qui, dans leur idée était destinée à prévenir une nouvelle fusillade de ce genre !' Voilà les faits ramenés à leurs justes proportions (…) »[1885].

Et Le Roux dans le *Matin* du 5 avril, essaye de rendre compte des exactions commises par l'armée bulgare lors de l'occupation de la ville d'Andrinople en évoquant les outrages subis par les femmes bulgares de la part des soldats turcs, pendant les périodes précédentes. De son côté, Claude Farrère, tout en admettant que les Turcs ont commis eux aussi des massacres, affirme qu'ils l'ont fait toujours après provocation et en guise de représailles. Ils ont massacré des Bulgares en Macédoine,

> « (…) oui, mais après que les bandes bulgares, les comitadjis, eurent poussé à bout la population turque, après que le sang turc eut coulé par flots effroyables sous le couteau de ces orthodoxes féroces …»[1886].

Dans son ouvrage, *La Turquie agonisante*, Pierre Loti, publie une lettre d'une fille qui se présente elle-même comme une petite Grecque rouméliote, comparant les Turcs à de « bonnes bêtes sauvages qui ne vous font rien tant que vous n'allez pas les agacer dans leur paisible cachette »[1887]. Quand les Turcs deviennent mauvais, poursuit l'auteur de cette lettre, c'est quand « ils sont démoralisés au plus haut degré de voir tout le monde contre eux ; pendant des années on ne leur laisse plus la paix ». D'après Claude Farrère, les Arméniens quand les Turcs les ont massacrés, n'avaient pas eux-mêmes massacré le moindre Turc. Mais d'après l'auteur de *L'homme qui assassina*, ils avaient fait pire que massacrer, car « les Arméniens, sont en effet, les véritables juifs de l'Orient, je prends le mot juif dans son plus mauvais sens. Et les Arméniens, sont des juifs, tellement juifs, tellement rapaces, tellement vautours et vampires, que les vrais israélites, écrasés par la concurrence arménienne, meurent littéralement de faim en Turquie. »[1888]. Une telle perception raciste des massacres, projette sur les Ottomans chrétiens arméniens, un des archétypes de l'antisémitisme, à savoir la représentation des Juifs comme rapaces, après les accusations de pratiques d'usuriers, dont ils furent accablés, en raison de leur participation aux activités financières et commerciales,

[1885] Tcherep – Spiridovitch, *L'Europe … op.cit.,* p.67.
[1886] Claude Farrère, « Pour les Turcs », *La Guerre sociale*, 6-12 novembre 1912.
[1887] Pierre Loti, *Turquie …op.cit.,* p.74.
[1888] Claude Farrère, « Pour …*op.cit*.

impliquant la pratique du prêt à intérêt. En dehors de l'aspect essentialiste, déterministe d'un tel discours, considérant tout Juif ou Arménien comme un usurier potentiel, il y a aussi sa dimension a-historique qui nourrit des raisonnements racistes, dans le sens où il occulte les conditions hisoriques dans lesquelles eût lieu l'orientation des Juifs dans les royaumes chrétiens du Moyen-âge, ou des Arméniens au sein de l'Empire ottoman, vers des activités commerciales ou financières, à savoir leur exclusion de la propriété terrienne ou des carrières administratives et militaires, dans leurs sociétés respectives d'avant les réformes libérales de la fin du XVIIIe et du XIXe siècle, et l'interdiction de pratiquer le prêt à intérêt auprès des sujets chrétiens catholiques ou musulmans de ces Etats. La publication d'un tel discours raciste, exaspère un lecteur de la *Guerre sociale*, J. Messiazan, qui s'indigne contre les calomnies adressées par Claude Farrère à l'égard des Arméniens. « Farrère est plus royaliste que le roi, car, on chercherait en vain, dans les journaux turcs, les plus réactionnaires, l'allégation d'un tel grief pour expliquer les tueries arméniennes »[1889]. Quant aux usuriers, Messiazan souligne qu'ils ne sont pas l'apanage de telle ou telle autre communauté, de tel ou tel autre pays, « on les trouve dans tous les pays et sont détestés par les Arméniens ». Interviewé par Jean Lefranc dans le *Temps*, Octave Mirbeau, énonce lui aussi un discours raciste, estimant que les massacres dont on taxe les Turcs, n'ont jamais été que des actes de défense, « le mouvement énergique du fauve qui se secoue pour se débarrasser des parasites »[1890]. Dans un même esprit de vouloir renverser le sens de la responsabilité derrière des massacres perpétrés sous son règne, Abdul Hamid dans un des extraits de ses mémoires publiés par le *Figaro*, reproche aux Arméniens d'avoir agi comme de véritables anarchistes et « en usant de la violence avoir provoqué les autorités ottomanes »[1891]. Quant au général Baumann, il déclare à Stéphane Lauzanne que « les massacreurs ne furent pas toujours les Turcs »[1892]. Il lui conseille par ailleurs la lecture des rapports que les onze officiers français de la gendarmerie internationale avaient rédigés, sur les événements de Macédoine à la veille de Première Guerre balkanique. L'un d'eux rédigé par un capitaine français, commence en ces termes :

> « (…) au fond, les massacres de Macédoine ont toujours été d'avance arrêtés dans tous leurs détails par des terroristes des comitadjis bulgares, et ont toujours à leur base, un calcul. (…) il faut prouver à l'Europe que la Turquie est sauvage et incorrigible, qu'elle est en état permanent d'anarchie, qu'elle est absolument incapable d'assurer à ses populations chrétiennes les

[1889] « Notre courrier : Turcs et Arméniens par J. Messiazan », *La Guerre sociale*, 13-19 novembre 1912.
[1890] Jean Lefranc, « Octave Mirbeau dans son jardin », *Le Temps*, 11 novembre 1912.
[1891] Pierre Mille, « Les mémoires d'Abdul-Hamid », *Le Figaro*, 24 janvier 1913.
[1892] Stéphane Lauzanne, *Au chevet …op.cit.,* p.163.

> conditions élémentaires d'ordre et d'existence humaine… il faut donc avant tout frapper l'imagination de l'Europe »[1893].

Et ce rapport affirme que dans une telle perspective, les attentats se produisent de préférence, sur des voies de chemins de fer internationaux, dans des bureaux de poste étrangers, afin de déchaîner plus sûrement la colère de l'Europe[1894].

II.7.2. Stigmatiser/Déshumaniser l'Autre afin de légitimer les revendications expansionnistes

En juillet, *le Figaro* publie une déclaration du ministre bulgare des Affaires étrangères, selon laquelle, toutes les accusations d'atrocités, imputées aux soldats de son pays, « sont des inventions de mauvaise foi, lancées pour tromper l'opinion publique de l'Europe »[1895]. Lors de la Première Guerre balkanique et concernant les atrocités ottomanes, Léon Martin écrit dans *Gil Blas* qu'il faudrait se méfier des nouvelles de massacres, d'incendies, de pillages dont les Turcs se rendraient coupables. « Les alliés ont le plus grand intérêt à discréditer leurs ennemis dans l'opinion publique et à les représenter comme faisant tache dans la civilisation européenne. »[1896]. De son côté, Paul Genève publie dans ses mémoires, édités en automne 1913, la lettre qui lui a été adressée par l'agence télégraphique ottomane :

> « Monsieur et cher confrère, par les événements dont vous avez été le témoin pendant votre séjour dans le camp turc vous avez pu facilement vous rendre compte que les informations adressées à certains journaux et venant de Sofia, de Belgrade et d'Athènes, représentant les soldats ottomans comme des massacreurs et des pillards, comme des hommes assoiffés de sang chrétien ne sont que des calomnies infâmes destinées à influencer l'opinion européenne et à la tromper »[1897].

Par ailleurs, le *Matin* reproduit en juillet deux publications de la presse des pays belligérants. Il s'agit d'une part de l'article du journal ottoman *Tanine,* déclarant être « persuadé qu'aucun peuple civilisé ne voudra empêcher l'armée ottomane de remplir le

---

[1893] *Ibid*., p.163-164.

[1894] En guise d'illustration de ses propos, il cite les deux bombes au km 23e de la ligne du chemin de fer français de la Jonction, près de Salonique, le 10 août 1912, la bombe qui éclate le 12 août à la poste autrichienne de cette même ville, ou encore la bombe qui explose le 4 septembre à Perlipé, au local de la Dette publique. Au sujet de la tuerie de Kotchana qui souleva l'indignation en Bulgarie et servit de prétexte à la guerre, un autre rapport, également écrit par un officier français de la gendarmerie internationale de Macédoine revient sur le déroulement des excès qui y ont été commis. Le 1er août, deux bombes sont lancées, l'une sur le marché aux légumes, l'autre sur le marché aux céréales de Kotchana.

[1895] « Nouvelles protestations bulgares », *Le Figaro*, 26 juillet 1913.

[1896] Léon Martin, « La guerre dans les Balkans », *Gil Blas*, 27 octobre 1912. Par rapport à la stigmatisation et représentation de l'adversaire comme constituant une menace à l'ordre mondial, en vue de légitimer ses propres opérations et occupations militaires voir Philip Taylor, *War and the media: propaganda and persuasion in the Gulf War*, Manchester, Manchester University Press, 1992, p.5.

[1897] Paul Genève, *Un Français …op.cit.,* p.161-2.

devoir de châtier les coupables »[1898] des atrocités dénoncées dans la presse. Quelques jours plus tard, c'est au tour de l'article du journal grec *Estia*, d'être diffusé dans l'espace médiatique français à travers les colonnes du *Matin.* Cet article, annonce la protestation du gouvernement grec contre la France et la Russie, qui incitent la Grèce et la Serbie à conclure un armistice puis la paix, alors que « les hordes bulgares, dans leur fuite à travers la Macédoine, commettent toute espèce de crime sur les Grecs, les Serbes et les musulmans »[1899].

Le *Journal* publie le 14 juillet, le télégramme officiel du roi Constantin concernant les atrocités commises par les Bulgares et annonçant la nécessité de représailles[1900]. Georges Bourdon interviewe le roi de Grèce pour le *Figaro,* à la fin du mois de juillet. Le monarque grec déclare désirer que « toute l'Europe sans distinction de groupement », vienne vérifier que sa protestation est légitime. « Peut-être alors, comprendra-t-elle que nous ne sommes, poursuivant la guerre, ni des exaltés, ni des conquérants avides, nous sommes des hommes justes qui voulons la justice »[1901]. Quelques jours auparavant, ce même journal publie une note du gouvernement grec, dans lequel Constantin conviait lui-même « le monde civilisé tout entier à constater les actes de sauvagerie qui ont mis pour toujours la Bulgarie en dehors des lois de la civilisation et de l'humanité »[1902]. Le *Journal* publie aussi les extraits d'une correspondance échangée entre René Puaux, fervent avocat des revendications grecques en Macédoine ottomane, envoyé spécial du *Temps* à Salonique et son propre correspondant dans cette ville. D'après le correspondant du *Temps,* « l'armée bulgare d'elle-même s'est mise en dehors des lois de la guerre, car partout elle a massacré la population civile. (…) De l'aveu d'un officier bulgare, dont je n'ai pas le droit de citer le nom, l'ordre de tuer les femmes et enfants était formel afin de supprimer définitivement toutes possibilités et réclamations ultérieures de propriétés dans les territoires conquis par les Bulgares »[1903]. Ainsi, les relais des propagandes des belligérants dans l'espace médiatique français, prêtent aux adversaires des causes qu'ils défendent, l'exclusivité d'intentions et de pratiques de nettoyage ethnique, pourtant attestées chez tous les acteurs du conflit.

[1898] « Les massacres de Kilkich soulèvent l'indignation en Turquie », *Le Matin,* 10 juillet 1913.
[1899] « La Grèce proteste contre l'attitude de la France et de la Russie », *Le Matin,* 14 juillet 1913.
[1900] « Serbes et Grecs en appellent à l'Europe des atrocités commises par les Bulgares », *Le Journal*, 14 juillet 1913.
[1901] « Interview du roi de Grèce », *Le Figaro*, 31 juillet 1913.
[1902] « Les atrocités ; une note du gouvernement grec », *Le Figaro*, 19 juillet 1913.
[1903] « Le chapitre des atrocités bulgares », *Le Journal*, 16 juillet 1913.

L'ambassadeur grec à Paris informe de son côté son gouvernement que M. Roels « dans trois articles de suite [il] parle de massacres, les associant aux revendications de la Grèce, à annexer tous les territoires habités par des Grecs, car ceux-ci ne peuvent plus rester sous le joug bulgare ».[1904]. Il avoue également qu'il a fait une démarche auprès de la ligue pour la Défense des droits de l'Hellénisme, qu'il a eu de longs entretiens avec Denys Cochin et d'autres députés, qu'il a ainsi écrit à Clemenceau, sénateur à cette époque et défenseur des revendications territoriales grecques. « Ayant pleine conscience de l'importance qu'il y a pour notre cause que ces horreurs soient publiées j'ai fait tout ce qui était possible pour soulever l'indignation générale »[1905].

L'espace médiatique se transforme ainsi en un terrain supplémentaire de confrontation entre les belligérants. Cette fois-ci, ce sont leurs propagandes qui s'affrontent[1906]. Leur objectif est la conquête des opinions publiques française et européenne, afin de légitimer leurs revendications territoriales dans le cadre des négociations diplomatiques à l'issue du conflit et de les asseoir dans l'espace à travers la poursuite des opérations militaires et des représailles, synonymes d'opérations de 'nettoyage ethnique'. Les moyens mobilisés pour la conquête de ces opinions publiques, sont la diffusion d'informations et de représentations. Les informations, concernent les atrocités que l'adversaire aurait commises ou qu'il a véritablement commises contre la population civile des territoires convoités. En deshumanisant l'adversaire[1907], en le représentant comme barbare, ou indigne de participer à la communauté européenne, censée incarner la civilisation, on essaye d'invalider ses prétentions territoriales et légitimer ses propres revendications ou sa propre vision du règlement d'un conflit ou d'un différend[1908]. L'inclusion ou l'exclusion, à une entité politique

[1904] « ο κ. Roels εις τρία συνεχή άρθρα ομιλεί περί των σφαγών, συνδυάζων ταύτας προς την αξίωσιν της Ελλάδος, όπως προσαρτηθώσιν αυτή πάσαι αι χώραι αι κατοικούμεναι υπο Ελλήνων, οίτινες δεν δύνανται πλέον να παραμείνωσιν υπό τον Βουλγαρικόν ζυγόν », dans *Archives du Ministère des Affaires étrangères grec*, 1913/29, N/2, Paris, le 1/14 juillet 1913, n°2273.

[1905] *Archives du Ministère des Affaires étrangères grec*, 1913/47, projet pour la création d'une Agence de presse internationale philhellène, N/1.

[1906] Sur les stratégies et mécanismes propagandistes, voir Alexandre Dorna, *La propagande: images, paroles et manipulation*, Paris, L'Harmattan, p.119.

[1907] Sur la pratique et l'intentionnalité de démoniser l'adversaire en temps de guerre, voir Andersen Robin, A century of media …*op.cit*., p.6. Voir aussi, Véronique Nahoum-Grappe, « L'usage politique de la cruauté : l'épuration ethnique (ex-Yougoslavie, 1991-5) » dans Françoise Héritier, *De la violence*, séminaire de Françoise Héritier, Paris, O. Jacob, 2005.

[1908] Dans une telle optique, le gouvernement grec instrumentalisa la médiatisation des événements de Demir-Hissar pour justifier la politique de 'nettoyage ethnique' sur les territoires de Macédoine ottomane, que son armée avait déjà commencé à appliquer sur les terrains dès le début du mois de juillet avant même que les Bulgares ne se rendent coupables des exactions médiatisées par la suite. Les membres de la commission Carnegie remarquèrent que la propagande grecque avait excité l'opinion publique en Grèce et préparé l'armée à infliger un traitement inhumain aux Bulgares. Voir George F. Kennan, *The Other Balkan Wars : A 1913 Carnegie Endowment Inquiry in retrospect*, Carnegie Endowment for International Peace, 1993, p.95-98.

et axiologique définie comme Europe, devient donc un véritable enjeu médiatique et représentationnel ou à base d'informations et déclarations, les belligérants et leurs relais ou porte-paroles au sein de l'espace médiatique français, essayent de gagner l'opinion publique française à leur cause. Au sein de cette opinion, deux perceptions se dessinent par rapport à la particularité ou pas des atrocités commises dans les Balkans et leur persistance exclusive dans cet espace géoculturel et ses habitants.

II.7.3. Les atrocités dans les Balkans : entre particularité et universalité

Au déclenchement de la guerre dans les Balkans en octobre 1912, Paul Richard écrivait dans l'*Aurore*, que cette guerre n'allait pas être menée selon les modalités de peuples disciplinés, « respectueux, même dans la violence, des principes de l'humanité »[1909], mais qu'en revanche cela allait être une guerre barbare et sauvage. Les représentations des Balkans et des Balkaniques, comme particulièrement voués à des atrocités, avaient déjà été esquissées tout au long des séquences précédentes de la question d'Orient. Ainsi, Gaston Schéfer, collaborateur du journal *Le Temps*, en fouillant dans ses papiers de famille trouva au mois d'août 1913, c'est-à-dire, en pleine médiatisation des atrocités ou des accusations pour des atrocités dans les Balkans, la matière d'une biographie de son père. Ce dernier avait passé « une partie de sa jeunesse en Orient dans les années 1840 »[1910]. Et le doyen du journalisme français, Alfred Mezières, affirme que nulle part on ne trouvera plus exactement que dans ces souvenirs « l'image exacte de l'Orient, tel qu'il était alors, avec toutes les apparences de beauté et d'éclat extérieurs, en même temps avec des réalités pénibles et un fonds général de barbarie »[1911].

Louis Bertrand[1912] s'inquiète au mois de juillet 1913, suite aux nouvelles concernant les atrocités commises par les armées balkaniques et commente que cette guerre, « à nous Européens, elle paraît monstrueuse, en effet et dans tous les sens du mot. Non seulement par la violence de ses instincts, de ses passions, de ses vices, (…) mais par son ignorance ou son dédain de ce qui est pour nous la norme ordinaire des choses ». Et il rajoute qu'en ce moment où les peuples balkaniques, « si fortement contaminés par les mœurs et les idées orientales », reprennent une importance « dans notre Europe, deviennent des forces avec lesquelles il faut

[1909] Paul Richard, « Les exigences des conjurés », *L'Aurore*, 15 octobre 1912.
[1910] Alfred Mézières, « La jeunesse d'un orientaliste », *Le Temps*, 5 août 1913.
[1911] *Idem.*
[1912] Louis Bertrand, « La monstrueuse Asie », *Le Gaulois*, 17 juillet 1913.

compter, nous ne saurions trop nous enquérir de leurs attaches asiatiques, ni trop méditer sur l'inquiétante et la monstrueuse Asie »[1913].

La *Croix* se fait l'écho d'une telle perception des Balkans et des Balkaniques, en affirmant que s'il est un coin du monde voué au massacre, c'est bien « cette péninsule délicate et sauvage »[1914]. Selon le Père Gervais, la guerre balkanique fut une guerre de primitifs où l'on a détruit comme « chez nous encore au XVIe siècle »[1915]. Les atrocités des conflits dans les Balkans de 1912-3 sont ainsi perçues également, à travers le prisme de celles perpétrées pendant les guerres de religion en France et sur la péninsule italique, du début des temps modernes, événements synonymes d'un passé primitif envers lequel, les Français et l'Europe occidentale auraient pris leurs distances.

Ces perceptions consternantes pour les Balkans, n'empêchent pas le journaliste du *Radical* de s'étonner devant les statistiques sur l'espérance de vie des populations européennes, publiées par l'office impérial d'hygiène de Berlin, en observant que ce sont les pays balkaniques « d'où depuis tant d'années nous viennent les récits de massacres et de tueries les plus fantastiques[1916]» qui détiennent le record de la longévité.

Au-delà de cette information anecdotique, il y a également des discours, qui remettent en question l'approche orientaliste-balkaniste de la violence, autrement dit, qui contestent que les atrocités soient l'apanage de l'Orient et/ou des Balkans. Les journalistes de la *Croix* ne manquent pas de déplorer les carnages effectués sur la péninsule balkanique. Cependant, ils ne peuvent pas oublier non plus que leurs collègues dans des journaux radicaux ou socialistes, sont les :

> « (…) premiers à exalter les fastes de la Révolution française et les scènes de la Commune. Or, de quels torrents de sang les 'grands ancêtres' n'ont-ils pas arrosé la France ! Mettez que les Balkaniques aient fait en dehors de la guerre, quarante mille victimes, ce qui est un chiffre maximum, ils restent loin du nombre inouï des victimes de la Révolution. Dans trois départements de l'Ouest seulement, le chiffre des assassinats révolutionnaires s'éleva à un demi-million. Si bien que le 21 avril 1796, les représentants Hentz et Francastel écrivaient au Comité de salut public : 'vous êtes assurés que la

[1913] *Idem.*
[1914] « Cynisme utilitaire », *La Croix*, 12 juillet 1913. Cette représentation des Balkans comme un espace particulièrement voué à la violence, a été étudiée et commentée dans plusieurs ouvrages. Maria Todorova, affirme que de meme que l'Orient, les Balkans servirent de dépositoire de representations negatives, depréciatives, contre lesquels une certaine image auto-laudatrice de l'Europe et de l'Occident a été construite. Voir, Maria Todorova, … *op.cit.*, p.188. Voir aussi John Lampe, *Balkans into Southeastern Europe: a century of war and transition*, New York, Palgrave, Macmillan,, 2006.
[1915] *AMAE*, Bulgarie/5, rapport du Père Gervais, 4 septembre 1913.
[1916] « Les centenaires de l'Europe : le record de longévité », *Le Radical*, 27 juillet 1913.

> Vendée est un désert et qu'elle ne contient pas douze mille personnes vivantes'. »[1917].

Si la commémoration de la violence des guerres vendéennes, pèse toujours dans la représentation mémorielle du passé dans un journal de droite légitimiste, réactualisant sa présence dans la perception de la violence des guerres balkaniques, dans le *Gaulois,* Lucien Corpechot, se sert de l'expérience de la Révolution Française et de la guerre franco-prussienne pour diluer la sensation de distance dans sa perception de la violence en 1912. « En 'usinant' la guerre, [les Prussiens] ont systématisé » selon lui, « la brutalité irraisonnée des armées de la première République ». Il ajoute que les Japonais ont apporté à cette manière quelque chose de plus farouche encore, et tout se passe « à la japonaise dans les Balkans. La science préside impassible à d'affreux carnages. « C'est que, comme l'écrit Bourget dans ses admirables Pages de doctrine, qui dit science ne dit pas forcément civilisation. Il peut y avoir une barbarie scientifique »[1918]. Le *Gaulois* établit ainsi une généalogie de la brutalisation de l'être humain en temps de guerre, tout en s'en prenant à deux cibles privilégiées de sa critique antimoderniste et antigermanique, le progrès scientifique et les Allemands.

De leur côté, les socialistes rappellent à leurs concitoyens les atrocités commises par les troupes coloniales lors de leurs expéditions sur les territoires colonisés[1919]. L'*Humanité* accuse la presse nationaliste et la presse dite de 'grande information' d'encenser les triomphes de l'armée française au Maroc, tout en occultant les actes de sauvagerie. Pour combler cette lacune informationnelle et relater la férocité dont est capable le soldat français, la tribune de Jean Jaurès, publie en mars 1913, la lettre d'un soldat qui assista aux combats. D'après ce témoignage, « le colonel Reibell, qui commandait nos troupes dans les combats qui eurent lieu aux environs de Meknès, vers la fin du mois de janvier, ordonna, après la dernière victoire, de couper les têtes des Marocains tués dans l'action et les fit exposer dans son camp comme des trophées »[1920]. En juin, Jaurès fait allusion à la Chambre, à des photographies qui témoignent des atrocités commises par les soldats français au Maroc. Il s'agit des documents cités par un soldat dont les parents avaient communiqué à la rédaction de l'*Humanité,* une lettre dans laquelle celui-ci relate les horreurs perpétrées dans la région de Meknès :

[1917] « Ceux qui frémissent devant les massacres d'Orient », *La Croix*, 9 août 1913.
[1918] Lucien Corpechot, « En marge de la guerre », *Le Gaulois*, 8 décembre 1912.
[1919] Voir Olivier Le Cour Grandmaison, *Coloniser. Exterminer : sur la guerre et l'Etat colonial,* Paris, Fayard, 2005.
[1920] « Trophées de victoire ; des têtes de Marocains ornent, à Meknès, le camp du lieutenant-colonel Reibell, par A.-M. Maurel », *L'Humanité,* 2 mars 1913.

> « Il se passe des faits qui sont une honte pour un peuple qui se dit civilisé, juges-en par toi-même. Les faits que je vais te raconter sont passés à Agouraï petit poste avancé de la région de Meknès. Le poste avait été attaqué dès le matin par un grand nombre de Marocains ; la colonne mobile qui se trouvait par là, aidée des défenseurs du poste, réussit à repousser l'attaque de l'assaillant qui dut se retirer en laissant un grand nombre de morts sur le terrain ; c'est là que la scène de sauvagerie commença. Quelques jours avant, un officier et un sous-officier avaient été tués et atrocement mutilés par les Marocains. Aussi pour les venger, un des chefs de la colonne a fait décapiter vingt cadavres de marocains et les têtes ont été exposées sur un mur, les unes à côté des autres, pendant toute la journée et des vues ont été prises. (…) c'était à qui emporterait un souvenir, soit un nez, soit une oreille de Marocain et détail horrible, il y a des sauvages qui ont été jusqu'à couper les testicules des Marocains pour en faire des blagues à tabac et cela sous l'œil bienveillant des chefs. »[1921].

Au mois d'octobre 1912, *les Droits de l'Homme* avaient déjà publié la lettre d'un soldat du corps expéditionnaire où l'auteur commentant les crimes commis par l'armée française contre la population locale, écrivait qu' :

> « (…) en présence de pareilles horreurs, la honte l'emporte sur l'indignation. Oui, la honte ! ainsi c'est là tout le fruit de vingt siècles de civilisation et de christianisme ! c'est là le geste de la nation qui se prétend la plus policée et la plus raffinée ! des officiers et des soldats qui en France, se piquent d'élégance et de bonnes manières, se transforment en bêtes fauves dès qu'ils ont franchi la Méditerranée ! (…) toutes les campagnes coloniales n'ont-elles pas été marquées des mêmes infamies ? ce qui se passe aujourd'hui au Maroc, s'est passé au Tonkin, en Chine, à Madagascar, partout où il a plu aux nations puissantes cat toutes ont les mêmes crimes sur la conscience d'aller civiliser les indigènes. »[1922].

A ce propos, Urbain Gohier commente dans le *Journal* une morale et une sensibilité de 'deux poids et deux mesures' de l'Europe, frémissant d'horreur au récit des atrocités provenant des Balkans mais oubliant que « les Chinois affirment que dans leur dernière expédition sur Pékin, ces armées européennes avaient dépassé la sauvagerie balkanique »[1923]. Déjà lors de la guerre opposant l'Empire ottoman au royaume italien à partir du septembre 1911, Pierre Loti instruit le procès des armées coloniales des grandes puissances européennes et du traitement inhumain réservé aux populations africaines et asiatiques au sein des territoires colonisés[1924]. A la veille des guerres balkaniques, la *Guerre Sociale* relate des nouvelles en provenance des hécatombes du Maroc et mettant en scène les effets ravageurs de la présence française[1925]. La *Bataille syndicaliste,* offre à ses lecteurs à la même période, un

[1921] « Notre civilisation au Maroc », *L'Humanité*, 21 juin 1913.
[1922] *Les Droits de l'Homme*, 6 octobre 1912.
[1923] Urbain Gohier, « Deux morales », *Le Journal*, 12 août 1913.
[1924] Pierre Loti, *Turquie …op.cit.,* p.21.
[1925] « Sur les hécatombes au Maroc », *La Guerre sociale*, 19-25 juin 1913.

document photographique montrant des soldats et des civils se bousculant pour contempler des cadavres de Marocains, troués par les balles des Lebel ou balle D, « mise en usage seulement dans les troupes coloniales, la honte de l'humanité, c'est la fameuse balle dumdum dont se servirent les Anglais dans leurs expéditions africaines et qui faisait des ravages effrayants imposant de douleurs affreuses ». Et P. Vigné d'Octon, affirme qu'il ne se passe pas de semaine sans que, par des correspondances privées, émanant de témoins oculaires, voire de combattants officiers, sous-officiers, ou soldats,

> « (…) nous n'apprenions quelques-unes des atrocités commises par notre soldatesque au Maroc. Je ne parle pas ici des massacres de chameliers et de 'fellahin' dénommés batailles sur les rapports officiels, (…) non, il s'agit aujourd'hui des atrocités plus ou moins sadiques qui se perpètrent sur le champ de bataille, après les grandes boucheries, (…) je l'ai vu moi-même en Afrique occidentale, la férocité de l'homme dépasse celle du fauve le plus altéré de sang »[1926].

Enfin, Amilcare Cipriani, l'anarchiste italien sans frontières, dénonce d'une part, la civilisation des alliés balkaniques comme superficielle, limitée à de belles formules rhétoriques mais privée de toute application dans la vie réelle, notamment en temps de guerre. Il incite d'autre part, ses lecteurs à étudier l'action des Italiens en Tripolitaine, des Français en Algérie et au Maroc, des Belges et des Allemands au Congo, des Anglais au Transvaal et ailleurs, des Russes en Perse et chez eux, « tous se sont comportés et se comportent comme de véritables sauvages »[1927] et cela malgré leur auto-définition, auto-représentation comme l'incarnation de valeurs d'une civilisation basée sur une culture humaniste européenne.

A côté d'une perception balkaniste de la violence, supposant une cruauté intrinsèque aux Balkaniques[1928], on voit se dessiner parmi les Français contemporains des guerres balkaniques, une perception remettant en question ces discours essentialistes et démontrant à travers l'évocation d'autres conflits récents ou parallèles à ceux des Balkans, l'illusion d'une

[1926] P. Vigné d'Octon, « Le crime marocain ; sadisme et atrocités », *La Bataille syndicaliste*, 2 septembre 1912.
[1927] Amilcare Cipriani, « Guerre à la guerre », *L'Humanité*, 24 octobre 1912.
[1928] Pendant les conflits en ex-Yougoslavie dans les années 1990, on assista dans les espaces médiatiques des pays européens extra-balkaniques, à une résurgence des représentations des Balkans et des Balkaniques comme l'incarnation d'une barbarie et d'une sauvagerie absolue. Une telle approche reposa sur les piliers et l'héritage représentationnel de cette région et de ses habitants, du temps des conflits liés à la question d'Orient. De surcroît, au moment où se multipliaient les initiatives au sein de la communauté économique européenne de l'époque pour une substantialisation du projet de construction d'une Europe politique, la perception médiatique des événements en ex-Yougoslavie, servit à la fois de dépassement symbolique du passé 'récent' violent des pays au centre de ce projet, notamment suite aux événements de la deuxième guerre balkanique et des guerres coloniales, et de rappel des critères qu'un pays doit respecter afin d'obtenir le titre d'accès à cette union politique-axiologique. Autrement dit, de même que pendant les guerres balkaniques, l'appartenance à une entité représentationnelle européenne, ne se faisait plus seulement en termes géographiques mais aussi et surtout d'adhésion à des principes et des valeurs politiques.

représentation de Soi comme a priori civilisé et de l'Autre comme de facto sauvage. La solidité d'une telle dichotomie représentationnelle est secouée à la fois par les informations dans la presse socialiste et anarchiste sur les atrocités commises par les puissances européennes coloniales sur leurs colonies, et dans une presse traditionnaliste par l'anamnèse de séquences de confrontations sanglantes de l'histoire française, telle que la période révolutionnaire ou la Commune de Paris. Dans les années 1990 et à l'occasion des guerres qui ont bouleversé l'ex-Yougoslavie, les représentations dépréciatives des Balkaniques comme irrémédiablement voués à la violence extrême et particulièrement enclins à des actes de sauvagerie, réapparurent dans l'espace médiatique français et plus généralement européen. Pourtant, les Balkans et les Balkaniques n'ont pas le monopole de la barbarie comme le souligne Maria Todorova. Il faudrait plutôt chercher l'interprétation d'un tel amalgame diachronique et d'une telle représentation durable des atrocités commises dans les Balkans, comme un élément fondamental de la stratégie auto-défitionnelle[1929] des essayistes issus des pays de l'Europe occidentale, en tant qu'incarnation d'une entité politique et socioculturelle caractérisée par un haut degré d'auto-contention civilisatrice[1930]. Pourtant, les événements et les expériences des deux guerres mondiales, les expéditions coloniales ou encore les guerres de décolonisation, montrent avec quelle vitesse pouvait avoir lieu le passage à la barbarie la plus absolue, chez des individus appartenant à des sociétés auto-représentées comme pionnières dans la pacification des mœurs, et cela non seulement sur des territoires extra-européens ou qualifiés comme tels, mais au cœur même de l'Europe.

Vers la mission de la dotation Carnegie …

A propos des nouvelles sur les atrocités, on lit dans le *Petit Parisien* le 18 juillet, que même s'il est encore difficile de trancher sur cette question, les éléments d'information étant encore insuffisants, « ce qu'il est permis de dire avec certitude aux Balkaniques, c'est qu'ils portent tous la responsabilité des atrocités qui sont signalées, si atrocités il y a, car ils ont voulu la guerre. Or, à toutes les époques, la guerre a comporté un cortège obligatoire de crimes »[1931]. De son côté, Paul d'Estournelles de Constant, sénateur et pacifiste, communique au *Temps* l'extrait d'une lettre qui lui a été adressée, où son auteur affirme qu':

[1929] Voir Lucinda Cole, "Sexualizing the Serbs", dans Dusan I. Bjelic, Balkan…, *op.cit.*, p.283.
[1930] Voir Stéphane Audoin-Rouzeau, Combattre …, *op.cit.*, p.8.
[1931] « Tueries d'Orient », Le Petit Parisien, 18 juillet 1913.

> « (…) on ne sait pas assez quelles atrocités déshonorent en ce moment la péninsule des Balkans, atrocités que la conscience moderne n'a plus le droit de supporter sans protestation. On n'ignore pas qu'un très grand nombre de villages et de hameaux ont été incendiés. L'ordre de brûler et de massacrer a été donné ou suggéré. (…) voilà pour nombre d'Européens et même d'Américains un noble emploi de leur activité et de leur fortune »[1932].

Quelques semaines plus tard, le sénateur et pacifiste français, sera à la tête de la mission Carnegie[1933] qui aura comme mission d'enquêter sur les conséquences des guerres balkaniques et notamment d'éclaircir la question des atrocités commises. Cette mission, risquant de voir son enquête abandonnée suite aux objections soulevées par la Serbie et la Grèce, au sujet de la participation du russe Milioukoff et de l'Anglais Bradsford, considérés comme partisans des Bulgares par le gouvernement grec, réussit toutefois à publier son rapport. Interviewé par le *Figaro,* Justin Godard, député français, qui a spécialement étudié les conséquences économiques et sociales des deux guerres, affirme que les résultats du rapport seront un réquisitoire par sa documentation contre la guerre, la grande responsable de tous les excès[1934].

Quelques années plus tard, George Mosse analyse dans son œuvre[1935], la notion de la 'brutalisation', dans le sens d'un individu ou d'une société, brutalisés par l'expérience de la guerre. Ce phénomène contraste avec le processus de domestication des mœurs dans les sociétés européennes, étudié par Norbert Elias[1936]. Cette approche dualiste dans la compréhension de l'évolution de ces sociétés se profile déjà dans la perception d'un règlement pacifiste ou militariste du conflit et de ses différends.

[1932] « Un appel pour les victimes des massacres », *Le Temps*, 18 juillet 1913.

[1933] Sur la mission organisée par la Dotation Carnegie afin qu'une enquête soit menée sur les conséquences des guerres balkaniques, voir Nadine Akhund, « Une enquête internationale dans les Balkans. La commission Carnegie de l'expédition au rapport de 1913-1914 », dans Catherine Horel, Les guerres, …*op.cit.*

[1934] « Enquête abandonnée », *Le Figaro*, 1er septembre 1913.

[1935] Voir George Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme : la brutalisation des sociétés européennes*, Paris, le Grand livre du mois, 1999 (trad. de l'anglais par Edith Mayar).

[1936] Voir Norbert Elias, *La société de cour*, Paris, Flammarion, 1985 (trad. de l'allemand par Pierre Kamnitzer et Jeanne Etoré).

III. Perceptions du règlement des différends diplomatiques et du conflit

Les perceptions antagonistes des guerres balkaniques se reflètent et résonnent également dans l'espace médiatique français à propos de leur prévention et du règlement des différends à leur origine ou issus de leur déroulement. Des voix pacifistes s'élèvent contre des réponses militaristes proposées aux crises locales ou aux complications et tensions diplomatiques multilatérales. Des interrogations sont énoncées et soulevées quant au fonctionnement du droit international et au rôle de l'Europe en tant qu'instance régulatrice des situations conflictuelles. Ces dernières ne cessent de s'enchaîner entre le mois d'octobre 1912 et le mois d'août 1913. Au départ, il s'agit de l'imbroglio de la question macédonienne avec la confrontation des ambitions et des intérêts contradictoires entre les communautés ethno-confessionnelles et linguistiques locales, les Etats voisins et l'Empire ottoman, et les grandes puissances européennes. Ensuite, les différends austro-serbe au sujet de l'accès serbe à la mer Adriatique, austro-monténégrin autour de l'occupation de la ville de Scutari et la création et délimitation d'un Etat albanais, donnent lieu à des débats dans l'espace médiatique français. A partir du mois de décembre, des différends bilatéraux à l'instar du différend frontalier entre la Bulgarie et la Roumanie du côté de la Mer Noire, et du différend gréco-ottoman au sujet de la souveraineté sur les îles ottomanes de la Mer Egée, surtout celles en face du littoral continental de l'Asie Mineure, deviennent l'objet de couverture médiatique. Enfin, la question anatolienne avec à la fois les tendances séparatistes ou autonomistes en Anatolie ou en Syrie ottomane, et la concurrence entre les grandes puissances européennes pour l'exploitation des ressources naturelles et des infrastructures économiques, surtout les chemins de fer dans ces provinces asiatiques, complètent le tableau de la perception du règlement des conflits balkaniques et de leur inscription dans un règlement plus général de la question d'Orient dans son aspect ottoman.

III.1. Pour la paix ou pour la guerre ?

A partir du mois d'octobre 1912 et jusqu'en août 1913, la guerre est perçue par la société française dans sa double dimension, celle concernant la menace ou la poursuite des conflits dans les Balkans et celle se profilant à l'horizon du continent européen[1937]. Tout au long de cette période, une perception pacifiste des relations internationales[1938] et du règlement des différends s'oppose à une perception militariste. Comme le souligne Claude Digeon l'impression que la guerre se rapproche, favorise à la fois les doctrines pacifistes et bellicistes, « l'idée d'un futur conflit suscite à la fois des protestations enflammées et une psychose belliciste. Cette double excitation se développe régulièrement après 1905 ; elle est caractéristique de l'avant guerre de 1914 »[1939], de cette 'guerre froide' prolongée entre les deux coalitions militaires et diplomatiques, la Triplice et la Triple Entente et leurs satellites ou alliés circonstantiels et conjoncturels. Face à un tel équilibre, sécoué régulièrement par des conflits locaux à l'échelle mondiale[1940], les défenseurs de la paix s'agitent et essaient de s'organiser et de réagir.

III.1.1. Les défenseurs de la paix

Devenu subitement fou, un employé de l'Assistance publique, prénommé Paul, domicilié rue des Prairies, se présenta le lendemain du déclenchement de la guerre dans les Balkans, au corps de Garde de la Chambre des députés, et demanda à être conduit auprès du ministre de la Guerre afin de préparer avec lui la paix. Il fut aussitôt amené à l'Infirmerie du dépôt[1941]. Malgré son insolence donquichottesque, il n'était pas seul à solliciter un règlement pacifique-pacifiste de l'imbroglio balkanique.

La *Petite République*, avant même que la guerre n'éclate, juge qu'il « est intolérable que les agitateurs de Macédoine continuent indéfiniment à troubler la quiétude universelle, que les

[1937] Comme le souligne Olivier Cosson, la perception de l'avant–guerre comme une période d'anticipation, dessine un nouvel espace temporel nouveau. Voir Olivier Cosson, « Expériences de guerre et anticipation à la veille de la Première Guerre mondiale. Les milieux militaires franco-britanniques et les conflits extérieurs », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2003, 3, n°50-3, p.127-147, p.147.

[1938] Sur le mouvement pacifiste en Europe, à la veille de la Grande Guerre, voir Verdiana Grossi, *Le pacifisme européen, 1889-1914*, Bruxelles, Bruylant, 1994 et Sandi E. Cooper, Patriotic *pacifism : waging war on war in Europe, 1815-1914*, New York, Oxford, Oxford university press, 1991.

[1939] Voir Claude Digeon, *La crise allemande de la pensée française : 1870-1914*, Paris, Presses Universitaires de France, p.491.

[1940] Parmi ces événements on peut citer la guerre des Boers, la guerre gréco-ottomane de 1897, la guerre hispano-américaine, la guerre russo-japonaise ou encore la guerre de Tripolitaine entre l'Empire ottoman et le royaume d'Italie.

[1941] « Faits divers, une victime de la guerre des Balkans », *Le Cri de Paris*, 20 octobre 1912.

petits souverains de Belgrade, de Sofia et d'Athènes persistent à se faire une popularité aux dépens de la paix du monde »[1942]. Le gouvernement français se prononce lui aussi pour une résolution pacifique des différends opposant les gouvernements des royaumes balkaniques à l'Empire ottoman au sujet de ses possessions européennes. Revenu au début du mois d'octobre de Bar-le-Duc, Raymond Poincaré reprend la direction du ministère des Affaires étrangères et envoie des instructions à tous les représentants français auprès des États balkaniques pour leur prescrire d'exercer leur influence en faveur d'une évolution pacifique de la crise. Le *Radical* ajoute par ailleurs, que le gouvernement « a invité les groupements financiers à opposer une réponse absolument négative à toutes les sollicitations de crédit dont ils seraient l'objet de la part des États éventuellement belligérants »[1943]. Il relate aussi à la veille du déclenchement de la guerre dans les Balkans, les efforts de Raymond Poincaré et du ministre des Affaires étrangères russe, Sasonof, pour un apaisement des tensions dans la péninsule balkanique[1944]. Pourtant la sincérité de ces démarches est remise partiellement en question dans l'espace médiatique et la question des dépenses militaires est perçue comme étant un des facteurs responsables du déclenchement du conflit. A la veille de la Première Guerre balkanique, un diplomate interviewé par le *Gaulois*, commente au sujet de l'opposition officielle du gouvernement français à la guerre, que ces pays, dont il réprouve actuellement l'effort militaire, il les a depuis vingt ans, armés jusqu'aux dents. « Pourquoi leur avoir vendu tant de canons, leur avoir envoyé des instructeurs, avoir ouvert nos écoles à leurs officiers, si nous devions un jour leur interdire de se servir de la force ainsi créée ? »[1945] se demande-t-il. Et il conclut sa réflexion en affirmant qu'en vérité, les puissances n'ont jamais été guidées par le sentiment d'un intérêt ou d'un devoir commun. « Chacune a fait ses affaires politiques ou financières avec le seul souci de distancer ses rivaux »[1946].

Pour sa part, une Parisienne s'adressant à travers *Gil Blas* à Paul d'Estournelles de Constant, l'incite à coordonner une opposition des apôtres de la paix à l'ardeur belliqueuse des amis de la guerre[1947]. En novembre 1912, un vent pacifiste semble souffler sur la société française. Les diplomates dans leurs pourparlers, les hommes publics dans leurs discours et leurs journaux, les masses ouvrières dans leurs meetings et leurs congrès, s'expriment et se mobilisent en faveur de la paix. Au premier rang de ce mouvement pacifiste se sont distingués les

[1942] *La Petite République*, 2 octobre 1912.
[1943] « L'attitude du gouvernement français », *Le Radical*, 2 octobre 1912.
[1944] « La crise des Balkans, l'initiative de la France », *Le Radical*, 6 octobre 1912.
[1945] « Qui sème le vent, par un diplomate », *Le Gaulois*, 4 octobre 1912.
[1946] *Idem.*
[1947] « Billet d'une Parisienne à M. d'Estournelles de Constant », *Gil Blas*, 11 octobre 1912.

socialistes[1948] de tous les pays, souligne Paul Richard dans l'*Aurore*[1949]. Parmi eux, les socialistes des pays balkaniques tiennent une place importante. A ce propos, l'*Humanité* publie l'hommage rendu par le président du Bureau Socialiste International, Émile Vandervelde, à Christian Rakovski, figure de proue du socialisme balkanique[1950], pour les « efforts qu'il a faits en vue d'amener une protestation concertée, courageuse et énergique des Partis socialistes des Balkans »[1951]. Jean Jaurès de son côté, félicite le député socialiste bulgare Sakiroff pour son courage de s'opposer au torrent belliciste au sein de la *Sobranié*, le parlement bulgare[1952]. Le 14 octobre, l'*Humanité* publie le manifeste contre la guerre rédigé par les partis socialistes de l'Empire ottoman et des royaumes balkaniques. D'après la tribune de Jean Jaurès, les camarades d'Orient, en dépit de leur infériorité numérique dans des milieux à développement capitaliste arriéré, n'ont pas hésité à se dresser contre les menées belliqueuses de leurs gouvernements : « A la Skouptchina de Serbie, les deux députés socialistes Laptschevic et Kaslerovic – seuls contre la bourgeoisie- ont protesté énergiquement contre la guerre.»[1953].

Le lendemain de la conférence de Bucarest en août 1913, Christian Rakovski relate dans l'*Humanité* les initiatives contre la guerre entreprises par le parti social-démocrate roumain. A la veille de la Première Guerre balkanique, les socialistes roumains ont condamné « la boucherie humaine que préparaient les oligarchies des pays balkaniques »[1954] et ont mené une campagne contre toute intervention militaire roumaine demandée par la presse bourgeoise. Des grandes manifestations ont également été organisées, malgré l'intervention de la police surtout à Bucarest, Braila, Galatz, Piatra-Neamt. A Bucarest, le meeting du 14 octobre a été tenu dans les grandes enceintes du cirque *Sidoli*. Suite aux excitations guerrières du gouvernement roumain et de toute la presse, la figure de proue du socialisme roumain, informe ses camarades français que le 18 novembre 1912, les opposants à la guerre se sont réunis dans la cour des grands établissements de la *Dacia* et ont ensuite parcouru les boulevards de la capitale en criant à bas la guerre « *Jos rasboi* ».

[1948] Sur les engagements socialistes contre la guerre au début du XXe siècle, voir Yolande Cohen, *Les jeunes, le socialisme et la guerre : histoire des mouvements de jeunesse en France*, Paris, L'Harmattan, 1989, et Christophe Prochasson, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre : 1900-1938*, Paris, éd du Seuil, 1993.
[1949] Paul Richard, « Pacifisme socialiste », *L'Aurore*, 22 novembre 1912.
[1950] Sur Christian Rakovski, voir Francis Conte, « Christian Rakovski, 1873-1941 : essai de biographie politique », thèse, Bordeaux, 1973.
[1951] « Au Bureau socialiste international, deuxième journée : hommage aux Socialistes des Balkans », *L'Humanité*, 30 octobre 1912.
[1952] Jean Jaurès, « Pour la paix », *L'Humanité*, 8 octobre 1912.
[1953] « Les Socialistes de Turquie et des Balkans, par le Comité exécutif du B.S.I », *L'Humanité*, 14 octobre 1912.
[1954] « Les Socialistes Roumains contre la guerre des Balkans par le Comité exécutif du Parti social-démocrate roumain », *L'Humanité*, 8 août 1913.

La menace de la guerre s'était accentuée dans les Balkans après les événements diplomatiques et politiques qui agitèrent la péninsule en 1908, avec l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par la double monarchie et les velléités séparatistes dans le reste des possessions européennes de l'Empire ottoman, exacerbées par les rivalités entre les royaumes balkaniques pour la maîtrise de cet espace, et la politique de répression poursuivie par le gouvernement des Jeunes Turcs. Dans un tel contexte conflictuel, le parti social-démocrate de Roumanie cherche en association avec les autres partis socialistes dans les Balkans à coordonner les efforts pour le maintien de la paix[1955]. C'est la raison pour laquelle, il annonce une conférence des délégués balkaniques présents au Congrès socialiste de Stuttgart, en 1907. Au cours de cette conférence, à laquelle assistent les deux fractions de la social-démocratie bulgare, 'les larges et les étroits'[1956], ainsi que les sociaux-démocrates serbes et roumains, il est décidé que le parti serbe se chargerait de convoquer un congrès à Belgrade. Il a lieu deux ans plus tard. Au mois d'août 1912, Rakovski essaye depuis la capitale ottomane où il se trouve, de coordonner les actions des socialistes balkaniques en vue d'organiser une nouvelle conférence. Rattrapé par l'enchaînement des événements et le déclenchement de la guerre, il ne réussit qu'à s'entendre avec les organisations de l'Empire ottoman, les deux partis socialistes arméniens et la Fédération de Salonique[1957], pour la rédaction d'un manifeste commun contre la guerre.

Une fois la guerre déclarée, les initiatives des pacifistes balkaniques sont relatées dans une partie de la presse française, surtout de tendance socialiste. C'est le cas de Constantin Zachos, avocat à Volos, dont l'arrestation pour accusation d'avoir mené une campagne contre la guerre, est relatée dans la *Guerre sociale.* D'après le journal de Gustave Hervé, cette arrestation cache une nouvelle affaire Ferrer[1958]. Zachos, s'efforçait d'organiser dans sa ville les syndicats ouvriers et a même fondé le journal *Ergatis*, (l'Ouvrier). Quelques mois avant la guerre, un grand nombre de ses camarades ont été arrêtés, suite à la plainte de l'archevêque de Volos, les accusant d'être athées et démoralisateurs. L'avocat s'est chargé de leur défense.

[1955] Pour une présentation panoramique des initiatives développées par les socialistes des Balkans en vue d'un règlement pacifique de la crise, voir Jivka Damianova, « La fédération contre l'alliance militaire : les socialistes balkaniques et les GB 1912-3 », *Le Mouvement Social*, 1989, n°147, p.69-85.

[1956] Il s'agit de deux fractions de la socialdémocratie en Bulgarie, les 'larges' ou *chiroki*, dirigés par Yanko Sakazof et les 'étroits' ou *tesnyaki*, la tendance révolutionnaire. La rupture du mouvement socialiste bulgare, eut lieu en 1903, parallèlement au schisme de la social-démocratie russe.

[1957] Sur cette association socialiste à Salonique, voir Paul Dumont, *Du socialisme ottoman à l'internationalisme anatolien*, Istanbul, Isis, 1997.

[1958] Référence à l'exécution en 1909 à Barcelone, du libre-penseur et pédagogue libertaire espagnol, Francisco Ferrer, suite à son accusation par le clergé catholique d'avoir été un des instigateurs du mouvement de protestation contre l'implication militaire de l'Espagne au Maroc.

Malgré ses efforts, les inculpés furent condamnés. Les cléricaux n'ont pas pour autant cessé d'accuser Zachos d'être leur chef et voulaient en faire leur victime : « Telles sont les raisons qui l'ont fait arrêter. C'est donc une nouvelle affaire Ferrer qui se prépare plus émouvante, plus angoissante encore que la première. La liberté de pensée est en jeu. Ou plutôt derrière cette façade se cache la haine des cléricaux et des capitalistes de la Grèce pour les organisations ouvrières »[1959].

De son côté, le consul de France à Andrinople relate dans le *Matin* du mois d'avril, que les Ottomans avaient capturé un prisonnier bulgare unique en son genre. Il s'agissait d'un socialiste militant qui une fois enrôlé aurait refusé de tirer sur son prochain : « on a constaté en effet qu'il ne s'était point servi de son fusil et que ses cartouchières étaient intactes ; L'état-major a donné des ordres pour que ce phénomène soit bien traité ; on se propose même de le photographier.»[1960].

Malgré ces engagements individuels et en dépit de ces actions collectives, la majorité des sujets des royaumes balkaniques de l'époque se rallient à la cause belliciste de leur gouvernement. En ce qui concerne la société française, l'enthousiasme n'est pas non plus toujours au rendez-vous quant à la mobilisation pacifiste, en ce début de la guerre balkanique. Le scepticisme devant l'impact des manifestations pacifistes s'empare de Marcel Sembat, et c'est ce qu'il relate dans l'*Humanité,* dans son dialogue avec un de ses camarades voué au pessimisme[1961]. Celui-ci doute de l'efficacité des meetings contre la guerre pour empêcher les Bulgares et les Ottomans de s'entretuer. Et pour illustrer son scepticisme il évoque l'échec du mouvement pacifiste en Italie lors de la guerre en Tripolitaine : « rappelez-vous donc l'Italie ! (…) Emeutes, manifestations, les femmes de Pise couchées sur les rails pour arrêter les trains qui emmenaient les soldats vers l'Erythrée ! Pour la Tripolitaine, qu'est-ce qu'elle a pesé, la résistance des socialistes et des syndicats ?»[1962]. Devant ces constats défaitistes, Marcel Sembat admet que les premiers meetings seront froids peut-être, mais à mesure que la menace ira se rapprochant, l'émotion grandira et l'opinion publique, alors, « irritée contre les gouvernements et les diplomates saura gré au Parti socialiste d'avoir fait son devoir, à l'instar

[1959] « On va fusiller un révolutionnaire grec », *La Bataille syndicaliste*, 3 décembre 1912. Voir aussi dans *La Guerre sociale*, du 4 au 10 décembre 1912, « Une affaire Ferrer en Grèce ».
[1960] « Suite du journal du consul de France », *Le Matin*, 14 avril 1913.
[1961] Yves SantaMaria, affirme que dans les années précédant la Grande Guerre, nombre d'observateurs contemporains estimaient « que les idées pacifistes étaient en recul dans l'opinion, du fait notamment de leur grande volatilité lors des crises internationales à répétition ». Voir Yves Santamaria, *Le pacifisme, une passion française*, Paris, A. Colin, 2005, p.64.
[1962] Marcel Sembat, « A bas la guerre », *L'Humanité*, 16 octobre 1912.

des meetings des travailleurs berlinois à Treptow, l'année dernière, et des travailleurs parisiens à l'Aéro-park » qui n'ont pas été inutiles « au maintien de la paix ! »[1963].

En ce qui concerne les mobilisations en France contre la guerre dans les Balkans et contre l'éventualité d'une guerre européenne, l'*Humanité* relate une série d'initiatives et de manifestations. Le samedi soir 20 octobre, cinq cent citoyens étaient venus exprimer leur vive réprobation contre la guerre déchaînée dans l'Europe orientale, au théâtre-cirque de Montluçon[1964]. On apprend aussi que la section lilloise du parti socialiste élève la voix contre la guerre dans les Balkans lors de deux meetings qu'elle organise le 1er novembre. Le premier au cinéma *Lelen*, à Fives, réunit plus de trois cent auditeurs. Parmi eux, Bondues, conseiller Prudhomme et Delory, député, protestèrent tour à tour contre la guerre des Balkans, et dénoncèrent les mesures répressives du ministre Guist'hau vis-à-vis des instituteurs syndiqués[1965]. Le second meeting se tint à *l'Union* de Lille. « Il réunissait un nombre égal d'auditeurs »[1966].

Le 8 novembre, L'*Humanité* informe ses lecteurs que l'Union des chambres syndicales ouvrières a organisé un meeting à la Bourse du travail, à Marseille, pour protester à la fois contre la guerre des Balkans et la répression sanglante par les policiers de la grève de l'Estaque[1967]. Quelques jours plus tard, *l'Humanité* annonce que près de 1200 personnes se pressaient dans la salle du théâtre à Romilly pour entendre les citoyens Pedron et Compère-Morel[1968]. Le lendemain, la nouvelle d'une manifestation organisée à Lens par le parti socialiste, le syndicat des Mineurs et les coopératives s'affiche dans la tribune de ce même journal[1969]. Le 15 novembre, un meeting à Bercy-Palace dans le XIIe arrondissement réunit plus d'un millier de personnes toujours selon l'*Humanité*[1970].

De son côté, le *Radical* annonce que le meeting organisé contre la guerre au cirque d'Amiens, rassembla environ quatre mille personnes, pour la plupart du parti socialiste[1971]. Le *Radical* offre aussi à ses lecteurs un compte rendu du congrès du parti socialiste de la Seine,

[1963] *Idem*. Allusion aux meetings contre la guerre ayant lieu à Berlin dans le cadre des tensions suite à la crise d'Agadir en 1911.
[1964] « Contre la guerre », *L'Humanité*, 21 octobre 1912.
[1965] Face à l'initiative désignée comme 'le sou du soldat', de la part des syndicats d'instituteurs afin d'apporter un appui financier et moral à des instituteurs syndiqués mobilisés, le gouvernement réagit, dénonçant une campagne antipatriotique et exigeant la dissolution de ces syndicats.
[1966] « Contre la guerre ; deux importants meetings à Lille », *L'Humanité*, 1er novembre 1912.
[1967] « Un meeting à Marseille », *L'Humanité*, 8 novembre 1912.
[1968] « Contre la guerre : la réunion de Romilly », *L'Humanité*, 11 novembre 1912.
[1969] « Contre la guerre », *L'Humanité*, 12 novembre 1912.
[1970] *L'Humanité*, 15 novembre 1912.
[1971] « M. Jaurès à Amiens », *Le Radical*, 16 décembre 1912.

en relatant surtout le contenu de la motion présentée par Edouard Vaillant, qui souligne qu'en présence des menaces d'une guerre européenne généralisée, le congrès déclare « qu'il n'est pas de conventions, clauses, traités secrets qui puissent lier la France républicaine au tsarisme russe »[1972].

L'*Humanité* publie aussi une série d'articles proposant un tour virtuel des manifestations contre la guerre organisées ailleurs en Europe. Le 3 novembre la lutte contre la guerre est à l'ordre du jour au sein du congrès national des mineurs en Belgique. Des comptes rendus des réunions socialistes contre la guerre à Madrid ou à Vienne sont également présentés. Le 11 novembre, on apprend que « le public élégant de la Ringstrasse, distribua 99 000 placards contre la guerre »[1973].

Pourtant, la séquence la plus médiatisée de la mobilisation du mouvement pacifiste dans la presse française, est le rassemblement de protestation contre la guerre et en faveur de la paix au Pré Saint-Gervais, le 17 novembre 1912[1974]. Le lendemain, la Une de l'*Humanité*, annonce que cent mille manifestants se sont réunis contre la guerre. Les jours qui précèdent cet événement, « à cause de la nuit qui vient avant la sortie des ateliers et du mauvais temps qui fait fuir les ouvriers, tête baissée par les rues », l'équipe de l'*Humanité* craint que tout le monde n'ait peut-être pas eu l'occasion de lire les affiches de la Fédération socialiste de la Seine. C'est pour cette raison et afin de toucher davantage de gens que le journal socialiste décide de promener dans Paris des autos portant des pancartes où l'on pouvait lire le message suivant : « demain, à trois heures, au Pré-Saint-Gervais, démonstration socialiste internationale contre la guerre. Rendez-vous à tous les amis de la paix. Voir détails dans l'Humanité »[1975].

Pour Louis Dubreuilh, la démonstration internationale du Pré Saint-Gervais marque une date historique. Massivement suivie par les travailleurs, elle réunit des orateurs socialistes qui expriment leur volonté de paix et leur haine de la guerre. Au sommet et sur les pentes de la butte du Chapeau-rouge, des centaines de personnes avaient pris place. C'est là, tout en haut, que l'on avait dressé une large banderole transversale, où en grandes lettres noires sur fond blanc, on lisait 'Vive l'Internationale ouvrière'.

[1972] « Le congrès fédéral extraordinaire du parti socialiste de la Seine », *Le Radical*, 18 novembre 1912.
[1973] « Les socialistes contre la guerre : imposante manifestation en Autriche », *L'Humanité*, 11 novembre 1912.
[1974] Sur le choix du Pré Saint-Gervais suite à l'interdiction générale de manifester dans Paris, après les événements de la Commune, voir Patrick Champagne, *Faire l'opinion : le nouveau jeu politique*, Paris, 1990, p.75.
[1975] « Des Autos dans les faubourgs », *L'Humanité*, 17 novembre 1912.

> « C'est de là haut qu'il faut regarder. Et je regarde. Tout au loin, devant moi, en face sous les grisailles du ciel de cendre pâle, se déploie un horizon ample où des cheminées d'usines de dressent, où montent des fumées. A droite, au loin, du côté de Belleville, on perçoit de longues files noires qui arrivent vers nous, sans interruption. Ce sont des manifestants »[1976].

Le chiffre de cent mille manifestants annoncé à la Une de l'*Humanité* n'est pas invalidé par le rapporteur du ministère de l'Intérieur. Il indique dans son rapport, que cette estimation n'a rien d'exagéré « si l'on songe que vers 3 heures, à l'heure des discours, tout le terrain de la zone compris entre la porte Chaumont et celle du Pré St Gervais était noire de monde, de même que le talus des fortifications qui longe le boulevard Sérurier. »[1977]. La participation des syndicalistes est également commentée et l'on signale avec satisfaction la présence des principaux dirigeants de la CGT[1978], « Jouhaux, Savoie, Griffuelhes, Fiancette, Péricat, Pied, Roger des P.T.T, Sarda etc. à noter également la présence de Delaisi et de quelques autres rédacteurs de la *Bataille Syndicaliste* »[1979]. La participation à cette réaction contre la guerre et à la mobilisation pacifiste dans le cadre de cette manifestation est ainsi perçue comme une occasion pour le rassemblement des forces de la gauche, suite à la rupture entre la CGT et le parti socialiste unifié suite au congrès d'Amiens en 1906.

Le lendemain de la manifestation, on pouvait lire dans le journal du mouvement syndicaliste que plus de cent mille prolétaires ont crié leur volonté de ne pas aller à la boucherie :

> « En arrivant sur le vaste terrain de la démonstration un spectacle grandiose, inoubliable s'offre à la vue. Sur les glacis des fortifications, une multitude sans cesse accrue de nouveaux arrivants, se presse autour des tribunes. Celles-ci sont constituées d'un chariot entouré d'une large bande de calicot rouge et surmontée de faisceaux de drapeaux rouges. Sur la partie la plus élevée des fortifs, les manifestants forment, sous le ciel assombri, une vivante muraille contre laquelle se heurteraient toutes velléités belliqueuses. (…) la Fédération Communiste anarchiste arrive avec le drapeau noir des sombres révoltes. Le groupement a traversé tout Belleville en chantant des hymnes. …l'ample chant de l'Internationale s'élève vers le ciel…huit tribunes ont dû être dressées pour que la foule accourue de Paris et de la banlieue puisse entendre les délégués du BSI »[1980].

[1976] Louis Dubreuilh, « A Paris, 100 000 manifestants contre la guerre », *L'Humanité*, 18 novembre 1912.
[1977] *Archives nationales*, série F/7/13327, dossier sur les socialistes contre la guerre, Paris, le 23 novembre 1912.
[1978] Pour une présentation synthétique des positions syndicalistes face à la guerre, voir Jacques Julliard, « La CGT devant le problème de la guerre, 1900-14 », *Le Mouvement Social*, 1964, n°49, p.47-62.
[1979] *Idem.*
[1980] « Le peuple de Paris contre la guerre », *La Bataille syndicaliste*, 18 novembre 1912.

A cette occasion, Vandervelde, le président du Bureau Socialiste International[1981], salue en termes chaleureux la protestation des trois députés socialistes serbe et bulgares qui ont fait front commun contre la tourmente belliqueuse qui emportait leur pays. Selon lui, cette protestation, « est noble comme celle de Liebknecht et de Bebel »[1982], s'opposant à la guerre franco-prussienne en 1870.

Le prochain rendez-vous de la mobilisation socialiste pour une dénonciation de la guerre dans les Balkans et un règlement pacifique des rivalités entre les deux alliances militaires et diplomatiques en Europe, eut lieu à Bâle le 25 novembre. « Nous sommes arrivés ici ce matin par un temps froid »[1983], écrit dans *l'Humanité* son envoyé spécial.

> « Trois degrés au-dessous du zéro. Le brouillard nous cache le Rhin dont les eaux coulent bruyamment au-dessous de nous, mais le soleil a fini par dissiper la brume et voici de l'autre côté du fleuve les maisons qui se détachent avec leurs doubles fenêtres aux persiennes vertes et claires, avec leurs toits de tuiles rouges, que l'âge a, de ci de là, brunies peu à peu »[1984].

Bâle lui apparaît toutefois comme une ville vivante et accueillante. A cette époque sa population est estimée à environ 136 000 habitants. Les socialistes y tiennent un rôle politique important. Sur 130 membres du Grand Conseil cantonal, plus de 50 sont socialistes, les 80 autres sièges sont répartis entre libéraux, radicaux et catholiques.

Le congrès se tient dans la salle des fêtes de la Burgvoglei[1985]. La salle est ornée partout de draperies et de tentures rouges avec des drapeaux et des écussons portant en diverses langues les devises révolutionnaires habituelles : 'prolétaires de tous pays, unissez-vous' 'guerre à la guerre'. Des oriflammes locales et étrangères et des plantes vertes répandues à profusion complètent la décoration[1986]. Les congressistes sont plus de 500, dont 120 pour la France et 200 environ pour les pays germaniques[1987]. Les manifestations contre la guerre, favorisées par un temps superbe, ont réuni plus de 30 000 personnes, « dont

[1981] Sur les décisions et initiatives du Bureau Socialiste International à la veille de la Grande Guerre, voir Georges Haupt, *Bulletin périodique du Bureau socialiste international : 1909-1913*, Genève, Minkoff, 1979.
[1982] Louis Dubreuilh, « A Paris, 100 000 manifestants contre la guerre », *L'Humanité*, 18 novembre 1912.
[1983] « Le Congrès International de Bâle, premières impressions, par notre envoyé spécial », *L'Humanité*, 24 novembre 1912.
[1984] *Idem.*
[1985] « Les Socialistes, le congrès de Bâle », *Le Radical*, 25 novembre 1912.
[1986] « Le Congrès Socialiste International, par notre envoyé spécial », *L'Humanité*, 25 novembre 1912.
[1987] La *Bataille syndicaliste* du 28 novembre publie une liste complète des participants : 555 délégués : Allemagne, 75 ; Autriche, 59 ; Belgique, 32 ; Bohême, 70 ; Bosnie, 1 ; Bulgarie, 3 ; Croatie, 2 ; Danemark, 8 ; Espagne, 2 ; Finlande, 2 ; France, 127 ; GB, 13 ; Hollande, 9 ; Hongrie, 18, Italie, 11 ; Luxembourg, 3 ; Norvège, 3 ; Portugal, 2 ; Pologne, 20 ; Roumanie, 2 ; Russie, 36 ; Suède, 8 ; Suisse, 49.

beaucoup sont venues dans la journée d'Alsace, de Bade ou des cantons suisses limitrophes, précédées de leurs bannières et de leurs fanfares »[1988]. Les manifestants ont pendant deux heures, parcouru les rues de Bâle. Il était une heure à peine, quand les premiers groupes traversèrent la ville pour aller se former en cortège à la caserne, sorte de château-fort, situé sur la rive droite du Rhin. Le défilé commença à deux heures. En tête marchent trois policiers à cheval, puis un groupe de fillettes escortant une figure symbolique de la paix. Ce sont ensuite les leaders du socialisme international, « précédés d'un gigantesque drapeau rouge. Puis les délégués par nationalités, et enfin les innombrables corporations ou associations (…) quand le cortège approche à la cathédrale, les cloches sonnent à toute volée »[1989], informe ses lecteurs l'envoyé du *Matin*. Une vraie procession ! s'exclame Gustave Hervé dans son journal, la *Guerre sociale*. Une procession où comme dans les processions du Moyen-âge ont pris place tous les corps de métier de la ville, précédés des insignes de leur profession, « une procession d'un nouveau genre, où les bannières sont remplacées par des drapeaux rouges et les cantiques saints par des hymnes révolutionnaires que chaque délégation chante en son idiome national »[1990].

A l'intérieur de la cathédrale, le chef du gouvernement de Bâle, prend en premier la parole en saluant les hôtes de la ville. Puis successivement, adressent le public, Ernst Hasse, député au Reichstag, président du comité directeur du parti socialiste allemand, Keir Hardie, premier président du Labour Party et pacifiste convaincu, le socialiste Suisse Herman Greulich, Friedrich Adler, le fondateur du parti ouvrier social-démocrate d'Autriche, Jean Jaurès et le socialiste polonais Ignacy Daszynski. A l'extérieur, les manifestants groupés autour de quatre tribunes ont entendu aussi des orateurs de toutes les nations, entre autres Edouard Vaillant, Francis de Pressencé, l'Italien Filippo Turati, le Hollandais Pieter Jelles Troelstra, le fondateur du parti socialiste espagnol, Pablo Iglesias Posse, les délégués socialistes danois et scandinaves. Quand le député socialiste bulgare fut annoncé, des témoignages de sympathie se firent bruyants et lorsque Jean Jaurès monta dans la chaire, l'assemblée lui fit une ovation comme dans un meeting. Des extraits de son discours sont relatés dans *l'Humanité* et aussi dans le *Radical* où l'on peut également lire la conclusion de son intervention :

> « le devoir des socialistes est de rendre intensive contre la guerre leur action concertée et unanime ; ils trouveront peut-être des concours chez ceux des

[1988] Ed. Meyer, « Au Congrès de Bâle », *La Bataille syndicaliste*, 28 novembre 1912.
[1989] « Le meeting dans la cathédrale », *Le Matin*, 25 novembre 1912.
[1990] Gustave Hervé, « A la Cathédrale de Bâle », *La Guerre sociale*, 27 novembre-3 décembre 1912.

> chrétiens qui ont prêté aujourd'hui leur église et qui pourront supplier leurs coreligionnaires de ne pas oublier les préceptes de celui dont ils se réclament et de ne pas livrer leurs frères aux griffes du démon de la guerre »[1991].

Plus loin, faisant allusion aux cloches qui ont salué l'arrivée des congressistes et dont le chant faisait appel à l'universelle conscience, a rappelé l'inscription de la cloche symbolique de Schiller : « J'appelle les vivants, je pleure les morts, et je brise les foudres »[1992]. Gustave Hervé voit dans la décision du conseil de paroisse protestant de Bâle mettant sa cathédrale à la disposition de l'Internationale socialiste, une leçon pour le clergé catholique, comme s'il voulait « selon le mot de Bebel, rappeler à tous les chrétiens de toutes les confessions que si le Christ revenait sur la terre il serait avec nous dans notre croisade contre la guerre. »[1993]. De son côté, Paul-Hyacinthe Loyson, célèbre dans le *Radical*, l'instauration en face de la guerre de l'œcuménicité de la Paix :

> « Ce devait être l'honneur du socialisme international de donner au monde cette noble leçon, et l'honneur du protestantisme toujours en avance sur lui-même, toujours au pas de la marche des siècles, de lui en fournit le moyen. Par quelle saisissante évocation du passé, par quelle féconde intuition de l'avenir, avait-o choisi et accordé la cathédrale de Bâle pour ses assises, 1434-1912 ! deux conciles en déclin de deux mondes et à cinq siècles de distance, inaugurant deux ères nouvelles. 1434 : réforme de l'Eglise ; 1912 : réforme de 'l'Europe. Au quinzième siècle, ébranlement de Rome sous la clameur des Hussites qui revendiquaient avec Wielef, la liberté spirituelle. Au XX^{e} siècle secousse du Vieux Monde au péan de l'Internationale qui prophétise avec Jaurès la libération sociale »[1994].

Tandis qu'à Bâle, se tiennent les assises socialistes internationales, la CGT qui à cette époque avait rompu ses relations avec les « unifiés »[1995], tient de son côté, à Paris sur les hauteurs de Belleville, un congrès extraordinaire contre la guerre[1996]. A cette occasion, la confédération syndicaliste rappelle la résolution de son congrès de Marseille, qui reprenant la

[1991] « Discours de Jaurès », *Le Radical*, 25 novembre 1912.
[1992] *Idem.*
[1993] Gustave Hervé, « A la Cathédrale de Bâle », *La Guerre sociale*, 27 novembre au 3 décembre 1912.
[1994] Paul-Hyacinthe Loyson, « Eglises mortes et églises vivantes », *Le Radical*, 1er décembre 1912.
[1995] Cette rupture remonte au congrès d'Amiens de 1906. Dans le cadre de cette manifestation, la CGT inscrit dans son programme officiel, la lutte contre le militarisme. Le congrès de Marseille en 1908, ajoute à ce programme le mot d'ordre de la grève générale en cas de mobilisation. Ce principe est également partagé par Gustave Hervé au sein du parti socialiste unifié mais rejeté par Jules Guesde et ses partisans. Le troisième courant représenté au sein du parti socialiste par Jean Jaurès hésite entre son soutien à cette initiative, si besoin pour éviter une guerre agressive, et sa définition de la guerre défensive. Derrière ces divergences de tactique, se profilent des rapports multiples à l'égard de la théorie et la pratique antimilitariste auprès des différentes branches de la culture socialiste française à la veille de la Grande Guerre.
[1996] « La CGT contre la guerre », *L'Aurore*, 25 novembre 1912.

formule de l'Internationale, déclarait que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'en conséquence toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière. Dans un communiqué de son comité confédéral, publiée dans la *Bataille syndicaliste*, elle se dresse contre les desseins criminels des gouvernements capitalistes et des sectes religieuses, tout en incitant les peuples à œuvrer pour un règlement pacifique de leurs différends[1997].

La CGT soutient en plus l'idée de la grève générale et de l'insurrection au cas où une guerre européenne serait déclenchée, suite aux complications diplomatiques du conflit des Balkans[1998]. Au sein du parti socialiste unifié, qui se réunit à la veille du congrès de Bâle à la Bellevilloise à Paris pour élaborer le texte que présenteraient les délégués français à leurs camarades européens, cette question est également soulevée et débattue. C'est plus concrètement autour de la motion Vaillant, adoptée par la Fédération de la Seine, que le débat s'est engagé. Cette motion préconisait parmi les moyens à employer contre la guerre, la grève générale et l'insurrection. Lebas de la Fédération du Nord, s'étonne que l'on ait pu songer à la présenter, sous cette forme excessive, aux délégués du pays voisin : « où trouverez-vous, à Bâle, demande-t-il, parmi les Allemands, les Autrichiens, les Italiens, les Scandinaves, des concours pour faire adopter un semblable texte ? »[1999]. Cette motion, nous informe le rapporteur de la Police, fut combattue par les Guesdistes, « par opposition systématique à la CGT, qui préconise les mêmes moyens, et aussi pour faire pièce aux Jauressistes »[2000]. Par contre, Gustave Hervé annonce dans son journal, la *Guerre Sociale*, au moment de la plus haute tension austro-serbe, qu'en cas de mobilisation, les maisons habitées par les ouvriers, « les communes insurrectionnelles, les proclameront propriétés communales ainsi que le Métro, les tramways, les voitures (…) et toutes les entreprises mûres pour la municipalisation »[2001].

De son côté, le *Protestant*, journal des chrétiens libéraux, considère qu'il y a d'autres moyens d'exprimer son opposition à la guerre, que ceux préconisés par les syndicalistes

[1997] « Guerre à la guerre par le comité confédéral », *La Bataille syndicaliste*, 18 octobre 1912.
[1998] *Idem.*
[1999] Paul Richard, « Pacifisme socialiste », *L'Aurore*, 22 novembre 1912.
[2000] *Archives nationales*, série F/7/13069, Préfecture de Police, Paris, le 23 novembre 1912.
[2001] Gustave Hervé, « En cas de mobilisation », *La Guerre sociale*, 13-19 novembre 1912.

français. La Fédération protestante[2002] en avait, depuis quelques années, « trouvé un dans les prédications demandées en faveur du maintien de la paix »[2003].

Toujours est-il, qu'une grève générale est décidée par la Confédération générale du travail pour le 16 décembre afin d'empêcher le déclenchement d'une guerre européenne. A ce propos, Albert Thomas, écrit dans l'*Humanité*, que les socialistes veulent s'adresser à l'opinion toute entière car « il se peut que des travailleurs non syndiqués, il se peut que des employés, il se peut que des fonctionnaires ou même des bourgeois libéraux se sentent atteints, gênés dans les habitudes de la vie quotidienne par cette suspension du travail et que cédant à un mouvement d'humeur, ils se refusent à comprendre la haute signification de l'acte confédéral »[2004]. Si cette grève est relatée dans la presse socialiste et syndicaliste et que le *Libertaire* annonce plus de 600 000 grévistes à travers la France[2005], Alexandre Luquet, constate que la grande presse joue depuis le congrès de Bâle et celui de la CGT, la carte de la conspiration du silence :

> « c'est à peine si les lecteurs de ces mêmes organes de la bourgeoisie sachent que lundi prochain les travailleurs de France sont appelés par leurs organisations économiques à chômer pour matérialiser de la manière la plus forte, leur volonté de paix »[2006].

En dehors des socialistes et des syndicalistes, la direction de l'Alliance coopérative internationale, face à la guerre dans l'Europe orientale et de la situation grave qui en découle, rappelle aux coopérateurs de tous les pays que la paix est un des principes les plus fondamentaux de la coopération[2007]. Dans la *Revue socialiste*, Jean Gaumont souligne qu' :

> « il est bon de rappeler que les coopérateurs sont eux aussi des amis de la paix, que leurs buts sociaux et les méthodes d'évolution qu'ils proposent à l'activité des peuples font d'eux et de leurs organisations des artisans de la concorde internationale et de l'entente entre les différents pays. Les coopérateurs n'oublient pas qu'ils se sont associés pour lutter contre l'insécurité de leur sort, pour imposer par des moyens essentiellement pacifiques une organisation sociale nouvelle où la solidarité et l'entraide ne seront plus de vains mots, où les moyens de lutte et de guerre, de violence et de rapine, qui sont ceux du régime capitaliste, seront à jamais proscrits »[2008].

[2002] Sur les rapports entre l'école de Nîmes, mouvement coopératif français, animée par des Français protestants et les Quakers, mouvement actif du pacifisme britannique et international, voir Jean-Pierre Biondi, *La mêlée des pacifistes, 1914-1945*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2000, p.41.
[2003] « Par rapport à la grève de la CGT », *Le Protestant*, 21 décembre 1912.
[2004] Albert Thomas, « A l'opinion », *L'Humanité*, 16 décembre 1912.
[2005] Eugène Maréchal, « La guerre impossible », *Le Libertaire*, 21 décembre 1912.
[2006] A. Luquet, « Les Travailleurs chômeront lundi », *L'Humanité*, 15 décembre 1912.
[2007] « La Coopération internationale et la guerre », *L'Humanité*, 27 novembre 1912.
[2008] Jean Gaumont, « La coopération contre la guerre », *La Revue socialiste*, janvier 1913, p.50.

Depuis les penseurs se réclamant de l'idéal socialiste jusqu'aux démocrates libéraux, en passant par des esprits religieux pour lesquels le christianisme est demeuré une doctrine de fraternité et de paix, l'Anglais Maxwel, le Suisse Pronier, l'Allemand Müller, le Triestin Pittoni, le Hollandais Van der Mander « saluaient récemment, au dernier Congrès de la Coopération française, dirigé par Charles Gide, le caractère d'internationalisme coopératif »[2009]. Dans leurs discours « ils ne se faisaient pas seulement l'écho des sentiments actuels des prolétaires groupés dans les sociétés de consommation d'aujourd'hui », ils obéissaient aussi « à l'esprit de la tradition coopérative depuis son origine dans les mouvements populaires du siècle passé »[2010].

A côté du mouvement coopératif, le *Radical*[2011] annonce qu'à l'occasion de la célébration de sa fête annuelle, la Grande Loge de France avait pris l'initiative d'organiser une manifestation en faveur de la paix. A cette occasion, Platel, secrétaire général de la Fédération, a rappelé que dès le début de la guerre des Balkans, la Grande Loge de France avait adressé à toutes les obédiences maçonniques du monde un appel les conviant à coordonner leurs efforts pour ramener la paix dans les Balkans et s'opposer à l'extension de la guerre en Europe.

Pour sa part, la conférence de Gustave Hubart, secrétaire de l'Union nationale des libres penseurs de France, organisée sous les auspices de l'Émancipation, société décazevilloise de libre pensée aurait réuni le 17 novembre un auditoire d'environ 600 personnes, en majorité des ouvriers mineurs, des forgerons, des instituteurs et quelques institutrices[2012]. Les libres penseurs de Savoie qui se réunissent à Ugine afin de commémorer le troisième anniversaire de l'assassinat de Ferrer à Barcelone, victime du cléricalisme et du militarisme, déclarent de ne pas confondre « le patriotisme des révolutionnaires de 93 avec le patriotisme intéressé des brasseurs d'affaires internationales d'aujourd'hui »[2013]. Ils regrettent de surcroît que ceux-ci aient lancés la France « dans l'aventure marocaine, contre la volonté de la nation et pour leurs seuls intérêts ». Enfin, devant les dangers pour la paix internationale

[2009] *Idem.*
[2010] *Idem.*
[2011] « Manifestation maçonnique en faveur de la paix », *Le Radical*, 11 décembre 1912.
[2012] *Archives nationales*, série F/7/13328, dossier sur l'agitation contre la guerre, Decazeville, le 17 novembre 1912, rapport du commissariat spécial de Decazeville.
[2013] « Pour les instituteurs », *L'Humanité*, 18 octobre 1912.

que comprend la guerre dans les Balkans, ils incitent « tous les travailleurs à s'unir internationalement pour travailler au désarmement des nations ».[2014]

A la salle Wagram, la *Bataille syndicaliste* nous informe que Mme Lemaitre du comité féminin contre la loi Berry-Millerand, affirme que les femmes du comité sont elles aussi de tout cœur avec les travailleurs dans leur lutte contre le militarisme. Elle reproche par ailleurs, sur un ton amical, à ses camarades l'indifférence dans laquelle ils laissent leurs compagnes par rapport à tout ce qui touche à leur éducation sociale. « Envoyez vos femmes au Comité et nous leur apprendrons qu'on n'élève pas des enfants jusqu'à vingt ans pour en faire la proie des Biribis ou des cadavres en piédestal au capitalisme »[2015].

L'anarchiste italien Amilcare Cipriani lance lui aussi son cri de 'guerre à la guerre' dans l'*Humanité*[2016]. La *Bataille syndicaliste* publie en novembre un article de la revue anglaise *Socialist*, organe officiel du Socialist labour party, « à ne pas confondre avec le Labour party où on voit que la propagande anti-chauvine se poursuit aussi en Grande Bretagne »[2017]. Selon André Chéradame, il ne s'agit pas seulement des socialistes de l'Albion, mais aussi du gouvernement anglais qui à côté des gouvernements français et russe ont défendu de la façon la plus efficace la cause de la Paix « en proclamant leur désintéressement territorial et en laissant les alliés balkaniques régler eux-mêmes leurs comptes avec la Turquie »[2018]. On assiste donc à une distinction entre deux perceptions pacifistes distinctes : une première, qu'on pourait qualifier de 'globale', considérant la cause de la Paix comme valant d'être défendue partout où elle est menacée et une deuxième, 'partielle', celle évoquée par Chéradame, associant la cause de la Paix à l'abstention de toute opération militaire des grandes puissances européennes et visant à cantonner le conflit.

Dans un tel esprit, le *Radical* publie un compte rendu de la manifestation pour la paix organisée par la cinquième section de la *Ligue des Droits de l'Homme* à l'École des hautes études sociales devant une salle archicomble. Sicard de Plauzolles, vice-président de la Ligue ouvrit la séance. Après lui, Lucien Barquissau, secrétaire général de la section, se demanda s'il n'y aurait pas lieu de rechercher, « sur le terrain pacifique, une solution franco-allemande,

[2014] *Idem.*
[2015] « A la salle Wagram », *La Bataille syndicaliste*, 18 novembre 1912. L'ensemble de compagnies disciplinaires et d'établissements pénitentiaires stationnés dans les colonies françaises de l'Afrique du Nord et destinés à recevoir les militaires réfractaires ou indisciplinés de l'armée française. Pour une étude détaillée sur ce dispositif voir Dominique Kalifa, *Biribi : les bagnes coloniaux de l'armée française*, Paris, Perrin, 2009.
[2016] Amilcare Cipriani, « Guerre à la guerre », *L'Humanité*, 24 octobre 1912.
[2017] « L'antimilitarisme contre la guerre », *La Bataille syndicaliste*, 22 novembre 1912.
[2018] André Chéradame, « Qui menace la paix européenne ? », *Le Petit Journal*, 10 novembre 1912.

qui nous permette de consolider désormais la paix européenne devant des éventualités telles que la guerre des Balkans ? ». Grand-Carteret, président de *Pour mieux se connaître*, ligue intellectuelle franco-allemande, suggéra quant à lui comme solution, la neutralisation et l'autonomie de l'Alsace Lorraine[2019].

En février, au moment où la guerre se poursuit avec les sièges de Scutari, d'Andrinople ou de Janina, le *Radical* parle du banquet de la paix. Cette manifestation des pacifistes parisiens, eut lieu à l'Hôtel Ronceray, 10 boulevard Montmartre. Elle fut présidée par Gabriel Séailles, professeur d'histoire de la philosophie à la Sorbonne, co-fondateur de la Ligue des Droits de l'Homme. Celui-ci a été assisté de nombreuses personnalités, parmi lesquelles Charles Richet, professeur à la faculté de Médecine, les députés radicaux-socialistes, Paul Meunier et Lucien Le Foyer, Emile Arnaud, président de la Ligue internatioanle de la Paix et de la Liberté, Gaston Moch, le pacifiste et espérantiste, Mmes Flammarion, Julie Toussaint, secrétaire générale de la Société des écoles professionnelles, et Séverine[2020]. A côté d'eux, l'autre personnalité qui défend dans l'espace médiatique et public français une résolution pacifique des différends liés au conflit des Balkans, est le chef du bahaïsme Abdoul Baha Abbas. « Comment ce Persan peut-il avoir eu l'idée de venir à Paris, au moment où l'on ne parle que de la guerre des Balkans et des armements de l'Europe, prêcher la paix universelle ? » se demande le *Journal*[2021]. « Mystère ! Toujours est-il que Abdoul Baha Abbas, fils du fondateur et chef actuel de la religion bahaïste, prononça le 21 février, devant les invités de l'Alliance spiritualiste, un sermon dans lequel il a préconisé l'alliance des peuples et l'union des hommes ». Abdoul Baha Abbas s'exprima en persan et un interprète traduisit au fur et à mesure ses paroles. Il était entouré à la tribune de spiritualistes notoires tels que Mme Jeanne Beauchamp, Albert Jounet, Louis Leleu. Dans l'assistance « où l'on remarquait quelques jeunes Anglaises et des Persans sévères, se trouvait Hersant, ancien candidat à la présidence de la République ». En mai, le *Petit Journal illustré* montre Abdoul Baha Abbas, en train de prêcher la paix dans une mosquée à Istanbul[2022]. Son sermon, a lieu dans une ville où comme on lit dans l'*Echo de Paris*, en février, des docteurs,

[2019] « La manifestation pour la paix de la Ligue des droits de l'Homme », *Le Radical*, 16 décembre 1912.
[2020] « Le banquet de la paix », *Le Radical*, 18 février 1913.
[2021] « Le Persan pacifiste », *Le Journal*, 22 février 1913.
[2022] « Le nouveau prophète de l'islam : Abdul-Baha prêchant l'apaisement et la fraternité dans une mosquée à Constantinople », *Le Petit Journal illustré*, 4 mai 1913. Sur la vie de ce pacifiste, voir Solange Lemaître, *Abdul Baha : Une grande figure de l'unité*, Paris, A. Maisonneuve, 1952.

des soldats, des fonctionnaires qui n'avaient pas touché leur solde, ont manifesté devant le ministère de la guerre exigeant la cessation des hostilités[2023].

En mars, l'*Humanité* relaie le récit de journaux russes concernant les scènes qui se sont déroulées à la Douma au moment où on annonça la nouvelle de la chute d'Andrinople. « Opposé aux cris de réjouissance poussés par la droite, les nationalistes, les progressistes, les octobristes, et une partie des cadets, le président du groupe social-démocrate, Tchkeïdse, proteste contre le chauvinisme et réitère son attachement à l'esprit pacifique du congrès de Bâle »[2024].

A l'occasion de la démonstration navale devant Antivari en avril, le *Petit Parisien* affirme qu'elle constitue une initiative essentielle pour à la fois hâter la paix dans les Balkans et la préserver sur le reste du continent européen[2025]. Toujours en avril, la *Lanterne* annonce la proposition du secrétaire d'État du nouveau gouvernement américain, M. Bryan, de constituer une cour d'enquête internationale, afin que tous les conflits puissent être soumis à cette Cour. D'après les mots de l'homme politique américain, « nous sommes arrivés, semble-t-il, à l'extrême limite d'un système paradoxal, insoutenable. Et c'est bien dans le système inverse dans une politique pacifiste basée sur l'arbitrage sur le droit et par voie de conséquence sur la diminution des armements que les nations civilisées chercheront un jour ou l'autre la fin de leurs actuelles angoisses »[2026]. Quant à l'efficacité de ces institutions internationales, la *Bataille syndicaliste* est plutôt sceptique. Georges Yvetot, commente ironiquement, l'incapacité des comités de l'arbitrage et du désarmement réunis à l'occasion de l'inauguration du tribunal de la Haye en 1899, à éviter « que le sang coule en Chine et que les actes les plus sauvages s'accomplissent sur les rives du fleuve amour »[2027]. Pierre Loti a lui aussi exprimé dès la guerre italo-ottomane de 1911, sa déception et désillusion face à l'efficacité du pacifisme, des conférences et de l'arbitrage à prévenir des conflits[2028]. Ainsi la perception du règlement pacifiste des guerres balkaniques, devient l'occasion de l'expression d'une méfiance à l'égard de l'idée du maintien de la Paix par le droit et l'arbitrage. Cette méfiance dépasse les clivages politiques traditionnels, car on la retrouve énoncée aussi bien

[2023] « Le gouvernement Jeune Turc, sombre de plus en plus dans le chaos », *L'Echo de Paris*, 6 février 1913.
[2024] E. Roubanovitch, « Scènes grotesques à la Douma », *L'Humanité*, 2 avril 1913.
[2025] « Le concert européen », *Le Petit Parisien*, 5 avril 1913.
[2026] « Proposition pacifiste pour la constitution d'une cour d'enquête internationale proposée par les Etats-Unis d'Amérique », *La Lanterne*, 25 avril 1913.
[2027] Georges Yvetot, « L'horrible ironie », *La Bataille syndicaliste*, 24 octobre 1912. On retrouve les mêmes critiques sur l'impotence de la SDN pendant les conflits de l'entre-deux-guerres et face à l'impuissance de l'ONU de nos jours à régler pacifiquement les différends internationaux.
[2028] Pierre Loti, *Turquie …op.cit.,* p.20.

dans une presse de culture syndicaliste que chez un adepte de la culture traditionnaliste tel que Pierre Loti.

La prochaine étape de la perception pacifiste dans le règlement des tensions internationales sur arrière plan des complications diplomatiques dans les Balkans, ce sont les débats sur la loi des trois ans[2029] et l'accroissement du budget pour des dépenses militaires. Selon la *Lanterne,* chaque fois que les républicains ont éprouvé l'impression d'un danger imminent, ils ont oublié ce qui les divisait, pour faire face à l'ennemi commun, qu'il s'agisse du nationalisme ou du cléricalisme. Le grand combat futur, c'est la lutte contre la loi de trois ans, « le dangereux résultat d'une campagne réactionnaire, ayant le renforcement du militarisme pour but, et le patriotisme pour prétexte »[2030]. La réception des guerres balkaniques intervient en plus dans un contexte de vif débat autour du sens du 'patriotisme'. Les décisions et actions des acteurs du conflit sont jugées en fonction de ce que les observateurs Français privilégient comme définition du patriotisme. A propos de cette définition, le débat est particulièrement houleux au sein de l'assemblée, le 15 novembre 1912, à l'occasion de la question sur le patriotisme des instituteurs. Accusés de connivence avec l'antimilitarisme syndicaliste[2031], par le ministre Gabriel Guist'hau, ils se sont empressés de faire entendre leurs protestations. Pour y parvenir, ils publient un manifeste dans lequel ils définissent leur vision du patriotisme. Dans ce document, ils précisent qu'ils enseignent « un patriotisme réglé par le sentiment de la justice et le respect du droit d'autrui, celui des grands ancêtres de la Révolution Française, défendant contre l'étranger et les émigrés de Coblentz l'idéal républicain et le patrimoine de libertés si chèrement conquises »[2032]. Ils dénoncent par ailleurs, « comme dangereux pour la sécurité nationale, le chauvinisme étroit, jaloux, agressif, et ils repoussent le nationalisme intéressé des brasseurs d'affaires »[2033], précise le député socialiste, Henri Roux-Costadau. De son côté l'*Écho de Paris,* ne manque pas de constater que les antimilitaristes se remuent dans le cadre contre la loi des trois ans[2034], tandis que le *Radical* annonce en mai, que l'assemblée de la Ligue des Droits de l'Homme adopte un ordre du jour contre la nouvelle loi militaire et proteste contre les poursuites disciplinaires prises

[2029] Il s'agit de la prolongation du service militaire de deux à trois ans.
[2030] « La politique du bloc », *La Lanterne*, 10 mai 1913.
[2031] Sur l'antimilitarisme en France avant la Grande Guerre, voir Paul Miller, *From revolutionaries to citizens : antimilitarism in France, 1870-1914*, Durham, London, Duke university press, 2002 et Marc Angenot, *L'antimilitarisme : idéologie et utopie*, Montréal, Université McGill, 2001.
[2032] *Archives parlementaires*, n°430, Assemblée, séance extraordinaire, 22 novembre 1912.
[2033] *Idem.*
[2034] « L'Appel à la France, les antimilitaristes se remuent », *L'Echo de Paris*, 29 avril 1913.

envers les instituteurs[2035]. En même temps, l'*Humanité* lance une pétition populaire contre ce dispositif[2036].

Réunis pour célébrer le cinquième anniversaire de l'entrée d'Émile Zola au Panthéon, Anatole France prononce lui aussi en mars, un discours contre la loi prévoyant la prolongation du service militaire. Il y affirme que les ennemis de la justice et de la vérité changent si peu qu'ils sont toujours facilement reconnaissables : « tels ils étaient pendant l'Affaire, tels nous les retrouvons aujourd'hui. Ce sont toujours ces fauteurs de désordre et de haine, ces semeurs de paniques, ces artisans de désastres, ces agents de provocation, d'agitation et d'attentats, ces tartuffes du patriotisme tous prêts encore à nous assassiner avec un fer sacré »[2037]. Ses propos relatés dans le *Radical* résonnent également dans la *Bataille syndicaliste* qui établit un lien entre le contexte des débats sur la loi des trois ans et le boulangisme ou l'affaire Dreyfus. L'esprit nationaliste et militariste étant réveillé, le journal de la CGT annonce que les intellectuels se jettent à nouveau dans la bataille : « un meeting aura lieu vendredi soir au manège du Panthéon, rue Lhemond. Il est placé sous la présidence de Gabriel Séailles, professeur à la Sorbonne»[2038]. Lors de ce meeting prennent également la parole, Francis de Pressensé, Paul-Hyacinthe Loyson, directeur de la revue *Les Droits de l'Homme*, Seignobos et Durkheim professeurs à la faculté des Lettres, Gley professeur au Collège de France et Lapicque professeur au Muséum. Devant la composition de cette réunion, la *Croix* remarque que l'opposition à la loi des trois ans, a reconstitué « l'anti-France dreyfusienne »[2039]. L'*Humanité* et le *Radical* « mènent la campagne protestataire avec un zèle égal. (…) donc, il y a complot. La vieille bande est reformée. C'est la grande Loge de France qui veut l'entente internationale. C'est le Grand Orient pour qui le service des trois ans ne saurait être admis »[2040].

Les socialistes pacifistes se donnent par ailleurs de nouveau rendez-vous au Pré Saint-Gervais pour la manifestation du 13 juillet contre la loi des trois ans. La voix métallique de Jaurès tonne et s'élève contre la réaction chauvine exprimée par la loi des trois ans, « qui n'est qu'une épisode de la grande bataille pour la justice sociale et la paix entre les nations »[2041].

[2035] « Au congrès des Droits de l'Homme », *Le Radical*, 12 mai 1913.
[2036] « La pétition populaire contre les trois ans », *L'Humanité*, 6 juin 1913. Le 3 juillet, les 730 000 signatures contre les trois ans ont été remises au président de la Chambre par les députés socialistes.
[2037] « Contre les réacteurs, discours d'Anatole France au banquet Emile Zola », *Le Radical*, 2 juin 1913.
[2038] « Un meeting d'intellectuels », *La Bataille syndicaliste*, 12 mars 1913.
[2039] Jean Didier, « Pour la patrie », *La Croix*, 4 avril 1913.
[2040] *Idem.*
[2041] « Jaurès au Pré Saint-Gervais pour la manifestation du 13 juillet contre la loi des trois ans », *La Bataille syndicaliste*, 14 juillet 1913.

De leur côté, les socialistes des Balkans se mobilisent de nouveau face au risque de la reprise des hostilités en juin. Le 5 juillet le *Radical* relate une nouvelle sur la réunion contre la guerre organisée par le parti socialiste roumain à Bucarest[2042]. A la veille de la Deuxième Guerre balkanique, l'*Humanité* publie une lettre adressée par l'Association des corporations ouvrières professionnelles de Salonique aux corporations similaires de Sofia. Les signataires font appel aux autorités des royaumes balkaniques pour qu'elles s'emploient à éviter une guerre entre alliés, « dont souffriraient surtout les classes ouvrières et à obtenir des gouvernements qu'ils aplanissent pacifiquement les différends »[2043]. Paul Richard[2044] dans l'*Aurore,* se dresse lui aussi contre la nouvelle guerre balkanique, qu'il qualifie de 'fratricide'. Par rapport à l'usage du terme fratricide pour qualifier la confrontation entre Serbes et Bulgares en été 1913, Gaston Moch conteste sa pertinence lors du congrès universel de la paix en été 1913. D'après le président de l'Institut de la Paix à Monaco, vouloir vitupérer cette guerre, en insistant sur son caractère de guerre fratricide, c'est-à-dire menée entre peuples d'un même sang, est une démarche privée de tout sens, car d'une part « toute considération sur la consanguinité des peuples est inexacte, à une époque où tous les peuples d'Europe et d'Amérique résultent du mélange et du brassage incessant de vingt races différentes »[2045] et que d'autre part tous les peuples sont censés être unis de lien de fraternité. Dans cette optique, il reproche à la commission du congrès de la paix, une concession « faite à la phraséologie des journaux. Les journaux et principalement les publicistes nationalistes, aiment à faire de ces déclamations…et bien nous nous devons dire que toutes les guerres sont fratricides »[2046], affirme-t-il.

A côté d'une perception pacifiste du règlement du conflit et des différends qui en découlent, inspirée par des principes idéologiques, une perception pacifiste en termes de conséquences engendrées par la guerre, se dessine également dans l'espace médiatique français.

[2042] « Contre la guerre », *Le Radical*, 5 juillet 1913.
[2043] « Salonique », *L'Humanité*, 5 juin 1913.
[2044] L'Aurore, 5 juillet : (la QDO, par Paul Richard)
[2045] « Compte rendu du Congrès Universel de la paix », La Haye, 1913, p.142.
[2046] *Idem.*

III.1.2. S'opposer à la guerre dans les Balkans à cause de ses conséquences sur la société française et les sociétés extérieures

Ainsi, les directeurs des scènes françaises redoutent-ils que le théâtre de la guerre aille faire du tort à tous les autres. En toute saison, l'orage balkanique aurait eu une déplorable répercussion sur les affaires théâtrales :

> « mais il faut reconnaître qu'il choisit mal son temps pour éclater. Quoi ! c'est au moment de la rentrée, c'est à l'instant où l'on va donner le bon à tirer pour les affiches neuves que le bruit des armes et le grondement du canon tiennent l'Europe attentive, angoissée ! (…) Songez que certains de nos auteurs pensent être visés en même temps que la Turquie par les Etats alliés : Je parie que les Bulgares attendent le jour de ma première pour franchir la frontière »[2047].

Le *Journal*, s'adressant à un public boulevardier, estime que suite au déclenchement de la guerre, c'est le commerce de fourrure qui, le premier, se trouve économiquement frappé. En effet, « toutes les pelleteries d'Asie ne nous parviennent plus ou très difficilement, si bien que l'astrakan, principalement, subit une hausse énorme et se trouve hors de prix »[2048]. Mais que « nos élégantes se rassurent, elles pourront encore trouver à bon compte les manteaux d'astrakan et les parures qui leur sont chères en s'adressant à Royal Fourrure, 1 rue Godot-de-Mauroy, qui dès les premiers bruits de guerre, prit toutes ses précautions pour pouvoir continuer à satisfaire aux exigences de sa nombreuse clientèle »[2049]. En novembre, le *Radical,* constate quant à lui que les tailleurs parisiens sont débordés, non par suite de l'affluence des commandes, hélas ! sinon en raison d'une pénurie de main-d'œuvre. « Il y avait en effet, à Paris, trois ou quatre mille ouvriers tailleurs de nationalité serbe ou bulgare »[2050]. Une autre répercussion sur la toilette des élégantes parisiennes, qui est commentée dans le *Radical* du 27 octobre, est celle de la culture des rosiers fournissant l'essence des roses indispensables à l'industrie de la parfumerie. Cette culture étant surtout développée en Bulgarie, la production de pétales pour 1913 risque d'être sévèrement compromise, car « tous les Bulgares valides se trouvant présentement enrôlés dans l'armée du roi Ferdinand »[2051].

Au meeting contre la guerre, 67 rue Pouchet à Paris, le 16 décembre, un militant socialiste indique que même dans le *Matin* les journalistes se montrent sensibles dans leurs

[2047] « Le théâtre de la guerre », *Le Temps*, 17 octobre 1912.
[2048] « Les conséquences de la guerre des Balkans », *Le Journal*, 25 octobre 1912.
[2049] *Idem.*
[2050] « Les tailleurs bulgares », *Le Radical*, 8 novembre 1912.
[2051] « Les roses bulgares », *Le Radical*, 27 octobre 1912.

articles à l'épouvantable charnier des Balkans. « C'est dire alors qu'en dehors de la classe ouvrière, il y a aussi un nombre considérable de petits capitalistes hostiles à la guerre »[2052]. D'après le Comité de l'Orient, qui envoie un courrier au Ministère des Affaires étrangères en octobre, l'éventualité d'un conflit dans les Balkans, signifie la rupture de l'équilibre de la Méditerranée et de l'Europe orientale et « c'est encore le bouleversement des finances et de l'état économique en Turquie auxquels sont intimement liés les placements de l'épargne français »[2053]. A ce sujet, le *Radical* remarque que la spéculation et la bataille ont fait trêve au début du mois de novembre, « comme si elles voulaient avant de continuer leur marche, jeter un dernier regard aux espérances et aux héros disparus »[2054]. Les histoires de ces victimes sont relatées dans le cadre des faits divers publiés dans les journaux. Dans son numéro du 17 octobre, le *Matin* relate un des 'effets collatéraux' de la guerre des Balkans :

> « Avant-hier soir, vers quatre heures un des locataires de l'immeuble portant le numéro 2 de la rue Léonard-de-Vinci, entendit deux détonations successives provenant d'un appartement du rez-de-chaussée, occupé par les époux Rémy. Il n'y prêta pas d'autre attention. Or, hier matin, la femme de ménage, Mme Lindan (…) frappait en vain chez M. Rémy. Intriguée elle avertit le concierge de l'immeuble et l'on prévint M. Renard (…) père de Mme Rémy. M. Renard fit ouvrir par un serrurier l'appartement de ses enfants. Un douloureux spectacle lui était réservé. Dans la chambre à coucher, sur le lit non défait, Mme et M. Rémy à demi nus, gisaient ensanglantés. (…) sur la table de nuit se trouvaient, en évidence, deux lettres non fermées que les désespérés avaient adressées à leurs familles et dans lesquelles ils déclaraient que se trouvaient subitement sans ressources par suite de spéculations non heureuses en Bourse, ils se donnaient volontairement la mort pour n'avoir pas à solliciter le secours de leurs parents. M. Rémy, qui était âgé de 35 ans, avait été notaire en province, puis il avait réalisé tout son avoir pour venir se fixer à Paris. Il jouait beaucoup en Bourse. Ces jours derniers, la crise balkanique causa sa ruine »[2055].

La *Bataille syndicaliste* commente à son tour, l'ambiance aux alentours de la Bourse le jour du déclenchement de la guerre dans les Balkans :

> « Autour des kiosques, vers quatre heures de l'après-midi, des messieurs en chapeau melon et en haut de forme, des dames avec de dangereuses épingles sortant des cheveux, s'arrachaient les journaux financiers, et avidement, parcouraient la cote. Puis, ils s'en allaient, tristes et mornes. C'était une véritable panique. La déclaration de guerre fit dégringoler les cours de toutes les valeurs avec une rapidité vertigineuse. Certains titres, trop gonflés

[2052] *Archives nationales*, série F/7/13328, dossier sur l'agitation contre la guerre, Paris, 16 décembre 1912. Sur la nature essentiellement pacifique du capitalisme moderne, suite à la prédominance des intérêts sur les passions et du commerce sur la guerre, voir Albert Hirschman, *The passions and the Interests : political arguments for capitalism before its triumph*, Princeton, Princeton University Press, 1977.
[2053] *AMAE*, Turquie/238, note du Comité de l'Orient au MAE, Paris, le 12 octobre, 1912.
[2054] « La guerre des Balkans et l'épargne française », *Le Radical*, 4 novembre 1912.
[2055] « Victimes des Balkans », *Le Matin*, 17 octobre 1912.

> autrefois par d'habiles spéculateurs, descendirent d'un coup de 150 à 200 francs ! les petits rentiers, des employés, des gens 'sans profession' tout ce monde qui joue à la Bourse pour gagner sans un travail productif, quelques billets de banque et qui engage ses économies dans les valeurs à la mode, se ruèrent à l'assaut du marché avec uen idée fixe ; se défaire de leurs titres, vendre de suite. Jamais, depuis 25 ans la rente française, valeur préférée par nos petits bourgeois, n'a vu son cours descendre à un niveau aussi bas qu'avant-hier. ET la perle de l'épargne de ce chef, atteint, paraît-il, pour la seule journée du 9 octobre, une jolie somme de 5 millions de francs »[2056].

Edmond Théry, directeur de *l'Économiste Européen*, affirme dans le *Progrès* de Lyon, qu'entre le lundi 30 septembre et le samedi 12 octobre, jour où le Monténégro a déclaré la guerre à l'Empire ottoman, l'ensemble des valeurs boursières en Europe a baissé de 30 à 35 milliards de francs et que sur cette baisse, la part de la France a été d'environ 4 milliards. D'après lui, cet événement servira de leçon aux gouvernements des grandes puissances européennes pour éviter à tout prix qu'une nouvelle guerre n'éclate. L'adepte d'un protectionnisme économique souligne qu'« il ne faut pas oublier, en effet que tout l'édifice public de la civilisation, du progrès social et du bien-être humain repose aujourd'hui sur le crédit public, et que le crédit public est la chose la plus fragile qu'il soit au monde »[2057]. Écrivant dans *le Matin*, en novembre, il essaye de convaincre ses concitoyens des effets dévastateurs pour l'économie qu'aurait la déclaration d'une guerre européenne[2058]. Son avis est aussi partagé par Georges Wulff. Ce dernier, après avoir évoqué le krach de 1882, provoqué par la chute de l'Union Générale, et celui de 1885, « déterminé par un échec démesurément grossi de nos troupes devant Lang-Son », il rappelle qu'à diverses reprises, depuis une quinzaine d'années, la Bourse de Paris a eu à compter avec des crises plus ou moins intenses. Ce qui surprend en général lors de ces événements ceux qui ne sont pas spécialistes, c'est le fait que toutes les valeurs sont affectées par la baisse lorsque le vent de panique commence à souffler. « Il paraît à première vue, paradoxal que, par exemple, l'action Métropolitain, ou les obligations du Crédit foncier subissent une réaction parce que le Monténégro a déclaré la guerre à la Turquie »[2059]. Cependant, Edmond Thierry explique que lorsque les valeurs d'une place financière sont à la hausse, et qu'un événement grave survient, « elle fait flèche de tout bois pour tenir ses engagements »[2060]. On assista à une réaction

[2056] « Plaignons les pauvres rentiers », *La Bataille syndicaliste*, 11 octobre 1912.
[2057] Edmond Théry, « Conséquences économiques et financières pour l'Europe de la Guerre balkanique », *Le Progrès de Lyon*, 25 octobre 1912.
[2058] Edmond Théry, « Ce que serait une grande guerre européenne », *Le Matin*, 10 novembre 1912.
[2059] Georges Wulff, « Notre marché et la guerre », *Le Gaulois*, 12 octobre 1912.
[2060] Edmond Théry, Le Matin…*op.cit*.

similaire, lors de la déclaration de la guerre russo-japonaise, tandis qu'au moment de la crise d'Agadir, cet événement « rencontra une opinion pleine de sagesse et de sang-froid »[2061].
Par contre, dans le *Radical,* ces mouvements de la Bourse deviennent l'occasion pour énoncer un discours xénophobe et anti-cosmopolite. Que toutes les valeurs immédiatement intéressées à la crise balkanique aient abandonné des positions acquises, depuis quelque temps déjà, c'est tout naturel selon le journal radical. Par ailleurs, les titres serbes, bulgares ou helléniques « n'ont aucune résistance, n'ayant aucun appui sérieux ». Pourtant, que presque tous les titres de la Bourse aient été atteints,

> « (…) cela nous semble profondément regrettable. Nos lecteurs peuvent ici toucher du doigt l'influence désastreuse du trop grand nombre de valeurs spéculatives dont le contrôle est entre des mains étrangères. Des positions sont prises à la légère, en hausse exagérée, sur des titres qui sont soufflés, surcapitalisés et dont les prix ne correspondent plus à un capital réel équivalent. (…) Il est certain que la Bourse de Paris est envahie par une foule de mercantis cosmopolites et que nos bonnes valeurs françaises sont noyées dans un flux grandissant de titres exotiques ou sans patrie, essentiellement sensibles à toute influence spéculative, comme un ballon est sensible à tout vent. Peut-être n'est-il pas trop tard pour travailler à la nationalisation de notre marché (…) »[2062].

Dans une telle perception de la nationalisation, elle acquiert un caractère anti-cosmopolite, car la spéculation est seulement conçue comme pratiquée par des valeurs cosmopolites, on dirait aujourd'hui multinationales, et elle n'est pas concevable pour les 'bonnes valeurs françaises'. Par ailleurs, derrière une telle perception du fonctionnement des marchés financiers, nationalisation rime avec nationalisme et chauvinisme, alors que toute critique globale de la dérégulation régissant le système financier indépendamment des origines des différentes valeurs, est absente.

Au-delà des préoccupations 'pacifistes' motivées par les intérêts financiers, les retombées sur les activités commerciales, constituent un facteur supplémentaire pour souhaiter le règlement pacifique du conflit dans les Balkans et éviter une conflagration générale. Jean Servien dans le *Petit Marseillais*, affirme que les armateurs et négociants marseillais s'inquiètent de l'issue des événements dans les Balkans. Le port de Marseille était un des ports méditerranéens « en relation intense avec les ports roumains, ottomans, bulgares »[2063]. De son côté, le président de la Chambre de commerce de Marseille, ainsi qu'une délégation du syndicat des minotiers, se rendent auprès du préfet des Bouches-du-

[2061] *Idem.*
[2062] « L'étranger à Paris ; la séance de mardi dernier à la Bourse », *Le Radical*, 7 octobre 1912.
[2063] Jean Servien, « Marseille et la Guerre balkanique », *Le Petit Marseillais*, 15 octobre 1912.

Rhône, pour lui exposer la situation délicate faite à leur métier, suite à la saisie opérée par le gouvernement ottoman de divers navires grecs transportant à Marseille d'importantes cargaisons de blé.

> « Par l'effet de ces mesures 600 000 quintaux de blé russes, destinés aux importateurs de notre port se trouveraient en souffrance dans les Dardanelles pour le plus grand préjudice des minoteries marseillaises, qui seraient bientôt mises dans l'impossibilité de continuer leur travail. La situation s'aggrave de ce fait qu'une augmentation du prix du pain pourrait s'ensuivre à brève échéance : les blés russes alimentent en effet, à l'heure actuelle, la quasi-totalité du marché, les récoltes d'Australie et de la République Argentine s'effectuant seulement en Janvier »[2064].

Les échos de cette situation résonnent dans la presse, notamment dans le *Petit Marseillais*[2065]. L'*Opinion nationale,* organe des intérêts économiques français, résume à la fin du mois d'octobre, les conséquences sur l'économie hexagonale du « cadenas oriental », la plus importante étant, l'augmentation du prix de la vie par la suppression brutale d'une partie des importations en céréales et « une perturbation non moins inévitable dans notre industrie qui n'aurait plus sa provision rationnelle de pétrole, d'essence minérale, et de ces huiles lourdes dont l'emploi est aujourd'hui si répandu dans par le mécanisme moderne »[2066]. En Autriche aussi, la campagne belliqueuse dans la presse suite aux différentes complications balkaniques dans les Balkans, a eu des suites économiques désastreuses selon Edmond Peluso. Écrivant en mai dans l*'Humanité*, il affirme que la « bourgeoisie elle-même commence à s'impatienter, car elle ne peut plus respirer à son aise dans cette atmosphère orageuse. »[2067].

Par ailleurs, le correspondant particulier de l'*Action Française* à Istanbul, commente le dilemme des Grecs Ottomans pris entre deux sentiments contraires : celui de la volonté de voir la guerre se poursuivre en raison de leur haine contre le Bulgare ou le Turc et leurs soucis face aux conséquences sur leurs métiers de cette guerre. « Pour eux d'ailleurs comme pour les Arméniens, qui au contraire du Turc, ont bien plus d'aptitudes à mettre en œuvre durant les loisirs de la paix, que de goût pour la guerre, une situation où le commerce languit où l'activité économique est paralysée est la plus malheureuse »[2068], remarque le correspondant particulier du journal nationaliste, avant de déplorer l'affaiblissement de l'idée de la patrie

[2064] *AMAE*, Turquie/442, Guerre d'Orient, réclamations contre la Turquie, sous-dossier : vapeur Antigone, le Préfet des Bouches-du-Rhône au MAE, Marseille, le 11 octobre 1912.
[2065] J. Thierry, « Le pain de Marseille », *Le Petit Marseillais*, 23 octobre 1912.
[2066] « Les conséquences économiques de la guerre des Balkans », *L'Opinion nationale*, organe des intérêts économiques français, 27 octobre 1912.
[2067] Edmond Peluso, « Comment on fait l'opinion publique en Autriche », *L'Humanité*, 8 mai 1913.
[2068] « Lettre de Turquie par notre correpsondant particulier », *L'Action Française*, 19 octobre 1912.

chez ces sujets ottomans. De son côté, l'ancien ministre et député radical-socialiste, Théodore Steeg, prône dans la *Lanterne* en juillet, la signature d'un traité de paix le plus tôt possible, car la prolongation du conflit et de l'incertitude, porte préjudice aux activités économiques et industrielles de tous les pays européens. Il attribue à cette situation, le surcroît des charges militaires et financières que l'Allemagne d'abord et la France par la suite, ont été amenées à s'imposer. Il conclut son intervention dans le journal radical, en rappelant que si les Français avaient assisté avec plus ou moins d'indifférence, il y a quelques années à la guerre entre les Japonais et les Russes, en pensant que les intérêts de ces deux peuples seuls étaient en cause, ils se sont par la suite rendus compte de l'imbrication des événements dans les relations internationales. La Russie vaincue, « l'Allemagne et l'Autriche cherchèrent aussitôt à tirer parti et profit de cet affaiblissement momentané mais incontestable. Moukden nous valut et la démission de Delcassé et la conférence d'Algesiras et divers incidents qui n'ont rendu ni plus cordiales ni plus faciles les relations internationales »[2069].

Cette fois-ci en mai 1913, ce ne sont pas seulement les journaux de sensibilité socialiste qui se prononcent contre la reprise des hostilités dans les Balkans, mais aussi des journaux de tendance nationaliste qui déplorent la dissolution probable de la coalition entre les royaumes chrétiens. L*'Écho de Paris*, avoue par ailleurs avoir évité le plus possible de faire allusion aux dissentiments qui existent entre les alliés balkaniques en espérant leur règlement pacifique[2070]. De son côté, Raymond Recouly dans le *Figaro*, affirme que quelle que soit la gravité du litige et l'importance des intérêts en jeu, la France, amie fidèle et désintéressée des jeunes nations balkaniques, n'a qu'un désir : « voir ses nations résoudre amicalement, sagement, grâce à des concessions réciproques, leurs différends »[2071]. La désintégration d'une alliance diplomatique et militaire perçue comme favorable aux intérêts français dans la région des Balkans, face notamment aux visées autrichiennes, amène ces journaux d'une droite nationaliste, plus ou moins modérée, à réclamer le maintien de la paix à tout prix.

Les considérations géopolitiques mises à part, le spectre des épidémies favorisées par la guerre, influença les positions des Français contemporains au sujet de leur perception du règlement du conflit. Jules-Louis Breton, député socialiste du Cher, écrit dans la *Petite République* que grâce au progrès de l'hygiène moderne, les services sanitaires, organisés à l'échelle internationale, « avaient pu lui barrer la route. Si la paix d'une partie de l'Europe n'avait pas été troublée, les hygiénistes (…) remporteraient sur lui une victoire

[2069] T. Steeg, « La paix urgente », *La Lanterne*, 22 juillet 1913.
[2070] Herbette, « Pas de querelle serbo-bulgare », *L'Echo de Paris*, 3 mai 1913.
[2071] Raymond Récouly, « Le partage du butin », *Le Figaro*, 14 mai 1913.

définitive »[2072]. Quant à la *Délégation permanente des sociétés françaises de la paix* en présence des épidémies de choléra et de peste, inévitables conséquences du fléau de la guerre, qui ravagent les belligérants et menacent l'Europe entière, adopte sur la proposition de Lucien Le Foyer, ancien député radical de Paris, une résolution, invitant « les gouvernements et l'opinion à faire tous leurs efforts en faveur de la cessation immédiate des hostilités »[2073].

III.1.3. S'opposer à la guerre à cause de ses conséquences sur les sociétés belligérantes

En dehors de la menace que le choléra représente pour l'ensemble du continent européen, il déploie avant tout ses effets ravageurs sur les armées et les populations des pays belligérants. Ainsi, Marcel Sembat, perçoit-il son apparition comme un médiateur, pacificateur idéal en vue d'un règlement pacifique du conflit[2074]. Dans leur manifeste publié par l'*Humanité*, les socialistes de Turquie et des Balkans, justifient leur opposition à la guerre, en affirmant que les prolétaires de la région n'ont rien à gagner à une aventure militaire, car « vaincus et vainqueurs verront également, sur des monceaux de cadavres et de ruines, s'élever plus forts et plus arrogants encore le militarisme, la bureaucratie, la réaction politique et la spéculation financière avec leur cortège habituel de lourds impôts et de renchérissement de la vie, d'exploitation et de misère profonde »[2075]. Francis Delaisi explique aux lecteurs de la *Bataille syndicaliste,* les raisons d'une détérioration des conditions de vie des ouvriers après la guerre. Pour ce faire, il évoque le bulletin financier rédigé par le banquier Manchez, dans le *Temps*. D'après ce spécialiste, « les bons du Trésor des États en guerre, remplissent les portefeuilles des banques, des sociétés de crédit capitalistes. Tout cela immobilisera pas mal d'argent, jusqu'aux grands emprunts de liquidation »[2076]. Lorsque la paix sera conclue dans les Balkans et lorsque les conversations entre les grandes puissances seront terminées, « on s'attend à une course au crédit comme jamais on n'en a vu », remarque l'économiste de la *Bataille syndicaliste,* avant d'ajouter que :

> « l'industrie de tous les pays d'Europe aura à s'employer pendant plusieurs années dans les anciennes provinces de Turquie' on ne peut mieux dire…pour payer les approvisionnements, remplacer les canons, les cartouches, les obus, les États belligérants sont obligés de contracter tout à la

[2072] J.-L. Breton, « La guerre et le choléra », *La Petite République*, 21 novembre 1912.
[2073] « Pour la paix », *Le Radical*, 22 novembre 1912.

[2074] Marcel Sembat, « Le choléra médiateur », *L'Humanité*, 20 novembre 1912.
[2075] « Le manifeste des Socialistes de Turquie et des Balkans contre la guerre », *L'Humanité*, 14 octobre 1912.
[2076] Francis Delaisi, « Les financiers et la guerre », *La Bataille syndicaliste*, 9 décembre 1912.

> fois des gros emprunts. Les capitalistes en profitent pour leur avancer de l'argent à gros intérêts. Les contribuables, plus tard, payeront les coupons. C'est pourquoi un gros banquier disait autrefois : pour le capitaliste la guerre est le temps des semailles ; la paix le temps de la moisson ; à ce jeu sanglant le prolétaire ne récolte que des deuils et des impôts »[2077].

Dans une telle narration, on voit également s'afficher une approche pacifiste de l'endettement chronique et diachronique des pays balkaniques tout au long de la question d'Orient et pour certains d'entre eux, jusqu'à nos jours[2078]. Ces pays, depuis leur création au XIXe siècle, ont consacré une partie importante de leur budget à des dépenses militaires, très souvent en contractant des prêts auprès des institutions bancaires des grandes puissances européennes, en même temps fournisseuses de l'équipement militaire, qu'ils employaient pour mettre en place leurs projets expansionnistes, et/ou pour se défendre face à des pays voisins présentés comme des ennemis potentiels.

En août, le *Petit Parisien* essaye de chiffrer le coût de la guerre pour les pays qui ont participé aux opérations militaires dans les Balkans. En n'estimant que les frais de mobilisation et pour l'entretien de l'armée pendant les campagnes, il arrive à 900 000 000 francs pour l'empire ottoman, 500 000 000 pour la Bulgarie, 410 millions pour la Grèce, et 350 millions pour la Serbie et la Roumanie[2079]. De son côté, Marcel Cachin dans l'*Humanité* rappelle que quand les peuples font les bilans de leurs conflits, des dépenses qui les préparent ainsi que de leurs conséquences financières, ils s'aperçoivent que les vainqueurs ont perdu autant que les vaincus. « Parfois même ce sont les premiers qui sont le plus cruellement frappés. L'Angleterre victorieuse a plus souffert de la guerre du Transvaal que les Boers écrasés. Et les Japonais paient cher leurs victoires de Mandchourie, puisqu'ils sont depuis lors, le peuple le plus imposé du monde »[2080].

Mise à part, l'alourdissement de l'imposition fiscale, les guerres doivent être évitées car elles exigent selon le *Libertaire* une terrible tension nerveuse de la part des combattants[2081]. Le docteur Cabanès commentant dans le *Journal* les conséquences de la guerre moderne, « de la guerre scientifique », affirme qu'elle est redoutable à cause surtout de ses effets à long terme. « Le nombre des névrosés qui ont été engendrés pendant et surtout après chaque guerre est incalculable » déclare au responsable de la tribune médicale du

[2077] *Idem.*
[2078] En ce qui concerne le cas de la Grèce, voir Nicolas Pitsos, « La 'crise grecque' au carrefour entre représentations de l'Autre et considérations idéologiques » dans Joëlle Dalègre (dir.), *Regards sur la 'crise' grecque*, Paris, L'Harmattan, 2013, pp. 13-45.
[2079] Monthoron, « Leçons financières de la tragédie balkanique », *Le Petit Parisien*, 3 août 1913.
[2080] Marcel Cachin, « Pour la paix », *L'Humanité*, 30 mars 1913.
[2081] « Beauté des guerres », *Le Libertaire*, 9 novembre 1912.

Journal, le Dr Sanches de Silvera, qui a fait sur cette question une étude approfondie. Afin d'illustrer ces propos, le docteur Cabanès, rappelle à ses lecteurs le cas des quarante soldats ou marins, frappés suite à la guerre russo-japonaise de 1905, d'aliénation à des degrés divers, « depuis la confusion mentale et la mélancolie, jusqu'à la démence caractérisée, en passant par les psychoses d'étiquette variable, liées à la neurasthénie, à l'alcoolisme, à l'avarie ». Les officiers de santé, consultés, déclarèrent :

> « (…) que nombre de cas était le résultat du long séjour d'hommes déjà malades dans les hôpitaux au milieu des terreurs et des angoisses du siège ; d'autres furent attribués à l'effroyable tension nerveuse, résultant des bombardements continuels et du service incessant. Vers la fin du siège de Port-Arthur, au dire d'un témoin, bien placé pour observer, toute la garnison était devenue neurasthénique (…) que deviennent, rentrés dans leurs foyers, ces déséquilibrés ? Ne conservent-ils pas, dans leurs cellules nerveuses, la tare indélébile ? »[2082].

A une époque où le discours médical sur l'hérédité des maladies nerveuses, est encore dominant dans la pensée scientifique et où l'épuisement nerveux ou neurasthénie est une catégorie pathologique, ou considérée comme telle, largement utilisée par les contemporains aussi bien au sein des autorités médicales que dans la presse quotidienne[2083], l'association de la guerre à ces états d'âme, d'esprit et de corps, constituent des arguments censés façonner une perception pacifique du règlement des conflits[2084].

La *Bataille syndicaliste* dénonce également la guerre ou les menaces de guerre, en raison de leurs conséquences dévastatrices sur les conquêtes réalisées par le mouvement ouvrier dans le domaine du droit du travail. La détérioration des conditions du travail est relatée dans le rapport hebdomadaire de la Fédération nationale des transports bulgare, publié dans le journal syndicaliste. D'après le témoignage d'un ouvrier bulgare, la mobilisation et la déclaration de guerre ont provoqué en Bulgarie une stagnation dans tout le mouvement ouvrier :

> « Parmi les 10 000 ouvriers organisés dans notre fédération corporative, il n'y en a guère qui ne se trouvent pas dans l'armée. Ceux qui restent sont pour la plupart des ouvrières. Les chemins de fer, postes, télégraphes, ont été immédiatement militarisés et les employés soumis à une discipline de

[2082] « Guerre et névroses, par le docteur Cabanès », *Le Journal*, 2 novembre 1912.
[2083] Sur la construction scientifique et publicitaire de la neurasthénie comme entité pathologique en France, voir Nicolas Pitsos, « Le moteur humain en panne s'affiche : le corps épuisé au tournant du XIXe siècle », dans Laurence Guignard, Pascal Raggi, Etienne Thévenin, (dir.), *Corps et machines à l'âge industriel*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011, pp.289-303.
[2084] On pourrait aussi retracer dans ces observations médicales sur les séquelles traumatisantes de la guerre au niveau psychologique, les prémisses de la théorie du stress post-traumatique.

> caserne rigoureuse et inhumaine. Notre Fédération d'ouvriers des transports était forcée de surprendre son action régulière et la parution de ses journaux. (…) longtemps après la mobilisation (30 septembre 1912) la direction des tramways de Sofia rétablissait la traction en employant des ouvriers non réclamés par l'autorité militaire et des employés nouveaux principalement des étudiants des classes supérieures des collèges. La situation de ce personnel est misérable. Les lignes et les voitures sont endommagées. Le personnel est insuffisant et inexpérimenté : la journée de travail est de 15 à18 heures et les tracasseries de la direction qui exploite sans scrupules la situation actuelle, sont illimitées. En conséquent, les accidents sont fréquents. (…) depuis plus de trois mois, aucune locomotive, aucun wagon n'a été arrêté. Les mécaniciens et les chauffeurs sont en route jour et nuit, sans interruption, sans repos. Conducteurs, receveurs et serre-freins sont en route pendant des semaines entières. Aux plaintes des cheminots quand ils sont fatigués et qu'ils n'ont plus de forces pour le travail, les commandants militaires répondent par des insultes, des arrestations et par la menace de la cour martiale. »[2085].

De son côté, l'*Humanité*, reproduit dans son numéro du 2 juin, la lettre envoyée par M. Pentcheff, délégué de l'Union des instituteurs bulgares, au bureau international des Fédérations d'Instituteurs d'Europe. S'adressant au président de cette institution siégeant à Bruxelles, il affirme que depuis l'entrée de son pays en guerre contre l'Empire ottoman,

> « nos écoles ont été fermées. Les bâtiments sont transformés en casernes et hôpitaux, les instituteurs sont sous les drapeaux et les institutrices sont sœurs de charité. Depuis, le commencement de la guerre, nous vivons très péniblement. Chez nous, il n'y a plus de vie intellectuelle, politique, coopérative ou économique. Nous ne pensons et ne travaillons que pour la guerre. Notre Fédération a cessé tout travail. Les dures conséquences de la guerre sont à remarquer partout chez nous. Je ne vous parlerai pas de la situation des autres classes ; je me bornerai à vous parler de nous instituteurs. Nous souffrons une grande misère. (…) nous attendons toujours la conclusion de la paix. (…) »[2086].

D'après le journal socialiste, il suffirait aux instituteurs français de lire cette lettre dans leur village pour faire auprès des paysans la propagande pacifique la plus efficace. En ce qui concerne la propagande contre la guerre, on lit dans le *Courrier cinématographique* qu'un bon film fait plus pour la paix que la plus retentissante conférence de la Haye. Grâce au dévouement héroïque des opérateurs cinématographiques, qui sont allés sur les champs de bataille tourner d'effroyables combats malgré les risques auxquels ils ont été exposés, les gens comprendront peut-être enfin tout ce que la guerre engendre d'horreurs et de monstruosités. Ce que les discours des rhéteurs n'ont pu faire entendre, ce que les écrits n'ont pu faire comprendre, ce que les images sont impuissantes à évoquer, le cinéma, lui, le fait voir, d'une façon implacablement, rigoureusement vraie[2087]. La caricature s'y emploie également avec la

[2085] « La guerre et les syndicats », *La Bataille syndicaliste*, 24 février 1913.
[2086] « A bas la guerre ! », *L'Humanité*, 2 juin 1913.
[2087] Lecoq, « A propos de la guerre des Balkans », *Le Courrier cinématographique*, 15 novembre 1912, p.12.

mise en scène d'associations d'idées et d'images fortes, à l'instar de celle publiée dans *l'Humanité* le 22 octobre, et où l'on voit les pays balkaniques englobés dans le royaume de la Mort. Dans une telle perception de la nouvelle textuelle ou visuelle comme potentiellement apotropaïque et mobilisée dans une propagande en faveur de la paix, Maurice-Faure écrit dans la *Lanterne* que pour que les pacifistes puissent répondre aux railleries dont ils sont la cible dans leur incapacité d'éviter la guerre, ils n'ont qu'à renvoyer leurs contemporains aux informations concernant « les abominables tueries, la boucherie se déroulant dans les Balkans »[2088].

Au sujet de ces critiques, Maurice Faure, avait déjà constaté dans la *Lanterne* en octobre que jamais le pacifisme ne fut plus décrié qu'en ces derniers jours :

> « tous les journaux dont les lecteurs éprouvent une sorte de plaisir sadique au récit des horreurs commises dans les Balkans, tous les placides bourgeois conservateurs qui, les pieds sur les chenets, se délectent à la lecture des exploits des bachi-bouzouks, tous les nationalistes en chambre qu'enivre et enflamme l'amour des combats, bafouent et rallient en les traitant de naïfs et de visionnaires les hommes de bonne foi qui, rêvant un avenir de paix universelle, voudraient substituer au règne aveugle de la force brutale le régime équitable du droit par l'établissement de l'arbitrage international »[2089].

Marc Ferro souligne lui aussi dans ses travaux, l'atmosphère belliciste de la France[2090] pendant les années précédant la Grande Guerre.

III.1.4. Les défenseurs de la guerre et de la militarisation de la vie politique

Dans une telle ambiance, où les pacifistes sont dénigrés, alors que la guerre bat son plein en novembre et que des complications diplomatiques apparaissent à l'horizon européen, Jules Chavanon attaque verbalement dans le journal bonapartiste, l'*Autorité,* « l'encombrant et futile d'Estournelles de Constant, (….) et tous les coreligionnaires du petit sénateur dans le culte arriéré et puéril du pacifisme »[2091]. Les pacifistes, Paul d'Estournelles Constant en tête, deviennent également les cibles privilégiées des railleries de tous ceux qui perçoivent le règlement des différends à l'échelle balkanique ou européenne à travers la force. En

[2088] Maurice Faure, « La guerre des Balkans et le pacifisme », *La Lanterne*, 28 octobre 1912. Pour une synthèse des différentes références bibliographiques sur le nombre des victimes et des blessés pendant les deux guerres balkaniques, voir Egidio Ivetic, Le guerre…*op.cit*., p.149-150. En tout, plus de 300 000 personnes auraient péri sur les champs de bataille ou suite aux effets de l'épidémie.
[2089] *Idem.*
[2090] Voir Marc Ferro, *La Grande guerre, 1914-1918*, Paris, Gallimard, 1969, p.34.
[2091] Jules Chavanon, « La diplomatie embourbée », *L'Autorité*, 7 novembre 1912.

témoignent les commentaires de Paul Genève en février, alors que le débat sur la loi des trois ans fait rage dans la presse française :

> « Si M. d'Estournelles de Constant était peintre, j'imagine qu'il exposerait tous les ans le même tableau symbolique ; on y verrait, planant au dessus des peuples frères, la déesse de la paix vêtue d'une tunique blanche, le visage souriant, la dextre garnie d'un rameau d'olivier…et chaque année, le tableau du pacifiste s'éloignerait un peu plus de la réalité. Car la déesse de la Paix, depuis longtemps, ressemble à Bellone comme une sœur jumelle. En souvenir d'un vieil adage, cela se nomme la paix armée. 1913 promet de donner à cet euphémisme politique son maximum de signification. Déjà la course effrénée aux armements avait casqué le front de la déesse, bouclé une lourde cuirasse autour de son torse blanc et remplacé dans sa main le rameau d'olivier par un fusil à répétition. On va forcer encore le paradoxe : la paix sera désormais fixée par une panoplie »[2092].

En décembre, la *Bataille syndicaliste* écrit par rapport à la prétendue erreur du receveur des postes[2093] d'Arracourt qu'elle « fut évidemment voulue et commandée. Elle fut un moyen de sonder l'opinion »[2094]. La presse, « dont c'est le profit d'avouer un patriotisme réclamier, n'a pas manqué de lui donner la publicité la plus retentissante »[2095]. Selon le journal syndicaliste, on assiste à une campagne systématique qui s'organise pour essayer de réveiller les passions chauvines en sommeil.

Du côté autrichien, Edmond Peluso, informe les lecteurs de l'*Humanité* que l'opinion publique est « mise au régime des communiqués que la Ballplatz sert à sa presse servile »[2096]. A ce propos, il rappelle l'affaire du consul Prochazka, « dont le prétendu assassinat fut si violemment exploité par le parti de la guerre, à la tête duquel se trouve le prince héritier. L'*Arbeiter Zeitung*, l'organe socialiste de Vienne, était seul à faire face »[2097]. Depuis la chute de Scutari les excitations belliqueuses ont repris de plus belle.

> « C'est tout d'abord la *Reichspost*, l'organe des réactionnaires catholiques, et avec elle, les organes du 'trust' des journaux qui appartiennent à la société Elbemuhl et dont les bulletins plus modérés, sentent encore la rédaction du ministère. Ce sont la *Fremdenblatt*, le vrai organe officieux *Extrablatt*, journal populaire, la *Mittagszeitung* et *l'Allgemeine Zeitung*. La société Elbemuhl, propriétaire de ces quatre journaux, possède de grandes fabriques de papier en Bohême, qui naturellement fournissent ces quotidiens viennois. Mais, phénomène intéressant à noter, et qui n'est pas d'ailleurs que la

[2092] Paul Genève, *Un Français …op.cit.,* « La paix armée », le 19 février 1913.
[2093] Il s'agit de l'incident de la fausse mobilisation entre le 26 et le 27 novembre 1912 dans le village d'Arracourt aux frontières franco-allemandes.
[2094] « Notre patrie, c'est notre classe ; le chauvinisme au 'détail' commis voyageurs en cartes postales », *La Bataille syndicaliste*, 2 décembre 1912.
[2095] *Idem.*
[2096] Edmond Peluso, « Comment on fait l'opinion publique en Autriche », *L'Humanité*, 8 mai 1913.
[2097] *Idem.*

> répétition de ce qui se passe en France et en Allemagne, derrière ce trust des journaux il y a le cartel de l'industrie métallurgique autrichienne »[2098].

Quant à *Neue Freie Presse*, le journal qui jouit en Autriche et à l'étranger de la plus haute considération au sein des « milieux bourgeois », sa conduite ne cesse d'étonner d'après l'envoyé spécial de l'*Humanité.* De tous les instigateurs de guerre, c'est lui qui jusqu'à la chute de Scutari a été le plus modéré, donnant toujours la note optimiste. « Depuis que le roi du Monténégro a 'insulté' l'Autriche en occupant Scutari malgré l'objection de la monarchie austro-hongroise, il a changé entièrement de ton et il parle aussi en termes comminatoires »[2099]. C'est donc la presse autrichienne tout entière qui est prise de folie belliqueuse, conclut Edmond Peluso.

Pour sa part, le *Petit Parisien*, remarque en avril que « nul n'ignore qu'il y a, à Vienne, une coterie belliqueuse dont le comte Berchtold et l'empereur François-Joseph ont jusqu'ici réprimé les excès, et à Petersburg un parti panslaviste, dont M. Sasonof et le tsar ont tempéré les élans »[2100]. André Tudesq dans le *Journal*, constate que pour ce qui est de Durazzo, ou de tout autre port adriatique, si la Serbie en fait une question vitale, l'Autriche n'en fait pas moins une double question : d'intérêt et d'honneur. Les soldats du roi Pierre ont conquis des territoires ottomans. L'Autriche prétend comme revanche, maintenir le royaume agrandi sous sa tutelle commerciale, en vassalité politique.

> « L'archiduc héritier veut la guerre, de même l'état-major, de même les grands conseillers politiques, comme ce comte Tisza que hante la gloire de Bismarck. (…) les officiers, les soldats et le peuple, à la chanson de Rakoczy mêlent les couplets belliqueux de la marche du prince Eugène. Vous vous en rappelez les premières paroles ; Le prince Eugène, le noble cavalier, veut reconquérir à l'empereur la ville et la forteresse de Belgrade »[2101].

De son côté, André Chéradame dans le *Petit Journal*, perçoit la menace autrichienne contre la Serbie au sujet de son accès à la mer Adriatique comme un prétexte exploité « par les leaders du germanisme à Vienne et à Berlin », souhaitant ne plus attendre « le développement des forces politiques des Slaves dans les Balkans »[2102].

L'*Humanité* accuse la presse à la solde de la bourgeoisie capitaliste, d'exciter les passions chauvines en vue de faire passer le projet réactionnaire des trois ans de caserne, en présentant une image faussée de la situation respective des puissances composant la Triple

[2098] *Idem.*
[2099] *Idem.*
[2100] « Le Monténégro résiste à l'Europe », *Le Petit Parisien*, 7 avril 1913.
[2101] André Tudesq, « Heures troubles en Autriche », *Le Journal*, 17 décembre 1912.
[2102] André Chéradame, « Qui menace la paix européenne ? », *Le Petit Journal*, 10 novembre 1912.

Alliance, d'une part, et de l'autre la Triple Entente. « On trompe en particulier, le public sur la position faite à l'Empire allemand »[2103]. De même en Allemagne,

> « (…) on fabrique en faveur de l'accroissement des effectifs et des armements, un mouvement d'opinion par des considérations frelatées sur l'issue de la guerre dans les Balkans et sur les modifications qui en résulteront dans les rapports de force. On évoque entre autres, le fantôme d'une grande puissance slave qui se formerait et donnerait un nouvel élan au panslavisme, sous la direction de la Russie »[2104].

Jean Jaurès souligne quant à lui en avril, que « depuis quelques jours, *le Temps* a fait tout ce qui dépendait de lui pour jeter la Russie dans la guerre et nous avec elle »[2105]. Alors qu'en Russie le gouvernent inclinait à la modération et à la prudence, se rappelant les conséquences funestes de la guerre russo-japonaise, « les manœuvres panslavistes se multipliaient de Petersburg à Paris ». Et c'est à ce moment que :

> « (…) le *Temps* a choisi pour souffler sur le feu du panslavisme, pour tenter de discréditer et de briser l'union européenne, pour rendre plus difficile à la Russie la politique de modération, pour exciter la diplomatie française à se séparer de l'Angleterre et de ceux qui en Russie voulaient le maintien de la paix, en annonçant que la Russie refusait de participer à la démonstration navale contre le Monténégro »[2106].

De son côté, Raymond Recouly écrit dans le *Figaro* en février au sujet du différend roumano-bulgare, que le cabinet roumain est composé des deux fractions du parti conservateur. Les uns « les conservateurs démocrates qui ont à leur tête un éminent homme d'État Take Jonesco inclinent vers une solution pacifique »[2107]. A leur opposé, « les violents qui trouvent que le gouvernement ne manifeste pas une énergie suffisante ; ils lui reprochent de ne pas prendre des mesures radicales et immédiates ; ils organisent des réunions publiques et essayent par tous les moyens d'exciter l'opinion ». Par ailleurs, le spécialiste des relations internationales du *Figaro*, affirme que « les Bulgares ont eux aussi, leurs politiciens qui mettent le souci de leur popularité avant les intérêts supérieurs du pays ». Toujours au sujet de ce différend, Charles Leboucq écrit dans le *Radical* que le ministère d'union conservatrice au pouvoir à Bucarest, soutenu par le chef des libéraux Bratiano, a organisé « une agitation un peu intempestive ». Cependant, d'après le député radical, Charles Leboucq, le roi Carol ne désire nullement la guerre. La preuve de sa position 'pacifiste' est son soutien, « au projet

[2103] Bracke, « Les Slaves des Balkans », *L'Humanité,* 4 avril 1913.
[2104] *Idem.*
[2105] Jean Jaurès, « Le Temps et la Russie », *L'Humanité*, 14 avril 1913.
[2106] *Idem.*
[2107] Raymond Récouly, « Le différend rouamno-bulgare », *Le Figaro*, 18 février 1913.

d'union slave, formulé par Michel Obrenovitch et le grand patriote serbe Garachanine »[2108]. Cette image 'pacifiste' du roi roumain, est contestée dans le *Petit Parisien* qui annonce que dès le mois de décembre, le roi Carol annonçait dans un de ses discours les intentions de son pays pour une rectification territoriale avec la Bulgarie[2109].

Suite à la déclaration de guerre de la part du royaume grec contre l'Empire ottoman, l'agence Havas diffuse une nouvelle dans la presse française, selon laquelle, la Fédération panhellénique du travail et les chambres du travail d'Athènes et du Pirée, au nom des classes ouvrières grecques, adressent un appel aux organisations ouvrières et à la presse socialiste de l'Europe et de l'Amérique pour justifier la guerre au nom de la lutte contre la barbarie turque. Avraam Benaroya, de la 'Federacion', organisation socialiste de Salonique, adresse une lettre à l'*Humanité* afin de reconstituer le contexte dans lequel ces déclarations ont eu lieu. Il précise que :

> « (…) la Fédération et les chambres du travail dont Havas parle, ne sont qu'une réunion des groupements professionnels en Grèce, placés sous l'influence du député vénizéliste Téodoropoulos, qui n'a rien de commun avec nos camarades grecs et les syndicats ouvriers qui sont sous leur influence. Les socialistes grecs, quoique peu nombreux, ont été toujours d'accord avec le reste des socialistes des Balkans »[2110].

A côté de la presse et des fractions bellicistes du pouvoir politique à l'intérieur ou à l'extérieur des Balkans, la presse radicale et socialiste commente l'attitude et les manifestations bellicistes des clergés balkaniques. Au sujet des clichés photographiques qui montrent le métropolite ou évêque de Belgrade bénissant solennellement le drapeau d'un régiment serbe, l'*Humanité* affirme que :

> « C'est une vieille coutume, en effet, chez les hommes de Dieu que d'appeler les grâces célestes sur ceux qui, au nom de la doctrine d'amour et de fraternité, s'en vont égorger leurs semblables. A grand renfort de prières, de cantiques, d'eau bénite et d'encens, à Sofia et à Cettigné comme à Belgrade, les prêtres des pays alliés ont assuré de la protection divine les troupes destinées à se faire massacrer, sinon à massacrer les autres. Nul doute d'ailleurs, qu'à Constantinople il n'en ait été de même ! Les ulémas, les muftis, et autres ratichons coraniques n'ont pas manqué d'affirmer aux troupes turques que l'œil d'Allah les regardait avec faveur et que sa droite leur assurerait la victoire. »[2111].

[2108] Charles Leboucq, « La question de Silistrie », *Le Radical*, 20 février 1913.
[2109] « La Roumanie menace la Bulgarie de mobiliser et d'occuper la Silistrie », *Le Petit Parisien*, 11 janvier 1913.
[2110] « Les Socialistes des Balkans contre la guerre », *L'Humanité*, 25 octobre 1912.
[2111] « La Providence embarrassée », *L'Humanité*, 20 octobre 1912.

En novembre, le *Radical* signale que tandis que les officiers civils ou militaires des Balkans et des grandes puissances européennes s'attellent à trouver une solution pacifique du conflit, les hommes d'église se font remarquer par leur absence. Leurs préoccupations et prérogatives sont tout à fait différentes. Les clergés européens :

> « (…) quelle que soit leur confession, (…) sont organisés et disciplinés comme des régiments. Leurs grands chefs catholiques, orthodoxes ou musulmans, les ont partagés en deux classes (…) les curés bulgares ou turcs de la première série ont été mobilisés et adjoints aux combattants pour animer leur courage ou bénir leur trépas. Ceux de la seconde catégorie ont été casernés dans les mosquées ou les basiliques où ils invoquent Dieu pour le succès de leurs armées respectives. (…) le Dieu des armées est celui qu'adorent avec le plus de ferveur les croyants de toutes les religions et de toutes les races »[2112].

De son côté, Gustave Hulbart, secrétaire de l'Union nationale des libres penseurs de France, établit un parallèle entre les congrès, les réunions de *la Libre Pensée*, « où l'on ne traite que de la paix et de l'amélioration de la condition humaine, et les fêtes et meetings religieux, au cours desquels on célèbre parfois les victoires des armées chrétiennes »[2113]. A ce propos, Victor Snell, annonce dans *l'Humanité,* au début du mois d'avril que l'on a célébré à l'église russe de la rue Daru, un grand Te Deum en l'honneur de la prise d'Andrinople par les armées chrétiennes. « Ainsi donc au lieu de déplorer les abominables excès de cette guerre atroce, les prêtres y trouvent occasion de louer Dieu et de lui rendre grâces ! »[2114], affirme-t-il d'un ton sarcastique.

A côté des représentants du sacerdoce, la *Bataille syndicaliste* perçoit comme défenseurs de la guerre, les capitalistes. A ce propos, elle relate les paroles de Dejeante lors de la manifestation contre la guerre le 17 novembre 1912 :

> « on sait ce que coûte en hommes, les grandes guerres. Dans la guerre russo-japonaise, 41% des combattants sont restés sur le champ de bataille ou sont morts de leurs blessures dans les hôpitaux. Les capitalistes le savent mieux que personne et ils supputent la garantie de paix sociale que pourrait leur donner actuellement une saignée. Une bonne saignée, a dit avec cynisme quelqu'un de leurs, vaut 20 ans de paix sociale, c'est-à-dire de digestion tranquille »[2115]

[2112] Louis Muller, « Le Dieu des combats », *Le Radical*, 21 novembre 1912.
[2113] *Archives nationales*, série F/7/13328, dossier sur l'agitation contre la guerre, Decazeville, le 17 novembre 1912.
[2114] Victor Snell, « Chrétiens de sang », *L'Humanité*, 1er avril 1913.
[2115] « Le peuple de Paris contre la guerre », *La Bataille syndicaliste*, 18 novembre 1912.

En juillet, Francis Delaisi, analyse dans *la Bataille syndicaliste*, la complicité d'une partie de la presse dans la promotion des politiques militaristes[2116]. Afin de les mettre en œuvre, il faut que les contribuables, dont ce sont les impôts qui les financeront, soient convaincus de leur utilité.

> « C'est ici qu'intervient la presse. Par ses informations sensationnelles, ses articles tendancieux, ses quotidiennes déclamations, il lui est facile en exagérant le péril allemand, d'amener le peuple à ce cri de peur et d'irritation qui le prédispose à tous les sacrifices. Aussi les métallurgistes ont-ils bien soin de se concilier ses faveurs. Ils achètent un fort lot d'actions de telle feuille et s'en font nommer administrateur. Ainsi, M. Charles Prevet, fabricant d'obus et de conserves pour l'armée, est président du *Petit Journal*. M. Siegfried, marchand de canons, est administrateur du *Temps* ; et l'on comprend le rôle tout particulier déployé par ces grands journaux en faveur du service des trois ans et des armements dont il est prétexte »[2117].

Déjà perçus comme responsables de l'avènement d'une guerre future, les liens entre la presse et l'industrie métallurgique ou militaire, sont de nouveau dénoncés dans la presse de culture syndicalise ou socialiste comme étant à l'origine d la militarisation de la vie sociopolitique.

III.1.5. Une guerre 'juste et légitime'

En dehors de la perception du besoin d'une politique militariste en vue d'une guerre future, les Français contemporains de la guerre balkanique, se positionnent face à elle, en fonction de leur interprétation de la distinction entre guerre défensive et guerre offensive, introduite par Jean Jaurès dans son ouvrage sur la nation armée. Selon cette théorie, les premières seules sont détestables et condamnables, les secondes au contraire, sont légitimes et sacrées. Pourtant, la ligne de démarcation est parfois, sinon toujours, assez vague rétorque Francis Delaisi. Pour le prouver, il se sert de l'exemple de la guerre des Balkans, où tout le monde se définit comme l'agressé : les Ottomans car ce sont les alliés qui ont proclamé la guerre, les alliés en affirmant que c'est la faute des Turcs, car ils n'ont pas mis en place des réformes administratives, « car enfin, (selon ce qu'ils me disent) ces gens attaquent mais c'est

[2116] Cette idée des médias en tant que relais de rhétoriques ou pratiques militaristes, suite à l'imbrication d'intérêts de leurs propriétaires avec ceux des responsables de l'industrie militaire, étant parfois les mêmes, est toujours diffusée dans l'espace public de nos jours. D'après, Serge Halimi, ce qui expliquerait que les médias soient de plus en plus bellicistes, c'est qu'ils dépendent de quelques groupes de l'industrie militaire. voir Serge Halimi, *L'opinion, ça se travaille : les médias et les guerres justes : Kosovo, Afghanistan, Irak*, Marseille, éd. Agone, 2006 (2000), p.8. A ce sujet, de l'analyse et perception des discours médiatiques à travers les intérêts économiques censés promouvoir, voir Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Paris, Liber éd., 1996, p.44. Le sociologue français tout en adhérant à l'importance de la prise en compte de considérations ou de dépendances d'ordre économique pour l'étude des médias, il met en garde contre une approche de déterminisme économique.

[2117] Francis Delaisi, « La métallurgie et la presse », *La Bataille syndicaliste*, 7 juillet 1913.

pour mieux se défendre. Et dans ce cas comment tu pourrais distinguer Jaurès une guerre défensive d'une guerre offensive ? »[2118]. De son côté, Gustave Hervé introduit encore une faille dans la construction rhétorique des socialistes, qui deviendra une véritable rupture en été 1914, en affirmant qu'il n'est pas « un pacifiste bêlant et que s'il faut se battre il se battra »[2119]. Pour préciser tout de suite qu'il se battra pour essayer de fonder dans « tous les pays la République sociale des États-Unis d'Europe »[2120].

A côté d'une rhétorique de moins en moins antimilitariste chez le fondateur de la *Guerre sociale*, qui le conduira en août 1914 à son adhésion au gouvernement de l'Union sacrée, il y a ceux qui perçoivent la guerre dans les Balkans comme juste[2121] à l'instar de Léon Bourgeois dans la *Lanterne*[2122]. Toute la presse qui considère le conflit déclenché en octobre 1912, comme une guerre de libération, se prononce en faveur d'une résolution militaire des différends qui l'ont engendré. C'est le cas de Louis Rolland dans la *Démocratie*[2123] ou encore de Philippe d'Estailleur, proche des milieux royalistes, considérant lui aussi que la guerre entreprise par les alliés est une cause légitime et belle[2124]. Silvaire dans le *Libertaire*, écrit que « des scribes au service de la finance se font les apologistes de la guerre des Balkans ; c'est pour eux une guerre juste, sainte même»[2125]. Par contre, Louis Brunet, député radical-socialiste, consul général du Monténégro à Paris répond dans le *Journal* à Constant d'Estournelles accusant les Monténégrins et leur roi pour le déclenchement de cette guerre, que « l'Histoire a amplement consacré la légitimité de leurs actes »[2126].

Pour sa part, le *Journal* publie un compte rendu d'une réunion de l'Association franco-slave qui eut lieu à la faculté de droit, au moment où éclatait le conflit dans les Balkans. Dans le cadre de cette manifestation, Gaston Deschamps, justifie par des paroles vibrantes « le droit pour l'Idée de faire appel à la Force aux heures graves où elle est menacée »[2127]. Plus de 400 personnes qui se pressent dans l'amphithéâtre ont applaudi chaleureusement les orateurs. La réunion s'est terminée par l'envoi d'un salut ému aux étudiants des armées coalisées et de l'ardente sympathie des étudiants français.

[2118] Francis Delaisi, « Qui est l'agresseur ? », *La Bataille syndicaliste*, 18 octobre 1912.
[2119] « Avertissement, la paix ou gare la casse ! », *La Guerre sociale*, 20-26 novembre 1912.
[2120] *Idem.*
[2121] Sur le principe de guerre juste, voir Richard Miller**,** *Interpretations of conflict : ethics, pacifism, and the just-war tradition*, Chicago, University of Chicago Press, 1991.
[2122] Léon Bourgeois, « La question des Balkans », *La Lanterne*, 12 mai 1913.
[2123] Louis Rolland, « La France et la crise orientale », *La Démocratie*, 12 novembre 1912.
[2124] Philippe d'Estailleur, *Les Balkans en flammes ; la Bulgarie traquée*, Paris, 1913, avant-propos.
[2125] Silvaire, « Guerre de féodaux », *Le Libertaire*, 26 octobre 1912.
[2126] « Réponse à la lettre de M. d'Estournelles », *Le Journal*, 11 octobre 1912.
[2127] « Une réunion de l'Association franco-slave », *Le Journal*, 8 octobre 1912.

Le journal le *Temps* accuse quant à lui, le parti socialiste d'amnésie et se rallie lui aussi à l'idée d'un dénouement militaire des différends dans les Balkans en octobre 1912. Selon André Tardieu, le manifeste contre la guerre, publié par les socialistes, les amène à mépriser l'éloquence des faits et renier leur propre passé, car :

> «(…) il fut un temps où les socialistes n'affichaient pas un tel mépris pour les revendications des peuples chrétiens opprimés par les Turcs. Dans une ardente campagne de meetings, ils dénonçaient avec horreur en 1903, les massacres d'Arménie et de Macédoine et sommaient l'Europe d'intervenir en faveur des victimes. (…) ce reniement juge la politique extérieure du parti socialiste et révèle la bonne foi des hommes qui le dirigent. »[2128].

Marie-Georges Ferron, président de la fédération radicale et radical-socialiste des Basses Pyrénées, a beau condamner l'avidité des alliés lors de la conférence de Londres, il perçoit lui aussi la Première Guerre balkanique comme juste et de libération[2129].

Ces discours soulèvent la question délicate de l'intervention humanitaire. Ils mettent aussi en évidence, les interactions entre la perception de la nature du conflit, comme guerre de libération nationale, les affinités personnelles avec les protagonistes du conflit, et la perception de son règlement. La variété d'appartenances idéologiques de ceux qui les prononcent nous permet également de saisir la diversité d'opinions et de représentations de la guerre, au sein de cultures politiques telles que la culture radicale.

[2128] « Un cas d'amnésie », *Le Temps*, 20 octobre 1912.
[2129] Marie-Georges Ferron, « Une guerre stérile », *Le Radical*, 12 juin 1913.

III.1.6. La guerre voulue par les peuples des Balkans

Pour sa part, le *Temps* souligne que l'élément belliqueux, est le prolétariat lui-même, « qui se moque du pacifisme socialiste et qui demande à se battre »[2130]. Même constat dans le *Figaro*[2131] ou encore dans l'É*clair* qui constate que « les prolétaires bulgares, serbes, grecs et turcs sont les plus engagés à faire la guerre »[2132]. Dans le *Journal* du 3 novembre, on lit aussi qu'au dessus des intérêts matériels,

> « (…) se dressent, soudain un jour ou l'autre, dans la vie des peuples, cet impondérable dont parlait M. Clemenceau au lendemain d'Agadir, et ces incompressibles dont l'honorable président du conseil saluait dimanche, à Nantes l'irréductibilité. (…) l'âme des peuples quoi qu'on en fasse, quoi qu'on dise, reste irrésistiblement empreinte d'idéal, grosse du passé qu'ont légué les ancêtres, grandie de l'indestructible désir de la patrie plus grande, de la patrie indépendante ; de la patrie fortifiée de l'instinct de la race, exaltée par l'atavisme religieux »[2133].

Cette pulsion des individus vers la guerre, est également ressentie comme responsable par Guy de Chantepleure. Présente à Janina à côté de son mari, consul de France dans cette ville ottomane, elle écrit dans ses mémoires que :

> « (…) cette guerre, on la voulait maintenant ; du côté musulman comme du côté chrétien on la jugeait inévitable. A constater la nervosité de ceux qui, de part et d'autre, nous exposaient leurs griefs exaspérés par l'angoisse de l'heure, je me demandais si, devançant les décisions gouvernementales, la lutte n'allait pas commencer dans la rue, entre citadins de mœurs tranquilles et d'habitudes correctes comme, depuis longtemps, elle a commencé dans la montagne, œuvre sauvage, des déclassés, des brigands, des 'bandes'. »[2134].

Toute une série d'articles publiés dans la presse française, relatent un accueil enthousiaste de la guerre par les sociétés belligérantes. Ces nouvelles sont exploitées par ceux qui en France veulent présenter la guerre comme voulue par les peuples eux-mêmes, et en même temps, elles sont censées transmettre les échos de la partie belliciste au sein des sociétés balkaniques. Vallier, correspondant du journal le *Matin* à Sofia, écrit que le 18 octobre, à huit heures, la nouvelle que la guerre est déclarée et que les armées bulgares ont pris l'offensive, cette nouvelle se répand comme une traînée de poudre dans tout Sofia. Par ailleurs,

---

[2130] *Le Temps*, 20 octobre 1912.
[2131] André Beaunier, « Après les socialistes des Balkans », *Le Figaro*, 19 octobre 1912.
[2132] « Encore aux moineaux par Trecoeur », *L'Eclair*, 19 octobre 1912.
[2133] Monthoron, « La faillite du pacifisme financier », *Le Journal*, 3 novembre 1912.
[2134] Guy Chantepleure, *La ville …, op.cit.,* p.2.

> « (…) des nuées d'afficheurs parcoururent les rues et bientôt les murs se couvraient de grandes affiches blanches : c'était la proclamation royale, c'est-à-dire, la déclaration de guerre. En un clin d'œil la ville fut complètement transformée. Les magasins se fermaient. De toutes parts, de toutes les maisons, les gens accouraient comme une marée mugissante et emplissaient les rues, manifestant un enthousiasme indescriptible, poussant des acclamations frénétiques »[2135].

L'envoyé spécial du *Petit Parisien,* Léon Boudouresque dans la capitale bulgare offre à ses lecteurs une image différente de l'accueil de la nouvelle de la mobilisation en affirmant qu' :

> «(…) il n'y a rien de semblable à ce que je vis en Italie l'année dernière, dans les mêmes circonstances. Autant l'enthousiasme italien était bruyant, fait de manifestations exubérantes, autant l'enthousiasme bulgare reste silencieux, mystique : aucun cri, presque pas de chants, seulement quelques mélopées mélancoliques qui accompagnent des paroles résolues, mais excluant toute exagération. »[2136]

Pourtant, d'après le *Petit Journal illustré,* les projets de guerre contre l'Ottoman étaient de tout temps accueillis avec une frénésie patriotique par les Alliés[2137]. Pour la *Croix,* la popularité de la guerre parmi les soldats chrétiens est due à ce que « tous y voient un grand devoir d'humanité à remplir envers des frères qui ont souffert »[2138]. Henry du Roure, le secrétaire du *Sillon,* le mouvement fondé par Marc Sangnier, écrit dans la *Démocratie,* que si l'on en croit les dépêches, l'enthousiasme belliqueux est grand en Bulgarie, au Monténégro, en Grèce. « C'est le peuple qui veut la guerre, au moins aussi ardemment que les gouvernants »[2139]. L'*Écho de Paris* voit dans la participation au congrès socialiste de Bâle, d'un seul délégué balkanique, la preuve de l'engouement pour la guerre auprès des populations des pays belligérants[2140]. A cette remarque, c'est Sakasoff lui-même qui répond quand il prend la parole dans la cathédrale de Bâle. Intervenant après Clara Zetkin, il affirme dans son discours relaté dans l'*Humanité*, que la guerre a pu être populaire en Bulgarie au début du conflit, « mais depuis les esprits se sont bien modifiés, aujourd'hui surtout que 300 000 Bulgares, sont au champ de massacre. Même les femmes des officiers reconnaissent aujourd'hui que les socialistes avaient raison dans leur opposition à la guerre »[2141].

[2135] Voir *Le Matin*, 19 octobre 1912.
[2136] L. Boudouresque, « Une nation en armes », *Le Petit Parisien*, 21 octobre 1912.
[2137] « Ce qu'on voit en ce moment dans les campagnes bulgares », *Le Petit Journal illustré*, 20 octobre 1912.
[2138] « La question religieuse et la guerre », *La Croix*, 1er novembre 1912.
[2139] Henry du Roure, « La guerre », *La Démocratie*, 18 octobre 1912.
[2140] « Contre la guerre ; par rapport au congrès de Bâle », *L'Echo de Paris*, 25 novembre 1912.
[2141] « Le Congrès de Bâle ; discours de Sakasoff », *L'Humanité*, 26 novembre 1912.

III.1.7. La guerre comme remède à la décadence/source d'énergie, de vitalité

Par ailleurs, une perception favorable au règlement militaire des différends dans les Balkans, se dessine auprès de deux catégories de la population en France. Il s'agit des adeptes du futurisme et des partisans de la théorie décadentiste-vitaliste. Les futuristes constituent un groupe esthétique et philosophique qui est séduit par l'idée de la guerre dont ils font l'éloge dans leur Manifeste publié dans le *Figaro* en 1909 et où Marinetti célèbre la guerre comme la seule hygiène dans le monde. Le *Matin* remarque qu'aux dires de Luigi Russolo, peintre et compositeur futuriste, « les accords tam-toumb, poum-toumb, boum, zang-toumb, zan-toumb-toumb du canon sont évocateurs de mille sensations délicieuses et rares »[2142].

De leur côté, les cassandres d'une décadence de la civilisation et des sociétés françaises et européennes, soutiennent que « les peuples s'abâtardissent dans l'inaction ; que le bien-être des longues périodes de paix, tout en permettant l'éclosion des chefs-d'œuvre du génie humain, détermine par contre la décadence des races »[2143]. Falloux dans le cadre de la réunion mensuelle de la Société d'enseignement populaire positiviste, va jusqu'à affirmer qu'il ne faut pas méconnaître « le rôle historique de la guerre ni son action bienfaisante à certaines heures de la vie de l'humanité »[2144].

Ainsi le marquis de Segonzac, incarnation de l'homme militaire, explorateur et aventurier[2145], considère-t-il dans le *Cri de Paris* que « le jeune Bulgare donne au vieux monde une haute leçon de résolution et de dignité en déclarant la guerre »[2146]. D'après Henri du Roure dans la *Démocratie*, si en France les diplomates s'alarment, la finance s'inquiète, et les ministres agissent ou s'agitent devant l'éventualité d'une guerre dans les Balkans ou en Europe, l'opinion ne semble pas être pour autant émue. « Non, qu'elle croie la guerre impossible, mais elle ne paraît pas la trouver haïssable. Il est certain que la guerre en elle-même, exerce encore sur un grand nombre d'âmes modernes, les plus ardentes, les plus jeunes, un puissant attrait »[2147]. Cette séduction a priori étrange, admet-il, s'explique car :

> « (…) la guerre, c'est d'abord une distraction. Quelle aventure éblouissante pour le petit employé penché sur son bureau, s'il a de l'imagination et du cœur ! quel mirage pour le collégien attardé à la conquête d'un diplôme ;

[2142] « L'art des bruits ou le futurisme en musique », *Le Matin*, 1er avril 1913.
[2143] « Guerre et névroses, par le docteur Cabanès », *Le Journal*, 2 novembre 1912.
[2144] « Réunion mensuelle de la Société d'enseignement populaire positiviste du 29 octobre 1912 », *Revue positiviste internationale*, janvier 1913, p.26.
[2145] Sur les liens entre esprit d'aventure et culture nationaliste, voir Sylvain Venayre, La gloire de l'aventure…*op.cit*.
[2146] Marquis de Segonzac, « La croisade balkanique », *Le Cri de Paris*, 17 octobre 1912.
[2147] Henry du Roure, « La guerre », *La Démocratie*, 18 octobre 1912.

> quel remède contre le pessimisme et la neurasthénie ! … au fond de cet amour barbare gît un grand sentiment, l'ambition de s'élever au-dessus d'une vie médiocre et terre à terre au ciel des héros»[2148].

De son côté, Jules Bluette, affirme dans l'*Anarchie* que depuis quelque temps l'on entend gronder la voix de Maurice Spronk, député de Paris, qui « au nom du darwinisme proclame la guerre nécessaire et indispensable. La tendance à la paix, les doctrines du pacifisme rendent les peuples mous et inaptes au progrès ; tandis que la guerre les fait énergiques et vigoureux »[2149]. Afin de démontrer le bien fondé de ses arguments, le député nationaliste évoque « la Chine demeurant stationnaire pendant des milliers d'années endormie dans la morale de Confucius et sujette aux convoitises européennes lors des guerres de l'opium ou la révolte des Boxers »[2150].

Cette approche des relations internationales en termes de darwinisme social,[2151] où les expéditions impérialistes-colonialistes sont perçues comme un processus naturel visant à assurer l'hégémonie des nations ou des races plus fortes[2152] et où la guerre est perçue comme source de vitalité et d'énergie, ou encore de remède contre la dégénérescence des sociétés décadentes, a été développée et prônée par Friedrich von Bernhardi, dans son ouvrage *Deutschland und der Nächste Krieg* (L'Allemagne et la guerre prochaine). Elle transparaît également dans le nationalisme barrésien et les théories de Charles Péguy voyant dans la guerre un moyen de libération de la décadence bourgeoise[2153]. Comme le fait remarquer Jean-Jacques Becker, une des caractéristiques du nationalisme français à la veille de la Grande Guerre, c'est le sentiment de décadence. Les nationalistes français fin de siècle, s'en prennent à ce qu'ils considèrent comme un excès d'intellectualisme[2154] ainsi qu'aux modes de vie de la société moderne. Contre cette décadence, ce pessimisme, le nationalisme doit réagir en prônant l'énergie et la vitalité[2155]. Il conviendrait également de chercher les origines philosophiques de la passion belliciste en Europe, à la veille de la Première Guerre mondiale à

[2148] *Idem.*
[2149] Jules Bluette, « L'ordre et la guerre », *L'Anarchie*, 7 novembre 1912.
[2150] *Idem.*
[2151] Il s'agit de la transposition à la vie sociale et aux conflits internationaux, des principes darwiniens, de 'struggle for life' et de 'survival of the fittest'.
[2152] Voir Zeev Sternhell, Maurice Barrès et le nationalisme français… *op.cit.*, p.44.
[2153] Voir Paul Miller, *From revolutionaries to citizens, antimilitarism in France, 1870-1914*, Duke University Press, 2002, p.4.
[2154] Voir Zeev Sternhell, M. Barrès…*op.cit.*, p.25. Zeev Sternhell souligne que c'est Herder un des grands prophètes du vitalisme dans la pensée européenne. L'esthétique herdérienne prêche la supériorité de la vitalité créatrice sur la réflexion et suppose que la raison affaiblit les instincts. Michelet qui introduit Herder en France fut lui aussi hostile au rationalisme des Lumières, considérant que le recours systématique à la raison émoussait les forces vitales.
[2155] Voir Jean-Jacques Becker, Stéphane Audoin-Rouzeau, La France…*op.cit.*, p.202.

la pensée vitaliste, représentée par Friedrich Nietzsche et Henri Bergson, pour qui la guerre était un processus de rénovation nécessaire.

A ce propos, Alexandre Varenne, écrit dans l'*Humanité* qu'on :

> « (…) rencontre à présent des gens qui souhaitent tout haut la grande guerre de liquidation, celle qui doit mettre aux prises tous les peuples de l'Europe. La génération qui monte, élevée dans le culte de la force, préparée par les pratiques des sports, regarde avec quelque mépris les idéalistes que nous sommes, nous la génération née à l'heure des désastres, et qui avait gardé dans la pensée toute la mélancolie de nos revers. Il paraît que les grandes rivalités de peuple à peuple et de race à race ne se peuvent résoudre pacifiquement. Il faut la guerre pour remettre de l'ordre dans le monde. La guerre est saine, la guerre est noble »[2156].

Le culte de la virilité et l'engouement pour la culture physique qui s'empare de la société française pendant la Belle **É**poque, va de pair avec la montée d'un esprit militariste et nationaliste[2157]. A l'occasion du congrès international de l'**É**ducation physique qui ouvre ses portes à Paris, en pleine guerre balkanique, en mars, Victor Marguerite constate qu'il y a 25 ans, on ne se préoccupait pas de la culture du corps. Depuis,

> « (…) avec l'admirable mouvement sportif qui, des terrains de jeux aux routes de tourisme, et jusque dans les chemins du ciel, a poussé les générations nouvelles, ça a changé. La roue du cycle et de l'auto, l'aile des beaux oiseaux surhumains ont achevé de jeter vers la pleine expansion de leurs forces physiques, ces adolescents qu'on voyait jadis, le dos creux et le teint blême, et qui aujourd'hui courent, sautent, boxent, pédalent ou se campent au volant »[2158].

A ce sujet, Zeev Sternhell commente que « le culte du Moi-individu aboutit très rapidement à un culte du Moi-nation à l'exaltation de la nation, à la subordination de l'individu à la collectivité »[2159]. De son côté, le journal nationaliste, *l'Ouest-Éclair* se demande si ses contemporains sont devenus des neurasthéniques. Il perçoit les signes d'un tel état d'âme dans la panique qui s'empara de la Bourse ou dans la diffusion de nouvelles sensationnelles et alarmistes d'une certaine presse. Pourtant, le journal nationaliste souligne que :

> « vivre tranquillement, vivre bourgeoisement, comme de bons rentiers, dans une bonne petite République électorale fermée aux bruits du dehors et libre

[2156] Alexandre Varenne, « Vers la guerre », *L'Humanité*, 19 février 1913.
[2157] Sur la place des débats sur la masculinté virile pendant et après l'Affaire Dreyfus dans la société française et la mobilisation/instrumentalisation d'un imaginaire de genre de la part des nationalistes anti-républicains et antidreyfusards, voir Christopher E. Forth, *The Dreyfus Affair and the Crisis of French Manhood*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2004.
[2158] Victor Marguerite, « Notre corps », *Le Journal*, 17 mars 1913.
[2159] Voir Zeev Sternhell, M. Barrès …*op.cit*., p.44.

> de toute solidarité avec le reste du monde, ce pouvait être le rêve chimérique d'hier ; ce n'est point la réalité d'aujourd'hui ; aujourd'hui, la règle est qu'il faut se résigner à vivre dangereusement. (…) pour être de bons Français, soyons des hommes »[2160].

III.1.8. La guerre des Balkans comme annonciatrice de la Revanche

Cette incitation à une culture de virilité et de violence dans la manière de percevoir et de mener les relations internationales, est relevée par « la jeunesse qui arrive en scène », affirme Alfred Capus dans le *Figaro,* « l'idée de la guerre que notre esprit ne parvenait pas à assimiler est une de ses idées directrices. »[2161]. Une telle perception du bellicisme de la nouvelle génération à la veille de la Grande Guerre a été diffusée dans l'espace médiatique suite à la publication dans l'*Opinion*, de l'enquête sur les jeunes gens d'aujourd'hui, d'Henri Massis et d'Alfred de Tarde[2162]. Ces idées se reflètent également dans une presse nationaliste, raciste, antirépublicaine et anti-laïque. Georges Thiébaud écrit dans la *Libre Parole* que jusque dans les années 1890, « l'idée fixe et persévérante d'une grande guerre possible, d'une grande guerre réparatrice, n'a pas quitté les cerveaux même les plus frustres, ni cessé de les ennoblir. »[2163]. Pourtant, « l'esprit étranger judéo-protestant qui a présidé au gouvernement du pays, par l'intermédiaire et sous le nom du 'parti républicain' a fait prévaloir cette idée que, pour avoir raison de la France, il ne fallait pas recommencer l'erreur initiale de la Révolution qui fut d'exalter chez les Français le sentiment belliqueux de la résistance à l'Europe »[2164]. Ainsi, il se réjouit que quelque part en Europe, « un foyer d'action est né, un foyer d'événements qui vient de s'y ouvrir, un foyer d'hommes qui vont naître, un foyer d'héroïsmes et de sacrifices inédits que l'histoire est prête à recueillir ». Ses propos se font l'écho du discours que tient Jacques Bainville dans l'*Action Française*. Lui aussi, enthousiasmé par le déclenchement de la guerre dans les Balkans, il constate que les républicains s'en alarment, inquiétés par le retour de la politique des partages. Ils comprennent :

> « (…) qu'en aucun cas, les idées du libéralisme et de la démocratie ne peuvent intervenir dans cette compétition impitoyable (…) par contagion ou par vitesse acquise, l'avenir qui s'ouvre à l'Europe est réactionnaire. Pendant au moins un âge d'hommes, les peuples vont réagir. Contre les principes

[2160] « La guerre et l'opinion », *L'Ouest-Eclair*, 18 octobre 1912.
[2161] Alfred Capus, « Courrier de Paris », *Le Figaro,* 7 octobre 1912.
[2162] Voir Pascal Ory, *Les Intellectuels en France, de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1992 , p.48
[2163] Georges Thiébaud, « A propos de la guerre », *La Libre Parole*, 25 octobre 1912.
[2164] *Idem.*

d'insuccès qui sont ceux de l'anarchie, c'est-à-dire, la démocratie libérale et parlementaire »[2165].

Dans le même journal, son fondateur, Charles Maurras, plaide en faveur de la guerre présente et future, en rajoutant que la France doit rompre avec « le hideux passé »[2166] de « Dreyfus, Reinach et Waldeck-Rousseau » et « revenir à la période antérieure, dont voici le mérite attesté (…) par la voix sans réplique du canon des Balkans ». La *Croix* s'insurge aussi « contre la franc-maçonnerie internationale qui a laïcisé la politique européenne » et qui a créé « un respect humain qui transit toute la diplomatie. On ne peut plus, on n'ose plus négocier, gouverner, combattre, au nom de Dieu et pour la cause de Dieu »[2167].
Selon Roger Martin du Gard, écrivant à Marcel Coppet, en mai 1912, « un chauvinisme braillard a fait irruption jusqu'à la Chambre, jusque dans le gouvernement, et le peuple de Paris, suit, par millions d'hommes, à travers les rues, le samedi soir, les musiques militaires rétablies par Millerand »[2168].

A ce sujet, le *Petit journal illustré*, constate en mars 1912, un réveil ardent de l'idée patriotique et du sentiment national, d'un bout de la France à l'autre et se signalant à Paris par « la faveur avec laquelle fut accueilli le rétablissement des retraites militaires et l'enthousiasme qui éclata à Vincennes lors de la triomphante revue du Printemps »[2169]. Au début de la Première Guerre balkanique, le *Figaro* relate une conférence à l'Hôtel du Foyer par Ferdinand Laudet. Le directeur de la *Revue hebdomadaire*, essaye d'y retracer les étapes par lesquelles est passée l'âme française pendant les dix années ayant précédé la guerre dans les Balkans. Aux tentatives multipliées de réduction qu'elle aurait subies, « une phalange d'écrivains s'est opposée par un puissant instinct de conservation nationale. »[2170]. Parmi eux, il cite « Hanotaux qui a peint le pays français, Barrès le sentiment français, Paul Adam le caractère français, Doumer, le pasteur Wagner plus près des réalités considérant la génération nouvelle qu'ils veulent entraîner à la volonté, dresser à l'énergie »[2171]. A la même époque, Etienne Rey publie son ouvrage sur la renaissance de l'orgueil français alors que le *Temps* durant été 1913, fait remarquer que la patrie a cette année, la meilleure part dans les discours prononcés par les présidents des distributions de prix, loin d'une rhétorique pacifiste

[2165] Jacques Bainville, « En route pour trente ans de réaction », *L'Action Française*, 2 novembre 1912.
[2166] Charles Maurras, « Aux vainqueurs », *L'Action Française*, 5 novembre 1912.
[2167] « Pour l'humanité », *La Croix*, 7 novembre 1912.
[2168] Roger Martin du Gard, Journal…*op.cit*., p.372.
[2169] « Renouveau du patriotisme », *Le Petit Journal illustré*, 24 mars 1912.
[2170] « Le réveil du sentiment national », *Le Figaro*, 12 novembre 1912.
[2171] *Idem.*

jusqu'alors en vigueur[2172]. Pour sa part, Gabriel Hanotaux, affirme dans le *Figaro* en mars, que le sentiment public français est en ce moment, plein de vitalité et d'énergie, peut-être plus que jamais, depuis la guerre de 1870. « Les générations nouvelles ne veulent pas oublier. Elles désirent une France forte et grande. Elles ont rejeté, décidément la doctrine de désespérance qui noyait artificieusement l'idée de patrie dans un trop large amour de l'humanité. L'idée nationale a repris le dessus. »[2173]. Même constat chez Emmanuel Desgrées du Lou dans l'*Ouest-Éclair*. Selon lui, la pensée d'un conflit, l'image de la guerre étaient écartées systématiquement de l'esprit public et des préoccupations populaires. La guerre avec l'étranger ne pouvait être qu'une :

> « (…) hypothèse déprimante, imaginée par les ennemis de la République (…) L'humiliation de Tanger, les alertes de Casablanca, et d'Agadir, ont dissipé ces brouillards malsains. Le spectacle de la guerre dans les Balkans achèvera de nous rendre le sens des réalités. Et il faudra bien que l'on constate, fût-on le moins nationaliste des Français et le plus intrépide des pacifistes, que cette civilisation moderne dont nous sommes si fiers n'a pas encore réussi à bannir des relations humaines le recours à la force »[2174].

Les crises diplomatiques franco-allemandes de 1905 et 1911, au sujet de l'hégémonie politique et économique au Maroc, ont exalté les passions nationalistes et ravivé les ambitions revanchardes auprès d'une partie de la société française[2175]. A cet égard, Guy de Cassagnac dans l'*Autorité,* se proclame favorable au déclenchement de la guerre dans les Balkans, car selon lui, « peut-être la France eût-elle trouvé dans les événements actuels, une occasion unique de prendre sa revanche sur l'Allemagne et de régler par le canon le conflit latent de l'Alsace – Lorraine »[2176]. La perception du règlement du conflit et des différends dans les Balkans à travers le regard de la revanche, est également commentée dans la *Bataille syndicaliste* par Eugène Poitevin. Il affirme au sujet des revanchards qu'ils sont prêts à « entreprendre la reprise de l'Alsace et de la Lorraine sous le fallacieux prétexte que les Serbes ont besoin d'un débouché pour la vente avantageuse de leurs cochons. (…) »[2177]. André Lorulot, constate dans l'*Anarchie* qu'il y a encore « des patriotards. Et ils font beaucoup de bruit en ce moment. Leurs cœurs ont vibré au bruit des canons balkaniques, et ils sont dévorés par le désir de prendre les armes et de voler au carnage »[2178]. L'issue des

[2172] « Le patriotisme », *Le Temps*, 14 juillet 1913.
[2173] Gabriel Hanotaux, « Le Patriotisme et la défense nationale », *Le Figaro*, 2 mars 1913.
[2174] Emmanuel Desgrées du Lou, « La déclaration de guerre de la Bulgarie est imminente », *L'Ouest-Eclair*, 10 octobre 1912.
[2175] Voir Jules Bertaut, *L'opinion et les mœurs*, Paris, 1931.
[2176] Guy de Cassagnac, « Vers la détente », *L'Autorité*, 13 novembre 1912.
[2177] Eugène Poitevin, « Chansons et patriotisme », *La Bataille syndicaliste*, 17 février 1913.
[2178] André Lorulot, « L'individu et la guerre », *L'Anarchie*, 21 novembre 1912.

opérations militaires de la première étape du conflit, réconforte les partisans d'une perception militariste des relations internationales et du règlement par la force des différends bilatéraux et Gustave de Lamarzelle, sénateur conservateur, déclare dans le *Gaulois* que si les Bulgares étaient restés des pacifistes, ils seraient encore un peuple vassal[2179].

Tout au long des guerres balkaniques, des perceptions pacifistes de leur règlement s'opposent à des perceptions militaristes. Ces perceptions ne concernent pas seulement les conflits en question, mais s'appliquent à l'ensemble de la gestion des crises dans les relations internationales. Les approches pacifistes majoritairement présentes dans une presse socialiste et radicale, ne sont pas pour autant absentes des journaux d'autres tendances politiques. De même, les options militaristes, dominantes auprès d'une presse nationaliste et traditionnaliste, sont parfois plébiscitées également par des camps idéologiques adverses. En dehors des sensibilités politiques de chaque journal ou de chaque acteur de la perception, on pourrait faire la distinction entre pacifistes et militaristes, intégristes ou casuistes, principalistes ou conséquentialistes, c'est-à-dire entre ceux qui se prononcent pour la paix ou pour la guerre soit en les considérant comme des valeurs en soi, soit en raisonnant cas par cas et en termes de résultats escomptés. Ainsi, des socialistes comme Gustave Hervé, adoptant la rhétorique de guerre libératrice des alliés, n'hésite pas à adhérer à leur politique militariste, tandis qu'au contraire, des journaux comme *la Croix, l'Echo de Paris* ou le *Petit Journal*, s'étant ouvertement prononcés pour la guerre dans sa première étape, n'hésitent pas à s'opposer à sa reprise, considérant qu'une rupture entre les alliés aurait des répercussions négatives sur les intérêts français et de l'Entente dans la région des Balkans. Le positionnement pacifiste ou militariste de chaque journal, influence aussi la place accordée aux informations et aux nouvelles concernant les initiatives et manifestations au sujet du règlement du conflit et inversement ces couvertures médiatiques différenciées étaient censées façonner ou renforcer l'emprise d'une perception pacifiste et militariste de ce règlement. Si dans une presse socialiste et syndicaliste, les informations abondent sur les manifestations pacifiques dans les Balkans, en France ou ailleurs en Europe et sur les actions des objecteurs de conscience ou des antimilitaristes balkaniques, dans la presse nationaliste et militariste, ce qui devient nouvelle, c'est plutôt les démonstrations d'élan patriotique, belliciste et de soutien à la guerre au sein des sociétés belligérantes ou française. Par ailleurs, la perception du règlement est également conditionnée par les horizons d'attente de ceux qui s'expriment dans l'espace médiatique français. On assiste à une confrontation entre deux représentations concurrentes du futur, une première militant pour l'avènement d'une société où les différends entre les pays

[2179] G. de Lamarzelle, « Grandes leçons », *Le Gaulois*, 16 novembre 1912.

seraient résolus à travers les pratiques d'arbitrage assumées par des instances internationales et une deuxième préconisant l'avènement d'un monde où la rhétorique et le culte de la violence triompheraient et imposeraient le droit du plus fort comme moteur de règlement des différends dans les relations internationales. Il s'agit d'une perception annonçant l'arrivée des régimes totalitaires de la période post-Grande-Guerre, qui a vu l'évolution des proto-fascismes de la fin du XIXe et du début du XXe siècle vers l'idéologie fasciste et nazie de l'entre-deux-guerres. En revanche, la première perception basée sur une perception pacifique du règlement des conflits présents et futurs, contient dans sa vision tous les débats qui ont agité depuis les guerres balkaniques jusqu'à nos jours, le mouvement pacifiste, notamment au sujet des moyens à mobiliser afin d'empêcher la guerre. Depuis la grève générale et l'appel à la révolution entonnée dans la presse syndicaliste jusqu'aux théories de la paix par le droit, en passant par les raisonnements utilitaristes du maintien de la paix, énoncés dans la presse libérale, tout l'éventail des sensibilités pacifistes est déjà déployé dans l'espace médiatique français à l'occasion des débats sur le règlement des guerres balkaniques. D'un autre côté, à la veille de la Grande Guerre, tout l'arsenal des dispositifs argumentatifs en faveur d'une militarisation de la vie politique est déjà prêt, et soutenu par des voix hétéroclites, regroupant aussi bien celle du secrétaire général du Sillon, le mouvement crée par Marc Sangnier, que celles des aventuriers et des députés de la droite nationaliste. Leur point commun, réside dans leur hostilité à l'intellectualisme, au sédentarisme et au sensualisme, des états d'esprit, d'âme et de corps, censés être favorisés par des périodes de paix prolongée.

III.2. Perceptions du règlement général du conflit et des différends

III.2.1. Perceptions de la justice et du droit international

La perception du règlement du conflit soulève aussi la question du jugement de ceux qui ont commis ou qui sont censés avoir commis des exactions pendant les occupations militaires. Le 24 novembre, le *Matin*[2180] et le *Petit journal illustré* publient un cliché des pendaisons de bachibouzouks à Mustapha-Pacha sans pour autant condamner ces actes. Le lendemain, *Gil Blas* commente par rapport à cette exécution que « la foule des soldats se mêle au spectacle et veut participer au châtiment (…) ça la justice ? cela ressemble terriblement à une scène de lynchage »[2181], souligne le journal français qui fustige le caractère expéditif, primitif, punitif de cette décision, semblable à des actes de vengeance, à l'absence de tout procès digne de son nom.

Face à l'arbitraire de ces exécutions ou des décisions diplomatiques, les notions de justice et de droit international sont remises en question à plusieurs reprises tout au long du conflit. En avril, dans le cadre du différend austro-monténégrin par rapport à la question de Scutari, l'*Humanité* déclare qu'il n'est plus possible d'invoquer des règles de justice. « Il serait vain de dire que Scutari, qui ne veut pas être aux Monténégrins, ne doit pas leur appartenir, puisque Andrinople ottomane et musulmane est livrée aux Bulgares, puisque les Grecs prétendent mettre la main sur Salonique, qui ne veut pas de leur domination. »[2182]. Par ailleurs, le journal socialiste fait remarquer que la pression symbolique sur le Monténégro par la démonstration navale décidée par les grandes puissances, n'a d'autre effet que « de permettre au roitelet de Cettigné de faire à l'Europe une leçon de droit international, leçon qui d'ailleurs est fort appréciée dans certains organes de notre presse nationaliste »[2183]. Cette presse considérait qu'enlever la ville de Scutari au Monténégro, serait sacrifier les intérêts de la Triple Entente dans la région, perçus comme mieux représentés par les ambitions du roi Nicolas, aux intérêts de la Triplice et plus particulièrement à ceux de l'Italie et de l'Autriche-Hongrie, considérés comme les principaux bénéficiaires par la création d'un État albanais.

Si la question d'une intervention militaire par des puissances extérieures au conflit soulève des interrogations quant à sa légitimité, les critères qui régissent les décisions de la 'communauté internationale', réduite à cette époque d'avant la SDN et l'ONU au concert des

[2180] « Une exécution des bachibouzouks à Mustapha-Pacha », *Le Matin*, 24 novembre 1912.
[2181] « Vision de guerre », *Gil Blas*, 25 novembre 1912.
[2182] *L'Humanité*, 24 avril 1913.
[2183] « Le Monténégro et l'Europe », *L'Humanité*, 8 avril 1913.

grands États européens industrialisés, posent eux aussi problème. A ce sujet, Francis Charmes, le directeur de la *Revue des deux mondes*, affirme en octobre que l'Empire ottoman est habitué à entendre proclamer l'intégrité de son territoire comme un des points fixes du droit public européen, et « cependant son histoire, pendant tout le siècle dernier, est celle des amputations successives qu'il a subies à chacune des crises qu'elle a traversées, qu'elle en soit d'ailleurs sortie victorieuse ou vaincue »[2184]. Suite à la remise en question du statu quo territorial dans les Balkans après les victoires des alliés, la presse de tendance socialiste et radicale, s'interroge sur la cohérence de la politique française et européenne, ayant pourtant proclamé de manière catégorique à la veille du conflit qu'une révision des frontières était hors de question[2185]. Pour sa part, la presse nationaliste ne se préoccupe pas autant du respect de ces engagements, que des profits que la France pourrait tirer d'un changement éventuel de ce statu quo[2186].

En revanche, les socialistes n'arrêtent pas de s'indigner contre l'abus de force dans les relations internationales, la violation cynique des engagements internationaux et la prédominance d'une logique nationaliste-impérialiste-colonialiste dans le règlement des conflits et des différends[2187]. A l'occasion du premier mai, et alors que les prolétaires affirment leur volonté de justice sociale et de paix internationale, l'*Humanité* constate que les diplomates réunis à la Conférence de Londres auront à résoudre des problèmes délicats. Après « la farce lugubre de Scutari », c'est-à-dire l'occupation de la ville par les Monténégrins, malgré les décisions contraires du concert européen, « qui oserait encore parler du droit, du Monténégro, ou du droit de l'Albanie ou du droit de la Turquie ou du droit de l'Autriche ? » se demande Jean Jaurès avant d'ajouter qu'« encore une fois, il serait ridicule de parler de droit en cet imbroglio balkanique où les appétits, la force brutale et l'astuce ont mêlé leur jeu. Qu'on ne prostitue pas la justice sur ces tréteaux boiteux et sanglants »[2188]. André Lorulot est lui aussi consterné quand il observe en novembre dans l'*Anarchie,* que « le Droit est toujours du côté de la Force dans le règlement des conflits et différends internationaux »[2189].

A la veille du conflit en octobre, dans une partie de l'espace médiatique français, on a déjà l'impression que le règlement de la crise diplomatique survenue dans les Balkans, risque

[2184] Francis Charmes, « Chronique de la quinzaine », *Revue des deux mondes*, 15 octobre 1912.
[2185] « La crise d'Orient », *Le Petit Parisien*, 5 octobre 1912.
[2186] « Et la France ? », *La Croix*, 24 mai 1913.
[2187] Jean Jaurès, « Douceurs », *L'Humanité*, 11 octobre 1912.
[2188] Jean Jaurès, « Journée critique », *L'Humanité*, 1er mai 1913.
[2189] André Lorulot, « L'individu et la guerre », *L'Anarchie*, 21 novembre 1912.

d'aller à l'encontre des principes qui devraient régir la justice internationale. Face à une telle perception de la situation, *Gil Blas* relate le discours d'Anatole France en hommage à Émile Zola dix ans après sa disparition. L'écrivain français affirme qu'à cette heure :

> « où en Europe, et dans le monde entier, toute idée de justice et de droit est foulée aux pieds, où les peuples n'ont qu'un seul culte, la force, un seul idéal, la violence, (…) il convient de rappeler ce que fit Zola, il y a quatorze ans. (…) délibérément il fit le sacrifice de sa popularité, de son repos, de son travail, et se jeta dans les fatigues et les périls pour éviter une injustice à son pays et se montrer lui-même un juste »[2190].

Ainsi, le règlement de la crise dans les Balkans se profilant à l'horizon diplomatique à la veille du conflit, est-il comparé à la condamnation injuste du capitaine Dreyfus, chez les partisans d'une résolution pacifiste, respectueuse du droit international. Dans une telle optique, Alexandre Varenne prévient les lecteurs de la *Lanterne* que l'Europe en prenant parti pour les vainqueurs, les alliés balkaniques contre le vaincu, l'Empire ottoman, et cela malgré ses propres engagements au début du conflit, ou contrairement aux principes du droit international, donne raison par avance aux pays conquérants. Ce faisant, elle « justifie la politique de proie. Elle crée pour l'avenir un précédent redoutable »[2191]. En revanche, Georges Thiébaud se réjouit dans le journal nationaliste *La Libre Parole*, en constatant que « les lois de politesse et de probité, au moins apparentes, qui régissaient les relations internationales »[2192], empêchant la manifestation décomplexée des convoitises et des conquêtes soient « désormais de très vieilles choses dont nul ne s'occupe ».

La perception de l'anarchie dans les relations internationales, est aussi commentée par Lucien Le Foyer, lors de ses conférences à Paris et dans le Nord. A ces occasions, l'ancien député radical avait affirmé que la dévastation dans les Balkans suite aux effets de la guerre et du choléra, et au grand désarroi de la diplomatie, « font réfléchir l'opinion publique et l'amènent à désirer la substitution à l'anarchie internationale d'une politique plus sûre et plus claire »[2193]. Jean Jaurès, se demande quant à lui dans l'*Humanité* quand est-ce que « de tout ce chaos menaçant et ignominieux sortira un droit international humain, probe et clair »[2194].

[2190] « Dix ans après, à la mémoire d'Émile Zola », *Gil Blas*, 5 octobre 1912.
[2191] Alexandre Varenne, « La Turquie et l'Europe », *La Lanterne*, 13 janvier 1913.
[2192] Georges Thiébaud, « Incertitudes », *La Libre Parole*, 4 octobre 1912.
[2193] « Conférences pacifistes », *Le Radical*, 6 décembre 1912.
[2194] Jean Jaurès, « Le vrai péril », *L'Humanité*, 3 octobre 1912.

III.2.2. Perceptions du rôle de l'Europe

En dehors du droit international perçu comme bafoué et piétiné par les acteurs du conflit et les grandes puissances à l'extérieur des Balkans, une place importante est également accordée dans la perception médiatique des guerres balkaniques, au rôle de l'Europe dans le règlement de cette crise. Ces références sont surtout nombreuses en octobre, à la veille et au début de la Première Guerre balkanique, ainsi qu'en novembre ou en avril, quand les différends austro-serbe ou austro-monténégrin, menacent de transformer le conflit dans les Balkans en confrontation pan-européenne. Par ailleurs, les journaux les plus sensibles au rôle de l'Europe comme arbitre des relations internationales, sont les trois grands quotidiens de tendance plus ou moins libérale et radicale, à savoir le *Petit Parisien*, le *Journal* et le *Matin*, tandis que cette perception de l'Europe est moins présente dans la presse nationaliste (*Le Petit Journal*), conservatrice (*Le Figaro*) ou socialiste (*L'Humanité*) (voir tableau ci-dessous).

Tableau : Fréquence de références à l'Europe aux titres de la Une des journaux de mon échantillonnage

	Le Petit Parisien	*Le Petit Journal*	*Le Journal*	*Le Matin*	*L'Humanité*	*Le Temps*	*Le Figaro*
octobre	5	-	2	3	2	4	-
novembre	5	3	4	14	2	2	-
décembre	1	1	3	2	2	1	1
janvier	3	1	4	5	2	1	1
février	2	2	3	1	-	-	-
mars	4	2	2	2	-	-	-
avril	8	3	9	2	2	-	3
mai	2	-	3	-	-	1	3
juin	-	-	-	-	1	-	-
juillet	-	1	3	-	-	-	-
août	-	-	1	1	2	-	1

A la veille de la Première Guerre balkanique, Lucien Le Foyer écrit dans le *Radical* que l'Europe ne peut tolérer les petites combinaisons de famille de Victor-Emmanuel et de Nicolas[2195], à savoir le roi du Monténégro et beau-père du roi italien. Le *Matin* relate en avril, l'opinion du *Times*, affirmant au sujet de l'occupation monténégrine de Scutari qu'il s'agit de « savoir une fois pour toutes si l'Europe entend qu'on lui obéisse ou si elle admet qu'on se moque impunément de ses décisions »[2196].

La perception de l'Europe dans l'ensemble de l'espace médiatique de l'époque, correspond aux six grandes puissances européennes composant les deux formations diplomatiques et militaires dominantes. Un terme d'origine géographique est ainsi politisé et réduit à un groupe de pays, disposant du pouvoir décisionnel dans les relations internationales. C'est l'Europe officielle dont parle Jean Jaurès lors d'une séance parlementaire en 1911[2197], où seuls les pays qu'on appelait dans le jargon diplomatique ou médiatique au tournant du XXe siècle, grandes puissances, comptent vraiment et finissent par signifier eux-mêmes, tout un espace géopolitique[2198] dans un amalgame réducteur et révélateur d'une perception hégémonique et peu démocratique des relations internationales. Toujours est-il, que ces propos et ces commentaires, esquissent les contours d'une Europe politique à la veille de la Grande Guerre.

[2195] Lucien Le Foyer, « Questions du jour ; le droit des peuples », *Le Radical*, 10 octobre 1912.
[2196] « Les Monténégrins se seraient emparés des forts qui dominent Scutari », *Le Matin*, 3 avril 1913.
[2197] *Archives parlementaires*, Assemblée, séance ordinaire du 13 janvier 1911, p.37.
[2198] On retrouve de nos jours, le même emploi abusif et élusif du terme de 'communauté internationale' souvent synonyme aux représentants du conseil de sécurité de l'ONU.

La perception des Balkans comme situés hors espace politique européen, s'exprime aussi dans la parole prise par les représentants des belligérants dans l'espace médiatique français. Dans une lettre publiée par Pierre Loti dans *Gil Blas*, un groupe de jeunes filles musulmanes de l'Empire ottoman, -les signataires - affirment en janvier que l'année qui s'écoule emporta « toutes leurs illusions sur les nations européennes et surtout la France »[2199]. Par ailleurs, Etienne Labranche, l'envoyé spécial du *Temps*, dans le train qui l'amène vers Verria, croise des officiers grecs qui jugent « avec sévérité la conduite égoïste de l'Europe soutenant les Turcs afin d'éviter des périls imaginaires »[2200]. Ainsi l'espace médiatique français devient-il un lieu de perception du rôle de l'Europe à la fois par ceux qui se considèrent comme la représentant et par ceux qui tout en se situant eux-mêmes à l'écart, développent envers elle des sentiments d'affection ou de désillusion, tout en contribuant à la délimitation de sa géographie politique.

Le rôle de cette Europe, c'est-à-dire de la diplomatie des grandes puissances européennes au début du XXe siècle, est perçu à travers plusieurs cadres de figures. Tout d'abord, il y a sa représentation comme inerte et imprévoyante. A ce propos, le *Gaulois* affirme que l'Europe savait qu'une crise générale dans les Balkans risquerait de provoquer de graves complications, mais elle n'a rien fait pour la prévenir[2201]. Lucien Le Foyer dans le *Radical*, remarque toujours à la veille du conflit que l'Europe s'arrête, interdite. « L'idée de la guerre détermine dans la presse et dans l'opinion je ne sais quelle inhibition morbide. On croit le mal 'inévitable' ; une sorte de résignation fétichiste paralyse les énergies et les consciences »[2202]. En janvier, la neutralité de l'Europe devant une reprise éventuelle des hostilités devient de nouveau événement médiatique dans le *Figaro*[2203]. Ismail Kemal annonce dans l'*Excelsior* en avril que l'Europe assiste impassible à la violation des droits de son pays, l'Albanie[2204]. De son côté, Francis de Pressensé, dénonce dans l'*Humanité*, en juillet, à la veille de la reprise des hostilités, la diplomatie du *farniente*[2205].

A côté d'une Europe inerte, il y a l'image d'une Europe boiteuse qui se diffuse dans l'espace médiatique français. En novembre, Marcel Sembat, reprend dans l'*Humanité* les paroles de Stéphane Lauzanne qualifiant la diplomatie européenne de « boiteuse sinistre qui

[2199] « Quatrième lettre sur la guerre des Balkans ; la deuxième lettre du Derviche Hadji Sélaheddin », *Gil Blas*, 3 janvier 1913.
[2200] Etienne Labranche, « Vers la plus grande Grèce », *Le Temps*, 12 novembre 1912.
[2201] « Qui sème le vent par un diplomate », *Le Gaulois*, 4 octobre 1912.
[2202] Lucien Le Foyer, « Questions du jour ; le droit des peuples », *Le Radical*, 10 octobre 1912.
[2203] Raymond Récouly, « Avant la rupture ? », *Le Figaro*, 28 janvier 1913.
[2204] « Ismail Kemal à Paris », *L'Excelsior*, 26 avril 1913.
[2205] Francis de Pressensé, « La diplomatie du far niente », *L'Humanité*, 8 juillet 1913.

ne sait pas empêcher les guerres, qui ne veut pas les arrêter, et qui ne peut que faire des dosages d'intérêts et rédiger des protocoles »[2206]. Le *Courrier français* reproduit dans sa Une en mars[2207], une lithographie d'Honoré Daumier, publié dans le *Charivari* en décembre 1866, dans le cadre de l'instabilité politique et diplomatique suite à la guerre austro-prussienne, et qui montre l'Europe avec des béquilles. D'après Veillard, dans la crise balkanique, c'est le « faux équilibre de l'Europe reposant sur des bases artificielles qui a forcé la diplomatie à être aussi imprévoyante qu'incohérente »[2208]. Devant la multiplication des points de vue divergents entre les grandes puissances européennes en avril et de leurs rivalités se traduisant par une course aux armements, la *Lanterne* annonce qu'il n'y a plus d'Europe[2209]. Ces propos résonnent également dans le *Journal* en juillet quand Saint-Brice parle de la faillite de l'Europe[2210].

Dans un même esprit de contestation à l'égard de la diplomatie européenne, le *Radical* affirme en avril que l'attitude des navires européens qui croisent devant Antivari et Dulcigno, avec mission de tout empêcher, sans cependant rien faire, symbolise assez bien la situation internationale. La méfiance réciproque des puissances, « la divergence des intérêts et des sentiments, au sein même de chaque système d'alliance, réduisent l'Europe à des velléités contradictoires qui se neutralisent dans des simulacres d'action. »[2211]. Pour sa part, Jean Jaurès, étonné en juin, par l'intervention unilatérale de la Russie dans l'arbitrage du différend serbo-bulgare au sujet du partage des territoires macédoniens, au lieu d'une action commune de la part des puissances européennes, signe dans l'*Humanité* un article sous le titre évocateur de « Cherchez l'Europe »[2212].

Au milieu de ces constats consternants pour l'efficacité de la diplomatie européenne à régler des situations de crise, la *Lanterne* affirme en mai que la France a travaillé de son mieux pour le maintien de l'entente. Elle a été ainsi, « une fois de plus, digne de sa grande mission historique et de la sympathie du monde civilisé »[2213].

A côté des perceptions flatteuses de l'action de tel ou tel autre pays du « concert » européen, et des critiques à l'égard de son inaction collective, il y a également l'image d'une

[2206] Marcel Sembat, « Le choléra médiateur », *L'Humanité*, 20 novembre 1912.
[2207] Voir *Le Courrier Français*, 8 mars 1913.
[2208] B. Veillard, « L'accord de l'Europe est assuré, mais le Monténégro résiste », *L'Humanité*, 3 avril 1913.
[2209] « L'impuissance des puissances », *La Lanterne*, 2 avril 1913.
[2210] Saint Brice, « La faillite de l'Europe », *Le Journal*, 23 juillet 1913.
[2211] « La crise orientale dans l'impasse », *Le Radical*, 6 avril 1913.
[2212] Jean Jaurès, « Cherchez l'Europe », *L'Humanité*, 16 juin 1913.
[2213] « L'Entente européenne », *La Lanterne*, 17 mai 1913.

Europe médiatrice, volontariste ou interventionniste qui se profile dans l'espace médiatique français. André Chéradame dans le *Petit Journal* est un des porte-paroles de l'idée d'une intervention européenne prolongée à Constantinople afin d'éviter les conflits dans la région des Balkans. D'après lui, l'expérience précédente de la présence d'un corps de gendarmerie internationale en Macédoine ottomane avait été couronnée de succès[2214]. Paul Pichon, ancien chef de la mission navale française en Bulgarie, se prononce lui aussi pour une intervention européenne, avouant dans le *Temps* que « l'Europe a failli à sa tâche civilisatrice en Macédoine »[2215]. Derrière une telle affirmation qui fait allusion à l'organisation d'un corps de gendarmerie européenne en Macédoine ottomane en 1903, afin d'empêcher les massacres intercommunautaires[2216], on retrouve l'expression d'une rhétorique auto-légitimatrice de l'ingérence des grandes puissances européennes dans les affaires de l'Empire ottoman, au nom de la représentation et définition de cette intervention comme opération civilisatrice et humanitaire et de l'Europe, composée de ces mêmes puissances mais aussi entendue comme référence axiologique, représentée en tant qu'instance régulatrice des situations de crise et de conflit.

En août, dans le cadre des atrocités médiatisées, André Tudesq reprend le débat sur une intervention européenne, en affirmant dans le *Petit Parisien* que si l'Europe a à intervenir, c'est ici qu'elle le doit, au nom de la plus élémentaire humanité »[2217]. Par contre, à la demande de l'Empire ottoman envers le gouvernement français pour qu'il prenne l'initiative d'une intervention européenne, Jean Jaurès affirme que « l'Europe ne peut pas intervenir par la force contre les alliés en marche. Et elle ne pourrait proposer une médiation que du consentement des deux belligérants. »[2218]. En novembre, Marcel Sembat relève dans l'*Humanité* que c'est finalement le choléra qui se substitua à l'Europe dans son rôle de médiateur[2219]. Pourtant, sa médiation est parfois perçue comme partiale. Le cas le plus représentatif en est la reprise de la ville d'Andrinople par les Ottomans lors de la Deuxième Guerre balkanique. Jaurès dénonce la partialité révoltante de l'Europe qui s'y oppose alors qu'elle n'avait pas protesté contre l'occupation militaire bulgare de cette ville[2220].

[2214] André Chéradame, « Les affaires balkaniques », *Le Petit Journal*, 4 octobre 1912.
[2215] Paul Pichon, « Les Etats-Unis des Balkans », *Le Temps*, 6 novembre 1912.
[2216] Cette mission peut être considérée comme un précurseur de celles organisées par les casques bleus en Bosnie ou de l'Otan (KFOR) au Kosovo dans les années 1990.
[2217] André Tudesq, « Comment opéraient les comitadjis », *Le Petit Parisien*, 11 août 1913.
[2218] Jean Jaurès, « La Turquie demande à la France de provoquer une Intervention Européenne ; Le nœud de la crise », *L'Humanité*, 5 novembre 1913.
[2219] Marcel Sembat, « Le choéra médiateur », *L'Humanité*, 20 novembre 1912.
[2220] « Andrinople et l'Inde », *L'Humanité*, 31 juillet 1913.

Par ailleurs, le *Rire* publie un dessin caricatural où l'on voit l'Europe représentée en bonne mère, s'adressant à ses petits, les royaumes balkaniques leur annonçant que pour éviter les disputes, c'est elle qui va partager le gâteau[2221]. Dans la *Croix* du 28 novembre, le chœur des puissances, la République française en Marianne, entourent la Turquie, représentée comme un petit enfant pleurnichant leur demandant qu'on lui fiche la Paix ! Cette perception du rôle paternaliste de l'Europe à l'égard des pays balkaniques, se reflète également dans l'*Humanité* qui reproduit en mai une caricature de la revue satirique berlinoise *Kladderadatsch*, où la Maman Europe est en train de dessiner une carte des Balkans[2222] et les enfants, les pays balkaniques, la sollicitent en cirant : « pas comme ça ! c'est très bien ! un peu plus à gauche ! un peu plus à droite ! Plus haut ! Plus bas ! » (voir annexes, p. 941). En revanche, Francis de Pressensé écrit dans l'*Humanité* en décembre que « l'Europe n'a plus le pouvoir de disposer dictatorialement du sort des nations balkaniques»[2223] qui diront leur mot.

III.2.3. Perceptions des négociations

A la veille de la conférence de Bucarest, Saint-Brice affirme dans le *Journal* que « le temps est passé où les fantaisies des chancelleries avaient toute liberté de s'exercer librement sans avoir rien à craindre d'une opinion ignorante et confiante »[2224]. Il rappelle ainsi le rôle de la presse dans la médiatisation des négociations diplomatiques se déroulant auparavant dans le secret le plus absolu, et l'avènement d'une Opinion, formée par cette même presse comme actrice virtuelle de ces rencontres. D'après Léon Bourgeois, la conférence de Londres en mai, ressemble à certains moments à un tribunal d'arbitrage international[2225].

Par contre, une série de caricatures publiées dans la presse, met en avant la méfiance ou le scepticisme d'une partie de la société française à l'égard de l'efficacité des négociations diplomatiques. Dans le *Petit Journal* en novembre, un monsieur qui lit son journal affirme que « les Turcs et les Bulgares faisant la guerre, cela ne me faisait pas peur…mais les diplomates intervenant pour faire signer la paix, j'avoue que cela m'effraie un peu »[2226]. En avril, le tsar bulgare s'adressant au sultan ottoman lui dit : « Mon vieux Turc, signons la paix nous-mêmes. Si nous attendons après les diplomates, nous nous battrons encore dans cent

[2221] « Bonne mère : l'Europe : attendez mes petits : pour éviter les disputes c'est moi qui vais partager me gâteau », *Le Rire*, 23 novembre 1912.
[2222] « La nouvelle carte des Balkans, d'après le *Kladderadatsch*, Berlin », *L'Humanité*, 8 mai 1913.
[2223] *L'Humanité*, 12 décembre 1912.
[2224] Saint Brice, « La faillite de l'Europe », *Le Journal*, 23 juillet 1913.
[2225] « Le VIIIe Congrès de la Paix », *La Lanterne*, 12 mai 1913.
[2226] « Une caricature dans la semaine illustrée par Henriot », *Le Petit Journal*, 11 novembre 1912.

ans. »[2227]. De son côté, la *Bataille syndicaliste* compare les négociations pour le règlement du conflit à la toile de Pénélope où l'on défait la nuit ce qu'on a fait le jour[2228]. Les énoncés des propositions prises, échangées dans le cadre de ces négociations, sont aussi perçus comme incompréhensibles et contradictoires et nourrissent l'imagination des caricaturistes à l'instar de la caricature publiée dans le *Rire* où l'on annonce que la Sublime Porte a reçu une nouvelle proposition des puissances : « la Macédoine, tout en restant indépendante, dépendrait indirectement de la Turquie et directement de la Bulgarie, qui à son tour, tout en étant indépendante, elle dépendrait indirectement, etc. »[2229] (voir annexes, p.935).

Par ailleurs, la perception des négociations diplomatiques, donne lieu à la résurgence d'une représentation diachronique de l'Ottoman en tant que l'homme malade de l'Europe. A ce propos, l'*Illustration* publie en décembre, en pleine période de réunions au palais de Saint-James, un tableau mettant en scène cette métaphore. On y voit, le patient 'Turc' étendu sur son lit de douleur, entouré de médecins de diverses origines plus empressés à le tuer qu'à le guérir :

> « Le médecin lorrain veut lui administrer un vomitif pour en finir ; le bavarois lui trouve la langue trop chargée ; l'espagnol veut lui infliger un remède de son invention : une bombe ; le Polonais propose l'acier ; le prussien veut le couvrir, pour mieux l'étouffer, de son manteau ; l'allemand veut le saigner, et le saxon résume la pensée générale en s'écriant qu'il n'y a plus de remède »[2230].

Selon l'*Illustration*, il suffit que le lecteur change en partie les noms de ces docteurs et « il obtiendra une image satirique tout à fait d'actualité ».

Au marché des stéréotypes 'orientalistes' et culturalistes

La position du gouvernement grec pendant les négociations en février, amène Jean Jaurès à se servir quant à lui des clichés diachroniques sur le Grec astucieux. Plus précisément à l'occasion de l'interview que Venizélos avait accordé au *Temps* et où il déclarait avoir prévenu M. Daneff, que dès lors que la Bulgarie était résolue à obtenir Andrinople, la dénonciation de l'armistice s'imposait, le dirigeant socialiste qualifiait le premier ministre grec d'être, à la fois subtil comme Ulysse et, avantageux comme Ajax. « C'est ainsi que d'un tour de main aisée, M. Venizélos passe à M. Daneff et aux Bulgares la responsabilité de la reprise des hostilités et de toutes les horreurs qui en peuvent être la suite. Le fils de la Crète ne

[2227] « Le tsar bulgare au sultan », *La Lanterne*, 22 avril 1913.
[2228] Francis Delaisi, « Tout est à refaire », *La Bataille syndicaliste*, 15 juillet 1913.
[2229] *Le Rire*, 2 novembre 1912.
[2230] « L'homme malade », *L'Illustration*, 21 décembre 1912.

le cède en rien au fils d'Ithaque »[2231]. Mis à part les Grecs astucieux, le *Radical* prévient l'Europe, à la veille du déclenchement du conflit et devant la communauté de vues entre Poincaré et Sasonoff, de ne pas se laisser berner une fois de plus, par « les Turcs habiles et perfides »[2232].

Face aux tergiversations des contacts diplomatiques au sujet de la demande de la part de l'Empire ottoman d'une médiation européenne pour l'arrêt des hostilités, le *Petit Journal* se demande si c'est seulement aux « habitudes de lenteur qui sont dans le caractère oriental qu'il faut attribuer cette attitude des Turcs » ou bien le fait qu'ils ne se sentent pas tellement pressés est dû à leur espoir que l'éventualité de l'entrée des Bulgares à Constantinople réveillerait chez certaines grandes puissances le souvenir de la guerre russo-turque de 1878, quand l'approche des Russes de la capitale ottomane provoqua l'intervention de l'Angleterre[2233]. Albert de Mun, dans l'*Écho de Paris*, germanophobe, perçoit lui aussi la position ambivalente de l'Empire ottoman dans les négociations à Londres, sous le prisme du soutien que lui accorda l'Allemagne[2234]. Cette perception du déroulement des négociations résonne aussi chez André Chéradame qui indique dans le *Petit Journal*, comme véritables pierres d'achoppement pour un règlement du conflit, les Autrichiens, qui envoient « des armes aux Albanais, tâchant de les soulever contre les Serbes »[2235], et les Allemands, qui « ont mis leur attaché militaire à Constantinople au service des Turcs ». Le *Radical* montre du doigt l'attitude intransigeante des alliés, à propos de l'échec des négociations en février, l'opposant aux dispositions conciliantes des Ottomans[2236]. A la veille de l'armistice en décembre, le *Petit Parisien* considère comme responsables du naufrage des négociations les dissidences entre les alliés[2237], notamment entre la Grèce et la Bulgarie. Pour sa part, Francis Delaisi, déclare dans sa conférence sur les Balkans à l'École des Hautes Études Sociales en novembre, que c'est la rivalité entre l'Allemagne et l'Angleterre qui rend difficile le règlement de la question balkanique[2238]. En juillet, Jaurès s'inscrit dans une lecture similaire des obstacles diplomatiques, quand il affirme que c'est le jeu des antagonismes européens qui « à chaque

[2231] Jean Jaurès, « Les délégués balkaniques à Paris », *L'Humanité*, 3 février 1913.
[2232] « La crise des Balkans, l'initiative de la France », *Le Radical*, 6 octobre 1912.
[2233] « Les difficultés diplomatiques, le désaccord austro-serbe », *Le Petit Journal*, 8 novembre 1912.
[2234] Albert de Mun, « L'heure décisive », *L'Écho de Paris*, 4 décembre 1912.
[2235] André Chéradame, « Le jeu austro-allemand », *Le Petit Journal*, 28 décembre 1912.
[2236] « Les deux atitudes », *Le Radical*, 12 février 1912.
[2237] « Les dissidences entre confédérés à la veille de l'armistice », *Le Petit Parisien*, 4 décembre 1912.
[2238] Archives nationales, série F/7/13328, dossier sur l'agitation contre la guerre, conférence par Delaisi, 17 novembre 1912.

instant fausse les conditions de tout problème balkanique »[2239]. Par contre, le turcophobe Ludovic Naudeau affirme dans le *Journal,* en mars, que l'expérience des discussions stériles de Londres est là « pour nous rappeler qu'il est, dans la mentalité ottomane, de bizarres détours et d'étranges retours »[2240]. Raymond Récouly rappelle à ses lecteurs du *Figaro* que les négociations se déroulent en décembre entre « Orientaux, passés maîtres dans la pratique du marchandage »[2241]. En Orient, fait remarquer Marcel Monmarché dans son guide *De Paris à Constantinople,* « il ne s'attache nullement au 'pazarlik' la défaveur dont le marchandage est entouré en Occident »[2242].

La perception des acteurs des négociations devient une occasion supplémentaire pour signifier l'altérité des Orientaux en général et des Balkaniques en particulier, à l'égard des Français et des Occidentaux. Le correspondant particulier de l*'Excelsior* à Sofia relate même l'intériorisation d'une telle dichotomie représentationnelle, en reproduisant les propos d'un homme politique bulgare qui avait attiré son attention sur le fait qu'« en Bulgarie comme dans tout l'Orient, nous soulignons nos affirmations et nos dénégations de mouvements de tête exactement opposés à ceux que vous autres, occidentaux esquissez dans les mêmes circonstances. »[2243]. De son côté, Jean Rodes perçoit en novembre, le discours ambivalent de la diplomatie ottomane, comme propre à la politique orientale[2244].

A l'ombre des traités de San Stefano et de Berlin

En dehors des perceptions du processus des négociations diplomatiques et de leurs acteurs, les options pour le règlement du conflit donnent également lieu à la diffusion dans l'espace médiatique d'opinions, informations et représentations. Dans les *Droits de l'Homme,* Louis Ripault affirme à la veille de la Première Guerre Balkanique qu'au milieu des appétits déchaînés, il faudrait revenir sur les principes du traité de Berlin tout en l'adaptant aux « nécessités actuelles »[2245]. La *Petite Gironde*, remarque qu'en novembre, après les victoires décisives des alliés, ce conflit ressemble à la guerre russo-turque de 1877-78. Depuis cette époque, deux solutions se profilent pour la solution du problème oriental. D'une part, celle énoncée lors de la conférence de Berlin et d'autre part, celle qui a prévalu à San Stefano,

[2239] B. Veillard, « A la veille de négocier les Grecs remportent encore une victoire », *L'Humanité,* 28 juillet 1913.
[2240] Ludovic Naudeau, « La question d'Andrinople domine toujours les pourparlers », *Le Journal,* 4 mars 1913.
[2241] Raymond Récouly, « La question d'Orient, marchandage », *Le Figaro*, 29 décembre 1912.
[2242] Marcel Monmarché, De Paris …*op.cit*., p.xxviii.
[2243] Léon Conseil, « Quand un Bulgare dit 'oui' il dit aussi 'non' », *L'Excelsior*, 14 janvier 1913.
[2244] Jean Rodes, « Constantinople et la guerre », *Le Temps*, 14 novembre 1912.
[2245] Louis Ripault, « Folle guerre », *Les Droits de l'Homme*, 12 octobre 1912.

synonyme de démembrement de l'Empire ottoman[2246]. De son côté, Jean Rodes écrit dans le *Temps*, après avoir interviewé, Loutfi Fikri bey, un des orateurs le plus écouté et influent de l'Entente libérale et directeur du journal *Tanzimat*, que son parti décline toute réglementation des questions litigieuses qui sont au cœur du conflit, préparée à l'étranger[2247].

En France, le président du conseil et ministre des Affaires étrangères, Raymond Poincaré expose en décembre la politique française à la commission des affaires extérieures de la Chambre. Dans son discours, il insiste sur la priorité de défendre et promouvoir les intérêts moraux, c'est-à-dire, le destin de l'ensemble du réseau éducationnel et 'congrégationnel' français[2248] et les intérêts matériels, la sécurité de l'ensemble des capitaux engagés dans des concessions de services publics, ou les titres de la Dette ottomane entre les mains de porteurs français[2249]. Voyageant avec l'Orient-Express vers la capitale ottomane, Stéphane Lauzanne, rencontre Léon Pissard. Celui-ci se demande « pourquoi avoir mis trois milliards d'argent français chez les Turcs, si nous ne devons avoir pour eux que haine et mépris ? une partie des chemins de fer servant actuellement à transporter les troupes sont français. Les routes où roulent les canons, notamment la belle route d'Andrinople à Mustapha Pacha, sont françaises. »[2250]. Ainsi, chez le directeur général de la Dette publique ottomane, sa volonté de voir ce pays rembourser sa dette et honorer ses créanciers, l'incitent à se positionner en faveur du respect de l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman, ne le privant pas de ressources fiscales potentielles.

III.2.4. Perceptions favorables au maintien du statu quo

Réagissant face à une perception du règlement du conflit, favorable au maintien du statu quo dans les Balkans, le comte d'Haussonville, dresse dans le *Figaro* la liste de ceux qui regrettent selon lui la fin de l'Empire ottoman en Europe :

> « En premier lieu les diplomates. La Turquie était leur enfant chéri, ou plutôt ils étaient attachés à l'homme malade, comme un médecin s'attache au malade qu'il fait vivre depuis longtemps. (…) les financiers non plus ne sont

[2246] « Après la victoire », *La Petite Gironde*, 4 novembre 1912.
[2247] Jean Rodes, « La Turquie et l'Europe », *Le Temps*, 23 octobre 1912.
[2248] Cette influence de caractère spirituel qui s'exerce par le canal de la langue et de la charité française, est soutenue par un réseau d'établissements scolaires et hospitaliers dont les mailles s'étendent d'une extrémité à l'autre de la Méditerranée orientale. Voir Alfred Martineau, *Le commerce français dans le Levant*, Paris, 1902, Etienne Lamy, *La France du Levant*, Paris, 1900.
[2249] Voir « Poincaré expose la politique française à la commission des affaires extérieures de la Chambre », *Le Matin*, 6 décembre 1912, « La Question d'Orient à la commission des Affaires extérieures, un exposé de M. Poincaré », *Le Figaro*, 6 décembre 1912, « Bulletin de l'Etranger ; Les intérêts français en Orient », *Le Temps*, 29 octobre 1912.
[2250] Stéphane Lauzanne, *Au chevet…op.cit*., p.15.

> pas contents. La Turquie était une vache à lait qu'ils avaient depuis un demi-siècle l'habitude de traire d'une main et de nourrir de l'autre. (…) enfin il y a les romantiques attardés, peintres, poètes, romanciers, qui voudraient par pur amour du pittoresque que Constantinople ou plutôt Stamboul demeurât toujours telle qu'ils l'ont peinte ou décrite. »[2251].

Jean Lefranc se rend en novembre dans la maison d'Octave Mirbeau, dans un hameau perdu de l'Ile-de-France, recouvert d'un treillage vert tendre. Il y est accueilli dans un jardin plein d'iris du Japon et de fleurs de magnolia. A propos de la guerre des Balkans, l'écrivain boulevardier, déplore la disparition de la Turquie d'Europe. « J'aimais ce pays ! Je l'aimais le connaissant bien, car je l'avais souvent visité »[2252]. Henry Dugard attribue les sympathies au sein de la société française pour le maintien du statu quo territorial de l'Empire ottoman aux touristes-littéraires, tels que Pierre Loti et Claude Farrère qui s'extasient devant les beautés de Stamboul, et au fait « que les Turcs ont su avoir à leur solde un certain nombre de grands journaux européens »[2253]. De son côté, dans une nouvelle expression de sa germanophobie, de son antisémitisme et de sa haine envers la franc-maçonnerie, la *Croix* affirme en octobre que la :

> « … politique turcophile du gouvernement français profite à l'Allemagne et complait aux francs-maçons ; c'est l'*Univers* qui l'affirme : (…) un fait peut contribuer à éclairer les catholiques et les patriotes français : dans ce conflit (…) les sympathies de la franc-maçonnerie et de la juiverie vont aux Turcs. Certes l'ambassade ottomane a largement entamé ses 'fonds de presse' et généreusement arrosé les journaux qui ont accepté ses inspirations. Mais (…) il y a aussi la haine instinctive ou raisonnée du christianisme. »[2254].

Pour sa part, la revue *Les Droits de l'Homme* commente l'attachement turcophile de l'auteur des *Désenchantées*. Au lieu « d'épouser la cause des chrétiens balkaniques, qui d'ailleurs ne sont qu'à moitié sympathiques, puisqu'ils font le signe de la croix à l'envers, Pierre Loti s'est rangé du côté des vaincus, dont les malheurs ont ému son âme chevaleresque »[2255]. Ainsi[2256] conjure-t-il l'Europe, d'intervenir en faveur des Ottomans pour le maintien du statu quo territorial. En mai, de Courennes, rencontre l'écrivain français à Rochefort, dans sa mosquée rapportée d'Asie. « L'étroite pierre bleue qui fut la tombe d'Aziyadé se dressait parmi les soies précieuses, les bibelots rares qui font de ce sanctuaire un asile digne du plus lointain Orient. (…) on ne peut comprendre son livre, ses plaidoyers pour

[2251] Comte d'Haussonville, « 1912 », *Le Figaro*, 4 décembre 1912.
[2252] Jean Lefranc, « Octave Mirbeau dans son jardin », *L'Ilustration*, 11 novembre 1912.
[2253] Henry Dugard, *Histoire …op.cit.,* p.15.
[2254] « Pour Dieu Pour la France », *La Croix*, 26 octobre 1912.
[2255] « Sauvageries chrétiennes », *Les Droits de l'Homme*, 2 février 1913.
[2256] « Les adjurations de Pierre Loti », *Le Matin*, 13 octobre 1912.

'ses amis les Turcs' que lorsqu'on l'a entendu parler d'Aziyadé, prononcer son nom »[2257], affirme-t-il. Les affinités personnelles des Français contemporains au conflit envers ses acteurs, n'influencent pas pour autant leur perception du règlement dans un sens univoque et déterministe. La comtesse de Noailles par exemple, interrogée par le *Gaulois* sur son point de vue concernant le destin de l'empire ottoman, elle se dit sensible aux victoires grecques ayant par sa mère, des liens familiaux avec la Grèce. Pourtant, malgré ses rattachements, elle partage également « les nobles lamentations de Pierre Loti. Le peuple turc, vaillant et vaincu, a droit, il me semble à la plus grande pitié »[2258].

Par ailleurs, le commissaire spécial de la Police informe son directeur qu'à Saint-Claude, dans une des salles de la Maison du peuple, une conférence a été donnée par Klemzynski. L'orateur rend hommage à Pierre Loti et autres intellectuels qui ont eu le courage de prendre la défense de la Turquie et « d'affronter ainsi le courroux de ceux qui désiraient sa perte ». Originaire de Pologne, évoque le souvenir de cette puissance disparue, qu'il met en parallèle avec ce qui se prépare pour la Turquie[2259]. Jaurès dans l'*Humanité* compare lui aussi le partage des possessions européennes de l'Empire ottoman à celui de la République des deux nations en déplorant cette issue, car « c'eût été une noble chose d'associer les Musulmans à la civilisation européenne, d'aider ceux des Turcs qui tentaient, malgré les difficultés sans nombre, malgré les résistances formidables du passé, de moderniser leur pays »[2260].

Selon un diplomate interviewé par *Gil Blas*, le maintien des possessions européennes de l'Empire ottoman, est nécessaire, afin de sauvegarder « le rôle de médiateur que les Turcs peuvent jouer entre l'Islam et l'Occident »[2261]. Marcel Cachin dans *l'Humanité* exprime un point de vue semblable en estimant que « le contact des Turcs et des Européens en Orient eût fini par diminuer les distances entre les deux races »[2262]. Pour sa part, Edouard Conte remarque dans la *Dépêche de Toulouse* que « ces orientaux qu'on prétend mettre à la porte, parce que Orientaux, s'occidentalisent plus que de raison »[2263]. On retrouve dans ces affirmations, la représentation auprès d'une presse de culture socialiste et radicale, des Jeunes-Turcs, comme un mouvement oeuvrant pour l'occidentalisation de l'Empire ottoman,

[2257] V. de Courennes, « « Chez Pierre Loti », *L'Homme Libre*, 30 mai 1913.
[2258] *Le Gaulois*, 14 décembre 1912.
[2259] *Archives nationales*, série F/7/13328, dossier sur l'agitation contre la guerre, Saint-Claude, le 18 novembre 1912.
[2260] Jean Jaurès, « La Pologne turque », *L'Humanité*, 1er novembre 1912.
[2261] « La Turquie nécessaire, par un diplomate », *Gil Blas*, 29 novembre 1912.
[2262] Marcel Cachin, « En orient », *L'Humanité*, 12 novembre 1912.
[2263] Edouard Conte, « L'avenir de Sainte Sophie », *La Dépêche de Toulouse*, 23 octobre 1912.

par opposition aux Vieux Turcs synonymes de son ancrage dans l'Orient, tel qu'il a été perçu dans l'imaginaire collectif français de l'époque comme le domaine de l'emprise de la religion sur la société, et de l'archaïsme politique et économique.

Par ailleurs, l'envoyé spécial de *la Croix* à Salonique, écrit à son journal que, lors de ses entretiens avec les responsables des institutions françaises dans cette ville ottomane, il les a entendu parler très souvent « en bons termes de l'administration des Turcs. Ils étaient, dit-on ici, très complaisants pour les institutions françaises et pour nos œuvres catholiques »[2264]. De son côté, Pierre Loti affirme que dans l'Empire ottoman « ces mêmes catholiques romains n'ont pas de pires ennemis que les orthodoxes et s'entendent cent fois mieux avec les Turcs »[2265]. Afin d'illustrer ses propos, il rappelle à ses lecteurs, la protection que la police ottomane offre au clergé catholique français contre les attaques des moines et du clergé orthodoxe sur les Terres saintes[2266].

En dehors de leur présence protectrice envers les congrégations catholiques françaises, les Ottomans sont également loués par Pierre Loti, en raison de leur tolérance, illustrée dans le cadre de l'accueil qu'ils ont manifesté à l'égard des juifs expulsés de la péninsule ibérique et à travers la liberté religieuse et linguistique qu'ils permettent aux différentes communautés habitant sur leurs possessions.

En revanche, J. Chardon dans la *Démocratie*, estime que les œuvres catholiques ne retrouveront jamais sous le régime bulgare la liberté dont elles jouissent sous la souveraineté ottomane, car « aucun peuple n'est plus matérialiste, moins chrétien que le peuple bulgare »[2267]. Le journal anticlérical la *Lanterne* prend lui aussi position par rapport à l'avenir des congrégations religieuses françaises en Macédoine ottomane. Après avoir relaté une dépêche de *l'Osservatore Romano*, publiée depuis Uskub et selon laquelle Laurent Média, archevêque catholique de cette ville, aurait effectué une visite officielle au roi Pierre afin de connaître les dispositions du nouveau maître, il émet ses doutes sur les bonnes intentions du souverain serbe en affirmant qu' « un lendemain viendra où l'Église orthodoxe réclamera ses privilèges et recommencera la politique de luttes séculaires contre l'Église de Rome »[2268].

[2264] Paul Parsy, « A Salonique », *La Croix*, 25 décembre 1912.
[2265] Pierre Loti, *Turquie…op.cit.,* p.97.
[2266] *Ibid*., .98-99.
[2267] « L'agonie de l'homme malade, lettre d'un français de Turquie par J. Chardon », *La Démocratie*, 19 novembre 1912.
[2268] « De bonnes paroles », *La Lanterne*, 12 novembre 1912.

Thérèse Aubaret, dans ses lettres sur les guerres balkaniques[2269], commente à son amie Alice Rossi, la nouvelle parue dans *l'Écho de Paris* au sujet de la politique de 'concordat' envisagée par le roi serbe pour les catholiques habitant les pays conquis par son armée. Elle avoue avoir compris que le roi de Serbie ne voulait pas de prêtres autrichiens ; il en voudrait des italiens et préfèrerait des français, surtout des Assomptionnistes. D'après elle, cela expliquerait la sympathie des journaux catholiques et principalement de la *Croix* à l'égard des coalisés, malgré les bonnes conditions dont le clergé catholique bénéficie dans les contrées ottomanes.

> « Je crois, chère Madame, que l'intérêt prime souvent les autres sentiments, qu'on soit religieux ou laïque. Chacun vise le résultat en sa faveur. Leur but est bon naturellement puisqu'ils espèrent convertir ces peuples, mais cela ne change pas mon opinion : j'aime mieux un bon Turc avec son fanatisme qu'un Grec sournois qui fera semblant d'obéir à notre Pape pour mieux servir son Patriarche »[2270], conclut-elle.

Au-delà de l'amalgame entre Grec et chrétien orthodoxe, ces propos sont révélateurs d'une perception 'orthodoxo-phobe' des rapports entre chrétiens catholiques et orthodoxes auprès d'une partie des chrétiens catholiques en France des guerres balkaniques. Cette perception est à la fois le résultat du poids représentationnel de l'héritage historique des querelles doctrinales du Moyen-âge, mais aussi de l'interprétation que se font les contemporains des intérêts de leur institution ecclésiastique et de la promotion de son rôle hégémonique sur les territoires au centre du conflit[2271].

Toujours dans une telle perspective, Joseph Odelin, ancien conseiller municipal de Paris, examine, dans *l'Autorité,* le sort que réserveraient aux catholiques, les orthodoxes victorieux :

> « Il est exact qu'en Orient, sous le nom générique de chrétienté, on comprend l'orthodoxie et le catholicisme ; mais en fait, et tous ceux qui ont visité la Turquie d'Europe et d'Asie peuvent en témoigner ; Le catholicisme n'a pas, dans ces pays, d'ennemis plus acharnés que les chrétiens orthodoxes et surtout leur clergé. (…) En Orient, la Croix catholique, tout le monde le sait, ne se maintient contre les Croix orthodoxes que par la protection du Croissant »[2272].

[2269] Aubaret Thérèse, *Lettres sur la guerre balkanique*, Poitiers, 1913, lettre du14 janvier 1913.
[2270] *Ibid*., p.8.
[2271] Elle fait écho aux représentations des chrétiens catholiques auprès d'une partie de chrétiens orthodoxes, raisonnant toujours en termes de 'schismes' de la période médiévale et s'opposant à tout rapprochement entre les deux Eglises aussi bien à l'époque des guerres balkaniques que de nos jours.
[2272] « Croix orthodoxe ou Croissant », *L'Autorité*, 18 octobre 1912.

Stéphane Lauzanne relate quant à lui dans ses mémoires, le témoignage de la sœur Jeanne, directrice de l'hôpital français de Constantinople qui l'avait informé sur le traitement irréprochable dont elles jouissaient de la part des ottomans musulmans, leur robe étant « plus sacrée pour eux que pour beaucoup de chrétiens »[2273].

L'ambassadeur de France à Belgrade, soulève lui aussi la question des relations entre chrétiens orthodoxes et chrétiens catholiques dans les royaumes balkaniques au sujet de la création par les assomptionnistes d'un collège français en Serbie. Après avoir remarqué l'absence de tout établissement secondaire privé établi par des étrangers dans ce pays, il souligne que « le caractère catholique d'une école étrangère serait un inconvénient encore plus grave »[2274]. Malgré son manque de zèle et d'assiduité pour les cérémonies religieuses, « le Serbe tient à sa religion, qui s'est confondue avec sa nationalité, pendant les siècles de la domination turque et il a gardé une profonde aversion contre la papauté, partant une grande défiance du catholicisme, sentiments communs dans toute l'orthodoxie.»[2275]. Outre du préjugé orthodoxe contre la religion catholique, Robert Descos affirme que « le Serbe envisage le catholicisme comme la religion autrichienne et ce grief est le plus sérieux de tous »[2276].

De son côté, Louis Bertrand, considéré comme un spécialiste du monde islamique après un séjour de dix ans en Algérie et un long voyage d'études dans l'Empire ottoman, est interrogé en décembre par le *Gaulois* sur l'impact pour la civilisation de la perte pour les Ottomans de leurs possessions européennes. Il répond que si la civilisation est une question d'âme, il ne voit pas « encore très nettement ce qu'elle gagnerait à une diminution de l'Islam. Le christianisme oriental est une religion aussi figée que l'islamisme lui-même » affirme-t-il. Par contre, « si c'est une question de chemin de fer, de télégraphes et de téléphones, d'exploitations minières ou industrielles, il est probable que (…) l'Europe y perdra les fructueuses concessions que le Turc lui abandonnait nonchalamment »[2277].

Les commerçants français s'inquiètent eux aussi d'une remise en question du statu quo territorial dans les possessions européennes du sultan, car les droits de douane appliqués aux exportations françaises sont beaucoup plus élevés que ceux des tarifs ottomans en vigueur. « En Turquie, le tarif douanier est, en principe, uniformément de 11% de la valeur des marchandises importées, tandis que les tarifs des pays vainqueurs de l'Empire Ottoman,

[2273] Stéphane Lauzanne, *Au chevet…op.cit.,* p.162.
[2274] *AMAE*, Serbie/28, Belgrade, le 4 septembre 1912, n°119,
[2275] *Idem.*
[2276] *Idem.*
[2277] Louis Bertrand, *Le Gaulois*, 14 décembre 1912.

Grèce, Bulgarie, Serbie, et Monténégro sont de beaucoup plus élevés », explique Albert Hervet, président de la Chambre de commerce de Bourges[2278].

Tableau : Des tarifs douaniers en vigueur dans l'Empire ottoman, la Bulgarie et la Serbie en 1913 (par 100 kg)

	Turquie suivant qualité (en francs)	Bulgarie, tarif minimum	Serbie, tarif minimum
Farines	2,50 à 3,50	5	6,50
Sucre raffiné	4 à 5	27,50	38
Bougies	12	18	58

Après avoir cité les exemples de produits typiquement marseillais, de farines, sucre raffiné et de bougies, il rajoute que les huiles comestibles paient en Turquie un droit d'entrée de 8 à 12 francs et en Grèce, sont frappées au tarif minimum de 78,12 ; « en Grèce également les vêtements de soie sont taxés à 50% de la valeur, les chapeaux garnis de soie à 10 francs pièce. Les eaux minérales françaises se heurtent à des barrières douanières presque infranchissables. Une bouteille d'eau de Vichy supporte près de 2 francs de douane »[2279]. De son côté, la chambre de commerce de Roubaix s'inquiète pour les produits appartenant à la catégorie des fils et tissus, qui représentent un quart des exportations françaises à l'Empire ottoman, et qui en plus intéressent particulièrement l'économie de cette ville française. Au sujet de ces marchandises, le régime douanier ottoman leur était jusqu'alors favorable. Suite au changement de souveraineté sur une partie des territoires balkaniques, ce commerce risque d'en pâtir car en Grèce, par exemple, « les tarifs pratiqués sont prohibitifs aux tissus, où il entre de la laine »[2280].

Autre élément façonnant la perception française d'un règlement du conflit favorable au maintien des domaines ottomans dans les Balkans, c'est la prise en compte de la mouvance et croyance panislamiste. D'après Léon Pissard, vu que la France est après l'Empire ottoman, la première puissance musulmane du globe, si elle devait « n'avoir pour l'islamisme que des sentiments de violente aversion, nous aurions pu en apercevoir avant de nous tailler en Afrique un empire islamique qui n'a jamais eu son pareil dans l'Histoire »[2281]. Le *Radical* annonce en février qu'une délégation de notables de toutes les régions arabes de l'Empire ottoman, a rendu visite à Maurice Bompard et lui a exprimé « la douleur que les Arabes du

[2278] *AMAE*, Serbie/13-14, rapport de la Chambre de commerce de Bourges, séance du 4 novembre 1913.
[2279] *Ibid*. p.2.
[2280] *Ibid*., rapport de la Chambe de commerce de Roubaix, séance du 22 août 1913.
[2281] Stéphane Lauzanne, *Au chevet …op.cit.,* p.16.

monde entier ont éprouvée en voyant l'attitude hostile à la Turquie prise par certains journaux français alors que la France est une amie traditionnelle de l'Empire Ottoman et qu'elle est une grande puissance musulmane »[2282]. Cette délégation composée entre autres par Youssouf Chetvan bey, ancien député de Tripoli, qui joua un rôle capital dans l'organisation de la défense de la Tripolitaine, plusieurs membres de la grande famille Eyoubi de Damas et de Beyrouth, Husseini de Jérusalem, ainsi qu'un notable de Bagdad et deux Druses du Liban, pria l'ambassadeur « dans la crainte de voir la sympathie pour la France anéantie », d'éclairer l'opinion française »[2283]. De son côté, Paul Cambon, informe le quai d'Orsay que la recrudescence du panislamisme inquiète le gouvernement britannique à la veille du conflit balkanique. Lord Hardinge écrit que les soixante-dix millions de musulmans des Indes, qui forment l'élément le plus cultivé de ce pays et le plus attaché à la domination anglaise, « suivent avec intérêt les événements de Turquie et réclament du gouvernement britannique une attitude sympathique aux intérêts de l'Islam et du Khalife de Constantinople »[2284]. Ahmed Rechid, le second chambellan du sultan Mehmet V, après avoir confirmé la mobilisation du Croissant Rouge des Indes, dans *le Figaro*, précise qu'on « juge et interprète mal en Occident le panislamisme »[2285]. D'après lui, il s'agit du désir de voir les musulmans professer librement et en paix leur foi. A ce sujet, l'agent diplomatique français au Caire écrit en mai 1913 qu'en dehors d'Abdul Hamid qui entretenait les idées panislamistes parmi ses sujets et d'une façon discrète dans les pays musulmans soumis aux Puissances européennes, les Jeunes Turcs eux aussi, malgré leur hostilité initiale à ce mouvement, étaient devenus des panislamistes militants et ont noué des liens avec les panislamistes en Égypte afin de contrecarrer les ingérences des puissances étrangères dans leurs affaires. Dans un tel contexte, « la guerre italo-turque amenait la formation des Missions du Croissant-Rouge Égyptien et la création d'un Comité de Fonds de guerre ; la guerre des Balkans voyait multiplier les efforts de ces deux grandes œuvres panislamiques »[2286], conclut-il.

D'après le *Temps,* les événements des Balkans détournent, en novembre, l'attention européenne de l'agitation que préparent les sociétés panislamiques en Afrique du Nord. « On

[2282] « Une délégation arabe à l'ambassade de France », *Le Radical*, 1er février 1913.
[2283] *Idem*.
[2284] *AMAE*, Turquie/433, Londres, le 3 octobre 1912, Paul Cambon au MAE, n°416, au sujet de l'action panislamique au Maroc.
[2285] « S.M. le sultan Mohamed Rechad V par Ahmed Rechid, second chambellan du sultan », *Le Figaro*, 6 février 1913. Sur les représentations des musulmans auprès des représentants d'une pensée européenne chrétienne du XIXe siècle, voir Zacharie Lockman, …*op.cit.*, p.92.
[2286] AMAE, Turquie/433, dossier sur le panislamisme ; annexe à la dépêche politique de l'Agence diplomatique de France au Caire, n°225 en date du 23 mai 1913 ; le mouvement panislamiste et les déclarations de l'offcier Egyptien Mohammed Zaki Moustafa.

se tromperait néanmoins en supposant que la guerre italo-turque et la guerre des Balkans ont mis fin à ces menées secrètes. (…) la plus active de ces sociétés en question est une association dénommée Union maghrébine »[2287]. Pour sa part, Paul Bluysen, député des Établissements français de l'Inde, relate dans *la Petite République* des informations qui lui auraient été communiquées par des agents français en Afrique du Nord, relatives à un projet de guerre sainte, fomentée par des organisations panislamiques et dont « l'argent devait être fourni par le représentant d'une nation étrangère qu'on devine aisément »[2288]. Le gérant français en Égypte ne laisse pas de doutes sur les acteurs d'un tel projet, quand il écrit au quai d'Orsay que l'offre faite à l'Union Maghrébine par l'Agence diplomatique d'Allemagne de préparer d'accord avec elle un soulèvement dans toute l'Afrique du Nord française, viserait surtout le cas de guerre européenne »[2289]. Au sujet du panislamisme, Paul Richard évoque dans l'*Aurore*, l'opinion du docteur Georges Samné qui affirme dans la *Correspondance d'Orient*[2290] que l'islam après les assauts qu'il a subis en Perse, en Tripolitaine et au Maroc est disposé à croire « à un vaste complot organisé par la chrétienté pour le déloger des dernières positions qu'il occupe encore ». En plus, l'annonce de la guerre dans les Balkans comme une nouvelle croisade, le conforte dans cette croyance, rajoute, le directeur de la *Correspondance d'Orient*. D'après lui, le panislamisme n'était jusqu'à ces derniers temps « qu'un mot vide de toute signification concrète ; les ambitions européennes lui ont donné un corps.»[2291]. Pour ne plus alimenter la rhétorique panislamiste, Paul Bluysen invite dans la *Petite République*, le gouvernement français à orienter sa politique dans le règlement du différend balkanique de sorte à ce que l'Empire ottoman ne soit pas écrasé. « D'ailleurs expulsés d'Europe, refoulés en Asie, et plus loin, jusqu'en Afrique, c'est alors seulement ou surtout que les Musulmans turcs deviendraient pour nous des voisins inquiétants. L'excès

[2287] « Le panislamisme et la France », *Le Temps*, 2 novembre 1912.
[2288] Paul Bluysen, « La Turquie et l'islam », *La Petite République*, 24 novembre 1912.
[2289] *AMAE*, Turquie/433, Le Caire, le 25 septembre 1912, n°422, au sujet de l'Union Maghrébine et déclarations faites au capitaine rapporteur par le condamné Zaki, 5 décembre 1912. Dans ces déclarations, Mustapha Zaki, officier égyptien, condamné par un conseil de guerre à cinq ans de travaux forcés pour intrigues panislamiques et anti-françaises au Maroc, affirmait qu'il existait au Caire une société qui, au début de la guerre italo-turque, avait pris le nom de 'Société d'assistance à l'empire de Turquie'. D'après lui, l'activité de cette société se déployait en particulier contre la France et l'Angleterre et aussi contre l'Italie devenue puissance musulmane. Son action contre la France s'étendait non seulement au nord de l'Afrique, mais encore dans la région du Tchad, voisine des Snoussistes. Soutenue par l'Allemagne, elle aurait établi une branche à Berlin sous la direction du docteur Moharem.
[2290] *La Correspondance d'Orient. Revue économique, politique et littéraire*, est une revue publiée à Paris entre 1908 et 1940 et puis à partir de 1945 pour encore quelques numéros. Elle a été créée par Georges Samné, et Chekri Ibn Ibrahim Ganem, essayiste et dramaturge dont la pièce *Antar* a été montée au Théâtre de l'Odéon en 1910.
[2291] Paul Richard, « L'opinion européenne », *L'Aurore*, 31 octobre 1912.

même de leur malheur donnerait à l'islam cette cohésion absolue à tous points de vue, que notre intérêt autant que notre générosité nous commande d'éviter »[2292].

III.2.5. Perceptions favorables au changement du statu quo

En revanche, André Chéradame se montre défavorable au maintien du statu quo territorial dans les Balkans, car une victoire ottomane en rehaussant le prestige du sultan, calife de tous les musulmans du monde, aurait comme conséquence selon lui, de donner une impulsion aux tendances panislamiques manifestées :

> «… si nettement dans les dernières années par les Jeunes-Turcs. Or, le panislamisme est susceptible de créer d'énormes difficultés aux puissances européennes ayant dans leurs territoires de nombreux sujets musulmans ; les Russes au Caucase et en Asie centrale, les Italiens en Tripolitaine, les Anglais en Égypte, au Soudan et aux Indes, la France, en Tunisie, en Algérie et au Maroc notamment. »[2293].

Héritages certes des croisades du Moyen-âge, la rediffusion ou consolidation auprès d'une partie de la société française du temps des guerres balkaniques, de la crainte du musulman ou de sa représentation comme ennemi potentiel, s'inscrit dans un contexte de campagnes de conquête coloniale, où des puissances européennes chrétiennes sont amenées à bâtir une partie de leurs empires sur des régions habitées par des populations musulmanes. De son côté, Pierre Loti affirme que la haine des Turcs musulmans contre les peuples qui portent le nom de chrétiens, est due à la manière dédaigneuse dont sont traitées les populations musulmanes sur les territoires ottomans conquis par des grandes puissances européennes chrétiennes, en Algérie, en Tunisie, au Maroc, en Egypte ou en Tripolitaine[2294]. Ainsi, l'énoncé de discours islamophobes, tel que celui prononcé par André Chéradame, ne saurait-il être compris que dans le cadre de relations conflictuelles et de tensions relationnelles engendrées entre dominés et dominants. De surcroît, ce discours est aussi alimenté par la perception d'une pensée panislamiste se développant à côté d'autres doctrines idéologiques tels que le panslavisme, le pangermanisme, le latinisme ou l'hellénisme, essayant chacune d'instrumentaliser l'appartenance confessionnelle, ethnique ou linguistique des individus afin de construire des alliances politiques ou d'entités étatiques. Le panislamisme est perçu comme menaçant, car censé capable de diriger son discours fédérateur autour d'une religion commune, contre les intérêts coloniaux des grandes puissances européennes chrétiennes. Suite à sa perception en tant

[2292] Paul Bluysen, « La Turquie et l'islam », *La Petite République*, 24 novembre 1912.
[2293] André Chéradame, « La Guerre des Balkans et les intérêts de la France », *Le Petit Journal*, 17 octobre 1912.
[2294] Pierre Loti, « Les Turcs massacrent ! », *Le Figaro*, 7 novembre 1912.

qu'arme idéologique, susceptible de canaliser la colère des sujets musulmans colonisés ou sémi-colonisés contre des puissances européennes chrétiennes, tout événement susceptible d'avoir un impact positif sur son évolution, est suivi de près par des spécialistes des relations internationales français.

Mise à part la crainte du panislamisme, manifestation politique de l'islamophobie en France d'avant 1914, comme argument contre le maintien du statut quo territorial dans les Balkans, le comte d'Haussonville de l'Académie Française, met en avant une représentation turcophobe et islamophobe du passé, du présent et de l'avenir de cet espace, en affirmant que « dans ces provinces autrefois chrétiennes, les Turcs s'étaient installés par les armes. Ils y vivaient depuis cinq siècles comme en pays conquis »[2295]. Jacques Piou au congrès de l'Action libérale de la région lyonnaise, considère lui aussi les Balkans comme une « terre illustre où l'islamisme a campé pendant près de 500 ans »[2296]. D'après le chef de file de la droite catholique et nationaliste, les conquêtes balkaniques, rendent caduque le principe d'intégrité territoriale de l'Empire ottoman et « réparent une des grandes iniquités du passé »[2297]. De son côté, le byzantiniste Gustave Schlumberger, en pleine empathie avec les sujets de ses études, souhaite dans le *Gaulois* que « les victoires admirables des nations balkaniques puissent venger enfin, malgré l'Europe égoïste, la grande et magnifique infortune »[2298] de la conquête de Constantinople par les Ottomans. La représentation des Ottomans en tant qu'usurpateurs, ou intrus dans l'espace des Balkans, est omniprésente chez les nostalgiques d'un ordre politique pré-ottoman, caractérisé par la domination de royaumes chrétiens. Une telle perception du passé, du présent et de l'avenir, retient une séquence historique concrète dans l'évolution d'un espace et l'érige au statut de seul régime légitime, considérant toute période antérieure ou postérieure à celle-ci comme inique ou temporaire. Adoptant le même point de vue et la même perception de l'histoire, Georges Bourdon, relate dans le *Figaro*, les déclarations du Premier ministre grec, Elefthérios Venizélos, lui annonçant que les Grecs n'avaient pas fait « une guerre de conquêtes, mais une guerre de reprise »[2299]. Même raisonnement, chez Paul Bureau dans la *Démocratie*, quand il affirme en novembre, à propos des victoires serbes en Macédoine ottomane, qu'un cycle historique s'achève : « certes la libération n'est pas totale et la Grande Serbie d'antan n'est pas reconstituée (…) mais Novi-

[2295] Comte d'Haussonville, « 1912 », *Le Figaro*, 4 décembre 1912.
[2296] « Manifestation patriotique et libérale », *La Libre Parole*, 25 novembre 1912.
[2297] *Idem.*
[2298] Gustave Schlumberger, « Le dernier Empereur », *Le Gaulois*, 10 janvier 1913.
[2299] « Venizelos intervieué par Bourdon », *Le Figaro*, 27 août 1913.

Bazar, Pritchina, Uskub, Pritzrend, ces quatre capitales de l'ancienne Serbie vous ont été rendues »[2300].

Au-delà des tenants d'une perception cyclique de l'histoire, ou d'une perception téléologique de celle-ci, une réaction favorable au changement du statu quo territorial de l'Empire ottoman se dessine également, à travers le prisme de ses répercussions sur les intérêts économiques et culturels français dans la région. Cette perception fait suite aux objections et préoccupations énoncées à la veille ou au début du conflit. Après les victoires des alliés en automne 1912, les représentants des instances diplomatiques françaises commencent à se rendre compte des aspects éventuellement positifs d'une telle évolution.

La *Libre Parole* annonce en novembre qu'après l'archevêque de Crémone, Mgr Bonomelli, d'autres évêques catholiques viennent de publier des lettres pastorales célébrant les victoires des chrétiens contre les Ottomans, car « on espère au Vatican que la présente guerre amènera un rapprochement des églises catholique et orthodoxe »[2301]. Concernant la répartition, redistribution des juridictions ecclésiastiques, sphères d'influence ou de contrôle entre les différentes institutions religieuses des Balkans, la *Croix* pense que l'intégration aux territoires des royaumes balkaniques des possessions de l'Empire ottoman, dont les populations chrétiennes orthodoxes dépendaient du Patriarcat Rûm ou grec-orthodoxe d'Istanbul, institution perçue dans ce journal comme l'institution concurrentielle majeure du Vatican dans la région, allait à la fois diminuer son influence et permettre également à des congrégations religieuses chrétiennes catholiques de s'y installer. En décembre, la *Croix,* perçoit le changement du statu quo territorial dans les Balkans comme une occasion pour affaiblir l'emprise du patriarcat grec-orthodoxe de Constantinople sur les Églises balkaniques, susceptibles désormais de se tourner vers l'Église de Rome[2302]. Cette atteinte et le couronnement d'un nouveau patriarche à Constantinople en mars, offrent aussi au journal catholique, l'occasion de diffuser dans l'espace médiatique français sa représentation du Phanariote, c'est-à-dire de cette élite sociopolitique, économique et culturelle ottomane évoluant autour du quartier de Phanar (Fener) siège du Rûm patriarcat, comme quelqu'un de « rusé, l'esprit délié et retors »[2303].

[2300] Paul Bureau, « 1389-1912 », *La Démocratie*, 6 novembre 1912.
[2301] « La Guerre d'orient et le Saint-Siège », *La Libre Parole*, 3 novembre 1912.
[2302] « Entre Grecs et Bulgares », *La Croix*, 28 décembre 1912.
[2303] « Le nouveau patriarche grec de Constantinople », *La Croix*, 6 mars 1913.

Pour sa part, Marcel Dubois, professeur de géographie coloniale à la Sorbonne, dans un raisonnement d'ordre géopolitique laïc, affirme dans le *Matin* que « les puissances d'Europe occidentale, Angleterre et France et l'Empire russe ont tout intérêt à voir un solide rempart de nationalités conscientes de leurs droits s'interposer entre l'Europe centrale et la Méditerranée »[2304]. Le correspondant du *Temps* en Italie informe son journal de l'enthousiasme prévalant auprès de l'opinion publique italienne face à l'idée que les États balkaniques[2305] pourraient se partager la Turquie d'Europe. Cet état d'âme a pour origine « des raisons de sentiment, la glorieuse aventure balkanique ayant une certaine analogie avec le mouvement d'où sortit il y a cinquante ans l'unité de l'Italie. A ces raisons de sentiment, viennent encore s'ajouter des raisons politiques, car la masse du public estime que la création d'une puissante confédération balkanique barrerait la route de l'Autriche en Orient »[2306]. De son côté, Edouard Driault dans le *Figaro,* affirme que malgré les précédents historiques du soutien de la France à l'Empire ottoman, à l'époque du règne de François Ier ou dans le cadre de la guerre de Crimée, sa politique dans le règlement du conflit dans les Balkans devait désormais être subordonnée aux principes de son alliance avec la Russie[2307]. Selon André Chéradame, il importe que l'opinion publique ne s'égare pas et discerne clairement de quel côté se trouve l'intérêt français. Le spécialiste de la question d'Orient du *Petit Journal* affirme qu'une seule puissance trouverait peut-être son intérêt dans le maintien du statu quo territorial : l'Allemagne. Ce pays « a intérêt à l'écrasement des Slaves des Balkans (…) l'Allemagne en outre, en cas de victoire turque, retrouverait toute son influence à Constantinople, ne manquant pas de faire valoir que les succès ottomans seraient dus dans une certaine mesure aux instructeurs allemands qui, depuis longtemps déjà sont des conseillers militaires de la Turquie »[2308]. C'est aussi la conclusion dans d'autres journaux de la presse d'une droite nationaliste tels que l'*Action Française*[2309] ou l'*Autorité.*

Jules Blois perçoit quant à lui l'expansion des frontières grecques comme étant favorable aux intérêts français en raison de la politique francophile de Venizélos. De surcroît, « l'intellectualité du peuple grec moderne s'est aiguisée à notre langue et à notre culture. Voilà des liens puissants. (…) De l'avenir et de l'extension de la Grèce surtout, dépendent

[2304] Marcel Dubois, « Les Confédérés balkaniques et la mer », *Le Matin*, 24 novembre 1912.
[2305] Sur les représentations italiennes des Balkans au temps de la question d'Orient, voir Fabrice Jesné, « L'invention des Balkans dans le discours scientifique et politique italien, 1861-1915 », thèse d'histoire, Université de Paris 1, 2009
[2306] « L'Italie et l'Albanie, de notre correspondant », Le Temps, 5 novembre 1912.
[2307] Edouard Driault, « Les questions soulevées », *Le Figaro*, 25 octobre 1912.
[2308] André Chéradame, « La Guerre des Balkans et les intérêts de la France », *Le Petit Journal*, 17 octobre 1912.
[2309] « Politique extérieure », *L'Action Française*, octobre 1912, p.376.

l'avenir et l'extension de la civilisation chrétienne, qui dans le Levant, est aussi française qu'hellénique »[2310]. Les liens avec la France et la culture française des souverains balkaniques, sont également évoqués dans d'autres journaux afin de justifier une prise de position favorable à leurs projets expansionnistes. L'*Excelsior* informe ses lecteurs que Nikita de Monténégro était élève du lycée Louis le Grand, où « il avait pris notre langue »[2311], tout en apprenant aussi « à aimer la France ». La *Croix*[2312] et le *Figaro*[2313] insistent sur les origines françaises du roi bulgare. « Les gens les plus ignorants des généalogies royales savent que Ferdinand Ier, tsar des Bulgares, a 'du sang français dans les veines', en tant que petit-fils de Louis-Philippe, écrit Raymond Lécuyer dans le *Gaulois* en 1903, avant d'ajouter que le roi Ferdinand « a reçu une éducation presque française et que depuis qu'il gouverne la Bulgarie, il n'a jamais cessé d'avoir à Sofia, des Français dans sa maison ». Le *Gaulois* publie aussi une description de Pierre Ier de Serbie par Charles des Perrières, datant de son ascension au trône. L'auteur français se rappelle d'avoir connu le prince Pierre Karageorgevitch alors qu'il faisait ses études à Paris : « de Nice à Aix, de Baden à Hambourg, il fut un des assidus. Mais c'est surtout à Nice où il faisait de longs séjours »[2314].

En dehors des arguments d'ordre géopolitique, économique, historiographique, des représentations de nature culturaliste sont aussi véhiculées dans l'espace médiatique français. Dans la *Démocratie*, J. Chardon affirme que « Les Turcs sont absolument réfractaires à la civilisation. Ils sont par caractère, par tempérament par tendance, incapables de civiliser les territoires qu'ils occupent. (…) et ainsi les canons français, maniés par les mains valeureuses des armées balkaniques et grecques, auront une fois de plus, fait œuvre civilisatrice »[2315]. Dans une telle perception du règlement du conflit, les alliés sont représentés et perçus comme assumant la politique colonisatrice, perçue comme 'civilisatrice' par les apôtres des partis colonialistes au sein des grandes puissances européennes engagés dans une politique coloniale. Léon Bourgeois[2316] dans le cadre du VIII[e] congrès de la paix, se prononce lui aussi pour le changement du statu quo territorial en considérant que l'indépendance obtenue par des millions d'hommes « appartenant à la même race, à de mêmes croyances, à une même

[2310] Jules Blois, « Un nouveau Cavour », *Le Gaulois*, 22 octobre 1912.
[2311] « Les souverains des cinq puissances ; Nikita de Monténégro », *L'Excelsior,* 10 octobre 1912.
[2312] « D'un article de M. Louis Madelin, dans la République française, sur les recommencements perpétuels de l'histoire », *La Croix*, 1[er] novembre 1912.
[2313] « A travers Paris ; Les ascendants français d'un roi bulgare », *Le Figaro*, 28 octobre 1912.
[2314] « Pierre Ier de Serbie par Carles des Perrières en 1903 », *Le Gaulois*, 5 octobre 1912.
[2315] « L'agonie de l'homme malade, lettre d'un français de Turquie par J. Chardon », *La Démocratie*, 19 novembre 1912.
[2316] « Le VIIIe congrès de la Paix », *La Lanterne*, 12 mai 1913.

civilisation, est un grand progrès humain accompli. Ces races nouvellement arrivées à la vie nationale constitueront autant de foyers de civilisation régulière ».

De son côté, Jouhaux commente dans la *Bataille syndicaliste* les propos d'Adler reconnaissant « que l'extension balkanique est dans la tendance naturelle de l'évolution historique de l'Europe, conforme au développement historique de l'Europe »[2317]. Une telle perception conforme à la déconsidération des *kleinstaat* auprès des marxistes austro-hongrois et allemands, n'est pas pour autant partagée par Jouaux qui souligne qu'une telle représentation du futur historique, va de pair avec l'adhésion à la perspective guerrière et ne peut se réaliser qu'au détriment de pays voisins.

D'une manière générale, les positions françaises face au maintien ou au changement du statu quo territorial dans les Balkans ottomans, sont articulées autour de plusieurs facteurs structurants. Il s'agit tout d'abord, des affinités personnelles envers les protagonistes du conflit ou des sensibilités idéologiques de ceux qui s'expriment, avec des voix turcophiles telles que celle de Pierre Loti se prononçant pour le maintien du statu quo tandis que des voix turcophobes dans une presse nationaliste et traditionnaliste se rallient derrière les exigences des alliés balkaniques et se montrent favorables au changement du statu quo. Autre critère déterminant la perception de cette question est l'interprétation des intérêts géopolitiques, géoculturels et géoéconomiques français dans la région. Dans un premier temps, certains représentants d'une presse traditionnaliste de tendance ultra-catholique ou bonapartiste, expriment leur inquiétude face à l'éventualité d'une remise en cause du statu quo, alimentée par leur représentation orthodoxo-phobe du passé, du présent et du futur, animés par la concurrence présumée aux institutions chrétiennes catholiques, de la part des institutions orthodoxes officiellement soutenues par les royaumes balkaniques, en vue de la suprématie ecclésiastique dans les Balkans ottomans. Derrière une telle perception, on retrouve la mémoire des querelles doctrinales du Moyen Âge ou les origines symboliques de la Guerre de Crimée, à savoir la concurrence pour la maîtrise de la géographie sacrée sur les Terres Saintes, entre la France du Second Empire érigée en ambassadrice des intérêts du christianisme catholique et la Russie tsariste assumant le rôle de protectrice des intérêts du christianisme orthodoxe, qui resurgit.

Relativisée en partie suite aux propositions de régimes de concordat avancées ou susceptibles d'être mises en place par les souverains balkaniques, l'opposition d'une telle origine, au

[2317] Léon Jouhaux, « Etranges propos », *La Bataille syndicaliste*, 30 octobre 1912.

changement du statu quo dans les Balkans ottomans, rime souvent avec des objections de nature économique. Elles sont surtout exprimées dans une presse libérale s'inquiétant du sort des intérêts commerciaux français dans l'ère post-Capitulations. A ce propos aussi, les confirmations rassurantes des propagandes des alliés, ainsi que les nouvelles occasions d'investissement ou de développement économique se profilant à l'horizon pour les sociétés françaises, parfois même au détriment de la présence autrichienne dans ces régions, contribue à faire évoluer ces premières perceptions négatives au changement du statu quo. Cette question est aussi perçue à travers les représentations de l'Islam ottomano-balkanique comme une dimension menaçante de la mouvance-idéologie panislamiste dans une presse nationaliste et traditionnaliste ou comme un pont de rapprochement entre des cultures confessionnelles distinctes au sein du continent européen dans des journaux de tendance socialiste.

III.2.6. Perceptions de l'organisation du nouveau statu quo territorial

En dehors des débats sur le règlement du conflit dans le cadre du maintien ou du changement du statu quo territorial, il y aussi les aspects relatifs à l'organisation du nouvel ordre territorial qui sont débattus et commentés dans l'espace médiatique français. A ce propos, la *Lanterne* commente le cynisme de la réclamation énoncée de la part des alliés, demandant à l'Empire ottoman le versement d'une indemnité de guerre[2318]. « Le droit du plus fort est heureusement tenu en échec ici par l'intérêt des créanciers du plus faible. La Turquie, désormais hors d'état de résister aux prétentions du vainqueur, sera défendue par ceux qui avaient hypothéqué sur elle »[2319]. Dans une telle perception, les intérêts financiers de la France se confondent en grande partie, avec les intérêts territoriaux ottomans. En décembre, *le Figaro* relate l'exposé de Poincaré devant la commission des affaires étrangères au sujet de la question d'Orient. D'après le président du conseil et ministre des affaires étrangères, « c'est un principe de droit public, aujourd'hui reconnu par tout le monde, qu'en cas de démembrement d'un État, l'État annexant ne saurait prendre possession du territoire annexé qu'avec les charges qui le grèvent et qu'il doit équitablement supporter une part de la dette publique contractée par l'État démembré »[2320]. Lucien Le Foyer, ancien député de Paris, affirme de son côté, « qu'un groupe ethnique a le droit de se retirer d'une association

[2318] « Le droit du plus fort ; Les Balkaniques réclament une indemnité de guerre », *La Lanterne*, 9 juin 1913.
[2319] *Idem.*
[2320] « La Question d'Orient à la commission des Affaires extérieures, un exposé de M. Poincaré », *Le Figaro*, 6 décembre 1912.

nationale, à condition d'avoir payé ses dettes »[2321]. En revanche, Ludovic Naudeau, turcophobe convaincu, relate dans le *Journal*, les arguments des alliés afin de s'acquitter de leur prise en charge d'une partie de la dette ottomane proportionnelle à l'étendu de leurs conquêtes. Il s'agit d'un précédent, remontant à la guerre hispano-américaine de 1898, quand les États-Unis d'Amérique après s'être emparés de l'île de Cuba, refusèrent « de payer une partie de la dette publique espagnole, bien que Cuba eût fait jusqu'alors, au point de vue financier, partie intégrante du royaume »[2322].

Un autre aspect de l'organisation du nouvel ordre territorial, qui devient nouvelle dans le *Temps*, c'est le destin des propriétés des musulmans dans les Balkans. Le journal relate un télégramme de Londres, où l'on commente un débat ayant lieu à la Chambre des Lords, entre le lord Lamington qui a demandé la constitution d'une commission internationale pour restituer aux musulmans propriétaires dans les Balkans les terrains dont on les a chassés ou qu'on leur donne une indemnité. Lord Morley a répondu qu'aucun précédent n'existe pour une pareille démarche, qui rencontrerait de grandes difficultés. D'ailleurs une démarche de ce genre, a-t-il ajouté, ne semble pas devoir être nécessaire[2323]. De son côté, *l'Écho de Paris*, met l'accent 'médiatique' concernant la perception de l'organisation du nouveau statu quo, sur le contrôle des chemins de fer, traversant les Balkans ottomans. Le journal de droite nationaliste, s'indigne contre la prétention du gouvernement autrichien de conserver les tronçons situés sur les territoires ottomans cédés à la Grèce et à la Serbie, notamment la ligne qui relie Salonique à l'Europe centrale. D'après l'*Écho de Paris*, non seulement la bonne gestion des chemins de fer exige que les lignes soient sous le contrôle de l'État qu'elles traversent, mais « encore un réseau autrichien en territoire serbe et grec serait l'occasion d'incessantes difficultés. Il ne faut pas oublier que dans la péninsule des Balkans les questions des voies ferrées sont politiques au moins autant qu'économiques »[2324].

En dehors des préoccupations particulières, il y a également des perceptions sur la nature plus globale de l'organisation politique et territoriale des Balkans ottomans qui s'affichent à la Une des journaux. A ce propos, le Congrès universel de la paix, tenu à la Haye en été 1913, fortement attaché au principe que les peuples doivent disposer librement d'eux-mêmes, exprime le regret que les plénipotentiaires réunis à Bucarest n'aient pas décidé d'organiser une libre consultation des peuples mis en partage afin qu'ils se prononcent sur

[2321] Lucien Le Foyer, « Questions du jour ; le droit des peuples », *Le Radical*, 10 octobre 1912.
[2322] Ludovic Naudeau, « Vers la paix », *Le Journal*, 23 janvier 1913.
[2323] « Les propriétés des musulmans dans les Balkans », *Le Temps*, 18 juillet 1913.
[2324] « La commission financière des Balkans ; à propos des concessions », *L'Écho de Paris*, 16 juin 1913.

leur avenir[2325]. Cet avenir est perçu dans l'espace médiatique français sous deux angles dominants : l'angle fédéraliste et l'angle nationaliste.

Perception fédéraliste du nouveau statu quo territorial

Le *Temps* évoque en août, la publication d'une brochure intitulée 'Appel au monde civilisé', pour exiger la seule solution équitable de la question d'Orient et éviter des guerres désastreuses. Son auteur, Georgios Ghikas, un pâtre autodidacte grec, devenu commerçant viennois, entré par goût des voyages au service de l'ambassadeur russe Novicof, prévoit dans le cadre des deux conférences à Vienne en 1910 et en mai 1911, la distribution des territoires contestés après sollicitation des populations par une commission internationale. Cette distribution sera la base d'une confédération orientale, c'est-à-dire selon lui d'un Empire byzantin. « C'est qu'il est grec et qu'il estime que l'hellénisme doit fournir le fondement et former l'âme de la confédération orientale »[2326]. De son côté, Jean Pélissier raconte dans ses mémoires des guerres balkaniques qu'au lendemain de la signature du traité de Bucarest, il a évoqué, avec quelques amis, à l'Athénée de la capitale roumaine, les bases d'une Ligue balkanique ouverte à tous les intellectuels, hommes politiques ou grands patriotes des pays balkaniques ou des pays amis des peuples balkaniques, ayant comme tâche « d'organiser une propagande méthodique et simultanée dans tous les pays balkaniques pour rendre populaire l'idée d'une Union intellectuelle, politique et économique des peuples balkaniques »[2327].

L'idée d'un règlement fédéraliste de la question d'Orient dans sa dimension balkanique avait déjà été envisagée depuis la fin du XVIIIe siècle. Son archéologie nous amène à fouiller dans les essais et projets élaborés par un représentant ottoman du Siècle des Lumières appartenant au Rûm millet. Il s'agit de Rigas Ferraios et de sa Confédération balkanique. Sa volonté d'œuvrer en faveur de la fédéralisation et démocratisation de l'Empire ottoman de son temps, avec comme idée sa transformation en République fédérale ou fédération républicaine, a été relayée et reprise par plusieurs générations de théoriciens et d'hommes politiques dans les Balkans ou originaires de cette région. Établir la généalogie de ces héritiers et de leurs initiatives est une démarche qui s'étale sur tout le XIXe siècle, avec des projets hésitant entre fédération et confédération, centre danubien, ou macédonien, régime démocratique ou monarchique. Leur définition juridique, leur délimitation géographique et

[2325] *Compte rendu du Congrès Universel de la paix*, La Haye, 1913, p.VI.
[2326] « Les jardins de l'histoire », *Le Temps*, 12 août 1913.
[2327] Jean Pélissier, *Dix mois de guerre dans les Balkans*, Paris, 1914, p.333.

leur organisation politique dépend à la fois des filiations de leurs inspirateurs à telle ou telle autre communauté ethno-linguistique et confessionnelle, groupe socioéconomique et famille idéologique mais aussi des conjonctures géopolitiques de leur époque.

Tableau : Généalogie de projets en vue de l'organisation d'une Fédération balkanique

Période	Protagonistes	Institutions
Fin XVIIIe siècle	**Rigas Ferraios** (théoricien ottoman du Rûm millet)	
1850-1870	**Hristo Botev, Liouben Karavelov, Vasil Levski** (théoriciens socialistes bulgares) **Panagiotis Panas** (socialiste grec) **Vasa Pelagic** (théoricien d'une fédération balkano-carpathe) **Svetozar Marcovic (**socialiste serbe)	
1865		Fondation à Belgrade de la société secrète **Fédération Démocratique de l'Orient**
1869		**Ligue pour la Paix et la Liberté (**le principe d'une résolution fédérale de la question d'Orient est adopté à son congrès à Lausanne)
1884		Création à Athènes de la **Confédération Orientale**
1885	**Dmitar Blagoev** (socialiste bulgare)	
1890		Création à Belgrade de **l'Alliance des peuples des Balkans**
1894	**Paul Argyriadès** (avocat socialiste français)	Création de la **Ligue de la Confédération balkanique** à Paris

Au moment des guerres balkaniques les représentants d'une solution fédéraliste de la question d'Orient, n'ont pas disparu. On les retrouve surtout auprès des socialistes des pays balkaniques[2328] et de leurs camarades français. Dans leur manifeste contre la guerre publiée dans la presse hexagonale, ils réitèrent leur volonté de se battre pour la mise en place d'une Fédération balkanique afin de régler les contentieux, aplanir les différends et maîtriser les rivalités aussi bien entre les États de la péninsule balkanique qu'à l'intérieur de chacun. Une fois la guerre proclamée, Jean Jaurès revient sur cette idée en février, en proposant que la

[2328] Voir Jivka Damianova, « La fédération contre l'alliance militaire : les socialistes balkaniques et les Guerres balkaniques 1912-3 », *Le Mouvement Social*, 1989, n°147, p.69-85.

question du sort d'Andrinople soit réservée et soumise à l'arbitrage de la cour de La Haye, afin « de jeter les bases d'une fédération balkano-turque qui rendrait plus aisées les répartitions de territoire et qui pourrait créer à l'orient de l'Europe et dans la Turquie d'Asie une admirable puissance de civilisation et de progrès »[2329].

A la veille de la Deuxième Guerre balkanique, l'*Humanité* publie une dépêche de l'agence Havas, selon laquelle, l'association des corporations professionnelles de Salonique a adressé à ses collègues à Sofia, une lettre par laquelle elle leur communique des mesures à prendre afin d'empêcher une nouvelle guerre : « en réalisant une union douanière sur une base inébranlable, la Confédération balkanique assurera l'indépendance économique et politique des peuples des Balkans »[2330].

En même temps, le journal socialiste publie le manifeste du parti social-démocrate bulgare, destiné à alerter la classe ouvrière contre la menace de nouveaux carnages et la mobiliser en faveur d'un règlement d'inspiration fédéraliste des différends territoriaux. Plus concrètement les socialistes bulgares déclarent de manière explicite que « le salut des peuples balkaniques est dans une République fédérale. Le progrès social, la liberté, l'indépendance et l'unification nationale ne peuvent être réalisés que par la fédération des peuples balkaniques ». Dans une telle perspective, la social-démocratie bulgare demande « la conclusion d'une union douanière, l'institution d'un Parlement commun pour tous les pays balkanique, une politique financière unique et la pleine liberté pour toutes les nationalités unies dans la confédération balkanique »[2331].

Pour sa part, Gédéon Bessede dévoile dans le *Libertaire*, les fondements arbitraires des revendications annexionnistes des nationalistes des pays balkaniques. D'après l'essayiste du journal anarchiste, la guerre qui gronde dans les Balkans fait apparaître de la façon la plus éclatante le mensonge des patries, car :

> « (…) les vingt peuples divers, les vingt races qui se sont arrêtés un jour à ce carrefour du vieux continent vont se heurter, se broyer, se piétiner au nom d'une patrie qui n'existe même pas géographiquement, ni ethniquement, ni en aucune manière. Bulgarie, Serbie, Grèce, Monténégro, veulent arracher chacun pour son compte, un morceau de Turquie d'Europe. Mais quel que soit le morceau arraché, il sera composé d'éléments humains si nombreux qu'aucune race, aucun rite correspondant au pays annexeur, ne formera l'élément dominant. Slaves, croates, grecs, turcs, orthodoxes, catholiques,

[2329] Jean Jaurès, « Faites la paix ! », *L'Humanité*, 11 février 1913.
[2330] « Salonique », *L'Humanité*, 5 juin 1913.
[2331] « Un manifeste du Parti Social-Démocrate Bulgare à la classe ouvrière », *L'Humanité*, 2 juin 1913.

> mahométans, s'enchevêtrent (…) Est-ce la race qui fera la patrie ? elle est disséminée. Est-ce le rite religieux ? il est épars. Est-ce la langue ? elle est partout multiple. En France, en Allemagne, ailleurs encore, nos patriotes évoquent sans cesse la communauté des langues, les traditions historiques communes, l'origine ethnique commune, pour justifier les frontières respectives. Ce sont là d'impudents mensonges auxquels la force brutale a donné, après de longues années une vague apparence de vérité. Ce qu'il y a de vraiment commun chez ces peuples l'est aussi entre eux tous : les intérêts économiques, les conditions de travail, d'existence »[2332].

Tout cela est d'autant plus vrai pour la péninsule balkanique remarque Gédéon Bessede. Cette région n'ayant pas encore connu une industrialisation significative, capable selon lui d'attiser les rivalités capitalistes et bourgeoises, n'est guère peuplée que de paysans. A ce titre les liens les plus étroits devraient unir ses habitants, « et ils les uniraient en effet, si l'ambition des roitelets, si les infâmes intrigues des 'grandes puissances' n'avaient mis tout en œuvre pour entretenir les haines les plus féroces de rite à rite et de tribu à tribu »[2333]. Derrière un tel raisonnement, on retrouve d'une part, l'idée exprimée par Ernest Gellner, selon laquelle, les revendications nationalistes ont besoin d'une société industrialisée pour s'exprimer et se développer[2334]. D'autre part, on retrouve la position d'Etienne Balibar, d'après qui, la tendance de certaines catégories dirigeantes à exacerber, voire même à inventer, les traits d'appartenance à un groupe ethnique ou national, sert pour mieux masquer des conflits d'intérêts et des antagonismes de classes à l'intérieur d'une société. C'est la raison pour laquelle, Rosa Luxembourg affirmait dans sa série d'articles publiée en 1908, sous le titre « Question nationale et autonomie », que soutenir le droit de séparation de chaque nation, qui d'ailleurs n'est jamais un tout homogène et uniforme, signifie en réalité soutenir le nationalisme bourgeois[2335]. Confrontée elle-même, à la question polonaise, elle s'opposait à la rhétorique indépendantiste du parti socialiste polonais (PPS), en insistant au contraire sur les liens étroits entre le prolétariat russe et polonais, et leur communauté de destin dans le cadre d'une future République démocratique russe. Autrement dit, elle subordonnait les prérogatives de la question nationale à celles de la question sociale, plébiscitant la transformation d'Empires autoritaires, monarchistes et centralisateurs, en des Républiques fédérales et décentralisées.

[2332] *Idem*.
[2333] Silvaire (alias, Gédéon Bessede), « Le mensonge patriotique », *Le Libertaire*, 12 octobre 1912.
[2334] Voir Ernest Gellner, *Nations and nationalism*, Ithaca (N.Y), Corneil university press, 1983.
[2335] Voir Georges Haupt, Michaël Löwy, Claudie Weill, *Les marxistes et la question nationale, 1848-1914*, Paris, L'Harmattan, 1997 (1974), p.376.

Perceptions nationalistes du nouveau statu quo territorial

D'autres intervenants dans l'espace médiatique et diplomatique français perçoivent par contre, le règlement du nouveau statu quo territorial en termes nationalistes. Cette nationalisation des territoires balkaniques de l'Empire ottoman, est conçue en termes d'assimilation, de libéralisation ou d'homogénéisation, par la mise en place des politiques d'expulsion de leurs populations musulmanes désignées très souvent comme 'turques' par les auteurs qui expriment un tel point de vue.

Concernant la perception du règlement du conflit, sous un angle 'expulsionniste' Edouard Conte fait remarquer dans la *Dépêche de Toulouse* que « Les Turcs, nous a-t-on inculqué, sont des intrus en Europe. Les siècles écoulés ne leur donnent point possession. Ce sont des Barbares. Tôt ou tard on les expulsera. »[2336]. D'après Urbain Gohier, ces conquérants ne demandent « qu'à être délivrés de leur conquête. L'héritage de Mahomet II les écrase. Rentrés en Asie, loin du Bulgare, forcené, du Serbe enragé, de Grec astucieux, de tous les Européens dévorants, ils vivraient béatement avec une pipe, un plat de pilaw, un bol de lait caillé. La vie moderne et le métier de grande puissance ne sont pas du tout leur affaire »[2337]. Dans le journal républicain et libéral de Nancy, *l'Éclair de l'Est*, Paul Sordoillet écrit en octobre que « le Turc, cet Asiatique implanté par violence sur le continent européen, devrait être rejeté jusque dans l'Asie centrale d'où il était issu pour asservir les populations de l'Asie Mineure et de l'Europe sud-orientale »[2338]. En février, Daneff déclare dans le *Figaro* que « pour la première fois depuis l'invasion des Turcs en Europe, l'Europe s'est unie pour signifier aux Turcs qu'il leur fallait retourner en Asie »[2339]. Dans un même esprit, Paul Pichon, ancien chef de la mission navale française en Bulgarie, dans sa lettre adressée au directeur du *Temps* en novembre, souligne que « l'islam doit être refoulé en Asie »[2340]. De son côté, André Chéradame affirme en janvier dans le *Petit Journal* que « la guerre d'Orient a été entreprise par les alliés balkaniques avec, au fond, la volonté bien déterminée d'expulser les Turcs d'Europe[2341], où « ils n'ont jamais été que campés et où ils constituent un anachronisme

[2336] Edouard Conte, « L'avenir de Sainte-Sophie », *La Dépêche de Toulouse*, 23 octobre 1912.
[2337] Urbain Gohier, « Les Turcs », *Le Journal*, 20 novembre 1912.
[2338] Paul Sordoillet, « La paix européenne », *L'Eclair de l'Est*, 6 octobre 1912.
[2339] « J. Coudurier interviewe Daneff à Londres », *Le Figaro*, 1er février 1913.
[2340] Paul Pichon, « Les Etats-Unis des Balkans », *Le Temps*, 6 novembre 1912.
[2341] Comme le fait remarquer Mark Mazower, les Turcs n'étaient jamais admis comme Européens de la part des autres grandes puissances européennes de leur temps. De surcroît, dans le vocabulaire culturaliste-raciste du XIXe siècle, ils étaient représentés comme des Asiatiques, nomades, barbares, reignant sur des terres appartenant auparavant à des royaumes gréco-romains ou chrétiens, c'est-à-dire marqués par des héritages culturels choisis par des élites intellectuelles et politiques extra-ottomanes en Europe, pour servir de socle idéologique à sa construction. Voir Mark Mazower, …*op.cit*., p.xxxvi.

en raison du caractère rudimentaire et imperfectible de leur civilisation incompatible avec la civilisation chrétienne et moderne »[2342]. Si cette perception est dominante auprès d'une droite islamophobe et turcophobe, elle n'est pas absente pour autant parmi certains socialistes, comme le prouve le commentaire de Francis de Pressensé selon lequel la « destruction du joug ottoman, le refoulement hors d'Europe de la conquête turque sont un grand résultat pour la civilisation »[2343]. L'archéologue Adolphe Reinach, affirme quant à lui dans la *Revue des Idées*, que « si, malgré les affinités de race et les convenances politiques, l'idée n'a jamais pu s'imposer de recevoir au nombre des puissances européennes la Turquie même rénovée, le sentiment profond qui a dicté cette opposition est autant dû à l'influence de l'Iliade qu'à l'action du Christianisme »[2344].

Cette réflexion énoncée à l'occasion de la perception du règlement du conflit dans les Balkans ottomans, est révélatrice des références fondamentales sur lesquelles reposait déjà à cette époque, la construction idéologique dominante de l'Europe, à savoir l'héritage de l'antiquité gréco-romaine et du christianisme et l'exclusion de celle-ci de toute autre entité culturelle ou entité étatique non directement associée à ces deux civilisations. Une telle définition réductrice de l'Europe politique-symbolique, excluant ses autres héritages possibles, tel que celui de la période arabo-musulmane sur la péninsule ibérique, ou l'héritage ottoman de ses contrées sud-orientales[2345], est toujours dominante jusqu'à nos jours dans une certaine vision 'européenne' véhiculée surtout par et dans les cultures politiques traditionnalistes.

De son côté, Bianconi, géographe et ingénieur, se prononce dans *l'Éclair,* en faveur d'un règlement du conflit qui donnerait satisfaction aux lois de la nature qui regroupent les individus de même race et de mêmes sentiments[2346]. A ce propos, un correspondant du *Temps,* écrit depuis Salonique qu'en dépit de toutes les réformes, jamais aucune fusion ne pourra s'opérer entre Grecs et Turcs, pas plus d'ailleurs qu'entre Turcs et Bulgares, et qu'entre Turcs et Serbes[2347]. Il s'agit d'une perception réglementaire imposant une homogénéisation

[2342] André Chéradame, « La Guerre des Balkans et la civilisation », *Le Petit Journal*, 11 janvier 1913.
[2343] Francis de Pressensé, « Un quart d'heure critique », *L'Humanité,* 5 juillet 1913.
[2344] Adolphe Reinach, « Homère et l'origine de la question d'Orient », *Revue des Idées*, 15 avril 1913, p.32. Maria Todorova rappelle la publication de l'ouvrage de Oscar Halecki, *The Limits and Divisions of European History*, New York, Sheed and Ward, 1950, dans lequel son auteur, identifie l'islam à l'Asie, considère la conquête ottomane comme une intrusion en Europe et s'inscrit dans une définition strictement culturelle de l'Europe, bassé sur la synthèse entre la civilisation gréco-latine et la chrétienté, déjà élaborée au temps de la question d'Orient et dominante au temps des guerres balkaniques. Voir Maria Todorova, Imagining…*op.cit*., p.151.
[2345] Sur l'oubli de la participation des héritages philosophiques, scientifiques, politiques d'Etats musulmans du continent européen de la période médiévale dans le façonnement de l'Europe, voir Jack Goody, *L'Islam en Europe : histoire, échanges, conflits,* Paris, Fayard, 2004.
[2346] F. Bianconi, « Ce que veulent les États Balkaniques », *L'Eclair*, 4 novembre 1912.
[2347] « Les Grecs de Salonique », Le Temps, 16 novembre 1912.

'ethnique' institutionnalisée ou, autrement dit, le règlement d'un conflit en termes de séparation de différentes communautés au nom de leur inimitié et incompatibilité supposée[2348]. Une telle perception de la réalité sociologique sur le terrain et des relations intercommunautaires en termes de conflictualité, est pourtant contestée par l'envoyé spécial du *Petit Parisien*. En mission dans la région de Roustchouk en Bulgarie, « où vivent de nombreux sujets turcs », il constate que « ces musulmans y entretiennent d'excellentes relations avec les Bulgares »[2349]. Malgré les amalgames de nouveau véhiculés dans ces commentaires, entre identité nationale et appartenance confessionnelle, entre Turc et musulman ou Bulgare et chrétien, ces propos offrent une perception alternative à celle nationaliste, allergique/critique à des phénomènes de mixité ethno-culturelle au sein d'une société, considérée comme inconcevable, voire même comme potentiellement nocive.

Une perception parallèle à celle 'expulsionniste' et 'ségrégationniste' est exprimée et développée par Guglielmo Ferrero dans le *Figaro*. D'après l'historien italien, ayant déjà rédigé à cette époque ses cinq volumes sur la grandeur et la décadence de l'Empire romain, si l'Empire ottoman ne s'est jamais soucié de fondre en une seule nationalité les races et les langues de l'Empire, les États balkaniques pourront et devront suivre une politique différente.

> « La civilisation européenne qu'ils vont introduire dans les anciens vilayets turcs, tend partout autant qu'elle peut, à l'unité nationale. Les Grecs, les Serbes, les Bulgares s'efforceront donc de nationaliser les territoires qui leur seront attribués ; d'assimiler à l'aide des écoles, du service militaire, de la participation à la vie politique, les minorités d'autre race et langue qui seront comprises dans leurs confins agrandis ».

Sa perception assimilationniste[2350] du règlement du conflit et de l'organisation de la vie sociopolitique et culturelle au sein du nouveau statu quo territorial, doit certes à sa spécialisation sur l'organisation de l'Empire romain autour d'une citoyenneté commune à

[2348] Voir les traités de Lausanne ou de Dayton. Les institutions internationales au nom d'éviter de violences intercommunautaires annoncent la faillite du modèle d'une société multiculturelle, en contradiction flagrante avec leurs rhétoriques pour la défense de telles sociétés et se transforment en machines de légitimation de pratiques de segrégation 'ethno-confessionnelle'.

[2349] L. Boudouresque, « Une nation en armes », *Le Petit Parisien*, 21 octobre 1912.

[2350] Sur les processus d'assimilation dans les Balkans, voir Muhamedin Kullashi, *Effacer l'autre : identités culturelles et identités politiques dans les Balkans*, Paris, Budapest, Kinshasa, L'Harmattan, 2006. De manière schématique on pourrait dire que l'orientation assimilationniste dans l'organisation sociopolitique et culturelle d'une société peut découler d'une part, d'une volonté d'effacer les particularités jugées 'indésirables' par ses élites politiques et/ou culturelles dominantes imposant leur ordre sur des nouveaux territoires, dans le cadre par exemple de sociétés coloniales ou colonisées comme dans le cas des territoires conquis par les alliés balkaniques pendant les guerres balkaniques. Elle pourrait aussi d'autre part, être motivée par la volonté de superposition à des particularismes du passé, d'une nouvelle identité politique, comme ce fut le cas lors de la période post-révolutionnaire en France, ou lors de l'élaboration d'une identité socialiste en ex-Yougoslavie et en ex-Union-Soviétique.

partir du IIe siècle de notre ère et une langue servant de lingua franca, le latin. Elle réjoint également le projet de la *Jeune Europe* de Giuseppe Mazzini, d'une entité européenne composée de différentes nations. Elle est aussi inspirée et guidée par l'exemple des États américains, prouvant « que l'école primaire, les journaux, les institutions démocratiques de notre époque, les intérêts qui lient les masses au gouvernement du pays où elles croissent, suffisent pour faire changer leur nationalité à des millions d'hommes, après une génération.»[2351]. Face à une telle perception assimilationniste de l'organisation sociale, la *Bataille syndicaliste* fait pourtant remarquer au lendemain du traité de la paix de Bucarest, que les « privilèges revendiqués par Grecs, Bulgares et Serbes dont jouissaient les communautés dans l'Empire ottoman et qui se retrouvent dans des États-nations, [sont] des points noirs pour l'avenir des relations »[2352]. Derrière l'instrumentalisation potentielle par des nationalismes balkaniques, des phénomènes du communautarisme, dominants au sein des sociétés impériales multi-culturels de l'ère prénationale, le journal syndicaliste se montre lui aussi réticent face à une communautarisation de la vie sociopolitique dans les nouveaux États-nations.

En revanche, dans le *Petit Parisien*, Saint-Brice affiche son attachement à un modèle et futur multiculturel et multi-identitaire au sein des États balkaniques suite à leur expansion territoriale. Après avoir souligné que chaque État « va recevoir une forte proportion de populations allogènes », il souligne qu'il serait « tout à fait fâcheux que ces libérés qui paient si cher leur affranchissement se trouvent avoir simplement changé de joug, on doit leur assurer certaines libertés essentielles, de langue, de religion, d'enseignement»[2353].

Ainsi deux perceptions concurrentes de la citoyenneté se confrontent-elles au sein de l'espace médiatique français. Une première qu'on pourrait qualifier de particulariste, communautariste, multiculturaliste, s'inscrivant dans une tradition de l'organisation de l'État et de la définition de l'individu, sujet ou citoyen, dans un cadre d'appartenances identitaires multiples, comme ce fut le cas au sein de l'Empire ottoman[2354] ou encore dans l'univers anglo-saxon. Une deuxième perception qu'on pourrait qualifier d'universaliste, individualiste,

[2351] Guglielmo Ferrero, « L'héritage de la Turquie », *Le Figaro*, 1er juillet 1913.
[2352] « La paix de Bucarest », *La Bataille syndicaliste*, 9 août 1913. La crainte que des minorités ethno-confessionnelles pourraient soutenir des mouvements séparatistes au sein d'un État, donna lieu à des échanges de populations entre la Bulgarie et l'Empire ottoman ou entre la Grèce et la Turquie suite au traité de Lausanne. Voir Richard Bessel, Claudia B. Haake, *Removing peoples : forced removal in the modern world*, Oxford, Oxford university press, 2009, p.181.
[2353] Saint Brice, « Le partage des Balkans », *Le Petit Parisien*, 8 août 1913.
[2354] D'au moins d'avant la période des Tanzimat et la volonté de remplacer aux liens de dépendance-appartenance communautaire des millets, ceux de définition citoyenne ottomane.

assimilationniste, est dominante auprès des États adoptant une conception jacobine de leur organisation et de la place de l'individu à leur intérieur. Il s'agit d'un modèle organisationnel et représentationnel qu'on retrouve en France postrévolutionnaire[2355] ou encore dans les pays balkaniques inspirés de l'expérience française.

[2355] En France l'héritage révolutionnaire engendra une organisation sociopolitique structurée autour d'une part des principes rousseauistes des individus-citoyens égaux devant la loi indépendamment de leurs appartenances culturelles, sexuelles et d'une tradition jacobine de centralisation étatique et d'assimilation culturelle.

III.3. Perceptions du règlement de la question macédonienne

III.3.1.Perception autonomiste du règlement de la question macédonienne

A côté de l'inclusion des territoires de la Macédoine ottomane dans une fédération balkanique ou leur annexion par les États balkaniques voisins, il y a aussi une perception autonomiste du règlement de la question macédonienne[2356] qui se profile dans l'espace médiatique français. Jean Pelissier, sentant gronder l'orage dans les Balkans, avait déjà présenté une motion au XIXe congrès universel de la Paix, en septembre 1912 à Genève. Dans ce texte, il émettait le vœu que la « Turquie établisse en Albanie, en Macédoine et dans les îles de l'Archipel, un régime de décentralisation et d'autonomie, seul moyen d'assurer d'une façon définitive le maintien de la paix et le progrès de la civilisation. »[2357]. Le correspondant de Vienne écrivait au *Temps* en 1903, que l'organisation intérieure macédonienne, composée de Macédoniens habitant la Macédoine, était l'adversaire des Bulgares, Grecs, Serbes et Roumains qui « ne cherchent qu'à dépecer la Macédoine, et qu'elle est partisane de la formule 'la Macédoine aux Macédoniens'. »[2358]. A la veille de la Deuxième Guerre balkanique, le consul français à Salonique, avoue à son ministre que dix années passées dans les Balkans n'ont fait que le conforter dans l'idée que l'entente entre les trois principaux peuples de la péninsule était une utopie. « Suivant les circonstances, deux de ces peuples pourront s'unir contre le troisième ; (…) la Macédoine indépendante, sous une autorité qui excluait les intrigues serbes, bulgares, grecques aurait été la seule formule permettant d'assurer la paix de l'Europe orientale »[2359]. De son côté, Painlevé, président de l'Office des nationalités, adresse fin novembre, à Daneff, président de la Chambre bulgare et à Patchich, président du conseil des ministres serbe, ses vœux en vue de l'avenir administratif des territoires conquis en Macédoine ottomane. Dans ces propos, relatés par le *Figaro,* il espère que les États balkaniques établissent un régime qui « mettra fin aux violences séculaires contre les biens et les personnes et que l'autonomie de toutes les populations sera le fondement de l'état politique nouveau »[2360].

[2356] Sur les activités de l'Organisation Révolutiannaire Intérieure Macédonienne (ORIM) soutenant cette perspective, voir Nadine Lange-Akhund, *The Macedonian Question : 1893-1908 from Western Sources*, New York, Columbia University Press, 1998.

[2357] Jean Pélissier, *Dix mois …op.cit.,* p.5. Trois journaux européens, la *Dépêche*, l'*Indépendance belge* et le *Manchester Guardian* acceptèrent de publier le résultat de ses enquêtes.

[2358] C.-R., Geblesco, La question …*op.cit.*, p.124.

[2359] *AMAE*, Athènes/288, Jousselin à MAE, Salonique, 29 mai 1913, n°109.

[2360] « L'office des nationalités », *Le Figaro*, 26 novembre 1912.

En février le *Temps* annonce que deux professeurs de l'université de Bucarest et le directeur de l'école supérieure roumaine à Constantinople, tous trois originaires de Macédoine, sont arrivés à Budapest pour faire des démarches en faveur de la population roumaine de Macédoine. D'après « le *Neues Pester Journal*, ils ont mission du comité macédo-roumain de Bucarest de demander à Budapest, à Vienne, en Italie que la Macédoine ne soit pas partagée entre les alliés balkaniques mais devienne un État indépendant sous le protectorat d'une puissance avec un prince européen »[2361]. Si un tel règlement s'avérait irréalisable, « les Macedo-Roumains accepteraient aussi que leur pays fut annexé à l'Albanie comme province autonome ». L'*Humanité* relate pour sa part, qu'un comité constitué pour la défense des intérêts des populations musulmanes, israélites et koutzo-valaques, a été adressé aux ambassadeurs des grandes puissances à Constantinople, un long mémorandum réclamant notamment l'autonomie de la Macédoine : « Les massacres, les spoliations, les attentats contre la conscience religieuse, dont ils furent victimes de la part des alliés, prouvent la nécessité d'une pareille solution »[2362]. En juin, l'*Humanité* publie une dépêche de l'agence Havas au sujet de la déclaration remise de la part de l'Organisation intérieure révolutionnaire de Macédoine au président du conseil de la Bulgarie et aux représentants des grandes puissances. Dans ce texte, la Macédoine est définie comme pays bulgare :

> « Sa population a par une lutte presque séculaire contre le patriarcat grec et contre la domination ottomane, affirmé son caractère national et obtenu la reconnaissance effective de ses aspirations, en vertu d'une série d'actes internationaux établissant que la Macédoine est une et indivisible. L'Organisation intérieure révolutionnaire repousse donc toute contestation au sujet des territoires compris entre le Kara-dagh au nord et la Vistritza au sud »[2363].

L'organisation ajoute que si les vœux et les intérêts de la population de Macédoine, sont sacrifiés pour la satisfaction des intérêts serbes et grecs, elle ne « suspendra pas son action révolutionnaire et n'hésitera à recourir à tous les moyens dont elle dispose »[2364]. En juillet, Veillard réagit face à la nouvelle annonçant que des délégués bulgares auraient comme mission de proposer l'autonomie de la Macédoine à la conférence de Bucarest. D'après le journaliste socialiste, « l'autonomie de la Macédoine « eût été peut-être une bonne solution avant la guerre turco-balkanique. Mais après la guerre de Macédoine, demander l'autonomie

[2361] « L'agitation des Koutzo-valaques ; notre correspondant de Budapest nous télégraphie », *Le Temps*, 25 février 1913.
[2362] « Pour l'autonomie de la Macédoine », *L'Humanité*, 19 février 1913.
[2363] « Les comitadjis bulgares s'agitent en Macédoine », *L'Humanité*, 20 juin 1913.
[2364] *Idem.*

de cette province, c'est tout simplement trahir une volonté immuable de préparer à bref délai une troisième guerre interbalkanique »[2365]. Cette crainte n'est pas partagée par un des dirigeants de l'ORIM (Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne), Yané Ivanov Sandanski. Représentant l'aile socialiste de ce mouvement, il participe dans un premier temps aux révoltes contre l'ordre ottoman en Macédoine du temps d'Abdul Hamid II, avant de s'engager à partir du mois de juillet 1908 à côté des Jeunes-Turcs pour la création d'une identité ottomane supra-nationale. Sa perception idéale du futur de la région, étant celle de la création d'une fédération socialiste dans les Balkans dont les vilayets de Macédoine et d'Andrinople feraient partie, il se dresse contre toute accaparation de son combat par les impérialismes voisins, bulgare, grec ou serbe[2366]. De passage au Pirée, à la veille de la Deuxième Guerre balkanique, il a été interviewé par un rédacteur du journal grec *Embros,* comme en informe ses lecteurs le correspondant du *Temps* à Athènes. Selon les propos recueillis par son collègue, Sandanski aurait déclaré qu'il partait pour Vallona afin de travailler « de concert avec les Albanais à l'autonomie de la Macédoine, laquelle combinée avec l'autonomie de l'Albanie est la seule solution admissible à ses yeux. De Vallona il irait à Vienne »[2367].

Au lendemain de la signature du traité de Bucarest, Eugène Sémenoff, réclame que le Congrès Universel de la paix, tenu à la Haye, reconnaisse l'existence des Macédoniens.

> « C'est un tout petit peuple, qui existe peut-être, géographiquement depuis 30 ou 40 ans, mais qui existe et proteste violemment contre le partage de la Macédoine, non seulement en trois parties comme le traité de Bucarest vient de le faire, mais qui proteste encore contre toute division. La Macédoine voulait et veut être une province autonome.»[2368].

Les références à l'autonomie de la Macédoine, initialement évoquée dans une presse libérale ou socialiste, à l'instar du *Temps* et de l'*Humanité*, puis écartées de l'espace médiatique, constituent une des premières prises de conscience dans la presse française, de l'existence d'un nouveau nationalisme, dans le sens de l'émergence d'un mouvement politique et idéologique visant à la création d'un État basé sur la construction d'une nouvelle

[2365] B. Veillard, « La Conférence de Bucarest s'ouvrira aujourd'hui », *L'Humanité*, 30 juillet 1913.

[2366] Sur la vie et les engagements de Yane Ivanov Sandanski, voir Mercia MacDermott, *For Freedom and Perfection. The Life of Yane Sandansky*, London, Journeyman Press, 1988 et Mehmet Hacısalihoğlu, "Yane Sandanski as a political leader in Macedonia in the era of the Young Turks", *Cahiers balkaniques*, 2011, n°40, p.61-85.

[2367] « Sandansky et les Albanais ; notre correspondant d'Athènes », *Le Temps*, 30 juin 1913. Sur le mouvement albano-macédonien, voir Bernard Lory, « La guerre après la guerre. Le mouvement insurrectionnel albano-macédonien de septembre-octobre 1913 », dans Catherine Horel, Les guerres…*op.cit.*

[2368] *Compte rendu du Congrès Universel de la paix*, La Haye, 1913, p.144-145.

identité nationale issue des crises de la question d'Orient. L'espace médiatique français pendant les guerres balkaniques, devient un lieu où s'exprime et se cristallise la perception des divergences entre un nationalisme macédonien, manipulé par les visées expansionnistes bulgares et dénonçant les impérialismes grec et serbe, et un nationalisme macédonien 'œcuménique' dans le sens où il envisage la création d'un État autonome, au-delà de toute dépendance politique extérieure. Le partage de la Macédoine ottomane, entre surtout la Grèce et la Serbie et en partie la Bulgarie à la fin de la Deuxième Guerre balkanique, arrête provisoirement les ambitions de ce mouvement vers la création d'un nouvel État-nation dans les Balkans post-ottomans qui ne voit finalement le jour que dans les années 1990, suite à la désintégration de l'ex-Yougoslavie[2369]. La naissance-reconnaissance de ce nouvel État-nation se heurte aussitôt à l'opposition des nationalismes politique, religieux, linguistique ou historiographique de ses pays voisins et ex-candidats à son partage pendant les guerres balkaniques. Les nationalistes Grecs lui refusant son appellation de Macédoine, craignant que leur accaparation-privatisation de l'héritage de la Macédoine ancienne ne soit mise en péril. Les nationalistes bulgares nient l'existence d'une langue macédonienne distincte du bulgare ou d'une dynastie macédonienne sous Samuel Ier au Moyen Âge. Les nationalistes Serbes renoncent à l'autocéphalie de l'église macédonienne. De leur côté, les nationalistes Macédoniens souhaitant élaborer eux aussi leur Grande Idée à l'instar de tous leurs prédécesseurs, des Grecs aux Bulgares en passant par les Serbes, concoctent la recette habituelle de ces projets irrédentistes-expansionnistes en se donnant comme passé, celui des États anciens ou médiévaux et comme horizon d'attente, la reconstitution de leurs frontières.

[2369] Sa dissolution représente à la fois dans son avènement, son déroulement, son règlement mais aussi dans les perceptions médiatiques de celles-ci, une nouvelle question d'Orient.

III.3.2.Perception de la complexité de la question macédonienne

La complexité de la question macédonienne était perçue par la quasi-totalité de ceux qui se sont exprimés à propos de ce sujet dans la presse française. Dans le *Matin*, elle apparaît comme un puzzle gigantesque auquel tout le monde voudrait jouer à la fois.

> « Et dans ce fouillis de nationalités, au milieu des circonscriptions territoriales créées par l'administration turque, compliquées des souvenirs historiques des vielles provinces grecques dans la salade des races et des religions on sent vraiment qu'il n'y a place aujourd'hui que pour l'anarchie. Et la Turquie serait-elle un état modèle, à gouvernement fort qu'elle ne pourrait mener à bien l'entreprise de remettre de l'ordre dans ce gâchis. Dieu lui-même qui tira en six jours le monde du chaos, y renoncerait.»[2370].

Ernest Judet affirme dans l'*Éclair* que la Macédoine n'a jamais été synonyme d'unité et de simplicité. C'est « la terre symbolique des mélanges indescriptibles de l'embrouillement paradoxal, du galimatias ethnique, au point que le mot a passé dans la langue courante pour signifier toute chose composite »[2371]. A ce propos, le *Petit Journal illustré*, après avoir annoncé à ses lecteurs le menu qui fut servi par Nazim pacha à la délégation bulgare lors des négociations pour les préliminaires de la paix en décembre, s'étonne de ne pas y avoir trouvé une 'macédoine' de fruits[2372]. Cette recette, invention contemporaine de la question d'Orient, avec le mélange de fruits qu'elle proposait, était devenue une métaphore gastronomique de la perception de la Macédoine ottomane comme lieu par excellence de diversité ethnique.

Dans son essai sur la question d'Orient, Constantin Geblesco comparait la Macédoine à la Suisse, « une Suisse non civilisée, et dont les deux seules ressemblances avec la Suisse véritable consistent en ce qu'elle est formée de nombreux plateaux de montagnes, et comprend plusieurs peuples d'origine et de race différentes »[2373]. Au lendemain de la révolte d'Ilinden, Gabriel d'Alambuja, écrit que la Macédoine elle-même est « une expression géographique de sens assez vague, correspondant à un territoire dont les limites n'ont jamais été bien fixées »[2374].

A ce propos, Léon Hugonnet, écrivait à la fin du XIXe siècle, qu'on n'y avait jamais fait de levé topographique :

> « (…) aucune statistique sérieuse n'a été dressée, et il serait fort difficile d'établir l'origine de différentes races mélangées et non juxtaposées qui

[2370] *Le Matin*, 14 octobre 1912.
[2371] Ernest Judet, « Macédoine », *L'Éclair*, 11 novembre 1912.
[2372] « La cuisine et la diplomatie », *Le Petit Journal illustré*, 15 décembre 1912.
[2373] C.-R. Geblesco, La question…*op.cit*., p.120.
[2374] Gabriel d'Azambuja, *Le conflit des races en Macédoine*, Paris, 1904, p.3.

> connaissent mieux leur religion que leur parenté ethnique. La linguistique n'offre pas un grand secours, la plupart des orientaux étant polyglottes ; (…) il ne faut donc pas s'étonner si aucune solution scientifique du problème oriental n'est encore possible, et si ce terrible sphinx, dont l'énigme est si menaçante pour l'avenir de l'Europe, attend toujours son Œdipe »[2375].

Gabriel Louis-Jaray illustre dans ses notes de voyage publiées dans le *Correspondant* en novembre 1912, les appartenances et définitions multiples des sujets ottomans de la ville d'Usküb qu'il avait visitée à la veille des guerres balkaniques. Ce qui est très intéressant dans sa présentation du tableau démographique de cette ville, c'est qu'il juxtapose ses propres définitions des individus qu'il avait croisés à celles utilisées par ces individus pour se définir eux-mêmes. Ainsi sur une population d'environ quarante cinq mille habitants,

> « on peut évaluer les musulmans, presque tous des Albanais, à 25000, les Bulgares à 10000 ou 15000, les Serbes à 3000, les Juifs à 2000, et si l'on ne veut pas oublier toute la variété des types qu'on y rencontre, il faut encore mentionner des Tziganes, des Grecs, des Italiens, et des Occidentaux. Aux environs, la confusion des nationalités est plus grande encore ; si l'on visite les villages de la plaine d'Uskub et qu'on interroge les habitants, on trouvera les variétés, les plus curieuses propres à détruire les idées toutes faites ; voici un village chrétien où y parle un dialecte albanais, son pope est orthodoxe et dépend de l'exarque ; si on demande aux gens de ce village ce qu'ils sont, ils répondent nous sommes bulgares ; voici un autre village ; les paysans sont musulmans, leur langue est le slave-bulgare, le type physique est albanais, et ils se disent Albanais ; à côté, d'autres cultivateurs se disent aussi Albanais, mais ceux-là sont orthodoxes, relèvent de l'exarchat et parlent le bulgare. »[2376]

En dehors de la présentation de la diversité et hybridité confessionnelle et linguistique des populations de cette région, il résume en quelques mots les mécanismes et les moyens mis en place par les nationalismes locaux ou extérieurs tels que « l'action politique, l'assimilation par le plus fort, le souvenir des ancêtres, la réaction ethnique, l'éducation de l'école et de l'église », dans leur effort de prédominance. « A ce point de vue, la plaine d'Uskub est le vrai cœur de la Macédoine »[2377], conclut-il. L'action des propagandes bulgare, grecque et serbe en Macédoine ottomane est également commentée par André Chéradame dans l'*Illustration*. Le spécialiste français des relations internationales, définit quant à lui, les populations de cette province ottomane en termes ethnographiques qu'il décline parfois en appartenances nationales distinctes, linguistiques et confessionnelles.

> « Au point de vue des races, la Macédoine abrite des Slaves, des Gréco-Latins, des Albanais, des Turcs et des Sémites. Les Slaves se déclarent

[2375] Léon Hugonnet, La Turquie …*op.cit*., p.II.
[2376] Louis Jaray, « Uskub », *Le Correspondant*, novembre 1912, p.475-476.
[2377] *Idem.*

> maintenant Serbes ou Bulgares, mais il convient de remarquer que, si l'on se reporte au lendemain du traité de Berlin (1878), les Slaves macédoniens parlaient un dialecte slave contenant à la fois du bulgare, du serbe et des mots turcs et grecs. Parmi ces Slaves, la distinction nette, linguistique et nationale les rangeant, soi parmi les Serbes, soit parmi les Bulgares, ne s'est établie que plus tard, sous l'effet des différentes propagandes nationales … les Gréco-Latins sont présentés par des Hellènes et des Roumains ou Koutzo-valaques. (…) Les Albanais appartiennent à ce singulier et intéressant peuple, d'origine mystérieuse, qui occupe l'Albanie (…). Les Turcs représentent la race conquérante venue d'Asie. Les Israélites de Macédoine sont originaires du Portugal et de l'Espagne. (…) Voilà pour les principaux groupes ethnographiques. »[2378].

En ce qui concerne la mosaïque confessionnelle de la région, il affirme qu'à côté de quelques dizaines de milliers d'Albanais catholiques, des Musulmans (Albanais et Turcs), des Israélites, il y a des Grecs orthodoxes et des Slaves (Serbes et Bulgares) se rattachant « soit au patriarcat grec, soit à l'exarchat bulgare. Il y a donc lieu de distinguer les patriarchistes (Grecs et Serbes) et les exarchistes (Bulgares) »[2379] dont la propagande est dirigée « par l'exarque bulgare, Mgr Joseph, ancien docteur en droit de la Faculté de Paris ». De leur côté, « les Serbes remontent à l'empereur Douchan et les Grecs sont soutenus « par le patriarche œcuménique »[2380]. Une carte ethno-géographique de la péninsule des Balkans publiée dans la *Bataille syndicaliste* illustre elle aussi l'imbroglio macédonien avec l'enchevêtrement des populations, mais elle révèle aussi la profusion d'appellations employées par les contemporains du conflit, pour désigner les populations locales[2381] (voir annexe p.925). Pour sa part, Francis Delaisi, esquisse un tableau panoramique des interactions entre impérialismes-nationalismes balkaniques, traduits par la mise en place de projets expansionnistes en direction de la Macédoine ottomane, et impérialismes économiques extra-balkaniques, lors de sa conférence sur la guerre des Balkans, à l'École des Hautes Études en novembre 1912. Il fait remarquer que depuis leur fondation :

> « …toutes les petites puissances balkaniques ont réclamé la protection de leurs frères de Macédoine et pour rendre cette protection efficace, elles ont envoyé des missionnaires soutenus par des Comitadjis. Mais les désaccords et les haines allèrent en s'accentuant, ce qui amena les chrétiens de Macédoine à se massacrer entre eux, d'où l'intervention des Turcs qui pour les mettre d'accord les massacraient tous sans distinction. Le jour où les grandes puissances se préoccupèrent des massacres de Macédoine, ce fut surtout au point de vue économique, car elles envisageaient les concessions futures de chemins de fer à travers la presqu'île Balkanique et les

[2378] André Chéradame, « La guerre d'Orient », *L'Illustration*, 26 octobre 1912.
[2379] Idem.
[2380] Idem.
[2381] Hamel, « Le conflit balkanique, la paix ou la guerre ? », *La Bataille syndicaliste*, 23 juin 1913.

> conséquences financières qu'occasionneraient les emprunts nécessités par ces concessions. »[2382].

En avril, Bracke affirme dans l'*Humanité*, que malgré l'alliance intéressée conclue entre les quatre royaumes balkaniques pour la conquête des territoires ottomans sur lesquels ils réclamaient l'affranchissement de « leurs nationaux »[2383], les oppositions entre les différentes nationalités, comme les Grecs ou les Bulgares, se manifestent déjà au sein de la coalition. « Les races sont tellement enchevêtrées dans divers domaines, comme la Macédoine, que le problème des nationalités se reposera, pour l'administration des États agrandis, à peu de chose près tel qu'il se pose dans l'Autriche-Hongrie »[2384].

La région de la Macédoine et Thrace ottomane, autrement dit les vilayets de Salonique, de Monastir, de Kosovo et d'Edirne, étant au confluent des projets expansionnistes des nationalistes Bulgares, Grecs et Serbes ainsi que des visées géoculturelles roumaines, son occupation suite aux opérations de la Première Guerre balkanique, donna lieu à l'expression de plusieurs revendications contradictoires. Il s'agit surtout du différend gréco-bulgare autour des territoires appartenant à la Grèce de nos jours, serbo-bulgare au sujet de la primauté sur les territoires actuels de la République de Macédoine, bulgaro-ottoman autour du vilayet d'Andrinople (Edirne) et de la souveraineté sur la ville de Salonique, carrefour de toutes les convoitises des pays à l'intérieur et l'extérieur des Balkans.

III.3.3. Le différend bulgaro-serbe

A côté des journalistes, les consuls français se font aussi les interprètes des sentiments 'nationaux' des habitants de leurs circonscriptions. A Monastir, De Berne-Lagarde affirme à la veille de la guerre du juillet 1913, que la population :

> « (…) sous l'impression du régime rigoureux de l'occupation serbe, tait pour l'instant ses sentiments. Le paysan rencontré dans les champs et interrogé sur sa nationalité, après avoir tenté d'éluder la question et de prendre un faux-fuyant, répond généralement qu'il est serbe. Celui qui ne craint pas d'être trahi par son interlocuteur va jusqu'à dire qu'il est macédonien. (…) ils n'en demeurent pas moins bulgares »[2385].

[2382] *Archives nationales*, F/7/13328, dossier sur l'agitation contre la guerre, conférence par Delaisi, 17 novembre 1912.
[2383] Bracke, « Les Slaves des Balkans », *L'Humanité*, 4 avril 1913.
[2384] *Idem.*
[2385] *AMAE*, Monastir/27, Monastir, le 25 juin 1913.

Ce point de vue est également exprimé dans le *Radical* en novembre. D'après son éditorial consacré à la guerre balkanique, la civilisation, la culture et l'organisation religieuse bulgare prirent rapidement de l'avance sur la propagande serbe, « au point qu'aujourd'hui encore lorsque l'on interroge sur sa nationalité un Slave macédonien : 'Ia sam Bulgarin' vous répond-il. La guerre fratricide de 1885 vint encore grandir l'influence des Bulgares en les montrant capables d'absorber à eux seuls la Macédoine »[2386].

En revanche, Yakchitch, historien serbe envoyé à Paris à la veille des guerres balkaniques pour organiser la propagande officielle de son pays, publie dans le *Temps* en juin sa thèse de la délimitation des territoires de la Macédoine ottomane, revendiqués à la fois par la Serbie et la Bulgarie (voir annexe p.929). Ses principaux arguments sont d'ordre historique, insistant sur le fait qu'Uskub était la capitale des royaumes médiévaux serbes. Dans le même journal, la position bulgare est présentée par un diplomate anonyme. Selon lui, si les Bulgares réclament Monastir et Ohrid, ce n'est pas seulement pour des raisons ethniques, « assurément respectables et dont Yakchitch ne paraît pas tenir un compte suffisant. Il y a là des traditions historiques, aussi sacrées pour les Bulgares que le sont pour les Serbes celles qu'ils ont fait valoir au sujet d'Uskub »[2387]. A ce propos, il souligne que la ville d'Ohrid a été le siège épiscopal de saint Clément, l'apôtre évangélisateur de ces régions et le père de la littérature bulgare du Moyen Âge[2388].

Le 15 juillet, Jean Brunhes donne une conférence à la Société de géographie de Paris sous la présidence du prince Roland Bonaparte, sur la composition confessionnelle et ethno-linguistique des territoires contestés entre Serbes et Bulgares. Devant un public où l'on distinguait entre autres, l'ambassadeur russe, Isvolski, le prince Alexis de Serbie, les ministres français de l'Instruction publique, des Affaires étrangères, et de la Guerre, le professeur au Collège de France, commença son intervention en montrant sur la carte les territoires au cœur du différend, connus sous le nom de « Haute Macédoine »[2389]. Cet espace constitue un creuset « où se mêlèrent les différents peuples balkaniques, d'où la race des Macédoniens ». D'après un recensement « récent et inédit fait à Monastir, la région de la Haute Macédoine comprend environ 325 000 habitants, dont 216 000 chrétiens, 104 000 Turcs, et 5870 Juifs. Les chrétiens

[2386] « La guerre des Balkans et l'épargne française », *Le Radical*, 11 novembre 1912.
[2387] « Réponse à la thèse serbe rédigée par Yakchitch, au sujet du partage de la Macédoine », *Le Temps*, 11 juin 1913.
[2388] La référence au royaume de Samuel au Xe siècle, avec comme capitale la ville d'Ohrid, constitue un des piliers de la mythologie nationale dans l'historiographie macédonienne de nos jours.
[2389] « Le congrès national de géographie s'est ouvert hier, *L'Excelsior*, 16 juillet 1913.

sont des Grecs, des Valaques, des Serbes et des Bulgares »[2390]. La question qui se pose affirme-t-il, est de savoir laquelle de ces quatre races l'emporte. « Or, les Macédoniens se regardent simplement comme Macédoniens »[2391]. Pourtant deux éléments sont à prendre en considération, ajoute-t-il : leur dialecte et leur religion. En ce qui concerne leur dialecte « est compris à la fois par les Bulgares et les Serbes. Quant à leur religion, elle était autrefois grecque, mais sous l'influence de la Russie, elle est soumise, à présent à l'exarchat bulgare. C'est pourquoi l'influence bulgare est une influence religieuse et présente vis-à-vis des Grecs, comme une affirmation du slavisme ». Mais l'influence serbe n'est pas moins profonde, constate-t-il. Elle se traduit par un grand nombre d'usages communs,

> « par exemple celui du *slova* (fête patronymique de la famille) qui est commun aux Serbes et aux Macédoniens et qui n'existe pas chez les Bulgares. D'autre part, la domination serbe plus récente que la domination bulgare, a laissé des souvenirs plus vivaces. Au 13e siècle, les monarques serbes ont fait en Macédoine une œuvre d'unité et de cohésion comparable à celle que faisaient chez nous, vers la même époque les Capétiens »[2392].

Même si Jean Brunhes ne se prononce pas définitivement, « on sent bien que sa propre opinion est que les Macédoniens sont plus Serbes que Bulgares » commente l'*Excelsior* qui publie cette nouvelle. Relatant cet événement, le *Journal,* affirme de son côté que pendant que Serbes et Bulgares se battent sur les champs de bataille, les historiens, les géographes et les ethnographes se penchent sur la carte des Balkans. L'un de ces savants, Jean Brunhes a visité les villes et les villages de Macédoine et il annonça au congrès national de géographie, les résultats de sa mission. Selon les résultats de ses constatations, « le pays est incontestablement plus serbe que bulgare »[2393]. En revanche, dans ce même journal, Ludovic Naudeau, déclare en octobre que « les Macédo-Bulgares parlent la même langue, ont les mêmes mœurs, la même religion, le même costume que ceux de Sofia ou de Philippopoli »[2394].

De son côté, Paul Scott Mowrer, envoyé du journal *The Chicago News* auprès de l'État-major bulgare, visite la région au cœur du conflit diplomatique et militaire entre les deux alliés, au moment où se conclut l'armistice de la Première Guerre balkanique. Accompagné de Constantin Stephanof, professeur à l'Université de Sofia, chargé de lui servir d'interprète et de guide, il traverse depuis Andrinople en train, toute la région de Dedeagatch

[2390] *Idem.*
[2391] *Idem.*
[2392] *Idem.*
[2393] « Jean Brunhes revient de Monastir », *Le Journal*, 16 juillet 1913.
[2394] Ludovic Naudeau, « Pourquoi cette guerre ? », *Le Journal*, 23 octobre 1912.

à Salonique avant d'arriver à Monastir et dans la région d'Ohrid, qu'il considère contre toute revendication albanaise, comme un centre de culture slave.

> « Que cette culture fût plus particulièrement serbe ou bulgare, c'est aux historiens d'en décider. Mais, dans le temps présent, il n'est pas douteux, en dépit des efforts que font les Serbes pour dissimuler les faits, que l'immense majorité des habitants parlent la variante bulgare de la langue slavonne et qu'ouvertement leur fidélité, leur 'allégeance' va au roi Ferdinand »[2395].

Afin d'illustrer cette thèse, il raconte aux lecteurs de l'*Illustration* une scène anecdotique dont il fut témoin. C'était pendant la fête de l'Épiphanie, quand assis sur les rives du lac, il observa le déroulement de la cérémonie du lancement par l'évêque de la croix dans les eaux donnant le signal aux fidèles pour plonger afin de la rattraper. Afin de mieux suivre la scène, il avait pris place dans la maison d'un pêcheur située tout au bord de l'eau.

> « Et quand tout fut fini, que la femme du pêcheur nous eut offert, sur un plateau, des confiseries et des liqueurs, notre hôte lui-même, très nerveux, s'approcha silencieusement du divan où était assis mon compagnon, le professeur Stephanof, de l'Université de Sofia, et à mi-voix, du ton grave d'un homme qui pose une question de vie ou de mort, il demanda : (-) et, dites-moi, comment cela va-t-il, à Sofia ? Ils ne vont pas nous trahir avec les Serbes ? Nous ont-ils oubliés ? »[2396].

A ce propos, le *Journal* rappelle en juin, à la veille de la Deuxième Guerre balkanique, que les Serbes et les Bulgares avaient signé en septembre 1912 un contrat délimitant les sphères d'influence qu'ils se reconnaissaient réciproquement. Dans ce partage, il subsistait une zone contestée autour des villes de Kumanovo, Uskub, Dibra, « où les deux races se confondent ». Aussi avait-il été convenu que, pour son partage définitif, « les deux royaumes s'en rapporteraient à l'arbitrage de l'empereur de Russie. Aujourd'hui, les Serbes non seulement prétendent conserver toute la zone contestée mais encore ils veulent rester pour toujours au cœur même de la Macédoine bulgare, à Ochrida et à Monastir »[2397]. D'après le *Journal,* si les Serbes refusent d'appliquer cet accord, c'est parce qu'ils n'ont pas obtenu en Albanie des territoires dont le dit traité ne leur garantissait en rien la possession. Face à une telle réaction, l'éditorial du *Journal* renvoie ses lecteurs aux paroles que Louis Léger, professeur au Collège de France et un des slavisants les plus renommés, qu'il aurait proférées dans le cadre de la guerre serbo-bulgare de 1885, affirmant que « le congrès de Berlin, en donnant la Bosnie et l'Herzégovine à l'Autriche, a faussé la destinée de la Serbie, qui était

[2395] « Au cœur de l'Albanie », *L'Illustration*, 29 mars 1913.
[2396] *Idem.*
[2397] « Prétentions rivales des alliés balkaniques », *Le Journal*, 12 juin 1913.

l'héritière naturelle de ces deux provinces. La Serbie étouffée au nord et à l'ouest par un redoutable voisin, cherche en vain à de dégager de son étreinte.' »[2398].

Pour sa part, dans *l'Écho de Paris*, Jean Herbette perçoit la résolution du différend entre la Bulgarie et la Serbie au sujet de la Macédoine ottomane, en termes de confrontation entre l'Entente et la Triplice.

> « D'un côté il y a la politique désintéressée qui a uni la France, la Russie et l'Angleterre pour libérer la Grèce, qui a uni la France et l'Angleterre pour émanciper la Roumanie qui a uni la Russie et tous les Slaves des Balkans pour créer la Serbie …, de l'autre côté, il y a la politique d'Eugène de Savoie, de Metternich ou d'Andrassy, celle qui a toujours divisé ou frustré les Balkaniques, celle qui a arraché de leur patrimoine la Dalmatie, la Bosnie, et l'Herzégovine, celle qui a jeté les Serbes contre les Bulgares en 1885 et qui voudrait maintenant jeter les Bulgares contre les Serbes (….) ce n'est donc pas entre Monastir serbe et Monastir bulgare que les Alliés vont choisir, c'est entre ces deux grandes forces de l'histoire. »[2399].

De son côté, la *Croix* est partagée dans sa perception du règlement idéal de ce différend, entre sa satisfaction de voir un bloc vaguement triple-ententiste se constituer de nouveau, incluant la Grèce, la Roumanie et la Serbie[2400] et sa réjouissance face à la nouvelle de la conversion éventuelle des populations exarchistes de la Macédoine ottomane au catholicisme afin d'éviter leur assimilation par les institutions patriarchistes serbes.

En mai, Ludovic Naudeau commente le rôle joué en Bulgarie, par des personnalités des milieux politiques et intellectuels originaires de Monastir et de la Macédoine ottomane. Entre autres, il cite les noms de « Guenadieff, ancien ministre chef du parti stambouloviste ; Laptcheff, ancien ministre, leader du parti démocratique ; Siméon Radeff, littérateur ; Dimitri Risoff, ministre plénipotentiaire à Rome »[2401]. La prépondérance de l'élément 'macédonien' au sein de la scène politique bulgare, devient évidente suite au remplacement de Daneff par Guenadieff en juillet. Face à ce remaniement du cabinet à Sofia, la *Croix*, commente aussi que la Bulgarie se donne un gouvernement « nettement russophobe »[2402]. Pour sa part, le *Figaro* relève le rôle des différents courants politiques à Belgrade, dans la résolution du contentieux serbo-bulgare en Macédoine ottomane. Leurs perceptions divergentes vis-à-vis du règlement de ce différend, se sont manifestées à l'occasion de l'initiative d'arbitrage du tsar russe. A cet

[2398] *Idem.*
[2399] Herbette, « Les deux problèmes orientaux », *L'Écho de Paris*, 22 juin 1913.
[2400] « La guerre est déclarée », *La Croix*, 8 juillet 1913.
[2401] Ludovic Naudeau, « Si l'Europe n'intervient pas une guerre serbo-bulgare est certaine », *Le Journal*, 28 mai 1913.
[2402] « Les Turcs devant Andrinople, les Roumains devant Sophia », *La Croix*, 20 juillet 1913.

égard, le *Figaro* relate que les tendances russophiles du président Pachitch, favorable à une résolution à l'amiable de la question délicate du partage de territoires, furent remportées par le courant d'opinion intransigeant régnant dans l'armée, « dont le général Boyanovitsch est, on peut le croire (…) le porte-voix »[2403].

Ce qui est très important me semble-t-il de noter à propos des perceptions de ce premier différend dans le cadre de l'espace médiatique français, c'est d'une part, l'opposition entre arguments ethnicistes/folkloristes et historicistes en tant qu'armes diplomatiques et de conviction de l'opinion publique et, d'autre part, la prise en compte chez certains journaux, en l'occurrence, le *Figaro* et le *Journal*, des rapports de force à l'intérieur de la scène politique de chaque pays candidat à la succession de l'Empire ottoman sur les territoires contestés. Les informations sur les positions des différents partis politiques au sujet du règlement du différend, permet de mettre en évidence d'une part, leurs affinités avec la diplomatie de grandes puissances européennes, en l'occurrence la Russie dans le cadre des russophiles et des russophobes en Serbie et de leur attitude face à l'arbitrage proposé par le tsar. D'autre part, elle permet aux lecteurs de la presse française de l'époque de mesurer l'intransigeance de chaque parti impliqué dans le différend, à l'aune des affinités personnelles des personnalités politiques locales avec les régions contestées. Par ailleurs, l'étude de la perception de ce différend, avec le témoignage de Paul Scott Mowrer sur la présence à côté de lui d'un guide bulgare, nous montre à quel point la barrière linguistique et la filtration de l'information sous le prisme d'un regard complémentaire qui, en plus, sert de traducteur, est susceptible d'influencer la perception d'un des aspects fondamentaux de la compréhension d'un différend, à savoir l'expression des affinités des individus directement concernés. Enfin, on assiste également à une nouvelle démonstration de l'importance dans la perception du règlement de ce différend, de l'auto-définition et hétérodéfinition des sujets-individus concernés. A côté de leur hétérodéfinition en tant que Macédo-Bulgares, la relativisation de leur auto-définition en tant que Macédoniens, citée au préalable par Jean Brunhes lui-même, ne saurait être interprétée que dans le cadre de sa propre opinion pro-serbe au sujet de ce différend.

[2403] « Deux courants à Belgrade », *Le Figaro*, 24 juin 1913.

III.3.5. Le différend gréco-bulgare

En ce qui concerne le différend gréco-bulgare, les positions divergentes au sein du Parlement grec, ne sont pas prises en compte dans les perceptions de ce différend se reflétant dans l'espace médiatique français. Pourtant, Deville avait averti dès le mois de mars le quai d'Orsay, des vives tensions se produisant dans la *Boulé*, entre le gouvernement et les partis d'opposition. Les chefs de ces partis, se succédant à la tribune, avaient reproché au président du conseil d'avoir désavoué les intérêts de l'hellénisme en laissant entrer dans la sphère bulgare des villes telles que Serrès, Drama ou Cavalla. Venizélos se levant pour prendre la parole, a déclaré « que les populations en question seraient englobées par un des alliés pour des raisons exclusivement géographiques et même si les alliés lui cédaient ces populations, lui, comme chef du gouvernement responsable, ne pourrait pas accepter une telle délimitation de frontière, qui rendrait la Grèce plus faible »[2404]. Par contre, en juillet et suite à la Deuxième Guerre balkanique, le *Figaro* annonce que malgré les efforts de la diplomatie russe, le gouvernement grec semble décidé à exiger des Bulgares l'abandon du port de Cavalla, d'un intérêt géostratégique majeur[2405].

Pour sa part, le *Journal* publie des extraits de la presse grecque où on lit qu'après la diffusion de nouvelles sur les atrocités censées être commises par l'armée bulgare, « l'opinion publique, très surexcitée, demande (…) qu'aucun Grec, désormais ne reste sous le joug bulgare »[2406].

En ce qui concerne, la perception du différend gréco-bulgare en Macédoine ottomane, le *Journal* précise par ailleurs en juin, qu'entre les Grecs et les Bulgares, « nul traité n'a été signé, antérieurement à l'alliance contre la Turquie, pour dire dans quelles proportions s'effectuerait après la paix le partage du butin. »[2407]. Face à cette situation, les propagandes de deux pays s'attellent à convaincre l'opinion publique française du bien fondé de leurs arguments. Les thèses de la propagande grecque sont surtout affichées dans le *Temps*. Le correspondant du journal à Athènes lui envoie les réclamations des « Grecs de Macédoine »[2408]. De son côté, l'*Humanité* publie en août le télégramme envoyé par une délégation de Macédo-Bulgares, au président de la conférence de la paix à Bucarest, Titus

[2404] *AMAE*, Grèce/7, Athènes, le 18 mars 1913, n°95, débat sur la politique extérieure.
[2405] Ray, « Le port de Cavalla », *Le Figaro*, 19 juillet 1913.
[2406] « Serbes et Grecs en appellent à l'Europe des atrocités commises par les Bulgares », *Le Journal*, 14 juillet 1913.
[2407] « Prétentions rivales des alliés balkaniques », *Le Journal*, 12 juin 1913.
[2408] Andreadès, « Réclamations des Grecs de Macédoine », *Le Temps*, 24 juin 1913.

Majoresco, afin de lui signaler qu'ils n'allaient pas accepter de « se soumettre à une hellénisation forcée »[2409].

La bataille des comités censés représenter les communautés locales, est relayée par celle des interviewes des principaux dirigeants balkaniques qui exposent leurs points de vue face au partage des territoires en Macédoine ottomane. Ainsi, le roi Constantin avoue-t-il à René Puaux dans le *Temps,* connaître les défauts de la Bulgarie, « son caractère difficile, son chauvinisme aveugle, les difficultés qu'ont ses gouvernants à apaiser l'élément macédonien »[2410]. Louis Beraud s'entretient en décembre avec Daneff dans le *Journal*[2411]. Il est aussi interviewé par Joseph Coudurier dans le *Figaro* en mai[2412], tandis que dans ce même journal, René Marchand expose les arguments du général bulgare Ranko Dimitrieff, en mars[2413].

Les écrivains et correspondants de journaux français, perçoivent eux aussi le règlement de ce différend en fonction de leurs affinités personnelles avec les acteurs, leurs connaissances, leurs représentations, leurs interprétations des intérêts français sur les territoires contestés. Dans sa correspondance à *l'Illustration* depuis le village de Baltza, Mme Leune, applique dans ce qu'elle présente comme un témoignage recueilli sur place, les modes narratifs des messages publicitaires pour des élixirs de la Belle Époque. Ce n'est pas un hasard, si très souvent, les publicités pour ces produits, empruntaient de leur côté, la forme d'un reportage pour conférer à leur message l'impression-illusion d'immédiateté, proximité, spontanéité et véracité d'un témoignage oculaire, valorisé par un public médiatique qui assiste à la naissance de ce genre journalistique. L'épouse du correspondant de l'*Illustration*, le seul attitré du côté français pour suivre l'armée grecque dans ses opérations militaires, est accueillie par les femmes de « ce petit village grec, malgré les protestations bulgares qui veulent que toute la Macédoine soit bulgare »[2414]. Autour du traditionnel 'kerasma'- offrande de bienvenu, composé d'un glyko- une douceur et d'un café turc, « sur l'éternelle terrasse à colonnes antiques, de bois parce que les gens sont pauvres », la jeune fille de la maison où elle est invitée, lui raconte que son fiancé a été enrôlé de force dans l'armée bulgare, car comment « un Grec peut tirer sur des Grecs ? ». A la question de Madame Leune se demandant s'ils sont vraiment Grecs, ils lui répondent étonnés : « si nous sommes Grecs ? des

[2409] « Les Macédo-Bulgares réclament l'autonomie de la Macédoine », *L'Humanité*, 5 août 1913.
[2410] René Puaux, « Chez le roi Constantin », *Le Temps*, 10 juin 1913.
[2411] Louis Beraud, « Conversation avec M. Danef f », *Le Journal*, 8 décembre 1913.
[2412] J. Coudurier, « Une interview de M. Daneff », *Le Figaro*, 17 mai 1913.
[2413] René Marchand, « Une interview du général bulgare Ranko Dimitrieff », *Le Figaro*, 27 mars 1913.
[2414] L'Illustration, 26 juillet, Jean Leune, « En campagne avec l'armée grecque », *L'Illustration*, 26 juillet 1913.

nobles, Madame, tous les Grecs sont nobles. Avec un passé comme celui que nous avons. Et l'avenir ! quand nous aurons pris tout ce que les Turcs et les Bulgares nous ont volé, quand la Grèce sera grande comme une puissance ». Le principe 'publicitaire' d'une telle présentation narration de la nouvelle, consiste à exprimer à travers la source de l'information, les opinions et représentations des acteurs, des lieux, du présent, du passé et du futur, dominantes chez le vecteur de l'information dans l'espace médiatique. De même que dans un message publicitaire, on essaye de vanter les qualités d'un produit tout en disqualifiant ceux de ses concurrents, on applique les mêmes méthodes de propagande positive et négative ou de désinformation, pour relater les points de vue, réels ou supposés, véritablement recueillis ou inventés, des habitants de la région contestée. Arrivant dans la ville de Doïran, au début du mois d'août, Mme Leune accompagnant son mari, écrit dans *l'Illustration,* qu'à Strumitza, petite ville étouffée dans la vallée, près de Doïran, le mufti s'est approché d'eux en leur disant : « 'Ah ! nos frères les Grecs ! et ils disent cela à Jean, qui est Français ; pas de Grecs là, donc ils ne flattent pas. Enfin, ils sont partis, les Bulgares ! combien nous avons souffert ! (…) Ah ! comme les Grecs sont civilisés ! avec eux nous vivrons comme des frères ! »[2415].

De son côté, Georges Bourdon n'essaye pas de déguiser sa perception du règlement du contentieux gréco-bulgare en Macédoine, et avouant sa dévotion passionnée à la cause grecque[2416], il se prononce dans le *Figaro* en faveur d'un partage faisant la part belle aux revendications helléniques. Néanmoins, un autre ardent partisan des positions grecques dans le règlement des différends territoriaux à l'origine et à l'issue des guerres balkaniques, Gaston Deschamps, se souvient en octobre dans le *Temps* de la publication d'un mémoire sur le berceau de la puissance macédonienne des bords de l'Haliacmon à ceux de l'Axios, par M. de La Coulonche, membre de l'École Française d'Athènes. Conduit par ses explorations jusqu'au bourg ottoman de Vodena, il remarqua en cet endroit, « six mosquées, treize églises et une population principalement bulgare, fixée par une mystérieuse migration au tournant d'une voie tracée par les ingénieurs romains »[2417]. Pour sa part, Marcel Dubois, professeur de géographie coloniale à la Sorbonne, souligne en novembre que « la thèse d'Eschine reconnaissant les Macédoniens comme des Hellènes, doit sembler aujourd'hui préférable à celle de Démosthène, les excluant »[2418]. La représentation du passé de cet espace se fait de nouveau à travers des références privilégiées à l'histoire de l'antiquité, moins lointaine dans

[2415] « Doïran », *L'Illustration*, 2 août 1913.
[2416] Georges Bourdon, « L'armée bulgare débordée », *Le Figaro*, 24 juillet 1913.
[2417] Gaston Deschamps, « De l'Olympe au Rhodope », *Le Temps*, 28 octobre 1912.
[2418] « Les Confédérés balkaniques et la mer », *Le Matin*, 24 novembre 1912.

l'horizon des connaissances des Français pétris de culture classique, ignorant en même temps ou effaçant toutes les étapes historiques postérieures.

Pour sa part, Albert de Mun perçoit le règlement du différend gréco-bulgare à travers les dangers qu'il peut engendrer pour les intérêts français sur place. Selon l'essayiste de *l'Écho de Paris*, le conflit entre les églises patriarchistes et exarchistes, c'est-à-dire « l'Église grecque et bulgare, dont les massacres de Serrès sont probablement un épisode, les périls dont l'une et l'autre peuvent menacer les établissements catholiques, commandent toute l'attention de la France »[2419].

Ainsi dans le cadre de la perception du règlement du différend gréco-bulgare au sujet des territoires contestés en Macédoine ottomane, observe-t-on l'articulation des différentes narrations autour : des considérations géoculturelles dans un journal nationaliste, comme l'*Écho de Paris*, impliquant les préoccupations pour l'impact de tout règlement sur les intérêts français ; des affinités personnelles envers les protagonistes du différend, dans le cas de Gaston Deschamps, Georges Bourdon ou de Mme Leune ; de l'action des propagandes à travers la diffusion dans l'espace médiatique de communiqués des communautés concernées ; de la publication des informations sur les atrocités commises contre la population civile dans les régions contestées. L'information sur la publication de ces informations dans la presse des pays belligérants, en l'occurrence la presse grecque, révèle au public français à quel point la société grecque est galvanisée par ces nouvelles et prête à adhérer aux pratiques agressives suivies par son gouvernement et appliquées par son armée sur les territoires contestés. D'un autre côté, la publication des informations sur les atrocités dans le journal officieux du gouvernement français, le *Temps*, sert d'arme médiatique afin d'infléchir l'opinion publique française du côté de celui qui est représenté comme la victime de ces événements.

III.3.5. Quel statut pour Salonique ?

La perception du règlement du sort de la ville de Salonique est elle aussi en partie façonnée par la prérogative de défendre les intérêts français sur place. En février, le *Temps* relate les impressions d'un Français habitant le port ottoman. D'après lui, l'inquiétude est grande face aux rumeurs en cours, préconisant une prolongation de l'occupation militaire

[2419] Albert de Mun, « Le conflit balkanique », *L'Écho de Paris*, 25 juillet 1913.

voire même sa légitimation. Dans le monde commercial, « on parle beaucoup d'émigration »[2420] affirme-t-il.

> « Et comme presque tout le commerce est aux mains des juifs, c'est dans leurs rangs que l'émigration se produirait. Or, nous avons un intérêt majeur en tant que français, à faire ce qui dépendra de nous pour l'éviter. N'oublions pas que c'est par les israélites et par leurs écoles que notre langue et que notre influence ont pris l'importance qu'elles occupent »[2421].

A ce propos, le directeur de l'Alliance Israélite Universelle (AIU) rappelle au Ministre des Affaires étrangères que partout où l'Alliance crée une école, il se forme un foyer de culture française, puisque dans toutes ses écoles la langue d'enseignement est le français. Grâce à ses établissements scolaires, entre quatre et cinq mille, « presque toute la jeunesse israélite de Salonique parle le français »[2422]. Pourtant le directeur de l'AIU craint l'affaiblissement d'une telle présence culturelle française, face à l'hellénisation ou la bulgarisation des écoles de l'Alliance. Déjà au début du siècle, l'Alliance a dû réduire puis abandonner l'enseignement du français dans ses établissements en Bulgarie.

> « Nulle part le sentiment national n'est aussi exclusif, aussi susceptible que dans ces petits pays balkaniques, qui considèrent l'entreprise la plus inoffensive, quand elle émane d'étrangers, comme une atteinte aux intérêts, à l'indépendance nationale. L'enseignement même des langues étrangères dans des écoles particulières est considéré comme une manière d'intervention étrangère »[2423].

Face à une telle situation, et afin d'éviter une nouvelle diminution du patrimoine moral de la France en Orient, le directeur de l'AIU se prononce en faveur de la transformation de Salonique en port libre. Cette perception n'est pas partagée par l'ambassadeur français à Constantinople. Maurice Bompard, il a beau partager les préoccupations de l'Alliance sur l'avenir de ses écoles dans les Balkans, il considère toutefois comme son véritable adversaire l'action du sionisme. « Le Sionisme qui a pris possession de la Bulgarie obligera l'Alliance à se retirer devant lui dans les provinces annexées ; l'Alliance devra fermer ses écoles comme elle les a fermées en Bulgarie même et les nouvelles écoles israélites seront soumises à l'élément sioniste et par conséquent à l'influence allemande »[2424]. Par contre, le sionisme « n'ayant pas encore envahi le royaume hellénique, les établissements scolaires de l'Alliance

---

[2420] « L'avenir commercial de Salonique, par un des nos compatriotes habitant la ville », *Le Temps*, 11 février 1913.
[2421] *Idem.*
[2422] *AMAE*, Athènes/288, Direction des affaires politiques et commerciales, le 14 février 1913. Il s'agit d'une copie adressée au MAE par le directeur de l'AIU.
[2423] *Idem.*
[2424] *AMAE*, Athènes/288, Péra, le 17 mars 1913, Bompard au MAE, n°208, l'avenir de Salonique et l'Alliance Israélite.

peuvent espérer subsister sous le régime grec plus longtemps que sous le régime bulgare »[2425]. C'est la raison pour laquelle selon le diplomate français, l'Alliance devrait encourager son annexion à la Grèce.

Ces discours s'inscrivent dans un contexte de rapports conflictuels entre l'Alliance et l'Organisation sioniste mondiale d'avant la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit surtout d'un conflit idéologique, comme l'a démontré Catherine Nicault dans ses travaux sur l'Alliance[2426], qui voit s'opposer une vision d'assimilation individuelle prônée par la majorité des Français israélites comme solution aux humiliations et persécutions antisémites, à une vision sioniste d'émancipation nationale. Ce conflit théorique se traduit aussi par des rivalités sur le terrain scolaire. Ainsi, en Bulgarie des années 1900, cette rivalité aboutit à un renforcement de l'enseignement de l'allemand au détriment du français dans les établissements de l'Alliance, au motif que la connaissance de cette langue offrait plus d'avantages professionnels aux jeunes qui les fréquentaient. Cet incident aurait convaincu les responsables de l'Alliance à Paris, que l'Organisation Sioniste Mondiale était un instrument de la politique extérieure allemande. Dès lors, l'Alliance se tourne vers les agents diplomatiques français, qui comme l'affirme Catherine Nicault et comme on peut le voir dans la correspondance consulaire, se montrent très réceptifs à ce mythe de 'sionisme allemand' dont l'Alliance serait l'antidote français[2427]. On pourrait également y voir le rapprochement entre un discours germanophobe et un discours antisémite.

Au-delà des fantasmes colportés par des germanophobes ou des antisémites dans l'espace médiatique français, ou dans les coulisses diplomatiques, une deuxième menace pour la poursuite des activités de l'AIU et sa contribution dans l'expansion de la langue française, est censée être représentée par la société d'aide des juifs allemands (*Hilfsverein des Deutschen Juden*)[2428]. Cette société fondée en 1901, est en grande partie issue de rivalités et divergences idéologiques au sein de l'AIU. De même que l'Alliance était souvent réputée comme trop française, la société Hilfsverein affiche dans ses textes fondateurs comme un de ses objectifs majeurs l'encouragement de l'usage de l'allemand, par les Juifs de l'Europe

[2425] *Idem*.
[2426] Voir Catherine Nicault, "Face au sionisme, 1897-19140 » dans André Kaspi (dir.), *Histoire de l'Alliance Israélite Universelle de 1860 à nos jours*, Paris, A. Colin, 2010.
[2427] *Ibid*., p. 197.
[2428] Cette société d'aide, fondé par des Juifs allemands en 1901, avait comme but l'amélioration des conditions de vie socioculturelles des Juifs de l'Europe de l'Est et du Proche-Orient, mais en même temps la défense de la culture et des intérêts allemands, en face de l'Alliance Israélite Universelle réputée trop française. Le *Hilfsverein des Deutschen Juden* antisioniste fut fortement soutenu au début par le ministre allemand des Affaires étrangères, qui ne voulait pas suivre une politique antiottomane.

orientale et de l'Asie en vue de promouvoir l'influence allemande[2429]. Les relations concurrentielles qui se développent entre ces deux institutions, sont ouvertement exposées dans le rapport annuel de l'Alliance Française, pour l'année 1910[2430], qui relate les avantageuses propositions pécuniaires faites par la Hilfs-Verein, à la Communauté Israélite de Salonique, à condition que la langue allemande remplace la langue française dans ses écoles comme base d'enseignement.

En dehors de la perception des rivalités linguistiques dans le règlement de la question de Salonique[2431], manifestations à part entière d'une diplomatie culturelle[2432] se déployant tout au long de la question d'Orient, il y a aussi la perception des concurrences économiques qui intervient dans ce processus. L'ambassadeur français à Athènes communique au quai d'Orsay le mémoire que les chefs des grandes maisons de commerce de Salonique ont remis aux consuls des grandes puissances. Après avoir exposé les perspectives inquiétantes pour la stabilité politique et la prospérité économique, que comporterait l'annexion de cette ville à l'un des États balkaniques voisins, les rédacteurs de ce document, optent pour « faire de Salonique et de son hinterland, au point de vue politique une région neutre, sous la garantie des grandes puissances, mais au point de vue économique organiser un condominium des trois États balkaniques avec Salonique, ville franche »[2433].

D'après Maurice Bompard, les préoccupations de la population juive de la ville[2434], étaient surtout dues à l'antagonisme que représenterait pour les activités marchandes et commerciales de la communauté, la présence des négociants grecs chrétiens.

[2429] Voir Zosa Szajkowski, « Conflicts in the Alliance Israélite Universelle and the founding of the Anglo-Jewish Association, the Vienna Allianz and the Hilfsverein », *Jewish Social Studies*, 1957, vol.19, p.29-50, p.47.
[2430] *AMAE*, Salonique/93, Alliance Française, comité de Salonique, le 15 mai 1912.
[2431] Sur cet aspect des guerres balkaniques, voir Nicolas Pitsos, "La bataille des langues dans les Balkans ou la dimension linguistique de la Question d'Orient vue de France à la veille de la Grande Guerre" dans Actes du colloque, "Le XIXe siècle et ses langues", organize par la Société des etudes romantiques et dix-neuviémistes, Paris, Fondation Singer Polignac et Institut du Monde Arabe, 24-26 janvier 2012. (texte mis en ligne : http://etudes-romantiques.ish-lyon.cnrs.fr/wa_files/Langues-Pitsos.pdf)
[2432] Voir Anthony Haigh, *The cultural diplomacy in Europe*, Council of Europe, 1974.
[2433] *AMAE*, Athènes/288, Paris, le 7 juin, 1913, n°233, au sujet de la question de Salonique. D'après ce projet, la région, qui serait placée sous ce régime mixte, comprendrait les territoires partant à l'Est de Salonique du golfe d'Orfano et le lac de Takianos, longerait le fleuve le Strouma jusqu'à la hauteur de Demir-Hissar, Poroy, Guevghéli et de là, suivant une direction à l'Ouest jusqu'au sud de Monastir, irait rejoindre la frontière orientale de l'Albanie, laissant Florine, Vodena, à la Grèce. On établirait ainsi au nord et au NE de Salonique une bande étroite de territoire qui permettrait de faire de cette ville avec son hinterland un état neutre tampon entre la Bulgarie et la Grèce. Ainsi ces États trouveraient chacun leur compte à cet arrangement, car n'ayant plus de frontière commune à défendre, ils pourraient limiter leurs armements et affecter une bonne partie de leurs ressources à des réformes d'ordre purement économique et social.
[2434] Voir Emanuela Costantini, « Jewish Communities and the Status of Salonica after the Balkan Wars", dans Catherine Horel, Les guerres…*op.cit.*

> « Le négociant grec qui a ses correspondances dans tous les ports de la Méditerranée et dans tous les centres commerciaux du monde, y supplanterait bientôt le négociant juif. La rivalité de ces deux éléments qui a été à l'origine du boycottage anti-grec organisé en 1909 par le CUP à l'instigation des deunmés de Salonique explique également le mouvement de l'opinion qui vient de se produire parmi les grandes associations israélites de Londres, de New York, de Berlin, de Vienne et de Paris. Le monde juif veut sauver la ville juive par excellence de la ruine dont elle est menacée par l'annexion à la Grèce »[2435].

Par contre, l'ambassadeur français à Constantinople, commente qu'une annexion à la Bulgarie serait vue plus favorablement par les Juifs de Salonique. Une telle évolution, « leur donnerait le territoire intérieur, dont ils ont besoin pour vivre ; elle leur laisserait la suprématie des affaires, les Bulgares n'ayant pas les mêmes dispositions que les Grecs pour le négoce ou la banque et n'ayant pas en tous cas dans les grands centres commerciaux du monde les ramifications dont profitent les Grecs »[2436].

L'écho de ces correspondances diplomatiques arrive jusqu'aux bureaux de presse. Afin de diluer ces appréhensions et contrecarrer ces argumentations, Abraham Constantinis, président de la communauté israélite d'Athènes affirme dans le *Temps* qu' :

> «…on avait effrayé les Israélites de Salonique en dépeignant la décadence imminente de leurs communautés par suite de la concurrence grecque et de leur port par suite d'un partage éventuel de la Macédoine ; mais ils ont été depuis rassurés en considérant les progrès des communautés Israélites de Thessalie depuis l'annexion à la Grèce et en général les progrès incessants de tous les ports de la Grèce. Ils ont compris que si Salonique perd en hinterland, ne saurait perdre son admirable position géographique, et entre les mains d'un État commercial par excellence, possesseur d'une excellente marine marchande, elle trouvera des compensations pour ce qu'elle pourra perdre d'autres côtés »[2437].

De surcroît, il met en avant son impression que la Grèce prendra des mesures susceptibles d'assurer aussi bien au commerce général qu'au commerce de transit, une très grande liberté, « en un mot que sous certaines conditions, la Grèce fera de Salonique un port libre ». Ses thèses sont aussi véhiculées par M. Kofinas dans son long exposé relayé par l'agence Havas et

[2435] AMAE, Athènes/288, Péra, le 17 mars 1913, n°208, au sujet de l'avenir de Salonique et l'Alliance Israélite. Bompard informe le MAE que l'AIU se préoccupant du statut futur de Salonique, recommanda à l'attention du Département la solution que soutenait d'accord avec le CUP. Il s'agissait de reconnaître Salonique, comme ville libre et port franc. Une délégation de Saloniciens, organisée à Constantinople, se disposait à partir pour exposer aux autres Grandes puissances européennes l'intérêt de cette solution. Composée d'un deunmé, Nissim Rousso effendi, ancien secrétaire de Djavid bey et commissaire impérial au moment des guerres balkaniques, auprès de la société du Tombac, et d'un musulman, Ghalib Hassib bey, adjoint à l'inspection des Finances et secrétaire de M. Jolly, cette mission devait être présidée par l'ancien ministre ottoman à Cettigné, Rustem bey Bilinski. Sur l'ordre de la Porte, il a été remplacé par Halim Pacha, ancien ministre de la Justice dans plusieurs cabinets unionistes et qui avait des grands intérêts à Salonique.

[2436] *Idem.*

[2437] « La question israélite à Salonique », *Le Temps*, 19 décembre 1912.

publié dans l'*Humanité* en avril.[2438]. De son côté, Ludovic Naudeau imagine en avril qu'en dernier ressort la création d'un condominium, « c'est-à-dire d'une administration mixte, bulgaro-grecque, serait l'unique moyen d'empêcher un conflit autrement inévitable » [2439]. Cette idée de la mise en place d'un condominium est également envisagée dans la solution serbe de l'imbroglio salonicien, publiée dans le *Temps* en janvier[2440]. A la veille de la Deuxième Guerre balkanique, on assiste à une joute d'interviewes dans ce journal, entre responsables bulgares et grecs, face au destin de la ville de Salonique[2441].

Pourtant, la bataille médiatique de Salonique était déjà lancée dès le mois de décembre et l'ambassadeur grec à Paris informe à cette occasion son ministre, que suite à la publication par le *Temps* de la thèse du général Theodoroff, soutenant que l'armée bulgare entra la première dans la ville, il a aussitôt envoyé la réponse grecque au rédacteur en chef de ce journal, André Tardieu, qui « eut la gentillesse de lui accorder une place visible dans la publication »[2442]. *Le Temps* après avoir relaté la polémique entre les deux États-majors, chacun réclamant le mérite de la capitulation des Ottomans et la priorité de l'occupation, affirme que cette question d'antériorité de quelques heures derrière l'entrée à la ville, ne saurait primer sur d'autres facteurs, tels que sa composition ethnographique. Dans l'arène macédonienne, pendant que les bandes armées se battaient à coup de fusil, les propagandes étatiques se battaient à coups de statistiques et cette confrontation arithmétique se reproduit dans l'espace médiatique français afin d'influencer la perception du public sur le règlement du sort de la ville de Salonique. Dans une telle optique, Michel Paillarès, autre agent de la propagande grecque dans la presse française, publie dans le *Figaro* des extraits de ses entretiens avec des personnalités politiques grecques, unanimes à mettre en avant comme argument prioritaire, « leur majorité parmi les orthodoxes »[2443]. Par contre, le *Temps* constate que si l'on raisonne en termes de communauté majoritaire, « ce serait aux juifs » que devrait revenir la ville de Salonique. Le journal français relate aussi les propos d'Israël Zangwill, auteur du best-seller *The Melting pot* en 1909, où il fait l'éloge de la capacité assimilationniste/integrationniste de la société américaine, et qui envisage de faire de Salonique, un port libre avec un gouvernement israélite. Salonique prendrait à sa charge une

[2438] « La lutte pour Salonique, par Havas », *L'Humanité*, 27 avril 1913.
[2439] Ludovic Naudeau, « L'aurore de la paix », *Le Journal*, 12 avril 1913.
[2440] « Pour l'union des slaves, l'avenir de Salonique ; solution serbe », *Le Temps*, 29 janvier 1913.
[2441] Voir « Interview de Danef », *Le Temps*, 1er juillet 1913 et « L'occupation de Salonique et le partage territorial », *Le Temps*, 3 juillet 1913.
[2442] « όστις ευηρεστήθη να την δημοσιεύση εις καταφανή θέσιν. » dans *Archives du Ministère des Affaires étrangères grec*, 1912/86, N/7, Paris, 20/3 décembre 1912, n°3368.
[2443] Michel Paillarès, « L'attitude de la Grèce », *Le Figaro*, 7 décembre 1912.

partie de la dette de l'Empire ottoman proportionnellement à son importance commerciale et « on demanderait aux principaux juifs européens de consentir aux alliés un emprunt qui serait consacré à créer en Macédoine des œuvres productives. Ainsi le principe des nationalités serait entièrement sauvegardé et toutes les races macédoniennes y trouveraient leur compte »[2444]. En même temps, le fondateur de l'Organisation territorialiste juive, militant pour la création d'un foyer national juif, pas forcément en Palestine ottomane comme le réclamait le mouvement sioniste, mais n'importe où à travers le monde tant que les conditions sociopolitiques eurent été réunies, verrait son projet se réaliser. La composition démographique de la plus grande ville ottomane des Balkans, n'est jamais remise en question dans l'espace médiatique français. Le *Petit Journal* relève en novembre, que c'est en raison du « chiffre élevé de la population juive qu'on appelle en Orient, Salonique, la seconde Jérusalem »[2445], tandis que l'antisémite Paul Bourget dans l'*Écho de Paris* avoue que « la vérité c'est que Salonique est juive »[2446]. A la fin du mois de décembre, le *Temps* annonce les trois hypothèses autour desquelles gravitent les discussions des diplomates et se cristallisent les prétentions des intéressés : Salonique aux Grecs ; Salonique aux Bulgares ; Salonique port libre avec son hinterland autonome. Cette dernière solution « n'est envisagée qu'en désespoir de cause par les Bulgares et avec moins de sympathie encore par les Grecs »[2447]. En même temps, les propagandes des trois alliés balkaniques, bulgare, grec et serbe, principaux prétendants à l'administration de la ville de Salonique, se livrent dans la presse libérale et républicaine à une campagne de démonstration de la tolérance de leurs États à l'égard de leurs citoyens juifs[2448]. Leur but est de convaincre les lecteurs des journaux de ces cultures politiques, caractérisés par leur sensibilisation au sujet du respect des droits de l'homme, de leur capacité d'administrer une ville majoritairement composée d'individus pratiquant des confessions autres que celles établies religions officielles dans les pays prétendants.

A cet égard, la direction politique des affaires étrangères informe le ministre français en février, que le gouvernement serbe fait en ce moment même des efforts :

> « (…) pour se concilier la communauté juive de Salonique. Plusieurs notables israélites de Belgrade y sont allés dire qu'il n'existait en Serbie aucun antisémitisme et que l'on pouvait avoir confiance en les Serbes. »[2449].

[2444] « L'avenir de Salonique », *Le Temps*, 26 décembre 1912.
[2445] « Salonique est prise », *Le Petit Journal*, 9 novembre 1912.
[2446] « Le billet de Junius », *L'Écho de Paris*, 14 novembre 1912.
[2447] « L'avenir de Salonique », *Le Temps*, 26 décembre 1912.
[2448] voir Réna Molho, « Salonique après 1912. Les propagandes étrangères et la communauté juive », *Revue historique*, 1992, janvier-mars, p.127-40
[2449] *AMAE*, Belgrade/ 65, Direction politique des AE, n°34, la question de Salonique, 12 février 1913.

De son côté, le correspondant à Athènes du *Temps*, télégraphie à son journal que les communautés israélites de Grèce suivent avec déplaisir « la campagne menée à l'étranger pour présenter la cohabitation des Grecs et des Juifs comme impossible. La lettre de votre correspondant de Salonique concluant à une fatalité du mouvement antisémite en cas d'annexion par la Grèce est très commentée »[2450]. Par ailleurs, le *Temps* publie l'opinion de Constantinis, président de la communauté israélite d'Athènes et de Grèce. D'après lui, l'histoire des communautés israélites du royaume de Grèce permet de prévoir l'avenir. « Sans parler d'Athènes où les israélites ne se distinguent pas des orthodoxes », dans les îles ioniennes, il attribue « les troubles antisémitiques »[2451] à la politique de division intercommunautaire pratiquée par les Vénitiens et leurs successeurs les Anglais. En 1864, lors de l'Union avec la Grèce de ces îles, « rarissimes étaient les Israélites corfiotes écrivant le grec. Entre eux ils parlaient uniquement le patois judéo-espagnol ; et habitant le ghetto, ils se considéraient comme une race à part. Aujourd'hui on trouverait difficilement des Grecs plus patriotes que les juifs de Corfou » affirme-t-il avant de conclure que la Grèce « est un des rares pays où l'égalité existe non seulement en droit mais en fait, et où il n'y a pas le moindre antisémitisme politique ou social ». Cet éloge de la tolérance de l'État et de la société en Grèce, qui omet des incidents antisémites tels que l'affaire don Pacifico à Athènes pendant la période othonienne, ou ceux basés sur des accusations de meurtre rituel à Corfou dans les années 1890[2452], est reproduit pour la Bulgarie par le grand rabbin de ce pays, le docteur Ehrenpreis, qui communique au correspondant de guerre du *Matin*, Hugues Le Roux, ses inquiétudes face à la « future nationalité de Salonique »[2453] avant de lui préciser que ses coreligionnaires considèrent comme insupportable l'abandon de cette ville à la Grèce. Lui-même, il perçoit « l'orthodoxie grecque comme secrètement fanatique », alors qu'en revanche, il ne peut assez louer la tolérance dont les Bulgares font preuve en matière religieuse[2454]. « Il semble que les raisons pour lesquelles les puritains d'Amérique, victimes de la persécution donnèrent la liberté à tous les cultes en touchant le sol des États-Unis d'Amérique, aient produit chez ces chrétiens montagnards des effets analogues de

[2450] « La question juive à Salonique », *Le Temps*, 3 décembre 1912.
[2451] Références aux pogroms antisémites à Corfou en 1891. Sur ces événements, voir Maria Margaroni, « Antisemitic Rumours and Violence in Corfou at the End of 19th century », *Quest. Issues in Contemporary Jewish History*, 2012, n°3, mis en ligne : www.quest-cdecjournal.it/focus.php?id=306.
[2452] Pour une généalogie de l'antisémitisme en Grèce pendant la question d'Orient voir Bernard Pierron, *Juifs et Chrétiens de la Grèce moderne. Histoire des relations intercommunautaires de 1821 à 1945*, Paris, L'Harmattan, 1996.
[2453] Hugues Le Roux, « Après la lutte contre les Turcs, la lutte contre le choléra », *Le Matin*, 11 avril 1913.
[2454] Pour les manifestations médiatiques de l'antisémitisme en Bulgarie, voir Veselina Kulenska, « The antisemitic press in Bulgaria at the end of the 19th century » Veselina Kulenska, *Quest. Issues in Contemporary Jewish History*, 2012, n°3, mis en ligne : www.quest-cdecjournal.it/focus.php?id=296.

libéralisme » déclare-t-il. D'autre part, il exprime au correspondant du *Matin* son impression que l'installation de l'autorité grecque à Salonique serait suivie d'exode de ses coreligionnaires. « Où sont, demande-t-il les Grecs qui viendraient les remplacer ? ». Un tel scénario est traité « d'intrigue menée avec une grande activité par les juifs de Salonique, qui se font ainsi les instruments dociles de la diplomatie autrichienne » de la part des interlocuteurs Grecs de Michel Paillarès dans le *Figaro*[2455]. Se faisant l'écho d'une telle perception austro-phobe du sort de Salonique, Louis Arnaud affirme en décembre dans la *Croix* d'une part, que si les Grecs et les Bulgares continuent à se quereller, la ville de Salonique deviendra juive, comme l'indique « l'initiative des Sionistes allemands et autrichiens qui rêvant de Salonique comme d'une capitale » ont œuvré à la création « d'un Comité israélite, (…) dans le but d'obtenir de l'Europe que Salonique comme l'Albanie future, soit déclarée autonome »[2456]. Ainsi dans un journal comme la *Croix,* sa perception du règlement de l'avenir de Salonique est façonnée à la fois par son hostilité vis-à-vis de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie et par son antisémitisme, allant de pair avec son antisionisme, omniprésents dans son analyse à la fois de l'actualité nationale et internationale.

En dehors des scénarii concurrents véhiculés dans l'espace médiatique français sur le sort de la ville de Salonique, leur visibilité et appréciation différenciée en fonction des différents journaux, nous montre comment la perception du déroulement des occupations militaires dans un lieu, intervient dans la perception du règlement de son destin futur. Ainsi dans le *Temps* où les tensions intercommunautaires ont-elles été relatées pendant l'occupation de Salonique par les armées bulgare et grecque, la perception du règlement est multiple et elle rend compte de la conflictualité des projections et ambitions futures entre les occupants et les occupés, mais aussi à l'intérieur des différentes communautés de la ville. Par contre, dans des journaux, comme le *Petit Journal* ou l'*Écho de Paris*, où les tensions liées à l'occupation de la ville n'ont pas été médiatisées et où l'occupation de la ville a été représentée dès le départ comme une opération de libération, conformément à la rhétorique des armées d'occupation, cette perception multiple du règlement du statut de la ville n'apparaît pas. Par ailleurs, on assiste à la perception d'une situation paradoxale, à savoir de l'incohérence entre l'étude de scénarios d'attribution de la souveraineté de la ville à tel ou tel autre occupant, et la volonté majoritaire des citadins souhaitant soit rester Ottomans, soit accéder à l'autonomie. Cette dernière perspective est traitée de projet orchestré par la diplomatie austro-hongroise d'une

[2455] Michel Paillarès, « L'attitude de la Grèce », *Le Figaro*, 7 décembre 1912.
[2456] « Lettre d'Athènes, par Louis Arnaud ; Salonique sera-t-elle grecque, bulgare ou ville juive ? », *La Croix*, 7 décembre 1912.

part, chez des correspondants pro-alliés, tels que Michel Paillarès. D'autre part, elle est représentée comme telle, dans une presse antisémite et nationaliste, le considérant comme une tentative de manipulation de la communauté juive de Salonique, censée être favorable à la présence culturelle française dans la ville, par des représentants des deux mouvements : d'un côté, les théoriciens d'une expansion coloniale de la double monarchie vers la Méditerranée, et d'un autre côté d'un mouvement sioniste d'origine austro-hongroise, visant à établir à Salonique le premier État d'Israël des temps modernes, cet État étant perçu dans la narration nationaliste française et grecque, comme satellite de l'expansionnisme austro-hongrois.

III.3.7. Différend bulgaro-ottoman ; le statut d'Andrinople

Par rapport à la question d'Andrinople qui domine le différend entre la Bulgarie et l'Empire ottoman, Jean Jaurès propose en février qu'elle soit soumise à l'arbitrage de la cour de la Haye[2457]. En juillet, suite à l'accueil que les consuls étrangers semblent avoir réservé au prince héritier Youssouf Izzeddine, venu consacrer la réoccupation de la deuxième capitale ottomane, le *Petit Parisien* relate les protestations du cabinet de Sofia. Le journal rajoute que si cette attitude des consuls est confirmée, « elle mérite un véritable blâme ; car non seulement elle est contraire aux traditions internationales, mais elle se trouve en contradiction flagrante avec l'attitude des puissances qui n'ont cessé de désapprouver la politique suivie actuellement par la Turquie »[2458]. De son côté, *l'Humanité* commente la position de la diplomatie russe au sujet de la question d'Andrinople en juillet 1913. D'après le journal socialiste, l'enthousiasme que suscita la prise de cette ville ottomane à la Douma, « de la part de tous les partis bourgeois, contraint le gouvernement du tsar à ne pas laisser Andrinople aux Ottomans sans risquer de se mettre à dos l'opinion publique de son pays »[2459]. Quant à Veillard, après avoir évoqué le veto que le tsar avait mis à la marche bulgare sur Andrinople dans un premier temps, il explique ce détournement par une raison d'ordre diplomatique :

> « …on sait que l'Autriche se pose en protectrice officielle de la Bulgarie…contre la Serbie. La Russie ne peut évidemment pas se laisser évincer par sa rivale. (…) la question d'Andrinople vient à point nommé pour fournir à la Russie, un excellent moyen de s'assurer la clientèle de la Bulgarie sans se trop brouiller avec les Serbes et les Grecs. C'est surtout aux

[2457] Jean Jaurès, « Faites la paix ! », *L'Humanité*, 11 février 1913.
[2458] « Une suspension d'armes de cinq jours sera signée aujourd'hui », *Le Petit Parisien*, 31 juillet 1913.
[2459] B. Veillard, « L'Europe est d'accord contre la Turquie … mais en principe seulement », *L'Humanité*, 25 juillet 1913.

> frais de la Turquie que les Bulgares bénéficieront de la protection russe. »[2460].

Pour sa part, Charles Rivet, pointe dans le *Temps* l'ironie de la position russe dans la question du règlement du sort d'Andrinople. A ce propos, il commente la descente des nationalistes dans les rues de Saint-Pétersbourg, demandant à leur gouvernement de faire respecter les droits nationaux et religieux des Slaves des Balkans. D'après l'envoyé spécial du *Temps*, « par une aberration incompréhensible, par un sectarisme étroit, ils ont oublié ou feint d'oublier qu'il y avait dans leur propre pays des Slaves qui ne demandent pas autre chose que le respect de ces droits »[2461].

Mise à part la référence au partage de la Pologne, Noury de Chateauneuf, évoque un autre événement historique susceptible de façonner la perception du règlement de cette question dans l'espace médiatique français. Celle qui se présente comme la petite fille du comte de Châteauneuf, établit un lien entre la résistance de la ville française de Belfort pendant la guerre franco-prussienne et celle de la ville d'Andrinople assiégée par l'armée bulgare. Cette correspondance mémorielle et émotionnelle est perçue comme susceptible de faire pencher la diplomatie et opinion publique française en faveur de la cause ottomane[2462].

L'*Humanité* relate aussi le plaidoyer de Pierre Loti dans le *Journal,* en faveur de la position ottomane. « Va-t-on, demande-t-il, arracher aux pauvres Turcs cette Thrace qu'ils viennent de reconquérir sur les massacreurs chrétiens ? »[2463]. Par ailleurs, il raconte en août dans *l'Illustration,* l'accueil triomphal et émouvant que lui ont réservé les habitants d'Andrinople. Contre toute attente, il avoue être entré dans une ville en fête. « Tous étaient unis, musulmans, chrétiens et juifs (…) il y avait une explosion d'unanime joie à être délivrés du plus affreux cauchemar »[2464]. En juillet, dans le cadre de la Deuxième Guerre balkanique, le *Petit Journal* souligne que les populations musulmanes qui peuplent la région s'étendant de la baie de Lagos jusqu'à la chaîne de Kara-Balkan, sont des Turcs, peu disposés à se laisser annexer par les Bulgares. De surcroît, « les Grecs eux-mêmes réclamaient ces jours derniers la protection ottomane par l'entremise du patriarche œcuménique »[2465]. Gustave Cirilli, écrit dans *l'Illustration* en août, qu'un mouvement général se manifeste dans toutes les classes de la population, sans distinction de race, de culte ou de religion, pour protester contre le joug

[2460] *Idem.*
[2461] Charles Rivet, « La question polonaise », *Le Temps*, 6 mai 1913.
[2462] Z. Noury de Chateauneuf, « Une voix de femme », *Le Temps*, 1er avril 1913.
[2463] Pierre Loti, « Pour la Turquie », *L'Humanité*, 28 juillet 1913.
[2464] Pierre Loti, « Pour Andrinople ottomane », *L'Illustration*, 30 août 1913.
[2465] « Les Turcs en Thrace », *Le Petit Journal*, 17 juillet 1913.

bulgare et flétrir les atrocités commises[2466]. Face à une telle réaction de la population locale, l'ancien diplomate se demande si l'Europe resterait indifférente. « Les traités, objectera-t-on. Il faudrait faire bien des recherches pour en trouver un seul qui ait été respecté depuis 150 ans, et il peut paraître bizarre qu'à une époque où l'opinion publique mène le monde, on veuille juguler tout un peuple contre la volonté qu'il exprime en toute indépendance »[2467], s'exclame-t-il.

En revanche, Guéchoff expose dans le *Matin* les aspects positifs de l'occupation bulgare de cette ville. Interviewé par Hugues Le Roux, il lui explique qu'« en dehors de l'ardeur de la natalité, dont nous sommes sûrs, il y a le rôle civilisateur des Bulgares » sur les territoires qu'ils avaient conquis. « Je suis né à Philipopoli, sous le joug turc. C'était dans mon enfance un bourbier, un nid de poussière, une agglomération de masures, en tout pareille à Andrinople. Qu'en avons-nous fait ? La ville drainée, pavée, harmonieusement bâtie, heureuse et prospère que vous me dites avoir admirée»[2468]. Son dernier argument consiste à mettre en avant l'entente sociale entre les différentes communautés en Bulgarie. « Le grand-rabbin vous a dit hier combien les israélites appréciaient notre tolérance. ». Afin d'illustrer davantage cet élément, il relève la présence de députés musulmans dans le parlement bulgare.

Par contre, Georges Bourdon publie en novembre dans *le Figaro*, les témoignages d'un Français, M. Laire, quittant son école à Andrinople, juste avant le début du siège de la ville par les Bulgares. Selon lui, si Andrinople devient bulgare, cela risque de porter préjudice à la présence culturelle française car en Bulgarie, il n'y a point d'écoles françaises[2469]. A la fin de la Deuxième Guerre balkanique et alors que le destin de la ville demeure encore incertain, *l'Excelsior* relate un article publié dans le journal, *l'Union de Constantinople*, où l'on avertit de nouveau que si Andrinople passe sous souveraineté bulgare, toutes les institutions françaises seront obligées de fermer leurs portes[2470].

Ainsi le sort d'Andrinople est-il envisagé à travers la médiatisation des exactions commises pendant son occupation ou encore par les représentations de l'intolérance des prétendants envers les institutions économiques et culturelles françaises. Par ailleurs, l'espace médiatique français devient à l'occasion de la perception du règlement de la question d'Andrinople, un lieu où s'exprime une critique de la politique avec deux poids et deux

[2466] Gustave Cirilli, « La reprise d'Andrinople par les Turcs », *L'Illustration*, 9 août 1913.
[2467] *Idem.*
[2468] Hugues Le Roux, « Interview de Guéchoff », *Le Matin*, 12 avril 1913.
[2469] Georges Bourdon, « Un échappé d'Andrinople », *Le Figaro*, 14 novembre 1912.
[2470] « France et Turquie », *L'Excelsior*, 16 août 1913.

mesures, dans le règlement des crises internationales, à propos des réactions différenciées face à l'occupation de cette ville par les Bulgares pendant la première étape des guerres balkaniques et les réactions à l'égard de sa reprise par les Ottomans en été 1913.

Dans le *Temps*, la perception de cette question devient également l'occasion d'épingler l'hypocrisie des nationalistes qui tout en se taisant devant l'oppression des minorités ou des communautés au sein de leur propre pays, se prononcent comme défenseurs des droits des peuples à se disposer d'eux-mêmes à l'étranger. Ces accusations sont adressées aux nationalistes Russes, à propos surtout de leur soutien à la cause séparatiste des Andrinopolitains bulgarophiles, et de leur refus de reconnaître les mêmes droits chez les sujets proches de la cause polonaise ou autres causes nationales au sein de leur propre Empire. La position pro-bulgare de la Russie dans le règlement de la question d'Andrinople, malgré son opposition initiale à l'occupation par l'armée de Ferdinand de cette ville, est également commentée dans la presse socialiste. L'*Humanité*, relate à la fois les agissements des partis nationalistes à la Douma ainsi que les considérations géopolitiques de la diplomatie russe désireuse de s'assurer l'alliance bulgare et cela contre l'influence autrichienne. D'un autre côté, la comparaison des assiégés d'Andrinople avec ceux de Belfort pendant la guerre franco-prussienne, par ceux qui prennent la parole au nom de la cause ottomane, vise à emporter la bataille des émotions, par la réminescence d'un événement lié à une résistance héroïsée, dans un espace médiatique français marqué par la diffusion de la rhétorique revancharde.

III.3.7. La question du Mont-Athos et le statu des populations valaques

Enfin, deux aspects supplémentaires du règlement de la question macédonienne sont perçus dans l'espace médiatique français. Il s'agit d'une part, du sort réservé au Mont-Athos et d'autre part de la place des populations valaques dans le nouvel ordre territorial.

En ce qui concerne, le statut de la 'Montage sacrée', le *Gaulois* pointe en janvier l'erreur commise par plusieurs de ses confrères anglais et continentaux, qui annoncent la fondation d'un nouvel État. Cela ne correspond pas à la réalité historique, « car cet État monacal cette république de moines existait depuis des siècles du temps de Byzance et la conquête turque n'y a rien changé »[2471]. Par contre, le journal de droite nationaliste, s'inquiète des tentatives autrichiennes, pour participer à l'administration de ce territoire. De son côté, le *Temps* souligne « la grande leçon de libéralisme que donnaient les Turcs à l'égard des

[2471] « Un nouvel État », *Le Gaulois*, 24 janvier 1913.

couvents orthodoxes de l'Athos »[2472]. En route vers cette cité monacale depuis Salonique, l'envoyé spécial de ce journal s'embarque sur le paquebot russe Lostoff. Parmi les passagers de première classe, il y a un évêque arménien qui regagne son diocèse après un voyage en Palestine, un haut fonctionnaire ottoman rappelé dans la capitale, un marchand d'Odessa et sa femme, qui, quand on lui dit que le bateau mouillerait au mont Athos, mais qu'il lui serait formellement interdit de descendre à terre, « en vertu d'une discipline sévère et immémoriale interdisant l'accès à toute femelle, depuis la femme jusqu'à la poule, elle fut prise d'abord de grands éclats de rire, puis elle se récria, protestant qu'elle descendrait tout de même, au besoin sous un déguisement »[2473]. En dehors de l'aspect anecdotique de ce récit, l'envoyé du *Temps* informe également ses lecteurs qu'on a parlé ces jours-ci d'internationaliser la montagne sainte, d'en faire un territoire neutre, commun à tous les États orthodoxes ». Face à une telle éventualité, « les moines grecs ont vivement protesté », précise-t-il. Ainsi, se profile une des composantes majeures de la question d'Orient dans sa dimension balkanique, à savoir les antagonismes entre les différentes communautés religieuses, notamment au sein de l'univers chrétien orthodoxe pour la suprématie spirituelle et organisationnelle de l'espace profane, mais aussi sacré. Ces rivalités s'inscrivent dans un réseau d'antagonismes plus large, voyant l'implication des pays voisins ou plus lointains, désireux de soumettre sous leur tutelle hégémonique, ce lieu d'intérêt géostratégique mineur mais d'une importance symbolique majeure.

Enfin, c'est la place des Koutzo-valaques dans le nouveau statut territorial qui préoccupe le gouvernement roumain. Le destin de cette communauté parlant un dialecte latin, le valaque, devient surtout événement médiatique dans le *Journal* et le *Temps*, grâce d'une part aux analyses géopolitiques de Brice et d'autre part à la fonction du *Temps* comme tribune ouverte aux revendications des différents acteurs du conflit. Dans le cadre des pourparlers pour la paix en décembre, Brice informe ses lecteurs du *Journal* que les Koutzo-valaques forment en Macédoine, « surtout du côté de l'Épire, des petits groupes qui ont été longtemps considérés comme grecs et se sont découvert, il y a une vingtaine d'années, des affinités ethniques avec les Valaques de Roumanie »[2474]. Cette évolution a suscité de vives protestations du côté grec, compliquant les relations bilatérales entre les deux pays et allant jusqu'à provoquer une rupture diplomatique au début du siècle. La guerre a rallumé la querelle selon le spécialiste des relations internationales du *Journal*. « La Roumanie a tardé à

[2472] « Une république de moines », *Le Temps*, 11 février 1913.
[2473] *Idem.*
[2474] Saint Brice, « La préparation de la paix s'annonce laborieuse », *Le Journal*, 8 décembre 1912.

s'émouvoir. Elle semble avoir fini par comprendre que le sort des Koutzo-valaques lui offrait l'occasion d'intervenir dans le règlement balkanique ». Pourtant, il souligne que c'est « contre la Grèce qu'elle fait valoir sa revendication, alors que c'est de la Bulgarie qu'elle attend la compensation désirée ». Il perçoit derrière cette manœuvre qui a lieu au lendemain des visites du général Conrad à Bucarest et de l'héritier de Roumanie à Berlin, la main de la diplomatie triplicienne désireuse « d'embrouiller l'écheveau diplomatique ».

En janvier, le *Temps* reproduit des extraits d'une interview accordée par Take Ionesco, au correspondant de la Nouvelle Presse libre à Londres au sujet des Koutzo-valaques et de leur dispersion géographique. D'après lui, les Koutzo-valaques ont des colonies dans tous les pays des Balkans.

> « A tous ces États ils ont fourni des hommes de valeur. Les soi-disant Albanais helléniques sont des koutzo-valaques ; l'homme d'État bulgare Ghenadief, le général serbe Markovitch Zinzar étaient Koutzovalaques; notre premier-ministre est le fils d'un Koutzovalaque qui a publié une étude sur le dialecte des Roumains d'Istrie. Moi-même je suis, par ma mère, d'origine Koutzovalaque. Dans la Grèce proprement dite, il y a aussi des Koutzovalaques et il existe de leurs colonies jusque dans le voisinage d'Athènes »[2475].

A la veille de la Deuxième Guerre balkanique, le *Temps* revient sur le sujet de cette communauté ethno-linguistique, à travers la publication d'un article qui lui est adressé par Alexandre Rubin, rédacteur en chef de *l'Indépendance* roumaine. Il affirme que la Roumanie ne nourrissant pas d'ambitions territoriales en Macédoine, elle n'est intervenue dans le combat macédonien que suite au réveil de la conscience ethnique des Koutzo-valaques. « Il y a en effet entre les Roumains de la Dacie trajane et les Valaques du Pinde et d'Hémus plus qu'une lointaine communauté d'origine comme celle qui existe entre les peuples néo-latins. Ils font partie du même groupement ethnique qui après la conquête romaine, s'est formée dans un intervalle de cinq siècles »[2476]. La perception du statut de ces communautés balkaniques dans le cadre du nouvel ordre territorial qui se dessine après les guerres balkaniques, s'inscrit à la fois dans le règlement des différends bulgaro-serbe et gréco-bulgare, en Macédoine ottomane, et elle est également influencée par les débats sur la délimitation des frontières albanaises.

[2475] « Les Koutzo-valaques », *Le Temps*, 12 janvier 1913.
[2476] « La Roumanie et les Koutzo-valaques », *Le Temps*, 25 juin 1913.

III.4. La question adriatique

A côté de la question macédonienne, la question adriatique dans sa double dimension, d'antagonismes politiques, économiques et culturels opposant l'Italie, l'Autriche-Hongrie à la Serbie et au Monténégro soutenus par la Russie, et d'autre part les sujets ottomans se reconnaissant dans l'identité albanaise et militant pour la création d'un État albanais contre les visées territoriales de leurs voisins, occupe elle aussi une place importante dans l'espace médiatique français pendant les guerres balkaniques.

« Depuis quelque temps on ne parle que des Albanais. Les nations européennes se les disputent : les uns les voudraient indépendants, les autres voudraient les asservir. Il en est, cependant, bien peu qui les connaissent[2477] ». Ce constat publié dans la revue très populaire *Le Petit Écho de la Mode* en janvier 1913, témoigne de l'intérêt suscité par la question albanaise auprès de la société française de l'époque[2478]. En pleine période de conflit militaire entre les royaumes balkaniques et l'Empire Ottoman pour le contrôle de ses possessions européennes, les débats sur la création d'un État albanais sont au cœur des négociations diplomatiques mais aussi au centre des discussions publiques, surtout en novembre, en avril et en mai, c'est-à-dire au moment où les tensions austro-serbes et austro-monténégrines au sujet de la délimitation des frontières de l'État albanais, battent leur plein (voir tableau ci-dessous). En dehors de l'aspect quantitatif de l'agenda albanais dans la presse française, il est aussi intéressant de relever, sa déclinaison qualitative, autrement dit le choix des sujets faisant la Une. Ainsi, le public de la *Croix,* journal de droite catholique et islamophobe, perçoit l'actualité 'albanaise' des guerres balkaniques, à travers des clichés d'Albanais catholiques[2479] ou la lapidation médiatique d'Albanais musulmans ayant « trahi la cause monténégrine »[2480]. Les lecteurs du *Figaro* s'invitent à un voyage virtuel sur les lieux de l'actualité albanaise, à travers les analyses de l'envoyé spécial serbophile du journal Gaston Gavrier ou la publication des extraits de *l'Albanie inconnue* de Gabriel Louis-Jaray[2481].

[2477] «Les Albanais», *Le Petit Écho de la Mode*, janvier 1913.
[2478] Pour une estimation de cet intérêt voir le tableau qui relate les documents textuels et visuels, articles, cartes et clichés photographiques consacrés à l'Albanie, les Albanais et la question albanaise, à la Une de huit journaux français entre octobre 1912 et août 1913.
[2479] « Albanais catholique insurgé (cliché)», *La Croix*, 27 octobre 1912, « Femmes catholiques albanaises (cliché)», *La Croix*, 5 novembre 1912, « Un village catholique albanais, l'église et la place publique (cliché) », *La Croix*, 30 novembre 1912.
[2480] « Les Albanais qui ont trahi la cause monténégrine sont forcés par les Monténégrins à assister, les mains liées derrière le dos, au bombardement de Scutari (cliché)», *La Croix*, 12 novembre 1912.
[2481] « L'Albanie inconnue », *Le Figaro*, 3 janvier 1913.

Dans ce journal[2482] ainsi que dans d'autres proches d'une culture politique royaliste ou préoccupés par la promotion d'intérêts français dans la région, à l'instar du *Petit Parisien*[2483], les rumeurs autour de la candidature du duc de Montpensier pour le trône du nouveau royaume, deviennent des événements médiatisés. La question du choix d'un souverain pour le nouvel Etat, occupe une place importante dans la presse française, avec la personnalité du prince Fuad d'Egypte, affichée à travers les colonnes du *Temps*[2484] et du *Petit Parisien*[2485], alors que celle d'Essad pacha, supposé favorable à l'influence française dans la région est fort médiatisée dans des journaux comme le *Journal*[2486], le *Matin*[2487] ou le *Petit Parisien*[2488]. Dans ces deux derniers, la nouvelle de capitulation de Scutari décidée par Essad pacha, est présentée à la fois sous forme de roman-feuilleton et de scandale de corruption, conformément aux goûts de leur public, friand de faits divers. Ces journaux ainsi que le *Journal*, souhaitent également offrir à leurs lecteurs l'illusion de leur rapprochement des zones du conflit, à travers la publication de clichés visant à les familiariser avec la vie quotidienne de ses acteurs[2489]. Derrière une telle sélection de sujets illustrant l'actualité internationale, on pourrait supposer à la fois la volonté de ces médias de satisfaire la curiosité ethnographique-folklorique de leur public, aiguisée par le développement de la culture du voyage, pour la découverte d' « Ailleurs représentés comme exotiques, ainsi que leur volonté de démontrer leur capacité de concurrencer le cinématographe naissant, par la projection sur l'écran d'images des séquences de la guerre, censées créer l'illusion d'une immersion du spectateur dans le paysage filmé, supprimant la distance le séparant de celui-ci.

D'un autre côté, dans un journal nationaliste comme le *Petit Journal*, ce sont surtout des nouvelles présentées sous un ton inquiétant et alarmant au sujet du partage de l'Albanie entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie qui occupent la Une[2490], alors que sa position pro-serbe et islamophobe, s'affiche ouvertement dans la publication des clichés mettant en scène une occupation idyllique de Scutari par l'armée serbe contre la démonstration de la férocité des

[2482] « Le trône d'Albanie », *Le Figaro*, 28 avril 1913.
[2483] « Le duc de Montpensier en Albanie », *Le Petit Parisien*, 18 mars 1913.
[2484] « Déclarations du prince Fuad d'Égypte (la question d'Albanie) », *Le Temps*, 12 janvier 1913.
[2485] « Le prince Ahmed Fuad pacha, prétendant au trône d'Albanie (cliché)», *Le Petit Parisien*, 21 décembre 1912.
[2486] « Essad pacha sera-t-il prince d'Albanie ? », *Le Journal*, 28 avril 1913.
[2487] « Le marché entre le roi de Monténégro et le gouverneur de Scutari Essad pacha », *Le Matin*, 28 avril 1913.
[2488] « L'histoire romanesque d'Essad Pacha », *Le Petit Parisien*, 28 avril 1913.
[2489] « Les habitants d'un village albanais discutant les événements (cliché)», *Le Petit Parisien*, 15 mai 1913, « Le bazar à Scutari (cliché)» *Le Journal*, 24 avril 1913, « La mode féminine à Scutari d'Albanie », *Le Matin*, 8 juin 1913.
[2490] « L'Autriche et l'Italie vont-elles intervenir toutes deux en Albanie ? », *Le Petit Journal*, 4 mai 1913.

combattants Albanais musulmans[2491]. Au contraire, les termes employés par le *Petit Parisien* pour qualifier l'occupation serbe des territoires albanais ou revendiqués comme tels par le nouveau gouvernement albanais, ne sont pas les mêmes et le journal le plus lu et proche du gouvernement, qui parle d'invasion[2492], reflétant éventuellement les préoccupations des milieux diplomatiques sur les complications d'une telle intervention. Enfin, dans ce journal ainsi que dans le *Petit Journal*, le *Journal* ou le *Temps*, la question albanaise est traitée à travers les analyses de leurs spécialistes

des relations internationales, André Chéradame, Saint-Brice ou André Tardieu, insistant tous sur le rôle de l'Europe dans sa résolution[2493].

Tableau : Fréquence des références à l'Albanie ou la question albanaise à la Une de mon échantillonage entre octobre 1912 et août 1913.

	La Croix	*Le Figaro*	*L'Humanité*	*Le Journal*	*Le Matin*	*Le Petit Journal*	*Le Petit Parisien*	*Le Temps*
octobre	2	-	-	3	-	-	1	-
novembre	3	-	1	3	1	2	3	2
décembre	-	-	-	-	1	2	3	-
janvier	-	1	1	2	-	1	1	1
février	-	1	-	1	1	1	-	-
mars	1	1	2	-	3	2	2	-
avril	-	1	2	2	4	7	3	-
mai	-	1	3	1	4	6	4	3
juin	-	-	-	-	1	-	-	-
juillet-août	-	-	-	-	-	-	-	-

Au moment où des revendications conflictuelles, des ambitions ou des convoitises contradictoires opposent les Grandes Puissances et les royaumes balkaniques pour la délimitation des frontières d'un État albanais, le public français reçoit donc des informations

[2491] « Les Serbes s'installent à Durazzo, notre photo les montre occupés à construire une boulangerie (cliché)», *Le Petit Journal*, 30 novembre : « Quelques instruments de torture albanais ; en Vieille Serbie, le clergé serbe va enterrer une tête coupée par des Albanais (cliché)», *Le Petit Journal*, 7 décembre 1913.
[2492] « L'armée serbe envahit l'Albanie », *Le Petit Parisien*, 30 octobre 1912.
[2493] « L'appel de l'Albanie à l'Europe », *Le Journal*, 30 novembre 1912, « L'Albanie future et l'Europe », *Le Petit Journal*, 7 janvier 1913, « Et l'Europe ? (question albanaise) », *Le Temps*, 5 mai 1913.

et appréciations divergentes. Des événements militaires comme le siège de Scutari, aux coulisses des conférences internationales, en passant par les péripéties sur le choix du futur souverain, la naissance de l'Albanie moderne est largement médiatisée dans la presse française. En novembre 1912, la question albanaise est située au cœur de la question des Balkans, dans une région comme le commentait Ernest Judet dans l'*Éclair*, « fertile en complications et en revendications infinies, où s'entrecroisent et s'enchevêtrent tant d'influences, d'intrigues et d'ambitions »[2494].

Une des questions dominantes dans la presse française de l'époque, est l'interrogation concernant l'existence d'une nation albanaise. A partir de ce point d'interrogation, des partisans ou des adversaires à la création d'un État albanais, croisent leurs arguments et étalent leurs images stéréotypées sur l'Albanais, l'Albanie et son passé. Une fois l'État albanais reconnu par les diplomates de la conférence de Londres, les essayistes et autres commentateurs publics, s'interrogent sur les conditions de la mise en place d'une telle entité étatique. L'État albanais peut-il gérer son destin tout seul ou doit-il être mis sous tutelle ?
Ce qui frappe au départ les écrivains dans l'espace médiatique français, à propos des contrées adriatiques de l'Empire ottoman, c'est leur isolement face au reste du monde. Ainsi le correspondant du *Matin*, dans son voyage à travers l'Albanie, remarque qu'une lettre envoyée par Ismail Kemal, le chef du gouvernement albanais provisoire à Valona, à l'un de ses fils, Tahir bey, résidant à Nice, « a mis trente deux jours pour lui parvenir. Ce peuple, ajoute-t-il, « ne sait rien de ce qui se passe en Europe, pas plus que l'Europe ne sait ce qui se passe chez lui »[2495]. De son côté, l'*Illustration* annonce en janvier la publication du livre de Gabriel Louis-Jaray, *l'Albanie inconnue*. Ce voyageur français est présenté comme un explorateur téméraire, « poussé par un instinct vraiment divinatoire »[2496]. Il franchit durant l'été 1909, les montagnes centrales de Licema et de Mirdite, où « nul étranger ne s'était aventuré avant lui ».

III.4.1. La question de la conscience nationale

Bien que peu familiarisé avec l'espace albanais, Georges Bourdon, écrit dans le *Figaro*, que les Albanais ne sont pas un mythe. « L'Albanais avant même qu'il ne fût question d'Albanie, était un fait. Il avait son histoire, qui ne fut, durant cinq cent ans, qu'une longue

[2494] Ernest Judet, « L'Albanie », *L'Éclair*, 9 novembre 1912.
[2495] « Au seuil de l'Albanie », *Le Matin*, 25 mars 1913.
[2496] « La question d'Orient », *L'Illustration*, 25 janvier 1913.

résistance au Turc, au maître.»[2497]. Dans l'*Humanité*, Hubert Lagardelle, souligne qu'à Elbassan, à Bérat, à Koritsa ou encore à Avlona, il y a « un commencement de vie intellectuelle albanaise. Il existe un courant de régénération nationale, une 'Jeune-Albanie' dont le foyer est formé par quelques journaux et quelques écoles. »[2498].

Par contre, la *Croix*, tout en admettant l'existence d'une « race albanaise », se demande s'il existe une conscience albanaise. Pour y répondre, le journal catholique rappelle à ses lecteurs les observations de Victor Bérard, issues de son voyage dans les Balkans ottomans à la fin du XIXe siècle. Cet helléniste affirme avoir rencontré « des Albanais philhellènes, des Albanais payés pour se dire sujets de l'Autriche, des Albanais assez reconnaissants pour obéir au sultan qui les aimait. Il n'a pas vu d'Albanais albanais»[2499].

D'après Victor Forbin, ce peuple « nouvellement né à la vie politique est le doyen des races européennes »[2500]. Son exposé sur sa longue histoire depuis l'antiquité, dans la revue *Je sais tout*, vise selon lui à mettre en relief deux faits majeurs : que la nationalité albanaise n'est pas une invention diplomatique, « comme l'ont avancé de mauvaises langues »[2501], et que les Albanais « qui sont les véritables autochtones de la péninsule balkanique ont droit à leur indépendance »[2502]. Cette perception 'continuiste' du passé des Albanais, inspiré du principe de 'l'autochtonicité' érigé en indice révélateur de l'existence incontestable d'une nation et de légitimation de ses revendications territoriales à travers son ancrage dans un certain espace[2503], apparaît déjà dans le manifeste de la société *Drita* à Bucarest en 1903. Les origines du peuple albanais sont remontées jusqu'aux Pélasges, formant ainsi « la souche la plus ancienne des habitants de la Péninsule balkanique »[2504]. Dans ce manifeste, les membres de cette association albanaise, dénoncent en même temps la lutte « pour la dénationalisation du peuple albanais menée par les propagandes des pays voisins de l'Empire ottoman dans les Balkans »[2505].

[2497] Georges Bourdon, « Le problème albanais », *Le Figaro*, 30 septembre 1913.
[2498] Hubert Lagardelle, « Autour de l'Albanie », *L'Humanité*, 15 avril 1913.
[2499] *La Croix*, 30 novembre 1912.
[2500] Victor Forbin, « L'Albanie, doyenne des races, benjamin des États », *Je sais tout*, juin 1913, p.759-760.
[2501] *Idem.*
[2502] *Idem.*
[2503] On retrouve l'emploi de ce principe dans la construction de toute conscience nationale dans les Balkans, tout au long de la question d'Orient. Ce principe censé garantir aussi l'antériorité de la présence d'une 'nation' ou d'un groupe national sur les territoires revendiqués par un État-nation, vient compléter la triade de la mythologie nationale, à côté du principe de la continuité de la nation à travers les temps et de sa supériorité culturelle supposée à l'égard d'autres groupes nationaux ou d'autres États concurrentiels.
[2504] *AMAE*, Monastir/26, appel de la société albanaise 'Drita' Bucarest, le 1/14 octobre 1903.
[2505] *Idem.*

En revanche, Frantz de Jenssen, parle dans le *Temps* d'une « nationalité inexistante »[2506]. Le partisan des revendications territoriales grecques pendant le conflit, et correspondant de journaux danois, *Berlingske Tidende*, français, *le Temps*, l'*Illustration*, et anglais, *The Morning Post*, arrive au mois de mai à Durazzo, avec l'*Albanie*, du Lhoyd autrichien. A Durazzo, il achète des chevaux et se procure un drogman, « un Albanais dont l'éducation fut grecque et qui savait un peu de français ». Il lui a été recommandé par l'archevêque orthodoxe, Mgr Jacques dont le diocèse s'étend jusqu'à Elbassan et au lac d'Ohrid. De ses expériences et rencontres multiples durant son séjour, il dégage une impression dominante :

> « …il n'est pas vrai qu'il existe un peuple albanais qui aspire à une autonomie ou à une indépendance. J'irai encore plus loin et je dirai qu'il n'existe pas un peuple albanais. Une race certainement ; mais tout ce qui constitue la nationalité lui fait défaut ; en effet on ne rencontre ni un sentiment de communauté ni des aspirations vers des conditions meilleures pour l'ensemble de la race. Il se peut que les différences entre les dialectes guégue et tosque soit minime, mais il n'existe à proprement parler ni une langue écrite, ni des traditions historiques ni une littérature populaire communes aux différentes sectes religieuses. La seule culture qu'on trouve est la culture turque pour la classe supérieure des musulmans, la culture grecque pour l'ensemble des chrétiens orthodoxes, et peut-être la culture latine pour les chrétiens catholiques. Entre ces deux catégories il y a un gouffre infranchissable »[2507].

Le journaliste danois, inféodé à la propagande grecque dans la région des Balkans, revendiquant elle aussi des territoires sollicités par l'État albanais, poursuit son argumentaire[2508] destiné à nier l'existence d'une conscience nationale albanaise. Il affirme que ce fut en vain qu'il s'est efforcé d'expliquer à ses interlocuteurs, le but qu'a voulu atteindre le gouvernement de Vallona en s'adressant à l'Europe pour la réalisation de l'autonomie albanaise. Quand il aborde la question de l'éventuelle nomination d'un prince européen et chrétien, comme chef du nouvel État, il se heurte à un mur de silence prolongé. Pressés alors de se prononcer à cet égard, les villageois qui l'entourent, lui répondent : « non,

[2506] Frantz de Jenssen, « Une nationalité inexistante », *Le Temps*, 7 août 1913.
[2507] *AMAE*, Monastir, 27, Monastir le 28 juin 1913, à Stephen Pichon, n°22 ; Frantz de Jessen, le 28 juin 1913 à M. de Berne-Lagarde.
[2508] Son argumentaire ressemble à la check liste identitaire évoquée par Anne-Marie Thiesse dans son ouvrage sur la construction des identités nationales en Europe. Voir Anne-Marie Thiesse, *…op .cit.*, p.14. Il est aussi intéressant du point de vue de la définition de la culture des différents groupes d'habitants, perçue en termes de pratiques linguistiques et confessionnelles et s'inscrivant dans une perception de la société ottomane comme multiculturelle. Bernard Lory met en avant au contraire, dans une perception 'universaliste' de la société ottomane et non plus communautariste, l'existence d'une culture ottomane résultante de la rencontre entre les différentes expressions culturelles au sein de chaque communauté confessionnelle et linguistique de l'empire ottoman, mais en même temps les transcendant et les substantialisant en une nouvelle culture originelle. Voir Bernard Lory, *La ville balkanissime : Bitola, 1800-1918*, Istanbul, éd. Isis, 2011.

effendim, nous ne désirons pas un prince chrétien parce que nous avons peur qu'il nous enlèvera notre sainte religion ». Il y avait aussi des villages où « on n'a pas voulu croire à l'éventualité de la désignation d'un prince étranger », affirme-t-il, car disait-on, « le Padischah ne le permettra jamais et il ne nous laissera pas seuls parmi les chrétiens ». En revanche, il souligne que la minorité chrétienne est presque toute entière sous l'influence de son église orthodoxe. « Même les Koutzo-valaques m'ont dit que leur cœur était grec. Ils craignent tous l'autonomie parce que pour eux elle signifie l'introduction d'une constitution à l'européenne comportant l'égalité devant la loi et entrainant l'abolition des privilèges scolaires ainsi que la subordination à la majorité musulmane ». D'après le correspondant danois, l'autonomie a été désirée et réalisée par un petit groupe de beys albanais qui ont parfaitement compris que n'importe quel autre régime mettrait fin à leur suprématie.

> « Je n'hésite pas à dire que le mouvement en faveur de l'indépendance albanaise est basé sur la réaction et sur le bluff. Parmi les agitateurs il y a certainement des nationalistes convaincus et sincères ; mais l'origine de l'agitation tant dans le pays même qu'en Europe est bien la crainte de la perte probable des privilèges féodaux. Il est évident que le régime des beys, qui a été déjà très menacé sous les Jeunes Turcs, deviendrait impossible sous des gouvernements aussi profondément démocratiques que le sont ceux de la Serbie et de la Grèce ou même sous un simple contrôle autrichien ou italien »[2509].

Ces points de vue qui voient derrière la formulation de revendications et de projets nationalistes, des préoccupations de maintien d'un certain ordre social, d'une certaine hégémonie socioculturelle et d'un certain pouvoir symbolique et politique au sein d'une communauté, viennent rejoindre la perception du consul français à Scutari. Au déclenchement du conflit dans les Balkans en octobre 1912, celui-ci envoie au ministre des affaires étrangères un rapport sur la situation dans la région des Malissores, une communauté de sujets ottomans de confession chrétienne catholique dans le nord de l'Albanie de nos jours. Il l'informe que dans les villages de la plaine comme dans ceux de la montagne, le prêtre jouit d'une autorité et d'une considération très grande puisqu'il exerce :

> « …son ministère parmi des populations très croyantes contre lesquelles il peut brandir l'arme terrible de l'excommunication, qu'il est leur conseiller et leur porte-parole dans toutes les circonstances de la vie publique et privée. Il est la seule intelligence parmi ces illettrés qui suivent à l'aveuglette ses conseils, qui, de tous temps, leur ont inspiré une sainte horreur des

[2509] *AMAE*, Monastir, 27, Monastir le 28 juin 1913, à Stephen Pichon, n°22 ; Frantz de Jessen, le 28 juin 1913 à M. de Berne-Lagarde.

> musulmans et des autorités musulmanes dans l'unique but de ne rien perdre de sa suprématie et de son influence »[2510].

Suite à la révolution jeune-turque, c'était son autorité, « la consécration de son pouvoir temporel auquel il tient autant qu'à son pouvoir spirituel » qui était menacée. Le jour où le roi Nicolas dévoila ses intentions, parlant ouvertement d'ajouter à son royaume la région des Malissores, le prêtre comprit « que son règne sera fini le jour où les catholiques de la Malissia auront passé sous l'étendard orthodoxe »[2511].

Face à une telle perception de la naissance de revendications nationales, Frantz de Jenssen conclut que faute de peuple conscient en Albanie, les aspirations d'indépendance ont été inventées. Avouant aussi que ses interlocuteurs lui évoquaient l'expérience de la Bulgarie et de la Grèce « où tous les progrès étaient dus au roi Ferdinand et au roi Georges », il déduit que « pour ces nationalistes (…) il faut commencer par la nomination d'un roi et finir par la création de la nation. ». Dans la *Bataille* aussi[2512], on lit « qu'aucun des mouvements albanais antérieurs à la guerre n'avait de cachet national et ne fut dicté par l'idée d'autonomie ou d'indépendance politique ». Ce point de vue trouve son écho dans le *Figaro* à travers la voix d'un 'serbophile' convaincu, Gaston Gavrier, quand il déclare que « les Albanais n'ont ni passé, ni traditions nationales communes, ni unité de religion, de langue et d'alphabet, que toute espèce de sentiment national est étrangère à la masse »[2513].

Derrière une telle perception de la construction d'une identité nationale, on retrouve le mécanisme étudié par des historiens du nationalisme tels qu'Eric Hobsbawm[2514] qui insistent sur le rôle de l'État ou des élites agissantes dans la genèse d'une nation. Il s'agit d'un schéma classique que l'on retrouve derrière tous les mouvements insurrectionnels qui aboutirent à la création des États issus de l'Empire ottoman dans les Balkans. Au départ, des représentants d'élites administratives, économiques ou culturelles, imbus des principes d'un nationalisme romantique ou motivés par leurs intérêts personnels, inventent une identité nationale, conçue sur des bases d'appartenance confessionnelle, de pratiques linguistiques ou de résidence sur des territoires inclus dans des entités étatiques dont ils se représentent comme les héritiers et dont l'étendue spatiale leur offre un cadre dans lequel inscrire les frontières idéales ou à atteindre de l'État qu'ils souhaitent fonder. Étant donné que la plupart des sujets courtisés par

[2510] *Idem.*
[2511] *AMAE*, Turquie/238, Scutari, le 18 octobre 1912, n°165.
[2512] « La question albanaise », *La Bataille*, 6 janvier 1913.
[2513] Gaston Gavrier, « L'Albanie », *Le Figaro*, 3 décembre 1912.
[2514] Voir Eric Hobsbawm, *Nations and nationalism since 1780 : programme, myth, reality*, Cambridge University Press, 1990.

chaque nouveau mouvement nationaliste, évoluaient dans un univers multiculturel et qu'ils étaient eux aussi l'expression d'appartenances multiples dotés d'identités hybrides, une fois l'État formé, les élites et institutions dirigeantes, telle que l'école ou l'armée, s'attellent à les familiariser avec leur nouvelle identité nationale. La différence entre le processus de la construction d'une identité nationale albanaise et la construction des premières identités nationales dans le cadre de la question d'Orient, au début du XIXe siècle, telles que serbe ou grecque, c'est que celles-ci s'étaient surtout construites contre les identités impériales et multiculturelles, comme austro-hongroise ou ottomane, tandis que dans le cas du mouvement nationaliste albanais, celui-ci avait aussi à neutraliser les influences des nationalismes concurrents, notamment grec et serbe, niant l'existence d'une identité nationale albanaise.
De son côté, le géographe et ingénieur Bianconi soulève dans le *Temps* la question de l'appellation des Albanais, afin de s'interroger sur les écarts entre processus d'auto-définition, hétéro-définition des individus désignés comme tels par eux-mêmes ou au regard des observateurs extérieurs.

> « Le nom d'Albanais sous lequel nous désignons, les habitants de l'ancienne Épire et de l'ancienne Illyrie, et qui tire, paraît-il, son origine du mot celtique, alb ou alp (montagne) n'est point généralement connu de ce peuple. Les Albanais se donnent à eux-mêmes l'appellation de Skiptars ou Schkiptars, qu'ils appliquent indifféremment à tous les habitants de la haute et basse Albanie, excepté aux populations grecque, serbe et valaque, avec lesquelles ils vivent mélangés, notamment en Epire, sur les côtes de l'Adriatique et aux environs de Prizrend et de Diakova »[2515].

Pour sa part, Paul Scott Mowrer croise dans la petite ville de Petchine, le chef de la police locale, « un Macédonien serbe » qui avait travaillé pendant longtemps aux États-Unis d'Amérique, tenant une boutique d'épicerie dans un quartier industriel de Saint-Louis. Tous les deux se rendent dans la ville de Kavaya. « Là, comme tout le long de la côte turque, la majorité de la population est grecque. Nous fûmes reçus dans la principale famille de Kavaya. Elle est précisément d'origine grecque. Mais ses membres se disent Albanais parce qu'ils sont nés dans le pays et qu'ils en parlent la langue »[2516]. Ainsi, l'observateur extérieur est-il pris en flagrant délit d'hétéro-définition des individus qu'il rencontre. Il s'agit de surcroît, d'un processus d'hétéro-définition consciemment avoué et imposé au lecteur, car le journaliste américain invalide ou tente à minimiser et relativiser la pertinence de la manière dont les individus qu'il croise, s'auto-définissent.

[2515] F. Bianconi, « Les Albanais ou Skiptars », *Le Temps*, 26 décembre 1912.
[2516] « Au cœur de l'Albanie », *L'Illustration*, 26 avril 1913.

Bianconi affirme quant à lui que les Albanais au point de vue ethnique, se divisent en deux branches, la branche guègue, qui habite la partie nord du territoire albanais et la branche toske qui occupe la partie méridionale de « ce territoire que nous appelons Épire »[2517]. Les Guègues comme les Toskes se divisent en deux fractions: les chrétiens et les musulmans. Les Guègues chrétiens ont subi l'influence des Vénitiens, ils sont tous catholiques et forment la grande famille des Mirdites « qui occupe principalement les bassins du Drin et du Matti »[2518]. Les Toskes chrétiens sont tous orthodoxes, car « ils ont subi l'influence du clergé phanariote grec ». Quant aux Guègues et Toskes musulmans, ce sont les descendants de ceux qui se sont convertis à l'islam, lors de l'installation ottomane dans leur région, afin de pouvoir conserver leurs propriétés et obtenir les privilèges accordés à tout sujet musulman. Ils sont appelés « Arnaoutes ou Begs et se placent en haut de l'échelle sociale du pays. C'est la noblesse propriétaire des terres et bénéficiant de privilèges exorbitants. Ils sont disséminés un peu partout en Albanie afin de dominer et de mieux surveiller les Albanais chrétiens, notamment les farouches Mirdites catholiques »[2519]. A propos de cette perception en termes de différenciation sociale et de catégorisation clanique des Albanais, ou plus exactement de déclinaison socioéconomique du phénomène tribal, Fred Gibert, se présentant comme propriétaire à Versailles, écrit dans l'*Excelsior*[2520] que les différentes *cetta* (tribus) se livrent entre elles des combats acharnés, provoqués la plupart du temps par la vendetta qui, « là-bas, s'appelle *jak* ».

III.4.2. Perceptions de la viabilité et modernité d'un État albanais

De son côté, Hubert Lagardelle, affirme qu'on ne peut donner de l'Albanie « une définition ni ethnographique, ni géographique, ni religieuse, ni administrative. C'est une juxtaposition de clans montagnards, de tribus primitives, ivres d'indépendance, à la fois brigands et guerriers, vivant fusil au poing, poignard au côté, indomptables, indomptés »[2521]. Adoptant lui aussi comme frontière communautaire, la rivière de Skoumbi, représente les Guègues comme des populations « barbares sauvages, dangereuses ». Les Tosques sont d'après lui, « plus civilisés moins belliqueux, plus travailleurs, paysans tenaces, pour la plupart, cultivant de fécondes contrées, ils ont la psychologie plus simple du rural, de

[2517] F. Bianconi…*op.cit.*
[2518] *Idem.*
[2519] *Idem.*
[2520] « A propos de l'Albanie, par Fred Gibert, propriétaire, Versailles », *L'Excelsior*, 3 janvier 1913.
[2521] Hubert Lagardelle, « Autour de l'Albanie », *L'Humanité*, 15 avril 1913. Sur le concept de 'races guerrières' dans l'imaginaire colonial français du XIXe siècle, voir Vincent Joly, « Races guerrières' et masculinité en contexte colonial. Approche historiographique », *CLIO, Femmes, Genre, Histoire*, 2011, n°33, p.139-156.

l'homme de la plaine »[2522]. Dans le sillage d'un tel dualisme représentationnel de nature essentialiste pour décrire les deux groupes majeurs et distincts d'Albanais, selon les critères d'une taxinomie ethnographique, Essad pacha, interviewé par Edouard Helsey affirme qu'il ne peut pas être question « pour l'Albanie de s'organiser elle-même. Un équilibre intérieur entre chefs jaloux les uns des autres, entre ceux du Nord et ceux du Sud, entre musulmans et chrétiens, ne me semble pas praticable. »[2523]

Par contre, quand Stéphane Lauzanne demande à Ismaïl Kemal bey, dirigeant du gouvernement albanais provisoire, comment il pensait faire vivre ensemble les catholiques du Nord, les musulmans du centre, et les orthodoxes du sud, il reçoit comme réponse qu' « ils sont déjà tout soudés, par le culte unique de la patrie qu'ils portent en eux depuis six cent ans ! »[2524]. Ce culte de la patrie associé et remontant à des entités politiques médiévales, en l'occurrence le royaume de Skanderberg au XVe siècle, est contestée par Charles Sancerme qui dans son essai sur la question d'Orient populaire, affirme que ce sont les émissaires russes et autrichiens qui sont les créateurs des sentiments patriotiques des peuples balkaniques[2525]. Imbu d'une telle perception de la question albanaise, Dumaine, le ministre français à Vienne, déclare qu'en vue de la création d'un État, il faudrait éveiller, parmi la population les idées de nationalité et de patrie, auxquelles semblent encore totalement étrangers les Albanais d'Albanie. « Ceux qui réclament la constitution d'un État autonome ou indépendant sont des émigrés, originaires de la région méridionale pour la plupart entre Berat et Valona et qui se sont fixés en Grèce, en Italie, à Genève, à Londres ou même aux Etats-Unis d'Amérique »[2526]. Cette perception de la naissance et de la mise en place de revendications 'étatistes', dans le sens d'une volonté de créer un État autonome séparé d'une entité étatique, nationale ou multinationale déjà existante, pourrait être appliquée dans la manifestation de la plupart de mouvements nationalistes dans les Balkans. Ainsi, l'idée de créer un État grec voit le jour à Odessa, celle d'un État serbe au limes autrichien, celle d'un État bulgare à Bucarest.

De son côté, Paul Bourget dans l'*Écho de Paris*, influencé par sa crainte de voir l'Autriche créer sur le flanc des Serbes un État vassal, affirme que même s'il existe une nationalité albanaise, « elle n'a pas cloitré sa vie dans une région strictement limitée et définie comme il en faut pour constituer une patrie. C'est ainsi qu'il y a des Arméniens répandus en très grand

[2522] Hubert Lagardelle, …, *op.cit.*
[2523] Edouard Helsey, « Une visite à Essad pacha », *Le Journal*, 27 mai 1913.
[2524] Stéphane Lauzanne, *Au chevet …op.cit.,* p.207.
[2525] Charles Sancerme, *La question d'Orient populaire*, Paris, 1897, p.93.
[2526] *AMAE*, Athènes/285, Vienne, 3 avril 1913, n°98, au sujet de la candidature du duc de Montpensier.

nombre dans un coin de l'Anatolie ; mais il n'y a pas d'Arménie »[2527]. En revanche, le prince Fuad d'Égypte, un des prétendants au trône albanais, réfute dans le *Figaro*, cette perception de la faisabilité d'un État, en termes de superposition entre espace et peuplement. Il considère que les objections faites à la revendication albanaise pour la création d'un État indépendant, sous prétexte que les Albanais sont éparpillés, morcelés en tribus hostiles, ne sont que des calomnies. De surcroît, ces considérations sont biaisées et sélectives, car chaque fois « qu'une nouvelle nationalité balkanique a surgi, la même objection, le même reproche aurait pu lui être fait»[2528], affirme-t-il. Ce disant, le prince Fuad relate dans le *Figaro* un des phénomènes à l'origine de la question d'Orient, à savoir l'élaboration et mise en place des Grandes Idées, c'est-à-dire la volonté des dirigeants des pays issus de l'Empire ottoman, à intégrer dans les frontières de leur propre État, des individus au nom de leurs pratiques confessionnelles ou linguistiques, censées les inclure de facto à une communauté nationale imaginaire et des territoires faisant partie d'un récit nationaliste du passé .

Albéric Cahuet, compare quant à lui, en mars 1913, la situation de l'Albanie à celle qu'avait connue la Grèce suite à la reconnaissance de son indépendance à la conférence de Londres, quand « insuffisamment peuplée, ruinée pour longtemps par la guerre étrangère et civile qui avait précédé son organisation autonome, pillée par les Pallikares que la paix avait rendus au brigandage, elle était à peine viable et offrait un aspect analogue à celui que présente l'Albanie actuelle à la recherche d'un roi. »[2529]. On retrouve les traces d'une telle perception sous la plume de Gaston Gavrier dans le *Figaro*. Ce serbophile convaincu, affirme que « le nouvel État sera petit, les habitants bien peu nombreux ; les ressources matérielles immédiates feront défaut. Ainsi ne se trouveront réalisées à peu près aucune des conditions exigées d'un nouvel État pour pouvoir vivre de lui-même dans les conditions imposées par la civilisation d'aujourd'hui. »[2530]

La difficulté de créer un État moderne repose selon Guglielmo Ferrero sur l'absence de facteurs et éléments constitutifs de la modernité[2531]. Parmi ceux-ci il cite tout d'abord, dans un discours islamophobe, la présence d'une population musulmane nombreuse, « difficulté

[2527] « Le billet de Junius », *L'Écho de Paris*, 8 mai 1913.
[2528] Raymond Recouly, « Déclarations du prince Fuad sur l'Albanie », *Le Figaro*, 12 janvier 1913.
[2529] Albéric Cahuet, « L'assassinat du roi de Grèce », *L'Illustration*, 22 mars 1913.
[2530] Gaston Gavrier, « L'Albanie », *Le Figaro*, 3 décembre 1912.
[2531] L'élaboration du concept de 'modernité' est contemporaine à la consolidation d'un esprit eurocentrique. L'Europe, ou plus concrètement les pays qui ont inventé cette entité politique-axiologique, se sont représentés eux-mêmes comme modernes et ont relegué le non-Européen, dans le sens politique-idéologique du terme, au domaine de société archaïque, primitive, pré-historique. Voir Ashcroft Bill, Griffiths Gareth, Key, Concepts…*op.cit.*, p.145. .

considérable pour la création d'un État moderne »[2532]. Une telle affirmation préconise le débat sur la perception de la place d'individus ou de groupes musulmans dans les sociétés européennes post-coloniales, donnant lieu à une islamophobie de l'intérieur par opposition à une islamophobie orientée vers l'extérieur. Ce que j'entends par là, c'est que si les postulats sur la compatibilité de l'islam avec la modernité ou les discours essentialistes sur l'archaïsme, le fanatisme des sociétés musulmanes, concernaient pendant la période coloniale, surtout des territoires colonisés où semi-colonisés, suite à la décolonisation et l'installation au sein des métropoles coloniales d'immigrés de confession musulmane, la question de leur assimilation et/ou intégration dans leurs sociétés d'accueil, soulevée notamment à la fin du XXe siècle et au début du XXIe siècle, donne lieu à ce qu'on pourrait désigner sous le terme de l'islamophobie de l'intérieur, et visant comme pour l'islamophobie de la période coloniale à représenter le citoyen musulman comme l'Autre menaçant ou étranger à une 'modernité' élaborée avant son entrée au contrat social, au sein des sociétés ex-colonisatrices[2533].

L'historien italien, montre ensuite du doigt, l'absence d'unité religieuse ainsi que l'intensité de ce qu'il désigne comme l'esprit local, à savoir « un esprit de clan et de tribu, grand ennemi de l'État moderne tel que nous le concevons »[2534]. Face à une telle réalité sociologique, « le nouvel État aura de grosses difficultés à lever des impôts » souligne-t-il. Or, il déclare qu'une des caractéristiques saillantes « de notre civilisation et des régimes politiques qu'elle a créées, c'est la docilité avec la quelle les peuples payent les impôts »[2535]. Sans cette docilité, aucun système social et politique ne pourrait plus fonctionner, conclut-il. Pour sa part, le *Figaro* publie dans son numéro du 25 mars 1913, l'interview qu'Essad pacha avait donnée au journal grec l'*Acropolis*. Questionné sur le futur de l'État albanais en formation, celui-ci répondait qu'un tel État entre le Monténégro, la Serbie, la Bulgarie, la Grèce, ne pourrait jamais survivre, car :

> « (…) chez les Albanais l'indiscipline est innée ; ils aiment le désordre et le vol ; comment ce peuple avec de tels défauts, ignorant, sans civilisation, et musulman, pourrait-il vivre, entourés d'éléments d'autre race, d'autre religion, entre des nations avancées en civilisation et en art militaire. L'Albanie est une petite Turquie. Quand une grande Turquie n'a pu vivre en

[2532] Guglielmo Ferrero, « La création d'un État », *Le Figaro*, 1er juin 1913.
[2533] L'islamophobie de l'intérieur, de même que celle de l'extérieur de la période coloniale, est nourrie par des représentations de la religion musulmane la réduisant exclusivement/systématiquement à ses expressions/manifestations doctrinales les plus extrémistes, et/ou par l'identification essentialiste de tout citoyen musulman à ses coreligionnaires extrémistes.
[2534] *Idem.*
[2535] *Idem.*

> Europe, comment une petite Turquie telle que l'Albanie pourrait-elle résister ? »[2536].

Le *Figaro* diffuse ainsi dans l'espace médiatique français, des propos censés être énoncés par un prétendant à la direction du nouvel Etat albanais, recueillis par un journal grec peu favorable à l'existence d'une Albanie indépendante, et dans lesquels le dignitaire ottoman reproduit tous les clichés et préjugés d'une représentation essentialiste et raciste de l'Albanais et du musulman. Moins déterministe, André Chéradame, a beau représenter lui aussi l'Albanais comme indomptable et rebelle, il croit pour autant qu'il « existe aujourd'hui un petit groupe d'Albanais d'une culture occidentale qui tiennent parfaitement leur place dans les milieux les plus raffinés. »[2537]. A propos de cette élite culturelle albanaise, la *Croix*, affirme que « les plus instruits d'entre eux méprisent leur langue qui les isole des grands courants de la pensée européenne. ». Victor Forbin, désirant informer ses lecteurs au sujet de la civilisation albanaise, leur communique son expérience de dîner dans le konak d'un chef de clan. Face à l'absence de fourchettes, de couteau, de serviettes, d'assiettes, tout « cet outillage cher aux Occidentaux », il est très méprisant devant la manière d'organiser la table des Albanais. Ce peuple est aussi qualifié de superstitieux dans la revue le *Petit Écho de la Mode* où l'on peut lire qu' :

> « (…) il honore les sorciers auxquels il confie le soin de le guérir (…) ils dressent des ex-voto sur les routes… ils portent des talismans pour éviter le mauvais œil… ces hommes n'ont jamais pu être disciplinés par la civilisation (…) ce sont encore des êtres primitifs… ils représentent un peu ce qu'étaient, il y a trente siècles, nos ancêtres des forêts gauloises.[2538] »

Pour Edouard Herriot, « tout semble ici confusion et archaïsme. (…) La route qui unifie et civilise un pays est à peu près inconnue ». Quant à l'ancien ministre de guerre, André Messimy, issu du parti radical, il affirme dans son interview accordé au journal l'*Excelsior*[2539], qu' : « on s'y croirait revenu au douzième siècle, (…), tant les habitants sont en pleine barbarie ».

On assiste me semble-t-il, à propos de ces affirmations-représentations, à l'élaboration d'une grammaire de stéréotypes structurée autour des dichotomies représentationnelles de caractère essentialiste : Occident/Orient, Moderne/Archaïque, Civilisé/Sauvage. Le modèle de

[2536] « Les Albanais jugés par un Turc », *Le Figaro*, 25 mars 1913.
[2537] André Chéradame, « Les frontières de l'Albanie », *L'Illustration*, 8 février 1913.
[2538] «Les Albanais», *Le Petit Écho de la Mode*, janvier 1913.
[2539] André Doriac, « Interview de M. Messimy, ancien ministre de la guerre », *L'Excelsior,* 26 octobre 1912.

civilisation dominant dans l'Europe de l'Ouest et plus particulièrement en France de l'époque, est considéré comme le critère de la définition de la civilisation elle-même[2540], à l'aune de laquelle sont jugées et appréciées ou dépréciées les cultures d'autres régions géo-historiques. Les langues occidentales, le service de table, le réseau routier, la pensée positiviste et rationaliste, deviennent synonymes de civilisation, autant que d'indicateurs de progrès et d'inclusion à une sphère culturelle européenne, alors que toute contrée où ces éléments ne sont pas présents, tout individu étranger à leur usage, est automatiquement relégué à l'ordre du primitif et du barbare, exclu de l'Europe, définie en termes de traits et de savoir-faire culturels, distinctifs d'élites laïcisées et positivistes. Dans cette approche de l'altérité, l'Albanais, ne faisant pas partie de ces élites, et l'Albanie, sont érigés à l'opposé absolu de soi, d'ici, du présent. Les seules comparaisons possibles se font avec des espaces situés aux confins du territoire français et encore au début du XXe siècle, incomplètement assimilés dans l'imaginaire national, comme la Corse par exemple avec laquelle l'Albanie est comparée en raison de la persistance des coutumes de la vendetta, et avec des périodes historiques éloignées ou contestées par et dans certaines narrations historiographiques et sensibilités idéologiques, à l'instar de la période médiévale, critiquée par des penseurs de la gauche radicale mais idéalisée par la droite légitimiste. Enfin, cette représentation dichotomique, essaye de projeter sur l'Autre déprécié, toute caractéristique que la conscience française souhaite ostraciser de sa mémoire, comme par exemple les violences coloniales ou la place de la superstition au sein de la société française de l'époque.

Ismail Kemal bey reproche lui aussi dans l'*Excelsior*, à la France de considérer les Albanais comme « l'une de ces vagues peuplades soudanaises, incapables de se gouverner »[2541]. Dans sa réaction, le fondateur de l'État albanais, reproduit un des discours piliers sur lequel s'est reposé l'hégémonie coloniale et un des arguments légitimant les politiques de conquêtes impérialistes, à savoir la distinction du monde entre peuples civilisés et d'autres qui ne le sont pas et qui par conséquent doivent être soumis à un régime de tutelle. Par ailleurs, selon lui, ses compatriotes ont déjà prouvé leurs qualités durant des siècles entiers, au sein de l'Empire ottoman, quand les sultans recrutaient parmi les Albanais, leurs meilleurs fonctionnaires et leurs plus braves soldats[2542]. Le prince Fuad d'Egypte, descendant de Mehmet Ali, écrit dans le *Figaro* que « sans remonter à Alexandre le Grand qui était

[2540] Face à une telle posture idéologique et association représentationnelle, Samir Amin parle d'eurocentrisme. Voir Samir Amin, *L'eurocentrisme. Critique d'une idéologie*, Paris, Anthropos/Economica, 1988.
[2541] « Ismaïl Kemal à Paris », *L'Excelsior*, 26 avril 1913.
[2542] *Idem.*

Albanais, bien qu'il soit revendiqué par les Grecs, quelle extraordinaire pépinière de grands capitaines et d'hommes d'État notre pays a été au cours des siècles »[2543]. A cet égard, le *Gaulois* se souvient du service rendu par les Albanais à la France. C'était en 1807, au moment où l'armée napoléonienne prenait possession des îles Ioniennes. Les Albanais réfugiés à Corfou pour échapper à la vengeance d'Ali pacha, demandèrent à se mettre au service de l'empire français et c'est ainsi que fut constitué le premier régiment albanais. Pourtant, l'éditorialiste du *Gaulois* a beau louer l'héroïsme des Albanais, il précise toutefois que leurs services n'étaient pas finalement très efficaces.

> « Le goût d'indépendance des Albanais, nous dirions aujourd'hui leur indiscipline, était aussi fort alors qu'à l'époque actuelle. On ne put les astreindre à aucun exercice régulier ni à aucune manœuvre. (…) quelques hommes les plus beaux, les plus rutilants, furent envoyés à Paris ; incorporés dans l'escadron des mameluks de la garde, on les vit monter la garde aux Tuileries.»[2544].

De son côté, Paul Scott Mowrer depuis Elbassan, la Mecque selon lui du nationalisme albanais[2545], envoie à l'*Illustration* un rapport dans lequel relève qu'avec une population organisée en clans, illettrée, hostile à toute idée d'autorité, « une expérience prolongée de discipline et d'instruction doit précéder, en Albanie, l'établissement de la pleine indépendance. Vouloir donner à ce peuple, dès à présent, toutes ses franchises ne peut conduire, tôt ou tard, à l'occupation du pays par l'une ou l'autre des grandes puissances.»[2546].

Par ailleurs, dans la presse royaliste et/ou nationaliste, on essaye de prouver l'incapacité des Albanais à se gouverner d'eux-mêmes, tout en espérant voir un descendant de la branche royale française nommé sur le trône du pays des aigles. Louis Arnaud commentant le congrès tenu à Trieste, affirme que son plus clair résultat était d'avoir dévoilé à l'Europe l'impuissance des Albanais à se gouverner eux-mêmes[2547]. André Jager-Schmidt relatant quant à lui pour l'*Excelsio*r le congrès de Trieste, il met en avant le fait que les conférenciers ont exprimé leur vœu de choisir rapidement un souverain pour faire cesser l'anarchie[2548]. D'après ses informations, les comités albanais ont choisi, au grand plaisir des royalistes ou des nostalgiques du monarchisme en France, le prince Ferdinand-François de Bourbon-Orléans, duc de Montpensier, frère du duc d'Orléans. Le vicomte Decazes ne manque pas

[2543] Raymond Recouly, « Déclarations du prince Fuad sur l'Albanie », *Le Figaro*, 12 janvier 1913.
[2544] *Le Gaulois*, 1er décembre 1912.
[2545] Paul Scott Mowrer, « Au cœur de l'Albanie », *L'Illustration*, 19 avril 1913.
[2546] *Idem.*
[2547] Louis Arnaud, « Lettre d'Athènes, la prise de Janina », *La Croix*, 21 mars 1913.
[2548] André Jager-Schmidt, « Le duc de Montpensier sera-t-il un jour roi d'Albanie ? », *L'Excelsior*, 9 mars 1913.

d'annoncer dans le *Figaro* aussitôt ces nouvelles diffusées dans l'espace médiatique, que le duc de Montpensier serait désigné roi d'Albanie[2549].

Toujours par rapport à la création d'un État albanais, la *Croix* relate en novembre, les appréciations dépréciatives de l'Albanie par Paul Bureau dans la *Démocratie,* où il la qualifie de « repaire de brigands, indigne de la compassion européenne »[2550]. Des journalistes tels qu'Ernest Judet de l'*Éclair,* attribuent aux Albanais « des mœurs farouches ou féroces »[2551]. Cette représentation de l'Albanais comme un être sanguinaire, qui hante l'imaginaire des Français des guerres balkaniques, est relayée, consolidée, amplifiée par la manière dont sont relatées les informations sur les atrocités commises pendant les conflits dans les régions habitées par des Albanais. Les témoignages sur les massacres de populations albanaises par les armées d'occupation grecque et serbe, inclus dans des enquêtes effectuées à la fin des conflits ou dans des recherches historiographiques postérieures[2552] ne trouvent quasiment aucun écho dans la presse française de l'époque, du moins dans les journaux à partir desquels j'ai composé mon corpus. Et pourtant, ces massacres étaient déjà connus par les consuls français sur place. Maurice Carlier[2553], écrit au mois de janvier 1913 au Ministre des Affaires étrangères pour l'informer des conditions misérables dans lesquelles vivent dans les territoires occupés par l'armée serbe, les populations musulmanes, alors que de son côté, le consul français à Janina, Etienne Dussap, confirme au quai d'Orsay le massacre d'Albanais par une bande grecque, commandée par un chef crétois dans la région d'Aïdonat[2554]: « Bien que le chef crétois ait été arrêté, le fait était tenu caché par les autorités grecques. Le gouverneur général m'en a parlé aujourd'hui confidentiellement et m'a dit combien le fait malheureusement exact était déplorable. Les autorités semblent vouloir étouffer autant que possible cette affaire par crainte de répercussion. »[2555]. Comment expliquer le fait que ces

[2549] « Le duc de Montpensier, roi d'Albanie par vicomte Decazes », *Le Figaro*, 21 mars 1913.
[2550]« L'Albanie et les ambitions balkaniques », *La Croix*, 30 novembre 1912.
[2551] Ernest Judet, « L'Albanie », *L'Éclair*, 9 novembre 1912.
[2552] Sur les atrocités commises pendant les guerres balkaniques, voir le rapport présenté aux directeurs de la dotation Carnegie par les membres de la commission d'enquête dans les Balkans sur les victimes des guerres balkaniques de 1912-1913. *Enquête dans les Balkans*, Paris, 1914. Plus récemment, voir Tassos Kostopoulos, *Πόλεμος και εθνοκάθαρση, η ξεχασμένη πλευρά μιας δεκαετούς εθνικής εξόρμησης, 1912-1922* (*Guerre et nettoyage ethnique : l'aspect oublié d'une décennie d'expédition nationale, 1912-1922*,) Athènes, Vivliorama, 2007.
[2553] *Archives du Ministère des Affaires étrangères*, Turquie/441, Usküb, le 17 janvier 1913, n°3, le consul français Carlier au MAE, au sujet de la misère des populations musulmanes dans sa région.
[2554] Paramythia en grec. Il s'agit d'une région où habitaient jusqu'à la Seconde Guerre mondiale des membres de la communauté albanophone, des Tchams. Sur le destin de cette communauté en Grèce du XXe siècle, voir Eleftheria Manta, *Οι μουσουλμάνοι Τσάμηδες της Ηπείρου*, (*Les Tsams musulmans d'Épire, 1923-2000*). Thessalonique, Editions de l'Institut d'études sur la péninsule d'Haemos, 2004 et Mark Mazower, *After the war was over: reconstructing the family, nation and state in Greece, 1943-60*, Princeton University Press, 2000.
[2555] *Archives du Ministère des Affaires étrangères*, Janina/31, Janina, le 11 mai 1913.

informations n'ont pas été diffusées dans la presse française alors qu'au contraire, celles sur les atrocités attribuées à des Albanais l'ont été largement, comme le témoigne le tableau ci-dessous ?

Tableau : Informations sur les atrocités commises par les Albanais ou ayant comme victimes des Albanais entre le mois d'octobre et le mois de décembre 1912 dans la presse française de mon corpus.

Octobre 1912	*Le Petit Parisien*, 18 octobre : « Les excès des Monténégrins » *Le Journal*, 27 octobre : « Les exactions des Albanais musulmans »
Novembre 1912	*Le Temps*, 1er novembre : « Excès turcs » (source : des correspondants anglais télégraphient d'Arta des informations sur les atrocités des troupes turques renforcées de bandes d'irréguliers turco-albanais.) *Le Petit Journal*, 2 novembre : « Atrocités albanaises à Arta » (correspondant du journal à Athènes) *Le Temps*, 5 novembre : « Cruautés albanaises en Épire » (source : télégramme d'Athènes) *La Croix*, 12 novembre : « Les Albanais qui ont trahi la cause monténégrine sont forcés par les Monténégrins à assister, les mains liées derrière le dos, au bombardement de Scutari » (cliché photographique) *Le Temps*, 15 novembre : « Cruautés et excès turcs » (télégraphe de source grecque inculpant des bachi-bouzouks albanais et des réguliers turcs) *Le Petit Journal*, 30 novembre : « Quelques instruments de torture albanais ; en Vieille Serbie, le clergé serbe va enterrer une tête coupée par des Albanais » (cliché photographique) *Le Petit Journal*, 30 novembre : 30 : « La férocité des Albanais » (par le correspondant du journal à Belgrade) *Le Matin*, 31 novembre : « Les alliés déclarent que les Turcs et les Arnautes maltraitent les chrétiens, jeunes et vieux, et incendient les maisons dans tous les villages qu'ils évacuent. » (source : Belgrade)
Décembre 1912	*Le Petit Journal*, 19 décembre : « Les Turcs ont attaqué les Serbes et brûlé des villages en Albanie » *Le Temps*, 23 décembre : « Dévastations en Épire » (communiqué venant de la région d'Épire, dont la source n'est pas affichée et relatant que trois nouveaux villages grecs dans le district de Paramythie, étaient brûlés par des bandes albanaises mêlées de soldats turcs)

Certes, la plupart des envoyés des journaux français étaient surtout présents sur le théâtre thraco-macédonien des opérations et aucun journaliste n'a été affecté au camp ottoman dans la région albanaise. Une autre explication plausible est que le consul et les responsables au ministère des affaires étrangères, n'ont jamais voulu communiquer ce fait, aux représentants de la presse française, en raison de leurs sentiments grécophiles ou de leur perception de l'intérêt français dans la région. Troisième réponse hypothétique : ce fait a été communiqué à des journalistes mais ils n'ont pas voulu le publier en raison de leurs propres sympathies avec les acteurs du conflit ou suite à des pressions qui auraient été exercées sur eux par les instances diplomatiques concernées, en l'occurrence l'ambassade grecque ou serbe. Au-delà de la pertinence et de la véracité de ces hypothèses, l'information non-communiquée, donc non-connue par le grand public, est censée influencer et façonner la perception des acteurs d'un conflit, au même titre que l'information diffusée[2556]. En ce qui concerne les guerres balkaniques et la place des Albanais, ceux-ci sont constamment présentés comme les acteurs d'exactions. Guy de Chantepleure[2557] l'écrivaine française[2558] qui publie ses mémoires sur cette ville assiégée en 1913, relate des rumeurs signalant de toutes parts leurs excès.

Et le correspondant du *Petit Journal* à Belgrade[2559], envoie à ce journal nationaliste, favorable aux Alliés balkaniques, turcophobe et islamophobe, un récit dans lequel se profile toute sa haine contre les Albanais musulmans :

> « (…) je n'oublierai jamais le spectacle qu'il me fut donné de voir lors de l'arrivée des prisonniers albanais à Belgrade. Toute la population s'était massée sur les trottoirs depuis la gare jusqu'à la forteresse (…) pour voir passer ces farouches Arnautes, tête basse, pieds nus, en haillons, harassés, affamés. Ils passaient avec l'allure de bêtes traquées entre les Serbes qui ne manifestaient aucun horreur, aucune haine qui ne poussaient aucun cri, s'efforçant d'oublier les agonies horribles de leurs malheureux frères de la Vielle Serbie, massacrés par ces Arnautes. »[2560]

Dans cette description, les Serbes sont idéalisés et sublimés, tandis que les Albanais musulmans sont exécrés et déshumanisés. Ce tableau de stigmatisation se complète par un

[2556] Voir Judith Lazar, *L'opinion publique*, Paris, Paris, Sirey, 1995, p.103.
[2557] Guy de Chantepleure, *La ville assiégée, Janina, octobre 1912 – mars 1913*, Paris 1913, p.16.
[2558] Epouse du consul de France Edgar-Etienne Dussap à Janina.
[2559] René Lebault, « La férocité des Albanais », *Le Petit Journal*, le 30 décembre 1912.
[2560] *Idem.*

rappel supplémentaire, dans la publication de clichés photographiques[2561] représentant des instruments de torture censés illustrer la férocité des Albanais. Cette représentation de l'Albanais comme l'incarnation de la barbarie, est associée à des arrière-pensées d'ordre diplomatique et à des considérations sur la représentation de soi, qui sont éloquemment exprimées par la conclusion de cet article : « (…) voilà les êtres avec lesquels certains hommes d'État, rêvent de faire une nation se gouvernant elle-même au milieu de l'Europe civilisée ! »[2562].

L'autre voix qui s'élève dans l'espace médiatique français, contre la création d'un État albanais autonome, est celle du premier ministre serbe. Pachitch affirme dans l'*Humanité* qu'une Albanie 'autonome' ne pourrait pas durer, qu'elle serait pour toute la presqu'île des Balkans une cause de trouble, un ferment de conflit[2563]. En décembre, le général russe Parensoff, interviewé par René Marchand dans le *Figaro*, se prononce lui aussi contre l'autonomie albanaise[2564]. Quelques jours plus tard, le prince Ghika envoie une lettre à ce même journal pour dénoncer les visées slaves et proclamer la volonté des Albanais de former un État indépendant[2565].

Gabriel Hannotaux, dans le *Figaro*, rappelle aux alliés et aux diplomates que quand ils emploient le slogan 'les Balkans aux Balkaniques', ils ne doivent pas oublier que « les Albanais sont aussi des Balkaniques »[2566]. Les socialistes rassemblés à Bâle, reconnaissent eux aussi le droit du peuple albanais à l'autonomie, mais ils mettent en garde devant la perspective de voir l'État albanais sacrifié aux ambitions impérialistes[2567]. De son côté, la presse nationaliste, s'inquiète de la propagande allemande, autrichienne et italienne en Albanie[2568]. L'*Écho de Paris* percevant l'actualité balkanique à travers le prisme de son austrophobie, affirme que « c'est l'Autriche qui a imaginé de constituer une Albanie indépendante »[2569]. Paul Genève parle quant à lui de l'enfant de l'Europe, et représente la naissance de l'État albanais comme celle d'Athéna, enfantée par Jupiter ou de Gargantua sortant de l'oreille de Gargamelle.[2570]. Et « sur le berceau de cette progéniture encore

[2561] Sur l'usage de l'image comme moyen de propagande pendant la guerre voir Laurent Gerverau, *Montrer la guerre ? information ou propagande*, Paris, SCEREN-CNDP, 2006.
[2562] René Lébaut…*op.cit*.
[2563] Jean Jaurès, « Crise imminente », *L'Humanité*, 8 novembre 1912.
[2564] « Le général russe Parensoff interviewé par René Marchand », *Le Figaro*, 9 décembre 1912.
[2565] « Pour l'Albanie, une lettre du Prince Ghika », *Le Figaro*, 16 décembre 1912.
[2566] Gabriel Hanotaux, « L'Albanie inconnue », *Le Figaro*, 3 janvier 1913.
[2567] *Archives nationales*, série F/7/13069, Préfecture de Police, dépêche de l'agence Havas, Bâle, 25/11.
[2568] « Le billet de Junius », *L'Écho de Paris*, 14 novembre 1912.
[2569] « Le billet de Junius », *L'Écho de Paris*, 8 mai 1913.
[2570] Paul Genève, *Un Français à Constantinople*, juillet 1912-juillet 1913, p.380.

incomplète, on voit déjà se pencher, avec un sourire qui luit comme les dents de l'ogre, sa redoutable marraine, l'Autriche-Hongrie »[2571].

Les socialistes favorables à la création d'un État albanais, se méfient eux aussi de la position autrichienne. Cet empire si dur « pour les peuples mineurs, défend le principe des nationalités »[2572], affirme Hubert Lagardelle. Et quelle ironie de l'histoire s'exclame le penseur socialiste, « elle qui en 1880, s'opposait au projet de lord Fitzmaurice, prévoyant une Albanie autonome allant de Scutari à Janina et englobant à l'est le vilayet de Kossovo, et la plus grande partie de celui de Monastir, devient aujourd'hui le champion dogmatique d'un État albanais ! »[2573]. Ce résultat est d'après lui le fruit de longues intrigues. La Bosnie et l'Herzégovine étaient alors à peine occupées par l'Autriche, après le traité de Berlin,

> « (…) qu'une section spéciale pour les affaires d'Albanie, était créée au Ballplatz. Récemment encore, elle avait à sa tête le célèbre docteur Pekmezy. (…) on a appris aussi que le même bureau du ministre des AE autrichien, qui subventionnait Sarafof et ses bandes bulgares en Macédoine, dispensait sans compter les armes, les munitions et l'argent aux fameux chefs albanais (…) c'est au retour de Vienne qu'il y a quelques mois Ismail Kemal bey décrétait son gouvernement provisoire. Les missionnaires catholiques autrichiens ont fait le reste ».

Le *Journal* commente lui aussi le fait que le gouvernement d'Ismail Kemal bey ait été établi sous les auspices de l'Autriche[2574]. En mars, la tenue du congrès albanais à Trieste est commentée dans la presse française de diverses tendances idéologiques. L'*Humanité* insiste sur l'enthousiasme suscité pour l'Autriche et l'Italie, pendant le congrès[2575] tandis que le *Journal* relate des extraits du prêtre orthodoxe de Boston, M. Fannoli, affirmant que « nous trouvons, un protecteur de nos intérêts dans la personne de l'empereur François-Joseph, avec le haut appui duquel, ainsi qu'avec celui de l'Italie, l'Albanie doit redevenir ce qu'elle était avant de tomber sous le joug turc, un pays libre et indépendant. »[2576]. M. de Wesselitsky, correspondant du *Novoie Vremia* à Londres, qui avait représenté naguère la Bosnie et l'Herzégovine au congrès de Berlin, commente dans le *Temps* au sujet du congrès albanais de

[2571] *Idem.*
[2572] Hubert Lagardelle, « Autour de l'Albanie », L'Humanité, 15 avril 1913.
[2573] *Idem.*
[2574] Saint-Brice, « Essad Pacha serait-il Prince d'Albanie ? », *Le Journal*, 28 avril 1913.
[2575] « Le Congrès albanais à Trieste : il manifeste avec enthousiasme pour l'Autriche et l'Italie », *L'Humanité*, 1er mars 1913.
[2576] « Le congrès albanais de Trieste », *Le Journal*, 3 mars 1913.

Trieste, qu'il illustra le rôle et les visées de l'Autriche dans la question albanaise. Le comité organisateur, affirme-t-il, était composé d'hommes,

> « (…) désignés par les autorités autrichiennes et pourvus de fonds accordés par le gouvernement, les frais du voyage couverts et des présents en argent offerts (…). Malgré tous ces avantages très peu d'Albanais sont venus du pays même : la grande majorité étaient des émigrés ou même des descendants d'anciens émigrés sans attache avec l'Albanie actuelle. »[2577].

De son côté, Jean Jaurès se demande de quel droit, les États balkaniques, notamment la Grèce et la Serbie qui ont proclamé la guerre au nom de l'indépendance des nationalités et des races, mettraient-ils la main sur l'Albanie ? « Et de quel droit l'Autriche et l'Italie, sous prétexte d'assurer l'autonomie de l'Albanie, la soumettraient-elles à leur tutelle ? »[2578]. Devant une telle éventualité, Essad pacha confesse à Edouard Helsey, que s'ils devaient être asservis, ils aimeraient plus « l'être à l'Autriche qu'à la Serbie ou à la Grèce. L'Autriche est un grand peuple, puissamment civilisé, avancé dans les sciences et dans les arts, et qui manie beaucoup d'argent. S'il faut que nous soyons mangés, nous aimions mieux l'être par un lion que par un loup »[2579].

III.4.3. Percevoir la délimitation des frontières de l'État albanais

A côté des perceptions antagonistes au sein de la presse française, au sujet de la création d'un État albanais, la *Bataille syndicaliste* après avoir commenté le fait que l'Albanie est moins connue que le plateau du Tibet, soulève la question suivante : « Mais où commence et où finit l'Albanie ? »[2580]. Ses limites « varient au gré des intérêts qui les fixent »[2581], répond Hubert Lagardelle dans l'*Humanité*. De son côté, Louis Arnaud, constate que même si l'on rencontre des Albanais partout dans les Balkans, « à l'ouest du Vardar jusqu'aux environs d'Athènes et dans la partie Nord du Péloponnèse vers l'isthme de Corinthe Mégara et les îles où ils forment depuis trois siècles le fond de la population, il est fort difficile de délimiter théoriquement un pays qui porterait le nom d'Albanie »[2582]. En dehors de l'époque de Skanderberg au XVe siècle, « l'Albanais Georges Kastriota de Kroïa (…) il n'y eut jamais de

[2577] « La question albanaise », *Le Temps*, 19 mars 1913.
[2578] Jean Jaurès, « Crise imminente », *L'Humanité*, 8 novembre 1912.
[2579] Edouard Helsey, « Une visite à Essad pacha », *Le Journal*, 27 mai 1913.
[2580] « Serbie-Autriche, après l'affaire Prochaska », *La Bataille syndicaliste*, 23 décembre 1912.
[2581] Hubert Lagardelle, « Autour de l'Albanie », *L'Humanité*, 15 avril 1913.
[2582] Louis Arnaud, « Lettre d'Athènes », *La Croix*, 28 décembre 1912.

royaume albanais »[2583] écrit-il, dans une lecture 'nationaliste' d'une époque pré-nationale dans les Balkans.

André Chéradame, essayant lui aussi de tracer les frontières de l'Albanie, la désigne comme une région « toute spéciale, divisée en une série de cloisons étanches dont les montagnes forment les parois et qui communiquent par un petit nombre de passages »[2584]. Pour sa part, Alphonse Muzet, ingénieur civil qui parcourut les pays balkaniques à la veille du conflit, considère que l'Albanie officielle s'étend entre la mer Adriatique, et la Macédoine, « elle est limitée au nord-ouest par le Monténégro, et au sud par la Thessalie, province grecque. »[2585].

De son côté, le prince Fuad, fils du khédive Ismail, arrivé à Paris en janvier après son séjour à Vienne et à Rome, ne peut pas rester indifférent face à la question albanaise. Ce descendant de Mehemet Ali, Albanais d'origine, interviewé par Raymond Récouly, le spécialiste des relations internationales du *Figaro*, dessine les frontières idéales du nouvel État en précisant qu'« il faut que le nouvel État englobe toutes les populations albanaises sur les territoires albanais. (…) partout où se trouvent des Albanais, partout où résonne la langue albanaise, jusque là doit s'entendre la principauté d'Albanie »[2586]. Une telle définition des frontières albanaises, comprenait des villes comme Scutari, Ipek, Djakovo, Prizrend, Uskub, Monastir, Janina. C'est le projet d'une Grande Albanie qui est désormais esquissé et retrouve sa place sur l'échiquier de la question d'Orient à côté des Grandes Idées d'États précédemment issus des possessions balkaniques de l'Empire ottoman. Entre revendications expansionnistes conflictuelles opposant les nationalistes albanais et les nationalistes des pays voisins, et visées impérialistes contradictoires opposant les grandes puissances européennes, trois projets de délimitation des frontières de l'État albanais sont tracées. Ils sont présentés par André Chéradame dans l'*Illustration.* En premier lieu, le gouvernement provisoire albanais, sous la direction d'Ismail Kemal bey, « demande la reconnaissance de l'Albanie sous la forme la plus étendue, qu'il soit possible de lui donner. Dans leur projet, les Albanais englobent toutes les régions où se trouvent des groupements albanais sans se soucier de savoir si, sur certaines fractions du territoire ainsi constitué, existent d'autres populations »[2587]. Le projet

[2583] *Idem.*
[2584] André Chéradame, « Les frontières de l'Albanie », *L'Illustration*, 8 février 1913.
[2585] Alphonse Muzet, *Aux pays balkaniques, Monténégro, Serbie, Bulgarie*, Paris, 1913, p.16.
[2586] Raymond Recouly, « Déclarations du prince Fuad sur l'Albanie », *Le Figaro*, 12 janvier 1913.
[2587] On retrouve une ébauche de ce projet dans l'appel lancé par la société albanaise Drita, à Bucarest en octobre 1913. Les signataires, président N. N. Nacio ; membres du comité, (mahométans) Dr I. Témo, Ismail pacha, Giafer bey, Hamdy suleiman, (catholiques) Mark Piétri, Filip Marko, D. Gaspar Iakowa, (orthodoxes) Thimi Naoum, Ndrek Alilozi, Naqi N. Kovacs, THimi Viso Pilka) désignent comme des vilayets presque exclusivement peuplés par des Albanais, ceux de de Shkodra, Janina, et Usküb ainsi que la plus grande partie de

autrichien, d'une étendue intermédiaire entre celui des Albanais et celui des alliés, « est inspiré surtout par des considérations politiques. (…) Il a pour objectif de constituer une barrière puissante entre la Serbie et la mer »[2588].

Suite à une telle perception concurrente de la délimitation des frontières de l'État albanais, elle se heurte à deux achoppements principaux, d'une part au sud, aux revendications grecques au sujet du sandjak de Janina, et d'autre part, au nord aux ambitions serbes dans le vilayet du Kosovo, et à celles du roi Nikita par rapport à la ville de Scutari. Des deux côtés, les Alliés s'étaient mis d'accord pour réduire le plus possible la part que la conférence de Londres voulait assigner à l'Albanie autonome. Face à une telle situation diplomatique, les tensions se raniment. D'après Raymond Récouly il ne faudrait pas que « l'Autriche voulût étendre outre mesure ces frontières »[2589]. Au mois de mai, dans le cadre du différend austro-monténégrin, le Figaro affirme que selon ses informations, en cas d'intervention austro-italienne, « l'Italie (…) s'installerait à Valona et occuperait l'Albanie jusqu'au fleuve Schkumbi, au sud d'Elbasan, les troupes autrichiennes débarqueraient à Saint-Jean de Médua et à Durazzo »[2590]. De son côté, Veillard relève dans l'*Humanité* que les socialistes n'ont jamais été dupes de l'attitude officielle des gouvernements autrichien et italien dans la question albanaise. « Dès le début du conflit austro-serbe, nous avons nettement indiqué que l'empire des Habsbourg ne visait qu'à enfoncer, sous la forme d'une Albanie autonome, un coin autrichien ou plutôt vu son entente avec l'Italie un coin austro-italien dans les territoires conquis par les alliées balkanique »[2591]. Quant à l'*Écho de Paris,* il considère au moment de la conférence des Ambassadeurs à Londres, qu'en réalité le débat sur les frontières de l'Albanie, n'est ni d'ordre géographique, ni d'ordre purement politique, il s'agit d'un débat austro-russe »[2592].

III.4.4.Délimiter ses frontières septentrionales

Edouard Herriot décrit dans *le Journal* en mai 1913, le paysage entre la mer Adriatique et la montagne du Schar. Il suffit de l'avoir entrevue, affirme-t-il, pour en garder à

---

la population du vilayet de Monastir. Voir *AMAE,* Monastir/26, reçu le 26 octobre 1903 ; appel de la société albanaise 'Drita' Bucarest, le 1/14 octobre 1903.

[2588] André Chéradame, « Les frontières de l'Albanie », *L'Illustration*, 8 février 1913.

[2589] Raymond Recouly, « La situation », *Le Figaro*, 16 novembre 1912.

[2590] « Carte de l'Albanie », *Le Figaro*, 4 mai 1913.

[2591] B. Veillard, « L'Autriche et l'Italie voudraient se partager l'Albanie », *L'Humanité*, 4 mai 1913.

[2592] « La délimitation de l'Albanie et la conférence des Ambassadeurs », *L'Écho de Paris*, 18 février 1913.

jamais le souvenir. « Jusqu'à 2800 mètres, des crêtes s'élèvent, brutalement cassées. Le Drin, qui est le grand fleuve d'Albanie, se trace laborieusement un passage au fond des ravins. Deux lacs jumeaux, Okrida et Prespa, unissent par des échanges souterrains leurs eaux profondes et glacées. Des troupeaux paissent une herbe rare »[2593]. Dans cet espace vivent des Albanais, les uns chrétiens, « ce sont les Mirdites », les autres musulmans, ce sont les « Arnaoutes ou Begs ».

Parmi les paramètres du règlement des frontières septentrionales de l'Albanie, la présence de la communauté des Mirdites façonne la perception de ce différend dans une partie de l'espace médiatique français. A la veille de la Première Guerre balkanique, la *Croix* souligne que « la France ne peut se désintéresser complètement des affaires de l'Albanie dont une partie de la population, les Mirdites, tribu catholique groupée dans les montagnes, est placée sous le protectorat de la France. »[2594]. Bianconi dans le *Temps*, affirme en décembre que les Mirdites ou Guègues catholiques se trouvent dans une situation tout à fait exceptionnelle pour des chrétiens sujets ottomans. Ils forment des tribus indépendantes les unes des autres. Ces tribus sont groupées dans les massifs montagneux qui avoisinent la ville de Scutari et entre les fleuves Drin et Matti. Chacune de ces tribus « comprend plusieurs *baïraks* ou bannières rappelant les clans d'Ecosse »[2595].

Maurice Pernot, correspondant à Vienne du *Journal des Débats* pendant les guerres balkaniques, après avoir séjourné à Rome entre 1909 et 1910 pour étudier la politique du Vatican, dans une note qu'il adresse à l'ambassadeur français en Autriche-Hongrie, Alfred Dumaine, précise que les Mirdites constituaient en Albanie sous le régime ottoman une communauté spéciale avec une organisation propre et des privilèges particuliers. De surcroît, bien qu'en Albanie le protectorat catholique soit exercé par l'Autriche, les catholiques Mirdites, qui « prétendent avoir des origines françaises ou gauloises n'ont jamais laissé passer une occasion d'affirmer leur attachement à la France ». A la fin du mois de janvier, le chef des Mirdites, Prenk Bib Doda, a fait un séjour à Rome. Lors de ses entretiens avec des hauts fonctionnaires de la cour pontificale, il aurait apparemment abordé la question de « la situation qui serait faite au peuple mirdite dans la future Albanie»[2596]. De son côté, le ministre français à Rome, informe le quai d'Orsay qu'il rencontre chez le marquis de San Giuliano, le prince des Mirdites, Bib Doda, inquiet de l'influence autrichienne. D'après lui, l'archevêque

[2593] Edouard Herriot, « Autour de Scutari », *Le Journal*, 2 mai 1913.
[2594] G. Bertram, « Le péril slave », *La Croix*, 1er octobre 1912.
[2595] F. Bianconi, « Les Albanais ou Skiptars », *Le Temps*, 26 décembre 1912.
[2596] *AMAE*, Athènes/285, Vienne, le 8 avril 1913, n°100, au sujet des Mirdites.

de Scutari qui est acquis à la propagande autrichienne serait parti pour Vienne probablement « pour aller y négocier la soumission des Malissores »[2597], autre communauté de chrétiens catholiques en Albanie du Nord. Pour s'opposer à cette manœuvre, Bib Doda se rend auprès du cardinal Agliardi, lui présentant l'importance de l'unité d'action pour l'avenir du catholicisme en Albanie. Le cardinal Agliardi lui, aurait affirmé que si l'archevêque de Scutari ne suivait pas le chef des Mirdites dans ses intentions, il serait désavoué par le Vatican. Le but de Bib Doda paraît être selon le diplomate français,

> « (…) de faire nommer archevêque de Scutari, l'abbé mitré d'Orosch, Mgr Primo Dochi avec lequel il a des liens de quasi suzeraineté. De cette manière s'il n'avait pas à craindre les incursions des Serbes sur son territoire il constituerait une petite principauté autonome dans l'Albanie septentrionale qui barrerait le passage aux Autrichiens et assurerait la construction et la garde de la future ligne de chemin de fer »[2598].

D'autre part, l'ambassadeur français à Rome, affirme que les rapports de Bib Doda et d'Essad Pacha semblent excellents et le gouvernement italien voyant que les sphères d'action de ces deux personnalités albanaises sont distinctes semble « désireux de ménager entre eux une entente. Essad qui est à Naples va venir à Rome voir Bib Doda et je crois savoir que c'est à la Consulta qu'ils se rencontreront »[2599]. Il est assez intéressant de constater, souligne l'ambassadeur français, qu'au moment où « l'Italie cherche à donner à l'Europe l'impression qu'en matière balkanique, elle seconde brillamment l'action de l'Autriche, elle agit comme si elle voulait fortifier le nord de l'Albanie contre les entreprises autrichiennes »[2600].

Ces agissements de la diplomatie italienne ne sont pas pour autant perceptibles dans l'espace médiatique français. Par contre, le *Radical* annonce en août que de nouvelles écoles italiennes étaient inaugurées en Albanie septentrionale[2601]. De son côté, Frantz de Jenssen informe le consul français à Monastir que le bey Issa Boletinatz lui a déclaré que si « l'Europe ne rendait pas à l'Albanie autonome tout ce qui lui appartient dans le villayet de Cossovo il ferait la guerre contre la Serbie »[2602]. Le consul français à Uskub, transmet quant à lui, au ministre des Affaires étrangères, une copie du factum qui lui a été adressé au nom du peuple albanais par la Ligue noire de Kossovo. Dénonçant les visées expansionnistes des royaumes balkaniques contre l'Albanie, il affiche sa détermination à ne jamais reconnaître « des appellations telles

[2597] *AMAE*, Turquie/479, Rome, le 28 juillet 1913, n°277 au MAE, entretien avec Bib Doda, prince des Mirdites.
[2598] *Idem*.
[2599] *Idem*.
[2600] *Idem*.
[2601] « De nouvelles écoles italiennes inaugurées en Albanie septentrionale », *Le Radical*, 29 août 1913.
[2602] *AMAE*, Monastir, 27, Monastir le 28 juin 1913, n°22.

que Vieille Serbie ou Épire »[2603]. D'après le consul français, ce factum aurait été rédigé « à l'instigation des consuls d'Autriche à Uskub », s'opposant à la politique des États balkaniques « tendant à morceler l'Albanie ».

En ce qui concerne la délimitation de ses frontières septentrionales, deux différends majeurs surviennent tout au long des conflits balkaniques : celui austro-serbe autour de la ville côtière de Durazzo et celui austro-monténégrin au sujet de la souveraineté sur la ville de Scutari.

Le *Progrès* de Lyon, publie en novembre, une caricature du quotidien illustré anglais *The Daily Graphic*. On y voit un petit baigneur serbe sur la plage de la mer Adriatique où est planté l'écriteau 'défense de se baigner' se demander avec inquiétude devant « les flots courroucés des diplomaties autrichiennes, allemande, italienne comment aller se baigner dans une mer avec de telles vagues ? »[2604]. De son côté, Marcel Dubois, professeur de géographie coloniale à la Sorbonne, écrit en novembre en plein désaccord austro-serbe, dans le *Matin* que les peuples des Balkans veulent désormais être maîtres chez eux, éviter l'encerclement, l'étouffement, la mise en tutelle. « Leurs diplomates ne laissent plus séparer les questions politiques des questions économiques comme on fait encore dans certaines chancelleries ; ils savent qu'on peut les tuer commercialement après les avoir laissés politiquement s'épandre »[2605]. Son allusion à 'la guerre des cochons' ou 'guerre des frontières' proclamée par l'Empire austro-hongrois contre le royaume serbe en 1906[2606], résonne également dans la perception de ce différend chez René Lebault du *Petit Journal*. Il affirme que l'accès serbe à la mer Adriatique serait avantageux pour les Français également car il permettrait aux

[2603] *AMAE*, Turquie/238, Uskub, le 18 octobre 1912, n°125.
[2604] « Une caricature étrangère », *Le Progrès de Lyon*, 15 novembre 1912.
[2605] Marcel Dubois, « Les Confédérés balkaniques et la mer », *Le Matin*, 24 novembre 1912.
[2606] Le traité de commerce conclu en 1882, renouvelé en 1892, entre la double monarchie et le royaume de Serbie, accordait des conditions favorables à l'exportation serbe des céréales et du bétail, dont le porc, vers le marché austrohongrois et l'exportation de produits industriels austrohongrois vers le marché serbe. Quand la Serbie tenta de diversifier les destinations pour l'exportation de ses produits, afin de réduire sa dépendance économique et par conséquent politique à l'égard de la double monarchie, celle-ci réagit. L'établissement d'une union douanière entre la Serbie et la Bulgarie en 1905 concurrençant les produits austrohongrois et la commande des munitions pour l'armée serbe à l'industrie militaire française, exacerbèrent la diplomatie austrohongroise qui décida des sanctions économiques contre le royaume de Pierre Ier, fermant ses frontières à l'importation du porc serbe. Ces mesures eurent des répercussions directes sur la balance commerciale entre les deux pays. Tandis qu'en 1905 l'Autriche-Hongrie recevait 90% des exportations agricoles serbes, en 1907, elle n'en reçoit plus que 30%. Cette situation gêne certains industriels autrichiens, qui voient les Serbes réduire leurs commandes, mais elle favorise les éleveurs qui n'ont plus à subir la concurrence serbe. D'un autre côté, elle représente une menace pour la paysannerie serbe. Pourtant le gouvernement serbe réussit à contourner ces obstacles, en signant de traités de commerce avec d'autres pays et en trouvant de nouveaux débouchés pour ses produits. Néanmoins, cet événement nous montre à quel point les antagonismes économiques sous forme en l'occurrence de guerre commerciale, constituent un élément incontournable de la compréhension des relations conflictuelles entre les différents acteurs de la question d'Orient.

commerçants serbes d'exporter leurs produits par voie maritime vers la France en contournant les obstacles que pourraient leur dresser les Autrichiens[2607].

Par ailleurs, Alfred Massé qui écrit dans la *Lanterne*, considère que ce n'est pas tant la perspective de voir la Serbie posséder un port sur l'Adriatique qui irrite l'Autriche, que les victoires des alliés qui ont compromis le projet qu'elle chérissait depuis son entrée dans l'orbite de la Prusse, quand à l'instigation de Bismarck, elle « a porté ses vues du côté de l'Orient, et considère que tout le territoire la séparant de Salonique est pour elle une terre promise »[2608]. Selon Edouard Driault, dans le *Figaro*, le tropisme balkanique de l'impérialisme autrichien, son « balkanisme » est à la fois le résultat de la politique prussienne lui accordant la Bosnie, et napoléonienne qui l'a chassé de l'Italie lui donnant une part de l'héritage vénitien, l'Istrie et la Dalmatie[2609].

En janvier, le *Temps* relate l'article publié par le journal serbe officieux, *Samoouprava* sous le titre 'Qu'on le sache' et qui fut « un cri de révolte contre les tentatives d'arracher par la constitution d'un nouvel État albanais une partie des territoires serbes que les sacrifices du pays lui avaient de nouveau réunis »[2610]. De son côté, la *Croix* publie les télégrammes envoyés aux plénipotentiaires de la conférence de Londres de la part des Albanais chrétiens et les catholiques de Durazzo, des Albanais de Tirana et des environs et des ottomans de Croja, dans lesquels ils « déclarent qu'ils ne désirent pas l'autonomie albanaise, pour laquelle le peuple albanais n'est pas mûr, mais disent vouloir rester sous la domination de la Serbie qui est capable d'apporter au pays la justice, l'équité et le bien-être »[2611]. Cette nouvelle est également relatée dans le *Temps*, deux mois plus tard[2612].

Envoyé sur le théâtre de la guerre, du côté bulgare, par son journal *The Chicago Daily News*, après avoir couvet la campagne de Tchataldja, Paul Scott Mowrer traverse en train toute la contrée, de Dimotika et de Dedeagatch à Salonique, pour revenir ensuite à Monastir, d'où une voiture le conduisit, en compagnie d'un professeur bulgare lui servant de guide, à travers une région montagneuse alors ensevelie sous la neige à Ohrid, au seuil de l'Albanie. D'après lui, cette région n'est pas réellement en Albanie, « elle est à l'une des extrémités de la contrée. Si la ville est aux trois quarts bulgare et si les paysans de l'Est, sont pour la plupart, bulgares ou serbes, les montagnards de l'Ouest, sont de pure race albanaise »[2613].

[2607] René Lebaut, « Le port serbe », *Le Petit Journal*, 16 novembre 1912.
[2608] Alfred Massé, « Question d'Orient », *La Lanterne*, 27 novembre 1912.
[2609] Edouard Driault, « L'Autriche balkanique », *Le Figaro*, 18 novembre 1912.
[2610] « Un appel serbe à l'Europe », *Le Temps*, 6 janvier 1913.
[2611] « Les Albanais qui veulent être Serbes », *La Croix*, 6 janvier 1913.
[2612] « Adresse albanaise aux ambassadeurs à Londres », *Le Temps*, 3 mars 1913.
[2613] *Ibid*., 29 mars 1913.

Pour sa part, l'historien serbe Yakchitch, représentant de la propagande serbe à Paris, développe en février dans le *Temps* la thèse de son pays au sujet de ses revendications territoriales à l'égard de l'Albanie. Afin de convaincre le public français du bien fondé de ces revendications, il emploie une série d'arguments d'ordre ethnographique, historiographique ou représentationnel. Tout d'abord, il présente la région d'Ohrid et de Dibra comme « un morceau de Macédoine slave sous l'inondation partielle et récente d'une féodalité albanaise »[2614]. En janvier, le *Temps* s'est déjà transformé en tremplin pour la diffusion de la propagande serbe. Cette fois-ci, les Serbes pour faire valoir leurs droits sur les territoires qu'ils occupent, mettent en avant des arguments d'ordre 'civilisationnel' en affirmant que :

> « Ceux qui connaissent bien les Serbes et les Albanais ne contestent point la suprématie des premiers quant à la civilisation générale et quant au progrès dans toutes les manifestations de la vie humaine. (…) Nous ne pouvons admettre que les grandes puissances se prononcent en faveur de l'autre alternative ; soumettre au régime arriéré des Albanais des populations serbes beaucoup plus civilisées. Le droit qu'a une nation civilisée d'exercer sa mission civilisatrice auprès d'un peuple arriéré n'est point une innovation »[2615].

La propagande serbe avance ainsi, des arguments chers à une société majoritairement acquise aux arguments de la rhétorique et logique de l'expansion coloniale, légitimant les conquêtes territoriales en Afrique ou en Asie, à travers la conformité de ces opérations aux critères d' hiérarchisation civilisationnelle établie par les élites intellectuelles des pays conquérants. D'après un tel système de classement du monde, d'une telle « cosmothéorie », il y avait des peuples et des sociétés qui en raison de leur civilisation avancée se réservaient le droit, voire même l'obligation morale, à 'civiliser' des peuples et des sociétés placées à des degrés inférieurs de la pyramide taxinomique[2616]. Par ailleurs, le mémorandum serbe publié dans le *Temps*[2617], souligne que ce n'est pas « par une guerre légitime, mais simplement par les cruautés, par les atrocités et par la violence que les Serbes ont été chassés de leur propre pays ou réduits à n'y être qu'en minorité à la fin du XVIIe siècle. L'historien serbe fait allusion à la migration des populations chrétiennes orthodoxes habitant le vilayet du Kosovo et leur remplacement par des populations musulmanes, suite au second siège de Vienne. D'après Brice dans le *Journal,* le nœud de la question est de savoir si pour tracer les frontières

[2614] Yakchitch, « Albanie et Serbie », *Le Temps*, 21 février 1913.
[2615] « Le memorandum serbe », *Le Temps*, 23 janvier 1913.
[2616] Suite au discours de mission civilisatrice largement diffusé au temps du colonialisme raciste du XIXe siècle, la référence à des concepts ou ensembles idéologiques tels que le socialisme, la démocratie ou le développement économique, a servi d'outil de légitimation de l'ingérence politique, économique ou culturelle dans l'ère post-coloniale.
[2617] *Idem.*

septentrionales et occidentales de l'Albanie, on se placera du point de vue du droit historique ou du droit des nationalités. « C'est bien ainsi que la question se pose. Les Slaves invoquent les traditions du passé et prétendent nous ramener à l'apogée de la domination serbe du XVe siècle »[2618]. De son côté, André Chéradame rappelle à ses lecteurs que les Serbes tiennent énormément à la possession de Prizrend qui au treizième siècle, « fut la capitale de l'empire serbe de Douchan le Grand. » [2619]. On assiste à deux perceptions concurrentes du règlement de la délimitation des frontières, l'une mettant en avant le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes et l'autre basée sur une lecture des enjeux territoriaux du présent, à travers la mobilisation du passé. Dans la première approche, il s'agit d'identifier ou de codifier l'appartenance des individus à tel ou tel autre groupe ethnique ou national. Dans la deuxième perspective, il s'agit de nationaliser, au nom de l'intérêt présent, des entités étatiques ayant préexisté sur les espaces revendiqués, et avec lesquelles il convient de tisser des liens de parenté ethnique et/ou nationale et de continuité historique.

Pour sa part, Gaston Gravier,[2620] afin de relativiser la pertinence des revendications albanaises, souligne dans la *Revue de Paris*, qu'en Albanie du nord, Albanais et Serbes, musulmans et chrétiens, portent un costume identique composé d'une « courte veste de laine blanche, culottes à pont-levis, rayées de noir, serrées aux jambes, et, coiffant le sommet de la tête, la petite cape blanche de laquelle descend sur le crâne rasé, la longue mèche de cheveux ». De surcroît, dans l'Albanie du Nord,

> « (…) le type physique des individus ne permet pas non plus de se prononcer avec certitude. Les ethnographes s'accordent à reconnaître que c'est dans la région d'Elbassan et de Berat que la race s'est conservée la plus pure. Là vivraient les vrais Skhipétars, les fils de faucon… Vers l'Est et le Nord-Est, très vite ce type se raréfie. (…): les croisements avec les Slaves ont été plus fréquents »[2621].

L'écrivain favorable à la cause serbe, adepte d'une définition raciste de l'appartenance d'un individu à une communauté nationale, basée sur des critères d'apparence physionomique, hostile à toute idée d'hybridisation, de brassage de populations, se sert également des apports linguistiques divers et variés dans la formation de l'albanais de son

[2618] Brice, « La question albanaise », *Le Journal*, 17 février 1913. Sur l'usage politique de l'histoire médiévale de la région des Balkans par les auteurs, promoteurs et diffuseurs de la pensée nationaliste dans les Balkans, voir Alexandru Magdearu, *The wars of tne balkan peninsula and their medieval origins*, Lanham, Scarecrow Press, 2008.
[2619] André Chéradame, « Les frontières de l'Albanie », *L'Illustration*, 8 février 1913.
[2620] Gaston Gravier, « L'Albanie et ses limites », *Revue de Paris*, janvier 1913, p200-224, p.204.
[2621] *Ibid*, p.205.

époque, pour relativiser ou invalider les revendications territoriales albanaises. Remettant en question sa 'pureté' ou continuité avec l'illyrien de l'antiquité, il essaye d'invalider ainsi, l'existence d'un des critères considéré comme fondamental par les nationalistes de son temps afin de se prononcer sur la pertinence des revendications nationalistes d'un groupe d'individus, à savoir une langue censée le distinguer d'autres groupes concurrents, et être restée le plus proche possible des ancêtres linguistiques qu'il vénère dans son panthéon national[2622].

En dehors de ses affinités personnelles pro-serbes, Gaston Gavrier inscrit dans ses arguments le règlement de la question albanaise et plus généralement de la question d'Orient dans sa dimension balkanique, dans un processus de construction d'identité-différence nationale[2623]. Ce processus consiste à la volonté de la part des nationalistes[2624] de chaque communauté au sein de l'Empire ottoman, d'établir et de revendiquer l'existence de leur 'nation' à travers la constitution d'une série de particularités culturelles, vestimentaires, linguistiques ou autres, très souvent partagées jusqu'alors avec des groupes voisins à l'égard desquels ils souhaitent d'une part se distancier et construire d'autre part leur appartenance à une culture distincte[2625].

En ce qui concerne le sort de Scutari et sa revendication à la fois par les Monténégrins et les Albanais, l'*Humanité* rappelle qu'il avait été réglé à la suite d'une entente austro-russe qui donnait Scutari au futur État albanais, en échange de Diakova cédée par l'Autriche à la

[2622] Dans les Balkans, le phénomène du nationalisme linguistique s'exprima chaque fois qu'un nouvel Etat-nation s'était crée dans le cadre de la question d'Orient. Il s'est manifesté d'une part, par le choix comme langue officielle de langues censées lui assurer une continuité linguistique avec les héritages du passé, la langue servant dans une telle démarche à la fois de marqueur d'identité nationale et de vecteur de continuité historique. D'autre part, ce nationalisme linguistique s'est exprimé à travers des pratiques de 'purification' linguistique, consistant à enlever des mots ou expressions empruntées à des langues avec lesquelles la langue choisie comme officielle au sein de l'Etat-nation, avait coexisté ou par lesquelles était influencée tout au long des périodes pré-nationales. Ce processus est bien illustré par la création d'une langue artificielle par les savants nationalistes-orientalistes représentant les élites intellectuelles de l'Etat grec au début du XIXe siècle. Cette langue désignée sous le terme de 'katharevoussa' (la langue purifiée) était caractérisée à la fois par des règles de grammaire, de syntaxe et un vocabulaire la rapprochant du grec ancien, alors qu'en même temps, un effort systématique a été fait pour écarter des mots ou expressions provenant d'autres langues comme le turc, représentant à la fois la langue officielle de l'Etat contre lequel se construisit le nationalisme grec, mais aussi l'Orient dans l'imaginaire orientaliste de l'époque. Lors de l'élaboration du turc moderne dans la République turque des années 1920, une même volonté de 'purifier' la langue d'emprunts arabes ou persans, identifiés à l'Orient, et allant à l'encontre de l'occidentalisation du pays voulu par Mustafa Kemal a également vu le jour. Plus récemment, l'insistance des instances étatiques et académiques des pays issus de l'ex Yougoslavie à mettre en avant la spécificité d'une langue serbe, croate ou bosniaque, pourrait être interpétée comme une volonté de distinction nationale et de distanciation vis-à-vis de l'Etat fédéral yougoslave et du serbo-croate reconnue comme sa langue officielle.

[2623] Sur l'existence de cultures communes dans les Balkans avant l'expression des mouvements nationalists dans le cadre de la question d'Orient, voir Raymond Detrez, Pieter Plas (ed.), *Developing cultural identity in the Balkans : convergence vs. Divergence*, Bruxelles, Peter Lang, 2005 et Paschalis Kitromilides, « Imagined communities and the origins of the national question in the Balkans" *European History Quarterly*, 1989, 19, 149-94.

[2624] Dans le sens de tous ceux qui agissent en vue de la reconnaissance et naissance d'un État-nation issu de l'espace ottoman.

[2625]

Serbie[2626]. D'après le journal socialiste, la presse nationaliste, « le *Temps* de M. Tardieu en tête »[2627], s'est efforcée de justifier « par le droit des peuples à leur autonomie les prétentions du roi des brigands monténégrins sur Scutari ». Or, Jaurès avait déjà montré que le Monténégro n'avait aucun droit sur Scutari. La publication de deux témoignages dans le journal libéral anglais, le *Daily News,* qui fut d'ailleurs « depuis le début de la guerre d'Orient, plutôt suspecté d'une partialité exagérée pour les alliés »[2628], venait à l'appui de cette thèse. Il s'agit de témoignages de deux journalistes, correspondants de guerre et spécialistes des questions internationales, Leland Buxton et Henry-Noel Brailsford[2629] qui, l'un et l'autre manifestèrent selon le journal socialiste français, « à maintes reprises leurs sympathies pour les États balkaniques, pour les Bulgares et les Serbes en particulier »[2630]. Leland Buxton affirme ainsi avoir :

> « …passé des heures innombrables à discuter de politique dans cette région, avec des hommes de toutes les opinions politiques et religieuses, et jamais je n'ai même entendu suggérer que la population de Scutari fut autre chose qu'albanaise. (…) même les villages environnants étaient entièrement albanais, avec la seule exception de Vraka, à quelques milles de la cité, sur la route de Tuzi, où on remarquait le costume serbe »[2631].

Quant aux reproches faits aux Albanais concernant leur ignorance et leur indiscipline, et mis en avant comme arguments par ceux qui s'opposent à la création d'un État indépendant, *l'Humanité* se demande si les Monténégrins « ne sont pas moins illettrés et moins turbulents »[2632].

Le *Petit Parisien*, relais dans l'espace médiatique d'une ligne gouvernementale, s'oppose quant à lui, à l'occupation de la ville de Scutari par le roi monténégrin, car une telle occupation défierait la volonté exprimée par les grandes puissances lors de la conférence de Londres[2633]. La démonstration navale est par ailleurs perçue dans le journal le plus populaire

---

[2626] B. Veillard, « La démonstration contre Monténégro serait internationale », *L'Humanité*, 2 avril 1913.
[2627] « Scutari est une ville purement albanaise », *L'Humanité*, 11 avril 1913.
[2628] *Idem.*
[2629] Leland Buxton (1884-1967) était le frère d'Edward Noel-Buxton, cofondateur du *Balkan Committee*, une association créée après l'échec de la révolte d'Illinden en Macédoine ottomane en 1903 afin d'influencer la politique britannique en faveur des revendications des populations insurgées. Henry Noel Brailsford (1873-1958) travailla comme correspondant pour *Manchester Guardian* dans les années 1890 avant de collaborer avec *Morning Leader* et *Daily News*. Membre du parti *Independent Labour Party,* il participa à une mission humanitaire en Macédoine ottomane en 1903 et co-rédigea le rapport de l'enquête du comité Carnegie Endowment for International Peace, au sujet des conséquences des guerres balkaniques sur les populations locales.
[2630] « Scutari est une ville purement albanaise », L'Humanité, …op.cit.
[2631] *Idem.*
[2632] *Idem.*
[2633] « Le concert européen », *Le Petit Parisien*, 5 avril 1913.

de la Belle Époque et proche du gouvernement radical, comme une intervention légitime, car issue de la solidarité européenne et capable de sauvegarder les équilibres.

Par contre, Charles Guernier, député républicain au sein de l'Assemblée nationale déplore que la France ait été amenée à prendre part au blocus du Monténégro. « Ah ! je sais bien qu'aux nations qui, dans leur histoire, n'ont pas toujours été embarrassés par le souci du droit des gens il a dû paraître aisé de passer sur les obligations de la neutralité. Mais nous, messieurs, qui nous sommes toujours réclamés du droit et du respect dû aux faibles, nous avions une autre attitude à tenir »[2634]. Le jour de l'entrée du détachement international dans la ville de Scutari, l'*Illustration* relate cette information en annonçant l'événement comme « un sacrifice de la part des Monténégrins »[2635].

Pour sa part, *l'Humanité,* commente le télégramme que le roi du Monténégro envoya au journal le *Temps*, afin de défendre l'occupation de la ville de Scutari par son armée et protester contre la réaction des grandes puissances européennes. Vu que la France a envoyé le navire *Edgar Quinet,* pour la démonstration navale, le roi « évoque l'âme de l'austère penseur qui lutta pour l'indépendance des peuples opprimés ». Voilà qui nous apprendra commente *l'Humanité*, « à donner à nos cuirassés des noms de philosophes. Je ne sais si le roi du Monténégro a qualité pour représenter la conscience humaine. Et j'ignore si l'entreprise conquérante des Monténégrins sur Scutari, qui semble bien ne pas vouloir être à eux, répond exactement à l'idée que Quinet se faisait du droit des peuples »[2636]. A la veille de la démonstration navale, le *Figaro* publie quant à lui, l'appel au roi d'Angleterre du président du comité balkanique à Paris, le général Arthur Tcherep-Spiridovitch. Celui-ci turcophobe virulent et auteur d'un essai au moment des guerres balkaniques, intitulé l'Europe sans la Turquie, il est également un germanophobe avéré. Il affirme au souverain britannique que « l'avant-garde de l'Allemagne, l'Autriche, désire écraser le Monténégro pour envahir l'Albanie, atteindre Salonique, de là, menacer l'Egypte et la route des Indes[2637] . De son côté, la *Lanterne* relate les dépêches de Prague annonçant de nouvelles manifestations, malgré les interdictions officielles. Les rues de la capitale de la Bohême « ont été parcourues hier par des foules enthousiastes, célébrant la victoire monténégrine. … à Prague, de nombreux drapeaux slaves ont été saisis et des centaines de télégrammes de félicitations au roi de Monténégro ont

[2634] *Archives parlementaires*, séance du 6 mai 1913 au sujet de l'attitude des puissances à l'égard du Monténégro, n°482.
[2635] « Scutari remise aux puissances », *L'Illustration*, 17 mai 1913.
[2636] Jean Jaurès, « La Némesis », *L'Humanité*, 7 avril 1913.
[2637] « Un appel au roi d'Angleterre », *Le Figaro*, 27 avril 1913.

été confisqués. »[2638]. L'*Excelsior* relate les réactions d'Ismail Kemal bey face à la prise de Scutari par les Monténégrins. De passage de Paris avant de se rendre à la conférence de Londres, le chef du gouvernement provisoire albanais, ayant l'air d'un « de nos médecins de campagne, au visage énergique, encadré de barbe blanche », il constate avec amertume que l'admiration européenne s'exprime en faveur des Monténégrins. Conscient de ce que l'opinion des masses était depuis toujours favorable aux vainqueurs, il se demande si la justice de leur cause ne devrait pas pour autant prévaloir auprès des diplomates ? c'est « au nom de la liberté des races, les Monténégrins sont entrés en campagne », rajoute-t-il. « Est-ce au nom de ce même principe qu'ils veulent nous ravir aujourd'hui notre capitale ? »[2639]. De son côté, André Chéradame réplique dans *l'Illustration* que les Monténégrins mettent en avant que Scutari fut le siège de toutes les dynasties serbes pour contester la souveraineté albanaise sur cette ville[2640].

III.4.5. Délimiter ses frontières méridionales

Pour sa part, Saint-Brice attire en décembre dans *le Journal*, l'attention de ses lecteurs à l'aspect grec de la question adriatique. Si certains pensaient qu'en établissant les limites « de la Vieille Serbie » et qu'en réglant « la question de l'accès serbe à l'Adriatique tout serait fini », ils se trompaient. En face des revendications serbes, il y a des revendications grecques, « les Hellènes revendiquent tout le sud de l'Albanie, y compris le port de Valona, la clef de l'Adriatique » [2641].

Guy de Chantepleure perçoit quant à elle les enjeux de la représentation géographique des territoires contestés. Dans une telle optique, elle résume bien la définition plurielle par les acteurs balkaniques, de la ville de Janina. « Janina, selon les Turcs, c'est le chef-lieu d'un vilayet ottoman. Janina, selon les Albanais, c'est le centre de l'Albanie du Sud (…) Janina, selon les Grecs, c'est le foyer privilégié de l'hellénisme »[2642] en Épire. Au sujet de cette appellation géographique, Bianconi commente dans le *Temps* que ce terme est ignoré dans le pays. « C'est à peine s'il est connu de quelques Valaques ainsi que des Grecs, qui eux, l'emploient toujours, car ils ont un intérêt politique à maintenir ce nom ancien et historique à la partie méridionale de l'Albanie »[2643]. En revanche, un des envoyés spéciaux de ce journal, lui envoie une lettre depuis Préveza, dans laquelle il affirme qu' « un des plus curieux

[2638] « Manifestations slaves en Autriche », *La Lanterne*, 27 avril 1913.
[2639] « Ismail Kemal à Paris », *L'Excelsior*, 26 avril 1913.
[2640] André Chéradame, « Les frontières de l'Albanie », *L'Illustration*, 8 février 1913.
[2641] *Le Journal*, 1er décembre 1912.
[2642] Guy de Chantepleure, *La ville assiégée*, …*op.cit*., p.3.
[2643] F. Bianconi, « Les Albanais ou Skiptars », *Le Temps*, 26 décembre 1912.

procédés d'albanisation de l'Épire, ce sont les cartes géographiques, éditées soit à Vienne, soit à Rome, postérieurement au congrès de Berlin : sur la plupart de ces cartes le nom de l'Épire ne figure pas ; cette province débaptisée, n'y apparait plus que comme une annexe de l'Albanie »[2644]. La représentation cartographique de cette région de l'Empire ottoman dans la presse française fait écho à ses lectures et appellations divergentes de l'espace, allant jusqu'à alterner les différents noms au sein du même journal et à quelques jours d'intervalle, comme on peut le constater en comparant les deux cartes publiées dans le *Figaro* en janvier quand le nom d'Épire n'apparaît pas[2645] et un mois plus tard quand sur la carte ce terme est employé à côté de celui d'Albanie[2646] (voir annexes, p.926, p.928).

Par ailleurs, un des arguments mobilisés par le gouvernement grec en vue de revendiquer des territoires dans le vilayet ottoman de Janina, est celui 'civilisationniste' d'essence colonialiste-impérialiste, quand ils estiment être, comme l'affirme André Chéradame « parfaitement outillés pour ouvrir définitivement l'Épire à la civilisation »[2647].
De son côté, René d'Aral dans *le Gaulois*[2648], se réjouit de la prise de la ville de Janina par l'armée grecque en mars 1913, car « la France plus que toute autre nation » voit en la Grèce, « le berceau d'une civilisation et d'une littérature dont elle est profondément pénétrée et dont elle apprécie les beautés ». Son envolée lyrique d'un philhellénisme inconditionnel, est relayée par la dépêche de l'*Excelsior* qui affirme pendant le siège de la ville de Janina, espérer « qu'après les vigoureuses attaques des derniers jours, la ville qui fut pendant des siècles un des foyers de l'Hellénisme, tombera dans les mains des Grecs »[2649]. En dehors de la perception 'philhellène' du règlement du conflit dans le journal l'*Excelsior*, où Basil Zaharoff, un des piliers de la propagande grecque en France, est un de ses principaux actionnaires, Robert David exprime lui aussi lors de la conférence qu'il donne en juin à la Ligue française pour la défense des droits de l'hellénisme[2650], sa position pro-grecque au sujet de la délimitation des frontières méridionales de l'Albanie. Quelques jours auparavant, il affirmait dans le *Figaro* que vouloir arracher l'Épire aux Grecs, c'est-à-dire des territoires qu'ils occupent militairement, et où ils ont été acclamés et accueillis comme des libérateurs, « serait une conception à la fois insensée et profondément inique. »[2651]. Le bureau de cette ligue

[2644] « L'Épire, l'Italie et l'Autriche », *Le Temps*, 28 février 1913.
[2645] « La carte de l'Albanie », *Le Figaro*, 23 janvier 1913.
[2646] « Territoires de l'empire ottoman occupés par les Alliés balkaniques », *Le Figaro*, 4 février 1913.
[2647] André Chéradame, « Les frontières de l'Albanie », *L'Illustration*, 8 février 1913.
[2648] René d'Aral, « Les succès des Grecs », *Le Gaulois*, 9 mars 1913.
[2649] « Les Grecs livrent, près de Janina, d'audacieux combats », *L'Excelsior*, 31 janvier 1913.
[2650] Robert David, « La Grèce et l'Épire », conférence faite le 14 juin 1913 à la Ligue française pour la défense des droits de l'hellénisme, p.6.
[2651] Robert David, « A travers l'Épire », *Le Figaro*, 19 mai 1913.

présidé par Alfred Croiset se rend par ailleurs au ministre des affaires étrangères, Stephen Pichon, afin de plaider auprès de lui, la légitimité des revendications grecques et critiquer les positions italiennes au sujet de la question albanaise, « au nom du respect des droits historiques et imprescriptibles des peuples »[2652]. A l'occasion de la séance parlementaire du 16 mai, Denys Cochin, membre de la ligue, critique lui aussi les revendications italiennes dans la mer Adriatique et au détriment de la politique étrangère grecque[2653].

A côté des interventions des membres de cette association en faveur de la propagande grecque, l'*Homme libre* de Georges Clemenceau, devient une tribune supplémentaire dans l'espace médiatique français pour la diffusion des thèses helléniques. L'ambassade grecque à Paris informe immédiatement le ministère des Affaires étrangères à Athènes sur la parution de ce journal. Romanos écrit d'ailleurs à son ministre que

> « M. Clémenceau m'annonça personnellement que les revendications grecques feront l'objet d'un soutien chaleureux de la part de son journal. M. Clémenceau m'annonça aussi qu'il souhaite envoyer en Grèce un des correspondants de son journal et me recommanda à cet égard le docteur en lettres et rédacteur du bulletin de politique extérieure de la Dépêche de Toulouse, spécialiste de la question d'Orient, M. Charles Vellay »[2654].

L'ambassadeur grec rajoute qu' « à Charles Vellay qui me déclara qu'il souhaite se rendre tout d'abord à Janina, Argyrokastro et Korytsa, et par là à Salonique à travers Athènes, je lui ai versé pour l'utilité de son enquête journalistique, 2000 francs pour les dépenses de son voyage, lui promettant par ailleurs l'envoi gratuit de ses dépêches télégraphiques »[2655]. Dès ses premières correspondances, Charles Vellay se prononce sans surprise, en faveur de la position grecque dans la délimitation des frontières méridionales de l'État albanais[2656]. Dans une série d'articles publiés par le journal de Georges Clemenceau, il étale les résultats de son

---

[2652] « Nouvelles diverses », *Le Figaro*, 5 avril 1913.

[2653] *Archives parlementaires*, séance du 6 mai 1913, Denys Cochin au sujet de l'attitude des puissances à l'égard du Monténégro n° 482.

[2654] « ο κ. Clemenceau μοι ανεκοίνωσες ότι αι ελληνικαί αξιώσεις θα τύχωσι της θερμής υποστηρίξεως της εφημερίδος του. Ο κ. Clemenceau μοι ανεκοίνωσες επίσης ότι επιθυμεί ν'αποστείλη εις την Ελλάδα ένα των συντακτών της εφημερίδος του και ως τοιούτον μοι συνέστησε τον ειδικώτερον περί τα ανατολικά πράγματα ασχοληθέντα διδάκτορα της φιλολογίας και συντάκτην του εξωτερικού δελτίου της Dépêche de Toulouse, M. Charles Vellay », dans *Archives du Ministère des Affaires étrangères grec*, 1913/49, Paris, 22 mai 1913.

[2655] « Εις τον κ. Charles Vellay δηλώσαντά μοι ότι επιθυμεί να μεταβή το πρώτον εις Ιωάννινα, Αργυρόκαστρον και Κορυτσάν και εκείθεν αφού διέλθει εξ Αθηνών να μεταβή εις Θεσσαλονίκην, κατέβαλον διά το ωφέλιμον της τοιαύτης δημοσιογραφικής του ερεύνης φρ. 2000 διά δαπάνας του ταξειδίου του υπεσχέθην δ αυτώ την δωρεάν αποστολήν των τηλεγραφικών ανταποκρίσεών του », dans *Archives du Ministère des Affaires étrangères grec*, 1913/49, Paris, 22 mai 1913. Pour évaluer l'importance de cette somme de deux mille francs, il faut savoir que selon Pierre Van des Dungen, dans les années 1900, les grands reporters obtiennent en sus du paiement de tous leurs frais de voyage, 1500 à 2000 francs mensuels. Voir Pierre Van des Dungen, « Organisation des rédactions », dans Dominique Kalifa, *La civilisation*…op.cit., p.615-51, p.642.

[2656] Charles Vellay, « Les frontières albanaises », *L'Homme Libre*, 15 mai 1913.

enquête sur place. Au sujet des musulmans de l'Épire, il affirme ne pas avoir décelé de fanatisme antichrétien, car « ils sont pour la plupart d'entre eux des descendants d'anciens chrétiens convertis de force à l'islamisme sous le règne d'Ali pacha »[2657]. De surcroît, il fait remarquer qu'à Argyrocastro, autre ville de ce qui allait devenir l'Albanie du Sud, convoitée par les Grecs, « chrétiens et musulmans ont un lieu commun de pèlerinage, le couvent de Saint Nicolas ». Au sujet de ces musulmans, le consul français à Monastir informe son ministre « qu'ils sont très peu fanatiques et qu'ils appartiennent pour la plupart à la secte des 'bektachis', secte très tolérante en matière religieuse »[2658].

L'autre correspondant particulièrement favorable aux positions grecques dans la délimitation des frontières méridionales albanaises, est René Puaux. Lui aussi, généreusement doté en ressources pécuniaires par l'ambassade grecque à Paris[2659], envoie au *Temps* des articles destinés à prouver le bien fondé des revendications grecques. En avril, Romanos communique à son ministre que « suite à son accord avec la rédaction du journal le Temps, j'envoie aujourd'hui en Épire, M. René Puaux, qui saura à travers des correspondances détaillées, présenter nos droits et notre volonté inébranlable de sauvegarder les pays conquis »[2660]. Un mois plus tôt, en mars, l'ambassadeur grec à Paris, avait déjà entamé la propagande officielle de l'État grec au sujet de la question albanaise, en affirmant que « l'ambassade royale procura tous les éléments requis au rédacteur de la rubrique, l'action diplomatique dans *le Temps*, M. Rolls, afin qu'il soutienne la version grecque dans la délimitation des frontières méridionales de l'État albanais »[2661].

Quant à René Puaux, il ne déçoit pas les attentes du gouvernement grec. En mai, il affirme que les territoires de l'Épire que l'Italie voudrait voir compris dans la future Albanie « sont les foyers d'un hellénisme irréductible. 'ils sont plus Grecs que nous' me disait un des plus éminents professeurs de l'Université d'Athènes ». De surcroît, il perçoit leur

[2657] Charles Vellay, « Chez les Musulmans », *L'Homme Libre*, 21 mai 1913.
[2658] *AMAE*, Monastir/27, Monastir le 30 mai 1913.
[2659] D'après les archives diplomatiques grecques, René Puaux a eu droit en 1913, à 10 000 francs pour des frais en Macédoine et correspondance de guerre pour *Le Temps*, plus 6 000 francs pour la transmission gratuite des télégrammes. Voir, *Archives du Ministère des Affaires étrangères grec*, Guerres balkaniques, 1913, 49, N/10, au sujet du budget pour la presse en France, en 1913.
[2660] « κατόπιν συνεννοήσεως μετά της διευθύνσεως Εφημερίδος Χρόνος αποστέλλω σήμερον εις Ηπειρον κ. Ρενέ Πιώ όστις δι εκτενών ανταποκρίσεων θέλει παραστήσει ημέτερα δικαιώματα και ακράδαντον απόφασιν να διατηρήσωμεν κατακτηθείσας χώρας. », dans *Archives du Ministère des Affaires étrangères grec*, 1913/29, N/3, dépêche télégraphique, Romanos, n°12652, Paris, 15/28 avril 1913.
[2661] « εις τον συντάσσοντα το υπό τον τίτλον L'action diplomatique καθημερινόν άρθρον εν τω Temps κ. Rolls παρέσχεν η Β. Πρεσβεία πάντα τα στοιχεία προς υποστήριξιν των υπ΄οτης Ελλάδος προτεινομένων νοτίων ορίων του νέου Αλβανικού κράτους. », dans *Archives du Ministère des Affaires étrangères grec*, 1913/46, Paris, 15/28 mars 1913, n°892.

attachement à la cause grecque, à travers le phénomène de l'évergétisme. A cet égard il cite les noms d'une série de bienfaiteurs valaques tels que :

> « M. Arsakis, fondant à Athènes le collège des filles qui a deux mille élèves et est le seul centre d'éducation féminine de tout l'Orient. Il est de Chotachova, village voisin d'Argyrocastro. C'est Zappas fondateur d'écoles et de la pinacothèque d'Athènes, originaire de Lambovo, près d'Argyrocastro. C'est Zografo, qui lui aussi fonde des écoles, de Kestorati, près de Tepeleni. Ce sont Averoff et Stournaras le premier bienfaiteur grec universellement connu, le second fondateur de l'École Polytechnique, originaires de Metzovo »[2662].

Cependant, le *Temps* accueille aussi la perception italienne des affinités 'ethniques' des populations de l'Albanie du Sud et de l'Épire. Cette position met en avant l'appartenance de ces bienfaiteurs à la communauté des valaques, et affirme que Marcos Botzaris « qui participa à la guerre d'indépendance grecque, appartenait à la race des Koutzovalaques, mais comme la Roumanie n'existait pas encore à l'époque, il s'est battu pour la Grèce »[2663]. L'argument italien est aussitôt contrecarré par le 'porte-parole' de la propagande grecque dans le *Temps*. Selon René Puaux, la théorie élaborée à Rome au lendemain de la visite du prince de Roumanie, que le Pinde koutzovalaque est sans lien avec la Grèce « mérite un nouveau démenti ». Il s'y attelle en affichant les résultats des statistiques linguistiques démontrant que dans « les cinq districts de Janina, Metzovo, Konitza, Korytza, et Grevena, il y a 26 411 personnes qui parlent le koutzo-valaque (et parlent aussi le grec) contre 177 000 Grecs purs »[2664]. Sans délivrer les sources de ses statistiques, René Puaux n'est pas plus dérangé quand il affiche comme concluants les résultats d'une enquête qu'il a effectuée à Delvino pendant « les quatre heures » qu'il a passées dans cette ville de quatre mille habitants. D'après cette enquête,

> « (…) il apparaît que la population albanaise de ces districts mixtes, ne demande qu'une chose, la conservation des biens qu'elle a acquis. L'idée d'un royaume d'Albanie n'existe pas d'ailleurs (…) les Albanais de Delvino qui ne sont musulmans que depuis Ali pacha, ont gardé de leur religion primitive grecque les coutumes, ils vont aux funérailles du rite grec, prennent part aux lamentations, envoient leurs fils et filles aux écoles grecques »[2665].

Quant au rôle de l'éducation dans l'hellénisation d'une partie des populations de l'Albanie du Sud, le consul français à Monastir rappelle que la première école grecque à Koritsa a été

[2662] René Puaux, « Le sentiment hellénique en Epire », *Le Temps*, 4 mai 1913.
[2663] « Le point de vue italien », *Le Temps*, 18 mai 1913.
[2664] René Puaux, « La question d'Epire : la question koutso-valaque », *Le Temps*, 8 juin 1913.
[2665] « En Epire hellène », *Le Temps*, 13 mai 1913.

inaugurée en 1720. « Et depuis lors, les générations qui se sont succédées ont été formées au moule de la culture hellénique »[2666].

Cet argument mobilisé dans le cadre de la perception de la délimitation des frontières de l'État albanais, révèle la place/importance de la grécophonie comme arme d'impérialisme linguistique dont l'emploi fut possible grâce à trois événements majeurs : la consécration du grec comme langue officielle du Patriarcat des Ottomans Rûms, l'engagement de populations grécophones de l'Empire ottoman dans des activités commerciales, dans les Balkans, le long du Danube et en Méditerranée orientale, avec comme conséquence l'adoption du grec comme une espèce de lingua franca dans les transactions commerciales de ces régions et enfin l'idéalisation-sublimation du grec comme langue d'érudition par les élites intellectuelles des grandes puissances européennes du XIXe siècle. Le statut ainsi accordé à la langue grecque, aussi bien au niveau représentationnel, commercial et cultuel, a été instrumentalisé par la politique expansionniste de l'État grec et notamment par ses fractions nationalistes afin de revendiquer comme des populations censées être annexées par et à la Grèce, toutes celles qui s'exprimaient à des degrés divers et variés en grec.

Enfin, dans cette perception d'un différend territorial, la représentation du passé de l'espace et de ses habitants joue un rôle fondamental. D'après le correspondant du *Temps* à Préveza, « l'Épire était grecque ou au moins hellénisée par la langue, les monuments »[2667] depuis l'antiquité, et cela « même avant Pyrrhus ». D'autre part, ce qui, selon cet auteur, est surtout à retenir dans l'argumentation grecque, c'est le fait que de la conquête romaine à la conquête ottomane, « l'Épire n'a jamais perdu son caractère grec (…) les Albanais n'apparaissent qu'aux XIVe-XVe siècle, sous la poussée des envahisseurs serbes. (…) aujourd'hui encore quiconque ignore le grec est pour ainsi dire étranger dans le pays. Les israélites de Janina ne parlent que grec. ». Ainsi, on assiste à une instrumentalisation des pratiques linguistiques pour arriver à une lecture nationaliste du passé et du présent, ou plutôt à une légitimation à travers la langue des revendications territoriales d'un acteur du conflit.
En revanche, Louis Arnaud, affiche dans la *Croix* une représentation différenciée de l'appartenance 'nationale' des acteurs historiques du passé dans cet espace. D'après lui, le roi Pyrrhus était Albanais. Par ailleurs, il cite le savant Mommsen qui apparente dans ses études les Albanais aux Pélasges. « A cette époque lointaine, ils remplissaient la Macédoine et les

[2666] *AMAE*, Monastir/27, Monastir le 30 mai 1913.
[2667] « L'Epire, l'Italie et l'Autriche », *Le Temps*, 28 février 1913.

Macédoniens étaient leurs descendants. Aussi veut-on voir bouillir un Hellène ou mesurer son degré de chauvinisme, il suffit de lui dire sans plus : Philippe, Alexandre, et Aristote étaient des Albanais. »[2668].

Ainsi, l'essayiste de la *Croix*, met-il le doigt sur une pratique fondamentale de chaque propagande et mythologie nationale dans les pays balkaniques issus de l'Empire ottoman, à savoir la course aux ancêtres les plus prestigieux possibles, ou les plus sublimés dans l'historiographie et pensée dominante de l'Europe occidentale, afin d'assurer son antériorité, sa supériorité et sa continuité à l'égard de ses adversaires. Cette démarche de construction d'arbres généalogiques imaginaires des États constitués dans les Balkans au XIXe siècle, fut aussi un des passe-temps privilégiés des érudits originaires d'autres pays européens qui s'y adonnaient également dans le cadre de leurs propres pays[2669]. Le point commun de ces opérations intellectuelles, était la volonté de nationaliser des ancêtres illustres des périodes pré-nationales, tout en tissant un fil imaginaire ininterrompu entre ceux-ci et les contemporains du conflit. Ces ancêtres originaires d'États qui n'existaient plus, étaient intégrés dans les panthéons nationaux des pays balkaniques du XIXe siècle, avec pour seuls critères une correspondance spatiale, ou une représentation nationale du passé, élaborée dans les écoles historiographiques nationalistes. Dans le cas du différend gréco-albanais pour la souveraineté sur le vilayet de Janina, c'est la privatisation, nationalisation de la figure d'Alexandre le Grand qui constitue la pomme de discorde entre les deux nationalismes, en raison de sa mère originaire d'une ville de cette région[2670].

Edouard Driault[2671], le spécialiste de la question d'Orient, relie lui aussi Ismaïl-Kemal bey à Ali de Tébéleni[2672], à Scanderberg, et à Pyrrhus d'Épire. Cette généalogie[2673] est

[2668] Louis Arnaud, « Lettre d'Athènes », *La Croix*, 28 décembre 1912.
[2669] Voir pour la France, Suzanne Citron, *Le mythe national : l'histoire de la France revisitée*, Paris, éd. de l'Atelier, 2008.
[2670] A la fin du XXe siècle et dans le cadre des différends représentationnels de l'histoire et des débats sur les héritages historiques entre la Grèce et la République de Macédoine, la possession ed'Alexandre le Grand se situa de nouveau au centre des rhétoriques et des pratiques pour la démonstration de sa possession exclusive de la part des percepteurs nationalistes du passé.
[2671] Edouard Driault, « L'Albanie dans l'histoire », *Le Figaro*, 13 décembre 1912.
[2672] Il s'agit d'Ali pacha dit de Janina ou de Tepelena, gouverneur du vilayet de Janina, dont la vie a inspiré Alexandre Dumas.
[2673] Derrière une telle généalogie 'impériale', on retrouve l'idée élaborée par Anne Couderc comme quoi l'œuvre de Driualt est guidée par sa passion pour Napoléon et participe d'une représentation de l'histoire dominée par l'idée d'empire qui mettra au service de la cause grecque pendant la Conférence de la Paix en 1919, suite à son exaltation de la civilisation gréco-latine, intégrant et hellénisant l'héritage politique byzantin, afin de légitimer les revendications territoriales de la Grèce et les inscrire dans son idéal d'une Méditerranée franco-grecque, inspiré par les héritages impériaux respectifs. Voir Anne Couderc, « Des études napoléoniennes au soutien de la

contestée par le journaliste grécophile et agent de la propagande grecque, René Puaux, qui écrit dans le *Temps* que « les habitants de la vallée d'Argyrocastro avaient joué dans l'histoire hellène un rôle prépondérant depuis Pyrrhus, fils d'Achille[2674] ». Et pour illustrer son point de vue et convaincre ses lecteurs de la légitimité des revendications du gouvernement grec de l'époque, afin d'inclure la population de cette région de l'Empire ottoman à l'État grec, le journaliste français publie dans *l'Illustration* un cliché photographique de la ville de Chimara (Himarë en albanais) où il met en scène deux habitants devant une croix en pierre et proposant (sinon imposant) à ses lecteurs la lecture de ce document avec le commentaire suivant : « la petite ville de Chimara, qui a su rester grecque sous la domination turque » (voir annexe, p.950). Ce philhellène convaincu et propagandiste de la cause grecque dans la presse française, réitère ainsi un des amalgames les plus courants de la question d'Orient, consistant à identifier une manifestation ou une communauté religieuse à une identité nationale supposée multiséculaire, et cela dans un espace qui est resté pendant longtemps, au moins jusqu'à la veille des mouvements indépendantistes-séparatistes du XIXe siècle, étranger à la notion de nation. En ce qui concerne l'usage du terme grec, il devient dans une telle optique, associé à celui de chrétien orthodoxe à la fois dans la rhétorique des représentants d'un nationalisme, associant à l'intérieur de l'État grec, la cause nationale à celle de l'Église orthodoxe de Grèce, et dans les discours des observateurs originaires des pays en dehors des Balkans et de l'Empire ottoman[2675]. Ces représentations – narrations plurielles du passé de la région[2676], constituent un moyen d'appropriation symbolique des territoires contestés. Elles participent en même temps d'une volonté de convaincre le public français de la justesse des revendications des uns et des autres, dans la délimitation des frontières albanaises.

Enfin, *le Temps* nous informe en mars que M. Giorgia, représentant de la colonie albanaise de Borzorizzo, près de Zara, au congrès de Trieste, prend la parole et « blâme

---

Grande Idée grecque : Edouard Driault (1864-1947) et le rêve d'une Méditerranée impériale », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2010/3, n°99, p.36-44.

[2674] René Puaux, « La vallée d'Argyrocastro », *Le Temps*, 25 mai, 1913. Cette région de l'Albanie du sud (Gjirokastër en albanais), territoire ottoman jusqu'à la veille des guerres balkaniques de 1912-3, était réclamée par les nationalistes grecs et les partisans de la Grande Idée.

[2675] Ceux-ci avaient même tendance à désigner parfois de grec, notamment avant le déclenchement de la question d'Orient, tout Ottoman Rûm, c'est-à-dire tout sujet du sultan de confession chrétienne, appartenant à une des Églises chalcédoniennes de rite orthodoxe. De leur côté, les dirigeants de l'État grec ont tenté de profiter d'une telle association d'idées, afin de revendiquer des territoires de l'empire ottoman habités par des populations Rûm.

[2676] Les journalistes 'serbophiles' ont suivi la même tactique en reproduisant les thèses de la propagande serbe sur la nécessité d'attribuer à la Serbie des territoires compris dans les royaumes serbes du Moyen Âge. Sur l'usage politique de l'histoire médiévale de la région des Balkans par les auteurs, promoteurs et diffuseurs de la pensée nationaliste dans les Balkans, voir Alexandru Magdearu, *The wars of tne balkan peninsula and their medieval origins*, Lanham, Scarecrow Press, 2008.

l'attitude des Grecs qui ont obtenu leur liberté avec l'aide des Albanais et font preuve maintenant de tant d'ingratitude »[2677]. De son côté, Gaston Deschamps, rappelle en août au roi grec, qui venait de blesser l'orgueil français en faisant l'éloge de l'armée allemande lors de son voyage à Berlin, que le guide Baedeker « racontant à sa façon l'histoire des guerres de l'indépendance hellénique »[2678], attribua aux Albanais à peu près « tout l'honneur de cette œuvre de libération chrétienne ». Face à une telle représentation du passé et lorsqu'on voit aujourd'hui « l'Allemagne appuyer de toute son influence les projets de l'Autriche et de l'Italie pour fonder un royaume d'Albanie qui deviendrait, au détriment des droits de l'hellénisme, un État vassal de la Triple-Alliance », le roi grec devrait peut-être être un peu plus attentif à ses déclarations, affirme Gaston Deschamps. Niant dans sa perception 'philhellène' de l'histoire, la participation historiquement avérée de combattants albanophones dans le cadre de la révolte des sujets chrétiens orthodoxes (Rums) du sultan en 1821[2679], aboutissant à la création quelques années plus tard d'un État grec, le journaliste ne manque pas en même temps d'insinuer au gouvernement grec, que leur vision de la délimitation de frontières méridionales de l'État albanais coïncide avec les considérations géopolitiques françaises dans la région, plutôt que celles de l'Allemagne.

Ainsi la perception de la question adriatique-albanaise dans l'espace médiatique français dépendrait-elle de plusieurs facteurs. Parmi eux, on pourrait distinguer : les sensibilités idéologiques, les considérations géopolitiques, la couverture médiatique des conflits ou des différends dans lesquels les Albanais ont été impliqués, les représentations-connaissances-croyances préexistantes sur eux, les affinités personnelles à leur égard et vis-à-vis de leurs concurrents, par exemple, sympathie pour la cause grecque ou serbe, subventions reçues de la part de légations des pays balkaniques voisins.

En plus, l'étude des représentations de l'Albanais et de l'Albanie dans la presse française pendant les guerres balkaniques, nous amène à dessiner les traits d'une albanophobie[2680] au tournant du XXe siècle. On pourrait placer cette albanophobie à côté de celle, contemporaine, de nature xénophobe (diffusion des stéréotypes négatifs ayant comme cible les immigrés albanais dans des pays comme la Grèce, l'Italie, la Suisse) et nationaliste (élaboration et

[2677] « Le congrès albanais de Trieste », *Le Temps*, 5 mars 1913.
[2678] Gaston Deschamps, « Paris-Athènes », *Le Temps*, 3 août 1913.
[2679] Voir Nicolas Pitsos, Pour une société plurielle : les communautés qui ont fait la Grèce, dans Joëlle Dalègre (dir.), *La Grèce inconnue d'aujourd'hui, de l'autre côté du miroir*, Paris, L'Harmattan, 2011, p.56.
[2680] Sur le concept d'albanophobie voir Anna Triandafyllidou, « The reproduction of ethnic and racial stereotypes in Greece », dans le rapport préparé par European research Centre on Migration and Ethnic relations, Vienna, 2002, qu'on peut consulter sur le site http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/163-MR-CH4-4-Greece.pdf , p.163.

diffusion de stéréotypes ayant comme cible les communautés albanaises dans des pays comme la Serbie, la Macédoine). L'albanophobie exprimée dans l'espace public français à la veille de la Grande Guerre, serait de trois natures :

a) Orientaliste : liée à des discours islamophobes et/ou des discours d'impérialisme politique et culturel

b) Nationaliste : liée aux réactions de ceux qui considéraient l'Albanie comme un satellite potentiel et les Albanais comme des agents éventuels de la politique italienne et autrichienne

c) Slavophile-Grécophile : liée aux discours et aux positions d'essayistes ou journalistes inféodés à la cause-propagande grecque, serbe, bulgare ou monténégrine dans la question albanaise.

Par ailleurs, la perception de la création d'un État albanais, met en avant la confrontation entre deux narrations distinctes concernant la modernité et viabilité d'un État. D'une part, il y a les tenants d'une perception jacobine et assimilationniste de l'État, considérant une imposition fiscale centralisée ainsi qu'une religion, une langue commune comme les ingrédients nécessaires pour la construction d'une nouvelle entité étatique. D'autre part, les adeptes d'un État multi-cultuel et décentralisé se prononcent, exprimant leur confiance en la réussite d'une tel modèle.

III.5. Perceptions du règlement des différends bulgaro-roumain et gréco-ottoman

III.5.1. La question de Silistrie

Un autre différend bilatéral survenant au cours de la Première Guerre balkanique, est la question de Silistrie. Cette ville frontalière entre la Bulgarie et la Roumanie, sur l'embouchure danubienne, représentait la pomme de discorde entre les deux pays. Les revendications roumaines s'inscrivaient comme la plupart des contentieux relevant de la question d'Orient à la manière dont furent tracées les frontières entre États issus de l'Empire ottoman.

Reginald Kahn présente en mars dans *l'Illustration* les thèses roumaine et bulgare[2681]. Les Roumains se considèrent, selon lui, comme les perdants de tous les traités du XIXe siècle. Ils rappellent surtout, qu'en 1877, en dépit de leur soutien aux Russes à Plevna dans le cadre de leur guerre contre l'Empire ottoman, le tsar leur enleva « la riche Bessarabie » qu'ils revendiquaient dans le cadre de leur Grande Idée, pour leur donner la Dobroudja[2682]. Pourtant, le traité de 1878 ne leur ayant pas accordé la totalité de la province, il leur aurait imposé une frontière indéfendable. Or, les Bulgares, « n'ont cessé de réclamer la Dobroudja et leur propagande irrédentiste se poursuit sans trêve ». Étant donné que la Bulgarie doublera son territoire et sa population à la suite de ses succès, la Roumanie sollicite une rectification de frontière, lui donnant Baltchik sur la mer Noire et Silistrie sur le Danube, en échange de sa neutralité, a permis aux Bulgares, selon l'opinion roumaine, de remporter la victoire, « surtout cette dernière ville [Silistrie] qui est la clef de la Dobroudja et que plusieurs négociateurs du traité de Berlin, notamment le délégué français M. Waddington »[2683], avaient réclamée pour eux. Les Bulgares répondent que si les Roumains ont à se plaindre de n'avoir pas été bien traités par les Russes en 1877, ils ne doivent s'en prendre qu'à ces derniers et non au peuple bulgare qui n'y peut rien. Au contraire, les Bulgares ont perdu suite à cette décision du tsar, une province, où ils se trouvaient en majorité. Ce sont donc eux qui ont subi le plus grave préjudice. Si la Roumanie voulait profiter du remaniement de la péninsule balkanique, avancent les Bulgares, « il lui fallait prendre sa part des sacrifices que tous les autres peuples chrétiens se sont imposés »[2684]. Saint-Brice dans le *Journal* rappelle quant à lui en janvier que

[2681] Réginald Kahn, « Silistrie et le différend bulgaro-roumain », *L'Illustration*, 22 mars 1913.
[2682] *Idem*.
[2683] *Idem*.
[2684] *Idem*.

si l'affranchissement de l'Italie a rapporté la Savoie et le comté de Nice à la France, les soldats français s'étaient au préalable battus à Magenta et à Solferino[2685]. A cette série de récriminations, les Roumains répliquent que, s'ils ne sont pas intervenus plus tôt, c'est parce que l'Europe avait d'abord annoncé qu'elle exigerait le maintien du statu quo dans la péninsule.

Sur cet arrière plan d'intérêts conflictuels et d'accusations et contre-accusations réciproques, le correspondant de *l'Illustration* assiste à la cérémonie commémorative de la libération de la Bulgarie qui se déroule à Silistrie, sur la grande place entre la mairie et la mosquée. L'office terminé, la troupe regagne les casernes. La foule au contraire, se resserre autour d'une estrade improvisée, du haut de laquelle un jeune étudiant adresse un discours au sujet du litige bulgaro-roumain, incitant ses compatriotes à ne pas en vouloir au peuple roumain, car :

> «…il n'est pour rien dans les revendications du gouvernement de Bucarest ; seuls des politiciens, poussés par des intérêts de parti, ont échafaudé cette œuvre néfaste. (…) et quel sort vous attendrait sous le régime étranger ? vous faites partie d'une nation démocratique, égalitaire, où les biens sont justement répartis, où tous jouissent des mêmes droits politiques. La Roumanie est un pays féodal ; le peuple n'y compte pour rien, le suffrage universel n'y existe pas.».

De son côté, le *Radical* publie en mars une nouvelle, selon laquelle, les habitants de la Dobroudja s'opposent à l'intégration de leur région à la Roumanie[2686]. *Le Petit Parisien* relate le point de vue d'un habitant de Bulgarie à son correspondant à Londres, selon qui, les habitants de Silistrie sont aussi peu Roumains que le sont les habitants de Dobroudja[2687].

En mars, *le Temps* annonce que le consistoire central des israélites de Bulgarie a présenté au président du conseil des ministres à Sofia un mémoire protestant contre toute cession de territoire à la Roumanie, car ce pays refuse les droits de citoyens aux israélites contrairement au traité de Berlin[2688]. A ce sujet, l'Alliance Israélite Universelle rappelle dans un rapport qu'elle envoie au quai d'Orsay, que c'était sur la proposition de Waddington, premier plénipotentiaire de la France au congrès de Berlin que fut rédigé l'article 44 du traité

[2685] « Le point noir roumain », *Le Journal*, 2 janvier 1913.
[2686] « Les habitants de la Dobroudja veulent rester Bulgares », *Le Radical*, 6 mars 1913.
[2687] « Le conflit bulgaro-roumain n'est pas encore tranché », *Le Petit Parisien*, 13 janvier 1913.
[2688] « Les Israélites de Bulgarie », Le Temps, 3 mars 1913. Voir aussi Jean Pélissier, *Dix mois de …op.cit.,* interview de M. Ehrenpreis, grand rabbin de Bulgarie, Uskub, 19 mai 1913, p.204.

qui assurait à tous les sujets roumains le bénéfice de l'égalité civile et politique[2689]. Or en dépit de ses engagements formels, la Roumanie ne s'y est pas conformée :

> « Le gouvernement roumain considère les juifs de Roumanie comme des étrangers, il les traite comme tels, alors qu'ils ne sont sujets d'aucun gouvernement étranger, qu'ils ne peuvent se réclamer d'aucune protection étrangère, établissant ainsi une catégorie d'individus qui sont des outlaws. Dans tous les domaines, économique, administratif, scolaire, ces étrangers sont exclus de tous les avantages dont jouissent les Roumains ; ils constituent une classe de parias, astreints aux mêmes obligations que les nationaux, y compris celle du service militaire, mais sans avoir le bénéfice des droits correspondant à ces charges ».

A cet égard, Georges Clemenceau relate dans l'*Homme Libre* les propos de Luigi Luzzatti, écrivant dans le *Corriere della Sera*, que les juifs roumains sont les derniers serfs existant encore en Europe[2690].

Par ailleurs, l'espace médiatique français se transforme tout au long du conflit en une arène où s'exposent en se confrontant, les arguments de chaque parti, dévoilés et développés par les agents de propagande officielle et/ou institutionnelle. Dès décembre, le *Journal* relate le point de vue de Radu Mandrea, ancien député au Parlement roumain et docteur en droit de la faculté de Paris[2691]. Celui-ci, soutient de nouveau en janvier dans ce grand quotidien français les revendications roumaines, réaction selon lui, à la mise en place d'une Grande Bulgarie[2692]. Le *Petit Parisien* publie en janvier les arguments d'une haute personnalité du royaume de Carol Ier[2693], de passage à Paris, selon laquelle la Roumanie « ne demande point à partager les conquêtes bulgares. Elle ne désire point de compensations ; elle veut seulement la fermeture d'une frontière restée béante ». De son côté, M. J. Athanasiu, professeur à l'Université de Bucarest, adresse une lettre à la rédaction du *Temps* afin d'éclairer l'opinion publique française sur les revendications roumaines, se résumant à des préoccupations concernent le sort des Roumains de la Macédoine.[2694] Le même jour, *le Temps* publie aussi un exposé des arguments bulgares, présenté par Théodorof, avocat à Sofia et docteur en droit de

[2689] *AMAE*, Roumanie/4, AIU au MAE, Paris, le 6 février 1913.
[2690] Georges Clemenceau, « Les Juifs de Roumanie », L'Homme Libre, 16 juin 1913. Sur le phénomène de discriminations antisémites, voir Carol Iancu, *L'émancipation des Juifs de Roumanie, 1913-1919 : de l'inégalité civique aux droits de minorité, l'originalité d'un combat à partir des guerres balkaniques et jusqu'à la Conférence de paix à Paris*, Montpellier, 1992.
[2691] Radu Mandrea, « Le rôle de la Roumanie », *Le Journal*, 28 décembre 1912.
[2692] Radu Mandrea, « Pourquoi la Roumanie intervient dans le conflit balkanique », *Le Journal*, 16 janvier 1913.
[2693] « Les arguments de la Roumanie », *Le Petit Parisien*, 17 janvier 1913.
[2694] « La controverse bulgaro-roumaine ; un exposé roumain », *Le Temps*, 9 janvier 1913.

la faculté de Toulouse[2695]. D'après lui, de même qu'en 1885 la Serbie « inféodée à la politique autrichienne, égarée par celle-ci au point de méconnaître ses visées naturelles vers les Serbes se trouvant sous la domination des Habsbourg », se faisait l'instrument de la diplomatie autrichienne, « de même aujourd'hui inféodée à la même politique et stimulée par le même ressort dont le but final est de détourner de la Bucovine, et de la Transylvanie, la Roumanie se laisse persuader de prétendre à des territoires qui n'ont jamais été roumains et où il n'y a point de Roumains ». Sur la même longueur d'ondes, Eugène Ucciani, écrit en janvier dans *le Petit Journal* que l'Allemagne souhaite voir la Roumanie isolée dans les Balkans pour trouver en elle, une alliée de ses projets d'avancée vers la Mer Noire et des opérations éventuelles contre la Russie. « Bismarck réussit en 1878, lors du congrès de Berlin à creuser un fossé entre les Roumains et les Russes en attribuant à ceux-ci la fertile Bessarabie contre la marécageuse Dobroudja ». L'objectif de la politique allemande consiste selon l'essayiste du *Petit Journal* à monter les Bulgares contre les Roumains sur la question de Silistrie[2696]. Il conclut son commentaire en espérant que le gouvernement roumain ne tombera pas dans ce piège. Par ailleurs, il remarque qu'il n'y a que fort peu de Roumains qui soient sujets russes, mais qu'il y en a trois ou quatre millions dans la Transylvanie hongroise et dans la Bukovine autrichienne. « La reconstitution de la Grande-Roumanie, idéal de tout Roumain, ne peut donc se faire que contre l'Autriche-Hongrie ». Paul Parsy lui emboîte le pas dans *l'Écho de Paris* et incite les Roumains à s'occuper de leurs frères en Transylvanie[2697]. S'ils prenaient Silistrie aux Bulgares ce serait pour ces derniers comme la perte de l'Alsace-Lorraine pour les Français[2698].

La réponse roumaine à cette perception de la question de Silistrie dans la presse française, ne tarde pas à se faire entendre et déjà au début du mois de janvier, Jean Lahovary, ancien ministre des Affaires étrangères de Roumanie, envoie une lettre à la rédaction du *Temps*[2699]. Quelques jours plus tard, les désidératas de la Roumanie sont exposés dans *le Figaro* par le ministre des cultes et de l'instruction publique de ce pays, G. Dissescou[2700], qui réagit à la publication de l'article publié par le comte d'Haussonville le 22 janvier, accusant « les prétentions de la Roumanie, qui demande, non sans quelque audace des compensations

[2695] « Lettre du médecin-major Théodorof sur la question soulevée par la demande d'une recitifcation de frontière faite par la Roumanie », *Le Temps*, 8 janvier 1913.
[2696] E. Ucciani, « Que veut la Roumanie ? », *Le Petit Journal*, 3 janvier 1913.
[2697] Sur la situation des populations roumanophones de Transylvanie dans le cadre de l'empire austro-hongrois, voir Keith Hitchins, *A Nation Affirmed : The Romanian National* Movement in Transylvania, 1860-1914, Bucarest, The Encyclopaedic publishing house, 1999.
[2698] Paul Parsy, « A Silistrie », *L'Écho de Paris*, 8 mars 1913.
[2699] « La Roumanie et les États balkaniques », *Le Temps*, 16 janvier 1913.
[2700] « Les demandes de la Roumanie », *Le Figaro*, 31 janvier 1913.

pour n'avoir pas attaqué par derrière Bulgares et Serbes » pendant la guerre contre l'empire ottoman. L'homme politique roumain, rétorque à ces accusations qu'au moment de tirer l'épée, les alliés balkaniques avaient affirmé baser uniquement leur action sur le « principe généreux de la libération des chrétiens. Il était question de l'autonomie de la Macédoine sous un prince chrétien vassal de l'Empire ottoman. Et voilà que la guerre d'émancipation se transforme en une guerre de conquêtes ». Jules Hedeman interviewe Take Ionesco, à Londres au nom du journal le *Matin*[2701]. Le premier ministre roumain, déclare que son gouvernement a « des motifs solides pour demander la rectification de la frontière ; d'abord je vous le répète, parce que nous perdons 400 000 Roumains en Macédoine ; ensuite parce que notre neutralité a été d'un secours précieux aux alliés ». Le correspondant du *Matin* remarque pour autant, que ces chiffres sont contestés dans les milieux bulgares. En outre, les Bulgares soutiennent que la quantité du matériel de guerre qui a transité par la Roumanie pour Constantinople était considérable, tandis que le matériel pour l'armée bulgare était presque insignifiant. Ils soutiennent de surcroît que les territoires demandés par les Roumains sont habités presque exclusivement par des Bulgares.

De son côté, André Cheradame, adoptant les arguments bulgares, considère que les revendications roumaines « menaçant de poignarder dans le dos les Bulgares », manquent non seulement d'élégance mais elles risquent de compromettre les sympathies françaises pour « les frères latins du bord du Danube »[2702]. Il invalide en plus les arguments des Roumains mettant en avant leur neutralité pendant la Première Guerre balkanique, en affirmant que « c'est par la Roumanie et le port roumain de Constanza que sont passés, depuis le début des hostilités, à peu près tous les armements et tous les ravitaillements dont ont bénéficié les Turcs. ». L'image de la Roumanie comme tirant dans le dos de la Bulgarie est utilisée également par Ludovic Naudeau, alors qu'il s'entretient à Londres, avec le ministre roumain Take Jonesco en pourparlers avec Daneff, au sujet de la rectification de frontières entre les deux pays[2703]. Malgré toutes ses sympathies pour la Roumanie, Charles Petit s'effraye dans le même journal, de la voie périlleuse dans laquelle ce pays paraît vouloir s'engager[2704]. Selon lui, par une crainte exagérée d'être engloutie par les Slaves, les Roumains se sont tellement inféodés à la Triple Alliance, « qu'ils en sont devenus presque le jouet ». Cette perception des motivations de la politique extérieure roumaine est également étayée dans le *Figaro* en

[2701] « Jules Hedeman interviewe à Londres, Take Ionesco », *Le Matin*, 4 janvier 1913.
[2702] André Chéradame, « L'intervention roumaine et la Russie », *Le Petit Journal*, 13 janvier 1913.
[2703] Ludovic Naudeau, « La rupture paraît certaine aujourd'hui », *Le Journal*, 6 janvier 1913.
[2704] Charles Petit, « La Roumanie et la Triple alliance », *Le Journal*, 14 janvier 1913.

décembre[2705] alors que Paul Parsy envoie à la *Croix* une dépêche depuis Bucarest, selon laquelle, l'Autriche souhaitant « s'attacher plus fortement que jamais les Roumains, a envoyé à la capitale roumaine, le général Hoetsendorff[2706], porteur d'une lettre autographe *handsschreiben*, de l'empereur François Joseph au roi Charles Ier de Roumanie »[2707]. Par contre, Alfred Massé met en avant dans la *Lanterne,* un autre aspect du différend bulgaro-roumain, celui des divergences entre le cabinet de Bucarest favorable à une politique dictée par les intérêts de la Triple Entente et le roi Carol qui penche plutôt du côté de la Triplice[2708]. Cette invitation de la vie politique intérieure par la définition de la politique extérieure des deux pays, est également perçue par Raymond Recouly. Il écrit dans *le Figaro*[2709] que des considérations de politique intérieure viennent compliquer le litige.

La *Croix* esquisse dans ses pages, les caractéristiques des Roumains qui pourraient prédisposer ses lecteurs à leur égard, de manière négative ou positive, « Slaves de race, ou du moins très slavisés, orthodoxes de religion, latins et français d'esprit, comme de langue, gouvernés par une dynastie de Hohenzollern, » les Roumains occupent « en Europe un carrefour instable »[2710].

De son côté, Paul Parsy écrit en juin dans *l'Écho de Paris* que la France est aimée en Roumanie. Majoresco lui montre les meubles, les objets de son bureau, de son salon venant de Paris avant de lui préciser qu'on n'est pas un homme complet en Roumanie si on n'a pas séjourné dans la ville des Lumières. En contemplant les vitrines des librairies, Parsy constate que les livres français y sont encore nombreux « seulement il y a, là encore, tout au moins un kteiner drang nach osten, et j'ai vu telle grande librairie de la *Calea victoriei*, où l'étalage est partagé décemment en trois compartiments : l'un roumain, l'autre français et le troisième allemand »[2711]. Quant à la géographie du mobilier, il affirme que dans les grandes maisons de Bucarest, les meubles viennent du faubourg Saint-Antoine. En revanche dans les hôtels, et dans les demeures qui ne sont plus celles de la haute aristocratie, « l'article allemand domine ».

Pour sa part, Charles Petit avoue d'emblée son admiration pour la Roumanie. Il la considère comme le véritable centre culturel de l'Europe orientale et le foyer de la civilisation

[2705] « La Roumanie ira-t-elle vers la Triple Entente ? », *Le Figaro*, 1er décembre 1912.
[2706] Il s'agit du général Conrad von Hötzendorf.
[2707] Paul Parsy, « Lettre de Roumanie », *La Croix*, 5 décembre 1912.
[2708] Alfred Massé, « Les Balkans », *La Lanterne*, 15 janvier 1913.
[2709] Raymond Récouly, « Le différend roumano-bulgare », *Le Figaro*, 18 février 1913.
[2710] « La Roumanie », *La Croix*, 28 décembre 1912.
[2711] Paul Parsy, « L'amitié franco-roumaine », *L'Écho de Paris*, 15 juin 1913.

la plus avancée. La place importante occupée par la France dans la culture, ne saurait être étrangère à l'expression de ses sympathies. Les Roumains « aussi bien dans les arts que dans les sciences et les lettres, ils suivent notre école. Toute la haute société roumaine parle fort bien le français ; toutes les vitrines des grandes librairies contiennent presque exclusivement des livres français »[2712]. Pourtant, il n'arrive pas à dissimuler son inquiétude pour le penchant triplicien de sa politique extérieure. Albert de Mun dans *l'Écho de Paris*[2713], exprime lui aussi son affinité avec la Roumanie, tout en fustigeant en même temps son alliance avec l'Allemagne. Il ne manque pas par ailleurs de confirmer sa sympathie pour la Bulgarie.

Ainsi la perception du différend bulgaro-roumain, en dehors des affinités personnelles de ceux et celles qui s'expriment dans l'espace médiatique français, se fait-elle à travers trois narrations dominantes. Dans une presse nationaliste, ce sont surtout les considérations géopolitiques, géoéconomiques et géoculturelles qui façonnent la perception de ce différend, avec une préoccupation majeure pour la situation présente et l'avenir de l'influence culturelle, commerciale française dans les deux pays, et leur positionnement entre l'Entente et la Triplice. Dans une presse libérale, radicale et socialiste, c'est au contraire, la question des droits civiques, à propos notamment de la tolérance religieuse de chaque société et les discriminations antisémites ancrées dans leurs constitutions qui influencent la perception médiatique de la question de Silistrie. Enfin, une dernière narration, énoncée surtout par les deux propagandes étatiques et leurs relais dans l'espace médiatique français, essaye à travers ses lectures concurrentes du passé, de présenter chaque côté comme victime des traités signés à l'issue de séquences précédentes de la question d'Orient ou des rapports de force présents et futurs évoluant en sa défaveur.

[2712] Charles Petit, « La Roumanie et la Triple Alliance », *Le Journal*, 14 janvier 1913.
[2713] Albert de Mun, « L'heure décisive », *L'Écho de Paris*, 7 février 1913.

III.5.2. La question des îles de la Mer Égée

Au début de la guerre balkanique, Paul Cambon critique de manière très sévère une dépêche publiée dans le *Temps* par son correspondant à Vienne d'après laquelle, l'ambassadeur anglais en Autriche, sir Fairfax Cartwright aurait avoué à un fonctionnaire autrichien que l'Angleterre réclamait la Crète et que selon des bruits qui circulent à Vienne, l'Angleterre chercherait dans un rapprochement avec l'Autriche sur le terrain d'Orient, un contrepoids aux sympathies que la Russie gratifie les États balkaniques. Écrivant au président du conseil, Cambon l'assure qu'il n'y a rien de vrai dans les intentions prêtées au gouvernement anglais de se réserver la Crète. Pourtant, vu que ces intentions « ont pu ne pas être toujours aussi imaginaires qu'aujourd'hui, ce que la fausse nouvelle du *Temps* a de dangereux »[2714] c'est qu'elle ramène la pensée vers des préoccupations et des tendances qui ont pu, autrefois agir sur la politique anglaise. Le duc de Wellington appelait Candie, la clef du Bosphore et il est certain « que l'Angleterre a été longtemps opposée à l'attribution de cette île à un État secondaire et faible, comme la Grèce, qui pouvait se la laisser enlever par une Puissance plus forte, comme la Russie. Le même calcul a également prévalu à Petersburg ».

Pourtant, en janvier 1913, ce qui préoccupait le plus la diplomatie européenne, c'était le sort des îles ottomanes de la mer Égée[2715], occupées par la flotte grecque et revendiquées par la Grèce. Les représentants officiels des deux gouvernements ou leurs alliés, partisans et sympathisants au sein de la société française, vont s'opposer dans l'espace médiatique et essayer de conquérir l'opinion publique à leur cause, à savoir le maintien du statu quo sur ces îles ou leur annexion à l'État grec. La souveraineté sur ces îles, a avant tout été revendiquée par un sujet britannique. D'après l'*Excelsior*,

> « (…) l'impératrice des îles de la mer Égée, tel est le titre que réclame une dame anglaise résidant à Londres (…) déclare descendre par son père, de la famille d'un prince de Gênes, qui épousa, il y a bien des siècles, une fille de l'empereur qui régnait alors sur Constantinople. Ledit empereur, ajoute la dame, concéda au prince de Gênes, un droit sur les îles de Chio, Mytilène, Lemnos et Imbros. Ce droit fut exercé par lui jusqu'en 1514, époque à laquelle les Turcs s'emparèrent des îles. La prétendante inattendue est la veuve d'un colonel de l'artillerie britannique. Elle a exposé sa requête dans une lettre dont elle a adressé copie à chacun des ambassadeurs des grandes

[2714] *AMAE*, Turquie/238, Londres, le 18 octobre, n°447.
[2715] Pour une présentation des enjeux géostratégiques de la Mer Egée, voir Michel Bozdémir, *Les Clés de la Méditerranée orientale : Turquie, Grèce, Chypre*, Paris, Fondation pour les études de défense nationale, 1989.

> puissances à Londres et à chacun des délégués de la Conférence de la Paix »[2716].

Mise à part cette revendication anecdotique, mais révélatrice de la lecture plurielle du passé d'un espace par les contemporains des guerres balkaniques, Gaston Deschamps écrit dans le *Temps* en janvier, que la diplomatie française éleva sa voix pour plaider la cause de l'hellénisme dans les îles de l'Archipel, « au nom de la justice, du droit et de la liberté »[2717]. Fidèle à sa perception de l'avènement de la Première Guerre balkanique, en tant que guerre de libération, il rappelle à ses lecteurs, « ces braves gens de France, qui en acclamant Chateaubriand et L'itinéraire de Paris à Jérusalem, Victor Hugo et les Orientales, Lamartine et le Dernier chant du pèlerinage, devinrent philhellènes avec l'élite libérale d'un siècle apparemment rebelle à toutes les tyrannies ». De son côté, Albert Thomas affirme dans la *Revue socialiste* que cette mémoire philhellène, cette perception des Grecs comme victimes des Turcs, ont été entretenues à travers la propagande que les Grecs ont faite dans les différentes langues européennes[2718]. Une telle perception du passé de l'espace contesté, pourrait être mise au service de la politique revendicatrice de l'État grec. L'action-intervention de l'ambassadeur grec à Paris, auprès du directeur du journal *L'Excelsio*r connu pour son orientation grécophile, afin que celui-ci publie des images susceptibles de réactiver la commémoration des événements passés, est un exemple typique de la propagande utilisée par les États belligérants en vue de susciter la sympathie des observateurs extérieurs pour leurs revendications. Romanos, informe son ministre que Zacharoff[2719] « a donné l'ordre à la direction de l'*Excelsior*, dont il est actionnaire, de nous accorder toute sorte d'aide »[2720]. Dans cette perspective, « j'ai envoyé à ce journal à l'occasion de l'occupation de Chios, un cliché du célèbre tableau de Delacroix, le massacre de Chios, dont la reproduction a été publiée accompagnée d'explications appropriées »[2721]. A ce propos, on peut lire dans *l'Excelsior* du 10 janvier que le tableau Delacroix, exposé au musée du Louvre,

> « (…) est aujourd'hui d'actualité. A l'heure où les alliés balkaniques méditent l'union de Chio et des autres îles de la mer Égée à la Grèce, il nous

[2716] « Une dame anglaise revendique le trône des îles de la mer Égée », *L'Excelsior*, 4 janvier 1913.
[2717] Gaston Deschamps, « Philhellènes français », *Le Temps*, 12 janvier 1913.
[2718] Albert Thomas, *Revue syndicaliste*, …*op.cit*., p.419.
[2719] Sur le rôle de Basil Zaharoff, voir Dimitris Kitsikis, *Propagande et pressions en politique internationale. La Grèce et ses revendications à la Conférence de la Paix, 1919-1920*, Paris, PUF, 1963, p.304.
[2720] « Του κ. Ζαχάρωφ ανακοινώσαντός μοι ότι έδωκεν εντολήν εις την διεύθυνσιν του Excelsior ούτινος είναι μέτοχος, να παρέχη ημίν πάσαν την αρωγήν (…) », dans *Archives du Ministère des Affaires étrangères*, 1913/47, N/5, n°3745, Paris, 27/9 janvier 1913.
[2721] « Εις την αυτήν εφημερίδα απέστειλα επ ευκαιρία της καταλήψεως της Χίου φωτογραφίαν της περιφήμου εικόνος του Delacroix αι σφαγαί της Χίου, ης αναπαράστασις εδημοσιεύθη μετά καταλλήλων επεξηγήσεων. », *Idem*.

> a paru curieux de mettre sous les yeux de nos lecteurs cette peinture qui illustre le sort de ces îles sous la domination ottomane. Au mois de mars 1822, l'amiral turc Kara-Ali, voulant punir quelques insurgés, débarqua à Chio avec 7000 hommes qui se livrèrent à d'effroyables déprédations. Après le passage de Kara-Ali, Chio ne comptait plus que 30000 habitants au lieu de 100 000 »[2722].

Ce tableau, figea dans la mémoire collective française, les massacres commis par l'armée ottomane contre la population chrétienne sur l'île de Chio en 1822, dans le cadre du conflit qui opposa une partie des sujets Roum de l'Empire ottoman à l'autorité du sultan. Sa publication en pleine période de négociations autour du statut des îles de la Mer Égée, dont celle de Chio, participe de la volonté de la diplomatie grecque de manipuler l'opinion publique d'une société en diffusant des images et messages susceptibles de lui attirer la sympathie des lecteurs, spectateurs dans ses revendications[2723], tout en attisant en même temps la haine et la répulsion envers son adversaire. Cette trace des archives diplomatiques et journalistiques, est par ailleurs révélatrice de l'intervention des agents de propagande des pays belligérants dans la construction de la couverture médiatique du conflit.

Par ailleurs, dans une perception inspirée par la Grande Idée (*Megali Idea*) grecque, qui consiste à une narration continuiste de l'histoire d'une nation grecque et de son installation sur un espace défini, depuis l'antiquité jusqu'au temps de la question d'Orient, Gaston Deschamps qualifie en août, l'attribution de Mytilène à la Grèce, comme le retour de l'île « au domaine égéen de la patrie hellénique »[2724]. Cette perception du règlement de la question des îles est aussi partagée par Raymond Récouly. Il écrit dans le *Figaro* qu' « il ne saurait être question de sacrifier des populations grecques de traditions, de race, de culture et justement désireuses de faire retour à la mère patrie »[2725]. L'idée de retour constitue une des idées fondatrices et constitutives du nationalisme grec et de son projet expansionniste, de la *Megali Idea*, consistant à considérer tout espace grécophone de l'antiquité et/ou de l'époque byzantine dans sa dimension balkanique et anatolienne, comme appartenant à une

[2722] « Pourquoi les Grecs réclament les îles de la mer Égée », *L'Excelsior*, 10 janvier 1913.
[2723] Comme l'affirme l'historien Robert Gildea, par rapport aux usages politiques du passé, ce qui importe c'est le mythe, pas dans le sens de fiction, mais en tant que construction du passé élaborée par un groupe d'individus afin de server leur cause. Voir Robert Gildea, *The past in French history*, Yale University Press, 1994, p.12.
[2724] Gaston Deschamps, « L'accueil des îles », *Le Temps*, 10 août 1913.
[2725] Raymond Recouly, « La paix prochaine », *Le Figaro*, 13 avril 1913.

communauté imaginaire, celle définie par le terme d'hellénisme[2726] et censé être intégré à la délimitation idéale des frontières de l'État grec[2727].

Gaston Deschamps soulève également la question de la gestion du patrimoine des périodes antérieures à celle de l'intégration éventuelle à l'État grec, des îles de la mer Égée occupée par l'armée hellénique.

> « Le Mycali jette l'ancre à l'entrée du port de Mytilène. A droite sur un promontoire ensoleillé …je vois les murailles calcinées d'un vieux château dont la silhouette est déchiquetée par des créneaux que la fantaisie d'un architecte vénitien ou génois découpa en forme de queue d'aronde. (un anachronisme désuet) qui n'a point pour se sauver de désastre, le prestige de la beauté antique. Pourtant il est possible qu'en considération du caractère pittoresque de cette ruine romantique, le conservateur des antiquités, proposé par le gouvernement grec à l'administration archéologique de l'île de Lesbos, sauve de la destruction cette vieille résidence du pacha de Mytilène. Ce vestige d'un temps justement exécré sera le visible témoignage de toutes les tyrannies et de toutes les souffrances que supporta l'hellénisme au cours des siècles de misère et d'humiliation »[2728].

Une telle déclaration est révélatrice à la fois de la représentation du passé et du futur dans la perception du destin du paysage culturel insulaire, et de la place de la 'romantisation' dans ce processus. Les vestiges de la période ottomane, sont perçus par un disciple du mouvement orientaliste romantique comme dignes d'intérêt seulement en raison de leur valeur esthétique, alors que chez l'essayiste philhellène, adoptant les discours des nationalistes grecs, toute représentation du passé des régions occupées par l'armée grecque, devait se faire en termes de domination subie par une communauté chrétienne et grécophone dans le cadre d'un régime ottoman, renonçant ainsi à prendre en compte toute possibilité d'hybridation culturelle ou d'élaboration d'une nouvelle culture suite à des siècles d'existence

[2726] Sur les usages, définitions et instrumentalisations du concept d'hellénisme, voir Nikos Sigalas, « Helléniste, hellénisme et idéologie nationale : de la formation du concept d'hellénisme en grec moderne » dans Chrissanthi Avlami (dir.), *L'Antiquité grecque au XIXe siècle : un exemplum contesté ?*, Paris, L'Harmattan, 2000

[2727] On retrouve cette idée dans la construction de deux catégories d'individus en Grèce de nos jours. Il s'agit d'une part, des 'palinostountes', les revenants, terme appliqué par exemple à des immigrés russes pontiques qui après l'effondrement de l'Union soviétique, s'installent en Grèce, sans jamais avoir eu des liens historiques particuliers avec ce pays auparavant mais ayant été inclus dans le grand récit de la mythologie nationale de l'Etat grec, ou les 'omogenis', ceux qui appartiennent à la même nation, terme surtout employé pour désigner les descendants d'émigrés grecs. Dans les deux cas, il s'agit d'une conception de la nationalité fondée sur le jus sanguinis (le droit du sang) qui permet de conférer à des individus de communautés extérieures à un pays, censées être coupées de la mère patrie, un droit virtuel à rejoindre le groupe national, alors qu'elle tend également, à considérer comme des citoyens de second rang les habitants du pays ayant ou réclamant une autre origine.

[2728] Gaston Descamps, « L'accueil des îles », *Le Temps*, 10 août 1913.

commune, et toujours représentant cette existence sous le prisme de conflictualité et d'incompatibilité.

Pour sa part, le *Temps* se transforme à l'occasion de la question des îles, en un véritable champ de bataille où se déroulent des joutes discursives et argumentatives entre les représentants de la position grecque et ottomane. Deux duels se distinguent. Le 5 février, Rechad Hikmer bey, conseiller de l'ambassade ottomane à Paris, y publie une réponse à la note grecque sur la question des îles. Il essaye de démonter les trois arguments majeurs avancés par la diplomatie hellénique. Tout d'abord, il se demande si l'occupation par la force d'une partie d'un territoire de l'ennemi est un titre suffisant pour que l'occupant puisse réclamer la possession définitive. Sauf et réservé la conquête, répond-il, « jamais pareil principe n'a été admis dans le droit international moderne. »[2729]. A ce propos afin d'invalider la position grecque, il rappelle le précédent de l'entrée en Thessalie des armées ottomanes en 1897, qui n'a pas entraîné l'annexion de cette province à l'empire ottoman. En ce qui concerne l'argument de Venizélos selon lequel, la Grèce revendique ces îles non pas comme une conquête, mais comme un patrimoine national, soutenant que son titre est antérieur et supérieur à la guerre, et lui étant fourni par le principe de nationalité, le diplomate ottoman affirme que si « le principe de nationalité venait à être adopté comme article de foi en droit international, il faudrait remanier toute la carte politique de l'Europe ». Quant aux arguments de Venizélos dénonçant la situation des populations chrétiennes sous régime ottoman sur ces îles et exigeant une intervention humanitaire des puissances, Rechad Hikmer bey affirme qu'à l'exception de la Crète et de Samos, « qui de tout temps et même bien antérieurement à la domination ottomane ont toujours été des foyers d'agitation, les autres îles n'ont jamais formulé des de plaintes contre le régime ottoman d'autant moins qu'elles ont constamment joui de privilèges importants ». Enfin, le diplomate ottoman détourne à la faveur de la politique de son pays, les commentaires du premier ministre grec souhaitant se servir de la présence de nombreuses institutions scolaires et culturelles sur ces îles et d'une communauté musulmane relativement peu nombreuse, pour asseoir ses revendications. D'après le représentant du gouvernement ottoman, ces statistiques prouvent la tolérance de son pays et démontrent « qu'il n'a jamais cherché à convertir les indigents à la foi islamique, n'a jamais fait de propagande religieuse comme autrefois les Vénitiens et n'a jamais cherché à importer dans les îles des autres races ». Quelques jours plus tard, Halil bey, ancien ministre de

[2729] « Un mémoire sur les îles de la mer Égée », *Le Temps*, 5 février 1913.

l'intérieur dans le cabinet Hakki pacha, et président de la Chambre ottomane insiste lui aussi sur l'œuvre de la tolérance menée par les Ottomans sur les îles, par opposition à la politique de la Grèce en Thessalie. S'adressant à l'opinion publique française, il se demande si elle est au courant qu'une population mahométane importante vivait et prospérait dans cette ex-province ottomane, avant son annexion à l'État grec, en 1881, « et qu'actuellement il n'y a pas vingt musulmans en Thessalie ? »[2730]. Quant aux massacres de Chio, « vieux de presque un siècle, que la minutieuse investigation de certains turcophobes se complaît à déterrer », il affirme que si on se met à fouiller dans le passé, on peut facilement trouver dans les annales des peuples les plus civilisés, des épisodes sanglants aussi regrettables. Est-il même besoin de fouiller dans le passé ? demande-t-il. « Nos ennemis d'aujourd'hui font en sorte de nous démontrer que le présent ne le cède en rien au passé, pour le chapitre des massacres et d'atrocités », conclut-il.

En ce qui concerne, l'argument d'un avenir sous la constellation du progrès promis par le gouvernement grec aux îles contestées, l'officier ottoman affirme dans le *Temps* que les signes de progrès sur les îles ioniennes que la Grèce a annexées en 1864, datent soit de l'époque anglaise, comme à Corfou, ou sont le résultat « de l'argent des Grecs expatriés dont une bonne partie a fait fortune en Turquie ». En ultime ressort, la propagande grecque, propose à travers sa réponse à Halil bey, l'organisation d'un référendum où la population locale pourrait se prononcer elle-même[2731].

Quant à la question de la proximité des îles des côtes de l'Asie Mineure, Eleftherios Venizélos déclare dans le *Petit Parisien* depuis Londres où il se trouvait pour la conférence des diplomates européens sur le règlement du conflit balkanique, que ceux qui avancent que des îles comme Mytilène dominent le littoral asiatique, oublient que les huit kilomètres séparant la côte de cette île des côtes continentales, « valent bien un fleuve comme le Rhin, la Vistule ou le Danube »[2732]. De son côté, Saint-Brice écrit dans le *Journal* que tout en donnant satisfaction aux revendications helléniques, la conférence devrait également prendre en considération les « intérêts militaires légitimes de la Turquie »[2733] et proposer « des mesures de neutralisation des îles ». Par contre, lui-même soulève aussi la question de divergences entre les deux alliances diplomatiques au sujet du sort de l'Archipel. D'après le spécialiste des relations internationales du *Journal*, la Triple-Entente voudrait céder toutes les îles à la Grèce.

[2730] Halil bey, « La Turquie et les îles de l'Égée », *Le Temps*, 10 février 1913.
[2731] « Les îles grecques, réponse de Vlasto à Halil », *Le Temps*, 11 février 1913.
[2732] « Déclarations de M. Venizélos à l'envoyé spécial du *Petit Parisien* à Londres », *Le Petit Parisien*, 7 janvier 1913.
[2733] « La question des îles », *Le Journal*, 3 janvier 1913.

En revanche, la Triplice entend sauvegarder la souveraineté ottomane « sur les quatre sentinelles des Détroits et les grandes îles, Mytilène, Chios, Rhodes »[2734]. Par rapport aux îles occupées par les troupes italiennes, à savoir la région du Dodécanèse grec actuel, le *Gaulois* annonce que leurs habitants « ont manifesté leur ferme volonté de s'unir à la Grèce »[2735].

Au-delà des considérations géopolitiques censées interpréter une médiatisation favorable aux positions grecques dans une presse nationaliste, au sujet de la souveraineté sur des îles revendiquées par l'Empire ottoman ou l'Italie, c'est-à-dire des pays perçus comme proches de la Triplice ou parties constitutives de celle-ci, d'autres facteurs interviennent également dans la perception médiatique du règlement de la question des îles. Parmi eux, figure l'instrumentalisation-représentation du passé pour faire valoir ses revendications territoriales. Deux narrations concurrentes du passé ottoman de ces îles se confrontent dans l'espace médiatique français. Une première narration énoncée par les représentations du côté ottoman, perçoit ce passé en termes d'idéalisation suite à la mise en avant de la symbiose pacifique et de l'ambiance de tolérance confessionnelle et linguistique sur ces lieux. La deuxième narration élaborée par la mythologie nationaliste grecque, et relayée dans l'espace médiatique français par des agents de la propagande officielle de l'État grec, ou par ses relais grécophiles au sein de la société française, esquisse une représentation de ce passé, basée sur la stigmatisation du régime ottoman. En ce qui concerne la volonté des instances diplomatiques grecques de rappeler à l'opinion publique française, en vue de susciter chez elle des réactions de sympathie envers leurs revendications territoriales, des événements liés à des exactions perpétrées dans le passé sur ces lieux par les forces ottomanes, cette instrumentalisation du passé, est contrecarrée par le représentant ottoman qui s'exprime dans la presse française, par l'évocation des exactions commises par l'armée grecque pendant la Première Guerre balkanique, et qui ont été en partie médiatisées dans l'espace médiatique français.

Par ailleurs, la représentation de l'Autre-adversaire comme archaïque ou barbare et de la représentation de Soi comme vecteur du progrès, a été utilisé comme argument par la propagande grecque afin de faire valoir au sein de l'espace médiatique français, ses revendications au sujet du statut des îles ottomanes occupées par son armée. Ces représentations de Soi et de l'Autre, comme arguments diplomatiques et moyens de mener sa politique extérieure, correspondent à l'intériorisation du concept du progrès, élaboré par les

[2734] Saint-Brice, « L'action européenne s'organise », *Le Journal*, 9 janvier 1913.
[2735] « La question des îles », *Le Gaulois*, 21 janvier 1913.

puissances colonisatrices du XIXe siècle, afin de légitimer leurs opérations d'expansion territoriale, au nom de l'initiation au progrès des sociétés conquises[2736].

Enfin, écho isolé dans la presse française de l'époque au sujet de la question des îles, la nouvelle publiée dans la *Croix,* d'après laquelle, on mande d'Athènes « qu'une assemblée de notables et de délégués provinciaux, réunie à Nicosia, sous la présidence du métropolite grec, proclama l'union de l'île à la Grèce »[2737]. En dehors de l'amalgame récurrent d'alors et qui persiste jusqu'à nos jours de à vouloir qualifier les Chypriotes grécophones et chrétiens orthodoxes, de Grecs, le *Journal* commente que depuis longtemps la population grecque de l'île de Chypre causait des difficultés au gouverneur anglais de l'île. Elle se plaint plus particulièrement « de n'avoir pas à l'assemblée consultative, une influence proportionnelle à son importance numérique. A la faveur de la guerre et des victoires grecques, la propagande panhellénique a reçu une impulsion nouvelle »[2738]. Par contre, le *Journal* affirme qu'en toute apparence, « la question de Chypre, ne sera pas évoquée par la conférence d'ambassadeurs », car les titres de l'Angleterre sur l'île « dérivant de la convention anglo-ottomane du juin 1878, ne semble être remise en question par personne ».

[2736] A ce propos on pourrait proposer des comparaisons avec l'emploi par et dans les rhétoriques étatiques et politiques du concept de démocratie, de développement ou de socialisme, en tant que moyens d'ingérence des pays censés les représenter et les incarner dans la vie politique d'autres pays, pendant la guerre froide ou dans la période qui s'ensuivit.
[2737] « Les Grecs de Chypre proclament leur annexion à la Grèce », *La Croix*, 8 janvier 1913.
[2738] « La Turquie cède Chypre à l'Angleterre », *Le Journal*, 26 mai 1913.

III.6. Perceptions du règlement de la question anatolienne

Si le statut de Chypre n'est pas perçu comme sujet à des débats au sein de l'espace médiatique français, celui de la capitale ottomane, réunit les convoitises à la fois de tous les acteurs du conflit, tout en donnant lieu à des opinions, des informations et des représentations diverses et variées.

III.6.1. Le statut de Constantinople

André Chéradame, introduisant son ouvrage, *Douze ans de propagande en faveur des peuples balkaniques*, s'interroge sur le sort de la capitale ottomane. Istanbul, restera-t-elle ottomane ? Deviendra-t-elle bulgare ? « Sera-t-elle internationalisée ou dotée d'un régime analogue à celui qu'on élabore actuellement pour Tanger ? »[2739]. A cette pléthore de scénarios, le *Journal* ajoute celui proposé par le ministre ottoman des affaires étrangères, Noradounghian effendi, affichant sa volonté de voir la capitale de l'empire être transportée quelque part en Asie[2740]. Le correspondant du *Petit Journal* à Berlin souligne quant à lui, en évoquant les paroles qui lui auraient été transmises par un diplomate, le déplaisir avec lequel, l'Angleterre et la Russie verraient les Bulgares entrer à Constantinople[2741].

Au début du mois de novembre et après les défaites cuisantes de l'armée ottomane en Thrace, l'entrée éventuelle des Bulgares à Constantinople commence à se profiler à l'horizon et elle est commentée dans l'espace médiatique français. Eugène Ucciani résume à ses lecteurs, après avoir sollicité à ce sujet, le représentant à Constantinople de l'Agence télégraphique de Saint Petersburg, M. Doukhovetsky, expert de la politique extérieure de l'empire tsariste, les enjeux géopolitiques derrière le règlement du sort de la capitale ottomane. Selon lui, l'objectif de la Russie est que le Bosphore soit fermé à toute flotte militaire étrangère, afin d'assurer la défense de ses côtes en Mer Noire. L'opposition de la France aux visées russes sur Constantinople, est motivée par des considérations commerciales, car la Russie est entourée d'un régime douanier presque prohibitif et « elle craint qu'il n'en soit de même à Constantinople si cette ville devenait russe »[2742]. L'Angleterre se préoccupe pour sa part, de la sécurité de la route des Indes, alors que dans le cas de l'Autriche-Hongrie des préoccupations commerciales se doublent de la crainte qu'une implantation russe à Constantinople,

[2739] André Chéradame, *Douze ans …op.cit.,* préface du 28 mai 1913.
[2740] Paul Erio, « L'opinion imprévue d'un homme d'État ottoman », *Le Journal*, 20 janvier 1913.
[2741] « Le rôle des puissances, de notre correspondant particulier à Berlin », *Le Petit Journal*, 10 novembre 1912.
[2742] Eugène Ucciani, « La clé de la Mer Noire », *Le Petit Journal*, 30 novembre 1912.

« n'augmente son influence politique sur les États balkaniques »[2743]. Pourtant, selon Ucciani, l'opposition la plus forte, vient de l'Allemagne, pour qui Constantinople est la porte de son *Drang nach osten*, de sa poussée vers l'Est, « la clef de son Bagdad. La France et l'Angleterre soutiennent la Russie car elle n'a aucune visée sur leurs possessions en Syrie, en Mésopotamie ou en Arabie, en Égypte »[2744]. Marcel Cachin considère quant à lui que la victoire des alliés face aux Ottomans, anéantit les convoitises russes sur Constantinople et s'en réjouit dans *l'Humanité*[2745], journal socialiste toujours hostile au régime tsariste et sa politique de répression du mouvement ouvrier.

De son côté, la *Croix* avance l'idée, vu que l'Italie ne veut plus du Pape, de céder Constantinople au patriarche de Rome. Et « ce serait pour le monde un spectacle grandiose de voir Ferdinand Ier recevoir la couronne royale sous la coupole de Sainte-Sophie, des mains augustes de Pie X »[2746], s'exclame le journal catholique, attaché à une conception théocratique de l'organisation sociopolitique. Dans un même esprit, le baron Jehan de Witte, se rappelle dans le *Gaulois*, autre voix médiatique critique de la République laïque, que cette question s'était déjà posée à l'époque où le tsar Alexandre discutait avec Napoléon. De nombreuses solutions ont été proposées, dont celle de trancher à la fois la question romaine et la question d'Orient, en donnant la ville de Constantinople au souverain pontife. « L'Empereur converti avait transporté sa capitale à Byzance pour laisser le pape libre à Rome. A son tour, le Pape transporterait son trône à Byzance pour abandonner Rome au roi d'Italie »[2747]. Malgré l'attractivité d'un seul scénario pour un journal de droite cléricale, le baron de Witte affirme que vu le contexte géopolitique, « le mieux serait de faire de Constantinople une ville neutre »[2748].

Pour sa part, Albert de Mun, commente dans l'*Écho de Paris,* journal nationaliste-traditionnaliste, soutenant les projets expansionnistes des Grandes Idées des royaumes balkaniques chrétiens, le fait que les chemins des alliés conquérants mènent tous à Constantinople : « les Serbes frémissant au nom de Douchan le grand qui cent ans avant Mohamed II, campa sous les murs de Constantinople, le Grec nourrissant le souvenir de Byzance »[2749]. D'après lui, la paix qui se prépare est « boiteuse et mal assise ». Une solution allant dans le sens d'une internationalisation de la capitale ottomane ou de son abandon à un

[2743] *Idem*.
[2744] *Idem.*
[2745] Marcel Cachin, « En Orient », *L'Humanité*, 12 novembre 1912.
[2746] G. Bertram, « A qui reviendra Constantinople et Salonique ? », *La Croix*, 21 novembre 1912.
[2747] Baron Jehan de Witte, « Que diable faire de Constantinople ? », *Le Gaulois*, 18 novembre 1912.
[2748] *Idem*.
[2749] Albert de Mun, « La question du destin de Constantinople », *L'Écho de Paris*, 16 novembre 1912.

sultan découronné, « sera pour l'Europe un foyer de rivalités, et de haines de compétitions et de guerres futures. La question d'Asie Mineure se posera dès demain (…) déjà les peuples du Liban tendent les bras vers la nation franque »,[2750] remarque-t-il dès le mois de novembre, la figure de proue de la droite catholique républicaine, dont l'imaginaire reste impregné par le passé des croisades, ou plus exactement, dont la représentation qu'il se fait de la France et de son rôle dans le présent des relations internationales et plus particulièrement de la question d'Orient, est marquée par son association à un héritage médiéval.

III.6.1. Après les Balkans l'Anatolie ?

En ce qui concerne la perception dans l'espace médiatique français du devenir des possessions asiatiques de l'Empire ottoman, André Messimy, ancien ministre de la guerre, interviewé par André Doriac dans l'*Excelsio*r en octobre, déclare que « la Turquie d'Asie est beaucoup plus civilisée, beaucoup mieux organisée que la Turquie d'Europe : cela vient de ce que, de l'autre côté du Bosphore, ne s'est pas exercée l'influence néfaste des compétitions européennes »[2751]. En revanche, en novembre, l'*Écho de Paris*, fidèle à sa perception impérialiste-colonialiste du destin des territoires ottomans, avertit ses lecteurs que la question d'Orient n'est pas seulement le partage de la Macédoine et de la Thrace, « mais encore et surtout la question d'Asie mineure »[2752]. A ce propos, il établit un lien entre la situation en automne 1912 et les débats qui passionnaient la Chambre sur la question d'Orient en 1839 et en 1840 quand l'Europe était suspendue à la marche conquérante de Mehmet Ali. A cette époque aussi, « le partage de l'Empire ottoman, occupait toutes les chancelleries »[2753]. Pour sa part, René Lébaut rappelle aux lecteurs du *Petit Journa*l en décembre que par le traité de Berlin, l'Empire ottoman s'est engagé à réaliser des réformes non seulement dans ses possessions européennes mais aussi dans ses vilayets asiatiques.[2754]. En février, l'*Écho de Paris*, relate une annonce du *Daily Telegraph* selon laquelle « la question arabe commence à se poser »[2755]. Quelques mois plus tard, en mai, ce journal annonce que les Arméniens n'ayant

[2750] *Idem*.
[2751] « Interview de M. Messimy, ancien ministre de la guerre par André Doriac », *L'Excelsior*, 26 octobre 1912.
[2752] « L'heure décisive », *L'Écho de Paris*, 20 novembre 1912.
[2753] *Idem*.
[2754] René Luat, « La destinée des peuples », *Le Petit Journal*, 29 décembre 1912.
[2755] « La question arabe par Daily Telegraph », *L'Écho de Paris*, 24 février 1913.

plus confiance en la Porte et convaincus de l'appui de la Triple Entente, souhaitent exposer leurs revendications à la Conférence de Londres[2756].

En dehors des antagonismes intercommunautaires à l'intérieur des territoires ottomans en Asie, la presse française commente également les nouvelles concernant l'expression des rivalités entre les grandes puissances européennes conquérantes, pour la suprématie politique, économique et culturelle sur les possessions asiatiques du sultan.

Suite au coup d'État à Istanbul en janvier, ces ambitions sont devenues flagrantes, plus visibles et plus audibles aussi bien dans l'espace médiatique que dans les coulisses diplomatiques. A ce propos, la *Croix* constate que « le conflit macédonien a accentué tous ces tiraillements parmi les compétiteurs »[2757]. G. Strohm commente dans *l'Éclair*, journal nationaliste anglophobe, que suite à la défaite de l'Empire ottoman dans ses domaines européens, son intégrité asiatique semble elle aussi menacée : « Malgré les précautions que l'Angleterre a prises pour dissimuler son jeu, il n'est plus permis de douter qu'elle a jeté son dévolu sur la Syrie et qu'elle ait commencé la manœuvre qui a pour but de rendre prépondérante son influence dans ce pays »[2758]. Pour sa part, Jean Herbette fait remarquer en avril dans l'*Écho de Paris*, journal nationaliste germanophobe, et préoccupé du rapprochement entre le Comité Union et Progrès et l'Empire allemand, que la crise qui semble se terminer en Orient, laissera après elle une conséquence passée inaperçue jusqu'ici et qui mérite plus d'attention, car « l'Allemagne possède désormais dans la Méditerranée une force navale permanente. (…) il est bien clair que l'Allemagne n'envoie pas une pareille force dans la Méditerranée sans songer à l'y maintenir. »[2759]. Au moment du coup d'État, qui renverse le cabinet de Kiamil pacha, Jean Herbette remarque que cet événement éveilla de nouveaux appétits par rapport à l'héritage ottoman: « A Berlin, le *Reichsbote*, la *Deutsche Tages Zeitung* et les *Neuesten Nachrichten* font allusion à un partage de l'Asie ottomane et aux bénéfices que l'Allemagne en pourrait retirer. »[2760].

Mais la place privilégiée de la France dans le Levant n'empêche pas, souligne la *Croix*, journal catholique nationaliste, l'avancée anglaise, américaine, italienne et allemande de s'opérer progressivement[2761]. En mai, l'*Écho de Paris* fait remarquer que « le partage de la Turquie d'Europe n'est pas encore juridiquement commencé devant les chancelleries, que

[2756] « Les Arméniens veulent exposer leurs revendications à la Conférence de Londres », *L'Écho de Paris*, 16 mai 1913.
[2757] « Lettre de Beyrouth », *La Croix*, 7 février 1913.
[2758] G. Strohm, « La question syrienne », *L'Éclair*, 16 novembre 1912.
[2759] Jean Herbette, « L'Allemagne puissance méditerranéenne », *L'Écho de Paris*, 11 avril 1913.
[2760] Jean Herbette, « Le pronunciamento turc », *L'Écho de Paris*, 25 janvier 1913.
[2761] « Lettre de Beyrouth », *La Croix*, 7 février 1913.

déjà s'ouvrent les procédures préliminaires de la liquidation de l'Asie turque »[2762]. On retrouve des insinuations à cette éventualité, dans les propos échangés entre un diplomate français à Rome et le conseiller de l'ambassade russe dans la cité éternelle. Ce dernier, après avoir traité d'incalculables les conséquences du conflit dans les Balkans, se demandait s'il « ne nous sera pas donné d'assister dans un temps relativement court au partage de l'Empire ottoman ? »[2763]. D'après le diplomate français, cette question rhétorique visait à scruter les intentions françaises face à une telle évolution, notamment par rapport au statut de la Syrie ottomane.

En février, *l'Écho de Paris*, incite les « vieux peuples d'Europe »[2764], à savoir les grandes puissances européennes, à profiter du « désarroi général de l'islam » et aller coloniser les régions de la Turquie d'Asie, au lieu de s'aventurer dans des régions lointaines « sur des sols malsains et sous des climats meurtriers ». Le journal de droite nationaliste, remarque par ailleurs que les précédents ne manquent pas à l'instar de la conquête de l'Algérie, de l'*É*gypte, du Maroc, de la Tripolitaine. En attendant l'heure de cette inévitable crise « du plus opulent partage, c'est déjà prononcer l'Ego nominor leo que d'aligner un chiffre de soldats assez considérable pour enlever à d'autres toute idée de concurrence »[2765].

Une perception française impérialiste et colonialiste du règlement de la question anatolienne, s'affiche aussi lors du congrès de l'Action libérale de la région lyonnaise en novembre. Dans l'immense salle Printanix, tout en haut de la Croix-Rousse, un millier de convives se pressaient. Dans son discours, Jacques Piou affirme que « tôt ou tard, l'œuvre s'achèvera en Europe, et aussi en Asie. Là des opprimés de noble race, riches de grands souvenirs, vivent courbés sous le joug musulman. Quand ils le secoueront la France serait infidèle à toutes ses traditions si elle abdiquait devant qui ce soit, ses titres, ses devoirs, son rôle de grande puissance catholique »[2766]. A ce sujet, Maurice Bompard informe le quai d'Orsay que la presse ottomane, notamment l'*Ikdam*, accuse la France pour ses prétentions syriennes et son discours qui s'accorde mal avec celui d'une République laïque, renvoyant plutôt à l'affirmation de Gambetta que les principes de la laïcité ne sont pas à exporter[2767]. De son côté, le chargé d'affaires à Berlin, regrette de voir certains journaux français insinuer que

[2762] « Le billet de Junius », *L'Écho de Paris*, 25 mai 1913.
[2763] *AMAE*, Turquie/255, Rome, 7 janvier 1913, n°3, au sujet de la Syrie.
[2764] « Le billet de Junius », *L'Écho de Paris*, 22 février 1913.
[2765] *Idem*.
[2766] « Manifestation patriotique et libérale », *La Libre Parole*, 25 novembre 1912.
[2767] *AMAE*, Turquie/119, Péra, 4 janvier 1913, n°1.

la Syrie doit un jour appartenir à la France et donner l'impression que les Français veulent voir s'ouvrir en Asie, la succession de la Turquie. Ces considérations « ont été soigneusement relevées par la presse allemande »[2768]. Couget, le consul français à Beyrouth, écrit à son tour à Poincaré, que les articles publiés par *le Temps* à propos des ambitions françaises en Syrie et au Liban « ont produit la plus profonde stupéfaction auprès de la société locale »[2769]. Enfin, Cambon depuis Londres, commente lui aussi l'effet négatif qu'a eu sur l'opinion publique et la diplomatie anglaise, la publication dans *le Temps* des déclarations du président du conseil à la tribune du Sénat sur la Syrie[2770].

Francis Delaisi déplore quant à lui, les intrigues médiatiques cherchant à entraîner la France dans une intervention en Syrie. Afin d'illustrer ses accusations, il évoque la publication par le *Temps* d'une dépêche du Parti décentralisateur turc, demandant la protection de la France pour obtenir des réformes en Syrie. Cette nouvelle, commente l'essayiste de la Bataille syndicaliste, qui, a priori, a l'air anodin et innocent, elle est grosse de conséquences. « Le bruit court, en effet qu'il existe un projet de partage de l'Empire ottoman d'Asie établi par la diplomatie française. L'Angleterre aurait la Mésopotamie et les riches terres qui avoisinent le Golfe Persique ; la Russie s'emparerait de l'Arménie turque, et la France se réserverait la Syrie ». D'après Francis Delaisi, l'implication française dans la construction de chemins de fer dans cette province ottomane (lignes Beyrouth-Damas ou Damas-Alep), la gestion du port et des quais de Beyrouth par des sociétés françaises, la fondation et administration par les jésuites d'une Faculté de Médecine, subvetionnée par la République, son rôle de protectrice des chrétiens Maronites, « ce sont là autant de jalons qui pourraient permettre de faire de la Syrie un nouveau Maroc. Et c'est bien à cela que songe un certain groupe de diplomates et financiers, toujours prêts à pêcher dans l'eau trouble des complications internationales, quelque bonne affaire. »[2771].

Eugène Ucciani affiche quant à lui ouvertement en juillet, sa perception interventionniste dans le règlement de la question anatolienne, en écrivant dans le *Petit Journal* que lorsque la partie est perdue pour la France dans le développement du chemin de fer de Bagdad[2772], à cause de sa contribution financière trop modeste dans ce projet, la

[2768] *AMAE*, Turquie/119, Berlin, 6 janvier 1913, n°6.
[2769] (p22) (Couget, consul à Beyrouth, à Poincaré, n°4, Beyrouth, 6 janvier, articles du Temps sur le Liban)
[2770] *Ibid*., Londres 7 janvier, n°15, au sujet de la Syrie.
[2771] Francis Delaisi, « Une nouvelle intrigue », *La Bataille syndicaliste*, 16 avril 1913.
[2772] La construction du chemin de fer de Bagdad et ses enjeux géopolitiques, géoéconomiques et géoculturels, séquence majeure de la question d'Orient, a fait couler beaucoup d'encre à la veille de la Grande Guerre et une quantité importante d'essais, de travaux académiques ou d'articles journalistiques lui a été consacré. Pour une

République devrait faire prévaloir ses droits en Syrie. « Notre action économique appuyée par notre chemin de fer de Damas-Hamah, nos écoles, nos établissements charitables, notre prépondérance intellectuelle, tout concourt au maintien de l'influence française. Cette influence il faut la développer ; la Syrie fait partie du patrimoine héréditaire de la France »[2773].

III.6.2. La dimension syro-anatolienne

Délimitée au Nord par le Taurus, à l'Est par la Mésopotamie, au Sud-est et au Sud par la péninsule arabique, au sud-ouest par l'Égypte et à l'ouest par la Méditerranée, la Syrie ottomane comptait environ quatre millions habitants. D'après René Lebaut,

> « deux millions 400 000 environ d'entre eux sont chrétiens, les autres sont musulmans, mais pour la plupart arabes et non pas Turcs. Les chrétiens appartiennent aux rites grec, arménien, syriaque et romain. Ces derniers, les Maronites, sont au nombre de 350000, dont les deux tiers occupent la province du Liban où ils vivent en conflit perpétuel avec 100 000 Druses musulmans. Depuis l'époque des croisades, la France n'a cessé de les considérer comme ses clients. (…) aussi la France se fit-elle un devoir d'intervenir en faveur de ses clients lors des massacres de 1860 »[2774].

A ce sujet, le *Matin* donne la parole en décembre, à Chekri-Ganem, un écrivain francophone dont la pièce *Antar*, inspirée d'un conte oriental et mettant en scène de manière allégorique son soutien à la cause arabe au sein de l'Empire ottoman, avait jadis connu un beau succès à l'Odéon. Nul n'était mieux désigné selon ce journal, pour défendre la cause du Liban, devant le public français. On y affirme que depuis les massacres de 1860,

> « (…) c'est un fonctionnaire turc qui gouverne, proposé aux puissances protectrices et nommé par la Turquie. Il doit être chrétien. Chrétien ! nous en avons vu une véritable Macédoine. Autrichiens, Albanais, Arméniens, et surtout Levantins, lesquels tous vieux fonctionnaires turcs, gouvernent et administrent à la turque. …le Liban est livré, désarmé au bon plaisir de ces fonctionnaires qui entretiennent jalousement la division dans le pays »[2775].

Une telle affirmation, nous révèle d'une part, à quel point la Macédoine avait fini par être associée dans l'imaginaire collectif de la société française de la Belle époque, à l'incarnation d'une région chaotique livrée au désordre politique, et à quel point aussi d'autre

---

présentation panoramique de cette question, voir Louis Ragey, *La question du chemin de fer de Bagdad*, Paris, 1936 et John Wolf, *The diplomatic history of the Bagdad Railroad*, Columbia, University of Misouri, 1936.

[2773] Eugène Ucciani, « Des négociations importantes ont lieu entre la Turquie, l'Allemagne et l'Angleterre », *Le Petit Journal*, 16 juillet 1913.

[2774] René Lébaut, « La destinée des peuples », *Le Petit Journal*, 29 décembre 1912.

[2775] Chekri-Ganem, « L'agonie du Liban », *Le Matin*, 27 décembre 1912.

part, la représentation réductrice et essentialiste de l'administration ottomane comme agent et vecteur de corruption, était profondément enracinée dans les esprits contemporains.

De son côté, Charles Leboucq, député de Paris, précise dans le *Radical* en janvier, que devant les exactions des valis, « les habitants de la Syrie, les Libanais, ont dû chercher (…) du secours au dehors »[2776]. Ainsi, la diffusion des clichés sur le fonctionnaire ottoman corrompu, aboutissent à la formation de préjugés turcophobes, susceptibles de légitimer l'intervention dans la gestion de la vie politique locale, de puissances extérieures, censées représenter et incarner la lutte contre la corruption, argument qui acquiert aussitôt sa place dans le dispositif argumentatif interventionniste. Pour sa part, le Comité de l'Orient, avertit le quai d'Orsay que le contrecoup de l'émancipation macédonienne a retenti dans toute l'Asie turque. Les adversaires des intérêts français dans la région, répandent des rumeurs comme quoi « si la France occupait la Syrie, elle y établirait le régime de l'indigénat algérien (…) en même temps, on affirme que les écoles chrétiennes seraient fermées et remplacées par l'enseignement laïque ce qui effraie des populations foncièrement croyantes »[2777].

En dehors des rivalités dans le domaine scolaire, la perception du partage éventuel des possessions de l'Empire ottoman en Syrie, passe également par la délimitation des sphères d'influence religieuse, accordée aux institutions ecclésiastiques soutenues par telle ou telle autre puissance extérieure à l'Empire ottoman. A ce propos, Doulcet, chargé d'affaires de la République française à Saint-Pétersbourg, informe le ministre des Affaires étrangères, que le patriarche orthodoxe d'Antioche présent à la capitale russe pour le jubilé des Romanoff en avril 1912, a été traité magnifiquement.

> « La diplomatie russe a certainement saisi volontiers cette occasion d'encourager sa clientèle orthodoxe en Syrie (…) comme le rappelait Bompard dans sa dépêche du 10 mars, Grégoire, qui est arabe d'ailleurs, ne sait pas la langue russe, est le seul patriarche orthodoxe qui se sente indépendant des Hellènes et soit docile aux Slaves »[2778].

Pour sa part, l'ambassadeur français à Constantinople, informe le ministre des Affaires étrangères que, le *Journal des Débats*, relate dans son numéro du 18 mars, un article du professeur Blankenberg de Marbourg, sur les intérêts allemands en Syrie[2779]. Il s'agit de la reproduction d'un article publié dans la *Gazette de Cologne* du 16 mars, où le savant allemand estimait que dans un éventuel partage de la Turquie d'Asie, la côte arabique pourrait revenir à

[2776] Charles Leboucq, *Un an de cauchemar balkanique*, Paris, 1914, p.72.
[2777] *AMAE*, Turquie/119, Paris, 15 janvier 1913.
[2778] *AMAE*, Constantinople/660, Petersburg, le 3 mai 1913, n°82.
[2779] *AMAE*, Turquie/120, Péra, le 24 mars 1913, n°234.

l'Angleterre, la Syrie moyenne et le Liban à la France mais réclamait « pour l'Allemagne la Palestine et la Syrie du Sud avec les ports de Jaffa et Caïffa »[2780]. La perception du règlement de la question anatolienne, implique également la prise en compte de l'élément linguistique. Dans une telle optique, André Dubosq remet en question dans le *Temps* l'affirmation du professeur Blankenberg de Marbourg, affirmant que l'allemand était la langue la plus répandue en Syrie-Palestine après l'arabe, l'hébreu et le turc. D'après l'essayiste du *Temps*, « c'est incontestablement le français qu'on parle le plus » et cela malgré l'implantation à partir des années 1860, de colonies germanophones dans la région, suite à l'établissement à côté de Caïfa, à une heure de distance au nord de Jaffa, « du ministre protestant wurtembergeois Christophe Hoffmann en 1858 ».

Dans sa dimension syro-palestinienne, la question anatolienne est perçue dans une partie de la presse française en termes d'antagonisme entre doctrine-politique sioniste, supposée représenter les intérêts allemands, et la politique de l'Alliance Israélite Universelle censée s'aligner aux intérêts français dans la région, à l'instar de ce qui se passait dans la Macédoine ottomane. D'après le *Petit Marseillais*, la doctrine sioniste fait chaque année, des progrès matériels. Le journal marseillais évoque la tenue en septembre, d'une réunion du Comité central de l'Organisation sioniste internationale à Berlin. A cette occasion, soixante-dix délégués, représentant la population israélite d'une douzaine de pays, étaient réunis avec à l'ordre du jour comme unique sujet « la recolonisation de la Palestine par les Juifs éparpillés dans le monde. Les Sionistes auraient à la veille des guerres balkaniques, 40 villages en Palestine ottomane » selon les sources du *Petit Marseillais*, possédant environ 40 000 hectares, dont 75% en culture.[2781]. C'est surtout :

> « (…) un mouvement israélite allemand que le mouvement sioniste. Les Turcs ne le favorisent guère, car il tend à créer une nationalité de plus dans l'empire ottoman. Quoi qu'il en soit, il faut enregistrer les progrès de l'idée tant combattue par des Juifs antinationalistes, désireux avant tout de rester les fidèles d'une religion, tout en se réclamant des plus diverses nationalités. Les écoles de la nouvelle Palestine sont allemandes (22) et françaises (15) ces dernières soutenues par l'Alliance israélite universelle. Ici 3000 élèves, là 2200 ».

Ces discours s'inscrivent dans un contexte de rapports conflictuels entre l'Alliance et l'Organisation sioniste mondiale d'avant la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit surtout d'un conflit idéologique, comme l'a démontré Catherine Nicault dans ses travaux sur l'Alliance,

[2780] *AMAE*, Turquie/120, Berlin, 18 mars 1913, n°130, prétentions allemandes sur la Syrie et la Palestine.
[2781] « Les progrès du sionisme », *Le Petit Marseillais*, 20 octobre 1912.

qui voit s'opposer une vision d'assimilation individuelle prônée par la majorité des Français israélites comme solution aux humiliations et persécutions antisémites, à une vision sioniste d'émancipation nationale et de création d'un foyer étatique. Cette divergence théorique est perçue dans la presse française à travers un regard d'opposition, entre la politique culturelle française et allemande sur les territoires de l'Empire ottoman, cachant à peine parfois, la superposition entre un regard germanophobe et des discours antisémites ou donnant lieu à l'expression d'un antisémitisme germanophobe au sein d'une culture politique nationaliste française, à travers la représentation des institutions juives allemandes en tant que relais de la politique impériale de Guillaume II.

Toujours au sujet de la perception de la question anatolienne, en termes d'antagonismes franco-allemands, le *Temps* relate en mars l'information publiée dans la *Gazette de Cologne*, selon laquelle, la colonie allemande de Smyrne, évaluée à 350 membres environ, allait inaugurer prochainement, « la maison nationale qui doit être dorénavant le centre de la colonie. (…) et le gouvernement turc a reconnu à la Maison allemande la personnalité civile »[2782].

A la veille du coup d'*É*tat à Istanbul, le *Matin* reproduit un extrait des mémoires de l'ex-sultan Abdul Hamid, publiés par le professeur Louis Stein, directeur de la revue berlinoise *Nord und Sud*. L'ancien sultan y affirme qu'il est temps que les Ottomans refoulent l'influence allemande, rejetant le plan du baron Marshall de Bieberstein, d'après lequel l'empire allemand envisagerait la création d'une sphère d'influence en Asie Mineure. Abdul Hamid tout en consentant à ce que les Allemands éveillent l'activité économique en Anatolie, ne désire aucunement que ces initiatives tournent à la colonisation allemande le long du chemin de fer de Bagdad[2783]. D'autre part, Charles Leboucq, perçoit lui aussi en juin dans le *Radical*, le devenir qui se profile pour l'Asie ottomane en termes d'avantages que cela représente pour l'Allemagne, en affirmant qu'elle « trouvera en Anatolie et en Mésopotamie, tout ce qui lui manque en protectorats »[2784].

III.6.3. La dimension kurdo-arménienne

En ce qui concerne les rapports intercommunautaires en Anatolie, Charles Leboucq, relève dans le *Radical* en janvier, que les « Arméniens haïssent leur maître qui à tant de

[2782] « L'Allemagne en Asie-Mineure », *Le Temps*, 2 mars 1913.
[2783] « Mémoires de l'ex-sultan Abdul Hamid », *Le Matin*, 23 janvier 1913.
[2784] Charles Leboucq, « Notre pénétration commerciale en Asie Mineure, *Le Radical*, 14 juin 1913.

reprises, les égorgea »[2785], tandis que René Lebault commente dans le *Petit Journal* qu' « en Arménie, 1 800 000 musulmans Kurdes pour la plupart, oppriment inlassablement 600 000 autochtones. »[2786]. Par rapport, à la situation en Anatolie, l'ambassadeur français à Constantinople, écrit au ministre des Affaires étrangères que les événements dont la Turquie d'Europe a été le théâtre au cours de ces derniers mois, ont quelque peu détourné l'attention de la question arménienne et des agissements des tribus kurdes. La situation en Anatolie orientale, « n'a pourtant rien perdu de sa gravité et les désastres subis en Roumélie par les armes turques semblent plutôt, comme il fallait s'y attendre, avoir affaibli l'autorité, déjà si diminuée, du pouvoir central ». De surcroît, si l'hiver toujours très rigoureux dans ces régions, a pu ralentir pendant quelque temps l'activité des bandes, « à peine les neiges ont-elles commencé de fondre, que les attentats et les brigandages sont partout signalés ». Cependant, les différents éléments de la population,

> « profondément divisés par les rivalités religieuses et ethniques ainsi que par les rancunes qu'engendre la lutte pour la possession de la terre, ont fini, semble-t-il, par se rendre compte que l'impuissance et l'impéritie dont fait preuve l'administration ottomane étaient la principale cause des maux dont souffre le pays et par oublier leurs haines de race et leurs querelles particulières pour s'unir dans un même sentiment de révolte contre le pouvoir central qui se montre de moins en moins capable de faire respecter son autorité et de rétablir l'ordre »[2787].

D'après Maurice Bompard, si les chefs Kurdes décidaient de voir dans les victoires des alliés, une occasion propice pour provoquer un mouvement général d'insurrection, le gouvernement impérial pourrait se trouver dans une situation très critique. Surtout si les rebelles peuvent compter sur la complicité, même tacite, de la population chrétienne. Et le rapport de l'ambassadeur français conclut en affirmant que si la situation ne s'améliore pas dans ces régions, l'Arménie et le Kurdistan ne tarderont guère à devenir pour l'Empire turc, ce qu'était jusqu'à présent la Macédoine.

A ce propos, le correspondant de la *Croix* à Beyrouth lui communique qu'Abdul-Razzak bey, de la famille kurde de Bederhan, ancien chambellan du sultan détrôné, après avoir été mis en liberté, en Tripolitaine à l'arrivée des Italiens, aurait gagné son pays d'origine, Djézireh. « Ayant obtenu, dit-on, le concours de Mgr Mar-Chamoun, chef spirituel de la secte des Nestoriens, qui habitent sur les confins des vilayets de Van et de Mossoul, il

[2785] « La Turquie devant l'Europe », *Le Radical*, 5 janvier 1913.
[2786] René Lebault, « La destinée des peuples », *Le Petit Journal*, 29 décembre 1912. L'argument d'autochtonie, ou le recours à celui-ci, constitua une arme idéologique de première taille, dans les batailles historiographiques, diplomatiques et médiatiques opposant différentes communautés au sein de l'Empire ottoman, tout au long de la question d'Orient.
[2787] *AMAE*, Turquie/86, Péra, le 31 mars 1913, n°264.

aurait commencé à fomenter des troubles dans les parages de Djézireh. Les Kurdes n'attendraient qu'un mot de lui pour entrer en scène. »[2788]. En mai, la *Croix* annonce qu'une agitation intense dans « l'Arméno-Kurdistan, dans la Syrie, la Mésopotamie, et l'Irak menace le gouvernement général dans ces parties de l'empire ». Pour y faire face, la Porte a proclamé « qu'elle allait entreprendre dans tous les vilayets asiatiques, des réformes sur la base de la décentralisation »[2789]. En juin, l'*Écho de Paris* annonce que le général de Lacroix, président de la section arménienne du comité de l'Asie française, coordonna dans la salle des Ingénieurs civils, une conférence sur la Turquie d'Asie et les provinces arméniennes. Le conférencier, René Pinon, rédacteur à la *Revue des deux mondes*, a montré la nécessité absolue pour les puissances d'intervenir énergiquement auprès du gouvernement ottoman, dans son propre intérêt, pour obtenir des réformes pour les provinces arméniennes, promises par l'Europe dans l'article 61 du traité de Berlin[2790].

III.6.4. L'intervention humanitaire

Dans le cas inverse, l'intégrité territoriale de l'empire ottoman dans ses provinces anatoliennes risque d'être mise en péril, suite à une intervention des grandes puissances européennes, déguisée en mission humanitaire et prévoyant le partage de l'Asie ottomane en sphères d'influence. C'est exactement la volonté exprimée dans la *Croix*, quand préconisant des représailles contre les populations chrétiennes de l'Anatolie de la part des sujets musulmans irrités par la défaite dans les Balkans, ce journal invoque « l'humanité des gouvernants pour qu'ils préviennent par des mesures énergiques et efficaces les nouvelles et effroyables effusions de sang qui sont à redouter en Asie-Mineure ».[2791]

La perception du règlement de la question anatolienne, en termes de pression diplomatique ou d'intervention militaire s'esquisse également dans le *Temps* qui publie en décembre une lettre des étudiants et étudiantes de Paris. Dans cette lettre, les signataires affirment que les nouvelles alarmantes qu'ils avaient lues dans ce journal « au sujet de la situation en Arménie turque, confirment leurs propres renseignements de source authentique »[2792]. Pour eux, il n'y aucun doute que de graves événements se préparent. « Les autorités turques continuent leur jeu. Elles interdisent le port d'armes aux Arméniens, tout en favorisant l'armement des musulmans ». Suite à ce constat, ils se demandent jusqu'à quand :

[2788] « Lettre de Syrie, de notre correspondant », *La Croix*, 17 avril 1913.
[2789] « Les réformes en Asie, le mouvement arabe », *La Croix*, 19 mai 1913.
[2790] « Les réformes en Arménie turque », *L'Écho de Paris*, 16 juin 1913.
[2791] « Pour l'humanité », *La Croix*, 7 novembre 1912.
[2792] « Les craintes des Arméniens », *Le Temps*, 2 décembre 1912.

> « (…) la grande presse continuera-t-elle à garder le silence en face de la crise que traversent actuellement les lointaines provinces de l'Asie mineure ? quand on songe qu'un geste énergique du représentant de la France à Constantinople ou même une démarche des consuls à Van ou à Erzeroum saurait réprimer les hordes fanatisées (…)»[2793].

Une telle interrogation nous révèle à quel point, les contemporains des guerres balkaniques, s'étaient rendus compte de la place toujours plus importante occupée par les médias dans la prise des décisions politiques, ou autrement dit, à quel point la presse disposait déjà à cette époque, d'un pouvoir incitatif dans le choix de telle ou telle autre option dans le cadre des conflits.

Une politique d'intervention dans les provinces asiatiques de l'Empire ottoman, sous prétexte de mission humanitaire, est de nouveau suggérée au gouvernement français par la *Croix* en janvier. Le journal catholique publie la lettre d'un missionnaire à Damas, la ville de Syrie « où la guerre balkanique a eu le plus sensible contrecoup grâce à l'effervescence entretenue par le parti jeune-turc et ses journaux ». D'après cette lettre, un prêtre français, un Lazariste a été attaqué par « une bande de voyous musulmans »[2794]. C'est dans ces circonstances que les premiers vaisseaux de guerre français, finissent par arriver ; mais ils sont précédés de deux jours par les Anglais, souligne la *Croix* avant de s'adresser au gouvernement français en lui demandant de plus « suivre la politique du désintéressement ».
Le comité de l'Orient[2795], incite le gouvernement français de son côté, à laisser un navire de guerre à Beyrouth, et à demander à son consul « d'être vif à saisir le plus petit prétexte d'intervention dans les affaires locales. Le Russe, l'Anglais, l'Allemand ne s'en font pas faute ». A ce sujet, Francis de Pressensé, prend la parole dans l'*Humanité* en décembre. Après avoir réitéré le principe de l'intégrité de l'empire ottoman dans ses territoires asiatiques il accuse les grandes puissances européennes d'avoir traité de serves toutes les nations musulmanes : « la jeune Turquie, la Perse, la Chine qui se réclamaient de nos principes propres. C'est une politique immorale et dangereuse »[2796] souligne-t-il avant de rejeter tout appel à des nouvelles croisades ou tout projet de nouveau partage de Pologne. Pourtant, le grand défenseur français des droits de la communauté ottomane arménienne, émet une condition : « la sauvegarde de la nation martyre, de cette Arménie qui n'a jamais été tant menacée ». A ce propos, les *Droits de l'Homme*, reçoivent en mars, de la part du comité arménien, une lettre dans laquelle on apprend que des nouvelles alarmantes arrivent

[2793] *Idem*.
[2794] « Lettre de Damas, par P.B. missionnaire à Damas », *La Croix*, 1er janvier 1913.
[2795] *AMAE*, Turquie/119, Paris, 15 janvier 1913.
[2796] *L'Humanité*, 12 décembre 1912.

d'Arménie, mentionnant que la guerre dans les Balkans a ravivé le fanatisme des Kurdes. Face à une telle situation, le comité souhaite que le gouvernement français n'hésite plus à réagir et puisque la question d'Orient paraît être entrée dans sa solution définitive, il invite la France à agir en vue de l'amélioration de la situation déplorable des Arméniens[2797].

On voit donc se profiler un des mécanismes récurrents dans l'histoire des relations internationales et cela depuis l'antiquité. Il s'agit d'un mécanisme à double visage, qui concerne d'une part la manière dont un État peut se servir de la défense de la cause d'un groupe d'individus, afin de cultiver son image comme protectrice des droits humains, et promouvoir en même temps ses intérêts politiques, économiques et culturels. D'autre part, il est question de la manière dont un groupe d'individus, une communauté ou une société, se servent des antagonismes et de la nature conflictuelle des intérêts des puissances politiques, économiques et culturelles dominantes, afin de défendre leur propre cause et satisfaire leurs propres ambitions. Au-delà des stratégies collectives, des préoccupations personnelles peuvent également influencer la perception du règlement d'un conflit.

III.6.5. La décentralisation et le rôle du comité syrien

Dans une telle perspective, Khaïrallah, correspondant du journal le *Temps* en Syrie ottomane, donne en décembre, une conférence au Comité de l'Asie française, au sujet de la situation dans les possessions asiatiques de l'Empire ottoman. Après avoir commenté l'éclatement du cadre qui enserrait la mosaïque ottomane, il avance comme solution de la question anatolienne, une large décentralisation, « telle que la préconisait récemment dans sa lettre publique au sultan le prince Sabaheddine, décentralisation qui éliminerait les tendances séparatistes en satisfaisant les aspirations des différents groupes ethniques existants »[2798]. Coulondre, gérant du consulat général de France à Beyrouth, commente quant à lui, la publication dans le *Temps* du 19 mai, d'une lettre signée de Khairallah, où est critiquée la position du gouvernement français et de ses agents en Syrie. « Malgré qu'il n'ait échappé à personne qu'elle exprimait la rancœur d'un candidat évincé à un poste au gouvernement libanais, cette lettre a provoqué les commentaires d'une partie de la presse locale qui s'applique à en relever les inexactitudes »[2799].

[2797] « Appel à l'humanité », *Les Droits de l'Homme*, 2 mars 1913.
[2798] « La répercussion de la crise balkanique en Asie », *Le Temps*, 8 décembre 1912.
[2799] *AMAE*, Turquie/119, Beyrouth, le 19 juin 1913, n°126, au sujet d'un article du Temps.

Pour sa part, Maurice Bompard informe le quai d'Orsay que le retour au pouvoir du Comité Union et Progrès, qui pendant son règne a suivi une politique de turquisation, survient à un moment où les différentes régions ottomanes espéraient obtenir du cabinet de Kiamil pacha, des réformes dans le sens de la décentralisation administrative sinon même de l'autonomie, a produit une grande émotion au sein des populations arabes et arméniennes[2800]. Au lendemain de l'entrée des troupes bulgares à Andrinople, le consul français à Damas envoie à Bompard, des rapports relatifs à l'état d'esprit au sein de communautés chrétiennes et musulmanes du vilayet de Damas suite à cet événement. Réagissant aux indications de ces rapports, démontrant « une croissante désaffection des populations arabes à l'égard du gouvernement ottoman »[2801] et un courant se dessinant vers la création d'un khalifat séparé[2802], il affirme que si le khédive bénéficiait d'une telle évolution, cela aboutirait à « l'établissement de l'influence anglaise dans une région où nos traditions et nos intérêts nous interdisent de laisser à d'autres la prépondérance ».

A ce sujet, le rapporteur de la Police informe son service en juin, que dans la communauté syrienne de Paris on parle depuis quelque temps du congrès qui se tiendra prochainement pour discuter sur le sort de la Syrie ottomane. On prête au congrès différents projets :

> « (…) certains disent qu'il sera question d'une démarche à faire auprès du gouvernement français pour le prier de proclamer son protectorat sur la Syrie. D'autres pensent qu'on adoptera le système de provoquer des désordres par l'emploi de bombes et d'autres engins destructeurs pour provoquer et justifier l'intervention étrangère. Ou bien on adopterait une attitude expectative en attendant la disparition du CUP qui pourrait bien sombrer dans une nouvelle révolution turque qu'on annonce comme très prochaine »[2803].

Il signale également que tous les Syriens qui se trouvent à Paris et ceux qui vont arriver, sont des séparatistes convaincus[2804] et désirent que la France prenne leur pays sous son protectorat. Par contre, souligne-t-il, « le comité syrien d'Égypte fait une propagande pour l'Angleterre ». De son côté, le chargé d'affaires à Constantinople, affirme que les journaux turcs continuent à publier avec l'expression de la plus vive satisfaction les télégrammes qui leur sont envoyés d'Alep, de Damas, de Beyrouth et des principales villes arabes, pour protester contre la réunion du congrès syrien de Paris, mais « il semble bien, à la rédaction

[2800] *AMAE*, Turquie/255, télégramme du 27 janvier 1913 de Maurice Bompard.
[2801] *AMAE*, Turquie/120, Bompard à Ottavi, consul à Damas, confidentiel, au sujet de la politique française en Syrie, Péra, le 28 avril 1913.
[2802] Sur la naissance d'un mouvement nationaliste arabe en Syrie ottomane, voir Adel Beshara (ed.), *The origins of Syrian nationhood*, Abingdon, Oxon, New York, Routledge, 2011.
[2803] *AMAE*, Turquie/122, Paris, le 4 juin 1913.
[2804] Le réveil national 'arabe' dirigé contre la domination ottomane, a commencé à se manifester, au milieu du XIXe siècle. Les promoteurs n'ont pas été des Arabes musulmans, mais des Arabes chrétiens.

presque identique de ces télégrammes que cette manifestation du loyalisme des arabes ne soit qu'un mot d'ordre du CUP »[2805].

La presse française couvre elle aussi les actions et manifestations du comité syrien. Déjà en avril, le *Temps* publiait le communiqué de protestation que le comité arabo-syrien avait adressé au gouvernement ottoman au sujet de la dissolution de son antenne à Beyrouth par le vali de cette province[2806]. Le congrès parisien de ce comité, se tient finalement du 18 au 23 juin à l'Hôtel de la Société de Géographie, au boulevard Saint-Germain. Les discours d'ouverture sont assumés par Nadra Moutran, membre du comité de Paris, délégué de Baalbek et Seïd Abdul-Hamid Zehraoui, ancien député de Homs, délégué du parti de la décentralisation ottomane du Caire. Le député, « avec son manteau oriental, son turban blanc, sa face épanouie et toujours souriante, il présente un extérieur imposant qui rappelle les antiques khalifes de Damas »[2807] lit-on dans le *Temps*. Le 20 juin, Abdul-Gani Oraïssi, secrétaire du comité de Paris, directeur du journal *Al-Moufid,* parle des droits des Arabes dans l'Empire ottoman, tandis que Nadra Moutran, évoque dans son exposé, la nécessité de sauvegarder la vie nationale des pays arabes ottomans' et que le directeur du journal *Miraat-el-Gharb*, N. Diab, délégué du comité de l'Union syrienne d'Amérique, entretient les congressistes sur les aspirations des colonies arabes ottomanes établies à l'étranger. Le lendemain, Cheïkh Ahmed Tabbara, délégué du comité de réformes de Beyrouth, directeur du journal *Ittihad-Alsomani*, aborde la question de l'émigration et de l'immigration en Syrie, et Alexandre Amoun, avocat, vice-président, délégué du parti de la décentralisation ottomane du Caire, insiste sur la nécessité des réformes dans les pays arabes ottomans sur la base de la décentralisation. Enfin, le discours de clôture est assuré par Charles Debbas, avocat, membre du comité de Paris. Jean Longuet, après avoir relaté dans l'*Humanité* les travaux du congrès, interviewe également le président du congrès « Seyed Abdul Hamid Zahraoui, ancien député de Homs au parlement ottoman et fondateur du journal arabe *Al-Hidarat* ». Aidé dans la traduction par Nadra Montran, arabe chrétien maîtrisant le français, il affirme que les Arabes sont des fidèles Ottomans qui ne demandent que la décentralisation : « si nous n'avions pas été les fidèles Ottomans que nous sommes, nous nous serions, nous Arabes de Syrie et de Mésopotamie, insurgés comme les Albanais »[2808]. Prenant la parole à son tour, Nadra

[2805] *AMAE*, Turquie/122, Péra, le 10 juin 1913, n°499 ; au sujet du congrès arabe de Paris.
[2806] « La dissolution du comité syrien et les réformes », *Le Temps*, 14 avril 1913.
[2807] « Le congrès arabe syrien à Paris », *Le Temps*, 10 juin 1913.
[2808] Jean Longuet, « Les revendications arabes, le président du congrès nous les expose », *L'Humanité*, 22 juin 1913.

Montran souligne que ces demandes sont soutenues aussi bien par les musulmans que les chrétiens.

III.6.6. La bataille des 'chemins de fer' en Anatolie

Si la couverture médiatique des activités du comité dans un journal socialiste comme *l'Humanité*, vise surtout à illustrer son soutien à une logique décentralisatrice du règlement des différends liés à la question d'Orient, logique que la tribune de Jaurès avait également soutenu à la veille de la Première Guerre balkanique, la médiatisation de la rencontre du comité syrien à Paris au mois de juin, s'inscrit dans un journal proche du gouvernement comme le *Temps* ou dans une presse nationaliste comme *l'Écho de Paris*, dans leur volonté d'instrumentaliser les travaux du comité syrien afin d'illustrer le rôle important que la France entend jouer dans la région.

Pour sa part, le *Journal* esquisse en janvier un tableau géo-économique des territoires asiatiques de l'Empire ottoman. Ces régions y sont représentées comme riches en ressources naturelles et minérales. L'Anatolie est considérée comme le domaine le plus prospère. On y cultive tous les produits méditerranéens et la fertilité du sol, l'excellence du climat permettent des récoltes aussi abondantes que précoces.

> « Les deux régions montagneuses de l'Erzeroum et de Diarbékir, qui constituent l'Arménie, comportent de grands sommets et de grands lacs, mais aussi des vallées fertiles et de hautes plaines où la terre est bonne. La Syrie porte au nord d'immenses champs de céréales ; (…) bien arrosée, pourvue d'un climat doux et tempéré, la dépression comprise entre le Liban et l'Anti-Liban pourrait être une merveille de prospérité. (…) mais c'est surtout à la Mésopotamie, (…) que paraissent réservé »es les plus brillantes destinées »[2809].

Par ailleurs, la Mer Noire est connue pour ses bassins houillers, les charbonnages d'Héraclée ont déjà une forte production et en Anatolie, dans la région de Diarbékir, d'importants gisements de nickel, de cuivre, de plomb argentière ont été prospectés.

> « En Syrie, on a reconnu des mines et carrières de toutes espèces, bitumes sur la mer Morte, produits chimiques du Hauran, houille et pétrole d'Adjiloun, …et surtout près du Jourdain les célèbres gisements phosphatiers d'Amman qui peuvent aisément soutenir la comparaison avec les phosphates de Tunisie. (…) la Mésopotamie compte aussi des richesses minérales ; la plus notoire est un gisement pétrolifère de 500 km de long s'étendant de Kerkouk à Chouster, exploitable en de nombreux points aussi

[2809] « La Turquie, empire asiatique », *Le Journal*, 19 janvier 1913.

> facilement et de façon aussi rémunératrice que ceux de Bakou et des Etats-Unis d'Amérique »[2810].

Avec toutes ces ressources affirme le *Journal*, l'Empire ottoman devrait être riche. S'il ne l'est pas, et que le pays est endetté, c'est à cause du « tempérament turc lui-même caractérisé d'indolence et de manque d'esprit pratique pour la gestion de ces richesses, « l'incompétence du Turc, resté le mercenaire mongol, son incompréhension des nécessités modernes lui interdisent d'être jamais le bon gérant des intérêts dont il a pris la charge ». On assiste donc, à une perception culturaliste-essentialiste de l'endettement de l'Empire ottoman et de son sous-développement économique[2811], incriminant des caractéristiques culturelles censées innées chez les 'Turcs'. Par contre, ces phénomènes ne sont pas perçus en termes de tous les préjudices que représentent pour l'économie ottomane, les capitulations[2812], le contrôle du budget de l'État par la commission internationale de contrôle de la dette publique[2813], ou encore les tendances centrifuges au sein de différentes populations de l'empire. Écartant ces facteurs, le *Journal* conclut que pour mettre en valeur ces terres et exploiter ces richesses il faut que « le secourable Européen vienne en aide au Turc ». La représentation idéalisante de l'Européen, représenté par les instances-institutions politiques, économiques et culturelles des grandes puissances dominantes à l'époque sur le continent européen, va de pair avec la légitimation d'une intervention de type néo-colonial avant l'heure qui prouve la perception de l'Empire ottoman en tant que ce que j'appelle semi-colonie dans l'espace médiatique français de tendance libérale ou nationaliste. Autrement dit, dans le cas de l'Empire ottoman, il ne s'agit pas d'une colonisation politique directe comme celle que la France ou autres puissances européennes du XIXe siècle ont pratiqué en Afrique ou en Asie du Sud-Est, mais d'une colonisation 'indirecte' avec la maîtrise d'outils du développement économique, en termes d'exploitation de matières premières, de ressources naturelles ou des infrastructures publiques. Cette hégémonie économique, fut également le modèle économique dominant de l'époque post-coloniale, dans des pays anciennement colonisés au XIXe siècle.

[2810] *Idem*.

[2811] Sur les representations dominantes et stéréotypées en Europe occidentale, de l'Europe du Sud-Est, en tant que region incarnant l'instabilité politique et le sous-développement économique, voir John Lampe, *Balkans into Southeastern Europe*, New York, Palgrave Macmillan, 2006.

[2812] Sur les tarifs douaniers privilégiés accordés aux marchandises des manufactures d'autres puissances européennes par les sultans et le préjudice de ce système des capitulations sur le développement de l'industrie locale, suite à la surtaxation des produits ottomans vis-à-vis des produits importés, condition minant leur compétitivité dans le marché, ainsi que sur l'absence d'une politique 'protectionniste' ottomane semblable à celle développée par d'autres grandes puissances européennes au moment de leur expansion commerciale et industrielle, voir Pierre Renouvin, Jean-Baptiste Duroselle, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1991.

[2813] Voir Christopher Clay, *Gold for the Sultan: Western Bankers and Ottoman Finance, 1856-1881*, IB Taurus, 2001.

Aux sirènes d'une telle perception paternaliste-colonialiste de l'avenir de l'Anatolie, même le socialiste Marcel Sembat succombe. Il avoue se laisser emporter par l'idée qu'une étape nouvelle de la civilisation se prépare en Turquie d'Asie et « qu'arrachées à la torpeur ottomane, ces belles contrées vont atteindre un développement qui leur était interdit et connaître une vie prospère disparue depuis l'empire byzantin »[2814].

Dans une hiérarchisation représentationnelle des régimes politiques et historiques qu'a connus l'espace anatolien, le développement économique est perçu comme arrêté lors de l'ottomanisation de la région. Ainsi, la période ottomane est-elle représentée comme synonyme d'archaïsme, de sous-développement, d'immobilisme. Comme le fait remarquer Marianna Torgovnik, l'emploi de ces termes, prennent l'Occident comme la norme, ou plus exactement en l'occurrence le système économique que caractérisa le développement de l'Europe occidentale dans les Temps modernes, à savoir le système d'une économie capitaliste, comme représentant d'une étape supérieure de l'évolution de l'humanité. Tout système économique non conforme à ces principes, est traité d'inférieur, déviant, subordonné et le régime politique ou culturel auquel fut associé, relégué à l'ordre du 'subordonnable'[2815].

Au cours de la séance parlementaire du 13 janvier 1911, Jean Jaurès affirmait déjà dans un discours imprégné des principes saint-simoniens, qu'il n'y a rien de plus grandiose que « la pensée de relier le Bosphore au golfe Persique, de ressusciter par la vie économique la fécondité de ces plaines, de ces vallées, de ces plateaux où ont fleuri les civilisations les plus colossales »[2816].

Pourtant, Charles Leboucq commente dans le *Radical* que si le chemin de fer de Bagdad « contribuera certainement à la renaissance agricole des contrées autrefois fabuleuses par leur fertilité (…) c'est l'Allemagne qui drainera les produits de l'Asie Mineure, où elle exportera les siens »[2817]. André Morizet commente lui aussi le fait que la Deutsche Bank désire faire du Bagdadbahn un chemin de fer entièrement allemand[2818]. L'auteur socialiste explique que la Banque ottomane ne tient pas à garder ses titres, qui ne sont pas négociables à

[2814] Marcel Sembat, "Mes déboires", *L'Humanité*, 14 août 1913.
[2815] Voir Marianna Torgovnick, *Gone primitive : savage Intellects, Modern Lives*, Chicago, University of Chicago Press, 1990, p.21.
[2816] *Archives parlementaires*, séance du 12 janvier 1911.
[2817] Charles Leboucq, « La Turquie devant l'Europe », *Le Radical*, 5 janvier 1913.
[2818] Dans l'Empire ottoman le centre d'intérêt est la concession, à une société allemande, d'un réseau ferré étendu (plus de 4000 km) dont la ligne principale doit relier l'Anatolie (Ankara et Koniah) à la Mésopotamie et au Golfe Persique.

la Bourse de Paris. L'entente fut donc facilitée et la question se borna à dédommager les capitalistes français.

> « Pour ce faire, on leur consent, paraît-il, à Berlin une option de 60 millions sur l'emprunt que la Turquie, évidemment ne tardera pas à émettre. (…) la banque ottomane et ses alliés exploiteront les rives de la Mer Noire et l'Arménie, la Deutsche Bank et les siens règneront sur les bords du Tigre et de l'Euphrate. (…) L'entente qui se prépare en complète une autre, conclue depuis quelques mois déjà, entre Allemands et Anglais, entente qui réserve aux dernies le prolongement du chemin de fer de Bagdad entre cette ville et le golfe persique. (…) ces accords venant après l'accord de Potsdam, par lequel la Russie, en 1910, a déclaré se désintéresser de l'Asie Mineure pourvu qu'on la laissât pousser ses voies ferrées en Perse, vers Téhéran, terminent le dépeçage de la Turquie d'Asie par les banquiers. »[2819]

De son côté, le consul français au Caire, Desfrance, écrit à Pichon en mai, que les nouvelles reçues en Égypte concernant les pourparlers entre l'Angleterre et la Turquie d'une part, l'Angleterre et l'Allemagne d'autre part, au sujet du chemin de fer de Bagdad et des sultanats arabes de la côte du golfe persique « ont ranimé la polémique des journaux européens et indigènes relative à l'Asie turque »[2820]. On voit dans ces négociations la délimitation des sphères d'influence que chacun se réserve, susceptibles, suivant les événements, de se transformer en sphères d'action ou d'occupation.

Le *Petit Parisien*, le journal avec la plus grande diffusion dans l'espace médiatique français et dont la rédaction de la tribune sur la politique extérieure, était assurée à cette époque par André Tardieu, précise quant à lui, que la répartition des réseaux ferrés en Anatolie n'est pas une question de tracé de zones de rayonnement politique, mais de sphères d'influence économique dans la Turquie d'Asie[2821], actuellement posée par les négociations qui se déroulent à Constantinople, à Londres, à Berlin, à Paris, à Saint-Pétersbourg. Raymond Recouly, après avoir affirmé dans le *Figaro*, journal d'opposition au gouvernement radical, que d'importantes négociations se poursuivent entre l'Angleterre et la Turquie au sujet du chemin de fer aboutissant au golfe Persique, avec la participation directe de l'Allemagne, il souhaite « que cette importance n'échappe point à notre diplomatie (…) l'attitude de notre

[2819] André Morizet, « Les Capitalistes d'Europe négocient le partage de la Turquie d'Asie », *L'Humanité*, 10 septembre 1913.
[2820] *AMAE*/Turquie/121, dossier sur la Syrie-Liban, Le Caire, 23 mai 1913, Defrance à Pichon, n°223.
[2821] « La Question d'Asie Mineure, la répartition des réseaux ferrés », *Le Petit Parisien*, 19 mai 1913.

diplomatie dans l'affaire du Bagdad, n'a été, du commencement à la fin, qu'une suite ininterrompue de négations et de refus »[2822].

Dans ce contexte de perception immédiate d'un partage de l'Asie ottomane en sphères d'influence en fonction de la tracée de chemins ferroviaires, on assiste dans le *Temps*, à un règlement de comptes entre André Tardieu et l'ambassadeur français à Istanbul, Maurice Bompard. Leur contentieux remonte en 1909, quand l'ambassadeur français à Constantinople, s'opposa à un projet de construction d'une ligne de chemin de fer entre Bagdad et Homs, envisageant de concurrencer la voie tracée par les Allemands, auquel participait le rédacteur du *Temps*[2823].

En mai 1913, celui-ci affirme, qu'une fois de plus, les affaires d'Asie évoluent sans qu'on aperçoive que l'influence française s'y fasse sentir[2824]. D'après le rédacteur en chef de la tribune semi-officielle de la République française, c'est tout « le problème des chemins de fer transasiatiques qui va se résoudre. La part de la France dans ce règlement, est médiocre », et vis-à-vis de l'Allemagne, « la finance française est dans l'affaire du Bagdad, à l'état du sous-participant, sans action sur la direction ». Pour dissiper cette impression, on annonce qu'en février dernier, l'ambassade de France à Constantinople a soumis à la Porte un programme de desiderata français[2825]. « C'est une fois encore, le système des petits paquets avec tous ses inconvénients, sans rien qui rappelle les vues d'ensemble des autres puissances » se plaint André Tardieu. Ce paramètre de la question du chemin de fer de Bagdad faisant appel à l'intérêt national, est également commenté dans *l'Écho de Paris* qui se demande si la France n'est pas d'office écartée des négociations, marchandages en cours en vue de délimiter les sphères d'influence économique en Anatolie[2826]. En mai, la *Croix* remarque que la paix balkanique n'est pas encore signée que déjà les puissances européennes s'attellent à démembrer la Turquie d'Asie. Les accords anglo-turc, anglo-allemand ainsi que les demandes françaises à l'Empire ottoman, consécutives à ces accords, vont d'après le journal catholique dans ce sens. Par ailleurs, « tout récemment le *Times* se faisait l'écho d'un projet consistant à repartir la Turquie d'Asie en six provinces et à mettre à leur tête des représentants des grandes puissances », signale l'éditorial de la *Croix*[2827]. Devant une telle

[2822] « Les négociations asiatiques et la France », *Le Figaro*, 16 mai 1913.
[2823] Pour un historique des interactions entre les différents acteurs de ce projet, voir *La Diplomatie secrète sous la Troisième République. 1910-1911. Homs-Bagdad. Du quai d'Orsay à la correctionnelle, recueil documentaire*, Paris, Le Courrier Européen, 1911.
[2824] André Tardieu, « Relations anglo-turco-allemandes », *Le Temps*, 14 mai 1913.
[2825] *Idem.*
[2826] Jean Herbette, « Le programme français en Turquie », *L'Écho de Paris*, 16 mai 1913.
[2827] « Et la Fance ? », *La Croix*, 24 mai 1913.

perception décomplexée du déchaînement des appétits coloniaux, qui aboutira au partage provisoire des territoires asiatiques de l'Empire ottoman entre les vainqueurs de la Première Guerre mondiale[2828], la *Croix* se lamente de l'inertie gouvernementale et annonce avoir reçu de bon nombre de ses lecteurs des protestations indignées contre le lot servi à la France dans le partage turc : « c'est donc toujours la France qui doit céder, nous écrit l'un d'eux, au Congo elle se laisse couper en deux par l'Allemagne ; au Maroc, elle abandonne à l'Espagne le littoral méditerranéen ». Une telle perception du règlement de la question anatolienne au temps des guerres balkaniques, est révélatrice de la représentation auprès d'une presse nationaliste française, des provinces asiatiques ottomanes, comme des domaines faisant partie des concurrences-rivalités colonialistes entre les grandes puissances européennes, qui depuis la crise de Fachoda, jusqu'au contentieux franco-allemand en Afrique occidentale, en passant par la conférence d'Algésiras, scellèrent le destin des relations internationales à la veille de la Grande Guerre.

Par ailleurs la perception de la question anatolienne ne se réduit pas seulement à sa dimension ferroviaire et son paramètre bancaire semble préoccuper tout autant les diplomates français. Devant le projet de la banque russo-asiatique dans l'Empire ottoman visant à racheter des agences que la banque de Salonique entretenait dans la Mer Noire ou même l'absorber complètement, le ministre des Affaires étrangères, Stephen Pichon communique son inquiétude au ministre des finances, car ces combinaisons risquant de substituer les intérêts russes aux intérêts français dans ces contrées de l'empire ottoman sont inacceptables et que par conséquent la Banque qui succédera à la Banque de Salonique dans la capitale comme dans le reste de l'Empire ottoman doit conserver un caractère français[2829]. Toujours en lien avec l'aspect financier de la perception de la question anatolienne, le *Radical* invite les décideurs français à profiter de la mauvaise situation financière et des embarras monétaires dont souffre l'Empire allemand, et qui empêchent ses banquiers de prêter une aide utile à leurs amis, les Jeunes Turcs, pour emporter[2830] la course du prêt au gouvernement ottoman pour l'œuvre de reconstruction après la guerre.

[2828] Le traité de Sèvres donne lieu à l'occupation militaire de la plus grande partie de l'Anatolie, par les armées grecque, fer de lance des prérogatives britanniques dans la région, italienne et française. Cette occupation et délimitation des territoires anatoliennes, sera à l'origine du mouvement de résistance et de libération nationale, lancée par Mustafa Kemal, donnant lieu à la naissance de la République de la Turquie et la confirmaton d'un nationalisme turc en réaction aux nationalismes-impérialismes balkaniques, notamment grec, et aux interventions impérialistes-colonialistes des grandes puissances européennes, surtout françaises, italiennes et britanniques.
[2829] *AMAE*, Athènes/288, Paris, 24 juillet 1913, n°258, au sujet de la Banque de Salonique et de la Banque russo-asiatique.
[2830] « La France et la Turquie », *Le Radical*, 13 juillet 1913.

Les transactions et institutions financières sont donc perçues comme un levier de pression et d'action importante dans les relations internationales en général et dans la question d'Orient en particulier. Dans le cadre des Balkans et de l'Empire ottoman, on assiste à des antagonismes pour le contrôle du système bancaire et pour la mainmise politique et économique sur un pays à travers sa dépendance en termes de finances, et plus concrètement en termes d'émission de ses prêts par les Bourses respectives de chaque grande puissance européenne, soucieuse d'obtenir à travers le contrôle de ce processus, des contrats favorables ou des privilèges durables, pour ses industries, son commerce, sa diplomatie culturelle ou politique[2831].

Enfin, la médiatisation des batailles pour le contrôle des chemins de fer, nous montre à quel point cet aspect du conflit, est perçu comme incontournable à la perception du règlement des différends liés à la question d'Orient aussi bien dans sa dimension anatolienne que balkanique, comme attesté par la carte publiée dans le Figaro, le 4 février 1913 et où le tracé des chemins de fer est mis en relation directe avec la délimitation des territoires occupés. Un tel phénomène pourrait nous inciter à établir une typologie de la perception-interprétation des antagonismes façonnant les relations internationales dans les régions de la Méditerranée orientale et des Balkans depuis l'antiquité jusqu'à nos jours. Dans un premier temps, ces antagonismes auraient été représentés par des conflits pour la maîtrise des routes maritimes, assumant la suprématie politique et la prospérité économique à toute entité étatique capable de construire une thalassocratie. Ensuite, à partir du XIXe siècle, les antagonismes pour le contrôle des chemins de fer, assurant à la fois le contrôle de la circulation d'êtres humains et de marchandises auraient pris le relais dans la compréhension des situations de crise dans ces régions. En dernier lieu, les antagonismes pour le contrôle des ressources énergétiques et la tracée des oléoducs ou des gazoducs de nos jours interviendraient comme un élément majeur de l'approche et couverture médiatique des conflits actuels, alors que dans un contexte de pénurie d'eau, les rivalités pour la maîtrise des ressources hydrauliques seraient prises en compte dans la couverture médiatique de conflits potentiels dans le futur.

[2831] Ces liens entre l'action financière et l'action politique des gouvernements français ont été manifestes en bien d'autres occasions. En 1906, lors de la 'guerre des porcs', opposant l'Autriche-Hongrie à la Serbie et aboutissant à un embargo autrichien à l'égard des exportations serbes, le gouvernement français ouvre son marché financier à un emprunt serbe, attendant au retour que ces industries militaires soient favorisées dans les concours pour l'attribution des commandes pour l'armée serbe. A la veille de la Grande Guerre, l'admission d'emprunts grecs à la cote de la Bourse de Paris est au centre de l'action diplomatique que mène le gouvernement français en Grèce, où il cherche à consolider la place du premier ministre Venizélos, favorable à l'Entente, contre les affinités germanophiles du roi Constantin.

Conclusions

Narrations concurrentes conceptuelles, représentationnelles, informationnelles

La perception médiatique française des guerres balkaniques donna lieu à une série de narrations concurrentes mobilisant et mettant en scène des opinions, des informations, des représentations antagonistes.

En ce qui concerne la nature du conflit au moment de son déclenchement, sa perception en tant que guerre de libération/unification nationale, nouvelle croisade dans une presse surtout nationaliste, traditionnaliste, mais aussi en partie radicale et libérale, ou encore chez le socialiste Gustave Hervé, s'oppose à sa perception en tant que guerre de conquête, campagne impérialiste et colonialiste, dans une presse socialiste, syndicaliste, libertaire. L'interprétation différenciée des causes structurantes du conflit, s'inscrit dans un processus plus large de théorisation et conceptualisation des situations de crise et plus généralement de l'évolution des rapports entre différents groupes au sein d'une société ou entre différents pays à l'échelle mondiale. Ces démarches intellectuelles s'effectuent à travers deux prismes idéologiques dominants. Le premier met en avant des raisonnements-représentations proches d'un essentialisme culturaliste-nationaliste-raciste, apercevant les tensions à l'intérieur d'une société ou entre les États en termes de rivalités d'ordre ethnique, racial, confessionnel, civilisationnel. Le deuxième souligne l'aspect essentiel de la répartition de pouvoirs politiques, économiques et culturels au sein d'une société ou au niveau international, attribuant les conflits et situations de crise à des antagonismes pour l'hégémonie, entre des acteurs ou des groupes, instrumentalisant des sentiments d'appartenance communautaire ou exploitant les représentations racistes de l'Autre, afin de masquer les origines et finalités socioéconomiques et politiques de leurs motivations. Suivant ce fil conducteur de compréhension des guerres balkaniques de 1912-1913, on pourrait les mettre en parallèle avec des perceptions médiatiques des conflits des années 1990 en ex-Yougoslavie, des émeutes urbaines en France des années 2000, ou encore de la crise de la dette publique dans les pays de l'Europe du Sud dans les années 2010. Aussi paradoxale qu'une telle comparaison puisse paraître, le point commun dans la perception de tous ces événements, est qu'ils ont été abordés par les uns en termes culturalistes et/ou communautaristes et par d'autres en termes d'un raisonnement matérialiste-marxiste insistant sur l'instrumentalisation des notions d'appartenance ethnique ou confessionnelle par des mouvements nationalistes, l'inscription

urbaine d'inégalités socio-économiques ou encore la confrontation entre des modèles socioéconomiques concurrents.

Au-delà d'une approche divergente de la Première Guerre balkanique, présentée à travers le bagage idéologique des acteurs français de sa perception, l'espace médiatique français devient également le lieu où résonnent deux narrations antagonistes concernant sa réception auprès des populations balkaniques immédiatement concernées. Si l'élan d'enthousiasme belliqueux et de ferveur patriotique sont largement relatés dans des journaux français de tendance nationaliste, royaliste, traditionnaliste, des voix dissidentes se voient toutefois accorder une tribune d'expression dans les journaux contestant le caractère patriotique de la guerre, et remettant en question l'image d'une unanimité nationale devant celle-ci. Par ailleurs, les narrations concurrentes sur les origines du conflit, se construisent aussi autour d'une confrontation entre les concepts du joug ottoman, des haines séculaires et ancestrales, comme moteurs de la machine guerrière dans les Balkans, dans une presse nationaliste et traditionnaliste, et les concepts de compétition ayant des débouchés commerciaux et menant à la conquête de nouveaux marchés. On pourrait même émettre l'idée d'une guerre provoquée par les souverains des royaumes balkaniques en vue de détourner l'attention de leurs sujets des difficultés internes pour canaliser leur colère sur les champs de bataille, dans une presse socialiste et syndicaliste. Par ailleurs, cette presse s'inquiète également de la menace représentée par les intérêts imbriqués entre industrie médiatique et métallurgique-militaire en vue du déclenchement d'une guerre future, à l'échelle européenne. Au contraire, dans des journaux proches du gouvernement comme le *Petit Parisien* ou encore au sein de la presse nationaliste, on s'inquiète de l'instrumentalisation par les fractions les plus militaristes au sein des grandes puissances européennes concurrentes, de la médiatisation, dans le sens d'interprétation ou d'invention des faits, liés à des séquences des guerres balkaniques, telles que celles illustrées par l'affaire Prochaska ou l'affaire Palitch. Enfin, l'attribution de la responsabilité du déclenchement du conflit dans les Balkans aux puissances de la Triplice, dans une presse nationaliste germanophobe et austrophobe, est concurrencée par une incrimination des intrigues russes dans une presse socialiste hostile à l'autoritarisme du régime tsariste, tandis que dans la presse radicale, on insiste sur le rôle d'instigateur de l'Église catholique.

En ce qui concerne les perceptions du règlement du conflit et des différends à son origine ou issus de son déroulement, une narration militariste aiguillonnée par les principes du social-darwinisme, obsédée par ce qu'elle considère comme une décadence des civilisations

en temps de paix, voyant dans la politique guerrière des alliés un exemple à suivre par le gouvernement français en vue de la Revanche, se déploie dans une presse nationaliste, traditionnaliste, royaliste. Elle s'oppose à des narrations pacifistes et/ou antimilitaristes plurielles, envisageant la pacification des relations internationales à travers des processus divers et variés, tels que la mondialisation de l'économie dans une presse libérale, la moralisation de la diplomatie dans une presse socialiste et radicale, ou encore la révolution sociopolitique dans une presse syndicaliste.

Par ailleurs, la médiatisation des atrocités commises ou des craintes sur des atrocités à venir suite à la commémoration-réactivation dans la mémoire collective des atrocités ayant été commises par les belligérants pendant les séquences précédentes de la question d'Orient, à l'instar par exemple de celles contre les populations arméniennes à Adana, alimentent le débat sur la nécessité d'une intervention préventive de la part des grandes puissances de l'époque, censées incarner/représenter la 'communauté internationale' à défaut d'instances collectives officielles constituées pour ce faire. La perception du règlement des guerres balkaniques, soulève ainsi la question controversée, et depuis omniprésente dans les relations internationales, de l'intervention, ingérence extérieure dans le cadre d'une situation de crise, opposant ses thuriféraires qui l'invoquent à des fins humanitaires, en l'occurrence pour éviter des représailles contre des populations civiles de la part des armées vaincues, à ses détracteurs qui craignent des complications consécutives à une telle action, notamment une conflagration plus générale. Accusés de permettre ainsi la poursuite des exactions, ces derniers ripostent en mettant en avant le danger d'instrumentalisations de telles initiatives au nom de la promotion des intérêts propres à chaque pays intervenant. De surcroît, la perception de l'échec de la diplomatie européenne représentée par les grandes puissances, regroupées au sein de deux alliances diplomatiques et militaires, à résoudre l'imbroglio balkanique, rend impérative dans une presse libérale, radicale et socialiste, l'élaboration d'un droit international capable de régler les situations de crise et de conflit, loin des calculs d'intérêts conflictuels paralysant toute action ou décision. Cet échec est en revanche célébré comme la victoire des politiques de la Force contre les politiques du Droit dans une presse nationaliste et militariste. Cependant, la perception de ce qu'incarne la justice est multiple et les narrations divergentes se reflètent aussi bien dans une perception de la Première Guerre balkanique comme juste, dans la presse radicale, libérale ou illégitime dans la presse socialiste, que dans la légitimité ou pas de changement du statu quo territorial dans les Balkans, suite aux occupations militaires de la première phase du conflit. Pendant la Deuxième Guerre balkanique, le refus à

reconnaître la reprise d'Andrinople par les Ottomans, de ceux qui avaient exprimé leur soutien à la légitimation des occupations militaires des alliés pendant la première étape du conflit, soulève aussi la question d'une rhétorique et d'une politique à deux poids et deux mesures.

D'un autre côté, la fédéralisation de tous les États balkaniques y compris de l'Empire ottoman comme règlement ou dépassement des différends bilatéraux dans les Balkans, est concurrencée par une narration dominante dans l'espace médiatique français de l'époque. Il s'agit de la nationalisation des territoires contestés ou occupés, plébiscitant chez les voix islamophobes/turcophobes une politique d'expulsion de leurs populations musulmanes, chez les voix jacobines des politiques d'assimilation envers les individus appartenant à des communautés confessionnelles et linguistiques autre que celles officielles au sein des pays conquérants, et chez les plus libéraux, un respect de la diversité culturelle. Cette logique d'homogénéisation ethno-confessionnelle et linguistique des territoires qui se sont retrouvés dans le maelström de la question d'Orient, reposant sur la volonté d'éviter des tensions intercommunautaires ou de neutraliser la place des politiques irrédentistes dans la région des Balkans, l'emporta à plusieurs reprises depuis les guerres balkaniques, dans le cadre du traité de Lausanne ou encore des accords de Dayton, institutionnalisant les pratiques nationalistes de 'nettoyage ethnique', c'est-à-dire des opérations d'extermination-expulsion des populations, organisées. Elle fait également écho à une perception des rapports intercommunautaires au sein d'une société, régie par les principes d'un racisme culturel/différentialiste, considérant comme impossible ou nuisible la coexistence au sein d'un même État, d'une même société, d'individus et de populations de cultures diverses et variées notamment quand celles-ci sont représentées comme étant éloignées l'une de l'autre.

Toujours, la perception du règlement des différends territoriaux entre les acteurs du conflit fait l'objet de deux narrations concurrentes opposant d'une part, un discours nationaliste basé sur une narration « continuiste » de l'État-nation du XIXe siècle et sur ses liens de continuité avec des entités étatiques de l'antiquité et du Moyen Âge. D'autre part, un discours anti-nationaliste, dans des journaux comme *le Libertaire*, perçoit la nation comme une construction sociale remontant à la fin du XVIIIe siècle et servant d'outil et de vecteur à la mise en place d'une politique expansionniste de la part des États issus de l'Empire ottoman. Une telle perception concurrentielle du présent et du passé, alimente également le débat entre les propagandes nationalistes des différents pays balkaniques et leurs relais au sein de la société française sur le destin des territoires contestés. Ce débat-combat est articulé autour de

trois séries d'arguments majeurs : d'un côté, des arguments historiques visant à prouver la primauté de droits de tel ou tel autre belligérant sur un territoire suite à la démonstration historiographique de son inclusion au sein d'entités historiques, avec lesquelles les acteurs du présent revendiquent des liens de parenté-continuité. A ces arguments répondent les arguments ethno-linguistiques avancés sur l'appartenance supposée ou ressentie comme telle, des individus concernés par les contentieux bilatéraux et leurs pratiques linguistiques, ou les arguments civilisationnels, basés sur l'intériorisation des discours colonialistes sur le classement des civilisations en supérieures et inférieures et le droit des premières à subordonner les secondes. Des cas qui permettent l'expression de ces narrations concurrentes, sont la perception du différend bulgaro-serbe autour du vilayet de Monastir ou serbo-albanais autour du vilayet de Kosovo.

L'espace médiatique français devient un champ de bataille où se confrontent les représentations antagonistes de Soi et l'Autre, d'Ici et de l'Ailleurs, de l'Autrefois et du Présent. Dans une telle optique, on assiste à une reproduction cartographique plurielle des lieux du conflit, notamment des régions contestées, comme on l'a vu par exemple avec l'emploi des termes Épire ou Albanie pour désigner le vilayet de Janina, ou encore les narrations historiographiques contrastées du passé lointain ou plus récent de l'espace balkanique, oscillant dans le deuxième cas, entre une stigmatisation d'emblée de la période ottomane signifiée par l'emploi de termes tels que 'joug ottoman' faisant l'économie de structures de délégation de pouvoirs à des communautés non-musulmanes, et son idéalisation par des acteurs de perception 'turcophiles' comme Pierre Loti ou Claude Farrère, qui tout en faisant l'éloge de la tolérance ottomane, essayent d'absoudre l'administration impériale de toute exaction commise contre ses populations non-musulmanes, l'attribuant à l'exploitation économique et financière des sujets musulmans par leurs compatriotes non-musulmans.

La perception des acteurs, de l'espace du conflit et de l'histoire de cet espace, suit à la fois les principes d'autodéfinition et d'hétéro-définition. D'un côté, les acteurs de la perception dans l'espace médiatique français reprennent ou reproduisent les appellations dominantes au sein de la nomenclature officielle et consacrée dans et par les mythologies nationales de chaque État balkanique candidat à la succession de l'empire ottoman dans ses possessions européennes. D'un autre côté, ces acteurs adoptent des méthodes d'observation anthropologique, interrogeant directement les personnes concernées sur les noms qu'ils emploient pour se désigner, désigner les lieux qu'ils habitent et le passé. Certains d'entre eux, se réservent le droit de s'ériger en juges suprêmes, tranchant sur l'appartenance ou le

sentiment d'identification à un groupe ethnique, national ou culturel des individus interrogés comme le fait Paul Scott Mowrer par rapport aux sujets ottomans dans la région de l'Albanie actuelle. Parmi les amalgames les plus souvent diffusés et que l'on retrouve encore dans les manuels, ouvrages, essais ou articles consacrés à cette contrée du continent européen, on retrouve celui d'empire grec pour parler de l'Empire romain d'Orient, ou l'association entre Turc et musulman, ou Bulgare, Grec, Serbe et chrétien. Ces raccourcis définitionnels, cantonnent les acteurs ou les temporalités historiques balkaniques, dans des déterminismes confondant nationalité avec confession, États de l'ère pré-nationale à des États conçus d'après les principes du nationalisme dominant en Europe du XIXe siècle, évacuant toute réflexion sur l'existence de sociétés plurielles ou de constructions étatiques historiquement contingentes. Ils favorisent en même temps une perception du présent, du passé et du futur, sur la base de critères chers aux nationalistes anti-laïques des pays balkaniques, raisonnant volontiers en termes d'État-nation/Église d'État, et rejetant la démocratisation de la société en évoluant vers la laïcisation et le dépassement d'une identité nationale au profit d'une identité citoyenne. De surcroît l'emploi de termes tels que Macédoine pour désigner les vilayets au centre des guerres balkaniques, amène les connaisseurs de l'histoire ancienne à percevoir le règlement du conflit en termes favorables aux acteurs s'identifiant avec les héritages de l'antiquité ou les ayant 'privatisé', 'nationalisé', tout en ignorant la réalité sociodémographique du présent et effaçant les étapes intermédiaires que de telles régions ont connues dans leur peuplement et développement démographique.

Les événements du passé mobilisés-commémorés par les acteurs de la perception des guerres balkaniques dans l'espace médiatique français, à l'occasion de leurs représentations des événements du présent, ou des éventualités du futur, tissent eux aussi des toiles narrations différenciées. De même que très souvent la rédaction d'un texte littéraire est synonyme d'intertextualité avec des références à des productions littéraires antérieures à sa narration, la perception d'un événement et de ses acteurs mobilise une pratique analogue qu'on pourrait traiter d'inter-événementialité. A cet égard, un événement du passé peut être récupéré, réinterprété et réapproprié dans le cadre des perceptions et narrations concurrentes de l'événement présent. Ainsi, les références à la guerre de Troie, aux guerres médiques ou aux conflits de succession à la fin de la République romaine, servent-elles de support événementiel pour la perception de la Première Guerre balkanique comme conflit entre l'Occident-Europe (alliés) contre l'Orient-Asie (ottomans) dans une presse nationaliste, traditionnaliste ou libérale. Au contraire, c'est l'évocation de la guerre de Boers, de la guerre

hispano-américaine de 1898, de l'expédition anglaise et russe en Perse et en Asie centrale, de l'expédition française au Maroc ou de l'expédition italienne en Tripolitaine, ainsi que le partage de Pologne au XVIIIe siècle, qui servent de référence événementielle dans une presse socialiste et syndicaliste afin d'illustrer à leurs lecteurs à travers la commémoration des séquences historiques du passé plus ou moins lointain, censés avoir suffisamment marqué les esprits des contemporains, et faire partie d'une mémoire collective partagée, pour illustrer la nature agressive de la guerre proclamée par les alliés contre l'Empire ottoman et dénoncer le partage 'colonialiste' qui se profile. En revanche, les événements du passé 'commémorés' ou mobilisés dans une presse nationaliste de tendance royaliste, sont la guerre des Cent ans et l'action de Jeanne d'Arc afin de mettre en avant le caractère patriotique de la guerre, l'évocation de la bataille de Kosovo au sein d'une presse nationaliste d'inspiration barrésienne, visant à inscrire la guerre dans une perspective de revanche, ou le cycle événementiel du *Risorgimento* italien et de la création de l'Allemagne après la guerre franco-prussienne, en vue d'insister sur la nature de la guerre en termes de libération et d'unification nationale dans une presse nationaliste républicaine.

La référence à la bataille du pont Milvius pour expliquer la victoire des alliés contre les Ottomans, exprime de son côté, une perception circulaire de l'histoire, se répétant et couronnant de victoire les armées chrétiennes contre des armées non-chrétiennes dans des journaux comme l'*Écho de Paris* ou la *Croix*, tandis que l'allusion à la conquête ottomane de Constantinople en 1453, devient le point de repère événementiel d'une presse véhiculant une lecture 'byzantiniste' des causes de la défaite ottomane, dans laquelle cette issue des combats est perçue comme due à l'impact des querelles intestines sur la cohésion d'une société et la survie d'un État.

A l'instar de la lecture ou réception plurielle d'un document visuel, la référence à un événement du passé est susceptible de donner lieu à des représentations multiples de l'événement présent et de ses acteurs. La résistance des soldats-citoyens Français en 1793 contre l'alliance contre-révolutionnaire, sert de référence historique aux radicaux comme Edouard Herriot, pour présenter la position du régime jeune-turc au début du conflit, assailli de toute part et entravé dans son œuvre révolutionnaire, tandis que Ludovic Naudeau s'en sert pour comparer l'héroïsme et l'élan patriotique des troupes des alliés balkaniques.

Par ailleurs, les narrations concurrentes des guerres balkaniques dans l'espace médiatique sont aussi le résultat d'une sélection différenciée des nouvelles publiées ou d'une

publication sélective des informations sur le conflit et ses acteurs. Si par rapport aux conséquences indirectes des guerres balkaniques la suppression de l'Orient-Express, devient nouvelle dans *le Figaro,* et que la pénurie des pétales de rose pour l'industrie de la parfumerie est affichée comme préoccupation majeure dans le *Journal*, c'est au contraire, la détérioration des droits des ouvriers du tabac en Macédoine qui préoccupe *l'Humanité.* Au sujet de la couverture d'une conséquence directe des occupations militaires, à l'instar de l'incendie de Serrès, la perception de la responsabilité de tel ou tel autre acteur fait également l'objet de narrations concurrentes avec deux scénarios distincts avancés et diffusés dans l'espace médiatique français par les relais des propagandes grecque et bulgare. Une autre démonstration de cet aspect de la couverture médiatique, est la place différenciée accordée aux nouvelles sur les atrocités commises pendant les occupations militaires contre la population civile, les blessés ou les prisonniers de guerre. Si les exactions contre la population juive et musulmane à Salonique sont relatées dans un journal critique envers la guerre et l'impérialisme des royaumes balkaniques comme l'*Humanité,* elles sont systématiquement minimisées voir introuvables dans des journaux pro-alliés, antisémites et islamophobes tels que *l'Écho de Paris* ou le *Petit Journal* qui présentent une version plus irénique de l'occupation gréco-bulgare de la ville. Par ailleurs, si les nouvelles sur les manifestations contre la guerre abondent dans la presse socialiste et syndicaliste elles apparaissent seulement pour illustrer l'inutilité de ces initiatives dans la presse nationaliste et militariste. Dans la *Bataille syndicaliste*, c'est le procès de Zachos, avocat grec pacifiste et anticlérical, qui devient nouvelle, alors que c'est l'exécution d'un déserteur grec par son père, qui se distingue comme événement digne d'être retenu et résumé l'actualité sur l'arrière front des sociétés belligérantes. Parfois, la publication d'un même document conduit à l'énonciation de narrations concurrentes dans la presse. Des clichés illustrant des popes en train de bénir les armées des alliés, servent à la presse socialiste et radicale pour dénoncer l'implication de l'Église dans les conflits, déplorant le manque de laïcisation de ces sociétés et dévoilant le rôle de la religion comme force belliqueuse ; de leur côté, des journaux d'une presse anti-laïque, militariste et nationaliste s'en réjouissent face à ce qu'ils perçoivent comme une démonstration de l'alliance entre le trône et l'autel, entre le sabre et le goupillon, confirmant leur perception de la guerre comme une nouvelle croisade. Les images des réfugiés musulmans entassés dans les ports des vilayets balkaniques ou dans les rues de la capitale ottomane, sont elles aussi soumises à des lectures plurielles, selon que l'accent est mis sur la perception de cet événement comme un retour aux lieux dont ces populations sont censées être originaires, à savoir les possessions asiatiques du sultan, dans une presse turcophobe…ou

que l'attention est attirée sur les raisons de leur fuite, persécutions par les armées des alliés, dans une presse socialiste ou auprès des correspondants à l'abri d'une lecture turcophobe et islamophobe du passé, du présent et du futur. Ce sont ainsi les légendes des clichés et encore plus les interprétations que les contemporains se font de ces documents, qui leur donnent du sens tout en façonnant des perceptions concurrentes de l'événement et de ses acteurs. Dans une telle optique, le cliché de l'officier bulgare offrant une cigarette à des prisonniers ottomans, devient la preuve de tolérance/magnificence du vainqueur dans un journal pro-allié comme l'*Excelsior*, il est en revanche perçu comme le résultat d'une mise en scène dans une presse critique aux alliés, et doutant de leurs comportement envers les prisonniers de guerre.

Perceptions des guerres balkaniques à travers le prisme dichotomique : Guerres lointaines ou 'prochaines' ?

Tout au long de la couverture médiatique des conflits dans les Balkans entre 1912 et 1913, on voit aussi se profiler une perception dialectique entre 'guerre lointaine' et 'guerre prochaine', dans le sens temporel, spatial, représentationnel de ces termes.

La perception des guerres balkaniques à travers cette dichotomie conceptuelle, soulève tout d'abord la question de l'éventualité d'un élargissement du conflit et l'avènement d'une guerre européenne. Face à ce scénario, deux tendances traversant et dépassant les clivages politiques se dessinent. Pour certains, notamment dans une presse socialiste et radicale, vu la militarisation des sociétés européennes déjà en cours avant les guerres balkaniques, intensifiée et aggravée au cours de leur déroulement, le conflit dans les Balkans touche au plus haut degré les Français, dans la mesure où il s'inscrit dans une accélération du mouvement vers un règlement de comptes par une confrontation militaire entre les grandes puissances européennes. Ces appréhensions sont pour autant dissipées par les adeptes d'une pensée libérale, considérant que le scénario d'une guerre européenne reste éloigné au sein de sociétés capitalistes caractérisées par une imbrication étroite entre les différents domaines de la vie économique et financière.

De surcroît, la guerre est une perspective perçue comme éloignée de l'horizon français et européen extra-balkanique, étant donné que les mœurs de ces sociétés sont désormais pacifiés et leurs passions guerrières domestiquées. En revanche, d'autres voix s'exprimant dans l'espace médiatique français, voient dans le conflit se déroulant dans les Balkans, l'annonciateur d'une guerre prochaine, dénoncée comme désastreuse dans la presse socialiste, radicale ou libérale, perçue au contraire, comme salvatrice dans une presse revancharde. Ainsi

la perception de l'étrangéité, de l'inconcevabilité de cette guerre côtoie-t-elle, celle de l'immédiateté, de l'éventualité d'une guerre proche et prochaine.

Quant à l'espace où se déroulent les opérations et occupations militaires, il est perçu d'une part, comme proche chez les érudits des lettres classiques ou autres spécialistes de la région balkanique, mais il est d'autre part considéré comme lointain par la majorité des citoyens-lecteurs qui ne le croisent systématiquement ni dans leurs manuels scolaires, ni dans l'actualité journalistique, ni dans leurs déplacements touristiques. La distance à l'égard des lieux du conflit, se mesure aussi à l'aune de leur intégration dans une géographie orientaliste, avec comme critère structurant, la perception de leur rapprochement ou éloignement à l'image dominante du paysage naturel, sensoriel ou culturel français et occidental.

Par ailleurs, la perception d'une guerre de proximité est également renforcée suite d'une part, du déroulement des opérations militaires conformément aux techniques et modalités de combat modernes, et d'autre part grâce à une couverture médiatique étendue. En revanche, la prise de conscience d'une survivance de coutumes guerrières archaïques d'un côté, et de nombreux obstacles entre la production des faits sur les champs de bataille, les lieux d'occupation ou les tables de négociation, et leur transformation en nouvelles d'autre côté, tempèrent l'enthousiasme du public médiatique, qui avait cru provisoirement à sa participation directe à l'avènement et au déroulement d'une guerre 'moderne'. Le rôle de la censure, les nouvelles 'inventées', la place des propagandes, des affinités personnelles et des idéologies, soulignent la nature 'illusoire' d'une telle ambition et relèguent les guerres balkaniques à la catégorie des conflits se déroulant loin de l'omniscience objective du regard observateur du reporter, correspondant de guerre, minant par conséquent la confiance du lecteur-spectateur dans la potentialité d'une réception directe de la guerre.

La dimension mémorielle/générationnelle de la perception, intervient elle aussi dans le sentiment d'une guerre 'proche' ou 'distante'. D'un côté, il y a ceux qui ont vécu des séquences précédentes de la question d'Orient ou d'autres guerres, notamment la guerre franco-prussienne de 1870, ou qui ont eu la transmission de ces événements à travers des récits mémoriels ou commémoratifs. D'un autre côté, il y a les acteurs de la perception n'ayant pas enregistré dans leur mémoire des séquences de conflits antérieurs.

Par ailleurs, la perception du danger de propagation de l'épidémie de choléra, déclenchée sur les champs de bataille des Balkans, et la menace qu'une telle éventualité, représente pour la santé publique française, ou au contraire la relativisation de cette crainte grâce à la confiance à une organisation efficace des systèmes de contrôle mis en place, interviennent également

dans la sensation de rapprochement ou d'éloignement à l'égard des événements se déroulant dans les Balkans en automne 1912.

La perception de l'altérité des Balkaniques, des Balkans et de leur histoire, participe elle aussi à l'expérience du conflit comme plus ou moins lointain. Les Balkaniques en partie ou dans leur ensemble sont perçus comme foncièrement éloignés de l'image que certains Français contemporains des guerres balkaniques, se faisaient d'eux-mêmes et de leur culture. Dans une telle démarche d'auto-définition, d'auto-représentation de ce que constitue la particularité française, occidentale et européenne et de définition-représentation de ce qu'est l'essence balkanique et/ou orientale, l'individu, le lieu, le présent ou le passé balkanique/oriental, représentent une dimension de l'altérité contre laquelle se construit l'identité française et plus largement européenne/occidentale. Des éléments tels que le bellicisme, le barbarisme, l'archaïsme, le fanatisme religieux, la confusion entre religion et nation constituent des traits dominants de cette perception balkaniste/orientaliste. En même temps, d'autres voix s'exprimant dans l'espace médiatique français, considèrent au contraire, que les acteurs du conflit, son espace et son histoire ne sont pas radicalement et foncièrement différentes de celles françaises. Une perception balkaniste du conflit et de ses acteurs faisant apparaître ces guerres comme lointaines, s'oppose à une critique de cette perception démontrant à quel point la perception de cette démarche essentialiste concernant les Balkaniques, leur espace et son histoire, était déjà perceptible par les contemporains des guerres qui voient dans la violence de la Révolution française, de la Commune ou des expéditions coloniales, des équivalents de la violence se manifestant dans les conflits balkaniques et derrière les guerres de religion du XVIe siècle, des processus analogues à ceux de la construction des États dans le cadre de la question d'Orient au XIXe siècle. De leur côté, les acteurs eux aussi essayent de se rapprocher de la représentation dominante et valorisante que les acteurs français se font d'eux-mêmes, à savoir de leur perception comme étant l'incarnation de la civilisation et de l'Europe, tout en représentant leurs adversaires comme des êtres éloignés de ces concepts ou entités axiologiques. La médiatisation du traitement des populations civiles, des blessés ou des prisonniers de guerre de la part des armées belligérantes devient ainsi un des enjeux et critères majeurs pour la perception ou la démonstration de la civilité et/ou 'européanéïté' de chaque acteur du conflit. La perception des ravages de la violence des guerres balkaniques et l'incapacité ou le manque de volonté des pays se définissant comme représentants de l'Europe et de la civilisation, de l'empêcher ou de l'arrêter, souligne la distance séparant la représentation de l'Europe politique, comme instance régulatrice des conflits et la réalité décevante sur le terrain.

Facteurs façonnant les media narrations des guerres balkaniques

Ces perceptions différenciées du conflit et de ses acteurs et ce qui devient à travers elles, événement médiatique dans la presse française, sont influencées par une série de facteurs qu'on pourrait diviser en trois catégories : institutionnels (organisation du journal, actions des censures et des propagandes), personnels (affinités, connaissances, sensibilités, intérêts), représentationnels (stéréotypes, préjugés).

Tout d'abord, il y a la ligne éditoriale de chaque journal résultat d'un va et vient continu avec les goûts du public auquel il s'adresse et qu'il a contribué à façonner. Dans les quatre grands quotidiens la perception des guerres balkaniques se fait à côté des nouvelles publiées dans les colonnes de la politique extérieure, ou de l'actualité internationale, à travers des tribunes consacrées aux faits divers, aux affaires, scandales et les récits 'romancés' des correspondants de guerre, où l'aventure, l'héroïsme, le sensationnalisme s'entremêlent, associant plusieurs genres littéraires, entre le roman feuilleton, le roman d'aventures ou encore le roman naturaliste. Au contraire, des journaux d'opinions, plus 'politisés', de toute tendance, comme *le Figaro, le Temps, l'Écho de Paris* ou *l'Humanité* privilégient les analyses de leurs spécialistes de relations internationales ou de leurs essayistes. Néanmoins, à défaut de correspondants de guerre accrédités à suivre les armées des belligérants, la plupart des journaux d'opinion essayent d'accorder un espace d'expression à des envoyés spéciaux ou des correspondants sur place, alors que de leur côté les grands quotidiens n'hésitent pas à initier leurs lecteurs aux analyses géopolitiques des experts auxquels ils s'adressent. Ce qui continue par contre à constituer un signe de distinction éditoriale et de mise en scène différenciée de l'événement entre les journaux d'opinion et ceux dits 'populaires' est la place qu'ils accordent aux clichés et aux titres concernant la guerre à leur Une. On pourrait distinguer trois grandes catégories : dans une première composée des journaux comme *le Temps, le Figaro,* les nouvelles sur la guerre ne font que très rarement la Une des journaux et n'occupent qu'une place plutôt discrète, la plupart des informations et des correspondances étant reléguées à l'intérieur du journal dans des rubriques consacrées à l'actualité internationale. Un deuxième groupe est constitué par des journaux tels que *l'Écho de Paris, l'Humanité, la Croix, le Radical,* où les informations ou opinions liées aux guerres balkaniques trouvent plus souvent leur place à la Une, accompagnées parfois de clichés photographiques ou de caricatures. Enfin, les quatre grands quotidiens et les journaux illustrés tels que l*'Illustration* ou *l'Excelsior* affichent régulièrement les événements liés aux séquences militaires ou

diplomatiques du conflit sur leur page de vitrine, les illustrant de plusieurs clichés. En ce qui concerne l'*Excelsior*, plus particulièrement, ce journal nouvellement paru à la veille des guerres balkaniques, se lance dans une publication en série, de clichés issus d'opérations militaires ou de négociations diplomatiques. Derrière une telle pratique médiatique, on peut apercevoir la volonté de ce journal de concurrencer la couverture séquentielle de la guerre qui voit le jour dans les salles cinématographiques grâce aux actualités des sociétés telles que Pathé ou Gramont.

Les censures des États-majors constituent un facteur supplémentaire renvoyant au conditionnement institutionnel de l'information et par conséquent de la narration médiatique du conflit. Quand les informations diffusées dans la presse française sont perçues comme préjudiciables pour les intérêts politiques et économiques français, les diplomates interviennent et les censurent eux aussi. L'affaire Cuinet démontre que le gouvernement français, n'était pas insensible à la manière dont le conflit et ses acteurs ont été perçus dans l'espace médiatique et a promptement agi dès qu'il a senti que cette couverture médiatique risquait de compromettre ses intérêts dans l'Empire ottoman le brouillant avec le nouveau gouvernement du Comité Union et Progrès.

Les propagandes des pays belligérants ou des pays intéressés par le déroulement du conflit, interviennent elles aussi dans sa perception différenciée. L'ambassadeur grec à Paris évoque dans sa correspondance avec son ministère, les démarches pro-bulgares auprès des représentants de la presse française de son collègue russe, tandis que lui aussi ne cesse pas de solliciter les responsables de journaux français avec lesquels il était en contact, surtout dans le *Temps,* l'*Écho de Paris* et le *Gaulois,* pour qu'ils présentent une version des événements favorables aux ambitions grecques dans la région. Par ailleurs, les agissements des différentes propagandes sont pleinement illustrés dans le cadre de couverture des exactions commises lors des occupations militaires, notamment pendant la Deuxième Guerre balkanique, ou lors de la publication des interviews-opinions des représentants balkaniques des milieux politique, académique ou religieux.

L'impact que la vénalité de la presse et des journalistes aurait eu sur leur perception du conflit, aurait été plutôt relativement limité, indirect et ciblé, si l'on en juge l'exemple de la propagande grecque que j'ai plus particulièrement étudiée. Les instances diplomatiques grecques essayent de s'attitrer l'opinion favorable de certains médias, mais elles s'adressent en général et de manière prioritaire à des journaux ou à des journalistes qui sont déjà acquis à

leurs idées, ambitions et projections dans l'avenir. La quantité d'abonnements, une des formes de subvention indirecte de la presse, est en corrélation avec le prestige médiatique et politique du journal (*le Figaro, le Temps, l'Illustration*) ou son attachement à des positions favorables aux visées de la diplomatie grecque (*Écho de Paris, Gaulois, Homme Libre*). Cet attachement est surtout signifié par la présence au sein du journal d'un essayiste, un chroniqueur ou un correspondant de guerre directement inféodé à la propagande grecque. Il s'agit de Georges Bourdon pour *le Figaro*, Charles Vellay pour *l'Homme Libre* ou encore René Puaux pour le *Temps.*

L'appartenance à des cultures politiques distinctes, socialiste, nationaliste, traditionnaliste, royaliste, syndicaliste, anarchiste, libérale ou radicale, façonne la perception du conflit au sein de chaque journal et auprès de chaque journaliste ou essayiste s'exprimant dans l'espace médiatique français. Les affinités ou hostilités personnelles et idéologiques envers les acteurs du conflit jouent aussi un rôle important dans la perception des événements. Parfois, également les barrières linguistiques et le besoin de traducteurs-médiateurs engagés en faveur de la cause de tel ou tel autre belligérant sont susceptibles d'intervenir dans la perception des enjeux locaux, comme par exemple dans le cas du journaliste américain Paul Scott Mowrer accompagné par un professeur bulgare lors de son périple-enquête dans la région d'Ohrid, ou de la mission de Jean Leune envoyé en Macédoine ottomane comme correspondant de guerre de *l'Illustration* aux côtés de son épouse grécophone de Constantinople. Les prédispositions turcophiles/islamophiles de Pierre Loti, de Claude Farrère, celles bulgarophiles d'Alexandre Hepp, grécophiles de Gaston Deschamps, René Puaux, ou Georges Bourdon, serbophiles de Gaston Gavrier, l'hostilité de Chérif pacha envers le Comité Union et Progrès, l'antisémitisme de journaux tels que *la Libre Parole, l'Action Française, le Gaulois, l'Écho de Paris,* la germanophobie, l'islamophobie, turcophobie de la presse nationaliste et traditionnaliste ou des journalistes comme Ludovic Naudeau ou Charles Loiseau, l'anglophobie d'un journal comme *l'Éclair,* interviennent dans la perception médiatique du conflit. A ce propos, il conviendrait de souligner que l'expression de ces phobies ou de ces sympathies, en dehors des vécus personnels, dépasse parfois les clivages idéologiques et peut s'appliquer à un spectre large de sensibilités politiques. Ainsi pourrait-on distinguer deux catégories d'islamophobie, une première énoncée et diffusée dans une presse radicale s'inscrivant dans la condamnation globale et en bloc de toute doctrine religieuse comme entrave à la laïcisation de la société, au positivisme intellectuel et au progrès de la science ; une deuxième véhiculée dans la presse traditionnaliste et nationaliste depuis la

Démocratie jusqu'à la *Croix* en passant par *l'Écho de Paris* ou *le Petit Journal*, en voyant dans l'Islam un concurrent dans la christianisation de l'espace et l'avancée coloniale des pays majoritairement ou officiellement chrétiens comme la France ou les royaumes balkaniques à cause du mouvement panislamiste. De même que la déclinaison plurielle de l'islamophobie, l'orthodoxophobie est exprimée d'un côté, dans une presse libérale et radicale, représentant le passé byzantin associé à la religion chrétienne orthodoxe, comme une ère d'obscurantisme, et s'inquiétant de l'emprise des institutions ecclésiastiques orthodoxes sur la vie sociopolitique des États modernes. D'autre côté, dans une presse ultra-catholique (*la Croix*) ou bonapartiste *(L'Autorité),* les chrétiens orthodoxes sont représentés sous le prisme de schismatiques, suite aux antagonismes juridictionnels sur arrière plan de querelle doctrinale du IXe et XIe siècle, et leur représentation essentialiste en tant que fanatiques et intolérants, considérée comme une menace pour la survie des congrégations religieuses chrétiennes catholiques dans les régions susceptibles de passer sous leur contrôle. Autre exemple de déclinaison idéologique des schémas représentationnels par lesquels sont perçus les acteurs ou les lieux du conflit, est celui de l'orientalisme. Un orientalisme turcophile/islamophile s'oppose à un orientalisme turcophobe/islamophobe. Pierre Loti et Paul Bourget, représentent et reproduisent ce duel dans l'espace public français, un siècle après la joute littéraire entre Chateaubriand et Lamartine. Un orientalisme passéiste/traditionnaliste critique face à la démocratisation de la vie politique, la laïcisation de la société, la libération des mœurs, l'aseptisation du paysage urbain, la rationalisation de la pensée s'oppose à un orientalisme moderniste/progressiste, défendant ces principes et considérant comme inférieure toute civilisation ne les ayant pas encore développés.

Cette étude nous initie aussi à l'imaginaire, ou plus exactement les imaginaires, de la société française pendant la Belle Époque composés de stéréotypes et /ou de préjugés diachroniques et dont l'expression dans le cadre de la perception des guerres balkaniques, contribue à enrichir l'archéologie et à établir des jalons intermédiaires dans leur généalogie.
Les images du Bulgare laborieux, de l'Albanais du Nord plus guerrier que l'Albanais du Sud, du Grec astucieux, indiscipliné, ou idéalisé, du Serbe héroïsé, du chrétien orthodoxe ou du musulman comme intolérant, fanatique, du Juif rapace, comploteur, du Turc musulman comme incapable de faire du mal, ou au contraire comme incarnation de la cruauté, du Phanariote rusé, du Levantin décadent, du Français civilisateur, constituent autant de figures d'une galerie représentationnelle, façonnée par une série de regards donnant lieu à l'expression de discours de déterminismes comportementalistes, essentialistes, racistes,

côtoyant très souvent un racisme physionomique qui cherche à esquisser les traits d'un phénotype 'type' des différents acteurs du conflit, ignorant la diversité de ces traits au sein de chaque société belligérante. En même temps, certaines de ces images sont issues d'une culture orientaliste basée sur de principes élaborés par l'anthropologie, géographie, historiographie colonialiste, euro-centrique et occidento-centrique. Ces disciplines élaborent une posture hégémonique de l'Européen, de l'Occidental face à ceux, des êtres humains, des lieux ou des temps passés, qui sont considérés comme non-Européens, indépendamment de leur appartenance géographique au continent européen. Dans une telle perspective, le Soi et l'Autre sont perçus à travers une série de dichotomies représentationnelles associant l'Occident au progrès, à la civilisation et à l'Europe, l'Orient à l'archaïsme, la barbarie et à l'Asie. En ce qui concerne la région des Balkans et les Balkaniques, la perception de leur positionnement dans ces dichotomies représentationnelles, évolue en fonction de la médiatisation du conflit. Alors que les alliés chrétiens sont perçus dans un premier temps dans une presse nationaliste et traditionnaliste, comme représentant l'Europe et l'Occident, la Civilisation face à l'Asie, l'Orient, la Barbarie des Ottomans musulmans, leur inclusion dans ces entités telles que définies par les représentations idéologiques dominantes en France, est remise en question dans le cadre de la Deuxième Guerre balkanique et la publication de nouvelles concernant des atrocités commises par leurs armées. Par ailleurs, les guerres balkaniques deviennent également l'occasion de représenter l'Allemand dans une presse germanophobe comme exclu de la sphère de la Civilisation. Il s'agit des prémisses d'une rhétorique qui colonise l'espace médiatique français pendant la Grande Guerre. Pourtant, si la place de l'Allemand dans l'Occident ou l'Europe n'est pas sérieusement remise en question, au contraire, celles des Balkaniques en partie ou dans leur ensemble, sert de référent contre lequel se construit une image de l'Europe et de l'Occident. A ce propos une nuance supplémentaire s'impose. Si d'après des journaux libéraux, radicaux ou socialistes, les Jeunes Turcs sont perçus comme des agents d'occidentalisation de l'Empire ottoman en raison de leur attachement théorique aux principes de la Révolution et d'une certaine laïcisation de l'organisation sociale, dans une presse turcophobe et islamophobe la place de ce pays est de facto, considérée en dehors d'un Occident et d'une Europe définis comme des aires culturelles et politiques, apanages des pays à l'héritage gréco-romain et chrétien. Néanmoins la place des pays balkaniques ayant comme religion officielle la religion chrétienne orthodoxe, ou l'héritage byzantin comme ingrédient de leur paysage culturel, n'est pas non plus garantie. Leur exclusion dans une presse catholique orthodoxophobe pendant la Première Guerre

balkanique, se propage à l'occasion de la médiatisation de la Deuxième Guerre balkanique sur d'autres familles idéologiques également.

L'autre facteur qui façonne la perception du conflit dans ses différentes étapes, est la prise en considération de la vie politique au sein des sociétés belligérantes. Quand elle est absente ou repose sur des connaissances, superficielles ou lacunaires, cela conduit à ignorer ou occulter l'influence dans les décisions prises par les gouvernements des pays belligérants des courants et rapports de force à l'intérieur de chaque société. On observe aussi le phénomène d'adhésion ou d'opposition à une politique, car exercée par un parti, une famille idéologique, perçue comme proche ou éloignée de celle défendue par le journal ou l'acteur de la perception. Une des raisons pour lesquelles la presse radicale perçoit favorablement les actions du gouvernement serbe pendant la première période du conflit, c'est qu'il y a un parti se présentant comme radical au pouvoir, la presse socialiste vante ce qu'elle perçoit comme une organisation égalitaire des sociétés bulgare ou serbe, correspondant à son idéal sociopolitique. Pour sa part, la presse antirépublicaine, anti-laïque, antirévolutionnaire, transforme en bouc-émissaire de la défaite ottomane les Jeunes-Turcs assimilés à ses yeux à un parti vecteur de démocratisation et laïcisation de la vie sociopolitique dans l'Empire ottoman.

Les échos des débats qui divisent la société française à la veille et pendant les guerres balkaniques, tels que ceux liés à l'affaire Dreyfus, l'affaire des fiches, la loi de séparation des Églises et de l'État, la loi des trois ans, la définition du patriotisme et le procès des instituteurs, résonnent dans la perception des conflits se déroulant dans les Balkans. Les guerres balkaniques deviennent une affaire française dans le sens où leur perception, notamment en ce qui concerne la place des congrégations religieuses dans l'organisation des soins, les discours sur la défaite ottomane, le règlement pacifiste ou militariste du conflit général et de ses différends spécifiques, secoue les lignes de faille des plaques tectoniques qui composent le paysage politique français à la veille de la Grande Guerre.

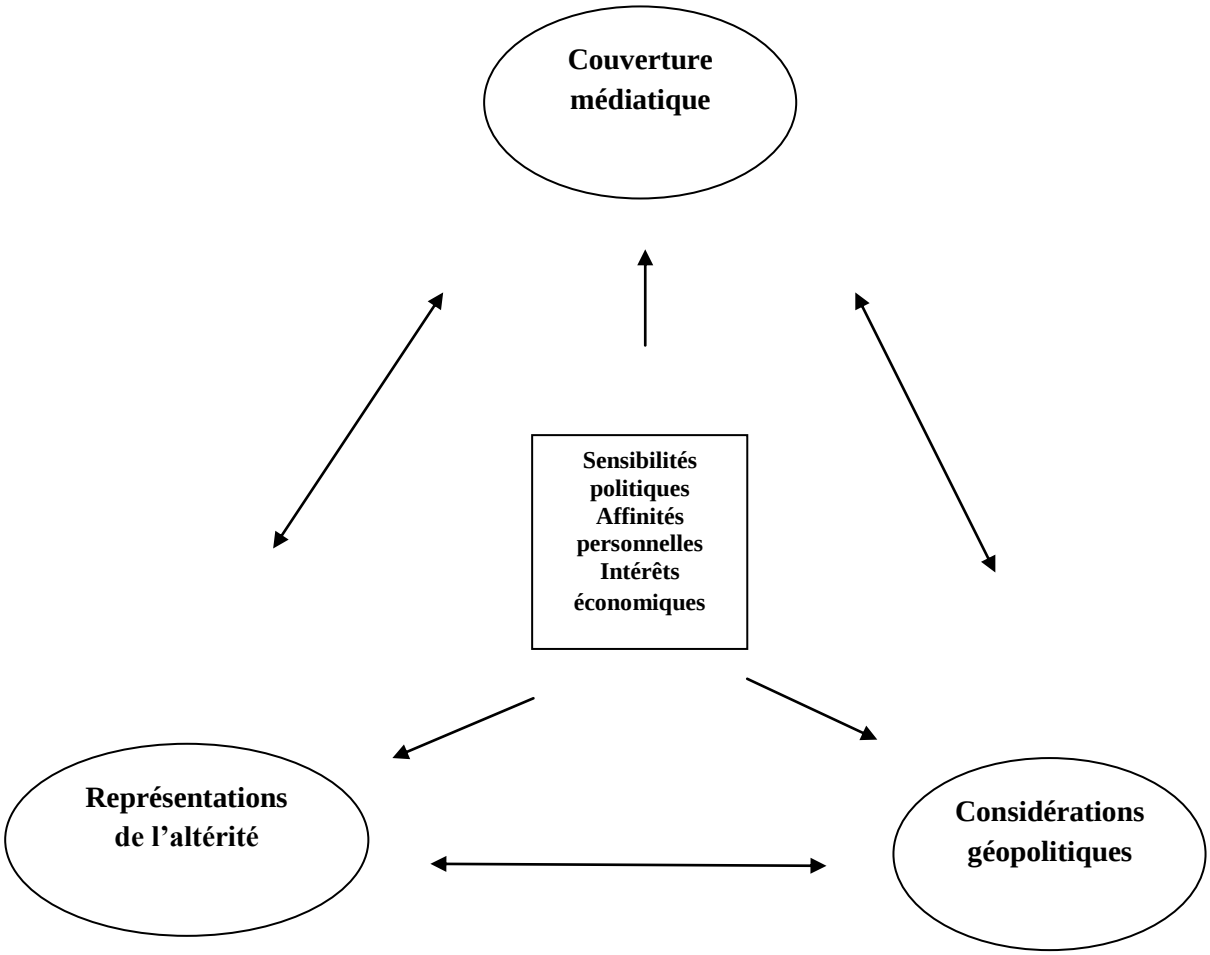
L'interprétation du meilleur sort réservé aux intérêts politiques, économiques et culturels influence aussi la perception du conflit et de ses acteurs, notamment en ce qui concerne les discussions sur les changements du statu quo territorial dans les régions occupées par les armées des belligérants. Les positions en faveur de tel ou tel autre prétendant se cristallisent autour des sujets tels que l'équipement de son armée en canons Schneider ou Krupp, l'entraînement de son armée par des officiers de Saint-Cyr ou de l'Académie de

Berlin, la bataille entre la langue de Molière et de Goethe sur les vitrines des librairies et aussi le destin des capitulations, c'est-à-dire de privilèges économiques dont jouissaient les sociétés françaises et culturels dont bénéficiaient les établissements scolaires et les congrégations religieuses sur les territoires ottomans.

La représentation du passé de l'espace balkanique joue également un rôle important dans la perception des événements se déroulant pendant les guerres balkaniques. Le discours sur le retour de tel ou tel autre territoire se trouvant au centre des différends bilatéraux, à une patrie censée originelle, est un des éléments clés de cette narration élaborée par les mythologies nationales et nationalistes du XIXe siècle dans les Balkans et ailleurs en Europe. Dans un public déjà familiarisé et formé au sein de l'école républicaine, à l'idée d'une continuité historique de la communauté nationale française depuis l'Antiquité gauloise, les revendications territoriales des acteurs du conflit sont perçues à travers cette narration continuiste de l'histoire de la nation, réadaptée aux affinités personnelles ou aux appartenances nationales de chaque acteur de la perception. Un philhellène comme Gaston Deschamps se sert du mythe de retour pour exprimer son soutien à l'annexion des îles de la Mer Égée face à l'Asie mineure à l'État grec au nom de sa perception de l'État grec comme héritier des entités étatiques grécophones de l'antiquité dans la région. Yakitch de son côté, l'historien serbe et relais des positions officielles serbes dans la presse française, perçoit quant à lui dans le *Temps,* la délimitation des frontières méridionales du royaume serbe à travers l'inclusion des territoires revendiqués aussi par l'État albanais en formation, au nom de leur inclusion dans des entités étatiques médiévales dont l'État serbe à la veille de la Grande Guerre se présentait comme l'héritier.

Les perceptions du conflit et de ses acteurs se modèlent et se remodèlent en permanence suite aux interactions entre affinités personnelles, sensibilités idéologiques, couverture médiatique, considérations géopolitiques, représentations symboliques.

Schéma : Modélisation – schématisation d'interactions triangulaires – circulaires dans la perception d'un conflit et de ses acteurs dans l'espace médiatique d'une société observatrice.



A cet égard, la médiatisation des atrocités pendant les deux Guerres Balkaniques nous montre à quel point la perception de l'actualité se place au carrefour entre tous ces facteurs. Le contrôle de l'information sur ces événements par les censures et les propagandes des armées des alliés dans la première étape du conflit, les prédispositions négatives envers les Ottomans

et le rappel des atrocités commises dans le cadre des séquences précédentes de la question d'Orient dans une presse nationaliste/traditionnaliste turcophobe/islamophobe qui en plus considère cette guerre comme une guerre de libération nationale et de délivrance des populations chrétiennes opprimées contre un Empire ottoman inféodé à l'influence allemande, et voit les alliés comme des satellites de l'Entente, s'excite devant le bruit des canons et rêve d'imiter l'exemple des royaumes balkaniques et de partir à la reconquête de l'Alsace-Lorraine, tout cela aboutit à une sous-médiatisation, voire même une médiatisation inexistante, des exactions commises par les alliés contre les populations musulmanes ou juives des régions qu'ils ont occupés. En revanche, des voix turcophiles isolées telles que celle de Pierre Loti ou des journaux socialistes comme *l'Humanité* ayant condamné la déclaration de guerre par les alliés comme une campagne impérialiste, illégitime et agressive, fournissent une médiatisation plus nuancée de ces événements, relatant également des informations témoignant des exactions commises par les alliés. Pendant la Deuxième Guerre balkanique, la Bulgarie se retrouvant dans un premier temps dans une situation analogue à celle de l'Empire ottoman au mois d'octobre et de novembre, se voit complètement privée d'accès à l'espace médiatique français. Les exactions commises contre des populations censées être acquises à la cause bulgare sont sous-représentées. On observe aussi comment les représentations de l'Autre au sein d'une société observatrice d'un conflit, sont ambivalentes et susceptibles d'évoluer en fonction de la manière dont sont médiatisés ses actes et perçues ses positions diplomatiques. L'image des Bulgares représentés comme des victimes martyrs des atrocités ottomanes lors de la répression de l'insurrection du printemps 1876 ou comme des conquérants d'une civilité exemplaire dans une presse nationaliste et traditionnaliste, laisse sa place dans ces mêmes journaux, à celle d'êtres sanguinaires se comportant comme les Huns, incarnant dans l'imaginaire de la société française du XIXe siècle, l'essence même de la barbarie. Néanmoins et malgré la part de la perception dans un tel glissement représentationnel, d'un changement d'orientation dans la politique extérieure du royaume de Ferdinand et de son rapprochement avec Vienne, des journaux tels que la *Croix* se montrent moins accablants dans leur médiatisation des atrocités attribuées aux Bulgares, en insistant aussi sur l'impact des propagandes de leurs adversaires. La nouvelle de la conversion envisagée des communautés exarchistes de la Macédoine ottomane au catholicisme afin d'éviter leur soumission à l'hiérarchie serbe patriarchiste, ne saurait être étrangère à cette narration. De toute manière l'activation et mobilisation de la propagande bulgare après l'expérience d'un premier blocage, lui permet de contrecarrer les campagnes de ses adversaires, tout en semant le doute sur l'ensemble de l'espace médiatique français sur la

validité des informations véhiculées par les propagandes des belligérants au sujet des atrocités. Ces propagandes informationnelles sont par ailleurs exploitées par les belligérants pour stigmatiser leurs adversaires, les représenter comme inhumain et les reléguer à la catégorie des non-humains, visant ainsi à justifier des pratiques d'extermination menées par leurs propres armées comme des opérations punitives, ou à disqualifier leurs prétentions territoriales. C'est la raison pour laquelle, chaque propagande insiste sur le rôle des armées officielles dans ces atrocités, afin d'instruire la responsabilité officielle des gouvernements ou États-majors incriminés et présenter ses événements comme des actes prémédités, dont les auteurs devraient être voués désormais au désaveu de l'opinion publique des sociétés destinatrices de ces informations.

Cette étude esquisse donc une nouvelle déclinaison de la perception des guerres balkaniques et de la question d'Orient plus généralement. A côté des batailles militaires et diplomatiques pour la suprématie politique, économique et culturelle, on s'aperçoit que les guerres balkaniques, et plus généralement la question d'Orient, étaient menées et perçues aussi comme des batailles médiatiques. Ces batailles médiatiques se déroulent à deux niveaux.

En premier lieu, il s'agit de la confrontation des propagandes des belligérants ayant comme cible l'opinion publique française dans une société et une époque qui consacrent le rôle de l'opinion publique comme actrice fondamentale et incontournable des conflits internationaux.

D'un autre côté, il s'agit des batailles entre les journaux français lancés à la conquête de nouveaux 'publics' à travers la publication de nouvelles sensationnelles et exclusives. Dans une telle optique et afin d'élargir leur champ informationnel, on assiste à une 'mondialisation' ou, du moins, une européanisation de l'espace médiatique français, avec le relais d'informations provenant de journaux britanniques, allemands, italiens, russes, autrichiens mais aussi balkaniques. Face à une telle course informationnelle et émotionnelle, sur arrière-plan de couverture médiatique des guerres balkaniques, les journaux français cherchent à invalider les narrations de leurs concurrents économiques ou idéologiques en dénonçant des manipulations de l'information et des déformations des faits. Ce faisant, ils contribuent à discréditer le pouvoir médiatique, après avoir participé au discrédit des pouvoirs exécutif, législatif et juridique avec la sur-médiatisation des affaires de corruption et des scandales de la période précédente. L'implication réelle ou supposée de certains journaux dans ces événements, voire la manière dont ces affaires et scandales ont été médiatisés, sert d'argument

à leurs adversaires, la joute entre *l'Humanité* et *le Temps* demeurant une des illustrations les plus éloquentes, afin de remettre en question la validité et pertinence de leurs opinions-informations à propos des conflits dans les Balkans.

Ainsi la couverture médiatique des guerres balkaniques alimente-t-elle, à travers la prise de conscience des failles et des obstacles d'un tel processus, le débat sur la nécessité d'une 'constituante déontologique' du reportage de guerre, de l'accessibilité des correspondants de guerre au déroulement des opérations-occupations militaires, et de la mise à l'abri des médias et de leur personnel face aux tentatives de propagande des belligérants, besoins ressentis encore davantage après la Première Guerre mondiale. Ces exigences sont plus que jamais essentielles dans la couverture des conflits actuels.

Enfin et de manière plus générale, cette étude nous montre aussi qu'à l'ère de la médiatisation des conflits auprès des sociétés démocratisées, caractérisées par un pluralisme médiatique, les guerres ne sont plus seulement menées et réglées sur de lointains champs de bataille ou dans le huit-clos des tables de négociation, mais aussi dans l'espace médiatique des pays observateurs, notamment ceux dont le pouvoir politique est susceptible de peser sur la prise des décisions dans les différends internationaux et dont les lecteurs-spectateurs dans leur rôle d'électeurs-décideurs, deviennent des cibles privilégiés des propagandes des belligérants.

SOURCES

Presse (octobre 1912-août 1913)

Quotidiens parisiens

L'Action Française

L'Anarchie

L'Aurore

L'Autorité

La Bataille Syndicaliste

La Croix

L'Echo de Paris

L'Eclair

Le Figaro

Le Gaulois

La Guerre Sociale

L'Homme Libre

L'Humanité

Le Journal

Le Journal des Débats

La Lanterne

La Libre Parole

Le Matin

Le Petit Journal

Le Petit Parisien

Le Radical

Le Temps

Journaux illustrés

L'Excelsior

L'Illustration

Le Petit Journal illustré

Quotidiens provinciaux/régionaux

Le Courrier du Centre (Limoges)

La Dépêche de Toulouse

L'Est Républicain

La France de Bordeaux et du Sud-Ouest

Ouest-Eclair (Rennes)

Le Petit Marseillais

Le Progrès de Lyon

Presse satyrique

Le Courrier Français

L'Epatant

Fantasio

Le Rire

Revues

Correspondant (idées catholiques et libérales)

Le Courrier Européen

Gil Blas

Je sais tout

Lectures pour tous

Le Monde illustré

La Nouvelle Revue

L'Opinion

Le Petit Echo de la mode

Revue Bleue

Revue des Deux Mondes

La Revue de Paris

La Revue Socialiste

La Vie au grand air

La Vie nouvelle (revue protestante)

Archives cinématographiques (collections Pathé-Gaumont)

1) **1913PFIC 00037 :** « Rigadin aux Balkans »
2) **1244GJ 00002 :** « Athènes : embarquement des chevaux pour la guerre des Balkans »
3) **0000GB 00091 BOB 1 :** « Guerre des Balkans, 1912/3 »
4) **1244GJ 00014 :** « Caricature de la semaine : dernières nouvelles des Balkans »
5) **1200GS 04149 :** « Guerre turco-balkanique »
6) **1245GJ 00017 :** « Marseille, au cours de la guerre des Balkans »
7) **1248GJ 00005 :** «Les professeurs Monprofit et Nicoletis se rendent en Turquie, chargés par le gouvernement grec de l'organisation de la Croix-Rouge à Salonique »
8) **1246GJ 00016 :** « Arrivée des prisonniers Turcs »
9) **1205GJ 00014 :** « Milan ou Millau, le capitaine Coralli à son retour de la guerre des Balkans »
10) **1244GJ 00015** : « Autour de la Guerre des Balkans »
11) **VG 2 69 :** « Armée du Monténégro pendant la guerre des Balkans »
12) **CM 758 :** « Guerre des Balkans »
13) **1333GJ 00022 :** « Guerre turco-bulgare : les derniers combats **»**
14) **1330GJ 00007 :** « Guerre des Balkans : les blessés sont rapatriés à Athènes dans des trains transformés en ambulances »
15) **1302GJ 00015 :** « Guerre des Balkans : Pontons pris aux Turcs »
16) **1302GJ 00012 :** « Guerre des Balkans : le général Savof (Sawof) avec son Etat major à Sofia »
17) **1300GB 00091 BIS :** « Guerre gréco-bulgare »
18) **1324GJ 00008 :** « Paris, Première réunion de la commission financière des affaires balkaniques »
19) **1200GS 04144 :** « Géographie, Europe, Bulgarie »
20) **1302GJ 00014 :** « Sofia : des militaires lisent la presse »

Archives nationales

F/7/13075 : « Notes et presse concernant Jaurès »

F/7/13328 : « Agitation contre la guerre »

F/7/13327 : « Les socialistes contre la guerre »

F/7/13194 : « Dossier du duc de Montpensier, frère du duc d'Orléans, prétendant au trône d'Albanie »

F/12/ 7388 : « Correspondance commerciale générale, Turquie) »

AR/8/136 : « Relevé des tirages du *Journal* »

Archives de la Préfecture de Police

Série B.A :

1601 : (La bataille syndicaliste, 1912-3) (2 dossiers)

1604 : (La CGT, 1911-2)

1643 : (manifestations anti-militaristes, Pré Saint-Gervais)

1653 : (Hakki Ismaël, Ottomans, Sabaheddine)

Archives parlementaires

CHAMBRE DES DEPUTES, 10e législature, 1910-4

Affaires étrangères :

Discussion 12, 1ère séance du 13, 1ère et 2e séances du 16 janvier 1911 ; A., S.O., t.1, « Nos relations avec la Turquie ; les événements des Balkans ; notre politique en Turquie ; Proposition de résolution, présentée par M. Jaurès, tendant à résoudre, par des décisions de justice arbitrale, tous les conflits internationaux. ».

Discussion 14 juin 1912 ; A., S.O., t.2, « Le maintien de la paix de l'Europe ».

INTERPELLATIONS

Politique orientale de la France

N°425 : A., S.E., t.unique, 11 novembre 1912.

N° 432 : A., S.E., t.unique, 29 novembre 1912.

Politique extérieure

N°402 : A., S.E., t.unique, 5 novembre 1912.

N° 430 : A., S.E., 22 novembre 1912.

Attitudes des puissances à l'égard du Monténégro

N° 482 : 6 mai 1913 ; A., S.O., t.2 ; 16 mai 1913 ; A., S.O., t.2.

Emprunts balkaniques

N°555 : 4 novembre 1913 ; A., S.E., t.unique.

Archives diplomatiques à Paris

Correspondance politique et commerciale, nouvelle série

Albanie

1 : établissement de l'indépendance (1913, 14 juillet-30 septembre)

Bulgarie

9 : politique étrangère, dossier général (juillet 1912-février 1915)

Grèce

4 : politique intérieure

7 : politique étrangère (1906-août 1913)

Monténégro

2 : politique intérieure (1906-1914)

6 : politique étrangère, dossier général (1911-1914)

13 : affaires commerciales, relations avec la France (1903-16)

Roumanie

5 : politique étrangère, dossier général et relations avec la France (1897-1914)

7 : Relations avec la Russie et les pays balkaniques (1896-1914)

Serbie

5 : politique intérieure et questions dynastiques (1908-1914)

8-9 : armée et armement, commandes de matériel français (1908-1914)

13 : politique étrangère, relations avec la France (1905-1914) (P18771)

17 : politique étrangère, relations avec la Russie, panslavisme (1897-1914) (P18773)

28 : questions religieuses, relations avec le Saint-Siège (1897-1917)

Turquie

9 : politique intérieure, Jeunes Turcs (1912-14)

20 : Epire (1896-1914)

70 : Asie Mineure (1910-4)

86 : Arménie (nov1912-avril 1913)

123 : Syrie, Liban (1913 juillet- décembre)

135 : Palestine (1913-4)

138 : Sionisme (1911-4)

152 : Mésopotamie, Golfe Persique (1911-4)

164-186 : politique étrangère, dossier général, relations avec les puissances (question d'Orient, panislamisme, différend franco-turc) (1897-1914)

229-287 : politique étrangère, guerres balkaniques

294-5 : politique étrangère (conférence des ambassadeurs) (1913)

309,328,329,330 : chemins de fer

403-404 : affaires commerciales, relations avec la France (1911-7)

415 - 6: gendarmerie internationale (1903-12)

432-433 : panislamisme (1904-11)

439, 440, 441, 442, 443, 444 : guerres balkaniques : missions militaires françaises, croix rouge, affaires militaires diverses, protection des étrangers, réclamations contre les états balkaniques

460 : épidémies (1908-14)

465 : commission française des affaires balkaniques

Archives diplomatiques à Nantes

Archives des postes diplomatiques consulaires, culturels et de coopération

Salonique

Série B :

21 correspondance politique

24 la Grèce et les puissances voisines (1911-24)

38 questions générales concernant les protégés français (dossiers persans) (1905-35)

40 chambres de commerce française et étrangère (1904-40)

64 banques, fortunes françaises à l'étranger (1905-42)

65 affaires judiciaires (1897-1926)

66 rapatriements, associations de bienfaisance (1909-45)

87 mission laïque, correspondance (1899-1934)

90 les Frères Lazaristes (1867-1942)

93 Alliance Française (1902-49)

95 Croix Rouge (1913-29)

133, 134 correspondance générale (1908-15)

184 : Français résidant à Salonique (1911-14)

Monastir

25 : élections parlementaires dans le vilayet de Monastir (1912)

27 : la guerre d'Orient

Sofia

125,126,127 : Guerres Balkaniques

136 : questions religieuses

137 : œuvres françaises

Athènes

Série A

263 : affaires gréco-turques, gréco-bulgares…

274 : propagande, subvention aux journaux

285, 286 : guerre turco-balkanique

288 : Israélites de Salonique

Belgrade

Série A :

64,65 : correspondance avec le MAE (1912-3)

141 : situation politique et organisation administrative du Royaume serbe

Bucarest

Ambassade :

49 : questions religieuses

Constantinople

Série E

58 : personnalités ottomanes civils et militaires

85 : Turquie, partis politiques

89-95 : politique générale des puissances

132 : Turquie, situation politique intérieure

294 : intrigues panislamiques

308 : guerre balkanique

475-8 : questions sanitaires (1908-1914)

538 : police

623 : Evêchés latins en Orient

660-1 : patriarcat œcuménique

Usküb

1 : correspondance avec le MAE

4 : correspondance avec l'ambassade de France à C… (1910-3)

5 : correspondance avec la Légation de France à Belgrade (1910-2)

Archives diplomatiques à Athènes **(archives du Ministère des Affaires Etrangères)**

1912/58 : Presse étrangère

1912/60 : Communications, Presse

1912/61 : Presse européenne

1912/64 : Presse Européenne

1912/65 : Ambassade à Paris, Questions de presse

1912/ 79 : subventions envers Kemal Ismaïl Bey

1912/ 86 : Presse française

1912/95 : Questions de presse, subventions et fonds pour des journaux et l'agence Havas

1913/12 : accusations concernant des exactions commises par l'armée grecque

1913/16 : situation politique et sociale des 'Nouveaux Pays'

1913/18, 1913/ 33 : assassinat de Georges Ier

1913/22 : contribution à la fondation d'un journal albanais au Caire (le journal *Screptima*)

1913/23 : questions de *vakuf*

1913/29 : Presse, relations entre les pays balkaniques

1913/46 : Presse Européenne

1913/47 : projet pour la création d'une agence de presse internationale philhellène à Athènes

1913/49 : Presse française ; documents du MAE à l'intention de l'ambassade grecque à Paris au sujet d'abonnements à des journaux

1913/63 : affaires gérées par le délégué grec auprès de l'Ambassade française dans l'Empire Ottoman

1911/26 : Dossier '*Le Temps'* ; dossier 'M. Paillares', '*Echo d'Orient*' ; subventions du MAE grec à la presse étrangère ; subvention de l'ouvrage d'Amadori Virgili, *La questione rumeliota*

Essais, mémoires, journaux intimes sur les Guerres Balkaniques

1) ANTOINAT Georges Marie, *Feuilles de route bulgares : journal de marche d'un correspondant de guerre en Thrace, pendant la campagne de 1912*, Paris, 1913
2) Appel des étudiants bulgares de Paris aux professeurs et étudiants de L'Université de Paris, *A nos maîtres, camarades et amis*, Paris, 1913
3) APOSTOLIDIS Dimitrios Apostolidis, *Ο νικηφόρος ελληνοτουρκικός πόλεμος του 1912-3* (La guerre gréco-turque victorieuse de 1912-1913), Athènes, 1913
4) AUBARET Thérèse, *Lettres sur la guerre balkanique, 1912*-3, Poitiers, 1913
5) BALKANICUS, *Les Serbes et les Bulgares dans la guerre balkanique*, Coulommier, 1913
6) BOUCABEILLE, *La guerre turco-balkanique*, Paris, 1913
7) CHANTEPLEURE Guy, *La ville assiégée, Janina, octobre 1912-mars 1913*, Paris, 1913
8) CHARMETANT Félix, *Appel en faveur de nos missionnaires et de nos religieuses qui se dévouent dans les Balkans*, Paris, 1913
9) CHERADAME André, *Douze ans de propagande en faveur des peuples balkaniques*, Paris, 1913
10) CIRILLI Gustave, *Journal du siège d'Andrinople, impressions d'un assiégé*, Paris, 1913
11) COUSERGUE Dr, *La Guerre des Balkans, organisation et fonctionnement du service de santé des armées coalisées*, Paris, 1913
12) DAVID Robert, *La Grèce et l'Epire*, Paris, 1913
13) DELORME Edmond, *Des enseignements de la guerre des Balkans*, Paris, 1913
14) DRAGOUMIS Filippos, *Ημερολόγιο. Βαλκανικοί πόλεμοι 1912-1913* (Journal intime. Guerres balkaniques 1912-1913), Athènes, Dodoni, 1988.
15) DUGARD Henry, *Histoire de la guerre contre les Turcs, 1912-3*, Paris, 1913
16) ESTAILLEUR Philippe d', *Les Balkans en flammes, la Bulgarie bloquée*, Paris, 1913
17) EYER Louis, *Pro Bulgaria*, Vevey, 1913
18) FARRERE Claude, *Fin de Turquie*, Paris, 1913
19) GENEVE Paul, *Un Français à Constantinople, juillet 1912-juillet 1913*, Paris, 1913
20) HANOTAUX Gabriel, *La guerre des Balkans et l'Europe, 1912-1913*, Paris, 1914
21) HERR Frédéric-Georges (général), *Sur le théâtre de la guerre des Balkans*, Paris, 1913

22) HOCHWäCHTER G. von, *Au feu avec les Turcs, journal d'opérations*, Paris, 1913
23) LAUSANNE Stéphane, *Au chevet de la Turquie*, Paris, 1913
24) LEBOUCQ Charles, *Un an de cauchemar balkanique*, Paris, 1914
25) LEUNE Jean, *Une revanche, une étape : avec les Grecs de Paris à Salonique*, Paris, 1914
26) LORAND Georges, *Les deux guerres et les atrocités balkaniques d'après le rapport de la Commission Carnegie*, Paris, 1914
27) LOTI Pierre, *Turquie agonisante*, Paris, 1913
28) MUN Albert de, *L'heure décisive*, Paris, 1913
29) NEHAMA Joseph, *La ville convoitée, Salonique*, Paris, 1913
30) NIVET Henry, *La Croisade balkanique. La Jeune Turquie devant l'opinion française et devant le socialisme international*, Paris, 1913
31) OBREYKOFF, « Essai sur la crise balkanique », thèse, Montpellier, 1914
32) ODELIN Joseph, *Casse-cou : victoire balkanique, défaite française*, Paris, 1913
33) PARASKEVOPOULOS Georgios, *Σελίδες από τον πρώτον πόλεμον* (Des mémoires de la première guerre), Athènes, 1914
34) PELISSIER Jean, *Dix mois de guerre dans les Balkans; octobre 1912-août 1913*, Paris, 1914
35) PENENNRUN Alain de, *40 jours de guerre dans les Balkans, la campagne serbo-bulgare en juillet 1913*, Paris, 1914
36) PUAUX René, *De Sofia à Tchataldja*, Paris, 1913
37) REMOND Georges, *Avec les vaincus*, Paris, 1913
38) RUBY Jean, *La guerre d'Orient, le rôle civilisateur des alliés balkaniques, témoignages et opinions*, Paris, 1913
39) SCOTT Georges, *Dans les Balkans, 1912-3. Récits et visions de guerre*, Paris, 1914
40) SELIM bey, *Carnet de campagne d'un officier turc*, Paris, 1913
41) TCHEREP-SPIRIDOVITCH A. (général), *L'Europe sans la Turquie*, Paris, 1913

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Sur la méthodologie et la réflexion historiographique

1) ANDERSON Benedict, *Imagined communities : reflections on the origin and spread of nationalism*, London, Verso, 1991
2) ANDERSON John, *Understanding cultural geography : places and traces*, London, Routledge, 2010
3) ANDRIEU Claire, LAVABRE Marie-Claire, TARTAKOWSKY Danielle (dir.), *Politiques du passé. Usages politiques du passé dans la France conteporaine,* Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2006.
4) BARKER Francis, HUME Peter, IVERSEN Margaret (dir.), *Colonial discourse, postcolonial theory*, Manchester, New York, St. Martin's Press, Manchester University Press, 1994
5) BERGER Peter Ludwig, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Meridiens Klincksieck, 1986
6) BERNSTEIN Serge, MILZA Pierre, *Axes et méthodes de l'histoire politique*, Paris, PUF, 1998
7) BOQUET Damien et NAGY Piroska, « Émotions historiques, émotions historiennes », *Écrire l'histoire*, automne 2008, n°2, p.15-26
8) BRAUD Philippe, *Sociologie politique*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1992
9) CARR Edward, *Qu'est –ce que l'histoire ?*, Paris, La Découverte, 1988 (traduit de l'anglais par Maud Sissung).
10) CHARTIER Roger, *Au bord de la falaise: l'histoire entre certitudes et inquiétude*, Paris, A. Michel, 1998.
11) CORBIN Alain, COURTINE Jean-Jacques, VIGARELLO Georges, *Histoire du corps*, Paris, éd. du Seuil, 2006
12) DUBY Georges, *Le dimanche de Bouvines : 27 juillet 1214*, Paris, Gallimard, 1973.
13) DUPRAT Annie, *Images et histoire outils et méthodes d'analyse des documents iconographiques*, Paris, Belin, 2007
14) GERVEREAU Laurent, *Voir, comprendre, analyser les images*, Paris, La Découverte, 1994

15) GILDEA Robert, SIMONIN Anne (dir.), *Writing Contemporary History*, London, Hodder Education, 2008
16) HABERMAS Jürgen, *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1993 (trad. de Marc B. de Launay)
17) HALL Stuart, *Identités et cultures: politiques des cultural studies*, Paris, Éd. Amsterdam, 2008 (traduit de l'anglais par Christophe Jaquet)
18) HARRé Rom, *The social construction of emotions*, Oxford, 1986
19) HARTOG François, Jacques Revel (dir.), *Les usages politiques du passé*, Paris, éd. de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 2001.
20) HIRSCHMAN Albert, *The passions and the Interests : political arguments for capitalism before its triumph*, Princeton, Princeton University Press, 1977
21) KAENEL André, *Cultural studies*, Presses Universitaires de Nancy, 2003.
22) KOSELLECK Reinhart, *Futures Past. On the Semantics of Historical Time*, New York, Columbia University Press, 2004.
23) KRISTOL Andres Max, « Motivation et remotivation des noms de lieux : réflexions sur la nature linguistique du nom propre », *Rives Méditerranéennes*, 2002, n°11, p.105-120
24) LADURIE Le Roy Emmanuel, *Le Carnaval de Romans : de la Chandeleur au mercredi des Cendres, 1579-1580*, Paris, Gallimard, 1979
25) LEHUU Isabelle, « Une tradition de dialogue : l'histoire culturelle et intellectuelle » dans Jean Heffer et François Weil, *Chantiers d'histoire américaine*, Paris, Belin, 1994
26) MARTIN Laurent, VENAYRE Sylvain, (dir.), *L'histoire culturelle du contemporain*, Paris, Nouveau monde éd., 2005
27) MONIER Frédéric, *Corruption et politique : rien de nouveau ?*, Paris, Armand Colin, 2011
28) POIRRIER Philippe, *Les enjeux de l'histoire culturelle*, Paris, Seuil, 2004
29) ORY Pascal, *L'histoire culturelle*, Paris, PUF, 2004
30) RIOUX Jean-Pierre, SIRINELLI Jean-François, *Pour une histoire culturelle*, Paris, Seuil, 1997
31) THOMAS Joël, *Introduction aux méthodologies de l'imaginaire*, Paris, Ellipses, 1998
32) VOVELLE Michel, *De la cave au grenier : un itinéraire en Provence au XVIIIe siècle de l'histoire sociale à l'histoire des mentalités*, Québec, Edisud, 1980
33) WHITE Hayden, *The content of the form: narrative discourse and historical representation*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1989.

34) YOUNG Robert J.C., *Postcolonialism*, Oxford, Blackwell, 2001

Sur l'événement

1) ARQUEMBOURG-MOREAU Jocelyne, *Le Temps des événements médiatiques*, Bruxelles, 2003
2) BENSA Alban, FASSIN Eric, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n°32, 2002, p.5-20
3) BERTRAND Michel, « Penser l'événement en histoire : mise en perspective d'un retour en grâce », dans Marc Bessin, Claire Bidart et Michel Grossetti (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures de l'événement*, Paris, 2010, p.36-50
4) BOUVERESSE Jacques, « La fabrication de l'événement », dans *Schmock ou le triomphe du journalisme. La grande bataille de Karl Kraus*, Paris, 2001, p.134-48
5) CHAMPAGNE Patrick, « L'événement comme enjeu », *Réseaux*, 2000, n°100, p.403-26
6) DELPORTE Christian, DUPRAT Annie, *L'événement : images, représentations mémoire de la Révolution Française à nos jours*, Paris, 2004
7) DOSSE François, *Renaissance de l'événement. Un défi pour l'historien : entre sphinx et phénix*, Paris, 2010
8) FARGE Arlette, « Penser et définit l'événement en histoire. Approche des situations et des acteurs sociaux », *Terrain*, 2002, n°38
9) FREMONT Pierre (dir.), *Historiens et géographes face à la médiatisation de l'événement*, Paris, Centre national de documentation pédagogique, 1999
10) GOETSCHEL Pascale, GRANGER Christophe, « Faire l'événement, un enjeu des sociétés contemporaines », *Sociétés et Représentations*, décembre 2011
11) HUCHET Bernard, PAYEN Emmanuèle (dir.), *Figures de l'événement : médias et représentations du monde*, Paris, Centre Georges Pompidou, 2000
12) KATZ Elihu, DAYAN Daniel, *Media events : the live broadcasting of history*, Cambridge (Mass.), London, Havard University Press, 1992
13) LAMIZET Bernard, *Sémiotique de l'événement*, Cachan, Hermès science publications-Lavoisier, 2006

14) LUSEBRICK Hans-Jürgen, MOLLIER Jean-Yves, *Presse et événement*, Paris, 2000
15) NORA Pierre, « Le retour de l'événement » dans Jacques Le Goff, Pierre Nora (dir.), Faire de l'histoire, t.1, Nouveaux problèmes, Paris, 1974, p.210-22
16) REVEL Jacques, « Retour sur l'événement : un itinéraire historiographique », dans Jean-Louis Fabiani (dir.), *Le goût de l'enquête. Pour Jean-Claude Passeron*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.95-118

Sur les relations internationales et la géopolitique

1) ABIEW Francis Kofi, *The evolution of the doctrine and practice of humanitarian intervention*, The Hague, London, Boston, Kluwer law international, 1999
2) BAILLOU Jean (dir), *Les affaires étrangères et le corps diplomatique français* (tome II), Paris, 1984
3) BLUME Isabelle, *Le mouvement de la paix*, Bruxelles, 1996
4) BRICMONT Jean, *Impérialisme humanitaire, droits de l'homme, droit d'ingérence, droit du plus fort*, Ed. Aden, 2009
5) BROCK Peter, *Pacifism in the 20th century*, Syracuse University Press, 1999
6) CABANEL Patrick, *La question nationale au XIXe siècle*, Paris, La Découverte, 1997
7) CLARK Christopher, *The sleepwalkers : how Europe went to war in 1914*, London, Allen Lane, 2012
8) COOPER Sandi E, Patriotic *pacifism : waging war on war in Europe, 1815-1914*, New York, Oxford, Oxford university press, 1991
9) DUROSSELLE Jean-Baptiste, *L'Europe de 1815 à nos jours, vie politique et relations internationales*, Paris, PUF, 1993
10) GIRAULT René, *Histoire des relations internationales : diplomatie européenne et impérialismes, 1871-1914*, Paris, Masson, 1979
11) GIRAUT René, *Emprunts russes et investissements français en Russie, 1887-1914*, Paris, Armand Colin, 1973
12) HOBSBAWM Eric, *Nations et nationalisme depuis 1870: programme, mythe, réalité*, Paris, Gallimard, 1992 (traduit par Dominique Peters)
13) HUNTZINGER Jacques, *Introduction aux relations internationales*, Paris, Seuil, 1987
14) GROSSI Verdiana, *Le pacifisme européen, 1889-1914*, Bruxelles, Bruylant, 1994

15) MAZOWER Mark, *Le continent des ténèbres : une histoire de l'Europe au XXe siècle*, (traduit de l'anglais par Rachel Bouyssou), Bruxelles, éditions Complexe, 2005
16) MOREAU DEFARGES Philippe, *Introduction à la géopolitique*, Paris, Seuil, 1994
17) PROST Antoine, *Guerres, paix et société, 1911-46*, Paris, les Ed. de l'Atelier, 2003
18) RENOUVIN Pierre, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Pocket, 2010 (1964)
19) SLUGA Glenda, *Nation, psychology and international politics, 1870-1919*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2006
20) WALLERSTEIN Immanuel, *European universalism : the rhetoric of power*, New York, the New press, 2006

Sur la Question d'Orient

1) AARBAKKE, *Ethnic rivalry and the quest for Macedonia, 1870-1913*, Boulder, East European Monographs, 2003
2) ADANIR Fikret, "The Macedonian question: the socio-economic reality and problems of its historiographic interpretation", *International Journal of Turkish Studies*, 1984-5, III, p43-64.
3) ANCEL Jacques, *Manuel historique de la question d'Orient, 1792-1930*, Paris, 1931
4) ANDERSON Matthew, *The Eastern question : a study in international relations, 1774-1923*, London, New York, Macmillan, 1982
5) COSTOPOULO Stavro, *L'Empire d'Orient, aspects économiques et sociaux de la Question d'Orient*, Paris, 1925
6) DRIAULT J.-Edouard, *La Question d'Orient depuis ses origines jusqu'à nos jours*, Paris, 1917 (1898)
7) EARLE E., *Turkey, the Great Powers and Bagdad Railway. A study in imperialism*, London, Macmillan, 1923
8) EVANS Ifor, *Economic aspects of the Eastern question*, London, 1925
9) GAULIS Georges, *Les questions d'Orient*, Paris, 1905
10) GOUTTMAN Alain, *La guerre de Crimée, 1853-1856 : la première guerre moderne*, Paris, Perrin, 2006
11) HAJJAR Joseph, *Le Vatican, la France, et le catholicisme oriental : diplomatie et histoire de l'Eglise*, Paris, Beauchesne, 1979

12) HAUPT Georges, LÖWY Michaël, WEILL Claudie, *Les marxistes et la question nationale, 1848-1914*, Paris, L'Harmattan, 1997
13) LANDEMONT comte de, *L'Europe et la politique orientale, 1878-1912*, Paris, 1912
14) LHERITIER Michel, *Régions historiques, Europe centrale, Orient méditerranéen et Question d'orient*, Paris, 1929
15) LIOTTA Peter, *Mapping Macedonia, idea and identity*, 2004
16) MACFIE Alexander Lyon, *The eastern question, 1774-1923*, London, Longman, 1996
17) MARRIOTT John Arthur, *The eastern question : an historical study in European diplomacy*, Oxford, 1918
18) MICHAILIDIS, "The war of statistics" *East European Quarterly*, 1998, 32 (1)
19) PITZIPIOS bey Jacob, *Mémoires sur les questions européennes*, Paris, 1864
20) VIALATTE Achille, *L'impérialisme économique et les relations internationales pendant le dernier demi-siècle*, Paris, 1923
21) YERASIMOS Stéphane, *Questions d'Orient: frontières et minorités des Balkans au Caucase*, Paris, La Découverte, 1993

Sur les Guerres Balkaniques

1) AKSAKAL Mustapha, *The Ottoman road to war in 1914 : the Ottoman Empire and the First World War*, Cambridge, 2008
2) Association Internationale d'Etudes du Sud-Est européen, *Pour une grande histoire des Balkans des origines aux Guerres Balkaniques*, Paris, 2004
3) BLED Jean-Paul, DESCHODT Jean-Pierre, *Les guerres balkaniques 1912-1913*, Paris, Presses Universitaires de Paris-Sorbonne, 2014
4) DAMIANOVA Jivka, « La fédération contre l'alliance militaire : les socialistes balkaniques et les GB 1912-3 », *Le Mouvement Social*, 1989, n°147, p.69-85
5) DIMITRAKOPOULOS A., *La Première guerre balkanique à travers les pages de l'Illustration*, 1992
6) DUMONT Paul, *La Fédération socialiste ouvrière de Salonique à l'époque des guerres balkaniques*, 1980
7) GAUVAIN Auguste, *L'Europe au jour le jour. T. 4, La première guerre balkanique : 1912*, Paris, 1918
8) GEROLYMATOS André, *The Balkan wars, conquest, revolution and retribution from the ottoman era to the 20th* century and beyond, New York, Basic Books, 2002

9) HALL Richard, *The Balkan wars, prelude to the first World War*, London, New York, Routledge, 2000
10) HANOTAUX Gabriel, *La guerre des Balkans et l'Europe*, Paris, 1914
11) HELMRICH Ernst Christian, *The diplomacy of the Balkan wars*, Cambridge, Harvard University Press, 1938
12) HOREL Catherine (dir.), *Les guerres balkaniques (1912-1913) : conflits, enjeux, mémoires*, Bruxelles, Peter Lang, 2014.
13) IVETIC Egidio, *Le guerre balcaniche*, Bologna, Il Mulino, 2006
14) KARAVITIS Ioannis, *Ο βαλκανοτουρκικός πόλεμος*, (La guerre balkano-turque), Athènes, 2001.
15) KOULOURI Christina, *Teaching the history of Southeastern Europe*, Thessaloniki, Center for Democracy and Reconciliation in Southeastern Europe, 2001
16) KOSTOPOULOS Tassos, *Πόλεμος και εθνοκάθαρση, 1912-1922* (*Guerre et nettoyage ethnique, 1912-1922*), Athènes, Vivliorama, 2007
17) LORAND Georges*, Les deux guerres et les atrocités balkaniques, d'après le rapport de la Commission Carnegie*, Paris, 1914
18) MELAS Spyros, *Οι πόλεμοι του 1912-1913* (Les guerres de 1912-1913), Athènes, 1971 (1958)
19) MUHIDIN Timour, QUELLA-VILLEGER Alain (dir.), *Balkans en feu, à l'aube du XXe siècle*, Paris, Omnibus, 2004
20) PALEOLOGUE Maurice, *Au quai d'Orsay, à la veille de la tourmente, Journal 1913-4*, Paris, 1947
21) PRICE Crawford, *Οι Βαλκανικοί αγώνες*, (Les guerres balkaniques), Athènes, 1915
22) REED John, *La guerre dans les Balkans*, Paris, Seuil, 1996
23) SCHURMAN Jacob, *The Balkan wars*, Princeton University Press, 1916

Sur les pays balkaniques et l'Empire Ottoman

1) ALEKSIC Tatjana, *Mythistory and narratives of the nation in the Balkans*, Newcastle, Cambridge Scholars Publishing 2007
2) ANAGNOSTOPOULOU Sia, *The passage from the Ottoman empire to the nation-states, a long and difficult process: the Greek case*, Instabul, Isis Press, 2004

3) ANASTASSIADOU Meropi, *Salonique, 1830-1912 : une ville ottomane à l'heure des réformes*, Leiden, Brill, 1997
4) ANCEL Jacques, *Peuples et nations des Balkans*, Paris, 1926
5) ASLANIAN Dimitrina, *Histoire de la Bulgarie : de l'antiquité à nos jours*, Versailles, Trimontium, 2003
6) BASTEA Eleni, *The creation of modern Athens, planning the myth*, Cambridge University Press, 2000
7) BIANCHINI Stefano, DOGO Marco, *The Balkans : national identities in a historical perspective*, Ravenna, Longo, 1998
8) BOIA Lucien, *La Roumanie, un pays à la frontière de l'Europe*, Paris, Les belles Lettres, 2007
9) BOZDEMIR Michel, *Les clés de la Méditerranée orientale : Turquie, Grèce, Chypre*, Paris, Fondation pour les études de défense nationale, 1989.
10) BOZDEMIR Michel, CALVET Louis-Jean (dir.), *Politiques linguistiques en Méditerranée*, Paris, H. Champion, 2010.
11) CARTER Francis, *An historical geography of the Balkans*, London, Academic Press, 1977
12) CASTELLAN Georges, *Histoire des Balkans : XIVe-XXe siècles*, Paris, Fayard, 1994
13) CLAY Christopher, *Gold for the Sultan: Western Bankers and Ottoman Finance, 1856-1881*, IB Taurus, 2001
14) CLAYER Nathalie, *Aux origines du nationalisme albanais: la naissance d'une nation majoritairement musulmane en Europe*, Paris, Karthala, 2007
15) CLOGG Richard, *A short history of modern Greece*, London, New York, Melbourne, Cambridge University Press, 1979
16) CRAMPTON Richard, *A short history of modern Bulgaria*, Cambridge Univerity Press, 1989
17) DALEGRE Joëlle, *Grecs et Ottomans, 1453-1923 : de la chute de Constantinople à la disparition de l'Empire ottoman*, Paris, L'Harmattan, 2002
18) DEPRET Isabelle, *Eglise orthodoxe et histoire en Grèce contemporaine : versions officielles et controverses historiographiques*, Paris, L'Harmattan, 2009
19) DERENS Jean-Arnault, *Batailles d'histoire dans les Balkans*, Arcueil, Le Courrier des Balkans, 2006
20) DETREZ Raymond, *Developing cultural identity in the Balkans : convergence vs. Divergence*, Bruxelles, 2005

21) DIECKHOFF Alain, KASTORYANO Riva (dir.), *Nationalismes en mutation en Méditerranée Orientale*, Paris, CNRS Editions, 2002
22) DUMONT Paul, « La Fédération socialiste ouvrière de Salonique à l'époque des guerres balkaniques », *East European Quarterly*, Vol. XIV, n°4, 1980
23) FIKRET Adanir, *The Ottomans and the Balkans : a discussion of historiography*, Leiden, 2002
24) GANGLOFF Sylvie, *La perception de l'héritage ottoman dans les Balkans*, Paris, L'Harmattan, 2005
25) GARDE Paul, *Les Balkans, héritages et évolutions*, Paris, Flammarion, 2010
26) GLENNY Misha, *The Balkans. Nationalism, war and the Great Powers, 1804-1999*, New York, 2000
27) GOUNARIS Vassilios, *Steam over Macedonia: Socioeconomic Change and the Railway Factor*, Columbia University Press, 1994.
28) IANCU Carol, *L'émancipation des Juifs de Roumanie, 1913-1919 : de l'inégalité civique aux droits de minorité, l'originalité d'un combat à partir des guerres balkaniques et jusqu'à la Conférence de paix à Paris*, Montpellier, CREJH, 1992
29) ILTCHEV Ivan, *La rose des Balkans : histoire de la Bulgarie des origines à nos jours*, Sofia, Colibri, 2002
30) ILCHEV Ivan, *Εχει δίκιο η πατρίδα μου; Η προπαγάνδα των Βαλκανικών Κρατών, 1821-1923* (*Mon pays a-t-il raison ? La propagande des Etats balkaniques, 1821-1923*), Thessalonique, Epikentro, 2011 (traduit de bulgare en grec par Vaia Rakidzi)
31) ILICAK Sükrü, « Jewish socialism in Ottoman Salonica », *Southeast European and Black Sea Studies*, 2002, n°3, p. 115-146
32) INALCıK Halil, *The Ottoman empire : the classical age, 1300-1600*, London, Phoenix, 1995 (1973)
33) IVETIC Egidio, *Un confine nel Mediterraneo: l'Adriatico orientale tra Italia e Slavia*, Roma, Viella, 2014
34) JELAVICH Charles, JELAVITCH Barbara, *The establishment of the Balkan National States, 1804-1920*, University of Washington Press, 1977
35) KARAKASIDOU Anastassia, *Fields of wheat, Hills of Blood, passages to nationhood in greek Macedonia, 1870-1990*, The University of Chicago Press, 1997
36) KARPAT, *An inquiry into the social foundations of nationalism in the Ottoman state : from social estates to classes, from millets to nations*, Princeton University, 1973
37) KARPAT, *Studies on ottoman social and political history*, Leiden, Brill, 2002

38) KAYALı Hasan, *Arabs and Young Turks : Ottomanism, Arabism, and Islamism in the Ottoman Empire, 1908-1918*, University of California Press, 1997
39) KITROMIIDIS Paschalis, « Imagined communities and the origins of the national question in the Balkans », *European History Quaterly*, 1989, vol. 19, p.177-85
40) KOLIOPOULOS John, *Brigands with a cause, brigandage and irredentism in Modern Greece, 1821-1912*, Oxford, 1987
41) KOLSTO Pal, *Myths and boundaries in South Eastern Europe*, London, Hurst, 2005
42) KULLASHI Muhamedin, *Effacer l'autre : identités culturelles et identités politiques dans les Balkans*, Paris, L'Harmattan, 2006
43) LANGE-AKHUND Nadine, *The Macedonian Question : 1893-1908 from Western Sources*, New York, Columbia University Press, 1998.
44) LAMPE John, *Balkans into Southeastern Europe : a century of war and transition*, Basingstoke, New York, Palgrave Macmillan, 2006
45) LIEBERMAN Benjamin, *Terrible fate: ethnic cleansing in the making of Modern Europe*, Chicago, Ivan R. Dee, 2006
46) LORY Bernard, *La ville balkanissime, Bitola, 1800-1918*, Istanbul, Ed. Isis, 2011
47) LYKKE Nils, *Les migrations des populations musulmanes balkaniques en Anatolie (1876-1913)*, Istanbul, 1995
48) MacDERMOTT Mercia, *For Freedom and Perfection. The Life of Yane Sandansky*, London, Journeyman Press, 1988
49) MADGEARU Alexandru, *The wars of the Balkan Peninsula, their medieval origins*, Lanham (Md.), Scarecrow Press, 2008
50) MANTRAN Robert (dir.), *Histoire de l'empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989
51) MARGARITIS Giorgos Margaritis, *Ανεπιθύμητοι συμπατριώτες*, Τσάμηδες-Εβραίοι. Στοιχεία για την καταγραφή των μειονοτήτων της Ελλάδας (Compatriotes indésirables. Tschams-Juifs. Des éléments pour l'étude des minorités de Grèce), Athènes, Vivliorama, 2005
52) MARGARONI Maria, « Antisemitic Rumours and Violence in Corfou at the End of 19th century », *Quest. Issues in Contemporary Jewish History*, 2012, n°3, mis en ligne : www.quest-cdecjournal.it/focus.php?id=306
53) MAZOWER Mark, *The Balkans, a short history*, New York, Modern Library, 2002
54) MAZOWER Marc, *Salonica, city of ghosts : Christians, Muslims and Jews, 1430-1950*, London, Harper Collins, 2004

55) McCARTHY Justin, *Death and exile. The ethnic cleansing of ottoman muslims, 1821-1922*, Princeton, Darwin Press, 1995
56) MOLHO Réna, « Salonique après 1912. Les propagandes étrangères et la communauté juive », *Revue historique*, 1992, janvier-mars, p.127-40
57) MUDRY Thierry, *Guerres de religion dans les Balkans*, Paris, Ellipses, 2005
58) MUZET Alphonse, *Aux pays balkaniques après les guerres de 1912-13*, Paris, 1914
59) NECMETTIN Doğan, *Liberalism and islamism in the Ottoman Empire : (1908 - 1914) : a sociological perspective*, VDM Verlag, 2008
60) OKEY Robin, *Taming Balkan nationalism*, Oxford University Press, 2007
61) PAMUK Şevket, *The Ottoman empire and European capitalism, 1820-1913, trade, investment and production*, London, New York, Cambridge University Press, 1987
62) PANZAC Daniel (dir.), *Les Balkans à l'époque ottomane*, Paris, Edisud, 1992
63) PETROVITCH Michael Boro, *A History of modern Serbia, 1804-1918*, New York, London, Harcourt Brace Jovanovich, 1976
64) PIERRON Bernard, *Juifs et chrétiens de la Grèce moderne, histoire des relations intercommunautaires de 1821 à 1945*, Paris, L'Harmattan, 1996
65) PIPPIDI Andrei, *Byzantins, Ottomans, Roumains: le Sud-Est européen entre l'héritage impérial et les influences occidentales*, Paris, H. Champion, 2006
66) PREVELAKIS Georges, *Les Balkans : cultures et géopolitique*, Paris, Nathan, 1994
67) RAPPER Gilles de, SINTES Pierre, *Nommer et classer dans les Balkans*, Athènes, EFA, 2008
68) SANDU Traian, *Histoire de la Roumanie*, Paris, Perrin, 2008
69) SIVIGNON Michel, *Les Balkans : une géopolitique de la violence*, Paris, Belin, 2009
70) STOURAïTI Anastasia, KAZAMIAS Alexander, DIAMANTOUROS Nikiforos, DRAGONAS Thalia, KEYDER Caglar, *The Imaginary topographies of the Megali Idea : National Territory as Utopia*, I. B. Tauris, 2010
71) SVORONOS Nikolaos, *Histoire de la Grèce moderne*, Paris, PUF, 1964
72) THOBIE Jacques, *Intérêts et impérialisme français dans l'empire ottoman, 1895-1914*, Paris
73) TODOROVA Maria, *Balkan identities, nation and memory*, New York, New York University Press, 2002
74) TURESAY Özgür, « Antisionisme et antisémitisme dans la presse ottomane d'Istanbul » *TURCICA*, 2009, tome 41, p.147-78

75) ZARCONE Thierry, *La Turquie, de l'empire ottoman à la République d'Atatürk*, Paris, Gallimard, 2005
76) WACHTEL Andrew, *The Balkans in World History*, Oxford, 2008
77) WIEBEL Ernest, *Histoire et géopolitique des Balkans de 1800 jusqu'à nos jours*, Paris, Ellipses, 2002
78) YAVUZ Hakan, *War and diplomacy : the Russo-Turkish war of 1877-1878 and the treaty of Berlin*, Salt Lake City, University of Utah Press, 2011

Sur la société et la vie politique en France au XIXe siècle

1) AGERON Charles Robert, *L'anticolonialisme en France de 1871 à 1914*, Paris, PUF, 1973
2) AGULHON Maurice, *Marianne au pouvoir : l'imagerie et la symbolique républicaines de 1880 à 1914*, Paris, Flammarion, 2001 (1989)
3) ANGENOT Marc, *L'antimilitarisme : idéologie et utopie*, Montréal, Université McGill, 2001
4) BECKER Jean-Jacques, AUDOUIN-ROUZEAU Stéphane, *La France, la nation, la guerre : 1850-1920*, Paris, Sedes, 1995
5) BECKER Jean-Jacques (dir.), *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, 2004
6) BERSTEIN Serge (dir.), *Les cultures politiques en France*, Paris, Seuil, 2003
7) CHARLE Christophe, *Histoire sociale de la France au XIXe siècle*, Paris, Seuil, 1991
8) CHOLVY Gérard, *Histoire religieuse de la France, 1880-1914*, Paris, Privat, 2000
9) COHEN Yolande, *Les jeunes, le socialisme et la guerre : histoire des mouvements de jeunesse en France*, Paris, L'Harmattan, 1989
10) DE BLIC Damien, « Moraliser l'argent. Ce que Panama a changé dans la société française, 1889-1897 », *Politix*, 2005, n°71, p.61-82
11) DEFRASNE Jean, *Le Pacifisme en France*, Paris, PUF, 1994
12) DENIS Michel, LAGREE Michel, VEILLARD Jean-Yves (dir.), *L'affaire Dreyfus et l'opinion publique en France et à l'étranger*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1995
13) DUROSELLE Jean-Baptiste, *La France de la Belle époque*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1992

14) FORTH Christopher E., *The Dreyfus Affair and the Crisis of French Manhood*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2004
15) GARRIGUES Jean, *Les scandales de la République : de Panama à Clearstream*, Paris, Nouveau monde, 2010 (2004)
16) GIRARDET Raoul, *Le nationalisme français, 1871-1914*, Paris, A. Colin, 1966
17) HUBERT Bonin, KLEIN Jean-François, HODEIR Catherine (dir.), *L'esprit économique impérial, 1830-1970 : groupes de pression et réseaux du patronat colonial en France et dans l'Empire*, Paris, Publications de la SFHOM, 2008
18) JULLIARD Jacques, « La CGT devant le problème de la guerre, 1900-14 », *Le Mouvement Social*, 1964, n° 49
19) KRUMREICH Gerd, *Armaments and Politics in France on the eve of the first World War; the introduction of the Three-Year conscription, 1913-4*, Leamington Spa, Berg, 1984
20) LALOUETTE Jacqueline, *La République anticléricale, XIXe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 2002
21) MANCERON Gilles, *Marianne et les colonies : une introduction à l'histoire coloniale de la France*, Paris, La découverte, 2003
22) MAYEYR Jean-Marie, *La vie politique sous la IIIe République, 1870-1940*, Paris, Seuil, 1984
23) MILLER Paul, *From revolutionaries to citizens : antimilitarism in France, 1870-1914*, Duke University Press, 2002
24) MONIER Frédéric, *Le complot dans la République : stratégies du secret, de Boulanger à la Cagoule*, Paris, La Découverte, 1998.
25) MUCCHIELLI Laurent, *La découverte du social : la naissance de la sociologie en France, 1870-1914*, Paris, éd. La Découverte, 2005
26) NOIRIEL Gérard, *Immigration, antisémitisme et racisme en France, XIXe-XXe siècle : discours publics, humiliations privées*, Paris, Fayard, 2007
27) ORY Pascal, *Les Intellectuels en France, de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1992
28) PROCHASSON, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre, 1900-1938*, Paris, Seuil, 1993
29) REMOND René, *La droite en France, de 1815 à nos jours*, Paris, 1954
30) SANTAMARIA Yves, *Le pacifisme, une passion française*, Paris, A. Colin, 2005
31) SIRINELLI Jean-François, *Histoire des droites en France*, Paris, Gallimard, 1992

32) STERNHELL Zeev, *Barrès et le nationalisme français*, Paris, Armand Colin, 1972
33) THIESSE Anne-Marie, *Le roman du quotidien : lecteurs et lectures populaires à la Belle-Epoque*, Paris, éd. du Seuil, 2000
34) TOUCHARD Jean, *La gauche en France depuis 1900*, Paris, Seuil, 1977
35) VENAYRE Sylvain, *La gloire de l'aventure : genèse d'une mystique moderne, 1850-1940*, Paris, Aubier, 2002
36) WEBER Eugen, *The nationalist revival in France, 1905-14*, University of California Press, 1959
37) WINOCK Michel, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, 2004

Sur la presse française

1) AGERON Charles-Robert, « La vénalité de la presse française dans la première moitié du XXe », *Cahiers de l'Institut d'histoire de la presse et de l'opinion*, 1974-5, n°3
2) AMAURY Francine, *Histoire du plus grand quotidien de la IIIe République, Le Petit Parisien*, Paris, PUF, 1972
3) BELLANGER Claude (dir.), *Histoire générale de la presse française ; de 1871 à 1940*, t.2, Paris, PUF, 1972
4) BILLY André, *Le monde des journaux, tableau de la presse française contemporaine*, Paris, 1924
5) BLANDIN Claire, *Le Figaro, deux siècles d'histoire*, Paris, Armand Colin,2007
6) BOUSSEL Patrice, *L'Affaire Dreyfus et la Presse*, Paris, Armand Colin, 1960
7) CARASSO Odette, *Arthur Meyer, directeur du 'Gaulois'. Un patron de presse juif, royaliste et antidreyfusard*, Paris, Paris, Imago, 2003
8) CHALLAYE Félicien, « Politique internationale et journalisme d'affaires », *La Revue du Mois*, 1911
9) CHAMBAZ Bernard, *L'Humanité, 1904-2004*, Paris, Seuil, 2004
10) CHAMBURE Auguste de, *A travers la presse*, Paris, 1914
11) CHARLE Christophe, *Le siècle de la presse, 1830-1939*, Paris, Seuil, 2004
12) DELPORTE Christian, *Histoire du journalisme et des journalistes en France, du XVIIe siècle à nos jours*, Paris, PUF, 1995
13) EVENO Patrick, *L'argent de la presse française des années1820 à nos jours*, Paris, Ed. du CTHS, 2003

14) FAURE Catherine, « L'Echo de Paris et les relations internationales, des crises marocaines à la Grande Guerre, 1905-14 », thèse, Paris, 1993
15) FERENCZI Thomas, *L'invention du journalisme en France. Naissance de la presse moderne à la fin du XIXe siècle*, Paris, Plon, 1993
16) FEYEL Gilles, *La Presse en France des origines à 1944*, Paris, Ellipses, 1999
17) JEANNENEY Jean-Noël, *Une histoire des médias* : *des origines à nos jours*, Paris, Seuil, 1996
18) KALIFA Dominique, *L'encre et le sang, récits de crime et société à la Belle Epoque*, Paris, Fayard, 1995
19) KALIFA Dominique, REGNIER Philippe, THERENTY Marie-Eve (dir.), *La civilisation du journal : histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIXe siècle*, Paris, Nouveau monde, 2012
20) LAJEUENE-VILAR André, *Les coulisses de la presse : mœurs et chantages du journalisme*, Paris, 1895
21) LENOBLE Benoît, « Le journal au temps du réclamisme. Presse, publicité et culture de masse en France (1863-1930) », thèse, Université Paris I, 2007
22) LETHEVE Jacques, *La caricature et la presse sous la IIIe République*,Paris, A. Colin, 1961
23) MARCHANDIAU Jean-Noël, *L'Illustration, 1843-1944*, Paris, 1987
24) MARTIN Marc, « La réussite du Petit Journal ou les débuts du quotidien populaire », *Bulletin du Centre d'histoire de la France contemporaine*, 1982, n°3
25) MARTIN Marc, *Médias et journalistes de la République*, Paris, O. Jacob, 1997
26) MARTIN Marc, « Les grands reporters français durant la guerre russo-japonaise » *Le Temps des Médias*, printemps 2005, n°4, 'Dire et montrer la guerre autrement'
27) MOUTHON François-Irenée, *Du bluff au chantage, les grandes campagnes du Matin*, Paris, 1908
28) NAUD François, « Des envoyés spéciaux aux grands reporters, 1920-1930, la reconnaissance d'une profession », thèse, EHESS, 1996
29) PARISET Camille, *Plus d'un demi-siècle d'administration au Temps, 1863-1919*, Paris, 1932
30) PONTY Janine, « La presse quotidienne et l'affaire Dreyffus en 1898-1899. Essai de typologie », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1974, t.XXI
31) RAFFALOVITCH Arthur, *L'abominable vénalité de la presse : documents des archives russes, 1897-1917*, Paris, 1931

32) REMOND René (dir.), *Cent ans d'histoire de La Croix, 1883-1983*, Paris, Le Centurion, 1988
33) Saint Vincent, Bertrand de, *Le roman du Figaro, 1826-2006*, Paris, Plon, 2006
34) SORLIN Pierre, *La Croix et les juifs, 1880-1899 ; contribution à histoire de l'antisémitisme contemporain*, Paris, B. Grasset, 1967
35) THERENTY Marie-Eve, *Presse, nations et mondialisation au XIXe siècle*, Paris, Nouveau monde, 2010
36) WEBER Eugen, *L'Action Française*, Paris, Fayard, 1985

Sur l'opinion publique et le fonctionnement des médias

1) ALMEIDA Nicole d', *L'opinion publique*, Paris, CNRS, 2009
2) BECKER Jean-Jacques, *Comment les Français sont entrés dans la guerre : contribution à l'étude de l'opinion publique, printemps-été 1914*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977
3) BECKER Jean-Jacques, « L'opinion publique, un populisme ? » *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, 1997, n°56, pp.92-98
4) BOURDIEU Pierre, « L'opinion publique n'existe pas », *Les Temps Modernes*, janvier 1973, p.1292-1309
5) CHAMPAGNE Patrick, *Faire l'opinion : le nouveau jeu politique*, Paris, Ed. du Minuit, 1990
6) COMAN Mihai, *Pour une anthropologie des médias*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2003
7) DORNA Alexandre (dir.), *La propagande: images, paroles et manipulation*, Paris, L'Harmattan, 2008
8) ELLUL Jacques, *Propagandes*, Paris, Economica, 1990
9) GEORGAKAKIS Didier, UTARD Jean-Michel, *Science des médias : jalons pour une histoire politique*, Paris, L'Harmattan, 2001
10) GIRARD Alain, *L'opinion publique et la presse*, Paris, Les cours de droit, 1965
11) LABORIE Pierre, *L'opinion française sous Vichy, les Français et la crise d'identité nationale 1936-44*, Paris, éditions du Seuil, 2001
12) LAZAR Judith, *L'opinion publique*, Paris, Sirey, 1995

13) MATTELART Armand et Michèle, *Penser les medias*, Paris, La Découverte, 1991

14) MUTZ Diana, *Impersonal influence: how perceptions of mass collectives affect political attitudes*, Cambridge, 1998

15) PADIOLEAU Jean, *L'Opinion publique : examen critique, nouvelles directions*, Paris, Ecole des hautes études en sciences sociales, 1981

16) RENOUVIN Pierre, "L'étude historique de l'opinion publique", *Revue des travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, 1er semestre 1968

17) SAUVY Alfred, *L'opinion publique*, Paris, PUF, 1958

Sur la couverture médiatique des conflits

1) ALLEN Tim, *The Media of conflict: war reporting and representations of ethnic violence*, London, Zed Books, 1999

2) ANDERSEN Robin, *A century of media, a century of war*, New York, Peter Lang, 2006

3) ANGOUSTURES Aline, "L'opinion publique française et l'Espagne, 1945-1975", thèse, 1987

4) AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, *Combattre : une antropologie historique de la guerre moderne, XIXe-XXIe siècle*, Paris, éd. du Seuil, 2008

5) BALTA Athanassia, « L'opinion publique française face à la guerre civile grecque », thèse, Paris, Institut d'Etudes Politiques, 1989

6) BEAUREGARD Claude, *Les médias et la guerre: de 1914 au World Trade Center*, Montréal, Ed. du Méridien, 2002

7) BECKER Jean-Jacques, « L'opinion publique française et les débuts de la Première guerre mondiale, printemps, automne », thèse, Paris, 1974

8) BELLEIVAIRE Patrick, « L'opinion publique française face à la guerre russo-japonaise », CIPANGO, *Cahier d'études japonaises*, 2000, n°9, p.185-232

9) BERKOWITZ Daniel Allen, *Social meanings of news*, Thousand Oaks (Calif.), London, New Delhi, Sage pub 1997

10) BLEUER Joëlle, *Images et violence, 1914-1918 : quand le Miroir racontait la Grande Guerre*, Paris, Nouveau monde, 2007

11) BOLTANSKI Luc, *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politiques*, Paris, Gallimard, 2007 (1993)

12) BROTHERS Caroline, *War and Photography : a cultural history*, London, New York, Routledge, 1997
13) CARRUTHERS Suzan, *The media at war: communication and conflict in the twentieth century*, Basingstoke, London, Macmillan, New York, St. Martin's press, 2000
14) CASE Lynn M., *French Opinion in war and diplomacy during the Second Empire*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press,1954
15) CHESNAIS François, *Réflexions sur la guerre en Yougoslavie*, Paris, L'esprit frappeur, 1999
16) CHOMSKY Noam, HERMAN Edward, *Manufacturing consent: the political economy of the mass media*, New York : Pantheon books, 1988
17) COHEN Stanley, YOUNG Jock, *The manufacture of news : social problems, deviance and the mass media*, London, 1981
18) COSSON Olivier, « Expériences de guerre et anticipation à la veille de la Première Guerre mondiale. Les milieux militaires franco-britanniques et les conflits extérieurs », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2003, 3, n°50-3, p.127-147
19) DELPORTE Christian, *Les crayons de la propagande*, Paris, CNRS, 1993
20) DEMM E., « Propaganda and caricature in the First World War » *Journal of Contemporary History*, 1993, 28, 163-92
21) DUPRET Baudouin, *Médias, guerres et identités: les pratiques communicationnelles de l'appartenance politique, ethnique et religieuse*, Paris, Ed. des archives contemporaines, 2008
22) Ecole Française de Rome, *Opinion publique et politique extérieure*, Milano, Università di Milano, Rome, École française de Rome, 1981
23) EGLEZOU Georgia, *The Greek Media in World War I and its aftermath*, London, Tauris academic press, 2009
24) ENTMAN Robert, *Projections of power: framing news, public opinion and U.S. foreign policy*, Chicago, 2004
25) EVANS Harold, *War stories: reporting in the time of conflict from the Crimea to Iraq*, Boston, 2003
26) FISHMAN M., *Manufacturing the news*, University of Texas Press, 1980
27) FLEURY-VILATTE Béatrice, *Les médias en actes: récit médiatique et histoire*, Paris, L'Harmattan, 2003
28) GANS Herbert Julius, *Deciding what's news*, New York, Pantheon Books, 1979

29) GERVEREAU Laurent, *Montrer la guerre ?: information ou propagande*, Paris, SCÉRÉN-CNDP : Isthme éd , 2006
30) GERVEREAU Laurent, *Les images qui mentent, histoire du visuel au XXe siècle*, Paris, Seuil, 2000
31) GINSBERG Benjamin, *The captive public, how mass opinion promotes state power*, New York, basic Books, 1986
32) HALIMI Serge, *L'opinion, ça se travaille, les médias, l'OTAN & la guerre du Kosovo* Marseille, Agone, 2000
33) HUGUES Gérard (ed.), *Images of war and war of images*, Newkastle, Cambridge Scholars, 2008
34) JACQUARD Roland, *La Guerre du mensonge: histoire secrète de la désinformation*, Paris, Plon, 1986
35) KELLER Ulrich, *The ultimate spectacle: a visual history of the Crimean War*, Australia, Amsterdam, Netherlands, Gordon and Breach, 2001
36) KHARAZIAN Marat, « L'opinion publique française et la question arménienne (1894-1908) », thèse, 2007
37) KITSIKIS Dimitris, « Les rapports du Temps avec le gouvernement grec » *Revue d'Histoire moderne et contemporain*e, 1968
38) KITSIKIS Dimitris, *Propagande et pressions en politique internationale : la Grèce et ses revendications à la Conférence de la Paix, 1919-20*, Paris, PUF, 1963
39) KNIGHTLEY Phillip, *The first casualty : the War Correspondent as Hero and Myth-Maker from the Crimea to Kosovo*, Baltimore, 2002
40) LAMBERT Frédéric, *Mythographies, la photo de presse et ses légendes*, Paris, Edilig, 1986
41) LE MAREC Gérard, *Les Photos truquées: un siècle de propagande par l'image*, Paris, Atlas, 1985
42) LEMONIDOU Elli, "La Grèce vue de France pendant la première guerre mondiale : entre censure et propagandes », thèse, Paris, 2007
43) LINDNER Andrew, « Controlling the media in Iraq », *Contexts*, 2008, vol.7, n°2, p.32-38
44) MATHIEN Michel, *L'information dans les conflits armés: du Golfe au Kosovo*, Paris, 2001
45) McCombs Maxwell, *Contemporary public opinion: issues and the news*, Hillsdale (N.J.), L. Erlbaum Associates, 1991

46) MacKenzie John, *Propaganda and Empire : the manipulation of British public opinion, 1880-1960*, Manchester university press, 1984
47) MORIN Edgar, *La rumeur d'Orléans*, Paris, éd. du Seuil, 1969
48) PALMER Michael, *Quels mots pour le dire ? Correspondants de guerre, journalistes et historiens face aux conflits yougoslaves*, Paris, 2003
49) PARENTI Michael, *Inventing Reality*: *the politics of mass-media*, New York, St. martin's press, 1986
50) PARIS Michael, *Warrior nation: images of war in British popular culture, 1850-2000*, London, 2000
51) PEDELTY Marc, *War stories: the culture of foreign correspondents*, London, New York, Routledge, 1995
52) PERGNIER Maurice, *Mots en guerre: discours médiatique et conflits balkaniques*, Lausanne, 2002
53) PREDALI Dominique, *Mortel consensus: les manipulations dangereuses de médias*, Paris, 2002
54) RAMONET Ignacio, *Propagandes silencieuses*, Paris, Gallimard, 2002
55) SCHNEIDERMANN Daniel, *Le cauchemar médiatique*, Paris, Denoël, 2004
56) SCHUDSON Michael, *The power of news*, Harvard University Press, 1995
57) SKOULARIKI Athéna, "Au nom de la nation : le discours public en Grèce sur la question macédonienne et le rôle des médias », thèse, Paris, 2005
58) SONTAG Susan, *Regarding the pain of Others*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2003
59) SYLVESTER Judith, *Reporting from the front : the media and the military*, Lanham (Md.), Rowman and Littlefield, 2005
60) TAYLOR Philip, *War and the media: propaganda and persuasion in the Gulf War*, Manchester University Press, 1992
61) TUCHMAN Gaye, *Making News: a study in the construction of reality*, New York, Free Press, 1978
62) VERON Eliséo, *Construire l'événement, les medias et l'accident de Three Mile Island*, Paris, Ed. de Minuit, 1981
63) VOLKOFF Vladimir, *Désinformations par l'image*, Paris, Ed. du Rocher, 2001
64) WILLIAMS David, *Media, memory, and the First World War*, Montreal, 2010

Sur les représentations de l'identité et de l'altérité, les stéréotypes et les préjugés

1) ABBATUCCI Séverin, *Essais de psychologie sociale*, Paris, 1929
2) AMIN Samir, *L'eurocentrisme : critique d'une idéologie*, Paris, Anthropos, 1988.
3) AMOSSY Ruth, *Les idées reçues. Sémiologie du stéréotype*, Paris, Nathan, 1991
4) ANDERSON Jon, *Understanding cultural geography*, London, Routledge, 2010
5) APOSTOLOU Irina, *L'orientalisme des voyageurs français au XVIIIe siècle: une iconographie de l'Orient méditerranéen*, Paris, PUPS, 2009
6) ASCHROFT Bill, GRIFFITHS Gareth, *Key concepts in post-colonial studies*, London, New-York, 1998
7) Association des historiens modernistes des universités françaises, *Turcs et turqueries: XVI-XVIIIe siècles*, Paris, PUPS, 2009
8) AUZEPY Marie-France (dir.), *Byzance en Europe*, Saint-Denis, Presses Universitaires de Vincennes, 2003
9) AVLAMI Chryssanthi (dir.), *L'Antiquité grecque au XIXe siècle : un exemplum contesté ?*, Paris, L'Harmattan, 2000
10) BALIBAR Etienne, WALLERSTEIN Immanuel, *Race, nation, classe : les identités ambiguës*, Paris, La Découverte, 1988
11) BANCEL Nicolas, BLANCHARD Pascal, *Zoos humains : de la Vénus hottentote aux reality shows*, Paris, La Découverte, 2002
12) BARTH Fredrik, *Ethnic groups and boundaries : the social organization of culture difference*, Boston, Little, Brown, 1969
13) BASCH Sophie, *Les Sublimes Portes : d'Alexandrie à Venise, parcours dans l'Orient romanesque*, Paris, H. Champion, 2004
14) BASCH Sophie, *Le mirage grec : la Grèce moderne devant l'opinion française depuis la création de l'École d'Athènes jusqu'à la guerre civile grecque : 1846-1946*, Paris, Hatier, Athènes, Kauffmann, 1995
15) BECK Robert, KRAMPL Ulrike, RETAILLAUD-BAJAC Emmanuelle, (dir.), *Les Cinq sens de la ville, du Moyen Age à nos jours*, Tours, Presses Universitaires François-Rabelais, 2013
16) BENZONI Maria Mathilde, FRANK Robert, PIZZETTI Silvia Maria (éds.), *Images des peuples et histoire des relations internationales*, Unicopli, Milan – Publications de la Sorbonne, Paris, 2008

17) BERNAL Martin, *Black Athena: The Afroasiatic roots of Classical Civilization*, vol.1, *The Fabrication of Ancient Greece 1785-1985*, New Brunswick, N.J., Rutgers University Press, 1987
18) BJELIC Dušan, SAVIC Obrad, *Balkan as metaphor: between globalization and fragmentation*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 2002
19) BOER Inge, *After orientalism: critical entanglements, productive looks*, Amsterdam, Rodopi, 2003
20) BOER Inge, *Disorienting vision: rereading stereotypes in French Orientalist texts and images*, Amsterdam, Rodopi, 2004
21) BOURHIS Richard, *Stéréotypes, discrimination et relations intergroupe*, Liège, Mardaga, 1994
22) BRUNETEAU Bernard, *Histoire de l'idée européenne au premier XXe siècle à travers les textes*, Paris, Armand Colin, 2006
23) BURGAY Marie-Claude (dir.), *D'un Orient à l'autre, les métamorphoses successives des perceptions et des connaissances*, Paris, CNRS, 1991
24) CALIMANI Riccardo, *Le préjugé antijuif : introduction à la dynamique de la haine*, Paris, Tallandier, 2009 (traduit de l'italien par Rosetta Franco-Morselli et Annie Sussel)
25) Citron Suzanne, *Le mythe national : l'histoire de France revisitée*, Paris, Ed. de l'Atelier, 2008
26) CRANG Mike, *Cultural geography*, London, Routledge, 1999
27) DELTOMBE Thomas, *L'islam imaginaire: la construction médiatique de l'islamophobie en France, 1975-2005*, Paris, La Découverte, 2005
28) DESMET-GREGOIRE Hélène, *Le divan magique, l'Orient turc en France au XVIIIe*, Paris, 1980
29) DIRK Arkel van, *The drawing of the mark of Cain: a socio-historical analysis of the growth of anti-Jewish stereotypes*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2009
30) DULAC Elodie, ROBIC-DIAZ Delphine, *L'autre en images : idées reçues et stéréotypes*, GRRAAL, Groupe de réflexion sur les représentations de l'autre, de l'ailleurs et du lointain, Paris, L'Harmattan, 2005
31) DU REAU Élisabeth, *L'idée de l'Europe au XXe siècle, des mythes aux réalités*, Bruxelles, éd. Complexe, 1996
32) FLANNERY Edward, *The Anguish of the Jews : Twenty-three centuries of antisemitism*, Paulist Press, 1985

33) FLEMING K. E., « Orientalism, the Balkans and Balkan Historiography » *American Historical Review*, october 2000
34) FRIEDLANDER Saül, "Mentalité collective et caractère national: une étude systématique est-elle possible?" *Relations Internationales*, 1974, 2, p.25-35
35) GEARY Patrick, *Quand les nations refont l'histoire : l'invention des origines médiévales de l'Europe,* Paris, Flammarion, 2006 (traduit de l'anglais par Jean-Pierre Ricard)
36) GILMAN Sander, *L'autre et le moi : stéréotypes occidentaux de la race, de la sexualité et de la maladie*, Paris, PUF, 1996
37) GOODY Jack, *L'Islam en Europe : histoire, échanges, conflits*, Paris, La Découverte, 2004 (traduit de l'anglais par Isabelle Taudière)
38) Göçek Fatma Müge, *East Encounters West: France and the Ottoman Empire in the Eighteenth Century*, New York & Washington, DC, Oxford University Press & ITS, 1987
39) HENTSCH Thierry, *L'Orient imaginaire. La vision politique occidentale de l'Est méditerranéen*, Paris, Minuit, 1988
40) IPOTESI Monique, *Pierre Loti et l'exotisme fin de siècle*, Taranto, Lisi, 2007
41) JESNÉ Fabrice, « L'invention des Balkans dans le discours scientifique et politique italien, 1861-1915 », thèse d'histoire, Université de Paris 1, 2009
42) KABBANI Rana, *Europe's myths of Orient: devise and rule,* London, Macmillan, 1986
43) KHATIBI Abdelkebir, *Figures de l'étranger dans la littérature française*, Paris, Denoël, 1987
44) KIERNAN Victor, *The Lords of human kind : Black man, Yellow man and White man in an age of empire*, New York, Columbia University press, 1986
45) LAPLANTINE François, *Je, nous et les autres*, Paris, Payot, 1999
46) LAQUEUR Walter, *The changing face of antisemitism : from ancient times to the present day*, Oxford, Oxford University Press, 2006.
47) LOCKMAN Zachary, *Contending visions of the Middle East: the history and politics of Orientalism*, Cambridge, 2004
48) MAZUREL Hervé, *Vertiges de la guerre : Byron, les philhellènes et le mirage grec*, Paris, Les Belles Lettres, 2013
49) MEINHOF Ulrike, *Living (with) borders : identity discourses on East-West borders in Europe*, Aldershot, Ashgate, 2002

50) MOURA Jean-Marc, *Lire l'exotisme*, Paris, Dunod, 1992
51) MOUSSA Sarga, « Le débat entre philhellènes et mishellènes chez les voyageurs français de la fin du 18e au débutdu XIXe » *Revue de littérature comparée*, 1994, p.411-34
52) MOUSSA S., *La relation orientale : enquête sur la communication dans les récits de voyage en Orient, 1811-1861*, Paris, Klincksieck, 1995
53) MOUSSA Sarga, *L'idée de race dans les sciences humaines et la littérature, XVIIIe-XIXe siècles*, Paris, L'Harmattan, 2003
54) PAVLOVIC Mihailo, *Témoignages français sur les Serbes et la Serbie : 1912-1918*, Beograd, 1988
55) RAWSON Claude, *God, Gulliver, and Genocide : barbarisme and the European imagination, 1492-1945*, Oxford University Press, 2001
56) SAID Edward, *Orientalism*, New York, Vintage books, 1979
57) SCHILLINGER Jean, ALEXANDRE Philippe (éds.), actes du colloque, « Le barbare : images phobiques et réflexions sur l'altérité dans la culture européenne » Nancy, 23 - 24 mars 2006
58) SOLNON Jean-François, *Le turban et la stambouline : l'Empire Ottoman et l'Europe, XIVe-XXe siècle, affrontement et fascination réciproques*, Paris, Perrin, 2009
59) SPIVAK Gayatri Chakravorty, *A critique of postcolonial reason: toward a history of the vanishing present*, Cambridge (Mass.), London, Harvard University Press, 1999
60) TAGUIEFF Pierre-André, *La force du préjugé : essai sur le racisme et ses doubles*, Paris, La Découverte, 1988
61) THIESSE Anne-Marie, *La création des identités nationales : Europe, XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 1999
62) TODOROV Tzvedan, *Nous et les Autres* : *la réflexion française sur la diversité humaine*, Paris, Seuil, 1989
63) TODOROVA Maria, *Imagining the Balkans*, Oxford University Press, 1997
64) TORGOVNICK Marianna, *Gone primitive : savage Intellects, Modern Lives*, Chicago, Chicago University Press, 1990
65) Uluağlı Serhat, *L'image de l'Orient turc dans la littérature française : les idées, les stéréotypes et les stratégies*, Istanbul, Isis, 1997
66) VARISCO Daniel, *Reading orientalism : the said and the unsaid*, Washington University Press, 2007

67) YASRI-LABRIQUE Eléonore, *La Turquie et nous: enquête sur l'imaginaire turc de la France*, Paris, L'Harmattan, 2010
68) WIEVIORKA Michel, *La différence*, Paris, éd. Balland, 2000
69) WOLFGANG Hopken, *Oil on Fire: Textbooks, Ethnic Stereotypes and Violence in South-Eastern Europe*, Hannover, 1996
70) WOLFF Larry, *Inventing Eastern Europe: The Map of Civilisation in the Mind of Enlightenment*, Stanford University Press, 1996 (1994).

I. Statistiques sur la place occupée par les nouvelles sur les guerres balkaniques à la Une de mon échantillonnage (entre parenthèses le nombre de colonnes)

Octobre 1912

Le Figaro

1	Le danger balkanique, mobilisation serbe et bulgare, la guerre ou la paix ? (2/3)
2	
3	Le secret de la paix, l'action collective nécessaire (3/4)
4	Le danger balkanique, la situation, les chances de la paix (1)
5	Dans les Balkans, la situation (3/4)
6	Dans les Balkans, déclarations de M. Sasonoff (1)
7	Dans les Balkans, la situation, action diplomatique, impression pessimiste à Londres (1)
8	Dans les Balkans, la situation (3/4)
9	La Guerre ; la déclaration de guerre à Constantinople, à Cettigné (1)
10	La guerre dans les Balkans, la gravité du conflit (2/3)
11	La crise balkanique ; jours d'attente ; les opérations, une victoire monténégrine (3)
12	Dans les Balkans, le devoir de l'heure (3/4)
13	Le roi de Monténégro au roi d'Italie (1/4)
14	La réponse des Etats balkaniques (2/3)
15	Le rêve bulgare ; la Turquie fait face (3)
16	La paix italo-turque et la guerre balkanique (1/2)

17	-
18	La guerre balkanique et les Puissances, le rôle de la France (1)
19	La guerre balkanique, l'attitude de la Roumanie, les opérations (1)
20	La situation stratégique, les combats d'hier (1/2)
21	Théâtre principal, prise de deux forts d'Andrinople (1/2)
22	Roses bulgares ; une Française dans les Balkans (1 et ½)
23	Marche en avant, le combat de Kirk-Kilissé (2/3)
24	La Bataille de Kirk-Kilissé (1/2)
25	Pour les blessés de la guerre ; victoires des alliés (1)
26	Lenteur diplomatique ; la retraite des turcs (1)
27	Le statu quo balkanique (1)
28	(discours de Poincaré : la crise orientale, les alliances et les ententes) (2/3)
29	Devant la guerre ; le moment difficile (2)
30	L'Autriche et la question serbe (1)
31	Pour la Croix-Rouge française et les blessés de tous les belligérants ; la grande bataille (1)

L'Humanité

1	-
2	Est-ce la guerre ? ; La crise balkanique : entre la guerre et la paix, malgré la mobilisation générale, les grandes capitales d'Europe ne se montrent pas pessimistes (2)
3	Le vrai péril ; Dans l'attente, les fusils sont braqués mais partiront-ils ? (1 et ½)
4	Un court répit ; les puissances l'utiliseront-ils ? la guerre est impossible avant huit jours (1)
5	On se serait battu à la frontière turco-bulgare (1)
6	Etat stationnaire ; aucun changement sur la scène, mais les diplomates s'agitent dans les coulisses (4/3)
7	La crise balkanique, pas d'illusion (1/2)
8	Pour la paix ; les puissances sont d'accord (2)
9	Dans les Balkans, c'est la guerre ; pour essayer de paralyser l'intervention de l'Europe, le Monténégro déclare la guerre à la Turquie (3 et ½)
10	La Bulgarie n'a pas encore bougé ; on attend la déclaration de guerre de la coalition balkanique ; conflit élargi ; les forces militaires des Etats balkaniques (3)
11	Les Alliés achèvent leurs préparatifs de guerre ; un premier combat entre les Monténégrins et les Turcs ; l'attitude des Puissances (3)
12	Le conflit s'élargit ; on se bat à la frontière serbe ; attitude inquiétante de l'Autriche (2)
13	La guerre qui ne finit pas et celle qui commence ; la rupture d'Ouchy et ses conséquences possibles (3)
14	Manifestations socialistes internationales contre la guerre ; les Socialistes d'Autriche-Hongrie ; les Socialistes de Turquie et des Balkans (5)
15	Lourd matérialisme ; la Turquie prend l'offensive ; les troupes ottomanes franchissent la frontière serbe ; incendie d'un village turc par les Monténégrins ; amazones monténégrines ; vers la boucherie ; atrocités des bandes turques ; les bandes serbes ; les bandes bulgares ; le Roi des Montagnes, Nikita Ier de Monténégro (5)

16	A bas la guerre ! les capitaux français dans les Balkans ; toujours à la veille de la guerre ; les troupes turques ont quitté le territoire serbe ; un ultimatum grec ; la question crétoise (4)
17	La rupture diplomatique ; la Turquie a rappelé ses représentants auprès des Etats balkaniques ; le manifeste des socialistes autrichiens contre la guerre ; la CGT et la guerre (3)
18	Le prolétariat français contre la guerre ; manifeste du parti socialiste ; manifeste de la CGT ; la Guerre est déclarée ; les hostilités ont commencé sur toutes les frontières ; (5 et ½)
19	La Grèce participe à la Guerre ; inquiétantes intrigues du panslavisme russe ; le roi rouge, pierre Ier de Serbie ; (3)
20	Guerre et intrigue ; on se bat sur toutes les frontières ; aucune opération décisive ; un manifeste du sultan au peuple ottoman (5)
21	Ni croix ni croissant ; les hostilités deviennent plus actives ; les Alliés pénètrent en territoire turc ; les Turcs font des démonstrations navales ; (3)
22	Aveux ; l'offensive bulgare se poursuit impétueuse ; Kirk-Kilissé a-t-il été occupé par l'armée bulgare ? (3)
23	Devant Andrinople ; à la veille de la grande bataille ; les offensives serbe et grecque (2)
24	Une rude mêlée autour d'Andrinople ; les Bulgares auraient-ils éprouvé un échec ? ; guerre à la guerre (2 et ½)
25	Devant Andrinople, la bataille continue plus acharnée que jamais ; les Bulgares déclarent avoir pris Kirk-Kilissé ; les socialistes des Balkans contre la guerre ; les Monténégrins autour de Scutari ; le combat de Kumanovo ; Pour les blessés, un comité ottoman à Paris (3)
26	Les socialistes allemands contre la guerre ; le roi des casinos, Georges Ier ; l'offensive bulgare se poursuit, les Turcs se concentrent sur la Maritza ; (4)
27	Les succès des Alliés se poursuivent ; Uskub prise par les Serbes (2)
28	Inutiles tueries ; les hostilités dans les Balkans ; les Bulgares s'efforcent d'investir Andrinople ; les autres Alliés poursuivent leur offensive (3 et ½)
29	La marche des alliés continue ; on s'attend à une grande bataille turco-bulgare entre Lulé-Burgas et Bunar-Hisar (2 et ½)
30	Un manifeste du BSI contre la guerre ; hommage aux socialistes des Balkans ; une période d'attente en Thrace ; l'offensive serbe en Macédoine ; siège de

	Scutari (4)
31	Sur un front de 70 km, une bataille dure depuis trois jours qui met aux prises 300 000 hommes ; le roi des hommes d'affaires, Ferdinand Ier (3)

Le Journal

1	Est-ce la guerre ? la Serbie et la Bulgarie mobilisent contre la Turquie ; trois cent mille hommes sur pied de guerre ; seule une intervention immédiate des Puissances peut empêcher un conflit qui mettrait aux prises tous les Etats balkaniques (2)
2	La coalition balkanique s'affirme ; la Grèce et le Monténégro mobilisent ; les Puissances prêchent la conciliation, mais s'abstiennent de toute action collective (2)
3	Dans l'attente ; l'Europe n'a qu'un moyen de maintenir la Paix, c'est de l'imposer ; on se battrait à la frontière bulgare (4/3)
4	Encore un jour de gagné ; dans les Balkans on s'observe, en Europe : on négocie ; une entente austro-russe va-t-elle dénouer la crise ? (2)
5	Entre la guerre et la paix ; on se bat dans les Balkans ; Turcs et Italiens pensent à poser les armes ; l'intervention des Puissances se précise (1 et ½)
6	La Bulgarie veut la guerre ; où en est l'action internationale (2)
7	L'intervention des puissances reste en suspens ; l'Angleterre ne veut pas admettre une garantie internationale des Réformes ; l'Autriche fait des réserves (1)
8	Enfin d'accord ; les Puissances interviennent ; la Turquie les a devancées en accordant les Réformes ; la Bulgarie osera-t-elle passer outre ? ; comment se réalise l'initiative de M. Poincaré (2)
9	Le Monténégro déclare la guerre à la Turquie ; la Bulgarie, la Serbie, la Grèce vont-elles suivre le mouvement ? ; l'intervention austro-russe a eu lieu hier dans les capitales balkaniques (4)
10	Le calme avant la tempête ; la Bulgarie se renferme dans un silence énigmatique ; la note des Puissances reste sans réponse ; les premiers combats (3)
11	Les Puissances agissent à Constantinople ; Bulgares et Serbes s'obstinent dans une réserve calculée ; l'armée monténégrine entre en ligne (2)
12	Une conversation avec Daneff, le Président de la Chambre bulgare expose à notre envoyé spécial que son pays veut obtenir satisfaction coûte que coûte ; le Monténégro a pris seul l'initiative de la rupture ; (2)
13	Un intermède dans la crise orientale ; les surprises de la paix italo-turque ; la Turquie émet des prétentions inadmissibles ; l'Italie lui laisse encore trois jours de réflexion (2)

14	Au terme de l'attente ; on va connaître le résultat de l'action internationale ; la Bulgarie, la Grèce et la Serbie répondent aux Puissances ; (3)
15	La guerre se généralise dans les Balkans ; la Turquie prend l'offensive contre la Serbie ; la Grèce lance un ultimatum et proclame l'annexion de la Crète (3)
16	La paix est faite entre l'Italie et la Turquie ; la guerre va s'engager implacable dans les Balkans ; la Turquie dénonce les relations avec les Etats balkaniques ; les troupes monténégrines remportent un gros succès à Touzi ; (6)
17	La veillée des armes ; les ruptures diplomatiques sont consommées (3)
18	La Turquie déclare la guerre à la Bulgarie et à la Serbie ; le ministre des Affaires étrangères ottoman expose à notre envoyé spécial pourquoi la Porte est obligé de lutter ; les forces monténégrines devant Scutari (3)
19	La première journée de guerre ; avant de s'affronter, les peuples se défient ; le roi de Bulgarie lance un appel vibrant à la guerre nationale et religieuse (4)
20	La guerre sur terre et sur mer ; les Bulgares en marche sur Andrinople s'emparent du Poste turc de Mustapha-pacha ; la flotte turque bombarde Varna ; les Serbes et les grecs prennent l'offensive (3)
21	L'offensive bulgare se développe sur la ligne Andrinople-Kirkilissé ; les Monténégrins enregistrent deux succès ; l'escadre turque bloque les ports bulgares, tandis que l'escadre grecque est à l'entrée des Dardanelles ; à la frontière monténégrine, un massacre dans un défilé (3)
22	Dans la plaine d'Andrinople les deux armées en contact ; l'attaque bulgare contre Kir-Kilissé ; bombardements navals et blocus (3)
23	Pourquoi cette guerre ? Kir-Kilissé va-t-elle succomber ? (5)
24	Le grave mystère d'Andrinople ; les deux adversaires gardent le silence sur la partie engagée dans la plaine de Thrace ; les Serbes enlèvent Novi-Bazar et Pristina ; les Grecs aussi marquent un succès (3)
25	Les Turcs en échec sur toute la ligne ; les Bulgares enlèvent Kir-Kilissé ; 50 000 Turcs prisonniers ? ; les Serbes s'emparent de Kumanovo ; la route de Salonique est ouverte aux Grecs ; à Constantinople (4)
26	Au Monténégro ; Après Kir-Kilissé, que vont faire les Bulgares ? ils peuvent attaquer Andrinople à fond ou marcher directement contre l'armée turque (4)
27	Les Serbes ont occupé Uskub ; les Turcs se retirent sans combattre ; Andrinople va-t-elle succomber ? Constantinople est toujours calme ; les exactions des Albanais musulmans ; (3)

28	L’offensive des alliés se précipite ; en Thrace les Bulgares s’acharnent sur Andrinople et foncent sur Lule-Burgas ; en Macédoine les forces serbo-bulgares menacent de cerner l’armée de Zekki pacha ; les renforts d’Asie à Constantinople, au quartier général turc, pris de panique, les paysans fuient devant l’envahisseur (5)
29	Dans Scutari assiégée ; avec les Monténégrins (4)
30	Deux jours inoubliables chez les Albanais ; crise gouvernementale en Turquie, Kiamil pacha grand vizir ; l’armée turque de Macédoine est encerclée de toutes parts ; les puissances n’agiront qu’après la prochaine bataille (3 et ½)
31	Quatre cent mille hommes sont aux prises depuis trente six heures sur un front de 70 kilomètres ; l’issue de la lutte reste en suspens ; la Roumanie s’inquiète des succès bulgares (3 et ½)

Le Matin

1	Au seuil d'une guerre ; l'armée bulgare est mobilisée ; l'armée serbe est mobilisée ; les grandes puissances feront tout pour éviter un conflit ; elles se sont engagées à l'enfermer dans les Balkans s'il doit avoir lieu malgré elles (1 et ½)
2	Quatre nations sous les armes ; Bulgarie, Serbie, Grèce et Monténégro ont mobilisé ; la Turquie est acculée à la paix avec l'Italie (3)
3	L'arme au pied ; les Etats balkaniques continuent la mobilisation de leurs soldats ; les puissances commencent la mobilisation de leurs diplomates (2 et ½)
4	A la veille de la paix ; les Turcs et les Italiens sont prêts à s'entendre ; le feu couve toujours dans la péninsule des Balkans, mais Autriche et Russie semblent d'accord pour l'éteindre (1 et ½)
5	Dans l'attente ; Bulgarie et Turquie sont toujours face à face (2)
6	Déclarations de M. Sazonow, ministre des Affaires étrangères de Russie : « nous ferons comprendre aux peuples balkaniques qu'il y a d'autres remèdes que la guerre » (1)
7	Le concert européen s'établit lentement ; les alliés retardent l'envoie de leur ultimatum à la Porte (2)
8	L'Europe agit…et si malgré tout, la guerre éclatait (2)
9	Le Monténégro part en guerre ; il déclare à la Turquie qu'il en appelle au sort des armes ; la note des puissances est remise aux pays balkaniques. Que feront maintenant la Bulgarie, la Serbie et la Grèce ? (3)
10	La guerre reste localisée au Monténégro (3)
11	La Bulgarie se dresse en armes et rêve de guerre et de vengeance ; la guerre pourrait encore être évitée si l'Europe faisait pression sur la Porte (3)
12	Les Monténégrins et les Bulgares se concertent (1 et ½)
13	Les adjurations de Pierre Loti ; il conjure l'Europe d'intervenir en faveur des Ottomans ; la guerre et la paix (2)
14	Au seuil de la guerre ; partout retentit, dans les Balkans, le fracas des armées en marche, et pourtant la réponse bulgare serait plus mesurée qu'on ne l croyait (3)
15	Les hostilités sont ouvertes ; les Turcs franchissent la frontière serbe ; et ils signifient aux puissances qu'ils ne souffriront pas d'ingérence étrangère (2 et ½)

16	La paix est conclue entre l'Italie et la Turquie ; dans les Balkans, la parole est au canon ; les alliés se passeront d'ultimatum ; vers la guerre des Balkans (3)
17	Les relations diplomatiques sont rompues ; la guerre sera déclarée aujourd'hui (3)
18	La guerre a commencé ; c'est la Turquie qui, hier matin, l'a déclarée ; la Croisade (5)
19	La guerre est générale dans les Balkans ; la Serbie entre en guerre ; en Bulgarie la guerre déchaîne (3)
20	Cinq peuples aux prises (3)
21	C'est entre Bulgares et Turcs qui semble devoir se livrer, d'un instant à l'autre, sous Andrinople, la première grande bataille ; le réveil turc ; Mustapha-Pacha enlevée à la baïonnette (4)
22	Le mystère balkanique ; l'armée bulgare vise-t-elle Andrinople ? ou s'avance-t-elle droit sur Constantinople ? (2 et ½)
23	La bataille est engagée depuis lundi autour de Kirk-Kilissé ; occupation de Lemnos ; les succès serbes (3)
24	Les Bulgares sont sous les murs d'Andrinople (3)
25	Les Bulgares ont pris Kirk-Kilissé ; les Serbes seraient entrés à Kumanovo et Sienitza ; les Grecs se sont emparés de Servia (2 et ½)
26	La marche des Bulgares semble foudroyante ; mais la lutte est rude autour d'Andrinople ; les Turcs massacrent les chrétiens à Uskub à Adrinople et à Servia ; le découragement de l'armée ottomane (3)
27	Les Serbes sont entrés à Uskub ; sous Andrinople (5)
28	Une heure tragique à Constantinople ; il semble que l'armée bulgare passe au large d'Andrinople et coure droit à la grande armée turque (3 et ½)
29	Vers la suprême bataille ; la conquête de la Macédoine avance (3)
30	La bataille est engagée ; la Turquie change son gouvernement (2 et ½)
31	Trois cent mille hommes se battent ; depuis avant-hier, huit heures et demie du soir, andrinople est bombardée (4)

Le Petit Journal

1	La situation dans les Balkans, mobilisation en Bulgarie et en Serbie (1)
2	La Grèce, la Bulgarie, la Serbie, le Monténégro ont mobilisé contre la Turquie qui mobilise à son tour (3)
3	On est dans l'attente des événements (4/3)
4	Les conditions de la paix (4/3)
5	Comment se sont constitués les Etats Balkaniques ; la situation (2 et 2/3)
6	L'Etat de la crise balkanique (2 et ½)
7	Les négociations des puissances (2/3)
8	L'accord est fait entre les puissances sur leur intervention en Orient ; mais la Bulgarie fera-t-elle que la guerre soit évitée ? (1)
9	Le Monténégro a déclaré la guerre à la Turquie ; les autres puissances balkaniques vont-elles suivre le mouvement ? (2)
10	Les Turcs sont aux prises avec les Monténégrins et les Serbes (3)
11	Comment expliquer que le Monténégro ait le premier déclaré la guerre à la Turquie ? (3)
12	Les forces en présence (2)
13	Ce qu'il faut penser de l'armée turque ; la situation dans les Balkans (3)
14	La réponse de la Bulgarie à la note des puissances ; l'offensive monténégrine (2)
15	Les troupes turques sont entrées den territoire serbe ; c'est la réponse de la Turquie à la note des Etats balkaniques ; la Grèce a envoyé un ultimatum à Constantinople (3)
16	La paix est signée entre l'Italie et la Turquie ; par contre, l'offensive des Monténégrins se poursuit contre les Turcs (4)
17	La guerre dans les Balkans et les intérêts de la France ; les opérations militaires ; les Monténégrins avancent victorieusement en Albanie et dans le sandjak de Novi-Bazar (4)
18	La Guerre est commencée entre la Turquie et les Etats balkaniques ; un engagement a eu lieu à la frontière serbe ; (4 et ½)

19	La lutte à travers les âges entre les Chrétiens et les Musulmans (origine des Arabes, Mahomed, le Coran, la conquête arabe, la conquête turque) ; on se bat sur toutes les frontières ; le tsar de Bulgarie dans une proclamation à son peuple, regarde la guerre actuelle comme une 'croisade' (6)
20	Les atrocités turques ; les armées ennemies se rapprochent et les combats d'avant-postes se multiplient (3 et ½)
21	L'empereur et les quatre rois ; les alliés ont tous pénétré en territoire turc (4 et ½)
22	L'alliance franco-russe et la GB ; les Bulgares auraient pris Kirk-Kilissé
23	Les renforts turcs se massent en arrière d'Andrinople (2)
24	Une grande bataille est engagée entre Turcs et Bulgares entre Andrinople et Kirk Kilissé ; les Serbes auraient pris après Prichtina, Novi-Bazar, et Sjenitza ; un combat naval semble imminent entre les flottes grecque et turque (3 et ½)
25	Les Bulgares ont pris aux Turcs Kirk-Kilissé ; la lutte continue autour d'Andrinople ; les Serbes déclarent être entrés à Kumanovo (3 et ½)
26	Scutari et le fort de Tarabosch qui la commande se seraient rendus aux Monténégrins : la retraite des Turcs après Kirk-Kilissé aurait été désastreuse (3)
27	Les Serbes ont occupé Uskub, chef lieu de vilayet, que les Turcs avaient abandonné ; les Bulgares serrent de près la place d'Andrinople que les Turcs espèrent défendre à la Plevna (3)
28	Les Serbes et les Monténégrins ont fait jonction en Vielle Serbie ; les Grecs avancent encore en Thessalie ; les Bulgares gardent le secret sur leurs opérations (1 et ½)
29	En traversant la Serbie ; les opérations des Bulgares (3 et ½)
30	Les Balkans aux peuples balkaniques ; l'offensive des alliés ; les Bulgares à 80 km de Constantinople et les Grecs à 60 km de Salonique (4)
31	Le choc entre les armées turque et bulgare ; quand et comment interviendront les puissances (3)

Le Petit Parisien

1	Tension aigue en Orient ; la Serbie et la Bulgarie alliée ont proclamé la mobilisation ; le devoir de l'Europe (3)
2	L'heure décisive, la quadruple alliance balkanique est en armes contre la Turquie ; mais la Triple Entente, d'une part, et la Triplice de l'autre, agissent parallèlement contre la guerre, et les belligérants éventuels cherchent de l'argent. (4)
3	Dans l'attente, Les coalisés balkaniques ont encore l'arme au pied ; seule une entente austro-russe pour les réformes macédoniennes peut conjurer la guerre ; l'armée ottomane favorable à la guerre ; l'enthousiasme à Sofia ; la Grèce proteste contre la capture de ses navires (3)
4	La crise orientale : La parole est encore à la diplomatie ; la France prend l'initiative de l'action européenne (3)
5	La crise d'Orient : on dément les combats de frontière ; la formule française et les puissances ; l'accord préliminaire italo-turc (2)
6	On attend la réponse de l'Autriche, deux discours du trône (2 et ½)
7	L'entente européenne imminente ; l'Autriche-Hongrie accepte le projet de la France ; l'Angleterre fait encore quelques réserves mais on espère trouver, ce matin, la formule définitive (2)
8	L'Accord européen est fait ; les démarches auront été accomplies, ce soir, dans les cinq capitales balkaniques (3)
9	Prise d'armes en Orient ; le Monténégro déclare la guerre à la Turquie ; il a voulu devancer l'intervention des puissances et l'on pense qu'il a agi à l'instigation de la Bulgarie (3 et ½)
10	Bulgares, Serbes et Grecs se concertent avant l'attaque ; l'Autriche concentre 120 000 hommes en Bosnie et en Dalmatie (3)
11	La déclaration de guerre bulgare attendue pour lundi ; un grand combat entre Turcs et Monténégrins ; la démarche des puissances à Constantinople (3)
12	L'attente dure : l'anxiété s'accroît ; Bulgares, Serbes et Grecs sont prêts ; Turcs et Monténégrins se contestent la victoire ; on prévoit la rupture des pourparlers entre la Porte et l'Italie (3)
13	L'heure décisive dans les Balkans ; les réponses sont imminentes et sans doute les déclarations de guerre ; l'Italie donne encore trois jours à la Porte (2)

14	A moins d'un prodigieux revirement la semaine qui s'ouvre verra de sanglantes hostilités ; la note bulgare a été remise aux puissances et à la porte (3)
15	La guerre d'étend ; Turcs et Serbes sont aux prises à la frontière de Macédoine ; la Porte décline l'intervention de l'Europe ; la Grèce a lancé un ultimatum ; contre-coup de la crise balkanique, Ruinés, deux époux se donnent la mort (4)
16	La paix italo-turque est conclue ; quelle influence l'accord aura-t-il sur la crise d'Orient ? la Bulgarie n'a pas encore déclaré la guerre ; les pourparlers continuent entre grandes puissances (3)
17	La Turquie met à profit l'attente pour renforcer ses contingents (2)
18	La Turquie déclare la guerre ; elle donne l'ordre de marche à ses armées d'Uskub et d'Andrinople ; deux canonnières grecques forcent la passe de Preveza ; les excès des Monténégrins (3)
19	Les Turcs attendent les Bulgares dans les plaines d'Andrinople ; le tsar des Bulgares lance une proclamation (3)
20	Les Bulgares prennent Mustapha Pacha ; la flotte grecque bloque Preveza ; la marche des Serbes, la poussée bulgare (3)
21	La frontière turque débordée de toutes parts ; six navires grecs devant les Dardanelles ; un combat atroce au nord d'Andrinople (3)
22	Les grandes opérations commencent ; l'armée bulgare se masse devant Andrinople ; Varna bombardée par la flotte ottomane ; les troupes serbes entrent dans le sandjak ; l'armée bulgare arrive devant Kirk-Kilissé ; la flotte grecque devant Lemnos ; Abdul Hamid interné à Constantinople (3)
23	Cinq armées bulgares et serbes progressent en Thrace et en Macédoine ; l'attaque du camp retranché d'Andrinople a commencé hier matin, l'armée hellénique marche sur Monastir ; rencontres acharnées autour d'Andrinople (3)
24	Une lutte effroyable se livre sur les deux rives de la Maritza ; Turcs et Bulgares s'attribuent la victoire ; les Serbes ont pris Novi-Bazar et Prichtina ; une interview du muphti de Stara-Zagora (3)
25	Deux désastres turcs ; les Bulgares ont pris Kirk-Kilissé en capturant 50 000 hommes ; les Serbes annoncent leur entrée dans Koumanovo (3)
26	Une seconde armée turque se concentre derrière Andrinople ; Serbes, Grecs et Monténégrins resserrent l'investissement en Albanie et en Macédoine (3)
27	La bataille continue devant Andrinople ; les Serbes ont enlevé Ferizovitch ; les grecs sont battus près d'Arta (3)

28	La prise d'Uskub ouvre la Macédoine aux Balkaniques ; on se bat toujours devant Andrinople ; la chute d'Andrinople tenue pour imminente (2)
29	Les Bulgares ont coupé Andrinople de Constantinople ; les Serbes saisissent en Macédoine toutes les positions dominantes ; la prise de Baba-Eski ; nous voulons accès à la mer disent les Serbes(3)
30	Bulgares et Turcs face à face le long de l'Ergene ; l'armée serbe envahit l'Albanie ; le cabinet Moukhtar démissionne à Constantinople ; que va faire l'Europe ? l'attitude de l'Autriche demeure énigmatique (3)
31	L'heure décisive en Thrace ; l'issue de la grande bataille demeure encore incertaine ; les Bulgares occupent Rodosto et Cavala ; premières pertes ottomanes au combat de Tchorlou ; les Hellènes s'approchent de Salonique (3 et ½)

Le Temps

1	Paix ou guerre (2/3)
2	La mobilisation balkanique (2/3)
3	Le rôle des puissances ; la crise balkanique, la Turquie mobilise (1 et ½)
4	Pas de paix sans réformes ; le point de vue allemand ; l'Autriche dans l'expectative ; toujours le point noir : Novi-Bazar ; visites et démarches diplomatiques ; les dispositions en Bulgarie (2)
5	Les deux paix ; premiers coups de feu ; plaintes turques et démentis bulgares ; les mesures militaires turques, 200 000 en Macédoine ; manifestations patriotiques à Constantinople ; mesures militaires en Serbie ; mesures militaires et navales de la Grèce ; l'empereur d'Autriche, le roi de Grèce et la diplomatie ; déclarations de M. Guéchof (2)
6	La situation (2/3)
7	Vers l'accord européen ; les négociations entre les puissances ; ce que veulent les Bulgares (8/3)
8	L'accord des puissances (2/3)
9	Guerre ou paix (2/3)
10	La situation (2/3)
11	La veillée des armes ; dans la Montagne noire (1)
12	L'Union de l'Europe ; les faits de guerre (1)
13	Les deux guerres ; l'Italie et la Turquie, les négociations d'Ouchy sont à un point critique ; l'Autriche-Hongrie et la Russie ; inquiétudes à Berlin (2)
14	La situation ; les Monténégrins en Vieille Serbie ; déclarations du MAE de Turquie (4/3)
15	Le jour du terme (2/3)
16	La guerre (2/3)
17	La situation ; le théâtre de la guerre (4/3)
18	Les fautes de la Turquie ; l'ouverture des hostilités balkaniques (4/3)
19	Dans la Triple-Entente ; la guerre d'Orient ; la fiancée d'Ali-bey (pièce de Nicolas

	Ier) (2)
20	La Roumanie et la guerre ; pendant la guerre ; les faits de guerre (8/3)
21	Pour la Triple-Entente ; la Guerre d'Orient (bombardement de Varna et de Bourgas, dans la colonie grecque de Paris, Turquie et Roumanie) (1)
22	Le Temps et la crise européenne ; les faits de guerre (1)
23	Les faits de guerre (1/2)
24	M. Sazonow et la guerre ; les faits de guerre (l'offensive serbe) (4/3)
25	L'opinion austro-italienne et le voyage du comte Berthold (2/3)
26	La sagesse russe, une invention de la presse austro-allemande ; la prise de Kirk-Kilissé (1)
27	La guerre et les impressions européennes ; la combat de Kumanovo (4/3)
28	Le succès de la Serbie ; le quartier général bulgare se déplace à Mustapha-Pacha ; les Monténégrins devant Scutari ; souscription en faveur des Grecs (1)
29	Les intérêts français en Orient (1)
30	Sur les bords de l'Hèbre (1/3)
31	Le nouveau ministère turc ; les prisonniers de guerre ; la retraite de Zekki pacha ; le combat de Lule-Bourgas (8/3)

Novembre 1912

Le Figaro

1	-
2	-
3	-
4	-
5	-
6	-
7	-
8	La France et la Bulgarie ; la question délicate (3)
9	Pour la Croix Rouge ; le débouché de la Serbie, la prise de Salonique (3/4)
10	Le différend austro-serbe, possibilité d'un compromis (1)
11	Pour la croix rouge, courrier de Paris, la question albanaise (2 et ½)
12	Lettre sur la guerre moderne ; le différend austro-serbe (1 et ½)
13	A propos des Turcs ; pour la croix rouge (1 et ¼)
14	A travers Paris ; pour la croix rouge ; apaisement et négociations (1)
15	La détente persiste (1)
16	La Guerre ; l'offensive des alliés ; Siméon Ier (3 colonnes)
17	La situation militaire (1/2)
18	Deux enseignements de la guerre des Balkans (3/4)
19	Pour la Croix Rouge ; Autriche et Serbie (1)
20	Pauvres matelots ; les négociations turco-bulgares (1 et ¾)
21	Images turques ; pour la Croix Rouge française ; vers la paix (3)
22	Comment en finir ; la guerre continue (2 et ½)

23	Pour la Croix Rouge française ; les chances de l'armistice (1)
24	Les deux problèmes (2/3)
25	-
26	Pour la Croix Rouge française ; la situation (2/3)
27	Les négociations, rupture prévue (2/3)
28	Pour la Croix Rouge française ; la situation (2/3)
29	Dans les Balkans, la situation ; à Constantinople on croit à la paix (2/3)
30	Evocation (1 et ¾)

L'Humanité

1	Nouvelle défaite des Turcs à Lulé-Bourgas ; les Serbes prennent Prizrend, les Grecs Grevena, les Monténégrins Ipek ; la Pologne turque (3)
2	Ce que pourrait provoquer la guerre ; le désastre ottoman est complet ; nouveaux détails sur la bataille de Lule-Bourgas ; à Constantinople la souffrance des réfugiés (3)
3	Réacteurs dupés ; la finance française et la guerre ; la lutte autour de Tchorlou ; la marche grecque sur Salonique (4 et ½)
4	Les opérations subissent un temps d'arrêt ; Preveza tombe aux mains des Grecs ; la prise d'Andrinople sera imminente ; confédération balkanique (2 et ½)
5	La Turquie demande à la France de provoquer une intervention européenne ; les intrigues et les convoitises des puissances ; le nœud de la crise ; l'imbroglio diplomatique (2)
6	Pendant que le bruit du canon s'atténue, la bataille diplomatique s'engage ; les vraies leçons d'une défaite, généraux de réaction, armées de milices (3)
7	L'armée turque en déroute ; elle est rejetée par les Bulgares sur Tchataldja ; les Alliés veulent aller à Constantinople (3)
8	L'Internationale contre la guerre ; crise imminente ; les Turcs tentent un suprême effort ; les Grecs vont entrer à Salonique ; des paroles inquiétantes sont prononcées à la délégation austro-hongroise (4)
9	Les Grecs sont entrés à Salonique ; comment les Etats alliés se partagent la Turquie ; Prise de Tchataldja ? la question de l'Albanie, un accord austro-hongrois pour son autonomie (3)
10	L'antagonisme austro-serbe demeure menaçant ; les Bulgares concentrent leurs forces contre Tchataldja ; les Grecs ont occupé Salonique (2 et ½)
11	Des rumeurs sensationnelles ont couru hier : Andrinople aurait capitulé ; Monastir aurait été prise ; les Bulgares seraient aux portes de Constantinople (2)
12	En Orient ; la manifestation contre la guerre ; des pourparlers sont engagés entre l'Autriche, la Serbie et la Bulgarie (3 et ½)
13	L'Internationale contre la guerre ; pour la Paix ! (3)
14	L'Internationale contre la guerre ; le conflit austro-serbe, la mission de M. Danef semble avoir amené une détente (3)

15	Le Prolétariat d'Europe contre la guerre ; la Turquie a demandé un armistice (4 et ½)
16	La protestation de l'Internationale ouvrière ; les négociations turco-bulgares demanderont du temps (5)
17	Vive l'Internationale ouvrière, à bas la guerre (6)
18	A Paris, 100 000 manifestants contre la guerre, « nous ne voulons pas tirer sur vous » a déclaré Scheidemann, délégué d'Allemagne
19	Les Turcs opposent une résistance acharnée à Tchataldja ; Monastir capitule ; la flotte européenne débarque à Constantinople ; effroyables ravages du choléra (3)
20	Le choléra médiateur (1 et ½)
21	Vers l'armistice ; les hostilités devant Tchataldja sont suspendues ; l'accident des consuls austro-hongrois, la Serbie fait des concessions (1 et ½)
22	La guerre continue ; la Turquie a rejeté les propositions bulgares (2)
23	Guerre et révolution ; une deuxième tentative d'armistice ; la Bulgarie reprend les pourparlers ; le conflit austro-serbe (3)
24	Les pourparlers continuent les hostilités aussi (1)
25	Le congrès socialiste international (3)
26	Le congrès socialiste de Bâle contre la guerre ; l'Internationale est unanime (6)
27	Leur paix et la nôtre ; le conflit austro-serbe, le rôle de la Russie, la Camarilla et les Ministres ; l'affaire du consul de Prizrend ; les négociations pour l'armistice ; la Porte décline les conditions des alliés (3)
28	Le délai des négociations est prolongé ; première réunion des plénipotentiaires ; la situation d'Andrinople, l'intransigeance autrichienne (2)
29	On parle à nouveau de Détente sans trop y croire (1)
30	La crise européenne ; préparatifs diplomatiques et préparatifs militaires (2)

Le Journal

1	Les Bulgares poursuivent 150 000 Turcs en déroute ; l'heure de la médiation approche ; que ca-t-il se passer à Constantinople ? (4)
2	Le tsar Ferdinand félicite ses Armées ; Nazim pacha annonce des victoires ; les Grecs engagent le combat autour de Salonique ; une corvette turque est torpillée ; l'angoisse à Constantinople; (4)
3	Les Turcs veulent lutter jusqu'au bout ; les Bulgares appellent des renforts grecs et serbes ; pas de conquêtes, mais des garanties, tel est le programme de l'Autriche ; la prise de Samothrace (4)
4	La crise balkanique se complique d'un grave malentendu international ; l'Autriche s'inquiète du désintéressement proposé par la Triple-Entente ; l'Angleterre mobilise sa flotte ; le siège de Scutari (3)
5	La Turquie n'a sollicité l'intervention que de l'Angleterre et de la France ; le gouvernement français a dû décliner l'appel ; Constantinople est calme ; la débandade turque autour de Salonique (2)
6	Avec l'armée bulgare devant Andrinople ; au quartier général turc ; l'armée de Moukhtat pacha s'est vaillamment battue et a opéré sa retraite dans un ordre parfait ; la marche des armées grecques ; la Turquie demande la médiation de l'Europe ; les puissances accepteront en principe ; les difficultés de la conciliation (5)
7	Les tristesses de Constantinople ; avant le choc suprême, la vérité sur la situation des deux armées ; Tchataldja n'est pas encore aux mains des Bulgares (3 et ½)
8	L'offensive bulgare vers Tchataldja ; les Grecs à douze km de Salonique ; les Serbes au cœur de l'Albanie ; le funèbre bilan des combats (2)
9	Les Grecs entrent à Salonique ; Andrinople tient encore ; le projet de médiation internationale paraît définitivement condamné ; comment se pose le différend austro-serbe (3)
10	Constantinople reste calme et indifférent ; patience et prudence résoudront le problème austro-serbe ; la débâcle de l'armée turque (4 et ½)
11	La troublante énigme austro-serbe ; pourquoi ils ont été battus (3)
12	La conversation est engagée à Belgrade et à Budapest ; la situation internationale est moins tendue ; les Serbes précipitent leur marche vers la mer ; Andrinople tient bon et les Turcs annoncent des succès (4)

13	La médiation renaît ; l'Europe transmet aux vainqueurs le désir de paix exprimé par les Turcs (1)
14	Poincaré parle du conflit balkanique et de la situation internationale ; la confiance s'affirme ; on entrevoit la fin prochaine des hostilités par accord direct ou par l'effet de la médiation (3)
15	Une des causes du différend austro-serbe ; la Serbie veut un port pour vendre des porcs ; les chances de la paix se précisent ; les alliés accorderont-ils l'armistice demandé par les Turcs ? aux avant-postes des Turcs sur la ligne de Tchataldja ; l'envoyé spécial du 'Journal ' assiste aux premiers engagements (4 et ½)
16	Les lignes de Tchataldja sont-elles forcées ? Les Alliés délibèrent sur la réponse à faire à la demande de suspension des hostilités ; les troupes turques sont décimées par le choléra (2 et ½)
17	La Turquie attend encore les conditions des Alliés ; les Bulgares paraissent avoir ajourné l'attaque des lignes de Tchataldja ; arrestations sensationnelles à Constantinople (3)
18	Aux portes de Constantinople, un cortège de cholériques ; la bataille s'est engagée furieuse sur les lignes de Tchataldja ; une soudaine offensive des Bulgares est victorieusement refoulée ; Monastir est serrée de près par les Serbes et les Grecs ; les Serbes s'avancent vers Monastir (4)
19	5 000 marins étrangers débarquent à Constantinople ; l'armée serbe s'empare de Monastir ; les lignes de Tchataldja résistent toujours ; le différend austro-serbe s'envenime ; comment tomba Salonique (3)
20	Les hostilités vont-elles prendre fin ? les alliés acceptent la proposition turque de négocier sans délai un armistice ; la Triplice appuie les revendications d'Autriche ; les Turcs (4)
21	Les hostilités suspendues devant Tchataldja pour la négociation de l'armistice ; la Turquie n'a encore pris aucun engagement ; l'incident des consuls autrichiens est réglé ; succès bulgares en Macédoine et à Andrinople (2 et ½)
22	La guerre va continuer ; la Turquie repousse les exigences des vainqueurs (3)
23	La résistance n'arrête pas la négociation ; les Bulgares désignent les délégués de paix ; dans l'attente d'une issue incertaine, les deux adversaires renforcent leurs armées (2 et ½)
24	C'est la paix et non une simple trêve que vont discuter les négociateurs ; à toute éventualité les alliés préparent l'effort suprême ; des suspicions obstinées pèsent sur les rapports austro-russes ; le péril albanais (2)

25	La crise de l'incertitude ; les belligérants commencent à négocier ; la situation internationale réclame beaucoup de patience et de sang-froid (2)
26	Au pays du silence, des ruines et du deuil, une dramatique chevauchée d'Andrinople à Tchataldja ; aux abords des villages incendiés, de chiens errants dévorent les cadavres, et partout l'homme est absent ; on négocie à Bachtchekeui ; la Turquie est en humeur de résistance ; les armements austro-russes ; le Turc a nourri le Bulgare ; autre danger, les bachi-bouzouks (3)
27	La situation internationale se précise ; pas de conflit à craindre avant que l'Europe ait délibéré ; Berlin cause avec Saint-Pétersbourg ; Vienne consent à prendre patience ; la négociation de paix n'en est qu'à ses débuts ; la vérité sur l'incident franco-grec de Salonique (3)
28	Les Bulgares devant Tchataldja ; un patriotique enthousiasme anime les assiégeants (3)
29	La détente s'affirme ; les tendances pacifiques ont enrayé les suspicions internationales (2)
30	Un nouveau succès bulgare ; deux divisions turques prisonnières ; l'appel de l'Albanie à l'Europe ; la mission du général Conrad à Bucarest (2)

Le Matin

1	La Bulgarie annonce la déroute de l'armée de Nazim pacha ; la débâcle turque ; l'attitude de l'Europe (4)
2	La bataille continue ; la Turquie regarde la Macédoine comme perdue ; mais elle conserve l'espoir de vaincre en Thrace l'armée bulgare ; un appel de Kiamil pacha à la France et à l'Angleterre ; les succès grecs ; un parlement balkanique à Uskub (4)
3	Un peu de répit dans la marche bulgare sur Constantinople ; capitulation imminente d'Andrinople ; dans les premiers jours de cette semaine, les alliés entreront à Salonique (4)
4	La bataille dure encore ; des négociations se poursuivent entre les six grandes puissances ; l'entente n'est pas réalisée ; marche victorieuse de l'armée grecque ; succès serbes (2 et ½)
5	La défaite turque et l'Europe ; la Turquie a demandé aux puissances d'imposer aux peuples balkaniques l'arrêt des hostilités ; la France a refusé ; l'Autriche-Hongrie n'accepte pas la formule de la Triple-Entente ; on s'attend cependant à l'accord définitif des grandes puissances (3)
6	La Turquie demande à l'Europe sa médiation ; l'Europe est disposée à l'offrir ; les Etats balkaniques l'accepteront-ils ?
7	Le commencement de la fin ; l'armée bulgare est à 40 kilomètres de la capitale (3)
8	Les difficultés diplomatiques commencent pour l'Europe (3 et ½)
9	-
10	La revanche hellénique après la prise de Salonique ; c'est de la modération de l'Autriche qui dépend aujourd'hui la tranquillité de l'Europe (3 et ½)
11	Situation tendue en Europe ; les Bulgare à l'assaut des forts d'Andrinople
12	La part de l'Allemagne dans les défaites turques ; la situation européenne n'a pas empiré ; (3)
13	La guerre balkanique et l'Europe ; on cause ; els grandes puissances demanderont aujourd'hui aux alliés balkaniques quelles conditions ils mettent à la cessation des hostilités (2)
14	La Guerre et l'Europe ; de Tchataldja à Constantinople ; (4)

15	Les puissances ont offert leur médiation hier ; mais la Turquie a déjà engagé des négociations directes ; la bataille a commencé à Tchataldja (3)
16	Les alliés se concertent avant de répondre aux propositions de paix ; pendant ce temps, les hostilités continuent ; les grecs et les Bulgares se jalousent à Salonique (4)
17	Les alliés se préparent à délibérer sur les conditions de la paix ; aucune opération militaire décisive ne s'est produite ; les ravages du choléra s'entendent (3)
18	La Turquie connaît un désastre pire que la défaite : l'épidémie ; le choléra fait des milliers et des milliers de victimes ; l'attaque des lignes de Tchataldja est commencée (1 et ½)
19	La guerre continue ; canonnade à Tchataldja ; bombardement à Andrinople ; prise de Monastir ; els marins européens débarquent à Constantinople ; les ravages du choléra (2)
20	Les négociations sont ouvertes ; si la Turquie accepte des conditions des alliés elle leur remettra les villes qui résistent encore ; mais les Turcs garderont Constantinople (3)
21	La future Turquie d'Europe ; elle s'arrêterait à la ligne tracée de Midia à Rodosto ; le différend austro-serbe s'aplanit (2)
22	La Turquie rejette les conditions des alliés (3 et 1/2°)
23	A Tchataldja les négociations continuent (2)
24	Turcs et alliés négocient ; les peuples balkaniques veulent eux aussi, une Albanie autonome, mais sous leur contrôle (3)
25	Ce n'est plus la guerre ou la paix turco-balkanique qui inquiète l'Europe ; c'est le conflit austro-slave (2)
26	Il y a de l'inquiétude en Europe ; l'Autriche ne paraît pas devoir accepter une paix conclue en dehors d'elle par la Turquie et les alliés (2)
27	On envisage la rupture des pourparlers de Tchataldja ; l'Autriche serait intervenue dans les négociations ; elle aurait dicté à la Turquie les conditions à formuler et renouvelé les conseils d'intransigeance (2 et 1/2°)
28	La guerre dans les Balkans ; la rupture des pourparlers de Tchataldja semble imminente ; mais la Serbie renonce à son intransigeance ; l'inquiétude européenne se dissipe (2 et ½)
29	Finir la guerre des Balkans, tel est aujourd'hui le désir des alliés ; éviter le conflit austro-serbe telle est la ferme espérance de l'Europe entière (2)

30	Etat stationnaire ; ainsi peut s résumer ce matin le bulletin de l'Europe (1 et ½)

Le Petit Journal

1	La victoire des Bulgares se confirme ; les Turcs en déroute, sont traqués ; la France envoie 3 cuirassés dans l'Archipel et 1 à Salonique pour sauvegarder ses Nationaux (3 colonnes)
2	La bataille continue entre Bulgares et Turcs de Lule-Burgas à Viza ; Nazim pacha affirme qu'il a pris l'offensive ; un torpilleur grec a coulé un croiseur turc à Salonique (2 colonnes)
3	La Guerre dans les Balkans (4 colonnes)
4	La Guerre dans les Balkans ; les Serbes marchent sur Monastir ; le Roi de Serbie a fait sont entrée à Uskub ; les derniers moyens de résistance de la Turquie (4 colonnes)
5	La Turquie s'avouant vaincue demande l'intervention de l'Europe ; mais le gouvernement français refuse trouvant inacceptable la formule ottomane ; la débâcle de l'empire levantin (4 colonnes)
6	Comment tout cela peut-il finir ? devant le refus d'une intervention, la Turquie demande la médiation des puissances (3 et ½)
7	Les affaires balkaniques ; la nouvelle victoire des Bulgares devant Tchataldja leur ouvre la route de Constantinople, l'Europe et la médiation ; (3 colonnes)
8	Les affaires balkaniques ; les difficultés diplomatiques ; le désaccord austro-serbe (3 colonnes)
9	Sous les murs de Constantinople ; les Grecs à Salonique ; les Bulgares à Andrinople ; l'action diplomatique (3 colonnes)
10	Les affaires balkaniques ; la situation diplomatique ; qui menace la paix européenne ? l'entrée à Constantinople (3 et 1/2)
11	La maîtrise de la mer ; sommes –nous à la veille d'un armistice ? (4 et ½)
12	Les Bulgares se concentrent devant les lignes de Tchataldja et le choléra est aux portes de Constantinople (3 colonnes)
13	Les puissances vont faire une démarche collective auprès des Etats balkaniques ; à Constantinople les légendes de Sainte-Sophie (2 colonnes)
14	Un temps d'arrêt dans la guerre des Balkans, la démarche des puissances (1 et ½)

15	Les négociations directes entre la Turquie et la Bulgarie en vue d'un armistice et de la paix ; les opérations militaires continuent à Tchataldja ; le choléra multiplie ses ravages (2 colonnes)
16	La Bulgarie examine la proposition turque d'armistice ; l'offensive des troupes bulgares autour de Tchataldja ; le Monténégro et le port San Giovani de Medua (3 et ½)
17	Entre la guerre et la paix ; les positions extrêmes de Tchataldja tiennent encore ;
18	L'attaque générale des lignes de Tchataldja a commencé hier, dit le généralissime turc ; manifestations internationales contre la guerre ; les ravages du choléra (3 et ½)
19	Les Serbes ont pris Monastir, la bataille de Tchataldja a continué avec acharnement ; l'Allemand von der Goltz et ses élèves Jeunes Turcs (4 colonnes)
20	A quelles conditions les alliés accepteraient l'armistice ? la tension augmente entre la Serbie et l'Autriche (2 et ½)
21	Les hostilités semblent suspendues à Tchataldja pendant qu'on négocie l'Armistice (2 colonnes)
22	La Turquie refuse les conditions des Alliés pour l'Armistice (1 et ¼)
23	L'attitude de la Turquie en face de ses adversaires ; Scutari d'Asie ; batailles diplomatiques ; les Grecs à Mytilène (3 colonnes)
24	Les affaires balkaniques ; le conflit austro-serbe ; la reprise des hostilités (3 colonnes)
25	La paix suivrait de peu l'armistice (2)
26	La parole est aux négociateurs ; les intentions des alliés et celles de la Turquie ; où en est le conflit entre l'Autriche et la Serbie (3)
27	Les affaires balkaniques ; pendant les négociations (2 et ½)
28	Dans les Balkans ; le jeu austro-allemand (2)
29	La destinée des peuples ; serbes et bulgares ; la quadruple alliance et l'Autriche-Hongrie ; Durazzo et Salonique ; le second acte de la Question d'Orient ; peuples et religions de l'Asie mineure (4)
30	Les Affaires Balkaniques ; la clé de la mer noire ; la férocité des Albanais (3)

Le Petit Parisien

1	La bataille de Lulé-Bourgas fut un désastre pour les Turcs ; l'Albanie conquise par les Serbes et les Monténégrins (2)
2	L'Autriche tient encore en suspens l'action collective de l'Europe ; les volontaires tchèques arrivent à Sofia ; chrétiens massacrés (2 et ½)
3	La bataille continue en Thrace ; les Turcs et leurs adversaires rejettent la médiation ; l'Autriche-Hongrie réserve ses intérêts ; une femme trahissait, on la fusilla (à Sofia) (3)
4	La Turquie s'avoue vaincue ; l'armistice lui est refusé mais la France acceptera de soumettre ses offres de paix aux confédérés ; la situation diplomatique s'est compliquée ; la débâcle ottomane ; les précautions de la Porte contre le fanatisme ; les navires européens dans le Levant ; suicide d'un général bulgare ; les Grecs en marche vers Salonique ; les prétentions du cabinet de Belgrade ; l'Autriche est irritée contre les Serbes ; ce que veulent les Balkaniques (4)
5	Les Puissances gardent le contact ; la Porte adresse à Poincaré une demande de médiation collective ; la France se concerte avec les chancelleries ; six croiseurs de plus vont à Constantinople représenter les grands Etats ; l'armée bulgare devant Andrinople (3)
6	Crise d'orient ; l'attente diplomatique ; les alliés poursuivent leurs succès, Bulgares à Tchataldja, Serbes à Monastir, Grecs à Salonique ; les navires de guerre européens dans les eaux turques (2)
7	Les Bulgares donnent assaut aux lignes de Tchataldja ; l'accord de l'Europe est en bonne voie ; les Turcs perdirent 46 000 hommes à Tchorlou ; violents combats autour de Tchataldja ; la Turquie veut sauver la face (3)
8	Salonique occupée par les Grecs ; la querelle austro-serbe suspend l'œuvre de médiation ; les Balkaniques veulent négocier avec la Porte lorsqu'ils jugeront l'heure venue ; l'esprit de résistance prévaut à Constantinople ; les Grecs s'emparent de Salonique (3)
9	Au bord d'un nouveau conflit : quelle décision prendra l'Autriche vis-à-vis de la Serbie ? Constantinople envahie par les fugitifs de Thrace ; dans un train de blessés (3)
10	La crise est stationnaire ; l'Autriche négocie directement avec le cabinet serbe ; appréhensions italiennes ; désarroi et inquiétude à Constantinople. ; les socialistes autrichiens contre la guerre (2)

11	L'Autriche-Hongrie et la Serbie ont entamé un débat officiel ; l'espoir d'une solution amiable subsiste ; combats à Tchataldja ; une importante déclaration de Vesnitch ministre de Serbie à Paris (3)
12	Le conflit austro-serbe inspire moins d'inquiétude ; un armistice deviendrait possible entre la Porte et les Balkaniques ; la visite de Daneff ; l'Autriche affirme son désir de conciliation (3)
13	L'Europe a offert sa médiation aux Etats balkaniques ; la bataille a commencé à Tchataldja (2)
14	Vers la paix ; les négociations directes entre Constantinople et Sofia ; des germes de division parmi les alliés (2)
15	La dernière déroute turque prépare la paix ; la Bulgarie se concerte avec les confédérés ; en attendant, son armée a enlevé Tchataldja ; elle menace Constantinople, où des mesures sont prises pour garantir la sécurité des Européens (3)
16	L'attente diplomatique ; les alliés après avoir posé leurs conditions de paix exigeront un acquiescement immédiat de la Turquie ; el choléra ; la Russie reconnaît l'occupation grecque à Salonique ; la manifestation berlinoise contre la guerre (2)
17	La grande bataille se livre à 25 km de Constantinople ; le choléra et la peste déciment les belligérants et pour éviter une redoutable contagion, les ambassadeurs délibèrent sur les moyens d'arrêter l'armée bulgares aux portes de la capitale ; Andrinople résiste ; des milliers de cholériques jonchent les abords de Constantinople (2)
18	La bataille continue à Tchataldja ; le différend austro-serbe s'envenime ; le choléra sévit directement parmi els belligérants et 2000 marins de la flotte internationale ont débarqué pour protéger les quartiers européens de Constantinople contre le pillage et en même temps pour former un cordon sanitaire ; Monastir est prise (3)
19	Est-ce la paix ? la Bulgarie désigne des plénipotentiaires et pose les conditions d'un armistice ; démarche énergique de l'Autriche à Belgrade ; une statistique du choléra (3)
20	Vers la paix ; les généralissimes négocient à Hademkeui ; le combat a cessé à Tchataldja. ; la Serbie donne satisfaction à l'Autriche sur l'affaire des consuls : comment fut pris Monastir ; le combat de Tchataldja funeste aux Bulgares ; la blessure de Mouktar pacha (3)
21	La guerre continue ; la Turquie rejette les conditions imposées par les alliés ; les griefs serbes contre Prochaska ; ce qu'a du dire Nazim pacha ; le croiseur

	‘Hamidié’ aurait coulé (2)
22	Paix ou guerre ? la Bulgarie veut négocier avec la Porte sur des bases nouvelles ; les opérations grecques, occupation de Mytilène ; les Serbes à Okrida (2)
23	Plénipotentiaires turcs et bulgares négocient près de Tchataldja ; l’Autriche-Hongrie dément, une fois de plus, les bruits de mobilisation de son armée ; nouvelle sorte malheureuse des assiégés d’Andrinople (2)
24	Ce sont les conditions de paix qu’on discute à Tchataldja ; les armements austro-hongrois provoquent une réelle inquiétude ; la terreur à Stamboul (2)
25	Les négociations de Tchataldja ; l’Autriche ne veut pas d’une paix faite sans elle (3)
26	Impression de détente ; le conflit austro-russe apparaît moins inquiétant ; mais on se demande si Turcs et Bulgares mettront sur pied leur accord (2)
27	L’impression d’une détente entre l’Autriche et la Russie s’est encore fortifiée hier ; els pourparlers traînent à Tchataldja (2)
28	Une première ébauche d’accord européen ; l’Allemagne, l’Autriche ont renouvelé hier, leurs affirmations pacifiques ; l’autonomie albanaise ; nos navires en Orient (2)
29	L’Europe s’oriente vers la conférence ; la Serbie est plus calme ; les Albanais constituent à Valona un gouvernement provisoire ; els Bulgares négocient, ils capturent 9 000 Turcs (1)
30	-

Le Temps

1	La guerre et les puissances ; les petits drapeaux (1,5)
2	Du statu quo au désintéressement ; la guerre d'Orient ; l'armée et la politique (2)
3	Un grand spectacle ; les faits de guerre (1 et 1/3)
4	La nécessité de l'Union balkanique ; la guerre d'Orient (1)
5	La crise se noue ; les derniers événements de Thrace (1 et 1/3)
6	L'attitude de l'Autriche ; les faits de guerres (2)
7	La situation diplomatique de l'Europe ; l'oracle de Delphes ; les faits de guerre (1,5)
8	La débâcle turque ; contre-vérités socialistes (1,5)
9	La clarté ; la guerre d'Orient (1)
10	L'Autriche Hongrie et les Slaves ; une destinée mélancolique (1 et 2/3)
11	Le discours de M. Asquith ; la guerre d'Orient (1 et 1/3)
12	La crise et l'unité d'action (2/3)
13	M. Danef à Budapest ; après la victoire ; la guerre d'Orient (2)
14	L'Autriche et ses intérêts vitaux (1)
15	Le discours de M. Poincaré et la crise orientale ; Napoléon et les Balkans (1)
16	Une prière à Sainte-Sophie ; la demande d'armistice et le différend austro-serbe (1)
17	Période d'attente (1)
18	L'Italie et l'Autriche ; la manifestations contre la guerre ; le choléra (2)
19	La politique austro-hongroise et l'opinion triplicienne ; le pacifisme socialiste (1,5)
20	Le discours du comte Berchtold (1/2)
21	Qu'est-ce que l'Albanie (1)
22	L'Italie, l'Autriche et l'Albanie (1)

23	La guerre continue ; la France et les Chrétiens d'Orient (1)
24	L'Italie, l'Autriche et l'Albanie (1)
25	L'incertitude européenne ; l'action diplomatique (1 et 1/3)
26	Les socialistes et la guerre (1)
27	La méthode européenne ; l'action diplomatique (1 et 1/3)
28	Démenti nécessaire ; l'action diplomatique (1 et 1/3)
29	1909-1912 (1)
30	La Russie et ses intérêts vitaux (2/3)

Décembre 1912

Le Figaro

1	Dans les Balkans, les négociations, la conférence d'ambassadeurs, l'opinion en Allemagne (1)
2	Chez le Patriarche de Constantinople (3/4)
3	L'imbroglio balkanique et le discours du chancelier ; pour la Croix-Rouge Française (1)
4	L'armistice (1/2)
5	De l'armistice à la paix (1/2)
6	La question d'Orient à la commission des Affaires étrangères (3/4)
7	-
8	La question d'Orient, les colloques de Londres et les préparatifs de Vienne (1/2)
9	-
10	-
11	Chrétiens du Liban ; la question d'Orient, inquiétude (3)
12	La question d'Orient, avant les négociations de paix (1/2)
13	-
14	La paix possible (2/3)
15	La Bulgarie et la Triplice (2/3)
16	Une lettre du prince Ghika pour l'Albanie ; à la veille des conférences, incertitudes, le conflit austro-serbe (1)
17	Les négociations de paix autour du palais de St-James (1/3)
18	-
19	-
20	Dans l'attente ; les négociations de Londres et la paix de l'Europe (3 et ½)

21	La réunion des ambassadeurs, accord des six grandes puissances (1/2)
22	La question d'Orient, la politique extérieure de la France, déclarations de Poincaré (1)
23	Le conflit austro-serbe, la détente (1/3)
24	La conférence de la paix, les négociations commencées (1/2)
25	-
26	-
27	-
28	-
29	Une année historique (1912, la guerre d'Orient) ; la question d'Orient, marchandage, conférence de Londres, les Turcs ne cèdent pas (1 et ½)
30	Les contrepropositions turques (2/3)
31	-

L'Humanité

1	Vers l'armistice ? on espère arriver à une entente d'ici deux jours ; à Salonique hauts faits des troupes grecques et bulgares (1 et ½)
2	La première étape vers la paix ; l'armistice est signé (2)
3	Incertitudes (2/3)
4	L'armistice n'est pas encore signé, le bombardement d'Andrinople et de Scutari continue (1/2)
5	Les conditions de l'armistice ; le désaccord gréco-bulgare et la crise européenne(2)
6	Ce que valent les 'symptômes de détente' ; vers les négociations de paix ; la Grèce y participera (2)
7	-
8	Les Balkans et l'Europe ; les deux conférences (2/3)
9	Pendant l'armistice ; pour la conférence de Londres, les délégués ont été désignés (2 et ½)
10	-
11	Andrinople ; les préparatifs de l'Autriche (1 et 1/2)
12	L'énigme autrichienne (1)
13	Réaction contre réaction ; l'incertitude demeure (1)
14	Zachos est sauvé ; avant la conférence on va parler de paix, mais les menaces de guerre persistent (1 et ½)
15	Veille de Conférence, les Alliés sont d'accord avec la Turquie (2/3)
16	Pour la conférence de Londres, déclarations de M. Daneff (1/2)
17	La conférence de la Paix est ouverte : l'intransigeance est égale des deux côtés (1)
18	La conférence de la paix s'est ajournée à jeudi (1)
19	-
20	-

21	-
22	La conférence de Londres, un deuxième accroc (2/3)
23	La conférence de Londres ; malgré les divers accrocs, les délégués sont optimistes (2/3)
24	A la conférence de Londres, les conditions des Alliés (2/3)
25	-
26	La Turquie rejette les propositions des Alliés (1/4)
27	-
28	-
29	A la conférence de Londres, les conditions de la Turquie ; un abîme à combler, est-il réel ou factice ? (1 et ½)
30	Les événements balkaniques ; les marchandages continuent (1/2)
31	A la conférence de Londres, les Turcs demandent la médiation de l'Europe (1/2)

Le Journal

1	L'armistice est décidé (3)
2	L'armistice ne sera signé que mardi (2 et ½)
3	Le bloc balkanique va-t-il se briser ? (3)
4	Un coup de théâtre, la Bulgarie, la Serbie et le Monténégro signent l'armistice, la Grèce refuse son adhésion (3)
5	Les clauses de l'armistice (2)
6	La conférence de Paix, la préparation diplomatique (1 et ½)
7	Entre guerre et paix (1)
8	La préparation de la paix s'annonce laborieuse (2)
9	La mémorable entrevue où fut conclu l'armistice, avec les plénipotentiaires bulgares devant les Parlementaires Turcs (4)
10	On perd du temps (2)
11	Généraux et diplomates (1 et ½)
12	Que veut l'Autriche ? (1)
13	L'Autriche garde son secret, l'Europe ses préoccupations (1 et ½)
14	Le prologue de la négociation (1)
15	L'Autriche mobilise en secret et en hâte ; Daneff à Paris (3)
16	La CGT contre la guerre ; la Partie décisive, auj. à Londres la Conférence balkanique ; les apprêts de la guerre en Autriche-Hongrie ; l'orage (3 et 1/2)
17	La conférence est ouverte ; heures troubles en Autriche ; Constantinople ne s'émeut pas des dires de M. Daneff (2 et ¼)
18	Première bataille à la Conférence de la Paix ; la Serbie reste calme devant les provocations autrichiennes (2)
19	La Russie parle ; M. Kokovtzoff plaide la cause des Slaves et fait appel à l'entente des puissances (1 et ½)
20	Nouveau retard, la Conférence siège mais ne délibère pas (1)

21	Un premier gage de paix ; à la guerre (comment j'ai rencontré le choléra) (1 et ¾)
22	Désaccord balkanique, entente européenne (1)
23	La détente n'est pas l'entente (1)
24	Le débat s'engage, les alliés posent leurs conditions (1)
25	Batailles dont on n'a jamais parlé ; pendant la trêve, le rôle de l'Europe grandit (2 et ½)
26	Que répondra la Turquie ? (1/2)
27	Le rêve grandiose de l'Archiduc héritier de l'Autriche ; les détours de la paix, une mission bulgare à Constantinople. (1 et ½)
28	La Bulgarie prend des précautions militaires ; le rôle de la Roumanie, pourquoi elle est restée neutre dans le conflit (1)
29	Les négociateurs de Londres s'ajournent à lundi, les propositions turques étaient hier, inacceptables ; la tâche de l'Europe, son succès dépend encore de l'attitude de l'Autriche (1 et ½)
30	La Conférence des Ambassadeurs pourra-t-elle s'ouvrir tant que l'Autriche sera mobilisée ? (2)
31	Les pourparlers de Londres et la situation internationale ; nouvel ajournement, les plénipotentiaires turcs demandent encore un délai

Le Matin

1	Suspension des hostilités ; ces messieurs de la censure turque (4)
2	Ni à Sofia, ni à Belgrade on ne croit à la conclusion de l'armistice (3)
3	Pas d'accord ; on commence à être moins occupé du dissentiment entre Turcs et alliés que du dissentiment entre Grecs et Bulgares (1)
4	Les bénéficiaires de la guerre, après s'être battue cinq siècles l'Albanie va obtenir son indépendance sans se battre ; l'armistice n'est pas encore signé (3)
5	Nous entrons dans l'ère des conférences (4/3)
6	La Guerre d'Orient, Poincaré explique la politique française (1/3)
7	La résistance d'Andrinople (2)
8	Un flot de congrès nous menace ; et pendant ce temps-là (1)
9	Les Grecs à Salonique (1/3)
10	-
11	Ceux qui vont décider de la paix (1)
12	Une mobilisation étrange ; que cherche l'Autriche ? (1 et ½)
13	-
14	Les délégués sont en désaccord (1/2)
15	Au seuil des conférences ; les difficultés européennes (1 et ½)
16	C'est sous de fâcheux auspices que s'engage la conférence à Londres, incidents à la frontière austro-serbe ; M. Daneff à Paris ; aujourd'hui grève générale (2)
17	La conférence turco-balkanique de Londres ; (1 et ½)
18	Propos interrompus (2)
19	L'attitude de la Russie (1)
20	Il y a des rendez-vous entre les Turcs et Balkaniques (1/2)
21	Les ambassadeurs décident l'autonomie de l'Albanie (1 et ½)
22	-

23	L'attitude de l'Autriche inquiète l'Angleterre (1/2)
24	Les alliés prononcent la déchéance de la Turquie en Europe (1 et ½)
25	La question d'Andrinople (1/2)
26	Si l'on en croit les délégués de la Turquie et des alliés l'accord est impossible entre eux (1)
27	L'agonie du Liban ; si les contre-propositions de la Turquie sont celles que formulent les journaux turcs, on peut espérer qu'une rupture sera évitée (2 et ½)
28	-
29	Toujours les mêmes, il semble, à lire les contre-propositions faites par les Turcs aux alliés, qu'il n'y ait jamais eu de guerre des Balkans (1 et ½)
30	Si la guerre reprenait entre les Turcs et les Balkaniques (1)
31	Les propos interrompus de Londres ; la menace autrichienne et les précautions russes (1 et ½)

Le Petit Journal

1	Les affaires balkaniques ; vers l'entente (1)
2	En attendant l'armistice (1)
3	L'armistice va-t-il être signé ; les réfugiés turcs à Galata (1)
4	Avant la signature de l'armistice : l'opinion européenne ; comment 16 lycéens italiens ont rejoint les Garibaldiens en Grèce (2,5)
5	Les conditions de l'armistice (1,5)
6	Entre l'armistice et la paix (2)
7	En attendant la conférence de Londres (1)
8	Pendant qu'on prépare la conférence de Londres, l'escadre grecque est devant les Dardanelles (1)
9	Le renouvellement de la Triplice et les affaires balkaniques (1)
10	Les affaires balkaniques et l'Europe (2)
11	L'Autriche en face de la Serbie (1)
12	L'Autriche et la paix dans les Balkans ; Slaves et Allemands ; les Serbo-Croates dans les provinces austro-hongroises ; l'Autriche s'appuie sur la force ; la Serbie réclame ses droits nationaux (1,5)
13	A la veille des conférences de Londres (1)
14	Les Affaires balkaniques (1)
15	La conférence de Londres (1/2)
16	Au moment où s'ouvre la Conférence de Londres, la Serbie a exprimé officiellement ses doléances à l'Autriche (2)
17	La Conférence de Londres (3)
18	La Conférence de la Paix ne siégera pas aujourd'hui (2)
19	Les affaires balkaniques (1)
20	Les affaires balkaniques ; les pourparlers austroserbes (1/2)
21	La réunion des ambassadeurs à Londres s'est prononcée pour l'autonomie de

	l'Albanie, mais la Serbie aura un accès commercial sur l'Adriatique (2)
22	De la dépêche d'Ems à l'incident Prochaska (2/3)
23	Les affaires balkaniques ; l'attitude conciliante de la Serbie semble devoir apaiser l'Autriche. (1)
24	Les Turcs acceptant de traiter avec les Grecs (1,5)
25	D'Athènes à Belgrade, du docteur Monprofit ; les affaires balkaniques, la Turquie est intransigeante sur la question d'Andrinople (2,5)
26	Pendant l'entracte de la conférence, la Turquie repousse les conditions des Alliés et fait des contre (propositions (4/3)
27	Les affaires balkaniques, le grand vizir et le général Savoff dit une dépêche de Vienne auraient jeté les bases d'un accord sur la future frontière turco-bulgare
28	Les affaires balkaniques, grands seigneurs d'Autriche et paysans de Slavie (2)
29	Les contre-propositions turques (2)
30	Ce que les Alliés balkaniques pensent des contre-propositions de la Turquie (1)
31	Ni ruptures, ni solution mais encore des atermoiements (2/3)

Le Petit Parisien

1	La conférence n'est pas encore unanimement acceptée ; les Turcs garderaient Andrinople ; els alliés commencent à se diviser ; Salonique sera-t-elle grecque ou bulgare ? démarche russe à Cettigné ; l'Italie surveille Valona (4/3)
2	La guerre balkanique ; le mystère de l'armistice ; la question d'Andrinople tient encore tout en suspens (1 et ½)
3	Les dissensions des confédérés ont retardé la signature de l'armistice ; M. de Bethmann-Hollweg prononce un retentissant discours au Reichstag (3)
4	Journée d'incertitude ; on attend toujours la signature de l'armistice (4/3)
5	Après les autres confédérés balkaniques la Grèce va signer sans doute l'armistice ; la Serbie s'en remet aux puissances sur la question du port adriatique ; l'Angleterre formule son projet de conférence (3)
6	L'exposé de Poincaré sur la crise balkanique ; la France est fidèle à ses engagements ; elle entend sauvegarder ses intérêts et ses droits ; elle fera tous ses efforts en vue de l'entente européenne et la paix (2)
7	La question albanaise ; démarche austro-italienne à Athènes ; l'Albanie se dote d'un gouvernement provisoire (1)
8	Les préparatifs de paix et le tête-à-tête austro-serbe ; l'affaire de Valona à la Chambre italienne (2)
9	Les affaires balkaniques ; rien n'est venu confirmer les nouvelles pessimistes ; la réunion des ambassadeurs aura-t-elle lieu à Londres ou à Paris ? (2)
10	La situation reste indécise entre Vienne et Belgrade ; la Roumanie réclame sa part ; les Grecs canonnent Janina ; Grecs et Bulgares à Salonique (2)
11	L'armée austro-hongroise a bien changé des chefs ; la réunion des ambassadeurs se tiendra à Londres (2)
12	L'Autriche-Hongrie et sa politique pleine d'énigme (2)
13	Ce que veut l'Autriche, ce qu'elle ne veut pas ; le cabinet de Vienne réclamera, avant tout, une communication libre, par Salonique, avec la mer Egée ; une défaite grecque ? (2)
14	A la veille des conférences ; l'Autriche comprend l'opportunité de rassurer les puissances ; Grecs et Turcs, l'intransigeance ottomane ; les Roumains à la conférence (1 et 2/3)

15	Impressions de détente entre Autriche et Serbie ; une visite à Saint James ; els Grecs auraient été battus (2)
16	La Serbie ouvre les pourparlers avec l'Autriche-Hongrie ; elle formule des doléances à Vienne au sujet des armements de l'Empire (2)
17	La conférence de la paix s'est ouverte à Londres : un mot rassurant de l'empereur d'Autriche (2)
18	Les Turcs soulèvent à Londres une difficulté préliminaire ; une cause de tension a disparu entre l'Autriche et la Serbie ; la presse viennoise et l'incident Prochaska ; les délégués ottomans refusent de siéger avec les Grecs (2)
19	La crise orientale ; M. Kokotsef précise à la Douma, l'attitude du gouvernement russe (2)
20	La conférence des plénipotentiaires siège encore sans résultat (2)
21	La crise orientale ; l'Autriche a reçu à Londres une sérieuse satisfaction (les ambassadeurs s'entendent sur le principe de l'autonomie albanaise, avec garantie d'un accès commercial à l'Adriatique pour la Serbie ; la Turquie veut-elle vraiment rompre les pourparlers de paix ? (2)
22	Les délégués Turcs à Londres provoquent un nouvel ajournement ; la Serbie adhère à la décision prise par les ambassadeurs touchant l'Albanie (1)
23	L'entente européenne (1/3)
24	Les conférences continuent à Londres entre Turcs et Balkaniques (3/4)
25	Trêve diplomatique (2/3)
26	La politique russe et les armements autrichiens ; les opérations devant Janina (2/3)
27	Le débat turco-balkanique se concentre autour d'Andrinople, négociations secrètes à Stamboul (1)
28	La reprise des pourparlers à Saint-James ; le gouvernement bulgare dément les mystérieuses négociations de Constantinople (3/4)
29	Les conférences de Saint-James ; les alliés déclarent inacceptables les contre-propositions turques ; l'Autriche ne démobilise pas (2)
30	La Turquie fera des nouvelles propositions ; la question roumaine ; la stupeur à Sofia ; le mécontentement serbe contre l'Autriche (1)
31	Les Turcs obtiennent encore un ajournement à Saint James ; comment expliquer la mansuétude des Alliés ? l'attitude de la Roumanie devient inquiétante (2)

Le Temps

1	L'accord possible (2/3)
2	L'armistice et ses conséquences (4/3)
3	Le péril (2/3)
4	La guerre d'Orient ; l'action diplomatique (1/2)
5	En plein gâchis (2/3)
6	De l'équivoque au provisoire (2/3)
7	L'exposé de M. Poincaré (2/3)
8	Demain ; l'action diplomatique (4/3)
9	-
10	-
11	La seconde conférence de Londres (2/3)
12	La politique austro-hongroise (2/3)
13	L'Autriche et le pessimisme européen (5/3)
14	Les interviews du Temps et la crise orientale (2/3)
15	Le péril de l'intransigeance (2/3)
16	L'union du bloc balkanique ; déclarations de M. Danef (2 et ½)
17	Le sens de l'Union balkanique (2/3)
18	L'action diplomatique (1/3)
19	La thèse autrichienne (5/3)
20	-
21	L'autre question d'Orient (1/3)
22	Le communiqué des ambassadeurs (2/3)
23	Les déclarations de M. Poincaré, l'action diplomatique (1)
24	-

25	La demande balkanique (2/3)
26	L’action diplomatique (2/3)
27	La question d’Arménie ; la guerre d’orient (1)
28	La thèse turque (2/3)
29	L’action diplomatique (2/3)
30	On marchande (2/3)
31	L’action diplomatique (1)

Janvier 1913

Le Figaro

1	-
2	Vers la paix ; les premières concessions de la Turquie (2/3)
3	L'Albanie inconnue ; vers la paix (2)
4	Ultimatum des alliés à la Turquie (3/4)
5	L'utile retard (2/3)
6	-
7	Les négociations de Londres, suspension et non rupture (1/2)
8	Question d'Orient, accord des puissances (3/4)
9	Pour Salonique (1/3)
10	Les ambassadeurs délibèrent à Londres, une note collective en Turquie ; Pour Salonique (1)
11	Pour Salonique ; risques de complications (1)
12	-
13	-
14	Pour Salonique (1/4)
15	-
16	-
17	-
18	-
19	Pour Salonique (1/4)
20	-
21	-

22	-
23	La paix prochaine, réponse favorable de la Turquie (1/3)
24	La paix compromise, le renversement du cabinet de Kiamil Pacha, le retour des Jeunes Turcs (1)
25	Le coup de force Jeunes Turcs et l'Europe ; les Jeunes Turcs s'organisent, une erreur fatale (1 et ½)
26	Après le coup de force, ce que disent les Jeunes Turcs (2/3)
27	Vers la rupture, les alliés décident la rupture des négociations (1)
28	-
29	La rupture prochaine (3/4)
30	La rupture (1)
31	L'armistice dénoncé, l'initiative bulgare, pas d'enthousiasme en Serbie (1)

L'Humanité

1	La Conférence de Londres ; obscurités ; l'affaire Zachos (1 et ½)
2	A la conférence de Londres, on commence enfin à discuter ; les Balkans et l'Europe (2/3)
3	A la conférence de Londres, les négociations vont-elles aboutir ? déclarations des Turcs et des Alliés (1)
4	Les Turcs refusent de céder Andrinople et les îles ; les Alliés menacent de rompre les négociations (1 et ½)
5	La crise de la Conférence turco-balkanique ; on s'attend à une rupture suivie de l'intervention des puissances (1)
6	L'Europe médiatrice ; la Turquie intransigeante (2)
7	Situation équivoque : les alliés n'ont pas rompu (1/2)
8	Ce que m'a rapporté la guerre (2)
9	Les négociations entre les puissances ; projets d'intervention à Constantinople ; la question des îles ; la question d'Andrinople (1)
10	Les négociations de Londres seront-elles reprises ? ; la question des îles, la France appuiera la thèse grecque (1 et ½)
11	Nouvelles complications : la Roumanie menace de mobiliser ; la Turquie résiste (1)
12	Le conflit bulgaro-roumain (2/3)
13	-
14	Les deux conflits : conflit bulgaro-roumain, indices de détente ; conflit turco-balkanique, angoissante incertitude (4/3)
15	Les alliés vont poser un nouvel ultimatum (1/2)
16	-
17	-
18	-
19	-

20	-
21	Les Puissances et la Turquie : la Porte hésite, la Bulgarie menace ; un conseil national turc va se réunir (2/3)
22	-
23	La Turquie se résigne ; les notables sont prononcés en faveur de la paix (1 et ½)
24	Pour sauver l'honneur national, les Jeunes-Turcs s'emparent du pouvoir ; Mahmoud Chevket Pacha est nommé grand-vizir (1 et ½)
25	Le Coup de théâtre de Constantinople ; le général Nazim Pacha tué dans une des salles du Palais ; une proclamation du Comité Union et Progrès (3)
26	Que va faire la Turquie, le nouveau gouvernement veut une paix honorable ; il ne cédera pas Andrinople ; Ahmed Riza a confiance dans l'avenir ; déclarations d'Halil-bey président de la Chambre ottomane (1 et ½)
27	Comment les Jeunes-Turcs ont repris le pouvoir ; un récit des événements ; les intentions des Jeunes-Turcs ; l'indifférence de l'opinion (2)
28	M. de Mun, les Turcs et le Pape (1)
29	-
30	Une lettre de Pierre Loti ; les Alliés ont rompu les négociations de paix, mais l'armistice n'est pas dénoncé ; que se passe-t-il à Tchataldja ? (2)
31	-

Le Journal

1	La rupture des négociations est possible aujourd'hui ; aurons-nous une question roumaine ? (1)
2	Les premières concessions turques ; le point noir roumain (1)
3	La question d'Andrinople reste entière, elle devra être résolue aujourd'hui ; la commission des ambassadeurs se remet au travail (2)
4	Les Alliés ont présenté un ultimatum (4/3)
5	Les plénipotentiaires ottomans ne pourront parler que lundi ; ils feront

	d'intransigeantes déclarations ; l'Europe va intervenir pour empêcher une reprise de la guerre (2)
6	La rupture paraît certaine pour aujourd'hui ; la question de l'Albanie est la préoccupation de l'Europe (2)
7	Pas de rupture ; les négociations sont suspendues ; les puissances gagnent du temps (1)
8	Les plénipotentiaires ottomans ne provoqueront pas une nouvelle réunion ; els coalisés ne prendront aucune initiative ; les puissances demandent à la Turquie de leur laisser la solution des questions d'Andrinople et de l'Archipel (1 et ½)
9	L'action européenne s'organise ; les conversations turco-bulgares ; le Ministre de la Guerre Russe à Paris (1)
10	Tout espoir d'entente n'est pas perdu ; les négociations continuent officieusement (2)
11	Est-ce la paix, est-ce la guerre ? l'action européenne n'aura aucun caractère coercitif (1 et ½)
12	N'achevez pas les blessés ! le Péril du moment, les Bulgares escomptent l'appui de la Russie, le conflit roumain (2 et ½)
13	La mission du général Soukhomlinoff, le ministre de la guerre russe à Paris (2/3)
14	La Roumanie et la Triple Alliance, on attend l'effet de la note collective des ambassadeurs à la Sublime Porte (2 et ½)
15	Que décidera le grand conseil ottoman ? les alliés annoncent un ultimatum ; si la note est repoussée les Puissances reviendront à la Médiation (1 et ½)
16	Toujours l'incertitude ; les alliés retardent leur ultimatum ; les puissances retardent leur note (1)
17	-
18	-
19	Une diversion turque (1/2)
20	L'opinion imprévue d'un homme d'Etat ottoman (1 et 1/3)
21	Le malaise européen s'accroît, la Bulgarie a repoussé l'alliance de la Roumanie (2/3)
22	-

23	La paix est assurée ; le grand conseil ottoman accepte les suprêmes sacrifices (3)
24	La Révolution éclate à Constantinople exploitant la déception de l'abandon d'Andrinople le parti Jeune-Turc renverse le Cabinet Kiamil ; Mahmoud Chevket pacha grand vizir (3 et 2/3)
25	Le coup de force des Jeunes-Turcs, Nazim pacha et son aide de camp assassiné ; la victime et les acteurs de la révolution (3)
26	On attend à Londres les décisions des belligérants ; les puissances sont décidées à ne plus intervenir (1 et 1/3)
27	Les négociations sont rompues, la guerre va-t-elle recommencer ? un récit du coup de force (3)
28	Une journée d'attente (1)
29	-
30	La note de rupture a été remise à Rechid Pacha ; le tournant décisif du conflit roumain (2)
31	L'armistice a été dénoncé hier à Tchataldja (2 et ½)

Le Matin

1	Mlle Cécile Sorel et la guerre des Balkans (2/3)
2	La Turquie cède, elle abandonne les trois quarts de son empire d'Europe ; la question roumaine, le voyage de M. Take Ionesco (2)
3	Les nuages qui restent ; c'est l'Autriche et peut-être la Roumanie dont l'attitude désormais peut inquiéter l'Europe ; la question des frontières de l'Albanie (4/3)
4	La difficulté des Balkans, les déceptions de l'Autriche (1)
5	On envisage pour demain la rupture entre les Turcs et les alliés (1/3)
6	-
7	Suspension ; les négociations de paix n'ont pas été rompues mais elles ont été suspendues jusqu'à nouvel ordre (3)
8	-
9	-
10	Les affaires d'Orient, on attend (1/4)
11	Un nouveau nuage sur les Balkans ; la Roumanie insiste pour obtenir Silistrie ; ce que dit le ministre de la guerre russe (2)
12	La menace roumaine, l'objection bulgare (2/3)
13	-
14	-
15	-
16	-
17	-
18	-
19	-
20	-
21	L'Europe et la question d'Orient, tous les problèmes sont en suspens, aucune solution n'apparaît (1/2)

22	Une grande nouvelle, la Turquie cédera Andrinople et s'en remettra à l'Europe pour la question des îles (1 et 1/3)
23	Abdul Hamid écrit, souvenirs et méditations du sultan rouge (2)
24	Est-ce la reprise de la guerre ? une émeute renverse le gouvernement turc, le nouveau gouvernement refuse d'abandonner Andrinople (2)
25	Une convulsion de la Turquie (2 et ½)
26	Après le coup de force de Constantinople rupture imminente des négociations de Londres (1/3)
27	L'Europe reste unie (1)
28	La rupture des négociations de Londres n'a pas eu lieu hier (2/3)
29	Rupture des négociations de paix entre Turcs et alliés (2/3)
30	La rupture des négociations, cinq minutes historiques ; les troupes turques s'entretuent (2)
31	Tandis que les alliés dénoncent l'armistice, le nouveau gouvernement turc reprend, dans une note aux puissances, le projet même du gouvernement qu'il a renversé (2/3)

Le Petit Journal

1	Les Affaires Balkaniques (2/3)
2	-
3	Les affaires balkaniques ; que veut la Roumanie ? la bataille diplomatique sur la possession d'Andrinople (3)
4	Les alliés ont formulé leur ultimatum sur les îles de la mer Egée, Andrinople et la Crète
5	Les Affaires balkaniques (1/2)
6	Veut-on trouver un compromis à la Conférence de Londres ? le problème roumain (3/4)
7	La Conférence de Londres est suspendue ; l'Albanie future et l'Europe (2)
8	-
9	-
10	Les affaires balkaniques ; la démarche des puissances à Constantinople est imminente ; les deux incidents consulaires austro-serbes sont réglés (1)
11	La Guerre des Balkans et la civilisation ; la situation diplomatique et militaire (2)
12	Le différend bulgaro-roumain (1/5)
13	Les affaires balkaniques ; l'intervention roumaine et la Russie ; la note des puissances à la Porte ; la Turquie ne céderait pas (1)
14	La note des puissances a été télégraphiée hier à Constantinople (1/2)
15	-
16	Les délégués balkaniques attendent pour rompre la réponse de la Porte (1/2)
17	Les affaires balkaniques (1/2)
18	-
19	A la note des Puissances, la Turquie répondra demain au plus tard ; les escadres grecque et ottomane ont livré combat dans la mer Egée (4/3)
20	-

21	-
22	-
23	L'assemblée nationale de Constantinople s'est prononcée hier pour la paix ; le diadoque devant Janina ; la Serbie accepte l'autonomie albanaise (1 et ½)
24	Un coup de force à Constantinople, les Jeunes Turcs ont repris le pouvoir ; les négociations de paix sont-elles compromises ? (2 et ½)
25	Le nouveau coup de force de Constantinople ; Nazim pacha, ministre de la guerre, a été tué d'un coup de feu ; (3)
26	Après le coup de force de Constantinople (1)
27	L'incertitude subsiste ; la Roumanie s'impatiente (1)
28	Les délégués balkaniques n'ont pas signifié hier la rupture (1/2)
29	Les alliés sont ^prêts à rompre ; le coup d'Etat Jeune Turc et ses conséquences (1)
30	La Turquie et les usuriers austro-allemands ; la rupture a été signifié hier par les Alliés (1 et ½)
31	L'armistice est dénoncé ; la Turquie a répondu à la note des puissances (1/2)

Le Petit Parisien

1	La Roumanie triple son budget militaire ; la question des frontières de l'Albanie sera difficilement réglée (2)
2	A Saint James : la Porte fait des concessions, elle livrera la Macédoine mais veut garder Andrinople (2)
3	Les Turcs accepteront-ils de céder Andrinople aux alliés ? la question des îles de la mer Egée (2)
4	Les Balkaniques posent un ultimatum aux Turcs, il s'agit d'Andrinople ; tout conflit est écarté entre l'Autriche et la Serbie (2)
5	Les pourparlers turco-balkaniques ne sont pas rompus (2)
6	Le point de vue européen dans la crise balkanique (2)
7	Les négociations de Saint-James sont suspendues (2 et ¾)
8	L'Europe recherche comment elle interviendra (1)
9	Les conversations entre les puissances ; un mot du roi de Grèce (1)
10	A la veille de l'intervention, Andrinople et les îles ; la question de Scutari met aux prises l'Italie et l'Autriche
11	La Roumanie menace la Bulgarie de mobiliser et d'occuper Silistrie (1)
12	La tension subsiste entre Roumains et Bulgares (4/3)
13	La crise orientale ; l'Europe discute encore sur les termes de la note, détente bulgaro-roumaine (1)
14	La ténacité turque ne désarme pas (1)
15	-
16	Les alliés balkaniques ont ajourné leur sommation à la Porte (2/3)
17	On prévoit de longs pourparlers entre l'Europe et la Porte ; les arguments de la Roumanie (1)
18	(le nouveau président de la République, Raymond Poincaré)
19	La note des puissances est remise à la Porte (2/3)
20	Le gouvernement turc se montrerait plus conciliant (1/2)

21	Le grand conseil turc siègera demain, le ton pacifique prévaut dans une partie de la presse ottomane (1)
22	La Turquie incline à la paix (1/4)
23	Les notables turcs décident de céder sur Andrinople et les îles (1 et ½)
24	Révolution à Constantinople le cabinet Kiamil pacha renversé par les Jeunes-Turcs ; le nouveau ministère refusera de livrer Andrinople (1 et 2/3)
25	Le coup d'Etat JT sème l'inquiétude en Europe (2)
26	L'Europe reste unie ; la reprise des hostilités n'est pas encore certaine et en tout cas, la rupture turco-balkanique ne sera pas immédiate (2)
27	Tout confirme le maintien de l'entente européenne ; on redoute des troubles à Constantinople (4/3)
28	Le désarroi règne en Turquie ; les craintes augmentent pour la sécurité des Européens de Constantinople (1/2)
29	La discorde travaille l'armée turque et les alliés décident de rompre sans retard (2/3)
30	La rupture à Londres ; bien que les alliés s'affirment intransigeants, ils ne souhaitent guère de se battre (2)
31	Ce qu'offre la Turquie (4/3)

Le Temps

1	Une négociation qui traîne (2/3)
2	Sang-froid nécessaire ; l'action diplomatique (1)
3	L'action diplomatique ; la conférence de Londres (1/2)
4	Est-ce la rupture ? ; la guerre d'Orient (1)
5	L'action diplomatique (1/3)
6	L'Europe et la paix ; déclarations de Rechid pacha ; la conférence de Londres, on ne prévoit pas une rupture (4/3)
7	La rupture manquée (1/2)
8	-
9	-
10	La déclaration serbe (1/2)
11	La question des îles ; la Turquie ne cédera pas (1 et ½)
12	La tension bulgaro-roumaine ; Philhellènes français ; déclarations du prince Fuad d'Egypte (la question d'Albanie) (2 et ½)
13	-
14	-
15	La note des puissances ; l'action diplomatique (4/3)
16	La Roumanie et les Etats Balkaniques (2/3)
17	Deux résultats (2/3)
18	Un point noir ; avant la remise de la note ; les négociations roumaines et bulgares (4/3)
19	-
20	-
21	Une question à étudier (Salonique) ; avant la réponse ottomane (1)
22	L'action diplomatique (1/3)

23	-
24	Les résolutions de la Turquie ; les loisirs d'un Vieux-Turc ; pensées et souvenirs d'Abdul-Hamid (8/3)
25	Le Coup d'Etat de Constantinople ; l'action diplomatique (4/3)
26	Le coup de force de Constantinople ; le cabinet Mahmoud Chevket ; Constantinople est calme ; les dispositions du nouveau gouvernement ; le meurtre de Nazim pacha (5/3)
27	-
28	Le sang-froid nécessaire (2/3)
29	Pour l'union des Slaves (2/3)
30	L'action diplomatique (1/4)
31	La rupture (2/3)

Février 1913

Le Figaro

1	Pour Salonique ; la dénonciation de l'armistice (2/3)
2	Les combattants malgré eux (1/2)
3	-
4	La dernière reprise ; la guerre recommence (3/4)
5	Le bombardement d'Andrinople (2/3)
6	Les hostilités, le bombardement d'Andrinople (2/3)
7	Un succès des Bulgares (1/3)
8	-
9	-
10	Nouveaux combats près de Gallipoli ; les femmes turques (1)
11	Une lettre de Pierre Loti (1/2)
12	-
13	-
14	L'Autriche et la Russie (1/2)
15	-
16	-
17	-
18	-
19	-
20	-
21	-
22	Le différend roumano-bulgare ; la question albanaise (2/3)

23	Le différend roumano-bulgare, la médiation acceptée (1/3)
24	-
25	-
26	-
27	-
28	-
29	-
30	-

L'Humanité

1er	La Guerre reprendra-t-elle ? (1/2 colonne)
2	M. Daneff osera-t-il être sage ? Comment les libérateurs chrétiens traitent les musulmans ? (1 et ½ colonnes)
3	Les délégués balkaniques à Paris (4/3 colonnes)
4	Les raisons de la Turquie (4/3 colonnes)
5	La reprise des hostilités (1 et ¾ colonnes)
6	Andrinople bombardé de tous les côtés à la fois (1 colonne)
7	L'effort des troupes bulgares sur Andrinople et Tchataldja (1 colonne)
8	Autour de Gallipoli (4/3 colonnes)
9	Que se passe-t-il à Tchataldja ? (1 colonne)
10	Andrinople sous une pluie de feu (1 colonne)
11	Faites la paix ! (1/2 colonne)
12	-
13	-
14	-
15	La mission de Hakki pacha (1/2 colonne)
16	-
17	Les étrangers d'Andrinople (1/5 colonne)
18	Enver bey, victime d'un attentat (1/5 colonne)
19	Pour l'autonomie de la Macédoine (1/2 colonne)
20	-
21	-
22	-
23	La situation à Constantinople : Déclaration de Djémal bey (1 colonne)

24	-
25	-
26	-
27	-
28	-
29	-
30	-

Le Journal

1	L'espoir d'un arrangement s'affaiblit d'heure en heure (1 et 2/3)
2	Demain la guerre reprendra-t-elle ? tout l'espoir des Puissances est de localiser la lutte (3/4)
3	L'Europe prépare la paix (2/3)
4	La trêve a pris fin ; un canon tonne devant Andrinople (1/2)
5	Les alliés bombardent Andrinople affamée (1 et ½)
6	Andrinople est en flammes (1)
7	Le combat de Gallipoli (1 et ½)
8	La guerre et les puissances ; le rapprochement anglo-allemand (1/2)
9	L'armée turque attend à Tchataldja ; les défenses de Scutari (1)
10	Des combats acharnés dans la presqu'île de Gallipoli (4/3)
11	La guerre et les puissances ; une commission technique va se réunir à Paris ; appel turc à l'Europe (1)
12	L'Europe va-t-elle rentrer en scène ? (2/3)
13	-
14	Ahmed Riza nous parle de la Turquie agonisante ; les forts d'Andrinople résistent mais la ville est en flammes (2 et ½)
15	La situation internationale reste trouble (1)
16	Le tournant décisif de la question roumaine (1/3)
17	La question albanaise (1 et ½)
18	La question roumaine (1/4)
19	-
20	-
21	-
22	Indécisions ; (4/3)

23	La Roumanie accepte la médiation (2/3)
24	Où en est la préparation de la paix balkanique ? (1/2)
25	A quand la médiation ? (1/2)
26	-
27	-
28	-
29	-
30	-

Le Matin

1	Il faut que les Turcs cèdent avant lundi soir (1/2)
2	Entracte ; on continue de parler à Londres avant qu'on se batte dans les Balkans (1)
3	Ce soir à sept heures, la parole sera au canon (1 et ½)
4	Le deuxième acte de la guerre d'Orient ; une formidable canonnade a salué hier le lever du rideau ; le différend roumano-bulgare (2)
5	On se bat près des Dardanelles (1 et ½)
6	Les obus pleuvent sur Andrinople (1/3)
7	L'armée turque des Dardanelles semble bien être embouteillée (1)
8	A l'assaut de Scutari (1)
9	La conférence de Londres (1/3)
10	Le bombardement d'Andrinople (1 et ½)
11	On se bat un peu partout (aux Balkans guerre, au Japon, émeute, au Mexique révolution) (2/3)
12	Les Assiégés d'Andrinople ; la France demande à la Bulgarie de laisser sortir de la ville assiégée les Français et les Françaises et essuie un refus (2 et 1/3)
13	L'armée bulgare représente surtout une force morale (1 et ½)
14	Laissera-t-on sortir les Français assiégés dans Andrinople (1/3)
15	Toujours les assiégés d'Andrinople (2)
16	Le conflit bulgaro-roumain s'accentue (2/3)
17	Stagnation (1/2)
18	-
19	-
20	(le flot des dépenses militaires monte sans cesse en Europe ; dix milliards pour 1913 ; la France est la plus modérée des six grandes puissances)
21	400 étrangers enfermés dans Andrinople (1/5)
22	Jour tragique où Noradounghian Gabriel effendi raconte la dernière journée du

	gouvernement de Kiamil pacha et l'assassinat de Nazim pacha (2)
23	Les étrangers d'Andrinople refusent de quitter la ville (1/5)
24	-
25	-
26	-
27	-
28	(la crise des effectifs français en comparaison avec ceux de l'Allemagne)
29	-
30	-

Le Petit Journal

1	Les affaires balkaniques ; avant la reprise des hostilités, Turcs et alliés se préparent devant Tchataldja (1)
2	-
3	La Guerre reprendra-t-elle aujourd'hui ? les efforts suprêmes de l'Europe ; Venizelos comme Daneff, dit être à bout de patience (2)
4	-
5	On s'est battu hier à Andrinople, Tchataldja, Gallipoli ; le jeu austro-allemand (3)
6	La Guerre dans les Balkans ; sous les murs d'Andrinople (1/2)
7	La Turquie politique et militaire, il y a trente ans ; mêmes causes, mêmes effets (2)
8	-
9	-
10	La Guerre dans les Balkans ; dans la presqu'île de Gallipoli (4/3)
11	La Guerre dans les Balkans (1/2)
12	-
13	-
14	-
15	La situation dans Andrinople (1/4)
16	-
17	Satisfaction donnée à la France ; les colonies étrangères vont quitter Andrinople (2/3)
18	-
19	-
20	Comment l'instituteur bulgare a vaincu les Turcs (méthodes et tendances de l'enseignement supérieur en Bulgarie ; par l'épée et par la charrue ; patriotes d'abord) (1)
21	-

22	Nouveau plan d'attaque des alliés ? le sort des étrangers d'Andrinople est fixé (1/3)
23	-
24	Les négociations roumano-bulgares ; les Monténégrins veulent Scutari ; le sort des neutres d'Andrinople (1)
25	-
26	-
27	Russie et Monténégro ; l'Europe et les pourparlers roumano-bulgares ; nouvelles turques (2/3)
28	Le grand vizir aux prises avec Enver bey (1/3)
29	-
30	-

Le Petit Parisien

1	Un coup de théâtre peut seul conjurer la reprise des hostilités ; l'action européenne est paralysée actuellement (1)
2	La Turquie fera-t-elle de nouvelles offres avant lundi ? ; l'empereur François Joseph adresse au tsar une mission spéciale (4/3)
3	Les puissances agissent encore auprès des belligérants (1 et 2/3)
4	Le canon tonne sur Andrinople ; Daneff a quitté Paris (1)
5	Les obus incendient des quartiers d'Andrinople (1 et 2/3)
6	Les obus bulgares tombent dans Andrinople (2/3)
7	Deux armées bulgares marchent vers Gallipoli ; la Roumanie réclame toujours Silistrie (1 et 2/3)
8	Les Bulgares se massent en arrière de Rodosto (3/4)
9	Un corps d'armée turc part pour Gallipoli (1)
10	L'offensive turque est refoulée sur les lignes de Tchataldja ; le siège de Scutari (3/4)
11	On reparle de négociations, c'est à Paris que se régleront els questions financières dans une conférence d'ambassadeurs ; les derniers échecs turcs ; sanglants combats autour de Scutari (1)
12	Une guerre de sièges (2/3)
13	La mission d'Hakki, la question d'Albanie reparaît (2/3)
14	La question d'Andrinople (2/3)
15	La Bulgarie créerait une zone neutre en dehors d'Andrinople (2/3)
16	Trois questions : Andrinople, Scutari, Silistrie (1)
17	Les négociations vont continuer entre Roumains et Bulgares (1)
18	Le conflit bulgaro-roumain à l'état aigu ; Enver bey tué (?) (2/3)
19	Les puissances conseillent à la Roumanie d'accepter une médiation (1/3)
20	Les puissances une fois de plus travaillent pour la paix (1/4)

21	La médiation européenne en suspens (1/3)
22	Scutari (2/3)
23	Légère détente ; les étrangers d'Andrinople (3/4)
24	Les grandes puissances et le conflit bulgaro-roumain (1/3)
25	Négocie-t-on à Londres pour la paix balkanique ? (1/3)
26	Le conflit bulgaro-roumain et la paix turco-balkanique ; l'optimisme renaît à Vienne (2/3)
27	La démobilisation austro-russe serait imminente (1/2)
28	La démobilisation austro-russe est bientôt effective (1/2)
29	-
30	-

Le Temps

1	Les difficultés de la situation ; l'action diplomatique ; réponse de la Turquie aux puissances (5/3)
2	Avant la reprise (1/2)
3	Vers l'entente bulgaro-roumaine ; déclarations de M. Venizelos ; Déclarations de M. Novakovitch ; nouvelle déclaration du roi Nicolas de Monténégro (4/3)
4	Vers l'accord bulgaro-roumain ; déclarations de M. Danef (8/3)
5	La guerre, théâtre de Tchataldja, théâtre d'Andrinople (4/3)
6	-
7	L'action diplomatique, importante bataille à Gallipoli (1/4)
8	-
9	-
10	Trop de nerfs ; les opérations de guerre (1)
11	L'action diplomatique (1/3)
12	Le bombardement d'Andrinople (2/3)
13	-
14	-
15	Les armements (2/3)
16	-
17	-
18	-
19	La France et les armements (2/3)
20	Les socialistes français contre la France (4/3)
21	-
22	-
23	-

24	Un nouveau télégramme du roi Nicolas de Monténégro au *Temps* (1/2)
25	-
26	-
27	La France, la Russie et la paix (2/3)
28	La France et son devoir extérieur (2/3)
29	-
30	-

Mars 1913

Le Figaro

1	-
2	Vers la paix, la Turquie demande la médiation des puissances (3/4)
3	-
4	-
5	-
6	-
7	-
8	-
9	M. Jaurès sifflé (1/2)
10	-
11	-
12	-
13	La question d'Orient, les relations austro-russes (1/3)
14	La médiation compromise (2/3)
15	La réponse des alliés (1/3)
16	La médiation, les conditions des alliés et les puissances (1/2)
17	-
18	-
19	Assassinat du roi de Grèce, le créateur d'une patrie, l'attentat de Salonique (3)
20	-
21	-
22	-

23	Question d'Orient, L'Autriche et le Monténégro (1/4)
24	L'Autriche et le Monténégro, un ultimatum autrichien, démarche des puissances à Cettigné (1)
25	-
26	Détente générale, un discours de Sir Edward Grey, l'accord sur l'Albanie officiellement annoncé (3/4)
27	Prise d'Andrinople, après cinq mois de siège, un assaut héroïque (1)
28	-
29	-
30	-
31	-

L'Humanité

1	Un complot contre le gouvernement turc (2/3)
2	-
3	-
4	-
5	-
6	-
7	L'armée grecque est entrée dans Janina (1/2)
8	-
9	-
10	-
11	-
12	-
13	-
14	Le navire turc 'Hamidieh' bombarde Durazzo et Saint-Jean-de-Médua (1)
15	Les Alliés répondent à l'Europe ; ils acceptent la médiation mais posent des conditions inacceptables (1/2)
16	-
17	-
18	-
19	Le roi Georges de Grèce assassiné à Salonique '1/2)
20	Le nouveau roi de Grèce publie une proclamation (1/2)
21	-
22	-
23	-

24	-
25	-
26	Après l'ultimatum autrichien, le Monténégro s'incline mais proteste près des puissances (2/3)
27	Prise d'Andrinople ; après un formidable assaut de trente six heures ; malgré une résistance acharnée des troupes turques, les Bulgares se rendent maîtres de la ville (1 et ½)
28	Comment fut prise Andrinople ; la ville de Tchataldja est occupée par les Bulgares (1)
29	La question de Scutari se complique, à Vienne on soupçonne la Russie de mauvaise volonté ; le roi de Bulgarie à Andrinople (2/3)
30	-
31	-

Le Journal

1	-
2	Vers la paix ; la Turquie demande la médiation sans condition (2/3)
3	Le complot avorté contre les Jeunes Turcs (1)
4	La question d'Andrinople domine toujours les pourparlers ; comment l'artillerie bulgare a canonné un navire français (2)
5	-
6	-
7	Un succès grec en Epire, la prise de Janina (2/3)
8	-
9	-
10	Les Alliés vont répondre ; mais en Turquie on reste sceptique (1/3)
11	Pas trop de pessimisme (1)
12	-
13	-
14	La randonnée du croiseur 'Hamidieh' il apparaît là où on l'attendait le moins ; un navire français bombardé par les Turcs (2/3)
15	-
16	L'Europe seule peut décider la paix (1/2)
17	Comment l'Europe conçoit la paix ; ce qu'on dit à Constantinople (4/3)
18	-
19	Le Roi Georges de Grèce assassiné à Salonique (1 et ½)
20	Nouveaux nuages en Orient ; Le nouveau roi de Grèce (2 et ½)
21	Les intrigues autrichiennes ; on se bat à Tchataldja (2/3)
22	L'Autriche fait une démonstration navale ; le Monténégro résiste (2/3)
23	Les Autrichiens proposent une concession décisive ; la question albanaise va être

	enfin résolue (2/3)
24	Pourquoi le Monténégro doit renoncer à Scutari ; l'Autriche s'appuie sur la volonté des Puissances (2/3)
25	-
26	-
27	Les coalisés ont pris Andrinople ; après une résistance qui dura plus de quatre mois, la place a dû céder au furieux assaut des Bulgares (3)
28	L'enthousiasme en Bulgarie (1/2)
29	L'Europe embarrassée devant les coalisés vainqueurs ; Athènes est en deuil (1 et ½)
30	Chukri pacha fut pris dans un fort par les Serbes (1/2)
31	La chute d'Andrinople (2)

Le Matin

1	-
2	La Turquie demande à nouveau la médiation de l'Europe dans les Balkans (1/3)
3	-
4	-
5	-
6	-
7	L'armée grecque occupe Janina (1/5)
8	-
9	-
10	-
11	-
12	-
13	-
14	Bateau fantôme ; un cuirassé turc surgit dans l'Adriatique (1/3)
15	Réponse des alliés aux puissances ; les pays balkaniques formulent des conditions qu'il sera difficile d'envisager (2/3)
16	-
17	-
18	-
19	Le roi Georges Ier assassiné (4/3)
20	Une nation en deuil ; l'assassin du roi de Grèce(1)
21	L'attitude de l'Autriche à l'égard du Monténégro (1/3)
22	L'Autriche annonce officiellement sa démonstration sur les côtes d'Albanie (1/4)
23	La Grèce nouvelle et le roi qui vient (1 et 2/3)

24	Autrichiens, Italiens et Slaves, la question de Scutari (2/3)
25	Au seuil de l'Albanie (1)
26	Le Monténégro accède aux demandes de l'Autriche (1/4)
27	Andrinople emportée (3)
28	38 000 prisonniers, 640 canons sont tombés avec Andrinople aux mains des alliés (1/2)
29	Les embarras de la diplomatie européenne, le Monténégro semble ne tenir aucun compte de la décision des grandes puissances ; le roi de Bulgarie entre à Andrinople ; (1)
30	La prise d'Andrinople force la diplomatie européenne à chercher des solutions nouvelles ; Chukri pacha le lion d'Andrinople arrive à Sofia (1)
31	Malgré l'intervention des puissances et les menaces de l'Autriche Monténégro e Serbie s'obstinent à vouloir prendre Scutari (1 et ½)

Le Petit Journal

1	Un complot contre le gouvernement jeune-turc et le CUP a été découvert à Constantinople (1)
2	Vers la paix : la Turquie s'en remet à l'Europe ; les puissances offrent leur médiation aux Etats balkaniques (1/3)
3	En attendant la réponse des alliés à l'Europe (1/3)
4	La neige aide les diplomates qui s'emploient en faveur de la paix (2/3)
5	-
6	-
7	Prise de Janina par les Grecs (4/3)
8	-
9	-
10	-
11	La guerre va-t-elle reprendre encore ? (1)
12	-
13	-
14	-
15	La réponse des alliés aux propositions de médiation (1/2)
16	-
17	On se bat de nouveau devant les lignes de Tchataldja ; l'incident du 'Henri-Frayssinet' est réglé, le vapeur est relâché (2/3)
18	Gens de guerre de la vieille Turquie (2)
19	Le Roi de Grèce a été assassiné hier à Salonique (1)
20	L'assassinat du roi Georges de Grèce (2)
21	La bataille devant Tchataldja ; les rapports austro-monténégrins (2/3)
22	-

23	La question albanaise ; les incidents austro-monténégrins (6/4)
24	Ultimatum de l'Autriche au Monténégro (1 et 1/3)
25	-
26	-
27	Andrinople a succombé ; Chukri-Pacha a rendu la place aux Bulgares mais elle est en feu (2)
28	Les dangers de l'intervention autrichienne (1/2)
29	Après la reddition d'Andrinople : le Tsar Ferdinand et Chukri Pacha (1)
30	On envisage l'éventualité d'une démonstration navale commune des puissances dans les eaux albanaises (1/2)
31	Comment Abdul Hamid juge les instructeurs militaires prussiens en Turquie ; les combats de Tchataldja ; la question de Scutari (1)

Le Petit Parisien

1	La Turquie aurait-elle dès maintenant cedé Andrinople ? un complot à Constantinople (4/3)
2	La Turquie demande la médiation de l'Europe (4/3)
3	L'Europe attend les réponses des alliés (1/2)
4	Période d'attente, les Balkaniques se concertent (1/2)
5	La démobilisation austro-russe serait-elle retardée ? (1/2)
6	La démarche des puissances (1/2)
7	Après une bataille acharnée Janina s'est rendue (1)
8	La démobilisation austro-russe est bien retardée (1/2)
9	Les alliés ne sont pas d'accord ; la presse hellénique contre els exigences bulgares (1/2)
10	Marchandage ; une conférence à Saint-Pétersbourg pour le conflit bulgaro-roumain (1/2)
11	Les armements allemands, la menace panslaviste est toujours évoquée (1/2)
12	L'Autriche et la Russie annoncent officiellement la démobilisation (1)
13	La démobilisation austro-russe commencera samedi ; Grecs et Bulgares s'entretuent à Nigrita (2/3)
14	-
15	Les Balkaniques ont remis leur réponse (1)
16	L'opinion européenne critique les exigences des Balkaniques ; l'incident du 'Henri-Fraissinet' (1)
17	Les Turcs mettent en liberté le vapeur 'Henri-Fraissinet' ; la presse turque repousse les conditions des Balkaniques ; combats à Tchataldja (1/2)
18	Les ambassadeurs vont adresser aux alliés un contre-projet ; les explications des Balkaniques ; le duc de Montpensier en Albanie (2/3)
19	Le roi Georges de Grèce assassiné à Salonique (tué en pleine gloire) (2)
20	Le roi de Grèce assassiné par un fou à Salonique ; un incident surgit entre

	l'Autriche et le Monténégro (3 et ½)
21	L'arrivée du roi Constantin à Athènes ; nouvelles contradictoires sur les relations austro-monténégrines ; l'incident de Saint-Jean-de-Medua (1 et ½)
22	Le conflit austro-monténégrin s'aggrave (1)
23	L'Autriche manifeste des intentions pacifiques (1)
24	L'Autriche-Hongrie envoie un ultimatum au gouvernement monténégrin (2)
25	L'Autriche attend la réponse du Monténégro à son ultimatum (4/3)
26	L'incident de Scutari est clos, le Monténégro cède mais proteste (4/3)
27	Andrinople est prise (3)
28	De furieux combats se livrent à Tchataldja tout à l'avantage des Bulgares (2)
29	Chukri pacha, le vaincu d'Andrinople remet son épée au tsar Ferdinand ; l'attitude des Balkaniques n'est pas sans inquiéter les puissances (2)
30	La question de Scutari, l'Europe envisage une démonstration navale dans l'Adriatique (2/3)
31	Ce qu'auront les Bulgares (2/3)

Le Temps

1	-
2	-
3	-
4	-
5	-
6	-
7	(les fêtes russes et la France) ; autour des minarets (pièce de théâtre)
8	-
9	-
10	-
11	-
12	-
13	(L'Allemagne et la France ; l'Allemagne célèbre cette année les plus beaux anniversaires de l'histoire de Prusse, le centenaire de cette année 1813 qui vit sa libération politique) Le pacha de Janina (1/4)
14	Les alliés et la dette ottomane (1/5)
15	-
16	-
17	-
18	-
19	-
20	L'assassinat du roi de Grèce ; la mort du Roi ; le règne de Georges Ier (5/3)
21	-
22	-

23	La démonstration austro-hongroise (sur la côte albanaise) ; un service en l'honneur du roi de Grèce (1)
24	La médiation des puissances, le conflit austro-monténégrin (1/5)
25	-
26	-
27	L'action diplomatique ; les satisfactions du Monténégro à l'Autriche (2/3)
28	Après Janina, Andrinople (2/3)
29	-
30	-
31	-

Avril 1913

Le Figaro

1er	Le Monténégro et l'Europe (1/3 colonne)
2	La Question d'Orient : L'Europe et le Monténégro (2/3 colonnes)
3	La Question d'Orient : Vers la paix prochaine ; la démonstration navale (3/4 colonnes)
4	-
5	-
6	La Question d'Orient : l'indemnité de guerre et les chances de paix (1/2 colonne)
7	La Question d'Orient : la démonstration navale ; Monténégro refuse de se soumettre
8	-
9	Le Monténégro et l'Europe (1/3 colonne)
10	La Question d'Orient : Vers la solution (1/2 colonne)
11	Comment périssent les Empires ; la QDO : le Monténégro et les puissances (3 colonnes)
12	Le communiqué russe (1/3 colonne)
13	-
14	-
15	Germains et Slaves (2 colonnes)
16	-
17	-
18	Les leçons d'une victoire (Andrinople) (1 et ½ colonnes)

19	-
20	-
21	La Question d’Orient : autour de la guerre (1/2 colonne)
22	-
23	-
24	-
25	La prise de Scutari (1 et ½ colonnes)
26	-
27	-
28	Le trône d’Albanie (1/3 colonne)
29	La conférence de Londres (2/3 colonnes)
30	L’Autriche veut une solution (2/3 colonnes)

L'Humanité

1er	Le Monténégro contre l'Europe, L'Autriche contre le Monténégro ; Les réserves dans l'armée bulgare ; Chrétiens de sang (2 et ¼ colonnes)
2	Scènes grotesques à la Douma ; Les puissances d'accord se décideraient à agir (2 colonnes)
3	La démonstration navale des puissances (1 et 1/3 colonnes)
4	Les Slaves des Balkans (1 colonne)
5	La démonstration navale va commencer à Antivari (1 et ½ colonne)
6	Les lauriers du héros balkanique (caricature) ; Pour lui (le roi du Monténégro) (1/2 colonne)
7	La Némesis (2/3 colonne)
8	Le Monténégro et l'Europe (1/4)
9	Les réserves dans l'armée bulgare du commandant Rossel (1/5)
10	-
11	Le Blocus international, il est officiellement établi depuis hier matin (1/4)
12	Russie et Monténégro (1)
13	Le *Temps* et la Russie (1)
14	-
15	Les horreurs de la guerre (photo) (1/2)
16	-
17	-
18	-
19	-
20	-
21	-
22	Les réserves dans l'armée bulgare par le C. Rossel (1/2)

23	Dessein : le Monténégro et l'Europe d'après le Kadderadatch de Berlin : le chien de police européen : lâchez cet os ! le roquet monténégrin : jamais ! (1/10)
24	La prise de Scutari (2)
25	-
26	-
27	Les Monténégrins entrent solennellement dans Scutari (1/2)
28	Un coup de main dans les Balkans ; Essad pacha d'accord avec le roi de Monténégro se proclame prince d'Albanie
29	-
30	-

Le Journal

1	Dans Andrinople conquise, singulières constatations ; la ville assiégée n'a jamais souffert un seul instant de la famine (4/3)
2	Les leçons de la guerre ; l'Académie de Médecine s'occupe de l'évacuation des blessés ; le blocus du Monténégro, l'Europe l'a décidé ; dans Andrinople conquise, les débris d'une armée vaincue et la ruée des vainqueurs vers Constantinople (2)
3	Dans Andrinople conquise, comment vécut pendant le siège la colonie européenne(2)
4	La légende d'Andrinople ; sollicitée par la Russie la France va s'associer à la démonstration navale (2)
5	Le Journal à la prise d'Andrinople (1)
6	Les Etats balkaniques se jouent de l'Europe (1/2)
7	L'îlot de la terreur (2 et ½) l'Entente européenne s'impose plus que jamais (1)
8	Nouvelle sommation au Monténégro ; l'Europe doit réclamer la paix (2/3)
9	Le Monténégro menace mais négocie (2/3)
10	L'Europe maintient les conditions de paix (1)
11	Pourquoi la paix semble plus proche ; quel sera le sort de Silistrie ? (1)
12	L'aurore de la paix ; le yacht du roi Nicolas capturé (4/3)
13	-
14	Vers la paix, les puissances communiquent de nouvelles conditions (1/2)
15	-
16	Turcs et Bulgares concluent une trêve (1/2)
17	Une visite à Chukri pacha ; la transaction bulgaro-roumaine (2)
18	-
19	-
20	La paix prochaine, les alliés vont accepter les conditions de l'Europe (1/2)
21	-

22	Les querelles des alliés, la mission Tcharykof (1/2)
23	-
24	Malgré l'Europe les Monténégrins prennent Scutari ; cet événement remet en question l'accord austro-russe et l'entente des Puissances (2)
25	Le sort de Scutari ; l'Autriche demande à l'Europe de faire respecter sa décision (1)
26	L'Europe réclame l'évacuation de Scutari (2/3)
27	L'Europe temporise, elle espère ainsi trouver la solution de la question de Scutari (2/3)
28	Essad pacha sera-t-il prince d'Albanie ? (2/3)
29	L'Autriche demande à agir contre le Monténégro ; l'Europe a pu hier encore l'arrêter, la solution de la crise reste à trouver (1 et ½)
30	La Serbie et le Monténégro préparent leur union (1)

Le Matin

1er	L'entente européenne peut être compromise par l'action autrichienne contre Monténégro (2/3 colonnes)
2	Le cauchemar oriental : les diplomates travaillent ; au seuil d'Andrinople ; un prétendant (au trône d'Albanie) (2 et ¾ colonnes)
3	Les Monténégrins se seraient emparés des forts qui dominent Scutari ; la démonstration navale contre le Monténégro (1 et ½ colonnes)
4	
5	Derrière les murs d'Andrinople (3 colonnes)
6	Pas encore la paix ; Le vaincu en face du vainqueur (comment Chukri pacha remit son épée au tsar Ferdinand) (2 et ½ colonnes)
7	-
8	-
9	Les puissances contre le Monténégro (1 et ½ colonnes)
10	Le roi de Monténégro s'inclinera peut-être devant les puissances (1 et ½ colonnes)
11	Après la lutte contre les Turcs, la lutte contre le choléra ; la détente ; la frontière sud de l'Albanie ; l'indemnité de guerre ; le différend roumano-bulgare (1 et ¾ colonnes)
12	Le siège d'Andrinople (journal du consul de France) ; Un blocus sur les côtes d'Adriatique (2 colonnes)
13	L'accord des puissances continue ; Le siège d'Andrinople, suite du journal du consul de France (2 et ½ colonnes)
14	Le siège d'Andrinople (suite d u journal du consul) (1 et ¾ colonnes)
15	Vers la paix, Turcs et Bulgares négocient directement ; Le siège d'Andrinople (1 et ½ colonnes)
16	L'armistice est conclu entre Turcs et Bulgares ; le différend roumain est terminé (1/3 colonne)
17	Les conflits balkaniques (Armistice, la question des îles, le Monténégro persiste, la

	nouvelle frontière bulgaro-roumaine) (1/2 colonne)
18	Pourquoi les Bulgares furent victorieux ? (1 et ½ colonnes)
19	Le journal du siège d'Andrinople, sous les obus (1 colonne)
20	La paix se prépare ; Le journal du siège d'Andrinople (2/3 colonnes)
21	Après les batailles de Thrace quelques enseignements militaires ; Journal du siège (2 et ¼ colonnes)
22	Journal du siège (1 et 2/3 colonnes)
23	Journal du siège (1/4 colonne)
24	Défense de prendre Scutari, et les Monténégrins ont pris Scutari (2 colonnes)
25	Le différend entre les grandes puissances et le Monténégro (1/2 colonne)
26	La leçon de la chute d'Andrinople ; le problème monténégrin (2 et 1/3 colonnes)
27	Ne soyez jamais des vaincus (1 et ½ colonnes)
28	Le marché entre le roi de Monténégro et le gouverneur de Scutari Essad pacha ; le bilan du siège d'Andrinople ; la réunion des ambassadeurs à Londres (2 colonnes)
29	L'accord des puissances subsiste ; Le roi de Monténégro et le roi (?) d'Albanie
30	Réponse dilatoire du roi de Monténégro à l'Europe ; Au camp des cholériques turcs de San-Stefano (2 colonnes)

Le Petit Journal

1	L'Autriche intervient contre le Monténégro ; une cérémonie a été célébrée hier à l'église de la rue Daru à l'occasion de la prise d'Andrinople (6/4)
2	La Porte accepte sans restriction la note des Puissances ; la démonstration navale contre le Monténégro (6/4)
3	La Triple entente et le Monténégro (3/4)
4	La France participera à la démonstration navale (1/4)
5	Albanie et Albanais (1 et 1/2)
6	Réponse des alliées balkaniques aux grandes puissances (1/3)
7	Le Monténégro refuse de céder devant les puissances (3/4)
8	Les puissances ont décidé le blocus des côtes du Monténégro, si ce pays ne cède pas sous trois jours (2/3)
9	Le chancelier allemand contre les alliés balkaniques, après le ridicule, l'odieux ? ah, non ! ; le roi Nicolas abdiquera-t-il ? (2)
10	-
11	La flotte internationale et le blocus ; les Albanais jugés par les Autrichiens ; un mémoire russe sur la question de Scutari (2)
12	Le yacht du roi Nicolas capturé par l'escadre de blocus (1/2)
13	-
14	-
15	-
16	Le *Petit Journal* a interviewé le roi de Monténégro ; un armistice a été conclu entre Bulgares et Turcs (2/3)
17	Les puissances ont communiqué hier au Monténégro la note relative aux conditions de la paix ; la délimitation serbo-bulgare des territoires conquis ; l'enquête sur l'affaire Palitch ; le différend roumano-bulgare ; la presse grecque fait l'éloge de la mission militaire française (4/3)
18	La suppression d'armes entre les Turcs et les Bulgares (1/4)
19	Comment les Allemands travaillent à dissoudre l'Union Balkanique (1)

20	-
21	-
22	Devant Scutari ; la réponse des alliés à l'Europe ; le point de vue grec (2)
23	-
24	Les Monténégrins ont pris Scutari (2 et 2/3)
25	La prise de Scutari ; l'action de l'Europe (2)
26	L'Europe va sommer le Monténégro de lui remettre Scutari (1/3)
27	Essad Pacha, commandant de Scutari se ferait proclamer chef d'Albanie ; Nicolas Ier roi de Monténégro, ancien boursier de l'Etat français au Lycée Louis-le-Grand (2)
28	Essad Pacha aurait proclamé l'Albanie royaume autonome sous la souveraineté du sultan (1)
29	Vers la solution du problème albanais ; la question de Scutari (1)
30	Le Monténégro répondra aux puissances après les fêtes de Pâques. l'Autriche s'impatiente (1)

Le Petit Parisien

1er	« La question monténégrine reste brûlante ; la France ne participera pas à la démonstration navale » (une colonne)
2	La résistance monténégrine ; L'Autriche est prête à la démonstration navale ; La Porte accepte les propositions européennes ; Serbes et Bulgares se disputent la victoire ; le Royaume d'Albanie (2 colonnes)
3	La démonstration navale devant Antivari (1 colonne/6)
4	La démonstration navale redevient collective (1/2 colonne)
5	Le roi de Monténégro cédera-t-il ? Le concert européen (1 colonne)
6	-
7	Le Monténégro résiste à l'Europe ; que va faire l'Autriche ? (1 colonne)
8	L'Europe renouvelle sa sommation au Monténégro ; autre refus serbe ; la commission financière de Paris (1/2 colonne)
9	Le délai signifié au Monténégro expirait cette nuit (1 colonne)
10	L'affaire monténégrine a perdu sa gravité (1 colonne)
11	L'affaire monténégrine s'arrangera (1 colonne)
12	Vers la paix ; le blocus d'Antivari et les négociations officieuses ; la Serbie abandonne le siège de Scutari ; la Bulgarie cède Silistrie et réclame Salonique ; la Russie et la paix (1 colonne)
13	La Serbie abandonne le siège de Scutari ; les dissentiments entre alliés (1 colonne)
14	Les troupes serbes vont quitter l'Albanie (1/2 colonne)
15	La paix orientale se rapproche rapidement (3/4 colonne)
16	Turcs et Bulgares concluent un armistice ; Les Roumains auront Silistrie (1/4 colonne)
17	Vers la paix orientale (1/4 colonne)
18	-
19	Le Roi de Monténégro annonce l'abandon de Scutari ; La tension s'accroît entre Serbes et Bulgares (1/4 colonne)

20	Vers la paix (1/4 colonne)
21	Jusqu'où ira le conflit serbo-bulgare ? (1/4 colonne)
22	Les alliés ont accepté la médiation européenne (1/2 colonne)
23	Les alliés vont signer les préliminaires de paix (3/4 colonnes)
24	L'armée monténégrine a enlevé Scutari (2 colonnes)
25	L'Europe sommera Nicolas Ier de lui remettre Scutari (1 et ½ colonnes)
26	L'Europe est d'accord pour sommer Nicolas Ier d'évacuer Scutari (3/4 colonne)
27	L'Autriche marchande toujours les compensations au Monténégro (1 colonne)
28	L'affaire de Scutari ; la Journée qui s'ouvre sera décisive pour l'Europe ; l'histoire romanesque d'Essad Pacha (2 colonnes)
29	L'Autriche persiste à réclamer l'action contre le Monténégro (1 et ½ colonnes)
30	L'Autriche et le Monténégro ; de graves décisions ont été discutées à Vienne (1 et ½ colonnes)

Le Temps

1	-
2	Une voix de femme (ottomane) (1 et ½)
3	-
4	Pour sortir d'une impasse (1/2)
5	La démonstration navale ; l'action diplomatique ; la campagne autrichienne contre les Slaves reprend (2)
6	L'action diplomatique (1/5)
7	L'engrenage ; une dépêche du roi Nicolas au Temps ; de la demonstration navale au blocus (1)
8	-
9	L'action diplomatique (1/5)
10	L'action diplomatique (2/3)
11	-
12	L'action diplomatique (2/3)
13	La seconde conférence (2/3)
14	-
15	-
16	L'action diplomatique (1/5)
17	L'action diplomatique (1/3)
18	L'action diplomatique (1/4)
19	-
20	La mosquée des roses (1)
21	-
22	-
23	-

24	La prise de Scutari (1/2)
25	-
26	Le danger de la situation (2/3)
27	Dans la bonne voie (2/3)
28	La faute à éviter (2/3)
29	La pierre de touche (3/4)
30	Une bonne journée ; l'action diplomatique (1)

Mai 1913

Le Figaro

1er	L'Europe et le Monténégro (1 colonne)
2	L'Europe et le Monténégro, la conférence ne résout rien (1 colonne)
3	L'Europe et le Monténégro, une légère amélioration (1/2 colonne)
4	La Question de l'Albanie, une intervention austro-italienne (1/2 colonne)
5	La question de l'Albanie (1/2 colonne)
6	-
7	-
8	-
9	-
10	-
11	-
12	D'Athènes à Janina (1/2 colonne)
13	-
14	A travers l'Epire hellénique (1/3 colonne)
15	La question d'Orient, l'occupation internationale de Scutari (1/3 colonne)
16	La question d'Orient, les négociations asiatiques et la France (2/3 colonnes)
17	La question d'Orient, une interview de M. Daneff ; les dispositions des alliés (3/4 colonnes)
18	France et Syrie (1 colonne)
19	-
20	Préliminaires de la paix (1/3 colonne)

21	-
22	-
23	Notre politique future en Orient (2 colonnes)
24	-
25	-
26	-
27	-
28	-
29	Vers le traité de paix (1/3 colonne)
30	La question d’Orient ; les préliminaires de paix vont être signés (1/3 colonne)
31	La paix (2/3 colonnes)

L'Humanité

1er	-
2	L'Autriche n'a pas repris sa liberté d'action malgré la réponse dilatoire du Monténégro aux puissances (1/3 colonne)
3	La situation demeure inquiétante (ni le Monténégro, ni l'Autriche n'ont dit leur dernier mot) (1/3 colonne)
4	L'Autriche et l'Italie voudraient se partager l'Albanie (1 colonne)
5	-
6	Le roi du Monténégro se soumet ; Retour d'Andrinople (2 colonnes)
7	L'assassin du roi de Grèce s'est tué à Salonique (1/3 colonne)
8	La nouvelle carte des Balkans (caricature) (2/3 colonnes)
9	Fera-t-on d'Essad Pacha un prince d'Albanie ? (1/3 colonne)
10	-
11	-
12	-
13	-
14	Le partage de la Turquie (caricature, ¼ colonne)
15	-
16	L'avenir de la Turquie (1 et 1/3 colonnes)
17	-
18	-
19	-
20	-
21	-
22	-
23	-

24	-
25	-
26	-
27	-
28	-
29	-
30	Le conflit serbo-bulgare (1 colonne)
31	La paix turco-balkanique est signée (1 colonne)

Le Journal

1	Une journée décisive ; la Triple Entente va proposer une nouvelle sommation ; l'Autriche s'en contentera-t-elle ? une surprise du Monténégro est possible (1)
2	Autour de Scutari ; en pleine confusion, la conférence de Londres a envisagé la possibilité de concessions du Monténégro (2 et 2/3)
3	L'Autriche réserve sa décision (1)
4	La situation se complique ; on prête à l'Autriche et à l'Italie, un projet de partage de l'Albanie (1)
5	Comment se présente le nouveau débat européen ? (1)
6	Est-ce la fin de la crise ? le Monténégro abandonne Scutari (4/3)
7	-
8	L'Autriche démobilise (1/3)
9	-
10	-
11	-
12	Sanglant conflit entre Grecs et Bulgares (1/4)
13	La paix est encore lointaine ; les alliés acceptent seulement de recommencer à discuter (1/2)
14	Anglais et Allemands préparent la liquidation de la Turquie d'Asie (2/3)
15	L'Europe à Scutari (1/3)
16	-
17	Les événements balkaniques ; Pichon à la chambre des députés (1/5)
18	-
19	Le marché anglo-allemand en Turquie d'Asie (2/3)
20	-
21	-
22	-

23	Il faut en finir ! (3/4)
24	Les Bulgares veulent Salonique (1/2)
25	-
26	-
27	Une visite à Essad pacha (1 et 2/3)
28	Si l'Europe n'intervient pas une guerre serbo-bulgare est certaine (1 et ½)
29	Le conflit serbo-bulgare ; le point de vue serbe exposé à Skouptchina par le Président du Conseil (Pachitch) (2/3)
30	Les rouages secrets de l'alliance serbo-bulgare, la thèse serbe (1 et ½)
31	La paix est signée entre les Alliés et la Turquie mais le conflit serbo-bulgare reste entier (1)

Le Matin

1	-
2	Détente : le Monténégro cède, le roi Nicolas évacuera Scutari si on lui donne une compensation (1)
3	Nouvelle note au Monténégro (2/3)
4	Dans le guêpier albanais ; l'Autriche et l'Italie y délimitent les sphères de leur action éventuelle (1 et ½)
5	Pour éviter un débarquement austro-italien en Albanie, il faut obtenir que le roi de Monténégro cède tout de suite (1 et 1/3)
6	Le roi de Monténégro remet Scutari aux puissances ; pas d'action austro-italienne en Albanie (2)
7	On va occuper Scutari ; des détachements de marins de diverses nations vont faire la police dans la ville (1)
8	-
9	-
10	-
11	Sur le seuil de la paix ; quelques difficultés subsistent encore pour délimiter l'Albanie (1/3)
12	Sera-ce Ier ou XII ? le roi Constantin est fort hésitant (1/4)
13	Un document historique : Le *Matin* est à même de publier le texte des préliminaires de paix de la Turquie avec les Etats alliés (1)
14	-
15	-
16	-
17	-
18	-
19	-
20	-

21	-
22	-
23	-
24	Combats entre Grecs et Bulgares (1/5)
25	-
26	-
27	-
28	-
29	-
30	-
31	-

Le Petit Journal

1	La chanson nationale et militaire dans les Balkans (2)
2	La conférence des Ambassadeurs s'est réunie hier à Londres ; la question de Scutari reste en l'état ; mais on entame les préliminaires de paix (2)
3	Les puissances cherchent une solution au conflit austro-monténégrin (1)
4	L'Autriche et l'Italie vont-elles intervenir toutes deux en Albanie ? la Bosnie-Herzégovine en état de siège ; la délimitation de la frontière gréco-albanaise sera aussi grave que l'Affaire de Scutari (2)
5	-
6	Le roi de Monténégro cède Scutari ; des détachements internationaux vont l'occuper ; les ambassadeurs ont décidé que le régime de l'Albanie serait 'uniquement international' (4/3)
7	La question albanaise, l'évacuation de Scutari par les Monténégrins aurait lieu jeudi (2/3)
8	Vers l'autonomie albanaise sous le contrôle international (1)
9	Le problème albanais, L'Autriche et l'Italie ont fait connaître, hier à la Conférence de Londres, leur projet relatif au futur statut politique de l'Albanie (1)
10	L'évacuation de Scutari ; un incendie a éclaté dans la ville (1/2)
11	-
12	-
13	Les troupes turques évacuent l'Albanie (1/4)
14	C'est aujourd'hui que les puissances doivent prendre possession de Scutari (1/2)
15	Les troupes internationales ont occupé Scutari, hier (1/3)
16	Avant le traité de paix : l'occupation internationale de Scutari : la réorganisation de la Turquie (6/4)
17	-
18	-
19	-

20	-
21	Le bruit a couru de l'assassinat d'Essad Pacha (1/2)
22	-
23	L'argent français et la paix balkanique (1)
24	-
25	-
26	-
27	-
28	-
29	-
30	L'Opinion française et les différends balkaniques ; c'est aujourd'hui vendredi que les préliminaires de paix seraient signés à Londres (1 et ½)
31	La paix a été signée hier à Londres entre les Turcs et les Alliés (2)

Le Petit Parisien

1er	Les Monténégrins à Scutari ; le contact européen (3 colonnes)
2	L'affaire de Scutari (2 colonnes)
3	La question de Scutari (2 colonnes)
4	Encore un coup de théâtre ; l'Autriche et l'Italie se partagent l'Albanie (3 colonnes)
5	L'affaire albanaise inquiète l'Europe (1 colonne)
6	Un grand pas vers la paix (2 et ½ colonnes)
7	L'Autriche renonce à opérer en Albanie (1 et 1/3 colonne)
8	-
9	La Conférence de Londres s'occupe de l'Albanie (1/3 colonne)
10	-
11	La crise orientale, la commission financière ne se réunira que le 25 (1/2 colonne)
12	-
13	La paix va être signée ; les revendications grecques (1/2 colonne)
14	Avant la signature de l'accord ; dernières hésitations des alliés balkaniques ; un accord anglo-turc ; les Arméniens redoutent des massacres (2 colonnes)
15	Visions d'Albanie ; la question du Bagdad (2 et 1/3 colonnes)
16	Comment l'amiral Burney a occupé Scutari (2/3)
17	La politique de la France ; l'Italie continue à surveiller la Grèce (2/3)
18	-
19	La question d'Asie Mineure, la répartition des réseaux ferrés (4/3)
20	La commission financière des Etats balkaniques (2/3)
21	-
22	Les préliminaires de la paix peuvent être signés samedi 2/3)

23	-
24	La signature de la paix redevient prochaine (2/3)
25	La discorde s'aggrave entre les alliés (1/2)
26	(la manifestation socialiste au Pré Saint-Gervais contre la loi des trois ans)
27	Turcs et Balkaniques tombent d'accord sur les préliminaires de paix (2/3)
28	Le conflit est grave entre les alliés nous dit Theodorof, ministre des Finances bulgare (4/3)
29	Le conflit des alliés (3/4)
30	Bulgares et Serbes mobilisent (2/3)
31	Les préliminaires de paix ont été signés à Londres (4/3)

Le Temps

1	-
2	-
3	Notre optimisme justifié ; l'action diplomatique (1)
4	Une utile révélation (question albanaise) (1/2)
5	Et l'Europe ? (question albanaise) (1)
6	La solution prévue (1/2)
7	Optimisme confirmé (1/2)
8	L'action diplomatique ; l'Autriche est satisfaite ; les frontières de l'Albanie (1)
9	-
10	-
11	-
12	-
13	L'action diplomatique ; la constitution de l'Albanie (2/3)
14	Négociations anglo-turco-allemandes (1)
15	L'Arménie (1)
16	Les puissances et l'Asie turque ; Autour d'un trône (1 et 2/3)
17	L'action diplomatique ; avant la conférence de la paix (1/2)
18	Le débat sur les affaires d'Orient (2/3)
19	L'action diplomatique (1/3)
20	-
21	La paix orientale (2/3)
22	-
23	-
24	-

25	L’action diplomatique ; les négociations de la paix ; la Russie et les alliés (1)
26	France et Italie (2/3)
27	-
28	Les affaires étrangères au sénat (2/3)
29	-
30	L’action diplomatique ; exposé de M. Pachitch à la Skoupchtina
31	Angleterre, Turquie, Allemagne (1)

Juin 1913

Le Figaro

1	La création d'un Etat ; le conflit serbo-bulgare, les incidents gréco-bulgares (2 et 1/3)
2	Espoir de détente serbo-bulgare , l'Italie et la question des îles (3/4)
3	-
4	-
5	-
6	-
7	-
8	-
9	-
10	L'attitude de la Roumanie dans le conflit balkanique (1/2)
11	Une intervention du Tsar (1/3)
12	Assassinat du grand vizir (2/3)
13	-
14	-
15	-
16	-
17	-
18	-
19	-
20	-
21	Les dissensions balkaniques ; une querelle de procédure (1/2)

22	La rupture paraît imminente ; les Serbes croient la guerre fatale (1/2)
23	-
24	-
25	-
26	-
27	-
28	-
29	-
30	Incertitude ; le vote de la Skouptchina ne peut être prévu (1/3)

L'Humanité

1	-
2	-
3	Le conflit entre alliés prend meilleure tournure ; Bulgarie et Serbie réclament une conférence des quatre Etats alliés (1/2)
4	-
5	La conférence de Paris ; avant d'aborder le règlement des questions financières résultant de la guerre, on prononce des discours (2)
6	-
7	-
8	-
9	-
10	L'Empire turc et les nationalités, déclarations Hussein Djahid bey, pour consolider l'Empire ottoman, déclare-t-il, il faudra satisfaire et les Arabes et les Arméniens ; la paix difficile ; la conférence de Londres se sépare sans avoir terminé sa tâche ; l'échec est dû aux alliés (2)
11	-
12	Mahmoud Chevket assassiné dans les rues de Constantinople ; le chef des Jeunes-Turcs disparaît alors que son pays est en pleine crise intérieure (1 et ½)
13	Après l'assassinat du grand vizir, on parle d'un complot militaire ; la situation à Constantinople demeure obscure (1 et ½)
14	-
15	-
16	-
17	-
18	-
19	-
20	-

21	-
22	Les revendications arabes ; le président du Congrès nous les expose ; la décentralisation peut seule sauver l'Empire Ottoman (4/3)
23	-
24	L'intervention collective de l'Europe pourra-t-elle prévenir une Guerre balkanique ?
25	-
26	-
27	-
28	-
29	-
30	-

Le Journal

1	-
2	-
3	La conférence balkanique va se réunir (2/3)
4	La commission financière balkanique se réunit aujourd'hui (1/2)
5	La séance d'ouverture (1/2)
6	-
7	-
8	-
9	La conférence de Paris siège aujourd'hui (2/3)
10	Les rivalités balkaniques ; les alliés sont invités à démobiliser (1/2)
11	La Roumanie intervient dans le conflit balkanique (2/3)
12	Prétentions rivales des alliés balkaniques ; attentat à Constantinople le grand vizir Mahmoud Chevket pacha assassiné (2 et 1/3)
13	L'appel du tsar, le principe de l'arbitrage est accepté mais le désaccord reste entier ; les funérailles du grand vizir (1 et ½)
14	L'armée bulgare désire la paix (1/3)
15	Les Balkaniques répondent à la Lettre du tsar (2/3)
16	Les Alliés sont convoqués à Saint-Pétersbourg une crise en Serbie (2/3)
17	-
18	-
19	-
20	-
21	-
22	Où en est la querelle balkanique ? en pleine impasse (2/3)
23	Hésitant entre la paix et la guerre le cabinet serbe démissionne (1/3)

24	Nouvel appel de la Russie (1/3)
25	Le conflit balkanique s'oriente vers la conciliation (2/3)
26	-
27	-
28	-
29	Soutenue par la Roumanie la Serbie tient bon (2/3)
30	-

Le Matin

1	-
2	-
3	-
4	-
5	-
6	-
7	-
8	-
9	-
10	-
11	Pas de guerre fratricide ; le tsar télégraphie aux rois de Bulgarie et de Serbie (1/5)
12	Coups de revolver à Constantinople : le grand vizir tombe frappé à mort ; Mahmoud Chevket est assassiné dans la rue (2 et ½)
13	Vers l'entente ; Bulgares et Serbes acceptent l'arbitrage du tsar ; Le nouveau grand-vizir (2/3)
14	-
15	(la terre tremble dans les Balkans)
16	-
17	Le complot de Constantinople ; comment fut préparé l'assassinat de Mahmoud … une répression ultrarapide ; les Bulgares n'acceptent pas la conférence de Saint Pétersbourg (2/3)
18	-
19	-
20	-
21	-
22	Le litige serbo-bulgare ; Un mauvais son de cloche ; la Bulgarie n'accepte pas de

	démobiliser ; à St Pet on redoute un conflit grave et étendu (1/2)
23	Allons-nous avoir une nouvelle guerre des Balkans ? le litige serbo-bulgare ne menace pas seulement les deux nations ; il peut poser encore une fois devant l'Europe la question d'Orient (2)
24	Les condamnés à mort de Constantinople (parmi ceux-ci est le prince Sabaheddine qui avait déjà été condamné par Abdul Hamid) (1/2)
25	On pend à Constantinople ; Meilleures nouvelles des Balkans (1 et ½)
26	-
27	L'incertitude balkanique (1/3)
28	-
29	-
30	-

Le Petit Journal

1	-
2	-
3	Les alliés balkaniques semblent disposés à chercher ensemble un accord (1/4)
4	La situation balkanique est encore redoutable (6/4)
5	La Commission financière des affaires balkaniques a célébré hier à Paris, sa première séance ; la question de Salonique ; l'accord roumano-bulgare, Serbes et Bulgares (1 et ½)
6	-
7	-
8	Les ambassadeurs des grandes puissances demandent aux Etats Balkaniques de démobiliser (1/4)
9	Les difficultés bulgaro-serbes ; (1/3)
10	Clôture de la conférence de la Paix à Londres, la parole est maintenant aux gouvernements intéressés (1/2)
11	Le différend serbo-bulgare (1/2)
12	Le grand vizir Mahmoud Chevket Pacha a été assassiné (1)
13	L'Etat de la culture dans les Balkans ; l'arbitrage du tsar Nicolas a été accepté après la Serbie et la Bulgarie ; l'assassinat de Mahmoud Chevket Pacha (2 et ½)
14	-
15	Le nouveau cabinet turc (1/2)
16	Zia bey, l'assassin présumé du grand-vizir a été arrêté ; l'arbitrage de la Russie et les différends balkaniques ; la situation politique en Bulgarie (1)
17	-
18	-
19	-
20	-

21	-
22	La Serbie refuse de démobiliser dans les conditions demandées par la Bulgarie (1/2)
23	La tension augmente dans les Balkans ; le Ministre Serbe a quitté Sofia ; démission du cabinet Pachitch (1)
24	-
25	La nouvelle crise balkanique ; la Bulgarie ne pose plus de conditions formelles pour accepter l'arbitrage ; en Serbie la Skouptchina sera appelée à trancher la question de l'arbitrage (1/2)
26	En attendant l'arbitrage russe des hostilités seraient engagées entre Serbes et Bulgares (1/3)
27	L'impression générale est moins favorable (1/3)
28	Serbes, Bulgares et Grecs (1/3)
29	-
30	-

Le Petit Parisien

1	La guerre fratricide (1/3)
2	Que donnera l'entrevue de Pachitch et Guéchoff ? (2/3)
3	Détente serbo-bulgare ; une conférence balkanique en préparation (1/2)
4	La conférence des alliés siégera d'abord à Salonique, elle se transférera à Pétersbourg au cas où le désaccord durerait (1)
5	Fin de la crise balkanique ; la conférence financière a ouvert ses travaux (4/3)
6	-
7	-
8	-
9	L'attente en Orient ; du choix du 'premier' bulgare dépend la paix balkanique (1/2)
10	La tension serbo-bulgare touche à un point critique (1 et ¾)
11	Serbes et Bulgares face à face ; la Roumanie réserve ses droits ; la Grèce propose l'arbitrage (4/3)
12	Le grand vizir ottoman est assassiné avec son aide de camp ; le conflit balkanique (2)
13	Serbes et Bulgares acceptent l'arbitrage russe ; le meurtre du grand vizir serait le résultat d'une conspiration (1 et ½)
14	La crise balkanique se réglera dans la paix (1/3)
15	La Russie veut hâter l'arbitrage serbo-bulgare (1)
16	Le gouvernement russe convoque à Pétersbourg les quatre présidents du Conseil (1/2)
17	Serbes et Bulgares acceptent la proposition russe (2/3)
18	L'appel du tsar et les ministres balkaniques (1/2)
19	-
20	L'attitude de la Bulgarie laisse tout en suspens (1/2)
21	Les négociations serbo-bulgares vont encore traîner (2/3)

22	Le conflit balkanique ; on demande un peu de clarté (1/2)
23	Sommes-nous à la veille d'une seconde GB ? (1)
24	La crise ministérielle serbe et l'arbitrage européen (4/3)
25	La crise balkanique évolue vers la paix (3/4)
26	La Russie répond à la Bulgarie qu'elle agira vite (1/2)
27	L'attente en Orient (1/3)
28	Comment la Russie conjura la rupture serbo-bulgare (1/5)
29	Coup de théâtre (1/3) (l'intervention de la Roumanie dans les affaires balkaniques)
30	La journée qui s'ouvre sera décisive (2/3)

Le Temps

1	-
2	Avant la commission financière (2/3)
3	-
4	-
5	Entre alliés balkaniques ; l'action diplomatique (1)
6	La commission financière ; l'action diplomatique (1 et ½)
7	L'Union balkanique ; l'action diplomatique (1)
8	L'action diplomatique (1/5)
9	-
10	-
11	A la commission financière ; l'action diplomatique (1)
12	La Grèce nouvelle (1/2)
13	L'assassinat du grand-vizir (1/2)
14	L'arbitrage russe (1/2)
15	-
16	-
17	-
18	L'action diplomatique (1/3)
19	-
20	L'arbitrage russe : l'action diplomatique (1)
21	-
22	L'action diplomatique (1/2)
23	-
24	L'arbitrage russe (1/2)

25	-
26	-
27	-
28	-
29	-
30	-

Juillet 1913

Le Figaro

1	L'héritage de la Turquie ; l'attaque bulgare sur toute la ligne (2 et 1/3)
2	La question d'Orient, la Skouptchina accepte l'arbitrage (1/3)
3	-
4	C'est donc la guerre ! (1 et 3/4)
5	La Guerre balkaniques, les perspectives du conflit (1/3)
6	Les batailles continuent, un succès bulgare (3/4)
7	La question d'Orient, contre la Bulgarie (3/4)
8	Le côté diplomatique de la guerre (1/2)
9	La solution possible (1/2)
10	La Guerre balkaniques, un coup de théâtre, intervention pacifique de la Russie (1)
11	La médiation russe ; l'armée roumaine en marche (3/4)
12	La Bulgarie envahie (3/4)
13	La médiation russe (1/2)
14	Le traité de Londres méconnu, tout l'Orient en état de guerre (1)
15	La Bulgarie consent à démobiliser (1/3)
16	Espoir de solution (1/3)
17	Pour la paix, l'action russe dans les capitales balkaniques (2/3)
18	L'heure critique ; les nouvelles complications (2 et ½)
19	Les dernières difficultés (1/2)
20	-
21	La Bulgarie veut traiter (1/2)
22	Les négociations de paix (2/3)

23	Pour la paix européenne, entente austro-russe présente (1/2)
24	-
25	De Bucarest à Andrinople (1/2)
26	La marche des Turcs, que feront les puissances ? (1)
27	Vers Bucarest (3/4)
28	-
29	La conférence de Bucarest (2/3)
30	Les premiers marchandages (1/2)
31	La conférence de Bucarest (2/3)

L'Humanité

1	La vérité sur les combats de Tadla ; ils furent encore plus sérieux qu'on ne l'a dit (4/3)
2	L'arbitrage au bruit de la canonnade (1/2)
3	-
4	La Roumanie a mobilisé ; vers une conflagration générale dans la Péninsule balkanique (1)
5	Rupture des relations diplomatiques entre la Grèce et la Bulgarie ; les Serbes franchissent la frontière bulgare (2)
6	La Turquie va-t-elle intervenir dans le conflit ? la mobilisation de la Roumanie provoque en Autriche les plus vives inquiétudes (1)
7	La Serbie notifie la rupture à la Bulgarie ; la Roumanie remplacerait la Bulgarie dans l'Alliance balkanique (2/3)
8	On attend une bataille décisive entre Serbes et Bulgares (2/3)
9	L'envers de l'héroïsme ; la Serbie déclare officiellement la guerre (1 et ½)
10	La Croix rouge (1/4)
11	La Bulgarie demande l'armistice ; elle fait appel à la Russie et aux Grandes puissances (1)
12	L'armée roumaine franchit la frontière bulgare ; elle occupe Silistrie sans rencontrer de résistance (2)
13	-
14	La Porte s'en mêle ; l'armée turque marche sur Andrinople (1 /3)
15	-
16	La Bulgarie accepterait de traiter directement avec les vainqueurs ; les troupes bulgares se retirent devant l'armée turque ; les Turcs occupent Rodosto, Tchorlou, Eregli (1 et 1 :3)
17	Pachitch et Venizelos ont une entrevue à Uskub ; la Bulgarie enserrée de tous côtés (1 et 1/3)
18	A la veille du démembrement de la Bulgarie ; dans une note aux Puissances la

	Roumanie explique son attitude (1 et ½)
19	Pour sauver la Bulgarie, la Russie et l'Autriche songeraient à une action commune (1)
20	On attend toujours la décision du nouveau cabinet bulgare ; les envahisseurs continuent leur marche en avant (1)
21	La Bulgarie devient conciliante ; le gouvernement ottoman justifie près des puissances son attitude offensive (1)
22	La Bulgarie réclame la paix ; elle s'adresse à la Roumanie ; les troupes du roi Carol sont à 30 km de Sofia ; effroyables cruautés bulgares (2 et ½)
23	Les Bulgares évacuent Andrinople ; Ghenadieff espère signer une paix honorable (1)
24	-
25	-
26	-
27	-
28	A la veille de négocier les Grecs remportent encore une victoire ; la difficulté d'Andrinople (1 et ½)
29	La leçon de la terrible bataille de Bregalnitza (1/2)
30	La Conférence de Bucarest s'ouvrira aujourd'hui ; sera-ce la paix ? les délégués bulgares proposeraient l'autonomie de la Macédoine (1)
31	A la conférence de Bucarest les principaux délégués (3/4)

Le Journal

1	Incertitudes balkaniques ; les hommes d'Etat hésitent, les soldats se battent (2/3)
2	La chambre serbe accepte l'arbitrage russe ; les négociations vont s'engager au son du canon ; (1 et ½)
3	-
4	La Roumanie mobilise son armée (3)
5	On se bat toujours en Macédoine ; Serbes et Grecs continuent leur marche en avant ; Pacifique et sage, la France proclame sa résolution de ne pas intervenir (2)
6	La guerre de Macédoine ; la lutte devient plus âpre ; le résultat reste indécis (2)
7	Tout est prêt pour une grande bataille (2)
8	L'armée bulgare de Macédoine s'est repliée vers la frontière (2)
9	La Bulgarie prépare-t-elle une revanche ? (1/2)
10	Les Bulgares quittent la Macédoine (2)
11	Un document historique ; il établit que l'attaque brusquée des Bulgares contre leurs alliés avait été longuement préparée (1 et ¾)
12	L'armée roumaine entre en Bulgarie (2)
13	La paix est difficile ; parce que les Grecs ont de grosses exigences ; parce que les Bulgares ignorent leur désastre (1)
14	Serbes et Grecs en appellent à l'Europe des atrocités commises par les Bulgares (1)
15	Le rôle de la Turquie dans le conflit balkanique
16	Dans quelles conditions les vainqueurs accepteront la paix (2)
17	La cavalerie roumaine menace Sofia ; les Turcs marchent sur Kirk-Kilissé (1 et ½)
18	La Bulgarie hésite encore à se résigner ; les puissances donnent des conseils mais n'interviendront pas (2)
19	La situation dans les Balkans et la politique française en Orient ; un ministère de résistance à Sofia ; les premiers coups de fusils roumains ; une interview de

	Venizelos (3 et ¾)
20	On perd du temps ; la Bulgarie croit encore pouvoir diviser ses ennemis ; les Turcs devant Andrinople (4/3)
21	La Bulgarie consent à négocier ; la Turquie réclame Andrinople (1)
22	La Bulgarie se résigne ; 14 juillet Balkanique ; le choléra ravage villages et armées (2 et 1/3)
23	L'abstention est le devoir de l'Europe (1)
24	C'est à Bucarest qu'on va négocier ; le tsar Nicolas télégraphie à Sofia (1)
25	La Roumanie propose un armistice ; Grecs et Serbes refusent ; le cri de détresse de Sofia (2/3)
26	L'Europe retarde ; aux revendications turques, elle oppose un traité mort-né (1/2)
27	Un appel de Pierre Loti ; à travers le désert de Thrace ; le *Journal* à Andrinople (2)
28	La Roumanie invite l'Europe à maîtriser la Turquie (1)
29	Les Turcs à Andrinople ; pas de note des Puissances (1/3)
30	La Conférence de Bucarest va s'ouvrir aujourd'hui ; elle s'annonce laborieuse (2)
31	La Conférence de Bucarest aurait déjà décidé un armistice de cinq jours (1 et ½)

Le Matin

1	Encore le canon dans les Balkans ; les ‘alliés’ se battent en Macédoine (2)
2	Dans les Balkans, les combats cessent, on va conférer à Pétersbourg (1/2)
3	Nuages menaçants sur les Balkans (2)
4	Ils se battent ; mais vont-ils faire la guerre ? le roi de Roumanie donne l’ordre de mobilisation ; la Bulgarie demande à la Russie d’intervenir (3)
5	La guerre des alliés (2)
6	La mêlée balkanique ; c’était le tour des Bulgares, hier, d’avoir l’avantage ; l’Autriche s’efforce de concilier Bulgares et Roumains (1 et ½)
7	Après huit jours de bataille la guerre est déclarée ; les Serbes et les grecs furent hier victorieux (1 et 1/3)
8	La guerre des alliés ; Serbes et Grecs ont nettement l’avantage (2)
9	Dans l’attente d’une grande bataille (1/2)
10	Les puissances agissent toutes à Sofia (1)
11	La Roumanie déclare la guerre à la Bulgarie ; la Russie propose un armistice immédiat ; la Bulgarie accepte de cesser les hostilités (1 et ½)
12	La route de Sofia est ouverte ; la paix seule peut la fermer ; déclarations de Pachitch, premier ministre de Serbie (3)
13	Les Serbes préfèrent traiter directement avec les Bulgares (1 et ½)
14	Une image de la douleur qui passe ; laissez-moi dans l’ombre, dit Guéchoff, ancien président du conseil de Bulgarie (2 et 1/3)
15	Les Bulgares remettent leur sort entre les mains des Russes (4/3)
16	Il semble que la seconde guerre des Balkans touche à sa fin (1 et 1/3)
17	Le kaléidoscope oriental ; tout est changé (à l’heure où la Serbie et la Grèce semblaient disposées à conclure la paix avec la Bulgarie, l’armée roumaine passe le Danube et s’avance vers Sofia pendant que l’armée turque, franchissant la frontière Enos-Midia (2)
18	La diplomatie européenne se rassérène ; elle se croit assurée que l’armée roumaine n’entrera pas à Sofia (1 et ½)

19	Le nouveau gouvernement bulgare ne demande qu'à faire la paix (2/3)
20	La cavalerie turque est aux portes d'Andrinople (4/3)
21	Les négociations pour la paix vont s'ouvrir à Nich (1)
22	Les raisons de la Roumanie pour intervenir dans la guerre nouvelle (2)
23	-
24	Après avoir repris Andrinople, les Turcs pénètrent en Bulgarie (4/3)
25	L'invasion de la Bulgarie par les Turcs (1)
26	La Grèce et la Serbie trouvent la Roumanie trop indulgente à l'égard de la Bulgarie (1)
27	-
28	-
29	-
30	La revanche turque ; la rentrée dans Andrinople (1/3)
31	-

Le Petit Journal

1	Les combats d'avant poste, s'étendent sur les frontières serbo-bulgares-grecques ; la Skouptchina serbe n'a pas encore voté sur l'arbitrage russe (1)
2	La Skouptchina serbe s'est prononcée en faveur de l'arbitrage russe ; dans les rues de Salonique, Grecs et Bulgares se sont livré de violents combats (4/3)
3	Le conseil des ministres serbe se serait, hier, décidé pour la guerre contre la Bulgarie, nos troupes se mettent en marche, déclare le gouvernement grec (1 et ¼)
4	Le nouveau conflit balkanique ; la Roumanie mobilise (2 et ¼)
5	Après une série de combats, des troupes serbes sont entrées en territoire bulgare (2)
6	Les Serbes dans le Nord de la Macédoine, les Grecs dans le Sud, poursuivent une offensive heureuse ; les Bulgares à leur tour, attaquent l'ancienne frontière serbe ; l'Autriche a traité un compromis bulgaro-roumain (4/3)
7	La rupture diplomatique est accomplie entre Serbes et Bulgares
8	Serbes, Grecs et Bulgares aux prises (1)
9	En Serbie ; la vérité sur les événements ; la mauvaise foi bulgare ; les prisonniers bulgares à Belgrade ; la situation respective des armées (2)
10	La bataille de la Bregalnitza, c'est une victoire capitale pour les Serbes que l'armée grecque a pu rejoindre à temps (6/4)
11	Après la victoire serbe, la Bulgarie a fait appel à la Russie pour obtenir la cessation des hostilités (1)
12	L'armée roumaine a franchi la frontière bulgare et occupé Silistrie sans combat ; la Bulgarie assure qu'elle ne fera pas résistance (1 et ¾)
13	L'armée serbe aurait envahi le territoire bulgare ; la marche en avant des Roumains ; la Turquie envoie un ultimatum à la Bulgarie (4/3)
14	Les cinq nations contre la Bulgarie ; m'armée turque marche sur Andrinople (2/3)
15	-
16	Des négociations importantes ont lieu entre la Turquie, l'Allemagne et l'Angleterre (1/2)

17	La guerre et les négociations (4/3)
18	La Bulgarie va-t-elle capituler ? (2 et ½)
19	La Bulgarie trouve humiliant de négocier directement avec la Serbie et la Grèce (3/4)
20	Les Roumains sont à quelques km de Sofia ; l'avant-garde turque serait à Andrinople (2)
21	Le gouvernement ottoman annonce officiellement qu'il va réoccuper Andrinople et la Thrace (1 et ½)
22	Les atrocités balkaniques ; le tsar Ferdinand plaide en vaincu la cause de la paix (2 et ½)
23	L'enserrement de la Bulgarie ; Andrinople a été prise hier matin par les Turcs (2)
24	Avec la deuxième armée serbe ; l'action turque (2 et 1/3)
25	La Roumanie arbitre de la paix balkanique ; les Puissances et l'offensive des Turcs (1 et 2/3)
26	En attendant la Conférence de Bucarest et la paix, les Turcs avancent, les Serbes et les Grecs livrent combat, les Bulgares pillent et reculent (2 et ½)
27	Avant la conférence, chaque Etat balkanique plaide sa cause devant l'Europe (1)
28	Tandis que les délégués de la paix se rendaient à Bucarest, les Grecs, après un combat acharné, sont parvenus à la frontière bulgare (1)
29	Sous le feu des Bulgares (2)
30	En attendant la paix (1)
31	Un armistice de cinq jours a été décidé à Bucarest

Le Petit Parisien

1	Evitera-t-on la guerre ? M. Pachitch préconise l'arbitrage ; mais Serbes, Grecs et Bulgares s'entre-tuent sur quantité de points (4/3)
2	Le branle-bas balkanique ; les dernières chances de paix ; l'incident de Salonique (2)
3	C'est bien la guerre qui recommence en Orient (2/3)
4	Dans les Balkans, des combats sanglants ont lieu ; mais la guerre n'est pas déclarée ; la Roumanie entre en scène, et la Turquie réserve sa liberté (4/3)
5	Atroces carnages en Macédoine ; l'offensive gréco-serbe s'est accentuée contre les Bulgares (2)
6	La rupture est officielle ; la guerre élargit son domaine, les Bulgares pénètrent en Serbie (2)
7	La bataille décisive va se livrer à Kotchana (1 et 2/3)
8	Les Bulgares sont enserrés par les Serbes et les Grecs (1 et 2/3)
9	La situation des Bulgares apparaît critique ; ce que veut la Roumanie (1 et 2/3)
10	Les Bulgares vaincus perdent Sérès après Istip (4/3)
11	La Bulgarie demande la paix (4/3)
12	Une armée roumaine pénètre en Bulgarie et s'empare de Silistrie sans coup férir (2)
13	La Grèce et la Serbie n'ont pas encore adhéré à la proposition d'armistice (1 et ½)
14	Jamais la Bulgarie ne vécut des heures aussi critiques (1)
15	La crise balkanique, les adversaires témoignent de moins d'intransigeance (3/4)
16	La Bulgarie se décide à négocier, elle confie officiellement ses intérêts au cabinet de Pétersbourg (1)
17	La Bulgarie ne sait à quoi se résoudre (1)
18	Sofia est isolée du reste du monde ; tueries d'orient (2 et 1/4)
19	Empiriques Roumains ; la Bulgarie tergiverse encore (2 et 1/3)
20	La Bulgarie garde le silence (1)

21	La Bulgarie se déclare prête à négocier avec les coalisés ; la Turquie notifie aux puissances qu'elle va réoccuper la Thrace et Andrinople (1 et 2/3)
22	Les négociations sont ouvertes entre les belligérants (2)
23	Les bases de la paix seront discutées à Nisch, mais le traité même sera signé en Roumanie (1)
24	A la merci des vainqueurs (1)
25	L'imbroglio oriental ; la conférence de Londres réprouve énergiquement l'entrée des Turcs en Bulgarie (1)
26	La conférence de Bucarest ne tardera pas à s'ouvrir (1)
27	La Bulgarie et les alliés envoient leurs plénipotentiaires à Bucarest (4/3)
28	Les Grecs remportent sur les Bulgares une importante victoire (1)
29	Malgré l'ouverture imminente de la conférence, Serbes et Bulgares se livrent des combats (4/3)
30	Pour la paix ; la conférence de Bucarest s'ouvre aujourd'hui (1 et 2/3)
31	Une suspension d'armes de cinq jours sera signée aujourd'hui (1)

Le Temps

1	-
2	-
3	Les affaires d'Orient, l'action diplomatique (1/3)
4	La démence balkanique ; l'action diplomatique (3/4)
5	La douloureuse ; l'action diplomatique (2/3)
6	La guerre fratricide, l'Autriche, la Bulgarie et la Roumanie (1 et 2/3)
7	La guerre est déclarée entre la Grèce et la Bulgarie ; l'attitude de la Roumanie ; les réformes intérieures en Turquie ; la Grèce et l'alliance balkanique ; la jeunesse roumaine à la France (4/3)
8	-
9	-
10	Le rôle de la Roumanie ; l'action diplomatique (1)
11	Pour clore l'aventure (2/3)
12	L'instant à saisir ; l'action diplomatique (1)
13	La solution nécessaire ; les Grecs à Serrès et à Demir-Hissar, massacres bulgares ; (1 et ½)
14	La persévérance dans l'erreur ; (1/2)
15	La parole est aux belligérants (1/2)
16	L'action diplomatique (2/3)
17	-
18	Les deux guerres balkaniques ; la Bulgarie proteste à Londres (1 et 2/3)
19	L'action diplomatique ; la commission financière internationale (2/3)
20	L'action diplomatique (2/3)
21	La marche en avant des Turcs ; une initiative bulgare (1/3)

22	Le devoir pacifique (2/3)
23	Pour voir plus clair (2/3)
24	-
25	Pression et transaction (3/4)
26	L'heure de consolider (2/3)
27	L'écueil prévu (2/3)
28	Vers la paix ; une grande victoire grecque ; une note de la Roumanie aux puissances (3/4)
29	-
30	La conférence de Bucarest (1/2)
31	La conférence à Bucarest (1/2)

Août 1913

Le Figaro

1	-
2	La guerre ou la paix ? ; la guerre balkanique, les conditions de la Serbie et de la Grèce, l'impression à Bucarest (2)
3	La conférence de Bucarest (1/3)
4	-
5	Le dernier délai à la Bulgarie (3/4)
6	La conférence de Bucarest, la solution balkanique (2/3)
7	La paix ; les nouvelles frontières (3/4)
8	-
9	La paix, la question de la révision, réserves bulgares (1/3)
10	Le traité de Bucarest et l'Europe (1)
11	La paix est signée (1/2)
12	La question d'Orient après la paix (1/2)
13	La crise balkanique, les dernières solutions (1/2)
14	-
15	La paix balkanique ; la crise balkanique et les relations austro-allemandes (2)
16	-
17	-
18	-
19	-
20	A Athènes, le retour du Roi (2/3)
21	L'occupation de la Thrace (1/4)

22	-
23	La crise balkanique, une solution de fait (1/3)
24	-
25	La question d'Orient, un discours de Pichon, le rôle de la France pendant la crise (1/2)
26	-
27	Les idées de Venizelos (1/2)
28	-
29	Le palais de la Paix, inauguration du monument offert par Carnegie
30	-
31	La crise balkanique, Bulgarie et Turquie, négociations directes (2/3)

L'Humanité

1	-
2	Le témoignage des morts (1)
3	Un bel exemple de nation armée (la Serbie a réalisé le type le plus parfait de l'armée moderne) (2)
4	-
5	La paix semble prochaine : mes Grecs auraient le port de Cavalla (2/3)
6	-
7	La paix serait faite (1/2); Serbie, nation armée (1 et ½)
8	-
9	Le désaccord franco-russe (la question de Cavalla le met au grand jour) (3/4)
10	-
11	La paix est signée à Bucarest hier (1/3)
12	La nouvelle carte des Balkans et la carte rêvée d'une Bulgarie rassasiée (1)
13	-
14	Mes déboires ! par Marcel Sembat (1/4)
15	-
16	-
17	-
18	-
19	-
20	Le conflit turco-bulgare et l'Europe (1)
21	L'agitation sous le voile ; les femmes turques revendiquent le droit à l'instruction et à l'éducation (1 et 1/2)
22	Atrocités bulgares ; 600 cadavres mutilés (1/2)
23	Les troupes bulgares contre la paix ; protestation de Grecs et de musulmans contre

	l'occupation bulgare (1)
24	-
25	Le congrès de la paix (1 et ¼)
26	-
27	Les Balkans et l'Europe ; la mission des délégués d'Andrinople (1 et ¼)
28	-
29	-
30	Les délégués d'Andrinople (1/10)
31	-

Le Journal

1	De la trêve à la paix (1 et 2/3)
2	Les revendications des Alliés à la Conférence de Bucarest (1 et ½)
3	Pauvres victimes ! (1)
4	Andrinople reconquise (2/3)
5	La Roumanie arbitre de paix (2/3)
6	Entretien avec le roi de Serbie ; l'Europe révisera-t-elle le traité de Bucarest (1 et ½)
7	Une journée décisive à Bucarest (1)
8	Comment la paix s'est conclue, le partage des Balkans fait à Bucarest (1 et ½)
9	La Russie et l'Autriche voudraient réviser le traité de Bucarest (1/2)
10	Le traité est achevé à Bucarest, son sort se décide en Autriche (1)
11	La paix est définitive ; comment opéraient les comitadjis (1 et ½)
12	Deux morales ; la Turquie remet sa réponse aux puissances (1 et ½)
13	La France et les Balkans(1)
14	-
15	-
16	-
17	-
18	La Turquie ne songe pas à attaquer la Bulgarie (1/5)
19	-
20	Les pacifistes s'occupent des récentes atrocités ; les émissaires d'Andrinople nous disent leurs espoirs (1)
21	-
22	Grecs et Turcs brûlent leurs villages plutôt que de se rendre aux Bulgares (1)
23	-

24	Les délégués d'Andrinople sont à Paris (2/3)
25	La Bulgarie cause avec la Turquie (1/5)
26	Ceux qui viennent demander, qu'Andrinople reste turque (2/3)
27	Un témoin des atrocités bulgares (2)
28	Les atrocités bulgares ; l'anathème des survivants (1 et ½)
29	-
30	-
31	La Bulgarie annonce qu'elle traite avec la Porte (2/3)

Le Matin

1	(le scandale Krupp) photo : sur la route des Bulgares (1/3)
2	Ce que la guerre laisse derrière elle (2/3)
3	La conférence de Bucarest ; on ne sait pas à qui appartiendra le port de Cavalla ; la paix s'impose (3/4)
4	Vers la paix dans les Balkans (1)
5	La paix paraît assurée (2/3)
6	-
7	La paix est conclue ; les Balkaniques tombent d'accord sur leurs nouvelles frontières (3)
8	La paix dans les Balkans ; une démarche des puissances à Constantinople (3/4)
9	Le traité de Bucarest, la Russie et l'Autriche en demandent la révision (2/3)
10	-
11	La paix a été signée hier ; le traité de Bucarest ne sera pas révisé ; et Andrinople ? (2)
12	Le lendemain de traité, un Te Deum à Sofia (1/2)
13	-
14	Caricature (1/5)
15	Derniers échos des Balkans : la nouvelle carte des Balkans (1)
16	-
17	La Turquie fait savoir à la Russie et à l'Autriche qu'elle déclarera la guerre à la Bulgarie si les prisonniers turcs ne sont pas traités plus humainement (2/3)
18	Les atrocités bulgares ; M. Pichon les confirme dans une lettre à Georges Berry (1/2) (ce qui n'est pas indiqué sur le titre c'est que la lettre parle aussi des atrocités des trucs et des grecs)
19	Le cas d'Andrinople, l'Europe l'a donnée aux Bulgares mais elle n'entend pas la reprendre aux Turcs (1/2)
20	-

21	-
22	-
23	-
24	-
25	-
26	-
27	Caricature (1/5)
28	-
29	-
30	-
31	Pour le roi grec la pompe byzantine renaîtra (1/5)

Le Petit Journal

1	L'intervention roumaine ; à la conférence de Bucarest (1 et ¾)
2	A la conférence de Bucarest, les alliés veulent présenter en bloc leurs revendications (1)
3	Une prolongation d'armistice sera accordée si les pourparlers de Bucarest, sont, mardi, en bonne voie (1/2)
4	La Roumanie et la Bulgarie sont d'accord sur le tracé de leur nouvelle frontière (1)
5	A la conférence de Bucarest une prolongation a été accordée (1/2)
6	Dans les Balkans, on espère la paix pour vendredi (2/3)
7	La paix est conclue dans les Balkans (4/3)
8	La paix dans les Balkans, on prépare à Bucarest le traité définitif (1 et ½)
9	Le traité de Bucarest et la Russie ; le rôle de la France (1/3)
10	La question de Cavalla et l'alliance franco-russe
11	-
12	-
13	-
14	-
15	-
16	-
17	-
18	-
19	-
20	-
21	-
22	-

23	-
24	-
25	-
26	-
27	-
28	-
29	-
30	-
31	-

Le Petit Parisien

1	Hier à midi, la trêve de 5 jours est devenue effective (1)
2	Les conversations privées entre plénipotentiaires commencent à Bucarest (1)
3	A qui reviendra le port de Cavalla ? (1)
4	La conférence de Bucarest ; Roumains et Bulgares tombent d'accord ; le choléra à Bucarest (une ligne) ; (1)
5	L'armistice est prolongé de trois jours ; (1)
6	On espère à Bucarest que la paix sera signée jeudi ou vendredi (1/2)
7	La paix balkanique est faite ; Bucarest (2)
8	Le traité sera signé samedi ; la paix balkanique (2)
9	On met la dernière main au traité de Bucarest (1)
10	L'accord de Bucarest sera-t-il révisé ? la Turquie s'obstine à garder Andrinople (1 et 2/3)
11	Andrinople et Cavalla, le traité est signé (2/3)
12	La Russie n'a pas encore précisé ses vues ; la Porte gardera Andrinople ; l'Allemagne accepte le traité de Bucarest (1)
13	Cavalla restera à la Grèce ; les rapports franco-russes (1)
14	Tout s'apaise aux Balkans (1/2)
15	-
16	-
17	-
18	L'armée turque poursuit sa marche ; serait-ce pour forcer la Bulgarie d'abandonner définitivement Andrinople ? (1)
19	L'Allemagne réprouve l'offensive turque (1/3)
20	La Turquie déclare qu'elle arrête son armée ; une mission Carnegie (2/3)
21	Le plan ottoman se dessine nettement (1/3)
22	Quel sera le sort d'Andrinople ? (1/2)

23	Andrinople restera aux Turcs (1/2)
24	Turcs et Bulgares négocieront-ils directement ? (1/4)
25	Le rôle de la France dans la crise orientale, discours de Pichon (1)
26	La délégation d'Andrinople nous expose ses désidératas (2/3)
27	L'heure de l'optimisme (1/3)
28	-
29	-
30	-
31	-

Le Temps

1	La suspension d'armes ; l'action diplomatique (1)
2	L'action diplomatique (1/2)
3	La Triplice dans la Méditerranée ; Paris-Athènes (2)
4	Une erreur italienne (2/3)
5	La paix et les puissances ; l'action diplomatique (1 et ½)
6	Une fausse manœuvre (question de Cavalla) (1/2)
7	L'abstention nécessaire ; une nationalité inexistante (2 et ½)
8	La paix de Bucarest (2/3)
9	Encore la révision ; la conférence de Bucarest (1 et 1/2°)
10	L'équilibre macédonien (1)
11	L'action diplomatique, la conférence de Bucarest (1)
12	Après la signature de la paix ; la traité de paix (1 et ½)
13	Les coulisses de Bucarest (2/3)
14	La réunion des ambassadeurs et le discours de sir Edward Grey ; les coulisses de Bucarest (2 et ½)
15	-
16	L'action diplomatique (1/4)
17	Correspondants de guerre (1/3)
18	La Turquie menace la Bulgarie de la guerre (2/3)
19	L'action diplomatique (1/4)
20	L'avance turque (2/3)
21	Déclarations de son Exc. Djavid Bey (1)
22	L'échiquier oriental (1)
23	-

24	L’action diplomatique (1/5)
25	-
26	-
27	-
28	La France et le Bagdad (1)
29	-
30	Action diplomatique : médiation italienne, une mission de Coromilas à Londres, délimitation de l’Albanie du Sud, délimitation de la frontière gréco-bulgare (1)
31	Une solution prévue (question des îles) (1)

II. Les clichés photographiques et les documents cartographiques à la Une de mon échantillonnage

Octobre 1912

Le Petit Parisien	*Le Petit Journal*
1er : Dans l'attente des événements, une sentinelle turque et une bulgare montant la garde de chaque côté d'un pont à la frontière. 2 : Carte de la péninsule balkanique ; en haut de gauche à droite : Gabriel Effendi Noradounghian, ministre des Affaires étrangères de Turquie ; Venizelos, président du conseil de Grèce ; Pachitch, président du conseil de Serbie, le prince royal de Grèce ; en bas à gauche ; troupes bulgares manœuvrant dans la montagne à droite, cavalerie turque. 3 : Une vue de Philippopoli où s'opère la concentration bulgare ; travaux de retranchements bulgares à la frontière ; gardes frontières monténégrines. 4 : Devant la grille du palais royal à Sofia ; artillerie grecque ; artillerie bulgare. 5 : Le général Paprikoff, ancien ministre qui vient d'être rappelé à l'état-major ; Nazim pacha, généralissime de l'armée turque. 6 : Comte Berchtold, ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie ; l'empereur François-Joseph ; François –Ferdinand, archiduc héritier. 7 : Carte de la frontière turco-monténégrine 8 : Sir Arthur Nicholson ; Paul Gambon ; Sir Edward Grey 9: Le roi du Monténégro; troupe monténégrine en route pour la frontier	2 : Ferdinand Ier, tsar de Bulgarie ; Nicolas Ier, roi de Monténégro ; Pierre Ier, roi de Serbie ; Georges Ier, roi de Grèce ; marin grec ; le port sur la Save gardé militairement. 3 : Cavaliers Turcs. 4 : Soldats monténégrins marchant vers la frontière. 5 : La garde du roi de Grèce passée en revue devant le palais ; carte des Etats balkaniques ; Forces comparatives pouvant être mises sur pied par les Etats en présence. 6 : Vedettes bulgares à la frontière 8 : Artilleurs serbes 9 : Volontaires macédoniens 10 : Le roi Nicolas de Monténégro acclamé par ses troupes ; soldats bulgares passés en revue ; troupe d'infanterie bulgare. 11 : Carte des Balkans ; la grande place à Cettigné. 12 : Troupes turques d'infanterie ; le ministère de la Guerre à Constantinople, troupes de cavalerie ottomanes 13 : A la frontière turco-monténégrine. 14 : Soldats bulgares partant pour la frontière turque ; l'hymne monténégrin aux accents duquel les soldats du roi Nicolas enlevèrent une position turque (partition). 15 : Nazim-Pacha, généralissime de l'armée turque ; le général

10 : Le roi Nicolas acclamé par ses soldats ; l'état-major de son armée ; le prince héritier Danilo ; carte de la frontière sud du Monténégro.
11 : Trois ambassadeurs qui ont accompli la démarche collective près de la Porte, le marquis Pallavicini (AH) Bompard, de Wangenheim (All) ; carte montrant la disposition des armées bulgares et une partie des groupements ottomans ; le roi Ferdinand et le général Savoff.
12 : Avant-poste monténégrin à la frontière turque ; le général Bukotic, chef d'état-major des troupes du roi Nicolas ; sentinelle turque gardant l'entrée d'un défilé.
13 : L'hôtel d'Ouchy où siègent les négociateurs turcs et italiens ; Rechid pacha, l'un des négociateurs ; l'amiral Viale, commandant de l'escadre italienne qui opérerait éventuellement dans la mer Egée.
14 : Vue de Podgoritza ; embarquement de troupes turques pour le théâtre des opérations.
15 : Le général monténégrin Martinovitch ; Mahmoud Chevket pacha, commandant du corps d'armée turc qui opère contre la Serbie ; le général Putnik, chef de l'état-major serbe ; le colonel Vozevitch, ministre de la Guerre serbe.
16 : Les négociateurs de la paix italo-turque.
17 : Le port et l'arsenal de Salamine (cliché : Revue *Graecia*)
18 : Vue du port turc de Preveza à l'entrée du golfe d'Arta ; cavaliers et artilleurs turcs.
19 : Une manifestation en faveur de la guerre, sur la place Prince-Michel, à Belgrade ; le prince héritier de Serbie et le général Stephanovitch un des principaux généraux de l'armée serbe ; le tsar Ferdinand Ier inspectant une voie de chemin de fer ; soldats bulgares se rendant à la frontière par voie ferrée.
20 : Carte de la frontière turco-bulgare ; le général bulgare Ivaneff ; réservistes bulgares avec leurs bagages ; le général Fitcheff, chef d'état-major de l'armée bulgare.
21 : La gare et le quai du port de Vrana ; torpilleurs de la marine du roi Ferdinand dans le port militaire bulgare ; le littoral bulgare de la Mer Sawoff, commandant en chef des troupes bulgares.
16 : Fantassins serbes en tirailleurs ; Riza-pacha, qui commande les troupes turques contre le Monténégro ; le prince Danilo de Monténégro ; cavalerie turque en reconnaissance.
17 : Le roi Nicolas de M devant un détachement de ses troupes ; postes de douane turque à la frontière bulgare où vraisemblablement se produire le choc des deux armées.
18 : La manœuvre du canon à bord d'un navire de guerre turc ; artillerie monténégrine en campagne ; entrée du village de Podgoritza ; cavalier grec de la Thessalie.
19 : Carte de l'empire arabe tel qu'il était au moment de la bataille de Poitiers : un coin du lac de Scutari.
20 ; Sous-officiers turcs photographiés en Macédoine lors des derniers massacres.
21 : L'entrée du port de Varna et un de ses quais ; photo de Mohamet V et des quatre rois des Etats balkaniques.
22 : Types de soldats Bulgares.
23 : Distribution de fusils à des soldats turcs ; Mouktar-Pacha, qui commande les troupes turques à Kirk-Kilissé.
24 : Abdoullah pacha, commandant en chef des opérations contre les Bulgares.
25 : Convoi de prisonniers turcs blessés ; à Londres on proclama la neutralité anglaise.
26 : Le tsar Ferdinand à la frontière de son wagon.
27 : Carte du théâtre des opérations autour d'Andrinople ; le pont du chemin de fer de Philippopoli à Andrinople sur la Maritza ; une vue de Kumanovo.
28 : Le prince héritier Alexandre de Serbie.
29 : Les éclaireurs de la cavalerie turque gardant la route entre Kirk-Kilissé et Andrinople.
30 : Carte des Balkans avec les zones occupées ; Nicolas de Monténégro.

Noire. 22 : Mitrailleuses de l'armée grecque ; fantassins turcs ; vue générale d'Andrinople. 23 : Photographie récente du tsar de Bulgarie ; carte du camp retranché d'Andrinople ; Stara-Zagora où est le quartier général de l'armée bulgare. 24 : Les deux généraux aux prises à Andrinople ; le commandant d'armée Dimitref et son adversaire turc Mouktar pacha ; section de soldats bulgares déployée en tirailleurs. 25 : La rue d'Andrinople où se trouve le consulat de France ; le généralissime Nazim pacha, quittant Constantinople pour prendre la direction des opérations à Andrinople. 26 : Vue d'Andrinople 27 : La tour du guet d'incendie et la gare d'Andrinople ; un coin de la citadelle de Scutari ; Abdullah pacha, commandant de la seconde armée turque. 28 : Ville générale de la ville d'Uskub. 29 : Carte montrant la situation de Baba-Eski ; vue de Kirk-Kilissé. 30 : Devant les prisons d'Uskub ; vallée du Vardar, près d'Uskub. 31 : Carte du théâtre actuel de la lutte turco-bulgare.	31 : Le parent d'un soldat monténégrin mort à l'ennemi se rend à la Morgue de Cettigné avec un cercueil pour emmener le corps.

Le Journal	***Le Matin***
1er : Pierre Ier, roi de Serbie ; le tsar Ferdinand de Bulgarie. 2 : Un train régimentaire en Serbie ; infanterie serbe ; infanterie bulgare ; artillerie bulgare. 3 : Le roi Nicolas de Monténégro, s'entretenant avec les officiers supérieurs de son armée. 4 : Sazonoff et Poincaré à Rambouillet ; le grand vizir Ghazi Moukhtar pacha ; le ministre turc des Affaires étrangères Gabriel Noradounghian. 5 : Lanciers turcs	1er : Carte : les forces respectives des Etats balkaniques. 2 : Mahomet V (sultan de Turquie) Pierre Ier de Serbie, Ferdinand Ier de Bulgarie (en posture de chasseur) Georges Ier de Grèce, Nicolas, prince de Monténégro. 3 : Carte de la péninsule des Balkans, la partie quadrillée figure ma Macédoine, c'est-à-dire la province turque où les Etats balkaniques veulent voir introduire des réformes énergiques (Venizelos, Guechoff, Pachitch, Ahmed Moukhtar pacha, grand-vizir ottoman). 5 : Le roi d'Italie, son beau-père, le roi Nicolas de Monténégro et le roi

6 : Artillerie bulgare 8 : L'ouverture du parlement bulgare : le tsar Ferdinand entre au Sobranié. 9 : Le roi de Monténégro acclamé par ses troupes ; soldats monténégrins exécutant la danse nationale ; le palais royal à Cettigné 10 : L'armée turque (artillerie et infanterie) ; Savoff, le généralissime bulgare ; troupes ottomanes d'Anatolie à leur départ d'Uskub pour la frontière. 11 : Un soldat monténégrin ; une manifestation populaire à Constantinople devant l'ambassade d'Italie et la légation de Grèce ; la place du marché à Podgoritza ; le prince Pierre de Monténégro qui a tiré le premier coup de canon sur les Turcs. 12 : Général monténégrin ; Sofia, départ de mobilisés pour la frontière. 13 : Sofia : bénédiction des troupes partant pour la frontière ; l'armée monténégrine, section des mitrailleuses ; une rue de Belgrade, campement de mobilisés ; une place à Constantinople tentes à l'usage des réservistes. 14 : Uskub : départ d'un régiment turc pour la frontière monténégrine ; transports de matelas pour les blessés monténégrins ; on renvoie l corps d'un monténégrin tué près de Berana. 15 : Constantinople la mobilisation générale, tous les chevaux rencontrés sur la voie publique, même ceux attelés aux tramways et voitures publiques sont amenés à la caserne Taxim ; régiment d'artillerie se dirigeant vers la gare. 16 : Le roi d'Italie ; le sultan de Turquie ; les Monténégrins escaladant les hauteurs de Detchlitch. La position de Detchlitch domine la ville turque de Touzi où les Monténégrins viennent de faire leur entrée d'après les dernières dépêches. 17 : Sofia : manifestation patriotique d'étudiants. 18 : Podgoritza : quartier général monténégrin ; le Dr Mantanovitch : l'unique médecin de l'armée monténégrine : les premiers prisonniers turcs ; les femmes préparant les couchettes pour les blessés ; le premier	de Bulgarie photographiés récemment à une revue à laquelle les trois souverains assistaient. 8 : Troupes bulgares en marche vers la frontière. 9 : Le roi de Monténégro Nicolas Ier passe en revue les vétérans, Pierre Danilo et Prince pierre de Monténégro ; (carte) la frontière qui sépare la Turquie du Monténégro, de la Serbie et de la Bulgarie. 10 : Le métropolitain de Belgrade bénit un drapeau serbe ; le général turc Thcrket pacha ; Musiciens Turcs ; Cavalier serbe ; le cocher du Sultan se rafraîchit. 11 : Dans les rues de Sofia la foule manifeste en faveur de la guerre 12 : Podgoritza où les Monténégrins et les Turcs se sont rencontrés ; la frontière monténégrine. 13 : Le départ d'un train militaire de Sofia. 14 : Carte à vol d'oiseau des Balkans avec l'emplacement des troupes turques. 15 : Lecture solennelle à Constantinople du décret de mobilisation ; le sultan Mahomet V dans sa calèche. 16 : Carte : les distances qui séparent Constantinople des capitales ennemies et de la frontière bulgare). 17 : Carte : la situation approximative des armées ennemies à l'heure actuelle et les quatre champs d'opération prévus. 18 : La proportion des territoires des belligérants ; la proportion des flottes et des armées ; le théâtre des premiers combats entre Turcs et Serbes à la frontière de Serbie; le premier cortège funèbre au Monténégro. 19 : Les à-côté de la guerre : près de la gare de Gornia-Krushevitza (Serbie) sur le boulevard de la route, des perruquiers coupent les cheveux des réservistes ; une relève de patrouille de miliciens le long de la voie ferrée à Mezdra-Vraiza (Bulgarie) ; à l'arrivée d'un train militaire à Gornia-Orchovitza, un berger qui gardait ses moutons, fait danser au son de la flûte, réservistes et soldats de l'active ; on quête pour la guerre dans les rues de Constantinople.

cadavre monténégrin. 19 : Un train de réservistes en Bulgarie ; la traversée du Bosphore par les troupes ottomanes ; les enrôlements volontaires devant une mosquée de Constantinople; troupes serbes traversant la gare de Sofia pour se joindre à l'armée bulgare. 20 : Constantinople, le généralissime de l'armée ottomane Nazim pacha ; devant le ministère de la guerre, la foule attend des nouvelles de la guerre ; la gare et la voie ferrée de Mustapha-pacha. 21 : Le port de Varna. 22 : L'armée bulgare après une rude marche ; une place de Kirk-Kilissé ; Scutari ; Athènes, l'armée grecque part pour la frontière ; Constantinople, les mobilisés turcs défilent devant le Sultan qui se tient au balcon de son palais. 23 : Armée grecque : soldats d'un régiment d'Evzones. 24 : Le roi Nicolas en automobile avec le commandant turc fait prisonnier à Detchitch, qu'il accueille chaleureusement ; Sofia le jour de la proclamation de la guerre : pendant le service solennel à la cathédrale du Saint-Kral. La foule de ceux qui n'ont pu trouver de place dans l'église. 25 : Photo qui montre le colonel Ali bey sortant du palais royal de Podgoritza tenant à la main l'épée qui lui fut laissée (par le prince Danilo). 26 : Une section de mitrailleuses de l'armée serbe. 27 : Convoi de ravitaillement à la citadelle de Nisch (photo Barby) ; Andrinople, panorama de la ville et des quais. 29 : La cour d'honneur au ministère de la guerre. 30 : Le nouveau grand vizir Kiamil pacha ; les Albanais au marché de Scutari. 31 : Après le combat, les ambulanciers serbes ramassent les blessés (photo Barby).	20 : La frontière bulgare ; la région frontière gréco-turque ; le défilé de la Montagne-Noire par où doivent passer les troupes bulgares pour entrer en Turquie. 21 : La région d'Andrinople où l'armée de l'est bulgare, qui s'est emparée de Mustapha-Pacha force les Turcs à se replier. 22 : Celui qui tient tous les fils : le tsar Ferdinand de Bulgarie (à cheval tenant les rênes). 23 : Une revue des troupes grecques passée par le prince héritier près d'Athènes (photo Graecia) ; carte des environs d'Andrinople. 24 : Carte : le théâtre des grandes batailles en Thrace. 25 : Le schéma de la marche des alliés ; le roi Nicolas de Monténégro observe les effets du bombardement de Posdinitza. 26 : Plan probable de la bataille près d'Andrinople ; un évêque qui fait le coup de feu, c'est l'évêque grec de Tirkala (Thessalie) qui commande une légion de prêtres dans la guerre contre les Turcs 27 : Andrinople et sa ceinture des montagnes fortifiées (d'après le *Daily Chronicle*). 28 : Vue panoramique d'Uskub, au fond les monts Tzrna-Gora (Montagnes Noires). 29 : Les positions qu'occupent actuellement en Thrace les armées bulgares et turques ; la marche en avant des alliés en Macédoine. 30 : Nazim Pacha ; la proportion des pays en lutte envisagée par rapport à la France.

L'Humanité	*La Croix*
2 : Soldats serbes ; soldats bulgares. 9 : Nicolas 1er, Mehmed V 11 : Les souverains des puissances balkaniques qui vont déclarer la guerre à la Turquie : Ferdinand Ier, Pierre Ier, Georges Ier. 12 : Carte avec le théâtre de la guerre. 15 : Nicolas Ier 17 : Vue générale de Touzi. 18 : Un groupe de cavaliers turcs ; un soldat turc ; le croiseur Medjidieh 19 : L'inscription des volontaires turcs à Constantinople ; la bénédiction des drapeaux serbes ; Pierre Ier. 20 : Un train de soldats serbes ; troupes bulgares allant à la frontière. 21 : Varna, le port de guerre bulgare attaqué par els navires ottomanes 22 : Carte : les forces turques indiquées par un croissant ; et les forces bulgares par une croix dans la région d'Andrinople. 23 : Une vue d'Andrinople ; la voie ferrée qui relie Mustapha-Pacha à Andrinople. 24 : Nazim-Pacha, généralissime des troupes ottomanes. 25 : Vue d'un village turc situé sur la Maritza entre Mustapha-pacha et Andrinople ; un soldat monténégrin blessé de retour à son pays. 26 : Georges Ier ; la Maritza ; le général Fitcheff, chef d'état-major général de l'armée bulgare ; le général Savoff. 27 : Le prince Boris, héritier de Bulgarie, au quartier général de Stara-Zagora. 28 : Carte du camp retranché d'Andrinople. 29 : A Andrinople, le pont sur la Maritza. 30 : L'aspect actuel des rues de Constantinople ; la position des armées turques et bulgares en Thrace. 31 : Abdullah-Pacha, commandant en chef de l'armée d'Andrinople ; le rêve de Ferdinand : notre gravure, qui représente le tsar de Bulgarie en costume d'empereur byzantin, est la représentation exacte d'un	2 : La croix orthodoxe rassemble ses enfants contre le croissant turc ; le tsar des Bulgares, le roi des Serbes, le roi du Monténégro, le roi des Hellènes et leurs palais. 3 : Mahomet V, un homme malade, bien malade ; la Sobranié (chambre des députés bulgares) une sentinelle bulgare ; la Skouptchina (chambre des députés serbe). 4 : Fantassins monténégrins. 5 : Manifestation patriotique dans une rue de Sofia ; fantassins turcs ; recrues bulgares. 6 : Type de soldat turc ; soldats bulgares transportés à la frontière par voie ferrée ; le défilé de Lakar à la frontière turco-bulgare. 8 : Le fort bulgare de Kouloubatc où aurait lieu la première rencontre si la guerre éclatait. 9 : Le roi Nicolas de Monténégro. 10 : Sites monténégrins, le Monténégro est presque tout entier composé de montagnes rocheuses à peu près inaccessibles aux armes régulières, la petite ville de Ricka sur la rivière du même nom ; bords de la Ricka ; poste frontière sur la route de Cettigné à Cattara ; un relai sur la route de Cettigné à Ricka. 11 : Le prince Pierre de Monténégro qui a tiré le premier coup de canon ; officiers et camp monténégrin. 12 : Un échantillon de ce qui se passe en Macédoine, ces barbaries des Turcs contre les chrétiens sont la cause profonde du conflit balkanique ; le général Savoff. 13 : Podgoritza, quartier général monténégrin ; le général Vukotitch, chef des troupes monténégrines ; le général Abdula-pacha ; Sofia, départ des mobilisés pour la frontière. 15 : La rue principale de Berana, village serbe sous la domination turque, dont une partie des habitants ont été récemment massacrés par les Turcs. Les survivants se sont enfuis. Les maisons saccagées, les portes défoncées montrent en quel état le village a été réduit par les

portrait que Ferdinand a fait placer dans ses palais à Sofia.	Musulmans. C'est à Berana que les Monténégrins viennent de battre les Turcs. 16 : Un pont à la frontière turque ; un détachement de troupes bulgares en route pour la frontière. 18 : Vue générale de Scutari d'Albanie dont les Monténégrins voudraient s'emparer ; arrivée à Constantinople de vivres et d'effets pour les soldats turcs mobilisés. 19 : Le village de Podgoritza. 20 : L'artillerie monténégrine sur les montagnes de la frontière turque. 22 : Cettigné : un départ pour les obsèques d'une victime de la guerre ; un canon français traversant Phillippopoli en route vers Harmanly (photo de notre correspondant particulier). 23 : Varna, le port bulgare bombardé par la flotte ottomane. 24 : Pont sur la Maritza à l'entrée d'Andrinople ; artillerie bulgare. 25 : Andrinople : l'hôpital français Saint-Louis tenu par les religieuses Oblates de l'Assomption ; la gare d'Andrinople ; la mosquée du sultan Selim III. 26 : Le général Dimitrieff qui a enlevé Kirk-Kilissé ; le général Ivanoff qui opère autour d'Andrinople ; la joie du tsar Ferdiand (à la prise de Kirk Kilissé). 27 : Le général bulgare Petroff ; Albanais catholique insurgé ; la mission française des religieuses Oblates de l'Assomption à Kara-agatch. 29 : Les quais du Vardar à Uskub. 30 : L'aviateur bulgare Sava-Popoff ; un bastion de Kirk-Kilissé après le bombardement ; un groupe de professeurs français (cléricaux) à Tchepelara aux avant-postes bulgares. 31 : Un vétéran de la politique ottomane, Kiamil pacha, le nouveau grand-vizir ; le général Savoff, Nazim pacha ; vue des pentes rocheuses de Teumreuch, c'est sur l'un de ces plateaux qu'a eu lieu le combat (de notre correspondant particulier).

L'illustration	*Le Petit Journal Illustré*
12 octobre : Une heure grave, dans le cabinet du Président du Conseil, au quai d'Orsay, le 7 octobre, Raymond Poincaré et Serge Sazonof ; Nicolas de Monténégro, roi de 250 000 sujets, qui a rendu vains les efforts des grandes puissances pour le maintien de la paix ; la mobilisation en Serbie : un camp de réservistes près de Belgrade, photos Zivkovits et Antomfevits) ; à Constantinople, manifestations patriotiques (photos Youssouf Razy bey) ; les postes frontières turque et bulgare à Dévé-Bagrdane (ou Dévé-Baïr) sur la route de Komanovo-Egri-Palanka (Turquie) à Keratendit (Bulgarie) (photo Youssouf Razy bey). 19 octobre : le chef de la coalition balkanique, Ferdinand Ier, tsar des Bulgares ; les effets de la surexcitation musulmane : vitres brisées aux fenêtres du bureau de la poste française et de la légation de Grèce à Constantinople ; les pavillons des légations de Serbie et de Bulgarie à Constantinople encore arborés dimanche dernier, 'guerre sainte' la population de Beyrouth manifestant en faveur de la guerre aux cris 'A bas la Grèce' (photo Guiragossian ; premiers prisonniers turcs à Podgoritza ; les premiers blessés ramenés à Podgoritza ; avant la déclaration de guerre du Monténégro ; Nicolas Ier Petrovitch Niégoch, en uniforme de feld-maréchal de l'armée russe, assistant à la célébration de l'anniversaire de sa naissance le 25 septembre ; la distribution des effets et des armes à Sofia ; un train de réservistes (photos D. Karastoïanoff) (les volontaires de la guerre des Balkans : le patriote bulgare ; le patriote serbe ; inscription des mobilisés à Sofia). 26 octobre : La guerre : A Cettigne, il n'y a plus que les femmes, les enfants et les blessés des premiers combats.	20 : Ce qu'on voit en ce moment dans les campagnes bulgares : l'homme à l'armée, la femme à la charrue. 27 : Les atrocités commencent : massacre de paysans serbes par les bandes turques.

Novembre 1912

Le Petit Parisien	*Le Petit Journal*
1er : La rue des consulats à Rodosto, port sur la mer de Marmara, où la cavalerie bulgare aurait fait son apparition. 2 : Une vue de Constantinople et du Pont de Galata. 3 : Drapeau turc pris par les Serbes ; le roi Ferdinand sortant du quartier général de Stara-Zagora. 4 : L'ancienne mosquée de Kirk-Kilissé qui fut le théâtre d'un furieux combat le 12/25 octobre. 5 : A Constantinople les vieilles fortifications byzantines. 6 : Les casernes de l'infanterie turque à Tchataldja ; un sous-officier bulgare distribuant des cigarettes aux prisonniers ottomans. 8 : Carte : Salonique et ses environs ; le général Koutnischeff, l'un des commandants des armées bulgares qui opèrent en Thrace ; Nazim Pacha. 9 : Deux vues des fortifications de Salonique du côté de la terre ; l'arc de triomphe de Constantin, à l'entrée de Salonique. 11 : Sainte Sophie où le tsar Ferdinand veut se faire couronner empereur de l'Orient. 12 : Une vue de Durazzo, l'un des trois forts dur l'Adriatique que revendique la Serbie. 13 : Deux vues des principaux quartiers de Constantinople au-dessous à gauche, le pillage d'une boucherie ; à droite ; la mosquée de Sainte Sophie où les Bulgares voudraient faire une entrée triomphale. 14 : Le contre-amiral Dartige du Fournet commandant l'escadre française envoyée dans les eaux turques. 16 : La route de Tchataldja à Constantinople (carte) ; Kiamil pacha. 18 : Une vue de San Stefano où sont transférés les cholériques de Constantinople.	1er : A Andrinople ; le palais de Gouverneur et la Mosquée du sultan Selim. 2 : Dans Andrinople investi ; la fameuse Tour d'horloge. 3 : Les enfants monténégrins jouent à Podgoritza, pendant que leurs pères se battent ; une rue de Salonique. 4 : Soldats turcs amenés au quartier général de Vrania sous la garde de soldats serbes. 5 : Embarquement des réservistes ; les jeunes enfants monténégrins aidant les dames de la Croix-Rouge à préparer des pansements. 6 : Le port de Salonique ; le quai du côté du débarcadère, Salonique 7 : Les attachés des diverses légations et des monténégrins blessés observent les effets du bombardement de Scutari ; infanterie bulgare au combat. 8 : Devant Scutari ; une pièce de campagne turque. 9 : Ce qui fut le rêve d'hier (le prince Ferdinand assis au bord de la mer, rêve à des événements) est-ce la réalité de demain ? (le tsar Ferdinand en empereur d'Orient, tableau placé depuis quelques années dans son cabinet de travail à Sofia). 10 : La batterie de Madjar à Constantinople. 11 : un quai de Constantinople avec la mosquée de Yeni Valideh, construite en 1665, par la mère du sultan Mahomed IV. 12 : Les vieilles murailles de Constantinople construites par Théodose en 413, elles revêtent pour les habitants de l'antique cité un caractère sacré. 13 ; L'intérieur de Sainte Sophie à Constantinople. 14 : Cavaliers d'Asie envoyés pour renforcer la garnison d'Andrinople.

19 : Le pont de Galata, que gardent les marins français 20 : L'état actuel de la Turquie d'Europe (carte) ; le général français Baumann, commandant des forces de police chargées de la protection de Constantinople. 21 : Janina, sur le lac de ce nom, l'une des villes turques dont les Balkaniques exigent la reddition ; le général Mahmoud Mouktar pacha, grièvement blessé au moment où il faisait une reconnaissance vers un fort avancé des lignes de Tchataldja. 23 : Mytilène occupée par les Grecs. 24 : Renforts turcs gagnant les retranchements de Tchataldja ; Osman Nisami pacha, ambassadeur de Turquie à Berlin, adjoint au général Nazim pacha pour les négociations avec les Bulgares 25 : Aéroplane bulgare évoluant au-dessus d'une batterie turque pour en reconnaître la position exacte.	15 : Soldats passant en bac le fleuve Aliakmon en Thessalie. 16 : Convoi de ravitaillement bulgare. 17 : Une rue de Salonique où la reine de Grèce vient de faire son entrée. 18 : Les abords de la Sainte Sophie. 19 : Le maréchal von des Goltz entouré de ses élèves Jeunes-Turcs ; ambulanciers turcs. 20 : Le tsar Ferdinand aux avant-postes causant avec un officier d'état-major 21 : Paysans turcs fuyant devant l'ennemi 23 : Vue de Scutari d'Asie 24 : Soldats macédoniens se rendant au combat. 25 : A Constantinople les marins anglais débarqués à l'ambassade signalent sur le toit l'arrivée d'un croiseur européen. 26 : Une des vieilles rues à Stamboul où la police perquisitionne, traquant les Jeunes-Turcs. 27 : Les marins français débarqués à Galata ; dans les villages turcs occupés par les Bulgares, pendant que les plus jeunes sont sur le front, les vieillards montent la garde devant les maisons des chrétiens. 28 : La réquisition dans un village de la Vieille Serbie 29 : M. Pachitch, premier ministre de Serbie 30 : Quelques instruments de torture albanais ; en Vieille Serbie, le clergé serbe va enterrer une tête coupée par des Albanais.

Le Journal	***Le Matin***
1 : Comitadjis (franc-tireurs serbes) à l'attaque d'un village (photo Barby). 2 : La ville de Lule-Burgas ; le croiseur turc 'Feth-i Bulend' coulé par un torpilleur grec. 3 : Stara-Zagora, le quartier général bulgare 4 : Le généralissime bulgare Savoff quittant le quartier général pour se	22 : Le champ des morts à Hademkeui, cadavres des victimes du choléra. 23 : La retraite des Turcs en Macédoine, els troupes turques, ayant abandonné Uskub se retirent par la vallée du Vardar (d'après l'*Illustration*). 24 : Carte avec la question de l'Adriatique ; une exécution de

rendre sur le champ de bataille. 6 : Savoff 7 : Familles de paysans turcs arrivant à Constantinople des territoires envahis. 8 : Sur le champ de bataille de Kumanovo : les batteries turques abandonnées, les chevaux tués ; les chiens se disputent des débris de cadavres. 9 : Salonique : avenue de la Tour Blanche ; le boulevard Hamidié (photos *Graecia*). 10 : La Jeanne d'Arc serbe, Mlle Sophia Iovanovitch. 11 : Entrée de l'armée serbe à Uskub, la musique de la garde royale (photo de notre envoyé spécial Henry Barby) ; le roi de Serbie rompt le pain que lui présente le maire d'Uskub. 12 : Autour d'Uskub : exode des vaincus vers le Levant (photo barby) ; après avoir placé sur des chariots tout ce qu'ils peuvent emporter,l es paysans turcs des territoires envahis abandonnent leurs villages avec leur famille, pour se diriger vers Constantinople (Barby) ; mitrailleuses serbes. 14 : Le tsar Ferdinand de Bulgarie, dans son automobile, traversant les territoires conquis par son armée. 15 : Réquisitions militaires serbes dans un village nouvellement occupé de la vieille Serbie. 16 : La reine de Bulgarie à la gare de Yamboli attend l'arrivée des blessés de Lule-Burgas. 17 : Le grand exode des populations turques des Balkans ; réfugiés arrivés au port de Siliviri (Mer de Marmara) attendant le bateau qui doit les transporter sur la côte d'Asie. 18 : Un camp serbe sur une hauteur devant Monastir (photo de notre envoyé spécial Henry Barby). 19 : Les territoriaux serbes (Henry Barby). 20 : Dans les retranchements turcs de la ligne de Tchataldja. 21 : Halte d'une colonne turque devant Hademkeui (Paul Erio).	bachibouzouks à Mustapha –pacha. 25 : La fuite, le flot des paysans fuyards emplit les rues des ports turcs. 27 : La dernière prière, un cholérique prosterné au milieu d'un champ, adresse avant de mourir une prière à Allah. 28 : Carte avec la zone litigieuse, la côte albanaise sur l'Adriatique et les ports dont un au moins sera revendiqué par les Serbes. 29 : Carte avec le schéma des négociations ; une carte postale symbolique, où on voit le croissant, 1453 et la croix, 1912. 30 : Dessin (la voix du canon, Krupp contre Creusot) Les tentes du quartier général turc à Hademkeui.

22 : Les deux généralissimes, Nazim pacha, général Savoff. 23 : Le choléra à Hademkeui (Paul Erio). 24 : A Constantinople marins anglais gardant l'ambassade. 25 : Dans les lignes de Tchataldja ; le général Abdullah pacha ; les attachés militaires français et anglais. 26 : A Constantinople, des matelots allemands installent des canons sur les toits de leur ambassade. 27 : Un des camps de l'armée turque dévasté par le choléra, photo montrant les mourants devant les morts pour seuls compagnie. 28 : Grosses pièces de siège employée par l'armée bulgare devant Andrinople. 29 : A Saint-Jean-de-Médua, la rencontre désormais historique entre les soldats du roi de Monténégro et l'avant-garde de l'armée serbe. 30 : Autour d'Andrinople, soldats bulgares dans les tranchées (d'après l'*Illustration*).	

L'Humanité	***La Croix***
1er : Les positions occupées par les armées alliées. 3 : Le palais de Beylerbey, sur la rive asiatique du Bosphore, où a été transféré Abdul-Hamid, l'ex-sultan ; arrivée de prisonniers turcs à Vrania sous la surveillance de soldats serbes ; après la bataille de Vrania, les Serbes ramassent leurs blessés ; le prince Arsène Kara-Georgevitch, frère du roi de Serbie, avec M. Patchitch, président du conseil des ministres de Serbie. 4 : Les dernières lignes de défense des Turcs. 6 : Poincaré, Berchtold, Guechof, San Giulano, Noradounghian 7: Mise en batterie par les Bulgares d'une pièce d'artillerie; les troupes bulgares passent le pont de Mustapha-Pacha. 8 : Vue de Salonique 9 : Les rues d'Athènes sont illuminées ; familles turques fuyant devant les troupes bulgares.	2 : Un exemple de massacre de chrétiens par les musulmans, l'ossuaire de Peroutchitza, Bulgarie. 3 : L'amiral grec Koundouriotes ; le petit soldat bulgare qu'on vient de pieusement rapporter au cimetière de son village ; compagnie de soldats turcs. 5 : Les princes héritiers des royaumes des Balkans (de gauche à droite : Serbie, Bulgarie, Grèce, Roumanie, Monténégro) ; Femmes catholiques albanaises. 6 : Carte des régions turques occupées par les alliés en trois semaines de guerre, il faut ajouter les nombreuses îles occupées par les Grecs ; Salonique, les forts du côté de la mer. 7 : Daneff, président du Sobranié bulgare. 8 : Les casernes turques à Tchataldja ; le siège de Scutari : vue du fort de Muritcham vis-à-vis de Tarabosch où le général Martinovitch a

10 : Mahmoud Chevket Pacha qui serait chargé d'inspecter l'armée à Tchataldja. 11 : Comment d'après leurs conventions particulières les alliés se partageraient la Turquie à la fin des hostilités. 14 : Danef 19 : L'ambassade de France à Constantinople. 21 : Nazim-Pacha, désigné comme plénipotentiaire turc pour traiter des conditions de l'armistice. 23 : Soldats turcs dans les tranchées de Tchataldja. 28 : Une rue d'Andrinople. 30 : Le choléra à Tchataldja.	établi son quartier général. 9 : Les défenses turques sur le Bosphore, la batterie d'Anatoli-Kavak 10 : L'empereur de demain, carte postale répandue en Bulgarie et représentant Ferdinand Ier en costume d'empereur d'Orient ; les fortifications de Salonique. 12 : Vue de Tchadaltcha ; les Albanais qui ont trahi la cause monténégrine sont forcés par les Monténégrins à assister, les mains liées derrière le dos, au bombardement de Scutari ; Jeunes Bulgares du Séminaire catholique de Cara-Aghatch, Andrinople, entretenu par l'œuvre du pain quotidien. 13 : Prisonniers turcs occupés par les Bulgares à la construction d'une route stratégique aux environs d'Andrinople ; le transport des canons bulgares pour le bombardement d'Andrinople. 14 : A l'ambulance française de Philipoppoli : un pansement. 15 : La flotte internationale à Constantinople. 16 : Le contre-amiral Dartige du Fournet commandant l'escadre française dans les eaux turques ; obsèques d'un soldat monténégrin tué devant Scutari. 17 : Le retour vers l'Asie, la population des villages de Thrace en fuite devant l'envahisseur bulgare ; les femmes soldats des armées alliées, Mlle Yurdanka, macédonienne, émule des comitadji, elle fait partie de la bande dite De la mort, Mlle Sophia Tovanovitch, serbe, salués par des enfants turcs à Uskub. 19 : Religieuses franciscaines en route pour les ambulances turques ; chrétiens torturés et assassinés par les Turcs pendant leur retraite de Koumanovo, devant les troupes serbes. 20 : La ville de Monastir où els Serbes viennent de capturer toute une armée turque ; une vue de la Corne d'Or à Constantinople, ce golfe étroit que les poètes ont chanté et que la guerre balkanique peuple de bâtiments internationaux. 21 : Le général Koutinscheff, commandant de l'armée bulgare à Tchataldja, Nazim pacha, généralissime des armées turques ; la

	défense de Constantinople, les derniers retranchements turcs. 23 : Rifaat pacha, ambassadeur de Turquie à Paris, auprès duquel Poincaré a fait valoir fortement els titres de la France au protectorat des chrétiens d'Orient ; carte où la partie noire indique tout ce qui resterait à la Turquie de ses possessions européennes au cas où les alliés persisteraient dans leurs conditions. 24 : Sainte Sophie, incomparable joyau, écrin de pierre contenant toute l'historie d'un monde ; Femmes bulgares venant au Lazaret de la Croix Rouge pour savoir si leurs maris ont été blessés au cours des derniers combats. 26 : Belgrade, la forteresse sur le Danube ; Dans les pays conquis par les Bulgares, les maisons des chrétiens bulgares, marquée d'une croix, sont gardées par des vieillards volontaires. 28 : Les princesses Eudoxie et Nadejda de Bulgarie 29 : Infanterie autrichienne ; Durazzo 30 : Un village catholique albanais, l'église et la place publique ; Andrinople, entrée de la mosquée du sultan Selim

L'illustration	***Le Petit Journal Illustré***
9 : L'exode ; le retour vers l'Asie, à travers les plaines de Thrace, derrière le chariot ancestral (photo prise près de Tchorlou). 16 : La défaite 23 : L'Hallali (l'Ottoman devant la défaite). 30 : Les puissances, un colloque des attachés militaires photographié sur les lignes de Tchataldja par notre correspondant de guerre, Georges Rémond.	3 : Une touchante tradition monténégrine : le baiser du roi aux morts et aux blessés. 10 : Comme aux temps chevaleresques : un officier monténégrin et un officier turc luttent en combat singulier devant le front de leurs troupes. 17 : Le crime odieux d'un fanatique : à l'hôpital d'Elassona, un Turc blessé assassine l'infirmier Grec qui le pansait. 24 : Une curieuse cérémonie : à l'entrée d'une ville prise par les Serbes, le roi Pierre Ier rompt le pain que lui présente le maire de la cité.

Décembre 1912

Le Petit Parisien	*Le Petit Journal*
2 : La citadelle de Janina 3 : Entrée de l'armée serbe à Ochrida 4 : Général Thodoroff, commandant de l'armée bulgare quia opéré contre Salonique ; le prince héritier Ferdinand de Roumanie. 5 : Trois des plénipotentiaires qui discuteront les conditions de la paix à Londres (Novakovitch, serbe, Tewfik pacha, turc, Daneff, bulgare, Romanos, ministre de Grèce à Paris). 7 : Popovitch, un des plénipotentiaires monténégrins à la conférence de Londres. 8 : Ismail Kemal bey, président du gouvernement provisoire de l'Albanie ; 9 : Le palais de St James ; Gennadios, ministre de Grèce à Londres, l'un des délégués hellènes à la conférence de la paix. 10 : Le roi Carol de Roumanie. 14 : Trois des diplomates qui doivent prendre part à la conférence des ambassadeurs, le marquis Imperiali (Italie), Paul Cambon (France) prince Lichnowski (Allemagne). 15 : Le palais de Saint-Jmaes, dans le médaillon, Rechid pacha, premier plénipotentiaire ottoman. 16 : La forteresse de Belgrade. 17 : La façade de St James, Daneff, Grey. 18 : Les délégués grecs à la conférence de Londres, Streit, Skyloudis, Venizelos, Politis, Gennadios. 19 : Les délégués turcs à la conférence de la paix, Salid pacha, Rechid pacha, Osman Nizami. 20 : Rechid pacha quittant le palais de St James. 21 : Le prince Ahmed Fuad pacha, prétendant au trône d'Albanie ;	3 : Le grand pont qui réunit Stamboul et Galata. 4 : Sur la côte de l'Adriatique : un général serbe et ses officiers avec un drapeau turc capturé. 6 : Janina, la ville d'Epire que les Grecs réclament de la Turquie ; la prison et panorama général. 7 : Les Serbes s'installent à Durazzo, notre photo les montre occupés à construire une boulangerie. 8 : Tewfik pacha, plénipotentiaire turc, ambassadeur à Londres ; Daneff, plénipotentiaire bulgare, président du Sobranié 9 : Novakovitch, chef des plénipotentiaires serbes, ancien président du Conseil 10 : L'entrée du palais de Saint-James ; on emploie les turcs prisonniers en Bulgarie à construire des maisons 11 : Le roi Carol de Roumanie 12 : Carte de l'empire austro-hongrois 13 : Vénizelos, premier ministre de Grèce ; Vesnitch, ministre de Serbie à Paris 16 : A Durazzo, un canon serbe pointé dans la direction de l'Adriatique 17 : Le général von Krobatin, le nouveau ministre de la guerre d'Autriche-Hongrie ; sir Edward Grey 18 : Patrouille de cavalerie autrichienne à la frontière serbe ; les projecteurs autrichiens ; artillerie de campagne autrichienne 19 : Musiciens militaires autrichiens 20 : Jovanovitch, le nouveau ministre serbe à Vienne 21 : A Durazzo, soldats serbes faisant des achats dans les rues de la ville.

l'Averoff, le vaisseau-amiral grec tirant sur l'escadre ottomane.	25 : Le docteur Monprofit 26 : Monitors autrichiens au repos à Semlin, en face de Belgrade ; au pied des murailles de Karyès, ville de la presqu'île du Mont Athos, des moines grecs se promènent. 27 : Le général Savoff 28 : Le général Soukhomlonoff, ministre de guerre de Russie. 29 : Rechid pacha, qui a présidé hier la séance de la conférence ; le maréchal von der Goltz.

Le Journal	***Le Matin***
1er : Nouveaux renforts sortant de Constantinople et se rendant dans les lignes d'Hademkeuï ; le champ d'aviation de Bouyouk-Tchekmedje. 2 : Les attachés militaires sur les lignes de Tchataldja 3 : Mise en place d'un canon de siège bulgare devant Andrinople. 4 : Entrée à Monastir de l'infanterie serbe, précédée du drapeau. 6 : Hommage au patriarche mort. 9 : A Kahadja, le train qui a servi de lieu de réunion aux délégués pour la conclusion de la paix ; le palais St-James et els principaux délégués 10 : Salonique possède à présent deux garnisons, l'une grecque, l'autre bulgare. La photo que nous publions auj. montre sur le quai un fonctionnaire portant le pittoresque costume des troupes crétoises qui combattent, on le sait, dans les rangs de l'armée hellène. 12 : Les principaux convives du déjeuner offert hier par Poincaré en l'honneur des délégués. 15 : Dans les rues de Vienne, la foule accompagne un régiment mobilisé qui part. 16 : Photo de Daneff ; un train de réservistes partant de Vienne pour la frontière serbe. 17 : Au palais de St James, dans le médaillon, sir Edward Grey. 18 : Vue panoramique de la frontière austro-serbe. 20 : Photo prise à Semlin d'une patrouille autrichienne.	1er : Le champ de bataille de Monastir n'est plus qu'un immense cimetière ; cadavres de chevaux et caissons abandonnés sur le champ de Bataille de Monastir. 2 : Les traces de la guerre : un soldat serbe gardant des caisses de munition abandonnées par les Turcs ; devant Monastir des enfants jouant avec le cadavre d'un cheval. 7 : Les Bulgares autour d'Andrinople, un convoi de blessés ramené du front de bataille après un combat ; l'attente autour d'une tranchée. 8 : A quoi s'occupent les marins de la flotte internationale débarqués à Constantinople ils jouent au football dans la cour des ambassades. 11 : Ceux qui vont décider de la paix (Palais St James, Daneff, Venizelos, Movakovitch ; Miouchekovitch ; Rechid pacha ;) 16 : Daneff à Paris 17 : Une salle dont l'aspect engage assez peu à la paix, c'est celle où se sont rencontrés hier les plénipotentiaires. 18 : Le centre du péril européen : le confluent du Danube et de la Save où se font vis-à-vis la ville de Semlin et la capitale de Serbie, Belgrade. 21 : La flotte grecque 24 : Carte avec ce que les alliés demandent à la Turquie 27 : La carte du Liban

29 : Les Bulgares profitent de l'armistice pour mettre en position devant Andrinople de nouvelles pièces de siège. 30 : Andrinople : deux vues de la ville assiégée, la rue Hamidié, et l'hôtel du Gouverneur.	30 : La grande mosquée d'Andrinople.

L'Humanité	***La Croix***
9 : Le palais de Saint James	7 : Tripoli de Syrie, le castel de Raymond de Toulouse 10 : Gallipoli, le phare 11 : Les principaux délégués à Londres et les drapeaux, Daneff, Novakovitch, Venizelos, Popovitch, Osman-Nizamy. 12 : Le général Eydoux ; le palais de Saint James 14 : Sentinelle bulgare à la frontière, le drapeau du régiment victorieux à Gumurdjina. 18 : Gallipoli, monument élevé aux soldats français de la campagne de Crimée ; la salle du Congrès des délégués. 19 : Un des pavillons de la faculté de médecine de l'Université de Beyrouth créée et dirigée par les Jésuites, un des plus importants établissements de la France en Orient ; à propos des armements de l'Autriche-Hongrie, mitrailleuses. 22 : Débarquement de Grecs à Mytilène. 24 : Ile et château de Tenedos 27 : L'ambulance française des Sœurs de Charité à Uskub. 28 : Le roi Carol de Roumanie.

L'illustration	***Le Petit Journal Illustré***
21 : L'énigme autrichienne : la paix ou la guerre, celui qui inquiète et celui qui rassure l'Europe : l'archiduc héritier d'Autriche François-Ferdinand, et le vieil empereur François-Joseph (82 ans, 64 ans de règne).	1er : Le choléra ; l'héroïne serbe. 8 : L'entrevue des généralissimes : Nazim pacha et le général Savoff se rencontrent au quartier général turc ; pendaison de bachi-bouzouks. 15 : A Uskub : ovation chaleureuse faite par les officiers serbes à un général français ; les loisirs de l'armistice)(des soldats bulgares

	exécutant une danse nationale pour divertir leurs camarades. 22 : (En Autriche, un régiment de cavalerie se mutine aux cris de 'Vive la Serbie') ; (A Constantinople nos marins s'amusent).

Janvier 1913

Le Petit Parisien	*Le Petit Journal*
1 : Take Ionesco ; le palais du roi de Roumanie à Bucarest 3 : La salle du palais de Saint James ; vue générale d'Andrinople. 4 : Une vue de Chio, dont la garnison turque s'est rendue aux Grecs. 5 : Carte des frontières proposées par les alliés et les Turcs. 6 : Take Ionesco 8 : Choukri pacha, gouverneur d'Andrinople 11 : La frontière bulgaro-roumaine et M. Lahovary, ministre de Roumanie à Paris. 12 : Le ministère des Affaires Etrangères à Bucarest 23 : Kiamil pacha 24 : Talaat bey, Mahmoud Chevket pacha ; Izzet pacha. 25 : Nazim pacha ; Enver bey. 26 : Le palais du ministre de la guerre à Constantinople. 27 : Le marquis de Pallavicini, doyen du corps diplomatique à Constantinople, c'est lui qui a remis la note des puissances à la Turquie et qui recevra la réponse de la Porte.	1 : M. Daneff 3 : Le roi Carol ; Take Ionesco 7: L'Albanie 19: A bord d'un navire de guerre turc: le tir du canon. 23 : Le diadoque de Grèce. 24 : Mahmoud Chefket pacha ; La Sublime Porte. 25 : Nazim pacha ; Enver bey

Le Journal	*Le Matin*
3 : Les Bulgares installent devant Andrinople de nouvelles batteries. 4 : Dans les neiges de l'Albanie : un train d'équipage dans un	2 : Carte des territoires que la Turquie cède en Europe ; Take Ionesco 7 : La salle des conférences au palais de Saint-James ; Daneff, Rechid

cantonnement serbe. 6 : Choukri pacha, gouverneur d'Andrinople ; Albanie, les trois projets en présence. 8 : Les ambassadeurs Paul Cambon (France) comte Benkendorff (Russie) marqui imperiali (Italie) comte Mensdorff-Pouilly (Autriche-Hongrie) prince Lichnovsky (Allemagne). 9 : Volontaires macédoniens auxiliaires de l'armée serbes aux avant-postes. 10 : Le voyage du roi Ferdinand de Bulgarie à travers la Macédoine, il reçoit à Drama, l'archevêque bulgare et grec. 14 : Le roi Carol 24 : Hakki pacha, le nouveau MAE ; l'entrée du palais de Dolma-Bachtché ; Talaat bey, le nouveau ministre de l'intérieur ; Mahmoud Chevket pacha. 25 : Nazim pacha ; Enver Bey. 27 : Constantinople, la foule devant le Ministère de la guerre. 30 : Rechid pacha	pacha. 11 : La frontière roumano-bulgare. 24 : Mahmoud Chevket pacha 31 : Carte de la Trace orientale

L'Humanité	***La Croix***
4 : En Albanie : l'armée serbe dans les neiges (d'après l'*Illustration*). 25 : L'entrée du palais du Sultan à Constantinople ; Kiamil Pacha ; Nazim Pacha ; Mahmoud Chevket ; Izzet Pacha. 27 : Enver bey ; vue de Constantinople et du Bosphore. 30 : Rechid Pacha, chef de la délégation turque.	3 : Intérieur de la grande mosquée Selim III. 5 : Ministre Take Jonesco 9 : Une clé d'Andrinople, cette clé fut donnée par le tsar de Russie au roi Frédéric-Guillaume III de Prusse lors de la conquête de la ville par les Russes en 1829. 22 : Le roi Karl von Hohenzollern, Carol Ier de Roumanie 24 : La tristesse du sultan Mohamed V 25 : La Sublime Porte ; Nazim Pacha ; Mahmoud Chefket pacha. 26 : Enver bey, un des chefs Jeunes-Turcs qui a dirigé le mouvement révolutionnaire. 28 : L'ambassade de France à Constantinople. 30 : Départ du dernier blessé de l'ambulance française de Philippopoli.

L'illustration	*Le Petit Journal Illustré*
11 : Une attitude de conquérant, le tsar des Bulgares, marquant sa part de la Macédoine, gravit des ruines de la forteresse de Kavala, l'antique Néopolis de Philippe et d'Alexandre.	---

Février 1913

Le Petit Parisien	*Le Petit Journal*
3 : Venizelos 7 : Izzet pacha, le généralissime turc et Savoff le généralissime bulgare. 9 : Saïd Halim pacha, ministre des Affaires étrangères. 10 : Paysans serbes arrivant à Belgrade pour se faire enrôler comme volontaires. 17 : Hakki pacha qui vient de traverser Paris. 18 : Enver bey	3 : Venizelos ; Daneff 5 : Artillerie bulgare autour d'Andrinople ; la Tour de l'Horloge à Andrinople. 10 : Carte des Dardanelles 11 : Hakki pacha 17 : Le général bulgare Kovatcheff qui commande l'armée de Boulaïr. 28 : Enver bey

Le Journal	*Le Matin*
1er : Mahmoud Chevket pacha quittant le Dolma-Bagtché après sa nomination de grand vizir le 23 janvier. 10 : Arrivée à Gallipoli des premiers renforts turcs sous le commandement de Fethy bey. 14 : Ahmed Riza 15 : Un coin des quartiers d'hiver de l'armée bulgare autour d'Andrinople. 22 : La batterie de siège bulgare qui à la reprise des hostilités ouvrit le feu à Andrinople.	3 : Les lignes ennemies à Tchataldja, croquis pris par le correspondant de guerre de l'Illustration, Alain de Penenrun ; Enver bey. 4 : Plan des positions des alliés autour d'Andrinople ; une batterie. d'obusiers du Creusot devant Andrinople. 5 : Izzet pacha 7 : Fethi bey 8 : Vue générale de Scutari ; Hassan Riza pacha. 10 : Chukri pacha ; panorama d'Andrinople à vol d'oiseau. 12 : Vue générale d'Andrinople ; le masque de l'empereur Adrien ; l'intérieur de la mosquée de Selim II. 13 : Radko Dimitrief 15 : Plan Andrinople et ses environs ; Savov. 16 : La gare d'Andrinople.

L'Humanité	*La Croix*

3 : Venizelos 5 : Le camp retranché d'Andrinople. 6 : Ghazi Chukri Pacha, le commandant d'Andrinople. 7 : Campement de troupes bulgares autour d'Andrinople. 8 : Vue de Gallipoli. 9 : Izzet Pacha ; vue de Scutari. 10 : Mahmoud Chevket Pacha 15 : Hakki Pacha 18 : Enver bey 23 : Djemal bey : gouverneur militaire de Constantinople.	1er : Une rue d'Andrinople. 4 : Un des forts de la ligne de Tchataldja. 5 : Le tsar Ferdinand et le général Fitchef, chef d'état-major général, dessin communiqué par la cour bulgare. 6 : Izzet Pacha, le camp retranché d'Andrinople ; le beffroi d'Andrinople. 7 : Un officier bulgare en train d'examiner les effets d'un tir du haut du timon d'un caisson. 8 : Gallipoli : un coin du quartier arménien. 13 : La retraite désordonnée des Turcs sur Boulair à l'entrée de la presque île de Gallipoli. 14 : Aéroplane bulgare survolant Andrinople. 15 : Le fort hill sur les Dardanelles.

L'illustration	***Le Petit Journal Illustré***
1er : Lendemain de coup d'Etat ; Enver bey au Selamlik ; le chef des Jeuens Turcs, qui à la veille a arraché la démission du cabinet après une tragique bagarre, s'entretient paisiblement avec l'attaché militaire anglais et le correspondant de l'*Illustration* (G. Rémond).	9 : Un coup d'Etat à Constantinople : meurtre de Nazim Pacha. 23 : La reprise du bombardement d'Andrinople.

Mars 1913

Le Petit Parisien	*Le Petit Journal*
7 : Vue générale de Janina ; dans le médaillon, le général Soulzo, commandant la cavalerie grecque et qui est entré le premier dans la ville. 16 : L'amiral Dartige. 19 : Roi Georges, prince Constantin. 20 : Le palais du prince Nicolas à Salonique ; le roi Georges, le roi Constantin. 22 : Le comte Szescen de Temerin, ambassadeur d'Autriche à Paris. 24 : Carte des Etats balkaniques dressée d'après les indications contenues dans le contre-projet des puissances. 25 : La forteresse qui protège la ville de Scutari. 27 : Chukkri pacha ; le général Ivanoff ; la ville et le camp retranché d'Andrinople. 28 : Le général Stepanovitch, commandant des troupes serbes devant Andrinople.	1 : Loufti bey 3 : Tewfik pacha, ambassadeur de Turquie à Londres. 4 : Canon abandonné dans la neige. 7 : Le prince roi de Grèce ; vue générale de Janina ; Vehib bey, commandant de Janina. 18 : Hassan Riza bey, défenseur de Scutari ; Choukri pacha, défenseur d'Andrinople. 19 : Le roi Georges Ier ; le nouveau roi 20 : La reine Olga ; la reine Sophie. 24 : Le roi de Monténégro. 27 : Le seul pont d'Andrinople sur la Maritza (au fond à droite la mosquée de Selim II) ; une vieille rue d'Andrinople ; Chukri-Pacha ; carte avec les forts de la défense d'Andrinople. 29 : Pendant le siège d'Andrinople : soldats serbes approchant par bandes des lignes ottomanes ; les soldats serbes s'abritant ensuite, pour tirer dans des tranchées.

Le Journal	*Le Matin*
4 : Sur les lignes de Tchataldja, un camp turc sous la neige. 11 : Un épisode de la guerre d'Orient ; le repêchage par les Grecs des torpilles immergées par les Turcs à Carabouroum pour protéger Salonique. 14 : Le croiseur 'Hamidieh' 19 : Le roi Georges. 20 : Le roi Constantin, la reine Sophie.	23 : Le roi Constantin XII 25 : Le camp serbe à Durazzo. 27 : Chukri pacha ; Andrinople telle qu'on la découvre du pont sur la Maritsa ; pendant le siège un campement bulgare s'abritant dans une tranchée. 29 : Dans Andrinople, deuxième capitale de la Turquie, hier riante, avec ses jardins ses toits clairs et ses minarets élancés, aujourd'hui

27 : Vue panoramique d'Andrinople ; Savoff, Chukri pacha. 29 : Alexandros Skinas 31 : Un des forts de l'est d'Andrinople ; artillerie bulgare.	dévastée par le bombardement, ravagée par l'incendie, le tsar Ferdinand a fait son entrée. 31 : L'horizon de Scutari.

L'Humanité	***La Croix***
14 : Le port de Durazzo ; Hamidieh 19 : Le roi de Grèce. 20 : Le nouveau roi de Grèce, Constantin Ier. 26 : Vue de Scutari, au fond la ville de Tarabosch, au premier plan les casernes). 27 : Le pont d'Andrinople sur la Maritza, vue générale de la ville, dans le fond, la mosquée célèbre de Selim III ; la Tour qui domina la Ville, Chukri pahca, défenseur de la ville. 29 : Hassan Riza bey, défenseur de Scutari.	1er : La côte des Dardanelles. 19 : L'apothéose hellénique (d'après une carte postale athénienne) 20 : Le roi Georges Ier, la reine Olga, le roi Constantin Ier, la reine Sophie ; hôtel du gouvernement à Salonique, résidence du roi de Grèce. 26 : La ville de Scutari d'Albanie. 27 : Andrinople, pont sur la Maritza. 28 : Le général Ivanoff, Chukri pacha ; Andrinople, un coin de la vielle, au fond on aperçoit les casernes et bâtiments militaires détruits par ordre de Chukri pacha. 29 : Au parlement d'Athènes, entouré de la famille royale, du haut clergé orthodoxe et des ministres, le vainqueur de Salonique et de Janina jure fidélité à la Constitution, à côté du roi, la reine Sophie (de Prusse) ; la mosquée du sultan Selim, principal monument d'Andrinople.

L'illustration	***Le Petit Journal Illustré***
15 : Devant Andrinople : le blocus des assiégeants par la neige. 22 : La famille royale de Grèce à Salonique. La reine, le nouveau roi Constantin Ier et le roi Georges Ier qui vient d'être assassiné. 29 : Le serment du nouveau roi des Hellènes.	2 : Sortie des étrangers d'Andrinople. 30 : L'assassinat du Roi de Grèce.

Avril 1913

Le Petit Parisien	*Le Petit Journal*
2 : Emplacement et vue d'Antivari, le port monténégrin devant lequel doit avoir lieu la démonstration navale. 7 : Le roi Nicolas du Monténégro. 9 : Le palais du roi Nicolas à Cettigné, dans le médaillon le vice-amiral Burney qui commande l'escadre internationale dans les eaux monténégrines. 11 : Cattaro, le port autrichien d'où part la route qui monte vers Cettigné. 24 : Plan en relief de Scutari et de la région environnante dans les médaillons, Essad pacha, le vaincu, le général Martinovitch, le vainqueur. 25 : Les casernes de Scutari. 28 : Un groupe de combattants albanais.	1 : Stancioff, ministre de Bulgarie à Paris ; l'église russe de la rue Daru. 5 : Carte de l'Albanie. 9 : Le roi Nicolas. 11 : Le vice-amiral anglais Burney commandant l'escadre internationale de blocus ; types d'Albanais. 17 : Le palais royal à Cettigné un jour de réception. 19 : Les à-côtés de la guerre 'donne-lui tout de même à boire… !'un soldat bulgare étanche le soif d'un blessé turc. 22 : Albanais de Scutari. 24 : Essad Pacha qui dirigea la défense de Scutari ; le lac de Scutari 27 : Essad Pacha ; les souverains monténégrins. 29 : La ville albanaise de Tirana.

Le Journal	*Le Matin*
2 : Une des batteries d'artillerie des assiégeants à l'est d'Andrinople. 3 : Les rades guerriers bulgares dans leurs campements improvisés ; le colonel Yovan Oggrinovitch du 20^{e} régiment d'infanterie serbe qui le premier s'empara du Chukri pacha. 5 : Photos d'artillerie 9 : La rade d'Antivari 10 : Le roi Nicolas en conversation avec l'attaché militaire autrichien 11 : Arrivée à Sofia des 400 officiers turcs faits prisonniers à Andrinople ; carte des prétentions roumaines. 12 : Le yacht royal 'Roumia'.	5 : Le général Ivanoff 9 : La rade d'Antivari, les vaisseaux que l'on aperçoit dans le lointain, sont des vaisseaux français, venus en 1910, mouiller dans cette rade, où jamais auparavant, on n'avait vu d'autres navires de guerre que des navires autrichiens (*Illustration*). 10 : Le roi de Monténégro. 13 : Deux vues du siège d'Andrinople (pont de Maritza, ligne de défense) (Georges Scott). 14 : Chukri pacha dans son cabinet de travail à Andrinople (photo prise par Cuinet au mois de décembre).

24 : Essad pacha ; Scutari ; le bazar à Scutari. 26 : L'infanterie monténégrine au siège de Scutari. 28 : Essad pacha 29 : Comte Mensdorff-Pouilly	15 : Un spécimen des fils barbelés qui hérissaient les tranchées d'Andrinople. 24 : Vue de Scutari 28 : Une réunion des ambassadeurs à Londres.

L'Humanité	***La Croix***
2 avril : Le cuirassé king Edward VII. 5 avril : Une vue d'Antivari. 6 avril : Les lauriers du héros balkanique, d'après Simplicissimus (on voit un guerrier tenant une balance avec tous les cadavres) ; 11 avril : L'amiral Burney, commandant en chef de la flotte internationale. 12 avril : Le roi de Monténégro. 15 avril : Les horreurs de la guerre : après l'assaut d'Andrinople, les Bulgares reconnaissent leurs morts. Comme on peut s'en rendre compte par cette photo, représentant un des monceaux de morts qui jonchaient le champ de bataille, la victoire a été chèrement achetée. 23 avril : Dessein : le Monténégro et l'Europe d'après le Kadderadatch de Berlin : le chien de police européen : lâchez cet os ! le roquet monténégrin : jamais ! 24 avril : La ville de Scutari. 27 avril : Photo du général monténégrin Voukotich, gouverneur militaire de Scutari. 28 avril : Photo d'Essad Pacha	3 : Montagnes de Tarabosch, à gauche le lac de Scutari 4 : le grand fort Tarabosch occupé par les Monténégrins ; le général Martinovitch ; le général Nucotic. 8 : Devant Andrinople : téléphonistes du camp ; cavaliers coiffés de dépouilles de moutons mangés les jours précédents (photo Bagdassarian Ignatief à Mustapha Pacha). 18 : Habitants de Sofia examinant une carte, indiquant la délimitation probable de la frontière turco-bulgare, affichée par les autorités à la porte de la mairie. 24 : Le roi Nicolas acclamé par ses troupes (photo prise au début du conflit).

L'illustration	***Le Petit Journal Illustré***
---	13 : Hommage au défenseur d'Andrinople : le tsar Ferdinand de Bulgarie rend à Chukri pacha l'épée que lui remettait le glorieux vaincu.

Mai 1913

Le Petit Parisien	*Le Petit Journal*
15 mai : Les habitants d'un village albanais discutant les événements 19 mai : Le tracé du chemin de fer de Bagdad. 31 mai : L'entrée du palais St James où se réunissent les plénipotentiaires balkaniques ; Osman Nizami pacha, délégué turc ; Daneff, bulgare ; Novakovitch , serbe ; Skouloudis, grec.	1 : Soldats bulgares chantant aux sons de la 'Gaïda'. 2 : Une rue d'Ipek, actuellement occupe par les Monténégrins. 4 : Vue de Mostar, ville importante de l'Herzégovine (le pont) ; carte de délimitation de frontières albanaises. 21 : Essad-pacha 30 : Pachitch, premier ministre de Serbie. 31 : Le palais de Saint-James à Londres où la paix a été signée hier.

Le Journal	*Le Matin*
3 : L'entrée des monténégrins à Scutari. 27 : Vue de Tirana ; Essad pacha	4 : Carte avec les sphères d'influence italienne et autrichienne en Albanie. 5 : Essad pacha 6 : Protocole royal au Monténégro : les sujets du roi Nicolas viennent baiser les pieds du souverain sur le seuil même de la demeure royale. 13 : Carte : ce qui restera en Europe de l'empire ottoman.

L'Humanité	*La Croix*
6 : Une rue à Scutari. 7 : Skinas après son arrestation. 9 : Essad pacha 16 : Djavid bey 30 : Pachitch, président du conseil des ministres de Serbie. 31 : Sir Edward Grey ; l'entrée du palais de Saint James où vient d'être signée la paix.	2 : Amorce de la route menant de Cattaro (Dalmatie) au Monténégro (photo Cyr). 7 : Une séance de la conférence des ambassadeurs au Foreign Office de Londres (*Illustration*).

L'illustration	*Le Petit Journal Illustré*
17 : Les sacrifices inutiles du Monténégro ; avant l'abandon de Scutari, une mère monténégrine et son fils sur la tombe du père, tombé à l'assaut des hauteurs de Bardaniol.	4 : Le nouveau prophète de l'islam : Abdul-Baha prêchant l'apaisement et la fraternité dans une mosquée à Constantinople ; Le Monténégro et l'Europe.

Juin 1913

Le Petit Parisien	*Le Petit Journal*
2 juin : Pachitch ; Guéchoff. 4 : Réunion des délégués balkaniques avant la conférence financière. 5 : Pendant la séance de la conférence financière ; dans le rectangle, le président M. de Margerie. 10 : Le prince Alexandre de Serbie. 11 : Lahovary, ministre de Roumanie à Paris. 12 : Mahmoud Chevket pacha ; la mosquée du sultan Bazazid près de laquelle l'attentat s'est produit. 13 : La mosquée de Sainte-Sophie où ont eu lieu les obsèques de Mahmoud Chevket pacha. 24 : Pachitch	12 : Mahmoud Chevket Pacha. 13 : Paysannes bulgares en habits de fête ; le prince Said Halim Pacha, le nouveau grand-vizir. 15 : Rifaat Pacha, ambassadeur de Turquie à Paris.

Le Journal	*Le Matin*
3 : Guéchoff ; Pachitch. 12 : Carte avec les prétentions rivales des alliés balkaniques ; la fontaine du sultan Bayazid ; Mahmoud Chevket pacha. 13 : Said pacha.	8 : La mode féminine à Scutari d'Albanie. 12 : Mahmoud Chevket pacha ; la place du Sultan Bayazid ; la mosquée du Sultan-Bayazid …c'est derrière cette mosquée que le Mahmoud Chevket pacha, dont l'automobile sortait du Ministère de la

28 : Les pendaisons de Constantinople.	guerre, a été tué. 13 : Saïd Halim. 23 : Carte des territoires en discussion entre la Serbie et la Bulgarie. 24 : Le prince Sabaheddine.

L'Humanité	***La Croix***
5 : La première séance de la conférence de Paris. 10 : Hussein Dhajid bey, directeur du journal *Le Tanine*, ex député de Constantinople. 12 : Mahmoud Chefket. 13 : Said Halim Pacha, grand vizir intérimaire ; la mosquée du sultan Bayazid devant laquelle fut tué Mahmoud Chefket. 22 : M. Zahraoui, président du Congrès arabe. 24 : Daneff ; une carte de la zone contestée en Macédoine.	11 : Alliés hier, adversaires peut-être demain, le roi Pierre de Serbie, le roi Ferdinand de Bulgarie. 13 : Mahmoud Chevket pacha ; le prince Said Halim, Mahmoud pacha.

L'illustration	***Le Petit Journal Illustré***
---	---

Juillet 1913

Le Petit Parisien	*Le Petit Journal*
2 : Carte du théâtre des combats entre Serbes, Grecs et Bulgares. 4 : Photo du roi de Roumanie. 5 : Le prince héritier Ferdinand, nommé généralissime de l'armée roumaine. 6 : Le général Putnik, commandant en chef de l'armée serbe ; le commandant Ivanof, commandant l'une des armées bulgares. 7 : Le général Dimitrieff, le nouveau généralissime de l'armée bulgare. 12 : Carte de la frontière bulgaro-roumaine. 18 : Carte montrant la marche des alliés sur Sofia. 21 : Carte permettant de suivre la marche des alliés sur Sofia. 22 : Le drapeau turc flotte de nouveau sur les murs d'Andrinople. 27 : Carte montrant les points sur lesquels le territoire bulgare a été envahi. 30 : Le Ministère des affaires étrangères à Bucarest où se réuniront les délégués balkaniques chargés de négocier la paix.	4 : Le roi Carol de Roumanie. 5 : Artillerie roumaine. 7 : Le généralissime serbe Putnik ; le général bulgare Ivanoff. 12 : Un convoi roumain. 13 : Izzet pacha, généralissime turc. 16 : Carte des voies ferrées de la Turquie d'Asie. 17 : Rodosto sur la mer de Marmara que les Turcs viennent de réoccuper. 18 : Général Averesco, chef d'état-major de l'armée roumaine ; la Danube, frontière roumano-bulgare près de Nicopoli. 20 : Le roi de Roumanie pendant la marche de son armée ; l'automobile du roi Carol passant sur un pont militaire. 21 : A Andrinople, le vieux pont sur Maritza ; une vieille rue. 22 : Général Paprikof, premier plénipotentiaire bulgare à Nich ; Radoslavoff, nouveau président du conseil bulgare. 24 : Le général turc, Enver bey ; la généralissime serbe Putnik. 26 : Les Bulgares ont passé là… en haut à gauche : une chambre à coucher à Kniajevatz, à droite, l'œuvre des Bulgares dans le Timok ; en bas à gauche, maison de Kniajevatz en ruines ; à droite, le coffre-fort de la municipalité de Kniazevatz éventré par les Bulgares.

Le Journal	*Le Matin*
4 : L'armée roumaine ; le roi de Roumanie. 6 : Dimitrieff. 8 : Le prince héritier de Roumanie ; carte des batailles.	1 : Où ils se sont battus (carte). 4 : Armées présentes (carte). 5 : Le roi et la reine de Roumanie (en littérature Carmen Sylva)

11 : Facsimilé de l'ordre d'attaque. 12 : Le prince héritier Ferdinand, généralissime des armées roumaines. 16 : Carte qui indique ce que la seconde guerre coûte aux Balkans. 19 : Venizelos. 20 : Guenadieff. 30 : Ceux qui vont négocier : Majoresco ; Venizelos ; FItcheff ; Voukovitch ; Pachitch. 31 : Après la retraite des Bulgares. Un village macédonien en ruines d'après l'*Illustration*.	général Savov. 8 : Photo de la manifestation franco-roumaine à la gare de l'Est. 12 : Carte des Balkans telle que la voudraient à peu près les adversaires de la Bulgarie ; Pachitch. 13 : Daneff, président du conseil bulgare. 14 : Guéchoff. 16 : Vénizelos et Pachitch à Nich. 17 : Troupes roumaines (carte). 20 : L'encerclement de l'armée bulgare par les Roumains, les Serbes et les Grecs. 22 : Le roi Charles de Roumanie. 23 : Les deux frontières turco-bulgares. 25 : La cavalerie indépendante kurde et arabe qui marche en tête de l'invasion.

L'Humanité	***La Croix***
1er : Les murailles de Tadla. 4 : Carol roi de Roumanie. 5 : Carte qui délimite les régions où les armées sont aux prises. 6 : Portrait du roi Constantin. 7 : Novakovitch : promoteur de la nouvelle alliance balkanique 8 : Le général Radko Dimitrief (vice-généralissime de l'armée bulgare). 9 : Le théâtre des opérations. 11 : Les Bulgares quittent Istip. 12 : Le prince héritier de Roumanie ; artillerie et infanterie roumaine. 16 : Une vue de Rodosto occupé de nouveau par les Turcs. 17 : Uskub ou a lieu l'entrevue entre Venizelos et Pachitch. 18 : Carte avec la position actuelle des armées roumaines, serbes, grecques et turques ; Majorescu. 20 : Radoslavoff, président du conseil des ministres ; Ghenadieff,	3 : L'alerte dans un village macédonien. 4 : Les frères ennemis, les Serbes, les Bulgares cartes postales éditées lors de l'alliance. 5 : Le roi Pierre de Serbie ; le roi Constantin de Grèce ; infanterie et artillerie roumaine. 7 : Le général Dimitrieff. 8 : Le prince héritier Ferdinand, neveu du roi Carol, est nommé généralissime de l'armée roumaine. 9 : La mobilisation en Roumanie, groupe d'officiers sur une place de Bucarest. 10 : Le général bulgare Ivanoff. 11 : Bivouac de fantassins grecs dans les environs de Salonique ; des habitants de Nigrita en fuite devant l'invasion militaire observent les combattants d'une grotte où ils se sont réfugiés. 15 : Pachitch ; Venizelos.

ministre des Affaires étrangères. 21 : Vue générale d'Andrinople. 22 : Le roi Carol au milieu de ses troupes. 29 : Le général Savof. 30 : Photo du Ministère des Affaires étrangères où se tiendra la conférence (Majoresco, qui présidera). 31 : A la conférence de Bucarest les principaux délégués (Fitcheff, Pachitch, Venizelos, Majoresco, Voukotitch).	18 : Les Bulgares s'en vont ; les Grecs arrivent. 19 : Construction d'un pont volant par l'armée roumaine. 20 : Quelques vues de Sophia : vue générale, l'avenue des aigles, la principale rue, le pont Charen. 22 : Une rue d'Andrinople ; la fuite des Bulgares à travers une passe de Rhodopes. 23 : Enver bey, le promoteur du mouvement révolutionnaire turc. 24 : Le général bulgare Poprikof, plénipotentiaire envoyé à Nich pour singer les préliminaires de la paix. 25 : La maison où se réunissent à Nich les délégués des Etats balkaniques en attendant de se rendre à Bucarest. 31 : Pachitch ; Venizelos

L'illustration	***Le Petit Journal Illustré***
5 : Les alliés d'hier : alliés sans être amis, ils gardaient ensemble, se surveillant l'un l'autre, le port de Salonique : mais cette coopération avait trop duré et le 30 juin, les Bulgares étaient aux prises à Salonique avec les Grecs, en même temps qu'avec les Serbes dans la vallée du Vardar. 12 : Un sixième peuple en armes dans les Balkans ; le prince héritier Ferdinand de Roumanie, généralissime des armées roumaines mobilisées.	27 : La nouvelle venue dans le conflit balkanique : Uniformes de l'armée roumaine.

Août 1913

Le Petit Parisien	*Le Petit Journal*
8 août : Carte des nouvelles frontières balkaniques ; Pachitch ; Majoresco ; Venizelos ; général Fitcheff. 10 août : La répartition des territoires enlevés à la Turquie 26 : La mission ottomane (d'Andrinople).	1er : Majoresco, président du conseil roumain qui préside la conférence 2 : des comitadjis bulgares massacreurs, fusillés par des réguliers grecs ; les canons pris à Bizani par les Grecs aux Bulgares, alignés dans une rue d'Athènes. 6 : Daneff 8 : Majoresco

Le Journal	*Le Matin*
1er : Des déserteurs bulgares se laissent docilement ramener par les Serbes ; des Bulgares qui avaient dans la précédente campagne fait prisonniers des Turcs ont été pris avec eux par les Serbes. 2 : En fuyant Serrès devant l'armée grecque, les Bulgares emmenèrent comme otages sept civils parmi les notables de la ville et les massacrèrent peu après. Mme Jean Leune et Georges Bourdon ont retrouvé leurs cadavres mutilés aux environs de Livounovo (clichés de l'*Illustration*). 3 : Un groupe de femmes de tout âge qui furent victimes d'outrages de la part des Bulgares ; dans le médaillon à gauche, une fillette épileptique de quatorze ans qu'ils n'ont pas épargnée. En bas les membres de la commission internationale, au milieu se tient les bras croisés un Français, le docteur Albert Peyron. 4 : La ville d'Andrinople après l'occupation bulgare ; l'Arc de triomphe élevé lors de l'entrée du roi Ferdinand ; ce qui reste de la gare. 7 : La conférence de Bucarest ; Pachitch, Venizelos, Majoresco.	1er : Sur la route des Bulgares (une photo qui nous arrive de Salonique entre vingt autres. Elle a été prise aux environs de Doxato. Aucune bataille ne s'est livrée devant cet horizon. Et cependant que des cadavres. Ce sont disent les dépêches grecques, les preuves de la férocité bulgare). 2 : Ce que la guerre laisse derrière : les horreurs de la guerre (dans les ruines de Serès, ce qui était un marché d'après l'Illustration ; dans le médaillon : une vieille paralytique de 90 ans, 'outragée' par les Bulgares près de Kniajevatz. 7 : Carte des nouvelles frontières. 11 : Le ministère des Affaires étrangères de Bucarest où fut signée la paix ; les chefs des délégations : Tontcheff, Majoresco, général Voukotitch, Venizelos, Pachitch. 14 : Caricature : après la représentation, les Balkaniques s'adressant aux peuples d'Europe : 'allons, qui de vous va nous jeter le premier milliard pour payer nos frais ?'. 15 : La nouvelle carte des Balkans.

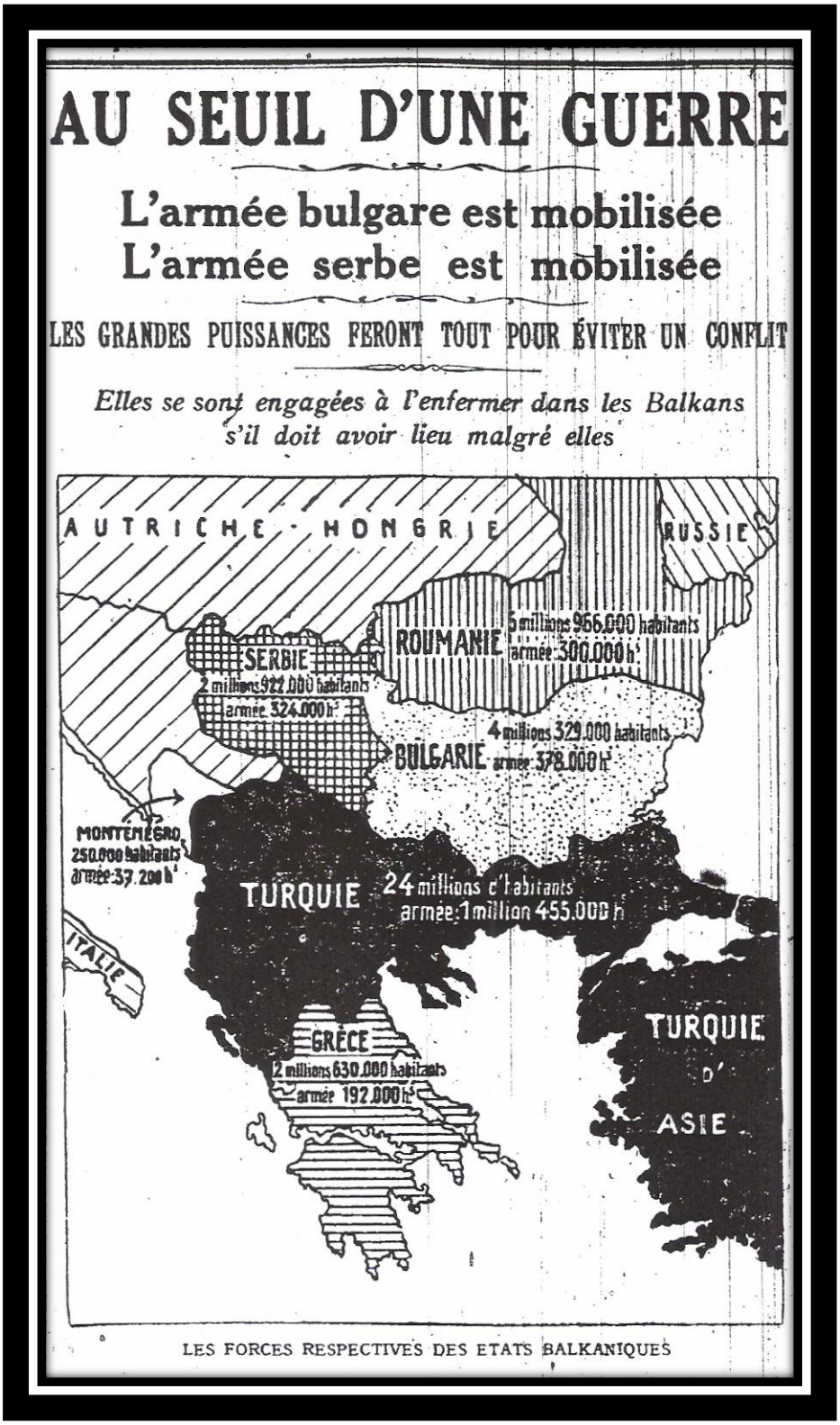
8 : Carte du partage balkanique. 10 : Le cabinet de travail d'un roi en campagne : le roi et Venizelos, cliché d'*Illustration*. 11 : Un groupe de comitadjis. 22 : Les populations en fuite devant les Bulgares ; une vue de Melnik que les habitants ont brûlé. 26 : Les délégués d'Andrinople. 28 : Un bataillon serbe qui prit part au siège d'Andrinople et dont tous les hommes reçurent le médaillon de la bravure bulgare. Tous, sauf huit, ont été tués plus tard dans la lutte serbo-bulgare. ; on voit assis ou couchés des blessés bulgares accourus et soignés par des Serbes. 27 : Cadavres de prisonniers turcs retrouvés mutilés sur les bords de la Maritza ; le camp de la mort, on voit en haut, la démarcation blanche tracée par les Bulgares pour en interdire l'accès ; un Turc porte à boire aux malades laissés en plein vent.	

L'Humanité	***La Croix***
2 : Habitants grecs de Doxato emmenés par les Bulgares comme otages et massacrés à coups de crosse et de baïonnette ; un de sept notables de Seres massacrés et mutilés par les Bulgares ; « Les héros balkaniques ; La Turquie : maintenant nous voilà tous à la même enseigne (des héros en béquilles) » (dessein, *Vilnespeteget*, Rotterdam). 3 : Soldats serbes sous la tente . 5 : Vue de Cavalla. 7 : Une réunion de la conférence ; réservistes serbes et leurs femmes 13 : « Les Turcs à Andrinople, d'après le *New York Herald* : j'y suis, j'y reste ! » (dessein). 21 : photo du Djavid bey et photo des femmes turques se promenant dans l'allée des eaux douces d'Asie, à Constantinople. 22 : Photo : 'après le passage des Bulgares'.	1er : Majoresco, premier ministre de Roumanie, président de la Conférence ; le ministère des AE où se réunit la conférence. 2 : Le palais du Parlement roumain à Bucarest ; un pope dans les rues de Bucarest. 8 : Une séance plénière de la conférence de Bucarest. 12 : Le roi Charles de Roumanie ; la salle des fêtes du Palais royal où a eu lieu le banquet ; la reine Carmen Silva. 14 : La démobilisation en Roumanie : le roi félicitant des soldats. 29 : fac-similés de lettres authentiques saisies dans le courrier grec par les Bulgares, et prouvant les violences et atrocités exercées par les grecs sur la population et les soldats bulgares. 30 : L'entrée des soldats bulgares à Sophia devant les membres des la famille royale ; encore quelques documents grecs.

23 : Une vue de varna où se sont produits les émeutes de soldats bulgares ; un coin de la ville de Melnik qu'ont détruite ses habitants avant l'arrivée des Bulgares. 25 : La mission turque présidée par Rechid Safvet bey, qui va demander aux grandes puissances qu'Andrinople soit laissée à la Turquie. 27 : « La question d'Andrinople : cet imprudent de Ferdinand de Bulgarie a le nez pris entre els deux battants de la Sublime Porte » (dessein d'après le *Meraldo* de Madrid). 30 : après la défaite : le retour des troupes bulgares à Sofia.	

L'illustration	***Le Petit Journal Illustré***
2 : Celles qui ont tout perdu ; femmes grecques de Doxato, dont les Bulgares ont massacré les fils et les maris, pillé et brûlé les demeures. 9 : Après la victoire ; avant d'aller à Bucarest, le premier ministre hellène arrête avec son souverain les conditions de paix de la Grèce. 30 : La jolie ville macédonienne de Melnik : que ses habitants grecs ont livrée aux flammes et abandonnée pour ne pas devenir sujets bulgares.	3 : Dans quel état les troupes serbes trouvent les villages abandonnés par les bulgares. 24 : La répression du brigandage en Macédoine : comitadjis bulgares conduits au supplice.

III. Cartes


AU SEUIL D'UNE GUERRE
L'armée bulgare est mobilisée
L'armée serbe est mobilisée
LES GRANDES PUISSANCES FERONT TOUT POUR ÉVITER UN CONFLIT
Elles se sont engagées à l'enfermer dans les Balkans
s'il doit avoir lieu malgré elles
AUTRICHE - HONGRIE
RUSSIE
ROUMANIE
5 millions 966.000 habitants
armée 300.000 h.
SERBIE
2 millions 922.000 habitants
armée 324.000 h.
4 millions 329.000 habitants
BULGARIE armée 378.000 h.
MONTENEGRO
250.000 habitants
armée 37.200 h.
TURQUIE
24 millions d'habitants
armée 1 million 455.000 h.
ITALIE
GRÈCE
2 millions 630.000 habitants
armée 192.000 h.
TURQUIE D'ASIE
LES FORCES RESPECTIVES DES ETATS BALKANIQUES

Le Matin, 1er octobre 1912.

CARTE DE LA PÉNINSULE DES BALKANS

La partie quadrillée figure la Macédoine, c'est-à-dire la province de l'empire turc où les Etats balkaniques veulent voir introduire des réformes énergiques

M. VENIZELOS
président du conseil grec

M. E. GUECHOFF
président du conseil bulgare

M. PACHITCH
président du conseil serbe

AHMED MOUKHTAR PACHA
grand-vizir ottoman

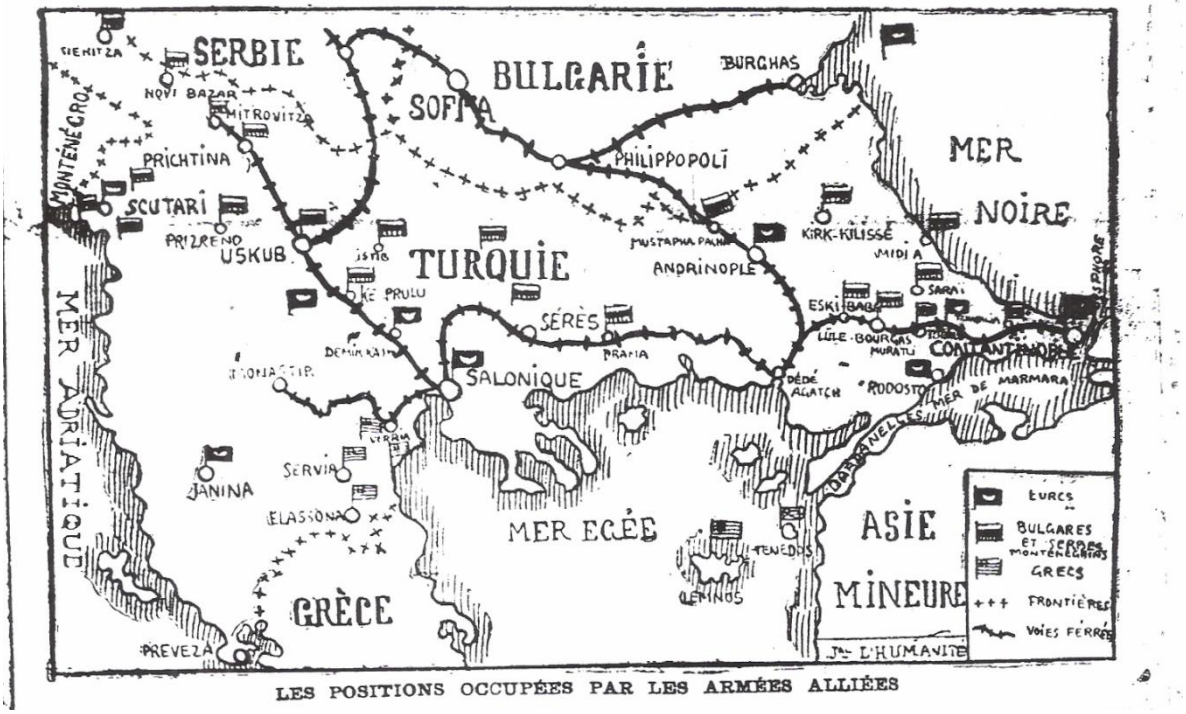
Le Matin, 3 octobre 1912.

L'Eclair, 19 octobre 1912.

Nouvelle Défaite des Turcs à Lulé-Bourgas

LES SERBES PRENNENT PRIZREND, LES GRECS GREVENA, LES MONTÉNÉGRINS IPEK

La Turquie songerait à négocier avec les Alliés



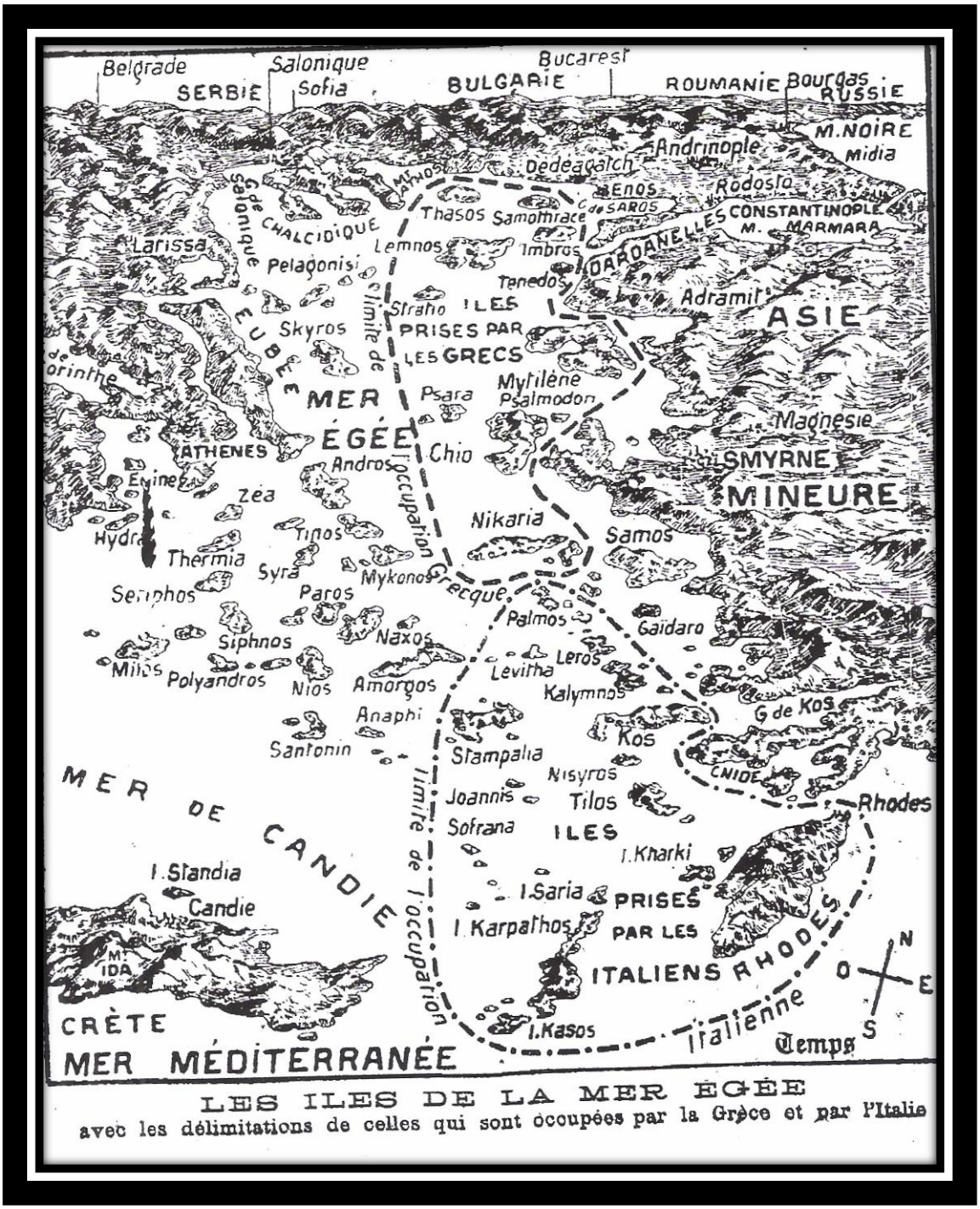
LES POSITIONS OCCUPÉES PAR LES ARMÉES ALLIÉES

L'Humanité, 1er novembre 1912.

Le Matin, 3 novembre 1912.

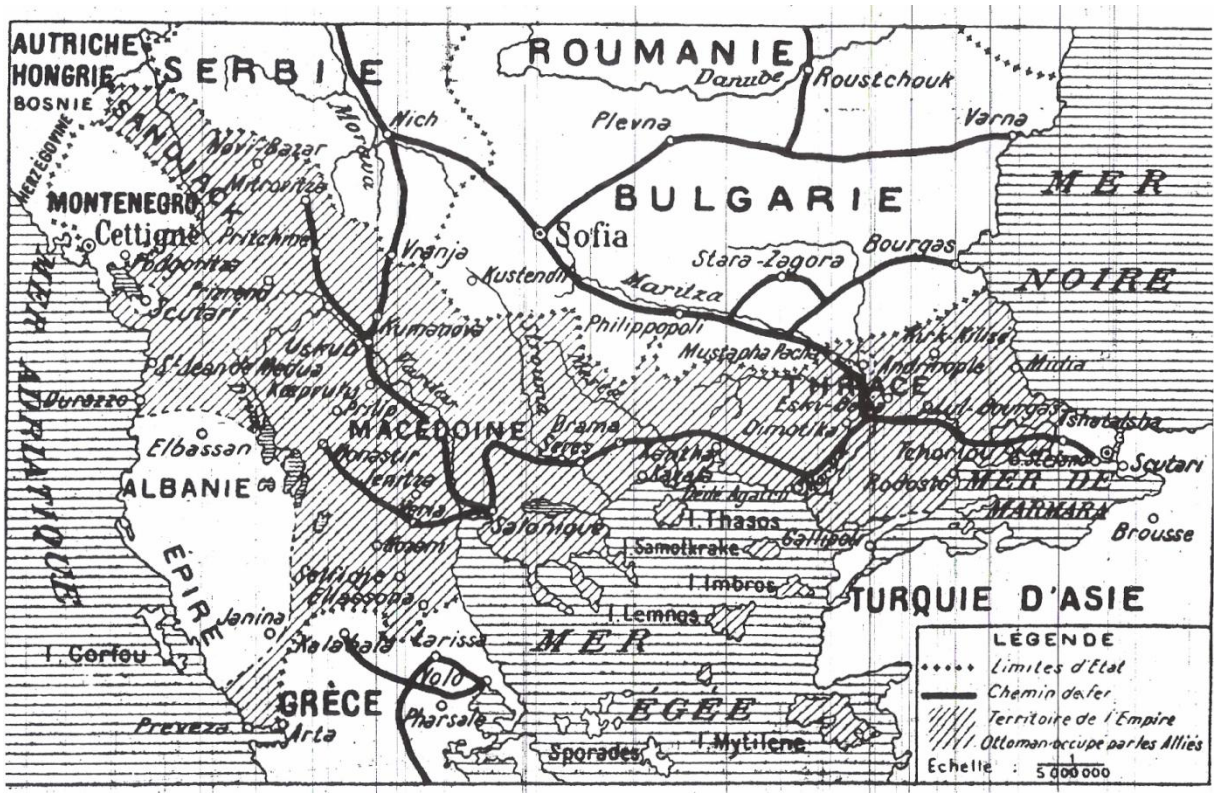
La Bataille syndicaliste, 5 novembre 1912.

Le Figaro, 23 janvier 1913.



LES ILES DE LA MER EGÉE
avec les délimitations de celles qui sont occupées par la Grèce et par l'Italie

Le Temps, 24 janvier 1913.



Le Figaro, 4 février 1913.

La ligne..... allant de Golema-Vreh au lac d'Ochrida et partageant la zone contestée (la Macédoine) en deux parties inégales, marque la frontière approximative prévue par le traité serbo-bulgare, au cas — hélas, réalisé ! — où l'organisation de cette zone en province autonome serait impossible.

L'Humanité, 24 juin 1913.

L'Humanité, 10 septembre 1913

IV. Caricatures-Illustrations

Le Petit Journal

ADMINISTRATION
61, RUE LAFAYETTE, 61
Les manuscrits ne sont pas rendus
On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste

5 CENT. SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ 5 CENT.

27me Année — Numéro 1.145
DIMANCHE 27 OCTOBRE 1912

ABONNEMENTS

	SIX MOIS	UN AN
SEINE et SEINE-ET-OISE..	2 fr.	3 fr. 50
DÉPARTEMENTS.....	2 fr.	4 fr. »
ÉTRANGER.....	2 50	5 fr. »

LES ATROCITÉS COMMENCENT

Massacre de paysans serbes par les bandes turques

Le Petit Journal

ADMINISTRATION
61, RUE LAFAYETTE, 61
Les manuscrits ne sont pas rendus
On s'abonne sans frais
Dans tous les bureaux de poste

5 CENT. SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ 5 CENT.
23me Année Numéro 1.148
DIMANCHE 17 NOVEMBRE 1912

ABONNEMENTS

	SIX MOIS	UN AN
SEINE et SEINE-ET-OISE	2 fr.	3 fr. 50
DÉPARTEMENTS	2 fr.	4 fr. »
ÉTRANGER	2 50	5 fr. »

LE CRIME ODIEUX D'UN FANATIQUE

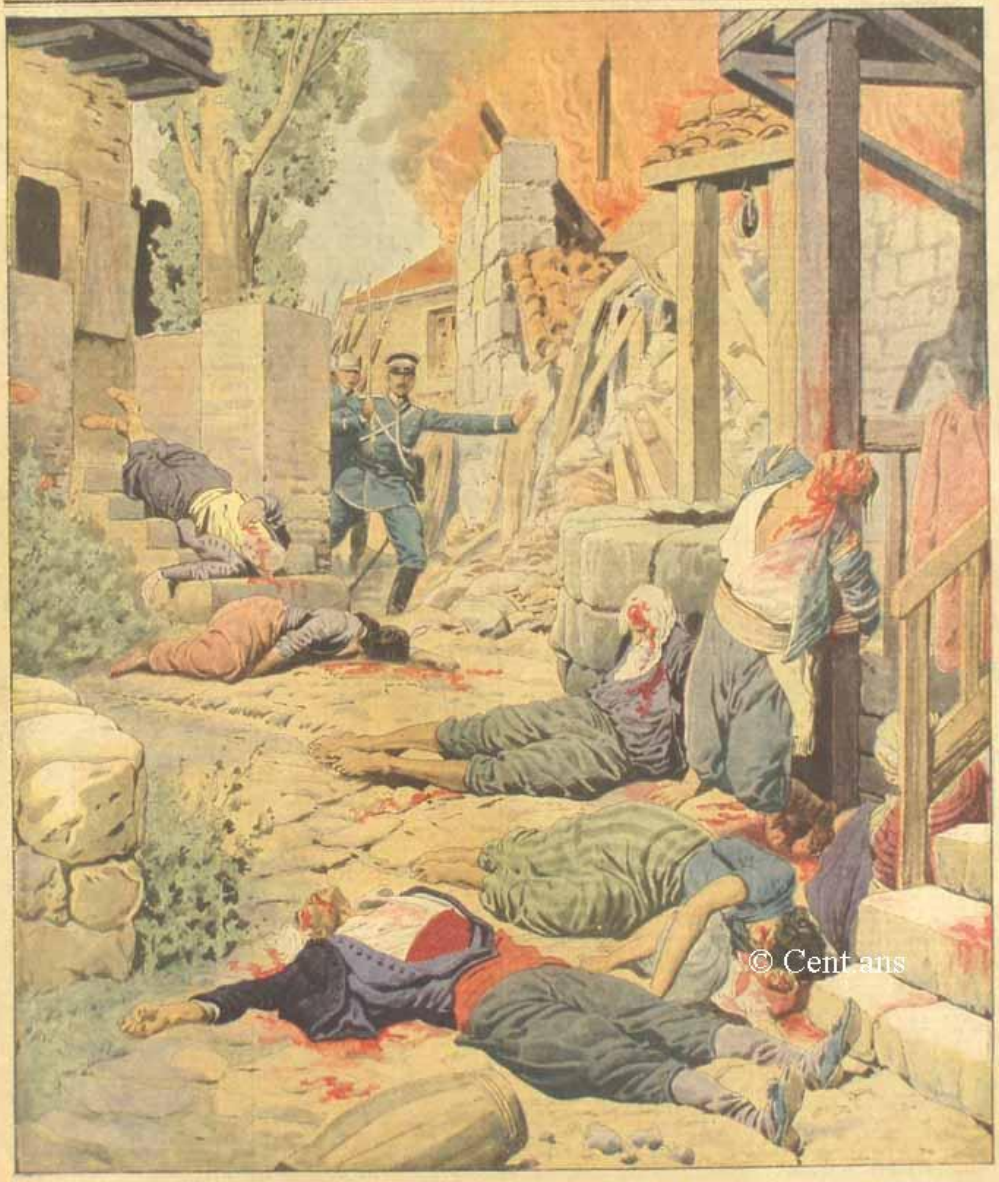
A l'hôpital d'Elassona un Turc blessé assassine l'infirmier Grec qui le pansait

Le Petit Journal

ADMINISTRATION
61, RUE LAFAYETTE, 61
Les manuscrits ne sont pas rendus
On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste

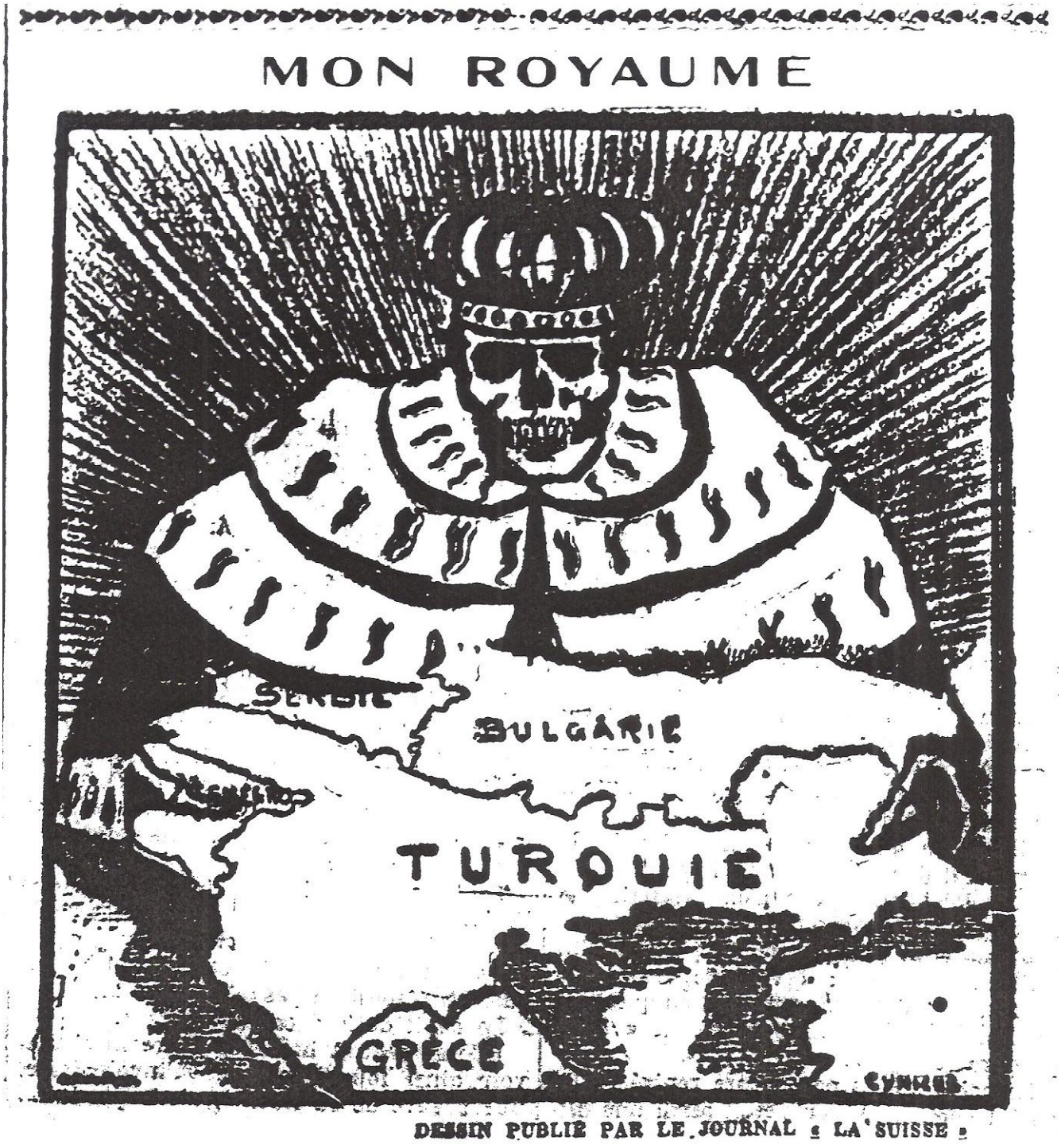
5 CENT. SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ 5 CENT.
24me Année — Numéro 1.185
DIMANCHE 3 AOUT 1913

ABONNEMENTS
SEINE et SEINE-ET-OISE. . 2 fr. 3 fr. 50
DÉPARTEMENTS. . . . . 2 fr. 4 fr.
ÉTRANGER. . . . . 2 50 5 fr.

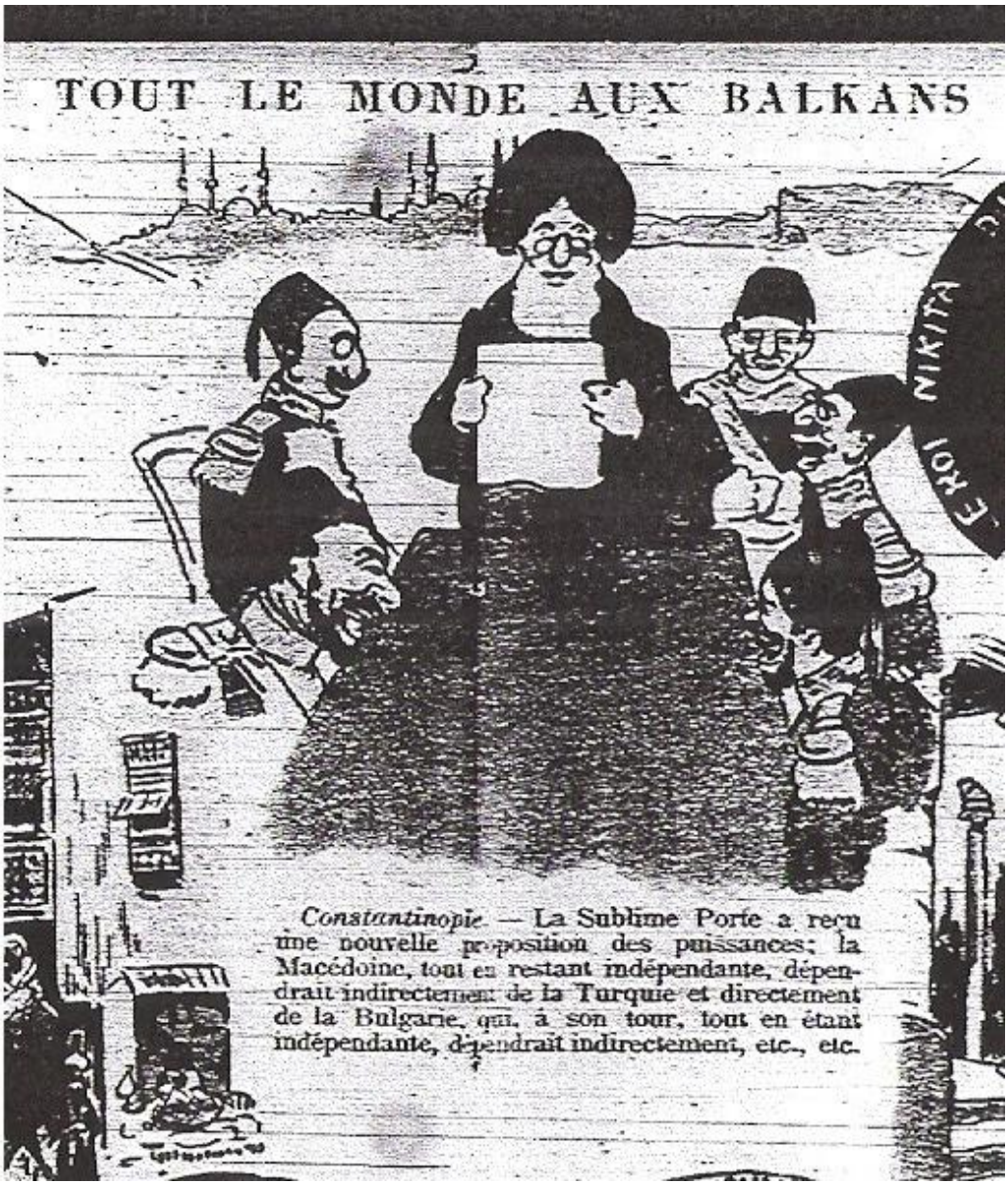


© Cent ans

Dans quel état les troupes serbes trouvent les villages abandonnés par les bulgares



L'Humanité, 22 octobre 1912



Le Rire, 2 novembre 1912

★ Dix-neuvième année. N° 510. — 9 Novembre 1912

UN AN
Paris et Départements, 10 fr.
Étranger, 14 fr.

SIX MOIS
France, 5.50 — Étranger, 7.50

Le Rire

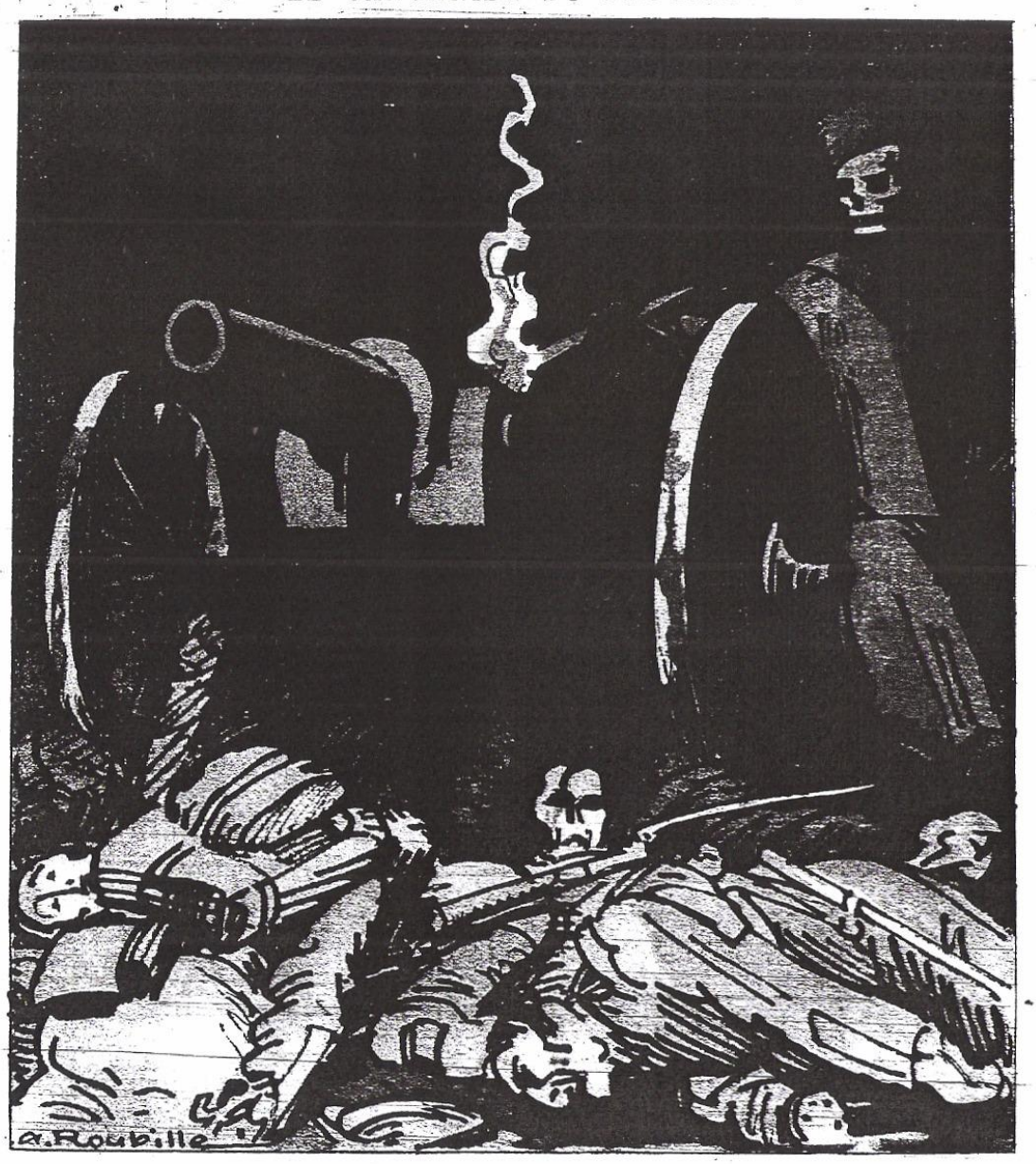
JOURNAL HUMORISTIQUE PARAISSANT LE SAMEDI

20 centimes.

BUREAUX
1, rue de Choiseul
PARIS

Copyright 1912, by LE RIRE, PARIS

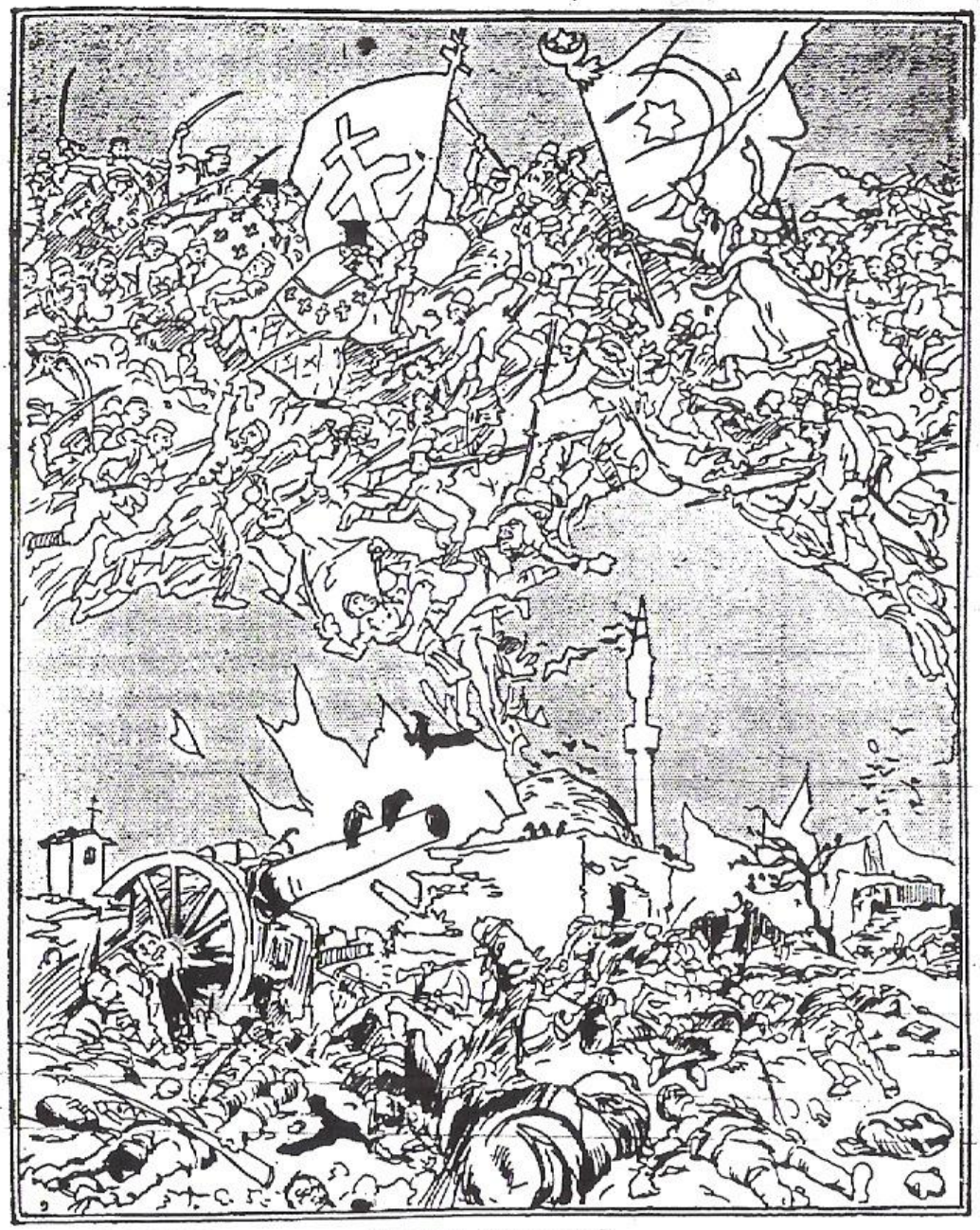
LE CANONNIER DU PROGRÈS



— C'est avec le flambeau de la civilisation que je l'allume.

Dessin de A. Roubille.

LE RIRE A L'ÉTRANGER



CROIX OU CROISSANT?

Le bon Dieu est toujours avec les bataillons les plus forts.

(*Der Wahre Jacob*, Stuttgart.)

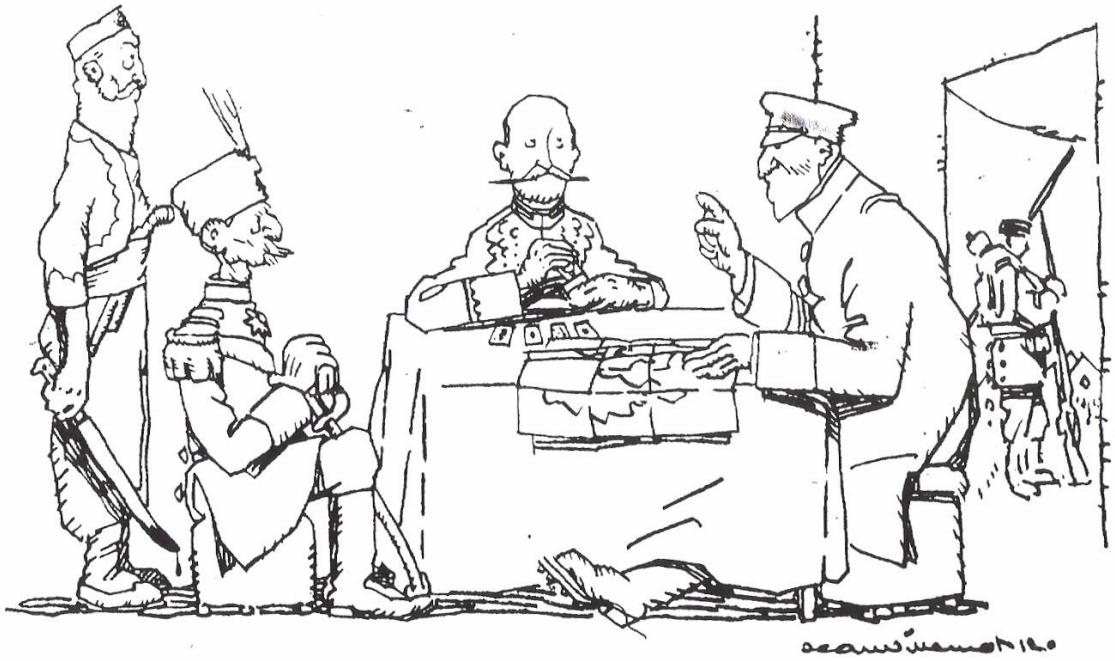
Le Rire, 16 novembre 1912

LA DIPLOMATIE EUROPÉENNE

— Quel beau trophée pour le prochain congrès de la paix ! *Pasquino*

Le Rire, 23 novembre 1912

LE PARTAGE



— La Thrace, la Macédoine, tout ça n'a pas grande importance : qui est-ce qui aura l'exclusivité de vente des Lampes « **OSRAM** » dans ce qui restera de l'Empire Ottoman ?

Dessin de Jean VILLEMOT.

« La Thrace, la Macédoine, tout ça n'a pas grande importance ; qui est-ce qui aura l'exclusivité de vente des Lampes 'Osram' dans ce qui reste de l'Empire Ottoman ? »

Source : *Le Rire*, 30 novembre 1912

Le Turc : « Ce sont les quatre petits qui vont la couper et les quatre grands qui boufferont les parts »

Source : *Le Rire*, 11 janvier 1913

LA NOUVELLE CARTE DES BALKANS

(D'après le *Kladderadatsch*, Berlin)

LES ENFANTS (à Maman Europe en train de dessiner une nouvelle carte des Balkans). — *Pas comme ça ! — C'est très bien ! — Un peu plus à gauche. — Un peu plus à droite. — Plus haut. — Plus bas..*

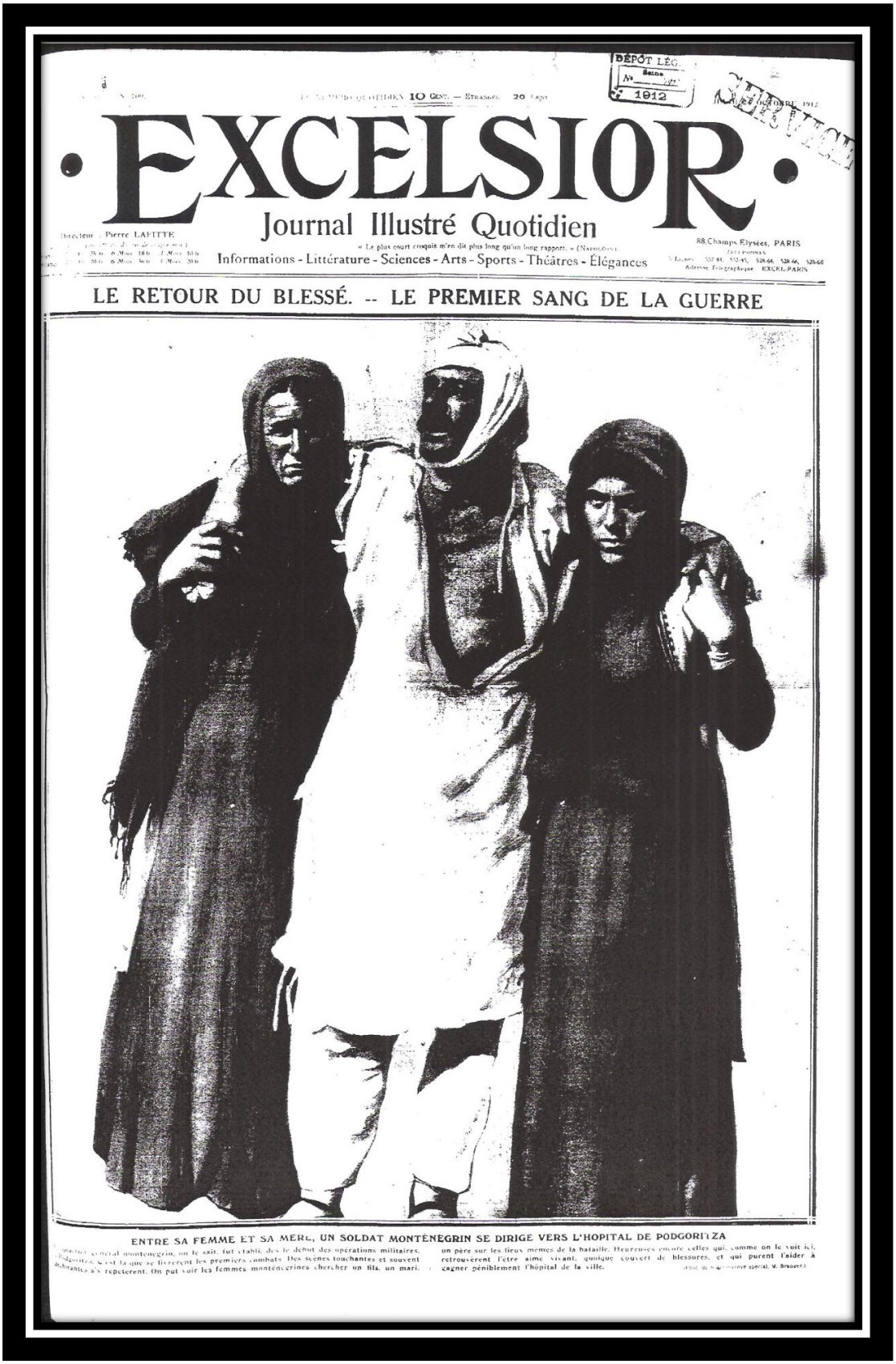
L'Humanité, 8 mai 1913

L'Humanité, 18 juin 1913

LA GRÈCE. — Les Bulgares sont des barbares!
LA BULGARIE. — Les Grecs sont des assassins!
LA SERBIE. — Les Bulgares et les Grecs sont des sauvages!
LA ROUMANIE. — Bulgares, Grecs et Serbes sont tous des brigands!
L'EUROPE. — Doucement, doucement, vous avez tous raison!! (*Pasquino*, Turin.)

Source : *Le Rire*, 2 août 1913

V. Clichés photographiques



DÉPÔT LÉG.
Seine
1912

EXCELSIOR

Journal Illustré Quotidien

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » (NAPOLÉON.)

Directeur : Pierre LAFITTE

88, Champs-Élysées, PARIS

Informations - Littérature - Sciences - Arts - Sports - Théâtres - Élégances

Adresse Télégraphique : EXCELSIOR-PARIS

LE RETOUR DU BLESSÉ. -- LE PREMIER SANG DE LA GUERRE

ENTRE SA FEMME ET SA MÈRE, UN SOLDAT MONTÉNÉGRIN SE DIRIGE VERS L'HOPITAL DE PODGORITZA

...matériel spécial monténégrin, on le sait, fut établi, dès le début des opérations militaires, ...Podgoritza. C'est là que se livrèrent les premiers combats. Des scènes touchantes et souvent déchirantes s'y répétèrent. On put voir les femmes monténégrines chercher un fils, un mari, un père sur les lieux mêmes de la bataille. Heureuses encore celles qui, comme on le voit ici, retrouvèrent l'être aimé vivant, quoique couvert de blessures, et qui purent l'aider à regagner péniblement l'hôpital de la ville.

(Dessin de notre envoyé spécial, M. Brasseur.)

***L'Excelsior*, 24 octobre 1912.**

LE NUMÉRO QUOTIDIEN 10 CENT. — ÉTRANGER 20 CENT. — SAMEDI 2 NOVEMBRE 1912

EXCELSIOR

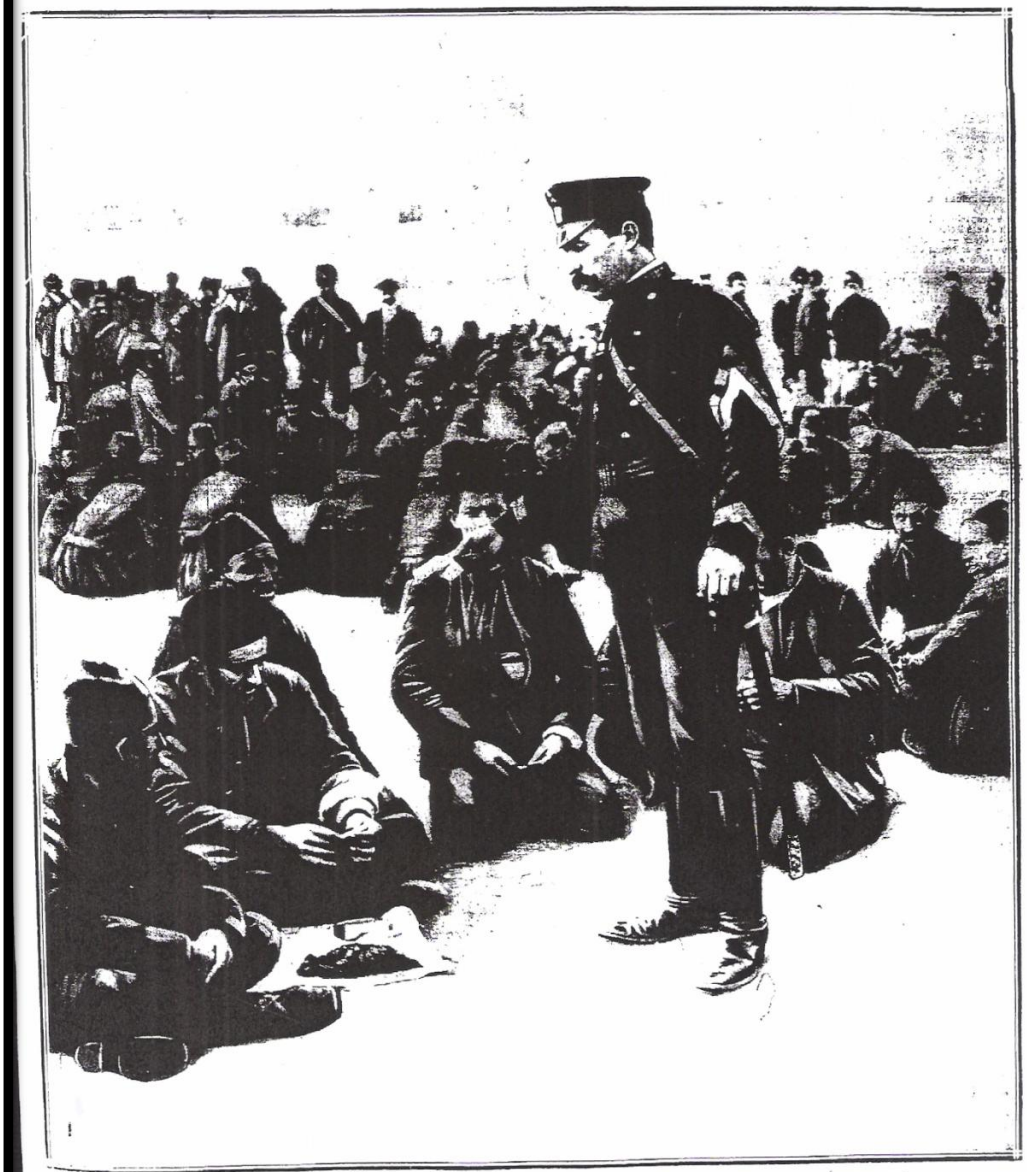
Journal Illustré Quotidien

Directeur : Pierre LAFITTE

88, Champs-Élysées, PARIS

Informations - Littérature - Sciences - Arts - Sports - Théâtres - Élégances

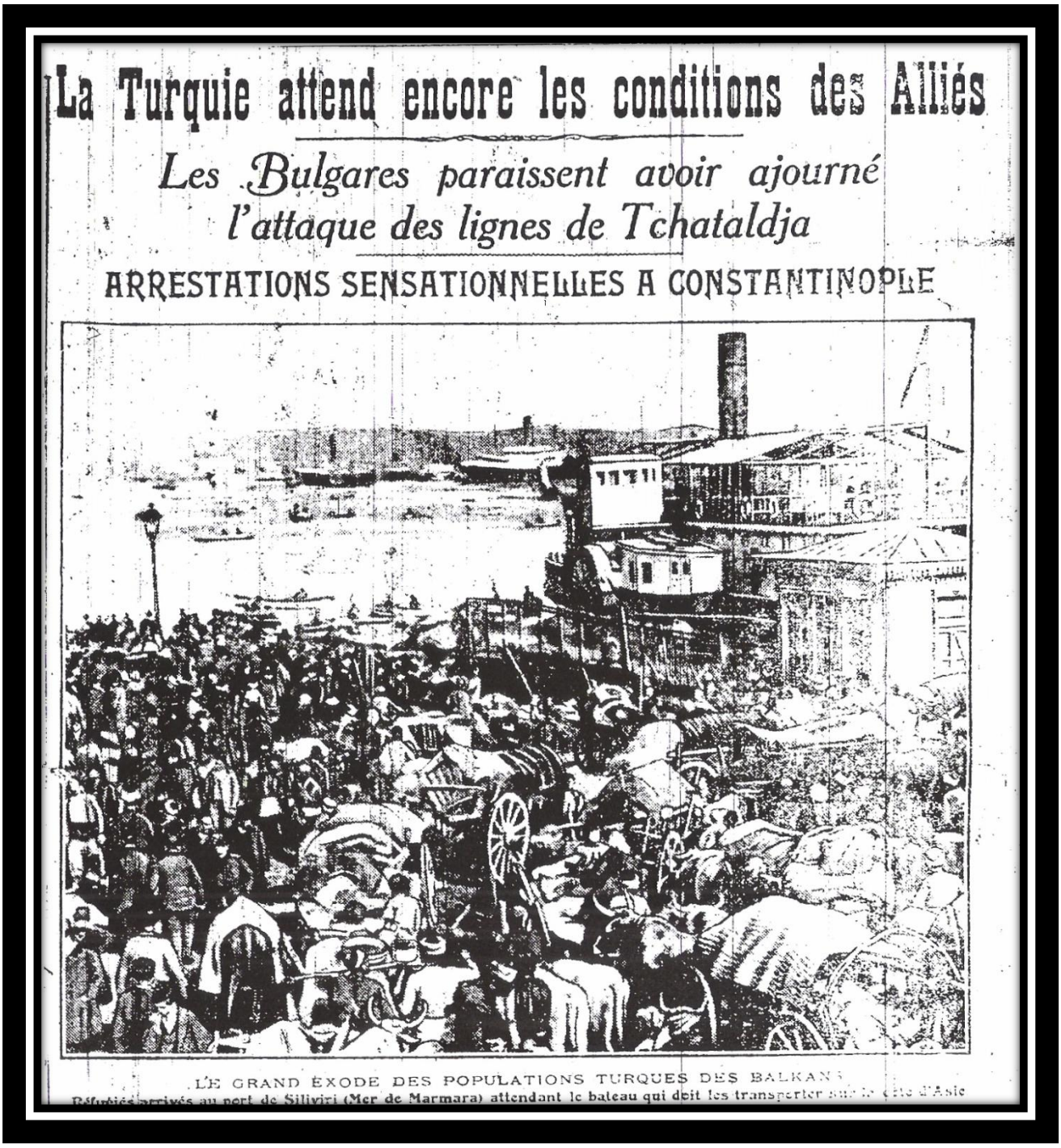
PRISONNIERS ! -- LA CIGARETTE DU VAINQUEUR



" UN PEU DE FEU, S'IL VOUS PLAIT ?... " -- MAIS, CETTE FOIS, C'EST UN FEU PACIFIQUE

Le sort des prisonniers turcs, en Bulgarie, n'est pas pitoyable, on le sait. Le vainqueur est généreux, et il a le geste : A Stara-Zagora, des distributions de cigarettes ont été faites par le soin des autorités militaires, et l'on put entendre le Turc vaincu demander au Bulgare magnanime un feu qui n'avait plus rien de redoutable...

L'Excelsior, 2 novembre 1912



La Turquie attend encore les conditions des Alliés

Les Bulgares paraissent avoir ajourné l'attaque des lignes de Tchataldja

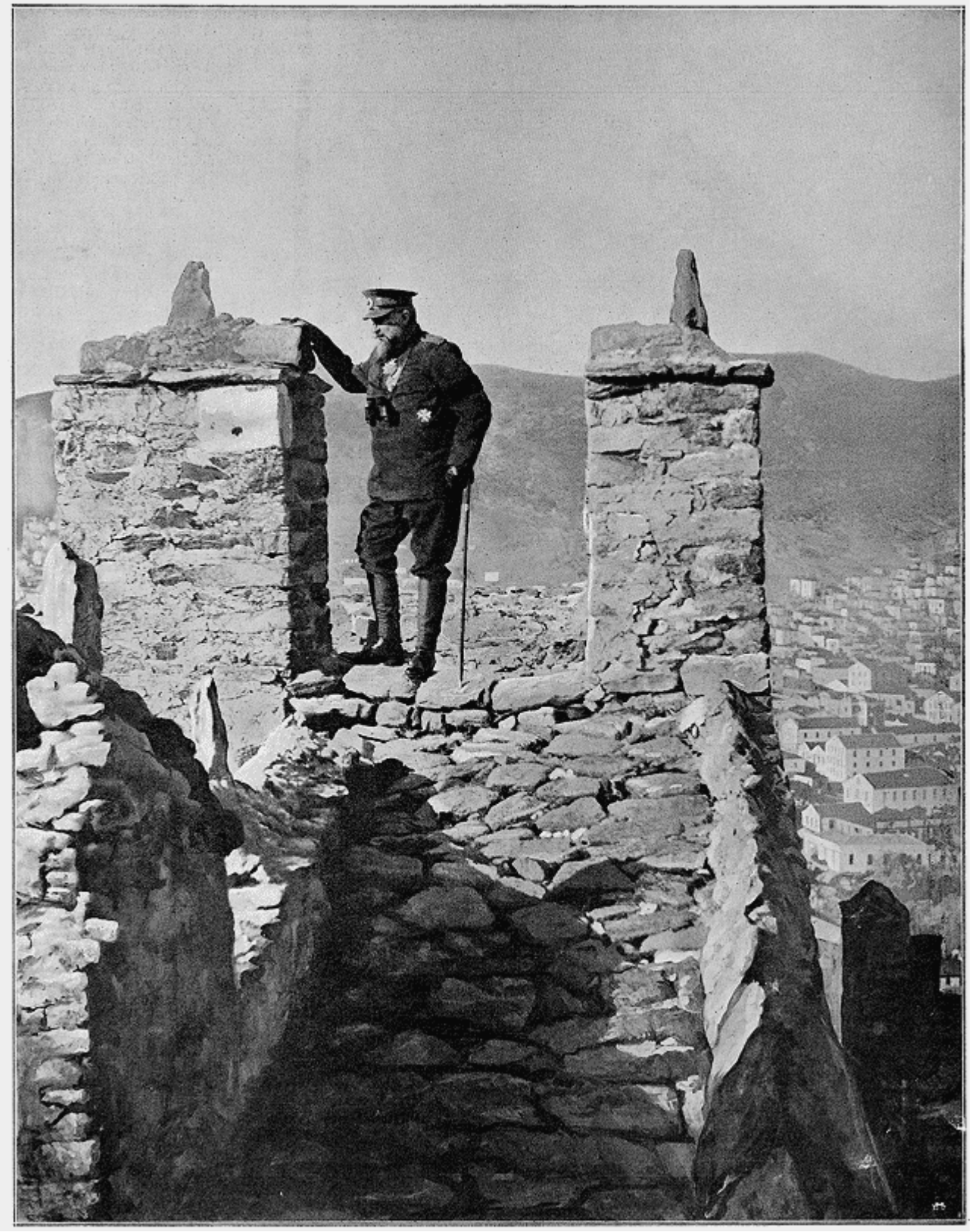
ARRESTATIONS SENSATIONNELLES A CONSTANTINOPLE

LE GRAND EXODE DES POPULATIONS TURQUES DES BALKANS

Réfugiés arrivés au port de Siliviri (Mer de Marmara) attendant le bateau qui doit les transporter sur la côte d'Asie

Le Journal, 7 novembre

Le Journal, 17 novembre



***L'Illustration*, 11 janvier 1913.**

« Le tsar des Bulgares, marquant sa part de la Macédoine, gravit les ruines de la forteresse de Kavala, l'antique Néopolis de Philippe et d'Alexandre » (*Phot. G. Woltz).*

***L'Illustration*, 24 mai 1913.**

« L'envoyé du *Temps*, M. René Puaux, à Nivitza, devant sa porte décorée d'un drapeau grec et d'un drapeau français ».

***L'Illustration*, 24 mai 1913.**

« La petite ville de Chimara, qui avait su rester grecque même sous la domination turque » (photo de René Puaux)

VI. Tableaux

Tableau : Calendrier des principales opérations militaires pendant les guerres balkaniques (d'après Egidio Ivetic[2832]) et leur médiatisation à la Une des journaux de mon échantillonage.

Date	Opération militaire
22 octobre	Bataille de Sarantaporos en Macédoine entre l'armée grecque et l'armée ottomane
22 octobre	Les Serbes occupent Pristina au Kosovo
23 octobre	Les Serbes occupent Novi Pazar
22-24 octobre	Bataille de Kirk-Kilisse en Thrace entre l'armée bulgare et l'armée ottomane
23-24 octobre	Bataille de Kumanovo en Macédoine, entre serbes et ottomans
24 octobre	Premiers affrontements entre monténégrins et ottomans devant Scutari
26 octobre	Les Serbes occupent Usküb (Skopje)
29 octobre-1er novembre	Bataille de Lule-Burgas en Thrace, entre bulgares et ottomans
30 octobre	La région de Rhodopes est sous contrôle bulgare
1er-2 novembre	Bataille de Yanitsa (Yeni Vardar) en Macédoine, entre grecs et ottomans
2 novembre	Ipek (Pec) au Kossovo est occupée par les Monténégrins
4 novembre	Les Grecs occupent Préveza en Épire
5 novembre	Les Bulgares occupent Drama et Serrès en Macédoine
5-6 novembre	Bataille de Prilep en Macédoine entre Serbes et Ottomans
5-6 novembre	Défaite grecque à Klidion, en Macédoine
8 novembre	Les Grecs entrent à Salonique. La péninsule de Chalcidique est sous contrôle grec.
9 novembre	Les Bulgares arrivent à Salonique
9 novembre	La ville d'Edirne (Andrinople) est assiégée
16-18 novembre	Bataille de Monastir (Bitola) en Macédoine, entre Serbes et Ottomans
17-18 novembre	Bataille de Tchataldja (çatalca) en Thrace entre Bulgares et Ottomans
18 novembre	Arrivée de la flotte militaire internationale à Istanbul
19 novembre	Les Serbes entrent à Monastir (Bitola) et contrôlent la région d'Ohrid
20 novembre	Les Grecs occupent Florina
20 novembre	Scutari est assiégée par les Monténégrins et les Serbes
25 novembre	Début du siège de la ville de Janina en Epire, par les Grecs
26 novembre	Les Bulgares occupent Dedeagaç (Alexandroupoli) en Thrace
27 novembre	Les Serbes occupent Durazzo (Durrës)
3 décembre	Armistice entre Bulgares, Serbes, Monténégrins et Ottomans
7 février	Nouvelle attaque monténégrine contre Scutari
7-9 février	Bataille de Bulair entre Ottomans et Bulgares
5 mars	Les Grecs occupent Janina
21 mars	Le siège de Scutari passe sous commandement serbe

[2832] Voir Egidio Ivetic, *Le guerre balcaniche*, Bologna, Il Mulino Universale, 2006.

2 mars- 2 avril	Combats à Çatalca entre Bulgares et Ottomans
26 mars	Les Bulgares occupent Andrinople
31 mars	Le blocus naval du Monténégro est décidé par les Grandes Puissances
6-12 avril	Les Serbes occupent Lushnje et Berat en Albanie
24 avril	Les Monténégrins entrent à Scutari
2 mai	Ultimatum austro-hongrois à l'égard du Monténégro
4 mai	Les Monténégrins se retirent de Scutari
30 juin	Attaque bulgare contre les Serbes et les Grecs en Macédoine
2-4 juillet	Bataille de Kilkis entre Bulgares et Grecs
4-8 juillet	Bataille de Bregalnitza entre Serbes et Bulgares
5-6 juillet	Bataille de Doïran entre Grecs et Bulgares
9 juillet	Les Grecs entrent à Strumitza
10 juillet	La Roumanie déclare la guerre à la Bulgarie. Invasion de la Dobroudja du Sud
11 juillet	Les Grecs occupent Kavala
12 juillet	L'armée ottomane traverse la ligne Enos-Media
14-15 juillet	L'armée roumaine du Danube envahit la Bulgarie
23 juillet	Les Ottomans reprennent Andrinople (Edirne)
25 juillet	Les Grecs occupent Alexandroupoli (Dedeagatch)
25 juillet	Les troupes serbe et roumaine se croisent à Vidin en Bulgarie
29 juillet	Bataille de Kresna, en Macédoine bulgare entre Grecs et Bulgares
29 juillet	Bombardement serbe de Vidin

Tableau : Témoignages publiés dans le rapport du comité Carnegie sur les atrocités commises pendant l'été 1913 (les termes employés pour désigner les victimes, les accusés sont ceux employés par les témoins ou retenus par les enquêteurs)

Témoignage	**Région**	**Période des événements**	**Accusés**	**Victimes**
Hadji Suleiman Effendi	Strumitza	Juillet 1913	Autorités serbes et bulgares Armée grecque	Citoyens musulmans
Réfugiés musulmans dans le camp en dehors de Salonique visité par la Commission d'enquête	Strumitza Villages voisins	Juillet 1913	Bandes bulgares Armée grecque	Citoyens musulmans Citoyens musulmans
Membres du Comité islamique de Salonique	Macédoine	Octobre 1912-Août 1913	Armées d'occupation	Citoyens musulmans
Gustave Michel (prêtre catholique)	Kukush	Automne 1912	Bandes bulgares	Citoyens musulmans
Ali-Riza Effendi	Kukush	Juillet 1913	Armée grecque	Citoyens Bulgares
Rapport rédigé par la communauté musulmane de Pravishta	Caza de Pravishta	Automne 1913	Bandes grecques	Musulmans
Témoignage du commandant Cardale (sous les ordres du gouvernement grec)	Affaire de Doxato	Juillet 1913	Armée bulgare	Grecs Turcs
Témoignage du capitaine Sofroniev	Affaire de Doxato	Juillet 1913	Indigènes Turcs	Grecs

de la Garde Royale			Indigènes Grecs	Turcs
Témoignage de M. Dobrev, gouverneur civil du district de Drama	Affaire de Doxato	Juillet 1913	Indigènes Turcs	Grecs
Témoignage de M. Milev (sous-lieutenant de réserve)	Affaire de Doxato	Juillet 1913	Indigènes Turcs Indigènes Tziganes	Grecs
Témoignage du lieutenant-colonel Barnev[2833]	Affaire de D ato	Juillet 1913	Indigènes Musulmans	Grecs
Récit publié dans le Secolo par le Signor Magrini (reproduit dans le pamphlet grec semi-officiel, publié sous le titre de Atrocités bulgares par le directeur de l'Université d'Athènes)	Serrès	Juillet 1913	Comitadjis bulgares Armée bulgare	Grecs
Déposition de M. Zlatkos (vice-consul d'Autriche-Hongrie à Serrès)	Serrès	Juillet 1913	Armée bulgare	
Témoignage de Démétri Karanfilov (autrefois laitier, puis gendarme bulgare à Serrès) « Le massacre dans l'école »	Serrès	Juillet 1913	Andartes grecs Villageois grecs Soldats grecs	Bulgares
Témoignage de	Serrès	Juillet 1913	Soldats grecs	Bulgares

[2833] « D'après les informations reçues, les Musulmans indigènes, mus par la vengeance à l'égard des Grecs, se sont livrés à des excès jusqu'à minuit. Ce sont précisément ces excès qui ont été attribués par la presse hellénique aux soldats bulgares »

Christo Dimitrov (meunier de Serrès)			Villageois grecs	
Témoignage de Dimitri Lazarov	Serrès	Juillet 1913	Soldats grecs Paysans grecs	Bulgares
Témoignage de Blagoï Petrov (maçon)	Serrès	Juillet 1913	Soldats grecs Civils grecs	Bulgares
Témoignage du Dr Klugmann (médecin civil russe, employé à Serrès, dans le service spécial organisé par les Bulgares pour lutter contre le choléra)	Serrès	Juillet 1913	Andartes grecs Soldats grecs	Bulgares
Témoignage du commandant Ivan Kirpikov	Serrès	Juillet 1913	Soldats grecs Civils grecs	Bulgares
Témoignage du Dr Yankov (avocat-conseiller du gouverneur de Serrès)	Serrès	Juillet 1913	Andartes grecs	
Déposition de Lazare Tomov (instituteur bulgare à Uskub)	Serrès	Juillet 1913		
Témoignage du commandant Moustakov (secrétaire d'état-major du général Voulkov, gouverneur de Serrès et de Macédoine)	Serrès	Juillet 1913		En quittant la ville, il donna l'ordre de mettre en liberté les prisonniers de toutes races ; il est possible que les prisonniers bulgares aient pu être massacrés par les prisonniers grecs.

Rapport du général commandant la 6e division (publié dans le *Temps* du 14 juillet 1913)	Demir-Hissar	Juillet 1913	Officiers et soldats bulgares	Grecs
L'affaire de Demir-Hissar (extrait de *L'Écho de Bulgarie*, du 13/20 juillet	Demir-Hissar	Juillet 1913	Population grecque	Soldats Bulgares blessés
Les événements de Demir-Hissar (renseignements fournis par les autorités administratives et les réfugiés bulgares)	Demir-Hissar	Juillet 1913	Population grecque Archevêque grec Andartes grecs	Soldats Bulgares blessés Population bulgare
Télégramme du roi Constantin	Demir-Hissar	Juillet 1913	Soldats bulgares	Grecs
Déposition du Père Joseph Radanov (prêtre de l'église catholique uniate)	Kukush	Juillet 1913	Armée grecque	Moissonneurs
Reter Shapov (berger de Zarovo)	Sur la route de Demir Hissar	Juillet 1913	Soldats Grecs	Fuyards
Maté (femme de Pétro de Bogoroditsa)	Bogoroditsa (près de Langaza)	Juillet 1913	Soldats grecs	Village en flammes
Elisava (femme de Géorghi, de Zarovo)	Demir-Hissar	Juillet 1913	Soldats grecs	Enfants bulgares piétinés par la cavalerie grecque
Mito Kolef (petit garçon de 14 ans, du village de Kavaliantsi près de Kukush)	Kilindir	Juillet 1913	Soldats grecs	Bulgares
Christo Andonov	Kavaliantsi	Juillet 1913	Soldats grecs	Bulgares

M. G., catholique, habitant Hukush, interviewé à Salonique	Arkangeli	Juillet 1913	Soldats grecs	Bulgares
Georghi Charisanov	Arkangeli	Juillet 1913	Soldats grecs	Bulgares
Mito Iliev (boucher)	Arkangeli	Juillet 1913	Soldats Grecs	Bulgares
Stoyan Stoyev	Arkangeli	Juillet 1913	Soldats Grecs	Bulgares
Anastasia Pavlova	Boïnitsa-Gevgheli	Juin 1913-juillet 1913	Soldats Grecs	Bulgares
Athanase Ivanov (berger)	Kurtchevo	Juillet 1913	Soldats Grecs	Bulgares
Témoignage d'une femme d'Ijilar (près de Kukush)	Ijilar	Juillet 1913	Soldats Grecs	Bulgares
Anton Michaïlov et Démétri Ghéorghiev	German (près de Demir-Hissar)	Juillet 1913	Soldats Grecs Turcs	Bulgares
Anton Sotirov (prêtre)	Kalendra (près de Serrès)	Juillet 1913	Réguliers Grecs Turcs	Bulgares
Géorghi Dimitrief	Drenovo (près de Serrès)	Juillet 1913	Soldats Grecs	Bulgares
Nicolas Témelcov	Melnik	Juillet 1913	Soldats Grecs	Bulgares
Extraits ou fac-similés de lettres de soldats grecs	Macédoine-Thrace	Juillet 1913	Soldats Grecs	Bulgares
Liste de villages incendiés en Macédoine	Régions de Kukush, Strumitza, Serrès, Drama	Juillet 1913	Armée grecque Armée serbe	Villages turcs en territoire bulgare Villages bulgares
Témoignage de Géorghi Varnaliev (directeur de l'école	Kavadartsi (près de Tikvesh)	Juillet 1913	Soldats et officiers Serbes	Bulgares

bulgare de Kavadartsi)			Turcs	
Témoignage de 2 vieux paysans	Région d'Istip	Juillet 1913	Bandes de Turcs	Bulgares
Témoignage du lieutenant S. Wadhams Fisher	Village de Slétovo (près de Kotchana), Priséka	Juillet 1913	Monténégrins, Serbes	Bulgares
Géorghi T. Belev (protestant âgé de 32 ans)	Serrès	Juillet 1913	Soldats grecs Bulgares grécisants Roumains grécisants	Bulgares
Le Dr Petre Grigorievits Laznev (médecin russe de l'hôpital bulgare de Serrès)	Serrès	Juin-juillet 1913		(sa version sur l'incendie de Serrès)
Les événements autour de Demir-Hissar	Autour de Demir-Hissar	Juillet 1913	Soldats Grecs	Bulgares
Ilia Konstantinov	Tchervishta	Juillet 1913	Soldats Grecs	Bulgares
Ivan Bojov, Haralampi Jangoulov	Kruchevo	Juillet 1913	Troupes grecques	Bulgares
Résumé des témoignages recueillis par le professeur Miletits	Villages autour de Kukush	Juillet 1913	Armée grecque	Bulgares
Des rapports officiels rédigés par quelques préfets bulgares des nouveaux territoires	Petrits District de Strumitza	Juilllet 1913 Juillet 1913	Armée grecque Soldats Grecs et Serbes	Bulgares Bulgares
Renseignements fournis par l'officier	Région de	Juillet –août	Soldats Grecs	Bulgares

Penev	Strumitza	1913		
Rapport d'un fonctionnaire russe publié dans Daily Telegraph le 20 août	Andrinople	Occupation bulgare	Soldats Bulgares	Musulmans/ Turcs Israélites Grecs
Mufti d'Andrinople	Andrinople	Juin 1913-juillet 1913	Soldats Bulgares	Musulmans Israélites
Rapport du commandant de réserve Kehlibarov sur les accusations du *Daily Telegraph*	Andrinople	Occupation bulgare	Population grecque locale	Musulmans/ Turcs Israélites
Lettre de Mme la baronne Varnava d'Uxkül à M. Maxime Kovalevski	Andrinople	Occupation bulgare	(elle invalide la version présentée dans *Daily Telegraph*)	

Tableau : Les subventions de l'ambassade grecque à Paris envers la presse française.
(source : *Archives diplomatiques*, Athènes, 1913, 49, N/10, budget pour la presse en France, en 1913)

Presse	**Subventions/abonnements (en francs)**
Agence Havas	Janvier : 6288,33 ; Février : 6483,83 ; Mars : 9988,93 ; Avril : 5204,28 ; Mai : 6832,83 ; Juin : 5754,03 ; Juillet : 7768,98 ; Août : 5362,33 ; Septembre-décembre : 25000 francs
Le Temps	20 abonnements à 72 francs : 1440 francs 1 abonnement à l'Ambassade de Paris : 56 francs
Le Figaro	19 abonnements à 70 francs : 1330 francs 1 abonnement pour l'Ambassade : 34 francs
Le Gaulois	19 abonnements à 72 francs. : 1368 francs 1 abonnement de l'Ambassade : 56 francs
Revue Graecia	3 abonnements à 12,50 : 37,50 francs 1 ambassade : 10
La Patrie	1 abonnement à 24
Le Siècle	Pour un semestre : 13,50
Indépendance Belge	4000
Agence de la Presse	abonnement annuel à partir du 23 mai : 600
Journal du droit international privé	1 abonnement : 22
L'Homme Libre	10 abonnements : 300
Agence Télégraphique Orientale (Bruxelles)	1 abonnement annuel : 200
L'Illustration	100 abonnements : 5200
L'Echo de Paris	10 abonnements : 350
La Presse Associée	5 abonnements : 500
Journal des Débats	abonnement annuel : 64

Matin	abonnement annuel : 35
Revue de Paris	Abonnement annuel : 60
Nouvelle Revue	Abonnement annuel : 55
Revue des Deux Mondes	Abonnement annuel : 62
Economiste Français	Abonnement annuel : 44
Comité général de la Presse	(mars-décembre) 9000
Charles Vellay	2000 (frais de déplacement en Epire et à Salonique)
Millet	10 000
Georges Bourdon	10 000
René Puaux	10 000 (frais en Macédoine et correspondance de guerre pour *Le Temps*) 6000 (pour la transmission gratuite des télégrammes)
Boissonnas	10 000 (frais de déplacement dans les *Nees Xores* pour la réalisation de clichés photographiques
Magasin Gaumont	700 (pour l'envoi d'un appareil avec téléobjectif)
Georges Scott	65 000 (frais de déplacements, photos)

VII. Notices biographiques sur les acteurs de la perception des guerres balkaniques dans l'espace médiatique français[2834]

Adam Juliette (1836-1936), ses salons boulevard Poissonnière et boulevard Malesherbes deviennent au début de la Troisième République des cercles républicains les plus en vue. Elle fonde en 1879, la *Nouvelle Revue* et en 1882 elle achète à Gif-sur-Yvette (Essonne) le domaine de l'Abbaye.

Aghion Max, Correspondant de guerre du journal le *Figaro*.

Allard Maurice (1860-1942), député socialiste du Var de 1898 à 1910, il collabora dans plusieurs journaux socialistes dont l'*Humanité*. Il fut également un des partisans les plus ardents de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat.

Anglès Raoul (1887-1967), radical socialiste.

Arren Jules (1876-1915), Essayiste écrivant dans l'*Eclair* pendant les guerres balkaniques. Il fut un des pionniers de la théorie de la publicité en France.

Athanasiu Ioan, physiologiste roumain, professeur à l'Université de Bucarest et adepte des principes de Claude Bernard.

Aubaret Thérèse (1846-1933), Née Thérèse Granier, elle devient comtesse Aubaret suite à son mariage avec Louis 'Gabriel', comte Aubaret en 1868.

Aubry Raoul (1872-1915), pseudonyme de Félix Lenclud. Journaliste, critique théâtral, il collabore à plusieurs journaux dont *Gil Blas*, le *Temps*, le *Matin*, le *Figaro*.

Babin Gustave, Reporter de l'*Illustration* depuis 1893.

Baha Abdul, Abbâs Effendi en persan, né à Téhéran en 1844 et décédé en 1921 à Haïffa. Fils aîné de Baha-Allah, fondateur du bahaïsme. Pacifiste convaincu, il entame en 1911 un voyage en Europe et aux Etats-Unis d'Amérique, afin de prôner la fraternisation des peuples, et la pacification des relations internationales.

Bandy Etienne, comte de Nalèche (1865-1947), vice-président du syndicat de la presse parisienne, directeur du *Journal des Débats* à partir de 1895.

Barby Henry (1874-1935), correspondant de guerre du *Journal*, suivant les opérations militaires entre l'armée bulgare et serbe en été 1913.

Barrès Maurice (1862-1923), Nationaliste, antidreyfusard antisémite, il dirige la revue nationaliste *La Cocarde* (1894-1895) avant d'adhérer à la Ligue de la patrie française et la Ligue des patriotes de Paul Déroulède. Entre 1897 et 1902, il publie sa trilogie, *Le Roman de l'énergie nationale* où il affiche son traditionalisme, l'attachement aux racines, à la famille, à

[2834] Pour les notices concernant les parlementaires de mon corpus, je me suis servi de l'ouvrage collectif dirigé par Jean Jolly. Voir Jean Jolly (dir.), *Dictionnaire des parlementaires français. Notices biographiques des ministres, sénateurs et députés de 1889 à 1940*, Paris, PUF, 1960.

l'armée et à la terre natale. Pendant la Grande Guerre, il est un des fervents partisans de la poursuite de la guerre.

Baudin Pierre (1863-1917), sénateur radical-socialiste de l'Ain et ministre de la Marine des cabinets d'Aristide Briand pendant les guerres balkaniques.

Bazire Henri (1873-1919), avocat, journaliste, catholique social, président de l'Association catholique de la Jeunesse française de 1899 à 1904, co-directeur de *La Libre Parole* de 1910 à 1914.

Beaunier André (1869-1925), romancier et critique littéraire français, il publie des articles dans *Le Figaro* pendant les guerres balkaniques.

Béliard Octave (1876-1951), médecin et écrivain français.

Benaroya Abraham (1887-1979), né dans une famille juive sépharade des Balkans ottomans, il est un des protagonistes de la création de la Fédération socialiste ouvrière, en judéo-espagnol *Federacion*, le parti socialiste le plus important de l'Empire ottoman. De 1910 à 1911, il dirige le journal socialiste, *Solidaridad Obradera*. Partisan de la neutralité de la Grèce pendant la Grande Guerre, il devient un des co-fondateurs du parti socialiste du travail de Grèce, ancêtre du parti communiste grec.

Berl Alfred, éditorialiste de la revue *Paix et droit*, organe de l'Alliance Israélite Universelle.

Bénazet Paul (1876-1948) député radical-socialiste. Européiste convaincu, il crée en 1933, *l'Entente Européenne*.

Bérard Victor (1864-1931), helléniste, diplomate français. Membre de l'Ecole Française d'Athènes, il effectua plusieurs voyages dans l'Empire ottoman à la fin du XIXe siècle sous le règne d'Abdülhamid II.

Bertrand Louis (1866-1941), essayiste, romancier français, auteur de plusieurs ouvrages sur la Méditerranée dont *Le Mirage oriental* (1908) et *Le Livre de la Méditerranée* (1911). Son roman, *L'invasion* (1907) donne lieu à l'expression de clichés racistes, alors que son essai biographique *Hitler*, suscite la polémique suite au portrait flatteur qu'il dresse du dictateur nazi.

Bessede Gédéon (1878-1917), médecin, coadministrateur du journal *Le Libertaire*. Il y publie des articles sous le nom de Silvaire.

Bianconi F., géographe, ingénieur-architecte en chef des études de chemins de fer de la Roumélie-Bulgarie et de la Bosnie. Auteur de *La question d'Orient dévoilée ou la vérité sur la Turquie*, Paris, 1876**.**

Bluysen Paul (1861-1928)**,** journaliste, député inscrit au groupe radical et radical-socialiste, il s'est spécialisé dans les questions relatives aux Affaires étrangères.

Bompard Maurice, (1854-1935) après ses missions diplomatiques en Tunisie, à Madagascar, en Russie où il participe à la mise en place de la Triple-Entente, et au Monténégro, il est nommé ambassadeur à Constantinople en 1909.

Bonnefon Charles, correspondant particulier du *Figaro* à Berlin pendant les guerres balkaniques.

Boudouresque Léon, journaliste dans le *Petit Parisien* pendant les guerres balkaniques, il est l'auteur d'un ouvrage sur le Monténégro (*L'Escamotage du Monténégro*, Marseille, 1920).

Bourdon Georges (1868-1938), Correspondant du journal *Le Figaro* pendant les guerres balkaniques, co-fondateur de la Ligue des droits de l'Homme, il fut nommé président du Syndicat national des journalistes, depuis 1922 jusqu'à sa mort.

Bourgeois Léon (1851-1925), figure de proue du parti radical, il est l'inspirateur du solidarisme, plaçant le principe de la solidarité interpersonnelle et intergénérationnelle, au cœur de sa pensée et praxis politique. Ses initiatives pour la résolution pacifique des différends internationaux, l'amènent à jouer un rôle important au sein de la Société des Nations, dont il est le premier président en 1919. L'année suivante, il reçoit le prix Nobel de la paix.

Bourget Paul (1852-1935), écrivain, imprégné par la culture traditionnaliste, antidreyfusard et proche des milieux monarchistes.

Breton Jules-Louis (1872-1940), député socialiste du Cher, rationaliste et anticlérical, partisan de réformes sociales et éducatives, directeur de l'Office national des recherches scientifiques et industrielles et des inventions (ancêtre du CNRS).

Brousson Jean-Jacques (1878-1958), journaliste et écrivain, dans *Gil Blas*, le *Matin*, la *Dépêche de Toulouse.*

Brunhes Jean (1869-1930), géographe français, nommé professeur de géographie humaine au Collège de France en 1912.

Bulteau Augustine (1860-1922), écrivaine, elle signa sous le pseudonyme de Foemina des chroniques dans le *Gaulois* et le *Figaro*.

Cachin Marcel, (1869-1958), directeur de l'*Humanité* entre 1918-1958, il se rallie à la politique de l'Union sacrée.

Cahuet Albéric (1877-1942), écrivain et journaliste dans *L'Illustration*.

Calmette Gaston (1858-1914), directeur du *Figaro*, il lance en janvier 1914 une violente campagne contre le ministre radical Joseph Caillaux, amenant son épouse, Henriette Caillaux à l'assassiner quelques mois plus tard.

Cambon Jules (1845-1935), diplomate français après avoir été nommé gouverneur général de l'Algérie en 1891, il est nommé ambassadeur à Washington, à Madrid et à Berlin depuis 1907.

Cambon Victor (1852-1927), ingénieur et journaliste français.

Capus Alfred (1857-1922), romancier, dramaturge et chroniqueur dans le *Gaulois*, dans *l'Echo de Paris* et au *Figaro* dont il devient le rédacteur en chef après la mort de Gaston Calmette en 1914.

Carlier Pierre-Léon, diplomate de carrière, né en 1877. Licencié en droit et diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales vivantes et de l'Ecole des Sciences Politiques. Il commence sa carrière à Istanbul, puis il est nommé à Paris, Izmir, Barcelone. Il est nommé consul de France à Uskub, en mars 1911 pour y rester jusqu'en 1913.

Cassagnac Paul de (1880-1966), directeur du quotidien bonapartiste, *L'Autorité*, fondé par son père en 1886.

Chantepleure Guy de (1870-1951), pseudonyme de Jeanne-Caroline Violet, écrivaine et épouse du consul français à Jannina au moment des guerres balkaniques, Edgar-Etienne Dussap.

Charmetant Félix (1844-1921), Directeur des Œuvres d'Orient à Paris, association catholique créée en 1856 afin de venir en aide aux enfants du Liban.

Chekri-Ganem (1861-1929), journaliste et écrivain ottoman libanais francophone, partisan de l'indépendance du Liban, participa à l'organisation du congrès syrien à Paris en été 1913, alors que quelques années plus tôt sa pièce de théâtre, *Antar*, montée au Théâtre de l'Odéon fut une allégorie en faveur de la cause arabe.

Chéradame André (1871-1948), spécialiste des questions géopolitiques à la veille de la Grande Guerre, proche des alliés balkaniques, il dénonça d'un point de vue nationaliste, les politiques autrichienne et allemande dans les Balkans.

Cherfils Christian (1858-1956), disciple spirituel d'Auguste Comte, connaisseur de la religion musulmane, il consacra également une étude sur Bonaparte et l'islam en 1914.

Chérif-Pacha, ancien Saint-Cyrien, ministre de l'Empire ottoman à Stockholm, fonde en 1909 à Paris, le Parti radical ottoman. Pendant la Conférence de la Paix au lendemain de la Grande Guerre, devient un avocat de la création d'un Etat kurde**.**

Chervet Henri (1881-1915), rédacteur en chef du journal *Gil Blas*.

Cipriani Amilcare (1843-1918), militant du *Risorgimento* en Italie, il participe à plusieurs mouvements insurrectionnels, à l'instar de la Commune de Paris, avant de s'engager dans le mouvement anarchiste.

Cirilli Gustave (1848-1928), ancien diplomate**.**

Claretie Léo (1862-1924), critique littéraire, romancier et chroniqueur au *Temps*, au *Figaro*, au *Gaulois*, au *Petit Parisien*.

Clemenceau Georges (1841-1929), président du Conseil de 1906 à 1909 et de 1917 à 1920, il travailla dans le journal l'*Aurore*, avant de fonder son propre journal, *l'Homme libre* en 1913. Dreyfusard, anticlérical et s'opposant aux campagnes coloniales, son nom reste aussi associé à la répression de mouvements grévistes.

Cochin Denys (1861-1922), député, représentant la mouvance de la droite orléaniste, il symbolisa le ralliement des catholiques à l'Union sacrée, assumant des postes ministériels dans les cabinets Briand et Ribot. Il fut aussi vice-président de la *Ligue française pour la défense des droits de l'hellénisme*.

Compère-Morel Adéodat (1872-1941), membre du Parti socialiste unifié.

Constantin Ier (1868-1923), commandant de l'armée grecque pendant les guerres balkaniques, il devient roi en 1913, après l'assassinat de son père Georges Ier. Optant pour la neutralité de la Grèce en août 1914, il est en désaccord avec son premier ministre Eleftherios Venizélos et obligé de quitter son trône en 1917 avant de le récupérer en 1920 et définitivement y renoncer en 1922, suite à la défaite de l'armée grecque face à celle de Mustafa Kemal.

Constantinis Abraham, président de la communauté israélite d'Athènes et de Grèce, industriel, il fut également membre du Comité macédonien grec, qui militait avant les guerres balkaniques pour l'annexion de la Macédoine ottomane par la Grèce.

Cornut Samuel (1861-1918), écrivain francophone suisse, il publia des articles dans la revue *Les Droits de l'homme*.

Corpechot Lucien (1871-1944), rédacteur en chef, au *Figaro*, au *Gaulois* et à l'*Echo de Paris*.

Coudurier Joseph (1878-1961), correspondant londonien du *Figaro*.

Coupette (le citoyen), rédacteur au journal *Jeune Turc* à Constant**.**

Croiset Alfred (1845-1923), professeur de grec ancien à la Sorbonne, il fut également président de la *Ligue française pour la défense des droits de l'hellénisme***.**

Cuinet Alphonse, frère du consul français à Andrinople et correspondant de guerre du *Matin*.

Daudet Léon (1867-1942), écrivain, journaliste, antidreyfusard, monarchiste et nationaliste, il fut un des principaux collaborateurs du journal et du mouvement de l'Action française.

David Robert (1873-1958), député de la Dordogne avec l'Alliance démocratique, formation du centre-droit, libéral et laïque, membre de la *Ligue pour la défense des droits de l'hellénisme*.

Demouth Paul, professeur d'histoire et sous-directeur de l'école française d'Andrinople**.**

Denais Joseph (1851-1916), journaliste de la droite catholique, auteur d'articles dans le journal antisémite, *La Libre Parole*, fervent critique de la franc-maçonnerie.

Déroulède Paul (1846-1914), fondateur de la *Ligue des Patriotes* en 1882, il fut un des militants les plus actifs du nationalisme revanchard français**.**

Descos Léon-Eugène, diplomate dans diverses villes et régions du monde (Athènes, Caracas, Pékin, Vienne, Le Caure, Madrid, Bucarest, Tanger, Port-au-Prince, Téhéran) en 1907, il est nommé Ministre plénipotentiaire à Belgrade, poste qu'il occupe jusqu'en 1914.

Desrousseaux Alexandre (1861-1955), dit Bracke, crée avec Jules Guesde le quotidien, le *Socialiste*, et il est élu député avec le Parti socialiste unifié, en 1912

Deschamps Gaston (1861-1931), archéologue, membre de l'Ecole française d'Athènes, il fut correspondant pour la Grèce, dans le *Journal des Débats*, au *Figaro* et dans le *Temps* où il succéda également à Anatole France comme critique littéraire**.** Il fut élu député avec le Bloc républicain national, alliance de partis de droite et du centre, de 1919 à 1924.

Dessoyer Arthur (1854-1927), député radical et président de la Ligue de l'enseignement.

Dietrich de, famille d'industriels alsaciens.

Dicey Edward (1832-1911), journaliste britannique auteur d'un ouvrage sur la Bulgarie, Etat paysan en 1894.

Diehl Charles (1859-1944), historien et byzantiniste français.

Doumic René (1860-1937), critique littéraire et essayiste, il remplaça Francis Charmes à la direction de la *Revue des deux mondes*, en 1916.

Driault Edouard (1864-1947), professeur d'histoire, historien de la question d'Orient, spécialiste des relations internationales écrivant dans le *Figaro* pendant les guerres balkaniques.

Drumont Edouard (1844-1917), antidreyfusard, antisémite, nationaliste, il est le fondateur du journal antisémite, *La Libre Parole*.

Dubois Marcel (1856-1916), professeur de géographie coloniale à la Sorbonne.

Dubreuilh Louis (1862-1924) proche au départ d'Edouard Vaillant, il fut le premier secrétaire général du Parti socialiste unifié, de 1905 à 1918.

Ehrenpreis Marcus (1869-1951**),** essayiste, éditeur scientifique, traducteur, il fut Grand rabbin de la Bulgarie entre 1900 et 1914.

Erio Paul, correspondant de guerre pour le *Journal*.

Essad pacha (1863-1920), issu d'une famille de grands propriétaires en Albanie centrale, il est élu en 1908 député au Parlement ottoman. Dirigeant la défense contre les Monténégrins pendant le siège de Scutari, il essaye de former en Albanie, un gouvernement parallèle à celui d'Ismail Qemali. Il poursuit son dessein de se proclamer roi du nouvel Etat, cherchant l'appui du gouvernement serbe ou français, jusqu'à son assassinat à Paris en 1920.

Estailleur Philippe d' (1894-1965), aviateur français, proche de milieux royalistes**.**

Estournelles de Constant Paul d' (1852-1924), diplomate français, prix Nobel de la paix en 1909, il milita pour un règlement pacifique des conflits internationaux par la promotion des pratiques d'arbitrage international. Opposant à la politique coloniale et à l'augmentation des budgets militaires, il était favorable à un rapprochement franco-allemand.

Farrère Claude (1876-1957), officier de marine et écrivain, il voyagea à plusieurs reprises en Turquie et au Japon.

Faure Maurice-Louis (1850-1919), député et sénateur radical de la Drôme.

Faure Sébastien, (1858-1942), proche dans un premier temps du parti ouvrier français de Jules Guesde, il se rapproche du mouvement anarchiste. En 1895, il fonde avec Louise Michel, le journal *Le Libertaire*. Pendant l'affaire Dreyfus il est une des figures emblématiques du combat dreyfusard. Il crée en 1904, une école libertaire, la *Ruche* près de Rambouillet et s'oppose à l'Union sacrée en 1914

Ferdinand Ier (1861-1948), élu prince de Bulgarie en 1887, il prend le titre de tsar des Bulgares en 1908. Décidant de l'engagement de son pays aux côtés des puissances de la Triplice en 1915, il abdique et laisse son trône à son fils aîné Boris, en 1918.

Ferron Marie-Georges, président de la fédération radicale et radical-socialiste des Basses-Pyrénées.

Flat Paul, directeur de la *Revue politique et littéraire*.

Forbin Victor (1864-1947), écrivain et vulgarisateur scientifique.

Fournol Etienne (1871-19140), député de l'Aveyron, proche de l'Alliance démocratique, formation de centre-droite, il collabore au journal *Le Temps*.

France Anatole (1844-1924), écrivain, critique littéraire, il reçoit le prix Nobel de littérature en 1921. Un des premiers intellectuels à côté d'Emile Zola, à signer la première pétition pour la révision du procès du capitaine Dreyfus, il participe à la création de la Ligue des droits de l'homme. Proche de Jean Jaurès et il s'engage pour la séparation entre l'Eglise et l'Etat et se prononce contre la politique coloniale.

Fuad prince (1868-1936), nommé premier recteur de l'Université du Caire en 1908, il échoue à se faire nommer roi d'Albanie en 1913, avant d'accéder au trône du sultanat d'Egypte en 1917 et être désigné comme roi après la révolution égyptienne en 1919.

Funck-Brentano Frantz (1862-1947) historien, essayiste dans la presse monarchiste et nationaliste.

Gauvain Auguste (1861-1931), journaliste et diplomate, nommé secrétaire francophone de l'Office central des transports internationaux à Berne. A partir de 1908, il dirige au *Journal des débats*, la rubrique de politique étrangère.

Gavrier Gaston (1886-1915), spécialiste de la Serbie, il publie un ouvrage sur l'Albanie et ses limites et plusieurs articles dans le *Temps* et le *Figaro* pendant les guerres balkaniques.

Gervais Auguste (1857-1917), sénateur radical de la Seine, spécialisé sur les questions militaires et coloniales, il collabore au *Petit Journal*, au *Matin*, à l'*Aurore*.

Ghika Albert (1868-1928), prétendant au trône albanais, il présida un congrès albanais à Bucarest en 1905.

Ginisty Paul (1855-1932), écrivain, chroniqueur à la revue *Gil Blas*, il fut directeur du Théâtre de l'Odéon de 1896 à 1906**.**

Gohier Urbain (1862-1951), chroniqueur dans le *Figaro*, le *Matin* ou l'*Illustration* avant la Grande Guerre, dreyfusard par conviction antimilitariste, royaliste, il collabore avec la presse antisémite pendant l'entre-deux-guerres et l'Occupation.

Grey Edward (1862-1933), ministre des Affaires étrangères britannique de 1905 à 1916.

Guéchoff Ivan (1849-1924), président du conseil bulgare**.**

Guéron Angèle, directrice de l'Ecole de filles de l'Alliance israélite Universelle à Andrinople.

Hanotaux Gabriel (1853-1944), après des missions diplomatiques à Constantinople, il est nommé ministre des affaires étrangères à deux reprises avant les guerres balkaniques, entre 1894 et 1898 dans le cabinet de Charles Dupuy et de Jules Méline. Favorable à la poursuite de la politique coloniale, son hostilité à l'égard de la Grande Bretagne, culmine à la crise de Fachoda en 1898. Il œuvre pour resserrer les liens diplomatiques entre la France et la Russie.

Haumant Emile (1859-1942), professeur de langue et littérature russe.

Haussonville Comte d' Paul-Gabriel (1843-1924), membre de l'Académie Française, représentant de la droite orléaniste.

Havard Oscar (1845-1922), journaliste conservateur, vice-président du comité pro-balkanique de Paris.

Hedeman Jules (1869-1916), correspondant franco-hollandais du *Matin*.

Helsey Edouard (1883-1966), correspondant du Journal, pendant les guerres balkaniques et sur le Front d'Orient durant la Grande Guerre.

Hepp Alexandre, (1857-1924), écrivain et essayiste, il collabora dans plusieurs journaux, parmi lesquels, le *Gaulois*, le *Figaro*, *l'Echo de Paris*, le *Matin*.

Herbette Jean (1878-1960), spécialiste des relations internationales dans *l'Echo de Paris* pendant les guerres balkaniques.

Hérédia Marie de (1875-1963), écrivaine sous le nom de plume de Gérard d'Houville.

Herr Frédéric-Georges (1855-1932), général ayant participé à la campagne de Madagascar, chargé de remettre en état les défenses de Verdun pendant la Première Guerre mondiale.

Herriot Edouard (1872-1957), figure de proue du parti radical, président du conseil de ministres à plusieurs reprises pendant l'entre-deux-guerres, animateur du Cartel des gauches aux élections de 1924, il fut maire de Lyon entre 1905 et 1940 et de 1945 à 1957.

Hervé Gustave (1871-1944), socialiste antimilitariste, fondateur du journal *La guerre sociale*, en 1907, il se rallie au gouvernement de l'Union sacrée, évoluant vers des positions ultra-patriotiques et fascistes pendant l'entre-deux-guerres.

Hubbard Gustave (1858-1927), secrétaire général de l'Union nationale des libres penseurs de France, député des basses-Alpes entre 1901 et 1906, inscrit au groupe radical-socialiste.

Ionescu Demetriu (Take) (1858-1922), fondateur du parti conservateur démocratique en 1908, il était partisan de la création d'une Union balkanique et de l'annexion à la Roumanie des régions austro-hongroises de Transylvanie, du Banat et de Bucovine. Anglophile convaincu, il œuvra pour l'entrée de son pays à la Première Guerre mondiale aux côtés de la Triple Entente.

Ismail Kemal bey (Ismail Qemali) (1844-1919), haut fonctionnaire dans l'administration ottomane, il participa à la réforme de l'Empire sous Midhat pacha. Elu député au Parlement ottoman après la révolution jeune-turque de 1908, il déclare l'indépendance de l'Albanie et forme un gouvernement provisoire, le 28 novembre 1912 à Valona (Vlorë en albanais).

Izvolski Alexandre (1856-1919), diplomate russe, artisan de l'alliance entre la Russie et la Grande Bretagne scellée par l'accord de 1907, ministre des affaires étrangères entre 1906 et 1910, il ne réagit pas à l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche en 1908 en escomptant avoir le soutien de la diplomatie autrichienne dans son projet d'obtenir l'ouverture des détroits à la flotte russe de la Mer Noire. A partir de 1910, est nommé ambassadeur à Paris et essaye de consolider l'alliance entre les puissances de la Triple Entente. Il est également impliqué dans des démarches de subvention de la presse française à la veille de la Grande Guerre.

Jaray Gabriel-Louis (1884-1964), auteur d'un ouvrage sur *l'Albanie inconnue* publié en 1913.

Jessen Frantz de (1870-1949), journaliste danois, correspondant de guerre pour le *Temps* et l'*Illustration* pendant les guerres balkaniques.

Jollivet Gaston (1842-1927), écrivain, journaliste, il collabora dans plusieurs journaux, dont *l'Autorité* et le *Gaulois*.

Jouaux Léon (1879-1954), syndicaliste défendant sans cesse l'esprit de la charte d'Amiens de 1906, stipulant l'indépendance des syndicats vis-à-vis des partis politiques, il milite pour un désarmement total et global pendant l'entre deux guerres. Fondateur de la Force Ouvrière après la Deuxième Guerre mondiale, il reçoit le Nobel de la paix en 1951.

Judet Ernest (1851-1943), antidreyfusard, il fut directeur du *Petit Journal* à la fin du XIXe siècle et ensuite du journal nationaliste *L'Eclair*.

Kahn Réginald, correspondant de guerre pour l'*Illustration* pendant les guerres balkaniques, il avait déjà participé à la couverture médiatique de la guerre russo-japonaise de 1905.

Khaïrallah Tannous (1882-1930), correspondant pour la Syrie ottomane dans le *Temps.*

Kiamil pacha (1833-1913), grand vizir ottoman à plusieurs reprises sous le règne d'Abdülhamid et entre le mois d'octobre 1912 et le mois de janvier 1913, quand il fut renversé par le coup d'Etat du Comité Union et Progrès. Proche de la fraction libérale et pro-décentralisatrice des Jeunes-Turcs, connue sous le nom d'Entente libérale, il fut également un anglophile convaincu.

Labranche Etienne, correspondant du journal *Le Temps*.

Lagardelle Hubert (1874-1958), proche dans un premier temps de Jules Guesde, il crée la revue le Mouvement socialiste en 1899 et se rapproche du mouvement syndicaliste révolutionnaire. Attiré par la doctrine du fascisme italien, pendant l'entre-deux-guerres, à l'instar d'autres socialistes d'avant la grande guerre, Gustave Hervé en France ou Benito Mussolini en Italie, il devient ministre du travail du régime de Vichy.

Laut Ernest (1864-1951), Journaliste, rédacteur en chef du *Petit journal*, où il écrivit sous le nom de plume de Jean Lecoq.

Lauzanne Stéphane (1874-1958), rédacteur en chef du journal *Le Matin.*

Lavedan Henri (1859-1940), auteur dramatique, chroniqueur dans plusieurs journaux dont *L'Illustration*.

Le Boucq Charles (1868-1959), député radical de la Seine.

Le Foyer Lucien (1872-1952), député de la Seine inscrit au groupe radical-socialiste. Il milite également pour la construction européenne et le mouvement pacifiste.

Le Roux Hugues (1860-1925), écrivain, journaliste, il collabore dans plusieurs journaux et revues, dont la *Revue politique et littéraire*, le *Temps*, le *Figaro*, le *Journal*, l*e Matin.*

Letailleur Eugène (1869-1927), chroniqueur sous le pseudonyme de Lysis dans l'*Humanité*.

Leune Jean (1899-1944), Reporter pour l'Illustration

Lévy Raphaël-Georges (1853-1933), économiste français, il collabora dans plusieurs revues, dont la *Revue des Deux-Mondes*.

Lévy Sam (1870-1959), directeur du *Journal de Salonique* (1885-1910), après l'annexion de Salonique par la Grèce, il s'établit à Paris où il publie dans les années 1920, le *Guide Sam*, répertoire des sociétés industrielles et commerciales du Proche-Orient, et où il fonde les *Cahiers Séfardis*.

Loiseau Charles (1861-1945), auteur d'un ouvrage intitulé *Le Balkan slave et la crise autrichienne*, en 1898 et d'un essai sur le côté social de la question d'Orient en 1897.

Longuet Jean (1876-1938), petit-fils de Karl Marx, il devient un des moteurs du parti socialiste unifié, désigné sous le nom de Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO).

Lorulot André (1885-1963), libre-penseur et anarchiste**.**

Loti Pierre (1850-1923), officier de marine, écrivain de romans inspirés et caractérisés d'un exotisme orientaliste/colonialiste, tels que *Le roman d'un spahi*, ou *Aziyadé*, et régionaliste, *Pêcheur d'Islande*, *Ramuntcho*.

Louis Paul (1872-1955), homme politique et journaliste français, membre du Parti socialiste unifié au moment des guerres balkaniques.

Loyson Paul-Hyacinthe (1873-1921), écrivain de pièces de théâtre et directeur de la revue *Les Droits de l'Homme*.

Lucas-Championnière Just (1843-1913), médecin, il introduit l'antisepsie à la maternité de l'hôpital Cochin, dont il est nommé directeur.

Margueritte Victor, (1866-1942), romancier et pacifiste, défenseur des politiques de justice sociale et de l'émancipation de la femme.

Martin Léon, chroniqueur sur les questions orientales dans la revue *Gil Blas***.**

Maurras Charles (1868-1952), directeur du journal *L'Action Française*, royaliste, nationaliste, antiparlementaire et antisémite, il soutint le régime de Vichy**.**

Messimy Adolphe (1869-1935), député radical, ministre de la guerre dans le gouvernement de Joseph Caillaux (juin 1911-janvier 1912).

Meyer Arthur (1844-1924), directeur du *Gaulois*, royaliste, antidreyfusard.

Mille Pierre (1864-1941), chroniqueur dans *Le Temps*, son nom reste attaché au Prix Pierre Mille du meilleur reportage.

Monprofit Jacques-Ambroise (1857-1922), médecin maire d'Angers, élu au Parlement au sein de la droite modérée

Mortier Pierre, (1882-1946), directeur du *Gil Blas* au moment des guerres balkaniques.

Muller Louis, secrétaire du comité exécutif du *Radical*.

Mun Albert de (1841-1914), légitimiste et partisan de la restauration monarchique, il se rallie au régime républicain suite à l'encyclique du pape Léon XIII. Antidreyfusard, il fonde en 1901 le parti de l'Action libérale populaire.

Muzet Alphonse, ingénieur civil, voyage dans les Balkans au moment des guerres balkaniques.

Naudeau Ludovic (1872-1949), un des premiers grands reporters, au moment de la guerre russo-japonaise (1904-1905) il publie dans plusieurs journaux, dont le *Temps*, l'*Illustration* et le *Journal*. Il est présent en Russie lors de la révolution bolchévique.

Neymarck Alfred (1848-1924), économiste et statisticien français.

Nicolas Ier de Monténégro (1841-1921**),** prince souverain du Monténégro de 1860 à 1910 et roi de 1910 à 1918.

Noradounghian Gabriel effendi (1852-1936), ministre des Affaires étrangères de l'empire ottoman dans les cabinets d'Ahmed Muhtar pacha et Kiamil pacha (juillet 1912-janvier 1913). Il représenta le Comité national arménien au traité de Lausanne.

Odelin Joseph, conseiller municipal de Paris, écrivant dans le journal bonapartiste *L'Autorité*, pendant les guerres balkaniques.

Pachitch Nicolas (1845-1926), leader du parti radical, il fut président du conseil des ministres serbe, à plusieurs reprises sous le règne de Pierre Ier entre 1904 et 1917. Il représenta le royaume des Serbes, Croates et Slovènes à la Conférence de la paix en 1919.

Paillarès Michel (*Le Figaro*) (pro-alliés

Paléologue Maurice (1859-1944), diplomate et essayiste, fils d'un phanariote, Alexandre Paléologue, établi en France après les accusations de complot de la part de l'hospodar de Valachie, le prince Bibesco. Secrétaire d'ambassade à Tanger, Pékin, Rome, il devient ambassadeur à Sofia de 1907 à1912 et à Saint-Pétersbourg de 1914 à 1917

Parsy Paul, chroniqueur dans la *Croix*.

Pélissier Jean (1883-1939), correspondant de *La Dépêche*, auteur de *La morale internationale,* publié par l'Institut international de la paix et de *Dix mois de guerre dans les Balkans : octobre 1912-août 1913*.

Pelletan Camille (1846-1915), figure de proue du parti radical, ministre de la Marine dans le cabinet d'Emile Combes (1902-1905).

Penennrun Alain, officier de carrière, correspondant de l'*Illustration* pendant les guerres balkaniques.

Pichon Paul, capitaine de frégate en retraite, ancien chef de la mission navale française en Bulgarie.

Pinon René (1870-1958), spécialiste des relations internationales et de la question d'Orient dans la *Revue des Deux-Mondes*.

Piou Jacques (1838-1932), fondateur avec Albert de Mun, de l'Action libérale populaire en 1901, il chercha à rallier les catholiques à la République.

Poincaré Raymond (1860-1934), président de la République française entre 1913 et 1920, radical modéré, adepte d'un patriotisme républicain, il soutient la loi des trois ans et il est l'artisan de l'Union sacrée pendant la Grande Guerre.

Poisson Ernest (1882-1942), adhérant de la SFIO, il s'engage également dans le mouvement coopératif socialiste.

Pressensé Francis de (1853-1914), pacifiste partisan des Etats-Unis de l'Europe, de la séparation entre l'Eglise et l'Etat, proche de Jean Jaurès, il dirige la rubrique des relations internationales dans l'*Humanité*.

Puaux René (1878-1937), Correspondant de guerre et journaliste pour le compte du *Temps* et de l'*Illustration* pendant les guerres balkaniques. En raison de son philhellénisme, il fut un des agents les plus ardents de la propagande grecque pendant ces conflits

Rakovski Christian (1873-1941), figure emblématique du mouvement socialiste dans les Balkans, co-fondateur du parti social-démocrate roumain, il se bat pour la création d'une fédération balkanique républicaine, capable de mettre fin aux projets d'irrédentisme et d'expansionnisme élaborés par les nationalistes au sein de chaque Etat de la péninsule. Opposé à l'implication de son pays dans la Première Guerre mondiale, il organise une réunion des partis socialistes à Bucarest en été 1915 afin de coordonner leur action pacifiste. Après la guerre, il poursuit sa carrière politique, en tant que diplomate soviétique.

Reclus Paul (1847-1914), chirurgien ayant vulgarisé l'usage de la cocaïne comme anesthésique local.

Récouly Raymond (1876-1950**),** spécialiste des relations internationales dans l*e Figaro*.

Régnier Henri de (1864-1936), écrivain proche du symbolisme.

Rémond Georges (1877-1965), correspondant de guerre pour *L'Illustration* pendant les guerres balkaniques, il publia ses mémoires dans un ouvrage intitulé *Avec les vaincus : la campagne de Thrace (octobre 1912-mai 1913).*

Rodes Jean (1867-1947), grand reporter ayant déjà participé avant la guerre des Balkans, à la couverture médiatique de la guerre russo-japonaise en 1904.

Rosmer Alfred (1877-1964), un des protagonistes du mouvement syndicaliste en France à la veille de la Grande Guerre, opposé à l'Union sacrée.

Roujon Henry (1853-1914), haut-fonctionnaire et essayiste.

Sabaheddine prince (1877-1948), (pince) Neveu du sultan Abdul Hamid II, figure de proue de l'Entente libérale, fraction libérale et décentralisatrice des Jeunes-Turcs.

Sangnier Marc (1873-1950), créateur du *Sillon*, il fut une des figures emblématiques de la culture politique démocrate chrétienne en France.

Sazonoff (Sazonov) Sergueï (1860-1927), diplomate, ministre des Affaires étrangères de la Russie entre 1910 et 1916.

Segonzac le marquis de (1867-1962), militaire, explorateur, aventurier, correspondant de guerre de *l'Echo de Paris* pendant les guerres balkaniques**.**

Séverine, née Caroline Rémy (1855-1929), elle est une écrivaine libertaire et féministe. Dirigeant après la mort de Jules Vallès, le *Cri du peuple*, elle publie aussi ses articles dans la *Fronde*, le quotidien féministe de Marguerite Durand. Dreyfusarde, elle participe à la création de la Ligue des droits de l'homme, tandis que son pacifisme l'oppose à l'Union sacrée en août 1914.

Scott Georges (1873-1943), peintre, illustrateur, il travaille pour l'*Illustration* à partir de 1892.

Scott Mowrer Paul (1887-1971), correspondant du journal *The Chicago Daily News* pendant les guerres balkaniques, il reçut le prix Pullitzer pour ses reportages en 1929.

Sembat Marcel (1862-1922), directeur de la *Petite République*, il publie aussi des articles dans l'*Humanité*, la *Lanterne* ou la *Revue socialiste*. Figure illustre de la SFIO, il fut nommé ministre des Travaux publics en 1914.

Seyed Abdul Hamid Zahraoui, ancien député de Homs au parlement ottoman et fondateur du journal arabe *Al-Hidarat*.

Sorel Cécile (1873-1966), comédienne jouissant d'une grande popularité pendant la Belle Epoque et les Années Folles.

Souday Paul (1869-1929), essayiste et critique littéraire.

Steeg Théodore (1868-1950), député radical, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-arts entre 1911 et 1912.

Tardieu André (1876-1945), personnalité politique et médiatique de la Troisième République, proche de l'Alliance démocratique (formation de centre-droite) avant la Grande Guerre, il est nommé président du Conseil à trois reprises entre 1929 et 1932. Admirateur du modèle économique américain, il est nommé commissaire général aux affaires de guerre franco-américaines pendant le premier conflit mondial. Au moment des guerres balkaniques, il est responsable de la rubrique sur la politique extérieure du journal *Le Temps*.

Terrail Gabriel, dit Mermeix, (1859-1930) écrivain et homme politique blanquiste puis boulangiste.

Tharaud frères, Jean (1877-1952) et Jérôme (1874-1953), écrivains dont l'œuvre est marquée par une adhésion aux principes de la culture traditionnaliste, colonialiste, parfois même raciste.

Théry Edmond, président de l'Association de la presse économique et financière.

Thiébault Georges (1855-1915), journaliste bonapartiste, nationaliste, antidreyfusard, hostile au protestantisme.

Thomas Albert (1878-1932), député socialiste de la Seine, il est chargé de coordonner les chemins de fer, l'Etat-major et le ministère des Travaux publics, pendant la Première Guerre mondiale. Resté sensible aux questions sociales et soucieux de protéger les droits des travailleurs, il devient après la guerre, le premier directeur du Bureau International du travail à Genève.

Tinayre Marcelle (1870-1948), écrivaine, dont les romans tels que *La Maison du péché*, connaissent un très grand succès à leur époque, elle relate ses impressions de la révolution jeune-turque dans ses mémoires *Notes d'une voyageuse en Turquie*, publiés à Paris en 1909.

Trarieux Gabriel (1870-1940), écrivain et auteur dramatique

Vacaresco Hélène (1864-1947), écrivaine franco-roumaine

Vaillant Edouard (1840-1915), figure emblématique de la Commune, il milite pour l'union des différente tendances socialistes et participe à la création de la SFIO. Candidat de ce parti aux élections présidentielles de 1913, il se rallie à l'Union sacrée un an plus tard.

Vandervelde Emile (1866-1938), un des fondateurs du Parti Ouvrier belge et président de la Seconde Internationale entre 1900 et1918.

Varenne Alexandre (1870-1947), député socialiste du Puy-de-Dôme, il est nommé secrétaire de rédaction dans l'*Humanité* par Jean Jaurès. Il se rallie à l'Union sacrée, mais il s'oppose à la politique coloniale de la France après la guerre.

Vast Henri 1847-1921), professeur d'histoire au lycée Condorcet.

Venizelos Eleftherios (1864-1936), crétois militant pour le rattachement de l'île de Crète à la Grèce, il devient premier ministre de Grèce après le coup d'Etat militaire de Goudi (1909). Inaugurant une période de réformes sociales et de modernisation d'infrastructures économiques du pays, adepte de la doctrine de la Grande Idée et du rapprochement avec la Triple Entente, dans le domaine de la politique extérieure, il joue un rôle protagoniste dans l'expansion territoriale de la Grèce entre 1913 et 1919.

Vesnitch Milenko (1863-1921), diplomate, ministre de la justice (en 1906) dans le cabinet radical de Nikola Pachitch, ambassadeur de la Serbie à Paris pendant les guerres balkaniques, il représente son pays à la Conférence de Londres (1912-1913) et à celle de Paris, au lendemain de la Grande Guerre. Premier ministre du royaume des Serbes, Croates et Slovènes entre 1919 et 1921, il était marié à Blanche Ulman, de la famille de l'épouse du président Wilson.

Vuillaume Maxime (1844-1925), ingénieur et chroniqueur français. Pendant la Commune de Paris, il participe à la publication du journal *Le Père Duchêne*, inspiré d'un titre paru pour la première fois pendant la Révolution française par Jacques-René Hébert.

Willette Adolphe (1857-1926), peintre et caricaturiste, antidreyfusard et antisémite.

Yvetot George (1868-1942), syndicaliste, antimilitariste, secrétaire de la Fédération des Bourses du Travail entre 1901 et 1918.

Zaharoff Basil (1849-1936), marchand d'armes, directeur et président de la société Maxim-Vickers-Armstrong durant la Première Guerre mondiale, directeur du journal *L'Excelsior*, il fut aussi engagé dans des activités philanthropiques et on lui doit entre autres, la fondation de l'Institut Pasteur à Athènes.

Zangwill Israël (1864-1926), écrivain, dramaturge, dont la pièce *The Melting pot*, connut un grand succès théâtral et fut un éloge à la capacité intégrationniste/assimilationniste de la société américaine de son époque et la création d'une nouvelle nation à partir de différents groupes d'immigrés. Il milita pour l'émancipation des Juifs, le droit de vote pour les femmes. Au début proche du mouvement sioniste de Theodor Herzl, il fonde à partir de 1905, l'Organisation territorialiste juive, s'assignant comme objectif la création d'un foyer national juif, sur n'importe quel territoire à travers le monde, et pas forcément en Palestine ottomane.

Zaven Tigrane, correspondant arménien du journal *L'Humanité*.

INDEX DES JOURNAUX

A.B.C de Genève 398
Action Française, l' 77, 79, 84, 147, 169, 218, 315, 316, 321, 323, 328, 438, 490, 510, 539, 678
Allgemeine Zeitung 497
Al-Moufid 657
Anarchie, l' 85, 121, 177, 180, 188, 508, 512, 516
Annales des nationalités 90
Arbeiter Zeitung 102, 497
Athinai 340
Aurore, l' 78, 81, 117, 128, 151, 222, 308, 314, 449, 458, 468, 485, 535
Autorité, l' 92, 137, 164, 177, 314, 320, 330, 496, 512, 531
Bataille syndicaliste, la 79, 82, 84, 89, 90, 99, 122, 127, 129, 154, 163, 167, 177, 178, 180, 181, 252, 343, 369, 408, 461, 473, 477, 480, 482, 484, 487, 492, 494, 497, 501, 502, 522, 524, 541, 551, 559, 605, 647, 672
Belmorez 378
Berlingske Tidende 589
Bulgarine 378
Charivari 521
Chicago News, the 291, 361, 562, 611
Combat socialiste de Montluçon 381
Correspondance d'Orient 722
Corriere delle Sera 238
Courrier cinématographique 232, 303, 390, 495
Courrier du centre 124
Courrier français 207, 521
Croix, la 62, 76, 79, 101, 107, 122, 124, 138, 139, 143, 144, 145, 147, 188, 190, 192, 194, 198, 199, 202, 212, 223, 224-227, 235, 237, 238, 242, 269, 274, 277, 288, 291, 295, 297, 306, 309, 324, 325, 333, 335, 338, 342, 343, 358, 363, 368, 369, 373, 377, 378, 392, 398, 406, 432, 438, 444, 448, 452, 459, 484, 506, 511, 513, 523, 528, 530, 531, 538, 540, 564, 577, 584, 586, 588, 597, 600, 601, 608, 611, 622, 623, 632, 641, 643, 645, 652, 653, 654, 662, 671, 676, 679, 684
Daily chronicle 207
Daily Mirror 301
Daily Telegraph 401, 407, 424, 644
Démocratie, la 122, 124, 232, 323, 503, 506, 507, 530, 538, 540
Dépêche, la 167, 444, 529, 548, 619
Deutsche Tages Zeitung 645
Dien 91
Droits de l'Homme, les 107, 117, 129, 130, 253, 259, 367, 384, 442, 461, 484, 526, 528, 654
L'Écho de Paris 29, 32, 79, 102, 105, 128, 148, 169, 181, 182, 209, 210, 223, 230, 264, 309, 313, 317, 328, 356, 395, 428, 434, 435, 438, 483, 491, 506, 525, 531, 543, 564, 569, 575, 577, 594, 603, 607, 630, 632, 633, 643-646, 653, 658, 662, 671, 672, 676, 677, 678-679
Eclair, l' 79, 89, 124, 138, 191, 192, 202, 284, 288, 314, 319, 331, 505, 549, 557, 587, 600, 645, 678
Eclair de l'Est, l' 138, 548

Economiste Européen 488
Epatant l' 212, 300, 548
Excelsior, l' 113, 123, 127, 134, 193, 241, 273, 283, 294, 367, 372, 375, 397, 447, 520, 526, 540, 562, 580, 593, 597, 598, 599, 617, 618, 634, 635, 644, 673, 676, 677
Fantasio 250, 300
Figaro, le 8, 11, 29, 32, 41, 93, 100, 101, 105, 112, 119, 133, 144, 145, 147, 149, 182, 183, 189, 190, 192, 194, 201, 202, 208, 218, 228, 235, 239, 245, 249, 250, 258, 270, 273-282, 284, 286, 289, 297, 299, 303, 304, 314, 319, 321, 325, 330, 336, 337, 341, 345, 465, 375-377, 384, 389, 392, 395, 405, 407-419, 424, 431, 432, 435, 438, 443, 449, 452, 454-456, 464, 491, 499, 505, 507, 510, 511, 512, 518-520, 526, 527, 534, 537, 539, 540, 542, 548, 550, 554, 564-568, 574, 577, 580, 584, 586, 587, 591, 595-601, 603, 606-607, 611, 618, 630-632, 636, 661, 664, 672, 676, 678
France de Bordeaux et du Sud-Ouest 104, 124, 154, 165, 229, 233, 445
Fremdenblatt 497
Gazette de Cologne 649, 651
Gil Blas 82, 129, 191, 222, 288, 290, 378, 438, 441, 455, 467, 515, 517, 520, 529
Hilali Osmani 334
Homme libre, l' 222, 324, 391, 402, 619, 629, 678
Humanité, l' 29, 30, 32, 78, 79, 85, 87-89, 91, 93, 95, 97, 98, 102, 103, 108, 119, 121, 122, 127, 133, 135, 142, 145, 146, 151, 157, 158, 159, 167-169, 174, 177, 183-185, 190, 194, 228, 236, 237, 242-245, 250, 260, 261, 270, 274, 294, 295, 299, 309, 313, 316, 331, 332, 338, 343, 358, 371, 376, 380, 381, 394, 396, 401, 404, 405, 419, 424, 430, 432, 434, 435, 438, 452, 456, 458, 460, 462, 468, 470, 471-475, 478, 480, 482, 484-485, 490, 492-502, 506, 507, 509, 512, 515, 516, 517-523, 529, 546, 554, 555, 560, 566, 574, 578, 579, 581, 586, 588, 603-607, 614-616, 643, 653, 654, 657-660, 672, 676, 684, 686
Ikdam 129, 646
Illustration, l' 8, 13, 30, 108, 109, 112, 113, 119, 123, 133, 178, 180, 190, 213, 219, 223, 227, 228, 232, 235, 236, 237, 241, 244, 249-252, 254, 255, 258, 262, 276-280, 287, 289, 291, 294, 295, 298, 299, 302-304, 327, 333, 341, 350, 353, 358, 361, 366, 370, 372, 389, 393, 396, 402, 403, 418, 422-424, 443, 447, 451, 524, 558, 563, 567, 568, 579, 587, 589, 599, 606, 616, 617, 624, 627, 628, 676
Indépendance roumaine, l' 225, 583
Indépendant (de Salonique) 387
Ittihad-Alsomani 657
Journal, le 29, 32, 41, 78, 84, 89, 105, 107, 124, 151, 158, 163, 166, 184, 192, 194, 218, 223, 230, 231, 235, 241, 242-244, 274, 295, 297, 303, 308, 329, 330, 339, 343, 345-346, 378, 395, 402-412, 434, 446, 456, 461, 481, 486, 494, 499, 503, 505, 519, 521, 524, 526, 543, 562, 563, 565-567, 579, 582, 601, 604, 607, 627-630, 639
Journal de Salonique 199, 367, 442
Journal des débats 87, 104, 246, 608, 649
Kladderadatsch 523
Lanterne, la 78, 87, 107, 127, 128, 130, 151, 158, 164, 169, 313, 314, 322, 331, 364, 365, 393, 482, 483, 491, 496, 503, 517, 521

Libertaire, le 98, 100, 135, 147, 153, 169, 182, 478, 493, 503, 546, 668
Libre Parole 96, 169, 260, 270, 272, 312, 325, 327, 510, 517, 537, 538, 646
Matin, le 8, 11, 29, 41, 78, 83, 85, 88, 107, 108, 112, 119, 127, 138, 146, 161, 163, 180, 194, 198, 216, 220, 222, 228, 230, 231, 234, 236, 239, 243, 247, 248, 252, 257, 258, 263, 296, 304, 309, 320, 321, 330, 352, 361, 364, 370, 373, 395, 403, 410-414, 417, 419, 431, 435, 452, 455, 456, 461, 475, 486, 490, 505, 507, 515, 518, 539, 557, 576, 578, 580, 585, 587, 601, 610, 631, 648, 651
Mecheroutiette 322
Mir 440
Miraat-el-Gharb 657
Mittagszeitung 497
Monde Illustré, le 116, 127, 397
Morning Post 407, 589
Neue Freie Presse 393, 498
Neuesten Nachrichten 645
New York Herald 416
Nord und Sud 651
Novoë Vremia 91
Opinion nationale 490
Osservatore Romano 530
Ouest-Éclair, l' 93, 124, 164, 509, 512
Paris-Midi 92
Patrie 180
Petit Echo de la Mode 157, 201, 275, 281, 298, 584, 597
Petit Journal, le 30, 33, 88, 92, 101, 105, 108, 117, 124, 125, 140, 145, 146, 150, 166, 176, 177, 180, 192, 193, 213, 215, 219, 228, 231, 236, 239, 242-244, 250, 274, 279, 289, 294, 296, 297, 300, 301, 303, 306, 314, 328, 334, 336, 343, 345-347, 353, 357, 363, 366, 380, 386, 393, 395-397, 406-408, 411, 412, 419, 424, 439, 444-448, 481, 498, 502, 506, 511, 513, 515, 518, 522-525, 539, 548, 557, 575-577, 585, 586, 601, 610, 630, 642, 644, 647, 652, 672, 679
Petit Marseillais, le 219, 224, 259, 279, 288, 308, 353, 489, 490, 650
Petit Parisien, le 29, 38, 78, 101, 106, 139, 181, 183, 194, 198, 216, 217, 228, 235, 236, 239, 242, 246, 247, 250, 270, 274, 306, 380, 397, 403, 413, 451, 463, 482, 493, 498, 500, 506, 518, 519, 522, 525, 550, 551, 578, 585, 586, 601, 615, 618, 628, 629, 639, 661, 666
Petite Gironde 191, 306, 526
Prava 378
Progrès de Lyon 488, 610
Protestant 181, 477
Radical, le 33, 78, 81, 92, 105, 128, 165, 168, 177, 243, 253, 337, 338, 341, 345, 346, 393, 402, 404, 407, 408, 410, 413, 415, 434, 440, 459, 467, 471, 475, 476, 479-481, 483-489, 501, 519-521, 525, 533, 561, 609, 628, 649, 651, 660, 664
Reichpost 331, 332
Retch 91
Revue bleue 141, 170, 298

Revue de Paris 204
Revue des Deux Mondes 76, 141, 156, 170, 516, 653
Revue générale 189
Revue socialiste 79, 88, 98, 99, 147, 158, 164, 443, 478, 635
Rire 127, 251, 256, 523, 524
Roumanie 225
Sabah 298
Tanine 334, 455
Tanzimat 83, 527
Temps, le 11, 29, 33, 84, 93, 103, 107, 112, 120, 128, 129, 133, 146, 183, 190, 199, 201, 207, 208, 215, 216, 219, 221, 223, 224, 226, 228, 232, 235, 240, 243, 244, 249-252, 256, 259, 270, 273, 277, 284, 291, 293, 294, 303, 306, 317, 318, 320, 323, 332, 333, 336, 354, 358, 362, 364, 376, 379, 382-385, 391, 392-394, 402, 404, 407-409, 415, 418-420, 422, 424, 426, 430, 431, 433, 437, 440, 458, 492, 499, 502, 504, 505, 519, 520, 522, 524, 527, 534, 539, 543, 544, 548, 549, 553-555, 561, 566-569, 573, 576, 579, 581, 582, 585, 586, 589, 592, 601, 604, 608, 611, 612, 615-617, 620, 621, 624, 628-630, 634, 638-639, 647, 650, 651, 653-655, 657, 658, 662, 676-678, 682, 686
Times, the 247, 256, 279, 390, 416, 662
Union de Constantinople 580
Wahre Jacob, der 127

INDEX DES LIEUX

Actium 114, 223
Adana 348, 393, 394, 667
Adriatique 47, 51, 82, 92, 155, 157, 177, 182, 191, 364, 465, 498, 584, 587, 592, 606, 610, 611, 617, 619, 625
Afrique 126, 153, 157, 163, 191, 209, 282, 462, 533-535, 612, 659, 663
Agadir 77, 100, 153, 157, 167, 177, 489, 505, 512
Alep 349, 649, 658
Alexandrie 386
Algérie 85, 153, 189, 209, 269, 462
Alsace-Lorraine 148-151, 376, 475, 481, 512, 630, 684
Amiens 471, 473
Anatolie 46, 336, 465, 473, 644, 651-653, 658-662
Andrinople (Edirne) 10, 52, 92, 104, 123, 129, 150, 184, 187, 194, 204, 220, 222, 223, 227, 232, 236-243, 252, 254, 258, 277-278, 288, 296, 306, 308, 326, 336, 341, 366, 369-373, 394, 398, 399, 416, 417, 424, 438, 470, 481, 482, 496, 515, 522, 527, 546, 555, 560, 562, 578-581
Angers 269, 306
Annam 111
Apiranthos 212
Arabie 643
Argentine 490
Argyrokastro 619
Arménie 504, 561, 647, 652
Arracourt 497
Asbonar 366
Athos 581-582
Autriche-Hongrie
Aveyron 96
Baalbek 657
Bagdad 208, 234, 323, 534, 643, 647, 651, 660-662
Bakou 406, 659
Bâle 98, 158, 169, 179, 474-478, 482, 506, 603
Basilovgrad 413
Basses Pyrénées 504
Batchkovo, monastère 223
Bayloz 426
Belfort 579, 581
Belgique 103, 183, 472
Bellovo 202
Belgrade 60, 61, 88, 93, 108, 123, 127, 128, 138, 155, 169, 170, 177, 191, 220, 245, 255, 264, 266, 292, 304, 356, 357, 363, 406, 439, 442, 452, 455, 467, 469, 498, 500, 532, 545, 564, 575, 601, 602
Belleville 180, 473, 476
Berana 236, 278, 295
Berlin 64-71, 80, 90-93, 102, 137, 155, 167, 171, 176, 177, 221, 231, 339, 340, 345, 388, 431, 459, 471, 498, 523, 526, 559, 563, 573, 583, 589, 604, 618, 625, 627, 630, 642, 644-646, 650, 651, 653, 660, 682

Bessarabie 64, 72, 627, 630
Beyrouth 534, 647, 652, 654, 655, 656, 657
Bizet, rue 127
Bohême 142, 497, 616
Bosnie 19, 54, 56, 64, 66, 67, 74, 90, 92, 159, 176, 268, 469, 563, 564, 604, 611
Bosphore 62, 115, 154, 202, 210, 217, 218, 226, 227, 320, 334, 350, 443, 634, 642, 644, 660
Boston 604
Boulgar-Keuï (Bulgarköy) 415
Bourgas 154, 220
Bregalnitza 295, 303, 331
Bretagne, rue 179
Brousse (Bursa) 201, 216, 226, 331
Bruxelles 95, 294, 495
Bucarest 36, 120, 144, 184, 202, 214, 225, 248, 340, 393, 424, 468, 485, 499, 523, 543, 551, 554, 566, 583, 588, 594, 628, 629, 632
Bucovine 630
Budapest 178, 184, 192, 262, 362, 554
Caïffa 650
Calarasi 209
Canada 340
Casablanca 100, 406, 512
Cavalla (Kavala) 108, 368, 410, 413, 419, 566
Cettigné 81, 85, 128, 211, 229, 237, 246, 264, 294, 343, 447, 500, 515
Champigny 149
Charkeuy 416
Chios 309, 392, 635
Chypre 641
Cilicie 394
Clignancourt, chaussée 213
Congo 191, 462, 663
Constantinople/Istanbul
Constanza 631
Corfou 576, 599, 639
Crète 47, 54, 69, 120, 524, 634, 638
Crimée 19, 40, 62, 118, 199, 224, 262, 277, 301, 539, 541
Croatie 47, 51, 53, 158
Dalmatie 47, 158, 564
Damas 564, 647, 648, 654, 656, 657
Danube 47, 52, 57, 119, 140, 154, 170, 191, 202, 213, 215
Dardanelles 243, 350, 368, 490
Daru rue 501
Decazeville 96
Dedeagatch 366, 419, 562, 606
Delvino 621
Demir-Hissar 368, 411-414
Diakova 362, 592, 614
Dibra 563, 612
Diyarbékir 394

Dobroudja 64, 71, 222, 224, 627, 628, 630
Doïran 403, 406, 412, 419, 568
Doxato 411, 413
Drama 368, 410, 414, 419, 422, 566
Durazzo (Dürrës) 51, 112, 155, 177, 216, 364, 498, 589, 609-611
Ecosse 142, 189
Egée 465
Egypte 41, 44, 46, 62, 90, 189, 268, 340, 346, 354, 534-536, 595, 643
Elassona 389, 397
Elbassan 363, 588, 589, 613
Ems 101
Epire 51, 52, 68, 69, 109, 138, 157, 187, 243, 250, 251, 277, 286, 582, 592, 593, 601, 610, 617, 618-623, 669
Erzeroum 654, 658
Esmizagra 424
Europe 43, 55, 59, 62, 63, 72, 83, 88, 89, 90, 94, 98, 101, 103, 113, 123, 139, 142, 154, 161, 165-169, 177-189, 195, 196, 201, 205, 206, 212, 213, 220, 230, 240, 246, 283, 293, 298, 299, 313, 314, 323, 324, 332, 337, 355, 424, 442, 443, 452, 454-463, 466, 472, 474, 476, 478, 479, 481, 485-495, 500, 503, 504, 507-511, 513, 515, 517-524, 528, 535, 537, 539, 541, 543, 546-553, 571, 577, 580, 586, 587, 590, 597-599, 603, 609, 616, 623, 628, 629, 632, 638, 644-646, 652-653, 660, 665, 670, 675, 680
Evian-les-Bains 420
Florina 360
Galata 199, 213, 214, 218, 219, 279, 306, 329, 345, 352, 353, 395
Gallipoli (Gelibolu) 366, 438, 439
Golfe Persique 647, 660, 661
Grande-Bretagne 41, 57, 62, 93
Grevena 393, 621
Guevguéli 360
Guirian-Bala 412
Hademkeui 239, 277, 418
Haliakmon 221
Héraklée 658
Homs 323, 657, 662
Illyrie 47, 140, 592
Inde 43, 44, 45, 62, 125, 268, 534, 535, 616, 642
Ipek 154, 606
Irlande 145
Italie 46, 66, 70, 74, 82, 93-95, 110, 118, 122, 157, 163, 176, 177, 181, 182, 189, 301, 340, 347, 355, 364, 395, 410, 413, 470, 506, 515, 539, 554, 584, 594, 604, 607, 619, 625, 628, 640, 643
Jaffa 650
Jannina (Ioannina) 214, 223, 228, 236, 238, 243, 245, 280, 304, 340, 391, 392, 447, 481, 505, 600, 604-607, 617-623
Japon 45, 96, 255, 315, 528
Kalabaka 201
Kara-agatch 306

Kara-dag 362, 399, 554
Karaköy 353
Kilkich (Kilkiz) 238, 402, 403, 414, 451
Kirk-Kilissé 200, 220, 242, 255, 259, 279, 314, 315, 320, 365, 438
Korytsa (Korçë) 588, 619, 621
Kosovo 19, 52, 54, 65, 150, 187, 365, 560, 607, 612, 669, 671
Kotchana 104, 343
Krujevo 343
Kumanovo 149, 238, 255, 302, 312, 361, 563
Kustendil 154
Larissa 155, 201, 221, 425
Letnitsa 362
Levallois-Perret 82, 96, 168
Londres 89, 139, 155, 168, 171, 179, 193, 214, 219, 245, 256, 268, 346, 354, 404, 431, 504, 516, 523, 525, 526, 543, 573, 583, 587, 594, 595, 604, 607, 611, 615, 617, 628, 631, 634, 639, 645, 647, 661
Louvre, musée 222
Lule-Burgas (Loulebourgas) 220, 244, 284, 285, 293, 314, 320, 340, 366, 418
Macédoine 52, 65, 67, 69, 73, 80, 84, 86, 87, 89, 96, 104, 105, 108, 143, 145, 151, 155, 157, 158, 184, 191, 197, 198, 221, 251, 258, 265, 268, 276, 284, 286, 330, 331, 345, 352, 356, 358, 368, 376, 379, 381, 384, 388, 391, 393, 394, 406, 414, 415, 422, 425, 426, 428, 429, 432, 437, 438, 440, 446, 449, 452, 453-456, 466, 504, 522, 524, 530, 537, 553-569, 573, 575, 582, 583, 606, 612, 626, 629, 631, 644, 648, 650, 652, 670, 672, 678, 684
Macrikeui 395
Magenta 628
Malte 95
Mandchourie 105, 157, 252, 493
Maritza 202, 366, 417
Maroc 90, 99, 104, 121, 152, 153, 157, 267, 270, 460, 461, 462, 512, 535, 536, 646, 647, 663, 671
Marseille 216, 329, 335, 337, 471, 476, 489, 490
Meknès 460
Melnik 414, 419, 424
Mésopotamie 643, 647, 648, 651, 653, 657, 658
Milvius pont 313, 671
Monaco 485
Monastir (Bitola) 65, 66, 87, 187, 239, 268, 269, 358, 359, 360, 404, 560, 561, 563, 564, 604, 606, 609, 611, 620, 621, 669
Montmartre 76, 268, 481
Montrouge 152
Moscou 91
Mossoul 652
Mürtzeg 356
Mustapha-pacha 195, 220, 515
Mytilène 211, 392, 634, 636, 637, 639, 640
Nancy 102, 548
Nantes 164, 505
Nevrokop 414
Nice 214, 272, 540, 587, 628

Nich (Nisch) 155
Nicopolis 223
Nicosia 414
Nigrita 402, 403, 407, 414
Novi-bazar 191, 268, 538
Odessa 61, 582, 594
Ohrid (Okrida) 561, 589, 611, 612, 678
Palestine 650
Paramythia (Aïdonat) 391
Parga 222
Passarowitz 123
Patras 308
Péra 127, 213, 218, 219, 345, 353
Peroutchitza 440, 446
Pharsale 114
Philippes 113
Phillipopoli 138
Pirée 62, 68, 112, 155, 386, 500, 555
Plevna 64, 224, 259, 284, 320, 627
Podgoritza (Podgorica) 215, 238, 292, 294
Potsdam 661
Pouilles 355
Prague 264, 616
Pré- Saint-Gervais 87, 173, 472, 484
Préveza 391, 617, 622
Pristina (Prichtina) 155
Poitiers 83, 124, 194
Pologne 86, 529, 579, 654, 671
Prizrend 101, 102, 227, 362, 363, 592, 606, 613
Prusse 63, 72, 315, 611
Pydna 221
Rabat 268
Rhin 100, 170, 183, 184, 189, 474, 475, 639
Rhodes 640
Rhodope 54, 202, 223, 368, 369
Rochefort 528
Roubaix 533
Roumélie 47, 65, 71, 130, 231, 370, 652
Routschouk 201
Sahara 191
Saint-Jean di Medua 155
Saint Petersburg 91, 431, 498, 499, 634, 642
Salonique 195, 199, 223, 224, 225, 250, 254, 255, 274, 306, 308, 309, 313, 339, 347-350, 357, 360, 367, 368, 374-389, 394, 399, 402-414, 420, 438-442,456, 469, 485, 500, 515, 530, 543, 545, 549, 553, 560, 563, 569, 572-578, 619, 663, 672
Samothrace 222
San Stefano 64, 67, 309, 353, 526
Scythie 140
Scutari (Shkodra) 10, 102, 154, 157, 159, 183, 184, 187, 196, 199, 200,

214-216, 227, 232, 243-246, 281, 296, 345, 354, 355, 465, 481, 497, 498, 515, 516, 519, 585, 587, 590, 601, 604-610, 614-617
Sedan 100, 254, 259
Serrès 367, 377-9, 403, 406-410, 413-416, 433, 441, 566, 569, 672
Silistrie 202, 209, 210, 213, 627-630, 633
Sirkedji gare de (Sirkeci) 279, 309, 395
Skoumbi 593
Sletovo 411
Sofia 67, 88, 104, 105, 107, 108, 127, 128, 138, 146, 197, 216, 218, 220, 229, 253, 256, 259, 263, 270, 273, 282, 300, 320, 332, 337, 365, 370, 396, 403-413, 419, 425, 429, 437-442, 452, 455, 467, 485, 495, 500, 505, 526, 540, 546, 562, 628
Solferino 262, 628
Stamboul 201, 205, 207, 213-219, 324, 329, 335, 345, 384, 441, 443, 450, 528, 564
Stara Zagora 128
Strouma (vallée de) 87
Syrie 181, 208, 347, 465, 643-650, 654
Tanger 512, 642
Tarabosch (Taraboch) 191
Tatar-Baridjik 202
Taurus 648
Taxim 83, 352
Tcherkeskeui (Ćerkezköy) 365, 418
Tchorlou (Ćorlu) 220, 232, 233, 254, 256, 259, 285, 314, 365, 415, 417
Thessalie 68, 221, 291, 397, 573
Thibet (Tibet) 191, 324, 605
Thionville 180
Thrace 49, 53, 67, 108, 123, 154, 187, 195, 198, 222, 235, 277, 301, 347, 365, 396, 404, 407, 414-418, 424, 438
Tonkin 121, 276, 461
Transcaucasie 181
Transvaal 121, 300, 340, 462, 493
Transylvanie 47, 53, 72, 630
Trébizonde (Trabzon) 279
Trieste 145, 329, 599, 604, 624
Tripolitaine 44, 74, 80, 84, 90, 93, 94, 95, 121, 163, 251, 257, 285, 302, 330, 395, 462, 470, 534-536, 646, 652, 671
Tchataldja (Ćatalca) 195, 228, 236, 247, 248, 249, 256, 276, 332, 336, 337, 339, 395, 416, 418, 611
Troie 114, 116
Tunisie 46, 269, 536, 658
Uskub (Usküb) (Skopje) 52, 87, 147, 154, 155, 205, 251, 265, 268, 297, 306, 357, 358, 375, 439, 441, 530, 561, 563, 606, 609, 610
Usküdar 217, 220, 294, 333
Vakarel 202
Valmy 316, 331
Valona 372, 587, 594, 607, 617
Vardar 358, 415, 605
Varna 154, 224, 242, 405
Veles 361

Vienne 52, 56, 57, 62, 93, 101, 105, 124, 155, 163, 171, 183, 184, 214, 231, 247, 255, 256, 265, 362
Vincennes 257, 335, 511
Vitosch, mont (Vitosha) 216
Volos 55, 68, 469
Vopussa (fleuve) 217
Xanthi 368, 419
Yenitze 293

Index des noms

Abdul Hamid (Abdülhamid) 73, 74, 201, 278, 314, 337, 454, 534, 555, 651
Abdul-Hamid Zehraoui Seïd 659
Abdülmecid Ier 64

Adam Juliette 129, 270, 274, 404
Adam Paul 511
Adler Friedrich 475, 541
Adrien, empereur romain 222
Afioun effendi 190
Aghion Max 284, 303
Ahmed Abouk pacha 250
Alexandre de Battenberg 69, 323
Alexandre le Grand 623
Ali pacha 223, 417, 599
Amoun Alexandre 657
Anglès Raoul 292, 324, 338
Aral René d', 126, 618
Arioviste 183
Arnaud Emile 481
Arnaud Louis 212, 377, 577, 599, 605, 622
Arren Jules 319, 331, 336
Arsakis 621
Athanasiu Ioan 629
Aubaret Thérèse 83, 531
Aubry Raoul 438, 449
Averoff 620
Aynard Raymond 81, 85, 264
Azmanoff colonel 340
Babin Gustave 129, 220, 241, 252, 255, 259, 292, 298, 303, 336, 370, 372, 447
Baha Abbas Abdul 481
Bainville Jacques 169, 316, 321, 510
Barral-Montferrat 122
Barrès Maurice 149, 169, 511
Barzini Luigi 238, 255
Baudin Pierre 146
Baumann , général 306, 352, 449, 454
Beauchamp Jeanne 481
Beaujeu Léonce 147
Bénard Marie 307
Benaroya Abraham 74, 122, 500
Bénazet Paul 332, 370
Beri Alfred 384
Berne-Lagarde Léonard de 360, 361, 560
Bérard Victor 338, 394, 588
Berchtold comte 498
Bergson Henri 509
Bernhardi Friedrich von 508
Berry Georges 424

Bertram 284, 342
Bertrand Louis 458, 532
Bessède Gédéon (Silvaire) 135, 169, 503
Bethmann-Hollveg chancellier 93
Bianconi F. 549, 592, 593, 608, 617
Bieberstein Marshall de, 653
Bismarck 67, 498, 611
Blanc Edmond 272
Blanchard Raphaël 274, 307
Blanche-Schweig Mme 271
Blankenberg de Marbourg 649
Bluette Jules 121, 508
Bluysen Paul 535
Boletinatz Issa 609
Bompard Maurice 89, 127, 129, 248, 252, 347, 391, 385, 533, 570, 572
Bompard Mme 263, 308, 309
Bonaparte Roland 561
Bonnal général 320
Bonnefon Charles 93
Bonomelli Mgr 538
Bonvalot Gabriel 148
Borelli Louis 201
Boris de Bulgarie 377
Botzaris Marcos 620
Boucabeille colonel 332
Boudouresque Léon 506
Boulatin Blandine 307
Boulinière de la 392
Bourdon Georges 112, 119, 130, 133, 143, 250, 257, 389, 412, 416, 456, 537, 568, 569, 580, 587, 678
Bourgeois Léon 133, 503
Bourget Paul 272, 309, 313, 317, 460, 577, 594, 679
Boyer Paul 272
Brailsford Henry-Noel 617
Bratianu 72, 119
Breton Juls-Louis 491
Brousson Jean-Jacques 8, 191
Brun Jules 225
Brunhes Jean 561, 562
Brutus 113
Bryan 482
Bulteau Augustine 337
Buxton Leland 617
Byron, lord 64
Cabanès docteur 493
Cachin Marcel 529, 643
Caen Roger de 298
Caillaux Joseph 78, 152, 153
Caillé Pierre 307
Cain Georges 272
Calmette Gaston 182, 270, 284, 345

Cambon Jules 91
Cambon Paul 137, 346, 534, 634
Cambon Victor 113, 189
Cancalon, docteur 133
Capodistrias Ioannis 63
Capus Alfred 510
Carlier Maurice 265, 268, 357, 362, 600
Carol Ier roi 71, 499, 500, 629, 632
Cartale capitaine 411
Cartwright Fairfax 634
Cassagnac Guy de 8, 164, 177, 330, 512
Cassagnac Paul de 320
Cassius 113
Castellane Jean de 262, 272, 309
Cauhet Albéric 13
Cavadias T. 273, 275
César 113
Chantepleure Guy de 133, 138, 214, 280, 391, 447, 505, 602, 617
Charmes Francis 516
Charmetant Mgr 269
Chassaigne-Guyon 412
Chateaubriand René 444, 635
Chautemps Félix 271
Chavannes Puvis de 298
Chavanon Jules 496
Cheïkh Ahmed Tabbara 657
Chekri-Ganem 648
Chéradame André 92, 110, 117, 182, 480, 498, 522, 525, 536, 539, 548, 558, 586, 597, 606, 613, 617, 618, 642
Cherfils Christian 81
Chérif pacha 74, 181, 678
Chetvan Youssouf bey 534
Cipriani Amilcare 462, 480
Cirilli Gustave 104, 130, 204, 326, 370, 373, 394, 418, 422, 579
Clarétie Léo 133, 216
Clémenceau Georges 78, 100, 324, 619
Clinchamp Henri de 272
Cochin Denys 393, 457, 619
Compère-Morel Adéodat 98, 471
Confucius 508
Constantinis Abraham 384, 573, 576
Constantinovitch Pantaléon 343
Conte Edouard 444, 529
Coppet Marcel 106, 511
Coromilas 392
Corpechot Lucien 460
Coudurier Joseph 414, 567
Coussergues, major 223
Cuinet Alphonse 247, 248, 252, 303, 677
Cuza Alexandru Ioan 72
Daneff 524, 548, 553, 564, 567, 631

Danilo prince 447
Darius 114
Daudet Léon 315
Daumier Honoré 521
David Robert 391, 618
Debbas Charles 657
Debron 366
Decamps Alexandre-Gabriel 43, 445
Delacroix Eugène 43, 392, 635
Delaisi Francis 82, 100, 154, 156, 167, 174, 473, 492, 502, 525, 559, 647
Denis Ernest 189
Denvinges commandant de 286
Déroulède Paul 79, 148, 272
Deschamps Gaston 144, 145, 191, 211, 221, 223, 226, 227, 275, 278, 287, 318, 340, 392, 393, 503, 568, 569, 625, 635, 636, 637, 678
Descos Robert 169, 251, 265, 357, 532
Deville 267, 388, 566
Dicey Edward 338
Diehl Charles 190, 313
Dietrich baronne de 274, 375
Dimitrief Ratko 256
Disraeli 64
Djavid bey 299
Djemil bey 302
Doda Bib 610, 611
Doriac André 644
Douchan (Dušan) 51, 52, 149, 158, 559, 613
Doukhovetsky 642
Doumic René 114
Drakoulis Platon 68
Dreyfus capitaine 149, 319, 322, 484
Dreyfus docteur 405
Driault Edoaurd 539, 611, 623
Drumont Edouard 260, 312
Dubois Marcel 539, 568, 610
Dubreuilh Louis 135, 145, 472
Dumaine Alfred 34, 594, 608
Dumas Alexandre 223
Durkheim Emile 484
Dussap Etienne 600
Dutray Max 84
Ehrenpreis Marcus 576
Enver bey 330
Epitis colonel 277
Essad pacha 246, 281, 585, 594, 596, 605, 609
Estailleur Philippe de 503
Estournelles de Constant, Paul d’ 82, 158, 463, 467, 496, 497, 503
Eugène de Savoie 123, 564
Eydoux, général 223, 304, 339, 340, 392

Eyer Louis 409, 422, 423
Faik Ahmed 412
Farrère Claude 190, 208, 316, 327, 438, 449, 453, 454, 528, 669, 678
Ferdinand Ier 67, 96, 104, 105, 113, 126, 138, 154, 202, 229, 252, 257, 272, 282, 288, 304, 313, 315, 333, 349, 367, 373, 374, 378, 394, 396, 414, 429, 449, 451, 486, 511, 540, 563, 581, 591, 599, 643, 684
Ferrero Guglielmo 550, 595
Ferron Marie-Georges 235
Ferté Marguerite 214
Faure Sébastien 101, 173
Ferraios Rigas 544
Ferrer Francisco 469
Figuier Louis 166
Flat Paul 156, 157
Fleury Maurice de 379
Foraggi Joseph 410
Forbin Victor 588
Fournier, amiral 271
Fournol Etienne 141, 142
France Anatole 321, 484
François Joseph 632
Fuad pacha 382, 585, 595, 598, 606
Funck-Brentano Frantz 214, 225
Gama Vasco de 157
Gambetta 646
Garibaldi Riciotti 145
Garnier Henri 276, 298, 303, 339
Gautier Théophile 43, 202, 209, 219
Gauvain Auguste 204
Gavrier Gaston 584, 591, 595, 614, 678
Geblesco Constantin 158, 557
Geffryer 209, 395
Genève Paul 132, 258, 442, 455, 497, 603
Georges Ier (de Grèce) 10, 68, 69, 379, 381
Gervais Auguste 117
Gheorghieff Constantin 105
Ghikas Georgios 544
Gibert Fred 593
Gide Charles 479
Girou Georges 272
Gladstone 66
Godefroy de Bouillon 124
Gohier Urbain 124, 327, 341, 343, 346, 365, 461, 548
Goiran, général 272
Gramont comte de 273
Grand-Carteret John 38, 40, 481
Grant Horace 303
Grenaud comte de 273
Greulich Herman 475
Grey Edward 159

Guéchof Ivan 67, 104, 288, 580
Guenadieff 108, 432, 452, 564
Guernier Charles 618
Guéron Angèle 371
Guillaume II 651
Guist'hau Gabriel 471, 483
Guitry Lucien 208
Hadji Ali bey 416
Hakki pacha 639
Halgouët Jobic de Poulpiquet du 340
Halil bey 330, 638
Hanotaux Gabriel 105, 119, 183, 245, 511
Hardie Keir 475
Hassan Riza pacha 246
Hassan Tahsin pacha 420
Haumant Emile 264
Haussonville comte de 325, 527
Hedeman Jules 631
Helsey Edouard 281, 594, 605
Hepp Alexandre 124, 202, 315, 678
Héraclius 141
Herbette Jean 428, 564, 645
Hérédia Marie de (Gérard d'Houville) 202
Hérodote 114
Herr, général 210
Herriot Edouard 315, 316, 597, 607
Hervé Gustave 79, 103, 146, 155, 156, 160, 469, 475-477, 503, 513, 665
Héry abbé 224
Hochwaechter von 332
Hourchi pacha 417
Hubbard Gustave 95, 96
Hugo Victor 62, 96, 115, 170, 412, 447, 635
Hugonnet Léon 209, 293, 557
Ionesco Take 583, 631
Iovanovitch Sophia 144, 297
Irouftcheff Mme 307
Ismail Kemal bey 598, 604, 606, 617
Izvolski Alexandre 91
Izzeddine Youssouf 576
Izzet bey 443
Jager-Schmidt André 599
Jankof, général 277
Jaurès Jean 91,95,97, 102-104, 167, 168, 177, 179, 184, 326, 331, 332, 404, 460, 468, 475, 484, 499, 502, 503, 516-525, 529, 545, 578, 605, 615, 658, 660
Jeanne d'Arc 144
Jessen Frantz de 108, 238, 407, 589, 591, 609
Jollivet Gaston 137
Jolly Stéphane 216
Jouaux Léon 178, 541

Jousselin Gaston 116, 348, 374, 381, 386, 389, 414, 437
Judet Ernest 89, 124, 188, 191, 284, 317, 319, 557, 587, 600
Julia Edouard 134
Justinien 141
Kahn Réginald 41, 213, 302, 450, 627
Kallergis Stavros 68
Kara-Georgevitch Arsène 276
Khaïrallah Tannous 208, 655
Katsis Georges 145
Kiamil pacha 150, 181, 247, 314, 356, 645, 656
Klugmann docteur 409
Knoblanch Edward 208
Kock Paul de 312
Kofinas 573
Kraljuwitz Marco (Kraljevic Marco) 139
Kremp Robert 222
Labranche Etienne 201, 520
Lafayette, général 62
Lagardelle Hubert 118, 119, 133, 142, 332, 338, 588, 594, 604, 605
Lahovary Jean 630
Lamartine 43, 635, 679
Laporte 416
Lasteyrie marquis de 273
Laut Ernest 139, 166, 249, 288, 297, 300, 301, 447
Lauzanne Stéphane 8, 83, 115, 253, 254, 257, 303, 309, 340, 352, 356, 395, 441, 454, 520, 527, 532, 594
Lavedan Henri 109, 178, 232, 244
Lavisse Ernest 273
Lazaroff Mme 307
Lebaut René 150, 303, 331, 406, 648
Leboucq Charles 499, 649, 651, 660
L e Foyer Lucien 81, 481, 492, 517, 519, 520, 542
Leger Louis 189, 273
Lemaitrre Mme 479
Le Roux Hugues 132, 241, 288, 325, 370, 373, 576, 580
Leune Jean 108, 223, 236, 250, 258, 277, 295, 303, 304, 340, 389, 392, 402, 416, 422, 678
Lévy Sam 420
Liebknecht Karl 99, 474
Loiseau Charles 88, 211, 215, 218, 278, 343, 439, 678
Longuet Jean 394, 657
Loria Achille 158
Lorulot André, 85, 512, 516
Loti Pierre 84, 85, 121, 205, 208, 239, 312, 319, 370, 382, 404, 423, 442, 443, 449, 450, 452, 453, 461, 482, 520, 528-530, 536, 541, 579, 669
Louis-Jaray Gabriel 205, 210, 558, 584, 587
Louis Olivier 189
Loutfi Fikri bey 83, 84, 527
Lowther Gerard 346
Loyson Paul-Hyacinthe 84, 86, 88, 107, 117, 384, 476, 484

Lucas-Championnière Just 240, 274, 293, 307
Lupin Arsène 232
Luxembourg Rosa 547
Luynes duc de 273
Luzzatti Luigi 629
Lyautey général 124, 268
Mahmoud Chevket pacha 247, 339
Maistre Joseph de 124, 315
Malinoff 108
Marchand René 280, 567, 603
Mardrus docteur 208
Marinetti 507
Marinkovitch 238
Marino Athanasa 271
Martin du Gard Roger 106, 166, 511
Martin Léon 441, 455
Marx Karl 158
Massé Alfred 611
Massis Henri 510
Maucorps, colonel 217
Maurras Charles 79, 315, 511
Mazzini Giuseppe 551
Mehmet V 314
Mehmed Ali pacha 417
Ménélik 157
Merlin baron de 273
Messimy André 330, 370, 597, 644
Meyer Arthur 123, 272, 315, 316, 319, 326
Michailovitch, docteur 265
Michel Louise 101
Mihimet princesse 299
Milkeff, lieutenant 277
Millaud Albert 278
Mille Pierre 120, 291, 317
Millerand Alexandre 78, 480, 511
Mirbeau Octave 454, 528
Moch Gaston 481, 485
Mommsen 622
Mondésir colonel 370
Monmarché Marcel 443
Montardy Henry de 294, 338
Montferrand marquis de 273
Montpensier duc de 242, 585, 599
Monprofit docteur 306
Morizet André 158, 660
Mouravieff Apostol 273
Moutran Nadran 657
Mowrer Paul Scott 112, 291, 361, 363, 562, 565, 592, 599, 611, 670
Mun Albert de, 79, 105, 169, 525, 569, 633
Musurus Paul bey 230, 231

Muzet Alphonse 212, 606
Mysor Fernand 282, 290
Nadji bey 276
Nahoum Haïm 385
Napoléon 643
Napoléon III 62, 118
Naudeau Ludovic 41, 87, 89, 105, 249, 255, 260, 302, 314, 336, 366, 370, 371, 526, 543, 562, 564, 574, 631
Nazim bey docteur 381
Nazim pacha 247, 248, 335, 557
Négreponte Mme 270
Nicolas Ier (de Monténégro) (Nikita) 110, 246, 374, 540, 637
Nicoletis docteur 308
Nicolson Arthur 346
Nivet Henri 381
Noailles duc de 273
Noailles comtesse de 529
Noradounghian Gabriel effendi 329, 352, 648
Nouri effendi 392
Novicof 546
Oraïssi Abdul-Gani 657
Ovide 222
Pachitch Nicolas (Pašić Nikola) 71, 177, 565, 603
Pacifico David 576
Paillard Fred 304
Paillarès Michel 574, 577, 578
Paléologue Maurice 91, 190, 263, 335, 379, 382
Palitch 103, 362, 666
Panafieu André de, 104, 263, 307, 414
Passitch colonel 411
Pawlitoff Mme 307
Péguy Charles 508
Pélissier Jean 86, 90, 118, 144, 544
Pelletan Camille 78, 320, 341
Peluso Edmond 490, 497
Penennrun Alain de 119, 200, 238, 262, 282, 287, 289, 293, 303, 304, 331, 366
Peralfa marquise de 271
Percin Alexandre 321
Pernot Hubert 427
Perouse Suzanne 271
Petit Charles 631, 632
Pichon Stephen 308, 405, 414, 424, 437, 619, 663
Pie X 355, 643
Pierre de Serbie 71, 158, 374, 447, 540
Pimodan comte de 273
Pinon René 90, 110, 141, 156, 653
Piou Jacques 79, 537, 646
Pissard Léon 8, 527
Platel 479
Plauzolles Sicard de 480

Poincaré Raymond 8, 78, 79, 85, 92, 130, 169, 262, 264, 271, 308, 347, 527, 542, 647
Poisson Ernest 99, 147, 164-166
Poitevin Eugène 512
Popovitch Mme 278
Posse Pablo Iglesias 475
Poutnik général 356
Pressensé Francis de 89, 90, 93, 168, 394, 405, 432, 484, 520, 523, 549, 654
Prevet Charles 502
Price Crawford 390
Priam 114
Prochaska 101, 103, 363, 666
Puaux René 112, 129, 233, 244, 252, 256, 259, 292, 301, 302-304, 332, 409, 425, 456, 567, 620, 621, 624, 678
Pyrrhus 222, 622, 623
Rakovski Christian 73, 468, 469
Ractivan 374, 376
Radot Valéry 308
Rebreyend docteur 288, 289, 293
Reclus Elisée 282
Reclus Paul 240
Récouly Raymond 249, 258, 276, 526, 606, 607, 636
Rechid Safvet bey 418
Régnier Henri de 205
Rémond Georges 217, 219, 248, 251, 257, 276, 277, 279, 280, 285, 299, 302, 327, 329, 330, 333, 337, 350, 365, 395, 439, 442, 449
Reinach Adolphe 116, 549
Reinach Joseph 273
Richard Paul 95, 126, 151, 314, 458, 468, 485, 535
Richepin Jean 318
Richet Charles 481
Rifaat pacha Mme 262, 270
Rifaat pacha 346
Riza Ahmed 74
Roche Jules 334
Rochefort Henri 270
Rochette Henri 152-153
Rodes Jean 41, 83, 219, 232, 249, 252, 285, 303, 365, 440, 526, 527
Roels Edgar 426, 430, 457
Roldes Maxence 96
Romanos Mme 271, 272, 274
Romanos 388, 389, 426, 427, 429, 430, 619
Roney Pierre 215, 216, 354
Rosmer Alfred 90
Roure Henri de 232
Roussel Félix 273
Russolo Luigi 507
Sabaheddine (prince) 88, 655
Samuel Ier 50, 556

San Giuliano marquis de 608
Sancerme Charles 145
Sandanski Yané 555
Sangnier Marc 79, 323, 506
Sasonof 467, 498, 525
Saven Tigrane 394
Savoff général 138, 373
Schilizzi Hélène 272
Schlumberger Gustave 190, 537
Scott Georges 235, 303, 330, 370
Segonzac marquis de 128, 223, 507
Seignobos Charles 484
Seid ali 393
Selim bey 329
Sembat Marcel 419, 470, 492, 520
Sémenoff Eugène 555
Servien Jean 219
Sévérine 82, 481
Siméon Ier 50, 59
Skanderberg 594, 605
Skinas Alexandre 379, 380
Sorel Cécile 278
Souday Paul 104, 165
Spronk Maurice 508
Stamboulov 67, 450
Stancioff 426, 429
Steeg Théodore 491
Stein Louis 651
Stendhal 255
Tabuteau 278
Taraxchieff, lieutenant 277
Tarde Alfred de 510
Tardieu André 183, 320, 321, 323, 332, 430, 504, 574, 586, 615, 661, 662
Tcherep-Spiridovitch Arthur 616
Tchernoff Samson 303
Tharaud, frères 149, 200, 244, 255, 281, 398
Theodoroff, général 574
Théry Edmond 170, 488
Thomas Albert 284, 325, 336, 442, 443, 448, 451, 478, 635
Thomson Gaston 152
Tinayre Marcelle 190, 298
Tisza comte 498
Trapmann capitaine 407, 431
Trarieux Gabriel (Mermeix) 124, 154, 229, 233
Trit, Renier de, baron de Philipoppoli 223
Troelstra Pieter Jelles 475
Trouvé Horace 357
Trubert Maurice 281
Tudesq André 498, 522
Turati Filippo 475

Ucciani Eugène 124, 125, 215, 218, 395, 630, 642, 643, 647
Ulysse 155, 524
Vacaresco Helène 119, 192, 214
Vagliano Christophe 271
Vaillant Edouard 78, 159, 472, 475
Vallier H.-C. 127, 146, 303, 397
Vandervelde Emile 87, 239, 468, 474
Varenne Alexandre 87, 128, 151, 169, 314, 322
Varinot Louis 271
Vassiliadis Nicolaki 420
Vauchez Emmanuel 117
Védrines Jules 304
Vehib bey 280
Veillard B. 102, 103, 151, 183, 521, 554, 578, 607
Vellay Charles 202, 391, 402, 619, 678
Venizélos Eleftherios 68, 69, 108, 119, 273, 524, 537, 539, 566, 638, 639
Verestchaguine 259
Verne Jules 249
Vesnitch Mme 273
Victor-Emmanuel III 110
Villefosse Antoine Héron de 273
Vilmorin Philippe de 273
Vlachos Georgios 402
Vlakoff Dimitar 406
Vlasto Antoine 273
Vogoridi Alexandre 230, 231
Vogüe marquis de 129
Vuillaume Maxime 81
Waldeck-Rousseau 78, 321, 511
Waleffe Maurice de 92
Wasfi bey 254
Wellington duc 634
Wesselitsky 604
Westmacott lady 309
Willette Adolphe 312
Witte Jehan de baron 643
Wulff Georges 488
Xerxès 114
Xhignesse J. Mme 307
Yakchitch 561, 612
Youssouf (Yusuf) Kemal bey 271
Yurdanka Mlle 297
Yvan Antoine 259
Yvetot Georges 482
Zachos Constantin 469, 470, 672
Zaharoff Basil 375, 618
Zangwill Israël 574
Zappas 621
Zarifi Périclès 272
Zecca Ferdinand 257

Zekkie, princesse 231
Zetkin Clara 506
Zeune August 47, 187
Zola Emile 484, 517
Zontcheff 108
Zurlinden général 341

Nikolaos PITSOS

« Marianne face aux Balkans en feu : perceptions des guerres balkaniques de 1912-1913 dans l'espace médiatique français »

Cette étude esquisse les narratives concurrentes au sein de l'espace médiatique français par rapport à la perception des guerres balkaniques de 1912-1913 (guerre de civilisations contre guerre d'intérêts économiques, de libération/unification nationale, nouvelle croisade, guerre juste, contre guerre illégitime, guerre de conquête, nouvelle expédition colonialiste, discours pacifistes contre rhétoriques militaristes, approches nationalistes contre solutions fédéralistes). Elle participe également à un essai de schématisation de différents facteurs, paramètres et de leurs interactions (affinités personnelles, sensibilités idéologiques, intérêts économiques, considérations géopolitiques, couverture médiatique, représentations de Soi et de l'Autre, de l'Ici et de l'Ailleurs, du Passé, du Présent et du Futur) façonnant la perception d'un conflit par une société observatrice phénoménalement extérieure à son déroulement. Elle nous informe aussi sur les pratiques journalistiques et les goûts du public médiatique avec l'importance croissante des correspondants de guerre dans la médiatisation de la guerre et l'exigence d'une couverture sensationnelle, directe et omnisciente des événements. Elle explore également la place des Balkaniques, des Balkans et de l'histoire de cet espace dans l'imaginaire français de la Belle Époque et l'invitation des guerres balkaniques dans la vie politique, économique et socioculturelle française, à la veille de la Grande Guerre. Enfin, elle s'interroge sur le rôle des propagandes des belligérants dans la transformation de la presse en un champ de batailles médiatiques et représentationnelles, entre les acteurs directement impliqués dans le conflit et les observateurs extérieurs, s'exprimant dans l'espace médiatique français, avec comme enjeu majeur, la définition d'une entité politique et axiologique européenne.
Mots-clés : Balkans, France, Belle Epoque, Europe, orientalisme, racisme, pacifisme, presse, histoire culturelle, question d'Orient.

This study outlines the competitive narratives of the 1912-1913 Balkan wars inside the French media landscape (national liberation/unification wars, new crusade, just war, versus illegitimate conquest war, new colonialist expedition, pacifist settlement versus militarist rhetoric, nationalist approaches versus federalist proposals). It is also a schematization essay of the different factors-parameters and their interactions, (personal affinities, ideological orientations, economical interests, geopolitical considerations, media coverage, representation of the Self and the Other, the Here and Elsewhere, the Past, the Present and the Future) intervening in one's conflict perception on behalf of a phenomenally external society to its unfolding. It also informs us about journalistic practices and the media's public tastes stretching the rising importance of war reporters and the demand for a sensational, direct and omniscient news coverage. It also explores the place of Balkan people, Balkans' history and geography, in the imagination of French Belle Époque, as well as the way Balkan wars had been invited within French political, economical and socio-cultural life at the eve of the Great War. Finally, it questions the role of belligerents' propagandas in the newspapers' transformation at a media and representational battlefield between the actors directly concerned by the conflict and the external observers expressing themselves in French media, having as major stake the definition of a political and axiological European entity.
Key words: Balkans, France, Belle Époque, Europe, orientalism, racism, pacifism, media, cultural history, Eastern question